



HAL
open science

La Hongrie et les Pays Bas méridionaux durant la guerre de Succession d'Espagne : les ambitions de la diplomatie française

Olivier Maurin

► **To cite this version:**

Olivier Maurin. La Hongrie et les Pays Bas méridionaux durant la guerre de Succession d'Espagne : les ambitions de la diplomatie française. Histoire. Université Michel de Montaigne - Bordeaux III, 2016. Français. NNT : 2016BOR30051 . tel-01525040

HAL Id: tel-01525040

<https://theses.hal.science/tel-01525040>

Submitted on 19 May 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université Bordeaux-Montaigne

Ecole Doctorale Montaigne Humanités (ED 480)

THÈSE DE DOCTORAT EN « HISTOIRE MODERNE
ET CONTEMPORAINE »

**La Hongrie et les Pays-Bas méridionaux
durant la guerre de Succession d'Espagne**

Les ambitions de la diplomatie française

Présentée et soutenue publiquement le 9 décembre 2016 par

Olivier MAURIN

Sous la direction de François CADILHON

Tome 1 : Texte

Membres du jury :

Professeur Lucien BELY, Université Paris-Sorbonne
Professeur Sébastien DUBOIS, Université Saint-Louis de Bruxelles
Professeur Charles GIRY-DELOISON, Université d'Artois
Professeur Géraud POUMAREDE, Université Bordeaux-Montaigne

Directeur :

Professeur François CADILHON, Université Bordeaux-Montaigne

RÉSUMÉ

Au début du XVIII^e siècle, la Hongrie et les Pays-Bas méridionaux sont l'objet de la convoitise de la diplomatie française. Ces provinces périphériques de l'Empire habsbourgeois s'opposent aux politiques de centralisation menées par Madrid et Vienne. Afin de réaliser ses ambitions dynastiques, Louis XIV utilise ce contexte pour déstabiliser ces territoires dans le cadre d'une guerre de Succession d'Espagne engendrée par le décès de Charles II d'Espagne, le premier novembre 1700. Le Roi-Soleil mobilise ses armées et ses diplomates, dans la continuité des alliances de revers forgées lors des siècles précédents. Le marquis des Alleurs et le président Pierre Rouillé de Marbeuf, agents de Louis XIV, mi-espion, mi-ambassadeur, sont respectivement envoyé en Hongrie auprès du prince hongrois rebelle François Rakóczi et aux Pays-Bas méridionaux aux côtés du gouverneur général de la province et maître de l'Électorat de Bavière, Maximilien-Emmanuel de Wittelsbach. Loin du fracas des champs de bataille de la guerre de Succession d'Espagne, une guerre de l'ombre se fait plus dure. La quête du renseignement devient la préoccupation croissante des cours européennes. La confidentialité des correspondances épistolaires est l'objet de toutes les attentions. Cette étude a l'ambition de retracer le cadre des ambitions françaises en Hongrie et aux Pays-Bas méridionaux au début du XVIII^e siècle. Les alliances de revers et les manœuvres militaires de la guerre de Succession d'Espagne replacent ces deux pays d'Europe au cœur des luttes dynastiques, diplomatiques, et militaires opposant les Bourbons et les Habsbourg pour la domination de l'Europe.

Mots clefs : Louis XIV, Habsbourg, Pays-Bas méridionaux, Guerre de Succession d'Espagne, Guerre d'Indépendance hongroise, Alliance de revers, Rakóczi, Maximilien-Emmanuel de Bavière, marquis des Alleurs Poste, Correspondance épistolaire, Belgique, Hongrie, Autriche, Empire ottoman, Pologne, Espagne, Puissances maritimes, Angleterre, Provinces-Unies, Ambitions dynastiques, Elites.

TITRE ET RESUME EN ANGLAIS

The Southern Netherlands and Hungary during the War of the Spanish Succession : the ambitions of the French diplomacy

At the beginning of the 18th century, Hungary and the Southern Netherlands are coveted by the French diplomacy. Those peripheral provinces of The Habsburg Empire oppose the centralization policy lead by Madrid and Vienna. In order to realize his dynastic ambitions, Louis XIV uses this context to destabilize these territories during the War of the Spanish Succession triggered by the death of the last Habsburg King of Spain, Charles II, the first November 1700. Louis XIV mobilizes his army and his ambassadors in the continuity of the foreign alliances « Alliance de revers » that have been conducted during centuries. The marquis des Alleurs and the president Pierre Rouillé de Marbeuf, agents of Louis XIV, half spy, half ambassadors, are respectively send in Hungary nearby the rebel prince François Rakoczi and in the Southern Netherlands nearby the general governor of the province and Elector of Bavaria, Maximilien-Emmanuel de Wittelsbach. Far from the din of the battlefield of the Spanish Succession, another war hardens. The battle for information's became the first preoccupation of European courts. The confidentiality of the epistolary correspondences is a crucial object of attention. The purpose of this study is to define the framework of the French ambitions in Hungary and the Southern Netherlands at the beginning of the 18th century. The « alliance de revers » and military moves during the War of the Spanish Succession replace those two European countries at the heart of dynastic, diplomatic and military conflicts opposing the Bourbon's and the Habsburg's for European hegemony.

INTRODUCTION

« *Que votre Majesté veuille bien reconnoître le trône de Hongrie vacant, pour qu'on le puisse offrir à M. l'Electeur de Bavière.* »¹

La lettre du prince de Transylvanie au roi de France Louis XIV est révélatrice des liens qui existent entre la France, la Hongrie et les Pays-Bas méridionaux au début du XVIIIe siècle. François Rakóczi est un personnage peu connu du grand public français et belge, mais c'est un héros national en Hongrie. Disposant de sa statue sur la place des héros à Budapest, il est le leader de la guerre d'Indépendance hongroise (1703 – 1711) qui se déclenche contre le roi de Hongrie légitime, Léopold Ier de Habsbourg. Ennemi héréditaire des Bourbons, les Habsbourg contrôlent alors la Hongrie et les Pays-Bas méridionaux, mais leur position y est instable à la veille de la guerre de Succession d'Espagne (1700 – 1714).

L'offre du prince Rakóczi est adressée à l'Électeur de Bavière Maximilien-Emmanuel de Wittelsbach qui est également le gouverneur général des Pays-Bas espagnols pour le compte de Charles II de Habsbourg, puis de Philippe V de Bourbon. Elle est arbitrée par le monarque le plus puissant d'Europe en 1700, Louis XIV de Bourbon, le grand-père du jeune roi d'Espagne Philippe V et le protecteur du prince de Transylvanie François II Rakóczi, qu'il appelle régulièrement « *mon cousin* »² dans les correspondances.

La proposition de la Diète hongroise n'est pas une simple vue de l'esprit. Bien que le trône de Hongrie ne soit plus aussi prestigieux que par le passé, comme il le fut sous le règne de Mathias Corvin à la fin du XVe siècle, il reste une entité souveraine désormais vacante suite à la destitution de Joseph Ier par la Diète d'Onod en 1707. L'Electeur de Bavière ne s'étant pas encore exprimé officiellement au sujet de cette proposition des autorités rebelles,

¹ AAE, Cor. Pol. Hongrie, vol. 12, f° 375

Lettre du prince de Transylvanie au roi de France, datée du mois de novembre de 1707.

² AAE, *Ibid.*, f° 314

Lettre de Louis XIV à François II Rakóczi, écrite le 2 juin 1707 au château de Marly. Le roi de France remercie le prince de Transylvanie pour sa lettre de félicitations après la naissance du duc de Bretagne survenue le 8 janvier 1707.

l'agent du prince de Transylvanie aux Pays-Bas méridionaux, le baron Ladislas de Wettes, lui demande de prendre position afin d'entamer la procédure constitutionnelle d'élection auprès de la noblesse et du clergé hongrois :

« Monseigneur, ayant reçu la résolution que la Diète générale a prise. Je crois qu'il est de mon devoir de la communiquer à V.A.E. Elle luy fera voir les bonnes dispositions des Hongrois, et j'espère que le tout réussira, au grand contentement de V.A.E que je supplie très humblement de me donner les ordres, afin que je puisse travailler avec M. de Fierville avec plus d'exactitude. »³

Le trône de Hongrie est électif. Les monarques sont élus par les grands dignitaires du royaume. Ils doivent respecter une constitution contraignante, ce qui fait de cet État une monarchie constitutionnelle, non absolue. Les Français, par l'intermédiaire du colonel de Fierville agent de la France présent aux côtés du prince Rakóczi depuis les premiers jours de l'insurrection en 1703, écrivent également à Maximilien-Emmanuel de Bavière. Ils l'informent de la détermination des Magyars et lui confirment la destitution de Joseph Ier de Habsbourg, mais le mettent en garde contre toute acceptation hâtive à régner sur un peuple millénaire disposant d'une très forte identité :

« Je suis obligé de me servir du chiffre de M. de Bonnac⁴ pour rendre compte à V.A.E de ce qui s'est passé icy à la Dyette qui vient de finir. Elle a été conclue par la détronisation du Roy Joseph, elle a été reçue généralement sans nulle opposition. Mais comme tout est sujet au changement en ce pays-cy, il me paroît qu'on pourroit à présent avoir des pensées forts opposées à ces premières offres, V.A.E ne m'a donné aucun ordre là-dessus. »⁵

Les Hongrois font pourtant preuve d'une certaine constance dans cette proposition, puisque la lettre du prince Rakóczi ci-dessus est datée du mois de novembre 1707. Elle réaffirme la proposition de la couronne hongroise à un Maximilien-Emmanuel de Bavière toujours gouverneur général des Pays-Bas. Comme nous le verrons, les relations entre ces

³ AAE, *Ibid.*, f ° 341

Lettre du baron de Wettes à l'Electeur de Bavière, Maximilien-Emmanuel de Bavière, datée du 30 juin 1707 depuis le port polonais de Dantzig.

⁴ L'ambassadeur de France en Pologne. Il joue un rôle fondamental dans l'approvisionnement de la rébellion magyare. Le colonel Fierville écrit avec le chiffre du marquis de Bonnac pour que le contenu de cette lettre reste confidentiel. Sa mise en garde au sujet de l'acceptation de la couronne de Saint-Étienne pourrait être mal perçue par les rebelles du prince Rakóczi et c'est une information importante pour les cabinets noirs d'un empereur désormais déchu d'un trône de Hongrie aux mains des Habsbourg depuis 1526.

⁵ AAE, *Ibid.*, f ° 340

Lettre de M. de Fierville à M. l'Electeur de Bavière, écrite du camp d'Onoth (Onod) le 15 juin 1707.

trois territoires ne sont pas toujours simples, mais le jeu diplomatique l'est-il réellement ? Assurément non, car ici, les ambitions de la France sur la Hongrie et les Pays-Bas méridionaux sont pragmatiques, sujettes à un contexte militaire changeant dans une Europe en guerre. Néanmoins, l'initiative se trouve presque systématiquement du côté du Roi-Soleil et de ses agents présents dans et autour de ces territoires périphériques. Les relations entre ces trois entités ne sont pas toujours franches, car les objectifs de chaque partie ne sont pas systématiquement analogues. Aux tensions géopolitiques, issues des ambitions dynastiques conjuguées du prince de Transylvanie François Rakóczi, du gouverneur général des Pays-Bas et Electeur de Bavière Maximilien-Emmanuel de Bavière et du roi de France Louis XIV, il faut ajouter des incompréhensions d'ordres culturels liées à une somme de facteurs que nous nous attacherons à identifier tout au long de l'étude.

Finalement, les rapports entre ces trois entités territoriales vont se révéler complexes. Cette étude va nous faire parcourir les routes de l'Europe, des mers Baltique à la Méditerranée, dans un contexte de conflit où s'intègrent les traditions géopolitiques des États, les contextes sociaux et identitaires des peuples, ainsi que l'activité des réseaux diplomatiques. L'envergure internationale de ce sujet est ainsi fascinante. Les possibilités de recherche qu'il offre sont également impressionnantes. Il mêle des cultures, des sociétés, des espaces géographiques et des types de combats foncièrement différents. La volonté de cette étude est de mettre en relation l'histoire d'une Belgique, souvent réduite à l'état de province des Empires habsbourgeois et bourbonniens, avec l'histoire d'une Hongrie ballottée par les impérialismes depuis 1526, tout en la confrontant aux ambitions dynastiques de la première puissance du temps, la France de Louis XIV.

Pour tenter de comprendre comment et surtout pourquoi ces trois espaces interagissent au moment de la guerre de Succession d'Espagne, il est nécessaire d'utiliser une approche pluridisciplinaire. Pour y parvenir, il est impératif d'utiliser plusieurs préceptes distincts : d'abord géopolitique, via l'étude de la tactique de revers, puis diplomatique, au travers de l'art des transmissions épistolaires et des intrigues de cabinets, ensuite politique, avec les actions menées par les gouvernements centraux versaillais, madrilène et viennois, enfin géographique, avec l'influence des déterminismes territoriaux dans la formation des identités sociétales et dans la résolution des conflits. Une fois identifiés et mis en contexte, ces préceptes seront appliqués aux particularismes locaux de deux espaces qui, bien que situés dans un même Empire, ne semblent pas appartenir au même monde à la veille de la guerre de

Succession d'Espagne. Pour parvenir à ce résultat et appliquer cette posture pluridisciplinaire, les expériences de notre parcours universitaire se révéleront déterminantes.

La méthodologie s'inspire en partie d'un exposé effectué lors d'un séminaire organisé par l'école doctorale de l'université Bordeaux-Montaigne au mois de décembre 2010. L'historien canadien Grégory Hanlon, de l'université d'Halifax en Nouvelle-Écosse, y présente sa vision du métier d'historien.

Il regrette la spécialisation des études historiques et il fait l'éloge de la pluridisciplinarité pour traiter des sujets de nature identitaire ou territoriale. Il décrit sa passion pour les comportements des populations et son goût pour l'analyse du cadre contextuel. Dès la réalisation de sa thèse⁶ sur les rapports confessionnels dans le pays de l'Agenais, et plus particulièrement dans la ville de Layrac, il explore les confessions de plusieurs générations et mesure leurs actions. Pour cela, il s'aide de travaux non historiques comme ceux des psychologues De Conchy et Moscovici, et du sociologue Boudon. Par cette méthodologie d'analyse très pluridisciplinaire, il cherche à retrouver le contexte d'une action et comprendre comment ce contexte peut influencer le choix des acteurs ou de l'objet d'étude. Grégory Hanlon affirme que ce travail de mise en contexte, associant des concepts liés à la psychologie, l'ethnologie, l'anthropologie, le déterminisme géographique et l'histoire, est une des premières missions de l'historien. Sa méthodologie se rapproche de la psychologie dite historique, qui s'appuie en partie sur la fusion des sciences comportementales et historiques. Son approche traduit l'idée que l'homme est systématiquement influencé par son milieu, c'est-à-dire la nature de l'espace géographique dans lequel il vit, la situation politique et économique du moment, son éducation et sa position sociale au sein du cadre chronologique de l'étude. L'influence des historiens Fernand Braudel et Emmanuel Leroy Ladurie est ici perceptible et déterminante. La volonté de Grégory Hanlon de comprendre la relation de l'humain avec son milieu, à une époque où les déplacements sont relativement limités, lui fait dire qu'il ne croit pas en l'histoire des représentations. Par le contexte et la connaissance de l'homme de l'époque, son objectif est plutôt de retrouver des dynamiques de comportements communs chez les hommes. Il s'en explique dans l'introduction de sa thèse :

⁶ Grégory Hanlon, *L'univers des gens de biens : culture et comportement des élites urbaines en Agenais-Condomois au XVIIe siècle*, Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux, 1989.

« [...] nous ne nous sommes pas appliqués à imiter une démarche préexistante⁷. Ainsi, des travaux de psychologie et de psychologie sociale, d'anthropologie culturelle et d'histoire des religions ont été mis à contribution pour l'élaboration de nos hypothèses. »⁸

Il poursuit en définissant une méthode de travail dans laquelle nous nous reconnaissons et que nous avons tenté d'appliquer aux espaces hongrois et belges du XVI^e siècle au début du XVIII^e siècle. Il poursuit l'explication de sa méthode d'analyse :

« Afin de préciser leurs comportements spécifiques [les élites urbaines de l'Agenais], nous étudierons spécifiquement les institutions politiques locales qu'elles contrôlent, leur vision du monde, la sociabilité, les conflits qui surviennent entre les individus, les solidarités et les attitudes de chacun. L'objectif étant d'avoir une idée du comportement réel des acteurs sociaux, il faut tenir compte des images qu'ils s'en font et de l'éthique qui le fonde. »⁹

Pour comprendre ces aspects, il n'hésite pas à résider dans les espaces qu'il étudie. La démarche comparatiste est en effet le résultat d'une expérience du chercheur qui a l'ambition de comparer deux milieux distincts. La construction de notre parcours universitaire répond de cet impératif à connaître physiquement l'espace. Il est à notre sens impossible de réaliser un travail de cette nature sans se confronter au pays étudié et à l'identité de sa population. C'est pour cela que nous accorderons une grande place à l'influence du déterminisme géographique, aux aspects identitaires des peuples hongrois et belge, ainsi qu'aux conflits intérieurs et extérieurs auxquels ils sont confrontés. La notion de contexte occupera donc une part centrale dans notre étude. Elle devra montrer l'influence des événements passés et des milieux sur la formation d'identité locale forte, qui influence le processus décisionnel des populations en période de conflit. À ce titre dans la réalisation de cette étude comparative de deux espaces périphériques de l'Empire des Habsbourg confrontés aux ambitions de la France, nous essayerons de montrer les liens entre ces espaces très éloignés pour l'époque et de comprendre comment et au travers de quels aspects ils sont mis en relation. Le conflit européen de la guerre de Succession d'Espagne, et plus largement le contexte des luttes entre les dynasties habsbourgeoise et bourbonnienne, joueront le rôle de révélateur.

⁷ Il cite plus haut dans la page les travaux de Janine Garrisson : *Les Protestants du Midi* (1980) ; et de Michel Vovelle : *Pitié baroque et déchristianisation* (1978).

⁸ Grégory Hanlon, *Ibid.*, p. 10.

⁹ Grégory Hanlon, *Ibid.*, p. 11.

La difficulté de ce type de travail est qu'il se situe à la confluence de plusieurs spécialités historiques liées aux domaines sociaux, militaires, religieux ou encore politiques. Son caractère pluridisciplinaire constitue le principal défi de cette thèse de doctorat. En effet d'un point de vue méthodologique, il convient de mener une réflexion sur la spécificité de chacun de ces caractères, sur leurs apports respectifs à l'étude et la manière dont ils peuvent s'imbriquer pour traduire un contexte ou une réalité historique globale, c'est-à-dire politique, sociale, identitaire, militaire et religieuse. Pour cela, il n'existe pas réellement de méthode de comparaison, de typologie, car chaque espace est différent en termes d'identité, de géographie ou de contexte. L'argumentation proposée s'inspire bien entendu des recherches, des sources, de la formation universitaire, des conseils de nos directeurs de thèse et professeurs, mais également de l'expérience de résidence en Belgique et en Hongrie¹⁰. Ce dernier point recoupe également l'approche de Grégory Hanlon, car il permet de mieux saisir le déterminisme géographique de deux territoires foncièrement différents, mais laissant une empreinte profonde sur l'histoire et l'identité de deux peuples confrontés aux ambitions impérialistes des grandes puissances du temps.

À l'image du Canadien Grégory Hanlon ou des Français Fernand Braudel et Emmanuel Leroy-Ladurie, le hongrois Andras Ronai¹¹ souligne également l'influence déterminante de l'environnement sur la formation des sociétés humaines durant les périodes antiques, médiévales et modernes. Il définit la nature de cette incidence.

« Le caractère particulier d'un territoire ne se montre pas directement dans les évènements historiques se déroulant à sa surface, mais s'affirme indirectement dans la vie des peuples qui l'habitent, dans leur nature et dans leur conduite. »¹²

Bien que l'étude soit ancienne, elle conserve tout son intérêt. Le géographe et politologue hongrois du XXe siècle distingue deux types de territoire. Le premier est celui où le développement est seulement déterminé par les peuples qui y vivent et qui façonnent le

¹⁰ Pour la Belgique, respectivement à Louvain-la-Neuve entre 2009-2010, puis à Mons entre 2014 et 2016. Pour la Hongrie, à Budapest en 2008, dans le cadre du programme d'échange européen Erasmus entre l'Université Bordeaux-Montaigne et l'Université ELTE Budapest.

¹¹ Andras Ronai (1906-1969) est un géographe d'économie et de politique de l'université ELTE Budapest. Il est l'auteur de plusieurs atlas, d'études sur les frontières et l'influence des milieux naturels sur les sociétés humaines : Andras Ronai, *Biographie des frontières du Centre-Est européen, étude politico-géographique consacrée à l'histoire des frontières*, Budapest, Institut des sciences politiques de la société hongroise de statistique, 1936.

¹² Andras Ronai, Les bases géographiques des territoires et des États, dans *Nouvelle revue de Hongrie*, vol. 57, Budapest, 1937, p. 208.

territoire à leurs images¹³. On peut rapprocher cette subordination du territoire à la population pour les Pays-Bas méridionaux des XVIIe et XVIIIe siècles. Les habitants de cette région façonnent en effet leur espace géographique. Ils y développent des réseaux routiers et postaux tournés vers les ports de la mer du Nord, la France et le Saint-Empire romain germanique, renforçant le caractère ouvert de cet espace. Dans cette province périphérique de l'Empire des Habsbourg, la plaine belge est facilement rationalisable par les sociétés humaines. On peut inclure à ces territoires facilement façonnables et organisables par l'homme la grande plaine hongroise. Elle se structure autour du Danube et de son immense bassin fluvial¹⁴ dont les vallées forment les voies de communication de l'Europe centrale et orientale à l'époque moderne.

A contrario, le second type de territoire est celui qui imprime son caractère au peuple qui y vit. Ici, la population est subordonnée au territoire. Les sociétés locales forgent leurs identités sous l'influence du déterminisme¹⁵. La relation est ici inverse par rapport aux provinces belges. La nature impose des conditions de vie plus difficiles aux sociétés. Cette influence se retrouve dans les domaines agricoles, dans les flux commerciaux, migratoires et épistolaires, ou encore dans les traditions militaires. L'environnement est ici plus complexe à emménager et à organiser des points de vue sociaux, politiques ou économiques, car moins ouvert sur l'extérieur. Le relief imprime sur les groupes humains un phénomène de balkanisation qui renforce les identités locales en isolant les communautés des unes des autres. Dans le cadre de notre étude, la Haute-Hongrie et la principauté de Transylvanie se prêtent à cette balkanisation. Néanmoins, il est difficile d'attribuer une valeur absolue à l'influence environnementale sur l'ensemble d'une société. Dresser une typologie de l'influence des déterminismes territoriaux sur les populations serait de fait approximatif. Les territoires possèdent en effet un caractère transitoire permanent. Cependant, il est possible d'établir une typologie pour les territoires extrêmes, comme les massifs montagneux ou les plaines, des espaces qui correspondent respectivement à la Haute-Hongrie et à la Transylvanie d'une part, aux Pays-Bas méridionaux et à la plaine hongroise d'autre part.

¹³ Andras Ronai, *Ibidem*

¹⁴ Il atteint la surface de 817 000 km².

Au nord, il fait la frontière avec les bassins de la rivière Weser, de l'Elbe (Laba), de l'Oder et de la Vistule, au nord-est avec le bassin du Dniestr, au sud avec les bassins des fleuves de la mer Égée et de la mer Adriatique, à l'ouest et au nord-ouest avec le bassin du Rhin.

¹⁵ Andras Ronai, *Ibidem*

Andras Ronai précise que si les déterminismes environnementaux influencent les sociétés de manière indirecte, il faut toutefois les prendre pleinement en compte pour définir les identités locales auxquelles se confrontent les agents français en Belgique et en Hongrie.

« Les forces émanant du sol n'en sont pas moins réelles et agissantes et aucune évolution ne peut faire qu'elles n'existent pas ou qu'elles deviennent négligeables. »¹⁶

Concrètement, en termes de déterminisme, l'auteur magyar oppose les espaces ouverts sur le monde (Belgique) et ceux enfermés à l'intérieur du continent (Hongrie). On peut l'observer en étudiant la structure des réseaux routiers¹⁷. L'environnement occupe donc une grande place dans les sociétés du XVIIe et du XVIIIe siècle. La thématique de la relation entre l'homme et son milieu naturel n'est pas toujours suffisamment prise en compte par les études historiques. Pourtant, bien plus qu'aujourd'hui, l'homme des années 1700 est soumis à la nature. Une vision que défend le professeur autrichien, naturalisé américain, Fritjof Capra

« Les visions classiques de l'histoire réservent à l'homme la place privilégiée. L'histoire était faites de ses idées, de ses conceptions, de ses actes de courage, de ses conquêtes. L'environnement était en second plan. Cette attitude des historiens, philosophes, écrivains de la période moderne est imprégnée de la vision mécaniciste, née avec Newton, Descartes et Bacon et prolongée jusqu'au XXe siècle. »¹⁸

Par définition, tout fait historique se déroule dans un environnement précis. La topographie et le climat influencent le contexte. Étudier l'histoire de l'environnement et du climat, c'est analyser ce contexte dans lequel les faits historiques et les populations se meuvent et interagissent. L'environnement est un dénominateur commun à toutes les sociétés, à tous les faits historiques, à tous les contextes. Les habitants des provinces belgiques ou hongroises sont dans l'obligation d'interagir avec leur environnement et les Français doivent y adapter leur stratégie. Durant la période moderne, même en plaine, l'homme n'a pas encore la capacité de maîtriser totalement la nature. L'agriculture d'où les sociétés modernes tirent une grande partie de leur stabilité politique dépend encore pleinement des conditions

¹⁶ Andras Ronai, *Ibidem*

¹⁷ En Hongrie, les voies de communication longent les côtes et n'aboutissent qu'à de rares ports comme Dantzig, Salonique, Constantinople ou Galatie. Le maillage est épars et la vitesse lente. En Belgique, les axes de circulation convergent vers les ports d'Ostende, Gand et d'Anvers et se connectent aux espaces limitrophes. Le maillage y est très dense, diversifié et la vitesse rapide.

¹⁸ Fritjof Capra, *Turning point : Science, Society, and the Rising culture*, Bucarest, Tehica, 2004. Fritjof Capra est un physicien américain qui a enseigné à l'université californienne de Berkeley.

climatiques¹⁹. Dans une période où l'interdisciplinarité devient une qualité nécessaire pour étudier les identités des sociétés humaines, l'étude de cette relation homme-nature reste complexe à établir comme le souligne le roumain Arsène Gicu-Gabriel²⁰ de l'université de science agricole de Timisoara :

« La relation de l'homme avec l'environnement/la nature, ou plutôt les relations de l'humanité avec son milieu naturel, constitue un sujet dont le traitement, même sommaire, requiert des notions qui impliquent le mythe, les traditions, les religions, les cultures, les systèmes philosophiques, politiques, économiques. »²¹

Il souligne que le scientifique doit prendre en compte une somme importante de facteurs s'il souhaite définir les postures des populations vis-à-vis d'un phénomène historique, physique ou sociétal. Ici, c'est le comportement adopté en période de conflits par les populations des territoires périphériques du monde habsbourgeois qui nous intéresse, c'est-à-dire la Hongrie et les Pays-Bas méridionaux. Leur manière d'exprimer leur identité est conditionnée par le contexte, mais également par la nature. Pour les populations des XVIIe et XVIIIe siècles, la vision du monde est bien plus restreinte que la nôtre. Le milieu et le contexte ont un véritable effet sur la construction des identités des sociétés humaines, car ils constituent souvent l'unique cadre de vie. Le géographe du XIXe siècle Elisée Reclus traduit la connexion du milieu à l'homme et à la société en général par cette maxime :

« Dès que le milieu change l'homme, change avec lui. »²²

Il est ainsi nécessaire d'associer les faits historiques et les organisations sociales aux phénomènes naturels, mais aussi à la géographie physique. Les reliefs montagneux constituent un bon exemple de l'influence de l'environnement sur la formation des identités sociales et politiques. Aux XVIIe et XVIIIe siècles, les montagnes sont encore des lieux sauvages qui constituent de véritables barrières naturelles, difficilement franchissables pour les armées, les voyageurs ou les commerçants. Les routes postales régulières préfèrent les contourner. En période de conflits, les montagnes sont un lieu de refuge pour les populations, les brigands ou les rebelles. La guerre d'Indépendance hongroise l'illustre avec la défense des régions

¹⁹ Se référer à la partie sur les bouleversements climatiques de la fin du règne de Louis XIV.

²⁰ Gicu-Gabriel Arsène est professeur à l'université des Sciences agricoles et de Médecine vétérinaire du Banat — Timisoara.

²¹ Gicu-Gabriel Arsène, *La relation homme-nature : L'émergence de l'éthique de l'environnement*, p. 1. Dans Jean-Marc Flaslin, *Bioéthique en science de la vie et de l'environnement*, Timisoara, Brumar, 2007.

²² Elisée Reclus, *Votez*, discours, Vaud, chez Clarens, le 26 septembre 1885.

carpatiques de Haute-Hongrie et de Transylvanie. Celles-ci restent longtemps des régions inexpugnables entièrement sous le contrôle des kurucs²³, alors que la grande plaine pannonienne est rapidement abandonnée aux troupes de l'Empereur. On retrouve ce phénomène de concentration des résistances dans les zones escarpées à toutes les époques. De par leur relief, leur isolement et leur faible densité démographique, les reliefs sont des espaces où s'épanouissent les mouvements de résistance face aux invasions ou aux réformes des gouvernements centraux. La langue française traduit cette idée avec l'expression « maquis ». De nos jours, dans le cadre d'un champ lexical militaire, elle est utilisée pour désigner un groupe de résistants. S'il est propre à la période de la Seconde Guerre mondiale, ce terme fait également référence à la botanique où il qualifie une végétation de type méditerranéen, généralement dense, qui pousse dans des zones isolées et escarpées. Bien sûr, cet environnement ne se retrouve pas systématiquement en haute montagne, mais ce mot qui désigne l'action de résister militairement à un envahisseur est également synonyme d'un biotope caractéristique des zones montagneuses. Le double sens de ce nom commun illustre ainsi le rôle des massifs dans les mouvements de résistance. Les massifs sont à ce titre des zones de refuge et de résistance pour les sociétés humaines. Le caractère sauvage de ce milieu forge le plus souvent des populations robustes et rudes ayant une forte identité. Cette dernière se construit dans une forme d'adversité, par sa confrontation à un climat difficile où l'isolement des communautés en période hivernale oblige la population à s'entraider, à tisser des liens en se référant à un même système de valeurs. Cet esprit communautaire, aussi appelé balkanisation, s'applique bien aux provinces hongroises nichées dans l'arc des Carpates ou sur les contreforts des Balkans²⁴. Durant la guerre de Succession d'Espagne, les montagnes divisent les hommes avec leurs religions, leurs organisations politiques et leurs manières de percevoir le monde. Concrètement, le relief entrave les circulations humaines et les échanges

²³ Kuruc est le mot hongrois pour désigner les partisans de François Rakóczi durant la guerre d'Indépendance hongroise. La partie orientale reste sous le contrôle des Magyars jusqu'en 1711 alors que la résistance transylvanienne plie en 1709 après six années de combat acharné contre les généraux autrichiens Rabutin et Heister.

²⁴ La définition de balkanisation est d'abord utilisée pour désigner les démembrements des Empires austro-hongrois et ottomans, après la Première Guerre mondiale. Ils sont effectifs lors des traités de Trianon le 4 juin 1920 pour l'Empire austro-hongrois, et au traité de Sèvres, le 10 août 1920. Ce phénomène englobe ainsi les anciennes entités territoriales du royaume de Hongrie, de la principauté de Transylvanie et de la Croatie-Slavonie. Elle est naturellement associée à la résolution d'une Question d'Orient dont nous faisons remonter la naissance au moins au règne de l'Empereur Léopold Ier, entre 1658 et 1705. La balkanisation est ensuite adaptée au contexte des années 1960, afin de définir la situation politique d'un continent africain nouvellement libéré de la colonisation. À l'époque moderne, le relief montagneux divise naturellement les sociétés humaines, notamment les régions de la chaîne des Balkans et des Carpates, d'où le nom donné à ce phénomène. Cette chaîne fait partie d'un même ensemble géographique montagneux qui s'étend d'est en ouest à travers l'Europe et l'Asie. Elle s'étire des Alpes à l'Himalaya en passant par les Apennins, les Balkans, les Carpates d'Europe centrale et le Caucase.

entre les régions et les cultures. En réalité, il isole les communautés les unes des autres. Par ce manque de communication, les vallées et les cols renforcent le phénomène de repli sur soi, surtout pendant les périodes hivernales. À long terme, la géographie physique forge un système de valeurs propre à la fondation d'une nation n'ayant reçu que peu d'apports extérieurs dans le cas de milieux isolés (Hongrie), ou ayant un caractère cosmopolite et tolérant dans le cadre de milieux ouverts (Pays-Bas méridionaux).

En raison des richesses qu'elles renferment, les montagnes attisent également les tensions entre les nations autochtones et celles qui résident aux alentours. C'est un espace particulièrement riche en minerais, en bois et qui tire profit de la force hydraulique des torrents. À la différence des Pays-Bas méridionaux qui interagissent dans un espace ouvert de plaines, les sociétés de Haute-Hongrie et de Transylvanie se développent au sein de massifs montagneux isolés et escarpés. Elles intègrent malgré elles les facteurs de balkanisation et de richesses environnementales. En raison du sous-développement de l'agriculture et des infrastructures de communication, l'influence du milieu naturel se fait plus forte dans ces régions centrales européennes que dans les Pays-Bas méridionaux. Bien que soumise à l'influence du monde habsbourgeois et à aux conflits avec la France ou l'Empire ottoman, la manière de défendre l'identité territoriale est différente d'une périphérie à l'autre. Elle s'adapte au contexte et au relief.

Si le nord et l'ouest de la Grande-Hongrie sont soumis aux massifs montagneux, le centre est influencé par le fleuve Danube. Long de deux mille huit cents kilomètres, il traverse près de dix pays. C'est un fleuve dont l'importance est capitale à l'époque moderne. Il constitue une voie de communication essentielle entre la capitale du Saint-Empire romain germanique et la mer Noire. Il connecte la mosaïque de cultures qui jalonnent son cours, de l'Electorat de Bavière jusqu'aux confins du voïvodat de Valachie. Il est l'objet de convoitise pour les grandes puissances, notamment dans le cadre de la résolution d'une première Question d'Orient. Loin d'incarner le mythe de la Mitteleuropa, c'est-à-dire une Europe centrale germanique souvent fantasmée par les empereurs germaniques, le courant danubien charrie au contraire un foisonnement de cultures et de tensions représentatives de l'Europe du Centre-Est.

Par le prisme du déterminisme territorial, il s'agit ainsi d'observer comment l'environnement influence les identités locales, de manière directe ou indirecte, dans ces

graves périodes de conflit que sont la guerre de Succession d'Espagne et la guerre d'Indépendance hongroise. Outre l'intégration de ces deux provinces périphériques aux ensembles dynastiques et continentaux, il s'agit également d'observer comment les populations réagissent aux actions militaires et diplomatiques que mène la France à cette période, puis de définir quelles sont les motivations de la première puissance européenne de s'ingérer dans leurs affaires politiques.

Les travaux s'appuient sur les sources conservées aux archives du ministère des Affaires étrangères français à Paris. Elles sont éditées par les agents du réseau diplomatique français et par leurs alliés belges, hongrois et espagnols. Les documents manuscrits sont classés dans deux séries distinctes. La première est celle des « Mémoires et documents ». Parmi ce fond considérable conservé pour l'essentiel sous la forme de bobines microfilmées, il a été à notre sens intéressant de sélectionner prioritairement les rapports concernant les nations belligérantes d'abord ennemies de la France²⁵ : l'Autriche, l'Angleterre et les Provinces-Unies ; puis alliées de Louis XIV²⁶ : la Pologne et l'Empire ottoman²⁷. À ces nations, il faut ajouter la catégorie « France et divers États » qui comprend des rapports sur les nations européennes, sur les instructions des ambassadeurs, ou encore sur des négociations ponctuelles. Si la liste des nations étudiées peut paraître peu exhaustive lors de la première lecture, elle représente tout de même une consultation²⁸ de cinquante-huit volumes comprenant un total de 18 776 folios²⁹.

La seconde est celle dévolue aux « Correspondances politiques ». Ici nous nous sommes intéressés aux interactions entre la diplomatie française et son réseau d'agents dans les deux provinces périphériques, c'est-à-dire la Hongrie-Transylvanie³⁰ d'une part, et les Pays-Bas méridionaux³¹ d'autre part. Parmi ces échanges épistolaires, nous avons axé notre

²⁵ Dans le cadre de l'Alliance ou coalition de La Haye, signée en 1701.

²⁶ De manière officielle pour l'Espagne et les électors de Bavière et de Cologne. De manière officieuse avec l'Empire ottoman et la Pologne, car ils conservent leur neutralité durant le conflit.

²⁷ Porte la mention Turquie dans les inventaires de la série Mémoires et documents des AAE.

²⁸ Volume établi sur la base des références citées dans la table des sources en Annexe et issues des inventaires des AAE pour la série Mémoires et documents.

²⁹ AAE, Md Autriche, 7 volumes pour 2716 folios.

AAE, Md Espagne : 15 volumes pour 4139 folios.

AAE, Md, France et divers États : 17 volumes pour 5207 folios.

AAE, Md, Pays-Bas : 3 volumes pour 1046 folios.

AAE, Md, Pologne : 3 volumes pour 871 folios.

AAE, Md, Turquie : 13 volumes pour 4797 folios.

³⁰ AAE, Cor. Pol. Hongrie-Transylvanie, 8 volumes.

³¹ AAE, Cor. Pol. Pays-Bas espagnols et autrichiens, 11 volumes.

recherche sur les missions du marquis des Alleurs, en Hongrie³², et de Pierre Rouillé de Marbeuf, dit le président Rouillé, aux Pays-Bas méridionaux.

Après la définition rapide des contours de ce premier concept qu'est le déterminisme géographique présent en Hongrie d'abord et aux Pays-Bas méridionaux ensuite, puis des sources mobilisées, il convient désormais de dresser un contexte général de l'Europe sans perdre de vue le troisième espace étudié, c'est-à-dire une France de Louis XIV alors en position hégémonique à la veille de la guerre de Succession d'Espagne.

Dans le cadre de l'introduction, seul le contexte du royaume de France sous le règne de Louis XIV sera évoqué. En effet, le contexte politico-social de la Hongrie et des Pays-Bas méridionaux est intégré dans le corps de texte afin de ne pas perdre de vue le particularisme local dans lequel évolue une diplomatie française au service des ambitions de son souverain. Il est à notre sens essentiel d'intégrer le contexte au chapitre, sous peine de ne pas saisir les conditions réelles dans lesquelles les agents se meuvent d'une part, et de ne pas comprendre les décisions prises par les multiples acteurs d'autre part.

Dresser un tableau général de l'Europe du début du XVIII^e siècle permet de définir les forces et les faiblesses des principales nations impliquées dans la guerre de Succession d'Espagne et dans la guerre d'Indépendance hongroise. Les événements, qui se déroulent en Belgique de 1701 à 1714 et en Hongrie de 1703 à 1711, s'inscrivent plus dans une dimension continentale que régionale. Bien que le soulèvement kuruc possède des particularismes qui lui sont propres, il n'est, en réalité, qu'un théâtre d'opérations interdépendant avec les autres fronts de la guerre de Succession d'Espagne, notamment celui des Flandres. Il ne faudra jamais perdre de vue cette notion d'interdépendance des fronts, car elle est l'une des principales lignes directrices de cette étude. De plus, il nous semble également fondamental de n'occulter aucun paramètre national concernant les principaux acteurs de la guerre en Hongrie c'est-à-dire la France, la Pologne, l'Empire ottoman et l'Autriche. En effet, pour créer, développer ou maintenir une puissance militaire et diplomatique, chaque élément a son importance. Ainsi, l'étude des conditions de vie du paysan, du commerçant ou du juriste, leurs revenus, le commerce, l'état du réseau de communication, la démographie ainsi que l'unité et

³² AAE, Cor. Pol. Hongrie, vol. 11, 401 folios.
AAE, Cor. Pol. Hongrie, vol. 12, 387 folios.
AAE, Cor. Pol. Hongrie, vol. 13, 252 folios.

la diversité d'un royaume sont intéressants, car ils sont autant d'éléments interdépendants qui constituent la puissance, la politique militaire et diplomatique d'un souverain, d'une nation. Louis XIV définit l'idée d'État-nation comme une émanation de cet ensemble de facteurs :

« Chaque profession, en son particulier, contribue à sa manière, au soutien de la monarchie, et chacune d'elles a ses fonctions dont les autres auraient sans doute de la peine à se passer. Le laboureur fournit par son travail la nourriture à ce grand corps ; l'artisan donne par son industrie toutes les choses qui servent à la commodité du public et le marchand, par ses soins, assemble de mille endroits différents tout ce que le monde entier produit d'utile et d'agréable, pour le fournir à chaque particulier au moment qu'il en a besoin. Le financier en accueillant les deniers publics, sert à la subsistance de l'État ; les juges en faisant l'application des lois entretiennent la sûreté parmi les hommes ; et les ecclésiastiques, en instruisant les peuples à la religion, attirent les bénédictions du ciel et conservent le repos sur la terre. »³³

Par cette maxime, le Roi-Soleil érige son royaume au rang de nation, de communauté œuvrant pour le bien de l'État monarchique et de celui qui l'incarne, le roi. Le schéma des liens communautaires unissant les Français est applicable en Belgique, en Hongrie et dans tous les espaces étudiés. Cette posture justifie l'étude du contexte pour comprendre les particularismes régionaux et observer comment la diplomatie française s'adapte à ceux-ci. Les stratégies géopolitiques à la disposition du roi de France constituent un second axe majeur de notre réflexion. L'étude s'organise ainsi autour des ambitions développées par la France dans ces territoires périphériques au début du XVIIIe siècle, mais aussi dans les décennies qui précèdent. Etant la première puissance du temps, la France possède une influence considérable en Europe. Par ses ambitions dynastiques, le Roi-Soleil intègre les territoires périphériques de la monarchie habsbourgeoise dans des chimères et des matrices géopolitiques dont l'objectif est d'accentuer l'emprise de son royaume sur le vieux continent. Sa volonté de faire accepter le testament de Charles II d'Espagne au reste des cours européennes, répond d'une ambition dynastique née au moment de sa prise de pouvoir personnelle en 1661.

La fin des années 1650 est une année charnière dans le XVIIe siècle européen. Elle fait le relais entre la période cardinalesque encore représentée par un cardinal Mazarin vieillissant,

³³ Louis XIV, *Pensées de Louis XIV ou Maximes de gouvernement et Réflexions sur le métier de Roi*, Paris, Chez C. J. Trouvé, 1824, p. 55.

fatigué par les années de Fronde, mais qui possède encore toutes ses extraordinaires facultés d'homme d'État, et l'installation d'un régime absolutiste incarné par la volonté de Louis XIV à régner seul, c'est-à-dire sans utiliser de Premier ministre. Il annonce cette décision à ses ministres le dix mars 1661 au lendemain de la mort de Mazarin. Dans l'histoire de France, la Fronde, marque pour un temps le logique repli de la France durant toute la période de la guerre civile (1649-1652). Néanmoins, la décennie 1648 - 1659 voit un renforcement et une affirmation de la puissance française par l'école de formation qu'elle représente pour son jeune monarque.

En effet, à la suite de la Fronde, le prince de Condé voyant ses biens et ses gouvernements confisqués se réfugie en Flandre. Il reste engagé auprès des Espagnols et devient le généralissime de leur armée en 1652-1653. La guerre contre l'Espagne et le prince de Condé se poursuit jusqu'à la décisive victoire française des Dunes du quatorze juin 1658. Le vingt-trois juin de la même année, Dunkerque tombe aux mains de la France. Le prince de Condé est mis en fuite. La paix des Pyrénées qui en découle marque l'affirmation incontestée de la puissance française en Europe pour une durée de trente ans. La puissance espagnole, principale rivale de la France, s'engage alors irrémédiablement sur la voie d'un déclin amorcé dès les années 1640³⁴. La paix des Pyrénées du sept novembre 1659 et la querelle des Investitures de 1661 renforcent le statut hégémonique de la France. Toutefois, la victoire sur la Fronde condéenne et sur l'Espagne ne se fait pas sans difficultés. Mazarin déploie des trésors de diplomatie pour en venir à bout. Le cardinal-ministre est obligé de traiter avec des puissances étrangères comme l'Angleterre afin de redonner confiance aux milieux financiers échaudés par l'instabilité politique issue de la Fronde d'une part, afin de s'assurer la fidélité des princes allemands obtenue à la paix de Westphalie d'autre part. Il renforce celle-ci en actant la Ligue du Rhin à Francfort le quinze août 1658. Ce dernier coup diplomatique est considéré par Lucien Bély³⁵ et Jean Béranger³⁶ comme : « le chef-d'œuvre diplomatique de Mazarin ». Le rôle d'éducateur que joue le cardinal Mazarin auprès du jeune roi est fondamental pour la suite du règne du Roi-Soleil. La période de la Fronde est une expérience traumatisante pour Louis XIV. Deux épisodes marquent profondément le roi : le premier, en janvier 1649, où il est obligé de fuir le palais du Louvre pour échapper aux frondeurs, puis, le

³⁴ L'échec des réformes politiques engagées dans les Pays-Bas espagnols illustre ce déclin de l'autorité espagnole dans les marges de l'Empire.

³⁵ Lucien Bély, *Les relations internationales en Europe aux XVIe-XVIIIe siècles*, Paris, Thémis, 1992, p. 200.

³⁶ Jean Béranger, *Léopold Ier (1640 – 1705) : fondateur de la puissance autrichienne*, Paris, Presses Universitaires de France, 2004, p. 218.

second, le trente et un juillet 1651 où son cousin le Prince de Condé ne prend pas la peine de descendre de son carrosse pour saluer le roi. L'échec de Condé sonne le glas d'une époque, celle où les princes de sang, les grands seigneurs et les hobereaux n'hésitent pas à se rebeller contre l'autorité royale. Louis XIV garde de la rancœur et une méfiance profonde vis-à-vis de la noblesse. Tout au long de son règne, il tente ainsi de la contrôler. Tout d'abord, il établit une étiquette stricte, qui oblige les courtisans à montrer leur dévotion et leur infériorité au souverain. Le service à la cour, même s'il ne représente qu'un dixième de l'effectif total de la noblesse, intéresse en particulier la haute noblesse, c'est-à-dire la plus influente, celle que le roi a le plus intérêt à domestiquer. Pour cela, il cherche à établir une concurrence entre les nobles. Contrôler la cour est donc fondamental pour asseoir son pouvoir. Dans les années 1680, il accentue encore cette concurrence et son rayonnement international en construisant le château de Versailles.

Soucieux d'éviter le retour d'une fronde, Louis XIV s'efforce ensuite de canaliser les activités de sa noblesse dans le sens des intérêts de l'État. Le service dans les armées du Roi, activité aristocratique par excellence (impôt du sang), trouve à s'exercer dans toutes les guerres du règne et même au-delà pour certains, qui s'engagent à titre personnel auprès des Impériaux contre les Ottomans. C'est ainsi que le Prince de Conti et l'abbé de Savoie (futur prince Eugène) partent combattre les Turcs lors du siège de Vienne en 1683, sans l'aval du roi. Enfin, les offices de justices et de finances s'ouvrent aux noblesses de robe et d'épée. Cette distinction entre les deux noblesses tend ainsi à se réduire au fil du siècle à la faveur des alliances matrimoniales et de l'extinction des familles dites de « vieille noblesse ». C'est l'exemple de Colbert qui marie ses trois filles à des Ducs et pairs de France. Par conséquent, en occupant la noblesse et en instaurant une méfiance issue de la concurrence, il réussit à se prémunir des intrigues et des complots contre sa personne et celle de l'État. Bien que la Fronde l'ait profondément marqué, cet épisode de l'histoire de France a été pour lui, une expérience formatrice. Elle fut un observatoire grandeur nature et un laboratoire d'application concrète des théories enseignées par son parrain. Lucien Bély retranscrit les écrits de Pierre Goubert sur l'influence de l'éducation du jeune Louis XIV dans sa manière de conduire les affaires du royaume à partir de 1661 :

*« Il est certain que le parrain apprit à son filleul, outre les intrigues de cour et de conseil qu'il pouvait observer, l'Europe des rois, des princes, des petits duchés, des diplomates, des agents secrets peut être ».*³⁷

Louis XIV souligne lui-même l'importance de cet enseignement dans ses mémoires destinées au jeune dauphin³⁸. Il insiste sur l'occasion unique qui se présente à lui en 1661. La perception de ce contexte favorable, et la prise de décision qui en découle sont le résultat des enseignements du cardinal Mazarin :

*« La somme des connaissances, des principes politiques et des idées qu'il avait acquis, à travers Mazarin, sur l'Europe et le contexte international ».*³⁹

En 1661, le royaume de France est donc un royaume puissant avec, à sa tête, un souverain qui a été formé par un des meilleurs hommes d'État de son temps. Néanmoins, si le monarque absolu définit la politique, il reste tributaire de la puissance du territoire et des atouts naturels qu'il gouverne. Le carnet de voyage est une source intéressante à exploiter si l'on souhaite dresser une vue d'ensemble d'un royaume à une date précise. Cette source permet par exemple de se faire une idée précise des deux grands atouts du royaume de France : son unité et sa démographie. Les rédacteurs de ces carnets sont des commerçants, de jeunes nobles, des militaires ou des négociateurs. Ils parcourent le royaume avec une relative facilité grâce à un excellent réseau de communications, dont beaucoup souligne la qualité. Au XVIIe, celui-ci tend à être de plus en plus performant, diversifié et rapide⁴⁰. Les grandes routes royales sont désormais bien entretenues. Elles sont parcourues par un service royal de transport des personnes et des marchandises qui ne cesse de s'améliorer au cours de ce siècle et du suivant. Pourtant, de Paris, il faut encore cinq jours pour rallier Lyon en diligence contre un seul, pour gagner Amiens, Reims ou Rouen. Cependant, en dehors des grandes voies, les chemins de terre dominant encore largement le maillage local au XVIIe siècle. À l'image des chemins de muletiers de Haute-Hongrie et de Transylvanie, ils sont souvent montants, sablonneux en été, boueux en hiver, c'est-à-dire malaisés. Le transport de marchandises reste également encore lent et coûteux, à la différence des Pays-Bas méridionaux dont le maillage secondaire est bien plus performant que celui de la France et de la Hongrie. C'est sur ce

³⁷ Lucien Bély, *Ibid.*, p. 203.

³⁸ Elles sont rédigées en 1666 à Versailles

³⁹ Lucien Bély, *Ibid.*, p. 204.

⁴⁰ Construction de canaux, amélioration du réseau routier et de diligences avec l'augmentation de la densité des relais de poste et des auberges

réseau secondaire que se porte l'amélioration des infrastructures sous les règnes de Louis XIV et de Louis XV d'une part, de l'Empereur Joseph II d'autre part. De manière générale, au début du XVIIIe siècle, le commerçant ou le voyageur préfère la voie d'eau à celle de terre. Une nouvelle fois, on retrouve une similitude avec l'Europe centrale où les voies danubiennes et vistuliennes concentrent le trafic en dehors des périodes hivernales. En France, c'est la Loire qui est l'artère la plus animée. Situé au centre du royaume et par un jeu de connexions routières et fluviales, ce fleuve relie Paris à Nantes sur sa partie aval et Paris à Lyon (puis Marseille via le Rhône) par sa partie amont. Ces lignes de communication deviennent de plus en plus centrales dans un monde où le commerce colonial prend une importance croissante. Les richesses engendrées par ces moyens de communication sont un facteur essentiel dans la position qu'occupe un État dans le concert européen. Les questions commerciales prennent ainsi une place croissante à partir du traité de paix d'Utrecht⁴¹. Le rang d'un royaume est assuré par sa diplomatie et par la guerre. Or, au XVIIIe siècle, l'entretien d'une diplomatie et d'une armée demande beaucoup d'argent pour être efficace. La dimension d'un financement émanant du commerce ne survient véritablement qu'au XVIIIe siècle grâce à des espaces coloniaux qui tirent profit de l'établissement d'un nouveau référentiel diplomatique pour le règlement des relations internationales. La thèse de Frédérik Dhont⁴² démontre ce tournant diplomatique que constitue la signature du traité d'Utrecht en 1714 dans l'établissement d'une politique des équilibres entre les puissances devant désormais privilégier le maintien de la paix et du commerce plutôt que le sort des armes.

Ceci souligne cette importance croissante de la manne commerciale dans un contexte européen de plus en plus tendu et explosif, et ce depuis l'avènement de Louis XIV. Au début de la guerre de Succession d'Espagne, la France dispose sans doute d'un des meilleurs réseaux de communication d'Europe. Par conséquent, il est logique de voir de nombreux étrangers parcourir le royaume. Les voyageurs qui se déplacent dans le cadre de voyages d'affaires ou d'agrément prennent conscience de la diversité du royaume au-delà de sa relative unité au niveau des infrastructures routières.

⁴¹ Lucien Bély, *Ibid.*, p. 422 - 428.

⁴² Frederik Dhont, *Balance of Power and Norm Hierarchy. Franco-British Diplomacy after the Peace of Utrecht*, History library, vol. 17. Studies in the History of International Law, vol. 7, Leiden/Boston, Brill and Martinus Nijhoff, 2015. Compte rendu d'Eric Schnakenbourg dans *Revue Historique*, n° 678, Nantes, 2016.

Il en va différemment pour la répartition de la population. La France reste au début du XVIIIe siècle un royaume profondément rural. C'est de cette ruralité qu'elle tire sa force sous le règne de Louis XIV. En effet, les milieux urbains regroupent seulement un dixième de la population soit, environ deux millions d'habitants. L'organisation spatiale des villes du royaume est également hétérogène. L'hypertrophie parisienne est déjà visible en 1700. Avec 500 000 habitants⁴³, Paris est la seconde ville la plus peuplée d'Europe derrière Londres et ses 575 000 habitants⁴⁴. Jusqu'au déplacement de la cour au château de Versailles à partir de 1682, Paris est la capitale du royaume. La cour et le roi résident dans le palais du Louvre. L'île de la Cité sur la Seine est le cœur historique de Paris ainsi que le siège des organes du pouvoir avec l'hôtel de ville, le parlement de Paris (première des cours souveraines). Après le départ de la cour à Versailles, la cité devient bastion du mouvement parlementaire en France. En dehors de Paris, les grandes métropoles régionales du royaume sont Lyon avec 97 000 habitants⁴⁵ et Marseille avec 90 000 habitants⁴⁶. Si ces villes apparaissent cinq fois moins grandes que Paris, elles restent des cités considérables pour l'époque en termes de taille et d'activités économiques. Par exemple, elles disposent de plus d'habitants que les deux plus grandes villes des Pays-Bas méridionaux que sont Bruxelles⁴⁷ et Anvers⁴⁸, avec respectivement 80 000 et 68 000 habitants. En comparaison, la capitale magyare, Bude, ne concentre que quelques milliers d'âmes et les autres villes de Hongrie ne ressemblent qu'à de simples bourgades face aux cités d'Europe de l'Ouest ou de ses voisines polonaises, autrichiennes⁴⁹ ou turques. Les villes fortement peuplées en Europe sont plutôt des places commerciales. C'est ainsi que les villes portuaires de Naples, Amsterdam et Lisbonne sont les trois autres agglomérations les plus peuplées du continent⁵⁰. De manière générale⁵¹, au début

⁴³ Paul Bairoch, Jean Batou, Pierre Chèvre, *La population des villes européennes de 800 à 1850*, Centre d'Histoire Economique Internationale, Genève, Droz, 1988, p. 280.

Paris n'atteint le niveau de Londres qu'en 1750.

⁴⁴ Paul Bairoch, Jean Batou, Pierre Chèvre, *Ibid.*, p. 280.

⁴⁵ Paul Bairoch, Jean Batou, Pierre Chèvre, *Ibidem*.

Lyon occupe la treizième place des villes les plus peuplées d'Europe en 1700.

⁴⁶ Paul Bairoch, Jean Batou, Pierre Chèvre, *Ibidem*.

Marseille occupe la quatorzième place des villes les plus peuplées d'Europe en 1700.

⁴⁷ Paul Bairoch, Jean Batou, Pierre Chèvre, *Ibidem*.

Bruxelles occupe la quinzième place des villes les plus peuplées d'Europe en 1700.

⁴⁸ Paul Bairoch, Jean Batou, Pierre Chèvre, *Ibidem*.

Anvers occupe la vingtième place des villes les plus peuplées d'Europe en 1700.

⁴⁹ Paul Bairoch, Jean Batou, Pierre Chèvre, *Ibidem*.

La capitale du Saint-Empire romain germanique, Vienne, possède 114 000 habitants en 1700. Elle occupe la onzième place des villes les plus peuplées d'Europe à cette date.

⁵⁰ Paul Bairoch, Jean Batou, Pierre Chèvre, *Ibidem*.

Naples occupe la troisième place des villes les plus peuplées d'Europe en 1700 avec 300 000 habitants.

Amsterdam occupe la quatrième place des villes les plus peuplées d'Europe en 1700 avec 200 000 habitants.

Lisbonne occupe la cinquième place des villes les plus peuplées d'Europe en 1700 avec 180 000 habitants.

du XVIII^e siècle, la ville portuaire est davantage peuplée que la capitale située à l'intérieur des terres. On retrouve ce schéma avec l'interface maritime de Dantzig qui supplante la capitale de la Pologne, Varsovie, en terme démographique⁵².

Pour la France, Lyon est le siège d'une grande place internationale et Marseille est la porte du commerce méditerranéen. La mer Méditerranée reste l'espace où les flux commerciaux maritimes sont les plus importants dans le royaume de Louis XIV. Marseille supplante ainsi Bordeaux⁵³ et son trafic atlantique. Malgré le développement d'un empire colonial, le commerce avec Constantinople, la plus grande ville du monde⁵⁴ en 1700, reste d'une importance vitale pour la France durant toute la guerre de Succession d'Espagne et pour le ravitaillement de la guerre d'Indépendance hongroise.

En comparaison de la vie grouillante de ces immenses villes, la campagne est un monde très différent. Elle est le cadre de vie de 90 % de la population, soit près de vingt millions de personnes. La grande diversité de cette population rurale résulte d'abord dans le cadre naturel de chaque province. La diversité géographique du territoire marque profondément les voyageurs étrangers. En effet, on ne peut pas comparer le fermier d'Ile de France qui produit céréales et animaux pour subvenir à l'énorme marché parisien, aux petits métayers des bocages de l'Ouest armoricain qui cultivent le seigle et les plantes textiles⁵⁵ pour les échoppes des villages voisins. Il y a autant de similitudes entre ce métayer et ce fermier général qu'entrent un armateur et un mousse. Au-delà des disparités régionales, le point commun est la paysannerie. Propriétaires ou non de leur exploitation, les paysans disposent d'une surface cultivable à peine suffisante pour faire vivre leur famille et payer l'impôt au roi, la dîme à l'Église, les droits seigneuriaux, et éventuellement, le loyer au propriétaire. En soulignant le manque d'aisance des paysans, on se rend compte que les rentrées d'argent dans les caisses du roi sont difficiles à prévoir sur le long terme. Elles sont souvent tributaires de

⁵¹ L'Espagne constitue le seul contre exemple, puisque Madrid reste la ville la plus peuplée d'Espagne avec 140 000 habitants contre 72 000 pour le port de Séville.

Chiffres tirés de Paul Bairoch, Jean Batou, Pierre Chèvre, *Ibidem*.

⁵² Paul Bairoch, Jean Batou, Pierre Chèvre, *Ibidem*.

Gdansk ou Dantzig concentre 40 000 habitants en 1700 contre seulement 20 000 habitants pour Varsovie.

L'Espagne constitue le seul contre-exemple, puisque Madrid reste la ville la plus peuplée d'Espagne.

⁵³ Paul Bairoch, Jean Batou, Pierre Chèvre, *Ibidem*.

Bordeaux occupe la trente quatrième places des villes les plus peuplées d'Europe en 1700 avec 45 000 habitants.

⁵⁴ Paul Bairoch, Jean Batou, Pierre Chèvre, *Ibid.*, p. 282.

La capitale de l'Empire ottoman compte alors 700 000 habitants. Il faut attendre les années 1770 pour voir Londres supplanter Constantinople grâce à son commerce océanique en plein essor.

⁵⁵ Par exemple le chanvre ou le lin.

récoltes soumises à des phénomènes climatiques ponctuels changeant d'une année à l'autre. Ceci fait du royaume de France une société profondément agricole. A la vue de la répartition de la population et des structures économiques, ce sont des campagnes que le roi tire ses principaux revenus et ses hommes pour la guerre.

Au milieu du XVIIIe siècle et en comparaison des autres nations, la France est alors le royaume sinon le plus vaste, du moins le plus peuplé du continent. En effet, elle concentre la population la plus importante du continent avec vingt à vingt-deux millions de sujets⁵⁶. À titre de comparaison, l'Espagne ibérique ne compte que huit millions d'habitants⁵⁷, les États héréditaires des Habsbourg de Vienne dix millions, les États allemands dix millions⁵⁸, les États italiens douze millions⁵⁹ et l'Angleterre un peu plus de cinq millions d'habitants⁶⁰. Une telle démographie est effectivement un atout militaire important, mais pas uniquement. Elle l'est également pour le commerce et le Trésor royal. La puissance démographique de la France est un facteur qu'il ne faut donc surtout pas négliger, car elle est une source de revenus pour l'État royal via la fiscalité. Elle constitue aussi un réservoir humain presque inépuisable pour l'armée. La majorité des hommes de l'armée royale française qui opère notamment aux Pays-Bas méridionaux sont d'origine paysanne, tout comme les kurucs de Rakóczi. Aux Pays-Bas espagnols, les troupes de la province sont souvent issues de milices urbaines. Ces différences sociales dans l'origine des soldats servant sur les théâtres d'opérations belges et hongrois traduisent le niveau de développement des États européens. En 1700, ce niveau de développement reste très disparate, comme en témoigne les taux d'urbanisation.

L'Europe connaît effectivement des taux d'urbanisation très hétérogènes à la veille de la guerre de Succession d'Espagne. La moyenne européenne⁶¹ se situe à 11 %, mais les variations de ce taux vont du simple au sextuple d'un État à l'autre. Ainsi, les Pays-Bas méridionaux⁶² présentent le pourcentage d'urbanisation le plus élevé d'Europe avec 30,6 % contre seulement 4,8 % pour les territoires d'Autriche et de Hongrie⁶³ et 7,7 % pour

⁵⁶ François Lebrun, *Le XVIIIe siècle*, Paris, Armand Colin, 2013.

⁵⁷ François Lebrun, *Ibidem*.

⁵⁸ François Lebrun, *Ibidem*.

⁵⁹ François Lebrun, *Ibidem*.

⁶⁰ François Lebrun, *Ibidem*.

⁶¹ Graziella Caselli, Jacques Valin, Guillaume Wunsch, *Histoire des peuplements et prévisions*, Paris, Institut National d'Études Démographiques, 2004, p. 109.

Tableau 5 : Évolution du taux d'urbanisation en Europe en pourcentage sur la période allant de 1700 à 1950.

⁶² Graziella Caselli, Jacques Valin, Guillaume Wunsch, *Ibidem*.

⁶³ Graziella Caselli, Jacques Valin, Guillaume Wunsch, *Ibidem*.

l'Allemagne⁶⁴. Cette différence s'explique par la nature historique et le déterminisme géographique de ces deux espaces. Comme abordé précédemment, les provinces belgiques se développent autour des villes marchandes de Flandre et des foires de Wallonie. L'activité la plus lucrative de la région se concentre ainsi dans les milieux urbains. Les campagnes ont pour fonction de ravitailler en matières premières et en denrées les poumons économiques que sont Anvers, Gand, Ostende et Bruxelles à la fin du XVIIIe siècle. Ce développement est servi par la situation géographique privilégiée, entre plaine et littoral de la mer du Nord, à la confluence de l'Europe du Nord, des îles britanniques, des mondes latins⁶⁵ et germaniques⁶⁶. Cette région bénéficie en plus d'infrastructures de communication parmi les plus performantes, denses et rapides d'Europe. Ce développement technologique désenclave les campagnes et favorise leurs connexions avec les centres urbains.

En Autriche et en Hongrie, le monde rural domine clairement le monde urbain. L'Autriche est un État montagneux niché au cœur des Alpes. Les espaces de plaines favorables au développement des cités sont peu nombreux. Seuls les vallées et l'Est du pays présentent ces avantages. Par l'Alföld⁶⁷, la Hongrie est en 1700 un espace enclavé, ayant peu de voies de communication et en état de guerre chronique depuis l'effondrement de la dynastie Jagellon à la bataille de Mohács en 1526. Le royaume magyar présente aussi d'importants reliefs dans sa partie septentrionale avec la Haute-Hongrie et dans sa partie orientale avec la Transylvanie. Dans ces régions, le taux d'urbanisation chute encore en comparaison de l'espace danubien où se concentre l'activité commerciale. L'étude de Graziella Caselli, de Jacques Valin et de Guillaume Wunsch ne comptabilise que les villes de plus de cinq mille habitants pour établir les taux d'urbanisation. Ainsi, moins de 10 % des populations autrichiennes et hongroises vivent dans une cité de plus de cinq mille âmes. À la différence des Pays-Bas méridionaux, le royaume de Saint-Étienne possède ses centres économiques dans les campagnes au sein des grands domaines de la Haute-Noblesse que l'on appelle des magnats. Parmi eux, on retrouve François Rakóczi, le leader de la guerre d'Indépendance hongroise qui, grâce à ses terres, finance une partie de l'insurrection de ses

⁶⁴ Graziella Caselli, Jacques Valin, Guillaume Wunsch, *Ibidem*.

⁶⁵ L'Espagne contrôle officiellement la province jusqu'au traité de Bade en 1714. La Belgique possède donc des relations privilégiées avec l'empire planétaire espagnol. Elle possède également une frontière commune avec la France et elle est reliée à l'Italie par les comptoirs maritimes que les cités marchandes vénitienne et génoise installent dans les ports de la mer du Nord d'une part, et par la route des Tour et Tassis qui passe à travers le Saint-Empire et l'Autriche pour gagner l'Italie du Nord, notamment Venise.

⁶⁶ Saint-Empire romain germanique connecté aux Pays-Bas méridionaux par la route des Tour et Tassis allant d'Italie à Bruxelles en passant par l'Autriche, la Bavière et l'Allemagne de l'Ouest.

⁶⁷ Grande plaine de Hongrie s'étendant de part et d'autre de la vallée du Danube.

partisans appelés les kurucs. Leurs rangs sont composés de la Kozepnemesség, la moyenne noblesse protestante souvent cliente des magnats, et de la paysannerie également adepte de la Réforme. À l'inverse, la classe privilégiée des magnats prend davantage le parti d'un pouvoir central qui assure sa position sociale. Les partisans de l'Empereur prennent le nom de « labanc ». C'est le cas notamment des grandes familles de l'Ouest du royaume dont la famille des Esterhazy est la plus représentative, bien qu'une partie de la fratrie se divise dans les deux camps. On retrouve ici le pragmatisme d'une partie de la noblesse des États périphériques de l'Empire habsbourgeois, soumise aux influences françaises, à prendre parti pour chaque camp, assurant ainsi l'avenir familial, quel que soit le vainqueur. D'autres nations possèdent un taux d'urbanisation plus proche de la moyenne européenne. C'est le cas de l'Angleterre⁶⁸ avec 11,8 % et de la France⁶⁹ avec 12,3 %. L'Espagne et l'Italie possèdent une valeur bien au-dessus de cette moyenne avec respectivement 20,8 % et 22,6 %.

De plus, malgré des déterminismes géographiques différents d'une région à l'autre, il existe une relative unité culturelle dans le royaume du Lys. Elle tranche de manière flagrante avec les autres nations étrangères. En comparaison, l'Europe centrale est une mosaïque de régions indépendantes ou vassales d'empires plus vastes. Le Saint-Empire romain germanique et l'Empire ottoman sont les meilleurs exemples pour illustrer ces immenses agrégats multinationaux sans véritable unité politique, religieuse, linguistique et culturel. De même, la péninsule italienne n'est véritablement unie que par la langue et la religion catholique. De son côté, l'Espagne se compose de plusieurs entités telles que les Pays-Bas méridionaux, les colonies des Indes occidentales et orientales, la Sicile, l'Aragon, la Castille et la Catalogne. L'éloignement de la capitale⁷⁰ et l'absence de contiguïté territoriale avec les provinces belges font que les élites locales cherchent à défendre leur autonomie politique et leurs privilèges. On retrouve ce phénomène dans les Pays-Bas méridionaux de la seconde moitié du XVI^e siècle jusqu'à la signature du traité d'Utrecht en 1714. Au cœur de la péninsule ibérique, les tensions entre Madrid, la Castillane, et Barcelone, la Catalane, sont fortes durant la guerre de Succession d'Espagne. En effet, Madrid soutient Philippe V de Bourbon tandis que Barcelone préfère défendre les prétentions de Charles de Habsbourg. Il n'y a ainsi pas de réelle entente entre les populations des différentes provinces de cet empire mondialisé qu'est l'Espagne. Enfin, dans les Iles Britanniques, les royaumes d'Écosse, d'Irlande et d'Angleterre

⁶⁸ Graziella Caselli, Jacques Valin, Guillaume Wunsch, *Ibidem*.

⁶⁹ Graziella Caselli, Jacques Valin, Guillaume Wunsch, *Ibidem*.

⁷⁰ Depuis Bruxelles, il faut 15 jours pour rallier Madrid, 5 jours pour gagner Vienne et 36 à 48 heures pour rejoindre Versailles.

ne sont unis que par l'emploi d'une même langue et par un souverain unique à partir de 1707 après la signature de l'Union Act. Ce dernier rattache la couronne écossaise à celle de l'Angleterre et de l'Irlande. Même après cette date, les chefs de clans des Highlands restent toujours disposés à se révolter contre les Anglais, avec ou sans le soutien de la France. Par ailleurs, le français est la seule langue officielle du royaume de Louis XIV. Celle-ci détrône le latin depuis l'Édit de Villers-Cotterêts en 1532. Le français est parlé partout, mais pas par tous les sujets. Cette nuance est importante : le breton, les langues occitanes, de même que les nombreux patois sont, sur place, les idiomes parlés par la majorité de la population. La vigueur des langues régionales illustre une autre caractéristique du monde paysan. C'est un monde qui se limite au village et à la province. Le français n'est donc qu'une langue véhiculaire, mais elle est utilisable dans toutes les provinces du royaume. Elle facilite une unité juridique qui émane également de l'Édit de Villers-Cotterêts.

Toutefois, l'unité du royaume de France a ses limites. C'est le cas de la religion. Étant celui du roi, le dogme catholique est la religion d'État. Les religions juives et protestantes sont seulement tolérées. Ce manque d'unité religieuse se révèle flagrant au moment des guerres de religion dans la seconde moitié du XVI^e siècle. L'unité confessionnelle entre les Français est difficilement reconstituée par Henri IV lors de la promulgation de l'Édit de Nantes en 1598. Cet Édit de tolérance religieuse commence cependant à se fissurer au début du règne de Louis XIV. Le rejet de plus en plus fort du protestantisme au cours du règne a des raisons religieuses, mais aussi politiques. En effet, du point de vue religieux, Louis XIV veut reprendre le titre de roi le plus chrétien à son rival Léopold I^{er} de Habsbourg⁷¹. Il ambitionne également de lui ravir également le titre impérial du Saint-Empire romain germanique⁷² en mettant en avant sa filiation avec Charlemagne. Du point de vue politique, il partage avec Léopold I^{er} et les souverains espagnols l'idée que la nation est plus forte si tous les sujets possèdent la même religion que leur souverain légitime. Bien que l'unité française soit déjà supérieure à celle des autres nations, le Roi-Soleil reprend ici ces préceptes issus de penseurs humanistes du XVI^e siècle comme le Belge Juste Lipse et les Français Jean Bodin et Cardin le Bret. Il les applique dans le cadre de cette maxime de l'absolutisme : « *une foi, une loi, un roi* ».

⁷¹ Un titre obtenu pour sa résistance et son offensive contre les Ottomans, une guerre perçue comme une croisade par le Saint-Siège.

⁷² C'est le but de la politique des réunions menée sur les princes électeurs allemands dans les années 1680. Cette politique conduit à la guerre de la Ligue d'Augsbourg entre 1688 et 1697.

Le consensus établi avec les protestants ne cesse donc pas de se lézarder, jusqu'à se briser en 1685. L'Édit de Nantes est alors révoqué par celui de Fontainebleau. Les dragons de Louis XIV mènent alors des opérations de « pacification » contre tous les adeptes de la Réforme qui refusent d'abjurer leur foi. Ces persécutions, appelées « *dragonnades* » par les contemporains, sont particulièrement virulentes dans les foyers historiques de la Réforme française comme les Cévennes. La révocation est un échec, car elle désunit plus qu'elle unit la nation autour de son monarque. Le revers politique provoqué par la Contre-Réforme catholique portée par le parti jésuite se retrouve dans toute l'Europe. L'application des idées de Juste Lipse, de Jean Bodin et de Cardin le Bret a des effets dévastateurs sur les fragiles unités de l'Espagne des XVIe et XVIIe siècles d'une part, et du Saint-Empire romain germanique des XVIIe et XVIIIe siècles d'autre part. Philippe II d'Espagne dans les années 1560 cherche à installer la Contre-Réforme catholique aux Pays-Bas alors que la religion réformée s'y développe rapidement. Sa politique religieuse dirigiste et interventionniste heurte les pouvoirs locaux, surtout dans les sept provinces les plus septentrionales, davantage converties au protestantisme. Une rébellion éclate en 1568 et se propage aux Pays-Bas. Malgré la violente répression du duc d'Albe appuyée par l'Inquisition, ce soulèvement conduit à l'indépendance des Provinces-Unies, internationalement reconnue lors de la paix de Westphalie de 1648.

À l'image de son aïeul Philippe II, l'Empereur Léopold Ier a la volonté d'unifier religieusement son empire autour de la foi catholique et politiquement autour de sa personne. Roi de Hongrie depuis 1658, les axes de gouvernement du souverain Habsbourg embrasent son royaume qui est majoritairement calviniste et autonomiste. Si la première cause de l'insurrection des provinces hongroises est religieuse, c'est-à-dire relative à la Contre-Réforme catholique et aux dogmes de Juste Lipse, la seconde se confond avec l'enseignement de Jean Bodin et Cardin le Bret sur l'assujettissement des Conseils et des Parlements provinciaux aux décisions centralisées du souverain. Cette posture impériale nie l'expression traditionnelle des pouvoirs locaux au sein des Diètes comitales et nationales et crée une forte tension politique entre partisans de la centralisation et défenseurs de la décentralisation. La situation politique de la Hongrie du XVIIe et du début du XVIIIe siècle ressemble fortement au contexte social des Pays-Bas des années 1560. Comme sous Philippe II, les élites locales ne sont pas concertées. Bien que sa politique extérieure s'avère modérée au début de son règne, sa décision s'absolutise sur le plan intérieur. En essayant de germaniser les institutions magyares, Léopold Ier use d'une politique dirigiste identique à celle des Espagnols aux Pays-

Bas. Combinées, ces réformes politiques et religieuses constituent les principales causes des rébellions magyares contre le pouvoir central viennois au XVII^e siècle. Loin d'être éteinte après la paix de Karlowitz avec les Ottomans en 1699, la révolte gronde à nouveau en Hongrie en 1700 et annonce la future guerre d'Indépendance hongroise de 1703 - 1711.

En France, les effets de l'uniformisation religieuse autour de religion du monarque sont néfastes à la couronne. Cette mesure provoque d'abord une déstabilisation économique avec le départ de 12 000 Huguenots particulièrement impliqués dans les secteurs commerciaux et industriels. Elle engendre ensuite une déstabilisation des équilibres diplomatiques avec la protestation des États protestants comme l'Angleterre ou les Provinces-Unies. Le contexte de troubles religieux de la fin du règne de Louis XIV offre un point d'appui non négligeable pour les adversaires de la France durant la guerre de Succession d'Espagne, notamment dans les Cévennes, mais aussi dans les Pays-Bas méridionaux où une partie des Huguenots fuient après 1685.

Le pouvoir royal français a également cherché à accroître cette unité en centralisant le royaume autour de l'autorité du roi. L'absolutisation du royaume est l'un des principaux objectifs des cardinaux-ministres Richelieu et Mazarin. L'ouvrage de Joël Cornette, « *La mélancolie du pouvoir : Omer Talon et le procès de la Raison d'État* »⁷³, illustre l'incapacité du Procureur général du parlement de Paris à garantir l'indépendance de son institution face à l'ingérence croissante de l'absolutisme royal dans les années 1630-1640. La stratégie de réduire l'influence des contre-pouvoirs locaux en les vidant progressivement de leurs compétences ne se retrouve pas seulement en France. On observe les mêmes tentatives de centralisation dans les provinces périphériques étudiées : aux Pays-Bas espagnols sous le régime espagnol au XVII^e siècle d'abord, sous le régime français de manière brutale à partir de 1701 ensuite, mais également en Hongrie sous le régime autrichien à partir des années 1670 pour finir. Si la présence du centralisme étatique se fait de plus en plus sentir dans les provinces belgiques, hongroises et françaises au cours du XVII^e siècle, il existe encore une vraie tradition de décentralisation politique dans ces trois territoires. C'est d'abord l'exemple de la Bretagne, tardivement réunie à la France au XV^e siècle. La province continentale la plus occidentale du royaume du Lys conserve au début du XVIII^e siècle son Parlement, ses États provinciaux et des privilèges fiscaux. C'est ensuite les Pays-Bas

⁷³ Joël Cornette, *La mélancolie du pouvoir : Omer Talon et le procès de la Raison d'Etat*, Paris, Fayard, 1998.

méridionaux qui défendent le fonctionnement des Conseils collatéraux. Ceux-ci sont garants de l'expression des élites locales et d'une administration provinciale concertée avec le Conseil des Flandres madrilène et le gouverneur général. La Hongrie royale conserve enfin ses Diètes et la faculté de ses députés à négocier les contributions fiscales à la couronne. C'est en approfondissant ces concepts et ces axes de recherches que nous pourrons définir la nature des connexions entre la France, la Hongrie et les Pays-Bas méridionaux au moment de la guerre de Succession d'Espagne.

Nous nous interrogerons sur les stratégies mises en œuvre par la diplomatie française dans les périphéries habsbourgeoises de Hongrie et des Pays-Bas méridionaux afin de concrétiser les ambitions dynastiques et territoriales de Louis XIV. Pour expliquer ces postures, nous ne perdrons jamais de vue l'influence des contextes et des déterminismes locaux dans la conduite de ces opérations diplomatiques et militaires.

Pour cela, nous verrons dans un premier acte que les peuples de Hongrie et des Pays-Bas méridionaux sont confrontés à des luttes géopolitiques et dynastiques qui opposent les monarques français et habsbourgeois dans le cadre de la stratégie des alliances de revers. Ces territoires périphériques s'insèrent, malgré eux, dans des conflits visant à dominer l'espace européen autour d'une chimère : la monarchie universelle.

C'est dans ce contexte que nous observerons dans un second acte que les Pays-Bas méridionaux et la Hongrie sont diversement intégrés au monde des Habsbourg et à l'Europe des communications, malgré des liens anciens. Ces provinces éloignées de la capitale subissent des politiques d'uniformisations politiques, culturelles et religieuses qui exacerbent leurs identités respectives et les poussent à entrer en résistance contre le pouvoir central.

Pour finir, le troisième acte sera l'occasion de mettre en évidence que, durant la guerre de Succession d'Espagne, la Hongrie et les Pays-Bas méridionaux sont des espaces en guerre et en résistance qui sont connectés par l'interdépendance des fronts. La stratégie de revers y est mise en œuvre pour servir les ambitions de Louis XIV et combattre la coalition de La Haye.

Partie 1

Des identités hongroises et belges soumises aux ambitions dynastiques et à la stratégie de revers

Chapitre premier

Les origines de la rivalité dynastique entre les Maisons de Bourbon et de Habsbourg

Un royaume de France encerclé

Les Habsbourg comme obstacle à l'impérialisme français

Louis XIV fait de la France un géant de l'Europe. Il repousse les frontières du royaume, mais le plonge dans l'engrenage de la guerre. Une telle politique ne pouvait aboutir sans une diplomatie et une armée forte. Néanmoins, pour que ces deux entités soient pleinement efficaces, elles devaient se conformer à des lignes directrices bien établies. Le Roi-Soleil ne semble pas les avoir inventées, mais simplement suivies.

La rivalité de ces deux royaumes se matérialise par l'aversion des deux Maisons royales l'une envers l'autre. D'un côté, la France des Valois, puis celle des Bourbons à partir de l'avènement d'Henri IV en 1589. De l'autre, les Habsbourg qui se divisent en deux branches en 1556 formant à partir de cette date les Habsbourg de Vienne et de Madrid. Les territoriales de ces deux dynasties encerclent presque la totalité des frontières françaises depuis le règne de Charles Quint¹. La lutte entre les Maisons de France et des Habsbourg pour la domination de l'Europe constitue, avec les guerres religieuses, la matrice de l'histoire politique de l'Europe de 1516 au renversement des alliances du premier mai 1756. La collision des impérialismes français et habsbourgeois marque profondément le règne de Louis XIV et influence sa politique étrangère. Le conflit entre les Bourbons et Habsbourg est à l'origine des enseignements du cardinal Mazarin au jeune roi de France Louis XIV. La diplomatie louis-quatorzienne va s'axer sur la prise à revers de cet encerclement par la mise en place d'alliances dans la partie orientale de l'Europe. C'est dans ce cadre que s'insèrent les révoltes menées par les Hongrois contre la cour de Vienne aux XVIIe et XVIIIe siècles. Pierre Puchot, marquis des Alleurs, n'est en réalité qu'un acteur ponctuel de ce grand mouvement.

¹ Sa titulature traduit l'étendue de ses possessions territoriales : duc de Bourgogne de 1506 à 1555, roi de Naples de 1516 à 1554, roi de Sicile de 1516 à 1556, roi de Jérusalem de 1516 à 1558, roi d'Espagne de 1516 à 1556, empereur du Saint-Empire romain germanique de 1519 à 1558.

À l'aube de la guerre de Succession d'Espagne (1700-1714) et de l'insurrection des kurucs (1703-1711), il est donc essentiel de connaître l'origine de cette rivalité. Cette contextualisation est nécessaire pour comprendre toute la complexité de la géopolitique européenne sous les règnes de Louis XIV (1643-1715) et de l'empereur Léopold Ier (1658 - 1705). Tout d'abord, il est nécessaire de remonter au-delà de la fourchette chronologique de notre étude afin d'observer les premières frictions entre les deux Maisons. La victoire française à la bataille de Castillon en 1453 expulse les Anglais du royaume de France et redonne à la couronne les provinces de Guyenne et de Gascogne. Une fois ces terres libérées et la monarchie française constituée, les rois de France cherchent à étendre leurs possessions vers le nord et l'est du royaume, afin d'éloigner une frontière jugée trop proche de Paris. Il est également nécessaire de la rationaliser. En effet, les frontières septentrionales et orientales s'avèrent difficiles à défendre du fait de leur non-linéarité. L'impérialisme français s'entrechoque avec d'autres Maisons qui se trouvent sur l'axe expansionniste du royaume du Lys. De ce fait, les Valois entrent en conflit avec la Maison de Bourgogne en Franche-Comté et dans les Flandres, ainsi qu'avec l'Empire en Lorraine. D'autre part, la monarchie espagnole redoute tout accroissement de la monarchie française et s'y oppose de manière systématique. La rivalité entre les deux cours est donc considérable. Par conséquent, trois zones de conflits aux frontières du royaume de France se dessinent : l'Espagne, l'Empire et les terres de la Maison de Bourgogne. Or la monarchie espagnole, le Saint-Empire et l'héritage de la Bourgogne forment une grande partie des territoires sous souveraineté de la famille des Habsbourg. Les premiers conflits armés coïncident avec l'expansion des possessions territoriales des Habsbourg à la fin du XVe siècle.

Vers la création d'un empire enveloppant les frontières françaises

La dynamique de l'agrandissement de l'Empire des Habsbourg trouve son origine dans une suite d'unions matrimoniales. Le grand-père de Charles Quint, Maximilien Ier, ajoute en 1477 la Franche-Comté et les Pays-Bas à son empire. Cette annexion est la conséquence de son mariage avec la duchesse Marie de Bourgogne, seule héritière de la Maison de Bourgogne après la mort de Charles le Téméraire à Nancy. La France s'attache la Bourgogne, ce qui constitue un autre point de tension entre les deux Maisons. Rappelons que Louis XI, dans sa volonté de repousser les frontières septentrionales et orientales revendique la totalité de l'héritage bourguignon. Il se compose des Pays-Bas au nord, de la Franche-Comté et de la

Bourgogne à l'est. Ce désaccord constitue un premier point de friction. Selon Pierre Bayle, elle marque le point de départ de la lutte entre les deux dynasties et les deux nations :

*« Ce mariage fut la naissance d'une guerre qui a duré plus de deux cents ans et qui a la mine de durer encore longtemps ».*²

En effet, lorsque Bayle fait paraître son dictionnaire historique et critique, nous sommes en 1697. Pour que les combats cessent, il va falloir attendre le renversement des alliances du premier mai 1756. À cette date, la France et l'Autriche s'allient pour contrecarrer la montée en puissance de la Prusse et les visées britanniques afin de conserver leurs rangs de premières puissances européennes. Le mariage de Maximilien de Habsbourg avec la duchesse Marie de Bourgogne est le point de départ d'un conflit qui dure deux cent soixante-dix-neuf ans. Pierre Bayle poursuit :

*« Elle a été quelquefois interrompue par l'épuisement des combattants, mais ce n'a été que pour revenir à la manière des fièvres intermittentes ».*³

À l'image de la guerre de Cent Ans, ce long duel ne prend pas la forme d'une guerre continue, mais de guerres chroniques, entrecoupées de périodes de paix armée, où les diplomaties respectives déploient toutes leurs activités pour préparer le nouvel affrontement. Si l'on observe la seule période du règne personnel de Louis XIV (1661-1715), soit moins d'un cinquième des deux cent soixante-dix-neuf ans, on dénombre quatre guerres impliquant les Maisons de Habsbourg de Vienne ou de Madrid⁴. Il poursuit par ces mots :

*« La France et l'Autriche, les principales parties qui ont disputé ce morceau de terre ont engagé à cette dispute la plupart des princes chrétiens. Car lorsque la dernière a été trop en état de se maintenir, on a secondé la première dans ses attaques et lorsque celle-ci a été en état de conquérir, on a secouru l'autre vigoureusement. Ce sera un levain fertile et un ferment infaillible de nouvelles guerres ».*⁵

² Pierre Bayle, *Dictionnaire historique et critique*, article Louis XI, 1697.

³ Albert Sorel, *Recueil des instructions aux ambassadeurs et aux ministres depuis la paix de Westphalie jusqu'à la Révolution française*, t. 1, Autriche, 1884.

⁴ Guerre de Dévolution (1667-1668), Guerre de Hollande (1672-1678), Politique des réunions, Ligue d'Augsbourg (1688-1697), Succession d'Espagne (1700-1715).

⁵ Albert Sorel, *Recueil des instructions aux ambassadeurs et aux ministres depuis la paix de Westphalie jusqu'à la Révolution française*, t. 1, Autriche, 1884.

Il faut ajouter le soutien des révoltes armées en Hongrie. Les diplomaties autrichiennes et françaises ont beaucoup travaillé à s'attacher la fidélité d'alliés pour réduire le coût financier et humain de ces guerres chroniques. Dans cette optique, les Français ont réutilisé l'ancienne tactique de l'alliance de revers qui avait fait ses preuves tout au long du Moyen-âge avec l'Écosse face à l'Angleterre. Ils l'ont adaptée au conflit autrichien en contractant des alliances en Europe de l'Est avec l'Empire ottoman, les mouvements insurrectionnels hongrois, la Pologne et la Suède. Ainsi, lorsque Pierre Bayle affirme que les Valois-Bourbons et les Habsbourg mêlent « la plupart des princes chrétiens », cela est réducteur, car on voit que les musulmans y participent également avec l'alliance entre Soliman le Magnifique et François Ier. En raison de ces alliances, les guerres franco-habsbourgeoises prennent donc rapidement une envergure européenne dont la plus importante est la guerre de Succession d'Espagne. L'extension des Habsbourg ne s'arrête pas à l'héritage bourguignon. Ceux-ci regardent en effet vers l'Empire d'Allemagne qu'ils souhaitent unifier comme l'ont fait les rois capétiens dans leur royaume. Maximilien en devient l'empereur en 1493 et unit les territoires de l'Autriche, du Carniole, de la Styrie, de la Carinthie, de l'Istrie, du Frioul, de la Haute-Alsace et des terres de la Forêt-Noire. Enfin, au début du XVIe siècle, les Habsbourg d'Autriche mettent la main sur la monarchie espagnole et ses immenses richesses coloniales.

En 1496, Philippe le Beau épouse Jeanne la Folle, elle est alors l'héritière de l'Empire espagnol. Il est le fils de Maximilien Ier. De cette union naît le futur Charles Quint. Il réunit, à partir de 1518, les couronnes de l'Empire d'Allemagne, de l'Espagne, de Naples, de la Sicile, de la Franche-Comté et des Pays-Bas, des Amériques et des Indes. Cette union représente un danger pour la France. En l'espace de deux générations, les possessions habsbourgeoises encerclent le royaume du Lys. À la différence du début de la guerre de Succession d'Espagne, au début du XVIe siècle, le danger de monarchie universelle provient non pas des Bourbons, mais des Habsbourg. La France stoppe ses ambitions territoriales et tente de gagner du temps face à une puissance qui l'enveloppe et qui prétend ouvertement la ruiner. En réaction, la diplomatie française doit trouver de nouveaux alliés pour contrebalancer la « superpuissance » autrichienne. Elle le fait tout d'abord avec Soliman le Magnifique, qui est le principal ennemi de l'Autriche à l'Est, et ensuite en Allemagne, partie de l'Empire la moins fidèle aux Habsbourg. En effet, les princes allemands, soucieux de conserver leur indépendance, voient d'un mauvais œil le rattachement de leur principauté au giron autrichien. Ils se rapprochent de Louis XIV qui devient indirectement leur protecteur via le traité de 1648, qui garantit la puissance française. La paix de Westphalie leur assure ainsi le droit d'alliance et la

souveraineté territoriale. Dès lors, ils deviennent une alliance traditionnelle de Louis XIV jusqu'à la politique des réunions de 1678-1688.

Par conséquent, l'union des parents de Charles Quint explique les légitimes revendications des Habsbourg de Vienne sur l'Espagne à la mort de Charles II en 1700. À la fin de sa vie, Charles Quint, affaibli par la vieillesse et les maladies et aigri par les revers, abdique solennellement à Bruxelles de sa souveraineté sur ses possessions non autrichiennes. Le duché de Bourgogne Franche-Comté et les Pays-Bas sont transmis à son fils Philippe. Le seize janvier 1556, il lui transmet également son héritage espagnol, tandis que les possessions autrichiennes et la dignité d'empereur romain germanique, après l'élection du vingt-quatre mars 1558, reviennent à son frère cadet Ferdinand Ier de Habsbourg. À partir de cette date, le vaste ensemble territorial sous domination des Habsbourg de Vienne n'est plus. Si les deux familles régnantes sont issues d'une même branche et sont très liées, la division des possessions est une aubaine pour la France, car elle affaiblit la Maison. Le déclin et la décadence de la monarchie espagnole à partir du premier tiers du XVIIe siècle incitent la diplomatie autrichienne à reformer l'Empire de Charles Quint. La diplomatie française, pour conserver sa place prépondérante au sein du théâtre de l'Europe, se doit de tout faire pour l'en empêcher. Pour cela, elle est dans l'obligation de poursuivre l'annexion de territoires situés au nord et à l'est de sa capitale. La situation géopolitique de l'Europe s'organise donc autour de ces deux objectifs. Elle apparaît plutôt simple. La politique intérieure et extérieure de Louis XIV et sa vision de l'Europe, héritée de la période des cardinaux, se construisent par rapport à cette rivalité avec l'Espagne et l'Autriche, c'est-à-dire face aux Habsbourg.

Le Roi-Soleil, un suiveur de la politique et de l'enseignement du cardinal Mazarin

Les quatre principes inculqués par Mazarin au jeune roi

Le jeune Louis XIV apprend de la fronde et de la régence que le royaume qu'il s'apprête à gouverner est sans doute la plus grande puissance militaire et diplomatique d'Europe. Elle peut battre n'importe quelle nation. Le cardinal Mazarin lui inculque cette première leçon : avoir confiance et foi dans les capacités de son royaume. Il sait que la puissance démographique du royaume et la victoire face à l'Espagne donnent à la France un

avantage conséquent. De ce constat découle la seconde leçon : la puissance militaire permet d'acquérir et de conserver sa prépondérance en Europe. L'hégémonie de la France, qui s'établit par la guerre, est confortée par une série de paix favorables. Tout d'abord, la paix de Westphalie de 1648 permet d'acquérir l'Alsace sans Strasbourg, puis la paix des Pyrénées de 1659, qui rattache le Roussillon et l'Artois à Paris. Ce traité marque l'apogée de la suprématie française en Europe. Cette force militaire, vecteur de puissance, manifeste sa présence dans toute l'Europe, ce qui lui confère sa prépondérance. Ces idées guideront l'action de Louis XIV durant son règne. Ainsi, une fois la notion d'hégémonie bien assimilée, Mazarin donne au jeune roi une troisième leçon qui relève cette fois de l'objectif et non du constat. Pour sa sécurité, la France doit repousser toujours plus loin ses frontières septentrionales et orientales considérées comme trop proches de Paris. Ainsi, la monarchie se doit de protéger des invasions des habsbourgeoises les centres du pouvoir, qui constituent le cœur du royaume. Pour cela, il faut repousser les frontières septentrionales et orientales et les fortifier. Ce principe est suivi à la lettre par le roi. Il oriente très nettement sa politique étrangère durant son règne. Son application aboutit tout d'abord à l'acquisition de l'Artois au traité des Pyrénées, de l'Alsace au traité de Westphalie, puis à la politique des réunions, et enfin à la construction de la ceinture de fer par Vauban. Malheureusement, cet objectif indispose naturellement les voisins de la France, surtout les actions menées dans les Provinces-Unies et en Allemagne. Ainsi, les Provinces-Unies, les Habsbourg d'Autriche et l'Angleterre ne peuvent laisser un prince aussi puissant menacer l'équilibre européen. Ceci constitue une première limite à la diplomatie française. Elle provoque des coalitions qui préfigurent celles liées durant la guerre de Succession d'Espagne. Enfin, la quatrième et dernière leçon affirme qu'il faut utiliser le déclin de l'Espagne pour accroître la puissance de la monarchie française. Ce dernier point fait référence au concept de monarchie universelle. Le rattachement de la couronne d'Espagne à celle de la France permettrait de briser une fois pour toutes la tactique d'encerclement du royaume de France par les Habsbourg. Cela rendrait alors les frontières de la France intenable face à une offensive généralisée. Il n'est donc pas étonnant que cette quatrième leçon devienne l'un des moteurs de la diplomatie française sous Louis XIV. La mise à profit de la décadence de l'Espagne se traduit par une série d'actions diplomatiques. La première est l'organisation par le cardinal Mazarin du mariage du jeune Louis XIV avec l'infante d'Espagne Marie-Thérèse. Elle doit renoncer à ses droits sur la succession. La France a conscience que la dote ne peut pas être payée par l'Espagne, au regard de l'état désastreux de ses finances.

Ce mariage devient alors un prétexte pour réclamer une part de l'héritage espagnol. Après la mort de Mazarin, Louis XIV se tient à cette machination avec constance tout au long de son règne. La guerre des préséances de Londres de 1661-1662, l'origine de la guerre de Dévolution 1667-1668 et l'acceptation de la succession d'Espagne en 1700 en témoignent. Ces actions ont pour but de briser la monarchie espagnole et ainsi de rompre le danger d'encerclement total des frontières par la famille des Habsbourg. La France se bat pour empêcher que cette situation ne passe sous contrôle d'une seule des deux Maisons comme cela fut le cas du temps de Charles Quint et de François Ier. Mazarin, par l'intermédiaire des quatre leçons qu'il prodigue au jeune roi, l'initie et lui offre des solutions pour se prémunir de ce danger qui mettrait en grand péril l'intégrité de sa couronne et de son royaume. Cette quatrième leçon est le moteur de la diplomatie française tout au long du règne et répond directement du concept de la raison d'État de Richelieu.

La formation d'une diplomatie forte

Le Roi-Soleil souhaite mettre en pratique ce que Mazarin lui a enseigné. Si on décide d'agrée à cette démonstration, il n'est alors pas étonnant de voir le jeune Louis XIV nommer Hugues de Lionne au poste de secrétaire d'État aux Affaires étrangères. Il est en effet un ancien secrétaire de Mazarin. Le caractère qu'il développe semble montrer qu'il a les capacités de diriger seul. Durant son apprentissage, il s'est révélé sérieux, consciencieux, appliqué et vigilant. Mais il s'entoure tout de même des anciens serviteurs de son parrain pour le seconder. Ce choix prouve qu'il n'y a pas de volonté de rupture. Il faut plutôt y voir une continuité. Il a les mêmes aspirations que Mazarin et tient à ce que la puissance française soit incontestée sur la scène internationale. Le jeune roi de France ne manque pas l'occasion de marquer cette domination sur l'Espagne. La France cherche également à l'affirmer sur l'Empire des Habsbourg d'Autriche dont les possessions encerclent, avec celles de l'Espagne, les frontières du royaume. Pour lutter contre ceux-ci, le roi de France veut redorer son image vis-à-vis des autres cours d'Europe et prouver que malgré son jeune âge, il n'est pas un « petit roi ». Pour cela, il se sert d'une querelle de préséance à Londres entre son ambassadeur et celui d'Espagne. Il cherche à s'affirmer vis-à-vis de l'une des plus importantes puissances européennes, même si l'Espagne est sur le déclin. Son audace se révèle payante puisque Louis XIV obtient les excuses de son beau-père, le roi d'Espagne. Ces excuses sont motivées par le fait que l'Espagne n'a pas les moyens financiers de s'opposer à la France. L'affaire des

préséances de Londres donne à la diplomatie française un poids et une crédibilité supplémentaire. En effet, la diplomatie ne peut être efficace et rayonner que si le chef de la diplomatie, le roi, jouit de reconnaissances et de crédibilité en Europe. Cela représente l'un des facteurs de son efficacité. Ainsi, le Roi-Soleil montre qu'il faut compter avec lui dans le concert des nations et que la France ne sera nullement affaiblie par le changement de monarque. Il devient, après l'affaire des préséances, le plus grand roi de la chrétienté, derrière l'empereur Léopold Ier⁶, mais devant la très catholique Espagne. Au milieu du XVIIe siècle, l'Europe chrétienne apparaît supérieure à tout ce qui se trouve dans l'univers. Louis XIV peut alors se considérer comme le roi le plus puissant de la terre. La France est en effet plus puissante que l'Empire depuis les traités de Westphalie et des Pyrénées. En réalité, cette hégémonie est évidente pour les contemporains.

Dans cette optique, les ennemis naturels de la France, c'est-à-dire le Saint-Empire, l'Angleterre et l'Espagne, l'accusent de viser une monarchie universelle. Cette monarchie universelle est le résultat des ambitions de la France sur l'héritage de la monarchie espagnole décadente, c'est-à-dire le royaume et les possessions européennes et coloniales. Pour la France, elle est la solution au spectre de Charles Quint. Par conséquent, si la France combat l'idée d'une fusion ou d'une alliance entre les deux branches habsbourgeoises, l'Empire combat, lui, l'absorption de l'Espagne par la France, c'est-à-dire le concept de monarchie universelle. Sa réalisation briserait inévitablement les rêves de Léopold Ier de devenir l'égal de Charles Quint. La collision de ces deux « impérialismes » autour de la question espagnole et de la suprématie en Europe explique l'importance de la guerre de Succession d'Espagne au travers de la généralisation de ses combats dans toute l'Europe. La révolte de François Rakóczi en Hongrie et le rôle qu'y tient la diplomatie française par l'intermédiaire du marquis des Alleurs, s'intègrent pleinement dans ce conflit globalisé à l'échelle continentale. Il ne faut donc pas éluder la question de l'intégration de la guerre d'Indépendance hongroise à la globalisation de la guerre en Europe au début du XVIIIe siècle.

Selon l'analyse de Lucien Bély, cette problématique est, pour Louis XIV, le résumé de l'enseignement prodigué par Mazarin. Ce dernier s'inspire également de la vision de son

⁶ Après la chute de la Hongrie en 1526, l'empereur est considéré comme le dernier rempart de la chrétienté. Il mène une « croisade » contre les Turcs et commande les troupes de la Sainte Ligue. Cette dernière se forme en 1684 avec le pape, la République de Venise, Malte et la Toscane. Fort de ces soutiens, Léopold Ier reprend une grande partie de la Hongrie entre 1683 et 1699.

prédécesseur, le cardinal Richelieu. De cette problématique, Lucien Bély affirme que le jeune monarque croit que son titre royal lui confère le devoir d'assurer la pérennité et la puissance de sa dynastie avant de trépasser. Après son décès, il doit ainsi transmettre un royaume plus puissant à son successeur. Louis XIV se doit donc de maintenir l'hégémonie de la France en Europe. Le cardinal Mazarin, en suscitant cette idée de mission inhérente au titre royal, donne à la diplomatie un objectif indispensable à son efficacité. La conduite que Louis XIV adopte durant son règne correspond souvent à l'application des préceptes des cardinaux-ministres Richelieu et Mazarin. Pourtant, suivre à la lettre les conseils de son parrain et se créer une envergure ne suffiront pas pour contrer l'Empire et maintenir le rang de la France. C'est pour cela que durant son règne, Louis XIV cherche à adapter cette politique sans jamais la remettre en cause. Ainsi, il met en place des réformes dans tous les secteurs permettant de garantir l'hégémonie de la France.

Les moyens de conserver et d'accroître l'hégémonie de la France en Europe

Une diplomatie qui s'appuie sur l'armée

Si le Roi-Soleil dispose en 1661 d'une armée efficace qui a vaincu militairement l'Espagne, il a besoin de moderniser ce secteur pour consolider et accroître la position de la France. Il doit conserver l'avance technique dont il dispose en améliorant ce qu'il est encore possible d'améliorer. La France dispose d'un atout : sa puissance démographique. Elle est unique et inégalée en Europe. Ceci lui confère une réserve humaine et numérique considérable. Elle donne à Louis XIV une grande autonomie dans sa politique extérieure. Elle n'a nullement besoin de s'encombrer de l'alliance avec une grande puissance⁷, dont les probables conflits d'intérêts limiteraient à coup sûr la marge de manœuvre du corps diplomatique français. Mais il ne suffit pas d'avoir des hommes pour faire une armée. Encore faut-il que celle-ci soit suffisamment encadrée, entraînée et équipée pour qu'elle soit réellement efficace. L'armée est réorganisée par le secrétaire d'État à la Guerre, Le Tellier, et adaptée à l'évolution de l'art militaire par l'organisation d'institutions d'avenir⁸ comme : l'artillerie royale, le corps de

⁷ À la fin du Grand Siècle, les plus importantes en Europe occidentale sont : les Provinces-Unies, l'Espagne, le Saint-Empire, et l'Angleterre.

⁸ Lucien Bély, *Les relations internationales en Europe XVIIe-XVIIIe siècles*, Paris, PUF, 2001, p. 323-326

dragons, la milice royale, ainsi que l'adoption de nouvelles armes avec le fusil et la baïonnette à douille. L'épée est également remplacée par le sabre. De plus, il organise des dépôts de vivres destinés à rendre l'armée plus mobile. À sa suite, son fils Louvois utilise la puissance démographique du royaume en augmentant les effectifs de celle-ci ; tout d'abord par la conscription nationale, mais sans grand succès. Le recrutement des hommes se fait alors par tirage au sort. Il est effectué au niveau des paroisses. Trente régiments sont ainsi formés. À sa mort en 1691, Louvois laisse la plus puissante armée d'Europe. Elle est forte de quatre cent cinquante mille hommes. Pourquoi fournir ces efforts, alors que la France dispose déjà d'une armée de terre puissante ? La réponse se trouve du côté de la diplomatie. Après avoir écarté l'Espagne dans les années 1660, les ambitions territoriales françaises se heurtent plus directement au Saint-Empire, aux Provinces-Unies et à l'Angleterre. La diplomatie a besoin de davantage de poids pour éviter des confrontations directes et conserver ses alliés auprès d'elle. De plus, sous l'impulsion de Colbert, cette réorganisation est doublée. Alors que le royaume n'a aucune tradition maritime, il se dote à partir des années 1670, d'une marine capable de rivaliser avec les Anglais et les Hollandais. Ainsi, dans cette perspective, l'armée de terre et la marine sont des éléments majeurs de l'action diplomatique. En effet, sans une armée forte, donc crainte, le diplomate ne dispose d'aucun moyen de pression crédible. La puissance militaire est également fondamentale pour s'assurer de la loyauté d'un allié. Elle lui fait comprendre qu'en cas de conflit, la France peut fournir un soutien militaire, logistique ou financier à son allié menacé. On peut citer en exemple l'aide financière et logistique apportée aux révoltés hongrois de Zrinyi, Thököly et Rakóczi. Il faut tout de même préciser que les trahisons en matière d'alliance sont courantes. Pour s'en convaincre, il suffit d'observer les changements d'attitudes des alliés français durant la guerre de Succession d'Espagne. En effet, la France voit la défection du Portugal et de la Savoie en 1703⁹. La France se trouve alors dans l'obligation de trouver de nouveaux alliés et incite Louis XIV à soutenir les malcontents du prince Rakóczi. Si des Mémoires pour légitimer cette intervention avaient déjà été présentés par Ladislas Berscenyi et le marquis du Héron, l'affaiblissement diplomatique et militaire dans la péninsule ibérique et en Italie renforce l'intérêt de mener une opération de diversion en Hongrie. On peut retrouver des traces de cet intérêt dans les « *Mémoires du prince Rakóczi*¹⁰ » ou dans « *Histoire intéressante ou relation des guerres du Nord et de Hongrie au commencement de ce siècle* ». Nous pouvons affirmer par conséquent que la

⁹ Lucien Bély, *Ibid.*, p. 394.

¹⁰ Une partie des Mémoires du Prince François II Rakóczi ont été retranscrites et commentées : Béla Kopeczi, *Hongrois et français de Louis XIV à la Révolution française*, Paris, CNRS, 1983.

diplomatie n'est d'aucune utilité si l'armée n'est pas crainte. Or, grâce à la vigueur des armées royales en 1661 et aux réformes de Colbert, Tellier et Louvois, Louis XIV dispose de la meilleure armée d'Europe. Ainsi, la diplomatie française possède de solides fondations pour réaliser les ambitions du roi de France.

Un corps diplomatique qui utilise ses atouts

Durant la seconde moitié du XVII^e siècle, les négociateurs français disposent de tous les éléments nécessaires au bon déroulement de leurs missions. Ils peuvent compter sur : un moyen de pression considérable avec une armée capable de faire face à n'importe quelle coalition, un objectif clair vers lequel tendre (le maintien de la puissance et de la primauté de la France) et un chef de la diplomatie craint et respecté partout en Europe. Il n'est donc pas étonnant de voir que Louis XIV mène une diplomatie active et volontiers menaçante. Pour cela, il s'appuie sur des secrétaires d'État aux Affaires étrangères talentueux. Chacun apporte une touche spécifique à la diplomatie. Ainsi se succèdent : l'ancien secrétaire de Mazarin, Hugues de Lionne incarnant la continuité, puis le modéré et ambitieux Arnaud de Pomponne, l'audacieux Colbert de Croissy, et enfin Colbert de Torcy.

L'action diplomatique du Marquis de Torcy nous intéresse particulièrement. Il est le secrétaire d'État avec lequel correspond le marquis des Alleurs. Torcy provient d'une famille illustre et influente. Il est le neveu du grand Colbert et le gendre d'Arnaud de Pomponne. Lors de l'exercice de sa charge, il donne à la diplomatie du royaume un caractère inventif et courageux. Analyser les caractères des diplomates est un exercice instructif puisqu'il permet de dévoiler les tendances adoptées par la politique étrangère durant les périodes de gouvernance respectives. Cela s'explique par le fait que les secrétaires d'État aux Affaires étrangères et à la guerre ne sont pas des hommes de paille. En effet, même si la décision finale reste le privilège unique du roi, ces derniers, avec les généraux, travaillent en collaboration pour l'élaboration de tout nouveau projet diplomatique ou stratégique. La collaboration entre les diplomates et les militaires montre leurs interactions. Ils prouvent leur efficacité tout au long du règne de Louis XIV. Les nombreuses conquêtes territoriales et l'attitude impérieuse de la France en sont les marqueurs. Ainsi, les méthodes parfois impitoyables de la diplomatie française s'expriment pleinement dans la politique des réunions, la terreur instaurée dans les Provinces-Unies et en Franche-Comté durant la guerre de Hollande (1672-1678), l'utilisation

et l'abandon des révoltés hongrois de Zrinyi et de Thököly, le rapprochement avec les Stuart, les bombardements de Gênes en 1684, de Tripoli en 1683, et 1685 et d'Alger en 1682 et 1688. Par conséquent, le corps diplomatique français utilise tous les atouts dont il dispose pour manifester son omniprésence en Europe. La période durant laquelle il est le plus actif et où il impose sa vision, avec l'appui du militaire, correspond à l'apogée du règne de Louis XIV, c'est-à-dire de 1672 à 1688.

Il peut compter sur son armée de terre, la meilleure de son temps, une marine compétitive, des finances excellentes matérialisées par la construction du château de Versailles, et une démographie inépuisable. Mais, tant d'agressions et d'impérialisme suscitent des rancœurs et des oppositions dans toute l'Europe. Avec le temps, celles-ci muent logiquement en coalitions qui préfigurent la guerre de Succession d'Espagne. Les Provinces-Unies, l'Angleterre et les Habsbourg de Vienne tentent de remettre en cause l'ordre établi par la guerre, c'est-à-dire la prédominance française. Au XVIIe siècle, Versailles joue en quelque sorte le rôle de « croupier » lors des congrès de paix. La puissance française commence néanmoins à s'affaiblir à la fin du règne du Roi-Soleil. Ce changement de dynamique s'explique dans la répétition des conflits, mais également dans des dérèglements climatiques de grandes importances la fin du XVIIe siècle et au début du XVIIIe siècle. Ce royaume qui tire sa force de sa population et de sa prospérité agricole durant les trente premières années du règne de Louis XIV, est très durement impacté par les crises de 1692 et de 1709.

Un royaume de France ébranlé par le petit âge glaciaire

Le pain et l'agriculture comme sources de la puissance française

La France domine l'Europe depuis le traité de Westphalie de 1648. Ce traité met fin à la terrible guerre de Trente Ans qui a ravagé l'Europe. Le cardinal Mazarin, tuteur du roi, dirige et oriente d'une main de maître ce congrès qui consacre la puissance française et les efforts de modernisation du royaume engagés par son prédécesseur Richelieu. Ce statut se confirme avec la paix des Pyrénées. Le royaume du Lys « *devient dès lors une superpuissance comparable à celle des États-Unis* » selon les propres mots de l'historien Hongrois Ferenc

Toth¹¹. Les cardinaux Mazarin et Richelieu ont favorisé cet état de fait en donnant à la monarchie française un caractère absolu et en la dotant d'outils diplomatiques et militaires performants, et cela malgré la résistance de parlementaires impuissants à contrer ce processus. L'absolutisation et la centralisation de la monarchie, à partir de 1630, sont expliquées dans l'ouvrage de Joël Cornette¹² : «*La Mélancolie du pouvoir. Omer Talon et le procès de la raison d'État*». Ainsi, à la mort du cardinal Mazarin en 1661, le jeune Louis XIV a la très lourde tâche de maintenir, et si possible d'accroître, la place dominante de la France. Pour cela, il a reçu une éducation complète du vieux cardinal et se place comme l'héritier et le garant des doctrines qui ont conduit la France à dominer l'Europe.

Comme nous l'avons vu dans l'introduction, le petit peuple est le rouage essentiel de cette superpuissance. En effet, en 1700, la France est de loin le royaume le plus peuplé d'Europe avec vingt-deux millions d'habitants, ce qui lui procure une réserve de soldats quasiment illimitée pour l'époque. La démographie française constitue un atout fondamental dans un monde où les batailles sont extrêmement coûteuses en hommes et où l'entretien de l'armée est de plus en plus onéreux. Cet avantage naturel, comparatif¹³, permet de combattre et de vaincre de puissantes coalitions composées de royaumes souhaitant redistribuer les cartes du jeu diplomatique. De plus, la puissance démographique assure le financement d'une diplomatie ambitieuse épaulée par une armée nombreuse, bien équipée, et manœuvrière. Parallèlement, les rentrées d'impôts favorisent les dépenses fastueuses de la cour de France. Cette dernière a cependant un rôle fondamental de représentation. Cela devient possible grâce à une gestion efficace des rentrées financières. C'est ici que l'action mercantiliste de Colbert prend tout son sens. Elle est vitale. Colbert transforme la puissance brute du royaume, sa démographie. Ainsi, grâce à son action, il génère une puissance globale, à la fois militaire, culturelle, diplomatique et économique. Les conditions de vie du peuple sont ainsi les fondations de l'hégémonie française durant le règne de Louis XIV. Les marges de manœuvre du marquis des Alleurs et de la diplomatie française sont, sans doute, très indirectement liées à la bonne santé sociale du royaume. Il est ainsi essentiel d'observer les conditions de vie des sujets du Roi-Soleil. Depuis l'époque gréco-romaine, nous avons une connaissance de plus en

¹¹ Intervention effectuée le 16 Octobre 2008 à la Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine à Bordeaux lors d'un colloque international organisé par le CEMMC-Bordeaux, avec le soutien du Comité pour l'Histoire de la Poste (C.H.P).

Atelier n° 1 : *Armée et diplomatie française en Europe centrale à l'époque moderne.*

Intervention : *L'influence de la pensée militaire française en France et en Pologne.*

¹² Parution chez Fayard en 1998

¹³ Référence à la théorie des avantages comparatifs de l'économiste Ricardo.

plus fine et précise des « petits » cycles climatiques. On constate des variations importantes au cours du dernier millénaire. S'intéressant à l'histoire du climat dès les années 1950, Emmanuel Le Roy Ladurie étudie ces phénomènes dans : « *Histoire du climat depuis l'an 1000* », paru en 1966. Encouragé par Fernand Braudel, il fait figure de pionnier dans l'historiographie des climats. Pour comprendre et établir les variations climatiques, il s'appuie sur des sources variées issues de la dendrochronologie¹⁴, de séries thermométriques qui débutent à la fin du XVIIe siècle, et de la date des vendanges. Ainsi, au cours du dernier millénaire, ces études montrent qu'il a fait en moyenne plus chaud entre la fin du Xe siècle et le XIIIe siècle. Ce phénomène s'appelle « *l'optimum climatique du XIIe siècle* ». Après celui-ci, le mouvement s'inverse et aboutit au milieu du XVIe siècle, à un intermède plus froid qui prend fin vers 1850, « *le petit âge glaciaire* ». Par rapport à *l'optimum du XIIe siècle*, on observe une variation moyenne des températures d'environ - 2 °C en Europe. Dans cet ouvrage, ces données mettent l'accent sur la période de refroidissement du « *petit âge glaciaire* ». Cette période de refroidissement général a pu influencer la santé du règne de Louis XIV. Ces trois siècles plus froids se caractérisent par des phénomènes météorologiques violents et soudains, observés durant l'hiver 1708-1709, et par un climat en complet décalage avec les saisons, comme ce fut le cas entre 1692 et 1694. Ces dérèglements marquent profondément les contemporains. Pour expliquer la reprise de catastrophes climatiques à la fin du règne, après l'accalmie et le redoux des années 1660, 1670, 1680, une hypothèse, qui reste à prouver, mettrait en cause la diminution du nombre de taches solaires visibles à la surface du soleil entre 1680 et 1717. Ce phénomène est appelé « *minimum de Maunder* ». Si nous ne connaissons pas avec certitude la raison de la chute brutale des températures, nous savons grâce aux sources produites par les contemporains du Roi-Soleil, que « *le petit âge glaciaire* » a engendré le chaos au sein du royaume de France. Trop souvent minimisé, son impact sur la puissance française nous semble pourtant fondamental. Les Français du Grand Siècle mangent, de manière générale, à leur faim. Ils ne connaissent pas de famines endémiques comme il en existe actuellement en Afrique Subsaharienne. Quatre-vingt-cinq pour cent de la population est rurale. On y retrouve une grande majorité de paysans. Cette population appartient pour sa presque totalité au Tiers-Etat. La paysannerie a pour mission « sociale » de produire les grains nécessaires à la confection du pain, nourriture de base des Français. Contrairement aux trente années de redoux, cette mission devient de plus en plus difficile au tournant du siècle. Les rendements de blé à l'hectare sont misérables et n'atteignent que difficilement les dix

¹⁴ Science qui étudie la croissance des arbres.

quintaux, contre cent quintaux aujourd'hui¹⁵. Les techniques agricoles évoluent peu. Il faut attendre la seconde révolution agricole amorcée par les Anglais en 1700, pour observer une évolution significative de la production agricole. Les effets de celle-ci n'interviennent en France qu'à partir du règne de Louis XV. Le pain est un élément capital pour la santé du peuple et la paix sociale. Il agit donc sur la cohésion du royaume. La consommation est absolument dantesque. Un homme en consomme en moyenne un kilogramme et demi par jour, une femme à peine moins, et les enfants cinq cents grammes chacun. Ainsi, une famille de trois à quatre personnes a besoin quotidiennement de deux à trois kilogrammes de pain par jour. Aujourd'hui, cela correspondrait quotidiennement, à douze ou seize baguettes de deux cent cinquante grammes chacune. Le pain est assurément une denrée de base, vitale pour le peuple. Le prix du pain conditionne la qualité de vie, et la stabilité sociale de la France. Lors d'une bonne année, une famille de paysans dépense quotidiennement de trente à quarante pour cent de son salaire journalier dans l'achat de pains. En effet, le prix standard du kilogramme est d'un sou, tandis que le salaire moyen journalier d'un ouvrier agricole est de dix sous par jour. Par conséquent, lorsqu'il n'y a pas d'anomalie climatique, la famille d'un ouvrier agricole a ce qu'il lui faut pour se nourrir, se vêtir, et payer ses impôts. Par contre, lorsque le climat provoque de mauvaises récoltes, la situation de ces familles de journaliers devient catastrophique. Les mauvaises récoltes entraînent la rareté des grains et les volumes de farine produits sont donc moins importants. Le système économique de l'offre et de la demande fait monter le prix du pain à deux ou trois sous le kilogramme. Or, le salaire moyen journalier, lui, reste le même. Les familles de paysans n'ont alors plus assez d'argent pour acheter la quantité de pain nécessaire à nourrir l'ensemble de leur famille. Il faudrait déboursier entre huit et douze sous par jour. Les familles connaissent donc la disette.

Dans cette situation de crise alimentaire, les paysans doivent consacrer une très large part de leur argent à l'achat du pain. Ils ne peuvent donc plus faire face à d'autres dépenses, comme les impôts, s'ils veulent survivre. À partir de 1692, la situation de crise alimentaire perdurant, les rentrées du trésor royal baissent, et obligent l'état à réduire son train de vie. Les perturbations climatiques se succèdent durant vingt ans. Sur cette période, on observe deux pics majeurs, la famine de 1692-1694, et l'hiver 1709. Les crises alimentaires provoquées par cette instabilité climatique chronique portent un coup sérieux à la santé démographique du royaume. Le caractère chronique engendre une baisse de la population, et aggrave la chute des

¹⁵ Source INSEE (France).

retrées fiscales. La faim n'est pas la seule cause de décès dans les pays frappés par la disette. Les épidémies favorisées par les mouvements de population qui affaiblissent les organismes, emportent autant de sujets que la sous-nutrition. Pour survivre, les plus déshérités affluent vers les villes. La masse des nécessiteux dépasse vite la capacité d'entraide des centres urbains. Les pauvres des campagnes sont alors renvoyés dans leur paroisse d'origine. Un renvoi caractérisé par la formule : « *chacun ses pauvres* ». Ainsi, ces mouvements favorisent le développement d'épidémies. Les sources nous parlent de « pourpre », ou rougeole, de variole, de dysenterie, et de typhoïde. Le taux de mortalité monte alors en flèche par le développement de ces maladies extrêmement contagieuses. La puissance de l'État est affaiblie. Indirectement, les conditions de vie des sujets influent sur la politique de la nation, des points de vue militaires, diplomatiques et sociaux.

Afin de nous rendre compte de manière concrète de l'influence du climat sur les populations, il convient désormais d'étudier les effets et les conséquences des grandes crises alimentaires sur la puissance du royaume de France. Intéressons-nous, tout d'abord, à la crise de l'avènement qui sévit dans le quart nord-ouest de la France de 1661 à 1662. Les causes de cette famine sont multiples. Tout d'abord, les récoltes de 1658, de 1659, et celle de 1660 ont été médiocres. Il n'a donc pas été possible de faire des réserves suffisamment importantes pour prévenir une crise alimentaire, les autres provinces ne possédant pas de stocks suffisants pour pallier ce manque des provinces du Nord-ouest. De plus, des pluies continuelles s'abattent sur l'ensemble du royaume durant le printemps et l'été 1660. Les prix flambent, la disette s'installe. Elle provoque des mouvements de population vers les villes, favorisant les épidémies. Le nombre des inhumations augmente de plus en plus vite au fur et à mesure que la crise alimentaire perdure. Les conditions d'hygiène sont déplorables et l'absence d'assistance médicale favorise la vigueur et l'expansion géographique des épidémies, qui s'étendent dans tout le royaume. Le taux de mortalité est triplé entre l'été 1661 et l'été 1662. Il faut attendre les conditions plus clémentes de l'automne 1662 pour observer une amélioration de la situation. Malheureusement, il n'existe pas de bilan national de la crise de l'avènement. Des familles entières disparaissent. Les épidémies ont touché toutes les classes sociales. À la fin du règne de Louis XIV, deux crises bien plus abominables ébranlent tout le royaume qui voit, impuissant, mourir un très grand nombre de ses sujets.

La famine de 1692-1693 et le Grand Hiver de 1709

La fin du XVII^e siècle correspond au retour d'une période de dérèglement climatique. Les premiers signes de ce retour apparaissent dès 1691 avec un hiver particulièrement rigoureux. À Paris, il gèle de novembre à février presque sans discontinuer¹⁶. Ceci n'a, à priori, aucune conséquence néfaste sur la fertilité des champs. En effet, le gel protège les semences, les terres argileuses seront plus faciles à labourer au printemps, car plus faciles à éclater. De plus, les champs sont débarrassés des parasites, tués par le froid. Dans ces conditions, la terre est de meilleure qualité. Malheureusement, il pleut sans interruption de juin à juillet 1692. Un ecclésiastique parisien, du nom de Gilles Hurel, écrit dans son journal à la date du vingt-deux juillet 1692 :

*« Jamais on a vu temps si extravagant et si dangereux pour les fruits et les biens de la terre, qui étaient partout en abondance et qui sont en grand péril. »*¹⁷

La Sainte-Madeleine, fête qui correspond au vingt-deux juillet, marque normalement le début du fauchage des blés. Les moissons prennent du retard et ne commencent qu'en août pour se prolonger jusqu'à un mois de septembre qui bat des records de pluviométrie. En raison de ce temps particulièrement humide, les moissons ne s'achèvent qu'au début du mois d'octobre. Les paysans sont contraints de faire sécher le blé dans les fours. La récolte est appauvrie. Les conséquences de cette moisson catastrophique augmentent le prix du blé. La France est touchée par la disette, qui se transforme en famine. En effet, cette situation subsiste et le prix du pain reste élevé jusqu'à l'année suivante. Cet état s'aggrave et le dérèglement climatique se poursuit durant l'hiver 1692 et le printemps 1693. La climatologie de l'année 1692 semble se répéter en 1693. À la différence de 1691, les terres n'ont pas pu être ensemencées à l'automne et la terre a gelé trop tôt. De plus, comme l'année précédente, de fortes pluies s'abattent au printemps, l'herbe étouffe les blés. La situation alimentaire devient critique pour la paysannerie et la récolte de 1693 prend un caractère vital. Symbole de ce malaise, partout dans le royaume, on processionne pour le retour du beau temps, le trois mai au Mans, le dix-huit mai à Bourges. Ces processions n'ont aucun effet. À la fin du mois de juillet 1693, le mûrissement des blés est en retard d'un mois. C'est alors que survient une

¹⁶ Quinze jours en novembre 1691, dix-neuf jours en décembre, vingt-sept jours en janvier 1692, dix-huit jours en février.

¹⁷ Joël Cornette, *Ibid.*, p. 43.

véritable catastrophe. Ironie du sort pour une population qui s'en remet à Dieu, la chaleur éclate le quinze août, le jour de l'Assomption. Elle est porteuse de malheur et scelle le sort de centaines de milliers de sujets. Le choc thermique stoppe la croissance du blé. Ceci lui fait perdre sa valeur nutritive et marchande. Le broyage des grains donne une poussière noirâtre et nauséabonde qui va tenir lieu de farine durant un an. Elle engendre la famine. La carence en teneur nutritive des farines affaiblit les organismes. Les maladies se développent. Face à cette situation exceptionnelle, le prix du blé est multiplié par trois ou cinq selon le degré de sinistre des provinces. De plus, la famine se déclenche en pleine guerre de la Ligue d'Augsbourg (1688-1697), ce qui est un facteur aggravant. En effet, il est quasiment impossible d'importer du grain étranger. Malgré les quelques coups de main du maréchal-comte de Tourville, qui commande la Marine, les forces navales anglo-hollandaises font le blocus des côtes françaises et interdisent tout ravitaillement maritime. Pour obtenir une aide extérieure, la couronne ne peut s'en remettre qu'au corsaire Dunkerquois Jean Bart (1650-1702)¹⁸, et aux Ottomans. En juin 1694, il appareille de Dunkerque et parvient à rejoindre la flotte « *de 100 voiles* »¹⁹ qui transporte le grain acheté en Pologne. Le convoi est escorté par des bateaux neutres, mais huit navires hollandais s'en emparent avant que le corsaire puisse les atteindre. Le vingt-neuf juin, Jean Bart rejoint l'escadre, et malgré l'infériorité numérique, délivre la flotte. Le Dunkerquois vient de forcer le blocus. Les marchands libérés peuvent alors continuer leur route et approvisionner la France. Pour preuve du caractère vital de ce convoi, le plus audacieux corsaire de la couronne est anobli pour son action d'éclat et une médaille est frappée²⁰ : « *La France pourvue du blé par les soins du roi après la défaite d'une escadre hollandaise par Jean Bart* ». En pleine « *période de soudure* », le caractère propagandiste et le message suggéré par cette médaille apparaissent évidents. Le peuple est affamé par le blocus hollandais, non par l'incompétence du monarque.

Néanmoins, tout ceci reste insuffisant pour stopper une crise alimentaire d'envergure nationale et pour nourrir une population de vingt-deux millions de sujets. Au plus fort de la famine, dans les provinces les plus durement touchées, on observe un véritable exode. Des villages entiers se jettent sur les routes. Le Massif central est la région du royaume la plus touchée. Des inconnus meurent dans les haies et dans les granges abandonnées. Les curés inhument, chaque jour, toujours plus d'inconnus, et les inscriptions « *mort de faim et de*

¹⁸ Lucien Bély, *Histoire des relations internationales*, Thémis, Paris, 1992, p. 368-369.

¹⁹ Lucien Bély, *Ibidem*.

²⁰ Lucien Bély, *Ibidem*.

misère » inondent le pays. Pour survivre, les populations consomment des nourritures dites immondes. Les sujets du Roi-Soleil se nourrissent de plus en plus couramment de charognes, confectionnent du pain de racine de fougère, avalent des palettes de sang que les barbiers viennent tirer des malades et mangent de l'herbe comme des « bêtes ». Les sources décrivent des hommes qui se déshumanisent. Les hôpitaux ne peuvent plus recevoir tous les malades, faute de places. Les médecins constatent les mêmes maux que trente ans plus tôt durant la crise de l'avènement. Des maladies comme la rougeole, la scarlatine, la variole, la typhoïde et la dysenterie réapparaissent. Elles augmentent le nombre de morts par inanition et par hypothermie. Le taux de mortalité explose. La ville de Thiers illustre parfaitement l'ampleur de la famine. Sur une population de 10 000 habitants, on dénombre 1678 morts au cours de la seule année 1694, ce qui correspond à 16,78 % de sa population totale. Les effets de la famine perdurent jusqu'en 1694, c'est-à-dire au-delà de la catastrophe climatique. Il faudra attendre la récolte de l'été 1694 pour revenir à la normalité. La période où l'on enregistre le plus de décès est celle de « la soudure », c'est-à-dire d'avril à juillet 1694, juste avant les moissons. Dans les derniers mois de la famine, il n'y a plus rien. Le bilan à l'échelle nationale est effroyable. Il nous est mieux connu que celui de 1662 en raison de la meilleure tenue des registres paroissiaux. Au terme d'une rigoureuse analyse de ces registres, Marcel Lachiver, décompte le décès de deux millions huit cent trente-six mille huit cents personnes en deux ans, soit un million trois cents mille de plus qu'au cours de deux années normales. Le taux de mortalité augmente donc de 86,6 % par rapport à la somme de deux années classiques. En conséquence, si l'on excepte les décès annuels des périodes normales, la population française s'effondre d'un million trois cent mille âmes de plus. Marcel Lachiver souligne :

*« Au risque de paraître iconoclaste, on peut affirmer que la France n'a jamais connu en trois siècles, de catastrophe démographique analogue à celle de la fin du XVIIe siècle. Ni les guerres de la révolution et de l'Empire (1 350 000 morts en 23 ans dans une France de 30 millions d'habitants), ni évidemment la guerre de 1870, ni celle de 1939-1945 n'ont provoqué autant de morts en si peu de temps ».*²¹

Par contre, la famine a fait presque autant de victimes que le total des pertes françaises au cours de la Première Guerre mondiale, mais en deux fois moins de temps et sur une population de seulement vingt-deux millions d'habitants, dans une France deux fois moins peuplée. Enfin, si l'on prend en compte la totalité des morts, on obtient une baisse totale de la

²¹ Marcel Lachiver, *Les années de misères*, Fayard, Paris, 1991, p. 203-206.

population de 12,7 % passant de vingt-deux millions d'habitants en 1692, à environ 19,3 millions à la fin de l'année 1695. Il faut attendre les années 1705-1706 pour effacer les pertes humaines des années 1692-1694. Paradoxalement, dans ces temps de famine, l'armée reste le meilleur refuge, car l'approvisionnement en nourriture des soldats est prioritaire. De ce fait, les primes offertes aux volontaires baissent et témoignent de l'ampleur de la crise : cinquante livres sont proposées en 1706, trente en 1709, vingt à la fin de 1709. La prime est supprimée en 1710. L'armée « *nourricière* »²² est devenue un refuge. En effet, la raison d'État ainsi que la sécurité de la couronne et du royaume priment. L'armée est le seul endroit du royaume, avec Versailles, où l'on ne meurt pas de faim. Cette hécatombe humaine n'est donc pas sans conséquence sur l'hégémonie de la puissance française et sur sa politique étrangère. Un sérieux coup est porté au principal atout de la couronne, sa puissance démographique. Comme en 1661-1662, des familles entières ont disparu. C'est autant d'impôts en moins dans les caisses d'un État qui en a besoin pour supporter la difficile guerre dans laquelle il est engagé.

De plus, le niveau d'adhésion des sujets à leur souverain baisse. Dans l'imagerie populaire, le monarque doit assurer la subsistance de ses sujets. À ce titre, il est perçu comme responsable. Pourtant, des mesures ont été prises par la monarchie. Dans le courant du mois d'octobre 1693, le Conseil royal ordonne de construire une trentaine de grands fours dans la cour du Louvre pour cuire chaque jour mille rations de pain, vendues deux sous la livre. Il est néanmoins difficile de dédouaner totalement le pouvoir de toute responsabilité, car la guerre et l'impôt ont pesé lourdement dans la balance des malheurs. Pour finir, les opérations militaires sont rendues plus difficiles, car il faut approvisionner l'armée en grains et renforcer le dispositif de protection des lignes d'approvisionnements. Les déshérités qui s'engagent dans l'armée pour ne pas mourir de faim renforcent les effectifs, car les convois sont attaqués par des affamés. Les routes sont de moins en moins sûres. Les armées royales ne perdent pourtant pas de leur activité, mais les combats sont de plus en plus incertains. La supériorité militaire française n'est plus aussi évidente que lors des derniers conflits. Par voie de conséquence, ceci produit un effet néfaste sur la crédibilité diplomatique. Cette dernière n'est rien sans une armée forte, car elle lui donne du poids et de la crédibilité. Par la crainte qu'elle doit susciter, elle facilite le travail des négociateurs. Plus l'ombre de l'armée est grande, plus la diplomatie est efficace. Or, cette ombre tend à se réduire avec la poursuite des dérèglements climatiques.

²² Marcel Lachiver, *Ibidem*.

La France sort humainement et financièrement durement éprouvée de la guerre de la Ligue d'Augsbourg. Le royaume a alors juste le temps de se remettre, que s'annonce la Succession d'Espagne. L'acceptation testamentaire plonge la France dans une nouvelle guerre d'envergure européenne. Il faut ajouter quinze années d'hivers rigoureux et de climatologie instable succédant à la famine de 1692-1694. Les guerres incessantes de la fin du règne et le dérèglement climatique ont considérablement affaibli la puissance française. Le brillant du Roi-Soleil s'est terni et l'astre solaire ne rayonne plus autant que dans les années 1660-1670-1680. Le mythe de l'invincibilité française a été brisé. Se battant avec courage sur toutes les frontières du royaume, les armées de Louis XIV ne meurent plus pour éloigner les frontières de Paris, mais pour les préserver. L'initiative ne leur appartient plus, elle a été abandonnée dans la chaleur brûlante de Blenheim au cours de l'été 1704. Le roi de France qui sent que ses sujets sont épuisés engage en 1709 des négociations infructueuses avec les Provinces-Unies et l'Angleterre. C'est dans ce contexte difficile que le royaume est frappé par un second dérèglement climatique majeur.

Dès la Noël 1708, les températures sont anormalement chaudes pour la saison (aux alentours de dix degrés) ce qui n'augure rien de bon si l'on se réfère au bon sens des dictons populaires²³, « *Noël au balcon, Pâque au tison* ». Une maxime forgée par une population qui vit au contact de la nature. Dans la nuit du cinq au six janvier 1709, la nuit des rois selon la tradition catholique, un anticyclone sibérien s'abat sur le royaume. Le choc thermique est particulièrement brutal. À Paris, on passe +10,7 °C le 5 janvier à - 3,1 °C le lendemain. Les températures descendent, en plaine, entre -20 °C et -25 °C durant les trois semaines de gel. En même temps que la terre se fige, les premiers signes de mortalité apparaissent. On retrouve des gens perdus, congelés dans la neige, le gibier disparaît, les animaux meurent dans les étables, les oiseaux s'écrasent dans les champs, foudroyés en plein vol par le froid ; l'eau et surtout le vin gèlent dans les verres. La vague de froid emporte les plus faibles. Pour le seul mois de janvier 1709, les registres paroissiaux enregistrent 115 000 morts sur l'ensemble du territoire, soit 42 000 de plus que pour un mois de janvier classique (73 000 morts). Ainsi, le dérèglement climatique provoque une augmentation du taux de mortalité de 57,5 %, passant de soixante-treize mille décès enregistrés en janvier 1708 à cent quinze mille au mois de janvier 1709. Aux trois semaines de froid polaire se succèdent des périodes de redoux et de gel, ce qui provoque un impact catastrophique sur les récoltes. Pourtant, grâce à la vague de

²³ Croyances populaires qui servent à prévoir la météo, le temps et l'influence future de celles-ci sur les récoltes.

froid, la récolte du printemps s'annonçait sous les meilleurs auspices. Le gel a protégé la terre et les semences de l'automne. Fin janvier, une récolte magnifique s'annonce. Mais le quatre février, il gèle de nouveau. Ceci a un effet désastreux sur le développement des semences. La fin de l'hiver n'est que période de dégel et de gel. En mars, les champs sont nus, les céréales n'ont pu croître et la récolte est réduite à néant. Au printemps, l'Angleterre tente d'exploiter la situation critique de la France. L'approvisionnement en céréales venues des ports de la mer du Nord, devient un enjeu pour la France et pour ses ennemis. En avril, le gouvernement britannique ordonne à ses navires de guerre et à ses corsaires de se saisir de tous les bâtiments transportant des céréales vers la France²⁴. De son côté, les flottes de Louis XIV amarrées à Dunkerque et à Brest reçoivent la mission de se saisir de l'ensemble des vaisseaux neutres à destination des pays ennemis, alors que ce type d'échange est protégé par le règlement de juillet 1704²⁵. L'objectif de ces actes de guerre est d'abord de mettre l'ennemi à genoux en bloquant ses sources d'approvisionnements, puis de renforcer l'importation de denrées pour son propre marché intérieur. Les civils sont ici les cibles de cette guerre de l'approvisionnement. Des mesures sont également prises pour encourager le commerce des grains vers la France. Dans un premier temps, Louis XIV suspend les lettres de représailles contre le port de Dantzig, et accorde une exemption des droits royaux pour leurs navires. Dans un second temps, en novembre, les consuls du Levant doivent inciter les Génois à user de pavillons français pour recourir au transport des grains de l'Empire ottoman vers Marseille²⁶.

Le spectre d'une famine innommable, bien plus grave que celle de 1692-1693, menace. Mais la nature en reste là. Il n'y aura pas de nouvelle famine. En effet, «un miracle» se produit, c'est celui de l'orge. Elle est une céréale de printemps que l'on plante à cette période. La récolte est magnifique. Elle est quadruplée. Les rendements passent d'une moyenne de dix quintaux à quarante quintaux par hectare. Ce miracle s'explique simplement. Tout d'abord, le temps du printemps et de l'été a été favorable aux cultures. De plus, les périodes de gel et le froid intense de janvier 1709 ont détruit les parasites présents dans la terre favorisant le développement des céréales. Néanmoins, la crise de 1709-1710 fait six cent treize mille morts de plus qu'une année normale. Par conséquent, en 1709, la France échappe à une nouvelle famine qui, sans nul doute, aurait eu des effets démographiques catastrophiques, sur une

²⁴ Ordres aux corsaires en date du 30 avril 1709.

Réginald Marsden, *Law and custom of the sea*, vol. 2, *American Historical Review*, 1916, p. 212-213.

²⁵ Arthur-Michel Boislisle, *Correspondance des contrôleurs généraux des finances avec les intendants des provinces*, t. 2, Paris, 1874-1897, p. 176.

²⁶ A.N, F12/55, fol. 112. Directive en date du 8 novembre 1709.

population déjà très affaiblie par les guerres. Le très rigoureux mois de janvier 1709 et l'état de disette portent un nouveau coup à la popularité de Louis XIV. L'adhésion au monarque n'est plus aussi franche qu'au premier jour de l'avènement. Pourtant, le « vieux » Louis XIV apparaît plus humain que le téméraire Roi-Soleil des années 1670-1680. Il se rend compte de la souffrance de ses sujets, qui entache la puissance de son royaume, et ce dans les dernières années de sa vie.

Louis XIV a exprimé la grandeur de la France en appliquant les préceptes de diplomatie et de géopolitique que Mazarin lui avait enseignés. Il fait de la France une puissance globale, ce que Mazarin n'a pas eu le temps de réaliser. Louis XIV bénéficie de circonstances climatiques favorables. En premier lieu, il hérite d'un royaume puissant et d'une éducation sans faille. De plus, Louis XIV a pu facilement s'appuyer sur l'unité de son royaume, son importante démographie et l'adhésion de son peuple, au moins jusqu'à la guerre de la Ligue d'Augsbourg c'est-à-dire jusqu'à la fin des années 1680. Ce laps de temps correspond à une trentaine d'années allant de la fin de la crise de l'avènement en 1662 à la famine de 1693. Ces trente ans correspondent à un répit climatique dans le « *petit âge glaciaire* ». L'accalmie se superpose presque parfaitement avec le Louis XIV de la grandeur ; c'est-à-dire celui des victoires militaires, de la construction de Versailles, de la floraison des grands artistes et écrivains. À l'inverse, la reprise des catastrophes naturelles à la fin de l'année 1692 marque le début de l'affaiblissement de la puissance française et la fin de l'éclatant rayonnement du Roi-Soleil sur son peuple. Néanmoins, il est évident que la puissance de la diplomatie française, sa propension à lever et à soutenir des révoltes en Europe de l'Est, et l'ensemble de l'œuvre du monarque ne peuvent pas être l'entière conséquence de conditions naturelles favorables. Néanmoins, la période de grandeur et l'amorce du déclin se superposent si exactement qu'il est difficile de nier les liens de cause à effet. Dans le cas contraire, ce serait laisser une grande part au hasard dans la construction de l'Histoire. Mais cela est une affaire de points de vue. Nous pensons que ce climat favorable aux cultures a permis l'expression pleine et entière du principal atout de la France sur les autres royaumes d'Europe, sa démographie. Il a détendu le climat social des campagnes grâce à des récoltes abondantes. Le ravitaillement des armées en a été facilité, ainsi que le recrutement des hommes, la perception des impôts par les collecteurs, dont le travail devient dangereux et souvent inefficace dans les périodes difficiles, lorsque les paysans n'ont plus d'argent. Après 1675, les grandes jacqueries disparaissent. Elles se produisent de 1640 à 1662, c'est-à-dire à un moment où Louis XIV ne règne pas personnellement. Ces rébellions de paysans sont celles des « *va-nu-pieds* » en Normandie

(1639), « *des Croquants* » dans le Sud-ouest (1624 – 1643), « *des Pitauds* » en Bretagne et « *des Lustucrus* » dans la Somme (1662). Les trente années d'accalmie au sein du « *petit âge glaciaire* » apportent une prospérité sociale et financière nécessaire à l'expression et au maintien de la puissance diplomatique et militaire de la France. Le retour des dérèglements climatiques à partir de 1692 et le poids des guerres affaiblissent les effets de ce cercle vertueux. Un fait montre la baisse de popularité de Louis XIV et de ceux qui incarnent sa politique. Le vingt-six août 1709, le contrôleur général des finances Nicolas Desmaretz remet un volumineux mémoire au roi²⁷. Il s'y inquiète de la « *mauvaise disposition des esprits de tous les peuples* ». L'analyse qu'en fait Joël Cornette corrobore notre idée. L'unité et l'adhésion du peuple sont en train de se lézarder, et la puissance française s'affaiblit : « *Las de la guerre, las de la crise et prêt à la révolte* ». ²⁸ Toujours en s'appuyant sur le mémoire qui évoque l'interruption de la circulation de l'argent, les mauvaises rentrées des tailles, et la faillite du système politico-financier, Joël Cornette définit ce mécanisme qui paralyse l'économie :

*« La cherté des blés, la mévente des produits alimentaires et manufacturés, bref un ensemble de malheurs engendrés par le désordre météorologique, une mauvaise récolte, mais aussi par les excès ordinaires ou extraordinaires qui pèse sur la population. »*²⁹

Selon le ministre, ceci conduit à l'arrêt du travail et paralyse l'économie. Les sujets aspirent désormais à la paix après avoir supporté une situation de guerre chronique durant tout le règne personnel de Louis XIV. Au cours de la guerre de Succession d'Espagne, la France et son économie sont épuisées. Nicolas Desmaretz termine son mémoire par ses mots : « *à tous ces maux, il n'est pas possible de trouver des remèdes que par une prompte paix* ».

Dans ce contexte, il est logique que l'hégémonie française décline dans les vingt-cinq dernières années de son règne. Ce déclin a des conséquences sur la conduite de la diplomatie française, qui désormais, se révèle plus hésitante, et sur la gestion de la rébellion en Hongrie. Ainsi, les paix sont l'occasion de rebattre les cartes diplomatiques qui, selon les résultats du conflit, vient modifier ou asseoir les rapports de force. Jusqu'en 1688, la France, au travers de la querelle des bienséances de Londres, de la guerre de Hollande et de la politique des

²⁷ Analysé par A.M. Boislisle dans *Correspondance des contrôleurs généraux des finances avec les intendants des provinces*, t. 3, Paris, 1874-1897, p. 604 et suivantes.

²⁸ A.M. Boislisle, *Ibidem*.

²⁹ Art. Joël Cornette, *Ibid.*, p. 45.

réunions, accentue en sa faveur le rapport de force diplomatique, au travers de la guerre. Pourtant, cela commence à changer avec le déclenchement de la guerre de Ligue d'Augsbourg en 1688. Cette guerre difficile, longue et ruineuse affaiblit le royaume. Les effets du petit âge glaciaire sur les récoltes et la démographie accentuent cet affaiblissement. En 1697, la diplomatie française doit trouver de nouveaux alliés afin de contrer les coalitions qui se forment. Elle doit ainsi prévenir le déclin de certains de ses alliés et se relever des pertes de la famine de 1692-1693. Par l'intermédiaire du marquis du Héron, le corps diplomatique français préconise d'activer une nouvelle fois la tactique de revers en Europe centrale et en Europe occidentale.

Chapitre 2

La Hongrie et la Belgique confrontées aux ambitions de la France et de l'Autriche

Les utopies impérialistes des Franco-autrichiens

Les chimères de l'empereur Léopold Ier ou la Question d'Orient

Les deux souverains partagent le rêve de dominer l'Europe. Ils veulent donner à leur famille respective le premier rang dans la hiérarchie des titulatures européennes. Cette ambition s'inscrit dans deux chimères qui guident les axes des politiques étrangères de l'Autriche et de la France. Elle permet également de justifier leur impérialisme respectif. Pour l'empereur, le regard se tourne vers l'Europe orientale et englobe la Hongrie. Pour le roi de France, l'ambition se porte sur la couronne impériale et l'héritage de Charlemagne, dont les Pays-Bas sont une pièce essentielle de ce puzzle à reformer. Un mémoire rédigé par l'Administration royale française en 1700 nous renseigne sur ces chimères¹. À la veille de la mort de Charles II d'Espagne, ce mémoire fait l'inventaire des prétentions territoriales des différents souverains et princes d'Europe. Divisée en chapitre, chaque prétention est associée à une explication. Généralement, elle reprend la justification de la diplomatie concernée. À une période où l'Antiquité constitue une référence artistique et politique dont s'inspirent les monarques, à l'image de Louis XIV au château de Versailles, les deux grandes familles rêvent de coiffer les anciennes couronnes impériales romaines². L'une d'Orient qui perdure au travers de l'Empire byzantin jusqu'en 1453 ; l'autre d'Occident qui disparaît avec la chute de Rome en 476, mais dont Charlemagne et le Saint-Empire romain germanique peuvent être considérés comme les héritiers. Les revendications concernent en priorité les provinces européennes contrôlées par Rome et Constantinople. L'Autriche revendique les terres situées à l'est de Vienne, c'est-à-dire les provinces de l'ancien Empire romain d'Orient³. L'Autriche veut s'assurer l'ensemble du cours du Danube pour maîtriser ses conquêtes orientales.

¹ AAE, Md. France, vol. 443, P/3300, *Prétentions des souverains et princes d'Europe*, 1700.

² L'Empire romain est divisé en 285 par l'empereur Dioclétien (244 – 311) en vue de réorganiser le découpage administratif. Le but est d'avoir une administration plus réactive.

³ AAE, *Ibid*, *De la prétention de l'Autriche sur l'Empire d'Orient*, f° 61

Léopold Ier revendique ainsi l'ancienne couronne byzantine prise par les Ottomans en 1453. La légitimation de cette ambition est expliquée par le document suivant :

« Cette prétention se fonde sur ce que la Maison d'Autriche est originaire des empereurs grecs et de ceux de Constantinople. Sur un testament qu'ont dit avoir été fait en 1502 par André, frère de Constantin XV, dernier empereur d'orient et dans lequel il institue Ferdinand roi d'Espagne, et Isabelle sa femme, comme héritiers.⁴ »

La diplomatie impériale développe une double légitimation. La première s'appuie sur une filiation si ancienne qu'elle est très difficilement vérifiable. En l'absence de documents, le doute rend cette généalogie contestable par les autres diplomaties. L'ancienneté des racines familiales a pour but d'offrir une grande légitimité aux Maisons. Cette légitimité est renforcée par ce lien à l'antique qui sert d'élément de référence à l'époque moderne. La seconde est juridique au travers du testament d'André. Une nouvelle fois, l'authenticité du testament, et donc sa validité sur le plan du droit international, est mise en doute. La mort de Charles II donne des droits aux Habsbourg de Vienne sur ce testament par la filiation avec les Habsbourg de Madrid. En prolongeant la réflexion, la montée sur le trône d'Espagne du petit-fils de Louis XIV donne également des droits sur ce testament aux Bourbons. En effet, Philippe V devient le propriétaire de tous les droits de la couronne de Ferdinand et d'Isabelle. Malgré ce dernier point, l'ensemble de la légitimation est raillée par la bureaucratie française :

« Chacun peut juger ce qu'on doit croire, au moins la Maison d'Autriche n'y peut pas grand-chose tant que les Turcs y seront les maîtres.⁵ »

Les formules employées montrent que la diplomatie française ne croit ni à l'argumentation habsbourgeoise ni à la possibilité que les Autrichiens reprennent Constantinople aux Ottomans, malgré la débâcle turque sanctionnée lors de la paix de Karlowitz⁶ en 1699. Pourtant, dans la même série « Mémoires et documents », il existe des rapports contradictoires au sujet de la capacité des Autrichiens à réaliser la Question d'Orient, c'est-à-dire conquérir la capitale ottomane. En 1699, l'ambassadeur de France à Constantinople, le marquis de Châteauneuf écrit dans son rapport de retour de mission que la situation s'avère en réalité critique :

⁴ AAE, *Ibidem*.

⁵ AAE, *Ibidem*.

⁶ Les troupes ottomanes abandonnent aux Impériaux une surface équivalente à celle de l'Allemagne.

*« Je crois donc pouvoir avancer que sur les fréquentes conférences que j'ay eues à ce sujet sur la crainte que m'en ont laissé quelques officiers principaux, que l'empereur peut être maître du Danube en trois campagnes⁷, en y bâtissant des forts et des magasins de distance en distance jusqu'à son embouchure, où l'empereur étant une fois établi, il luy seroit aisé de faire tomber Constantinople non pas à la vérité en l'assiégeant puisqu'il faudrait pour cela une armée trop nombreuse, mais en l'affamant en faisant croiser à l'entrée du canal de la mer Noire d'où cette capitale tire toute sa subsistance ».*⁸

Le Danube est la clef de cette première Question d'Orient au début du XVIII^e siècle. Celui qui contrôle militairement son bassin maîtrise toute l'Europe centrale et sud oriental. Il est le cœur des réseaux commerciaux, politiques, routiers et sociaux. Si toutes les provinces de l'Empire approvisionnent Constantinople en denrées et produits manufacturés, il est tout à fait exact que la capitale ottomane est dépendante des produits alimentaires issus des territoires septentrionaux de l'Empire. Quand l'Anatolie occidentale envoie depuis le port de Smyrne des fruits et des raisins secs, l'Europe centrale et orientale fait parvenir sur les étals des marchés : du blé et de l'orge de Valachie-Moldavie, du beurre fondu de Tartarie (Crimée), des produits de l'élevage de Hongrie-Transylvanie, de la viande sur pied des Balkans, et du caviar et des esturgeons du Danube⁹. D'un point de vue militaire, l'Autriche n'est pas une puissance maritime. L'ancien ambassadeur de France à Constantinople ajoute que l'empereur n'aura aucun mal à trouver des matelots mercenaires en Valachie ou en Grèce¹⁰, rendant possible un blocus maritime des détroits avec la flotte du Danube¹¹ et de nouveaux bâtiments mis à l'eau depuis les chantiers navals de la mer Noire. Pierre-Antoine de Châteauneuf constate la déliquescence militaire des Ottomans et l'affaiblissement de leur pouvoir politique. Il émet de sérieuses réserves sur la capacité des Turcs à se défendre :

« On peut dire en général que ces empires se trouvent dans un Etat de faiblesse qu'ont n'avois jamais pu prévoir.¹² »

En dix années d'ambassade, l'ambassadeur français a eu tout le loisir de se forger un avis à propos de la santé politique et militaire de l'Empire. Ces rapports sous-entendent la

⁷ La constatation peut inciter Louis XIV à déclencher la guerre de Succession d'Espagne en acceptant le testament pour éviter la réalisation de cette Question d'Orient qui aurait des conséquences très importantes sur la situation hégémonique de la France et les équilibres européens.

⁸ AAE, Md. Turquie, vol. 135, P/14977, f° 86

⁹ Se référer à la partie routes *via Egnatia/Militaris*.

Dans Frédéric Hitzel, *L'Empire ottoman XV^e – XVIII^e siècles*, Paris, Les Belles Lettres, 2001, p. 231 – 237.

¹⁰ AAE, *Ibid.*, f° 87

¹¹ Récemment réorganisé par Eugène de Savoie.

¹² AAE, *Ibid.*, f° 82

nécessité qu'a la France à s'allier au sultan de Constantinople pour enrayer les prétentions impériales sur le Danube, et depuis ce fleuve, sur les détroits du Bosphore et des Dardanelles. Si les Turcs contrôlent l'accès à la mer de Marmara, qui sépare les mers égéenne et méditerranéenne de la mer Noire, ils sont effectivement moins préparés au nord des détroits. Ils disposent de fortifications côtières réduites sur cet espace, qui, auparavant, ne représentait pas une menace. Dans l'historiographie, cette thématique géopolitique de la conquête de Constantinople par les Autrichiens est effectivement plus connue sous le nom de *Question d'Orient*¹³, mais davantage pour le XIXe siècle. Elle regroupe aussi des pays comme la Russie, la France et l'Angleterre. La Hongrie est indirectement impactée par cette Question, car en 1700, le Danube reste l'axe de communication le plus efficace pour se déplacer en Europe centrale et pour rejoindre Constantinople. Si, au tournant du XVIIIe siècle, la Hongrie ne figure pas dans la Question d'Orient en tant que nation, les effets de la réalisation de cette doctrine géostratégique sur son territoire et sa population sont considérables. La reprise en main politique du pays magyar vise à modifier ses structures économiques, politiques et sociales pour les rendre similaires au système en vigueur en Autriche. On observe ainsi une germanisation, une libéralisation économique et une centralisation politique des espaces repris aux Ottomans. Les gains territoriaux sur l'Empire ottoman réalisés entre 1683 et 1699 consolident ainsi l'avancée de l'empereur. L'ancien royaume de Saint-Étienne constitue donc une étape importante en vue de la conquête des détroits du Bosphore et des Dardanelles.

Cette conquête de l'Europe centrale est également motivée par la prophétie d'Atridomius. Elle annonce la gloire de l'Autriche. Elle donne un cadre mystique à la politique extérieure de la Maison de Habsbourg en Orient. Elle doit être conduite par l'écrasement des hérétiques à l'intérieur et à l'extérieur du royaume. Léopold Ier et son général en chef de l'armée de Hongrie, Charles de Lorraine, y croient :

« [Léopold Ier] a cherché les moyens d'assurer pendant le règne de votre sacrée majesté l'accomplissement du bien heureux Atridomius. Vous devez travailler et aller au-devant de l'effet de la prophétie. Je regarde ces exhortations que Dieu envoie aux hommes extraordinaires pour les encourager aux grandes entreprises. »¹⁴

¹³ La Question d'Orient est une question géopolitique qui naît avec le reflux de la puissance ottomane en Europe centrale qui s'opère à partir de l'échec du siège de Vienne en 1683. Plus spécifiquement, l'historiographie française applique cette expression à l'histoire européenne du XIXe siècle. Le dernier ouvrage sur le sujet est celui de l'historien Jacques Frémeaux de l'université Paris-Sorbonne, intitulé *La Question d'Orient*. Il paraît chez Fayard en 2014.

¹⁴ AAE, Md. Autriche, vol. 12, f° 25

« Si vous ne détruisez pas entièrement le règne et la puissance des hérétiques dans l'Empire, vous n'y exécuterez jamais rien de grand. Vous ne le rendrez parfaitement héréditaire à votre Maison, et jamais vous n'arriverez à cette grandeur. »¹⁵

La couronne de Hongrie faisant partie de l'Empire, des moyens considérables sont engagés pour assujettir ce royaume à l'Autriche, cela sur le modèle bohémien de 1620. À la différence d'autres possessions impériales comme les Pays-Bas méridionaux, Vienne se montre beaucoup plus volontaire et interventionniste dans sa manière d'administrer le territoire, surtout en ce qui concerne la lutte contre le protestantisme. C'est une politique d'annexion qui est pratiquée sur le territoire magyar. Comme en Bohême, la volonté d'exporter le modèle institutionnel et religieux des États-héréditaires est bien présente. Les politiques de centralisation, d'absolutisation et de catholicisation menées en Hongrie depuis Nicolas Zrinyi répondent en partie à la réalisation de la Question d'Orient. Seul le royaume de Saint-Étienne est ciblé par cette politique de rattachement, les autres princes protestants de l'Empire ne sont pas particulièrement visés par cette uniformisation religieuse. Dans un testament politique, dont l'auteur est incertain¹⁶, ce dernier demande de ménager les Electeurs de Saxe et de Brandebourg qui travaillent pour les Habsbourg en s'opposant eux aussi à la France.

Ce document né de l'opposition de deux partis à la cour de Vienne. Leur affrontement politique porte sur l'axe de conquête que doit choisir l'empereur. Le premier défend la réalisation de cette Question d'Orient. Il désire la guerre contre les Turcs et la paix sur le Rhin, c'est-à-dire avec la France. Le second souhaite au contraire la guerre avec Louis XIV et la paix avec le sultan. Ce clan est dit palatin en raison de leur chef de file, l'impératrice Éléonore, fille du comte palatin de Neubourg. Cette faction, dont le leader est d'origine allemande, estime que l'Autriche a un rôle à jouer, non pas en Europe orientale, mais en Europe occidentale. Pour eux, l'unification du Saint-Empire est plus importante que celle du Danube. Cette lutte curiale traduit l'hésitation de Vienne entre la réalisation du pacte danubien et formation d'un « Anschluss » austro-allemand¹⁷. L'auteur de ce testament prend position par rapport aux deux factions et définit un programme politique. Sur le plan extérieur, la paix

¹⁵AAE, *Ibid.*, f° 28

¹⁶ Ordinairement, ce texte est attribué soit à Charles de Lorraine, soit à Henri Straatmann, conseiller aulique et négociateur de la paix de Ryswick. Pour André Lefèvre, il pourrait être l'œuvre de l'abbé Jean-Baptiste de Chèvremont (1640-1702). Il est le secrétaire du duc de Lorraine et il avait donc accès à ses notes.

¹⁷ André Lefèvre, *Un libérateur de la Hongrie : Charles V, duc de Lorraine*, vol. 57, Nouvelle revue de Hongrie, Budapest, 1937, p. 121.

doit être faite avec la Porte pour mener une guerre contre la France. Cette ligne diplomatique doit être renforcée par une alliance avec l'Angleterre dans le but de bloquer une partie des forces françaises sur le littoral occidental et septentrional de son royaume. C'est donc une alliance de revers qui est préconisée ici. Sur le plan intérieur, la Hongrie doit être intégrée politiquement au Saint-Empire en transformant ce royaume en électorat¹⁸. Le Hanovre doit également recevoir cette dignité. De plus, il est défendu aux Electeurs de faire cause commune avec la France.

Néanmoins, le choix du Danube est clairement fait avec la mise en œuvre de la reconquête à partir de 1683. Rattacher la Hongrie aux territoires Etats-Héréditaires des Habsbourg de Vienne constitue un objectif essentiel du règne de Léopold Ier en vue de conquérir le bassin danubien. S'assurer son contrôle et sa loyauté à long terme est donc une étape essentielle. Cependant, la Hongrie dispose d'une identité plus forte que la Bohême de 1620. Sa population a dû lutter plus longtemps pour défendre son identité et son indépendance contre les politiques centralisatrices de l'Autriche et contre les Ottomans. C'est aussi le cas pour la Belgique avec les invasions françaises et allemandes¹⁹. Les guerres de Hongrie sont un frein à l'impérialisme des Habsbourg. Malgré les conquêtes, le peuple et la noblesse hongroise ne se soumettent pas. Les révoltes du XVIIe siècle sont toutes caractérisées par une défense de la religion réformée. Axée sur la défense du protestantisme en Europe centrale, la politique extérieure de la Transylvanie en conflit contre les Habsbourg pour la couronne de Hongrie depuis Jean Ier Szapolyai l'illustre parfaitement. Il est donc nécessaire de dompter l'impétueux peuple et la virulente noblesse hongroise de façon à stabiliser le pays en vue de poursuivre la conquête vers Constantinople. Cette province périphérique est bien plus agitée que les Pays-Bas méridionaux sur le plan identitaire. On garde en mémoire les exactions sur les colons allemands catholiques, les nombreuses rébellions du XVIIe siècle contre les Habsbourg et le ralliement des Magyars aux ennemis jurés des Habsbourg : les Français et les Turcs. Ce ralliement est symbolisé par la frappe d'une monnaie décidée par Imre Thököly. Sur celle-ci figure l'inscription : « *Ludovicus XIV Gallia rex, defensor ungaria* »²⁰. Au début du XVIIIe siècle, les ambitions impérialistes autrichiennes vont de nouveau violemment se

¹⁸ Ceci permettrait à l'empereur de s'affranchir des nombreuses règles fixées par la constitution du royaume de Hongrie d'une part, et de réduire considérablement le rôle de la Diète nationale et de la noblesse d'autre part. Cette mesure a donc un grand intérêt politique car les puissants contre-pouvoirs magyars réduisent considérablement l'influence de Léopold Ier. Ils sont un frein à l'instauration d'un régime absolu et catholique.

¹⁹ Charles de Terlinden, *La Belgique et la Hongrie au Moyen-âge*, vol. 57, Nouvelle revue de Hongrie, Budapest, 1937, p. 14.

²⁰ André Lefèvre, *Ibid.*, p. 116.

heurter à une identité hongroise. Il faudra attendre la défaite de Szatmar en 1711 et la formation de l'Autriche-Hongrie pour voir les Magyars intégrer les Etats-Héréditaires. Une fois le territoire stabilisé, le regard de Vienne pourra de nouveau se porter sur Constantinople. L'empereur Léopold ne peut pas risquer une rébellion sur ses terres pendant qu'il combat les Turcs plus au sud, en Serbie et en Roumanie. Pour l'Autriche, la Hongrie représente une étape dans la Question d'Orient. Comme nous l'avons vu, ce royaume est riche de ses ressources agricoles et de son sous-sol. Posséder la couronne de Saint-Étienne²¹ est synonyme de richesses et de moyens financiers pour poursuivre une reconquête coûteuse.

La revendication de la couronne romaine d'Orient permet de légitimer les prétentions de l'empereur sur la Hongrie, mais aussi sur les territoires adjacents. La liste est assez exhaustive et reprend bien toutes les possessions européennes des romains de Byzance²² : l'Empire ottoman²³, le royaume de Hongrie²⁴ avec le comté de Zips²⁵ et la Transylvanie, la principauté de Moldavie-Valachie²⁶, la Dalmatie²⁷, la mer Adriatique²⁸, les royaumes balkaniques de Bosnie²⁹ et de Rascie³⁰. Possédant la dignité impériale du Saint-Empire romain germanique, les Habsbourg de Vienne ne revendiquent que ces territoires orientaux, car ils se considèrent déjà comme les héritiers de l'Empire romain d'Occident. Les qualificatifs *romain* et *germanique* apparaissent dans la titulature de l'empire afin de rappeler cette filiation. Au-delà de la récupération de la couronne de l'Empire romain d'Orient, c'est bien la réunification de tout l'Empire romain que veulent réaliser les empereurs du Saint-Empire. Leur politique est plus volontariste en Hongrie qu'aux Pays-Bas méridionaux, car ils font le choix d'étendre leur domination vers le levant, et non vers le couchant. Les provinces belgiques sont ainsi diamétralement opposées à cet axe d'expansion, ce qui peut expliquer le désintéressement relatif de Vienne vis-à-vis de ce territoire très excentré. On peut même penser que, dans l'esprit des stratèges viennois, les anciens Pays-Bas espagnols constituent une périphérie bien plus en marge de l'Empire que la Hongrie, puisqu'elle n'est pas concernée

²¹ Saint-Étienne est Roi de Hongrie de 1000 à 1038. Il se fait couronner le jour de Noël de l'an 1000. Il est canonisé pour avoir évangélisé son pays, jusqu'alors païen. Dès lors, la Hongrie devient un rempart du catholicisme jusqu'à son anéantissement par les Turcs à la bataille de Mohács en 1526.

²² Nom antique de la ville de Constantinople et d'Istanbul

²³ AAE, Md. France, vol. 443, P/3300, *Prétentions des souverains et princes d'Europe*, 1700, f° 61.

²⁴ AAE, *Ibid*, f° 62.

²⁵ AAE, *Ibid*, f° 67.

²⁶ AAE, *Ibid*, f° 66.

²⁷ AAE, *Ibid*, f° 68.

²⁸ AAE, *Ibid*, f° 71.

²⁹ AAE, *Ibid*, f° 73.

³⁰ AAE, *Ibid*, f° 74.

La Rascie constituait une partie des États médiévaux serbes, soit aujourd'hui, le Monténégro et l'Herzégovine.

par la Question d'Orient. En plus de la volonté de s'adapter aux identités des élites locales, le caractère très autonome laissé à Bruxelles à partir de 1713 peut s'expliquer par ce statut de marge. Si ces chimères ne peuvent pas expliquer toutes les différences administratives pratiquées par Vienne dans ses deux provinces périphériques, il ne faut toutefois pas éluder leur poids sur les ambitions des souverains de l'époque. Les prophéties, les filiations et les soucis constants des têtes couronnées à faire évoluer leur famille de leur vivant sont des marqueurs identitaires de leurs politiques intérieures et extérieures. Les légitimations opérées par les bureaucraties des cours souveraines établissent ce qu'il est possible, ou envisageable de réaliser pour un monarque au cours de son règne. Il existe une volonté de transmettre ces idéaux de génération en génération. On intègre alors ces chimères dans l'éducation des jeunes héritiers. Elles servent à expliquer les origines de la famille et la nature de sa puissance. Cette transmission développe chez les prétendants tout un imaginaire. Il influence leur perception du monde et la place qu'ils doivent occuper dans le concert des nations. Une fois sur le trône, ils reprennent le flambeau en essayant de réaliser ce que leur prédécesseur n'a pu réaliser. Dans ces cas, les chimères deviennent des composantes des identités familiales. Les souverains se doivent de les défendre ou de les réaliser pour maintenir le rang de la dynastie dans le concert des nations européennes. Nous pourrions donc sourire de ces idéaux s'ils n'influençaient pas le quotidien des peuples européens vivant à l'époque moderne. Ils créent en effet des impérialismes qui s'entrechoquent. Le meilleur exemple est celui qui nous intéresse : celui des Bourbons et des Habsbourg. Leurs confrontations conduisent mécaniquement à des guerres chroniques qui ravagent des espaces comme la Hongrie et les Pays-Bas méridionaux. À une époque du village-monde, les populations sont ainsi durement impactées par des visées politiques et identitaires qui les dépassent, les balayent et les brisent. La diplomatie tire également profit de ces ambitions. Elles sont une ligne de force durable pour la conduite des affaires extérieures. La Question d'Orient devient ainsi un objectif pour l'Autriche sur une période de plus de deux siècles, c'est-à-dire du siège de Vienne de 1683 à la fin de la première guerre mondiale en 1918. Le cadre chronologique choisi peut paraître étonnant. En effet, les historiens français, belges et hongrois ont plutôt l'habitude d'associer le concept de Question d'Orient à la période du XIXe siècle. Au travers de ce que nous venons d'avancer, nous pensons qu'il faut élargir ce cadre au moins jusqu'au siège de Vienne à la fin du XVIIIe siècle.

Les rêves de couronne impériale des rois de France

La France n'échappe pas à cet inventaire des revendications territoriales. Elles ont le même profil identitaire que celles des Autrichiens, mais elles portent sur la partie occidentale du continent. Elles prennent pour référence l'espace occupé par l'Empire de Charlemagne. Un chapitre de la série « Mémoires et documents » aux archives des affaires étrangères de Paris expose les prétentions de la France sur le Saint-Empire³¹, *sur tout ce qui englobe* l'ancien royaume d'Austrasie et de Lorraine³² et les Flandres espagnoles³³. La volonté de reformer l'Empire de Charlemagne est un rêve ancien des rois de France. La *Translatio Imperii*, soit la transmission de la dignité impériale aux rois de l'ancienne Germanie, a été contestée de manière permanente par les descendants des dynastes carolingiens³⁴. Le royaume de France se construit autour de sa partie occidentale. Après la mort de Charlemagne en 814, il transmet son empire à son fils Louis le Pieux. Ce dernier reste sur le trône jusqu'à sa mort en l'an 840. Il laisse trois fils : Charles, Louis et Lothaire. Après une lutte fratricide de trois ans, sa succession est réglée dans la tradition franque, c'est-à-dire par un partage du territoire entre les trois fils. Charles, dit le Chauve, obtient la Francie occidentale, Lothaire s'arroge la Francie médiane, et Louis dit le Germanique se voit accorder la Francie orientale qui devient le noyau du futur Saint-Empire romain germanique. L'accord est ratifié au traité de Verdun en 843. Les Français revendiquent l'héritage de l'ensemble de l'Empire carolingien tel qu'il était à la mort de Louis le Pieux. Les héritiers de ce dernier disputent la dignité impériale aux Habsbourg et accentuent encore la rupture entre les deux dynasties. Le rêve des rois de France d'accéder à la dignité impériale naît ainsi après le partage de Verdun. Si l'on se réfère à l'étude d'Alexandre Haran intitulée : *Le Lys et le Globe, messianisme dynastique et rêve impérial en France aux XVIe et XVIIe siècles*³⁵, on se rend compte que les visées impériales des rois de France sont de mise du règne de Philippe le Bel à la mort de Louis XIV, c'est-à-dire du début du XIVe siècle au début du XVIIIe siècle. Une idée déjà mise en avant par l'historien Gaston Zeller dans son ouvrage de 1934³⁶. Le XVIe siècle constitue le point culminant de ces ambitions impériales. Cette période correspond à la perte d'une certaine

³¹ AAE, Md. France, vol. 443, P/3300, *Prétentions des souverains et princes d'Europe*, 1700, f° 210.

³² AAE, *Ibid*, f° 196.

³³ AAE, *Ibid*, f° 227.

³⁴ Alexandre Y. Haran, *Le lys et le globe : messianisme dynastique et rêve impérial en France aux XVIe et XVIIe siècles*, Seyssel, Champ Vallon, 2000.

³⁵ Pour la référence complète : Alexandre Haran, *Le Lys et le Globe, messianisme dynastique et rêve impérial en France aux XVIe et XVIIe siècles*, Paris, champ Vallon, 2000, p. 125.

³⁶ Gaston Zeller, *Les rois de France candidats à l'Empire : essai sur l'idéologie impériale en France*, Paris, PUF, 1934.

mainmise des Allemands sur le trône impérial au profit de la dynastie autrichienne des Habsbourg. Ce changement dans l'attribution traditionnelle de la couronne ouvre la porte aux ambitions les plus diverses, dont celle de la France.

Les Bourbons s'inscrivent dans cette compétition impériale. Le cardinal Mazarin souhaite faire élire Louis XIV à cette dignité en 1658. Néanmoins, cette ambition ne sous-entend pas un sentiment d'infériorité par rapport à l'empereur, bien au contraire. Une source documentaire émanant de Charles de Lorraine nous apprend que c'est Léopold Ier qui jalouse la puissance et l'autorité de son rival français :

« Les secrets de dieu sont impénétrables, cette gloire de Louis XIV à laquelle avec raison vous portez envie.³⁷ »

Cette constatation souligne le rayonnement de Louis XIV sur l'Europe et le complexe d'infériorité ressenti par Léopold Ier vis-à-vis du rayonnement du roi-Soleil. Il semble même qu'il craigne le roi de France. Dans les mémoires au Dauphin, le roi de France dédaigne pourtant le titre impérial. Il place sa puissance personnelle au-dessus de celle du Saint-Empire romain germanique :

« De peur qu'on veuille nous imposer quelquefois par les beaux noms d'Empire romain, de César ou de successeurs de ces grands empereurs, dont nous tirons nous même notre origine, je me sens obligé de vous faire remarquer combien les empereurs d'aujourd'hui sont éloignés de cette grandeur dont ils affectent les titres [il poursuit avec une digression sur la décadence de l'Empire, et son actuelle faiblesse institutionnelle]. Je ne vois donc pas, mon fils, pour qu'elle raison les rois de France, rois héréditaires, et qui peuvent se vanter qu'il n'y a aujourd'hui dans le monde, sans exception ni meilleure Maison que la leur; ni monarchie aussi ancienne, ni puissance plus grande, ni autorité plus absolue, serait inférieure à ces princes électifs [...] remarquant cependant combien la vertu est à estimer; puisqu'après tant de siècles, celle des Romains, celle des deux premiers Césars et celle de Charlemagne, fait encore, malgré l'exacte raison, rendre plus d'honneur qu'on ne devrait au vain nom et à la vaine ombre de leur empire.³⁸ »

³⁷ AAE, Md. Autriche, 9MD/12, *Testament politique de Charles, Duc de Lorraine et de Bar. Déposé entre les mains de l'Empereur Léopold à Presbourg le 29 novembre 1687, en faveur du Roy de Hongrie et ses arrivants dans l'Empire*, f° 26.

³⁸ Louis XIV, *Mémoires*, édités par J. Lougnon, Paris, Tallandier, 1978, p. 63-64.

Il revendique néanmoins son droit au titre impérial par ses filiations avec César et Charlemagne, tout en invoquant sa dignité morale de dirigeant politique. Il profite des mémoires au Dauphin pour affirmer son éclat, la supériorité européenne des Bourbons et sa capacité à conquérir lui-même ce titre prestigieux et symbolique. À la différence des empereurs du Saint-Empire, il ne rêve pas d'une reformation de l'Empire romain d'Occident (dans lequel est englobé la France, puisqu'elle occupe le territoire de l'ancienne Gaule chevelue conquise par Julius Caius César en cinquante-deux avant Jésus-Christ), mais des anciennes possessions de son aïeul. La critique contre les Habsbourg est acerbe. Il souligne le manque de cohésion et d'autorité de l'empereur sur ses provinces. Léopold Ier doit en effet faire face à l'agitation de princes allemands excités de manière constante par la diplomatie française, et à l'état insurrectionnel permanent de la Hongrie. L'empereur jalouse donc particulièrement l'union des peuples français autour de son monarque³⁹. Louis XIV semble établir une hiérarchie entre les princes héréditaires et les princes électifs, plaçant les premiers au-dessus des seconds. Il est conscient de la supériorité protocolaire de la dignité impériale sur les monarchies. La représentation des puissances dans la Grande-Galerie de Versailles est équivoque à ce sujet. Du centre aux extrémités, on observe une composition pyramidale. Au sommet, une allégorie de l'Allemagne porte les attributs du Saint-Empire, au milieu la monarchie espagnole, et encore en dessous la République représentée par les Provinces-Unies.

L'hérédité étant pour lui une source de puissance, il se montre sensible au prestige du rang, et adopte en conséquence cette attitude impériale. Selon Gérard Sabatier, il serait victime du *syndrome Charles Quint*⁴⁰, c'est-à-dire *entraîné dans une sorte de compétition qui l'emmène à reproduire des pratiques, des comportements, voire des politiques*.⁴¹ Cette volonté de contester la couronne impériale aux « Germains », dont la famille des Habsbourg s'est érigée en héritière, constitue à la fois une des origines des tensions entre les Bourbons et les Habsbourg, et une matrice des alliances de revers en Europe. Ces deux éléments impactent particulièrement les territoires périphériques du Saint-Empire romain germanique en raison de leur éloignement du centre politique, qui les expose naturellement aux déstabilisations extérieures.

³⁹Il faut ici apporter une nuance avec quelques révoltes populaires dans les provinces.

⁴⁰Gérard Sabatier et Margarita Torrione, *Louis XIV espagnol ? Madrid et Versailles, images et modèles*, Paris, Centre de recherche du château de Versailles, Éditions de la Maison des Sciences de l'homme, 2009, p. 09.

⁴¹*Ibidem*

Une conquête de la dignité impériale qui se veut légitime

La symbolique et les pratiques curiales

L'ambition impériale se retrouve effectivement aux XVI^e et XVIII^e siècles au travers de deux exemples. Tout d'abord, au XVI^e siècle sous le règne de François I^{er}. En 1519, il pose sa candidature à l'Empire. Dès la victoire française de Marignan⁴² en 1515, il affiche ses ambitions en se faisant saluer du patronyme de *second César*, référence absolue à l'empereur romain avec le neveu de César l'empereur Auguste I^{er}⁴³. Anne-Marie Lecoq décrit bien cette relation du symbolisme avec le politique dans l'affirmation des ambitions des monarques de la dynastie des Bourbons. Sur le plan de la symbolique, on observe une évocation de Charlemagne par la représentation de la couronne impériale fermée. Elle rappelle les prétentions de la France sur l'ancienne Austrasie et la Lorraine, dont les territoires couvraient au IX^e siècle tout le côté oriental des Pays-Bas méridionaux du XVIII^e siècle. La partie septentrionale de la Neustrie, cœur de la monarchie française, occupait la Flandre actuelle, c'est-à-dire le côté occidental des Pays-Bas méridionaux. Malheureusement pour Louis XIV, ces prétentions restaient caduques en raison de l'antique droit de conquête qui s'était opéré successivement sur cet espace, depuis la fin de la période carolingienne⁴⁴. Au-delà d'une évocation de la couronne fermée qui reste subtile aux yeux du novice, la France commande en 1516 un tableau au peintre Raphaël et à ses disciples Charlemagne prend les traits d'un François I^{er} juvénile et récent vainqueur de la bataille de Marignan. Il est coiffé de la couronne fermée et s'agenouille devant le pape. L'intitulé du tableau est évocateur : *le couronnement de Charlemagne à Saint-Pierre*. Le message de ce tableau est celui de la victoire des Français en Italie du Nord sur les troupes impériales. Il montre la légitimité militaire que vient d'obtenir la France sur la dignité impériale. Cette bataille reste dans la mémoire collective des Français. De plus, en matière de posture, le roi de France cherche à concurrencer l'empereur dans la titulature dans le but d'être son égal. L'usage de l'expression

⁴²Une victoire restée dans l'imaginaire collectif français. Elle est certainement la date historique de l'ancien régime la plus connue.

⁴³Si l'on se réfère à l'ouvrage de Suétone, *La vie des douze césars*, qui relate par ordre chronologique le règne des douze premiers empereurs romains de Caius Julius César à Vespasien. Le second César n'est autre qu'Octave, neveu du grand César assassiné en 44 avant Jésus-Christ et conquérant des Gaules (chevelue et Belgique) dans les années 50 avant Jésus-Christ. Octave remplace la république par l'empire. Il prend le nom d'Auguste.

⁴⁴Jusqu'en 1700, se succèdent respectivement les cités marchandes et le comté de Flandre, le Saint-Empire, le cercle de Bourgogne, les Pays-Bas espagnols.

Majesté pour s'adresser au roi de France se généralise. Son incorporation à l'étiquette de la cour de France est une réaction au titre que s'octroie l'empereur Charles V : *Sacratissima Caesararum et Catholica Majestas*. Les deux monarques se livrent une concurrence féroce en ce qui concerne la communication. L'expression latine rappelle la double filiation du Saint-Empire avec la Rome antique par *Caesararum*, et avec l'Empire catholique de Charlemagne par *Catholica*.

L'inspiration impériale est donc présente dans l'attitude des rois de France, même si Louis XIV se défend de vouloir obtenir le titre porté par Charlemagne et Auguste. Un autre tableau de Versailles sous-entend l'ambition impériale de la France et sa confrontation dynastique séculaire avec les Habsbourg. La représentation de la conquête de Gand⁴⁵ par la France, sur les troupes de Charles II de Habsbourg, souligne à première vue le conflit contre l'Espagne. Si l'on analyse le tableau, on se rend compte que la Maison d'Autriche et la dignité impériale sont visées. L'aigle des Habsbourg est transpercé par l'éclair lancé par une allégorie de Louis XIV-Jupiter, lui-même transporté par un aigle. Sur la voûte, les deux scènes et les deux rapaces se font face. Les historiens de l'Art s'accordent pour dire que la vigueur de l'aigle supportant Louis XIV, en comparaison de l'agonie de celui supportant les armes de l'empereur Habsbourg, symbolise la *Tranlatio Imperii*, c'est-à-dire le souhait de voir l'avènement d'un empereur des temps nouveaux ; à l'image d'un Charlemagne rénovant la dignité impériale des Romains en l'an huit cent.

Les guerres conduites contre l'Espagne visent aussi à affaiblir le Saint-Empire, et la dynastie tout entière en frappant cette branche cadette devenue faible. La participation de la France à la Sainte-Alliance aux côtés des Habsbourg n'est qu'un artifice diplomatique pour obliger les Impériaux à une neutralité coupable. C'est aussi un rachat de sa dignité de Roi Très-Chrétien auprès du Pape, après les alliances avec l'Empire ottoman et la perte de son rôle de protecteur des chrétiens d'Orient et des lieux saints de Palestine. Les représentations picturales ne sont pas les seuls artifices pour transmettre un message politique. Le langage du corps est un vecteur de communication essentiel dans les cours européennes. Dans l'établissement de nouvelles pratiques curiales sous le règne de Louis XIV, l'influence de l'éducation prodiguée par Mazarin et sa mère Anne d'Autriche est notable. Loin du transfert culturel par la force de l'héritage d'Ernest Lavisse, l'influence du contexte de la Fronde et le

⁴⁵ Charles Le Brun, Musée de Versailles, Galerie des Glaces.

respect qu'il a pour sa mère et son parrain crédibilisent à ses yeux des pratiques curiales mises en place par la Reine Mère elle-même. Une modification des pratiques de l'étiquette a été amorcée par sa grand-mère Marie de Médicis sous le règne de Louis XIII. Elle s'inspire de l'étiquette de Madrid, dont le palais de l'Escorial est le centre de l'absolutisme sous le règne de Philippe II. C'est un préalable à l'établissement d'une forme de gouvernement entièrement tournée vers l'absolutisme, où la volonté de se passer d'un Premier ministre dès 1661 est la première émanation. En 1933, Charles Seignobos⁴⁶ souligne la modification des pratiques de la cour de France et l'influence de la mère et de la grand-mère de Louis XIV. La nouvelle étiquette instrumentalise une soumission de la noblesse plus marquée envers le souverain :

« Deux reines d'origine étrangère, Marie de Médicis et Anne d'Autriche, introduisirent à la cour des habitudes de dévotions, apportées d'Italie et d'Espagne [...] Louis XIV rompit définitivement avec la tradition française et adopta le cérémonial pratiqué dans les cours d'Espagne et d'Autriche⁴⁷. »

L'adoption de l'étiquette espagnole au Louvre et à Versailles, est conditionnée par l'épisode de la Fronde nobiliaire de 1650 – 1653. Elle développe chez le jeune souverain français une volonté d'institutionnaliser une forme absolue du pouvoir. La « domestication » de la noblesse par le durcissement de l'étiquette provient d'une pratique étrangère. L'ensemble de la communication royale française trouve un écrin et un catalyseur dans le château de Versailles. L'ornementation de la Galerie des Glaces est sûrement le lieu le plus judicieux pour communiquer la puissance et les ambitions de la France à l'Europe. En 1700, Louis XIV réalise l'une des annonces les plus importantes de son règne avec l'acceptation du testament de Charles II. Elle combine tous les supports de communication évoqués précédemment. Le château de Versailles, la Galerie des Glaces et les œuvres picturales forment un décor qui écrase les courtisans et les ambassadeurs qui attendent la décision de Louis XIV. L'attente est également une pratique curiale nouvelle qui établit alors une certaine

⁴⁶Charles Seignobos, historien français et membre de la Ligue des Droits de l'Homme. Il est né en 1854 et est décédé en 1942. *C'est un des chefs de file de l'école méthodiste, qui, depuis le XIXe siècle, veut donner des critères de validité scientifique à la discipline historique, sans toutefois s'éloigner d'une histoire politique, scandée par les règnes, les guerres, la diplomatie et les grands hommes.* Son ouvrage, *Histoire sincère de la nation française : Essai d'une histoire de l'évolution du peuple français*, s'inscrit dans cette dynamique. Si le livre fourmille de détails passionnants, il est construit de manière linéaire et ressemble plus à un cours magistral qu'à une étude problématisée.

Cette approche est vivement critiquée par les historiens des Annales, et particulièrement par Lucien Febvre qui qualifie ce livre de préhistorique, conservateur, décourageant.

⁴⁷Charles Seignobos, *Histoire sincère de la nation française*, t. II, Paris, PUF, 1958, cité dans Jean-Frédéric Schaub, *La France espagnole, enquête sur les racines historiques de l'absolutisme français*, Paris, Seuil, 2003, p. 58.

hiérarchie sociale en fonction de la quantité de temps perdus dans les antichambres. À l'entrée du roi, la théâtralisation de la déclaration et les égards du Roi-Soleil pour le nouveau roi d'Espagne⁴⁸ propulsent ce jeune homme de dix-sept ans au rang d'acteur politique majeur de la scène européenne. La déclaration de Louis XIV devait absolument combiner tous les organes de communication à sa disposition (étiquette curiale, artistique, représentation picturale, théâtralisation) pour marquer la suprématie des Bourbons sur les Habsbourg par leur capacité à supplanter la branche cadette de Charles V qui venait de s'éteindre. La confrontation franco-impériale se fait ainsi d'abord sur le plan de la communication picturale et comportementale avant de se faire sur le plan militaire et diplomatique, même si les représentations de la Galerie des Glaces et les déclarations du Roi-Soleil sont autant de messages politiques revendiquant et marquant la propriété des territoires militairement conquis.

La diplomatie et les opérations militaires

Les descendants d'Hugues Capet⁴⁹ ont les moyens militaires et diplomatiques de s'opposer aux Habsbourg. En effet, la France voit sa puissance militaire se développer, après sa victoire sur les Anglais et les Bourguignons dans la guerre de Cent Ans⁵⁰. Cet essor est l'œuvre des rois de la fin du XVe siècle : Louis XI, Charles VIII, et Louis XII. La tension entre les deux Maisons voit le jour à l'occasion des prétentions de la France sur le trône du Saint-Empire pour contrebalancer la puissance autrichienne qui vient d'acquérir ces États bourguignons, dont les Pays-Bas, qui étaient convoités par la France. La violence du conflit opposant François Ier de Valois et Charles Quint de Habsbourg en Italie, à proximité d'un Saint-Siège qui accorde la dignité impériale, en est la parfaite illustration. En effet, comme son prédécesseur Louis XII, François Ier s'acharne à conquérir l'Italie. Il veut montrer au pape qu'il peut être son plus grand protecteur. Après la mort du bâtisseur de Chambord en 1547, son fils Henri II lui succède. Il reprend la politique de ses aïeux. Cette continuité se traduit par des visées impériales. En 1552, l'empereur Charles V a déjà cinquante-deux ans. C'est un âge respectable pour l'époque et une succession se profile à court ou moyen terme.

⁴⁸ Se référer à la théâtralisation de l'annonce de l'acceptation pour davantage de détail.

⁴⁹ Fondateur de la dynastie des Capétiens en l'an 987.

⁵⁰ Ce conflit dure en réalité 116 ans, de l'an 1337 à 1453. Il est entrecoupé de longues trêves, de courtes campagnes et de nombreux traités de paix. Le règlement se fait à la bataille de Castillon où l'armée française l'emporte sur les Anglais grâce à son artillerie.

Les Valois entrent en campagne en vue d'une prochaine élection au trône d'Empire. Leur prétention se manifeste dans le cadre de l'accord de Friedewald signé entre la France et les princes allemands en février 1552. Le traité prévoit que les princes électeurs votent pour le candidat français à la dignité impériale⁵¹. Le contexte des années 1550 est propice au clientélisme, à la corruption et aux promesses diplomatiques. Le but est de sceller des alliances en vue de s'assurer une victoire à la future élection impériale. La diplomatie française se rapproche donc des princes électeurs allemands. Elle arrive à constituer une Ligue qui doit ainsi soutenir la candidature française au trône du Saint-Empire romain germanique. La succession de 1556 est un échec. Henri II de France n'obtient pas la dignité impériale. Plus d'un siècle plus tard, Louis XIV reprend cette stratégie à son compte au travers de la politique de conquête « des Réunions » se plaçant directement dans la lignée de la stratégie diplomatique de François Ier et d'Henri II. Avant même la succession de Léopold Ier en 1705, elle est également un échec puisqu'elle provoque la guerre de la Ligue d'Augsbourg.

Malgré ces échecs sur le plan électif, les Valois et les Bourbons s'attachent à combattre les Habsbourg pour gagner la légitimité des champs de bataille, aussi appelé droit de conquête. Sur les innombrables opérations militaires et diplomatiques menées par la France contre les Impériaux, il est possible de dégager quelques similitudes. Sur le plan diplomatique, la stratégie de revers en Europe centrale et orientale est sûrement la plus évidente, car elle est active de François Ier à Louis XIV. La France joue tantôt le rôle de bourreau de la cause hongroise, tantôt celui de sauveur et de catalyseur identitaire. Pour les Pays-Bas, la constatation est moins vraie. La tactique des deux dynasties est divergente à propos de ce territoire. La dynastie des Valois porte ses efforts sur l'Italie et se désintéresse des Pays-Bas. La décision de François Ier de laisser passer les forces de Charles Quint dans le royaume de France condamne la révolte de Gand de 1540⁵². À l'inverse, les Bourbons se focalisent davantage sur les Pays-Bas espagnols que sur l'Italie. Louis XIII et Louis XIV ne mènent que peu d'entreprises militaires dans la péninsule italienne. Par contre, les opérations navales contre les Barbaresques musulmans restent une constante sous les monarques des deux dynasties régnant en France. Les manœuvres de la marine en mer Méditerranée et au Maghreb permettent d'accroître facilement le prestige religieux de la couronne de France, un

⁵¹ Alexandre Haran, *Le lys et le Globe : messianisme dynastique et rêve impérial aux XVIe et XVIIe siècles*, Seyssel, Champs Vallon, 2000, p. 125.

⁵² Se référer à la révolte de Gand de 1540.

prestige nécessaire dans la « quête » de la dignité impériale. Les expéditions contre les Barbaresques à Tunis en 1535 et à Alger en 1541 trouvent ainsi un écho dans les bombardements d'Alger de 1661, 1665, 1682, 1683, 1684 et 1688. Aux bombardements s'ajoute la guerre de course entre corsaires français et Barbaresques. Cette filiation entre ces expéditions maritimes est illustrée par une lettre de Nicolas Perrot d'Ablancourt⁵³ adressée à Colbert en date de juillet 1664. D'Ablancourt annonce à Colbert la livraison prochaine d'une description de l'Afrique destinée à Louis XIV. Dans celle-ci, il fait référence à l'expédition navale de Tunis menée par Charles Quint un siècle et demi plus tôt, et il annonce celle d'Alger de 1665 sous la forme du bombardement de 1541 :

« Car comme Sa Majesté a dans l'esprit de réprimer les courses d'Alger, elle sera bien aise de voir les entreprises de Charles Quint son trisaïeul sur cette place aussi bien que sur Tunis, qu'il fit toutes deux en personne. »⁵⁴

Les réalisations littéraires et cartographiques montrent que la côte africaine intéresse la monarchie française, car les Barbaresques forment une puissance islamique qui ne participe pas au concert des nations européennes. Alger et Tunis étant des puissances de second plan, la victoire est systématiquement assurée d'une part. Les bombardements et les opérations navales ne risquent donc pas d'engendrer une défaite ou de provoquer une guerre européenne en raison de la déstabilisation d'équilibres géopolitiques, comme cela pourrait être le cas dans des territoires convoités comme l'Italie ou les Pays-Bas. Une offensive sur les Ottomans pour reprendre la Hongrie est simplement inenvisageable du point de vue militaire, diplomatique et logistique, d'autre part.

La compétition entre les Français et les Autrichiens pour la couronne impériale ne semble impacter qu'indirectement les Pays-Bas méridionaux et la Hongrie. Les efforts des deux nations se portent principalement sur la communication symbolique et les actions religieuses et commerciales dirigées contre les Barbaresques musulmans. Néanmoins, la Belgique et la Hongrie sont engagées dans plusieurs matrices qui influencent leurs destinées

⁵³Nicolas Perrot d'Ablancourt : traducteur français naît à Châlons-sur-Marne le 5 avril 1606, et décédé à Paris le 17 novembre 1664. Il est élu en 1637 à l'Académie française. De 1637 à 1662, il se concentre à la traduction de nombreuses œuvres issue du latin et du grec. La traduction sur la description de l'Afrique provient d'un ouvrage rédigé par le chroniqueur espagnol Luis del Marmol Carvajal (1520-1600), qui a séjourné dans les régions des Berbères d'Afrique du Nord jusqu'à sa mort. La traduction est disponible en ligne sur le site internet Gallica : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k823180>

⁵⁴Jean-Baptiste Colbert de Croissy, *Lettres, instructions et mémoires*, Éditions Pierre Clément, t. V, Paris, imprimerie impériale, 1861-1882, p. 501.

respectives et leurs ambitions identitaires. Frontalières de la France ou du Saint-Empire, elles peuvent être impliquées dans tous les soubresauts liés à la tactique de revers ou aux impérialismes. Ces provinces habsbourgeoises restent donc sous la menace constante d'une géopolitique que leurs élites politiques ne maîtrisent pas. Ainsi, la rationalité des relations internationales constitue un danger pour la prospérité et la paix des provinces situées à la confluence de plusieurs impérialismes. De manière moins évidente, elles sont menacées par l'irrationalité d'utopies politiques et dynastiques, qui forment l'identité des monarchies bourbonnienne et habsbourgeoise.

Une ambition inscrite dans l'identité des monarques français

Les manifestations de l'ambition impériale s'étalent dans le temps, car elles se font aussi sur le plan identitaire. Comme chez les Habsbourg, l'idée d'une légitimité à prétendre à la couronne impériale est transmise dans l'éducation du Dauphin. Le rêve de reprendre la couronne de Charlemagne constitue dès lors un aspect de l'identité familiale des Capétiens. Après la mort prématurée d'Henri II en 1559, c'est Catherine de Médicis qui se révèle être le véritable vecteur de cette transmission identitaire des prétentions impériales de la France. Pour parfaire l'éducation historique des trois jeunes princes et des rois de la Maison de France, elle peut s'appuyer sur des ouvrages historiques qui servent de manuels. L'un des plus récents est celui de l'évêque Robert Cenau. Dans *Gallica Historia* paru en 1557, il demande au roi de prendre la couronne impériale en vertu de ses droits d'héritier de la Gaule historique, ou chevelue. Ce territoire d'avant la conquête romaine englobe la grande « province Belgique », dont les Pays-Bas méridionaux de l'époque moderne ne sont qu'une petite partie. Il s'appuie lui-même sur l'ouvrage de Jean Picard, *Prisca Celtopaedia* (1556) :

« [...] qu'il y eut une colonisation intellectuelle de la Grèce par les Gaulois. Pour preuves les ressemblances philologiques entre le français et certains patois avec le Grec. Rome également est redevable pour sa culture à la Gaule, car l'Étrurie fut une colonie gauloise. La majorité des peuples européens, qui sont issus de la Gaule, lui doivent évidemment leur civilisation. Ces idées sont reprises l'année suivante par Robert Cenau.⁵⁵ »

⁵⁵ Cité dans Alexandre Yali Haran, *le Lys et le Globe*, op. cit., p. 122.

Sa démonstration s'inscrit dans un rejet de l'humanisme et du classicisme qui s'inspirent de la Grèce antique. Bien sûr, la justification dans son ensemble s'avère très alambiquée, mais elle se révèle très intéressante à plus d'un titre. En effet, par l'intermédiaire du peuple celte qui occupait originellement une grande partie du royaume de France, Jean Picard prône la supériorité de la France moderne sur toutes les autres nations européennes, tant au niveau intellectuel que du point de vue de la civilisation. Il donne une supériorité culturelle à Henri II sur l'empereur qui ne possède un tel héritage. Il lui offre ainsi une légitimité à régner sur l'Empire. Les conséquences de cette éducation sur la culture et les ambitions des souverains de France se retrouvent dans leur manière de conduire leur politique étrangère. Elle est empreinte de cet idéal d'empire et de stratégie d'alliances de revers. Pour isoler l'empereur et inquiéter les princes électeurs allemands, la France s'intéresse à la couronne élective de Pologne. C'est une étape vers la réunion des couronnes catholiques européennes en vue d'inciter également le pape à offrir la couronne impériale au roi de France, en sa qualité d'évêque de Rome. Un rôle qu'occupait déjà Charlemagne au IXe siècle avec les évangélisations des peuples germaniques (les Saxons notamment) et lombards. L'objectif de cette manœuvre est résumé par cette phrase reprise dans l'étude d'Anne-Marie Lecoq⁵⁶ : « *Nous tiendrons les deux bouts de la courroie.*⁵⁷ »

Le premier bout se trouve en Pologne, au Nord-est. Il est tenu fermement au moment de l'élection d'Henri III en 1573. Le second est sujet à interprétation. On pense bien sûr à la France à l'Ouest, mais on peut se dire qu'il s'agit aussi de l'Empire ottoman, au sud-est, allié de la France depuis le traité de 1535. Dans les deux cas, l'empereur se retrouve immobilisé et sa capacité de réaction pour contrer les manœuvres françaises s'avère faible. L'idée était de placer des membres de la famille royale sur chaque trône catholique. Malgré l'élection d'Henri III, les Valois échouent, mais créent un juste précédent qui est repris par leurs successeurs. Sous Louis XIV, on retrouve des traits de cette stratégie. En 1696, le roi de Pologne Jean Sobieski, héros du siège de Vienne⁵⁸, meurt. Par l'intermédiaire de

⁵⁶ Anne-Marie Lecoq est ingénieur de recherche au Collège de France. Son domaine de recherche porte sur l'Histoire des idées. Elle est spécialiste de l'imaginaire constitué autour de la figure et de l'action des rois et des artistes, et des théories de l'art, de la Renaissance au XVIIIe siècle.

⁵⁷ Anne-Marie Lecoq, *La symbolique de l'État : les images de la monarchie. Les lieux de mémoire*, t. II, la Nation, Paris, Pierre Nora, 1986, p. 166.

⁵⁸ Jean Sobieski naît le 17 août 1626 et meurt le 17 juin 1696. Il est roi de Pologne du 21 mai 1676 à sa mort. Francophile, il s'illustre dans les guerres polono-ottomanes. Il commande l'armée de secours à l'empereur Léopold enfermé dans Vienne par les Turcs en 1683. Il charge en personne à la tête de 80 000 hommes, les 130 000 Ottomans disposés en ordre de bataille. Son action héroïque est décisive. Elle permet d'enfoncer les lignes du Kara Mustafa. Les troupes du sultan lèvent le siège de Vienne dans un désordre le plus total. Leur retraite ne s'arrête qu'en 1699 à la paix de Karlowitz. Une salle lui est dédiée au Vatican.

l'ambassadeur de France en Pologne, l'abbé de Polignac, la France verse de nombreux pots-de-vin à la noblesse locale pour faire élire le prince de Conti⁵⁹. Cette stratégie est un succès. Jean Bart commande l'escadre qui emmène le prince vers son nouveau royaume. En arrivant à Dantzig, les autorités du port marquent de manière appuyée leur soutien à Auguste de Saxe. Pendant le voyage, le concurrent du prince de Conti l'a devancé sur le trône. Les marchands de ce grand centre de commerce de la Baltique souhaitent conserver leurs privilèges. C'est logiquement qu'ils se tournent vers Auguste de Saxe. Conti ne conteste pas, rentre en France et donne raison aux autorités portuaires. Néanmoins, Louis XIV est offensé par cette attitude. L'affaire va prendre de l'importance. Dans les archives du Ministère des Affaires étrangères, on retrouve la trace de cet événement qui a créé des tensions diplomatiques entre la France, la Pologne, la cité de Dantzig⁶⁰. Le marquis du Héron nommé en Pologne reçoit ses instructions le sept avril 1700 à Versailles. Dans celles-ci, il lui est demandé d'obtenir que des députés de Dantzig viennent s'excuser en France :

« Vous n'ignorez pas que j'avais demandé qu'il vint des députés de la ville de Dantzig, me faire une juste satisfaction de la mauvaise conduite que cette ville avait tenue à l'égard de mon ambassadeur, des officiers de mes vaisseaux, et de mes sujets lorsque j'y envoyé une escadre vers la fin de l'année 1697.⁶¹ »

Si lors du retour de l'escadre, Louis XIV ne manifeste pas de mauvaise humeur marquée, il garde une rancœur profonde. Il se doit de faire respecter son honneur. Il ne peut pas être outragé de la sorte par une simple ville portuaire. Il est néanmoins ouvert à la médiation :

« Vous savez que ceux de Dantzig [...] l'éloignement qu'ils ont toujours eu à me faire une satisfaction convenable. J'ai bien voulu cependant faire connaître par le sieur des Alleurs et le sieur Joudan que les députés de Dantzig avaient une entière sécurité dans mon royaume.⁶² »

⁵⁹ François-Louis de Bourbon, prince de Conti, naît le 30 avril 1664 et meurt pendant la guerre de Succession d'Espagne en février 1709. Il reçoit une solide éducation et s'illustre à plusieurs reprises dans les guerres de la fin du règne au sein de la cavalerie. Louis XIV, marqué par l'épisode de la fronde nobiliaire, se méfie de ce cousin un peu trop brillant à ses yeux. Sa relation avec le souverain n'est d'ailleurs pas bonne. Dans des lettres écrites à sa belle-sœur, la princesse de Conti, il qualifie Louis XIV du sobriquet de *roi-théâtre*. Il est pourtant proche du Grand Dauphin. Soucieux de l'éloigner de la cour et de placer un membre de sa famille sur le trône catholique de Pologne, le prince de Conti est désigné pour régner à Varsovie. Il est connu des Polonais pour avoir participé de manière individuelle (c'est-à-dire sans l'aval officiel de Louis XIV) au siège de Vienne, dans cette croisade contre les Ottomans, pourtant alliés de la France.

⁶⁰ AAE, Md. France, vol. 436, P/3300,

⁶¹ AAE, *Idid*, f° 63.

⁶² AAE, *Ibid*, f° 68.

Lors des évènements, le marquis des Alleurs est en poste à Berlin auprès de l'Electeur de Brandebourg. Comme plusieurs militaires de carrière, il vient d'être nommé à sa première représentation par l'abbé de Pomponne, alors Secrétaire d'État aux Affaires étrangères. La patience de Louis XIV vient de l'importance stratégique de cette ville dans le système de revers tissé par la France en Europe orientale. Elle est notamment une plaque tournante pour le transit des correspondances françaises dans la région :

« Quand à ce qui regarde le dédommagement des pertes que mon ambassadeur, mes sujets, et leurs correspondances ont fait à Dantzic, vous direz si l'on vous en parle que les mémoires étant ici, la discussion en sera faite avec les députés de la ville.⁶³ »

La raison de la patience extrême du Roi-Soleil se trouve là. Avec la guerre de Succession d'Espagne, et à plus forte raison avec la rébellion en Hongrie, Dantzic devient plus qu'une place commerciale pour la France. Désormais, elle est à la fois une interface maritime capitale pour la connexion des alliés de la France en Europe du Nord, mais aussi une porte d'entrée septentrionale pour l'approvisionnement logistique de la rébellion hongroise. Le marquis de Bonnac qui a remplacé le marquis du Héron en 1703 rencontre à plusieurs reprises des difficultés pour approvisionner le prince Rakóczi en argent et en matériel. Peut-être faut-il voir dans ces difficultés des répercussions des tensions entre Versailles et les autorités urbaines locales. Toujours est-il que l'ambassadeur-consul de France est obligé de modifier ses circuits d'approvisionnement en se servant notamment de l'intermédiaire du palatin et de la palatine de Poznanie⁶⁴, et parfois de manière plus drastique en faisant transiter temporairement les fonds par l'Empire ottoman.

La stratégie de rassembler les royaumes catholiques au sein de la famille de France influence les postures des rois vis-à-vis de la Pologne, de l'Espagne, du Saint-Empire. Elle joue certainement un rôle dans la décision d'accepter le testament de Charles II. Côté polonais, cette stratégie n'a jamais été réellement efficace pour la France, malgré les nombreux efforts déployés. Sur le plan militaire, le royaume de Jean Sobieski n'a jamais été réellement actif dans le système d'alliances de revers tissé par la France pour immobiliser les vellétés de l'empereur sur la France et l'Orient. Néanmoins, elle manifeste une passivité coupable aux yeux de l'empereur. C'est ainsi que tout en restant discrets, les Français peuvent

⁶³ AAE, *Ibid*, p. 69.

⁶⁴ Territoire situé dans l'ouest de la Pologne, autour de l'actuelle ville de Poznań. Une partie des routes d'accès à la Hongrie depuis la Pologne passaient par ce Palatinat.

faire passer du matériel, des lettres et des instructeurs en Hongrie en remontant les vallées fluviales. Cette passivité est d'une importance capitale pour déstabiliser la Hongrie, et faire perdurer sa violente réaction identitaire vis-à-vis des ingérences autrichiennes et allemandes.

En Espagne, les possibilités de monter sur le trône sont minimes pour la France. D'abord, parce que cette monarchie est héréditaire, il faut essayer de placer un descendant dans une possible succession à venir. Peut-être que les cardinaux Richelieu et Mazarin avaient conscience que la consanguinité frapperait tôt ou tard à Madrid. Dans cette optique, les monarques du Lys cherchent à s'unir avec des infantes espagnoles⁶⁵ au XVIIe siècle. C'est le cas pour Louis XIII avec Anne d'Autriche, puis pour Louis XIV avec Marie-Thérèse. Ces mariages doivent d'abord apporter la paix, mais il ne faut pas éluder tous les avantages que la couronne capétienne peut en tirer. En attendant, il faut consolider les positions, car jusqu'au traité des Pyrénées de 1659, l'Espagne reste un ennemi redoutable. Cette consolidation s'articule autour de la tactique dite du « pré carré »⁶⁶. Elle est transmise à Louis XIV au travers d'un conseil dispensé par son parrain Mazarin : éloigner les frontières de la capitale. Le Roi-Soleil met en application ce conseil dès le début de son règne personnel en 1661, en portant son effort militaire sur les Pays-Bas espagnols. Son mariage avec l'infante donne l'occasion au jeune roi de contester la souveraineté de Charles II dans cette enclave des Habsbourg de Madrid. La liste des prétentions françaises dressées en 1700 le rappelle. L'intitulé du chapitre est en lui-même une justification de ce droit à intervenir aux Pays-Bas méridionaux :

« De la prétention du roi de France sur les Flandres espagnoles à cause de la précédente reine son épouse.⁶⁷ »

Il démontre que Louis XIV cherche bien à annexer les Pays-Bas méridionaux. Au cours de la guerre de Succession d'Espagne, la tutelle exercée sur ce territoire périphérique des Habsbourg d'Espagne n'est qu'un paravent qui cache une entreprise de rattachement rapide.

Ce véritable processus d'annexion vise à acculturer politiquement la province en transformant son administration traditionnellement autonome et provinciale. C'est ce que

⁶⁵ Étymologiquement parlant, le mot enfant vient du latin *infans*, qui signifie littéralement bébé ou nourrisson. Les héritiers du roi d'Espagne sont ainsi appelés les enfants, ou les infantes d'Espagne, c'est-à-dire enfants de leur pays.

⁶⁶ David Bitterling, *L'invention du pré carré. Construction de l'espace français sous l'Ancien Régime*, Paris, Albin Michel, 2009.

⁶⁷ AAE, Md. France, vol. 443, P/3300, *Prétentions des souverains et princes d'Europe*, 1700, f° 227.

réalise Jean de Brouhoven, comte de Bergeyck, en instaurant un centralisme à la française par l'intermédiaire du régime français. Ceci dit, la prétention française sur les Pays-Bas méridionaux n'est pas une nouveauté :

« Les rois de France ont bien formé depuis longtemps des prétentions sur les provinces d'Espagne, comme sur le Brabant, sur le Hainaut, sur le Luxembourg.⁶⁸ »

L'auteur fait référence aux réclamations françaises de 1667, suite au non-règlement de la dot de la reine-infante d'Espagne Marie-Thérèse⁶⁹. Même si elle a renoncé à ses droits sur la couronne d'Espagne pour elle et ses descendants au traité des Pyrénées de 1659, la France défend la nullité de cette clause. Elle avance des arguments juridiques ayant pour référence le concept de Dévolution⁷⁰. Symbole de la rupture entre les deux nations, ce concept donne son nom à la guerre de 1667-1668, gagnée par les armées fleurdelisées. Le mémoire de 1700 propose une description précise des arguments avancés par chaque camp. Malgré la renonciation, Louis XIV affirme que son épouse doit être préférée à son demi-frère Charles II. La diplomatie française argumente sa position autour de deux points :

« [Le premier] que la renonciation faite par l'Infante n'était point valable, non seulement selon tout droit, mais encore par rapport au roi son père et à elle-même, comme aussi par rapport à la qualité de la renonciation, de la formalité, et de la matière.⁷¹ »

« [Le second] que ces provinces, par l'invalidité de la renonciation, appartenaient de droit à la reine seule, par droit de dévolution.⁷² »

L'auteur explique concrètement comment s'articule ce droit de Dévolution :

« [...], car après la mort des conjoints, la propriété des fiefs et des immeubles appartiennent par cette raison aux enfants qui en sont issus, tant mâles que femelles, et le père ou la mère qui suit, n'a autre chose que l'usufruit, lequel droit de dévolution.⁷³ »

⁶⁸ AAE, *Ibid*, f° 228.

⁶⁹ Issue du mariage de Louis XIV avec Marie-Thérèse en 1659. Celle-ci est la fille de Philippe IV de Habsbourg et d'Élisabeth, fille du roi Henri IV. L'union avait eu lieu en 1625.

⁷⁰ Il exprime le passage d'un droit ou d'un ensemble de biens composant un patrimoine vers un autre patrimoine. Ici de l'Espagne vers la France. On parle ainsi de dévolution successorale.

⁷¹ AAE, *Ibid*, f° 229.

⁷² AAE, *Ibidem*.

⁷³ AAE, *Ibidem*.

En organisant le mariage entre l'infante et Louis XIV, le cardinal Mazarin sait que l'Espagne n'a pas les moyens de payer la dot de la princesse. La victoire dans le conflit face à l'Espagne en 1659 lui donne le poids diplomatique nécessaire pour imposer une telle union. Comme prévu, le roi d'Espagne ne peut payer la dot de sa demi-sœur. Cela donne la possibilité à la diplomatie française d'affirmer que la renonciation des droits de Marie-Thérèse sur la couronne d'Espagne est nulle. La manœuvre diplomatique a fonctionné. La France cible ses efforts sur la couronne catholique d'Espagne, désormais vulnérable, car en pleine décadence. Le Roi-Soleil n'a de cesse de vouloir démembrer cet état aussi malade que son souverain. En vertu de la Dévolution et de la politique du précarré, la France convoite la province européenne la plus isolée et donc la plus vulnérable de l'Empire européen de Charles II : les Pays-Bas espagnols. Bien plus que le Brabant, le Hainaut et le Luxembourg⁷⁴, c'est bien l'ensemble du territoire que veut annexer la France : le Brabant avec le centre religieux de Malines, Anvers et la Gueldre espagnole, Namur, le Hainaut allant des villes de Tournai à Charleroi, le Limbourg de Maastricht, le Luxembourg, le Cambrésis, et même l'ensemble du comté de Bourgogne comprenant aussi la Lorraine. À regarder les régions citées, on remarque qu'elles font des anciens royaumes de Neustrie et d'Austrasie dont se réclame la couronne de France. En plus de la politique du précarré, cette filiation marque également la politique extérieure de Louis XIV pour tout le règne. Les Pays-Bas méridionaux sont parties prenantes des deux théories géopolitiques. Elles impactent sévèrement ce territoire limitrophe en y apportant un état de guerre chronique. Le XVIIe siècle est d'ailleurs surnommé le siècle de fer par les historiens belges. Il contraste avec l'appellation française qui le qualifie de siècle d'or.

L'Espagne ne tarde pas à répondre aux provocations juridiques de la France. Pour les historiens belges, les Pays-Bas espagnols relèvent d'une particularité. Ils n'appartiennent pas réellement à la couronne d'Espagne, mais à une autre entité nommée le Cercle de Bourgogne. Le droit de Dévolution ne s'y applique donc pas. Les Pays-Bas ne sont pas directement rattachés à Madrid d'un point de vue institutionnel. C'est en quelque sorte un état satellite sur lequel l'Espagne exerce un protectorat naturel, car le roi d'Espagne est aussi le Grand-Maître du Cercle de Bourgogne. Dans les faits, les Espagnols n'ont pas totalement tort. Marie-Thérèse ne peut pas véritablement y prétendre. Ce rattachement au Cercle est revendiqué par les élites des provinces belges au début du XVIIIe siècle pour s'opposer à l'ingérence

⁷⁴ Se référer à la citation ci-dessus.

française. Cette différenciation est relativement récente au regard de l'histoire du duché de Bourgogne. En 1548, c'est Charles Quint qui propose de modifier le statut du Cercle de Bourgogne alors intégré à l'Empire. En 1549, il promulgue une pragmatique sanction⁷⁵ qui donne au Cercle bourguignon un statut extrêmement autonome. Pour l'historien belge Wils Lode, cette décision donne aux Pays-Bas un statut confédéral, avec une quasi-indépendance⁷⁶. En effet à partir de cette date, le territoire n'est plus assujéti aux décisions de la Diète impériale. Elle élargit mécaniquement le rôle des élites politiques de la province dans l'administration du territoire et développe un sentiment régionaliste fort. En cas de succession, les territoires reviendront au prince Philippe. En 1555, Charles Quint abdique de son vivant de la souveraineté de sa province natale⁷⁷ pour la transmettre à son fils. Il fait de même en janvier 1556 avec la couronne d'Espagne. La région des Pays-Bas devient espagnole, mais elle conserve son statut autonome⁷⁸, sous-entendu par son caractère confédéral. Le Conseil des Flandres doit garantir les intérêts de la province auprès du gouvernement central madrilène. De plus, les femmes n'ont pas accès aux droits de succession tant qu'il y existe un mâle vivant. Lorsque Charles II trépassé en 1700, il n'y a définitivement plus de garçons de la lignée directe encore en vie. Néanmoins, la question ne se pose plus à cette date puisque Marie-Thérèse d'Autriche est décédée à Versailles dix-sept ans plus tôt, le trente juillet 1683. Pour renforcer son argumentation, le chancelier espagnol s'appuie sur des précédents historico-juridiques où la succession par une femme avait été impossible. Ce fut le cas de la Savoie avec l'infante Catherine Michelle d'Autriche, deuxième fille de Philippe II et d'Élisabeth de France. Par sa mère, elle était également la petite fille du roi de France Henri II et la nièce des rois François II, Charles IX et Henri III. Elle avait épousé Emmanuel de Savoie en 1585 à Saragosse. Plus tôt au XIV^e siècle, l'Autriche et le Brabant connurent un cas similaire avec l'impératrice Marguerite de Brabant. Elle était la fille du duc Jean II du Brabant et l'épouse de l'empereur Henri VII de Luxembourg. Toutes ces femmes étaient premières dans l'ordre de succession, mais la masculinité prévalait systématiquement sur la primogéniture. Ces exemples sont d'autant plus intéressants qu'ils concernent des états hautement stratégiques et riches comme les Pays-Bas méridionaux.

⁷⁵ Édít qui unifie le régime successoral des dix-sept provinces des Pays-Bas autour du jeune prince Philippe. Il termine la politique d'unification des territoires de la Maison de Bourgogne commencée un siècle plus tôt et stoppée par Louis XI avec la mort du duc de Bourgogne Charles le Téméraire en 1477.

⁷⁶ Wils Lode, *Histoire des nations belges : Belgique, Wallonie, Flandre, quinze siècles de passé commun*, Bruxelles, Labor, 2005, p. 64.

⁷⁷ Charles Quint de Habsbourg est né en 1500 à Gand.

⁷⁸ Pour plus d'informations à ce sujet, se reporter au chapitre consacré à l'autonomie des élites des Pays-Bas méridionaux. p. 506

Au bout du compte, la question reste épineuse. La reine de France emporte dans sa tombe le précepte de dévolution, mais elle permet une filiation directe à son fils le Grand Dauphin et à ses petits-fils. La question de la succession va se régler par testament avec le petit-fils de Marie-Thérèse d'Autriche. Sa progéniture va donner à la France la possibilité de rallier à sa famille la couronne catholique la plus importante d'Europe. Philippe V de Bourbon devient également Grand-Maitre du Cercle de Bourgogne. Il offre sa tutelle à la France et livre les Pays-Bas méridionaux et ses élites aux ambitions de Louis XIV. Son grand-père va en profiter pour mettre sous administration française l'ensemble des états composant le Cercle de Bourgogne afin de réaliser le conseil de son parrain Mazarin : repousser la frontière septentrionale du Royaume.

Il existe donc chez les peuples européens chrétiens la conscience ou la croyance d'appartenir à une destinée historique qui aurait été confiée par Dieu. Elle se retrouve dans la politique des monarques qui conduisent les affaires des nations. Ce sentiment est perceptible dans les mythes, donc dans l'identité même des peuples. Ces mythes fondateurs sont forgés par des concours de circonstances, heureux ou malheureux, dont la versatilité est attribuée à une volonté de Dieu que l'on appelle la providence. C'est ainsi que l'Europe catholique attribue à la Hongrie le rôle de bastion de la chrétienté de la chute de Constantinople à la bataille de Mohács, c'est-à-dire de 1453 à 1526. Pour la France, c'est la défense de l'Église catholique héritée de peuplades franques qui combattent les invasions barbares à l'appel du Saint-Siège après la conversion de Clovis à la toute fin du Ve siècle. Cette posture est définitivement confirmée par le couronnement de l'empereur Charlemagne par le pape Léon III en l'an 800, le premier empereur depuis la chute de l'Empire romain d'occident en 476. Les souverains français et allemands, dont les territoires couvrent l'ancien Empire carolingien, convoitent alors ce rôle de protecteur que possédaient les empereurs romains après la conversion des empereurs Constantin Ier et Théodose Ier. Dans la chanson de Roland, Charlemagne prend les traits d'un apôtre armé par Dieu, tandis que Roland endosse le rôle de martyr de la chrétienté. La chanson transmet l'idée que l'impérialisme carolingien se confond avec le développement de la chrétienté. Ce lien est également perceptible avec la conquête militaire (779-785), puis religieuse (785-799) de la Saxe, avec le capitulaire *De partibus Saxoniae*⁷⁹ de 785. Si après le traité de Verdun de 843, la couronne impériale et la dignité de

⁷⁹ Loi religieuse de l'Empire carolingien aussi appelée capitulaire de Paderborn. Elle oblige les Saxons à se convertir au christianisme sous peine de mort. Cette promulgation intervient au moment où le chef de la rébellion, le duc Widukind, est capturé après 6 ans de guérilla. Ce capitulaire interdit les rites issus du paganisme

protecteur de l'Église échoient à la partie germanique, les rois de France conservent le sentiment d'être les héritiers légitimes de cette mission.

L'alliance de la France avec l'Empire ottoman va à l'encontre de cet idéal protecteur. Il est sacrifié sur l'autel de la raison d'État justifiant les alliances de revers contre les Habsbourg afin de déstabiliser ses provinces périphériques que sont la Hongrie et la Belgique. Jacques Bossuet, dans son oraison funèbre de la reine de France Marie-Thérèse d'Autriche prononcée le trois septembre 1683, tente de rappeler à tous les missions de la France. Il s'adresse principalement aux membres du parti des dévots et aux partisans d'une croisade contre les Ottomans⁸⁰. Jacques Bossuet, évêque de Meaux, plaide pour une participation plus active à la guerre austro-turque en Hongrie dans le cadre de la Sainte-Ligue. Une coalition chrétienne où la noblesse et les régiments levés en Belgique se distinguent particulièrement. Devant l'assistance, Bossuet rappelle la participation du royaume du Lys aux batailles du Saint-Gotthard⁸¹ en Hongrie occidentale en 1664 et les actions menées en faveur des chrétiens lors du siège de l'île de Candie⁸² (1648-1669) :

« Puisse la chrétienté ouvrir les yeux et reconnaître le vengeur que Dieu lui envoie [...] Que tarde-t-elle à se souvenir des secours de Candie et de la fameuse bataille de la Raab où Louis renouvela dans le cœur des infidèles l'ancienne opinion qu'ils ont des armes françaises, fatales à leur tyrannie ; et par leurs exploits inouïs devint le rempart de l'Autriche dont il avait été la terreur. Ouvrez donc les yeux, chrétiens, et regardez ce héros dont nous pouvons dire comme Saint-Paulin disait du Grand Théodose, que nous voyons en Louis, non un roi, mais un serviteur de Jésus-Christ, et un prince qui s'élève au-dessus des hommes plus par sa foi que par sa couronne. »⁸³

comme la crémation des défunts, l'enterrement sous des tumulus et es pratiques sacrificielles. Il rappelle la violence de la contre-réforme catholique contre les protestants en France après 1685, et en Hongrie après la conjuration de Wesseleny de 1671.

⁸⁰ Il faut souligner qu'au moment de la prononciation de l'oraison funèbre, le siège de Vienne par les troupes turques est en cours. En effet, le siège de la capitale des Habsbourg de Vienne se déroule du 14 juillet au 12 septembre 1683.

⁸¹ La France n'est pas présente officiellement. Les troupes de Coligny assurent une intervention officieuse et publiquement désapprouvée par le roi de France. Les relations franco-ottomanes ne sont pas bonnes durant les années 1660.

⁸² Bossuet fait notamment référence à l'intervention de Crète (Candie) de 1669, où Louis XIV envoie 42 vaisseaux et 6 000 hommes. Ils arborent le pavillon pontifical pour dissimuler leur présence aux alliés ottomans. Cette intervention a lieu juste avant la prise de l'île par le sultan. L'expédition est un désastre. La France perd un millier d'hommes et plusieurs dizaines de bâtiments.

⁸³ Jacques Bénigne Bossuet, *Œuvres complètes*, vol. 2, Besançon, Outhenin-chalandre, 1836, p. 539.

Bossuet ne s'embarrasse pas de la vérité historique et occulte complètement le rôle joué par les troupes de la Sainte-Ligue majoritairement composées d'Allemands, de Belges et d'Autrichiens. Elles étaient soutenues par un contingent français bien moins nombreux que les corps polonais, hongrois, croates ou vénitiens. Néanmoins en 1683, ces propos ne manquent pas d'audace en période de réchauffement des relations diplomatiques et commerciales entre la France et l'Empire ottoman, et durant la rébellion hongroise d'Imre Thököly contre Léopold Ier.

Les utopies liées au rôle de protecteur de la chrétienté héritées de la fin de l'Empire romain d'occident et à la conquête de la vallée du Danube sont des moteurs géopolitiques qu'il ne faut nullement exclure, car on les retrouve dans les processus de légitimation des conflits et dans la conduite des Affaires publiques intérieures et extérieures. Les postures adoptées par les monarchies bourboniennes et habsbourgeoises impactent nécessairement les territoires placés sous leurs dominations respectives. C'est le cas des Belges qui participent activement à la défense puis à la reconquête de la Hongrie et du cours moyen du Danube, mais également des Hongrois qui dans le cadre de cette question d'Orient, se positionnent tantôt avec l'empereur, tantôt avec le sultan.

La naissance d'une grande puissance orientale aux ambitions européennes

Du frère beylicat bithynien à l'anéantissement de l'Empire byzantin

Une seule et même dynastie règne sur l'Empire ottoman de 1280 à 1922. Son fondateur Osman voit la longévité de sa Maison se comparer à celle des Habsbourg en Europe. Les destins des deux dynasties se croisent pendant près de quatre cents ans pour s'effondrer presque simultanément dans les règlements de la Première Guerre mondiale. L'affrontement des Ottomans, famille certainement la plus puissante d'Asie occidentale, avec celle de Habsbourg, famille la plus puissante d'Europe, s'apparente à un choc de civilisation. Il prend la forme d'une guerre religieuse, sainte, entre croisade chrétienne et djihad musulman et va être un autre moteur de la tumultueuse histoire de l'Europe centrale. Les deux dynasties forgent leur destinée à l'époque médiévale, à partir d'un territoire presque embryonnaire. Le mot « ottoman » est tiré de la Maison des Osmali qui forme l'Empire ottoman depuis un petit territoire de l'Est anatolien. Elle est en effet originaire de la tribu des Oghouz des Kayi, installée sur les bords du lac de Van.

L'histoire des descendants d'Osman naît d'un modeste *beylicat*¹. Ils tiennent ce fief des sultans Seldjoukides qui leur offrent ce modeste territoire en Bithynie en 1225, aux marges orientales de l'Empire. À la fin du XIIIe siècle, les Osmali profitent du ravage de hordes mongoles, présentes en Anatolie depuis 1243, pour proclamer l'indépendance du beylicat aux alentours de 1280. Ces raids dévastateurs aboutissent à la chute de la dynastie Seldjoukide en 1303. Osman Ier ne participe pas à la guerre de Succession qui s'engage alors. Il dirige plutôt ses forces contre Byzance, devenant un héros du djihad contre les chrétiens orthodoxes byzantins. La progression est rapide. L'historiographie place arbitrairement la naissance de l'Empire ottoman en 1299 alors qu'en 1326, les Ottomans s'emparent de Brousse, ou Bursa.

¹Le beylicat est un territoire sur lequel s'exerce le pouvoir d'un bey, c'est-à-dire d'un chef de clan Turc.

Cette cité devient leur capitale asiatique et l'épicentre de leur modèle politique, culturel et religieux. L'objectif des Osmali est Byzance. La capitale byzantine représente un obstacle pour l'expansion de l'Islam au-delà de l'antique Hellespont. Dans sa stratégie d'impérialisme territorial, justifiée par le prosélytisme religieux, on remarque que l'Europe constitue très tôt un axe de conquête, dès le XIVe siècle. Fédérant progressivement les anciennes querelles dynastiques en les redirigeant contre Constantinople, la puissance des successeurs d'Osman Ier se développe de manière irrésistible depuis Bursa. D'abord trop faible pour déloger les Byzantins de leur capitale, les Ottomans décident de franchir la mer de Marmara pour installer un avant-poste du côté européen. Leur choix se porte sur la ville d'Andrinople² fondée par l'empereur romain Hadrien. La ville est prise en 1362.

À seulement trois jours de marche de Constantinople, Andrinople devient la capitale européenne des Ottomans. Comme Bursa, elle s'érige en épicentre de leur modèle politique et culturel, le point d'origine d'une nouvelle expansion territoriale et religieuse tournée vers les Balkans, la Hongrie et l'Europe centrale. La ville est une place stratégique, car elle se situe sur la via Egnatia romaine qui relie Vienne à Constantinople. Stratégiquement, sa conquête isole Constantinople du reste de l'Europe par voie de terre, installant progressivement un siège de la capitale byzantine qui va durer quatre-vingt-onze ans. Andrinople éclipse peu à peu la capitale asiatique Bursa. Même après la chute de Constantinople en 1453, la ville d'Andrinople conserve une place particulière dans l'Empire. Symbole d'une étape fondamentale dans sa constitution, Andrinople reste à l'époque de Louis XIV, la résidence d'été des sultans. Ils viennent à la fois s'y reposer et superviser le départ des campagnes militaires destinées à soumettre les peuples balkaniques, carpatiques et pannoniens d'Europe centrale. Malgré l'opposition des États médiévaux serbes, hongrois et transylvains, les victoires remportées lors de ces campagnes finissent par donner un éclat plus durable à Andrinople qu'à Bursa. Cette prédominance se confirme sur le long terme. Au moment de la guerre de Succession d'Espagne, la route reliant Constantinople à Andrinople est la plus moderne et la plus rapide de tout l'Empire ottoman. Cette modernité souligne le rôle prépondérant d'Andrinople dans la vie militaire et dynastique du sultanat. Une fois Constantinople tombée, l'axe de conquête se fixe sur Vienne où siège l'empereur du Saint-Empire romain germanique, nouveau défenseur de la chrétienté et du Saint-Siège³ après la

²Actuellement la ville d'Edirne.

³Les rois de France et d'Espagne, respectivement détenteurs du titre de *Très Chrétien* et *Très Catholique*, sont à l'image de l'empereur des défenseurs de la chrétienté et du pape. Néanmoins, hiérarchiquement, la dignité

défaite de l'empereur byzantin. La guerre contre les chrétiens est un élément fédérateur pour les peuples d'Asie. Elle constitue le cœur de la politique d'unification de ce vaste empire multinational. Les Osmali ont construit leur pouvoir sur le principe simple du prosélytisme religieux⁴. Après Constantinople, il fallait fixer un nouvel objectif de conquête et Vienne, le nouveau centre politique de l'Empire romain d'occident, s'avérait une évidence géostratégique et politique. Dès la prise d'Andrinople, les Osmali rayonnent à la fois sur l'Asie Mineure et les Balkans. Les Ottomans jouissent de plusieurs axes d'expansion : le premier est européen et va vers les Balkans ; le second est asiatique, il se tourne vers l'Asie Mineure occidentale jusqu'en 1453, puis en direction de l'Anatolie orientale au moment où les détroits du Bosphore et des Dardanelles sont sécurisés. On peut également rajouter un axe méridional qui se développe sous le règne de Soliman le Magnifique avec les conquêtes méditerranéennes. La chute de la citadelle de Rhodes en 1520, tenue par les chevaliers de Malte, est sûrement l'exemple le plus retentissant du point de vue occidental⁵. Les orientations impérialistes sont indissociables les unes des autres dans les axes de recherche de notre étude. En effet, la France prend une part active dans chacune des trois orientations : à l'est, contre les Perses de la dynastie des Séfévides avec l'envoi d'instructeurs militaires en Arménie dans les années 1550, puis au sud, avec l'alliance maritime et la relâche de Toulon⁶, et enfin à l'ouest avec les guerres austro-ottomanes. Le système de la double capitale est abandonné par Mehmed II lors de sa prise de Constantinople, le vingt-neuf mai 1453. Cette conquête lui vaut le surnom de « conquérant » et lui procure un rayonnement sans pareil dans le monde musulman. Constantinople est alors la capitale naturelle de cet empire, le prophète Mahomet lui-même, l'ayant annoncé :

*« Ils prendront Constantinople. Heureux le prince, heureuse l'armée, qui accompliront cela. »*⁷

« royale » reste inférieure à « l'impériale ». Les Ottomans identifient donc les Habsbourg comme les nouveaux garants de la chrétienté après l'effondrement de l'Empire byzantin. La proximité de leur capitale, Vienne, située dans l'axe naturel d'expansion, en fait un nouvel ennemi tout désigné.

⁴ La politique de fédérer les tribus intérieures en s'appuyant sur la désignation d'un ennemi commun extérieur, de religion différente, répond de la même logique que les croisades chrétiennes. Le prosélytisme religieux guerrier doit ainsi exporter les conflits, déplacer la violence de l'intérieur vers l'extérieur. C'est l'un des objectifs de l'appel à la première croisade du pape Urbain II à Clermont en 1095. Le Saint-Siège n'arrivant pas à pacifier l'Europe chrétienne au XI^e siècle (échec de la paix de Dieu et de la trêve de Dieu), il désigne un objectif militaire simple et prestigieux pour une société organisée par la religion : la conquête de Jérusalem et des lieux Saints. Le christianisme est alors le seul dénominateur commun à l'espace européen de l'époque. A l'image de l'Empire ottoman, la guerre sainte est un puissant fédérateur social et politique.

⁵ Se référer à la partie poste et gazette.

⁶ Voir ci-après. Référence à l'hivernage de la flotte ottomane au large du port de Toulon durant l'hiver 1544

⁷ Guide horaire international illustré pour le voyageur en Orient : description de Constantinople et des plus importantes villes de la Turquie, de l'Egypte et de la Grèce, Constantinople, Cervati et compagnie, 1909, p. 106.

Cette prophétie est gravée en lettres d'or sur la mosquée de Mahomet le conquérant⁸, bâtie sur les ruines de l'Eglise des Apôtres, la nécropole des empereurs byzantins. La réalisation de cette prophétie de Mahomet par Mehmed II constitue l'accomplissement d'un rêve dynastique et religieux pour les musulmans. Le fait que cette prophétie soit gravée en lettres d'or au moment de la construction de la mosquée, portant le nom du conquérant de Constantinople, signifie que cette prophétie constituait l'un des moteurs de l'impérialisme des Osmali. Une justification religieuse qu'il était facile de brandir aux autres beys pour les fédérer en invoquant la volonté du prophète. Les prophéties ont une réelle influence sur la politique intérieure et extérieure des États, une constatation qui s'applique également à Louis XIV et à Léopold Ier⁹. La conquête fut facile pour le sultan. Au milieu du XVe siècle, l'antique Byzance n'est plus que l'ombre d'elle-même. L'Empire byzantin est exsangue en raison de son isolement à la suite de la perte d'Andrinople. L'empereur byzantin est prisonnier de ses propres détroits, enfermé sur ses rives par les deux capitales des Osmali. Lors du siège, seul quarante mille habitants demeurent encore dans la capitale, alors que la cité peut en contenir dix à quinze fois plus.

A contrario, la chute de l'Empire byzantin crée un émoi retentissant dans le monde chrétien. Elle propulse le roi de Hongrie et l'empereur du Saint-Empire romain germanique au rang de premiers défenseurs de la chrétienté. Ce rempart est matérialisé par la frontière du puissant royaume médiéval de Hongrie. Cette zone de contact n'aura de cesse de reculer en direction du centre de l'Europe, de la prise de Constantinople en 1453, jusqu'au siège de Vienne de 1683.

⁸ L'ouvrage en forme de guide de voyages décrit la mosquée de Mahomet le conquérant en ces mots : Elle est située au sommet de la colline, près du Serradj-Ilané (Bazar des Selliers), au milieu d'une très grande enceinte contenant un grand nombre d'établissements de bienfaisance. Cette immense mosquée, bâtie en 1470 par l'architecte grec, s'élève sur les ruines de l'ancienne église des Saints Apôtres, détruite par un tremblement de terre en 1708, rebâtie dans un style semi-italien, qui a beaucoup dénoté avec son caractère primitif, est plus remarquable par sa masse que par son architecture. On aperçoit de loin son vaste dôme, haut de 78 mètres avec ses deux minarets polygonaux à facéties planes. La porte de style arabe est fort élégante ; la fontaine des ablutions, très simple, recouverte d'une coupole de plomb est entourée d'arbres. La cour est ornée d'un magnifique portique ogival soutenu par des colonnes de granit en marbre. Tout l'intérieur, décoré de peintures noires sur fond blanc, n'impressionne que par ses lignes dont l'ensemble est fort imposant et frappe par ses grandes dimensions. La grande coupole est soutenue par quatre gros piliers massifs et dans les viciés des demi-coupoles latérales, figure une croix grecque comme à la mosquée d'Ahmed. En face de l'entrée, au milieu de l'abside, on trouve le mihrab de marbre blanc, comme le mastaba.

A droite de la grande porte, on remarque une tablette de marbre, sur laquelle on lit en lettres d'or la prophétie de Mahomet « *Ils prendront Constantinople. Heureux le prince, heureuse l'armée qui accompliront cela* ».

⁹ Se référer à la partie chimère.

Une capitale ottomane moderne et tolérante

Constantinople retrouve son rayonnement d'antan avec les Ottomans. Elle est à nouveau le centre d'un empire immense. Preuve de la volonté des sultans de faire de Constantinople la capitale, suite à la réalisation de la prophétie de Mahomet, ils y installent près de sept cent mille personnes de toutes confessions venues de toutes les provinces de l'Empire. Elle redevient une ville-monde¹⁰ et occupe une place de carrefour politique, démographique, culturel et commercial. Constantinople est au centre de deux mondes : l'un asiatique, l'autre européen. Pour les définir, Fernand Braudel dit de ces villes-mondes que :

« [...] les informations, les marchandises, les capitaux, les crédits, les hommes, les ordres, les lettres marchandes y affluent et en repartent. »¹¹

Cœur politique de l'Empire ottoman, Constantinople est l'une des villes les plus peuplées de cette partie du globe au début du XVIII^e siècle. Elle compte, selon les estimations, entre huit cent mille et un million d'habitants. En comparaison, la population de la capitale de la Hongrie fait figure de simple quartier de la capitale ottomane avec ses douze mille habitants en 1720, tandis que Bruxelles ne concentre que quatre-vingt mille habitants en 1700.

Mehmed II appelle des étrangers pour la faire revivre. Il les installe souvent de force. Les Grecs sont les plus présents. Ils accaparent le quartier de Galata, fondé par les Génois. Ce quartier devient rapidement un faubourg entièrement chrétien. La France y installe son ambassade. La capitale ottomane retrouve ainsi l'allure cosmopolite qu'elle avait perdue dans les dernières décennies de l'Empire byzantin. À tout point de vue, aucune autre cité de l'Empire ne l'égale. Des cités mythiques comme Le Caire, Alep ou Damas, jouent le simple rôle de relais régional de la culture ottomane. Les villes d'Europe centrale ne ressemblent qu'à des bourgades en comparaison de ces cités du Moyen-Orient. Bien que garantissant une tolérance religieuse et laissant une apparente autonomie aux provinces éloignées, l'Empire est centralisé autour de sa capitale. Constantinople en est seul cœur. Toutes les veines routières y convergent. Une fois les informations traitées, les décisions politiques, économiques et

¹⁰ Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV^e-XVIII^e siècles*, Paris, 1979.

La « ville-monde » est une ville globale, c'est-à-dire qui exerce des fonctions stratégiques à l'échelle mondiale, un centre qui organise des flux et s'inscrit dans des réseaux, un pôle de commandement dans la mondialisation. Cette expression peut paraître anachronique pour l'époque, mais elle traduit bien le caractère global de Constantinople qui occupe une place de carrefour commercial, religieux et culturel dans le monde méditerranéen et européen des XV^e-XVII^e siècles.

¹¹ Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV^e-XVIII^e siècles*, Paris, 1979, p. 20.

religieuses en repartent par des artères efficaces atteignant toutes les périphéries de ce vaste ensemble territorial. Ce rôle, elle le tient d'abord de sa taille démesurée qui attire la « Corne d'Or » : artistes, écrivains, savants, puissants, commerçants, renégats ambitieux, aventuriers. Les populations gravitent autour de plusieurs centres comme le palais de Topkapi, le port, centre du commerce maritime pour les puissances occidentales comme la France, et le bazar, grand comptoir des richesses de l'Empire. À l'heure des grandes explorations et de la constitution des premiers ensembles coloniaux outre-mer, l'Europe s'intéresse de près à cet empire faisant le lien entre la côte méditerranéenne orientale et les riches contrées indiennes, iraniennes et chinoises. La France mène cette course sous l'impulsion de François Ier. Elle est la première nation européenne à installer un ambassadeur permanent dès 1536, en la personne de Jean de la Forest. Fort de cet avantage, elle est également la première à signer des accords commerciaux en 1526. Renouvelés en 1536, ils sont dès lors appelés « capitulations »¹². Cela se traduit par l'installation de consulats dans les grands ports de l'Empire, c'est-à-dire Constantinople, Smyrne, Salonique, Alexandrie ou Tunis. Ils sont autant d'interfaces avec les routes allant du centre des provinces vers les mondes extérieurs¹³. Les ports sont des lieux où s'exprime le plus remarquablement le caractère cosmopolite. Constantinople étant le plus grand port du monde, son caractère en est décuplé. Le monde musulman a également les yeux rivés vers la grande mosquée de la capitale ottomane. Elle se situe sur le même emplacement que la cathédrale Sainte-Sophie sous l'ère byzantine. Son heure détermine celle du jeûne pour les Tatars de Pologne ou de Finlande. Le khan de Crimée, chassé par l'avancée inexorable de Russes déterminés à prendre pied en Europe¹⁴, trouve refuge auprès du sultan. Depuis la conquête de l'Égypte en 1517 qui met fin au califat abbasside, l'Empire ottoman se veut l'incarnation de l'Islam. Le sultan ou *padichah* pense qu'il ne doit y avoir qu'un seul maître sur la terre, comme il n'y a qu'un seul vrai dieu céleste.

Ainsi, ces phénomènes d'attractivité de centres décisionnaires ou commerciaux, de cosmopolitisme se renforcent à mesure que l'Empire s'étend le long des quatre points cardinaux. Néanmoins, il ne faut pas voir une centralisation de type absolutiste comme elle se pratique en France avec Louis XIV, ou dans le Saint-Empire romain germanique avec la violente contre-réforme catholique mise en œuvre en Hongrie.

¹² Ces capitulations sont régulièrement renouvelées par la France et l'Empire ottoman depuis 1536 : 1569, 1581, 1604, et 1673. Le long laps de temps qui s'écoule entre 1604 et 1673 s'explique par le rafraîchissement des relations franco-turques.

¹³ Pour observer les relations entre le port et la route, se référer à la partie poste.

¹⁴ C'est ce que les russes font aux XVIIe et XVIIIe siècles, avec la seconde guerre du Nord, la fondation de Saint-Petersbourg et les contacts diplomatiques noués avec le prince Rakóczi et la France.

Sous l'ère des sultans, Constantinople ne redevient pas seulement un carrefour commercial, mais à la fois une vraie Babylone culturelle et une Jérusalem religieuse. Ce rôle est renforcé par la politique des sultans vis-à-vis des terres conquises. Conscients d'être les vecteurs d'une union des peuples terrestres autour de la foi islamique et du sultan, les Ottomans se présentent systématiquement comme des libérateurs ayant pour mission d'affranchir les peuples soumis aux empereurs romains. Cette «intégration douce» dépend de l'acceptation de deux conditions : la première est la reconnaissance de la suprématie de la religion musulmane ; la seconde, l'adhésion à la mystique impériale. Si les villes et les ports sont cosmopolites, le sang turc l'est également.

La guerre entre la France et les Habsbourg comme matrice de la géopolitique européenne du XVIe siècle

François Ier de France contre Charles Quint

Les guerres entre François Ier et Charles Quint sont la cause de la formation d'un système de revers en Europe centrale et orientale. Le règne de François Ier (1515-1547) constitue un moment charnière pour la politique étrangère de la France en Europe. Il est ponctué de guerres et d'importants faits diplomatiques qui forment l'État monarchique de Louis XIV. La situation diplomatique au moment de son avènement en 1515 est relativement inconfortable. À l'est du royaume, l'empereur constitue une menace depuis la fusion des États bourguignons avec ceux des Habsbourg lors du mariage de Marie de Bourgogne avec Maximilien de Habsbourg en 1477.

Le jeune roi de France doit aussi surveiller ses côtes occidentales. L'ennemi héréditaire anglais mène une politique extérieure pragmatique et opportuniste. Il est toujours prompt à choisir le camp qui favorisera au mieux ses intérêts diplomatiques. Cette opposition a de lourdes conséquences pour l'Occident chrétien. La neutralisation de ces puissances facilite la diffusion de la Réforme protestante naissante et surtout, elle permet à l'Empire ottoman de s'installer aux portes de Vienne en s'emparant de la quasi-totalité du royaume de Hongrie.

Son règne est également dominé par sa rivalité avec le duc de Bourgogne, Charles de Habsbourg devenu roi d'Espagne puis empereur du Saint-Empire, sous le nom de Charles Quint en 1519. Leur rivalité est marquée par quatre guerres au cours desquelles François Ier enregistre succès et défaites, mais interdit à son ennemi impérial de concrétiser ses rêves d'unifier les possessions du duché de Bourgogne. Le premier conflit qui éclate en 1521 est marqué par la défaite française de Pavie de 1525, au cours de laquelle le roi François Ier est fait prisonnier. Cet épisode de l'Histoire de France est essentiel pour comprendre l'Histoire européenne des XVIe – XVIIIe siècles. L'année qu'il passe en captivité à Madrid attise sa haine contre Charles V. Sa détention est vécue comme un déshonneur qu'il compte laver. Ruminant sa vengeance, il élabore une stratégie pour retourner à son avantage l'encerclement de son royaume par les possessions de l'empereur. L'enseignement de l'Histoire de France lors de son éducation le conforte dans cette idée qu'il faut trouver des alliés à l'Est sur les arrières de l'empereur. Certainement se remémore-t-il la très bénéfique alliance franco-écossaise qui contrebalance la puissance grandissante de l'Angleterre au cours de la période médiévale. Sa libération renforce encore sa détermination. Charles V l'oblige à faire d'importantes concessions. Après la ratification du traité de Madrid, le roi François est autorisé à rentrer en son royaume en échange de la mise en gage de ses deux fils. Illustration de sa haine pour l'empereur, dès son retour, François Ier prétexte que le traité de Madrid a été obtenu sous la contrainte pour obtenir sa nullité juridique. Cela conduit à la seconde guerre franco-impériale dite de la Ligue de Cognac qui se déroule de 1527 à 1529. Après une trêve de six années, une troisième guerre se déclare entre 1535 et 1538 pendant l'ambassade de Jean de la Forest à Constantinople. Elle est une réaction au rapprochement entre François Ier et Soliman le Magnifique. Ce conflit est marqué par l'échec des armées de Charles Quint en Provence et l'annexion de la Savoie et du Piémont. Elle conforte la France dans sa politique de lutte contre les Habsbourg. Une quatrième guerre éclate entre 1542 et 1544. Les deux ennemis héréditaires de la France se coalisent : l'empereur et le roi d'Angleterre. Malgré un encerclement total de ses territoires, François Ier parvient à résister à l'invasion, mais il doit céder la ville de Boulogne-sur-Mer aux Anglais. Pour lutter contre l'Empire des Habsbourg, François Ier a mis en place des alliances avec des pays considérés comme des ennemis héréditaires de la France ou des alliances jugées contraires aux intérêts chrétiens dont le roi est censé être le garant : le roi d'Angleterre Henri VIII, les princes protestants de l'Empire et le sultan ottoman, Soliman.

Une ambition dynastique lui tient particulièrement à cœur depuis sa jeunesse flamande. Il s'agit de la récupération du duché de Bourgogne, possession de son arrière-grand-père, Charles le Téméraire. Toujours avec pour objectif de conquérir la Bourgogne, les armées de l'empereur mènent deux offensives simultanées : l'une par le Nord, l'autre par le Sud. En 1521, Franz Von Sickingen et le comte Philippe Ier de Nassau obligent le chevalier, *sans peur et sans reproche*, Bayard¹⁵, à s'enfermer dans une ville de Mézières désormais assiégée, mais qu'il défend sans capituler, malgré les nombreuses canonnades et les assauts répétés. Le sort des armes est moins favorable sur le front italien où les troupes du maréchal Odet de Foix sont décimées par l'armée commandée par François II Sforza et Prospero Colonna, lors de la bataille de la Bicoque. Toute la province se soulève alors en réaction au gouvernement oppressif du maréchal. La France perd le Milanais en avril 1522. La bataille de la Bicoque est un autre élément déclencheur vers la recherche d'alliés en Europe centrale. L'affrontement se déroule au nord de Milan, le vingt-sept avril 1522. Il oppose une coalition franco-vénitienne de plus de vingt mille hommes à une petite force habsbourgeoise renforcée par des troupes pontificales et milanaïses. Ces sept mille hommes sont retranchés derrière un ouvrage fortifié.

L'impétuosité des mercenaires suisses composant l'armée française conduit le maréchal Odet de Foix à une incroyable défaite, laissant plus de quatre mille morts face à des positions et une armée adverse intacte. La France laisse alors le champ libre à un siège de la ville de Gênes dont la chute lui coupe l'accès à la route côtière pour retourner en Provence. Les Vénitiens se désolidarisent de François Ier. Le doge Andréa Gritti obtient le pardon de l'empereur lors du traité de Worms. Le maréchal Odet de Foix négocie alors une évacuation de la péninsule italienne à travers les Alpes, ce qu'il obtient en rendant toutes les possessions du Milanais encore sous son contrôle. Le roi de France perd alors l'ensemble de ses points d'appui militaires et diplomatiques en Italie. Le vingt-quatre février 1525, c'est donc sans troupes alliées que François Ier se présente à Pavie. Cet important revers conduit les troupes royales à retourner dans le Milanais pour reprendre ce qui a été abandonné. Cette défaite française conduit ainsi directement à la poursuite de la guerre et à la bataille de Pavie, trois ans plus tard. François Ier ne pouvait pas rester sur un échec et perdre tous les avantages que le roi Louis XII avait acquis pendant son long règne. La folle témérité qu'il montre dans la bataille de Pavie en lançant un assaut de cavalerie inutile qui se transforme en désastre

¹⁵Pierre Terrail, seigneur de Bayard (1476-1524). La vie du chevalier Bayard est racontée par un de ses compagnons d'armes Jacques de Maille, dans l'ouvrage intitulé : *Très joyeuse et très plaisante histoire du gentil seigneur de Bayart, le bon chevalier sans peur et sans reproche*.

s'explique peut-être par cette volonté de préserver l'héritage italien de Louis XII et l'assurance de réitérer la charge légendaire de Marignan. La volonté de s'affirmer comme un roi de guerre peut paraître essentielle, mais la volonté de préserver le lègue reçu lors de l'avènement l'est tout autant. Entre la bataille de la Bicoque et celle de Pavie, des ambassades sont envoyées en Pologne et en Hongrie sous la conduite d'Antonio Rincon. Elles aboutissent à une première alliance avec le roi de Pologne en 1524. Sigismond Ier Jagellon de Pologne, roi de 1506 à 1548, possède des droits sur le Milanais par son mariage avec la princesse ducale Bona Sforza, fille du duc Jean-Galéas Sforza (1476-1494).

En plus du soutien aux troupes françaises dans leur offensive sur le Milanais de 1525, la mobilisation de la redoutable armée polonaise sur la frontière orientale du Saint-Empire, symbolisée par le corps des lanciers ailés, constitue un premier acte de revers en Europe centrale. La défaite de Pavie et l'emprisonnement de François Ier rompent cette alliance, dès 1526. Sans allié en Italie, en Allemagne et en Europe centrale et orientale, François Ier est dans l'obligation de s'unir avec les Turcs de confession musulmane s'il veut poursuivre la guerre contre Charles V. Si François Ier hésite à former cette alliance impie, ces doutes se dissipent lors de sa captivité madrilène.

Les guerres entre les deux dynasties les plus puissantes d'Europe se déroulent sur deux fronts différents, illustrant l'avantage géographique des possessions de Charles Quint sur la France, et le danger que cette situation fait peser sur le royaume du Lys.

L'étude des alliances franco-ottomanes et la lutte contre les Habsbourg sont primordiales pour comprendre l'implication militaire et diplomatique de la France en Europe centrale. Cette relation « contre nature » d'un point de vue religieux entre un souverain catholique et un souverain musulman, s'explique par l'opportunisme géopolitique de ces deux « lieutenants de Dieu sur terre », la connivence de leurs intérêts politiques et la haine du roi de France pour Charles Quint. Ces alliances s'inscrivent dans la guerre européenne que se livrent les rois de France et les empereurs du Saint-Empire romain germanique.

La défaite française de Pavie en 1525 est peut-être l'élément déclencheur de cette alliance entre les rois de France et les sultans de Constantinople. Battu, François Ier est

emprisonné à Madrid. C'est une humiliation pour ce jeune roi¹⁶. Avant lui, seul le roi de France Jean le Bon avait été fait prisonnier par les Anglais à la bataille de Poitiers en 1356¹⁷. Libéré, le roi de France reprend presque immédiatement son combat contre l'empereur. Il fait alors appel à Soliman le Magnifique en 1528, c'est-à-dire dès sa sortie. De cette détention, il garde une profonde rancœur contre « ce » Charles V né à Gand dans des Pays-Bas alors Bourguignons en 1500. De ses réflexions madrilènes, un opportunité géopolitique voit le jour dans la politique étrangère de la France. Si cette posture n'est pas nouvelle comme ce fut le cas avec l'Écosse, François Ier va plus loin en s'affranchissant de deux puissants codes moraux : la religion et l'honneur. C'est ainsi qu'il se rapproche diplomatiquement et militairement des protestants¹⁸ et des musulmans, transgressant tout d'abord les préceptes catholiques dont son pouvoir est issu, puis « l'honneur » des rois par son union avec les pirates barbaresques de Frédéric Barberousse. Cet opportunisme peut s'assimiler au concept politique de la raison d'État, dont s'inspire le cardinal de Richelieu sous le règne de Louis XIII, cent ans plus tard. En tout cas, François Ier crée un précédent qui va être utilisé par ses successeurs à une très grande échelle, notamment par Louis XIV avec les alliances de revers. Pendant l'emprisonnement de François Ier, le royaume de Hongrie s'effondre lors de la bataille de Mohács de 1526. Les Ottomans viennent de constituer une Marche en Europe centrale. Désormais, ils se retrouvent directement face aux troupes de Charles Quint avec en point de mire, la capitale d'un nouvel Empire romain d'Occident : Vienne.

Un ennemi commun avec les Ottomans : les Habsbourg

Le roi de France trouve rapidement un prétexte pour envoyer un émissaire à Constantinople. Pour le compte des chrétiens de Jérusalem, il fait demander aux Turcs la restitution d'une église que les musulmans avaient transformée en mosquée. Sous couvert de

¹⁶ Pour l'anecdote historique, c'est un Bourbon qui fait prisonnier François Ier à Pavie. Charles III de Bourbon appartient à la Maison des Bourbon-Montpensier. Après avoir été un compagnon de François Ier à Marignan en 1515, il devient connétable de France entre 1515 et 1521 avant de passer au service de Charles Quint. Il commande l'armée impériale en 1525 et surprend le roi de France devant les murs de la ville italienne. Il avait rallié le Saint-Empire romain germanique en 1523 à la suite des prétentions de Louise de Savoie (la mère de François Ier) sur les terres de Bourbons qui furent saisies pour un évident crime de lèse majesté comme l'ensemble de ses autres possessions (duché d'Auvergne et de Bourbon, comtés de Sancerre et du Forez, pour ne citer qu'eux.)

¹⁷ A l'image de Jean le Bon, il est fait prisonnier alors qu'il se bat à pied avec bravoure, mais submergé par le nombre, il doit se rendre.

¹⁸ Pour contrer l'influence de Charles Quint, le roi de France fait d'abord alliance avec les princes protestants allemands. Voyant que cette politique ne lui procure pas les résultats qu'il escompte, il se tourne alors vers l'Empire ottoman et son sultan Soliman le Magnifique.

cette demande, des négociations commerciales et militaires s'engagent. Aucune cour européenne ne peut soupçonner le Roi Très-Chrétien¹⁹ de France de vouloir s'allier avec des infidèles alors qu'il compte Saint-Louis parmi ses aïeux et que la toujours invincible armée musulmane est aux portes de Vienne. En prélude aux négociations, l'émissaire français est d'abord emprisonné une année à Constantinople, par simple précaution²⁰. Il faut dire que la démarche de François Ier est surprenante pour un souverain musulman dont les intentions sont connues de l'ensemble du monde catholique. La méfiance de Soliman le Magnifique à l'égard de cet ambassadeur français est légitime et naturelle. Pourtant, une étroite coopération commerciale et militaire se met en place entre Paris et Constantinople.

Des contacts plus précoces que ceux du règne de François Ier avaient déjà été noués entre les Ottomans et les Français. Philippe de Commines relate que Bajazet II envoie une ambassade à Louis XI en 1483²¹. Le prince Zizim²², frère et rival de Bajazet II pour le trône ottoman, est détenu en France par Pierre d'Aubusson²³ dans la ville de Bourgneuf²⁴. Louis XI refuse de rencontrer les émissaires du sultan qui proposent une somme d'argent importante et un grand nombre de reliques chrétiennes pour que Zizim reste enfermé en France²⁵. Il est ensuite mis sous la surveillance du pontife Innocent VIII, en 1489. Après la mort du frère du sultan Bajazet II en 1494, la France de Louis XII signe un premier traité ou « capitulation » avec l'Empire ottoman en 1500. Un autre traité de commerce a été signé,

¹⁹ Ce titre est utilisé par les rois de France depuis Charlemagne qui en fait l'usage dans un capitulaire de 802. Sous la dynastie des Valois, Charles VI décide de reprendre ce titre. A partir de son règne, cette titulature est reconnue officiellement par l'empereur Frédéric III de Habsbourg et le pape Paul II qui la mentionne dans sa correspondance avec le roi de France. Les Bourbons perpétuent cette tradition en faisant apposer sur les traités Sa Majesté Très Chrétienne. Les rois d'Espagne n'obtiennent un titre similaire qu'au XVIe siècle avec le qualificatif de « Très Catholique », qui le différencie de son voisin français. L'historien Hervé Pinoteau a récemment consacré une étude sur cette titulature propre aux rois de France.

Hervé Pinoteau, *La symbolique royale française, Ve – XVIIIe siècle*, 2004.

²⁰ *Historia* n° 700, p. 24-28.

²¹ Philippe de Commines, *Mémoires*, Tome II, Paris, Jules Renouard, 1853, p. 251.

²² Son vrai nom est Djem mais, les français ne parlant pas le turc, déforment Zizim, inscrivant la phonétique du nom propre.

²³ Pierre d'Aubusson naît en 1423 et meurt à Rhodes en 1503. Il est le quarantième Grand Maître de l'Ordre des Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem. Il porte le surnom de « bouclier de la chrétienté ». Il doit son surnom au siège de Rhodes de 1480, où à la tête de 2 000 hommes d'armes français avec lesquels, il est venu s'enfermer dans la ville pour soutenir le siège d'une armée de 100 000 Turcs aux ordres du sultan Mehmet II, le conquérant de Constantinople. Contre toute attente, les 2 850 chrétiens (il faut ajouter 500 chevaliers et 350 hospitaliers constituant la garnison de Rhodes, repoussent les Ottomans. Ces derniers perdent 9 500 hommes durant ce siège. La ville fut finalement prise quarante ans plus tard, en 1520, par les troupes du sultan Soliman.

²⁴ Dans le département de la Creuse. Ville fondée par l'Ordre des Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem en 1104. Les chevaliers y demeurent jusqu'à la Révolution française. Le prince ottoman quitte Bourgneuf pour Rome en 1488.

²⁵ Mehmet II meurt en 1481. Djem vient d'être battu militairement par son frère. Sachant qu'il va être exécuté par son frère Bajazet comme le veut la tradition successorale, il se rend chez Pierre d'Aubusson qui demeure à Rhodes. Ramené en France, il est remis au pape en 1488, puis au roi de France en 1494. Il meurt à Capoue en 1495.

en 1526. Il pérennise ces relations commerciales anciennes qui étaient souvent un prélude à des relations diplomatiques, et parfois à des alliances militaires. L'historien anglo-saxon, Roger Merriman, pense que la stratégie de François Ier est directement inspirée de ces premiers contacts noués sous Louis XI et Louis XII²⁶. Si Louis XIV et le cardinal Mazarin s'érigent en héritiers de la politique étrangère du royaume de France du début du XVI^e siècle, à l'inverse, on ne peut pas dire que le Roi-Soleil veut réellement poursuivre l'entreprise militaire de son aïeul. Bien que les troupes louis-quatorziennes mènent des campagnes en Italie, la péninsule ne constitue pas le cœur de l'impérialisme français comme ce fut le cas sous François Ier et Louis XII. Pour Louis XIV, la plaine du Pô est un espace où il est possible de faire la guerre aux armées impériales, et où en cas de succès, il est envisageable de gagner rapidement la capitale autrichienne par la nouvelle route postale Vienne – Rome, mise en place par les Tour et Taxis sous les empereurs Maximilien Ier et Philippe Ier le Beau²⁷.

En effet, le Roi-Soleil s'acharne autant sur les Pays-Bas méridionaux que François Ier sur le Milanais. De plus, si Louis XIV tire parti des soulèvements hongrois de manière opportuniste, François Ier ne persévère pas en Hongrie en raison d'un contexte défavorable²⁸. Louis de Hongrie n'a pas les moyens de combattre les Ottomans au Sud et les Impériaux à l'Ouest. Au-delà de la considération militaire et stratégique, il existe des blocages d'ordre dynastique à une alliance franco-hongroise. Le roi magyar est marié à la sœur de Charles Quint et futur gouverneur des Pays-Bas de 1531 à 1555²⁹, Marie de Habsbourg, sa sœur Anne Jagellon avait épousé le frère de Charles Quint, l'archiduc Ferdinand, qui devient par la suite, l'empereur Ferdinand Ier en 1556.

La politique étrangère et militaire de François Ier et de Louis XIV n'est pas si éloignée. Les similitudes se trouvent dans la finalité, c'est-à-dire dans cette volonté permanente de lutter contre le monde des Habsbourg en formant des alliances de revers opportunistes en

²⁶Roger Merriman, *Soliman le Magnifique 1520 – 1566*, London, Reads Books, 2007, p. 81.

²⁷ En temps de paix, les routes postales sont des voies commerciales, migratoires, administratives, épistolaires et informatives. Elles servent de support aux transports des marchandises, des voyageurs, des directives gouvernementales, des correspondances et des gazettes. En période de guerre, ces flux diminuent logiquement. Ils laissent la place à la circulation des armées qui empruntent ces infrastructures de qualité, car elles augmentent la vitesse de déplacement des soldats. La route postale devient alors une route militaire. Se référer à la partie Postes et gazettes.

²⁸ Il y avait une possibilité de rapprochement durant le règne de Mathias Corvin (1458 - 1490) qui fit la guerre avec succès à la fois aux Ottomans et aux Autrichiens. Il était le maître incontesté de l'Europe centrale. Il prit Vienne en 1485 et y installa la cour de Hongrie. Mathias Corvin était mort en 1490. Ce sont les rois Charles VIII (très jeune) et Louis XI qui eurent la possibilité de le faire.

²⁹ Se référer à la partie Elites belges.

Europe centrale et orientale. Finalement, seule la mise en œuvre diffère en raison de la modification du contexte géopolitique et géostratégique. Malgré un rafraîchissement des relations franco-ottomanes durant la période cardinalesque et la première décennie de règne personnel, la diplomatie louis-quatorzienne porte toujours une grande attention à l'Empire ottoman et à ses capacités militaires contre l'empereur. Ce lien est souligné dans le mémoire à destination des archives royales et de la diplomatie, édité par Louis le Dran en 1764 :

« Depuis ce grand évènement [le siège de Vienne par Soliman], toute la politique de la France sous le règne de François Ier et sous les rois ses successeurs, et même sous Louis XIV a été en général d'entretenir les ministres des turcs dans les vues d'étendre tôt ou tard leurs conquêtes sur les possessions de la Maison d'Autriche en Hongrie et en Allemagne.³⁰ »

Après l'échec du siège de Vienne de 1529, et malgré l'entêtement de Soliman le Magnifique à renouveler des assauts improductifs³¹ qui ont pour effet de montrer à l'Europe son ardent désir de prendre la capitale impériale, Jean de la Forest est envoyé à Constantinople en vue de renouveler et d'étendre le traité de commerce de 1526. Ces négociations aboutissent à une union commerciale. La France devient la première puissance européenne à obtenir des privilèges commerciaux avec la Sublime Porte : ce sont les « capitulations ». Elles autorisent les navires français à naviguer librement dans les eaux ottomanes sous le pavillon fleurdelisé. Chaque navire appartenant à une autre nation a alors l'obligation de battre pavillon français et de demander la protection des consuls du roi pour y commercer. Le pavillon sert alors d'autorisation. En outre, la France obtint le droit de posséder une chapelle d'ambassade à Constantinople dans le quartier Galata. Ces privilèges confient la charge à la France de protéger les populations catholiques de l'Empire ottoman. Ces capitulations sont considérées comme l'acte fondateur de l'alliance franco-ottomane et

³⁰ AAE, Md. Turquie, vol. 28, P/11871, f° 53

³¹ Entre le 27 septembre et le 15 octobre 1529, les Ottomans assiègent Vienne. L'avancée turque est irrésistible. Lors de la campagne précédente, l'ensemble des territoires balkaniques est pris aux Vénitiens soit la Dalmatie, la Bosnie, la Croatie et la Slavonie. Au début de l'automne 1529, le sultan Soliman commande une force considérable pour l'époque, avec 120.000 hommes. Dans cette armée se trouvaient notamment des chevaliers hongrois qui furent enrôlés par leur nouveau maître. Les Autrichiens et leurs alliés espagnols, rhénans et bohémiens, ne peuvent opposer que 23.000 hommes. Le 14 octobre 1529 après dix-sept jours de combats, le sultan ordonne un assaut généralisé à la suite d'un Conseil de guerre. Fait rare, il promet un butin à ses soldats, alors qu'à l'accoutumée, ce type de promesse n'est pas nécessaire pour les galvaniser. Elle est un premier élément pour montrer son empressement à prendre la ville et à égaler Mehmet II le conquérant de Constantinople. L'attaque est une première fois repoussée. Il ordonne trois nouvelles offensives pour forcer la ville, mais sans plus de succès. Les pertes sont effroyables. Côté ottoman, on dénombre la disparition de 15.000 hommes, dont beaucoup sont emportés par la maladie suite aux pluies incessantes qui s'abattent sur l'Autriche. Le 15 octobre 1529, les Turcs et leurs alliés hongrois, tatars et moldaves se retirent. Aucun soldat français n'est présent pour défendre la ville contre les musulmans.

l'origine de l'installation d'une ambassade permanente auprès de la Sublime Porte³².

Au début des années 1530, l'alliance franco-ottomane évolue de l'alliance commerciale vers une alliance militaire. En mars 1531, la stratégie géopolitique est à cette date clairement établie. François Ier explique à l'ambassadeur vénitien Giorgio Gritti sa stratégie envers les Turcs :

« Je ne peux nier que je veux voir le Turc tout-puissant et prêt à la guerre, non pour lui-même, car il est un infidèle et nous sommes tous chrétiens, mais pour affaiblir le pouvoir de l'empereur, pour le contraindre à faire d'importantes dépenses, et pour rassurer tous les autres gouvernements qui sont opposés à un si formidable ennemi. »³³

Le roi de France justifie sa politique auprès de la Sérénissime qui, dix années auparavant, a perdu ses possessions balkaniques. Venise s'oppose, tout au long du XVII^e siècle, à l'avancée ottomane. Elle est un maillon essentiel de la Sainte-Ligue. Des ambassades ottomanes sont envoyées en France, l'une en 1533, menée par Khayr ad-Din³⁴ dit Barberousse, puis l'autre en 1534. À cette date, Soliman explique à Antonio Rincon qu'il :

« [...] ne peut en aucun cas abandonner le roi de France, qui est son frère. »³⁵

Les relations prennent une tournure concrète. Au début du mois de juillet 1532, Soliman est rejoint par l'ambassadeur français Antoine de Rincon³⁶ à Belgrade. Par son intermédiaire,

³² Jean de la Forest est le premier ambassadeur permanent. Il organise cette ambassade et la mise en œuvre des capitulations jusqu'en janvier 1538, date à laquelle le chevalier de Rincon lui succède.

³³ Roger Crowley, *Empires of the sea : The final battle for the Mediterranean 1521 - 1580*, London, Faber and Faber, 2008, p. 66.

³⁴ Khayr ad-Din dit Barberousse : il naît vers 1478 sur l'île de Lesbos et meurt le 4 juillet 1546. Il est le frère cadet du célèbre corsaire barbaresque Arudj Reïs, appelé également Barberousse. Son nom signifie *bienfait de la religion* en arabe. Il est plus connu sous le nom de Barberousse en Occident. Il reprend le nom de son frère car il terrifiait la mer Méditerranée. Il est un marin chevronné de l'Empire ottoman. Il a occupé les postes de Beylerbey, c'est-à-dire de gouverneur-général, de la régence d'Alger et de Kapudan Pacha, ou grand amiral, de la flotte ottomane.

³⁵ Roger Merriman, *Soliman le Magnifique 1520 – 1566*, London, Reads Books, 2007, p. 140.

³⁶ Antonio Rincon ou Antoine de Rincon, dont le nom est francisé dans les sources. Il est le seigneur d'Hermales. Avec de nombreux aristocrates de la petite et de la moyenne noblesse espagnole, il prend part à la révolte des *comunidades* (soulèvement des villes de Castille contre le pouvoir royal entre 1520 et 1521, c'est-à-dire à l'avènement de Charles I d'Espagne) de Castille contre Charles Quint. Il doit s'exiler en France. Il devient ambassadeur de France dans l'actuelle Roumanie entre 1522 et 1523, puis auprès de Soliman, en juillet 1532. Disposant d'une bonne connaissance de la géopolitique de l'Europe orientale et de la cour du sultan, il est de nouveau nommé à Constantinople de 1538 à 1541, où il doit réaffirmer l'alliance avec la France. Il est assassiné le 2 juillet 1541 sur ordre de Charles Quint alors qu'il vogue sur une barque sur le Pô en direction de Venise, puis Constantinople. Un autre ambassadeur de France d'origine italienne, Cesare Fregoso, est également assassiné. Le meurtre d'un ambassadeur, normalement protégé par le droit des gens, ou immunité diplomatique, suscite un

François Ier offre à Soliman une riche tiare à quatre niveaux confectionnée à Venise d'une valeur de 115 000 ducats.

L'alliance militaire et commerciale franco-ottomane est alors effectivement en place. La large défaite à la bataille de Tunis contre Andréa Doria³⁷ encourage l'Empire ottoman à s'engager dans une alliance formelle avec la France. L'ambassadeur Jean de La Forêt³⁸ est envoyé à Constantinople et devient le premier ambassadeur permanent à la cour ottomane, chargé de négocier des traités. Il ne manque alors plus qu'un prétexte à François Ier pour intervenir militairement aux côtés des forces turques en Europe centrale et en Méditerranée. Il le trouve l'année de la renégociation des capitulations grâce à l'ambassadeur de France à Constantinople, Jean de la Forest en 1536.

Une alliance commerciale et militaire dénoncée comme impie par l'empereur

En ce début d'année 1536, les manœuvres de la diplomatie française excèdent l'empereur Charles Quint. Conscient du danger sur ses possessions, il tente de mettre en difficulté François Ier, en soulignant le manque de solidarité religieuse du monarque français. En avril 1536, il prononce un violent réquisitoire contre la politique française durant le consistoire. Les envoyés du roi de France Charles-Hémard Demonville³⁹, Jean du Bellay et Claude Dodieu, sont présents. La conséquence de cette attaque est la mise à exécution du traité signé avec le sultan Soliman en février 1536. Le roi de France n'attend pas longtemps avant d'obtenir un prétexte pour s'engager militairement avec les Turcs contre l'empereur. Officiellement, le traité de commerce de 1536 comporte une clause militaire secrète que ne peuvent connaître les Habsbourg, puisque seul le volet commercial a été publié. Les agents de Charles Quint ne peuvent qu'émettre un doute sur l'existence d'une telle clause. Des éléments

vif émoi dans les cours européennes. L'empereur, excédé de l'alliance franco-ottomane en Hongrie a souhaité, par cet acte allant contre toutes les lois du droit international, punir François Ier et ces deux ambassadeurs artisans des liens entre le Lys et la Porte.

³⁷ Andréa Doria est le commandant de la flotte pontificale, et l'amiral des forces navales de la Sainte-Ligue dans la guerre qui l'oppose à l'Empire ottoman.

³⁸ Jean de La Forest: ce diplomate français est également abbé de Saint-Pierre-le-Vif à Sens, et secrétaire du roi François. Il est le premier ambassadeur de France permanent dans l'Empire ottoman. Sa mission s'étale de 1525 à 1538. Son ministère est remarquable par le fait qu'il est l'intermédiaire aux négociations entre Soliman le Magnifique et François Ier sur le renouvellement et l'extension du traité de commerce signé en 1526. Ce traité est le point d'origine de l'alliance franco-ottomane et du système d'alliance de revers français en Europe centrale et orientale.

³⁹ Evêque de Mâcon.

de la négociation franco-ottomane filtrent pourtant avant la publication du traité de commerce :

« Dès avant 1530, François Ier avait entamé avec Soliman II, par l'intermédiaire de l'ambassadeur Jean de la Forest, de sérieuses négociations, qui devaient aboutir en février 1536, à la conclusion d'un traité solennel. Ces négociations s'ébruitèrent.⁴⁰ »

Si Charles Quint dénonce cette union comme impie, toute une série de précédents historiques démontraient que les princes chrétiens pouvaient s'allier avec des princes d'autres confessions. L'administration française réalise un inventaire de ces rapprochements dans une série de Mémoires. Le premier s'intéresse aux unions entre les empereurs byzantins et les princes païens et musulmans : *De l'Histoire de Constantinople. Dans extrait des traités faits par des princes avec les infidèles⁴¹* :

« [Le premier avec les païens], Le fils du Grand Constantin et Théodose traitèrent avec les Goths, les Alains, les Suèves et les Vendales. Justinien s'allia avec les Lombards.⁴² »

« [Le second porte sur les musulmans], Plusieurs empereurs ont fait des traités avec les Sarrazins. Baudoin II y fit un traité de Ligue en 1243 avec le sultan.⁴³ »

Ce Mémoire présente plusieurs alliances avec les païens pour les territoires d'Allemagne, d'Italie, d'Espagne et de Pologne. En inventoriant ces unions politiques et militaires, le document cherche à démontrer que la bienséance invoquée par Charles Quint doit céder la place à la raison d'État. En réalité, la diatribe de Charles Quint n'est pas totalement honnête d'un point de vue moral. En effet, en 1536, cela fait plus d'une dizaine d'années que l'empereur du Saint-Empire romain germanique est allié avec les Chahs de Perse. La dynastie des Séfévide est de religion musulmane, c'est-à-dire de même confession que le sultan de Constantinople. Son accusation de parjure religieux n'est donc pas recevable.

⁴⁰Voyages de Charrière, négociations de la France dans le Levant, coll. des documents inédits, t. 1, Paris, 1848, p. 283.

⁴¹ AAE, Md. Turquie, vol. 28, P/11871, f° 218

⁴² AAE, *Ibidem*.

⁴³ AAE, *Ibidem*.

La contre alliance de revers impériale en Iran

L'union de Charles Quint et du chah Tahmasp Ier contre les Ottomans

L'alliance franco-turque se révèle militairement très efficace. Elle limite les ambitions impérialistes de Charles Quint qui se doit de réagir pour limiter les prétentions musulmanes en Europe centrale et en Méditerranée. Il s'inspire du pragmatisme français et de la stratégie de revers française dont il a pu constater l'efficacité sur les plans diplomatiques et militaires. L'Empereur a le regard tourné vers l'Orient pour prendre à son tour le sultan à revers, en cas de conflit avec son Empire. C'est ainsi qu'au début du XVI^e siècle, les Autrichiens manœuvrent pour former une alliance avec la Perse. Des émissaires sont envoyés au chah Tahmasp Ier⁴⁴, dès 1525, puis à nouveau en 1529. À l'image des Français avec le Saint-Empire, les agents viennois plaident en faveur d'une attaque de l'Empire ottoman⁴⁵. Dans la lignée du Très Chrétien François Ier, l'Empereur du Saint-Empire romain germanique, fer-de-lance de la Sainte-Ligue catholique contre le sultan musulman Soliman, n'hésite pas à s'associer avec une autre puissance musulmane. Le souverain Habsbourg profite d'un contexte politique favorable pour agir. La Perse est confrontée à des troubles liés à la Succession du trône de Perse. Il formalise cette *alliance impie*⁴⁶ avec le jeune chah Tahmasp Ier qui a besoin de maintenir les Turcs à l'écart de ses affaires intérieures. À l'identique de François Ier et de Soliman le Magnifique, une collusion d'intérêts rapproche Charles Quint et Tahmasp Ier. Le territoire est en effet le théâtre de plusieurs rébellions depuis son avènement, en 1524. Le chah doit asseoir son pouvoir en réprimant plusieurs soulèvements des tribus turcomanes ralliées (Kizilbach), et celle notamment de l'émir de Bagdad de 1528. Victorieux, le chah fait exécuter les meneurs, respectivement l'Émir Zu'l-Faqar, en 1529 et le khan d'Husayn, en 1533. À la mort de ce dernier, son pouvoir est confortablement installé. Les Perses peuvent alors combattre les Ottomans en Azerbaïdjan, dès 1534, puis à quatre reprises, entre 1540 et 1555. Les Français participent à la guerre contre les Séfévides⁴⁷ aux côtés des

⁴⁴Tahmasp Ier (1514 – 1576) est le deuxième chah de la dynastie des Séfévides. Il règne sur l'Iran de 1524 à 1576.

⁴⁵ James Reston Jr, *Defenders of the Faith: Charles V, Suleyman the Magnificent, and the battle for Europe, 1520 – 1536*, New York, Penguin Press, 2009, p. 359.

⁴⁶Cette expression fait référence à l'ouvrage d'Édith Garnier, publié en 2008, intitulé : *L'alliance impie François Ier et Soliman le Magnifique contre Charles Quint, 1529-1547*.

⁴⁷La dynastie Séfévide règne sur l'actuel Iran et ses alentours de 1501 à 1736. Elle est l'héritière de l'antique Empire perse. L'apogée dynastique est atteinte avec le règne d'Abbas Ier, dit le Grand, entre 1588 et 1629. Elle est avec l'Empire ottoman et l'Empire Moghol, l'une des trois grandes puissances du monde musulman. Les

Turcs. En combattant les ennemis de Soliman en Extrême-Orient, la diplomatie française cherche à focaliser toute l'activité ottomane sur les Habsbourg, en Hongrie, et plus largement, en Occident. Elle envoie en mission des instructeurs militaires en Arménie. Ces missions de coopération militaire annoncent celles menées en Hongrie au XVII^e siècle, et celle dirigée par le marquis des Alleurs durant la guerre d'Indépendance hongroise. En 1555, une paix de trente ans est signée entre les Ottomans et les Perses. La France réussit ainsi à briser la contre-alliance de revers de Charles Quint. De manière globale, la guerre entre les Osmali⁴⁸ et les Séfévides détourne pour un temps donné l'attention des Ottomans de la scène européenne. Preuve de l'efficacité de cette stratégie, les Perses sont tentés de s'ouvrir à l'Occident en envoyant des ambassades dans les États ennemis de la coalition franco-ottomane, c'est-à-dire en Espagne, en Italie et dans le Saint-Empire. Les émissaires du châh parcourent l'Europe de 1599 à 1602 et de 1609 à 1615. Ces alliances entre les Séfévides et les Habsbourg sont cependant limitées en comparaison des sommes et des moyens engagés par les rois de France et les sultans dans la guerre en Europe. Néanmoins, elles sont révélatrices du fait qu'il n'existe pas un système de revers, mais des systèmes de revers, et qu'ils ont une envergure mondiale, et non pas européenne. À l'image de la France de Louis XIV, les successeurs de Charles Quint ne s'embarrassent pas de cette morale religieuse puisque « *Rodolphe d'Habsbourg, chef de la Maison d'Autriche contracte une alliance avec les Tartares et en utilise près de dix mille dans la guerre contre le roi de Bohême (1609)* ». ⁴⁹ Le conflit entre François Ier et Charles Quint redonne la possibilité de s'unir avec des princes orientaux, infidèles ou hérétiques. Avec la constitution des empires coloniaux et les découvertes de territoires inconnus, ce phénomène s'étend à des contrées très éloignées. La matrice de ces Alliances s'inspire et s'appuie sur l'alliance franco-ottomane, mais également sur celle entre les Autrichiens et les Perses.

Ottomans et les Séfévides s'affrontent sur fond de guerre religieuse. Les Turcs défendant le dogme sunnite, les Perses, le dogme chiite. Les puissances européennes tirent profit de ces guerres lointaines pour isoler les alliés de chacun. Les Français s'allient avec les Ottomans, les deux branches des Habsbourg avec les Perses. Leurs armées se modernisent au contact des instructeurs européens, envoyés successivement dans ces territoires.

Pour en savoir plus, consulter l'article de Jean-Paul Roux (Directeur de recherche honoraire au CNRS, ancien professeur titulaire de la section d'art islamique à l'École du Louvre), *Les Séfévides, fondateurs de l'Iran moderne, 1501 – 1736*, Clio, 2003.

⁴⁸ Pour mémoire, Osmali est le nom de la dynastie des sultans de Constantinople.

⁴⁹ AAE, Md. Turquie, vol. 28, P/11871, f° 220

Vers une généralisation des alliances de revers ?

Le système des alliances de revers est donc vaste. Il s'étend de l'Europe occidentale à l'Asie centrale, jetant les bases de coopérations diplomatiques et militaires entre des puissances qui n'ont jusqu'alors que de simples contacts commerciaux⁵⁰. Ces alliances ne sont pas idéologiques ou religieuses, comme le démontre la double union entre des états chrétiens et musulmans. Chaque partie y trouve des avantages pour favoriser la conduite de sa politique régionale. En cela et dès le XVI^e siècle, l'opposition franco-habsbourgeoise prend rapidement une forme « mondialisée ». Le phénomène évolue au rythme des grandes découvertes maritimes et s'amplifie avec le développement des empires coloniaux aux XVII^e et XVIII^e siècles. L'essor de la diplomatie et de l'information au XVII^e siècle favorise le départ d'aventuriers chargés d'améliorer les connaissances des cours européennes sur ces régions éloignées. Le but est d'en tirer un avantage commercial, scientifique et/ou diplomatique. En France, ce rôle est joué par des ambassadeurs-instructeurs de l'armée royale envoyés dans l'armée ottomane pour aider à combattre les Perses dans le Caucase. À ce propos, l'ambassade de Gabriel de Luetz⁵¹ en 1547 est révélatrice. Il est missionné auprès de Soliman le Magnifique au cours de la deuxième campagne de la guerre entre les Osmali et les Séfévides. Sa mission ressemble beaucoup à celle du marquis des Alleurs en Hongrie, cent cinquante ans plus tard. Il doit en effet prodiguer des conseils militaires au chef ottoman dirigeant la campagne, notamment en ce qui concerne l'emplacement de l'artillerie au cours du siège de Van⁵². Sa mission est relatée par son secrétaire Jean Chesneau, dans un ouvrage intitulé *Voyage de Monsieur d'Aramon*⁵³. Il permet d'avoir une vision assez précise de l'Empire ottoman oriental à cette période, d'autant plus que son ambassade est accompagnée de nombreux scientifiques français, comme le philosophe Guillaume Postel, le botaniste Pierre Belon, le naturaliste Pierre-Gilles d'Albi, le cosmographe André Thévet, ou le voyageur Nicolas de Nicolay. Tous publient leurs conclusions à leur retour en France et contribuent ainsi au développement de la science, en France. Ces missions d'information et

⁵⁰ Comme susmentionnés avec les « capitulations », ces accords commerciaux sont souvent un prélude nécessaire à une alliance militaire.

⁵¹ Gabriel de Luetz (1508 - 1554) : Ambassadeur de France auprès de l'Empire ottoman de 1546 à 1553. Son nom est resté connu dans l'histoire diplomatique de la France pour avoir accompagné Soliman le Magnifique dans sa campagne contre les Perses entre 1548 et 1549.

⁵² Van est une ville de l'actuelle Turquie située à la frontière avec l'Iran. Considérée comme un point stratégique sur la frontière entre la Perse et les Ottomans, la ville est l'objet de nombreuses batailles dans son histoire. Au XV^e siècle, elle est âprement disputée par les sultans et les chahs. La ville est définitivement conquise en 1548 par les Turcs, et devient le chef-lieu d'une province en 1570.

⁵³ Jean Chesneau, *Voyage de Monsieur d'Aramon, ambassadeur pour le Roy en Levant*, publié et annoté par Ch. Schefer, Paris, éditions Ernest Leroux, 1887.

d'exploration se poursuivent au XVIII^e siècle. Véritable aventurier, Jean-Baptiste Tavernier⁵⁴ arpente la Perse et l'Inde à de multiples reprises. Ce dernier est un pionnier du commerce et de l'information diplomatique pour l'Asie centrale. L'importance de ces missions pour le gouvernement royal est symbolisée par son anoblissement par Louis XIV, le seize février 1669. Il raconte ses voyages dans un récit publié en 1676. Le titre est révélateur de ces missions d'exploration qui sont à la fois bénéfiques au commerce et à la diplomatie.

*« Les six voyages de Jean-Baptiste Tavernier, écuyer baron d'Aubonne, qu'il a fait en Turquie, en Perse, et aux Indes pendant l'espace de quarante ans, et par toutes les routes que l'on peut tenir : accompagnez d'observations particulières sur la qualité, la religion, le gouvernement, les coutumes, et le commerce de chaque pays ; avec les figures, le poids, et la valeur de monnoyes qui y ont court. »*⁵⁵

Auteur et voyageur reconnu, Nicolas Boileau⁵⁶ lui consacre quelques vers :

*« De Paris à Delhi, du couchant à l'aurore,
Ce fameux voyageur courut plus d'une fois ;
De l'Inde et de l'Hydaspe il fréquenta les rois ;
Et sur les bords du Gange on le révère encore.
En tous lieux sa vertu fut son plus sûr appui ;
Et, bien qu'en nos climats de retour aujourd'hui
En foule à nos yeux il présente
Les plus rares trésors que le soleil enfante,
Il n'a rien rapporté de si rare que lui. »*⁵⁷

Les Bourbons ne sont pas les seuls à profiter de ces explorations. La branche espagnole des Habsbourg, particulièrement active dans l'acte de découvrir de Nouveaux Mondes, organise une ambassade pour prendre contact avec les Moghols et les Perses. L'ambassade espagnole est conduite depuis les Indes par Don Gracias Da Silva Figueroa⁵⁸, pour le compte

⁵⁴Jean-Baptiste Tavernier est né à Paris en 1609 et meurt à Moscou en 1689. Plus voyageur qu'écrivain, il s'adjoint l'aide d'un écrivain protestant du nom de Samuel Chappuzeau pour relater ses voyages. Dans sa carrière, il prétend avoir parcouru 60 000 lieues, c'est-à-dire 240 000 kilomètres.

⁵⁵Édité en version originale chez Gervais Clouzier et Claude Barbin à Paris en 1676. Ce récit de voyage majeur du XVIII^e siècle pour le Levant a été réédité en 2004 et en 2005 sous des titres simplifiés : *Les Six Voyages de J.-B. Tavernier en Perse et aux Indes*, Paris, Gérard Monfort, 2004 ; *Les Voyages en Orient du Baron d'Aubonne*, Paris, Éditions Favre, 2005. La version originale est consultable en ligne.

⁵⁶Nicolas Boileau (1636-1711) est poète, écrivain, et critique français. *L'Art poétique* paru en 1674 est peut-être l'une de ses œuvres les plus connues.

⁵⁷*Œuvres complètes de Boileau, collationnées sur les anciennes éditions et les manuscrits ; avec des notes historiques et littéraires, et des recherches sur sa vie, sa famille, ses ouvrages ; par M. Berriat Saint-Prix*, t. II., Paris, chez Philippe, 1837, p. 440.

⁵⁸Don Gracias Da Silva Figueroa (1617 – 1620).

de Philippe III de Habsbourg. Elle a pour mission d'actualiser les informations concernant l'État perse et de négocier une contre alliance de revers franco-ottomane avec le puissant châh Abbas Ier. La mission de Figueroa aboutit à une union entre l'Espagne et la Perse contre l'Empire ottoman. Celle-ci est signée en 1620. Elle pérennise et développe les premiers contacts pris avec Vienne. Les Espagnols sont alors aux prises avec la marine ottomane en Méditerranée, dans une guerre fanatique aux allures de croisade. En tant que province périphérique de la couronne espagnole, cette union diplomatique intègre les Pays-Bas méridionaux dans un système d'alliance, désormais mondialisé. Au début du XVIIe siècle, les provinces belgiques se retrouvent alliées aux Perses par l'intermédiaire des Habsbourg. Elles font partie du monde habsbourgeois et subissent sa politique. Même si ce sont des conflits lointains sans impact sur son propre sol, la Perse est en guerre contre l'Empire ottoman et contre la Hongrie, quand les rois de France soutiennent les rébellions magyares. En effet, la diplomatie française ne se contente pas de s'unir avec les sultans turcs dans la partie orientale de l'Europe. En réponse aux contre-attaques géostratégiques des Habsbourg en Asie centrale, les monarques français, militairement engagés dans la conquête de l'Italie du nord au XVIe siècle, puis dans celle des Pays-Bas au XVIIe siècle, cherchent à développer leur réseau d'alliances de revers en Europe centrale afin de prévenir tout blocage de son allié ottoman sur ses frontières caucasiennes.

Une tactique de revers étendue à l'Europe centrale par la France

Les premières alliances polonaises et hongroises

Avant la défaite de Pavie et sûrement inspirée par l'alliance franco-écossaise⁵⁹, la France cherche déjà des alliés en Europe centrale pour combattre l'empereur. L'ambassadeur Antoine de Rincon a été envoyé par François Ier en mission à plusieurs reprises en Pologne et en Hongrie entre 1522 et 1525. Les négociations sont appuyées par la reine de Pologne, Bona Sforza, dont le père fut duc de Milan de 1476 à 1494. Rincon, puis Laski, mènent les négociations à terme en scellant des alliances dynastiques. Le roi de Pologne avait des intérêts à faire valoir sur Milan par son mariage avec une Sforza et il

⁵⁹ Se référer à la diversion écossaise.

cherchait à unir sa dynastie avec les grandes cours européennes à l'image de la famille de son épouse qui a marié une autre de ses filles à Maximilien Ier. Le Dauphin Henri doit épouser une des filles de Sigismond, et en retour, le prince héritier Sigismond, né en 1520 et alors âgé de seulement quatre ans, doit s'unir avec l'une des filles de François Ier. Sous ces conditions, une première alliance avec la Pologne est donc signée entre François Ier et le roi Sigismond Ier de Pologne⁶⁰ en 1524⁶¹. Elle constitue une alliance de revers effective en Europe centrale après que Sigismond Ier menace les territoires de l'empereur Charles Quint à la tête de son armée. À la suite de la défaite de Pavie et l'emprisonnement du roi de France à Madrid, l'éphémère première alliance polonaise est rompue, dès 1526, à l'initiative du roi de Pologne.

À sa sortie de prison, François Ier cherche alors à développer ce réseau d'alliances. Sans soutien en Italie, en Allemagne et Europe centrale, une première mission française est envoyée auprès de Soliman. Elle semble avoir été dépêchée immédiatement après la bataille de Pavie, par la mère de François Ier, Louise de Savoie. Malheureusement pour la Maison de France, la mission se « perd » sur les chemins de Bosnie⁶². En décembre 1525, une deuxième mission est envoyée, sous la direction d'un noble croate du nom de Jean Frangipani⁶³. Originaire des Balkans, il connaît les chemins qui mènent à Constantinople. Il suit d'anciennes routes romaines et longe le Danube. Les itinéraires qui s'offrent à Frangipani pour rallier la Sublime Porte depuis la Croatie sont multiples. Il a à sa disposition toutes les anciennes voies romaines de la province d'Illyrie. Le premier trajet suit la route côtière adriatique par la *via Flavia*⁶⁴, puis la *via Egnatia*⁶⁵ de Tirana à Constantinople. Depuis Raguse⁶⁶, le voyage dure de vingt-cinq à quarante-six jours. Le cheminement est long et difficile sur la *via Flavia*⁶⁷. La *via Egnatia*⁶⁸ est une route internationale qui connecte l'Italie

⁶⁰Oskar Halecki, *The Cambridge History of Poland from the origins to Sobieski*, Sigismond Ier 1506-1548, Cambridge, Cambridge University Press, 1950, p. 309.

⁶¹Kenneth Setton, *The Papacy and the Levant, 1204-1571*, vol. III, *sixteenth century to the reign of Julius III*, Philadelphia, The American Philosophical Society, 1984, p. 312.

⁶²Roger Merriman, *Soliman le Magnifique 1520 – 1566*, London, Reads Books, 2007, p. 129.

⁶³Les liens avec la Croatie se perpétuent au XVIIe siècle et au XVIIIe où la France cherche à l'impliquer dans la guerre contre les Habsbourg aux côtés de François Rakóczi.

⁶⁴La *via Flavia* se connecte au réseau postal impérial des Tour et Taxis à Trieste. Ensuite, elle traverse les villes de Pula en Istrie, Rijeka, puis la côte dalmate (Split, Dubrovnik, Podgorica) sur une distance de mille deux cents kilomètres jusqu'à Tirana où elle rejoint la *via Egnatia*. Aujourd'hui encore, cette route n'est pas un axe majeur des Balkans. Il faut dix-sept heures pour faire ce trajet en voiture, soit une moyenne de seulement soixante-dix kilomètres par heure.

⁶⁵Se référer à l'annexe correspondante.

⁶⁶Ville de Dubrovnik aujourd'hui.

⁶⁷Cette portion représente environ 320 kilomètres. Cette partie est encore plus chaotique que la partie Nord. Actuellement il faut compter six heures pour faire ce trajet, soit une moyenne de cinquante kilomètres par heure contre soixante-dix sur l'ensemble de la voie romaine.

du Sud au Bosphore, mais elle traverse la partie méridionale du massif des Balkans, ce qui ralentit naturellement les vitesses moyennes. Le second utilise la voie danubienne jusqu'aux « Portes de Fer ». De là, le voyageur peut reprendre la *via Militaris*⁶⁹, aussi appelée *via Traiana* à partir de 1600⁷⁰, jusqu'à la capitale ottomane. Cette route est plus rapide, c'est une voie de communication routière majeure pour relier l'Orient à l'Occident⁷¹.

De Belgrade⁷², il faut compter entre vingt et trente jours pour rejoindre Constantinople par les villes de Sofia et Edirne, soit un temps de parcours inférieur d'un tiers par rapport à la côte dalmate. La différence de temps de parcours s'explique par un meilleur état du réseau, la qualité des infrastructures, la relative platitude du relief. Autour de ces routes s'entrelacent des chemins de muletiers descendant des Balkans à l'Ouest. Si l'on décide de traverser la Bosnie, il est possible de rattraper la *via Militaris* à Belgrade ou à Sofia, c'est-à-dire avant ou après le défilé des « Portes de fer ». De Sofia, il faut environ treize jours jusqu'à Constantinople. Cette route est également empruntée par les agents du marquis des Alleurs et du prince Rakóczi pour se rendre à Constantinople ou à Salonique par la *via Egnatia* à partir d'Andrinople. L'ambassade voyage au milieu de convois de commerçants qui viennent vendre en majorité, des produits sidérurgiques. À l'image de la Transylvanie carpatique, les Balkans possèdent des mines, un important réseau hydrographique et une industrie sidérurgique florissante. Comme en Pologne, le voyageur à cheval éveille le soupçon ou attire l'œil de bandits de grand chemin. Nul doute que les agents de Vienne et de Venise surveillent cette route. L'art de la dissimulation est fondamental dans cette charge de messenger – ambassadeur. Les occasions de faire disparaître la lettre et le porteur sont permanentes : soit dans une auberge, le long d'une route, lors du franchissement d'une rivière. Une première ambassade a disparu en Bosnie⁷³, c'est-à-dire dans l'un des endroits les plus reculés des Balkans. La prudence est donc vitale pour Frangipani. La nationalité croate de l'émissaire français est un avantage le long des anciennes *via Egnatia et via Militaris*. Jean Frangipani est porteur d'une lettre pour le sultan Soliman. Son contenu est primordial pour la France.

⁶⁸ La *via Egnatia* traverse les villes de Tirana, Edessa, Salonique et Constantinople. Elle s'étend sur environ mille kilomètres. C'est un axe plus important que la *via Flavia*. Aujourd'hui, il faut encore environ treize heures pour couvrir cette distance en voiture, soit une moyenne de soixante-seize kilomètres par heure. Les routes albanaises sont toujours très difficiles et lentes.

⁶⁹ Se référer à l'annexe correspondante.

⁷⁰ Une similitude relevée par Mihailo Popovic dans *De Budapest à Istanbul*, Leipzig, 2010.

⁷¹ Se référer à l'annexe sur la route Hongrie-Constantinople.

⁷² La *via Militaris* s'étend jusqu'à Belgrade sur neuf cent cinquante kilomètres. Le temps de trajet actuel en voiture est de dix heures, soit une moyenne de quatre-vingt quinze kilomètres heures.

⁷³ Sûrement aux alentours de la ville de Trebigne qui demeure un carrefour routier de Bosnie.

« Lui [Dieu] est élevé, le riche, le généreux, le secourable, moi qui suis, par la grâce de celui dont la puissance est glorifiée et dont la parole est exaltée, par les miracles sacrés de Mohammed (que sur lui soient la bénédiction de Dieu et le salut), soleil du ciel de la prophétie, étoile de la constellation de l’apostolat, chef de la troupe des prophètes, guides de la cohorte des élus, par la coopération des âmes saintes de ses quatre amis Aboubekr, Omar, Osman et Ali (que la satisfaction de Dieu Très-Haut soit sur eux tous), ainsi que tous les favoris de Dieu ; moi, dis-je, qui suis le sultan des sultans, le souverain des souverains, le distributeur des couronnes aux monarques de la surface du globe, l’ombre de Dieu sur la terre, le sultan et le padichah de la mer Blanche, de la mer Noire, de la Romélie, de l’Anatolie, de la Caramanie, du pays de Roum, de Zulcadrié, du Diarbekr, du Kurdistan, de l’Azerbaïdjan, de la Perse, de Damas, d’Alep, du Caire, de la Mecque, de Médine, de Jérusalem, de toute l’Arabie, du Yémen et de plusieurs autres contrées que mes nobles aïeux et mes illustres ancêtres (que Dieu illumine leurs tombeaux) conquièrent par la force de leurs armes, et que mon auguste majesté a également conquises avec mon glaive flamboyant et mon sabre victorieux, sultan Suleiman-Khan, fils de sultan Sélim-Khan, fils de sultan Bayezid-Khan.⁷⁴ »

Jean Frangipani parvient à atteindre Constantinople et à remettre ce courrier secret demandant la libération de roi François Ier et l’attaque des Habsbourg. Le noble croate, ambassadeur au service de la France, obtient une réponse de Soliman, le six février 1526 :

« Toi qui es François, roy du pays de France, vous avez envoyé une lettre à ma Porte, asile des souverains, par votre fidèle agent Frankipan [l’ambassadeur Frangipani], vous lui avez aussi recommandé quelques communications verbales ; vous avez fait savoir que l’ennemi s’est emparé de votre pays, et que vous êtes actuellement en prison, et vous avez demandé ici aide et secours pour votre délivrance. Tout ce que vous avez dit ayant été exposé au pied de mon trône, refuge du monde, ma science impériale l’a embrassé en détail, et j’en ai pris une connaissance complète.

Il n’est pas étonnant que des empereurs soient défaits et deviennent prisonniers. Prenez donc courage, et ne vous laissez pas abattre. Nos glorieux ancêtres et nos illustres aïeux (que Dieu illumine leur tombeau) n’ont jamais cessé de faire la guerre pour repousser l’ennemi et conquérir des pays. Nous aussi nous avons marché sur leurs traces. Nous avons conquis en tout temps des provinces et des citadelles fortes et d’un difficile accès. Nuit et jour notre cheval est sellé et notre sabre est ceint.

Que Dieu Très-Haut facilite le bien ! À quelque objet que s’attache sa volonté, qu’elle soit exécutée ! Du reste, en interrogeant votre susdit agent sur les affaires et les nouvelles, vous en serez informé. Sachez-le ainsi.

⁷⁴Roger Merriman, *Soliman le Magnifique 1520 – 1566*, London, Reads Books, 2007, p. 129.

*Écrit au commencement de la lune de rebiul-akhir 932 (15-24 février 1526), à la résidence de la capitale de l'Empire, Constantinople le bien gardé.*⁷⁵

*Soliman Ier,
Réponse à François Ier de France,
février 1526 »*

François Ier est entendu par Soliman le Magnifique. La réponse est rédigée au mois de février 1526. Elle incite le sultan à pousser son offensive en Europe centrale après son avancée dans les Balkans après avoir essayé de s'allier avec les Polonais et les Hongrois entre 1522 et 1525. Le roi de France demande ainsi au sultan de leur faire la guerre. Cela démontre encore ce caractère très opportuniste de la politique extérieure de la France. Une attaque des Turcs contre le royaume de Hongrie est prévisible au regard de la conduite de la guerre en Europe centrale⁷⁶. Néanmoins cette première correspondance annonce la destruction du royaume de Hongrie. En effet, six mois plus tard, la bataille de Mohács en août 1526 et la mort de Louis II sonnent le glas de ce royaume érigé par le roi Saint-Étienne en l'an 1000. Il passe sous domination ottomane et impériale. L'union de la France et de l'Empire ottoman se construit ainsi sur la conquête du royaume de Hongrie. Au moment du désastre de Pavie, François Ier incite Soliman à attaquer la Hongrie en 1526, ce qui aboutit à la bataille de Mohács. Les Ottomans sont également très attirés par le prestige d'une alliance avec un pays comme la France, qui légitimerait leurs possessions européennes⁷⁷.

Depuis la première ambassade hongroise de 1522 – 1523, le contexte en Hongrie a changé avec la défaite de Mohács. Louis II Jagellon de Hongrie est mort et le prince de Transylvanie⁷⁸ Jean Ier Szapolyai a été élu roi de Hongrie. Il a préservé son armée transylvaine en restant éloigné de Mohács, une bataille qui semblait perdue d'avance. Sachant le roi de Hongrie sans héritier, il pourrait prétendre à la succession au trône. Dans un contexte dramatique qui fait suite à l'invasion turque qui menace jusqu'à l'existence du royaume et de son modèle politique, son armée restée puissante peut lui donner le vote de l'ensemble de la

⁷⁵Roger Merriman, *Ibid.*, p. 131.

⁷⁶ La prise de Belgrade par les Ottomans en 1521 leur avait ouvert les Balkans. Avant qu'ils n'assiègent Vienne, il fallait absolument qu'ils maîtrisent le territoire de la plaine pannonienne, le Danube, et qu'ils soumettent le royaume de Hongrie. Sans cela, ils risquaient de subir des raids sur leurs lignes de ravitaillement, de la part des redoutables hussards (indispensable à une armée en campagne, surtout en vue d'un siège) et/ou une attaque de diversion dans les actuels Bulgarie (Sofia) ou Serbie (Belgrade), qui forceraient les Ottomans à se replier sous peine d'être isolés.

⁷⁷Roger Merriman, *Soliman le Magnifique 1520 – 1566*, London, Reads Books, 2007, p. 132.

⁷⁸ Depuis l'année 1510.

Diète hongroise. Bien que son attitude puisse être jugée cynique par la noblesse hongroise en raison de son inaction, il est élu à la grande majorité de la Diète de Székesfehérvár le dix novembre 1526. Il possède le soutien des grands du royaume et de la petite noblesse. En 1528, le contexte est très favorable à une première union avec la France. En effet, dès son élection, Ferdinand de Habsbourg qui a épousé la sœur de Louis II de Hongrie, Anne Jagellon, lui dispute le trône. En 1527, les Habsbourg entrent en Hongrie et balayent les troupes de Jean Ier de Hongrie : à Buda, puis à Tokaj, le vingt-sept septembre 1527. Il est destitué par une Diète, assemblée à Presbourg. Elle élit Ferdinand roi de Hongrie. Szapolyai s'unit alors avec les Ottomans qui l'aident à reconquérir la grande plaine et la Transylvanie. François Ier profite de la détresse politique de Jean Ier et lui propose son aide aux côtés des Turcs. Toujours sur le principe de la stratégie de revers, Jean Szapolyai doit continuer à se battre contre Ferdinand et l'empereur et fournir des troupes pour l'Italie. Le traité est signé à Paris à la fin du mois d'octobre 1528 et à Bude, le premier septembre 1529. Entre-temps, le prince de Transylvanie est devenu le vassal du sultan. L'Empire ottoman est, de fait, partie prenante de ce premier accord franco-hongrois. C'est la première occasion pour les franco-ottomans de faire cause commune. La Hongrie joue ainsi un rôle essentiel dans la formation de l'alliance entre Soliman et François Ier, car elle crée un premier contact militaire dans lequel les futurs alliés peuvent se jauger par l'intermédiaire de la guerre de Hongrie. Après l'échec du siège de Vienne de 1529, Jean Ier Szapolyai, qui a retrouvé sa couronne de Hongrie, continue à lutter contre l'autre roi de Hongrie, Ferdinand de Habsbourg, jusqu'à la paix de Nagyvarad du vingt-quatre février 1538. La Hongrie a alors deux rois : un roi de Hongrie occidentale, c'est-à-dire habsbourgeoise, et un roi de Hongrie orientale, c'est-à-dire transylvaine. Le traité prévoit néanmoins que la partie de la couronne du voïvode de Transylvanie revienne à Ferdinand. À la mort de Jean Ier de Hongrie en 1540, les nobles hongrois ne rendent pas la couronne aux Habsbourg et s'empressent d'élire son fils Jean II. Cet acte constitue un des premiers mouvements identitaires contre les Habsbourg de la part de la noblesse magyare. Cette double prétention sur la couronne de Saint-Étienne va devenir l'un des moteurs des révoltes hongroises du XVIIe siècle contre Vienne. L'opposition entre la Transylvanie et les Habsbourg du XVIe siècle annonce la guerre d'Indépendance de Rakóczi. L'alliance franco-hongroise ne survit pas à la mort de Louis II de Hongrie. Soliman le Magnifique ne peut pas accepter la violation d'un accord dans lequel il s'est engagé. Sa crédibilité sur la scène européenne en dépend. Le vingt-huit août 1542, il fait arrêter l'ensemble des chefs de l'armée hongroise, venus à sa rencontre, après la victoire du sultan sur des Autrichiens rentrés en Hongrie après la violation du traité de 1538.

En 1543, Soliman se lance dans une nouvelle guerre d'expansion de son empire dont l'objectif est l'annexion définitive du royaume de Hongrie. La France soutient cette initiative, car elle cible les Habsbourg qui disposent encore d'une forte influence sur ce territoire. Ces derniers contrôlent encore la Transdanubie, à l'ouest de Bude. De plus, le frère de Charles Quint, Ferdinand, dispose de droits sur la couronne de Hongrie⁷⁹ par son mariage avec la sœur de Louis II de Hongrie, Anne Jagellon. Pour soutenir les Turcs, François Ier envoie des troupes françaises sur le front d'Europe centrale. Entre 1543-1544, le corps expéditionnaire se limite à une unité d'artillerie rattachée au commandement de l'armée ottomane⁸⁰. Au-delà des implications considérables d'une alliance stratégique encerclant l'Empire des Habsbourg, l'intérêt des opérations tactiques conjointes est nettement diminué par la distance, la difficulté de communication et les changements de plans imprévus. On retrouve cette limite dans les alliances de revers en Hongrie. Au siècle suivant, la France va s'adjoindre les services des rebelles hongrois du XVIIe siècle pour lutter contre les Habsbourg. Elle rencontre les mêmes difficultés de distance et d'isolement pour subvenir aux besoins de ses alliées de circonstances d'Europe centrale⁸¹.

Un réseau anti-habsbourgeois qui se développe au XVIIe siècle

Durant le siècle qui suit, les relations franco-turques restent cordiales et l'alliance continue de fonctionner avec des hauts et des bas. Tout d'abord, les liens se relâchent quelque peu avec l'avancée irrésistible des Ottomans en Hongrie jusqu'aux portes de Vienne en 1683. Louis XIV, roi très chrétien, ne peut pas ouvertement soutenir la Porte sans choquer la papauté et le monde chrétien. Les bases du pouvoir royal en seraient alors ébranlées⁸². N'oublions pas que dans l'esprit de ses sujets, le roi est le représentant de Dieu sur terre. Cela se manifeste aux yeux du peuple par le cérémonial de l'huile sainte et par la guérison des écrouelles. Ce pouvoir divin légitime son pouvoir, et assoit son autorité dans le royaume, tout au moins

⁷⁹ Qu'il fait valoir en 1570, en devenant roi de Hongrie à la place de Jean II Szapolyai (famille de Transylvanie).

⁸⁰ Daniel Goffman, *The Ottoman Empire and early modern Europe*, Cambridge University Press, 2002, p. 111. Peter Malcolm Holt, Ann Lambton et Bernard Lewis, *The Cambridge History of Islam*, Cambridge University Press, 1977, p. 327.

⁸¹ Parfois, la distance et l'isolement servent de prétexte pour ne pas s'engager davantage.

⁸² Les bases du pouvoir en seraient alors ébranlées. Il ne faut pas oublier que le roi est le représentant de Dieu sur terre. La religion légitime donc son pouvoir. Néanmoins, ceci n'empêche pas François Ier et ses descendants de signer une alliance durable avec les Ottomans et inciter ces derniers à attaquer des Impériaux pourtant membres de la *Sainte Ligue*.

auprès du peuple. Les guerres austro-ottomanes prennent la forme de guerres religieuses et de croisades. L'alliance contre les Turcs prend le nom de *Sainte Ligue*. Elle est organisée par le pape. Plusieurs éléments démontrent de manière significative que les relations diminuent d'intensité, à tout le moins en apparence. Tout d'abord, la France, après l'arrêt de son aide à Thököly en 1678-1679 suite aux accords de Nimègue de 1678, ne s'oppose pas à ce que les Turcs soutiennent la Hongrie, ce qui induit un accord tacite de la reprise de la guerre contre les Impériaux en Hongrie. L'intervention facilite l'action de Louis XIV et lui laisse les mains libres pour mener sa politique des réunions dans les principautés allemandes afin d'annexer Strasbourg au royaume le trente septembre 1681. De plus, les diplomates du Roi-Soleil cherchent à détacher le roi de Pologne Jean Sobieski de la *Sainte Ligue*, ce qui l'affaiblirait grandement. Enfin, au moment de la paix de Karlowitz de 1699, la diplomatie française fait tout pour faire échouer une paix qui s'annonce durable et qui met en péril les frontières Est et Nord du royaume par l'arrêt de la pression ottomane à l'Est. Même si l'entraide militaro-diplomatique entre le Lys et la Porte est parfois remise en cause sur des périodes précises, comme au moment du massacre de l'île de Chio en 1681⁸³, ces accrocs ne sont que des contretemps. Ils sont inhérents aux relations de longue durée. En réalité, les tempêtes disparaissent aussi vite qu'elles se forment. Par conséquent, si l'alliance avec le sultan de Constantinople est ancienne, cette dernière occupe une place centrale dans la politique européenne de la France. Elle apparaît dans la politique de la raison d'État mise en place par Richelieu. La raison d'État est un état d'esprit. Elle justifie le fait que tous les moyens sont bons pour maintenir l'hégémonie française, même s'allier avec des musulmans ou avec des paysans hongrois si cela s'avère nécessaire. Le jeune Louis XIV est un suiveur de cette politique puisque, comme nous l'avons vu, Mazarin lui inculque le fait qu'il doit maintenir la place de la France, mais aussi la renforcer s'il le peut. En fin de compte, le récit politique codifie et justifie l'alliance de revers comme lutte face aux Habsbourg. Toutefois, elle doit être sans cesse adaptée par le corps diplomatique en raison du changement des rapports de force qu'induit le contexte. Ainsi, à partir du milieu du XVIIe siècle, les alliances françaises à l'Est se renforcent avec la Suède, la Pologne et la Hongrie.

À la différence de ce qu'écrit Claude de Sacy, l'aide des Français et des Ottomans fédère les révoltés autour de Zrinyi, de Thököly et de Rakóczi, mais n'est en aucun cas un mouvement identitaire initié par ces deux nations. Les écrits de Claude Louis Michel de Sacy

⁸³ Ile dans l'actuel archipel des Cyclades. Elle fait face à la ville turque d'Izmir, Smyrne au XVIIe siècle.

ne prennent pas en compte les problèmes sociaux, politiques et religieux que cause l'ingérence de l'absolutisme autrichien et de la contre-réforme catholique au sein de la nation hongroise. Il faut plutôt penser que la France et la Hongrie sont mutuellement opportunistes. Elles utilisent les avantages que procure le contexte du moment. Il est également nécessaire d'ajouter que les négociateurs français n'ont jamais tenté ni souhaité pacifier la Hongrie et lui offrir son indépendance :

« Le sieur Fabre ose prendre encore la liberté de représenter à monseigneur que le Roy peut tirer de grands avantages de la diversion du comte Thököly en Hongrie, et que tant que Sa Majesté sera en guerre avec l'empereur, il croit qu'il sera nécessaire de maintenir le comte pour s'en servir. »⁸⁴

Les Français soutiennent les Hongrois jusqu'à qu'ils n'aient plus besoin. Ils sont des outils de l'impérialisme français qui ne souhaite à aucun moment la reformation du puissant royaume hongrois de Corvin, bien que ce dernier prenne Vienne en 1485. Les forces hongroises ne sont donc perçues que comme des troupes auxiliaires de cet impérialisme. La Hongrie n'est pas une alliée en raison de sa qualité de révoltée face à un souverain légitime. La paix séparée de la France à Nimègue en 1678, alors qu'Imre Thököly est toujours aux prises avec l'empereur, illustre le fait que les Magyars ne sont que des pions de la politique étrangère de la France. À court terme, le retour d'un royaume de Hongrie souverain sur la scène internationale n'est pas dans l'intérêt de la France. En effet, La Hongrie deviendrait alors un État tampon entre l'Autriche et le principal allié de la France en Europe centrale et orientale : l'Empire ottoman. Cette situation entraînerait obligatoirement un retour des guerres hongro-ottomanes de la fin du XVe siècle et du début du XVIe siècle. À observer la situation politique et militaire de la Sublime Porte, rien ne peut assurer que la Hongrie deviendra, au terme de ce conflit, un royaume vassal de Constantinople. De plus, la Pologne n'est pas un allié assez docile pour remplacer les Turcs. Ainsi, l'indépendance hongroise risque bien de détruire tout le système de revers en mettant fin au contact frontalier entre Constantinople et Vienne. Elle permettrait à l'empereur de se retourner plus facilement contre la France. Pour cette raison, la Hongrie doit rester une puissance d'appui et de pression. En l'absence des Turcs, la France a besoin de conserver une pression constante et directe sur la frontière Est de Vienne. Après « l'abandon » de Nimègue, la France a de plus en plus besoin de la Hongrie dès 1681-1683. Le massacre de chrétiens sur l'île de Chio refroidit des relations qui s'étaient

⁸⁴ AAE, Md. Turquie, vol. 1, P/11240, f° 108

réchauffées avec la Porte après la renégociation des capitulations en 1673. L'échec du siège de Vienne place l'alliance franco-ottomane sur une pente descendante. Un déclin que ne perçoivent pas les marquis des Alleurs et de Bonnac. Ils défendent le système d'alliance mis en évidence par Albert Sorel à la fin du XIXe siècle⁸⁵. La nécessité de diversifier l'alliance à l'Est apparaît évidente au XVIIe siècle. En effet, l'Empire ottoman est de plus en plus réticent à déclencher les hostilités depuis les défaites de 1664, de 1683, et depuis la catastrophique paix de Karlowitz de 1699 qui sanctionne son recul⁸⁶. La diplomatie française est consciente de ce déclin militaire et politique. Depuis les années 1670, les rapports des ambassadeurs de France à Constantinople vont dans ce sens⁸⁷. À son retour en 1699, après dix ans de représentation, Pierre-Antoine de Châteauneuf confirme cette décadence ancienne⁸⁸. Il dénonce d'abord l'affaiblissement militaire au moment de la paix de Karlowitz dont l'origine viendrait de la prise de Candie aux Vénitiens :

« Les turcs à qui la conquête de Candie avait coûté leur meilleur chef, ont achevé de perdre ce qui restait d'officiers expérimentés dès les premières campagnes de cette guerre. »⁸⁹

Le marquis de Châteauneuf fait référence à la conquête de l'île de Crète qui se déroule de 1648 à 1669 et du long siège de la ville éponyme. La France a soutenu les Vénitiens, mais a continué un double jeu en se battant sous la bannière du pape Clément IX⁹⁰. Lors de la prise de l'île, les Ottomans perdent environ cent quarante mille hommes et quinze officiers généraux. L'ambassadeur fait principalement référence à ces quinze officiers. Ces hommes et ces troupes manquent au sultan durant la guerre dans les Balkans et pendant le siège de Vienne. L'ambassadeur de France insiste sur le fait que le recul de la Sublime Porte n'est pas le seul fait du recul militaire. Il est également financier et politique :

⁸⁵ Albert Sorel, *Recueils des instructions données aux ambassadeurs et ministres de France depuis les traités de Westphalie jusqu'à la révolution française*, T 1 et 4, Paris, Alcan, 1884.

⁸⁶ Se référer à l'annexe correspondante.

⁸⁷ AAE, Md. Turquie, vol. 1, *L'état de l'Empire ottoman, par M. DE GIRARDIN (1687)*.

AAE, Md. Turquie, vol. 16, *Mémoire sur l'ambassade de Turquie avant 1768 par le comte de Saint-Priest, 1785*.

⁸⁸ AAE, Md. Turquie, vol. 1, *Les ambassades de MM. de Guilleragues (1685), de Châteauneuf (1700), de Ferriol (1711) et Mémoire historique concernant les ambassades de France à Constantinople de 1534 à 1716*.

AAE, Md. Turquie, vol. 9, *Ambassades de MM. de Girardin, de Châteauneuf, de Ferriol, des Alleurs (1685-1709)*.

⁸⁹ AAE, Md. Turquie, vol. 135, P/14977, f° 82

⁹⁰ Comme ce fut le cas lors de l'expédition de 1669 où les quarante-deux vaisseaux français transportant 6.000 hommes sous commandement du duc de Beaufort voguent sous pavillon pontifical. La France perd plusieurs dizaines de navires et déplore la mort d'un millier d'hommes et du duc de Beaufort.

« Cette guerre qui a duré dix-sept ans a épuisé leurs finances [...] es bien loin qu'ils travaillent durant la paix à les rétablir, les ministres d'aujourd'hui n'en profiteront que pour s'enrichir sans égard au bien public. Le sultan Moustafa a eu d'autant moins de peine à se conforter à cet usage que c'est un prince faible qui n'a de passion que pour la chasse et ses maîtresses. »⁹¹

Arrivé à Constantinople le douze octobre 1699, le successeur de Châteauneuf, le marquis de Ferriol, confirme un état de corruption généralisé⁹². Il relate cet état lors de l'affaire de préséance qui l'oppose à l'ambassadeur de Russie. Bien qu'il montre quelques signes de folie durant sa mission, son analyse est crédible en raison de sa parfaite connaissance des affaires du Levant au moment de sa prise de fonction. Il avait fait sept campagnes militaires en Hongrie : quatre aux côtés du Grand-Vizir et trois autres avec le sultan. Avant sa nomination, il s'était rendu à deux reprises à Constantinople en qualité de colonel des dragons⁹³ :

« Ce fut alors que M. Tolstey ambassadeur du Tzar profitant de la faiblesse et de l'avarice de ce ministre en obtint à force d'argent la première audience [avec le sultan] s'appuyant sur le crédit du chancelier et des autres ministres de la Porte qu'il avait corrompu par ses présents. »⁹⁴

Les deux ambassadeurs dénoncent la corruption des ministres et l'absence de gouvernance d'un sultan qui ne pratique ni l'art de la guerre, ni la politique, mais bien celui de la chasse et du harem. Le sultan Moustafa II réside le plus souvent dans le palais d'été d'Andrinople à cinq jours de Constantinople. Par la guerre de dix-sept ans, l'ambassadeur de France fait ici référence à un contexte plus récent que Candie⁹⁵, puisqu'il évoque la guerre austro-ottomane de 1683-1699 sanctionnée par la paix de Karlowitz. L'éventualité de s'appuyer sur les Turcs en vue d'une probable guerre de Succession d'Espagne semble à écarter.

Le soutien apporté aux Magyars est avant tout opportuniste. Il est également nécessaire d'ajouter que les négociateurs français n'ont jamais tenté ni souhaité pacifier la Hongrie. Cela

⁹¹ AAE, Md. Turquie, vol. 135, P/14977, f° 83

⁹² AAE, Md. Turquie, vol. 135, *Mémoires par Benjamin Brûe sur les ambassades de Castanier et de Ferriol, 1710.*

⁹³ AAE, Md. Turquie, vol. 28, P/11871, f° 392

⁹⁴ AAE, Md. Turquie, vol. 135, P/14977, *Mémoire de Turquie fait le dix août 1711 par le marquis de Ferriol,* f°171

⁹⁵ Île de Crête

n'a jamais été dans l'intérêt de la France. Elle n'est qu'une puissance de diversion. Elle a néanmoins de plus en plus besoin de la Hongrie, surtout à partir de 1681-1683. Le massacre de chrétiens sur l'île de Chio a refroidi pour un temps les relations avec la Porte. De plus, après plus d'un siècle de lutte face à l'Autriche, les rois de France depuis François Ier, comprennent que les alliances de l'Ouest, avec l'Angleterre et les Provinces-Unies, sont insuffisantes et peu compatibles avec les intentions expansionnistes de Louis XIV. Elles ne sont pas assez stables ni assez puissantes sur terre pour inquiéter l'Autriche de manière durable et permanente ; pourtant c'est une erreur. Il faut donc renforcer le réseau d'alliances à l'Est. C'est ce que fait la diplomatie française tout au long du XVIIe siècle. Ainsi, après de nombreuses tractations, la Pologne vient densifier ce réseau de revers à l'Est dans les années 1630 grâce aux efforts de Charnacé et de Richelieu. Dans cette optique de renforcement, la France cherche à consolider sa position en Pologne en tentant d'imposer à trois reprises un prince français sur le trône électif de Pologne, mais c'est un échec. Les démarches diplomatiques de la France ne s'arrêtent pas là. Le marquis de Torcy, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, met en place un plan pour réconcilier la Pologne et la Suède alors en conflit dans le cadre de la guerre du Nord. La Suède est une nation de première importance qui a gagné ses galons de grande puissance lors de la guerre de Trente Ans. Dans ce sens, il tente de rendre héréditaire la couronne polonaise dans la maison de Saxe. Cela solidifierait à long terme les liens de la Pologne avec les Bourbons en mettant fin au caractère électif de la monarchie polonaise, qui empêche l'établissement d'une politique de mise sous influence durable par le contrôle d'une dynastie. Torcy souhaite faire des deux puissances le pivot de sa politique dans le nord de l'Europe. Par conséquent, à la fin du XVIIe siècle, la Pologne et la Suède, ainsi que quelques principautés allemandes font peser un danger permanent sur les frontières nord-est de l'Empire jusqu'à la politique des réunions. Elles complètent et renforcent, avec l'Empire ottoman à l'Est et au Sud-est, l'encercllement des frontières orientales. Ce dispositif porte un nom : celui de la Triple alliance. Dans ce système, la Hongrie joue un rôle non négligeable puisqu'elle fait le lien terrestre entre la « confédération » du Sud et celle du Nord. Ainsi, le royaume magyar occupe une position centrale et vient fermer l'enveloppement oriental de l'Empire habsbourgeois. Le chemin qu'emprunte la correspondance du marquis des Alleurs montre parfaitement cette position centrale. En effet, comme nous le verrons par la suite, les lettres du marquis des Alleurs transitent aussi bien par Constantinople avec le marquis de Ferriol, que par Dantzig avec le

marquis de Bonnac⁹⁶. De plus, la Hongrie est aussi une puissance d'appoint de l'alliance franco-ottomane. Elle fait également peser un danger de révolte constant contre les Habsbourg, et mobilise une partie de l'attention de Vienne au même titre que la Pologne, l'Empire ottoman ou encore la Suède. Il ne faut donc pas, à notre sens, sous-estimer l'apport de la Hongrie à la Triple alliance surtout à un moment où celle-ci semble décliner. Toutefois, ce soutien n'est que sporadique. En réalité, la France profite des révoltes qui éclatent. En aucun cas le Roi-Soleil n'a joué un rôle dans le déclenchement des différentes révoltes hongroises de la seconde moitié du siècle, comme a pu l'écrire de Sacy. La France intègre la Hongrie au dispositif de la Triple alliance et à l'alliance de revers, mais seulement d'une manière opportuniste. Notre analyse expliquerait alors pourquoi le Royaume du lys n'a aucun scrupule à couper son aide brusquement une fois ses intérêts sauvegardés, abandonnant ainsi la révolte. Malheureusement, malgré la solidité apparente du dispositif d'encerclement, il devient de plus en plus difficile pour la diplomatie française à la fin du règne de Louis XIV de maintenir un système politique qui avait permis de prendre l'avantage sur les Habsbourg. Cet aspect donne aux événements de Hongrie une nouvelle dimension aux yeux des négociateurs de Versailles. Si l'alliance de revers entamée à l'Est avec l'alliance turque perdure, avec toutefois des hauts et des bas tout au long du XVIIIe siècle, on remarque aussi qu'elle se renforce. Pourtant, même si le système apparaît encore solide à des négociateurs comme les marquis des Alleurs ou de Bonnac, et ce malgré les signes de déclin de la Porte et de la Suède comme après la défaite suédoise de Poltava de 1708, il n'en est pas moins au bord de l'explosion dans la première décennie du XVIIIe siècle. En effet, de fortes tensions apparaissent entre Charles XII et Auguste de Saxe roi de Pologne⁹⁷. Ceci met à mal le système d'alliances septentrional de la France. En réalité, c'est la guerre de Succession d'Espagne qui donne l'occasion de voir les limites de la diplomatie française en Europe de l'Est, et ce, au travers de l'aide apportée par la France aux malcontents de Rakóczi. Elle est organisée par le marquis des Alleurs. Sa gestion nous démontre les limites de ce système et des négociateurs français présents dans la région.

⁹⁶ Se référer aux annexes correspondantes.

⁹⁷ Ceci provient de l'impérialisme suédois. La Suède est une grande puissance à l'aube du XVIIIe siècle. Forte de sa domination militaire dans la région, elle souhaite faire de la Baltique un lac suédois. Ces visées sont territoriales et économiques avec la possibilité de contrôler le riche et important commerce qui y transite. Pour ce faire, cela induit l'asservissement de la Pologne qui occupe une large partie de la côte Sud de la mer Baltique.

L'utilisation opportuniste de la stratégie de revers sur le sol hongrois

À l'aube du XVIII^e siècle, avec la succession au trône d'Espagne qui se profile, l'Europe se prépare à la guerre. Le mécontentement des Hongrois et les démarches « mémorielles » de Rakóczi sont une aubaine pour la France. En effet, le système d'alliances est mis à mal par plusieurs guerres à l'Est. Tout d'abord la guerre du Nord, qui oppose la Russie du Tsar Pierre I^{er} le Grand à la Suède de Charles XII, alliée traditionnelle de la France. Les Russes font leur apparition sur le théâtre européen à l'occasion de ce conflit. La Russie est une puissance très mal connue notamment par le corps diplomatique français. Les Russes et les Suédois se disputent une Pologne en pleine instabilité à cause de problèmes d'élections à la succession au trône de Pologne. Ensuite, depuis la paix de Karlowitz de 1699 et la trêve de vingt-cinq ans qui en découle, les Ottomans sont désormais très réticents à reprendre une action militaire contre les Impériaux. Le marquis de Châteauneuf l'affirme dans son rapport dès 1699 :

« Le Mufty, homme timide au-delà de sa profession, mais habit es tout puissant sur l'esprit de son maître, autrefois son disciple, l'éloignera toujours de la guerre. »⁹⁸

Le mufti, qui est un homme de loi qui préside les ulémas, partage ici le pouvoir avec le vizir, ce qui n'est pas l'usage. D'après les rapports rédigés par le Sieur Fabre⁹⁹ du corps diplomatique français de Constantinople, c'est l'une des trois personnes que les ambassadeurs de France auprès de la Sublime Porte doivent cibler pour obtenir des avantages du sultan. Les deux autres sont le vizir et le légat des janissaires¹⁰⁰ :

« Si l'on peut avoir ces trois hommes comme il sera fort facile, on est presque assuré tant que ce vizir subsistera de faire continuer la guerre. Aussy ne doit-on rien oublier pour les gagner soit en leur faisant des confidences sur les entreprises que Sa Majesté pourra faire sur le Rhin. »¹⁰¹

⁹⁸ AAE, Md. Turquie, vol. 135, P/14977, f^o 84

⁹⁹ Avant d'être nommé à Constantinople, Fabre a été vice-consul à Candie en 1691. Le Sieur Riper était alors le consul. Dans *Minutes et provisions des consuls et vice-consul et chancelier (1658-1727)*.
AAE, *Ibid.*, f^o 26

¹⁰⁰ AAE, Md. Turquie, vol. 1, P/11240, *Mémoire touchant les intérêts du roi à la Porte donné par le Sieur Fabre, arrivé depuis peu à Constantinople*, 1692, f^o 99

¹⁰¹ AAE, *Ibid.*, f^o 100

Cependant, en 1699, le mufti a une plus grande influence auprès du sultan Mustafa II (1695-1703) que le vizir Köprülü Hüseyin pacha, et il est opposé à une reprise de la guerre avec l'empereur. Selon Châteauneuf, cette situation politique laisse alors peu d'espoir à une reprise rapide de la guerre du côté des Turcs. L'analyse du marquis de Châteauneuf se révèle pleine de justesse. En effet, son successeur le marquis de Ferriol reçoit au printemps 1707 une lettre du prince rebelle François Rakóczi qui l'informe du refus des Tartares d'intervenir dans la guerre d'Indépendance en raison de la neutralité de l'Empire ottoman depuis 1699 :

« L'envoyé que j'avais auprès du Kan des Tartares m'a répondu qu'il n'y avait rien de positif dans les promesses qu'il faisoit de donner des troupes pour le service des Hongrois, et qu'il ne pouvait rien sans le consentement de la Porte. »¹⁰²

Le Kan des Tartares est un vassal du sultan. Il ne peut pas mener des opérations militaires sans l'accord de Constantinople sans risquer de plonger son suzerain dans la guerre. À la veille du déclenchement de la campagne militaire de 1707, les kurucs et leur allié français ne peuvent pas compter sur un appui militaire direct et massif des Ottomans. En revanche, les mécontents de Hongrie obtiennent une aide indirecte de la part des autorités turques. Ces dernières n'empêchent pas les Français et les Magyars insurgés de s'approvisionner dans les ports de l'Empire d'une part, et d'offrir les services du Pacha de Belgrade pour le retrait des subsides ou l'achat d'armes d'autre part. Face à cette volonté de rester neutre, le prince de Transylvanie se voit dans l'obligation de demander aux vassaux européens du sultan, bien qu'il privilégie les troupes ottomanes :

« Je préférerais les troupes turques aux Tartares qui sont plus capables de faire un dégât universel que d'apporter du secours. »¹⁰³

Les troupes tartares possèdent les mêmes caractéristiques que les hussards hongrois. Ce sont des cavaliers légers, extrêmement mobiles et efficaces dans les opérations de razzias de la petite guerre. Le prince Rakóczi dispose déjà de ce type de force en quantité suffisante. Il a davantage besoin de fantassins réglés, aguerris et disciplinés pour remporter une victoire décisive dans une bataille conventionnelle d'envergure. À une période où la rébellion est de

¹⁰² AAE, Cor. Pol. Hongrie, vol. 12, f° 288

Lettre du prince Rakóczi au marquis de Ferriol écrite le 26 janvier 1707 depuis Roznau.

¹⁰³ AAE, *Ibid.*, f° 289

plus en plus isolée des points de vue diplomatiques et militaires¹⁰⁴, la volonté de ce prince de se rapprocher des Ottomans rappelle la posture de son beau-père le comte Imre Thököly ; après que ce dernier soit abandonné par une France désireuse de tirer avantage de ces victoires aux Pays-Bas en signant la paix de Nimègue en 1678. Sans espoir d'obtenir le concours de son allié traditionnel ottoman dans la guerre de Succession et confronté aux premiers revers militaires de 1703 - 1704, le Roi-Soleil se voit dans l'obligation d'activer une alliance de revers orientale pour mener une nouvelle guerre de diversion. Le déclenchement de la guerre d'Indépendance hongroise est ici une aubaine pour la monarchie franco-espagnole. En effet, outre les Turcs qui refusent d'intervenir, les Polonais sont confrontés à une guerre civile et les Suédois de Charles XII sont engagés dans une guerre contre les Russes de Pierre Ier depuis l'année 1700. Sur l'ensemble du réseau d'alliance en Europe centrale et orientale, il ne reste ainsi que les Magyars pour défier l'autorité impériale dans cette région, ce qu'elle fait dès 1703. La France trouve ainsi avec la Hongrie un allié de circonstance capable de remplacer des Ottomans, des Polonais et des Suédois momentanément « hors jeu » et de bloquer une partie des forces autrichiennes en Europe centrale. En l'absence des Turcs, plusieurs Mémoires et Correspondances du corps diplomatique appellent à une nouvelle diversion hongroise pour combattre les Autrichiens. Dès 1688, des publications légitiment déjà l'utilité de soutenir les Magyars. Ainsi le document « *Mémoires des raisons qui ont obligé le Roy à reprendre les armes et qui doivent persuader toute la chrétienté des sincères intentions de Sa Majesté pour l'affermissement de la tranquillité publique* »¹⁰⁵ souligne les difficultés militaires que causent les troubles en Hongrie :

*« On a vu que dans le temps qu'elle pouvoit se prévaloir de l'ambarras que donnoit à l'empereur la guerre de Hongrie. »*¹⁰⁶

Un constat que confirme le marquis de Ferriol dans son rapport de retour de mission rendu à Versailles en 1711. Il avait servi durant les guerres austro-ottomanes comme colonel d'un régiment de dragon au service du Grand-vizir. Il compte alors les Hongrois d'Imre Thököly comme alliés :

¹⁰⁴ A cette date, François Rakóczi ne cesse de réclamer des troupes réglées au réseau diplomatique français (les marquis de Bonnac, des Alleurs et de Ferriol) ou une augmentation des subsides pour financer une troupe de mercenaire : « *Je sçays le service qu'on peut tirer de ces gens là, si l'argent du Royaume et mes subsides suffisoient pour entretenir une armée d'étranger.* » Tiré de AAE, *Ibid.*, f° 288

¹⁰⁵ AAE., Md. Autriche, vol. 12, f° 4

¹⁰⁶ AAE, *Ibid.*, f° 5

« C'est moy qui ay rendu compte au roy jusqu'à la paix de Nimègue ; et je puis produire¹⁰⁷ des lettres interceptés du prince Monteccucoly président du Conseil de guerre au général Ceslé qui commandait l'armée de l'empereur en Hongrie, par lesquelles il luy disait que s'il ne pouvait pas arreter les courses des Hongrois et terminer cette guerre, il mettoit l'empereur dans la nécessité de faire la paix avec la France. »¹⁰⁸

Durant la guerre de Hollande (1672-1678) qui se déroulait en même temps que le conflit en Europe centrale, il était l'informateur de la diplomatie française entre 1677 et 1678. Son rapport montre que la guerre en Hongrie, lorsqu'elle est bien conduite, peut tout à fait pousser l'empereur à négocier une paix séparée. Dès 1699, dans un autre rapport de retour de mission¹⁰⁹, son prédécesseur, le marquis de Châteauneuf, recommande une nouvelle fois l'utilisation des Hongrois en cas d'acceptation du testament de Charles II :

« En sorte que Votre Majesté a su retenir en Hongrie quarante mille hommes de troupes pendant cette dernière guerre et cela sans aucun traité d'alliance. »¹¹⁰

L'ancien ambassadeur de France à Constantinople fait également référence à la rébellion conduite par Imre Thököly. Après l'acceptation du testament de Charles II et les premières opérations militaires en Europe occidentale, en Italie et aux Pays-Bas méridionaux, le Mémoire de l'ambassadeur de France en Pologne, le marquis du Héron, reprend les mêmes arguments pour appuyer les demandes d'aide de Rakóczi et de Berscenyi au Roi-Soleil.

Louis XIV reste pourtant indécis à cause des principes de Cardin le Bret, théoricien de la monarchie. Il défend l'idée que les rois doivent être solidaires entre eux, et qu'il est indigne pour un monarque de s'allier avec des paysans ou des rebelles à leur souverain. Ces principes sont magistralement expliqués par Joël Cornette¹¹¹. Plusieurs écrits viennent confirmer l'application de ces théories par le Roi-Soleil. À ce titre, ce dernier se méfie de tout mouvement de révolte. Ainsi, Louis XIV, dans ses *Mémoires pour l'instruction du dauphin* de 1666, condamne tout soulèvement qui entrave l'exercice du pouvoir royal fondé sur le droit

¹⁰⁷ Cette volonté de se justifier vient du fait que le marquis des Alleurs et de Bonnac jugent rapidement la guerre de Hongrie comme inutile.

¹⁰⁸ AAE, Md. Turquie, vol. 135, f° 181

¹⁰⁹ Le marquis de Châteauneuf est ambassadeur de France à Constantinople de 1689 à 1699. Il est jugé compétent par Versailles.

¹¹⁰ AAE, *Ibid.*, f° 95

¹¹¹ Joël Cornette, *Le roi de guerre*, Paris, Payot, 1993.

divin. Cela serait remettre en cause l'ordre établi par Dieu et donc les choix de Dieu lui-même. Or, pour la Hongrie, Léopold Ier est roi de Hongrie depuis 1657. On peut donc noter que même si les Maisons royales se font la guerre entre elles, il existe une certaine forme de solidarité due à leur condition. Sur la période du règne de Louis XIV, plusieurs faits peuvent expliquer des prises de distance avec les Hongrois, notamment la décision d'abandonner la rébellion de Thököly. Cette déclaration faite par Louis XIV en 1675 à l'ambassadeur de Pologne à propos du mouvement de Thököly illustre cette idée :

*« Je ne désire point appuyer par de grandes sommes une guerre qui est aussi peu réglée que le sont d'ordinaire celles qui sont appuyées seulement sur une révolte du peuple ».*¹¹²

Par ces propos, il semble que dès 1675, le souverain de France ne prenne pas en compte les aspirations identitaires et historiques de la Hongrie. En réalité, son corps diplomatique et lui-même sont incapables, ou feignent, de ne pas faire la différence entre une guerre de libération nationale¹¹³ et une simple jacquerie. De cette manière, le roi de France exprime sa prise de distance. L'évolution de la guerre de Succession d'Espagne ne va pourtant plus lui laisser longtemps le choix.

Il serait, à notre sens, une erreur d'étudier le rôle du marquis des Alleurs seulement d'un point de vue hongrois. En réalité, le peuple magyar n'est qu'un pion régional de la diplomatie française. L'attitude de l'envoyé français auprès de Rakóczi, ainsi que le volume et la durabilité de l'aide française, dépendent d'événements se produisant sur d'autres théâtres d'opérations, dans un conflit d'envergure continentale.

Pour s'en convaincre, il suffit d'observer l'évolution des relations entre Rakóczi et Louis XIV sur la période 1700-1704. Ces dates correspondent respectivement au début de la guerre de Succession et au départ du marquis des Alleurs pour la Hongrie. Ainsi, dès sa fuite en Pologne, le prince Ferenc II s'active aux côtés du prince Berscényi pour convaincre la France d'aider le soulèvement préparé en Hongrie contre les forces impériales. Leurs démarches prennent la forme de mémoires qui se heurtent, dans un premier temps, aux réticences du souverain de France à signer un traité d'alliance en bonne et due forme pour les

¹¹² Albert Sorel, *Recueil des instructions données aux ambassadeurs et ministres des affaires étrangères depuis les traités de Westphalie jusqu'à la révolution française*, t. 4, la Pologne, Alcan, Paris, 1888.

¹¹³ Perçue comme telle dans la Hongrie actuelle, Thököly est sur la place des Héros à Budapest aux côtés de Rakóczi et Kossuth.

raisons que nous avons vues ci-avant. Cela peut sembler étrange au regard des événements passés. La France a aidé au moins à trois reprises les malcontents hongrois ou transylvains. Toutefois, cette aide n'a jamais été directe. Chaque fois, les souverains français ont utilisé des moyens détournés via un intermédiaire, le plus souvent la Transylvanie ou la Pologne. Il n'y a jamais eu d'aide directe entre la France et la Hongrie avant 1704. Cette fois-ci, les demandes des dirigeants hongrois sont différentes, et l'envoi du marquis des Alleurs dans le plus grand secret en pays insurgé le montre bien. Ainsi, pour aider ou signer un traité d'alliance avec les Hongrois, Louis XIV a besoin de démontrer la fondation de la nation hongroise par des arguments historiques et juridiques, dans le but de se dédouaner de l'alliance tacite entre souverains. Ainsi, dès 1701, on peut voir que le Roi-Soleil n'est pas insensible aux propositions de Rakóczi et de Bersceenyi. En effet, cette même année, il donne des instructions au marquis de Villars, en poste à Vienne, sur l'attitude à tenir dans la propagande autrichienne :

*« La conduite que vous avez tenue depuis que vous êtes à Vienne doit en effet persuader que vous n'avez nulle part aux desseins hongrois. Elle suffirait pour en convaincre, quand même on pourrait douter de l'éloignement que j'aurais toujours de favoriser des sujets rebelles à l'autorité légitime de leur souverain ».*¹¹⁴

On voit ici qu'il prend officiellement ses distances avec Rakóczi, car cela pourrait nuire à son image et à son rayonnement auprès des autres souverains. Néanmoins, dans la seconde partie des instructions fournies au marquis de Villars, le roi se laisse la possibilité de s'engager aux côtés de la rébellion en cas d'apparition d'avantages stratégiques suite au déclenchement de la guerre, et ce malgré les premiers succès prometteurs des forces franco-bavaroises :

*« Bien entendu, le cas échéant, et si cela lui semble nécessaire, le roi ne se refuse pas de les aider ».*¹¹⁵

En 1703, deux ans après ces instructions, la situation militaire et internationale s'aggrave pour la France. En effet, les alliés de Louis XIV sont décrochés un à un par la diplomatie britannique. C'est l'exemple du Portugal et du Piémont qui rejoignent le camp des

¹¹⁴ Cité dans *Revue de Hongrie*, vol. 7, Budapest, Société littéraire de Budapest, 1911, p. 655.

Extrait de la lettre de Louis XIV au marquis de Villars datée de Versailles le 9 mai 1701. Elle répond au courrier de Villars du 23 mai 1701.

¹¹⁵ Cité dans Béla Kopecki, *La France et la Hongrie au début du XVIIIe siècle*, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1971, p. 35.

puissances maritimes¹¹⁶ (Angleterre et Provinces-Unies) et de l'Autriche dès 1703. Cela oblige, au milieu de l'année 1704, les forces françaises et espagnoles à se battre sur de nouveaux fronts, notamment à l'ouest sur la frontière lusitano-espagnole et au sud à Gibraltar. De plus, la cupidité de l'Electeur de Bavière Maximilien-Emmanuel et la faiblesse du maréchal de Villars font échouer une manœuvre visant à encercler Vienne et à mettre rapidement fin à la guerre en obligeant Léopold à signer une paix séparée. Ce plan regroupe trois corps d'armée¹¹⁷. Tout d'abord, les forces franco-bavaroises venant du nord font leur jonction en mai 1703 suite à une série de succès du maréchal de Villars sur Louis de Bade notamment à Friedlingen, le quatorze octobre 1702. Ensuite, l'armée d'Italie de Vendôme doit remonter la plaine du Pô pour assiéger Vienne par le Sud. Enfin, les malcontents de Rakóczi qui volent de victoire en victoire depuis le début de l'insurrection doivent atteindre la capitale habsbourgeoise par l'Est. On remarque que les Hongrois comptent déjà dans les stratégies militaires de la France, alors que ceux-ci ne reçoivent encore aucune aide et qu'ils ne sont pas des alliés officiels. Il y a donc déjà des contacts avancés entre les Français et les Hongrois, car la stratégie est commune. Ces contacts, en attendant l'envoi d'un éventuel émissaire, se font par l'intermédiaire de l'ambassadeur de France en Pologne. Ils sont en train de montrer leur utilité à la France. La jonction entre les Hongrois et les Français semble possible durant l'été 1703. Celle-ci doit pouvoir se concrétiser, car les forces de l'empereur, se tournant vers l'Est, laissent la route de Vienne libre aux troupes franco-bavaroises. Alors que le plan semble imparable, l'Electeur de Bavière décide qu'il faut d'abord investir le Tyrol où il compte recevoir le soutien de la population. Afin de sauvegarder l'alliance avec la Bavière, Villars accepte. Cette décision va se révéler désastreuse pour l'armée du Rhin. Elle coûte certainement la victoire à la France et le succès de la révolte de Rakóczi. En effet, après l'invasion du Tyrol par les armées franco-bavaroises, la population en réalité hostile à Maximilien-Emmanuel de Bavière, mène des opérations de petite guerre qui obligent Villars à faire marche arrière dès le mois de juillet. Vienne reste encerclée, mais une discorde naissante entre le maréchal de Villars et Maximilien-Emmanuel affaiblit l'armée d'Allemagne et oblige Louis XIV à renvoyer le maréchal en 1704. Il est envoyé pour mater la rébellion des camisards¹¹⁸ dans les Cévennes. Ces tergiversations laissent à Léopold le temps de se ressaisir et d'inverser la tendance grâce aux réformes d'Eugène de Savoie. La conséquence est l'échec

¹¹⁶ Puissances Maritimes désigne à la fois l'Angleterre et les Provinces. Cette dénomination rappelle leur puissance navale.

¹¹⁷ Lucien Bély, *Les relations internationales en Europe XVII-XVIIIe siècles*, PUF, Paris, 2001, p. 392-393.

¹¹⁸ Philippe Joutard, *les camisards*, Folio, Paris, 1976.

Une rébellion que tente d'aider les puissances maritimes. Malheureusement leur aide est poussive à cause du type de guerre que mènent les Cévenols.

du plan d'encerclement alors que l'armée d'Allemagne a l'occasion de prendre Vienne en 1703, avant que cette dernière ne décide de s'aventurer dans le Tyrol voisin. Seuls les malcontents atteignent les faubourgs de Vienne, mais, manquant de matériel, ils ne peuvent s'y maintenir. La victoire des Alliés à Blenheim (ou Höchstadtt) le treize août 1704 scelle définitivement cet échec. Elle marque la fin des espoirs de jonction entre les Hongrois et l'armée du Rhin. Les Franco-Bavarois sont repoussés sur le Rhin, les troupes de Vendôme sont contenues en Italie et les Hongrois doivent se retirer de Vienne faute de renforts. Winston Churchill voit en cette bataille « *un premier Waterloo* »¹¹⁹, car elle marque la naissance de la puissance anglaise en empêchant la France de gagner rapidement la guerre. À la fin de l'été 1704, la situation de la France est critique. En effet, elle perd ses alliés portugais et savoyards, échoue dans l'encerclement de Vienne et voit les espoirs d'une paix rapide s'envoler. Les troupes françaises sont stoppées en Italie et repoussées sur le Rhin. Cette situation oblige Louis XIV à se rapprocher encore des Hongrois. Les Magyars interdisent l'entrée de la Hongrie aux troupes autrichiennes. Ils remportent de nombreux succès malgré leur infériorité numérique, logistique, ainsi qu'au niveau tactique. Dans la lignée de l'alliance de revers, Louis XIV a désormais besoin d'une force capable de soulager la pression que subissent ses armées sur le Rhin, dans la plaine du Pô, dans les Pays-Bas espagnols et en péninsule ibérique. Ce changement d'attitude du Roi-Soleil vis-à-vis des Hongrois est également facilité par des commandes de Colbert de Torcy. Le secrétaire d'État aux Affaires étrangères demande un mémoire sur les affaires de Hongrie au marquis du Héron, son ambassadeur en Pologne. Il doit venir étayer les écrits de Rakóczi et de Berscenyi en étudiant l'utilité d'une diversion hongroise et la manière dont celle-ci pourrait être justifiée par des arguments historiques et juridiques. Le mémoire met tout de suite en cause l'empereur comme seul responsable de la guerre :

*« Comme l'ambition et les injustes prétentions de l'empereur sont les seules causes de la sanglante guerre qui trouble aujourd'hui le repos de toute l'Europe. »*¹²⁰

Cette accusation donne une légitimité au soulèvement de Rakóczi. Les Hongrois ne font alors que se défendre. Puis, du Héron affirme qu'il est du devoir de la France de mettre fin à la guerre :

¹¹⁹ Cité dans la Revue *Commentaire*, vol. 27, n° 208, Paris, Editions Julliard, 2005, p. 936.

¹²⁰ Béla Kopecki, *Hongrois et français, de Louis XIV à la révolution française*, Chapitre IV, CNRS, Paris, 1983.

*« Il paraît nécessaire d'employer tous les moyens pour le forcer à consentir à une paix juste et raisonnable. Entre ces moyens, celui de soutenir la guerre de Hongrie est l'un des plus efficaces ».*¹²¹

L'ambassadeur de France en Pologne ne peut pas être plus explicite. En affirmant que la France est dans son droit et en lui conférant le rôle de défenseur de la paix, le marquis du Héron renverse toutes les obligations morales auxquelles doivent se conformer les monarques¹²². Louis XIV n'est donc plus obligé d'être solidaire avec Léopold, et possède désormais le droit de soutenir les Hongrois. Ensuite, l'ambassadeur de Pologne met en avant les avantages que pourrait procurer une aide aux malcontents. Il affirme ainsi qu'une petite dépense peut apporter de gros bénéfices en écourtant la guerre. Cette aide permettrait de favoriser une paix séparée avec l'Autriche, d'éviter les lourdes dépenses qu'occasionne inévitablement une guerre longue, et d'utiliser une conjoncture favorable en tirant profit des succès hongrois. Il termine le développement de cet aspect en mettant Louis XIV devant ses propres écrits. En effet, le Roi-Soleil écrit dans les Mémoires au Dauphin de 1666 :

*« Il arrive souvent que des sommes médiocres dispensées dans leur temps et avec jugement épargnent aux États des dépenses et des pertes incomparablement plus grandes ».*¹²³

Les marquis du Héron et Colbert de Torcy expliquent au monarque qu'il a l'occasion d'appliquer ses préceptes par une alliance de revers avec les hommes de Ferenc II Rakóczi. Le mémoire du marquis du Héron s'appuie également sur le droit constitutionnel hongrois. Il utilise comme source la constitution du royaume de Hongrie dont l'inexécution est le fer-de-lance de ses arguments juridiques. Son argumentation en cinq points est désormais conservée aux Archives diplomatiques de Paris-la-Courneuve, depuis l'été 2008. Il faut ajouter une copie latine de la lettre patente de Berscenyi, signée par Rakóczi, qui énumère les arguments avancés par les Hongrois. Elle est l'une des principales sources de l'ambassadeur de France en Pologne et de Torcy. Grâce aux indications de Béla Kopeczi, on peut observer un revirement de la diplomatie française suite aux modifications du contexte politico-militaire, à l'image de 1675 et de 1703. Le Roi-Soleil, fort du soutien de son secrétaire d'État aux Affaires étrangères, de l'argumentation juridique développée à la fois par l'ambassadeur de France en Pologne, par Rakóczi et par Berscenyi, ainsi que de l'évolution défavorable de la

¹²¹ *Ibidem.*

¹²² Se référer aux écrits de Cardin le Bret, théoricien de la monarchie absolue.

¹²³ Louis XIV, *Mémoires pour l'instruction du dauphin*, 1666.

situation militaire, se décide à envoyer une aide aux malcontents de Hongrie dès le début de l'année 1704. Néanmoins, peut-on réellement parler d'une nouvelle alliance de revers avec la mission du marquis des Alleurs auprès du prince François II Rakóczi ? Après ce que nous venons de démontrer, il est évident que non. En effet, ce n'est pas la première fois que la France tente de prendre à revers ses adversaires directs par des diversions sur des fronts secondaires. La mission du marquis des Alleurs n'a rien d'original comme ont pu le noter Lucien Bély, Jean Béranger ou Béla Kopeczi. Elle se placerait plutôt dans la droite lignée de missions précédentes auprès des Kurucs et autres malcontents de Hongrie. La mission du marquis vise une nouvelle fois à entretenir une flambée séditeuse sur les confins Est du territoire des Habsbourg. Bien que parfaitement définie dans les lettres de missions consultées, elle maintient une nouvelle fois un flou certain autour du statut des révoltés et de l'aide effective apportée par la France. Enfin, elle se solde une nouvelle fois par un échec relatif, mais incontestable. L'échec de la rébellion et le retrait de l'aide française marquent le chant du cygne des ambitions françaises en Europe danubienne. Le rayonnement de la France semble obstrué par les silhouettes plus modernes de la Prusse et de la Russie. Obstruction que les représentants français, à l'exception du marquis de Ferriol, n'ont pas su voir, aveuglés par une diplomatie trop empreinte de traditions. La mission du marquis des Alleurs est par ce point une continuité de la diplomatie française du XVIIe siècle.

Une identité hongroise qui se construit en opposition des Habsbourg

La Contre-Réforme catholique en Hongrie ou la formation d'un terreau insurrectionnel

Combattre le protestantisme hongrois pour unifier l'Empire : une opportunité à l'ingérence française

La Contre-Réforme catholique commence à s'implanter en Hongrie à partir de 1660 sous l'impulsion de l'empereur Léopold Ier. Vienne a deux objectifs. Tout d'abord, elle souhaite couper les racines calvinistes de la Hongrie royale. Ces racines sont un lien fort avec la Transylvanie¹ toute proche. Cette principauté a longtemps soutenu la Hongrie royale face aux Habsbourg. De plus, l'imposition du catholicisme devait limiter le pouvoir de la moyenne noblesse (Közepnemesség) à grande majorité calviniste. Cette noblesse est une force politique et économique très importante en Hongrie. Le fait de limiter son pouvoir permet de réduire le pouvoir des Diètes. Ces dernières étant les principaux organes de l'autonomie politique de la Hongrie, le lieu où s'exprime cette moyenne noblesse. L'Autriche utilise ici la religion catholique pour prendre possession des autonomies hongroises. Le gouvernement de Vienne redoute la violence des débats qui s'y déroulent. Ainsi, l'empereur cesse de réunir la Diète en 1681, et croit, de cette manière, éliminer la közepnemesség de la vie politique. Dans cette affaire, le but de Léopold Ier est de centraliser la Hongrie en éliminant les États qui n'existent qu'au travers de leur Diète. Mais la noblesse est décidée à défendre ses libertés religieuses et politiques. Elle cherche même à retourner la situation pour montrer à tous qu'elle est la championne de l'indépendance de l'État hongrois face à l'ingérence de l'absolutisme habsbourgeois. Cette élite politique est un soutien important pour Rakóczi. Cette intention d'ingérence est exprimée par un des ministres de Léopold lors d'une session de la Diète dès 1662 :

¹ Jean Béranger, *Histoire de l'Empire des Habsbourg 1273-1918*, Paris, Fayard, 1990, p. 341.

« On aurait bien besoin de faire du royaume de Hongrie ce que l'on avait fait du royaume de Bohême ». ²

Cette phrase prononcée dix-neuf ans avant l'interdiction de la réunion de la Diète en 1681 prouve que le stratagème a été mûrement réfléchi. La tentative de Contre-Réforme catholique en Hongrie a été rendue possible par le renforcement considérable du parti catholique au cours du XVIIe siècle. À la fin du XVIe siècle, les prélats privés de leurs bénéfices se réfugient en Haute-Hongrie. L'empereur doit trouver chez eux de solides partisans à la Contre-Réforme. De plus, ces partisans sont profondément enracinés dans la société et le gouvernement du pays. L'exemple le plus marquant est l'archevêque de Strigonie³ qui s'est retiré à Trnava (Slovaquie) non loin de Presbourg. Ainsi, traditionnellement en Hongrie, les évêques occupent des postes importants dans le gouvernement de Presbourg. D'ailleurs, le chancelier de Hongrie est toujours un évêque. Il n'est donc pas étonnant que le clergé soit le premier ordre de Hongrie. Avec les magnats, les prélats se partagent la Chambre haute. Ces deux entités ne font souvent qu'une seule.

En effet, le haut clergé est lié aux grandes familles de magnats qui siègent au gouvernement. C'est l'exemple des Forgach et des Palffy. Le clergé hongrois est donc très puissant et possède une grande influence. D'autre part, le groupe social des magnats a fait la paix avec la Maison d'Autriche en 1608 et ce dernier n'est pas insensible à l'action que mène le cardinal Pazmany. Il reconvertit de nombreux nobles au catholicisme et les transfère dans la sphère d'influence de l'empereur. C'est ce que font les Esterhazy en prêtant allégeance aux Habsbourg. Si on devait inclure une limite à ce rapprochement des magnats vers les Habsbourg, l'exemple des Esterhazy serait une nouvelle fois le plus marquant. Il existe une certaine dualité dans cette famille. Au moment de la révolte de Rakóczi, elle est écartelée. En effet, celle-ci possède un représentant dans chaque camp, d'un côté, Pál qui soutient les Habsbourg⁴, de l'autre, le comte Antál qui est général dans l'armée kuruc⁵. On peut soupçonner que la famille joue sur les deux tableaux, mais ceci nous montre que le ralliement du chef d'une famille de magnat n'implique pas obligatoirement le ralliement de toute la famille. Il faut aussi ajouter que l'ensemble de la noblesse hongroise possède souvent des

² Jean Béranger, *Ibid.*, p. 342.

³ Actuelle ville hongroise d'Esztergom.

⁴ Mathieu Aubert, *Valentin Esterhazy, l'usage d'un monde*, Mémoire de maîtrise, François Cadilhon (dir.), Bordeaux, 2003.

Selon Mathieu Aubert, il appartient à la branche majeure de la famille.

⁵ Mathieu Aubert, *Ibidem*.

Toujours selon Mathieu Aubert, à la différence de Pal, Antal appartient à la branche mineure de la famille.

représentants des deux côtés, ce qui lui confère un sens incroyable du compromis. Ceci lui a souvent permis de limiter les conséquences de plusieurs paix pouvant porter atteinte à l'intégrité territoriale de la Hongrie. Fort de ces puissants soutiens, la Contre-Réforme catholique remporte ses premiers succès. Ainsi dès 1660, la Chambre haute s'emploie à convertir les paysans restés majoritairement protestants. Cette action se fait sous l'impulsion de deux personnages⁶ : François Nàdàsdý (grand sénéchal du royaume) et Sophie Bathory (veuve du prince Georges II Rakóczi). Dans son action en faveur de la Contre-Réforme, le premier aurait ruiné deux cents paroisses protestantes en Hongrie occidentale en utilisant la menace et la persuasion ; la seconde chasse les pasteurs réformés des immenses domaines de son défunt mari en Hongrie Orientale. Les conversions forcées et l'expulsion des pasteurs suscitent le mécontentement du peuple et de la moyenne noblesse, et viennent enrichir un terreau déjà favorable au déclenchement d'une révolte. Ainsi, dans cette guerre religieuse que constitue la Contre-Réforme, les seigneurs catholiques obtiennent l'appui de l'ordre jésuite. Cet appui est très important, car la compagnie de Jésus a fondé de nombreuses maisons sur tout le territoire de la Hongrie royale grâce aux subventions du roi et du haut clergé. La plus importante de ces maisons est l'université de Kosice⁷ fondée en 1657. Les jésuites et les magnats sont donc sur le territoire, par les maisons subventionnées, les relais de la Contre-Réforme, et à travers elles, de l'empereur. Ce dernier utilise les principes du catholicisme et ses vecteurs de diffusion (jésuites, magnats) pour s'ingérer dans les affaires du royaume de Hongrie. S'il parvient à imposer la religion catholique et à convertir la paysannerie protestante, il réussira à réduire considérablement la puissance de la Kozepnemesseg, véritable moteur des États hongrois et de son autonomie. Cette moyenne noblesse protestante s'appuie en effet, d'une part, sur la paysannerie protestante qu'elle représente, et d'autre part, sur une constitution qui limite les interventions de l'empereur dans les affaires politiques de la Hongrie. Ainsi, couper la kozepnemesseg de sa base paysanne par la conversion revient à rendre inutile cette noblesse puisqu'elle ne représente plus personne. Si l'on poursuit ce raisonnement, la constitution devient elle aussi obsolète, car le corps qui lui donne son pouvoir est devenu inutile. Cela permet de détruire l'autonomie des États, gardienne de la constitution. Or, ceci est fondamental pour Léopold Ier, car ces États sont un frein à l'installation de l'absolutisme impérial. À cause de la constitution, il ne peut pas absorber la Hongrie comme il l'a fait pour la Bohême au début du siècle.

⁶ Jean Béranger, *Ibid.*, p. 342.

⁷ Dans l'est de la Slovaquie.

L'attaque contre les Ordres protestants qui garantissent l'autonomie de la Hongrie doit être justifiée, surtout au niveau international. À l'intérieur de l'Empire, nous avons vu que les magnats y sont déjà favorables, le gouvernement l'est également, au travers de ses deux ministres les plus influents, le chancelier Hocher et Montecuccoli. Ces derniers sont en faveur de l'extension du pouvoir impérial par la pratique d'une politique d'acculturation religieuse. L'ingérence religieuse et politique trouve une justification dans la théorie de Juste Lipse⁸ : « *L'unité de la religion faisait l'unité des esprits* »⁹.

Cette courte phrase résume à elle seule, le véritable objectif de la Contre-Réforme catholique en Europe de l'Est. Elle trouve un large écho à Vienne. La Contre-Réforme, par cette idée, devient effectivement un moyen d'uniformiser cet empire multiethnique, multilinguistique et multiconfessionnel. L'hétérogénéité de l'Empire constitue sa plus grande faiblesse et s'avère dangereuse face à des royaumes comme la France qui n'ont aucun mal à instiguer et à soutenir des révoltes à caractère identitaire, comme elle le fait en Hongrie tout au long du XVIIe siècle. Cette uniformisation de l'Empire doit nécessairement conduire à une extension du pouvoir impérial par la mise sur pied de l'absolutisme via le vecteur catholique. La dualité religieuse du Saint-Empire constitue également une limite à sa grandeur. Ce constat du gouvernement viennois est conforté par une prophétie. La prophétie d'*Atridomius* est très influente sur l'empereur Léopold Ier, comme l'explique Charles de Lorraine dans son testament politique¹⁰. Elle conditionne à la fois la politique extérieure et intérieure de l'Autriche¹¹. La prophétie impacte ainsi le traitement des protestants dans le monde habsbourgeois. En se référant à elle, Charles de Lorraine donne ce terrible conseil : « [...] *entreprenez courageusement d'exterminer les protestants.* »¹²

Cette phrase de ce proche conseiller de l'empereur explique l'incroyable violence de la Contre-Réforme catholique qui est menée en Hongrie et en Transylvanie à la suite des reconquêtes de la plaine de Pannonie et des monts carpatiques. Il légitime les exactions. Elles ont une finalité bien précise :

⁸ Juste Lipse, Joost Lips ou encore Justus Lipsius, né à Overjise le 18 octobre 1547 et décédé à Louvain le 24 mars 1606. Philosophe et humaniste, il vit dans les Pays-Bas espagnols. Il a écrit *De una religione*, dans lequel il prêche la nécessité d'une religion unique et exclusive.

⁹ Jean Béranger, *Ibid.*, p. 344.

¹⁰ AAE, Md. Autriche, vol. 09, f° 24

¹¹ Se référer à la partie sur les chimères de Léopold Ier et de Louis XIV.

¹² AAE, *Ibid.*, f° 27

« Si vous ne détruisez pas entièrement le règne et la puissance des hérétiques dans l'Empire, vous n'y exécuterez jamais rien de grand. Vous ne le rendrez parfaitement héréditaire à votre Maison, et jamais vous n'arriverez à cette grandeur. »¹³

Pour appuyer sa démonstration, Charles de Lorraine prend exemple sur la monarchie française dont Léopold Ier jalouse la puissance :

« Vous ne serez jamais monarque absolu qu'en détruisant les hérétiques. L'exemple de la France tant que La Rochelle et les huguenots ont subsisté, l'autorité royale a été faible, et comme soumise à la tutelle des sujets, elle ne s'est affranchie, elle n'est devenue libre que par la prise de La Rochelle. »¹⁴

Charles de Lorraine juge la monarchie de Léopold Ier en retard par rapport à celle de Louis XIV au niveau de l'unité religieuse de ses peuples. Il loue la décision du Roi-Soleil d'avoir expulsé les huguenots en 1685 en révoquant l'Édit de Nantes :

« La puissance de cette monarchie extrêmement affaiblie par le départ des huguenots. »¹⁵

Pour le conseiller de Léopold Ier, c'est un mal nécessaire qui conduit par la suite à la puissance. Il assure que c'est la principale raison pour laquelle la France possède l'hégémonie européenne à la place de l'Autriche. La prophétie s'inscrit ainsi dans la même finalité que les théories de Juste Lipse. La volonté farouche de combattre les protestants s'applique évidemment aux Hongrois. Ils sont un obstacle à son expansion territoriale en Europe centrale et occidentale. Les rébellions hongroises à l'autorité impériale en sont la parfaite illustration. Les hérétiques protestants sont donc jugés comme des freins à l'accomplissement de la prophétie d'Atridomius qui semble promettre la gloire à l'Autriche. Le véritable but de la Contre-Réforme catholique n'est donc pas la propagation de la parole du pape ou de Jésus. La Maison d'Autriche cherche à créer une unité religieuse qui doit conduire à l'unité politique et à l'unité des esprits. La Contre-Réforme doit être un moyen d'ingérence et un moyen d'introduire de l'absolutisme impérial en Hongrie. Au travers de cette idée, elle a aussi pour objectif de détruire la *kozepnemesseg*, principal vecteur de l'autonomie hongroise. La finalité est de reproduire en Hongrie ce qui a été réalisé en Bohême en 1620. Ainsi, le catholicisme ne

¹³ AAE, *Ibid.*, f° 28

¹⁴ AAE, *Ibid.*, f° 29

¹⁵ AAE, *Ibid.*, f° 26

sert ici que de légitimation. Ce projet ambitieux aurait certainement réussi si la crise de 1664 ne s'était pas déclenchée.

Le rejet de l'évangélisation catholique : la rébellion de Pierre Zrinyi

La tentative d'imposer la Contre-Réforme en Hongrie se fait dans un contexte d'affrontements entre les Impériaux et les Ottomans. En effet, l'année 1664 est marquée par la paix de Vasvár¹⁶ entre les deux belligérants. Les chrétiens sont victorieux et signent une paix plus qu'indulgente avec les Turcs. Cette paix marque le désespoir de la Hongrie. Le traité sanctionne plus les Hongrois que les Turcs. Ils étaient pourtant alliés avec les Impériaux. En effet, celui-ci prolonge la domination ottomane dans le centre du royaume. Il fait perdre à la Hongrie historique des places fortes importantes, ce qui affaiblit la Transylvanie et la Hongrie. Les Hongrois sont alors dominés par un sentiment de colère. Ils accusent l'Autriche de les livrer aux incursions ottomanes¹⁷. En réalité, les Impériaux sont inquiets de l'évolution de la situation en Allemagne et craignent la mise en place éventuelle d'une coopération entre la France et la Hongrie. De plus, cette colère est accentuée par les conversions forcées. Ainsi, en 1664, une révolte éclate sous le commandement de l'oncle de François II Rakóczi, Pierre Zrinyi. Elle dure jusqu'en 1671. Toutes les classes, même catholiques, se retournent contre l'Empire. Une vaste conjuration anti-autrichienne se met en place dans laquelle on retrouve des magnats catholiques, des membres du gouvernement de Presbourg, l'archevêque de Gran et le palatin François Wesselényi¹⁸ qui donne son nom à la conjuration. Par cette paix, pour la première fois depuis 1526, les Autrichiens réussissent le tour de force de recréer l'unité des Hongrois. La crise hongro-autrichienne de 1664 montre qu'il existe déjà à cette époque, un réel sentiment « national » en Hongrie. Les Magyars sont capables de s'unir malgré les différences religieuses. Ce consensus n'est pas forcément évident lorsque l'on observe ce qu'il se passe dans le reste de l'Europe à la même époque, notamment en France. Par conséquent, la paix de Vasvár est un coup d'arrêt à la Contre-Réforme et un coup d'envoi aux révoltes hongroises contre les Autrichiens. En cela, elle est une date charnière. Cependant, malgré l'union que le mouvement suscite, la révolte ne devient ouverte qu'en 1668. On

¹⁶ Jean Béranger, *Histoire de l'Empire des Habsbourg 1273-1918*, Paris, Fayard, 1990, p. 354-355.

Informations sur les détails de la paix et sur sa situation géographique.

¹⁷ Jean Béranger, *Histoire de l'Empire des Habsbourg 1273-1918*, Fayard, Paris, 1990, p. 343.

¹⁸ Fabrice Cavanilhac, *La guerre entre les puissances chrétiennes et l'Empire ottomanes en Europe Centrale : de la bataille de Mohacs à la paix de Passarowitz 1526-1718* Mémoire de maîtrise, François Cadilhon, Bordeaux, 1999, p 103.

cherche de nouveau à installer un roi sur le trône de Hongrie. Celui-ci pourrait être hongrois ou français. Il y a donc des velléités d'indépendance dans cette rébellion. La mise en place d'un français sur le trône hongrois assurerait un soutien solide et durable de la France à la Hongrie. Toutefois, la tactique mise en place par le royaume du lys dans la région est en contraction avec l'installation d'un bourbon ou d'un autre sujet sur le trône magyar.

Ces démarches auprès de Louis XIV se placent dans la continuité de l'aide apportée par Louis XIII et Mazarin au prince Georges Ier de Transylvanie. Elle est aussi la conséquence de la politique étrangère de Louis XIV. Au début des années 1660, le Roi-Soleil saisit l'occasion d'intervenir en Europe centrale au travers de la Ligue du Rhin. En effet, en 1664, un corps expéditionnaire français de six mille hommes se bat aux côtés des Hongrois et des Impériaux à la bataille de Raab¹⁹. Ce corps commandé par le comte de Coligny regroupe la fine fleur de l'aristocratie française. Il contribue grandement à la victoire des Chrétiens sur les Ottomans. Cette bataille entraîne la paix de Vasvár. Au-delà d'aider les puissances chrétiennes contre les Turcs, sa mission est d'impressionner les opinions publiques européennes et de prouver aux alliés de la France qu'elle est en mesure de les secourir de manière directe. Ce signe s'adresse surtout à la Pologne. Elle est la principale alliée de la France dans la région. De plus, la diplomatie française cherche à faire élire le duc d'Enghien au trône de Pologne. Cette intervention est donc également un signe fort envoyé à ses partisans. Paradoxalement, sans le vouloir, la France va se trouver un nouvel allié dans la région. La noblesse hongroise a été impressionnée de l'attitude du corps expéditionnaire français durant la bataille de Raab. En effet, alors que toutes les troupes autour des Français se débandent, ces derniers restent stoïques et encaissent seuls la violence de la charge ottomane. Cet acte d'héroïsme a permis aux Impériaux de se regrouper et d'emporter la victoire. Ainsi au-delà de procurer la gloire aux troupes de Coligny, cette action d'éclat a surtout fait gagner le respect et la sympathie de la noblesse hongroise et de leur chef, le poète et homme de guerre Pierre Zrinyi. Il envoie un homme complimenter, en son nom, Gaspard de Coligny et lui propose une ingérence de Louis XIV dans la région. Il affirme que seule la France peut rétablir les affaires d'Allemagne et lui assure que l'aversion des Hongrois pour les Allemands est grande. La paix de Vasvár, la déception qu'elle entraîne chez les Hongrois et les tensions provoquées par la Contre-Réforme poussent les Magyars, par l'intermédiaire de Pierre Zrinyi²⁰ (le frère Nicolas Zrinyi),

¹⁹ Ce nom correspond aujourd'hui à la ville de Győr à soixante-dix kilomètres à l'ouest de Budapest. Toujours se reporter à la carte du Corpus.

²⁰Fabrice Cavanihac, *Ibid.*, p. 103.

à transmettre au royaume du lys un projet d'alliance en vue d'obtenir une aide pour un soulèvement de la Hongrie et de la Croatie contre l'Autriche. L'ambassadeur de France à Venise en 1664, Pierre de Bonsy, appuie déjà l'idée d'une telle diversion qu'il juge utile pour la France. Celle-ci accepte, mais n'emmène qu'une aide minimale aux conjurés. Toutefois cette aide entretient le lien entre les deux royaumes. Louis XIV laisse le commandeur Grémonville soutenir les conjurés jusqu'en 1668, date à laquelle Versailles juge plus avantageux de s'entendre avec l'empereur. Léopold Ier a assuré à Louis XIV sa neutralité dans la guerre de Dévolution si la France stoppe immédiatement l'aide fournie à Zrinyi. Abandonné par la France, Zrinyi ne résiste pas longtemps. Pour rompre son isolement et en qualité de Ban de Croatie, il prend contact avec la Sublime Porte par l'intermédiaire de la Transylvanie et offre son Banat en protectorat. La division, la non-intervention et la trahison turque accélèrent sa perte. Le grand vizir, refusant de rompre la trêve avec les Impériaux, en raison d'une révolte dans la région de la Mecque, préfère vendre Zrinyi en preuve de sa bonne foi. En avril, les principaux chefs de la rébellion, Pierre Zrinyi, Frangepani et François Nadásdy sont arrêtés, jugés et exécutés à Wienerneustadt. Par conséquent, au début des années 1664, la France et la Hongrie présentent déjà des projets d'alliance contre la Maison d'Autriche, et cela près de quarante ans avant la rébellion menée par Ferenc Rakóczi. Malgré l'échec de cette coopération, des liens durables sont tissés avec la noblesse magyare. Il n'est donc pas étonnant que Rakóczi et cette noblesse se tournent une nouvelle fois vers la France pour appuyer les futurs soulèvements de Thököly et de Rakóczi. Pourtant, Louis XIV fait preuve d'un manque de constance dans l'aide fournie à l'insurrection. Sa diplomatie démontre qu'elle ne porte qu'un intérêt limité à l'Europe orientale dans les années 1660-1670. Cela ne sera pas sans conséquence sur la guerre de succession d'Espagne. Mais des contacts ont été noués et la France prend conscience qu'elle peut utiliser l'agitation hongroise pour faire plier les Autrichiens sur d'autres questions en Europe. Toutefois, même si les intérêts semblent convergents, il apparaît que le but à atteindre et la dépendance des alliés, l'un envers l'autre, sont très différents. En effet, pour les Hongrois, l'alliance avec la France est une nécessité, un facteur externe indispensable à la lutte pour l'indépendance. Quant à la France, l'alliance avec la Hongrie est simplement une éventualité, un moyen de pression parmi d'autres contre l'Autriche, une manière de diversifier les possibilités d'alliances de revers dans la région puisqu'auparavant, seule la Turquie était à même d'assurer cette fonction.

Il est le frère de Nicolas Zrinyi et le ban de Croatie.

La Hongrie royale est alors occupée par des régiments impériaux allemands. Ils se conduisent comme des troupes d'occupation. Leurs exactions seront des motifs du déclenchement de la révolte de Rakóczi²¹. Les Hongrois sont alors considérés comme des rebelles par le pouvoir central viennois. La rébellion de Zrinyi et son échec sont une aubaine pour Léopold Ier. Les Hongrois se sont placés dans la situation qu'ils voulaient à tout prix éviter. En effet, en 1671, la Hongrie se retrouve dans la même position que la Bohême en 1620. Au début du siècle, la Bohême est un royaume vassal qui bénéficie d'une autonomie similaire à la Hongrie. Mais ces dernières rompent leurs contrats respectifs avec l'empereur Habsbourg, ce qui lui donne alors le droit d'appliquer la *verwirkungstheorie* ; c'est-à-dire le droit de s'ingérer dans les affaires de l'État révolté afin de rétablir l'ordre. L'application de ce principe marque généralement la fin de l'autonomie du territoire sur lequel il est appliqué. Comme en Hongrie, cela s'est traduit par une réaction énergique qui a abouti à une occupation militaire du pays. Par conséquent, Léopold Ier se retrouve en position de force et a l'occasion d'appliquer de nouveau la *verwirkungstheorie*. Ainsi, la révolte de Zrinyi offre le droit à l'empereur de s'ingérer dans la vie politique et religieuse hongroise afin d'y rétablir l'ordre, alors qu'auparavant, il se devait de respecter les institutions et la constitution des États hongrois. Elle lui donne une légitimité supplémentaire. Le souverain Habsbourg applique le dogme absolutiste par la faute des Hongrois eux-mêmes. Jusqu'alors, Léopold Ier se devait de la respecter, notamment la partie concernant le diplôme royal. Il a été accepté avant son accession au trône de Hongrie en 1658. Respectueux à la lettre de cela, l'empereur Habsbourg laisse agir le parti catholique et refuse toutes les doléances confessionnelles.

Dorénavant, il applique sans restriction le programme du clergé hongrois, exposé par l'évêque Georges Barsony dans son ouvrage « *Veritas toti mundo declarata* »²². Cet ouvrage préconise la fin de la liberté de culte pour les non-catholiques. Les privilèges protestants, ayant pour origine la paix de Vienne de 1606, sont déclarés invalides. Ce retour à l'exclusivisme catholique est argumenté par Barsony. Il affirme que le royaume de Hongrie est catholique depuis la conversion du roi de Hongrie Saint-Étienne Ier, autour de l'an 1000. De ce fait, l'empereur, s'il veut respecter les lois fondamentales du royaume de Hongrie, n'a aucune concession à faire aux Protestants et à la *kozepnemesseg*. De plus, il n'y a aucun frein à la mise en place des théories de Barsony et de la Contre-Réforme puisque l'entourage de l'empereur est acquis à ces idées. En effet, parmi les plus farouches partisans, on retrouve des

²¹ Se référer aux causes de la rébellion.

²² Barsonyi, *Veritas toti mundo declarata*, Sopron, 1681.

personnages influents comme le nonce apostolique Buonvisi, le général Montecuccoli, le chancelier Hocher, et le père confesseur de l'empereur le père Muller. Le jésuite Muller vient renforcer cet état de fait. Il étudie avec minutie « *l'Opus Tripartinum* »²³ de Werbczki qui demeure la base du droit hongrois. Le père Muller en conclut que les Hongrois sont des rebelles et qu'ils méritent que Vienne applique la Verwinkungstheorie. Il déclare en 1673 au ministre suédois Pufendorf que les Hongrois ont perdu leurs privilèges et qu'ils sont devenus des sujets comme les autres²⁴.

Au-delà de ces conclusions partisans, Vienne met en place un vrai travail de légitimation de l'action menée en Hongrie, à l'instar de ce que fait la France pour légitimer l'aide apportée aux malcontents de Rakóczi, au travers du mémoire de l'ambassadeur de France en Pologne, le marquis du Héron. Au travail de légitimation du père Muller, s'ajoute celui du chancelier Hocher. Ce dernier est très hostile aux Hongrois pour des raisons politiques. Il a été en 1671, le président du tribunal qui a condamné à mort Pierre Zrinyi et les chefs de sa rébellion. Il estime que seule la conversion catholique est à même de faire des Hongrois des sujets comme les autres. Ainsi, avec les conclusions du père Muller, la Hongrie, dans l'idée de Vienne, se retrouve au même niveau de soumission que la Bohême dans l'Empire. C'est exactement ce que souhaitait le ministre de Léopold Ier en 1662. Or, cette idée n'est qu'une illusion, et ne reflète en rien ce que pensent les Hongrois. Les Magyars sont encore fortement attachés à leur constitution malgré la mise en place de la verwinkungstheorie. Le chancelier Hocher pense que l'adhésion obligatoire au catholicisme d'État et la mise hors-la-loi du protestantisme, feront pencher l'identité des Hongrois vers Vienne, et facilitera le remplacement de la constitution par l'absolutisme.

Ainsi, durant l'hiver 1670-1671, Hocher exprime ce point de vue dans un mémorandum destiné à être lu dans une conférence secrète. Il y dit clairement qu'il faut profiter de l'échec de la révolte de Zrinyi pour priver les Hongrois de leurs libertés et occuper le pays militairement²⁵. Pour cela, il souhaite s'appuyer sur la verwinkungstheorie pour justifier les transformations qui obligeront les Hongrois à accepter l'occupation militaire du pays par les garnisons allemandes. Vienne exploite à merveille l'échec de la révolte Zrinyi pour donner un second souffle à la Contre-Réforme catholique et à la volonté d'instaurer l'absolutisme en

²³ Istvan Werbczki, *Tripartinum opus juris consuetudinarii incltyti regni hungariae*, 1ere édition, Vienne, 1517

²⁴ Jean Béranger, *Ibid.*, p. 344.

²⁵ Jean Béranger, *Ibidem*.

Hongrie. Le génie de cette politique est de faire porter le chapeau aux Hongrois en martelant qu'ils sont les seuls et uniques responsables de cette situation, et qu'ils ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes.

La défaite de Pierre Zrinyi et le durcissement de la Contre-Réforme catholique

Une Contre-Réforme par la terreur

Avant la rébellion de 1664-1671, la cour de Vienne laissait les magnats et le clergé hongrois appliquer la Contre-Réforme aux Protestants. Après l'exécution de Zrinyi, tout change. À partir de 1670-1671, Vienne prend la réforme en main. Une politique répressive, voire de terreur, se met en place. Le but est de priver les communautés protestantes de leurs temples et de leurs pasteurs, que Vienne rend responsables des troubles de 1670. Elle les accuse de monter les esprits contre la Maison d'Autriche, de répandre des prophéties contre les Habsbourg et d'avoir publiquement souhaité la victoire turque à Candie en 1669²⁶. Cette politique se traduit par la création en 1673 d'un tribunal d'exception, nommé par le roi, et présidé par l'archevêque de Stragonie Georges Szelepcsényi. Vingt-six pasteurs sont condamnés aux galères, non comme ministres de la foi, mais comme agitateurs politiques. Au total, sept cent trente-trois intellectuels protestants (pasteurs, professeurs, instituteurs) sont mis dans l'impossibilité d'exercer, par des peines d'exil ou d'emprisonnement. De plus, les occupations d'églises réformées se multiplient ainsi que les exactions provoquées par les troupes d'occupation allemande. Par ces actions, le pouvoir impérial décapite la communauté protestante hongroise. Vienne instrumentalise une répression contre les Protestants en les faisant passer pour des indépendantistes, des sécessionnistes et des traîtres soutenant les Turcs, afin de faciliter, par une politique de persécution, leur conversion au catholicisme. La conséquence directe de ces agissements est l'alourdissement du climat social de la Hongrie. Ces mesures renforcent encore davantage l'hostilité de la moyenne noblesse hongroise (majoritairement protestante) contre la Maison d'Autriche. Le cardinal Kollonich est chargé de cette reprise en main. Il est président de la chambre depuis 1672. C'est le futur percepteur de Ferenc Rakóczi lorsque celui-ci sera retenu à Vienne. Son arrivée radicalise, à un degré

²⁶ Affrontement sur l'île de Crête.

supérieur, la politique répressive mise en place deux ans plus tôt. L'évêque expulse les Calvinistes des églises et des villes royales. Il prend la tête des expéditions pour s'emparer des églises réformées des campagnes dans le but de les confisquer. Ces actions sont de grande envergure. On évalue à huit cents le nombre de lieux de cultes récupérés par les Catholiques entre 1670 et 1680²⁷. Ceci a pour conséquence de priver les Protestants de leurs temples.

La victoire des Catholiques apparaît incontestable. Mais dans la réalité, les campagnes, où se concentre la grande majorité de la population, restent incontrôlables. Les protestants apparaissent soumis, ils continuent à pratiquer leur culte à domicile. De plus, de nouveaux maquis se créent à partir de 1672, ce qui est un signe évident d'insoumission. Le meilleur exemple des difficultés que rencontre la Contre-Réforme catholique sur le terrain est la position occupée par les jésuites. Ceux-ci s'occupent de la conversion des masses au catholicisme. Les établissements de la compagnie de Jésus se concentrent dans les villes pour des raisons de sécurité. Les conversions sont nombreuses en milieu urbain, mais la Hongrie est un royaume peu urbanisé. Le bilan jésuite en milieu pastoral est nettement plus modeste. La campagne leur est hostile et ils ne sortent des villes que sous escorte. Ainsi, la moyenne noblesse rurale échappe largement aux efforts des jésuites, et conserve son caractère protestant. La politique d'homogénéisation, tirée de la théorie de Juste Lipse, est donc partiellement un échec puisque c'est cette classe qu'il faut convertir pour abattre l'autonomie hongroise. Il y a certainement, au travers de cette nomination, une volonté du pouvoir central d'accélérer le processus d'acculturation. Les événements exposés ci-dessus motivent un durcissement politique orchestré par l'évêque Kollonich. Pourtant, ce durcissement est bien loin de réaliser l'unité en faveur de Léopold Ier. L'effet est inverse. L'empereur réussit à faire l'unité contre lui. La violence, les confiscations d'églises et l'occupation militaire allemande mécontentent même les plus favorables partisans de l'empereur comme les Esterhazy.

Quelle que soit leur confession, l'irritation des Hongrois est unanime à la fin des années 1670. Il ne faut pourtant pas croire que les exactions militaires sont un effet pervers de l'occupation allemande. C'est un fait prévu par Hocher et Montecuccoli. Leur idée était de faire plier les Hongrois par la terreur. Ceux-ci devaient alors accepter n'importe quelle réforme pour que cette politique cesse et que les troupes d'occupation soient retirées. Cette erreur d'appréciation traduit la mauvaise connaissance du pays par les deux conseillers de

²⁷ Jean Bérenger, *Ibid.*, p. 345.

Léopold Ier. Ils souhaitent calquer la future soumission hongroise sur celle de la Bohême de 1620. Ils pensaient que la noblesse hongroise réagirait de la même manière que la noblesse de Bohême après l'épisode de la montagne blanche. Mais à la différence de la noblesse de Bohême, la Kozepnemesseg possède une résistance de fer. Elle a un sentiment identitaire bien plus développé que partout ailleurs en Europe. Ce sentiment a été forgé dans l'histoire mouvementée de la nation hongroise qui est occupée, divisée depuis 1526. L'occupation et la souffrance sont donc deux vieilles connaissances de la population hongroise. À la différence avec la Bohême, les nobles hongrois ne connaissent que ce contexte de conflit.

L'échec de la politique de Léopold Karl von Kollonich

Au regard de cet état de fait, les Hongrois ne veulent pas se soumettre et s'insurgent chaque jour davantage contre les abus de pouvoir de Vienne. Aussi, à partir de 1672, des troupes armées prennent le maquis. Elles s'emparent des points de passages stratégiques et exercent des représailles contre les prêtres et les jésuites²⁸. Ces actions ont pour conséquence de cantonner les jésuites dans les villes et de limiter l'extension des conversions jésuites dans les campagnes. Les Hongrois sont moins équipés, moins nombreux, mais utilisent une tactique militaire ancestrale, la *petite-guerre*. Les maquisards sont dirigés par des nobles dont les biens ont été confisqués par la chambre royale. Ces *bujdosok* (fugitifs) voient leurs effectifs se renforcer avec des soldats licenciés pour fait de religion, ou se retrouvant dans le dénuement le plus complet. Par conséquent, Vienne alimente la force du maquis par ses maladresses politiques et religieuses.

La situation se dégrade encore dans les années 1670. La Contre-Réforme, malgré le durcissement de son application par l'évêque Kollonich, est loin de donner les résultats escomptés. Ceci effrite le consensus qui s'était opéré autour de la Contre-Réforme en vue de ce qu'elle aurait pu apporter. À la fin des années 1670, des distensions apparaissent à Vienne. En effet, le clergé catholique devient de plus en plus réticent à soutenir les abus de Kollonich. Ce dernier, en suscitant un sentiment unanime de rejet, est plus enclin à réaliser l'unité hongroise contre la Maison d'Autriche que la domination des Habsbourg sur le royaume de Hongrie. À partir de 1678, de nombreux partisans d'un changement d'orientation se font

²⁸ Jean Bérenger, *La Contre-Réforme catholique en Hongrie*, Bulletin de la société d'histoire du protestantisme français, 1974, p. 1-22.

entendre. Ces derniers, plus perspicaces, se rendent bien compte que la politique de terreur, menée depuis huit ans (1670-1678), ne donne pas les résultats espérés. Ce sont les exemples du nonce apostolique Buonvisi, du père Sinelli et du chancelier Hocher²⁹. Selon eux, la terreur est en train d'annihiler la Contre-Réforme en Hongrie. Ils se rallient tous trois à l'idée de négocier avec les Hongrois. Le père Sinelli, conseiller de l'empereur, a toujours prêché la modération, et n'a jamais été un partisan de la terreur. Des conseillers de Léopold Ier, il est certainement celui qui connaît le mieux la Hongrie, le caractère de sa noblesse, et les données du borbier hongrois. Le chancelier Hocher, ancien artisan avec Montecuccoli de la politique de terreur, reconnaît vite son échec. Son intelligence lui dicte ce changement de cap. Face aux partisans de l'alternance gouvernementale se dressent « les intraitables ». Ils sont incarnés par les prélats et les jésuites. Ils ne veulent pas remettre en vigueur le diplôme royal de 1655. Pour eux, la réduction de la résistance hongroise renforcerait la position des Églises catholiques dans les États où s'exerce également une Contre-Réforme. Devant cette lutte de clan et d'influence au sein de la cour de Vienne, c'est à Léopold Ier d'arbitrer et de trancher. Deux solutions s'offrent à l'empereur. La première, suivre les partisans de la négociation. Ceci impliquerait de négocier un compromis pour désamorcer la crise. Faire cela serait désavouer la théorie de Juste Lipse. Cet aspect est fondamental pour comprendre l'ingérence habsbourgeoise en Hongrie et le développement de la rancune des Hongrois envers les Autrichiens. Elle est une des raisons majeures du déclenchement des révoltes hongroises, dont celle de Rakóczi.

La seconde solution est de suivre les intraitables. Pourtant, si aucun ³⁰compromis n'est trouvé, toute la Hongrie royale risque de passer sous l'autorité d'Imre Thököly, soulevé depuis 1678. De plus le beau-père de Rakóczi, avec l'aide de la France dont l'ombre plane toujours lorsque la Hongrie s'embrace, incite l'Empire ottoman à devenir le protecteur de la Hongrie. En plus de voir la rébellion se généraliser à toute la Hongrie royale, c'est tout le royaume qui risque de devenir un protectorat turc. La réaction de l'empereur à ce dilemme prend forme lors de la Diète de Sopron en 1681. Léopold Ier convoque la Diète au mois de mai. Cette convocation marque la victoire du camp modéré représenté par Hocher, Sinelli, Buonvisi. La victoire a été rendue possible grâce à la ténacité du nouvel évêque de Vienne, Sinelli, et au poids supplémentaire que lui offre sa nouvelle fonction. La Diète de Sopron prend des décisions importantes pour apaiser les tensions. En conséquence, le gouvernement

²⁹ Jean Bérenger, *Histoire de l'Empire des Habsbourg 1273-1918*, Paris, Fayard, 1990 p. 346.

³⁰ Jean Bérenger, *Ibid.*, p. 347.

accorde : des droits garantis aux Protestants hongrois, le maintien de l'article I de la paix de Vienne de 1606, la liberté religieuse aux ordres et aux soldats hongrois de la frontière militaire, la construction d'un temple par comitat (subdivision territoriale). Enfin, les magnats obtiennent le droit d'entretenir un oratoire et une chapelle sur leur domaine.³¹ Par contre, la Diète de Sopron refuse de rendre les huit cents lieux de culte qu'elle a confisqués depuis 1671.

L'Église obtient à Sopron, un grand avantage. Par la Diète, l'empereur a cherché à ménager les susceptibilités. Il accorde suffisamment de droits aux Protestants pour espérer désamorcer la crise en Hongrie, mais il ne rend pas tout. Ainsi, la Diète ne met pas fin aux empiétements catholiques en Hongrie. Le contraire aurait signifié, de manière tacite, que l'empereur reconnaissait s'être trompé dans sa politique. Léopold Ier a fait tout de même d'énormes concessions par rapport aux buts qu'il s'était fixés en 1672-1673. En acceptant le multiconfessionnalisme, le roi Habsbourg renonce à l'espoir d'unifier la monarchie par le ciment catholique. La Hongrie conserve donc son caractère protestant et son statut particulier.

C'est donc un échec lourd de conséquences pour la monarchie habsbourgeoise. La Contre-Réforme était bien fondamentale pour la Maison d'Autriche. Cet échec, marqué par le compromis de Sopron et la patente de tolérance de 1681, fait que ce ciment n'existe pas à cette date. L'Autriche reste donc un État multiethnique, multilinguistique et multiconfessionnel. Sopron est le constat réaliste d'un échec qui vise à éviter de plus grands maux. Par conséquent, l'idée maîtresse de la branche Styrienne, c'est-à-dire l'unification par la religion, n'a pas été réalisée et aucun substitut n'est engagé dans le futur. La France, en soutenant la Hongrie, au travers des soulèvements de Pierre Zrinyi et d'Imre Thököly, a certainement cherché à combattre cette unification qui aurait, à coup sûr, renforcé de manière considérable, la puissance des Habsbourg. Il est impossible que la diplomatie française ne se soit pas aperçue de cela, ce qui nous permet d'établir, sans trop de risque, cette hypothèse. Comme nous venons de l'esquisser ci-dessus, la révolte de 1672-1688, sous la direction de Thököly pour les dix dernières années, permet de faire reculer Vienne sur la question de l'installation de la Contre-Réforme et la centralisation politique de la Hongrie. Il est désormais important de voir les détails de ce mouvement, et le rôle que la diplomatie française y a joué. Dans les premières années, la rébellion reste limitée à des actions de *petite-*

³¹ Jean Bérenger, *La Hongrie des Habsbourg au XVIe siècle : République nobiliaire ou Monarchie limitée ?*, Revue Historique n° 483, 1967, p. 31-33.

guerre que mènent des maquis. Le premier événement qui va favoriser le grossissement de la guérilla survient durant l'année 1674. À cette date, la Grande-Bretagne conclut une paix séparée de la France avec la Hollande. Ceci incite une nouvelle fois l'empereur à déclarer son hostilité à Louis XIV. Affaiblie par la défection de l'Angleterre, la réaction de la France ne se fait pas attendre. Elle applique de nouveau la vieille tactique de l'alliance de revers contre l'Autriche.

Le royaume du lys se déclare prêt à aider les Hongrois soulevés. L'appel de la France est une chance pour des Magyars qui doivent obligatoirement s'allier à une puissance extérieure pour espérer avoir une petite chance de triompher. L'instabilité de la Hongrie est parfaitement connue de la diplomatie française. Elle l'utilise une nouvelle fois à merveille. C'est ce que nous avons vu dans la partie traitant de la révolte de Nicolas Zrinyi. L'aide française est définie et ratifiée par le traité de 1677. Celle-ci se fait par l'intermédiaire du prince de Transylvanie. En effet, comme le préconise Cardin le Bret, le roi de France ne peut pas soutenir une révolte d'un peuple contre son souverain légitime. Léopold est roi de Hongrie depuis 1658. Ainsi, un subside annuel de 100 000 écus est versé au prince de Transylvanie, à la condition que ce dernier aide les Hongrois avec une force égale ou supérieure à 15 000 hommes. Le marquis de Béthune, ambassadeur de France en Pologne, recrute des troupes placées sous le commandement de Boham, au sein du royaume polonais de Jean Sobieski. Mais, cette aide s'épuise rapidement.

En 1678, la France signe la paix de Nimègue et obtient ce qu'elle cherchait réellement en apportant son soutien à la Hongrie : un affaiblissement de la Maison d'Autriche. Pour ne pas raviver les tensions avec l'empereur, l'appui français diminue. Son aide devient de plus en plus indirecte. À partir de cette date, elle prend la forme de quelques subsides et d'un appui diplomatique en Pologne et en Turquie. Les Hongrois n'ont alors d'autre choix que de se tourner vers ces nations alliées de la France. La Pologne refuse immédiatement. Elle ne veut pas d'une guerre avec son puissant voisin autrichien. En revanche, la Turquie montre un intérêt grandissant pour les offres alléchantes que propose Imre Thököly. Un prétexte fourni par le beau-père de Rakóczi permet aux Ottomans d'intervenir et ainsi de se racheter pour la paix de Vasvár. Thököly offre le placement de la Hongrie sous protectorat. La France agit également en coulisses, par l'action de son ambassadeur à Constantinople, pour que les Turcs acceptent l'offre de Thököly. Finalement, le sultan consent.

Le conflit a permis de cristalliser toutes les forces d'opposition. Les nobles et les roturiers se sont mobilisés contre un monarque légitime. Ils possèdent ensemble le droit de se révolter contre un tyran. On retrouvera cette union dans la révolte menée par François II Rakóczi. Toutes les forces de la région ont été impliquées dans la crise. En effet, la France, l'Empire ottoman et la Transylvanie ont successivement soutenu les Hongrois face aux Autrichiens. Le conflit n'était donc pas seulement régional, mais également international. Par l'intérêt qu'elle suscite, ceci montre l'importance stratégique d'un territoire comme la Hongrie. Toutefois, malgré le compromis de Sopron, la guerre continue jusqu'en 1688. On peut se demander pourquoi. La solution se trouve dans les habiles manœuvres de la diplomatie française. La France incite Thököly à rompre les négociations avec Léopold en le persuadant de l'indépendance de la Hongrie, même au prix d'un protectorat ottoman. Louis XIV sent que la révolte risque de s'essouffler après Sopron. La France, au moment du compromis, est pleinement engagée dans la politique des réunions allemandes depuis 1678, et l'est jusqu'en 1688. La diplomatie française a donc besoin que l'Autriche n'intervienne pas. Elle cherche donc à entretenir l'agitation dans l'Empire, car cette agitation est une garantie, de par un affaiblissement militaire de l'Autriche. En effet, c'est la base de la stratégie de l'alliance de revers. Tant que les Autrichiens sont occupés à mater les révoltes hongroises et à combattre les Turcs, ils ne risquent pas de lancer une offensive majeure contre la France. Ils devraient alors se battre sur deux fronts. Ainsi et pendant ce temps, Louis XIV a les mains libres. Afin de soutenir cette idée, il suffit d'observer les événements de l'année 1688. Cette année est marquée par la capitulation de Thököly qui s'enfuit en Turquie. Or, la même année, libérés de Thököly, les Autrichiens n'hésitent pas à s'opposer à la France dans la guerre de la Ligue d'Augsbourg (1688-1697). En tout cas, dans cette politique, la Hongrie n'est ici qu'un vulgaire pion sur l'échiquier de la diplomatie française. Toutefois, les diplomates font une erreur dans cette manœuvre traduisant leur méconnaissance de la noblesse hongroise. Cette noblesse aspire à l'indépendance et non à une nouvelle forme de domination. L'appel de Thököly aux Ottomans a pour conséquence de le couper de sa noblesse. Mais ce dernier n'a pas d'autre choix après que la France l'a abandonné ; Louis XIV préfère mettre fin à la guerre de Hollande en signant la paix de Nimègue en 1678. Ainsi, la défection de la France et le recul ottoman à partir de 1683 ont, pour conséquence directe, l'échec de la rébellion de Thököly en 1688. La diplomatie française a tout de même réussi à entretenir les troubles pendant presque dix ans. Au travers des révoltes de Thököly et de Zrinyi, on voit nettement que les liens entre la France et la Hongrie sont bien antérieurs au soulèvement de Rakóczi.

Karlowitz, une trahison autrichienne aux yeux des Hongrois

La paix de Karlowitz met fin à la reconquête de la Hongrie. Cette paix est fondamentale à ce titre. Elle a des conséquences directes, aussi bien sur la révolte de Rakóczi, que sur l'attitude de la diplomatie française en Europe centrale et orientale. De manière générale, le traité est difficile à appréhender pour le profane, car il est nécessaire de l'analyser dans sa globalité. Il suppose de comprendre la complexe histoire de l'Europe centrale et celle de l'Empire ottoman, c'est-à-dire l'histoire de deux civilisations distinctes.

Les sources issues de l'abbé Mignot³² nous aident à mieux comprendre les enjeux de cette paix précédant la guerre de Succession d'Espagne. La conférence se déroule à Karlowitz entre le quatorze novembre 1698 et le vingt-six janvier 1699. Le lieu de la conférence est une place située entre Belgrade et Peterwaradin. Plusieurs raisons poussent les deux camps à se rencontrer. Selon Fabrice Cavanihac, ces raisons nous sont expliquées par le voïvode de Moldavie Dimitri Cantemir³³. Pour lui, les Turcs ne cessaient de reculer depuis le siège de Vienne, il y a seize ans. Ainsi, même si les armées ottomanes se battaient d'arrache-pied et s'arc-boutaient dans toutes les places fortes, le sultan n'avait plus les moyens financiers et humains de soutenir une nouvelle campagne d'envergure pour contre-attaquer. Il fallait donc essayer de sauver ce qui restait à sauver, car l'avenir ne présageait aucune possibilité de reprendre l'initiative militaire à court terme. Pour les Autrichiens, leur motivation est d'une autre nature. Ils ont l'initiative depuis seize ans et ils ont repoussé les Ottomans jusqu'à la frontière orientale de la Hongrie. Leur avenir semble radieux. Pourquoi signer la paix alors qu'ils ont bien plus à espérer de la guerre ? Il faut chercher la réponse ailleurs en Europe, du côté de Madrid. À la fin de l'année 1698, il est certain que le roi d'Espagne Charles II n'aura pas de descendance masculine et son état de santé s'aggrave constamment. Tout porte à croire qu'il va prochainement mourir. La France et l'Autriche préparent leurs prétendants à monter sur le trône d'Espagne. La succession et la guerre se profilent. L'immense héritage, représenté par les colonies outremer et les possessions européennes de l'Espagne, aiguise les ambitions. La Maison d'Autriche a besoin de toutes ses forces et de l'ensemble de ses alliés pour ne pas être submergée par la France dans la guerre qui se prépare. Les négociations regroupent les belligérants. Ainsi, les ambassadeurs de l'Empire ottoman, de l'Autriche, de la Russie, de la Pologne, et de Venise, sont présents à la table des négociations. Il faut y ajouter deux

³² Fabrice Cavanihac, *Ibid.*, p. 191.

³³ Fabrice Cavanihac, *Ibidem.*

médiateurs, celui de l'Angleterre et des Provinces-Unies. La France est aussi représentée. Le vingt-six janvier 1699, mis à part le représentant français, le traité de paix est signé par tous les plénipotentiaires. Sa mission est de faire échouer le congrès. Ceci faillit arriver pour une question de bienséance que le représentant français ne manque pas d'alimenter³⁴. Le traité prévoit une trêve de vingt-cinq ans. D'un point de vue territorial, les possessions hongroises, transylvaines et la région comprise entre la rivière Teysse et le Danube vont à l'Autriche. L'empereur réalise un gain territorial³⁵ de 350 000 kilomètres carrés. Le sultan conserve le banat de Temesvar. En ce qui concerne la Hongrie, sa frontière avec l'Empire ottoman est délimitée par l'embouchure du Manos et le long de la Teysse jusqu'à l'embouchure du Bossut dans la Save. La rivière Teysse forme la frontière Sud jusqu'au confluent avec l'Unna. Vienne se méfie des Hongrois et installe, dans ces régions, des réfugiés serbes orthodoxes qui servent de milices frontalières. Au moment du soulèvement de 1703, ces derniers manifestent leur allégeance à Léopold Ier contre les rebelles de François Rakóczi. Afin d'éviter la mise en place d'un blocus, les fortifications des villes de Lippa, Chonad, Lugos, Herconisia, Betch, Betchkerek et de Sabbia doivent être rasées. Les autres participants reçoivent, eux aussi, des compensations.

En résumé, le traité est donc très lourd pour les Ottomans qui perdent 350 000 kilomètres carrés au profit de l'Autriche soit, l'équivalent de la superficie actuelle de l'Allemagne. Les Ottomans sont repoussés de toutes parts en Europe centrale et orientale. Ils ont perdu, en vingt ans, ce qu'ils avaient mis cent cinquante ans à conquérir. Cet aspect est fondamental, car il montre que l'Empire ottoman est une puissance déclinante. Une dynamique que n'a pas su déceler la diplomatie française au début du XVIIIe siècle. Cette erreur d'analyse a également eu des conséquences néfastes sur la révolte de Rakóczi et sur les relations franco-ottomanes. Pour Jean Bérenger, cette paix constitue un véritable point de bascule dans les équilibres géopolitiques de la région, dont l'alliance impie des rois de France et des sultans est des moteurs depuis le XVIe siècle :

« Cette paix transforme la nature des relations entre la France et l'Empire ottoman. Désormais la question du négoce devient le principal sujet des relations entre le Lys et la Porte. »³⁶

³⁴ Fabrice Cavanilhac, *Ibid.*, p. 192.

³⁵ Superficie équivalente à celle de l'Allemagne (356 854 km²).

³⁶ Jean Bérenger, *La paix de Karlowitz, 26 janvier 1699 : les relations entre l'Europe centrale et l'Empire ottoman*, t. 1, Paris, Honoré Champion, 2010, p. 378.

Elle explique de nombreux choix du marquis des Alleurs durant la guerre de Succession d'Espagne pour la France. Malgré les efforts de la France, la paix de Karlowitz marque donc, la libération de la Hongrie du joug ottoman et le recul de celui-ci. Mais les Hongrois ne sont pas libres et indépendants pour autant. Cela serait oublier les efforts de domination absolutiste entrepris par Léopold Ier de 1660 à 1681. Ce dernier n'y a d'ailleurs pas totalement renoncé. En effet, les Hongrois doivent subir une nouvelle occupation. Les Autrichiens succèdent aux Turcs. L'empereur ne laisse pas passer l'occasion d'agrandir son territoire et d'assujettir totalement les Hongrois. Léopold Ier n'a-t-il pas retenu les leçons tirées de l'échec de la Contre-Réforme ? Il devrait pourtant se rappeler que la Hongrie, en plus d'être un vaste territoire, est une nation qui possède de profondes racines historiques avec une culture et une langue atypiques en Europe. Encore aujourd'hui, les Hongrois aiment à se faire appeler « Magyar » en souvenir du peuple ouralien arrivé dans cette grande plaine au Xe siècle. Si l'on traduit littéralement le mot « magyarország », qui est le terme courant pour désigner la Hongrie en langue hongroise, celui-ci signifie, en français, « le pays des Magyars ».

Les Hongrois possèdent, au début du XVIIIe siècle une forte identité. En 1699, à la joie de la libération, succède la colère face à la trahison autrichienne. Les mots employés sont volontairement forts et ne constituent en rien une prise de parti. En effet, l'Autriche ne prend pas en compte l'aide des Hongrois durant toute la durée de la reconquête. Les Magyars ont le sentiment d'être traités en vaincus. Il est possible que Léopold Ier justifie cette attitude en se basant sur le soutien qu'a apporté Imre Thököly aux Turcs de 1679 à 1688, et sur l'offre qu'il a faite au sultan, la protection de la Hongrie. La paix de Karlowitz donne une nouvelle chance à Léopold Ier d'accomplir son rêve : absorber le royaume de Hongrie et conquérir le cours du Danube vers la mer Noire. Elle préfigure une nouvelle offensive contre les piliers de l'autonomie magyare, la noblesse, les États et la constitution. Au tournant du siècle, les Hongrois sont hostiles aux Habsbourg et la révolte gronde. Les bases politiques et psychologiques d'une nouvelle rébellion sont déjà en place. Elles vont être décuplées par le poids de l'occupation, et les nouvelles prétentions absolutistes de l'empereur.

Les causes immédiates de la guerre d'Indépendance hongroise

Une présence autrichienne vécue comme une nouvelle occupation

Ce poids de l'occupation a été relaté par un contemporain et un participant à la guerre d'indépendance, Louis Lemaire, ingénieur du roi de France³⁷. Il effectue une belle carrière militaire en terminant maréchal de camp. Sa date de naissance est incertaine, on l'estime entre 1664 et 1666. Il s'engage dans l'armée et sert dans l'infanterie au sortir de laquelle il commence des études pour devenir ingénieur du génie, charge qu'il exerce aux côtés du marquis des Alleurs. Avant d'être envoyé en Hongrie, il se fait remarquer au siège de Luxembourg en 1684 et à celui de Mayence, cinq ans plus tard. En 1690, il est nommé capitaine et ingénieur du roi. Après la guerre de la Ligue d'Augsbourg, il est envoyé en 1702 aux Pays-Bas et dans les Alpes. Il reste en Hongrie durant cinq ans de 1705 à 1710 où il seconde des Alleurs pour toutes les questions militaires. Les deux hommes sont proches. En effet, Béla Kopeczi dans son récit critique nous apprend qu'en matière de politique étrangère « *il reçoit ses informations du marquis des Alleurs dont il approuve entièrement les idées* »³⁸. Ce récit nous est très utile pour comprendre les intentions et l'interprétation de la situation diplomatique du marquis à un instant bien précis. Pourtant, de par le fait qu'il est critiqué de manière virulente par Béla Kopeczi, nous nous voyons dans l'obligation de confronter sa vision aux écrits, de Ferenc Rakóczi et de Miklos Molnar. Louis Lemaire condamne ouvertement la politique absolutiste de Léopold Ier comme il l'affirme clairement dans *Relation de ce qui s'est passé dans la guerre de Hongrie depuis le commencement de la campagne de 1705 jusqu'au mois de mars 1708* :

« Il ne faut pas s'en tenir à la destruction des chefs qui ont entraîné le peuple dans la révolte, mais considérer si ce peuple n'en trouve pas des motifs dans l'injustice et l'oppression de ses maîtres ».

Dans son ouvrage, « *Hongrois et Français de Louis XIV à la Révolution française* », Bela Kopeczi reprend des propos de la page quatre de la seconde partie d'*Histoire intéressante ou relation de la guerre du Nord et de Hongrie*. Tout d'abord, il parle de

³⁷ Béla Kopeczi, *Hongrois et français de Louis XIV à la Révolution française*, Chap. IX, *Un critique français de la guerre d'indépendance hongroise : Louis Lemaire ingénieur du roy*, Paris, CNRS, 1983, p. 216 à 236.

³⁸ Béla Kopeczi, *La France et la Hongrie au début du XVIII^e siècle*, Budapest, 1971, p. 224.

l'infraction aux privilèges des États provoquée par l'occupation, ce qui vexa la noblesse et marque l'ingérence absolutiste critiquée par Lemaire. Ceci est confirmé par le mémoire de Mathieu Aubert dans lequel il étudie la proclamation d'indépendance rédigée par Ferenc Rakóczi en 1704 : «*Rescrudescunt diutina inclynae gentis Hungairiae vulnera*»³⁹. La politique absolutiste heurte les États nobiliaires. Ils sont les gardiens de l'autonomie du royaume de Hongrie et donc un frein aux ambitions absolutistes de Léopold Ier. Il faut donc abattre tous les pouvoirs de la noblesse pour laisser cette propagation se développer. C'est ce que fait l'empereur. Les mesures qu'il prend contre ces États nobiliaires sont exposées par Rakóczi dans la proclamation comme étant la cause principale du conflit, l'absolutisme de Léopold Ier. La première, la plus importante, est l'abolition des droits d'élection du roi. Cette mesure prive le régime de son essence. La monarchie hongroise est, au même titre que la monarchie polonaise, une monarchie élective. La suppression de l'élection du roi offre l'hérédité du trône magyar aux Habsbourg puisque Léopold est roi de Hongrie depuis 1658.

La Hongrie est rattachée de fait à la Maison d'Autriche. Elle détruit également le rôle politique central de la noblesse qui n'est plus actrice, mais spectatrice des successions. La seconde abolit le droit de fronde, ou le droit de se révolter contre un tyran. Elle perd son principal moyen de pression contre la Maison d'Autriche ; c'est-à-dire la légitimité à se révolter. Ce point est fondamental pour recevoir le soutien d'une puissance étrangère, car les monarques ne peuvent pas soutenir de jacqueries. La présence de nobles, dans une révolte, enlève ce caractère d'insurrection paysanne et le soutien d'une puissance étrangère redevient alors envisageable. Les prérogatives de la moyenne noblesse sont encore ici visées. Mais l'offensive contre la *kozepnemesseg* ne s'arrête pas là. La troisième réforme, évoquée dans la déclaration, le confirme. Léopold Ier décide que désormais les charges d'État seront attribuées à des étrangers. Cette mesure marque la fin des fonctions politiques de la noblesse hongroise. À travers ce troisième point, c'est aussi l'autonomie des États, défendue par les élites politiques, qui est mise en jeu. Le remplacement par une noblesse étrangère, cliente de Vienne, signifie la fin de l'autonomie des États et ouvre la porte à la propagation de l'absolutisme. Le troisième pilier supportant l'autonomie hongroise vient de s'effondrer. Mais, Vienne se doute que la noblesse ne se laissera pas faire. La Contre-Réforme en est un cuisant exemple.

³⁹ Se traduit en français par : « Les anciennes plaies de la nation hongroise se rouvrent ».

Il faut donc mettre définitivement la Kozepnemesseg et les magnats « rebelles » à genoux. Pour cela, il faut briser le reste des pouvoirs qu'il leur reste : économique et judiciaire. Tout d'abord, le pouvoir économique personnel : les biens des territoires reconquis sont vendus. La noblesse est bien évidemment visée, car la paysannerie reste très pauvre. Les gens issus de la noblesse avaient toutefois la possibilité de recouvrer leurs biens s'ils versaient une somme importante au trésor royal. En payant, la noblesse n'avait alors plus les moyens de soutenir une révolte en faisant appel à ses capitaux propres. Cela offrait une garantie supplémentaire à leur soumission. De plus, la noblesse doit s'acquitter d'un impôt régulier. Cette nouvelle mesure mécontente fortement, car en 1696, elle s'était déjà élevée contre le projet d'impôt de Kollonich. Dans son esprit, elle ne doit qu'un seul impôt : celui du sang. Selon Lemaire, ces mesures fiscales viennent de l'avarice des ministres de Léopold Ier qui souhaitent s'enrichir sur le dos de la Hongrie.

Les mesures sont une des causes principales de la rébellion. Il est certain que toutes ces modalités ont poussé la noblesse à soutenir Ferenc Rakóczi. Son extrême virulence atteint son paroxysme lorsqu'elle se voit privée de ses fonds et de ses biens. C'est aussi cet aspect de l'avarice de cette noblesse hongroise que souligne l'ingénieur du roi⁴⁰. Le pouvoir économique au niveau national est lui aussi attaqué. À partir de ce moment, l'Autriche contrôle directement la Chambre aulique et la Chambre des finances. La mise sous tutelle de cette chambre fait perdre à la Hongrie son indépendance économique par l'impossibilité pour la noblesse et la nation de s'autofinancer. Ceci renforce davantage encore l'emprise de Vienne sur le royaume.

Enfin, le système judiciaire hongrois est remplacé par un système judiciaire étranger. En conséquence, ce changement achève l'œuvre « colonisatrice » de l'Autriche en Hongrie. La marque de l'absolutisme est désormais partout. La constitution garantissant l'autonomie et le caractère électif de la monarchie hongroise est purement et simplement vidée de son essence, car abolie. Dans ce nouveau système absolutiste, antithèse de la monarchie élective, la noblesse hongroise devient une sous noblesse, écartée de toutes les responsabilités. Elle perd donc sa prédominance au profit d'une centralisation monarchique incarnée par des étrangers fidèles à l'empereur. La noblesse ne peut évidemment pas accepter cela. Son mécontentement est grand. Désormais, elle a d'excellentes raisons de se révolter et de soutenir Ferenc Rakóczi,

⁴⁰ Béla Kopecki, *La France et la Hongrie au début du XVIIIe siècle*, Budapest, 1971, p. 218.

même si elle n'en a plus légitimement le droit. Si la noblesse à toutes les raisons de fronder, le peuple a également toute légitimité pour agir, d'autant plus qu'une rébellion ne se fait pas avec un ordre seulement. La noblesse n'a en effet pas les moyens démographiques de soutenir cette rébellion seule. Les soldats, dont elle a besoin, sont des paysans. Mais seront-ils prêts à suivre la noblesse dans une guerre contre l'Autriche à l'issue plus qu'incertaine ? Si l'on se réfère aux écrits de Lemaire et à la proclamation de 1704, la paysannerie a de bonnes raisons de se soulever et de suivre la noblesse.

Ainsi, l'ingénieur condamne les lourdes charges pesant sur le peuple. Mathieu Aubert, avec l'aide de la proclamation de 1704, relève également que les impôts augmentent. Nous observons dans les sources documentaires que des vexations sont infligées à la paysannerie et aux troupes hongroises, par des soldats étrangers, d'origine germanique pour la plupart. Ceci fait penser aux exactions commises par les troupes allemandes pendant la politique de la terreur menée par Kollonich durant les années 1670. D'ailleurs, celles-ci semblent s'être remises en place. Les libertés religieuses sont de nouveau réduites.

En effet, les Protestants hongrois sont victimes de persécutions catholiques, exactement comme au plus fort de la Contre-Réforme. Rakóczi joue de cela pour fédérer les masses paysannes, en donnant un caractère mystique à sa rébellion, en affirmant dans la proclamation qu'elle n'est que « *la volonté de Dieu* ». De plus, à cette situation difficile vient s'ajouter le fait que tous les opposants à la mise en pratique de ces réformes, qu'ils soient nobles ou simples paysans, sont exécutés. Par la violence qu'ils mettent en place, Léopold Ier et ses conseillers se coupent une nouvelle fois, de la paysannerie. Ils auraient pourtant dû retenir la leçon des années 1670 et du compromis de Sopron. Il est très difficile de soumettre la nation hongroise par la force, puisqu'elle est habituée à la subir. Cet aspect, Rakóczi ne manque pas de le rappeler à l'empereur dans la proclamation de 1704 :

*« Apprendre au roi de la Maison d'Autriche que la nation hongroise ne pouvait être conduite par une crainte servile, mais qu'elle supporterait volontiers le joug d'un amour paternel ».*⁴¹

Il faut s'attarder ici sur l'emploi du mot « *nation* ». Il démarque la révolte de la simple jacquerie et lui donne un caractère global et sécessionniste, légitime à être soutenu par une

⁴¹ Miklos Molnar, *Histoire de la Hongrie*, Paris, Perrin, 2004, p. 186-187.

puissance étrangère. Une nouvelle fois, Léopold Ier ne s'attarde pas sur les particularismes hongrois pour conduire sa politique. Cette méconnaissance, qui avait déjà provoqué l'échec de la Contre-Réforme, facilite l'unification de tous les Hongrois contre lui, sous la même bannière. L'esprit de résistance est un élément de l'identité magyare. Il trouve sa genèse dans la propre histoire de ce peuple. Henry Lémery⁴² résume cette particularité de l'identité hongroise par ces mots :

« La Hongrie a une très forte personnalité ethnique. Elle aspire avant tout à rester elle-même, à ne se laisser submerger par aucun grand courant qui se dessine autour d'elle. Historiquement, ce fut sa constante préoccupation. Elle résista valeureusement à la poussée slave, à la poussée turque et à la poussée germanique. »⁴³

La poussée germanique fait l'objet d'un rejet violent au début du XVIIIe siècle avec la rébellion de François Rakóczi contre Léopold Ier. Malgré la défaite du prince magyar en 1711, Henry Lémery sait en 1937 que la Hongrie retrouve finalement son indépendance au traité de Trianon de 1920, après l'avoir perdu en 1526. La résistance à la *poussée germanique* est également une référence à l'obtention de cette indépendance. Cette faculté à résister est favorisée par l'isolement géographique qui renforce les marqueurs identitaires en raison de la réduction des échanges avec les peuples alentours. Les apports extérieurs étant moins nombreux, l'acceptation de nouveaux modèles politiques est plus difficile.

Louis Lemaire ajoute plusieurs autres raisons, qui viennent renforcer ou prolonger les précédentes, qu'occulte la proclamation de 1704. Pour lui, il ne faut pas oublier de prendre en compte la menace ottomane et la peur d'un retour des Turcs. Il est facile d'imaginer l'ampleur de cette emprise sur une population qui sort de cent soixante-treize ans de domination, surtout pour les comitats les plus au Sud. Elle joue logiquement un rôle dans le déclenchement de la rébellion, lorsque l'on apprend ce qui suit. En effet, il fait le constat de la négligence et du peu d'entretien accordé aux places fortes et aux garnisons. Ce qui accentue le sentiment d'abandon des Hongrois suite au traité de Karlowitz. Ce sentiment d'abandon et cette peur

⁴² Henry Lémery naît en 1874 à Saint-Pierre en Martinique et décède en 1972. Originaire des Antilles françaises, il est le premier insulaire à entrer dans un gouvernement de la République en 1918 à la demande de Georges Clemenceau. Déjà député de l'île en 1914, il obtient à la fin de la guerre le portefeuille du sous-secrétariat d'État au commerce, puis à l'industrie, aux Postes et Télégraphes, aux transports maritimes et à la marine marchande. Il est ensuite Garde des Sceaux dans le gouvernement de Gaston Doumergue en 1934. Durant les troubles des années 1930, il est connu pour être un anticommuniste affiché, sans verser dans le fascisme ou les Ligues d'extrême droite. Avocat de formation, il est l'auteur de plusieurs ouvrages historiques.

⁴³ Henry Lémery, *L'évolution danubienne et la Hongrie*, Nouvelle revue de Hongrie, vol. 56, Budapest, 1937, p. 05.

furent déjà l'une des raisons du déclenchement du soulèvement de Pierre Zrinyi en 1664. La paix de Karlowitz, par cet aspect, ressemble beaucoup à celle de Vasvár dans son application. On trouve plusieurs raisons au non-entretien des places fortes et de leur garnison par le pouvoir habsbourgeois. Tout d'abord, il est motivé par le fait que la Turquie a signé une paix pour vingt-cinq ans. Vienne sait que l'armée du sultan n'est plus que l'ombre d'elle-même, et les généraux et diplomates autrichiens sont persuadés qu'elle ne tentera rien d'ici la fin de la trêve. L'avenir leur donne raison. D'autre part, l'Autriche devine que la guerre de Succession d'Espagne se prépare. Elle va avoir besoin de toutes ses forces et de tous ses fonds pour s'opposer à la France. Voici ce qui pourrait expliquer cet état de fait. Mais, les Hongrois sont loin de disposer de toutes ces informations. Ils ont encore à l'esprit la puissance dégagée par les Turcs, et cela malgré leurs revers successifs durant les deux dernières décennies. Il est donc logique que par la suite, Louis Lemaire critique l'absence de contrôle du souverain impérial et la mauvaise administration de ses gouverneurs et commissaires généraux⁴⁴. Ce dernier point excite certainement les vellétés d'indépendance des Magyars.

En effet, devant l'incapacité de l'administration impériale à gérer correctement les défenses et les provinces hongroises, les Magyars pensent qu'ils seront plus efficaces s'ils s'administrent et se défendent eux-mêmes. Le prolongement de ce raisonnement se traduit par le développement de l'idée d'indépendance, ou d'une autonomie élargie. Ceci ne peut être obtenu que par la guerre, Rakóczi en est parfaitement conscient en 1700.

Par conséquent, au sortir de la guerre austro-ottomane de 1679-1699, sanctionnée par la paix de Karlowitz, le mécontentement est grand dans le royaume de Hongrie. Les esprits sont aptes à s'insurger, à manifester leur rejet de l'occupation autrichienne. Les vellétés absolutistes traduites par les mesures politiques, économiques, judiciaires, religieuses prises contre la noblesse et le peuple entre 1699 et 1703, réalisent l'unité hongroise contre les Habsbourg. Si l'on ajoute à cela les exactions commises par les troupes d'occupation, il n'est pas étonnant que la Hongrie soit au début du XVIIIe siècle, une vraie poudrière. Il reste à savoir qui aura assez de charisme et d'autorité pour embraser la région tout entière.

⁴⁴ Béla Kopecezi, *La France et la Hongrie au début du XVIIIe siècle*, Budapest, 1971, p. 218.

Une histoire familiale et des idéaux qui poussent le prince Rakóczi à se soulever

Après avoir vu les motivations collectives de la « nation » hongroise, il est maintenant de la première importance d'étudier ce qui pousse ce jeune prince à prendre le commandement de cette guerre d'indépendance, alors que celui-ci est un puissant magnat catholique, qui dispose d'un immense et riche domaine. Il tire sa puissance de ses possessions qui comptent près de cent mille paysans⁴⁵. À première vue, il n'a rien à gagner puisqu'il ne cherche même pas à rétablir sa Maison. Il faut donc chercher du côté personnel pour découvrir les motivations qui l'animent.

Pour définir cet aspect, nous nous appuyerons sur les études de Claude Michel de Sacy et sur ce que nous avons esquissé auparavant. Mathieu Aubert trouve les motivations de Rakóczi dans la tradition familiale. En effet, le futur chef des malcontents fait partie d'une famille d'opposants actifs aux Habsbourg. En effet, il est le petit fils de Georges Ier Rakóczi de Transylvanie qui est entré dans la guerre de Trente Ans aux côtés de la France et de la Suède contre Ferdinand III de Habsbourg. Il a été, à ce titre, soutenu par Louis XIII. Aussi, sa mère porte le nom d'une grande famille de résistants, les Zrinyi. Elle s'appelle Ilona Zrinyi. Le frère de celle-ci a commandé la rébellion s'opposant à la Contre-Réforme catholique. Sa mère reçut également le soutien de la France. Enfin, après la mort de son père, un Rakóczi, peu après sa naissance, sa mère se remarie avec Imre Thököly, une autre grande figure de la lutte indépendantiste hongroise. Il obtient lui aussi le concours, rapide, de Louis XIV. Ferenc Rakóczi n'aime pas son beau-père. En 1688, Thököly place son beau-fils comme otage en échange de sa vie. L'Autriche se méfie déjà de ce jeune adolescent qui vient d'une famille de révoltés et d'ennemis à l'Empire. Il a alors douze ans lorsqu'il est séparé de sa mère et devient l'otage de la Maison d'Autriche. Ceci excite certainement son ressentiment contre les Habsbourg et développe chez lui un embryon de sentiment « nationaliste ». On peut donc dire que par son vécu personnel et familial, François II Rakóczi a baigné dans la révolte, ayant été élevé dans un sentiment anti-autrichien. Or si l'on se réfère à la psychanalyse moderne, l'impact des premiers moments de la vie sur les futurs traits de caractère d'un individu est important. Il n'est donc pas étonnant de le voir se placer dans la tradition familiale en prenant lui aussi les armes. Ainsi par sa généalogie, François II Rakóczi et sa révolte ne sont que les héritiers de ce combat pour retrouver l'indépendance. C'est justement une continuité, car,

⁴⁵ AAE, Cor. Pol. Hongrie, vol. 12, f° 92

toutes les guerres menées par sa famille depuis Georges Ier, sont des guerres à objectifs indépendantistes et non impérialistes. C'est en cela que la sienne se place dans la suite des autres. Le prince le confirme lui-même dans ses mémoires :

« Je rappelle cinq guerres entreprises dans un même siècle, on pourroit dire qu'elles ont été continuées. »⁴⁶

La sienne est la sixième. Cet aspect est majestueusement souligné dans le titre de sa proclamation de 1704 : *« Recrudescunt diutina inclytæ gentis hungairæ vulnera »*, ce qui signifie en français « les anciennes plaies de la nation hongroise se rouvrent ». On peut voir cette phrase gravée sur le piédestal de la statue équestre de Rakóczi à Budapest sur la place Kossuth (« Kossuth tér »), située derrière le majestueux parlement de Hongrie. Par ce titre, il souhaite donc marquer cette continuité et entraîner sous son étendard le peuple et la noblesse, c'est-à-dire la « nation » hongroise tout entière. C'est en cela qu'elle constitue, encore aujourd'hui, un symbole. C'est pour lui un impératif. Il le dit dès la première ligne de la proclamation : *« Doit entraîner aussi le peuple que la noblesse »*.

La fédération des forces vives de la Hongrie est pour le jeune prince fondamental. D'ailleurs, comment en aurait-il pu être autrement ? Pour s'en convaincre, il suffit, comme nous l'avons fait, de jeter un rapide coup d'œil à son arbre généalogique et à sa jeunesse. En effet, toutes les révoltes du XVIIe siècle étaient commandées par un membre de sa famille : son grand-père paternel Georges Ier Rakóczi, son oncle maternel Pierre Zrinyi et son beau-père Thököly. Ce combat est donc incarné par sa famille tout au long du XVIIe siècle. Il le perpétue au XVIIIe siècle. Ainsi, en plus du poids de l'Histoire, le jeune prince doit supporter un fardeau bien plus lourd, celui de la tradition familiale. On peut supposer qu'il y a ici une dimension sacerdotale, un devoir d'achever ce que ses ancêtres ont amorcé.

Toutefois, les raisons familiales ne sont pas ses uniques motivations. En effet, il ne faut pas voir Rakóczi comme un prince avide de vengeance, ultra nationaliste et n'ayant que pour unique but de perpétuer la tradition familiale ou de redorer le blason de sa famille. Il y a en lui des raisons humanistes et désintéressées qui l'animent. Claude Michel de Sacy nous le confirme :

⁴⁶ Miklos Molnar, *Ibid.*, p. 186 à 193, 2004.

« *Le prince est presque le seul chef de parti à qui l'intérêt général n'ait pas servi des intérêts particuliers.* »⁴⁷

« *Il avoit refusé des couronnes pour ne s'occuper que du soin de venger sa patrie et aimoit mieux être citoyen de Presbourg que roi de Varsovie.* »⁴⁸

Les couronnes auxquelles fait référence l'auteur sont celles de Transylvanie qu'il obtient à la Diète de Gyulafehérvár le huit juillet 1704, et celle de Pologne offerte par Pierre Ier le Grand, s'il devenait son candidat en 1706. Pierre Ier de Russie propose la couronne à Rakóczi pour qu'il joue le rôle de médiateur entre lui et Louis XIV afin d'améliorer de mauvaises relations. Elles le sont à cause de la guerre russo-suédoise et des commentaires négatifs de l'ambassadeur russe en Hollande, Matveiev, qui, envoyé à Versailles, rapporte au Tsar que : « *Cette cour fait peu de cas de nous et de nos affaires.* »⁴⁹

Ce dernier avait été capturé par des corsaires français lors de son voyage pour venir en France. Il est logique de penser que cet incident froisse l'ambassadeur russe et lui donne une impression négative. Ainsi, par la promesse de la couronne polonaise, il utilise la Hongrie pour se rapprocher de la France. Rakóczi se désiste et préfère que le Tsar envoie des troupes en Hongrie. De plus, ce dernier semble soucieux de soulager les paysans, en voulant réaliser les promesses faites dans la proclamation de 1704. Pour cela, il développe un caractère parfois obstiné en refusant par exemple, la paix que lui offre l'empereur. À ce moment-là, il est pourtant en difficultés et les chances de succès apparaissent réduites, notamment après la défaite de Blenheim. Cette bataille met fin à la stratégie d'encerclement de Vienne. Elle repousse définitivement l'armée française sur le Rhin. Cette attitude est motivée par l'honneur et le respect de la parole donnée et non pas par l'aveuglement ou l'incompétence. Des valeurs qui animent un noble, et qui découlent de la chevalerie. Les sources de l'époque nous dépeignent également les multiples qualités de son caractère : « *C'est un prince vertueux, laborieux, affable, généreux, bienfaisant.* »⁵⁰

Il faut toutefois se méfier de cette source. Claude de Sacy nous décrit un autre aspect de son désintéressement en soulignant qu'il n'a aucune velléité confessionnelle. Il nous montre un autre trait de son caractère, qui va jouer un rôle important dans la cohésion des kurucs :

⁴⁷ Claude de Sacy, *Histoire générale de la Hongrie de la première invasion des Huns jusqu'à nos jours*, t. 2, Paris, Demonville, 1778.

⁴⁸ Claude de Sacy, *Ibidem*.

⁴⁹ Béla Kopeczi, *Hongrois et français de Louis XIV à la révolution française*, Paris, CNRS, 1983 p. 95.

⁵⁰ AAE, Cor. Pol., Hongrie, vol. 12, f° 95

« Son zèle pour la religion catholique ne ressemblait ni à ce fanatisme aveugle qui croit servir Dieu en égorgeant les hommes ni à cette politique sacrilège qui couvre l'ambition du masque de l'ambition. »⁵¹

Dans cette phrase, il montre la grande tolérance de Rakóczi à l'égard des autres confessions chrétiennes. C'est un bon catholique janséniste selon Jean Béranger. Même s'il a été éduqué par les jésuites, il ne devient pas fanatique. Il ne justifie en rien les exactions commises par cet ordre au nom de la Contre-Réforme (1660-1681) ou de l'imposition de la religion d'État (1699-1703). Il a certainement été le témoin de persécutions durant sa jeunesse. Sa tolérance et son caractère ne peuvent accepter cela. Aussi, il respecte les nombreux Protestants et Orthodoxes qui composent les rangs de ses troupes. Il était nécessaire de rappeler les tensions qui ont secoué la Hongrie depuis l'application de la Contre-Réforme catholique. Cela nous a permis de définir clairement les causes anciennes et immédiates de la guerre d'indépendance hongroise de 1703 à 1711. Ainsi, grâce à cela nous avons vu que Rakóczi place sa révolte dans la continuité des guerres menées par sa famille tout au long du XVIIe siècle. Il prend la tête des malcontents pour stopper les ingérences absolutistes de Léopold Ier qui bafouent la constitution garante de l'autonomie de la Hongrie, ainsi que pour défendre la paysannerie victime d'exactions et de persécutions religieuses. Nous avons pu voir qu'il œuvrait de manière désintéressée, et ce, pour le bien et la pérennité du royaume magyar. De plus, la France et sa diplomatie placent également l'aide apportée à Rakóczi, dans la continuité de ce qu'elle a tenté de réaliser avec Zrinyi et Thököly, c'est-à-dire l'affaiblissement de la Maison d'Autriche. Les deux sont intimement liés. De manière générale, nous nous sommes rendu compte que les Hongrois ne peuvent se battre seuls face à une armée autrichienne bien supérieure en armes, et mieux encadrée. Elle bénéficie aussi de toute l'expérience accumulée contre les Ottomans depuis presque deux cents ans. La Hongrie trouve secours auprès de l'ennemi héréditaire de la Maison d'Autriche, les Bourbons. S'il s'inscrit dans une forme de continuité, ce soutien de la France répond également à une stratégie politique qui a également près de quatre cents ans, l'alliance de revers. Maintenant que nous connaissons les rapports de forces qui animent la région, nous pouvons nous appliquer à montrer que cette stratégie militaire pour contrer les Habsbourg est la pierre angulaire de la politique étrangère de la France. C'est ce que nous allons tenter de développer.

⁵¹ Claude de Sacy, *Ibid.*, 1778.

L'acceptation programmée du testament de Charles II d'Espagne par Louis XIV

Un royaume sans héritier et un souverain rongé par la maladie

Louis XIV a tenté de négocier un partage de l'Empire espagnol malgré les réticences des sujets de Charles II à voir leur territoire démembré. Après le rejet des différentes propositions de partage, la France n'a d'autre choix que d'accepter cet héritage qui va nécessairement replonger le royaume et le monde habsbourgeois dans la guerre. Le refus de la Succession d'Espagne au profit du fils de Léopold Ier n'est pas une option, car la France risque de voir se reformer l'Empire de Charles Quint. C'est inacceptable, d'autant que les aïeux du Roi-Soleil se sont battus pour que cette situation ne se reproduise pas. Pour pallier cette éventualité, une politique de légitimation de la désignation testamentaire de Charles II de Habsbourg se met en place à Versailles.

À partir des années 1660, l'Espagne sombre dans le chaos. En réalité, le royaume est en déclin depuis le début du XVIIe siècle. Il ne cesse de perdre de l'influence sur la scène internationale à partir du règne de Philippe III (1598-1621). Louis-Prosper Gachard caractérise la déliquescence progressive de l'influence politique des rois d'Espagne sur leur empire. Pour cela, il reprend les propos de l'ouvrage de François-Auguste Mignet, directeur des archives du ministère des Affaires étrangères de Paris durant la monarchie de juillet :

« Charles Quint avait été général et roi, Philippe II n'avait été que roi ; Philippe III et Philippe IV n'avaient même pas été rois [dans la posture et l'exercice du pouvoir] ; Charles II ne fut pas même homme [dans la capacité à procréer et à fournir une descendance à sa dynastie]. »¹

¹ François-Auguste Mignet, *Négociations relatives à la succession d'Espagne sous Louis XIV. Correspondances, Mémoires et Actes diplomatiques*, t. 1, Introduction, Paris, Imprimerie royale, 1835, p. XXI.

Cette formule résume durement l'œuvre des dynastes habsbourgeois en Espagne. Elle s'avère sans concession, mais elle traduit le lent déclin d'un pouvoir royal confisqué par les Grands d'Espagne au détriment du monarque. A l'inverse, en Autriche et en France, le pouvoir du souverain se renforce au détriment de la noblesse en devenant de plus en plus absolu. Le dernier des Habsbourg d'Espagne est gravement malade depuis sa naissance en raison de la politique matrimoniale de sa Maison.

Le roi Charles II est un homme dont l'Europe attend la mort depuis près de trente-cinq ans. Le portrait réalisé par Juan Carreno de Mirande en 1685, conservé à Vienne, révèle les infirmités physiques et intellectuelles dont souffrait le monarque. Dans ce portrait politique qui doit mettre en valeur le souverain, le peintre ne parvient pas totalement à les masquer. Les infirmités étaient encore plus marquées dans la réalité. Il était rachitique, maladif et faible d'esprit. Il était d'une constitution si fragile qu'il ne put parler avant l'âge de quatre ans et marcher avant l'âge de huit ans. Cependant les sources traduisent une personnalité agréable. Il était sincère, généreux et d'un naturel gentil. Il éprouvait des difficultés à s'exprimer, à écrire et à percevoir son environnement. Ainsi, il n'avait presque pas la notion du temps, de l'argent et de ses possessions territoriales. Néanmoins, la question de l'intégrité de ses territoires restait très importante à ses yeux. Les mariages consanguins successifs de la branche espagnole des Habsbourg² avaient engendré la dégénérescence de Charles d'Espagne. Il est le fruit de trois mariages successifs entre oncles et nièces issus de la descendance de Philippe le Beau et de Jeanne la Folle. De plus, son père Philippe IV et sa mère Marie-Anne d'Autriche étaient cousins. Son taux de consanguinité³ était à ce titre extraordinairement élevé. Ses parents possèdent un taux respectif de 0,113 et de 0,157. Celui de Charles est près deux fois supérieur avec 0,254. Il concentre l'union de deux grandes branches familiales qui sont toutes les deux consanguines depuis plus d'un siècle, c'est-à-dire quatre générations. D'après les analyses post *mortem*, il était atteint du syndrome de Klinefelter⁴. Stérile, il est mort sans

² Pour illustrer la consanguinité de Charles II, il suffit de montrer que tous ses arrière-grands-parents descendent soit de Charles Quint et de son épouse Isabelle de Portugal (aussi sa cousine germaine), soit de Ferdinand Ier, le frère de Charles Quint, parfois des deux et souvent plusieurs fois. Ainsi son grand-père, Philippe III est à la fois le petit-fils et l'arrière-petit-fils de Charles Quint. De plus, l'autre grand-père de Philippe III est aussi le neveu de Charles Quint, puisque marié à sa fille.

³ La mesure de taux de consanguinité se calcule par rapport au degré de parenté qui existe entre les ascendants. La connaissance de la généalogie de l'individu est utilisée pour calculer ce coefficient allant de 0 à 1. Plus il est élevé, plus le risque de complication congénitale est élevé en raison de la similitude des allèles au sein du caryotype.

⁴ Le syndrome de Klinefelter est une maladie chromosomique caractérisée chez l'humain par un chromosome sexuel X supplémentaire. L'individu présente alors deux chromosomes X et un chromosome Y soit quarante-sept chromosomes au lieu de quarante-six. L'individu est de caractère masculin mais potentiellement infertile. Les

descendance, éteignant avec lui la branche espagnole de la maison des Habsbourg. Son surnom d'*El Hechizado* (l'ensorcelé) reflète la croyance populaire de l'époque selon laquelle ses troubles physiques et mentaux étaient causés par la sorcellerie ou par une possession démoniaque. Ces croyances sont accentuées par ses fréquentes crises d'épilepsie, que l'on appelle le Grand mal à la fin du XVIIe siècle. Pour des religieux et des médecins impuissants, c'est un signe évident d'envoûtement qui ne peut être attribué qu'au diable lui-même. Dans les campagnes de l'Europe entière, cet enfant aurait été mis à mort bien avant l'âge adulte, mais Charles II de Habsbourg était roi par la volonté de Dieu. Il fallait donc faire pénitence et prier pour une guérison qui tiendrait alors du miracle. Ces diagnostics quelque peu ésotériques traduisent la méconnaissance d'une maladie qui n'est pas identifiée par la médecine du XVIIe siècle. Malgré son double mariage, la couronne d'Espagne n'aura pas d'héritier direct. Les puissances européennes cherchent alors à régler la question de l'héritage sans prendre en compte l'avis du gouvernement espagnol. La règle successorale est juridiquement assez simple. Elle oppose les descendance de Philippe IV et de Philippe III. Les prétendants au trône sont néanmoins nombreux. Ils sont douze au total. Six sont issus de la Maison de Bourbon⁵, trois de la Maison de Habsbourg de Vienne⁶; auxquels s'ajoutent également l'Electeur de Bavière Joseph Ferdinand⁷, Pierre II de Portugal et Victor Amédée II de Savoie. Le jeu diplomatique s'avère complexe. L'empereur est dans un premier temps le plus actif. Il écarte l'Electeur de Bavière en lui faisant signer une renonciation de ses droits sur la couronne espagnole en échange de sa fille, l'archiduchesse Marie-Antonia. Léopold Ier se réserve clairement l'héritage espagnol. Dès la naissance de ses deux fils, une stratégie familiale est mise en place. L'aîné Joseph doit régner sur les possessions autrichiennes tandis que le cadet Charles doit coiffer la couronne d'Espagne. Dans cette optique, Léopold Ier souhaite que son fils soit élevé à la cour de Madrid en qualité de futur héritier. La reine Marie-Anne de Neubourg, ex-princesse palatine, à la tête d'un parti allemand obtient la désignation de

origines de cette maladie se trouvent lors de la méiose des gamètes des parents du sujet, lorsque les chromosomes sexuels ne se répartissent pas normalement.

Concrètement, ce syndrome se caractérise par plusieurs symptômes visibles : une taille en moyenne plus grande que la fratrie, un possible retard pubertaire qui peut se traduire par une taille plus petite des testicules à partir de l'adolescence, une faible pilosité qui s'accompagne d'un développement des glandes mammaires dû à un manque de testostérone, un manque de tonus musculaire, un émail dentaire fragile, de possibles troubles du langage et des retards dans l'apprentissage de la lecture, une ostéoporose à l'âge adulte.

Se référer au tableau de Juan de Miranda Carreno.

⁵ Louis XIV, son neveu Philippe II duc d'Orléans, Le Grand Dauphin, Louis duc de Bourgogne, Philippe duc d'Anjou et futur Philippe V d'Espagne et Charles duc de Berry. Les trois derniers prétendants sont les petits fils de Louis XIV.

⁶ L'empereur Léopold Ier et ses fils les archiducs Joseph et Charles

⁷ Marié à l'une des filles de Joseph Ier, il est le gendre de l'empereur. Son épouse Marie-Antonia est la sœur de la première épouse de Charles II.

l'archiduc comme héritier de l'Empire espagnol. La paix de 1697 voit un retour des manœuvres diplomatiques. La capitale espagnole est alors le théâtre d'une lutte d'influence qui oppose les ambassadeurs de l'Empire, le père et le fils Harracks, et l'ambassadeur français le marquis d'Harcourt. La France ne peut pas se permettre de laisser les deux fils de Léopold Ier sur les trônes d'Espagne et d'Autriche. En effet, à long terme, le danger de reformation de l'Empire de Charles Quint est trop important. En cas de décès d'un des deux fils sans descendance, une réunion des possessions espagnoles et impériales aurait lieu ; une prémonition puisque Joseph Ier, roi de Hongrie et empereur du Saint-Empire romain germanique meurt en 1711. Sans descendant masculin, c'est son frère Charles qui lui succède la même année. La reformation aurait signifié un nouvel encerclement du royaume de France par un unique souverain Habsbourg, ce contre quoi se bat la diplomatie française depuis le début du XVIIe siècle. Pour comprendre sa crainte, il suffit d'observer la répartition des possessions espagnoles et de les superposer à celles de l'Autriche. À la veille de la mort de Charles II d'Espagne, les territoires de la Couronne sont considérables. Ils comprennent : les royaumes de la péninsule ibérique, à l'exception du Portugal qui est indépendant depuis 1640, les Pays-Bas espagnols, les possessions italiennes avec le duché de Milan, la Toscane et le royaume des deux Sicile, les Amériques centrales et méridionales, à l'exception du Brésil portugais, les Philippines et les territoires africains.

Pour Louis XIV, l'héritage espagnol est donc vital. La France reste en 1700 la première puissance terrestre, mais qu'en sera-t-il si Vienne s'empare des richesses et de la population de l'Empire d'Espagne ? Les avantages comparatifs de la France seraient sans doute annihilés. Les longues guerres du règne ont affaibli les armées de Louis XIV. En cas de perte de l'héritage et d'attaque générale des Habsbourg, il est très vraisemblable que le royaume ne résisterait pas. Dans cette question de succession, c'est donc l'intégrité du royaume que le Roi-Soleil doit préserver. Pour contrer la reformation de l'Empire de Charles Quint, la diplomatie française a plusieurs possibilités. Soit elle intrigue pour obtenir l'ensemble de l'héritage, elle renforcerait considérablement sa position en Europe, mais s'exposerait à une guerre difficile face à des coalisés. C'est ce que l'ambassadeur de France en Espagne, le marquis d'Harcourt, prédit à Louis XIV⁸, surtout en Italie. Soit elle joue la carte du partage afin d'éviter un conflit en préservant l'équilibre européen, c'est ce que préconise Tallard. Les

⁸ Lucien Bély, *Les relations internationales en Europe XVIIe- XVIIIe siècles*, PUF, Paris, 2001, p. 378.

premières négociations qui s'ouvrent dès 1698 s'annoncent difficiles tant les richesses de l'Espagne suscitent la convoitise. Des discussions ministérielles s'engagent à Versailles.

Le testament de Charles II de Habsbourg

Les points de vue sont multiples concernant la succession d'Espagne. C'est un moment fondamental de l'histoire européenne. La diversité géographique des territoires, les richesses des possessions espagnoles et son commerce colonial suscitent les convoitises de nombreuses nations européennes. Les Pays-Bas espagnols sont la proie des intérêts français et des puissances maritimes. Deux visions distinctes s'opposent à propos du lègue des provinces de l'Empire espagnol. D'abord les Français (du début du règne personnel de Louis XIV jusqu'à la fin des années 1690), les Anglais et les Hollandais souhaitent le démembrement de l'Empire espagnol. Ces trois nations sont favorables à l'élaboration d'un traité de partage qui garantirait les équilibres et la paix. Les Habsbourg veulent quant à eux le maintien de l'unité pleine et entière de cet héritage familial. Les Bourbons se rangent finalement à cet avis à la fin des années 1690. Comme ses cousins Habsbourg, Charles II veut maintenir l'indivision de l'Empire espagnol, mais dans un premier temps il refuse que son successeur soit un Français ou un Autrichien.

Les traités de partage ont fait l'objet de nombreux travaux historiques⁹. Il est cependant intéressant de souligner quelques points qui nous semblent importants pour notre étude. Dès 1698, la question du partage semble imminente. Toutes les cours européennes, sauf l'Espagne, entrent en négociation. Un accord est trouvé. L'Espagne ira au jeune prince Electeur de Bavière, Joseph-Ferdinand, petit-fils de l'empereur et petit neveu de Charles II. Le Grand Dauphin renonce à ses droits contre des compensations territoriales¹⁰. Ce premier partage est ratifié à La Haye le dix octobre 1698. La logique suivie dans ce traité de partage de 1698 est assez claire : le but des Français est de pouvoir échanger les terres italiennes contre la Savoie afin de renforcer leurs positions dans les Alpes. Le but de l'Angleterre est d'empêcher que la France puisse récupérer les territoires des Pays-Bas. On observe ici que la volonté de Louis XIV de rationaliser sa frontière s'oppose au souhait des puissances maritimes de

⁹ Lucien Bély, *Ibid*, p. 375 -381.

¹⁰ Voir le détail du partage dans : Lucien Bély, *Espions et ambassadeurs au temps de Louis XIV*, Fayard, Paris, 1990, p. 34.

défendre les Pays-Bas espagnols comme glacis protecteur des Provinces-Unies. Malgré ces divergences, la volonté de préserver les équilibres et la paix poussent les puissances maritimes à ratifier le traité. La France, l'Angleterre et les Provinces-Unies ont pour mission de le faire respecter. Toutefois, si les grandes puissances ne sont pas prêtes à prendre en compte l'avis de l'Espagne, Charles II décide de rejeter ce traité et, dans son testament, donne l'ensemble de l'héritage à son jeune petit neveu bavarois. En ce sens, il est suivi par le Conseil d'État espagnol, qui a pour principe d'éviter tout démembrement de la monarchie. Pourtant, seule la France semble en mesure de l'éviter. Le premier traité de partage est vite rendu caduc par la mort de Joseph-Ferdinand, en février 1699. Après l'échec de nouvelles négociations en 1699¹¹, un second traité est négocié en secret puis signé à Londres le trois mars 1700 et à La Haye le vingt-cinq mars 1700. Il donne à l'archiduc Charles l'Espagne et ses colonies¹². De son côté, la France obtient la Lorraine en plus des territoires du traité de partage du dix octobre 1698¹³. En compensation, le duc Léopold Ier de Lorraine et de Bar¹⁴, le fils de Charles V de Lorraine commandant en chef des armées impériales de 1683 à 1690, aurait le duché de Milan. Lucien Bély précise les autres clauses d'échanges. Elles font comprendre à l'historien l'envergure du démantèlement de l'Empire espagnol proposé par ce traité :

« Si le duc refusait de gagner Milan, le duc de Savoie l'obtiendrait, et la Savoie et Nice iraient au Dauphin. Si le Lorrain acceptait Milan, le Dauphin aurait, outre la Lorraine, soit la Navarre, soit le Luxembourg. »¹⁵

Les identités territoriales ne sont ici nullement prises en compte dans les négociations et cette politique « *des équivalences* »¹⁶. Vienne refuse net ce traité de partage négocié entre les Français, les Hollandais et les Anglais. L'empereur Léopold Ier montre sa colère contre des

¹¹ L'empereur Léopold I^{er} exige toute l'Italie pour son fils l'archiduc Charles. En compensation, les Français reçoivent l'Amérique. Mais cela ne peut pas convenir aux Anglais et ne s'accorde pas avec les visées européennes de Louis XIV. C'est un échec.

¹² Voir le détail et les nouvelles compensations territoriales données à la France dans :

Lucien Bély, *Les relations internationales en Europe XVIIe-XVIIIe siècle*, PUF, Paris, 2001, p. 378

¹³ En renonçant à ses droits sur l'Espagne (donnés à cette date au fils de Maximilien-Emmanuel de Bavière), le Dauphin obtenait Guipuzcoa (une des trois provinces basques), Naples, la Sicile, des places fortes de Toscane et le marquisat de Finale.

Lucien Bély, *Ibid.*, p. 377.

¹⁴ Famille estimée du roi de France et de l'empereur, elle avait une grande influence à la cour de Vienne, grâce à une stratégie d'unions matrimoniales. Charles de Lorraine se marie ainsi avec la sœur de l'empereur (mariage d'amour en 1678), faisant de Léopold Ier de Lorraine, le neveu de l'empereur Léopold Ier de Habsbourg et le cousin du roi de Hongrie Joseph Ier de Habsbourg à partir de 1687. Sa position à la cour est renforcée par ses victoires militaires, d'abord au siège de Vienne, puis durant la reconquête de la Hongrie.

¹⁵ Lucien Bély, *Ibidem*.

¹⁶ Lucien Bély, *Ibid.*, p. 377.

puissances maritimes cherchant à sauver la paix et l'équilibre entre les puissances, afin de sauvegarder un commerce d'où elle tire sa puissance :

« L'empereur qui, depuis la dernière guerre, avait considéré la Hollande et l'Angleterre comme ses alliés, fut extrêmement irrité de leurs négociations secrètes avec Louis XIV pour disposer souverainement d'une succession à laquelle il se croyait un droit exclusif, et ces puissances lui avaient garanties par l'article secret du traité du 12 mai 1698. »¹⁷

L'empereur essaye de reprendre l'initiative sur les négociations. Sur la base de ce traité de mars 1700, Léopold Ier de Habsbourg propose un autre partage au roi de France.

« Autant par dépit que dans l'espoir d'obtenir une meilleure part, il s'adressa à Louis XIV lui-même. Il lui fit proposer par le marquis de Sinzendorff¹⁸, son propre ambassadeur à Paris, de ratifier ostensiblement le traité de partage de mars 1700, à condition qu'ils en feraient un autre secret par lequel le Milanais serait assuré à la Maison d'Autriche, qui, en retour, céderait à la France toutes les Indes et même les Pays-Bas. »¹⁹

La proposition transmise par Sinzendorff marque le désintéressement de l'Autriche pour les Pays-Bas, lui préférant le Milanais plus proche de Vienne et lui assurant une entrée dans la plaine du Pô depuis le Tyrol et la Croatie. Pour les Indes, le Saint-Empire n'étant pas une puissance maritime et coloniale, ces terres lointaines paraissent encore plus difficiles à administrer que les Pays-Bas en raison de l'absence d'une compagnie de commerce pour les Indes.

Louis XIV refuse à son tour. À cette date, il essaye encore de se concilier les puissances maritimes dont il sait que le ralliement lui permettrait de combattre seulement à l'Est et de bénéficier de son soutien maritime et financier en cas de guerre. Elles sont l'assurance d'une guerre courte et victorieuse. Jean Dumont en donne les raisons :

¹⁷ Jean Dumont, *Corps universel diplomatiques du droit des gens ; contenant un recueil des traités d'alliance, de paix, de toutes les conventions et autres contrats, qui ont été fait en Europe, depuis le règne de l'Empereur Charlemagne jusques à présent*, t. VII, partie II, Amsterdam, 1728, p. 230.

¹⁸ Deviendra le gouverneur-général des Pays-Bas méridionaux pour le compte de l'Autriche en 1702. Sa mission est de représenter l'archiduc Charles, le prétendant habsbourgeois, dans cette province. Cette nomination impose une double administration qui se superpose à celle du gouverneur-général Maximilien-Emmanuel de Bavière, allié de la France et représentant officiel de Philippe V.

¹⁹ Jean Dumont, *Ibidem*.

« Louis XIV craignait ces offres dont la sincérité était très probable, n'eussent pour but de le compromettre vis-à-vis de l'Angleterre et de la Hollande, dont la première n'entendait point qu'il possédât les Indes, et la seconde qu'il acquit les Pays-Bas. »²⁰

L'heure est encore à la conciliation en ce printemps 1700. Les tensions sont encore difficiles à résoudre et les Pays-Bas passent d'une souveraineté à l'autre au gré des traités de partage signés entre les grandes puissances de l'échiquier européen. C'est donc un véritable jeu de dupes qui se déroule dans le premier semestre de l'année 1700. Le secret des négociations diplomatiques fait et défait les traités au gré de l'avancée des négociations. Après trois mois de tractations, l'empereur refuse officiellement le traité au mois de juin 1700, c'est-à-dire à la toute fin du délai qui lui était imparti pour répondre. Cette décision marque l'échec des manœuvres diplomatiques françaises, et des partenaires de l'axe Londres-Versailles en général, face à la résolution de défendre l'héritage espagnol :

« Trois mois avaient été accordés à l'empereur pour prendre une décision [par rapport au traité de mars 1700 proposé par la France et les puissances maritimes]. Ce prince voyant qu'il ne pouvait engager Louis XIV à traiter seul avec lui [suite au projet transmis par Sinzendorff] déclara à l'expiration de ce terme qu'il refusait d'adhérer au traité qu'on lui proposait. Il aima mieux, et avec raison, courir les chances de l'avenir. »²¹

Face à ces tractations de mars 1700, dont l'Espagne ne prend presque aucune part, Charles II de Habsbourg est face à un dilemme qui est traduit par François-Auguste Mignet :

« Il [Charles II] espéra remédier à ce nouveau partage par un testament nouveau, et éviter un démembrement de sa monarchie en la transmettant à un successeur unique. Mais quel prince désigner pour être ce successeur ? Le prendrait-il dans la Maison d'Autriche comme l'y portait sa tendresse ? Le choisirait-il dans la Maison de France comme le lui conseillait la politique [le cardinal Portocarrero] ? Il éprouvait une cruelle perplexité. S'il préférait un prince autrichien, il exposait la monarchie espagnole à être démembrée ; s'il préférait un prince français, il déshéritait sa propre Maison. Placé entre la voix du sang et l'intérêt de son pays, il était obligé de sacrifier à sa famille ou sa famille à son peuple. »²²

²⁰ Jean Dumont, *Ibidem*.

²¹ Henry Wheaton, *Histoire des progrès des gens d'Europe depuis la paix de Westphalie jusqu'au traité de Vienne*, notes additionnelles, Leipzig, Brockhaus, 1841, p. 449.

Henry Wheaton est à cette date l'ambassadeur des Etats-Unis en Prusse, à Berlin.

²² François-Auguste Mignet, *Négociations relatives à la succession d'Espagne sous Louis XIV ou correspondances mémoires et actes diplomatiques concernant les prétentions et l'avènement de la Maison de*

Charles II, refuse donc une nouvelle fois le traité de partage et il suit la ligne politique de l'empereur, c'est-à-dire la préservation de l'intégrité des possessions de la couronne. Comme pour son cousin de Vienne, le partage de l'Empire n'est pas une éventualité crédible, l'héritage doit être cédé dans son entièreté. De son choix dépend l'avenir d'un peuple belge sous souveraineté espagnole. Allait-il devenir français comme déjà une partie des Flandres et de l'Artois, ou allait-il devenir autrichien et rejoindre un autre empire multinational où figurent déjà les Hongrois ? Les autres peuples de la monarchie sont également attentifs aux positionnements de leur souverain et du gouvernement Portocarrero. Traditionnellement, l'historiographie affirme que Charles II, trop faible, s'en remet au cardinal Portocarrero, archevêque de Tolède. Favorable à la France, ce dernier conseille logiquement le duc d'Anjou, petit-fils de Louis XIV. Néanmoins, pour davantage de légitimité, l'arbitrage du pape Innocent XII est demandé par l'Espagne. Le vieux pape approuve la solution française au mois de juillet 1700. Le testament est signé le deux octobre de la même année.

La question de l'authenticité du testament de Charles II doit naturellement être soulevée. Elle est, en effet, un point de bascule de cette étude, car ce document est le déclencheur de la guerre de Succession d'Espagne. La mort de Charles II de Habsbourg le premier novembre 1700 à l'âge de trente-cinq ans livre le vaste Empire espagnol aux impérialismes des grandes puissances du temps. Les ambitions sont exacerbées par une désignation dynastique floue. En coulisses, les luttes diplomatiques qui s'engagent au cours de l'année 1700 sont violentes, mais sourdes à l'oreille du novice.

Comme déjà entrevues, elles ont lieu à Rome, à Madrid et à Vienne. L'année du jubilé, le pape Innocent XII est également mourant. Il est fragile et sensible aux influences des agents diplomatiques. Comme à Madrid, cette faiblesse est astucieusement exploitée par l'ingénieuse diplomatie française. Les faits nous poussent à constater que la désignation d'un Bourbon pour succéder à Charles II d'Espagne ne s'inscrit pas dans une logique contextuelle et dynastique. Elle va à l'encontre de la dynamique familiale des Habsbourg. Si l'on prend la peine d'observer les actions menées par Louis XIV contre l'Espagne depuis son avènement et les activités diplomatiques engagées à Rome lors de l'arbitrage du Saint-Siège, nous pouvons nous interroger sur cet évènement historique majeur qui n'a pas été réellement traité par

Bourbons au trône d'Espagne, accompagnés d'un texte historique et précédés d'une introduction, t. 1, Introduction, Paris, Imprimerie Royale, 1835, p. LXXV.

l'historiographie. L'idée est de simplement montrer que l'acceptation de ce testament par la France n'est pas le fruit du hasard, que c'est un acte mûrement réfléchi et planifié par Louis XIV et qu'il s'intègre dans une logique d'expansion et de gouvernance.

Des éléments troublants laissent à penser que la France a œuvré pour s'arroger le testament. Le premier concerne le testament en lui-même, et plus particulièrement la signature du roi Charles II apposée sur ledit testament. Comme nous l'avons vu ci-avant, le roi d'Espagne est gravement malade. L'un des symptômes de sa maladie est le manque de tonus musculaire. À la veille de sa mort, les complications psychomotrices sont maximales. Elles entraînent chez *El Hechizado* des difficultés de déplacement et de mouvement. Son écriture est logiquement affectée et caractérisée par un manque d'assurance. Or, si l'on regarde la signature apposée sur le testament du trois octobre 1700²³, soit un peu plus de trois semaines avant le décès, elle apparaît parfaitement nette. Elle est bien plus franche, vive et sûre que sur plusieurs documents officiels datant de 1677²⁴, 1679²⁵, 1687, et 1700²⁶. Ces documents sont tirés de la correspondance politique des rois d'Espagne avec les autres souverains ou leurs ambassadeurs en poste dans les différentes cours européennes. La nature du trait attire l'attention de l'historien et du profane. En comparaison avec Louis XIV ou Léopold Ier, on remarque qu'il est déjà hésitant, mou, vacillant et irrégulier. En observant ces quatre signatures, la netteté de la graphie, *Yo El Rey*, se dégrade constamment au cours des vingt-cinq dernières années de son existence. Pourquoi serait-elle si assurée moins d'un mois avant son décès ? L'argument relevant d'un sursaut physique le jour de la signature ne tient pas, puisqu'au cours des derniers mois de sa vie, il est épuisé par la maladie et constamment alité. Des experts italiens²⁷ issus des milieux judiciaires de Naples et de Vérone se sont penchés sur ces sources manuscrites conservées aux archives générales de Simancas. Les deux expertises sont catégoriques. Une écriture faite au lit se caractérise par de fréquents tremblements, des adossements et des superpositions. Ce n'est pas le cas pour celle du trois octobre 1700. Les conclusions des deux expertises sont identiques²⁸. La signature testamentaire n'est pas celle d'un mourant. Charles II n'aurait donc pas signé de sa main ce document. De plus, les défaillances psychologiques étaient de plus en plus régulières lors de l'automne 1700. Elles se manifestaient par des hallucinations, des pertes de conscience et des migraines si

²³ Madrid, Archivo general de Simancas, Estado K., busta 1684, n. 12

²⁴ Vienne, Haus., Hof. Und Staatsarchiv, Spanien, Hofkorrespondenz 7, c. 1.

²⁵ Vienne, *Ibid.*, c. 12.

²⁶ Ludwig Pfandl, *Ibid.*, p. 448.

²⁷ Andrea Faiello, avocat et graphologue judiciaire à Naples, et Marina Tonini graphologue judiciaire à Vérone.

²⁸ L'ensemble du rapport est disponible sur demande dans l'étude notariale du Docteur Stephan Prayer, à Vienne.

douloureuses qu'elles pouvaient altérer son jugement. La question de la signature et des capacités intellectuelles pouvaient remettre en cause la validité juridique du testament. On peut légitimement se demander s'il était bien responsable de ses actes au moment du paraphe. De là à dire que cette signature a été falsifiée ou que le roi a été victime d'un abus de faiblesse, il est difficile de franchir le pas sans plus d'éléments. Il a très bien pu demander à un de ces proches de signer à sa place, le paraphe n'étant pas difficile à contrefaire.

Néanmoins, à la vue des éléments suivants, nous ne pouvons que douter de sa volonté réelle de nommer un Bourbon sur le trône d'Espagne.

Dès le printemps 1700, une rumeur se répand en Europe. Charles II d'Espagne aurait rédigé un testament dans lequel il choisit un Habsbourg pour lui succéder. Il s'agirait du fils cadet de l'empereur Léopold Ier, l'archiduc d'Autriche alors âgé de quinze ans. Elle s'intensifie lorsque le vingt-sept mars de l'année 1700, le nonce pontifical Giuseppe Archinto²⁹ en poste à Madrid depuis 1697, écrit à Rome ces mots :

« Il est vraisemblable que le roi choisisse pour successeur un prince de son propre sang, de la maison d'Autriche, et non un français. »³⁰

Le courrier du nonce est confirmé par la demande que fait Charles II à son cousin Léopold Ier. Cette lettre fait suite au traité de partage ratifié d'abord à Londres le trois mars 1700, puis à La Haye le vingt-cinq mars 1700. Il est connu que le dernier Habsbourg d'Espagne rejette catégoriquement ce traité qui prévoit une partition de son empire, mais qui préserve l'unité de l'Espagne avec ses colonies. *L'ensorcelé* souhaite que l'empereur envoie le jeune archiduc Charles à Madrid pour le familiariser avec l'étiquette de la cour espagnole, en vue d'une très prochaine succession sur l'intégralité des possessions territoriales. Dans cette optique, une flotte se prépare dans le port de Cadix pour convoyer celui qui apparaît être le choix d'*El Hechizado*. L'armement de cette escadre ne cadre pas avec plusieurs idées reçues. Tout d'abord, Charles II souhaitait voir un prince français coiffer la couronne espagnole dans le but de conserver l'intégrité territoriale de son empire européen et colonial. Dans ce cas,

²⁹ Giuseppe Archinto (1651 – 1712) : Archevêque de Thessalonique depuis 1686, il exerce des fonctions au sein de la Curie romaine, ce qui lui donne accès à la nonciature apostolique dès 1686. Il est d'abord envoyé dans le Grand Duché de Toscane avant de gagner Venise l'année suivante en 1689. Il occupe ce poste à forte responsabilité durant la guerre de la Ligue d'Augsbourg. Son action lui permet d'obtenir un poste encore plus prestigieux, puisque Innocent XII le nomme à Madrid en 1696. Il y reste jusqu'en août 1700 avant d'être rappelé à Rome en vue du futur conclave.

³⁰ Marcus Landau, *Wien, Rom, und Neapel, Zur Geschichte des Kampfes zwischen Papsttum und Kaisertum*, Leipzig, 1884, p. 445.

pourquoi demander la venue de l'Archiduc dans la péninsule ibérique ? De plus, rien ne garantit que la France soit capable d'assurer cette intégrité à court comme à long terme. Même si le royaume du Lys reste la première puissance continentale, elle a montré des signes évidents de faiblesse durant la guerre de la Ligue d'Augsbourg. Enfin, si la France de Louis XIV avait effectivement accepté la succession de manière opportuniste, comme le laissent supposer les intenses discussions qui auraient eu lieu au sein du Conseil d'en haut lors de la désignation du duc d'Anjou comme successeur testamentaire, alors Louis XIV aurait dû rester passif face à ce convoi. Or ce n'est pas le cas. Au moment où s'arme la flotte de Cadix, le Roi-Soleil fait annoncer à Charles II que Versailles considère l'arrivée de l'Archiduc en Espagne comme un acte de guerre. En plus de l'annonce faite par l'ambassadeur de France Henry d'Harcourt³¹, l'imposante flotte française est mise en alerte à Toulon. Le premier port de guerre français de Méditerranée concentre quarante-cinq bâtiments de guerre qui se trouvent soit au mouillage, soit en mission à proximité³². Elle a pour mission d'intercepter l'escadre espagnole, dès que le jeune Archiduc sera à bord. Ces dispositions montrent que le Roi Très-Christien refuse l'avènement d'un prince Habsbourg sur le trône d'Espagne. Le roi de France est un des hommes les plus éclairés de son temps. Il connaît les questions géopolitiques de l'Europe mieux que personne. Mis à part quelques erreurs en fin de règne, la diplomatie française dispose depuis son avènement d'objectifs ciblés et constants : entretenir et développer les alliances de revers, affaiblir l'Espagne pour briser définitivement l'encerclement des Habsbourg, repousser les frontières Nord et Est des deux capitales successives (Paris puis Versailles), accroître la domination de la France sur l'Europe. Ces directives claires ne sont pas légion en ce qui concerne les mouvements militaires de la fin du règne. Louis XIV a parfaitement conscience que l'avènement du fils de Léopold Ier à Madrid redonnerait une grande vigueur à la monarchie espagnole. Le retour d'un pouvoir fort dans l'Empire d'Espagne se ferait alors sous l'égide de la puissante branche dynastique de Vienne au travers de la tutelle qu'exercerait naturellement Léopold Ier sur son cadet. L'autre danger serait un décès prématuré d'un des deux Archiducs, la mort frappant indifféremment les

³¹ Henry d'Harcourt (1654- 1718): Ambassadeur originaire du monde militaire. Il est officier supérieur durant la guerre de la Ligue d'Augsbourg, en qualité de lieutenant général. Comme Pierre Puchot, marquis des Alleurs et comte de Clinchamp, il dispose du même grade et sa famille est originaire de Normandie. Le marquis d'Harcourt obtient l'ambassade d'Espagne en 1697 à la suite de la paix de Ryswick. Sa famille étant plus illustre que celle de Pierre Puchot, il est nommé à un poste plus prestigieux. C'est conforme à l'usage des nominations en France. Il reste en poste à Madrid jusqu'à la fin de l'année 1700.

³² D'après le site documentaire Netmarine, la flotte française présente à Toulon en 1700 se compose de 45 bâtiments de guerre : 29 vaisseaux de rangs (7 du premier, 5 du second, 13 du troisième, 3 du quatrième, et 1 du cinquième. Les navires du premier rang sont les plus équipés en canons et en équipage), 2 frégates légères, 4 galiotes à mortiers, 4 brulots, 4 flûtes, 2 corvettes.

puissants et les faibles. Ce cas de figure poserait la question d'une nouvelle fusion des couronnes espagnoles et impériales et la reformation de l'Empire de Charles Quint. Le meilleur moyen d'empêcher cette reformation est la désignation d'un prince de la Maison de France pour régner sur l'Espagne, comme l'indique la prophétie de Magdebourg³³. Depuis le mariage de Louis XIV avec l'Infante Marie-Thérèse, la succession d'Espagne est en filigrane de toutes les actions menées par la diplomatie et les armées françaises. Dans ce mariage arrangé, le cardinal Mazarin savait que l'Espagne serait bien incapable de payer la dot exorbitante de ce mariage royal, donnant ainsi des raisons à la France de combattre son voisin méridional et de prétendre à sa couronne. Comme l'avait prévu le cardinal-ministre, les Espagnols n'avaient pas payé la dot. Même si l'infante-reine de France avait bien renoncé à ses droits sur l'Espagne, l'absence du règlement de la dot rendait presque caduc le mariage. Cette question ouvrait ainsi une brèche juridique pour prétendre à la succession d'Espagne. Dès la fin de la guerre de la Ligue d'Augsbourg, la diplomatie française se prépare plus activement à la mort du roi Charles. Elle se hâte de renégocier un traité de partage avec les Anglais et les Néerlandais afin de s'assurer de leur soutien. Au préalable, le marquis d'Harcourt est envoyé à Madrid avec une mission précise :

*« [...] pénétrer la véritable disposition des seigneurs d'Espagne et en général de toute la nation sur la succession du Roi Catholique, si ce prince venait à mourir. »*³⁴

Elle a pour objectif de sonder les positions de toute l'Espagne sur l'éventualité d'une partition de l'Empire et l'avènement d'un prince étranger : Français, Autrichien ou autre. Les agents français sont mobilisés pour obtenir une réponse qui doit être la plus fiable possible compte tenu des enjeux extraordinaires. On ressent ici toute la dualité du métier de négociateur, entre fonction d'espionnage et de représentation. La réponse du marquis d'Harcourt à Versailles est sans équivoque sur la nature des ambitions du monarque français. Dans ses mémoires, l'ambassadeur de France revient sur cette consultation de la nation espagnole, ainsi que sur la renonciation des droits de Marie-Thérèse :

³³ Se référer à la partie sur les chimères.

³⁴ *Recueil des instructions données aux ambassadeurs et ministres de France depuis les traités de Westphalie jusqu'à la révolution française*, vol. 11 : Espagne, t. 1 : 1694-1700, Paris, ed. A. Morel-Fatio, 1894-1899, p. 453.

« [...] la disposition des peuples était si favorable à monseigneur le Dauphin³⁵ et aux princes, ses enfants, que l'on était persuadé qu'il y avait un parti formé pour les légitimes héritiers. »

« [...] les espagnols regardent présentement en cette qualité monseigneur et les princes, ses fils, qu'ils sont persuadés que quand même la renonciation de la reine aurait été valable, elle ne pouvait s'étendre jusqu'aux enfants à naître ; que leurs jurisconsultes conviennent que, puisqu'un mineur peut revenir lorsqu'il est en âge de majorité contre ce qui a été fait à son préjudice, à plus forte raison, des enfants peuvent revenir contre un acte fait avant leur naissance, qui les prive d'une succession aussi considérable, et contre un testament dont les dispositions sont contraires aux lois. »³⁶

Le marquis fait référence au premier testament de Charles II daté de 1697. Il consacre le petit-fils de l'empereur, le jeune Electeur de Bavière³⁷. Saint-Simon indique dans ses mémoires les raisons de ce choix très consensuel : « *Il était le plus fort en droit, et le plus faible en puissance.* » À sa mort en 1699, de nouveaux traités prévoient une partition des territoires espagnols entre les puissances européennes. Après le décès de son petit fils, l'empereur du Saint-Empire refuse de participer à ces négociations. Il veut obtenir l'intégralité de l'Empire de Charles II. Cette ambition est plus en accord avec les volontés du Roi Très-Catholique qu'avec celles de la France.

Un effet d'annonce théâtralisée

Comédie à la cour de France

Le premier novembre 1700, le dernier Habsbourg d'Espagne meurt. Une lettre part immédiatement de Madrid en direction de Versailles. Les courriers les plus rapides mettent environ deux semaines pour relier les deux capitales. Les délais s'allongent en période hivernale en raison des conditions climatiques, surtout lors de la traversée des basses Pyrénées au niveau de la ville d'Hendaye. Il semble que la décision testamentaire soit connue par Versailles avant l'arrivée du courrier annonçant la mort de Charles II. Cela renforce un peu

³⁵ Louis de France dit Monseigneur, ou le Grand Dauphin (1661 – 1711).

³⁶ Henry marquis d'Harcourt, *L'avènement des Bourbons au trône d'Espagne : correspondance inédite du marquis d'Harcourt*, 2 vol., t. 1, Ed. Célestin Hippeau, Paris, Didier, 1875, p. 95.

³⁷ Joseph-Ferdinand, prince électoral de Bavière (1692-1699), fils de Maximilien-Emmanuel de Bavière et de Marie-Antoinette d'Autriche (fille de l'empereur Léopold Ier).

plus les doutes sur l'authenticité du testament. La nouvelle du décès de son beau-frère permet à Louis XIV d'annoncer officiellement sa position à l'Europe tout entière. Le messenger est exceptionnellement rapide. Il arrive avec une copie du testament dans la matinée du neuf novembre à Fontainebleau, lieu où se trouve Louis XIV. Le Conseil d'en haut se réunit en urgence au château de Versailles. Le marquis d'Harcourt fait savoir que la guerre risque d'être longue et difficile, notamment dans les possessions italiennes de la monarchie. Les sources révèlent que le gouvernement débat de la conduite à tenir. Le marquis de Torcy conseillerait au monarque de refuser ce testament au nom de la foi engagée et de l'intérêt de la France. Il lui demande de respecter le dernier traité de partage, une attitude étonnante à notre sens. En qualité de secrétaire d'État aux affaires étrangères, on peut penser qu'il aurait marqué son opposition à une acceptation unilatérale dès l'enregistrement des lettres patentes. Rappelons que l'enregistrement de ces lettres patentes date du premier février 1700. Elles ouvrent le droit de succession du jeune duc d'Anjou à la couronne de France. À cette date, il est toujours un prétendant au trône d'Espagne. Diplomatiquement parlant, ces lettres rendent impossible la montée d'un prince Bourbon sur le trône espagnol en raison du danger que représenterait la fusion des couronnes espagnole et française pour l'équilibre des forces en Europe et le commerce atlantique, si important aux yeux des puissances maritimes. Le duc de Beauvilliers et le comte de Tallard rejoignent également le parti de la paix en défendant le traité de partage. À l'inverse, l'acceptation est défendue par le chancelier Pontchartrain³⁸ qui souligne la vulnérabilité de l'empereur. Il est soutenu par le Grand Dauphin qui demande au monarque une partie de l'héritage espagnol. L'influente Madame de Maintenon est consultée, elle est d'avis d'accepter ce testament et de défendre l'entièreté de l'Empire. Elle appartient à un clan favorable à l'acceptation, appelé le clan des dévots. Dans une lettre au cardinal de Noailles, écrite le lendemain de l'annonce de la décision de Louis XIV, elle partage sa joie de voir le testament de Charles II accepté par la France :

« Voila une nouvelle grandeur dans la grandissime Maison de France. Des gens forts sages sont persuadés que nous n'aurions point de guerre, et que nous en aurions eu une longue et ruineuse pour la France si l'on avoit voulu exécuter les traités. [...] Dieu conduit tout, il n'y a qu'à se livrer à lui. »³⁹

³⁸ Son refus n'est apparemment pas uniquement motivé par le bien de la France. En effet, François Bluche affirme que ses liens avec les milieux dynamiques des négociants de l'Atlantique et de la Manche lui font songer aux avantages économiques à tirer du commerce dans l'Amérique espagnole.

³⁹ Madame de Maintenon, *Lettres de Madame de Maintenon : procédés de sa vie*, Lettre XL, 17/11/1700, vol. 3, Paris, Tardieu Denesle, 1815, p. 30.
Lettre de Madame de Maintenon au cardinal de Noailles en date du 17 novembre 1700.

Les arguments avancés par le parti de Madame de Maintenon en faveur de l'acceptation ne sont également pas négligeables. Ils portent sur les intérêts à voir la puissance espagnole définitivement neutralisée et sur l'appropriation de ses colonies et de son riche commerce d'esclaves, l'Asiento. Nous pensons que ce débat est biaisé, qu'il n'a lieu que pour apporter une caution politique à une décision de grande importance, tant les conséquences seront importantes. La France est allée diplomatiquement trop loin pour que Louis XIV change brutalement d'avis. D'ailleurs, lors des débats, Lucien Bély rapporte que selon Saint-Simon, le ministre de la Marine Jérôme Phélypeaux de Pontchartrain tente de « *démêler l'inclination du roi* »⁴⁰. Cela veut bien dire que Louis XIV avait une vision arrêtée de la décision à prendre. Le seize novembre 1700, le Roi-Soleil fait connaître sa décision par ces mots :

*« Messieurs, voilà le Roi d'Espagne : la naissance l'appelait, toute la nation l'a souhaitée et me l'a demandé instamment ; ce que je leur ai accordé avec plaisir : c'était l'ordre du Ciel ».*⁴¹

On retrouve la même filiation divine entre les citations de Madame de Maintenon et de Louis XIV. En vieillissant, le roi de France prend une posture de plus en plus religieuse. L'influence de Madame de Maintenon dans la vie intime du roi est ici perceptible. L'aspect théâtral de l'annonce officielle est renforcé par l'attitude et l'exclamation de l'ambassadeur d'Espagne en France, le marquis Manuel de Semmenat Castel dos Rio, lorsqu'il apprend la nouvelle :

*« Monsieur, lui dit Louis XIV, en lui montrant son petit-fils qui se tenait debout à ses côtés, vous le pouvez le saluer comme votre roi. »*⁴²

Le marquis se jette alors aux pieds de Philippe V, lui baise les mains, et s'exclame : « *Il n'y a plus de Pyrénées* ». Madame de Maintenon commente la réaction de la cour de France, et celle du jeune Philippe V lorsqu'il apprend la nouvelle de son avènement et face à tant de démonstration :

*« Tout le monde paraît ravi de l'Affaire d'Espagne. Notre jeune roi la reçoit avec gravité et le sang froid d'un roi de quatre-vingt ans. »*⁴³

⁴⁰ Lucien Bély, *Les relations internationales en Europe XVIIe- XVIIIe siècles*, 3e ed., PUF, Paris, 2001, p. 378.

⁴¹ Lucien Bély, *Ibidem*.

⁴² Lucien Bély, *Ibidem*.

⁴³ Madame de Maintenon, *Ibid.*, p. 29.

A la différence de ce qu'écrit Madame de Maintenon au cardinal de Noailles, Lucien Bély interprète ce moment important de la vie diplomatique et de l'histoire européenne qui annonce certainement une guerre continentale :

« Cette belle scène et ces nobles paroles évoquent le drame cornélien ou la tragédie racinienne : la vie internationale avait besoin de ces images de grandeur. Mais derrière tant de majesté, il fallait deviner la guerre inéluctable : les armées en campagne, des flottes écumant les mers du monde entier, des chevauchées à travers l'Europe, des batailles sanglantes, des provinces saccagées ou humiliées, des villes assiégées et meurtries, des souverains balayés, des populations écrasées d'impôts et de propagande. »⁴⁴

Nous rejoignons son interprétation, mais nous souhaitons aller un tout petit peu plus loin. Avant de se pencher sur les conséquences de ce choix sur les terres des Pays-Bas méridionaux et de Hongrie, qui ont effectivement été le théâtre de batailles sanglantes au cours desquelles leurs provinces ont été saccagées, humiliées, leurs villes assiégées et meurtries, et leurs populations écrasées par le poids des impôts et de la propagande, il est intéressant d'approfondir l'acte politique que constitue cette déclaration baroque. Si l'analyse est surprenante, elle permet toutefois d'aller plus loin dans l'interprétation des faits. Il est intéressant d'analyser la stratégie liée à cet acte : la scène qui se déroule à Versailles est un parfait exemple de manipulation de l'information. L'annonce dont il est question dans cette analyse relève de la mise en scène. L'attitude enthousiaste de l'ambassadeur d'Espagne appuie cet argument. Son comportement laisse croire qu'il est soulagé alors qu'il connaît déjà parfaitement les orientations du roi et de chacun de ses conseillers puisque le marquis Castel dos Rio a été reçu dans la journée du onze novembre. Le marquis de Dangreau le confirme dans ses mémoires.

« [...] entre son lever et sa messe du jeudi, il donna une audience à l'ambassadeur d'Espagne qui lui apporta une copie authentique du testament original. Monseigneur et Torcy y assistaient. Après quoi le roi fit entrer le duc de Bourgogne, ce qui persuada la cour que le roi avait pris sa décision, mais qu'il ne voulait pas la révéler. »⁴⁵

Le métier de l'ambassadeur n'est-il pas de tout savoir, grâce à la direction de son réseau d'agents ? La frontière entre l'ambassadeur de l'époque moderne et l'espion est parfois ténue,

⁴⁴ Lucien Bély, *Ibid*, p. 379.

⁴⁵ Philippe de Courcillon, marquis de Dangeau, *Journal du marquis Dangeau avec les additions inédites du duc de Saint-Simon*, 19 vol., t. VII, Paris, Didot, 1854-1860, jeudi 11 novembre 1700, p. 413-414.

voire impalpable. Sa fonction de représentation comprend nécessairement une large part d'activités de renseignements. Les négociateurs sont des hommes qui oscillent entre ombre et lumière. Le côté obscur des tractations et des intrigues sises en coulisses se traduit dans les correspondances politiques. Quant au côté officiel, il était incarné par les négociations officielles, les audiences et les postures adoptées à Versailles. Ces dernières sont relayées dans les ouvrages des mémorialistes, véritables témoins contemporains. Le soir du onze novembre, après avoir consulté ses filles de manière informelle⁴⁶, Louis XIV prononce ces mots :

*« Je suis sûr que quelque parti que je prenne, beaucoup de gens me condamneront. »*⁴⁷

Dans la bouche du Roi Très-Chrétien, cette consultation n'a rien d'informel. Il sonde son entourage pour savoir s'il prend la bonne décision. C'est la preuve d'une certaine tension intérieure. Effectivement, c'est une lourde tâche d'arbitrer la succession d'un empire planétaire.

Au moment de l'annonce du roi, l'ambassadeur d'Espagne surjoue devant l'assemblée. Il s'exclame avec vigueur en se jetant aux pieds du jeune souverain. Il le fait suffisamment fort pour que tout le monde puisse à la fois l'entendre et le voir. Cette manière de se comporter n'est pas dans les usages des corps diplomatiques européens, surtout en ce qui concerne l'Espagne. Les cours de Madrid et de France possèdent des étiquettes très feutrées, bien plus strictes qu'à Vienne. L'ambassadeur se doit de respecter l'étiquette en vigueur dans la capitale où il séjourne. C'est un signe apparent de respect envers son royaume d'accueil. La réaction du marquis Castel dos Rios n'est ainsi en adéquation, ni avec la posture que doit adopter un ambassadeur dans une capitale étrangère, ni avec les usages de la fière noblesse de l'Empire espagnol. Il ne peut pas se donner en spectacle de la sorte. En toute circonstance, il se doit de garder mesure, sang-froid et recul face aux événements. Il ne faut pas oublier qu'il représente son pays, que ses prises de position sont autant d'actes diplomatiques qui engagent sa nation et son souverain. À notre sens, son attitude a pour but de marquer les esprits des courtisans et des agents diplomatiques des autres cours européennes. Il le fait si bien que cet épisode est encore très connu de nos jours. Par sa fonction de relais des volontés du Roi Très-Catholique en France, l'acte de Castel dos Rios induit d'abord le ralliement de l'Espagne à la

⁴⁶ Les sources disent qu'en badinant Louis XIV demande à ses filles quel parti elles prendraient concernant la succession d'Espagne. Elles se prononcent pour le Duc d'Anjou.

⁴⁷ Philippe de Courcillon, marquis de Dangeau, *Ibid.*, samedi 13 novembre 1700, p. 415-416.

Maison des Bourbons, puis l'authenticité du testament et enfin le soulagement des peuples de la Grande Espagne à voir le duc d'Anjou coiffer la couronne madrilène. Dans l'esprit des observateurs, s'il se jette aux pieds du futur Philippe V, c'est que Charles II avait bien désigné le duc d'Anjou pour lui succéder. Il n'y a aucun doute dans leurs esprits. Le lieu de l'annonce n'est également pas le fruit du hasard. La Galerie des Glaces est un écrin au sein de ce « Grand Théâtre » qu'est le château de Versailles. Chaque jour, des représentations s'y jouent. Des luttes de pouvoirs et de clans s'y déroulent, toujours sous l'arbitrage de ce régisseur des lieux qu'est Louis XIV. Le public de la cour de France est toujours attentif aux décisions qui font et qui défont les existences. Ce seize novembre 1700, la partition est jouée sans aucune fausse note. Le texte est maîtrisé à la perfection, comme s'il avait été répété. Le désormais roi d'Espagne Philippe V est la caisse de résonance des paroles de son grand-père qui le présente à la Cour :

*« Messieurs voici le roi d'Espagne leur dit-il en montrant le duc d'Anjou, voilà le roi d'Espagne. La naissance l'appelait à cette couronne, le feu roi aussi par son testament ; toute la nation l'a souhaité et me l'a demandé instamment : c'était l'ordre du Ciel, je l'ai accordé avec plaisir. »*⁴⁸

Il prodigue ensuite publiquement quelques conseils à son petit-fils, le roi d'Espagne :

*« Soyez bon Espagnol, c'est présentement votre premier devoir ; mais souvenez-vous que vous êtes né Français pour entretenir l'union entre nos deux nations ; c'est le moyen de les rendre heureuses et de conserver la paix en Europe. »*⁴⁹

Par ces paroles, Louis XIV veut aller plus loin qu'annoncer l'acceptation du testament à l'Europe entière. Il légitime haut et fort la nouvelle dignité de son petit-fils, une légitimation respectivement dynastique, juridique, populaire et religieuse. Il se place ensuite comme garant du territoire de son petit-fils. En cela, la France devient officiellement la tutrice de l'Espagne, du moins le temps que le jeune roi devienne majeur. Contester les droits de Philippe V reviendrait à contester la mission de la première puissance mondiale de l'époque, la France, et aboutirait inévitablement à une guerre. La portée de ce choix politique et stratégique sur les auditeurs est renforcée par la symbolique du lieu. Dans la Galerie des Glaces se trouvent nombre de tableaux évoquant les moments de gloire du règne de Louis XIV. Ce lieu évoque

⁴⁸ Mots rapportés par Louis de Rouvroy, duc de Saint-Simon dans *Mémoires*, Année 1700.

⁴⁹ *Ibidem*.

sa puissance. Chaque œuvre est une fenêtre sur le passé et une mise en garde destinée à tous les émissaires mal intentionnés. Dans un registre reprenant le style artistique classique de l'époque, les allégories empruntées aux civilisations antiques grecques et romaines renvoient à la fois à l'idée que la France est l'héritière de ces berceaux de la civilisation européenne et que le caractère divin du roi de France est la source de sa puissance. On trouve ainsi neuf tableaux de grand format dévolus aux conflits extérieurs qui sont source de gloire, puis dix-huit de plus petites tailles soulignant les réformes intérieures en faveur du bonheur des sujets. Sur tous, une inscription explique le sujet de la représentation et aide le visiteur profane à saisir l'épisode mis en valeur par le peintre. Le roi de France est le personnage principal de cette exposition picturale permanente d'où jaillit sa grandeur. On se rend compte que la politique extérieure du Roi-Soleil a pour objectif d'apporter la gloire à la France, tout en s'appuyant sur un climat intérieur apaisé sous-entendant une forme avancée de cohésion nationale. Le plus grand des tableaux se situe au centre de la Galerie. Il résume cette idée. Sous le regard bienveillant du dieu romain de la guerre Mars, les personnalités qui arpentent cette Galerie peuvent ainsi y admirer les conquêtes réalisées entre la seconde guerre d'Espagne et la guerre de Hollande : *Le Conseil de guerre, les préparatifs de la guerre de Hollande, les quatre sièges*⁵⁰, *le passage du Rhin à Tolhuis, l'union de l'Espagne, de l'Allemagne, des Provinces-Unies contre la France, la seconde conquête de la Franche-Comté*. Les ambassadeurs de toutes les cours européennes devaient ensuite relayer ce message dans toute l'Europe en envoyant leurs dépêches. Les diffusions de l'acceptation du testament, les légitimations de ce choix et les mises en garde font de la Galerie des Glaces un centre de diffusion de l'information à l'échelle continentale. Elle propageait la nouvelle d'une guerre qui pouvait être évitée, mais qui allait se révéler l'une des plus généralisées de son temps.

La scène qui se déroule à Versailles le seize novembre 1700 s'apparente à une comédie : pourtant elle va tourner au tragique. Les mémorialistes font passer ce coup de génie communicationnel à la postérité, tandis que les agents étrangers traduisent ce fin langage diplomatique. Louis XIV met fin à une longue période de manœuvre diplomatique autour d'une succession attendue depuis les années 1660. Les conséquences de ces intrigues à répétition sont la montée d'un Bourbon sur le trône d'Espagne et la guerre. À la fin de l'année du jubilé, Louis XIV ne peut plus renoncer aux droits du duc d'Anjou sur la couronne

⁵⁰Représente le début de la guerre de Hollande. Louis XIV est entouré par les trois grands commandants du temps. A la droite du souverain se trouvent le duc d'Orléans et le prince de Condé, et à sa gauche le vicomte Turenne. Ils programment l'attaque simultanée des places de Wesel, de Büderich, d'Orsoy, et de Rheinberg.

espagnole. Les conséquences de cette acceptation vont durement se faire ressentir en Europe et dans le monde. La France doit maintenant défendre l'héritage du jeune duc d'Anjou, désormais Philippe V d'Espagne. Il s'agit dans un premier temps de justifier les moyens diplomatiques considérables qui ont été engagés pour s'arroger le testament de Charles II d'Espagne. Les territoires périphériques du Saint-Empire romain germanique vont être durement impactés par les actions militaires et diplomatiques menées par la France durant ce conflit. La position géographique excentrée de la Hongrie et des Pays-Bas méridionaux fait de ces provinces à la fois des proies vulnérables sur le plan géopolitique et des objectifs stratégiques de premier ordre pour affaiblir le principal ennemi de Louis XIV, l'empereur Léopold Ier.

La légitimation de Philippe V en Espagne

À son arrivée à Madrid en 1701, Philippe V est accueilli avec enthousiasme en Castille. L'attitude des anciens sujets de Charles II peut surprendre, mais il est perçu comme un successeur légitime. L'imaginaire collectif espagnol et les efforts de propagande menés par la France entre 1700 et 1710, font de Philippe V, héritier naturel des Habsbourg ou un monarque biblique. Ils doivent affirmer son droit à régner. Les métamorphoses poétiques, dont est l'objet Philippe V, s'étendent également à son grand-père, Louis XIV. Elles sont représentées dans les gazettes, les sermons et dans les *pliegos de cordel*⁵¹. Céline Gilard qualifie cette littérature de « colportage »⁵². *Los pliegos de cordel* sont rédigés sous forme de poèmes en vers non strophiques et vendus par des aveugles. Louis XIV et son petit-fils se transforment en figures héroïques. Ils constituent un vecteur idéal de cette propagande monarchique, qui renaît au moment de la succession de Charles II. L'historienne démontre dans ces sources illustres, les mentalités et l'imaginaire espagnols du début XVIIIe siècle.

Lors de l'ouverture du testament de Charles II, le discours officiel s'appuie sur les caractères physiques de Philippe V pour en faire un Habsbourg. Son anatomie doit légitimer son droit à régner en montrant qu'il appartient aux canons physiques des monarques

⁵¹Textes imprimés sur des feuillets volants, attachés avec de la ficelle, en espagnol *cordel*.

⁵²Céline Girard, *Philippe V et Louis XIV : Héroïsme et imaginaire populaire dans la littérature de colportage pendant la guerre de succession d'Espagne*, dans Gérard Sabatier et Margarita Torrión, *Louis XIV espagnol ? Madrid et Versailles, images et modèles*, Paris, Centre de recherche du château de Versailles, Editions de la Maison des Sciences de l'homme, 2009, p. 289-300.

espagnols. Dans une gazette madrilène de l'année 1700, publiée à Séville chez l'éditeur Francisco de Garay sur la base d'un original d'une gazette de Madrid, les caractéristiques physiques du nouveau souverain sont présentées :

« Tout d'abord, le roi est fort gracieux de sa personne, fort bel homme et d'allure très espagnole. Il porte ses propres cheveux, très blonds et frisés selon la mode, bien que l'on pense qu'avant de quitter la France il mettra une perruque. Son front est haut, ses sourcils lisses, grands et formant un arc. Ses yeux sont grands, mais sa lèvre inférieure est un peu relevée, à quoi l'on voit les marques du sang autrichien.⁵³ »

Le même procédé est employé côté français. Le treize novembre 1700, la Palatine écrit à sa tante la duchesse de Hanovre. Il est question de la succession de Philippe d'Anjou au trône d'Espagne. Elle expose les traits physiques et moraux du nouveau souverain :

« Il a l'air tout à fait autrichien et tient toujours la bouche ouverte. Je le lui ai fait observer cent fois ; quand on le lui dit, il la ferme, car il est très docile ; mais dès qu'il l'oublie, il la rouvre [...] Le duc d'Anjou a tout à fait l'air d'un roi d'Espagne ; il rit rarement et conserve toujours un air de gravité.⁵⁴ »

Comme si le bénéficiaire du testament de Charles II ne faisait aucun doute, la princesse palatine écrit à sa sœur, dès le vingt-sept juillet 1700 :

« [...] il est d'un sérieux et d'une gravité inouïe, il parle très lentement, marche à pas comptés, bref c'est un vrai roi d'Espagne.⁵⁵ »

Céline Gilard analyse ce phénomène comme une révélation des mécanismes imaginaires qui se mettent en place en France et en Espagne. C'est une manière de détacher Philippe d'Anjou de la Maison des Bourbons de France pour mieux légitimer l'incorporation de Philippe V à la nouvelle Maison des Bourbons d'Espagne. À notre sens et même si la correspondance de la Palatine n'a pas pour but d'être publiée, cette dissociation des Maisons de France et d'Espagne nie le concept de « monarchie universelle ». C'est une manifestation

⁵³Francisco de Garay (imprimeur), *Relacion, y Gazeta general en de que da cuenta de la eleccion de Nuestro Santissimo Padre Clemente IX y dela salida del Rey nuestro senior D. Felipe Quinto de Versallas para estos sus reynos, y breves noticias de sus Reales prendas*, 1700,[s. l. n.d.], Biblioteca Nacional de Espana (BNE), VE/771/105.

⁵⁴Elisabeth Charlotte d'Orléans, *Lettres de Madame, duchesse d'Orléans, née princesse Palatine*, Editions O. Amiel, Parsi, Mercure de France, 1981, p. 282-283.

⁵⁵ Elisabeth Charlotte d'Orléans, *Ibidem*.

des prédispositions physiques de Philippe V à régner sur l'Espagne, une manière de souligner sa légitimité divine. La désignation testamentaire d'un Bourbon par Charles II serait alors un juste retour à un ordre naturel, conséquence d'une volonté de Dieu que l'on ne peut pas contester. Ses forces physiques et mentales sont le symbole d'une renaissance de la vitalité du monarque, après la dégénérescence constatée de Charles II de Habsbourg. *Los pliegos de Cordel* développent encore la démonstration physique de son ascendance autrichienne comme preuve de la légitimité à régner et transforment une coïncidence historique en présage divin. En effet, Philippe d'Anjou doit prendre le patronyme royal de Philippe Quint, tout comme le modèle absolu qu'a été Charles Quint. Les poètes prophétisent un règne de Philippe V glorieux, en annonçant la restauration de la grandeur impériale de l'Espagne. On peut noter qu'aucun parallèle n'est réalisé avec Philippe II, alors qu'il a porté l'Espagne au sommet de sa gloire, au milieu du XVI^e siècle. La postérité de ce souverain laissait une mauvaise image de par sa politique religieuse violente, notamment dans les Pays-Bas méridionaux. Cette politique a fait perdre les Pays-Bas septentrionaux. Un autre exemple de parallèle réalisé entre Charles V et Philippe V pour annoncer un règne heureux est relevé par Céline Gilard. Elle cite les vers du poète asturien Bernardo de Quiros, composés entre 1700 et 1701 :

« À travers ton nom glorieux.
 La renommée formule l'heureuse annonce de victoires
 Philippe V, si sa voix t'acclame
 C'est pour le présage certain de faits glorieux
 Superstition sacrilège, elle ne trahit pas
 Le culte qu'établit l'histoire
 Et si l'on perçoit mal encore tes actes audacieux
 Que l'on consulte la série des cinquièmes
 Charles Quint fut Alcide, car en Luther il défit l'Hydre, bourreau de la
 foi. »⁵⁶

L'audience de ces poèmes ésotériques semble importante dans les milieux populaires. En effet, le public populaire n'admet pas le hasard, et toute coïncidence est interprétée comme un signe. La somme de ces signes, c'est-à-dire les ressemblances physiques et la concordance

⁵⁶Francisco Antonio Bernardo de Quiros, *Vaticinio heroico, en el ascenso al Trono del Rey N. S. D. Phelipe V. (Que dios guarde)* su autor D. Francisco Antonio Bernardo de Quiros, señor en las Villas de Zalamillias, Villeza, Gentil-hombre de la Artelleria del Principado de Asturias, y Alferez Mayor de la Villa de Mayorga, y c. Que saca a luz Don AnonioCastellanos, Cavallero de la Orden de Calatrava, sans colophon [mais probablement Madrid, 1700 ou 1701], Bibliothèque du palais royal de Madrid (BPR), III/6 494/11, cité dans Céline Girard, Philippe V et Louis XIV : Héroïsme et imaginaire populaire dans la littérature de colportage pendant la guerre de succession d'Espagne, dans Gérard Sabatier et Margarita Torrión, *Louis XIV espagnol ? Madrid et Versailles, images et modèles*, Paris, Centre de recherche du château de Versailles, Editions de la Maison des Sciences de l'homme, 2009, p. 291.

du chiffre cinq, serait l'expression de la destinée et de la volonté divine. Philippe V entre dans Madrid, le quatorze avril 1701. Son entrée royale répond de la même tradition que les « Joyeuses entrées » dans les Pays-Bas espagnols⁵⁷. Elle nuance cette propagande bourbonnienne populaire qu'est le « cordel ». En effet, les œuvres iconographiques, les sculptures et les littératures déployées pour l'évènement soulignent davantage l'origine française du duc d'Anjou. À la différence des « cordel », on ne retrouve presque pas de références aux Habsbourg. Ainsi, on évoque les deux frères de Philippe V, les ducs de Bourgogne et du Berry, son grand-père Louis XIV et son père le Grand-Dauphin, alors que l'ascendance maternelle et espagnole n'est évoquée que dans la Calle major, par une effigie équestre du roi Philippe V qui surmonte un portrait de Marie-Thérèse d'Autriche. Les références solaires et héraldiques françaises se révèlent très présentes dans chacun des décors. Au-delà des références, l'Arc de Triomphe placé à côté du Prado se compose de deux toiles évoquant les saints fondateurs de la monarchie française et espagnole, Saint-Louis et Saint-Ferdinand. Leur disposition en miroir sur l'Arc de Triomphe sous-entend que les deux couronnes sont jumelles et que leur gloire respective est indissociable.

Par la symbolique, la monarchie française cherche à se lier à la jeune Maison des Bourbons d'Espagne. Après l'intronisation de Philippe V à Madrid, les héritiers de la Maison des Bourbons de France entrent dans le très prestigieux ordre de la Toison d'or. Le sept août 1701, les ducs du Berry et d'Orléans sont reçus⁵⁸. La cérémonie a lieu dans la chapelle royale de Versailles. Louis XIV représente le roi d'Espagne pour recevoir les serments des nouveaux chevaliers. La France prend ici un caractère hispanique, du moins dans cette cérémonie de dévotion publique. La Toison d'or est un moyen de fédérer de nouvelles élites autour du nouveau souverain. C'est une forme de clientélisme qu'utilisaient déjà les Habsbourg. Cette politique est donc copiée. Ce procédé s'exporte une nouvelle fois aux Pays-Bas méridionaux. Elle touche des nobles promus au rang politique supérieur. Le prince Rakóczi demande ce gage politique pour marquer son appartenance à l'alliance franco-espagnole de façon à renforcer la filiation des ordres hongrois et transylvains autour de sa personne. L'analyse de l'ensemble de cette symbolique souligne une hispanisation de la monarchie française pour mieux introniser Philippe V, et une référence à l'identité française de la monarchie espagnole pour mieux asseoir l'autorité du jeune souverain. Cette double identité cherche à raffermir le

⁵⁷ « Joyeuses Entrées » qu'il ne fera jamais puisque Philippe V ne séjourne pas dans les provinces belgiques.

⁵⁸L'évènement est relaté dans le *Mercure galant* du mois d'août 1701, p. 201-204.

soutien des sujets face aux contestations de l'archiduc Charles qui menace de scinder le royaume en deux parties : entre partisans des Habsbourg d'un côté, et sympathisants des Bourbons de l'autre. Ce phénomène se reflète dans une moindre mesure dans les Pays-Bas espagnols. Philippe V laisse la tutelle des Pays-Bas méridionaux à son grand-père, tandis qu'il se charge de stabiliser l'Italie, la péninsule ibérique et les autorités de l'Empire colonial. Le lien entre Madrid et Versailles fait craindre la formation d'une monarchie franco-espagnole. Si Louis XIV s'en défend ouvertement, le message envoyé aux cours européennes, à la noblesse espagnole et aux peuples de l'Empire est celui d'une monarchie espagnole revitalisée par le sang des Bourbons. Philippe V s'attache à démontrer cette vigueur nouvelle en chargeant à la tête de ses troupes d'Italie, dès 1702. Les *pliegos de cordel* se font alors l'écho de cette charge insensée. Il consolide son image de roi guerrier qui s'emplit de gloire dans les batailles face au Portugal, en 1704, et en s'attribuant les victoires de Brihuega et de Villaviciosa du duc de Vendôme en 1710, commandant des troupes presque exclusivement espagnoles.

Dans le contexte conflictuel de la Succession d'Espagne, les métamorphoses poétiques de Philippe V et de Louis XIV témoignent de la légitimité de l'accession d'un Bourbon au trône d'Espagne. La monarchie autrichienne, à l'image de la Hongrie, ne semble pas saisir cette légitimité. L'entrée de l'archiduc Charles dans Madrid, le vingt-huit septembre 1710 et l'installation de troupes d'occupation protestantes déclenchent une vive opposition des populations catholiques castillanes et madrilènes. Elles opposent la figure héroïque de Philippe V de Bourbon à l'éréthisme des troupes. Le duc d'Anjou a de l'admiration pour son grand-père. Lorsque Louis XIV accepte officiellement la couronne d'Espagne pour son petit fils, après avoir longuement préparé son obtention par l'arbitrage du pape et le testament de Charles II, le jeune duc d'Anjou est alors traité à Versailles avec l'égard dû à son nouveau rang. Son grand-père Louis XIV le laisse alors marcher à sa droite et l'installe dans ses anciens appartements de Versailles. Le peintre officiel de la monarchie française, Hyacinthe Rigaud⁵⁹ reçoit une commande du Roi-Soleil pour un portrait de son petit fils en costume espagnol⁶⁰, en même temps que le sien, en manteau d'apparat avec les insignes régaliens⁶¹.

⁵⁹ Hyacinthe Rigaud de son vrai nom Jacint Rigau-Ros en catalan. Il né à Perpignan, le 18 juillet 1659 et décède à Paris, le 29 décembre 1743. Il est reconnu comme l'un des plus grands portraitistes de la période classique. Sa célébrité provient de sa longévité et de sa fidélité à la dynastie des Bourbons dont il peint les visages de quatre générations. Ses collections livrent un portrait presque complet de chaque dirigeant politique français de 1680, date où il arrive à Paris, à sa mort en 1743. Membre de l'Académie royale de peinture et de sculpture à partir de 1700 jusqu'à sa démission en 1735, il fixe la majesté de la dynastie, et participe à sa gloire et à son rayonnement pendant plus d'un demi-siècle.

⁶⁰ Actuellement conservé au musée du château de Versailles.

⁶¹ Actuellement conservé au musée du Louvre.

Dans cette double commande, le lien qui unit désormais les monarchies française et espagnole est représenté. Les racines françaises de Philippe V sont reprises dans les décors mis en place avec l'entrée du jeune monarque à Madrid. Une cinquantaine de Français l'accompagne à Madrid, afin de lui assurer une transition moins douloureuse en le conseillant dans sa nouvelle charge de souverain d'Espagne. Parmi ses accompagnateurs, il n'y a pas de personnalités de premier plan aux fins de ne pas sous-entendre une éventuelle mise sous tutelle du souverain espagnol par son grand-père.

Dans les faits, la présence du Roi-Soleil est réelle en temps que protecteur de l'intégrité de l'Empire espagnol. On note la présence de son ancien écuyer, le marquis de Valouse, de son premier de garde-robe Gaspard Hersent, de son premier valet de chambre Claude de La Roche, de son premier médecin Honoré Michelet, de son premier apothicaire Louis Rigueur⁶², de son premier chirurgien Jean-Baptiste Legendre. Malgré un soin tout particulier pour sélectionner l'entourage du premier Bourbon d'Espagne, on observe une ancienne nourrice du prince, Rouiller, qui se révèle avide et intrigante.

Louis XIV remet des instructions précises dispensant des conseils moraux et politiques. La transmission de ces instructions n'est pas sans rappeler la procédure suivie lors du départ en mission d'un ambassadeur. De là à affirmer que Louis XIV considère son petit-fils, roi d'Espagne, comme un simple ambassadeur, il n'en est rien, même si la tutelle est certaine. Une subordination due à la différence d'âge et à l'admiration du petit-fils pour la prestance monarchique de son grand-père reste logique et compréhensible. Parmi les conseils, Philippe V doit nommer uniquement des Espagnols aux postes de gouverneurs et de vice-rois et éviter toutes familiarités avec les Français. La dynastie des Bourbons d'Espagne doit, sans attendre, afficher son indépendance vis-à-vis de sa glorieuse sœur française. Louis XIV argumente tout de même en faveur de la nécessité d'une *union étroite avec la France* et des avantages et préceptes de l'absolutisme. Lors des séparations familiales à Sceaux, Louis XIV rappelle une ultime fois à son petit-fils, les liens qui l'unissent à la France. À l'image de la présentation de la Galerie des Glaces, au milieu des sanglots du roi d'Espagne, il ajoute une touche théâtrale pour accompagner ses paroles en désignant la famille royale :

⁶²Rôle important du premier médecin, du premier apothicaire, et du premier chirurgien en raison de l'utilisation assez fréquente du poison à la cours d'Espagne, et des menaces de mort qui pèsent sur roi Philippe V.

« Voici les princes de mon sang et du vôtre. Les deux nations présentement, ne doivent plus se regarder que comme une même nation.⁶³ »

L'alliance des monarchies franco-espagnoles est un souhait ancien de Louis XIV qui, en fondant la dynastie des Bourbons d'Espagne, brise à jamais la menace Habsbourg au sud du royaume. On assiste, avec l'acceptation du testament de Charles II de Habsbourg, à un renversement des alliances, et à la fondation d'un nouvel ordre diplomatique et commercial provoquant un bouleversement des déséquilibres géostratégiques. Ces changements ne peuvent pas être acceptés par les Habsbourg d'Autriche qui voient un renforcement de l'hégémonie française, ni par les puissances commerciales anglaises et hollandaises qui craignent la concurrence des marines et des colonies franco-espagnoles.

La crainte de la monarchie universelle en Europe

L'arbitrage pontifical et les intrigues françaises

S'il concède un démembrement relatif de son empire lors des différents traités de partage, Charles II éprouve une véritable volonté à conserver son empire intact. Dans ses moments de lucidité, il a conscience qu'il doit réussir à s'imposer s'il veut laisser une trace positive dans l'Histoire. Rappelons une nouvelle fois que léguer un royaume avec au moins le même niveau de puissance que lors de son avènement constitue pour un roi une mission essentielle. L'aversion entre les Espagnols et les Français est forte surtout à la cour de Madrid. L'objectif de la France est de briser la domination espagnole en Europe. On retrouve cette thématique dans la Galerie des Glaces au travers de tableaux comme : *l'union de l'Espagne, de l'Allemagne, de la Hollande contre la France*. Au cours du règne de Louis XIV, l'Espagne est humiliée lors de la guerre de Dévolution. On retrouve cette idée dans le tableau de *L'union*. François Charpentier de l'Académie française appuie cette constatation. Il analyse l'allégorie représentant l'Espagne :

⁶³Mémoires de Saint-Simon, t. VII, p. 343, cité dans Yves Bottineau, *Les Bourbons d'Espagne 1700 – 1808*, Paris, Fayard, 1993, p. 38.

« Cette alliance est représentée sous l'image de trois femmes qui se donnent la main, et sur le visage desquelles on a adroitement exprimé les passions différentes dont ces nations étaient alors agitées. [...] L'Espagne paraît transportée de dépit et de jalousie, et ses lèvres entrouvertes, comme si elle grinçait des dents, sont les marques du trouble en elle. Elle se montre à visage découvert après avoir ôté le masque sous lequel elle était cachée, et qui lui demeure encore dans sa main. »⁶⁴

Les Espagnols ont beaucoup intrigué sous la régence d'Anne d'Autriche et sous Louis XIII pour déstabiliser le royaume du Lys. Désormais, la crainte d'une invasion des troupes françaises est tout aussi intense au palais de l'Escorial depuis 1661. Pourquoi Charles II voudrait-il désigner un prince dont la Maison n'a eu de cesse de convoiter son trône et d'affaiblir sa puissance ? Cela n'a objectivement pas de sens. On ne lègue pas son empire à son pire ennemi, surtout lorsqu'une branche cousine de sa famille possède des droits sur la succession et que l'on a offert ladite succession à un prince Habsbourg en la personne de Joseph-Ferdinand de Bavière. Des lettres parviennent à Vienne depuis Madrid pour demander le soutien de Léopold Ier dans cette affaire. L'influence du parti français à la cour de Madrid est considérable. Parmi les sources d'influence proches du souverain, on trouve notamment l'ambassadeur de France, le marquis d'Harcourt et le cardinal Portocarrero. Les violentes intrigues poussent certainement le faible Charles de Habsbourg à chercher un arbitrage extérieur, une médiation. Le seul à pouvoir dégager un consensus entre les monarchies catholiques de France, d'Espagne et d'Autriche est le pape lui-même. L'avenir dynastique de deux des plus grandes Maisons d'Europe, les Habsbourg et les Bourbons, va dépendre de sa décision, ainsi que celui des territoires en leur possession, la Hongrie et les Pays-Bas méridionaux. Le pape Innocent XII meurt avant d'avoir pu rendre son jugement sur le testament de Charles II. Du conclave qui s'ouvre en 1700 dépendent l'élection du nouveau pape et la confirmation de l'arbitrage d'Innocent XII. L'élection pontificale est soumise au clientélisme et à l'influence des grandes puissances catholiques. Chaque nation essaye de faire élire un pape qui lui sera favorable. Face à cette demande d'arbitrage et au conclave qui se prépare, la France envoie un émissaire expérimenté. C'est un ecclésiastique et un castrat de renom : l'abbé Atto Mélandi⁶⁵. Sa mission à Rome est relativement claire. Il doit faire pression

⁶⁴ L'intégralité de l'explication est disponible sur le site internet du château de Versailles : www.galeriedesglaces-versailles.fr/html/11/outils/charpentier1.html

⁶⁵ Atto Mélandi (1626 – 1714). Castrat italien né en Toscane. Il est également écrivain, diplomate et espion. A l'âge de quinze ans, il est au service du Grand-duc de Toscane Mathias de Médicis. Il fait ses débuts d'agent secret en entrant au service du cardinal Mazarin à l'âge de dix-huit ans. Son activité de chanteur auprès des cours européennes lui offre une couverture parfaite. Alors que la guerre de Trente Ans se termine, il est envoyé à la

pour favoriser l'élection d'un cardinal francophile et lui demander en contrepartie de son élection un arbitrage testamentaire favorable à la France. Son choix se porte sur le cardinal Albani, bien qu'encore jeune pour prétendre à une élection pontificale qui favorise généralement les cardinaux âgés pour assurer la tenue de conclave régulier. Il possède déjà un statut important au sein de la curie romaine et est un francophile avéré. Les agissements d'Atto Mélandi sont difficiles à saisir, car ils portent le sceau du secret. Atto Mélandi est davantage espion qu'ambassadeur en cette année 1700. Néanmoins, il semble bien que le cœur de ses agissements a eu lieu à la villa Spada, propriété du cardinal italien Fabrizio Spada. C'est un personnage influent puisque, depuis 1691, il est secrétaire d'État et préfet de la Congrégation de la bonne gouvernance. Il a été nonce apostolique en France pendant la guerre de Hollande, entre 1674 et 1675. De cette mission en France, il conserve l'estime louis-quatorzienne :

« Louis XIV avait su apprécier les qualités personnelles de Spada, qui lui avaient permis de se tirer avec honneur d'une nonciature traversée par bien des orages. Le roi le jugeait même tout à fait conforme à ses vues, aussi il ne manqua pas de le soutenir soit dans les conclaves, soit pour lui faire donner les emplois auxquels il parvint. »⁶⁶

À l'instar d'Albani, on peut considérer que Fabrizio Spada est acquis à la cause française. Lors du mariage de son neveu, il invite toutes les grandes familles italiennes et les cardinaux. L'émissaire français a ainsi tout le loisir de s'appuyer sur le maître des lieux Fabrizio Spada, qui est redevable à la France de son avancement dans la hiérarchie pontificale. Atto Mélandi peut ainsi parler aux cardinaux les plus importants et les inciter à voter pour le candidat français du conclave de 1700, le cardinal Albani. L'espion, castrat au service de la France, est rompu aux intrigues et aux mondanités. Espion de longue date, il est invité depuis des décennies dans toutes les grandes cours européennes pour y donner ses concerts. Son activité de chanteur d'opéra lui fournit une couverture parfaite. Des langues bien pendues et des oreilles affûtées lui rapportent les rumeurs des courtisans. L'aide de Fabrizio Spada dans l'élection du cardinal Gianfrancesco Albani est une nouvelle fois

cour de Vienne. Il se retrouve confronté aux intrigues et aux complots et se familiarise ainsi avec le métier d'espion et d'ambassadeur. L'histoire retient de lui ses activités de diplomate au service de Louis XIV et son caractère ambitieux. Il joue un rôle important dans plusieurs conclaves, notamment dans les élections des papes Alexandre VII et Clément XI.

⁶⁶ *Recueil des instructions données aux ambassadeurs et ministres de France depuis les traités de Westphalie jusqu'à la Révolution française*, Rome, t. II, Paris, 1911, p. 180. Dans Ségolène de Dainville, *Maison, Dépenses et Ressources d'un Nonce en France sous Louis XIV, d'après les papiers du cardinal Fabrizio Spada*, Mélanges d'archéologie et d'histoire, 1970, p. 924.

récompensée. Après l'élection de ce dernier le vingt-trois novembre 1700, il est nommé par le nouveau pape Clément XI préfet de la Signature de Justice le quatre décembre 1700, alors que l'intronisation de Clément XI n'est pas encore réalisée. Elle intervient seulement le vingt-trois décembre 1700.

Le clientélisme français avait fonctionné face aux autres diplomaties européennes. À la lumière de ces tractations, l'arbitrage est difficile à analyser. Elles sont relativement connues, mais elle recèle de nombreuses zones d'ombre. Des sources extrêmement utiles pour faire la lumière sur ces différentes zones d'ombre, semblent s'être volatilisées des centres d'archives. Ces documents auraient permis de prouver définitivement l'authenticité du testament de Charles II et l'impartialité de l'arbitrage pontifical. Dans l'historiographie, de rares écrits ont essayé d'aborder cette question des disparitions documentaires. Parmi eux, ceux de l'historien espagnol Antonio Dominguez Ortiz⁶⁷ :

« On ne connaît pas l'original de la réponse pontificale et l'on soupçonne que l'avis des trois cardinaux fut falsifié. »⁶⁸

L'hypothèse d'une éventuelle falsification est reprise par Ramòn Menéndez Pidal⁶⁹ dans son ouvrage consacré à l'Histoire espagnole, réédité et complété en 1994⁷⁰. Si l'on fait partie du sérail de l'administration pontificale, il n'est pas impossible de contrefaire les missives papales. Lorsque le Vicaire du Christ est trop âgé, il arrive que le camerlingue ou un cardinal le supplée dans la fastidieuse tâche du paraphe. C'est justement la position qu'occupe le cardinal Gianfranco Albani dont on sait qu'il est francophile. De plus, il a une parfaite connaissance du fonctionnement de l'administration pontificale puisqu'avant de devenir cardinal en 1690, il était gouverneur de l'État pontifical. Ce poste est en effet le plus élevé de la curie citadine. Au demeurant, Innocent XII⁷¹ avait pour habitude de ne pas toujours signer

⁶⁷ Antonio Dominguez Ortiz naît en 1909 et décède en 2003. Il est considéré comme l'un des plus grands spécialistes de l'Histoire sociale d'Ancien Régime en Espagne. Il est membre de l'Académie Royale d'Histoire de 1974 à sa mort en 2003 et il devient l'académicien correspondant pour le British Academy. Professeur *Honoris Causa* des universités de Cadix, complutense de Madrid et Central de Barcelone.

⁶⁸ Antonio Dominguez Ortiz, *Historia de la Iglesia en la España de los siglos XVIIe y XVIIIe*, Vol. 4, *Regalismo y relaciones Iglesia-Estado en el siglo XVIIe*, Madrid, 1979, p. 88-89.

⁶⁹ Ramòn Menéndez Pidal (1869 – 1969) : Historien et philologue espagnol. Il fonde l'école de philologie espagnole. En 1902, il entre à l'Académie Royale espagnole dont il devient directeur en 1925. Il reçoit un grand nombre de prix pour ses études. Il s'oppose au régime franquiste, notamment en 1963 où il mène la protestation des intellectuels contre l'usage de la torture, à l'âge de 94 ans.

⁷⁰ Ramòn Menéndez Pidal, *Historia de España*, XVIII, Madrid, 1994, p. 155.

⁷¹ Antonio Pignatelli, né le 13 mars 1615 et mort le 27 septembre 1700. Pape de 1691 à 1700. Son autorité est reconnue par les souverains européens catholiques. Son pontificat marque un retour à une rigueur religieuse où le népotisme et la corruption n'ont plus leurs places. Il rétablit les relations avec Louis XIV et la France, brouillées

ses documents. Son successeur Clément XI (1700-1721) s'applique rigoureusement à signer lui-même les documents officiels. Ainsi, dans la première moitié du XXe siècle, l'historien autrichien Ludwig Von Pastor⁷², spécialiste de l'histoire des papes, le constate :

« Le nombre de documents rédigés ou corrigés personnellement par Clément IX [...] est étonnement élevé. Peu de papes ont autant écrit, raison pour laquelle c'est le Pape dont on a conservé le plus d'autographes. »⁷³

La coïncidence attire l'attention de l'historien. Du temps où il était cardinal, Gianfranco Albani avait saisi l'importance croissante des correspondances dans le jeu diplomatique au travers de la quête de l'information. Dans son ouvrage sur l'histoire des papes, l'anthropologue culturel et historien italien Massimo Centini⁷⁴ dit de lui au moment du conclave de 1700 que :

« Le candidat fut apprécié de tout le monde, même s'il était connu pour être du côté du roi de France : il s'appelait Gianfranco Albani et il était habile dans les questions diplomatiques où, comme Quintus Fabius Maximus Verrucosus, il était devenue célèbre pour sa capacité à entendre, observer, évaluer »⁷⁵

Ces capacités sont fondamentales pour qui veut s'adonner à l'intrigue politique. Son élection au trône pontifical à l'âge relativement jeune de cinquante et un ans valide ses compétences. Comme tout bon diplomate, il connaît la nécessité absolue de contrôler au maximum la confection des correspondances en contrôlant la rédaction des courriers. De fait, sous Clément XI, une méfiance des secrétaires s'exerce naturellement à la cour pontificale. Logiquement, dans un contexte de guerre généralisée où tous les services d'espionnage sont aux aguets, c'est ce que le nouveau pape Clément IX s'attache à faire.

depuis 1682 à cause de la déclaration du clergé gallican qui niait l'autorité du pape sur l'Eglise de France. Il est apprécié pour son humanité et l'équilibre de sa politique.

⁷² Ludwig Von Pastor (1854 – 1928) : Historien et diplomate autrichien. Il est spécialisé dans l'Histoire de la papauté et de l'Eglise catholique en général. Son caractère très croyant se retrouve parfois dans ses travaux. Son étude la plus remarquable et la plus considérable est *Histoire des papes depuis la fin du Moyen-âge*, dont est tiré l'extrait cité ci-dessus.

⁷³ Ludwig Von Pastor, *Geschichte der Päpste*, Fribourg, 1930, XV, p. 10.

⁷⁴ Massimo Centini : Anthropologue culturel et historien. Il travaille principalement sur les cultures minoritaires et sur les traditions populaires. Son intérêt scientifique se porte sur les questions religieuses, dont la papauté est un rouage essentiel. Il est membre du Centre d'Etude des traditions populaires de Turin.

⁷⁵ Massimo Centini, *L'histoire des Papes*, Paris, De Vecchi, 2004, p. 254.

Les précautions prises par le pape et les grandes cours européennes ne nous permettent pas de trancher la question. Un débat feutré et indécis fait rage en raison de la disparition (ou de l'égarement) des sources manuscrites de plusieurs centres d'archives européens. C'est ainsi que toutes les demandes de médiation de Charles II à Rome et les réponses du pape Innocent XII (originaux et copies) sont introuvables. Pourtant, à l'origine, nous savons qu'il existe au moins trois copies de l'appel d'*El Hechizado* et deux exemplaires de l'arbitrage pontifical. Les archivistes de la bibliothèque secrète du Vatican constatent dès le XIXe siècle que la source est manquante. Du côté espagnol, la copie du courrier royal envoyée à Rome et l'original de la réponse parvenu au roi sont déclarés absents des archives générales de Simancas. Le directeur des archives espagnoles le déclare en 1882. En France, une copie de la lettre de Charles II à Léopold Ier ne figure plus aux archives nationales depuis 1850. Le Français Célestin Hippeau⁷⁶ a bien trouvé deux courriers apocryphes dans les archives du château d'Harcourt, qu'il publie en 1877⁷⁷. Le château d'Harcourt appartenait à la même famille que celle de l'ambassadeur de France en Espagne, le marquis d'Harcourt. Après cette découverte, les documents sont versés aux archives du Ministère des Affaires étrangères à Paris. Malheureusement, ils n'y figurent plus.

Ces disparitions alimentent le débat sans pouvoir le clore. À notre niveau, nous ne pouvons que nous étonner de ces disparitions dans des centres d'archives dont le sérieux n'est plus à prouver, même au XIXe siècle. Elles donnent des arguments aux partisans du doute et de la falsification. Même aujourd'hui, prouver que le testament de Charles II est un faux provoquerait à coup sûr des remous dans les milieux dynastiques et historiques européens. Le jeune duc d'Anjou deviendrait un usurpateur par la faute des intrigues diplomatiques de son grand-père. Au niveau historique, les arguments français défendant une *guerre juste* ne tiendraient définitivement plus. Le royaume du Lys porterait alors toute la responsabilité de la guerre de Succession d'Espagne, et celle de tous les maux provoqués en Europe, et plus particulièrement dans les territoires périphériques du Saint-Empire. Juste ou non, la guerre relative à la succession de Charles II de Habsbourg paraissait inévitable aux contemporains. En reniant les traités de partage de mars 1700, Louis XIV crée des tensions diplomatiques insoutenables. Les autres nations européennes ne peuvent pas admettre que le monarque le

⁷⁶ Célestin Hippeau (1803 – 1883) : fondateur de l'école des Sciences Appliquées, Professeur à l'université de Strasbourg et de Caen. Historiquement, il est connu pour être l'un des principaux éditeurs de matériaux historiques de la seconde moitié du XIXe siècle. Il dépouille ainsi de nombreux documents inédits dans les archives du château d'Harcourt (Normandie) où il découvre ces lettres apocryphes.

⁷⁷ Célestin Hippeau, *Avènement des Bourbons au trône d'Espagne*, correspondance du marquis d'Harcourt, ambassadeur de France auprès du roi Charles II, 2 vol., Paris, 1877, p. 229-230 et p. 233-234.

plus puissant d'Europe puisse avoir sous tutelle une grande partie de la planète. Catherine Désos souligne ce point en 2009, dans son étude consacrée aux Français de Philippe V :

*« Son autorité s'étendit à donner des lois, sous le nom de son petit-fils, aux États soumis à la couronne d'Espagne dans l'ancien et le Nouveau Monde. »*⁷⁸

Le Roi-Soleil savait qu'en s'adjugeant la bénédiction du Conseil d'en haut, il allait confirmer le déclenchement d'une guerre d'envergure européenne, voire mondiale. Ainsi, la France défiait tout d'abord les puissances maritimes anglaises et hollandaises en ne respectant pas les traités de partage de mars 1700 et en s'adjugeant le commerce espagnol, notamment celui de l'Asiento. L'union commerciale des deux couronnes fermerait définitivement la très rentable traite négrière aux Anglais et aux Hollandais, dans les colonies hispaniques d'outre-mer ; inversement les Français ne pouvaient pas laisser l'ennemi héréditaire habsbourgeois reformer l'Empire de Charles Quint. L'heure n'était pas encore aux renversements des alliances. Les souverains de France et du Saint-Empire étaient en effet trop âgés pour remettre en cause l'ensemble de la politique extérieure menée sous leur règne.

La seule solution pour conserver la paix résidait bien dans un traité de partage où toutes les grandes puissances y trouveraient avantage. Malgré des efforts inhabituels pour s'entendre, cette solution diplomatique est inhumée en même temps que le fils de Maximilien-Emmanuel de Bavière, qui faisait consensus. Dans un cas comme dans l'autre, la guerre ne pouvait donc plus être évitée depuis la mort de ce jeune prince de six ans en 1699, Joseph-Ferdinand de Bavière, le fils du gouverneur général des Pays-Bas espagnols et Electeur de Bavière, Maximilien-Emmanuel de Bavière. Devant le constat que la succession d'Espagne se réglerait par les armes, la France décide logiquement de soutenir son candidat. Dans l'esprit de Louis XIV et des partisans de la guerre, il vaut mieux accaparer d'abord l'Empire espagnol, puis le défendre pour faire rayonner définitivement les Bourbons aux dépens des Habsbourg. Dans ses mémoires parues en 1857, le marquis de Torcy explique ce choix géopolitique et dynastique : *« Il fallait la faire pour soutenir le parti le plus juste. »*⁷⁹

⁷⁸ Catherine Désos, *Les français de Philippe V : un modèle nouveau pour gouverner l'Espagne, 1700-1724*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 2009, p. 73.

⁷⁹ Jean-Baptiste Colbert de Croissy, marquis de Torcy, *Mémoires pour servir à l'histoire des négociations, depuis le traité de Ryswick jusqu'à la paix d'Utrecht*, dans nouvelle collection des mémoires relatifs à l'histoire de France depuis le XIIIe siècle jusqu'à la fin du XVIIIe siècle, vol. XXXII, Paris, Didier, 1857, p. 550-551.

Par *juste* il faut entendre celui du testament, seul document juridique de valeur dans cette affaire. Torcy justifie ainsi son changement d'avis au Conseil et maintient la ligne politique traditionnelle de la *guerre juste*, dont la légitimité est souvent relative. Fort de son expérience, Louis XIV savait ce conflit inévitable dès 1699. À la suite de la mort de Joseph-Ferdinand, il est obligé de réagir rapidement. Dans un premier temps, il faut montrer à l'Europe le souci qu'a la France de conserver l'équilibre de Ryswick. Cela servirait à renforcer l'idée que la France n'est pas responsable du déclenchement de la guerre, qu'elle est dans un cas de « légitime défense ». Des négociations s'engagent alors pour la signature d'un second traité de partage avec les puissances maritimes. Cette posture s'avère importante pour faciliter le travail diplomatique et pour obtenir le soutien de toutes les forces intérieures du royaume, pourtant durement éprouvées par la dernière décennie écoulée. Le caractère secret des négociations (qui finissait toujours par être éventé d'ailleurs) devait renforcer l'idée que Versailles cherchait à tout prix à préserver la paix. Comme nous l'avons vu, le secret d'un accord franco-maritime sur le partage de l'Empire espagnol parvient jusqu'à Charles II. Malgré ses faiblesses, la colère du roi d'Espagne réveille la torpeur du palais de l'Escorial qui veille son souverain malade. Comme pour son cousin espagnol, l'empereur perçoit ce procédé comme « *une sorte de trahison* »⁸⁰. Le sept juin 1700, en convoquant le Conseil d'État pour connaître son opinion sur ce second traité de partage, il renouvelle sa volonté de léguer intact son empire. En Europe, seul l'empereur tient la même ligne politique que Charles II. Léopold Ier veut l'entièreté de l'héritage pour son fils Charles. Ce sursaut ne peut masquer le fait que le roi d'Espagne est trop faible pour maintenir cette ligne politique devant l'assemblée des Grands d'Espagne. Le Conseil d'État se prononce d'abord en faveur de l'arbitrage d'un pape malade, puis donne un avis favorable à la candidature du duc d'Anjou⁸¹. Le Conseil d'État soutient par conséquent un prince dont la famille vient d'œuvrer pour le démantèlement des possessions ibériques en Europe et dans le monde. À notre sens, la position des Grands d'Espagne manque cruellement de logique. Néanmoins, le parti français a fait son œuvre. La diplomatie de Torcy est en avance sur celle de l'empereur. Elle est parvenue à s'adjuger le soutien des membres les plus influents de la cour. Le cardinal Portocarrero⁸² est sans nul

⁸⁰ François-Auguste Mignet, *Négociations relatives à la succession d'Espagne sous Louis XIV ou correspondances mémoires et actes diplomatiques concernant les prétentions et l'avènement de la Maison de Bourbons au trône d'Espagne, accompagnés d'un texte historique et précédés d'une introduction*, t. 1, Introduction, Paris, Imprimerie Royale, 1835, p. LXXIII.

⁸¹ A la majorité avec une voie d'écart.

⁸² Luis Manuel Fernández de Portocarrero-Bocanegra y Moscoso-Osorio (1635-1709). Capitaine général et vice-roi de Sicile de 1666 à 1667, puis Cardinal en 1669 avant d'être élu Archevêque de Tolède en 1677. Ces hautes fonctions religieuses et administratives le font entrer dans le proche entourage de Charles II d'Espagne. Malgré

doute le plus éminent soutien du duc d'Anjou à Madrid. Toujours en acceptant l'idée que le testament a été falsifié par le parti français en Espagne, il n'y a alors rien d'étonnant à ce que le testament nomme le cardinal, régent du royaume. La demande d'arbitrage pontificale de l'Espagne posait problème, mais était toutefois nécessaire pour garantir la validité des traités de partage. La France envoie donc l'abbé Atto Mélani à Rome, dont la mission est de coordonner les actions des partisans de la France. Ceux-ci doivent tirer profit des faiblesses d'un Vicaire du Christ mourant. Par l'intermédiaire de l'arbitrage en faveur de Louis XIV, le castrat au service de la France joue un rôle non négligeable dans la désignation testamentaire du duc d'Anjou, mais il reste l'ombre. Comme le souligne l'un des enseignements de Sun Tzu⁸³ dans l'Art de la Guerre : « *Toute guerre est fondée sur la tromperie.* »⁸⁴

Cette guerre allait certainement commencer par une manipulation, cette fois d'origine française. La crainte d'une monarchie universelle est importante en Europe. Si Philippe V ne risque visiblement pas de monter sur le trône de France vu le nombre d'héritiers au trône de France, cette éventualité inquiète autant que la reformation de l'Empire de Charles Quint. La volonté des puissances maritimes est de maintenir les équilibres territoriaux et d'éviter toute hégémonie. Au lendemain de l'acceptation du testament de Charles II par Louis XIV, ce danger est toutefois imminent, car il est en passe de devenir réalité.

La prophétie de Magdebourg

Les diplomaties anglo-néerlandaises étaient partagées au sujet de l'acceptation du testament de Charles II de Habsbourg. On redoutait la formation d'une monarchie universelle qui bouleverserait les équilibres géopolitiques et commerciaux. Pourtant, elles n'ont pas manifesté de réelles oppositions au moment de l'acceptation du testament et ont adopté dans

son statut de cardinal, il ne participe pas aux conclaves de 1689, 1691 et de 1700. Au niveau politique, on le sait partisan d'une succession française en Espagne.

⁸³ La tradition dit que Sun Tzu serait un général chinois combattant sous l'étendard des Wu. L'attribution de ce texte à Sun Tzu est remise en cause par les historiens chinois qui ne trouvent pas trace de son nom dans les guerres opposant les Wu et les Chu au VI^e siècle avant Jésus-Christ. De plus, ce texte est plus adapté aux guerres du Ve et du I^{er} siècle avant Jésus-Christ, correspondant à la période des royaumes combattants.

⁸⁴ L'Art de la guerre est le premier traité de stratégie militaire connu au monde. Il fut rédigé entre le VI^e et le Ve siècle avant Jésus-Christ. Les théories s'inspirent de concepts de la philosophie chinoise ancienne, comme le Tao (principe qui engendre tout ce qui existe, ou force fondamentale qui coule en toute chose de l'univers). Il y est écrit que la guerre se gagne avec de la méthode et de la stratégie. Il explique des principes et logiques : la nécessité de prendre les possessions de ses adversaires intacts (bâtiments, civils), et de bien traiter les territoires conquis. L'idée d'utiliser l'espionnage pour bien connaître son adversaire et le combattre à son avantage. Faire une guerre la plus courte possible pour que celle-ci soit profitable.

un premier temps une attitude attentiste. Dans les mois qui suivent la mort du roi d'Espagne, on observe toutefois un changement de posture vis-à-vis du testament et de la France. Les puissances maritimes s'inquiètent à leur tour des mesures prises par Louis XIV concernant l'intronisation de son petit-fils à Madrid d'une part, des liens entre les deux couronnes et de la tutelle qu'il exerce sur le jeune Philippe V d'autre part. Nous allons essayer de comprendre comment, en quelques mois, les puissances maritimes vont se rallier au parti de l'empereur alors que leur inclination première est de préserver l'équilibre des puissances en Europe, en vue de garantir une paix durable, plus favorable aux échanges commerciaux. En effet, le Roi-Soleil prend des initiatives malheureuses qui ont un impact désastreux sur l'opinion publique et qui vont à l'encontre de la politique extérieure menée par ces deux nations commerçantes. La première erreur de la France est de ne pas écarter le jeune duc d'Anjou de la succession française, malgré son avènement sur le trône d'Espagne. Pourtant, la décision de maintenir une séparation entre les couronnes de France et d'Espagne est courante dans les usages diplomatiques. Le prédécesseur de Charles II, Philippe IV, avait laissé dans son testament une clause signifiant l'impossibilité d'unir les deux couronnes :

« Dans tous les temps et tous les âges passés, on s'est servi d'une particulière circonspection en faisant les mariages des infantes d'Espagne avec les rois de France, à cause des inconvénients qui résulteraient de la conjonction et de l'union de ces deux couronnes [...] »⁸⁵

Plus loin, le roi d'Espagne explique pourquoi il pense que, malgré le mariage du roi de France Louis XIV avec sa fille Marie-Thérèse, ce dernier ne doit pas prétendre à la couronne d'Espagne si son jeune fils, Charles venait à mourir prématurément, et sans descendance.

« [...], car, l'une et l'autre et chacune à part étant si grandes qu'elles ont conservé leur grandeur avec tant de gloire des ses Rois Catholiques et Très Chrétiens, étant unies leur élévation se diminuerait et tomberait, et en résulterait d'autres grands inconvénients pour leurs sujets et leurs vassaux et pour le bien public et l'état de l'un et l'autre royaume et de toute la chrétienté. »⁸⁶

Ces deux citations nous apprennent deux choses. La première est que la séparation des deux trônes relève d'une forme de tradition diplomatique admise par l'ensemble des cours et des chancelleries européennes. La seconde est que cette règle ancienne vise à protéger

⁸⁵ Jean Dumont, *Ibid.*, t. 8, partie 1, p. 25.

⁸⁶ Jean Dumont, *Ibidem*.

l'Europe de l'hégémonie d'une nation sur les autres. C'est ce que l'on traduit à l'époque par l'expression de monarchie universelle. On lui accole souvent le qualificatif, *danger*, pour mieux mettre en garde du chaos qu'entraînerait un pareil déséquilibre dans le concert relativement harmonieux des nations. Dans un langage très diplomatique, Philippe IV affirme clairement que la fusion des deux royaumes entraînerait la formation d'une coalition des autres nations d'Europe. La guerre qui en résulterait pourrait apporter de grandes souffrances au sujet des deux peuples et menacerait l'intégrité même des deux royaumes. Cette clause testamentaire est donc un appel à la prudence. Cette mise en garde est réitérée dans le testament de Charles II d'Espagne. À la lumière des événements qui se dérouleront près de quarante ans plus tard, on peut facilement qualifier la mise en garde de Philippe IV de prophétique. Si l'on décide d'aller au-delà d'une vision eurocentrée, ces termes font référence au danger ottoman. Au moment de l'avènement de Charles II, les terres du sultanat ottoman s'étendent jusqu'en Hongrie avec le contrôle de Bude⁸⁷, point de franchissement antique du large Danube, à moins de trois cents kilomètres de Vienne. De plus, leur marine est capable de menacer les côtes italiennes où se trouve le trône de Saint-Pierre. Comme Constantinople au XVe siècle, les villes de Rome et de Vienne constituent des axes d'expansion pour la première puissance musulmane du monde. Il est effectivement facile d'imaginer qu'une guerre européenne dans ce contexte serait inespérée pour les Turcs. Un conflit généralisé mettant aux prises la France et l'Espagne contre le reste de l'Europe affaiblirait considérablement les armées qui défendent la chrétienté contre les Turcs, dont l'Espagne et l'Empire sont les principaux pourvoyeurs. Il n'est pas toujours évident de faire de l'Histoire fiction, mais il faut comprendre que les souverains et les diplomates sont obligés d'élaborer des scénarios mentaux pour anticiper certaines situations. Gouverner, c'est prévoir comme l'affirme la maxime. L'union des couronnes française et espagnole, ou espagnole et impériale fait partie de ces scénarios plausibles. Elle se caractérise sous le nom de *danger d'une monarchie universelle*.

Si l'idée d'une union des deux couronnes était rejetée par la diplomatie, les milieux populaires et gouvernementaux envisageaient cette hypothèse comme étant réalisable, surtout qu'elle pouvait apporter une paix si attendue en ce siècle de guerre qu'a été le XVIIe siècle. La rapidité avec laquelle se propage cette prophétie le démontre. La naissance du Dauphin en

⁸⁷ Partie occidentale de la ville de Budapest. La ville se situe sur un éperon rocheux dominant la rive orientale du Danube où se termine la grande plaine. Cette forteresse offre un point de franchissement sécurisé du Danube pour les troupes du sultan.

1661 gageait des espoirs de paix entre les nations espagnoles et françaises. Cet espoir était grand dans la province ibérique des Pays-Bas espagnols. Cette enclave nord-européenne de l'Empire de Charles II a été durement impactée par la guerre franco-espagnole. Sa position isolée et sa topographie de plaine en font une proie pour les troupes françaises. La longue guerre qui s'y déroule de 1635 à 1658 trouve sa conclusion à la bataille des Dunes dans la région de Dunkerque, le 14 juin 1658. Les armées en campagne vivent sur le territoire et éprouvent les populations locales. Le traité des Pyrénées est signé le sept novembre 1659 et met fin à la guerre. Ce dernier est scellé par le mariage de Louis XIV avec l'Infante d'Espagne Marie-Thérèse. La naissance rapide d'un prince de France est interprétée par la Gazette de janvier 1662 comme un espoir de paix entre les deux nations. Cette paix a été vivement souhaitée par le Saint-Siège⁸⁸. Cette guerre détournait une grande partie des forces catholiques du front balkanique où progressaient les Turcs. Elle relaie une idée déjà ancestrale qu'un prince pourrait un jour unir les couronnes d'Espagne et de France. Dans son ouvrage *la fabrication d'un imaginaire : les ambassadeurs de Louis XIV en Espagne*⁸⁹, l'historienne espagnole Ana Alvarez López fait coïncider cette prédiction du XVI^e siècle avec celle de Michel Nostredame, plus connu sous le nom de Nostradamus⁹⁰. Dans la prophétie dite de Magdebourg, il annonce l'avènement d'un prince appartenant aux familles d'Autriche et de France. Dans *Le Lys et le globe Messianisme dynastique et rêve impérial en France aux XVI^e et XVII^e siècles*, Alexandre Yali Haran⁹¹ nous apprend que cette union des couronnes doit également ramener l'unité catholique en Europe :

« La prophétie de Magdebourg traduisait les aspirations des catholiques intransigeants à une victoire sur le protestantisme et au retour en Europe à une unité catholique, que seul l'effort conjoint des deux grandes Maisons catholiques européennes, celles d'Autriche et de France enfin réconciliées, rendait possible. »⁹²

⁸⁸ Géraud Poumarède, *Pour en finir avec la Croisade : mythe et réalité de la guerre contre les turcs aux XVI^e et XVII^e siècles*, Paris, PUF, 2004, p. 283.

⁸⁹ Ana Alvarez López, *La fabricación de un imaginario : los embajadores de Luis XIV y España*, Madrid, Catedra, 2008, p. 312

⁹⁰ Nostradamus (1503-1566) : apothicaire de formation, Michel de Nostredame pratique l'astrologie d'où il tire des prédictions sur le monde. Ces premières prophéties datent de 1550 dans un almanach annuel. Il se fait connaître par un ouvrage intitulé *Prophéties*, qui paraît en 1555. Malgré leur style énigmatique, elles sont prises au sérieux par les contemporains. Catherine de Médicis le fait ainsi venir à la cour de France la même année. La reine mère s'inquiète d'une prédiction mettant en garde le roi Henri II (1519-1559).

⁹¹ Alexandre Yali Haran : professeur d'Histoire moderne, spécialiste des questions géopolitiques et religieuses sous le règne de Louis XIV. Il obtient son doctorat à Paris IV Sorbonne. Actuellement professeur à Jérusalem.

⁹² Alexandre Yali Haran, *Le Lys et le globe. Messianisme dynastique et rêve impérial en France aux XVI^e et XVII^e siècles*, Paris, Champ Vallon, 2000, p. 135.

Il la considère comme la plus célèbre des prophéties impériales du XVI^e siècle. Le caractère providentiel donné à ce songe correspond au contexte politique et social du temps. Au moment de la parution de l'ouvrage *Prophéties* de Michel de Nostredame en 1555, la France commence à peine à entrevoir l'horreur des guerres de religion. Celles-ci vont opposer les confessions protestantes et catholiques sur son sol pendant plus de quarante ans, jusqu'à l'Édit de Nantes de 1598. Si la prophétie devait se réaliser, elle unirait les forces catholiques, au plus grand dam des protestants. 1555⁹³ est l'année de l'abdication de Charles Quint dans le palais bruxellois du Coudenberg. Il fait de son fils Philippe, né à Valladolid en Espagne en 1527, le prétendant légitime à l'Empire et le nouveau souverain des Pays-Bas et du Comté de Bourgogne. À cette époque, les branches espagnole et autrichienne de la dynastie des Habsbourg ne font toujours qu'une. La séparation n'est effective qu'avec la division de l'Empire de Charles V de Habsbourg entre son fils et son frère. Elle intervient le seize janvier 1656 lorsque Philippe devient *roi des Espagnes*. Malgré les intrigues espagnoles de Philippe II pour affaiblir les derniers Valois durant les guerres de religion, la couronne de France reste coiffée par une famille française. Il n'y a donc pas de fusion des deux grandes monarchies catholiques d'Europe. L'opposition redouble même de violence au XVII^e siècle durant la période cardinalesque et le règne personnel de Louis XIV. C'est ainsi qu'à chaque contexte favorable, c'est-à-dire au moment de paix, de guerres, de successions dynastiques, ces prophéties refont surface dans les milieux populaires et nobiliaires. Elles sont l'occasion de joutes messianiques entre les corps juridiques et diplomatiques des dynasties prétendantes. D'abord, côté autrichien, à la fin du XVI^e siècle avec le mariage de l'empereur Maximilien I^{er} et de Marie de Bourgogne. La nouvelle impératrice est l'héritière du duché de Bourgogne et descendante des rois de France⁹⁴. Leur enfant pourrait ainsi prétendre aux couronnes françaises et impériales, réunissant Budapest, Bruxelles et Paris au sein d'un même ensemble territorial. Au milieu du XVII^e siècle, la prophétie de Magdebourg fait son retour dans l'histoire européenne. Elle trouve un nouvel écho favorable avec la guerre de Trente Ans qui ravage alors l'Europe. La maladie congénitale de Charles II d'Espagne risque fort de laisser vacant le trône du palais de l'Escorial, ce qui laisse entrevoir sa réalisation à la suite de la naissance du Dauphin. Même si en 1661 l'union des deux couronnes reste encore hypothétique, elle trouve un écho dans les imaginaires désireux de voir la grandeur de la France se décupler, et dans ceux qui veulent la paix en Europe. C'est ce qu'Ana Alvarez López cherche à illustrer. Le côté mystique des prophéties apporte une part de rêve dans un

⁹³ Le 25 octobre.

⁹⁴ Marie de Bourgogne,

monde où la religion occupe une place centrale. De manière générale, ces révélations raisonnent particulièrement dans les milieux populaires. Les prophéties jettent des bases solides pour justifier une fusion à venir des royaumes espagnols et français. Les monarques, plus cultivés, sont moins enclin à les croire. On peut remonter encore plus loin que la prophétie de Magdebourg. L'historien français Guillaume Hanotin⁹⁵ nous apprend que Michel de Nostredame reprend en réalité une prophétie encore plus ancienne.

*« Connue sous le nom de prophétie de Magdebourg [...]. Cette prophétie en reprenait une autre plus ancienne, celle de Carolus Redivivus créée en 1241, afin d'appuyer la candidature de Saint-Louis, Charles d'Anjou, à l'Empire. Elle apparut en 1228 dans la Notitia Saeculi d'Alexandre de Roe. »*⁹⁶

On retrouve la même logique de justification mystique, la même volonté de préparer les esprits à une éventualité relevant jusqu'alors du domaine de l'impossible, le souhait de manipuler les esprits. C'est une arme puissante pour les fonctionnaires royaux en charge de justifier les conflits et les questions dynastiques, car elle fait appel à la volonté divine, à la justice de Dieu. C'est l'idée que développe l'historienne Araceli Guillaume-Alonso⁹⁷ lors d'un colloque organisé par l'université Paris III – Sorbonne Nouvelle, en 2000. On retrouve son intervention dans un ouvrage intitulé : *La prophétie comme arme de guerre des pouvoirs (XVe – XVIIes siècles)*⁹⁸. Dans l'Europe moderne, la religion fait que les superstitions occupent encore une place importante dans la perception du monde qu'ont les populations. Sans éducation, les esprits du peuple restent vulnérables à cette arme psychologique, relevant de la manipulation des consciences. Une idée que sous-entend joliment Ana Alvarez López dans le titre de son étude : *La fabrication d'un imaginaire*.

Dans un contexte de guerre chronique, ces prophéties ressurgissent ainsi à chaque succession, à chaque mariage, à chaque naissance, puisque ce sont des temps où la géopolitique des alliances peut être bouleversée. Dans l'attente de la mort annoncée de

⁹⁵ Guillaume Hanotin : Historien français spécialiste des relations diplomatiques entre la France et l'Espagne aux XVIIe et XVIIIe siècle. Professeur d'Histoire moderne à l'université Bordeaux-Montaigne. Membre du Centre d'Etude des Mondes Modernes et Contemporains.

⁹⁶ Guillaume Hanotin, *Au service des deux rois : l'ambassadeur Amelot et l'union des deux couronnes (1705-1709)*, thèse de doctorat, Paris-Sorbonne, 2011, p. 78.

⁹⁷ Araceli Guillaume Alonso est maître de conférences à l'UFR d'études ibériques et latinos américaines de l'université Paris IV Sorbonne. Ses domaines de recherches portent sur la civilisation espagnole des XVIe et XVIIe siècles, et notamment sur l'histoire des mentalités et des représentations.

⁹⁸ Actes du colloque réunis et présentés par Augustin Redondo, *La prophétie comme arme de guerre des pouvoirs (XVe – XVIIe siècles)*, Paris, Presses Sorbonne-Nouvelle, 2000.

Charles II, plusieurs prophéties prédisent une paix entre les Bourbons et les Habsbourg. Un mariage entre les deux dynasties doit la sceller. Il est logique de retrouver cette littérature dans la monarchie espagnole. Elle valide la portée de la prophétie de Nostradamus dans la société espagnole. Le négociant de Cadix Raimundo de Lantery considère dans son journal⁹⁹ que l'avènement de Philippe d'Anjou sur le trône d'Espagne constitue la réalisation de la prophétie de Magdebourg. À ses yeux, elle donne une légitimité à ce jeune prince pour gouverner. L'idée qu'un monarque de France pourrait un jour s'asseoir sur le trône d'Espagne, ou inversement, était déjà perçu comme une éventualité crédible, et ce, bien avant l'année 1700. De manière générale, les prophéties prennent le contre-pied des règles tacites de la diplomatie que nous avons exposées ci-avant. Elles font naître un espoir dans les esprits, celui d'une monarchie universelle devant apporter la paix, d'une aspiration relevant d'une idée primitive d'Europe unie sous une même bannière.

⁹⁹ Dans Manuel Bustos Rodríguez, *Un comerciante saboyano en el Cadix de Carlos II: las memorias de Raimundo de Lantery (1673-1700)*, Cadix, Caja de Ahorros, 1983.

Le rapprochement diplomatique de l'Autriche, de l'Angleterre et des Provinces-Unies

Les premières victoires autrichiennes en Italie

La France essaye de maintenir la paix avec les puissances maritimes après sa conquête des Pays-Bas méridionaux. Les puissances maritimes ne pouvaient cependant pas accepter une telle ingérence de la France dans les affaires espagnoles. Le rapprochement avec l'Autriche allait être facilité par ses premières victoires en Italie.

Les troupes autrichiennes se rassemblent dans la province du Tyrol. Au début de l'été, elles entrent dans la Plaine du Pô pour affirmer les prétentions de l'archiduc sur les possessions espagnoles en Italie. Le prince Eugène de Savoie y rencontre une armée franco-hispano-piémontaise à proximité de la ville de Carpi, au nord de Modène. Elle est commandée par le maréchal de France Nicolas Catinat de la Fauconnerie. Il a pour objectif d'interdire l'accès de l'Italie aux troupes autrichiennes au-delà des possessions de la République de Venise, alors neutre. Dans la journée du neuf juillet 1701, Eugène de Savoie tente de franchir la rivière Adige, derrière laquelle sont retranchées les forces françaises. Catinat se révèle impuissant à contrer l'audacieuse manœuvre de débordement du prince Eugène de Savoie¹. Il est battu et doit se replier vers l'ouest, derrière l'Oglio, autre affluent du fleuve Pô. La retraite est approuvée par l'état-major, mais elle cause des remous sur le plan international. À Versailles, Catinat fait l'objet d'une cabale de la part de nombreux courtisans. Elle est peut-être orchestrée par le maréchal de Villeroy qui persuade Louis XIV qu'il est en mesure de réparer ce revers, perçu par la cour comme une honte nationale. François de Neufville de Villeroy est certes un habile courtisan, mais c'est un piètre général. C'est un ami d'enfance de

¹ Lors de cette bataille, il démontre une nouvelle fois ses qualités manœuvrières exceptionnelles et son sens de la tactique militaire.

Louis XIV², de ce fait, ce dernier lui prête une oreille attentive. On dit qu'il ne peut rien lui refuser. L'étude de son parcours est intéressante : après sa capture en Italie, il commande l'armée française aux Pays-Bas méridionaux à la suite de sa libération. Il est échangé³ contre le comte Karl-Ernst van Wallenstein⁴. Il n'obtient pas plus de succès sur ce théâtre d'opérations. Saint-Simon est acerbe à son égard. Il dit de lui :

« Un homme qui n'avait aucun sens et qui n'avait d'esprit que ce que lui en avait donné l'usage du grand monde au milieu duquel il était né et avait passé une très longue vie. ⁵ »

La virulence de cette cabale n'est pas en accord avec la portée de la victoire autrichienne qui s'avère surtout tactique⁶. Elle a pour effet de rétrograder Catinat au rang de subalterne de Villeroy. Malgré cette réorganisation à la tête de l'état-major de l'armée d'Italie, ce succès est confirmé à la bataille de Chiari du premier septembre 1701. Pensant que les Autrichiens ne disposent que de six mille hommes pour défendre la ville et ses abords, Villeroy lance imprudemment ses forces à l'assaut de la ville de Chiari. Elles sont placées sous le commandement de Catinat. Confirmant l'impression de Saint-Simon, il ne prend pas la peine d'organiser une reconnaissance et de mettre son artillerie en batterie avant d'ordonner l'attaque. En quelques minutes, sur un terrain à découvert, le maréchal de France voit deux mille de ses hommes s'effondrer, tandis que le reste de son armée se débande. Catinat rallie les fuyards et monte de nouveau à l'assaut. Malgré la supériorité numérique des Français avec quarante-cinq mille hommes contre seulement trente mille soldats de la coalition, les troupes de Louis XIV sont sévèrement battues. Elles laissent trois mille morts devant la cité. Les défenseurs ne déplorent que cent cinquante morts. La bataille de Chiari est une défaite cuisante pour Villeroy qui avait assuré pouvoir vaincre Eugène de Savoie. Ce second échec

² Le père de François de Neufville de Villeroy, Nicolas de Neufville de Villeroy, fut nommé gouverneur de Louis XIV par Anne d'Autriche en mars 1646.

³ Se référer à la partie sur les représailles françaises sur le Portugal.

⁴ La famille des Wallenstein (on trouve aussi comme orthographe Waldstein ou Valdstein) est l'une des plus importantes de Bohême. Le comte Karl-Ernst van Wallenstein (1661 – 1713) est un diplomate autrichien. Sous Léopold Ier, il est ambassadeur auprès de l'Espagne, de la Savoie et du Brandebourg. Au moment où il rentre d'une mission diplomatique en France et au Portugal, il est capturé par le marquis Alain-Emmanuel de Coëtlogon (1646-1730) le 22 mai 1703. Le vaisseau portugais qui le ramène est arraisonné par la marine française lors de la bataille du Cap de La Roque à l'embouchure du fleuve Tage. Il est ensuite détenu pendant près d'un an à Vincennes. Sa détention illustre la dangerosité du métier d'ambassadeur au moment de la guerre de succession d'Espagne. La valeur de sa famille et ses fonctions font qu'il est échangé contre le maréchal de Villeroy.

⁵ Louis de Rouvroy, duc de Saint-Simon, *Mémoires*, vol. 8 : 1716-1717, Paris, Collection Lettres Classiques, 2011, p. 600.

⁶ On parle même de combat de Carpi plutôt que de bataille, en raison de la faiblesse des pertes. L'affrontement fait environ 350 morts côté français, dans une armée qui compte 25 000 hommes. Le nombre de tués et de blessés dans les rangs autrichiens est infime.

met en lumière un affaiblissement de la puissance française sur le plan militaire et tactique. Ainsi, ces premiers affrontements de la guerre de Succession d'Espagne ont des répercussions sur la sphère diplomatique. Nous sommes au moment de la formation de la Grande-Alliance de La Haye, qui voit le jour le sept septembre de la même année. La coalition austro-anglo-hollandaise va plonger les territoires périphériques du Saint-Empire dans la guerre contre les Bourbons et va révéler ses aspects les plus vulnérables au travers des intrigues et des opérations françaises. En effet, les premières victoires des troupes de l'empereur, à Carpi puis à Chiari⁷, rassurent les puissances marchandes anglaises et hollandaises. La guerre étant néfaste pour les échanges commerciaux, les milieux marchands ne sont pas véritablement favorables au déclenchement d'un nouveau conflit, seulement trois ans après la longue guerre de la Ligue d'Augsbourg. L'armée française est toujours crainte en Europe. Les autres nations désireuses de la défier y réfléchissent à deux fois. Carpi et Chiari donnent de sérieuses garanties sur la capacité de l'empereur à contester militairement le testament de Charles II à Louis XIV. Les diplomates viennois vont ainsi exploiter ces succès pour convaincre Guillaume III et les députés des Provinces-Unies de rallier la cause de l'archiduc Charles. Ces deux victoires donnent ainsi du poids aux vellétés guerrières des Autrichiens, notamment après le retentissant succès de Chiari. Rien d'étonnant à ce que la signature du traité de La Haye intervienne une semaine après la victoire d'Eugène de Savoie sur le duc de Villeroy.

Les puissances maritimes contre le rapprochement politique et commercial de la France et de l'Espagne

Il existe au sein des diplomaties européennes des règles tacites, non codifiées. Elles constituent une limite aux impérialismes et forment un socle de règles devant servir de base au jeu diplomatique. On peut citer : l'entraide des monarques face à une révolution mettant en danger leur pouvoir, l'interdiction d'apporter un soutien logistique, militaire ou financier à des rebelles se soulevant contre leur souverain légitime et l'impossibilité de s'allier de manière avec eux. Il est également défendu de former une alliance militaire officielle avec des puissances non chrétiennes. Si elles ne sont pas codifiées, on les retrouve dans les documents rédigés par les agents français pour justifier des actions menées par le Roi-Soleil⁸. Entre la

⁷Catinat est battu à Carpi le 9 juillet 1701. Défaite du maréchal de Villeroy le premier septembre 1701 à Chiari.

⁸AAE, série Mémoires et Documents. Dans cette série, on peut citer : Md. Turquie, *Alliance d'un Roy chrétien avec des infidèles*, Vol. 28, f° 218 – 232.

seconde moitié du XVII^e siècle et le début du XVIII^e siècle, c'est-à-dire durant les gouvernements du cardinal Mazarin et de Louis XIV, la France transgresse massivement plusieurs de ces règles. En effet, tout d'abord, elle apporte son aide à la rébellion hongroise contre l'empereur, à quatre reprises entre les années 1630 et 1700. Puis, elle réactive l'alliance avec les Turcs à la fin des années 1660. Enfin, elle accepte la succession espagnole pour le duc d'Anjou, troisième dans l'ordre de succession, sans pour autant l'exclure de la couronne de France. Ces transgressions obligent les diplomates de Versailles à faire un lourd travail de légitimation. Ainsi, le refus d'une union est donc une question relevant du principe de précaution, visant à préserver à la fois la sécurité continentale, nationale et le christianisme.

On peut légitimement se demander pourquoi le roi de France s'affranchit de ces règles, notamment en 1700. La question n'est pas simple à trancher et relève naturellement du débat historique. Louis XIV est au crépuscule de son existence en 1700, puisqu'il a déjà soixante-deux ans. C'est un âge vénérable pour l'époque, même pour un monarque. En effet, si l'on observe l'âge moyen des décès des deux derniers souverains de France issus de la dynastie des Bourbons, Henri IV (1553 – 1610) et Louis XIII (1601 – 1643), on obtient une moyenne de quarante et un ans. En remontant encore plus loin avec les Valois-Angoulême⁹, ce résultat chute encore et tombe à trente-quatre ans. Louis XIV, qui maîtrise l'histoire de ses ancêtres, sait que sa longévité est déjà exceptionnelle pour un roi de France. Il est donc conscient que la fin du règne approchant, il ne lui reste plus beaucoup d'années devant lui pour accomplir les préceptes inculqués par son parrain Mazarin. Si effectivement ceux-ci constituent de réels objectifs, une ligne de gouvernance tacite, alors, de ce point de vue, son règne n'est pas réellement une réussite. Des provinces ont été conquises sur les Pays-Bas espagnols et une ligne de fortification efficace a été construite, mais il reste beaucoup de chemin à parcourir avant de parvenir à sécuriser Paris et Versailles. Les frontières du Nord et de l'Est ne sont qu'à deux grosses journées de cheval. Une armée étrangère qui percerait la ceinture de fer de Vauban atteindrait rapidement les faubourgs de Paris et ne laisserait pas assez de temps aux armées du roi pour réagir. La mort de Charles II et la désignation du duc d'Anjou comme héritier légitime de la couronne d'Espagne constituent une véritable aubaine. C'est une nouvelle chance pour Louis XIV de réaliser les rêves de son parrain qu'il érige en idéaux au moment de son avènement personnel en 1661.

⁹ Souverains de la dynastie des Valois-Angoulême 1515 - 1589 : François Ier (1494-1547), Henri II (1519 – 1559), François II (1544 – 1560), Charles IX (1550 – 1574), Henri III (1551 – 1589). Seules les dates de naissance et de mort de chaque monarque nous intéressent, pas les dates de règne.

Les clauses commerciales du traité franco-hispano-portugais du mois de juin 1701 indisposent les Anglo-hollandais. Les puissances maritimes s'opposent particulièrement à l'article deux qui prévoit de retirer l'introduction des esclaves en Amérique à la compagnie portugaise¹⁰. Une seconde fois, Louis XIV va à l'encontre des équilibres géopolitiques et commerciaux défendus par les Anglo-hollandais. L'attribution de l'*Asiento* à une puissance souvent neutre correspond parfaitement à leur politique d'équilibre, d'autant que les Anglais et les Hollandais commercent déjà avec les Portugais. Dans les échanges définis par l'économiste Ricardo¹¹, ils récupéraient ainsi une partie des revenus générés à la fois par ce très lucratif commerce et par les échanges relatifs aux avantages comparatifs des deux nations susmentionnées. L'attribution de la traite négrière à une compagnie française bouleverserait inmanquablement ces équilibres commerciaux. Elle plongerait une partie des économies anglaises et portugaises dans une crise économique les obligeant à se réformer structurellement afin de compenser la perte de ce catalyseur économique qu'est l'*Asiento*. En plus des revenus générés par la vente des esclaves, ce sont plusieurs secteurs d'activités qui sont stimulés par la traite négrière.

Il faut simplement rappeler qu'il est nécessaire de charger de la verroterie pour payer sur place les esclaves, assurer l'armement des navires, leur réparation, le ravitaillement des colonies et des équipages, revendre et transformer les marchandises qui reviennent à quai au terme de ce commerce triangulaire. Le commerce de l'*Asiento* est ainsi bénéfique à l'activité des ports et des campagnes environnantes approvisionnant les centres urbains. En réalité, les infrastructures portuaires connectent la campagne locale aux lointains mondes coloniaux¹². En prenant en compte ces différents aspects, l'*Asiento* renforce indéniablement la puissance financière de la nation qui le détient. En 1701, la France rencontre d'importants problèmes financiers, hérités de la guerre de la Ligue d'Augsbourg. L'appauvrissement du Trésor royal français constitue la principale limite à la politique expansionniste menée par Louis XIV. Acquérir ce commerce est un moyen pour Versailles de remplir durablement ses coffres en gelant une fiscalité déjà trop lourde pour ses sujets, puis de relancer sa politique extérieure volontariste. Cette perspective inquiète les puissances maritimes qui ne souhaitent ni la guerre

¹⁰ AGI, Contaduria 261 : Asientos de negros con diferentes compañías y particulares. Article II, t. I, Madrid, 1796, p. 43-63. Dans Guillaume Hanotin, op. cit., p. 76.

¹¹ David Ricardo (1772 – 1823) : Économiste britannique libéral. Il exerce le métier d'agent de change, ce qui le rend sensible aux questions de commerce international. Sa théorie des avantages comparatifs complète celle des avantages absolus d'Adam Smith. Sa pensée économique s'oppose au protectionnisme.

¹² Se reporter à la route comme facteur d'ouverture sur le monde.

ni l'hégémonie d'une puissance en Europe. À ce propos, elles mènent la même politique vis-à-vis de leur allié autrichien. Les Anglais et les Hollandais ont la charge militaire, diplomatique et financière d'assurer la montée de l'archiduc Charles sur le trône d'Espagne, cadet de la famille des Habsbourg. En contrepartie, ils demandent à l'empereur de renoncer à ses droits sur la couronne d'Espagne, ainsi qu'à ceux de son fils aîné. La diplomatie des maritimes justifie cette demande en s'appuyant sur les clauses mêmes du testament. Pour mémoire, celles-ci stipulent que les possessions ne pourront être démantelées, que les couronnes de France et d'Espagne ne pourront être coiffées par une seule et même personne, et que l'ordre naturel de succession sera maintenu. L'Angleterre et les Provinces-Unies transposent simplement la seconde clause aux Habsbourg. Ils se posent ici en garants de la bonne exécution testamentaire. Ayant un besoin vital du soutien financier et militaire des Anglo-hollandais, Léopold Ier accepte la requête de ses alliés. Le douze septembre 1703, le roi d'Angleterre et le pensionnaire hollandais obtiennent le renoncement de l'empereur et de sa primogéniture au trône d'Espagne. L'union des couronnes impériales et espagnoles, c'est-à-dire la perspective de voir l'Empire de Charles Quint se reformer est écartée. En adoptant à nouveau le partage de Charles Quint, on revient à l'équilibre dynastique en vigueur lors du vivant de Charles II d'Espagne. Cette perspective de séparation durable peut donner à la France une ouverture pour entamer des négociations en vue de signer la paix, mais en 1703 Louis XIV possède l'avantage et l'initiative sur tous les fronts. Tous les espoirs sont encore permis pour Versailles. La crainte d'une future coalition familiale contre la France l'emporte sûrement dans l'esprit d'un roi de France âgé, désormais soucieux d'assurer durablement la pérennité dynastique de sa famille et l'intégrité territoriale de son royaume.

Les avertissements du corps diplomatique français concernant ces possibles défections restent lettre morte. Les inquiétudes se portent sur la neutralité de l'Angleterre et des Provinces-Unies. Pour la garantir, l'ambassadeur de France en Angleterre, le comte de Tallard¹³, demande à ce que l'on rassure les Anglais au sujet de la succession espagnole. Ses mises en garde portent particulièrement sur l'intégrité territoriale des Pays-Bas méridionaux et

¹³ Camille d'Hostun de la Baume, Comte de Tallard (1652-1728) : diplomate issu de la formation militaire, il prend part à toutes les guerres du règne ayant lieu au XVIIe siècle. Il gravit les échelons d'officiers jusqu'à obtenir le grade suprême de maréchal de France en 1702 et servir sur le Rhin. Nommé comme ambassadeur à Londres de 1693 à 1702, fait prisonnier à la bataille de Blenheim en 1704, il est emprisonné à Nottingham jusqu'en 1711. Bien que militaire de carrière, le comte de Tallard prône la paix. Il est opposé à l'acceptation du testament de Charles II d'Espagne.

les activités commerciales des Indes et du Levant¹⁴. Ces avertissements sont ignorés par Louis XIV. Jusqu'à la fin de l'année 1701, il adopte une politique extérieure très volontariste qui favorise sa dynastie, la France, et des familles royales amies comme les Stuart.

Par lettre patente en décembre 1700, il confirme tout d'abord les droits du jeune roi d'Espagne sur le trône de France. La crainte de voir une monarchie universelle en Europe se renforcer. Le Roi-Soleil justifie ce choix :

*« Le Roy d'Espagne conservera toujours pour nous, pour sa Maison, pour le royaume où il est né la même tendresse et les mêmes sentiments dont il nous a donné tant de marques, que son exemple unissant ses nouveaux sujets aux nôtres, va former entre eux une amitié perpétuelle. »*¹⁵

On y retrouve l'idée de paix entre les Espagnols et les Français que promet la prophétie de Magdebourg. Le roi de France donne ainsi une chance à sa descendance d'unir ces deux grandes monarchies et d'en finir à jamais avec le danger d'une reformation de l'Empire de Charles Quint. Ce choix géopolitique audacieux montre que la France accepte l'idée d'une guerre européenne. Les postures diplomatiques qui suivent accréditent cette idée. Louis XIV prend ensuite le parti de rassembler ses alliés. Il commence par confirmer son soutien à la dynastie des Stuart contre celle de Guillaume III d'Orange-Nassau, qui est monté sur les trônes d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande le treize février 1689 à la suite de la « Glorieuse Révolution ». Né à La Haye le quatorze novembre 1650, Guillaume d'Orange était également Stathouder¹⁶ des Provinces-Unies depuis le neuf juillet 1672. Il avait la particularité d'unir ces deux nations marchandes autour de sa personne et de ses dignités. La reconnaissance de la légitimité de Jacques II puis de Jacques III, contre celle du prince d'Orange-Nassau, équivaut à déclarer la guerre à l'Angleterre et aux Provinces-Unies. L'historiographie définit ce soutien comme une des causes du déclenchement de la guerre de Succession d'Espagne. Fait aggravant, la chronologie de cette réaffirmation est particulièrement mal choisie. L'année 1701 est en effet celle des élections à la Chambre des Communes. Dans ce contexte

¹⁴ *Recueil des instructions données aux ambassadeurs et ministres de France depuis les traités de Westphalie jusqu'à la Révolution française*, vol. 3 : Angleterre, t. XXV, p. 65.

¹⁵ Célestin Hippeau, *L'Avènement des Bourbons au trône d'Espagne*, correspondance du marquis d'Harcourt, ambassadeur de France auprès du roi Charles II, 2 vol., t. I, Paris, 1877, p.151.

¹⁶ Dignité que le prince d'Orange-Nassau obtient lors de l'année 1672, qui voit l'invasion des Provinces-Unies par les troupes de Louis XIV. Guillaume sauve le pays de la défaite en faisant détruire les écluses. L'inondation de la campagne autour d'Amsterdam le 8 juin 1672 bloque définitivement l'avancée des troupes de Louis XIV le 7 juillet 1672. La panique provoquée par l'entrée des troupes françaises sur le territoire de la république batave fait tomber le pouvoir en place et ranime une fonction Stathouder suspendue depuis la mort du père de Guillaume III, le 6 novembre 1650.

politique anglophobe émanant de la France, le parti des Whigs¹⁷, anti-Stuart et francophobe, remporte la majorité des sièges à la Chambre des Communes. La conséquence de cette victoire électorale et de l'hostilité des Whigs à la France est le ralliement de l'Angleterre au parti de l'empereur.

Vers la généralisation de la guerre de Succession d'Espagne

La mort de Guillaume III d'Orange comme éclatement de la Grande Alliance de La Haye ?

La Grande-Alliance de La Haye se forme le sept septembre 1701. En position de force, Guillaume III d'Orange-Nassau obtient des Autrichiens que les conquêtes outre-mer soient reconnues lors du prochain traité de paix. De plus, les Hollandais doivent reprendre les places fortes de la Barrière une fois la guerre terminée. Les Pays-Bas méridionaux redeviendraient alors ce glacis formé au traité de Ryswick. Fortes de ces garanties, les Provinces-Unies et l'Angleterre rallient le camp des Habsbourg. La déclaration de guerre contre la France, l'Espagne et ses alliés se fait en deux temps bien distincts. Tout d'abord, une négociation est entamée à La Haye au mois de septembre 1701. Elle a pour but de fixer les modalités d'engagement de chaque partie au sein de la coalition et les exigences qui seront formulées lors des futures négociations de paix. Bien entendu, chaque camp envisage la victoire. Les sources conservées aux Archives du Ministère des Affaires étrangères de Paris nous informent sur la chronologie de cette déclaration de guerre et la formation de coalition¹⁸ :

« Le roi de Grande-Bretagne Guillaume III, Stathouder de cinq des sept Provinces-Unies et prince souverain d'Orange est tout sur le point de déclarer la guerre à la France en exécution des stipulations de la Grande Alliance du sept septembre 1701. »¹⁹

¹⁷ Whig est un parti politique britannique fondé à la fin du XVIIe siècle. Rejetant l'absolutisme royal, il s'oppose à la Maison régnante des Stuart. Leur idéologie défend une monarchie de type parlementaire, avec un parlement fort. En soutenant Guillaume d'Orange-Nassau, il joue un rôle important dans la révolution de 1688 qui conduit au départ du roi Jacques II Stuart. Il trouve refuge chez son cousin, le roi de France.

¹⁸ AAE, Md France, vol. 441, microfilm P/3302, *Histoire diplomatique de la France et divers États*.

¹⁹ AAE, *Ibid*, f° 22.

Les négociations menées à La Haye entre les représentants de l'empereur et Guillaume d'Orange montrent que les garanties données par l'empereur jouent un rôle majeur dans l'orientation du conflit. Elles convainquent les Anglais et les Hollandais qu'il y a plus d'avantages à défier Louis XIV qu'à le laisser vaincre l'empereur. En comparaison aux vexations françaises que subissent les maritimes, les stipulations sont en effet avantageuses :

« Les parties contractantes s'engageaient réciproquement d'employer de concert toutes leurs forces pour procurer à l'empereur une satisfaction juste et raisonnable sur ses prétentions à la succession d'Espagne, et une sûreté suffisante pour la Grande-Bretagne et la République des Provinces-Unies et leur commerce. »²⁰

Les stipulations soulignent une collusion d'intérêt entre les Maisons d'Orange et de Habsbourg. Comme nous l'avons vu, cette collusion est renforcée par les prises de positions françaises entre les mois de novembre 1700 et septembre 1701. Au moment de l'acceptation du testament, cette Grande-Alliance ne tombait pas sous le sens. Il faut souligner la clairvoyance du Ministère des Affaires étrangères autrichien qui propose les dispositions adéquates aux puissances maritimes. Néanmoins, les concessions sont d'autant plus faciles que le commerce anglo-hollandais et l'impérialisme autrichien sont éloignés géographiquement. Les Autrichiens sont portés sur l'Orient, la Méditerranée et l'union du Saint-Empire, tandis que les Anglo-hollandais concentrent leurs efforts sur les océans, la construction d'un empire commercial et colonial et sur les Pays-Bas méridionaux pour maintenir la province dans un rôle de zone tampon avec la France. Les Autrichiens ne s'intéressent pas vraiment aux provinces belgiques. Ils le montrent au moment du rattachement de la province à l'Empire sous le nom de Pays-Bas autrichiens. À l'image des Espagnols, les autorités impériales délèguent la plupart des tâches administratives aux élites locales. L'intérêt d'étudier les modalités de la formation de cette alliance est de comprendre qu'en 1700, les territoires périphériques de Hongrie et des Pays-Bas méridionaux n'appartiennent pas aux mêmes sphères d'influence, bien qu'ils soient gouvernés par la même Maison. C'est bien la collusion des intérêts des Impériaux et des maritimes contre la France qui va rapprocher l'Histoire de ces deux peuples. La guerre de Succession d'Espagne joue ici le rôle de révélateur. Nous aurons l'occasion de voir que même si ces « pays » sont très différents sur tous les plans (géographiquement, politiquement, culturellement), leur destin va se lier pendant quelques années et devenir interdépendant sur de nombreux points. Si les

²⁰ AAE, *Ibid*, f° 20.

périodes de conflits sont synonymes de terribles épreuves pour les populations, elles sont aussi l'occasion de redistribuer les cartes d'un jeu géopolitique très complexe, de mettre en relation des nations qui, sans une nécessité dictée par le contexte, n'auraient pas eu de réels contacts à cette époque. En géopolitique comme dans n'importe quel autre domaine, les mécanismes diplomatiques ne sont jamais mieux mis en valeur que lorsqu'une entité repoussoir intervient dans les mécanismes diplomatiques. Cette entité est incarnée par la France. Le rejet presque commun de l'hégémonie française et de son impérialisme tisse des points communs entre les nations, les rapproche. Les objectifs que se fixe la Grande-Alliance mettent en évidence cette peur de la monarchie universelle :

« Rétablir un équilibre entre les puissances de l'Europe qui paraissait renversée par l'union des deux couronnes de France et d'Espagne dans la famille de Louis XIV. »²¹

Le véritable dénominateur commun de cette alliance est constitué par le risque de voir la France décupler son hégémonie en s'appuyant sur l'Espagne. La guerre s'annonçait imminente et l'alliance solide. Un coup de théâtre vient remettre en question la convention de La Haye. Guillaume III se brise la clavicule suite à une chute de cheval. Cette blessure hivernale affaiblit son organisme et il développe une pneumonie. Guillaume III d'Orange meurt prématurément le huit mars 1702 sans héritier²². Le fait qu'il n'ait pas de descendance est une réelle source d'inquiétude pour La Haye et Vienne. À l'inverse, c'est une aubaine pour la France et l'Espagne qui voient une occasion de placer un souverain catholique à Londres, puis de retourner l'hostilité britannique contre les Austro-Néerlandais. Les grandes diplomaties renforcent encore leur activité. Winston Churchill, dont l'ancêtre était le commandant en chef de l'armée anglaise aux Pays-Bas méridionaux en la personne de John Churchill, duc de Marlborough²³, décrit l'intense activité diplomatique des jours qui suivent la mort de Guillaume II d'Orange : « [...] *la chute ouvrit la porte à une troupe invisible.* »²⁴

²¹ AAE, *Ibidem*.

²² John Van der Kiste, *Heroes of the Glorious Revolution: William and Mary*, London, The History Press, 2011, p. 251 – 254.

²³ John Churchill, duc de Marlborough, naît le 26 mai 1650 et meurt le 16 juin 1722. Commandant en chef des forces terrestres britanniques lors de la guerre de Succession d'Espagne, il remporte de nombreux succès contre les armées de Louis XIV dans les Pays-Bas méridionaux (Audenarde et Ramillies sont les plus importants). Le plus célèbre est sans nul doute celui de Blenheim en 1704, dans le Saint-Empire. Les historiens militaires anglais de l'académie militaire et royale de Sandhurst, David Chandler et Richard Holmes, jugent que c'est le plus grand officier britannique de l'histoire. Une vision partagée plus tôt par le vainqueur de Napoléon Bonaparte, le duc de Wellington. Au-delà de sa charge militaire, il fut également ambassadeur.

²⁴ Winston Churchill, *A History of the English-Speaking peoples : The âge of révolution*, Vol. 3, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 2002, p. 30 – 31.

Les intrigues sont légion en cette période de succession, mais l'Angleterre réussit le tour de force de trouver un consensus autour de la succession de manière extrêmement rapide. Première dans l'ordre de succession, Anne est couronnée dès le vingt-trois avril 1702, soit seulement six semaines et demie après la mort de Guillaume III. À titre de comparaison, c'est le temps que met une lettre pour parcourir la distance entre la Hongrie et Versailles. Elle est la fille du roi Jacques II Stuart, roi d'Angleterre, d'Irlande et d'Écosse du six février 1685 au onze décembre 1688, et l'épouse du prince George du Danemark. À la différence de la famille des Stuart, catholique, Anne est profondément anglicane à l'image de son peuple. Son mariage avec ce prince protestant du Danemark était d'ailleurs heureux²⁵. Cette harmonie familiale sous-entend une vraie entente religieuse. Une lettre écrite par Anne à sa sœur Marie Stuart²⁶ prouve son attachement à l'anglicanisme. Elle fait part de la volonté de son père Jacques II de faire baptiser sa fille Anne dans la foi catholique :

*« L'Église de Rome est malfaisante et dangereuse ; leurs cérémonies, la plupart d'entre elles sont complètement idolâtres. »*²⁷

Les liens avec son père s'avèrent difficiles. L'éducation religieuse et la tradition anglaise d'élever les princesses à l'écart de leur père, alors duc d'York, sont probablement les sources de ce déchirement père-fille, et de ce fort amour fraternel entre Anne et Marie. C'est ainsi que leur oncle, le roi Charles II les fait élever au palais de Richmond²⁸ dans la religion anglicane. On retrouve tout le poids de cette jeunesse dans la guerre de Succession d'Espagne et dans l'opposition entre anglicans et jacobites. Les Stuart et la France n'ont ainsi pas le temps d'exploiter à leur profit ce coup du sort. La succession est donc rapide. Anne nomme son époux Grand Amiral de la Royal Navy, et Marlborough devient commandant en chef des forces terrestres. Ces charges sont données à des hommes de confiance, d'abord à son époux, puis à John Churchill dont la femme est Sarah Jennings²⁹. Cette dernière rencontre la future reine Anne au début des années 1670. David Green nous dit qu'elle devient une amie très

²⁵ Le nombre de 17 grossesses en 31 ans de mariage l'atteste également.

²⁶ Marie Stuart (30 avril 1662 – 28 décembre 1694) est l'épouse de Guillaume d'orange le 4 novembre 1677. Elle le suit aux Provinces-Unies. Lors du débarquement de son mari en Angleterre (5 novembre 1688) pour combattre son père le roi Jacques II dans le cadre de la Glorieuse Révolution, elle prend le parti de son époux. Reine d'Angleterre, d'Irlande et d'Écosse du 13 février 1689, à sa mort le 28 février 1694. Guillaume III règne ensuite seul jusqu'à sa mort en 1702.

²⁷ David Green, *Queen Anne*, Londres, Collins, 1970, p. 39.

²⁸ Palais construit à partir de 1501 par le roi Henri VII Tudor (1457 – 1509). Il se situe au sud-ouest de Londres. Aujourd'hui, le bâtiment d'origine a quasiment disparu. Toujours debout, l'ancienne résidence a été tellement remodelée et démantelée, que sa magnificence s'est envolée.

²⁹ Sarah Jennings naît le 29 mai 1660 et meurt le 18 octobre 1744. Elle est considérée par l'historiographie britannique comme une femme extrêmement influente. Amie de longue date de la nouvelle reine, cette influence se renforce considérablement sur la période du règne, entre 1702 et 1714.

proche d'Anne, à la fois confidente et conseillère avisée³⁰. Sarah épouse John Churchill à la fin des années 1670. Elle participe à l'ascension de son époux. Durant toute la période, Anne Stuart a l'occasion de fréquenter à maintes reprises le duc par l'intermédiaire de son amie et de tisser des relations de confiance avec lui. La proximité de la reine et de la duchesse de Marlborough pendant la guerre de Succession d'Espagne est connue des contemporains. Elle accède au trône dans une période de conflit, et bien que soutenue par le peuple anglo-irlandais, son autorité est menacée par un parti jacobite très présent en Écosse, d'où son besoin de s'entourer de personnes de confiance.

Ce trio va avoir une importance capitale dans la guerre aux Pays-Bas méridionaux et de manière plus indirecte sur la Hongrie au travers de l'interdépendance des fronts. En effet, la reine octroie les pleins pouvoirs au duc de Marlborough dans la conduite de la guerre dans les provinces belgiques. Sa femme Sarah s'occupe des intérêts familiaux en Grande-Bretagne et de l'avancement de son époux. Concrètement, elle l'informe des intrigues de la cour de Londres. En retour, John Churchill fait parvenir des demandes à la reine, que la duchesse transmet directement. Ce fonctionnement permet au général anglais de se concentrer pleinement sur ses campagnes militaires. Il a fort à faire face à la meilleure armée d'Europe. Cette dimension psychologique est à prendre en compte, car elle influence positivement les choix. Pourvu de qualités naturelles pour l'organisation et le commandement, John Churchill fait montre d'une tranquillité d'esprit qui ne fait que renforcer ses facultés. C'est ainsi qu'il conduit cette guerre avec brio. Faisant mieux que résister, il repousse les Français hors des Pays-Bas méridionaux sans l'aide des troupes impériales. Il permet à Léopold Ier et à son commandant en chef, le prince Eugène de Savoie, de concentrer la majorité de leurs forces sur l'Italie et sur la Hongrie. Les succès des forces anglo-hollandaises aux Pays-Bas méridionaux, à Ramillies en 1706, puis à Audenarde en 1708, vont être fatals à la rébellion hongroise. L'afflux de plus en plus important de soldats impériaux dans les comitats fait voler en éclat une résistance magyare déjà bien entamée par les années de « petite guerre »³¹.

Ces nominations rapides traduisent sa volonté de poursuivre la politique entreprise par son beau-frère, c'est-à-dire mener l'Angleterre à la guerre contre la France et l'Espagne. Elle se rapporte à l'engagement pris envers l'empereur et les Provinces-Unies. Pour marquer son

³⁰ David Green, *Ibid*, p. 21.

³¹ Terme désignant une guerre où l'embuscade occupe une grande place. Par de nombreux aspects, elle ressemble à la guérilla moderne. Traditionnellement, avec leurs compagnies de hussards, les Hongrois maîtrisent parfaitement ce type de combat.

hostilité à la succession espagnole, elle n'hésite pas à marquer son mépris vis-à-vis du nouveau monarque d'Espagne. Elle nie son titre royal en l'appelant duc d'Anjou, le rétrogradant du même coup à un titre de noblesse subalterne. Elle affirme ainsi à l'Europe que la Grande-Bretagne ne reconnaît pas Philippe V comme souverain légitime des Espagnes. Cette posture démontre qu'elle possède du caractère, forgé dans les soubresauts de ce conflit familial qui l'oppose à son père depuis son enfance. Rompue aux désaccords, la reine Anne est psychologiquement armée pour diriger son royaume dans cette période trouble de la succession espagnole.

Le reflet de l'unité et de la fragilité des coalitions

Le quinze mai 1702, la guerre à la France, à l'Espagne et à leurs alliés est déclarée. Moins d'un mois après son couronnement en tant que nouvelle reine d'Angleterre, l'acte est publié à Vienne, Londres et La Haye. La simultanéité de la publication est soulignée par les services diplomatiques français :

*« La déclaration solennelle en fut publiée à Vienne, à Londres, et à La Haye, dans un même jour, à savoir le quinze mai 1702. »*³²

La simultanéité met en avant la cohésion de la Grande-Alliance de La Haye. La réponse de la France et de l'Espagne est chronologiquement plus désordonnée. Les Espagnols sont les plus prompts à réagir.

*« Philippe V avait répondu à la déclaration de guerre de la part de l'empereur, de la reine Anne de Grande-Bretagne, et de la république des Provinces-Unies, en la leur déclarant pareillement par un décret du treize juin 1702. »*³³

Ils sont suivis des Français avec un temps de retard :

*« Louis XIV avait de même publié une déclaration de guerre de sa part contre ces mêmes puissances ; cette déclaration de guerre de Louis XIV était datée du trois juillet 1702. »*³⁴

³² AAE, Md France, vol. 441, microfilm P/3302, *Histoire diplomatique de la France et divers États*, f° 23

³³ AAE, *Ibid*, f° 24

³⁴ AAE, *Ibid*, f° 25

La déclaration de guerre des Français et des Espagnols est tout d'abord tardive. Philippe V met vingt-neuf jours pour répondre à la déclaration de guerre de la coalition de La Haye, tandis que Louis XIV met quant à lui quarante-neuf jours. De plus, les publications franco-espagnoles se font avec vingt jours d'écart. Cela pose la question d'une éventuelle réflexion française, ou en tout cas, d'un manque de concertation sur la réponse à donner aux alliés. Le décalage chronologique renvoie l'image d'une alliance bourbonnienne moins soudée et moins déterminée qu'il n'y paraît. A l'inverse, les alliés formulent une déclaration commune qui montre une cohérence, une détermination et une coordination sans faille. Cette idée est renforcée par la parution rapide de la déclaration de guerre après la mort de Guillaume III. Les troupes de la coalition venaient de gagner la première bataille de la guerre de Succession d'Espagne, celle de la communication.

Léopold Ier vient d'engager les États héréditaires placés directement sous son contrôle. Désormais, il se doit de s'arroger le soutien de son empire. Fort de ce succès, l'empereur le décroche lors de la Diète générale de l'Empire, le vingt-huit septembre 1702. Dans la série Mémoires et documents, les agents de la diplomatie française nous renseignent comment le corps germanique décide de cet engagement :

« [...] Cette résolution est formée par une pluralité des suffrages portaient, que l'Empire ferait cause commune avec l'empereur et avec sa Maison dans la guerre commencée contre la France, l'Espagne, et leurs adhérents. »³⁵

En réalité l'empereur ne dispose pas du soutien unanime de son empire germanique. En plus des ducs italiens et de Savoie, des principautés allemandes s'engagent du côté des Franco-espagnols :

« Les derniers mots adhérents (adhérents) regardaient les ducs de Savoie (sera finalement retourné) et de Mantoue et ceux des autres princes d'Italie qui s'étaient déclarés ou se déclareraient pour les deux couronnes [...], mais aussi l'Electeur de Bavière Maximilien-Emmanuel second, et l'Electeur de Cologne Joseph-Clément son frère, qui réunissait en sa personne outre l'archevêché de Cologne, les évêchés de Liège, de Munster, de Paderborn et d'Hildesheim. »³⁶

³⁵ AAE, *Ibid*, f° 23

³⁶ AAE, *Ibidem*.

La politique de ralliement menée par la France en Allemagne n'a donc pas totalement échoué. En plus des possessions des Electeurs Wittelsbach, Louis XIV peut également compter sur le soutien du prince de Wolfembuttel. Le roi de France ralliait à sa bannière les princes catholiques et ceux déçus par la politique impériale à leur égard. Ces états sont autant de soutien en moins pour Léopold Ier. La division de l'Empire lors d'un conflit armé n'est pas une situation inédite, elle est même courante. Pour nombre de princes allemands, chaque guerre constitue une occasion de renforcer leur pouvoir. Leur fidélité est volatile. Elle doit souvent s'acheter à prix d'or. La diplomatie française accorde ainsi des largesses aux Wittelsbach et au prince de Wolfembuttel. Le Roi-Soleil cible ses alliances allemandes. Son objectif est d'ouvrir un corridor terrestre entre la France et ses alliés orientaux, c'est-à-dire la Suède, la Pologne, la Hongrie et plus loin l'Empire ottoman. Cette volonté répond à un plan d'encerclement né dans les bureaux militaires de Versailles. Il vise à encercler Vienne pour obtenir rapidement une paix séparée de l'empereur. Le roi de France a conscience que son royaume est fatigué par dix ans de troubles climatiques et quarante ans de guerre chronique³⁷.

La défense de la prospérité des Pays-Bas méridionaux comme légitimation de l'alliance

Après les déclarations de guerre vient le temps des justifications, démontrant que chaque nation mène une guerre juste. Pour justifier sa posture diplomatique, les Etats-Généraux font publier un manifeste sous la forme de libelles :

« Le manifeste qui oblige les Etats-Généraux des Provinces-Unies [...] de déclarer la guerre. »

Comme il est d'usage, ce manifeste met en évidence toutes les raisons qui poussent une nation à entrer en guerre. L'approche hollandaise est intéressante par sa forme. Le libelle prend l'apparence d'une feuille volante destinée à être lue au plus grand nombre, malgré un fort taux d'illettrisme dans les sociétés d'Ancien Régime. Son style est très pédagogique, dans le sens où son développement argumentatif est très structuré. La démonstration doit toucher et doit être comprise par la plus large proportion possible de la population. Concrètement, elle cible aussi bien les armateurs, les tisserands, les marins que les simples commerçants. Le but

³⁷ Se référer aux chapitres associés : d'abord aux dérèglements climatiques de la fin du règne de Louis XIV (1692 – 1715), puis à l'affaiblissement général des armées royales.

est de rallier l'opinion publique à la politique des Etats-Généraux, dans les Provinces-Unies, mais aussi aux Pays-Bas méridionaux. L'un des arguments avancés est de défendre la population des Pays-Bas méridionaux de l'impérialisme louis-quatorzien. Les diplomates hollandais font d'abord valoir les deux invasions françaises de 1672 et de 1688, puis la troisième de 1701. Les garnisons du Grand Pensionnaire Heinsius doivent reprendre ce rempart qu'est la Barrière afin de garantir la liberté des peuples, et surtout le commerce avec ce territoire culturellement proche, notamment la Flandre³⁸. Dès 1697, Louis XIV ne fait aucun effort pour respecter les engagements qu'il prend lors de la paix de la guerre d'Augsbourg en matière de commerce. L'article quinze du traité prévoit donc que les Français assouplissent les taxes sur les négociants hollandais installés dans le royaume du Lys. En plus de son devoir de préserver la sécurité des Pays-Bas du Nord en contrôlant ceux du Sud, il faut faire respecter les engagements du traité de Ryswick qui est battu en brèche par le roi de France, et vécu comme autant de provocations. Officieusement, le premier souci des Hollandais n'est toutefois pas les sujets vivants dans les anciens Pays-Bas espagnols, mais bien le commerce florissant de cette province. Par le libelle, le Grand Pensionnaire et le Stathouder veulent s'assurer du soutien de la population et de leurs représentants à la Chambre des Etats de Hollande. Il vise également à s'arroger le soutien des sujets des Pays-Bas méridionaux, au cas où l'armée anglo-hollandaise reprendrait la province aux Français. Cela sera le cas après la victoire des puissances maritimes à la bataille de Ramillies, le vingt-trois mai 1706. Elle oblige le maréchal de Villeroy à se replier dans l'extrême sud de la province, jusqu'à l'évacuer totalement lors des campagnes des années 1708-1709. Dans les provinces belgiques, la guerre de mouvement est précédée d'une guerre de l'information et de la désinformation, incarnée par le libelle.

Les nombreuses contestations et défections obscurcissent l'avenir de l'alliance formée par les Maisons de Bourbon et de Wittelsbach. Cependant, le ciel n'est pas totalement dégagé pour la coalition. Malgré les justifications fondées sur le traité de Ryswick, elle va devoir affronter la plus grande puissance européenne. Même si la France montre des signes évidents de faiblesse depuis la guerre de la Ligue d'Augsbourg, elle est maintenant solidement retranchée dans les Pays-Bas méridionaux. De plus, du côté du Saint-Empire romain germanique, la révolte gronde dans la province de Hongrie. Les réformes institutionnelles, catholiques et centralisatrices affectent profondément cette noblesse principalement

³⁸ Pour des raisons linguistiques et économiques. Les Flamands sont des commerçants. Ils parlent une forme dialectale de néerlandais.

protestante à caractère électif et parlementaire³⁹. À la fin de 1701, le prince hongrois François Rakóczi commence à rallier les contestataires hongrois de la politique impériale et se rapproche de ses soutiens traditionnels, c'est-à-dire la France et l'Empire ottoman. Si les élites des Pays-Bas méridionaux adoptent une attitude attentiste face à l'invasion française, les Hongrois scellent leurs montures et affûtent leurs maigres armes pour combattre les garnisons impériales⁴⁰. La guerre s'annonce européenne. Elle va affecter les territoires de l'Empire des Habsbourg, puisque Louis XIV décide de porter la guerre hors des frontières du royaume, à savoir en Italie, aux Pays-Bas méridionaux et sûrement en Hongrie, comme on peut l'envisager dès la fin de l'année 1701⁴¹.

La Haye à l'assaut du Portugal, de la Savoie et de l'Asiento

Le désengagement de la Savoie et du Portugal

Les membres de la coalition de La Haye ne restent pas sans réaction face au conflit européen qui devient une réalité sur le front italien. En attendant de pouvoir mobiliser pleinement leurs armées, les puissances maritimes mènent des actions diplomatiques contre les alliés les plus fragiles de Louis XIV : le Portugal et la Savoie. Elles cherchent également à s'assurer le contrôle du commerce avec les colonies américaines, notamment celui des esclaves : l'Asiento.

Après l'acceptation du testament de Charles II par Louis XIV, il est évident que l'empereur Léopold Ier est dans l'obligation de défendre les prétentions de l'archiduc son fils par la force. Ayant perdu les batailles diplomatiques de l'arbitrage pontifical et de la désignation testamentaire, il se voit contraint de mobiliser ses troupes pour accomplir son vieux rêve de reformer l'Empire de Charles Quint. La France en a conscience. Depuis François Ier, les monarques français combattent cette ambition territoriale et diplomatique.

³⁹ Par la réunion des députés issus des Comitats lors des Diètes. Pour mémoire, le comitat est une division territoriale du royaume de Hongrie qui disposait de représentants siégeant en assemblée, ou Diète en Europe centrale et orientale.

⁴⁰ Pour comprendre la différence de réaction des élites nobiliaires belges et hongroises face à l'ingérence étrangère, se reporter au chapitre sur le comportement des élites en période de conflit, et le niveau de développement de la province comme facteur d'expression identitaire.

⁴¹ Sous l'insistance de l'ambassadeur de France en Pologne, le marquis du Héron, et les approches diplomatiques du prince Rakóczi.

Louis XIV se place dans la lignée de ses aïeux. Son parrain Mazarin lui a rapidement enseigné comment combattre l'ambition des Habsbourg et défendre le royaume. Avant cela, les diplomaties françaises et habsbourgeoises se préparent à la guerre. Une première bataille a lieu sur le terrain. L'enjeu est de s'assurer du soutien des alliés de l'adversaire tout en raffermissant ses propres alliances. Les conflits militaires entre les grandes puissances sont l'occasion pour les nations secondaires d'envergure régionale de se replacer dans le concert des nations, de faire grandir leurs influences sur l'échiquier européen. Elles sont courtisées par les Bourbons et les Habsbourg pour des questions militaires, de libre passage des troupes et de commerce.

Au début de la guerre de Succession d'Espagne, ces deux nations sont alliées à la France. Malgré les victoires françaises au début de la guerre, le Portugal et la Savoie ne sont pas insensibles aux avances des diplomaties anglaises et hollandaises. Il faut dire que ces deux nations ont de multiples raisons de négocier un changement de camp. Tout d'abord, le duc de Savoie Victor Amédée II est peu satisfait de son traité avec la France. La position du duché se trouve renforcée à Vienne par la présence d'Eugène de Savoie, devenu un homme puissant à la cour impériale. Sa présence est un avantage non négligeable pour cette puissance moyenne qui cherche constamment une politique d'équilibre pour préserver l'intégrité territoriale du duché. Le duc sait qu'il ne peut pas résister tout seul à une guerre contre les Français ou les Autrichiens. Obligatoirement, la diplomatie savoyarde doit adopter une position médiane, s'alliant tantôt avec l'un, tantôt avec l'autre, cherchant à se rallier opportunément au plus puissant. Ainsi, traditionnellement, la Savoie utilise depuis longtemps la rivalité entre les Bourbons et les Habsbourg pour servir ses intérêts et garantir son indépendance. Pour y parvenir, elle tire profit de sa position stratégique au sein du massif alpin occidental, dont les chemins et les cols établissent le lien entre la France, l'Empire et une Italie convoitée. La force de sa diplomatie est l'assurance qu'aucune des deux grandes puissances n'acceptera que son rival domine ce stratégique territoire alpin. Enfin, d'après les dispositions testamentaires, le duc de Savoie est le successeur légitime de l'archiduc. L'ambassadeur de France en Savoie, Balthazar Phélyppeaux, s'inquiète particulièrement de ce dernier aspect. L'avenir lui donne raison. Victor Amédée de Savoie négocie secrètement avec l'empereur dès 1703. Malheureusement pour la Savoie, ces négociations sont ébruitées et le duc de Vendôme, général des armées de Louis XIV, désarme le contingent savoyard présent dans l'armée d'Italie. La mise aux arrêts des soldats de Savoie lève les derniers doutes du duc. Le huit novembre 1703, Victor Amédée II signe un traité avec l'empereur. En compensation, il obtient

un subside mensuel et les villes de Montserrat, d'Alexandria, de Valseria et de Vigerano. La ratification de ce traité est considérée comme un acte de guerre par la France. L'ambassadeur Balthazar Phélyppeaux est alors mis sous surveillance⁴². On pense un temps le faire exécuter, en représailles.

De son côté, le Portugal est un rival historique de l'Espagne qui accède à l'indépendance en 1640. La jeunesse du royaume et la position géographique enclavée au sein du Royaume d'Espagne obligent Pierre II du Portugal à s'assurer de bonnes relations avec son voisin. Les Portugais sont des navigateurs et des commerçants. Ils ont joué un rôle fondamental dans la découverte des Nouveaux Mondes, de nouvelles routes maritimes et marchandes. Sans aborder dans le détail l'épopée des grandes découvertes des XVe et XVIe siècles, il faut reconnaître l'influence considérable que possèdent les milieux commerçants et navigants à la cour lisboète. La stabilité et la richesse du jeune état dépendent de la fluidité du commerce maritime avec les puissances européennes et son immense colonie brésilienne. À noter d'ailleurs que le Portugal prend soin de ne prendre part à aucune guerre entre la signature du traité de Westphalie et la guerre de Succession d'Espagne. La guerre s'avère en effet un véritable fléau pour la prospérité commerciale. Dans une moindre mesure, le Portugal adopte une posture diplomatique calquée sur le modèle britannique et hollandais, car ils ont les mêmes intérêts. Ainsi, les Portugais défendent également une politique des équilibres devant garantir la paix en Europe et dans le monde, un contexte qui facilite la circulation d'un numéraire non investi dans les dépenses militaires vers les denrées coloniales et le commerce. La prospérité de ce royaume dépend donc essentiellement de son commerce, de la paix en Europe et avec l'Espagne. Avant la mort de Charles II, la diplomatie lusitanienne s'inquiète d'une union des couronnes de France et d'Espagne, de la réalisation d'une monarchie universelle. Elle plaçait Pierre II dans une position vulnérable vis-à-vis de l'Espagne et de la France. Le souvenir de la réduction du royaume en province espagnole, lors du règne de Philippe II, était encore très vif. Néanmoins, au début de la guerre, c'est la flotte française qui assure la sécurité maritime des deux royaumes ibériques. Depuis les mesures adoptées par Colbert, la France dispose d'une marine parmi les plus puissantes d'Europe, capable de supplanter la marine britannique. Pourtant, dès le début du conflit, ce rapport de force se déséquilibre et semble s'inverser. La supériorité maritime de la Royale est de plus en plus

⁴² Lucien Bély, *Les relations internationales en Europe XVIIe-XVIIIe siècles*, PUF, Paris, 2001, p. 395.

contestée. En cette période de raffermissement des alliances, cette situation fait hésiter les Portugais et inquiète les émissaires français à Lisbonne. Le président Rouillé, que l'on retrouvera aux Pays-Bas méridionaux auprès du gouverneur général Max-Emmanuel de Bavière, informe Versailles qu'il est déçu par l'attitude du Portugal. Les autorités locales cherchent à gagner du temps de façon à observer qui est en mesure de prendre l'avantage sur les mers et les océans. Une simple bataille peut en effet renverser un équilibre, définir un nouvel ordre maritime, validant ou invalidant une décision de politique extérieure. La prudence des Portugais est donc logique. La suprématie de la France n'est plus aussi évidente que dans les années 1660 – 1680. Pour ces raisons, la Savoie et le Portugal ne sont pas des alliés solidement ancrés à la France au début de la guerre de Succession d'Espagne. Néanmoins, en juin 1701, Pierre II signe un traité avec l'Espagne⁴³. Par le jeu des alliances et des articles, cette ratification fait entrer le Portugal dans la coalition française. L'article quatre du traité constitue un bon exemple. Dans celui-ci Pierre du Portugal s'engage à la fois à reconnaître Philippe V comme successeur légitime de Charles II de Habsbourg et à défendre les dispositions testamentaires du feu roi. L'article deux s'avère déterminant pour comprendre la défection future du Portugal. Il stipule que la compagnie portugaise qui assurait l'introduction des esclaves dans les Amériques doit céder ses droits à une compagnie française⁴⁴ :

« [...] par l'article deux, le traité de l'Asiento pour l'introduction des esclaves en Amérique était retiré à la compagnie qui en jouissait alors. »⁴⁵

L'ordre de rédaction et de numérotation des articles sous-entend que les dispositions prises concernant le commerce des esclaves, c'est-à-dire l'*Asiento*, sont plus importantes que la reconnaissance du jeune duc d'Anjou comme roi d'Espagne. Cet article constitue une grave erreur diplomatique de la France. La manne générée par ce commerce est déterminante pour le Portugal. Elle bouleverse des équilibres commerciaux que Pierre II souhaite à tout prix conserver. Le roi du Portugal hésite toutefois à défier Louis XIV. Son demi-siècle d'hégémonie sur l'Europe est difficile à remettre en cause, surtout lorsque l'on est souverain

⁴³ Jean Dumont, *Corps Universel Diplomatique du droit des gens, contenant un recueil des traités d'alliances, de paix, de trêves, ect., qui ont été faits en Europe depuis le règne de Charlemagne jusqu'à présent*, 8 vol., Amsterdam-La Haye, 1726-1731, t. 8, partie 1, p. 31-32.

Ces pages reprennent des extraits de l'alliance signée entre Philippe V et Pierre II, sous l'égide de la France.

⁴⁴ Archives Générales des Indes, Contaduria, 261, t. 1, Madrid, 1796, p. 43-63.

⁴⁵ AGI, Contaduria, 261: *Asientos de negros con diferentes compañías y particulares*. Article II, t. 1, Madrid, 1796, p. 43-63. Cité dans Guillaume Hanotin, *Au service des deux rois : l'ambassadeur Amelot et l'Union des couronnes (1705-1709)*, thèse de doctorat, dir. Lucien Bély, Paris-Sorbonne, 2011, p. 76.

d'une jeune nation. Les hésitations et les sollicitations sont donc nombreuses de la fin de l'année 1701 au début de l'année 1703. Toutefois, plusieurs événements laissent à penser que la supériorité militaire de la France n'est plus aussi évidente que par le passé. D'abord sur terre, où les affrontements en Italie et aux Pays-Bas méridionaux sont favorables à la Grande Alliance de La Haye. Entre la fin de l'année 1701 et 1702, Eugène de Savoie repousse et capture le maréchal de Villeroy à Crémone dans la plaine du Pô, et le duc de Marlborough reprend la Gueldre espagnole occupée par la France depuis le printemps 1701, puis sur le plan naval, la supériorité maritime de l'Angleterre et des Provinces-Unies est de plus en plus évidente. Malgré la victoire de l'amiral français Ducasse devant Carthagène, les escadres du Lys ont de plus en plus de difficultés à escorter les navires portugais et espagnols. Les milieux du négoce font entendre leur plainte de plus en plus régulièrement et soutiennent un renversement des alliances. Un fait va convaincre Pierre II du Portugal qu'il est urgent d'entamer des négociations avec la coalition autrichienne. En 1702, les vingt-trois vaisseaux du vice-amiral François-Louis Rousselet, marquis de Châteaurenault, escortent des galions espagnols depuis le port de La Havane. Le convoi est pris en chasse par les puissances maritimes. Pressé et en vue des côtes, le convoi n'a d'autre choix que de se réfugier dans le Port de Vigo. Le 12 octobre 1702, la flotte anglo-hollandaise force les défenses du port galicien. Le marquis de Châteaurenault n'a d'autre choix que d'ordonner le sabordage de la flotte à quai. Les navires sont brûlés, mais une partie de la précieuse cargaison est prise. Cet épisode a un impact psychologique considérable sur le gouvernement et le négoce portugais, car il démontre la supériorité maritime de la coalition dans l'Atlantique. Pierre II se montre alors plus attentif aux propositions du parti impérial. Soucieux d'assurer la sécurité de son commerce et l'intégrité de ses frontières, il entame alors des négociations avec les ambassadeurs de la coalition : Methuen pour l'Angleterre, Wallenstein pour l'Empire et Shonenberg pour les Provinces Unies. Un traité politique et militaire est signé le seize mai 1703.

Les premières représailles françaises contre le Portugal et l'Autriche

La réaction française intervient rapidement. Louis XIV a eu connaissance de la présence des trois ambassadeurs à Lisbonne. Une escadre de course est armée et quitte le port militaire de Brest le treize mai 1703. Elle est commandée par le chevalier de l'ordre de Saint-Louis, Alain Emmanuel de Coëtlogon. Il fait voguer ses vaisseaux en direction de

l'embouchure du fleuve Tage. Preuve des forts liens commerciaux unissant les puissances maritimes à l'économie portugaise, il intercepte une flotte de cent dix navires de commerce anglais et hollandais au large du cap de la Rocque, le 22 mai 1703. Non armés, ils transportent une riche cargaison composée de sel, de sucre et de vin. Ils sont escortés par cinq bâtiments de guerre hollandais dirigés par l'expérimenté capitaine Roemer Vlacq⁴⁶. Deux étaient déjà au mouillage dans le port de Lisbonne : le *Muiderberg* et le *Rozendaal*. Trois les ont rejoints depuis le port de Saint-Wal aux Provinces-Unies : Le *Reschermer*, le *Gaesterland* et le *Rotterdam*. À la vue des pavillons de la Royale, le capitaine Vlacq donne l'ordre de dispersion à la flotte de commerce, comme il est d'usage. Les deux escadres se font alors face. Les Français sont supérieurs en termes de tonnage et d'expérience des officiers commandant les vaisseaux. Alain-Emmanuel de Coëtlogon monte le *Vainqueur* armé de quatre-vingt-huit canons. Il est secondé par l'expérimenté Jacques Cassard. Dans son sillage on trouve le *Monarque* emportant quatre-vingt-six pièces à son bord. La *Couronne* prépare quant à elle ses quatre-vingt-deux canons pour ouvrir le feu, l'*Orgueilleux* met en batterie ses quatre-vingts pièces, et l'*Éole* embarque soixante-quatre canons. Parmi les autres capitaines de vaisseau très expérimentés, on retrouve notamment le marquis François-Louis Rousselet de Chateaurenault qui avait été vaincu lors de la bataille navale de Vigo en 1702. En face, les navires hollandais ont une puissance de feu bien moindre avec seulement trois vaisseaux de ligne. Le plus puissant d'entre eux est le *Muiderberg*, avec cinquante canons et deux cent vingt hommes d'équipage. Il est monté par le capitaine Roemer Vlacq. Il est suivi par le *Reschermer* du capitaine Teenos qui embarque quarante-huit pièces et deux cents marins venant du port hollandais de Saint-Wal, et le *Gaesterland* commandé par le capitaine de Widt qui compte seulement quarante-six canons et cent quatre-vingt-dix artilleurs. Ils sont appuyés par deux frégates, plus rapides, mais moins bien armées que les vaisseaux de ligne, respectivement le *Rozendaal* du capitaine Borel avec trente-six canons et cent quarante-trois hommes, et le *Rotterdam* du capitaine Fornam avec environ une quarantaine de canons et cent quatre-vingts membres d'équipage à son bord. Si le nombre de bâtiments est identique, l'affrontement s'annonce inégal, mais les Hollandais doivent protéger le convoi. Leur but est de faire durer le combat le plus longtemps possible pour permettre aux navires de commerce de sauver leur cargaison.

⁴⁶ Officier de la marine de guerre hollandaise né à Gouda le 19 août 1637 et décédé des suites de ses blessures à Toulon, le 17 juillet 1703 à l'âge de 66 ans. Il sert aux Caraïbes pendant la guerre de Hollande avant d'assurer la protection d'importants convois marchands, notamment en 1678, en 1690 et en 1691 en mer Baltique.

Mis en ligne de bataille⁴⁷, le combat s'engage. Le déroulement et le bilan de cet affrontement sont relatés dans les Archives nationales de France à Paris :

« Le vingt-deux du mois de May 1703, à cinq heures du matin, nous reconnûmes le cap de la Roque environ à six lieues à l'est quart de Nord-est de nous ; deux heures après nous aperçûmes plusieurs navires sur lesquels nous arrivâmes cinq lieues après que le Monarque, qui était allé les reconnaître, nous eut fait le signal qu'il n'y avait que cinq vaisseaux de guerre hollandais qui convoyaient une flotte de près de cent dix voiles, tant flûtes que quaiches, pinasses, flibots et autres sortis le jour d'auparavant de Lisbonne et de Saint-Wal où la plupart avaient chargé du sel, quelques-uns du vin et du sucre, à onze heures étant à demye portée de canon des canons qui, après avoir fait signal aux marchands de se sauver, s'étaient mis en ligne.

Monsieur le Marquis de Coëtlogon et M. de Cassard avec le Vainqueur attaquèrent le commandant. Monsieur le Marquis de Chateaurenault et Monsieur de Mons abordèrent chacun le leur, Monsieur le Commandeur Dupalais prit le sien et Monsieur le Commandeur d'Ally après en avoir fait amener un, acheva de faire rendre le commandant que le Vainqueur avait rudement chauffé pendant un très long temps, mais qu'il n'avait pu suivre, une partie de ses manœuvres ayant été coupées et sa misaine toute déralinguée.

Monsieur d'Ally fit brûler ce vaisseau tout criblé et démâté qui faisait beaucoup d'eau, après en avoir sauvé l'équipage. Il faut dire à la louange des Hollandais qu'ils firent un gros feu de canon et de mousqueterie qui dura beaucoup plus qu'on ne devait espérer ; mais la force n'étant pas égale, après environ deux heures de combat, les cinq vaisseaux étant presque tous désemparés furent rendus. »⁴⁸

C'est ainsi qu'après une première bordée de ligne favorable aux Français, du fait d'une nette supériorité au niveau de la puissance de feu, les navires hollandais sont d'abord isolés, puis engagés les uns après les autres par les navires de Louis XIV : le plus petit bâtiment français, l'*Éole*, attaque logiquement la petite frégate *Rozendaal* ; le *Rotterdam* est pris par l'*Orgueilleux* ; le *Reschermer* par la *Couronne* ; le *Gaesterland* par le *Vainqueur*, et enfin le

⁴⁷ Terme militaire de la marine de guerre à voile. Il s'agit d'aligner les vaisseaux les uns derrière les autres de façon à engager des tirs de flancs avec la flotte adverse qui avance à contresens et de manière parallèle. À ce propos, l'expression vaisseaux de ligne désigne des bâtiments construits spécifiquement pour ce type de combat. À notre sens, le capitaine hollandais fait ici une grave erreur tactique compte tenu de la composition des deux flottes (cinq vaisseaux de ligne français contre seulement trois hollandais), du tonnage des bâtiments et des canons qui y sont embarqués. La puissance de feu de Coëtlogon est bien supérieure à la sienne. Une stratégie d'abordage des navires de la Royale lui aurait certainement été plus profitable.

Pour en savoir plus sur les techniques de combat de la marine à voile au temps de Louis XIV :

Pierre-Marie-Joseph de Bonnefoux et Edmond Paris (Capitaine de vaisseau), *Dictionnaire de la marine à voile*, Paris, Ed. du Lateur, 1999.

Michel Vergé-Franceschi, *Dictionnaire d'Histoire maritime*, Paris, Robert Laffont, 2002.

Martine Acerra et André Zysberg, *L'essor des marines de guerre européennes : 1680-1790*, Paris, SEDES, 1997.

⁴⁸ A.N., B4. Marine 25.

Muiderberg par le *Monarque*. Les Hollandais doivent céder les uns après les autres devant la Royale. En loyal chef d'escadre, Roemer Vlacq défend son pavillon le plus vaillamment possible en tenant longuement en respect la flottille de Coëtlogon. Le bâtiment à trois ponts *Monarque* met ainsi plus de deux heures à arraisonner le double pont *Muiderberg*. Sa résistance permet à une grande partie des navires de commerce de s'échapper, préservant ainsi son honneur et limitant l'effet de cette défaite sur le commerce des coalisés. À l'instar de son bâtiment, le capitaine hollandais est touché à mort⁴⁹. Il s'éteint à Toulon deux mois plus tard, le dix-sept juillet 1703. Les survivants sont faits prisonniers. Le bilan humain de ces engagements maritimes est encore plus effrayant que sur terre. Les éclats de bois provoqués par les débris de coques fracassées par les boulets, les bordées de mitrailles, les tirs de mousqueterie venant des ponts et de la voilure, les corps à corps suivant l'abordage, n'épargnent personne. Équipages et officiers sont logés à la même enseigne. Survivre tient ici beaucoup à la chance. Les archives traduisent la violence de ces courtes batailles navales :

« Tous les officiers de l'escadre et les gardes-marine, qui ont fait des merveilles, regrettaient fort de n'avoir pas trouvé une partie plus égale. Le malheureux sort est tombé sur le pauvre Monsieur de Vaurouy, brave homme fort aimé, qui fut tué aux deux tiers du combat d'un coup de canon entre les deux épaules, alors qu'il se préparait à l'avant du Vainqueur, à sauter à bord du commandant hollandais qui faisait bonne contenance, que le gros temps heureusement ne nous permit pas d'aborder, car nous aurions encore augmenté notre mal.

Monsieur de Mons commandant l'Éole a été blessé d'un éclat à une jambe, Monsieur le chevalier de Coudré, lieutenant de vaisseau, capitaine de compagnie et Monsieur de Flassy enseigne de vaisseau et lieutenant de compagnie, armés tous deux dans le Monarque ont été aussi blessés aux jambes par des éclats.

*Monsieur des Catelets, sous-brigadier armé dans l'Éole, qui sert dans la compagnie des gardes-marine depuis douze ou treize ans, a reçu un dangereux coup de mousquet dans la main en sautant à l'abordage. Monsieur du Héloy, garde-marine depuis onze ans, armés dans le même vaisseau, a eu une jambe emportée d'un coup de canon. Monsieur du Héloy du Breuil son frère, garde-marine de cette année, a reçu une blessure dangereuse dans les reins, d'un coup de mousquet, en sautant à l'abordage. »*⁵⁰

De cette violence naît une solidarité entre les combattants des nations belligérantes, valeur commune aux gens de mer à l'époque moderne, comme aujourd'hui. Il est d'usage de

⁴⁹ Alors qu'il commande la manœuvre et le tir de son artillerie, Roemer Vlacq a le bras et une partie de l'épaule arrachés par un boulet français. Malgré cette blessure qui le conduit à la mort quelques jours plus tard, il continue à donner ses ordres jusqu'à que son grand mât soit emporté par une ultime bordée.

⁵⁰ À.N., B.4, Marine 25.

ne pas abandonner les courageux équipages adverses, même si les manœuvres de sauvetage prennent du temps et que cela permet à une grande partie de la flotte de s'échapper :

« La mer étant fort grosse, et ne voyant que de très loin les traîneurs de la flotte, nous n'eûmes pas trop du reste de la journée pour amariner nos prises et il fallut faire plusieurs voyages de chaloupes pour en transporter les équipages. »⁵¹

Au-delà de la durée des combats (ici deux heures), des avaries que le feu adverse provoque sur les bâtiments, des blessés et des équipages qu'il faut respectivement soigner et sauver, les courants et les vents font dériver les flottes de plusieurs lieues. Lors de la bataille du cap de la Rocque, les Hollandais et les Français terminent l'affrontement à une centaine de kilomètres du lieu d'engagement initial, à l'embouchure du Tage⁵². Cela donne encore un avantage plus important aux bateaux de commerce qui arrivent à s'extraire de la zone de combat. Ils doivent gagner la ligne d'horizon et demeurer invisibles jusqu'à la tombée de la nuit, dans laquelle ils pourront disparaître aisément en modifiant leur cap. Pour ces raisons, la majeure partie de la flotte marchande réussit à s'échapper. Seulement quatre des cinq navires de guerre hollandais sont pris, avec quelques autres navires marchands. Les prises sont toutefois conséquentes, puisqu'elles s'élèvent à plusieurs millions de livres. Au-delà de la « guerre de course » en Atlantique, la particularité de cet affrontement réside dans le fait que sur le pont de la flotte anglo-hollandaise se trouve l'ambassadeur impérial, le comte Wallestein. Il profite du convoi pour rentrer dans l'Empire après les négociations qui se sont déroulées à Lisbonne entre Pierre II du Portugal et la coalition :

« Monsieur le comte de Waldtsteyn était dedans qui partait de Portugal où il était ambassadeur pour l'empereur, avec un autre gentilhomme qu'on dit être un envoyé de Monsieur l'Électeur de Mayence, qui passaient par la Hollande pour se rendre dans leur pays. »⁵³

Wallestein a survécu à l'engagement. Il constitue une plus-value involontaire à cette opération. Par la suite, il sert de monnaie d'échange pour la libération du maréchal de Villeroy,

⁵¹ A.N., *Ibid.*

⁵² Dans les archives, la distance de vingt lieues de dérive avancée est tout à fait plausible en raison des forts courants présents à cet endroit (entre le détroit de Gibraltar et l'embouchure du fleuve Tage), un effet de courant renforcé par un fort vent balayant la côte ce jour-là.

⁵³ A.N., *Ibidem.*

fait prisonnier par les troupes impériales à la bataille de Crémone en Italie le premier février 1702. Ce maréchal commande les troupes françaises de l'armée des Flandres de 1703 à 1706. Malgré la victoire d'Alain-Emmanuel Coëtlogon au cap de la Rocque et la capture de l'ambassadeur Wallenstein, le Portugal ne se laisse pourtant pas intimider par la France. Elle développe des relations commerciales avec l'Angleterre. Celles-ci sont un préalable aux alliances diplomatiques et militaires.

Le commerce anglo-portugais et la revendication de l'Asiento

Son commerce avec les puissances maritimes n'est que faiblement impacté. Pierre II reste sur cette ligne diplomatique en signant un traité commercial quelques mois plus tard, le vingt-sept décembre 1703⁵⁴. Le Portugal obtient tout d'abord la protection de son commerce, puis une plus grande ouverture du marché anglais, et enfin de manière secrète, des villes en Espagne et des colonies espagnoles. En contrepartie, Pierre II du Portugal doit ouvrir ses ports à la coalition, accueillir l'archiduc Charles à Lisbonne pour le reconnaître comme roi d'Espagne, et fournir 27 000 hommes dans la guerre contre la France en Espagne.

La nouvelle alliance formée entre le Portugal, les Provinces-Unies et l'Angleterre est bénéfique aux deux parties, tant d'un point de vue géopolitique et économique. En plus de remporter une victoire diplomatique importante, la coalition s'offre ainsi des ports sur l'Atlantique qui peuvent servir d'étapes vers les bases navales méditerranéennes de la Navy situées à Barcelone, Minorque, puis Gibraltar à partir de 1704. Puis, elle crée un nouveau front et obtient des troupes supplémentaires afin d'exercer une forte pression sur l'Espagne. L'envoi d'un corps expéditionnaire en Lusitanie, majoritairement formé de troupes locales, ressemble étrangement à une alliance de revers. Démontrant son efficacité durant la guerre de Succession d'Espagne, cette tactique sera reprise avec succès par le maréchal de Wellington contre les troupes de Napoléon Ier, au moment de la guerre d'Espagne. Le Portugal se transforme en une porte d'entrée anglaise pour l'Espagne. Enfin au niveau commercial, les échanges entre les deux nations deviennent lucratifs, car ils correspondent à des besoins complémentaires. Les vins du Portugal avec le Douro et le Porto envahissent massivement les

⁵⁴ Voir les détails complet du traité et conséquences de cette défection sur les fronts espagnols et méditerranéens dans : Lucien Bély, *Histoire des relations internationales en Europe XVIIe-XVIIIe siècles*, Paris, PUF, 2001, p. 393-396.

quais des ports anglais. La noblesse portugaise soutient l'initiative de Pierre II de renverser l'alliance française, car elle trouve un débouché commercial prolifique pour ses vignobles. En retour, les Anglais favorisent le développement de la culture de la vigne pour répondre à une demande en constante augmentation malgré la guerre. Quant aux manufacturiers britanniques qui souffrent de la fermeture du marché vers les Pays-Bas méridionaux, alors occupés par les troupes françaises depuis près de deux ans, ils trouvent un nouveau marché. Pour toute l'économie anglaise du drap (éleveurs de moutons, tisserands, négociants), l'accord de 1703 est salubre. Ne pouvant dominer la Navy et connaissant l'influence des milieux du négoce sur la politique étrangère du gouvernement anglais, la France cherche à asphyxier l'économie britannique en fermant ses circuits d'exportation traditionnels. Les Anglais exportent dans les provinces belges depuis le Moyen-âge par l'intermédiaire des cités marchandes de Bruges et de Gand, pour ensuite gagner les grandes foires de Champagne, notamment Provins. Le marché du Portugal et celui du Brésil s'ouvrent aux draps anglais, compensant largement l'écoulement des stocks ordinairement dévolus aux anciennes provinces des Pays-Bas espagnols.

Ce commerce doit si bien et si durablement fonctionner qu'il devient un exemple économique. Cette référence économique en matière de libre échange est théorisée par l'économiste anglais David Ricardo⁵⁵ sous le nom « d'avantages comparatifs ». David Ricardo démontre que dans une situation de concurrence parfaite et avant de rentrer dans le jeu du commerce international, les nations doivent d'abord spécialiser leur production dans les domaines où elles disposent d'avantages naturels importants. Pour illustrer son propos⁵⁶, il prend l'exemple d'échanges commerciaux entre les royaumes d'Angleterre et du Portugal concernant le vin et les draps. L'économiste anglais comptabilise que, pour un même nombre d'heures de travail, le Portugal produit vingt mètres de draps et trois cents litres de vin tandis que l'Angleterre en produit respectivement dix mètres et cent litres. L'Angleterre est donc désavantagée dans les deux productions. Pourtant, les Anglais ont intérêt à se spécialiser dans la production de drap, plus en accord avec leur climat, et à l'inverse, les Portugais ont intérêt à investir dans l'activité viticole en raison de terrains et d'ensoleillement favorables. Même si la théorie de David Ricardo date du début du XIXe siècle, l'exemple qu'il prend illustre la

⁵⁵ David Ricardo, (Londres, 19 juin 1772 – Londres, 11 août 1823) : économiste anglais. Courtier à la Bourse, il fait rapidement fortune et acquiert de la notoriété. À trente — sept ans, il écrit ses premiers ouvrages d'économie politique. Appartenant au courant des libéraux pessimistes, il n'obtient le succès qu'en 1817 avec *Principles of Political Economy and Taxation*, un ouvrage dont l'influence s'avère durable. Il fonde en 1821 la première société d'études économiques avec le Club d'économie politique.

⁵⁶ Dans David Ricardo, *Principes de l'économie et de l'impôt*, chap. VII, 1817.

prospérité des échanges commerciaux initiés au début du XVIII^e siècle entre l'Angleterre et le Portugal, aux dépens de la traditionnelle alliance française contre l'Espagne. Comme le dit très justement Guillaume Hanotin dans son étude sur l'union des deux couronnes espagnole et française :

*« Le commerce favorisa ce développement des relations entre les princes. Signer des accords commerciaux marque la première étape vers l'établissement de relations pérennes et régulières. L'exemple le plus connu [et que nous avons vu précédemment] est celui des capitulations entre François Ier et le sultan ottoman. »*⁵⁷

La valeur commerciale s'inscrit donc pleinement dans la réflexion géopolitique britannique, mais aussi française. Si l'on accepte cette idée et que l'on accole cette stratégie à celle de la théorie des équilibres⁵⁸, on comprend alors que les Anglais et les Hollandais se retournent contre la France dans la guerre de Succession d'Espagne. À la lecture de plusieurs dictionnaires de la fin du XVII^e siècle, comme ceux de Richelet⁵⁹ ou de Furetière⁶⁰, on se rend compte de la mince frontière entre l'activité commerciale et diplomatique. Ainsi, l'article relatif au verbe « négocier »⁶¹ présente aussi bien le commerce que l'activité diplomatique en elle-même :

« Négocier : faire le négoce. Les banquiers négocient de l'argent, les marchands négocient en draps, en épiceries. Les Hollandais négocient partout, et l'on aime à négocier avec eux

Négocier une lettre de change, c'est la céder ou la transporter à un autre, moyennant la valeur que l'acheteur donne au cédant ou vendeur.

⁵⁷ Guillaume Hanotin, *Au service des deux rois : l'ambassadeur Amelot et l'Union des deux couronnes (1705-1709)*, thèse de doctorat, Paris-Sorbonne, 2011, p. 93.

⁵⁸ Favorisant naturellement et mécaniquement le commerce par l'instauration d'une paix armée, issue d'un niveau égal de puissance entre les nations les plus importantes. Les Hollandais, qui tirent également leur puissance du commerce maritime, suivent eux aussi les Britanniques dans cette stratégie, un rapprochement diplomatique renforcé par l'avènement sur le trône d'Angleterre du prince d'Orange originaire des Provinces-Unies.

⁵⁹ César-Pierre Richelet, *Dictionnaire françois contenant les mots et les choses, plusieurs nouvelles remarques sur la langue françoise*, Genève, Chez Jean Herman Winderhold, 1680.

⁶⁰ Antoine Furetière, *Dictionnaire universel contenant généralement tous les mots françois, tant vieux que modernes, et les termes de toutes les sciences et les Arts*, 1690.

⁶¹ Antoine Furetière, *Ibid.*, vol. 3, Article Négocier.

Négocier signifie encore traiter une affaire, soit entre particulier, soit au nom des princes. [...]Le Roy envoie des résidents, des ambassadeurs, pour négocier avec les étrangers, pour faire des ligues, des alliances, des traités de paix. Un ambassadeur doit savoir aussi bien vivre que négociier. »

Cet article du dictionnaire d'Antoine Furetière est peut-être le plus représentatif, car il reprend trois aspects significatifs de ce qu'est l'activité diplomatique à la fin du règne de Louis XIV. Tout d'abord, le premier paragraphe montre la portée commerciale des échanges nationaux. Puis le second aborde tacitement la notion de secret avec la lettre de change. Elle sert aussi bien à payer de simples marchandises à un marchand qu'à alimenter financièrement des agents, ou une rébellion comme celles du prince François Rakóczi en Hongrie. Enfin, il traduit l'activité diplomatique en elle-même. Les mots provenant de la racine « négoce » attestent également de cette filiation étymologique, avec par exemple, « négociateurs », nom donné aux diplomates à la fin du XVIIIe siècle, ou « négociants ». Cette proximité provient certainement du préalable à former des unions commerciales en guise de premiers contacts, avant de développer les relations en forgeant des alliances diplomatiques, voire militaires. L'art de négocier une paix, ou de résoudre des litiges territoriaux, ne sont pas très éloignées de celui de négocier des parts de marchés commerciales. Louis XIV commet l'erreur de défier les puissances maritimes sur le terrain du commerce, domaine dans lequel les élites nationales sont particulièrement jalouses des avantages des autres.

Diversions occidentales et provinces périphériques habsbourgeoises

La diversion écossaise, une émanation occidentale de la tactique de revers

Une origine médiévale

La première élaboration de la stratégie de revers en Europe de l'Est date du règne de François Ier¹. Elle se réfère à une alliance encore plus ancienne. L'alliance de revers, si l'on se réfère à *Histoire de l'Écosse* de Michel Duchein, est une tactique déjà éprouvée contre l'Angleterre dès la période médiévale. En effet le roi de France Philippe le Bel estime qu'il est intéressant de s'allier avec l'Écosse dans le but de limiter les ambitions du roi d'Angleterre en France. Elle débute avec le célèbre traité du « Auld d'alliance » signé à Paris, le vingt-trois octobre 1295 avec le roi d'Écosse Balliol². Le traité du « Auld d'alliance » est signé en 1295 est d'emblée révélateur. Il constitue une source d'informations sur l'objet de cette union :

*« En réponse aux injures et aux violences injustifiées du roi d'Angleterre ».*³

On peut remarquer qu'il existe toujours ce souci de justification et de légitimation avant une entrée en guerre. On retrouve la notion de guerre juste, développée dans *Le roi de guerre* de Joël Cornette⁴. La comparaison de ce point avec celui mis en avant dans le déclenchement de l'insurrection hongroise permet de se rendre compte que la démarche intellectuelle est la même. Ainsi, le prince Rakóczi et le marquis du Héron mettent en avant la violence des exactions et la politique absolutiste de l'Autriche en Hongrie. De plus, le titre de la déclaration de Rakóczi : *Les anciennes plaies de la nation hongroise se rouvrent*⁵ est lui aussi très instructif sur la nature et le caractère du soulèvement. Il est bien évident que les seconds

¹ Fabrice Cavanihac, *La guerre entre les puissances chrétiennes et l'Empire ottoman en Europe Centrale : de la bataille de Mohacs à la paix de Passarowitz 1526-1718*, Bordeaux, 1999, p. 119.

² Michel Duchein, *Histoire de l'Écosse*, Fayard, Paris, 1998, p. 96-98.

³ Michel Duchein, *Ibid.*, p. 97.

⁴ Joël Cornette, *Le roi de guerre*, Payot, Paris, 1993

⁵ Béla Kopeczi, *Hongrois et français de Louis XIV à la révolution française*, CNRS, Paris, 1983.

ne se sont nullement inspirés des premiers, mais il semble important de mettre en exergue le fait que la démarche de légitimation est toujours identique, et cela près de quatre cent ans plus tard. Toutefois, il n'est pas obligatoire que la justification soit avérée. La guerre entre la France et l'Angleterre, dans laquelle est impliquée l'Écosse, est un coup monté, une machination orchestrée par la diplomatie française⁶. De plus, on peut voir que l'alliance de revers contractée avec l'Écosse est une alliance codifiée et encadrée. Les articles du *Auld d'alliance* le démontrent aisément :

*« Le roi Balliol doit engager toutes les forces de son royaume tant sur terre que sur mer, contre l'Angleterre pour soutenir le roi de France ».*⁷

Le traité prévoit l'intervention écossaise dans le cas où les Anglais mèneraient une opération militaire sur le royaume. Le roi Balliol devra attaquer son voisin anglais, l'obligeant ainsi à combattre sur deux fronts. Le traité est bilatéral. Philippe le Bel a les mêmes devoirs envers l'Écosse :

*« Soit en y envoyant des secours directement, soit en en tenant le roi d'Angleterre occupé ailleurs ».*⁸

Ainsi on s'aperçoit que le « Auld d'Alliance » est une alliance encadrée, avec des droits et des devoirs pour les deux nations signataires. Cette tactique de revers prend la forme d'un traité bilatéral. L'Écosse est une puissance « légale et légitime », c'est-à-dire voulue par Dieu, tandis que la Hongrie est une nation rebelle qui cherche à récupérer un statut indépendant.

L'étude de l'alliance franco-écossaise met en évidence qu'il existe plusieurs types d'alliances de revers. Elles lient les signataires entre eux à divers degrés. La Hongrie possède un statut qui n'engage la France qu'à de faibles obligations. Il faut chercher l'explication dans l'apport de la Hongrie à la France. Pour la diplomatie française, les kurucs ne sont qu'un moyen supplémentaire pour atténuer la pression des Habsbourg sur les frontières du royaume. Le prince Rakóczi, dans l'idée de Torcy, n'est ici que pour renforcer le système d'alliance en Europe centrale. À la différence de l'Écosse du XIIIe siècle, l'alliance hongroise du début du XVIIIe siècle n'est pas d'une importance vitale pour la France. De leurs côtés, les Hongrois sont dans l'obligation d'accepter ce traité peu équitable. D'ailleurs, ils n'auront de cesse de

⁶ Michel Duchein, *Ibid.*, p. 96-98.

⁷ Michel Duchein, *Ibid.*, p. 97.

⁸ Michel Duchein, *Ibidem*.

vouloir le renforcer durant toute la durée de la guerre d'Indépendance. L'alliance française est en revanche essentielle pour eux.

Dans cette optique, il tente de signer une alliance légitime et traditionnelle. La France refuse, car elle n'a alors aucun intérêt à être pieds et poings liés par la signature d'un traité. L'apparition de la puissance russe affaiblit l'influence de Louis XIV en Hongrie puisque désormais, les Hongrois peuvent contourner l'alliance française et la diversifier. L'alliance avec l'Écosse s'avère pérenne tant que l'Angleterre surveille son voisin septentrional, et tant que les deux pays ont les mêmes intérêts à combattre cet ennemi commun. Elle est l'alliance de revers type. La France trouve un relais sur les îles Britanniques, brisant ainsi l'insularité protectrice de l'Angleterre. L'Écosse voit en la France une épée de Damoclès qui menace les riches possessions françaises de la famille d'Angleterre. La collusion des intérêts franco-écossais peut expliquer la longévité de cette alliance, qui cesse en 1560 avec l'avènement du protestantisme⁹.

Entre 1295 et 1560, elle se renouvelle plusieurs fois par siècle¹⁰ avant de tomber en désuétude. Elle est réactivée au moment de la guerre de Succession d'Espagne avec « *l'entreprise d'Écosse* » de 1708¹¹. Cette expédition maritime vise à rétablir un Stuart catholique, le fils de Jacques II sur le trône d'Écosse et ainsi ouvrir un second front dans le dos des Anglais. Malheureusement pour la France, l'amiral Forbin ne peut empêcher l'échec de cette expédition. Les derniers soubresauts de la vieille alliance de revers avec l'Écosse disparaissent définitivement dans les brumes des Highlands à Culloden le seize avril 1746, malgré la présence de deux régiments français. Le « *Auld d'Alliance* » tient assurément une grande place dans l'histoire diplomatique et militaire des deux pays. L'appellation donnée au traité de 1295 en est d'ailleurs reflet. *Auld d'alliance* signifie la « vieille alliance ». Selon Michel Duchein, elle a laissé beaucoup de souvenirs des deux côtés de la Manche¹². Ce lien semble aujourd'hui encore très vif. Ainsi, jusqu'aux échecs du XVIIIe siècle, la diplomatie française s'attache à conserver cette alliance avec les Écossais, tant elle constitue une menace pour les Anglais. Néanmoins, la confrontation des impérialismes bourbonniens et habsbourgeois oblige la diplomatie française à diversifier ses alliances militaires, afin de garantir l'inviolabilité de ses frontières.

⁹ Michel Duchein, *Ibid.*, p. 200-211.

¹⁰ Michel Duchein, *Histoire de l'Écosse*, Fayard, Paris, 1998.

¹¹ Michel Duchein, *Ibid.*, p. 328-331.

¹² Michel Duchein, *Ibidem*.

La préparation d'une nouvelle diversion contre l'Angleterre en 1708

Les premiers engagements semblent favorables et les armées du Roi Très Chrétien, et celles de ses alliés ont l'initiative jusqu'à la bataille d'Höchstädt en 1704. La situation militaire devient critique à partir de 1706. Cette année constitue un tournant aux Pays-Bas. Elle est qualifiée « *d'année terrible* »¹³ par Lucien Bély. Dans l'est, le théâtre d'opérations hongrois s'équilibre. Après des débuts encourageants et l'envoi d'une aide significative, la rébellion des Kurucs s'essouffle. Le consensus établi entre la noblesse et la paysannerie par François II Rakóczi se fissure à la suite des désastres de Tirnau en 1704 et de Trencsen en 1708. Des tensions apparaissent entre les émissaires français et les chefs magyars, comme en témoigne le récit de Louis Lemaire¹⁴. L'inertie du marquis des Alleurs et son refus d'intégrer la Russie à la guerre en Hongrie brisent les liens de confiance. Suite à la réorganisation militaire opérée par Eugène de Savoie en Autriche, et la victoire navale Anglo-hollandaise de Vélez-Malaga en 1704, les troupes de la coalition de La Haye prennent inexorablement l'avantage sur celles de Louis XIV, cela sur tous les théâtres d'opérations. Aux Pays-Bas, la bataille de Ramillies de 1706 traduit bien les difficultés militaires des armées franco-espagnoles. Les alliances de revers orientales ne suffisent plus à briser les velléités opérationnelles des alliés. Il apparaît indispensable d'ouvrir un nouveau front plus proche des puissances maritimes. Le but est de réduire la pression militaire sur les troupes franco-espagnoles des Flandres. Jacques François Stuart, prétendant catholique au trône de Grande-Bretagne¹⁵, sert de prétexte à une intervention en Écosse. Elle doit contrer l'afflux financier en provenance d'Angleterre et détourner une partie des soldats de l'armée des Flandres de Marlborough vers le nord de l'Angleterre. Ce projet n'est pas une innovation tactique. Par le passé, il a permis d'enrayer l'invasion anglaise en France et aux Pays-Bas¹⁶.

Le lien entre la France et l'Écosse se perpétue pendant la guerre de Succession d'Espagne avec « *l'entreprise d'Écosse* » de 1708¹⁷. Une lettre écrite à Versailles le huit mars 1708 par Louis XIV au marquis des Alleurs expose les objectifs :

¹³ Lucien Bély, *Les relations internationales en Europe XVIIe-XVIIIe siècles*, Paris, PUF, 2001, p. 400.

¹⁴ Béla Kopecki, *Hongrois et français de Louis XIV à la révolution française*, Chapitre IX, CNRS, Paris, 1983, p. 217 - 236.

¹⁵ Nom du royaume d'Angleterre, après l'absorption de l'Écosse en 1707.

¹⁶ Au début du XVe siècle, une troupe est envoyée par le roi d'Écosse à la suite du désastre d'Azincourt en 1415. Elle remporte de nombreuses et importantes victoires sur les Anglais, et évite au roi de France la capitulation. Cette épopée s'achève à la bataille des Harengs le 12 février 1429 près d'Orléans.

Informations complémentaires dans : Michel Duchein, *Histoire de l'Écosse*, Fayard, Paris, 1998, p. 328-331.

¹⁷ Michel Duchein, *Histoire de l'Écosse*, Fayard, Paris, 1998, p. 328-331.

*« Je suis également persuadé que les sujets de ce prince s'estimeront également heureux de contribuer à le rétablir dans la place de ses ancêtres ».*¹⁸

Dans cet extrait, il faut préciser que le mot « prince » désigne Jacques III Stuart et que le pronom personnel « je » désigne Louis XIV. Pour la diplomatie française, le rétablissement de Jacques III d'Angleterre est légitime. Les services diplomatiques s'attachent à justifier cette intervention sur le plan international. Une autre partie de la lettre du huit mars montre cet aspect :

*« D'être eux mesme délivré des impositions continuelles dom ils sont accablez pour soutenir une guerre qui leur est étrangère ».*¹⁹

En réalité, cette volonté de réactiver l'alliance franco-écossaise médiévale renaît dans l'esprit de la diplomatie française dès l'année 1703. Les conseillers de Louis XIV veulent profiter de la présence du fils de Jacques II en exil dans la demeure royale de Saint-Germain-en-Laye. Le prince écossais dispose de plusieurs surnoms en Angleterre, *le prétendant*, *le roi d'Angleterre*. Ces deux appellations prouvent qu'il dispose de partisans. *Le chevalier de Saint-Georges* est un autre prête-nom que l'on retrouve fréquemment. Les Mémoires de Saint-Simon nous en apprennent davantage sur Jacques Stuart. Il exprime une opinion largement répandue à la cour de Versailles.

*« Sa volonté et sa fermeté fussent gâchées par une mauvaise éducation, austère et resserrée, que la dévotion mal entendue lui fit données par la reine mère ».*²⁰

Il dispose d'une cour à Saint-Germain-en-Laye. Cette dernière est principalement composée d'Écossais et d'Anglais qui le reconnaissent comme leur souverain. En plus de la France et à l'échelle européenne, seuls l'Espagne, le duché de Modène, ainsi que le Saint-Siège le reconnaissent pour roi d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande. Les deux premiers sont les alliés de la France dans la guerre de Succession d'Espagne, tandis que la papauté apporte son soutien à une famille régnante catholique plutôt qu'aux protestants. Il faut également rappeler que le pape Clément XI, anciennement le cardinal Albani, a été élu suite aux

¹⁸ AAE, Cor. Pol., Hongrie, vol. 13, f° 18.

¹⁹ AAE, *Ibid.*, f° 18-19

²⁰ Michel Duchein, *Ibid.*, p. 15.

intrigues et au droit d'exclusive²¹ déposé par la France à l'encontre de la personne du cardinal Mariscotti, alors premier choix du conclave de 1700. Clément IX est un pape favorable au parti français qui monte sur le trône pontifical et qui défend ponctuellement les intérêts de son bienfaiteur. Les desseins de ce que l'on appelle en 1708 « *l'Entreprise d'Écosse* » sont triples : aider à la restauration de la dynastie des Stuarts en Écosse afin d'ouvrir un nouveau front dans les îles Britanniques d'abord ; provoquer la réduction de la présence militaire anglaise aux Pays-Bas ensuite ; stopper l'afflux financier de Londres vers les armées impériales en Hongrie et sur le Rhin enfin. Malgré l'évidente utilité stratégique de l'envoi d'un corps expéditionnaire pour soutenir la restauration des Stuarts, le Roi-Soleil hésite à soutenir une nouvelle entreprise de revers. En réalité, il conserve le souvenir du cuisant échec de la tentative de restauration de Jacques II Stuart en Irlande et en Écosse entre 1689 et 1690. Dans cette prise de décision, l'influence de Madame de Maintenon est décisive. La première raison pour laquelle la favorite du roi appuie le projet se trouve dans son entourage : elle est en effet une amie de la mère du prétendant, Marie de Modène (1658-1718). À cela, s'ajoute une dimension religieuse. Madame de Maintenon dirige le clan des dévots à la cour de France. Dans sa logique il est impératif de soutenir la restauration d'un prince catholique face à la reine anglicane Anne Stuart de Grande-Bretagne. De plus, elle est également très liée aux pieux ducs de Chevreuse et de Beauvillier. Fortes de ce soutien et de l'influence de Madame de Maintenon sur le roi, les premières mesures sont prises à la fin de l'année 1707, année de la signature de l'*Union Act* entre l'Écosse et l'Angleterre. Ce traité place l'Écosse sous la domination de l'Angleterre. Il est donc urgent pour la diplomatie française d'intervenir. Le plan mis au point compte sur l'orgueil national écossais. Le Roi-Soleil l'affirme au marquis des Alleurs :

*« Comme les Écossais ont encore plus de sujets que les Anglais d'être mécontents du présent gouvernement ».*²²

L'Écosse est une terre fertile, prompte au déclenchement de rébellions. L'Histoire de cette nation s'est principalement construite autour de son opposition à l'Angleterre. Le débarquement est donc logiquement prévu sur la côte écossaise, fief des Stuarts :

*« Il est parti le 7 de ce mois pour aller à Dunkerque s'embarquer et passer au plus tôt en Écosse ».*²³

²¹Droit de veto attribué aux grandes puissances catholiques européennes.

²²AAE, *Ibid.*, f° 19

Lettre écrite le huit mars 1708 à Versailles

En plus de l'Histoire, les certitudes de Louis XIV envers l'Écosse s'appuient sur le rapport de mission de l'agent Hooke, envoyé en Écosse. Il affirme que les chefs de clans écossais sont prêts à se soulever massivement en faveur de l'héritier Stuart. Si la mission veut réussir, le déclenchement d'un soulèvement général des clans est absolument nécessaire. En effet, malgré l'envoi d'un important corps expéditionnaire français, le retour de Jacques III doit passer pour un élan populaire, seul gage possible de future légitimité auprès des cours européennes. L'entreprise d'Écosse est véritablement une opération de grande échelle. Elle nomme l'un des marins les plus téméraires de la Royale en la personne du comte Claude de Forbin²⁴. L'armada placée sous ses ordres est assez importante. Elle doit réussir le débarquement de Jacques VIII d'Écosse sur les côtes écossaises, à l'embouchure de la rivière Water of Leith, appelée Édimbourg dans les sources²⁵. Toujours dans la lettre du huit mars, Louis XIV montre son effort au marquis des Alleurs, et par son intermédiaire au prince François II Rakóczi :

« Qui m'ont déterminé à faire armer à Dunkerque une escadre et à donner au Roy d'Angleterre un nombre considérable de mes troupes pour l'accompagner en Écosse et pour soutenir ceux de ses fidèles sujets qui se déclareront à luy ». ²⁶

En réalité cet effort reste assez limité si l'on se réfère aux Mémoires du Comte Claude de Forbin. C'est le cas tout d'abord sur le plan naval.

[...] m'étant rendu à Dunkerque, je travaillai avec toute la diligence possible à l'armement de trente vaisseaux corsaires, et cinq vaisseaux de guerre. J'eus bien des difficultés à surmonter ; mais enfin j'en vins à bout. ²⁷

Versailles ne met à disposition que cinq vaisseaux de ligne de cinquante canons appartenant à la Royale. Le reste de l'escadre est composé de trente vaisseaux corsaires. Ils sont commandés par des capitaines subordonnés à Forbin, comme les chevaliers Tourouvre²⁸

²³ AAE, *Ibidem*.

²⁴ Claude de Forbin, Amiral-comte, *Mémoires du Comte Forbin, 1656 – 1733*, ed. Mercure de France, Mesnil-sur-l'Estrée, Firmin Didot, 2008.

²⁵ Claude de Forbin, Amiral-comte, *Ibid.*, p. 438.

²⁶ AAE, *Ibidem*.

²⁷ Claude de Forbin, *Ibid.*, p. 433.

²⁸ Jean-Alexandre de la Vove, chevalier de Tourouvre, fils aîné du marquis de Tourouvre. Né en 1667, il a 41 ans au moment de l'expédition. Brillant, il meurt avec le grade de lieutenant général en 1716.

ou Nangis²⁹. Plus rapides³⁰, ce sont surtout des vaisseaux de faible capacité en tonneaux, armés pour la guerre et disposant d'équipages robustes et expérimentés. Le financement de cette opération ne coûte rien au Trésor royal français puisqu'elle s'organise sur les fonds récoltés par les prises de l'escadre du nord lors de la campagne de 1707³¹ :

« Il n'y avait plus de fonds dans la marine pour aucun armement ; la dépense qu'on venait de faire pour le passage du roi d'Angleterre, et l'armement de l'escadre pendant l'hiver avait consumé tout le produit des prises que j'avais faite [le comte de Forbin] de la campagne précédente. »³²

Louis XIV fournit également un contingent limité à six mille hommes de troupe³³. Finalement, dans cette opération de diversion, la cour de France ne prend qu'un risque limité avec l'engagement de six mille hommes et de cinq navires de guerre de moyenne envergure. De plus, Versailles est pleinement disposé à perdre les éléments mobilisés dans l'opération, d'autant que les pertes enregistrées seraient bien inférieures aux bénéfices engrangés par le succès de cette expédition³⁴.

Le plan de l'opération est clair. Ce dernier prévoit qu'une fois le débarquement effectué, le commandement passera au comte de Gacé³⁵ promu maréchal de France pour l'expédition.

²⁹ Pierre-César de Bricheateau, chevalier de Nangis (1683-1728). Il a 25 ans lors de l'opération. Il est fait prisonnier le 23 février 1708 alors qu'il commande le *Salisbury* de 54 canons (navire pris aux Anglais, réarmé mais pas débaptisé) et 300 hommes. C'est le fils cadet du marquis de Nangis, un brillant officier de l'armée de terre ayant une bonne réputation à la cour de Versailles.

³⁰ Claude de Forbin, *Ibid.*, p. 431.

Au sujet de la préparation de l'opération, Forbin fait valoir au ministre de la marine Pontchartrain, le meilleur usage de vaisseaux corsaires pour transporter des troupes, plutôt que des flutes ayant des capacités de transport supérieur, mais qui sont moins manœuvrières et moins rapides. Cette rapidité doit permettre à la flotte de distancer les navires de guerre anglais mieux armés mais plus lourds. Les navires corsaires ont également un tirant d'eau plus faible, ce qui peut leur permettre de passer au-dessus des bancs de sable présents à la sortie du port de Dunkerque. L'ensemble de ces éléments doivent permettre à l'escadre et aux 6.000 hommes de franchir le blocus anglo-britannique.

³¹ Claude de Forbin, *Ibid.*, Année 1707, p.394 – 433.

La campagne de 1707 voit l'escadre du Nord voguer le long des côtes de Norvège jusqu'à la ville de Kola (aujourd'hui Mourmansk en Russie) et revenir à Dunkerque par l'ouest de l'Irlande.

³² Claude de Forbin, *Ibid.*, p. 455.

³³ Claude de Forbin, *Ibidem.*

³⁴ Claude de Forbin, *Ibid.*, p. 431.

A propos des éléments engagés dans cette opération, Forbin fait remarquer à Pontchartrain le risque à engager ces forces navales et terrestres dans cette entreprise : *« que si la descente se faisait [le débarquement], les six mille hommes étaient sûrement perdus, et les forces du royaume diminuées d'autant [...]. A tout cela on ne répondit que comme on avait déjà fait : qu'on ne souciait pas de perdre ces 6.000 hommes, pourvu qu'on donnât satisfaction au roi d'Angleterre. »*

³⁵ Charles-Goyon de Matignon (1647-1711) fait valoir de longs états de services dans l'armée de terre, mais sans éclat. Il débute sa carrière durant la guerre de dévolution en 1667. Au moment de l'expédition d'Ecosse, il a soixante-et-un ans. Il est fait maréchal de France sur le bâtiment de Claude de Forbin le 18 février 1708. Il effectue toute sa carrière militaire sous le nom d'emprunt de comte de Gacé.

Le prince est quant à lui accompagné de vingt Écossais de sa cour, dont deux anciens ministres de son père : les sieurs Middleton et Perth³⁶. Ils sont le symbole de la continuité et de la légitimité de Jacques VIII à régner sur l'Angleterre, l'Irlande et l'Écosse. Le prétendant doit ensuite soulever le pays et faire le lien entre les chefs de clans écossais et le maréchal de Gacé. Ce plan basé sur un effet de surprise devant prendre au dépourvu la flotte anglo-hollandaise basée en Angleterre, en Hollande et dans les ports des Pays-Bas d'Ostende, de Nieuport et d'Anvers ne sera jamais appliqué. La perte de l'effet de surprise se fait en trois temps. Des retards à l'embarquement donnent des indications aux alliés. Ces contretemps proviennent d'un manque de préparation logistique, de la malchance et de fautes de commandements liées à la mauvaise entente des ministères de la Marine et de la Guerre³⁷. Comme le laisse entendre la fin de la citation précédente, des difficultés apparaissent rapidement dans la mise en œuvre de l'embarquement.

L'échec de l'expédition du comte de Forbin

Les premières difficultés interviennent au niveau logistique. Le matériel destiné à l'armement général de la flotte de transport et d'escorte n'est pas prêt. À la fin de l'année 1707, les entrepôts militaires de Dunkerque ne sont pas en état d'équiper les trente-cinq vaisseaux de l'escadre et les marins. Forbin fait état de cette réalité :

« Je trouvais, en arrivant à Dunkerque, les magasins du roi dans un désordre inconcevable : ils manquaient généralement de tout ce qui était nécessaire pour un armement. Il n'y avait que de mauvaises voiles ; toutes les armes étaient mêlées ; la plupart des sabres manquaient de fourreaux, et ne coupaient pas ; et les poudres ne valaient pas mieux que le reste.³⁸ »

Les responsables de ce désordre sont l'Intendant du port de Dunkerque, le sieur Duguay, et l'Intendant de l'armement, le sieur de Beauharnais³⁹. En plus de l'armement de la flotte qui laisse supposer une opération de grande envergure, la reconstitution des stocks et le rangement des entrepôts attirent l'attention d'agents anglais nécessairement présents dans le

³⁶ Claude de Forbin, *Ibid.*, p. 442 et 444.

³⁷ Claude de Forbin, *Ibid.*, p. 436.

³⁸ Claude de Forbin, *Ibid.*, p. 380.

³⁹ Claude de Beauharnais (1674 – 1736) est le sixième fils de François de Beauharnais, mort en 1694. Il a deux frères dans la marine ; l'aîné, François, est le plus remarquable. Il est commissaire ordonnateur en 1694. Il termine sa carrière comme intendant de marine et de justice en Acadie. Une ville du Québec porte son nom.

port d'attache de l'escadre française du nord. De plus, les équipages ne sont toujours pas là à l'arrivée de Forbin à Dunkerque. La perte de l'effet de surprise inquiète le commandant de l'Entreprise écossaise :

« Nous n'avions point encore nos matelots : j'appréhendais que l'arrivée des six mille hommes jointe à un armement si considérable qui se faisait sous les yeux des ennemis ne donnât lieu à de nouvelles conjectures, d'autant mieux que le projet s'ébruitait toujours davantage, par le mouvement qu'on faisait par toute la France, en faisant passer à Dunkerque tout ce qu'il y avait d'Anglais et d'Irlandais dans le royaume. »⁴⁰

Forbin rencontre alors le commandant des forces terrestres, le comte Gacé, pour qu'il donne l'ordre aux six mille fantassins de rester à Saint-Omer où ils sont cantonnés⁴¹. Il y stationne jusqu'à l'arrivée des marins. Puis à la malchance. Deux jours après l'arrivée des soldats à Dunkerque, Jacques Stuart pénètre à son tour dans la cité portuaire. Il est malade. De nombreuses sources, dont celle de la correspondance du marquis des Alleurs, détaillent une certaine malchance :

« Le Roy d'Angleterre est tombé malade de la rougeole en sorte que les médecins ont déclaré qu'ils ne pourroit être embarqué sans un péril évident. Ces raisons ont retardé son départ, mais j'ay lieu de croire quelles ne feront que différer l'exécution du projet, et que l'escadre ennemie que je croy mal armée n'empêchera pas le passage de la mienne ».⁴²

Malgré sa volonté d'embarquer, il doit être alité. L'expédition perd dix jours supplémentaires. C'est une période cruciale qui fait définitivement perdre le bénéfice de la surprise aux Français. Les Anglo-hollandais tirent profit de cette malchance et mobilisent leurs flottes à Gravelines à quelques kilomètres au sud de Dunkerque :

« Le retardement que cette maladie apporta au départ de la flotte donna le temps aux ennemis de se reconnaître. Trente-huit vaisseaux de guerre vinrent mouiller à Gravelines, à deux lieues de Dunkerque. Je fus les reconnaître moi-même ; et, après avoir bien vérifié que c'étaient des vaisseaux de guerre, j'écrivais à la cour, et je remarquai que les forces des ennemis étaient trop supérieures aux nôtres, pour entreprendre de sortir à leurs vues. »⁴³

⁴⁰ Claude de Forbin, *Ibid.*, p. 433.

⁴¹ Claude de Forbin, *Ibid.*, p. 434.

⁴² AAE, Cor. Pol., Hongrie, vol. 13, f° 23.

⁴³ Claude de Forbin, *Ibid.*, p. 434.

À la suite de la lettre de Forbin, l'optimisme du roi de France est amoindri. Il ne peut pas cacher plus longtemps les nombreuses difficultés que rencontre cette opération. En effet, durant ce laps de temps, des dissensions apparaissent au sein du commandement entre Forbin et Gacé. Les Mémoires de Forbin font état d'une altercation entre le commandant de la marine et le chef des forces terrestres. Elle porte sur le moment du départ et l'embarquement de Jacques Stuart :

« Alors, indigné de ne recevoir que des réponses qui ne signifiaient rien, je m'impatientai tout de bon ; et, haussant le ton : "Monsieur, lui dis-je, vous voulez faire embarquer le roi d'Angleterre avant le temps : prenez garde à ce que vous faites ; mais soyez bien persuadé que vous ne duperez ni la marine ni moi. »⁴⁴

Le maréchal de France Gacé ne croit pas du tout à la réussite de *l'Entreprise*, et décide de faire débarquer les six mille hommes massés dans les navires de transport. Ces derniers sont rembarqués sur l'ordre de Versailles. L'effet de surprise est définitivement perdu. Il était pourtant un aspect essentiel de l'exécution du plan. Toutes ces tergiversations dues à la maladie du prince permettent à l'Angleterre d'avoir vent du projet et lui donnent du temps pour réagir. Louis XIV reste conscient de cet état de fait :

« Il est cependant certain que le prompt armement des Anglais rend l'entreprise plus difficile qu'elle ne paroissoit. »⁴⁵

La maladie de Jacques VIII permet donc à l'Angleterre d'envoyer une flotte placée sous le commandement de l'amiral Byng. Mais ce dernier échoue à mettre Dunkerque sous blocus. Le prince rétabli, la flotte lève finalement l'ancre le dix-huit mars 1708 et parvient à forcer le passage grâce à la rapidité des vaisseaux corsaires. À peine l'escadre de l'amiral-comte de Forbin a-t-elle échappé au blocus qu'elle est dispersée par une tempête. Celle-ci induit une nouvelle perte de temps correspondant à l'obligation de rassembler la flotte au point de ralliement communiqué à tous les capitaines de vaisseau avant l'appareillage. De plus, la flotte anglaise prend en chasse l'escadre française pour l'empêcher de débarquer. Néanmoins, la flotte française arrive en vue le vingt-cinq mars de l'estuaire de la rivière Édimbourg. Plusieurs coups de canon sont donnés pour prévenir les jacobites écossais de la présence de la

⁴⁴ Claude de Forbin, *Ibid.*, p. 437.

⁴⁵ AAE, *Ibidem*.

flotte du prétendant Stuart⁴⁶. Aucune réponse ne revient de terre⁴⁷. Seules les pièces d'artillerie des bâtiments de Bying⁴⁸ répondent depuis l'entrée de l'estuaire. Le prince ordonne à Forbin d'opérer le débarquement. Ce dernier refuse au vu des conditions météorologiques et de la proximité de la flotte de guerre anglaise. Les dissensions réapparaissent sur le vaisseau amiral français. Engagé dans le très large estuaire de la rivière Édimbourg, la marine française est vulnérable, car elle ne peut tirer profit de sa vitesse, son seul atout face à la puissance de feu britannique. L'amiral de Forbin décide alors de mettre le cap au nord en direction d'Aberdeen, mais au large une nouvelle tempête empêche d'effectuer le débarquement. Talonné par la marine britannique, l'amiral français décide de ne pas courir le risque de débarquer les six mille hommes du roi avec Jacques III, et renonce à une autre tentative. Louis XIV en donne la raison dans une lettre écrite au marquis des Alleurs le douze avril 1708 à Versailles, c'est-à-dire la veille du retour Forbin à Dunkerque :

*« La flotte anglaise a suivi de si près mes vaisseaux qu'il ne leur a pas été possible de débarquer le prince en Écosse avec les troupes que je lui avoit donnés. »*⁴⁹

La flotte anglaise force effectivement Forbin à rebrousser chemin sans s'être acquitté de sa mission. Il ordonne de faire voile sur Dunkerque. Les Français y arrivent le treize avril 1708. L'entreprise d'Écosse est donc un échec puisque le prétendant Stuart n'a pas pu poser le pied sur la côte de son royaume. Louis XIV est présent pour les accueillir. Le prince et l'amiral de Forbin reçoivent du monarque un accueil courtois, mais froid, comme en témoignent ses paroles :

*« Je suis ravi de vous voir en bonne santé, mais je vous avoue que je suis bien fâché de vous revoir ici. »*⁵⁰

L'Amiral Forbin est rendu responsable de l'échec, non sans raison puisque sa mission était de faire débarquer le prince et les cinq mille hommes de troupe sur le sol écossais. Il est

⁴⁶ Claude de Forbin, *Ibid.*, p. 438.

⁴⁷ Édimbourg, le lieu du débarquement est choisi à la suite de contacts pris auparavant par l'agent jacobite Hooke. Trois jours auparavant, les ducs de Gordon, d'Athol et de Montrose attendaient Jacques Stuart avec des troupes et des navires. La frégate de reconnaissance nommée *La Protée*, commandée par Daniel-Alexandre de Rambures, avait pu les voir. Ils ne se manifestèrent pas car entre-temps, ils furent arrêtés par les autorités anglaises.

⁴⁸ L'Amiral Bying est un officier de renom de la marine britannique. Il prend Gibraltar en 1704, coupant l'accès de l'Atlantique à la flotte française de Méditerranée, basée dans le port de Toulon.

⁴⁹ AAE, Cor. Pol., Hongrie, vol. 13, f° 41

⁵⁰ Michel Duchéin, *Histoire de l'Écosse*, Fayard, Paris, 1998, p. 17.

un temps disgracié avant d'être rappelé à Dunkerque. Il demande sa mise à la retraite avec pension au début des années 1710. Le ministre de la Marine Jérôme Phélypeaux de Pontchartrain lui accorde. Il meurt vingt-cinq ans plus tard en 1733. Avant de s'éteindre, il accuse le prince Stuart d'être le seul et unique responsable de cet échec.

Si l'on dresse un bilan de l'entreprise d'Écosse de 1708, on se rend compte qu'elle occupe une large place dans les documents français de l'époque. Elle marque donc les contemporains. Pourtant, cette expédition n'a joué qu'un rôle mineur dans l'histoire de l'Écosse. On ne voit en effet aucun soulèvement dans toute l'Écosse durant toute la guerre de Succession d'Espagne. Néanmoins, il est difficile de dire quelle aurait été l'issue de cette expédition si le débarquement avait eu lieu. Pour Michel Duchein, il est certain que l'immense ralliement des clans à Jacques Stuart le catholique était exagéré dans le rapport de Hooke. Pourtant, l'Écosse était loin d'être une terre pacifique à cette date. Le terrain était fertile à la révolte, comme en témoigne celle qui se déclenche en 1715. Une seconde tentative d'exécuter une alliance de revers prend forme, mais avorte. La Hongrie n'est pas l'unique cas d'application de cette stratégie au cours de la guerre de Succession d'Espagne. L'alliance avec l'Écosse apparaît plus complexe par son ancienneté, son caractère codifié, son facteur dynastique.

Les effets escomptés sur les périphéries habsbourgeoises

Une opération de diversion destinée à pacifier les Pays-Bas et la Hongrie

John Lynn souligne l'idée que l'*Entreprise d'Écosse* est bien une opération de diversion. En cela, il s'oppose à la vision de l'historien américain Alfred Mahan⁵¹ qui, dans l'ouvrage, *Influence of the sea power upon history (1660-1783)*, affirme que Louis XIV voulait acquérir la maîtrise des mers. En réalité pour John Lynn :

« [...] ces opérations furent conçues à l'origine comme des diversions en appui des campagnes terrestres sur le continent. »⁵²

⁵¹ Alfred Mahan, *Influence of the sea power upon history (1660-1783)*, Boston, Little Brown and Compagny, 1890.

⁵² John Lynn, *Les guerres de Louis XIV, 1667 – 1714*, Paris, Perrin, 2010, p. 116.

« [Louis XIV] *considérait la marine comme le prolongement de l'armée de terre.* »⁵³

L'évolution des flottes de guerre anglo-hollandaises et françaises entre 1690 et 1700 corrobore l'idée que Louis XIV ne dispose pas des moyens nécessaires pour conquérir la suprématie maritime. En revanche, la marine dispose de forces suffisantes pour se mettre au service de l'armée de terre. Elle a les capacités de transporter et d'escorter un corps expéditionnaire, des agents ou encore des correspondances. Durant la guerre de Succession d'Espagne, elle pouvait s'acquitter de cette mission, tout au moins jusqu'à la bataille de Vélez-Malaga en 1704. Le nombre de bâtiments et leur capacité en tonneaux démontrent cette idée :

Années ⁵⁴	Flotte de bataille anglaise et hollandaise		Flotte de bataille française	
	Navires de guerre	Déplacement en tonneaux	Navires de guerre	Déplacement en tonneaux
1690	135	171 000	89	122 000
1695	189	236 000	119	190 000
1700	210	271 000	108	176 000

Jan Glette illustre dans son tableau comparatif que les puissances maritimes disposent de davantage de bâtiments que la Royale, mais que le tonnage moyen des navires des anglo-hollandais est moindre.

En 1700, celui des Français est supérieur d'un quart en moyenne. En effet, à la veille de la guerre de Succession d'Espagne, la taille moyenne d'un navire de guerre de Louis XIV est de 1 629 tonneaux contre 1.290 pour un bâtiment anglo-hollandais. Versailles mène une politique de construction navale axée sur les vaisseaux de gros tonneaux, c'est-à-dire des deux et des trois-ponts, capables d'emporter plus d'hommes et de canons à leurs bords. La capacité en tonneaux passe ainsi de 1370 en 1690, à 1629 en 1700 ; tandis que celle des puissances reste stable avec 1266 tonneaux en 1690, contre 1290 en 1700. Les nouveaux navires de

⁵³ John Lynn, *Ibid.*, p. 117.

⁵⁴ Jan Glette, *Navies and Nations: Warships and state building in Europe and America: 1500 – 1860*, vol. 1, Stockholm, 1993, p. 220 – 226.

guerre français appartiennent principalement à des classes de navires de guerre dits de « Ligne ». Plus lourds et moins rapides que des frégates⁵⁵, ils sont capables d'escorter efficacement des convois de commerce et de troupes, de combattre les pirates barbaresques ou de mener des opérations militaires contre les puissances maritimes. Regroupés en escadres, ces lourds bâtiments ne parviennent pourtant pas à surclasser la Navy durant la guerre de Succession d'Espagne, au cours d'affrontements réglés. La Bataille navale de Vélez Malaga en est un parfait exemple. Les Britanniques disposent généralement de bâtiments équivalents en termes de taille à ceux des Français, alors que ceux des Hollandais sont plus modestes. Les puissances maritimes cherchent à conserver leur suprématie maritime qui est l'essence de leur système économique, basé sur le commerce international et sur les colonies. Les Anglo-hollandais sont des puissances maritimes, d'une envergure mondiale, car plus ouverte sur les mers et les terres du globe. Durant les gouvernements des cardinaux Richelieu et Mazarin, la France a fait le choix inverse, celui de devenir une puissance résolument européenne, tournée vers l'intérieur des terres. Sa politique internationale montre son intérêt continental. Le conflit récurrent avec les Habsbourg, la pérennité de son alliance avec Constantinople et la politique des réunions en Allemagne, devant offrir la couronne impériale à Louis XIV, soulignent la volonté des monarques français de dominer l'Europe. Les Pays-Bas méridionaux comme la Hongrie sont intégrés dans ce choix européen que fait la France aux XVIe et XVIIe siècles. Une France qui n'hésite pas à mener des opérations de diversion, comme en Écosse ou en Hongrie, pour parvenir à conserver la couronne espagnole et conquérir les Pays-Bas méridionaux.

En cas de réussite, la diversion écossaise aurait bien pu faciliter la victoire du prince Rakóczi. Le lien entre l'Écosse et la Hongrie n'est pas limpide des points de vue géographiques et militaires. Il en existe pourtant plusieurs. En premier lieu, ce sont deux nations identitaires à la recherche de leur indépendance d'antan. En 1700, elles sont placées sous la domination de leurs puissants voisins, respectivement l'Angleterre et l'Autriche. En second lieu, dans le cadre d'une guerre européenne et globale comme celle de la Succession d'Espagne, tous les fronts sont interdépendants. Le retrait d'un membre de la Grande Alliance de La Haye affecterait nécessairement les deux autres. Les lettres envoyées par le roi de France à son émissaire en Hongrie, dont nous avons précédemment vu de larges extraits, corroborent cette idée. En 1703-1704, la France avait tenté d'obtenir une paix séparée de

⁵⁵ En France, ce type de navire très rapide mais moins armé est principalement utilisé par les corsaires de Dunkerque.

l'empereur en voulant encercler Vienne avec le concours des armées du Rhin, d'Italie et des rebelles hongrois. Ce fut définitivement un échec après Höchstädt. Cette fois, c'est l'Angleterre qui est visée par la diversion écossaise. Si l'Angleterre ne prend qu'une part limitée dans l'effort humain de la coalition, elle finance la majeure partie des actions militaires des Impériaux. Ils sont la banque de la coalition contre la France. Or sans argent il n'y a ni armée puissante ni diplomatie performante. La restauration du prince Stuart, favorable à la France, sur les trônes unifiés d'Écosse, d'Irlande et d'Angleterre signifierait la signature d'une paix séparée de l'Angleterre et son engagement auprès de la France. Cette dernière bénéficierait alors du soutien financier des Anglais, alors que les Impériaux perdraient une manne financière indispensable à la poursuite de la guerre en Hongrie et aux Pays-Bas. Les conséquences générales de ce renversement d'alliance seraient donc l'affaiblissement considérable de la coalition. La Grande Alliance de La Haye perdrait d'un même coup son banquier, l'important réseau diplomatique (et d'espionnage) britannique, ainsi que le corps expéditionnaire anglais commandé par Marlborough. La réussite de l'Entreprise d'Écosse signifierait par conséquent un recul financier, diplomatique et militaire de cette coalition. Elle pourrait ramener la paix en Europe, notamment aux Pays-Bas. Louis XIV évoque cette éventualité dans sa lettre au marquis des Alleurs :

*« Si Dieu bénissant cette entreprise le succès qu'elle aura devient un moyen certain pour assurer la paix si nécessaire à la chrétienté ».*⁵⁶

Dans l'autre périphérie de l'Empire habsbourgeois, en Hongrie, le prince Rakóczi avait besoin de cette réussite. Au début de l'année 1708, la rébellion hongroise est en proie à d'importantes difficultés. Le mouvement a atteint son apogée lors de l'année précédente, en 1707. Il doit désormais faire face à des dissensions internes, à la dépréciation de sa monnaie de cuivre, à l'apparition de la peste, et à un isolement géographique, militaire et diplomatique de plus en plus pesant. De plus, forts de l'avantage pris sur les troupes françaises aux Pays-Bas depuis Ramillies, les Impériaux décident de se concentrer sur la réduction de l'insurrection hongroise en renforçant l'armée de Hongrie. Les difficultés militaires que rencontre le prince Rakóczi sont alors croissantes. Le marquis des Alleurs informe le prince de cette expédition maritime qui, par la connexion des fronts européens, pourrait être bénéfique à l'insurrection. Dans une lettre écrite à Louis XIV le vingt-six avril 1708 de Cassonie, l'émissaire français informe son monarque que l'information a bien été transmise :

⁵⁶ AAE, *Ibid.*, f° 19

*« Je luy ai aussi communiqué la résolution que Votre Majesté a prise d'assister le Roy d'Angleterre pour remonter sur le trône ».*⁵⁷

Le prince de Transylvanie apprend la nouvelle avec satisfaction. Il manifeste son contentement au roi de France à deux reprises. Respectant la bienséance diplomatique, il le fait via le marquis des Alleurs en réponse à sa lettre du dix-neuf avril 1708, c'est-à-dire celle qui l'a informé de l'*Entreprise d'Écosse* :

*« Je vous remercie aussi monseigneur en particulier de ce que vous estes hâtés de me faire savoir des nouvelles si agréables ».*⁵⁸

Plus loin dans la lettre, il le fait de manière plus explicite encore :

*« Les desseins que S M T Ch⁵⁹ a prise en faveur du Roy d'Angleterre et lequel je souhaite de tout mon cœur qu'il réussisse ».*⁶⁰

Au niveau local, le bénéfice que les Hongrois peuvent espérer retirer de cette diversion est multiple. D'abord il y aurait une réduction de la pression impériale sur la rébellion, une paix honorable ensuite, et éventuellement l'indépendance enfin. Le Roi-Soleil informe le marquis des Alleurs et le prince François II Rakoczi de tous les détails de l'expédition :

*« Je vous en ferray savoir les fruiter afin que vous puissiez faire de cette connaissance l'usage que vous croirez qui conviendra au bien de mon service ».*⁶¹

Le roi de France lui annonce l'échec de l'expédition dans une lettre écrite le douze avril 1708 à Versailles :

*« Le chevalier Fourbin qui commandait les miens s'est conduit d'habileté, et les officiers de l'escadre on si bien fait leur devoir qu'après quelques canonnades inutiles mes vaisseaux sont rentrés dans le port de Dunkerque sans autre perte que celle d'un seul navire nommé le Salisbury⁶² pris dans cette guerre sur les Anglois et qu'ils ont repris parce qu'il s'est trouvé engagé entre leurs vaisseaux ».*⁶³

⁵⁷ AAE, *Ibid.*, f° 87

⁵⁸ AAE, *Ibid.*, f° 101

⁵⁹ Sa Majesté Très Chrétienne.

⁶⁰ AAE, *Ibid.*, f° 102

⁶¹ AAE, *Ibid.*, f° 23

⁶² Le *Salisbury* est Commandé par le chevalier de Nangis. Claude de Forbin est étonné de cette prise à son retour dans le port de Dunkerque : « J'appris en débarquant que le chevalier de Nangis avait été pris. Cette nouvelle m'étonna car il avait le meilleur vaisseau de l'armée. Comme il était jeune [il a seulement 25 ans], il manquait d'expérience : il ne prit pas toutes les précautions nécessaires pour se sauver, et se prépara à combattre, au lieu de faire force de voiles. »

Claude de Forbin, *Ibid.*, p. 443.

⁶³ AAE, *Ibid.*, f° 41

Après l'échec de l'encerclement de Vienne, *l'Entreprise d'Écosse* anéantit une nouvelle fois les espoirs français de mettre rapidement fin à la guerre de Succession d'Espagne. Les Anglais restent donc dans le camp de la coalition. La pression exercée sur les troupes françaises après la bataille de Ramillies en 1706 se fait alors de plus en plus forte. L'entreprise d'Écosse pouvait obliger les Anglais à une paix séparée, ou du moins à retirer une partie de leur corps expéditionnaire des Pays-Bas méridionaux. Les forces hollandaises et les mercenaires allemands ne pouvaient pas espérer tenir longtemps sans les troupes britanniques. Face à ce désengagement, les troupes françaises de Villeroy auraient certainement la possibilité de reprendre l'initiative afin de porter la guerre hors de Belgique, dans les Provinces-Unies.

Les diversions de Londres, de Lessinghe et d'Amsterdam

Cet échec apporte une certaine disgrâce à Claude de Forbi. Cependant, il propose de monter une opération de diversion en Angleterre avec le concours des bâtiments de Dunkerque. Comme l'entreprise d'Écosse, elle a pour but de détourner l'Angleterre des Pays-Bas méridionaux. En cas de réussite, elle doit produire les mêmes bénéfices sur les fronts de Belgique et de Hongrie. Les diversions militaires sont montées dans un contexte de plus en plus chaotique pour les Bourbons qui voient la perte totale des Pays-Bas se dessiner d'année en année. Les alliés reprennent en effet leur avancée en Flandre et assiègent Lille, un verrou majeur de la ceinture de fer de Vauban. Il expose ce projet dans ses mémoires :

« Revenant sur la situation des affaires de l'Europe et sur les moyens de rendre service au roi, j'imaginai un projet qui aurait pu donner bien de l'embarras aux Anglais [...]. Les Anglais faisaient pour lors le siège de Lille et avaient réuni toutes leurs forces contre cette place : c'est ce qui avait donné lieu à ce que j'avais projeté. Voici comme j'en écrivis au ministre [Pontchartrain].⁶⁴ »

« Toutes les forces des ennemis, poursuivais-je, sont employées au siège de Lille, sans qu'il soit resté aucun soldat en Angleterre, que quelques malheureuses milices sur lesquelles on ne saurait faire fond. L'armée du roi est à portée de la marine, et en état d'être embarquée dans très peu de temps. Si la cour voulait faire passer trente mille hommes en

⁶⁴ Claude de Forbin, *Ibid.*, p. 453.

Angleterre, je m'engagerai à faciliter ce passage dans six, douze et dix heures.⁶⁵ »

Claude de Forbin appuie son projet de diversion en faisant valoir que le contexte social en Angleterre serait favorable aux Français et à Jacques Stuart :

« Vous n'ignorez pas que ce royaume est plein de divisions, et qu'une bonne partie des peuples se déclareraient pour les Français. Nos trente mille hommes marchant droit sur Londres, le prendront infailliblement. »⁶⁶

À l'instar des Provinces-Unies, les milieux marchands britanniques sont en effet las de la guerre et des risques commerciaux que prennent les armateurs de convois face aux corsaires de Dunkerque. Le parti jacobite n'est pas aussi puissant en Angleterre qu'en Écosse, mais il peut assurément aider les troupes françaises à prendre Londres et à installer Jacques Stuart sur les trônes unifiés de Grande-Bretagne. Il continue son propos en soulignant les bénéfiques.

« Il est aisé de comprendre que la prise de cette capitale causerait une étrange révolution dans le royaume ; que, pour peu que les ennemis tardassent à y envoyer du secours, nos troupes seraient en état d'y faire bien des progrès ; que, quelques diligences qu'on apportât pour faire avancer les secours, les ennemis ayant à faire bien du chemin par mer et par terre, il serait difficile que nous ne leur eussions pas déjà fait beaucoup de mal avant leur arrivée, mais que tout au moins, quand nous n'y gagnerions rien autre, les Anglais seraient obligés, pour secourir leur propre pays, d'abandonner le siège de Lille. »⁶⁷

L'objectif premier n'est pas d'apporter la paix aux Pays-Bas méridionaux ou l'indépendance à la Hongrie, mais bien de sauver Lille en menant une opération de l'autre côté de la Manche. Les effets sur les territoires périphériques n'interviendraient que dans un second temps. Même de manière indirecte, ces bénéfiques seraient bien réels. Ces opérations de diversion réalisées ou non sont donc à prendre en compte, car elles font partie intégrante de la guerre de Succession d'Espagne. Par l'interdépendance des fronts, les grandes puissances intègrent automatiquement leurs provinces à ces mêmes opérations de diversion. En cela, la proposition de Forbin s'accorde avec la théorie de John Lynn qui veut que la marine serve les

⁶⁵ Claude de Forbin, *Ibidem*.

⁶⁶ Claude de Forbin, *Ibidem*.

⁶⁷ Claude de Forbin, *Ibidem*.

opérations de l'armée de terre. La diversion anglaise n'est pas retenue par Versailles et ne sera jamais exécutée⁶⁸. L'échec de l'entreprise d'Écosse annihile pour un temps l'intérêt de Louis XIV pour ces expéditions militaires indirectes ; que la disgrâce de Forbin, commandant de l'expédition précédente, n'est plus la meilleure voix pour porter ce type de projet devant les ministres de la Marine et de la Guerre, ainsi que le roi. Les diversions sont certes très ambitieuses et très incertaines, mais elles possèdent toujours un fort potentiel géostratégique. La ville de Lille n'est pas pour autant abandonnée aux forces de la coalition de La Haye. Versailles confie une mission au commandant des forces navales de Dunkerque. Le duc de Bourgogne⁶⁹ ordonne au comte de Forbin de faire marcher ses troupes marines le long de la côte pour attaquer Lessingle. Situé en Flandre, c'est un poste militaire important entre Bruges et Nieuport. Il est considéré comme un élément avancé de la défense de la ville portuaire d'Ostende, un des principaux ports de commerce des Pays-Bas méridionaux. Ostende est également une base navale et logistique majeure pour le ravitaillement des troupes britanniques actuellement à Lille. L'idée stratégique est de couper l'approvisionnement en armes, en vivre et en fourrage des assiégeants. Forbin est à la tête de deux bataillons, le sien et celui du chevalier de Langeron. Ces troupes sont très expérimentées et sont habituées au corps à corps lors des abordages. L'opération débute par l'inondation des terres autour de Nieuport, ce qui crée le désordre, ravage le pays et accable les paysans et les artisans flamands. Les troupes de la Royale sont dirigées vers Lessingle et montent à l'assaut en première ligne⁷⁰. La place est prise et les soldats de marine renvoyés à Dunkerque. Ce succès n'empêche toutefois pas Lille de tomber aux mains de la coalition.

Le comte de Forbin propose une troisième opération de diversion visant le port d'Amsterdam. Cette fois-ci le projet se veut plus réaliste, il se base sur les 6 000 hommes que Versailles est prêt à sacrifier dans l'entreprise d'Écosse. Le commandant de la flotte de Dunkerque préférerait utiliser ces hommes dans un raid contre le principal port des Provinces-Unies pour détruire ce à quoi les Hollandais tiennent le plus, leur capacité commerciale. Le comte Forbin est habitué à attaquer les flottes de commerce anglo-hollandaises dans le cadre de courses. Il connaît bien cette thématique et l'impact de ces prises sur les milieux du négoce des puissances maritimes. Même sous escorte, les bâtiments de Forbin frappent durement les convois marchands en mers du nord, de Norvège, Blanche et Baltique. Plusieurs exemples

⁶⁸ Claude de Forbin, *Ibid.*, 454.

⁶⁹ Claude de Forbin, *Ibidem*.

⁷⁰ Claude de Forbin, *Ibid.*, p. 455.

d'attaques et de prises sont cités dans les Mémoires⁷¹. À l'image de l'Angleterre, il explique son plan au ministre de la Marine Pontchartrain dès la fin de l'année 1707.

« Mais faisons mieux [à propos de l'entreprise d'Écosse] : puisque la cour consent à la perte de ces troupes, donnez-les-moi. Je prendrai mon temps, et quand les armées seront occupées en Flandre, j'embarquerai ces six mille hommes dans de petits bâtiments, auxquels je joindrai les galères. Je vous réponds de sortir de la rade à la barbe des ennemis, sans qu'ils puissent m'en empêcher. J'irai attaquer Amsterdam que je trouverai dégarni de soldats, et qui ne sera défendu que par de mauvaises milices. »⁷²

Il s'appuie sur le constat que la garnison d'Amsterdam est minimale et l'armée anglo-hollandaise très engagée au sud sur la frontière française. Forbin cherche à tirer profit d'une certaine insouciance des autorités hollandaises, persuadées que son territoire est à l'abri d'une attaque française vu la situation militaire. Une nouvelle fois, la marine française doit servir de support logistique, de forces de projection à un corps expéditionnaire terrestre. L'objectif est donc de frapper les structures économiques des Provinces-Unies :

« Je me rendrai maître de la ville. Je commencerai par brûler mille navires qui sont dans le port ; et comme je ne prétendrai pas prendre cette place pour la garder, je la réduirai en cendres, et vous aurez la paix dans quatre jours. Car, vous savez aussi bien que moi, monsieur, toute la richesse et toute la force de la Hollande consistent dans cette ville ; et que vous comprenez fort bien qu'après l'expédition que je vous propose, et la perte qui en reviendra aux ennemis, les Hollandais n'auront pas envie de continuer la guerre, et s'estimeront heureux qu'on veuille leur donner la paix. »⁷³

Cette action de diversion pourrait effectivement être dévastatrice pour les Hollandais et avoir pour effet de ramener la paix aux Pays-Bas méridionaux. En 1707, les armateurs commencent déjà à se languir d'une paix seule capable de ramener une prospérité toujours bénéfique au commerce. Les services de renseignement français pensent qu'une paix séparée serait possible avec les Provinces-Unies, d'où l'ouverture de négociations à l'initiative de la France à partir de 1709. En détruisant les navires de la rade et en brûlant les bureaux de

⁷¹ Les Anglais et les Hollandais protestent vivement auprès de Versailles après que le commerce avec la Moscovie fut interrompu en mer Blanche et en Baltique lors de la campagne de 1707. Des dizaines de bâtiments de commerce furent brûlés et pillés :

J'appris à Brest, avec beaucoup de plaisir, que les Anglais et les Hollandais faisaient de grandes plaintes sur l'interruption de leur commerce, et sur la perte de tant de vaisseaux que je leur avais brûlés.

Claude de Forbin, *Ibid.*, p. 412.

⁷² Claude de Forbin, *Ibid.*, p. 425.

⁷³ Claude de Forbin, *Ibidem.*

commerces et les entrepôts, Forbin pense que le milieu du négoce fera pression sur le Pensionnaire Anthonie Heinsius pour ramener la paix, sous peine de voir la république ruinée. Le désengagement unilatéral de la Hollande, dans la même logique que l'opération de Londres, affaiblirait considérablement la coalition sur le plan naval, et surtout terrestre. Les Hollandais disposent de 100 000 hommes sous les drapeaux sur le front belge. Sans ces hommes, Marlborough et Eugène de Savoie seraient mis en difficulté dans les Pays-Bas méridionaux. Les marchands anglais suivraient nécessairement l'exemple de leurs homologues hollandais, faisant voler en éclat l'alliance de La Haye. Claude de Forbin compte sur cet « effet domino » pour ramener une paix, également très attendue dans les provinces de Belgique. Le ministre Pontchartrain souligne que ce plan est une mission suicide. Cette analyse est partagée par Claude de Forbin :

« [Forbin répond à Pontchartrain au sujet de la très probable disparition du corps expéditionnaire], *mais les six mille hommes, les galères et les vaisseaux, que deviendront-ils ? Ce qu'ils pourront, lui répondis-je. Quand j'aurai brûlé Amsterdam, ce sera sauve-qui-peut.* »⁷⁴

Cette volonté de brûler une ville est une tactique employée à plusieurs reprises sous le règne de Louis XIV avec les bombardements de Bruxelles en 1695, puis de Namur en 1704. Cette opération de diversion ne sera jamais ordonnée en raison de la très probable perte du corps expéditionnaire et des vaisseaux engagés. De plus, Louis XIV a promis ses hommes à Jacques Stuart, et il ne peut pas les lui retirer.

Malgré le revers de Lessingle, la position des puissances maritimes se consolide en Belgique à la fin de l'année 1708 avec la prise de Lille. L'opération de l'infanterie de marine sur Lessingle ne change rien militairement, mais elle ajoute aux destructions subies par les populations flamandes. À la suite des avantages acquis par les Anglo-hollandais sur le front de Belgique, l'Autriche peut continuer sereinement à resserrer son étreinte sur les Kurucs en Europe centrale. Elle ne risque pas de voir ses alliés et financiers protestants signer une paix séparée. Quand l'escadre de Forbin entre dans le port de Dunkerque au retour de l'entreprise d'Écosse, les Magyars laissent sans doute s'envoler les derniers espoirs de victoire, tandis que les Belges voient s'éloigner une paix rapide. À partir de 1708, les difficultés sur les deux fronts des provinces périphériques de l'Empire habsbourgeois sont croissantes pour les Franco-espagnols et leurs alliés Hongro-bavarois. En Hongrie, ces revers se dévoilent en

⁷⁴ Claude de Forbin, *Ibidem*.

Haute-Hongrie à la suite de la bataille de Trenscen d'août 1708 et aux Pays-Bas après les prises de Lille (1708), Tournai et Mons (1709). L'initiative française de restaurer les Stuarts sur le trône d'Angleterre n'a donc pas pu soulager les Hongrois des incursions autrichiennes et les Belges de la guerre. Les propositions de Forbin de réaliser des diversions sur les centres économiques de Londres et d'Amsterdam restent lettre morte. L'entreprise d'Écosse reste donc la dernière opération de diversion menée par les troupes franco-espagnoles durant la guerre de Succession d'Espagne.

Les camisards, une diversion soutenue par la coalition de La Haye ?

Un soulèvement protestant dans les Cévennes

Les origines de la guerre civile qui se déroule dans les Cévennes se trouvent dans le conflit entre catholiques et protestants. Pour l'expliquer, il faut d'abord remonter à la révocation de l'édit de Nantes en 1685. Le revirement politique de Louis XIV, en matière de religion, change la vie de tous les protestants du royaume. Depuis la fin du XVI^e siècle, le contexte religieux en France s'est apaisé. Le Roi-Soleil a tout d'abord cherché à conserver ce climat, mais, poussé par le parti dévot que dirige sa favorite Madame de Maintenon, il rompt l'édit d'Henri IV, et déstabilise la relative unité religieuse de son royaume. Les protestants doivent alors se convertir ou quitter le royaume. Le souvenir des guerres de religion du XVI^e siècle est encore très vif dans les esprits, surtout dans les régions majoritairement protestantes comme le Languedoc, les vallées de Garonne et du Lot, le Quercy, le Vivarais ou le Dauphiné. Les réformés résistent et s'opposent à la volonté de Louis XIV. Versailles envoie des soldats pour faire respecter ses volontés. Les exactions et les violences envers les protestants s'accroissent. Elles sont connues sous le nom de dragonnades. Les conversions forcées se multiplient au sein du croissant fertile Huguenot.

Cela attise les rancœurs contre le pouvoir et les représentants du roi. À l'image de la Hongrie, le pouvoir absolu perd le soutien de la communauté protestante en voulant favoriser le catholicisme. Les Cévenols se révoltent pour leur culte et développent durant le conflit des pratiques fanatiques où les prophéties prennent une grande place. Ceci est dû à la pratique clandestine des rites. Après dix-sept années de persécutions, les Cévennes s'embrasent aussi

violemment qu'un feu de paille. Les troupes royales stationnées dans la région sont rapidement dépassées. Au même titre que la rébellion des kurucs, les camisards vont jouer un rôle non négligeable dans la guerre de Succession d'Espagne. Avant de comprendre leur implication dans ce conflit, dans la stratégie d'alliance de revers, ainsi que leur lien avec le soulèvement de Rakóczi, il convient au préalable de bien présenter cet épisode quelque peu méconnu du grand public. Le souvenir de ce soulèvement religieux et identitaire reste encore présent dans la mémoire des habitants des Cévennes. Le meilleur témoignage de ce souvenir se traduit par l'activité de l'université de Nîmes qui s'appuie sur les parutions de spécialistes tels que Philippe Joutard⁷⁵. La dénomination de *camisard* est le nom donné aux protestants des Cévennes et du bas Languedoc qui s'insurgent de 1702 à 1705 contre les exactions religieuses conduites par les dragons du roi de France. Le nom de camisard provient du mot « *camisarde* » qui signifie une attaque nocturne au cours de laquelle les rebelles portaient sous leurs plastrons, une chemise blanche pour se reconnaître. D'emblée, on comprend la nature de la guerre que mènent les Cévenols. C'est une *petite guerre* ou dans le langage moderne, une guérilla. Il n'y a ici peu de grandes batailles rangées. Elle prend la forme de coups de mains, d'embuscades, d'escarmouches. La guerre, que mènent les camisards et les Hongrois, est en marge de la révolution militaire qui touche l'Europe de l'Ouest à la fin du XVIIe siècle⁷⁶. Mais malgré cela, ces paysans ont-ils vraiment une chance face à une armée royale expérimentée et manœuvrière ? En théorie, il est bien évident que non, même si ce n'est pas le courage qui leur fait défaut. Ce type de guerre est nouveau pour l'époque. Elle dérouté les états-majors des armées régulières. La guérilla leur offre une chance de résister aux troupes réglées de Louis XIV pour préserver la liberté de pratiquer le culte protestant. De plus, le fanatisme des prophètes développe chez eux le sentiment qu'ils sont protégés par Dieu, qu'ils le servent et qu'ils sont donc invincibles. Cette confiance qui émane des combattants cévenols dérouté les royaux. Enfin, les camisards s'appuient sur la topographie de leur région pour mener leurs opérations. Les meneurs ont une parfaite connaissance du terrain et des chemins, donnant aux mécontents un avantage souvent décisif sur les forces catholiques.

Comme la Haute-Hongrie, elle s'accorde très bien aux actions de petite guerre. En effet, les reliefs des départements actuels du Gard, du sud de la Lozère et de l'est de l'Hérault sont particulièrement escarpés. Le relief accidenté prend la forme de grands plateaux calcaires

⁷⁵ Philippe Joutard, *Les Camisards*, Folio, Paris, 1976.

⁷⁶ Intervention effectuée le 16 Octobre 2008 à la Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine à Bordeaux.
Atelier n°1 : *Armée et diplomatie française en Europe centrale à l'époque moderne*.
Intervention : *L'influence de la pensée militaire française en France et en Pologne*.

(Causses) entrecoupés de gorges et de ravins profonds. Aujourd'hui encore, il n'est pas aisé de parcourir ce massif. En effet, le traverser d'ouest en est reste toujours très difficile, tandis que l'axe nord-sud ressemble à une route de montagne. Sur ce type de relief, on imagine bien les difficultés que pouvait rencontrer l'armée royale à tenir le terrain. Les nombreux lieux favorables aux embuscades offrent aux camisards des possibilités infinies pour attaquer les patrouilles de dragons. Les révoltés font ainsi peser une menace constante sur les soldats de Louis XIV. La peur suscitée par le harcèlement d'un ennemi insaisissable entame profondément le moral et la combativité des troupes du maréchal de Montrevel. Ce malaise se ressent dans la violence des exactions commises par l'armée. Le rapport de force n'est donc pas si déséquilibré qu'il y paraît. À l'instar de ce qui se passe en Hongrie, la petite guerre et la connaissance du terrain permettent aux rebelles, souvent moins bien armés, entraînés et moins nombreux qu'une armée régulière, loyaliste, de tenir la comparaison.

À l'image du mouvement kuruc, ce n'est pas une simple jacquerie. En effet, les sources de la rébellion remontent au-delà de 1702. Elles naissent des dragonnades, de la révocation de l'Édit de Nantes en 1685 et de la pression incessante des autorités religieuses et publiques pour extirper toute pratique du protestantisme. L'insurrection est un mouvement populaire et paysan qui ne rassemble pas plus de trois mille à quatre mille hommes. Elle bénéficie du soutien d'une population protestante majoritaire et acquise à leur cause. Les chefs furent eux-mêmes des hommes du peuple. Ainsi, Jean Cavalier est le fils d'un boulanger, Pierre Laporte dit Rolland est berger, Abraham Mazel et Jacques Couderc sont cardeurs. La rébellion peut également compter sur d'anciens militaires tels que Maurel dit Catinat, ainsi que Jouany et Ravenel⁷⁷. Jeunes, leurs âges respectifs ne dépassent pas celui de vingt-cinq ans et ils possèdent la même origine sociale et géographique que leurs hommes. Leur autorité est donc sans faille⁷⁸.

L'insurrection commence le vingt-quatre juin 1702 à Pont de Montvert en Lozère avec l'assassinat de l'abbé du Cheyla, inspecteur des missions catholiques. Les forces camisardes sont peu nombreuses, mais organisées. Au début de l'année 1703, date du déclenchement de l'insurrection hongroise également conduite par une majorité de protestants contre le pouvoir central catholique, les partisans cévenols comptent plus de mille cinq cents hommes en armes. Les commandants se répartissent les vallées en fonction de leur domiciliation. Comme les

⁷⁷ Marianne Carbonnier-Burkard, *La révolte des Camisards*, Rennes, Editions Ouest-France, 2012, p. 54.

⁷⁸ Marianne Carbonnier-Burkard, *Ibidem*.

Magyars, les camisards possèdent une connaissance parfaite du terrain. Jean Cavalier commande sept cents hommes avec le soutien de la cinquantaine de chevaux de Maurel. Son groupe est le plus organisé de la région. Il unit les brigades de plusieurs chefs locaux à la sienne pour former un volumineux groupe de combat dont les actions sont coordonnées par un État-major et un généralissime, Jean Cavalier. Il a sous ses ordres les brigadiers Rastelet, Catinat, Ravanel, Bonbonnoux. L'approvisionnement est assuré par des commissaires aux vivres dont le plus connu est certainement le sieur Claris. Ces officiers s'avèrent proches de leurs hommes, car ils sont issus du même milieu social, formant des groupes de combat uni.

La comparaison s'arrête ici puisque les effectifs et les moyens sont sans commune mesure.

La répression est d'abord confiée en 1703 au maréchal de Montrevel. Il emploie des méthodes brutales qui comme dans tout soulèvement identitaire ou religieux renforcent le soutien de la population aux mécontents. Comme en Hongrie, les incendies, les viols, les meurtres et les vexations perpétrés par les dragons royaux traduisent une méconnaissance totale des méthodes à employer pour résoudre ce type de trouble. À l'image des sources⁷⁹, les historiens Philippe Joutard⁸⁰, Patrick Cabanel⁸¹ et Henry Mouysset⁸² démontrent que le soulèvement cévenol n'est pas une jacquerie, mais bien une rébellion identitaire dont l'origine est la politique catholique mise en œuvre par les représentants du roi dès le début des années 1680.

En effet, une armée de partisans ne peut pas subsister sans le concours de la population. Or les exactions renforcent le lien entre les rebelles et les villageois. L'autorité du roi est ébranlée par la répression et entame gravement son image. Durant la guerre de Succession d'Espagne, la France doit faire face à une importante révolte située à une portée de mousquet de la frontière espagnole et de la Méditerranée. Elle est donc facilement soutenable par la coalition. Les Cévenols, qui connaissent parfaitement le terrain arrivent à immobiliser une armée de vingt-cinq mille hommes⁸³ et remportent quelques succès lors d'embuscades :

« 1800 camisards étaient campés près de Crose, dans un vallon profond, abrité par des rochers. Ils étaient là quand leurs sentinelles avancées aperçurent un détachement de 100 hommes de la garnison de Saint-Hippolyte⁸⁴, qui escortés à Desforts un des chefs de l'armée

⁷⁹ Mémoires des principaux chefs camisards ayant survécu au conflit, à savoir : Jean Cavalier, Abraham Mazel et Elie Marion

⁸⁰ Philippe Joutard, *Ibidem*.

⁸¹ Patrick Cabanel, *Itinéraires protestants en Languedoc du XVIe au XXe siècle : Les Cévennes*, Montpellier, Presses du Languedoc, 1998.

⁸² Henry Mouysset, *Les premiers camisards : juillet 1702*, Sète, Nouvelles presses du Languedoc, 2002.

⁸³ Henry Mouysset, *Ibidem*.

⁸⁴ Dans l'actuel département français du Gard, entre les villes de Nîmes et d'Alès.

royale. Les sentinelles eurent l'ordre de se cacher et le détachement passa. Mais à son retour, l'officier qui les commandait ordonna de faire feu sur les gardes avancés des camisards que l'on avait aperçus. Il n'avait pris la précaution de faire reconnaître la force des camisards, qui bientôt le cernèrent de toute part. Tout le détachement périt un seul sergent excepté. »⁸⁵

La situation apparaît tellement critique en mars 1704 que Louis XIV décide de remplacer Montrevel par l'un de ses meilleurs maréchaux, Villars. En effet, l'échec de l'encerclement de Vienne par les forces françaises, bavaroises et hongroises, la retraite du Tyrol et la brouille entre Maximilien-Emmanuel de Bavière et Villars montrent que la guerre est en train d'évoluer. Les Français ne sont plus en mesure d'espérer une paix séparée de l'Autriche et donc une victoire rapide sur les alliés. L'entretien des vingt-cinq mille soldats français constitue un handicap dans la conduite de la guerre de Succession d'Espagne. Ils seraient plus utiles sur le Rhin, le Pô ou en Espagne. Il faut donc rapidement y mettre fin. L'envoi du maréchal de Villars pour réduire une insurrection religieuse prouve que l'affaire des Cévennes inquiète Versailles. Le maréchal vient à bout de la rébellion par la négociation. Cavalier se soumet à Nîmes en mai 1704, deux mois après l'arrivée de Villars. Les premiers signes apparaissent en décembre 1702, c'est-à-dire au moment où les gazettes imprimées à l'étranger commencent à relater ce qu'il se passe dans les Cévennes. À cette date, Bavière signale la possibilité que les camisards bénéficient d'un soutien financier extérieur.

« Il est certain que ces révoltés ont tout l'argent qu'ils veulent. »⁸⁶

Cette hypothèse devient une certitude dès le mois de mars 1703, si l'on s'appuie sur le récit du maréchal de Montrevel :

« Reçoivent des secours et des instructions fréquentes : un anglais obligé d'être chez eux nous rapporta qu'il y a 64 capitaines tant anglais que français, réfugiés qui sont entrés dans la province depuis peu. »⁸⁷

Si selon Philippe Joutard on peut douter de la fiabilité du témoignage du maréchal, il est certain que la question d'une aide étrangère se pose de manière sérieuse tant les camisards font preuve d'activité. Cette question n'est en effet pas absurde si l'on observe plusieurs

⁸⁵ William Duckett, *Dictionnaire de la conversation et de la lecture, inventaire raisonné des notions générales les plus indispensables à tous*, t. X, Paris, Belin-Mandar, 1833, p. 138.

⁸⁶ Philippe Jouard, *Les Camisards*, Folio, Paris, 1976, p. 131.

⁸⁷ Philippe Jouard, *Ibidem*.

autres points. Tout d'abord, les Cévennes sont à proximité de la mer et de la frontière espagnole. De plus, le soulèvement camisard peut paraître légitime aux yeux d'un souverain protestant. La rébellion a avant tout une cause religieuse avec la persécution de la population réformée. Or, nous savons qu'il existe une certaine solidarité entre les nations protestantes depuis la guerre de Trente Ans. Cet aspect est fondamental, car comme en Hongrie, les camisards remplissent les conditions du concept de *guerre juste* théorisé par Cardin le Bret⁸⁸. Le soutien des alliés est donc théoriquement possible pour les contemporains. En 1703, cette aide ne peut être que financière. Si celle-ci avait pris d'autres formes, c'est-à-dire matérielles (poudre, mousquets, draps) ou humaines (soldats, officiers instructeurs), les autorités françaises l'auraient remarqué. Dans le cas contraire, les hommes de Montrevel auraient ainsi récupéré des preuves après des engagements ou des fouilles de villages. C'est pour toutes ces raisons que le thème de l'or revient fréquemment dans les gazettes étrangères. Cette hypothèse est la plus probable. La Gazette de Bruxelles écrit le vingt-trois mars 1703 :

*« On a pris un gentilhomme protestant qui portait 80 000 livres de lettres de change de Hollande pour les camisards. »*⁸⁹

La Gazette de Leyde alimente le thème de l'aide financière lors de la mort de Rolland, un des chefs camisards, à la bataille de Pompignan :

*« On lui a trouvé entre le corps et la camisole une grande médaille d'or pendue avec une chaîne d'argent et 400 louis d'or dans les poches avec des lettres de change. »*⁹⁰

Malgré tous ces récits, il est difficile d'établir leur véracité. Il est néanmoins peu probable que le chef camisard Rolland soit allé au combat avec autant d'argent sur lui. Cela pose un évident problème de discrétion dans les déplacements et alourdit le combattant durant l'engagement. Philippe Joutard affirme logiquement que ce témoignage appartient à la légende⁹¹. Nous ne pouvons que l'approuver lorsqu'il démontre que de nombreux récits relèvent du conte. Il faut aussi se demander quel est l'intérêt des camisards de faire courir ces bruits. En effet, il est probable que les fuites proviennent des Cévenols, car les forces royales n'ont aucun intérêt à faire croire que les alliés soutiennent une révolte sur le territoire du royaume de France, et cela pour des raisons de stabilité interne. L'aide financière est la plus

⁸⁸ Joël Cornette, *Le roi de guerre*, Paris, Payot, 1993.

⁸⁹ Philippe Joutard, *Les Camisards*, Folio, Paris, 1976, p. 134.

⁹⁰ Philippe Joutard, *Ibidem*.

⁹¹ Philippe Joutard, *Ibid.*, p. 133.

facile et la plus rapide à mettre en œuvre pour des raisons pratiques. Avant d'envoyer des hommes à François II Rakóczi, les rois de France ont soutenu financièrement les rébellions magyare et transylvaine. Le voyage du marquis des Alleurs en Hongrie montre que l'envoi de matériels et d'hommes est plus complexe. Il nécessite l'utilisation d'agents, de réseaux. Il faut aussi prendre en compte le problème de la justification. Pour soutenir militairement la Hongrie, la France a été obligée de trouver des arguments juridiques et historiques. De plus, les camisards attaquent parfois des convois avec des uniformes différents et en parlant un patois qu'ils ne connaissent pas eux-mêmes afin de dérouter l'adversaire. Le but est de faire croire à la population et aux autorités royales que les Cévenols reçoivent une aide militaire et financière étrangère. L'intérêt est ici d'effrayer les représentants de Louis XIV, en espérant que ceux-ci offriront la paix, avant que cette aide étrangère ne devienne trop importante. Les chefs de la rébellion tels que Cavalier savent qu'à long terme, la victoire n'est pas possible. L'utilisation de ce stratagème doit écourter la guerre.

L'incendie cévenol progresse vite. Il est attisé par les exactions des troupes royales. Dans un contexte de guerre européenne, par le vecteur d'une presse en plein essor, cette insurrection régionale attire l'attention des opinions publiques françaises et étrangères. Par opinion publique, il faut entendre une part extrêmement minoritaire des sujets. L'achat de gazettes est coûteux et il est indispensable de connaître un lettré pour qu'il en fasse la lecture. Le sens d'opinion publique exclut donc la masse paysanne et ne touche que les hautes sphères ; c'est-à-dire la noblesse, le haut et le bas clergé, la haute et la moyenne bourgeoisie. Les exemples de ces échos sont nombreux. Les informations venues des Cévennes sont occasionnellement publiées par un imprimeur toulousain du nom de Boude⁹². Mais les remous que produit la révolte dépassent rapidement les frontières du Languedoc. À Paris, un érudit de l'ordre de sainte Catherine de Sienne, le père Léonard, tient un véritable bureau privé dans sa cellule du couvent de Notre Dame des victoires⁹³. Il se fait l'écho de plus en plus large de ce qu'il se passe en Languedoc. De plus, la progression et la résistance opposées à des troupes royales, deux à trois fois supérieures en nombre, intriguent et suscitent l'intérêt. Sous l'impulsion de relais tels que Boude ou le père Léonard, la diffusion des informations relatives au soulèvement cévenol dépasse également très vite les frontières du royaume. Dès la fin de l'année 1702, on retrouve des allusions dans différentes gazettes et journaux

⁹² Philippe Joutard, *Ibid.*, p. 118.

⁹³ Philippe Joutard, *Ibidem*.

étrangers⁹⁴. Tout d'abord dans le journal de Dangeau, le trente novembre 1702, puis le lendemain dans la Gazette de Rotterdam, enfin une semaine plus tard, le huit décembre, dans celle de Leyde dans les Provinces-Unies, faisant partie de la coalition contre la France aux côtés de l'Angleterre et de l'Empire. En janvier 1703, tous les périodiques en parlent, sauf ceux imprimés en France qui sont soumis à la censure. Le ballonnement des gazettes françaises prouve que Louis XIV ne souhaite pas que la rébellion serve d'exemple à d'autres régions du royaume, car au fil des mois, les troupes de Montrevel s'enlisent chaque jour un peu plus dans le borbier languedocien. Toujours au mois de janvier 1703, l'insurrection franchit la manche avec la parution le treize janvier d'une brochure ayant pour titre : *État et description des Cévennes par rapport à ce qui s'y passe aujourd'hui*.⁹⁵ Les conclusions sont imprimées le treize janvier. En février et en mars 1703, l'intérêt devient encore plus vif. La Gazette de Bruxelles, francophile, consacre jusqu'à 7 % de son espace éditorial aux Cévennes tandis que le périodique hollandais le Mercure Historique consacre son numéro du mois de mars aux camisards⁹⁶. Toutes ces fuites d'informations, que ne parvient pas à contenir la Librairie, sont accentuées par les correspondances locales. Elles rendent compte des combats et contribuent à développer la psychose dans les villes bordant le massif des Cévennes. La rumeur amplifie considérablement le retentissement de la révolte, certainement plus que les gazettes. Son caractère oral lui permet de toucher toutes les franges de la population. De plus, le climat religieux détestable donne davantage de grain à moudre aux gazettes étrangères. Les zones périphériques des Cévennes, notamment le littoral, sont contaminées par la peur de l'invasion cévenole. C'est le cas à Montpellier et Nîmes où la population s'attend à être assiégée par les camisards. Des régions protestantes proches des Cévennes tentent de se soulever. C'est le cas du Rouergue en 1703 et de la Lozère en 1704. Mais ces mouvements sont rapidement mouchés. La crainte de revivre une nouvelle guerre de religion inquiète la minorité catholique. La peur et l'incapacité des troupes royales à mater le soulèvement provoquent une révolte catholique. Indépendamment de l'autorité royale, les catholiques prennent à leur tour les armes et désolent à leur tour le pays. Les catholiques veulent protéger leur prédominance religieuse et prévenir toute extension de la rébellion aux autres régions protestantes. Pourtant, cette crainte est complètement artificielle et le danger d'une propagation est encore inexistant en 1702. À l'image de ce qu'il se passe en Hongrie, une haine vivace entre les deux communautés devient le terreau de l'instauration de la Contre-

⁹⁴ Philippe Joutard, *Ibid.*, p. 119.

⁹⁵ Philippe Joutard, *Ibid.*, p. 120.

⁹⁶ Philippe Joutard, *Ibidem*.

Réforme catholique. Les mémoires laissées par un notaire nîmois illustrent l'ancienneté des tensions entre catholiques et protestants, ainsi que les brimades dont sont victimes les protestants. L'histoire de ce notaire a été étudiée par Joël Cornette. Le notaire Étienne Borély a vingt ans lorsqu'il commence la rédaction d'un livre de raison. Il obtient juste après 1654 un office de notaire à Nîmes. Il fait partie de la minorité catholique de la ville. Dans son livre de raison, il décrit son attitude sur les plans politiques, religieux et sociaux. Toute sa vie, il se montre fidèle au roi et reste un catholique dévot. Il faut dire que ces deux aspects vont ensemble puisque le catholicisme est la religion d'État ; le monarque est donc le protecteur de cette communauté. Ainsi, il applaudit la politique belliqueuse de Louis XIV, même lors des défaites de la fin du règne. Il le surnomme le *roi de guerre*. De plus, il crédite surtout Louis XIV de son attitude la plus hostile à l'égard des protestants, notamment après la révocation de l'édit de Nantes en 1685.

Son attitude antiprotestante est logique, car il est né dans une ville dont la population est composée aux deux tiers de réformés, et il se retrouve à portée de mousquet de la révolte des protestants cévenols (1702-1704). Il fait preuve d'une violente intolérance et d'une étonnante cruauté à l'égard des protestants au milieu desquels il vit. Ainsi, il approuve sans réserve la dure répression qui s'abat sur eux à partir de 1685. Il baigne dans l'ambiance sociale du « Grand Siècle ». C'est pour cette raison que son témoignage s'avère précieux.

Le royaume de France connaît donc, à la fin du règne, de fortes tensions religieuses dans les régions historiquement protestantes, comme le Languedoc. Ces tensions renforcent l'adhésion de la communauté catholique à la couronne, mais creusent un large fossé entre les deux confessions. Cette affaire est donc dangereuse pour la France, et Louis le Grand la perçoit comme telle. Il y porte un intérêt marqué et s'inquiète de l'ampleur que prend cette insurrection. Louis XIV demande ainsi à son géographe Nolin de lui réaliser une représentation cartographique de la guerre dans les Cévennes. La France est trop habituée à utiliser les alliances de revers et donc à attiser des révoltes internes comme en Hongrie pour ne pas voir le danger que représente la révolte cévenole et l'intérêt que pourrait en tirer les alliés s'ils décidaient à les soutenir.

Par conséquent, les raisons de cet important écho s'expliquent par le fait que l'information échappe au contrôle de la Librairie. Le caractère protestant et la prise d'importance des camisards dans un contexte de guerre européenne, dans une région très

proche de la frontière espagnole, ne pouvaient qu'à attiser la curiosité des gazettes favorables aux alliés, surtout dans des royaumes protestants comme l'Angleterre ou les Provinces-Unies. Pour finir, les camisards mettent involontairement en évidence le déclin militaire de la France, toujours considérée au tournant du siècle comme la première puissance européenne. Les alliés se rendent compte que quelques milliers de paysans et de bergers suffisent à tenir en échec les troupes de Louis XIV lorsque ces rebelles utilisent des techniques de guérilla. Ce manque de cohésion et d'unité au sein de certaines régions du royaume comme les Cévennes affaiblit l'influence diplomatique et militaire de la France. Il renforce la confiance et la détermination de la coalition.

Une rébellion de type « kuruc », sans effet sur les Pays-Bas et la Hongrie

Les camisards amplifient volontairement le soutien qu'ils obtiennent des flottes anglaises et hollandaises, mais effectivement, ils ne combattent pas seuls. Il existe bien une aide étrangère, mais à un niveau infime. Elle ne s'intensifie pas durant le conflit. Les gazettes incitent les alliés à augmenter sensiblement cette aide. Les « rédacteurs en chefs » des gazettes imprimées et publiées à l'étranger démontrent les avantages à fournir un soutien aux camisards :

« La nécessité de donner un prompt et puissant secours aux protestants des Cévennes où l'on fait voir la justice, la gloire et l'avantage de cette entreprise. »⁹⁷

Les gazettes semblent ici tenir le rôle qu'a joué le marquis du Héron vis-à-vis de la Hongrie, en justifiant l'intérêt et la justesse d'un tel engagement. Elles soulignent la légitimité à soutenir les camisards au nom de la solidarité entre les protestants, et mettent en avant les avantages qu'offrirait le développement de cette insurrection pour les alliés sur les plans stratégiques et militaires. Nous savons que les puissances protestantes telles que l'Angleterre et les Provinces-Unies sont sensibles au sort des autres protestants d'Europe. Par exemple, la paix signée à Szatmar en 1711 entre les Hongrois et les Impériaux est arbitrée par les propres alliés des Autrichiens : l'Angleterre et les Provinces-Unies.

⁹⁷ Philippe Joutard, *Les Camisards*, Folio, Paris, 1976, p. 135.

À l'image des années 1700-1703 et de ce que fait la France avec le mouvement de Rakóczi, les alliés cherchent à en savoir plus sur cette insurrection religieuse menée par des paysans. Rappelons qu'il est mal vu pour un souverain de soutenir une jacquerie au nom de la solidarité entre les Maisons royales⁹⁸. Il faut d'abord effectuer un travail de légitimation avant d'envoyer une aide directe. C'est ce qu'avait fait le marquis du Héron en rédigeant un mémoire sur la Hongrie. À ce titre, les puissances maritimes envoient des missions de reconnaissance. En juin 1703, un certain David Flotard est envoyé en France pour une mission d'information. Son nom apparaît dans le témoignage d'Élie Marion :

*« Part de la reine d'Angleterre et des estats de Hollande s'informer de notre estat, promettant de leur part tout le secours possible soit par mer, soit par terre ».*⁹⁹

De plus, en septembre de la même année, deux autres émissaires des États de Hollande sont arrêtés à Beaucaire. Ils ont la même mission que David Flotard, c'est-à-dire s'informer sur les Cévenols et évaluer leur utilité. Le résumé que fait Baviille de l'interrogatoire réalisé sur les deux espions pour le secrétaire d'État à la Guerre Chamillart appuie cette idée. Il en ressort les instructions qu'ils ont reçues :

- 1) *« Qu'ils eussent à s'informer de l'état présent de la révolte dans les Cévennes et des forces rebelles » ;*
- 2) *« De leur offrir de la part des Hollandais et des Anglais poudre, armes, munitions et argent » ;*
- 3) *« Examiner si les rebelles pourraient favoriser une descente sur la côte du Languedoc » ;*
- 4) *« d'exciter le Vivannais et le Dauphiné ensuite, à se révolter aussi bien que d'autres provinces » ;*
- 5) *« de dire aux rebelles de ne pas brûler les églises, de ne tuer ni les prêtres ni les anciens catholiques, mais de prétexter leur révolte sur la liberté de conscience, le rétablissement des temples et principalement la décharge des impositions. »*¹⁰⁰

Il sera plus aisé pour les puissances maritimes de justifier son aide si les camisards ont une attitude exemplaire, et si les causes de la révolte font passer Louis XIV pour un tyran.

⁹⁸ Cardin le Bret, *De la souveraineté du roy*, 1632.

⁹⁹ Philippe Joutard, *Ibid.*, p. 136.

¹⁰⁰ Philippe Joutard, *Ibid.*, p. 137.

Cela répond toujours à la même idée que celle développée par la diplomatie française pour légitimer son soutien aux Kurucs.

6) « *De ne recevoir aucune amnistie qu'on voudrait leur donner.* »¹⁰¹

Ici, les Anglais et les Hollandais veulent s'assurer que les camisards ne concluront pas de paix séparée. Louis XIV demande exactement la même chose au prince François II Rakóczi en 1708. Si tous les points sont respectés, l'ébauche d'une future alliance est en train de se dessiner. Dans un premier temps, elle devra passer par la justification d'une aide apportée à un mouvement de paysans qui doit apparaître comme une rébellion légitime suite aux persécutions religieuses et aux taxes trop importantes, ce qu'elle est (point n° 5). Elle aura ensuite pour but d'enflammer tout le sud du royaume (points n° 1, n° 3 et n° 4) afin d'immobiliser et d'attirer davantage de troupes royales pour alléger la pression sur les différents fronts (Plaine du Pô, vallée du Rhin). Cet embrasement doit se faire de manière indirecte au travers du soutien matériel et financier des puissances maritimes. Il n'est pas encore question d'envoyer des hommes (point n° 2). Enfin, en échange de l'aide fournie, les camisards doivent être solidaires avec les alliés et ne pas accepter de négociation avec leur monarque (point n° 6). L'acceptation de ces points aurait donné aux camisards, dans la guerre de Succession d'Espagne, le statut de puissance à part entière. Elle ajouterait à un conflit déjà d'envergure européenne, une nouvelle connotation religieuse, conformément à la solidarité entre puissances maritimes, protestantes, et les Cévenols. On a donc bien des préliminaires à l'établissement d'une alliance de revers sur le propre sol du royaume de France. À l'image de Louis XIV, les Anglais et les Hollandais envisagent de manière sérieuse le recours à la stratégie de l'alliance de revers. Elle n'est donc pas l'apanage de la diplomatie française. En effet, on y voit un processus préparatoire de reconnaissance et de justification, ainsi qu'un type d'aide quasi similaire à celui de la Hongrie. Ce processus se traduit par l'envoi d'un émissaire pour qu'il évalue les forces en présence, qu'il rassure sur le futur soutien, et enfin qu'il confirme la volonté d'apporter une aide matérielle et financière.

De plus, les deux soulèvements ont une origine religieuse similaire, car de confession protestante. Toutefois, la possibilité d'envoyer un négociateur, un officier de haut rang comme le marquis des Alleurs, pour coordonner les actions des camisards avec celles des alliés, n'apparaît pas. Néanmoins, si l'Angleterre et la Hollande pensent de façon sérieuse à soutenir

¹⁰¹ Philippe Joutard, *Ibidem*.

les Cévennes, ils s'avèrent prudents. En effet, plusieurs aspects traduisent cet état d'esprit. Tout d'abord, l'envoi de nombreuses missions d'information montre que les puissances maritimes ont du mal à définir comment se battent les camisards et surtout leurs capacités à résister longtemps. Comme la France en Hongrie, ils cherchent à ce que la révolte dure le plus longtemps possible pour les raisons que nous avons observées. En réalité, nous pensons qu'ils cherchent à gagner du temps en faisant miroiter une aide massive aux hommes de Cavalier. Ils ne fournissent qu'une aide limitée en espérant maintenir un état insurrectionnel sans engager trop d'investissements.

Les puissances maritimes ont une approche similaire à celle de la France sur le pays magyar. Ces nations ne comprennent pas les tactiques militaires propres à la guérilla. Elles s'opposent à la révolution militaire en Europe de l'Ouest, ainsi qu'avec le code d'honneur militaire en vigueur dans les armées régulières. De 1702 à 1704, la France se montre impuissante face à la petite guerre que mènent les Cévenols. Le massif semble difficilement contrôlable. En effet, les troupes du roi sont incapables de mater la rébellion. Pourtant Louis XIV a soutenu, à plusieurs reprises des mouvements identiques en Europe centrale tout au long du XVIIe siècle. Or, elles ne saisissent toujours pas cette manière de combattre. Signe de cette incompréhension, lorsque la France apporte son aide au prince François II Rakóczi, elle cherche à transformer les soldats magyars en une armée régulière. Pourtant, Louis XIV a pu voir sur son propre territoire l'efficacité de ce type de guerre qui fixe un grand nombre de troupes réglées avec un nombre réduit de partisans. Les batailles rangées représentent un grand risque pour les mouvements insurrectionnels. En cas de déroute, la rébellion risque de se désagréger sous le choc des pertes engendrées par ce type d'affrontement. Les batailles s'avèrent beaucoup plus coûteuses en hommes et en matériels que les simples embuscades. Ainsi, les puissances maritimes se montrent prudentes vis-à-vis de la rébellion cévenole. Néanmoins, elles semblent porter un réel intérêt aux événements du Languedoc. Leur prudence traduit leur incompréhension de la petite guerre. Au même titre que la France, les diplomates anglais et hollandais comprennent rapidement les avantages à soutenir une telle insurrection. Comme en Hongrie, l'aide étrangère vient se greffer à un mouvement déjà existant. Les alliés ne sont pour rien dans le déclenchement et dans le développement de l'insurrection. À l'image de la France, l'Angleterre et la Hollande font preuve d'opportunisme. Elles se rendent compte que cette rébellion en terre française peut leur apporter beaucoup. Pourtant, leur méconnaissance des groupements armés utilisant des opérations de maquis entrave l'efficacité de cette alliance de revers en faveur des alliés. Enfin, il se dégage un

même processus de légitimation avant d'engager un soutien. On assiste bien à une alliance de revers mise en place en France, puisque les camisards ont touché de l'argent des ennemis de la France.

L'aide française en Hongrie et le soutien allié en Languedoc ne sont pas comparables en ce qui concerne le volume de matériel et de fonds engagés. Après deux ans de combats, à partir de 1704, la rébellion commence à s'essouffler. Les alliés multiplient les promesses. L'aide débute vraiment au moment où les camisards commencent à se rendre au printemps 1704. Cavalier et ses hommes acceptent le compromis offert par Villars, c'est-à-dire l'amnistie et une liberté de culte étendue. D'autres groupes continuent à se combattre, mais l'insurrection meurt après la reddition du principal chef des camisards. Malgré la victoire des Cévenols, l'amertume transparaît dans leurs écrits au sujet de l'attitude des alliés. C'est le cas dans le récit d'Elie Marion :

*« On nous avait promis de grands secours en argent, mais nous n'en reçûmes pas non plus, si ce n'est vers la fin lorsque tout était en décadence, que le Sieur Flotard envoya en diverses fois par lettre de change quelque cent pistoles qui ne produisirent aucun fruit. »*¹⁰²

Témoins de l'affaiblissement de l'insurrection, les alliés décident de la soutenir avec un peu plus de vigueur afin de raviver la flamme des Cévenols. Dans un premier temps, l'effet semble se produire :

*« Nous ne pouvions néanmoins nous empêcher de croire qu'enfin le secours vint ou du moins qu'ils ne finissent quelques entreprises en notre faveur vu les lettres sur les lettres qui nous en assuraient. »*¹⁰³

Un réel sentiment de combativité est toujours perceptible chez les rebelles. L'argent n'arrive pas de manière continue et en quantité suffisante pour que les protestants étendent leur mouvement et continuent à bousculer les forces de Villars dans le massif même. Comme le marquis de Ferriol en 1711, les camisards ne comprennent pas pourquoi on ne les aide pas davantage compte tenu des avantages qu'ils apportent à leurs alliés autrichiens, anglais et hollandais :

¹⁰² Philippe Joutard, *Ibid.*, p. 138.

¹⁰³ Philippe Joutard, *Ibidem*.

« Desquels notre guerre avait fait et faisait alors une diversion de 20 000 à 30 000 hommes et qui pouvait aisément devenir fatale à nos ennemis. »¹⁰⁴

Si l'on en croît, les écrits d'Elie Marion, les camisards ont conscience de représenter une alliance de revers pour leurs alliés. Marion déplore que les puissances maritimes ne s'investissent pas plus une alliance qui aurait pu poser de plus graves problèmes à la France, si elle avait pu s'étendre. Comme en Hongrie, un sentiment identitaire panprotestantiste pèse sur ce soulèvement. Dans l'esprit des camisards, ils sont d'abord protestants avant d'être français. Les sujets du royaume doivent être catholiques depuis que Louis XIV a révoqué l'édit de Nantes en 1685. Ce sentiment d'abandon transparaît dans les écrits d'Elie Marion. On observe la même frustration chez le marquis de Ferriol et chez le prince Rakóczi à la suite de l'arrêt du versement des subsides français aux malcontents en 1708.

Les alliés contractent bien une alliance de revers sur le territoire du royaume de France en aidant les camisards. Il est vrai que ce soutien n'a rien de comparable avec les sommes investis par la France en Hongrie, mais les puissances maritimes réalisent un acte d'alliance à partir du moment où ils envoient une pistole dans les Cévennes. L'approche des mouvements rebelles entre la France et les alliés est similaire dans de nombreux domaines, dont la reconnaissance, la légitimation, et le type d'aide envoyée. De plus, les Français, les Anglais ou les Hollandais ont de grandes difficultés à saisir la manière dont les insurgés hongrois et languedociens se battent. Au même titre que le marquis des Alleurs, le marquis d'Arzeliers, agent de l'Angleterre à Genève, chargé de coordonner l'aide aux camisards, ne saisit pas l'avantage d'une telle alliance et ce qu'elle peut apporter à leurs pays respectifs à long terme. Cette incompréhension se traduit par les nombreuses missions de reconnaissance et l'attentisme à intervenir. Les alliés n'arrivent pas à saisir si la révolte est viable tant le différentiel de soldats et de matériel engagés est important. Comme le souligne Philippe Joutard, le mystère de cette réussite s'éclaircit :

« Lorsqu'on pénètre dans le camp camisard, qu'on écoute les combattants, et qu'on examine leur pays et la manière dont ils l'ont utilisé. »¹⁰⁵

¹⁰⁴ Philippe Joutard, *Ibidem*.

¹⁰⁵ Philippe Joutard, *Ibid.*, p. 142.

La solution provient de l'utilisation du terrain et de l'idée de se battre pour une cause. Les camisards se battent pour avoir le droit de pratiquer leur religion et les Hongrois pour retrouver leur indépendance. Ainsi, les deux révoltes ont de nombreux points communs. La tactique de revers n'est donc pas seulement utilisée par la France, mais aussi par ses ennemis, comme le démontre le soulèvement camisard. Il nous semble nécessaire de le souligner puisque cela montre que la diplomatie française n'a pas été capable de tirer les enseignements des bienfaits d'une petite-guerre, lorsqu'il s'agit de soulèvements populaires. Cet aspect vient renforcer l'idée d'une diplomatie française sclérosée, qui semble incapable de s'adapter à de nouvelles tactiques ressemblant à la guérilla, et se montre insensible à l'évolution de la puissance des nations.

Partie 2

Des périphéries diversement intégrées au monde des Habsbourg et à l'Europe des communications

Des identités territoriales profondément enracinées dans le passé

La naissance des Pays-Bas : Belgique ancienne et Belgique moderne

Il est toujours intéressant de se plonger dans l'Histoire des origines et des premiers contacts entre les peuples pour définir comment ils se perçoivent. Cette approche permet de mieux comprendre les rapports de force et les postures de chaque acteur. L'apparition des hordes hongroises sur la scène européenne se prête bien à ce type d'étude. Par horde hongroise, il ne faut pas entendre une vague infinie de cavaliers surgissant de l'horizon. Il est plus probable que les Hongrois n'opéraient que par petits groupes extrêmement mobiles, selon un procédé proche de ce que l'on appelle aux XVIIe et au XVIIIe siècle, la *petite guerre*. Concrètement, c'est une tactique de pillage et de destruction perpétuée en Hongrie par les hussards à l'époque moderne. Paul Bairoch estime que l'Europe ne compte que quarante millions d'habitants au Xe siècle, sans comptabiliser la Russie¹. Dans cette population continentale, les Hongrois n'occuperaient qu'une part réduite avec seulement six cent mille individus pour un total d'environ vingt mille cavaliers². Ce chiffre est déjà très important si l'on prend en compte la taille des armées de l'époque, mais les Magyars devaient nécessairement conserver une garnison pour protéger leur base arrière de la Grande-Plaine de Pannonie. Cette obligation réduisait de manière considérable, le nombre de cavaliers disponibles pour effectuer un raid ou du mercenariat.

Ces mouvements nous éclairent sur le rapport qu'entretient cette nation originaire du massif de l'Oural avec les peuples germaniques et avec les peuples résidant dans les actuels territoires de Belgique et de France. La manière dont ils entrent en contact les uns avec les

¹ Paul Bairoch, *De Jéricho à Mexico : villes et économies dans l'Histoire*, Paris, Gallimard, 1985, p. 150 et suivantes.

² Ignacy Sachs estime dans son compte rendu que : *Paul Bairoch étonne par son habileté à quantifier les limites du possible, par exemple en estimant la taille des villes à partir des rendements de céréales et des conditions de transports. Ses calculs sont simples et convaincants.*

Ce commentaire est disponible dans *Annales, Économies, Sociétés, Civilisations*, vol. 43, 1988, p. 507.

autres participe à créer un imaginaire qui influence la nature future de leurs relations. Cet imaginaire s'apparente au concept de mythe fondateur défini par Sébastien Dubois. Il est rejoint en ce sens par l'historien hongrois Ferenc Toth à propos de la formation d'une identité territoriale basée en partie sur le partage d'une histoire territoriale identique :

« Le passé commun des habitants d'un pays forgeait, pour ainsi dire, leur identité commune. »³

Si ce propos s'adresse à l'étude franco-hongroise, il est tout à fait transposable à la Belgique ou à tout territoire dont on souhaiterait poser une expertise sur son origine identitaire. Ferenc Toth ne borne pas son propos à un cadre chronologique précis. Cette filiation des peuples avec leur passé, au travers de ces mythes fondateurs qui forgent l'identité, peut donc être très ancienne. Les premiers contacts entre les peuples laissent également une trace dans les consciences.

Dans la droite ligne des hordes nomades déferlant sur l'Europe depuis le III^e siècle, les Hongrois se confrontent aux peuples d'Europe centrale et occidentale en pillant les territoires qu'ils traversent. Les rumeurs macabres précèdent systématiquement l'arrivée de ces cavaliers légers. À l'image des Normands, leurs incursions dévastatrices causent une grande frayeur à la population locale. Elles donnent à ces nomades païens une image négativement pérenne ; celle d'un peuple barbare, sanguinaire et violent. À l'origine, rien ne prédestine ces deux peuples à se rencontrer puisqu'ils n'appartiennent pas au même groupe de population.

Le fond culturel des occupants des Pays-Bas méridionaux du début du XVIII^e siècle est celui d'un peuple celto-germanique qui s'installe progressivement dans une région plus vaste que la Belgique actuelle. Cette aire géographique encadre le Rhin, la Marne, et la Seine, c'est-à-dire le nord de la France, la Belgique, et la partie sud des Pays-Bas d'aujourd'hui. La conquête romaine de l'an cinquante-sept avant Jésus-Christ, confirmée par l'anéantissement de la rébellion d'Ambiorix en cinquante-quatre avant Jésus-Christ, joue un rôle fondamental dans la constitution de ce socle culturel. Après la conquête de Jules César, les Romains divisent cette vaste région en trois provinces distinctes : La « Germanie seconde », la « Belgique première » et la « Belgique seconde » avec pour chefs-lieux respectifs Cologne,

³ Ferenc Toth, *Pour une histoire franco-hongroise*, Études françaises de szombathely IV, Szombathely, Nyomdai kivitelezés, 2005, p. 5.

Trèves et Reims. La première dénomination connue de *Belgae*⁴ ou *Belgium* se trouve dans ses *Commentaires sur la guerre des Gaules*⁵ : *de tous les peuples de la Gaule, les Belges sont les plus braves*. Avec les *Annales* de Tacite, l'ouvrage de César est la seule source fiable qui existe pour rédiger une histoire de la Belgique celté⁶.

Plus que la maxime du général romain, le terme *Belgae* est resté dans l'imaginaire national comme mythe fondateur. Bien que la signification de la phrase de Jules César soit en réalité bien plus complexe. La participation de cette maxime à la formation d'un mythe fondateur constitutif de l'identité territoriale de la Belgique est réelle. C'est le point de départ d'une représentation historique commune d'un territoire, d'une appropriation de la terre par les résidents, de la formation d'une personnalité populaire et territoriale. Les élites du XVIIIe siècle résidant dans les Pays-Bas méridionaux ont conscience que les expressions *Belgica* et *Pays-Bas* sont synonymes. Selon les mots de Sébastien Dubois :

« Ils ont pleinement conscience du lien historique qui, au fil des âges, unit la Gaule Belgique et les Pays-Bas, autrement dit la Belgique ancienne et la Belgique moderne ».

Néanmoins cette bravoure reste bien un mythe. Des historiens de l'identité belge comme Sébastien Dubois⁷ ou Anne Morelli⁸ reprennent cette citation du *Commentaires de la guerre des Gaules* pour souligner que la bravoure des tribus « belges » était exagérée par le général romain⁹. Cette distinction n'est attribuée qu'en raison de la forte résistance rencontrée par les légionnaires dans le nord de la Gaule. Elle devait justifier les difficultés de Jules César à pacifier une région encore peu ouverte aux échanges, car bordant les épaisses forêts d'outre-Rhin. Bien que proche de la Germanie, les peuplades celtes de « Belgique » ne sont pas plus

⁴ En latin : *Horum Omnium fortissimi sunt Belgae*, dans Jules César, *Commentaires sur la guerre des Gaules*, livre premier.

⁵ L'œuvre se compose de sept livres. Elle reprend les rapports envoyés par Jules César au Sénat, entre 58 et 52 avant Jésus Christ. Un huitième tome est écrit par Aulus Hirtus, un des lieutenants du général romain. Il est adjoint aux sept précédents, et couvre la période allant de 51 à 50 avant Jésus-Christ. La campagne contre les Belges est décrite dans plusieurs tomes : le deux, le cinq et le six notamment. Dans son ouvrage, le général romain cherche à magnifier ses campagnes militaires en Gaule et à accroître son prestige grâce à un récit où lui et ses hommes occupent le premier plan. C'est un outil de propagande politique, mais l'une des seules sources manuscrites de ce conflit où apparaissent des peuples occupant alors une Belgique descendant jusqu'aux environs de Soissons.

⁶ BR, ms, 11 583

⁷ Sébastien Dubois, *L'invention de la Belgique. Génèse d'un Etat-Nation 1648-1830*, Bruxelles, Editions Racine, 2005.

⁸ Anne Morelli (dir.) et Baudouin Decharneux, *Les Grands Mythes de l'Histoire de Belgique, de Flandre, de Wallonie*, Bruxelles, Édition de la Vie Ouvrière, 1995, p.22.

Anne Morelli est une historienne belge née en 1948. Elle est professeur à l'Université Libre de Bruxelles.

⁹ Sébastien Dubois, *Ibid*, p. 398.

féroces que les Éduens de Bourgogne ou les Arvernes du Massif central. Les révoltes successives menées par les Nerviens de l'actuel Hainaut et les Éburons des pays liégeois montrent aux Romains la faible propension de ces tribus à intégrer une nouvelle culture, de nouvelles croyances et une nouvelle organisation politique. Elles possèdent simplement un caractère identitaire plus développé que le reste des tribus de la *Gaule chevelue* proche de la Méditerranée, en raison d'un isolement certainement plus marqué. Malgré la présence de routes commerciales « internationales » antérieures aux Romains, comme celle de l'ambre qui s'étire de la Grèce à la Baltique par les voies fluviales danubienne, rhénane et vistulienne, les échanges avec les populations environnantes étaient bien plus limités que dans une Gaule méridionale ouverte sur la mer Méditerranée. Finalement, ce manque de capacité à assimiler une autre culture, ou à accepter une domination d'un peuple étranger, n'est-il pas une forme d'expression identitaire poussée ? Comme nous le verrons avec la Hongrie et les Pays-Bas méridionaux du XVIIIe siècle, le degré d'isolement du territoire est conditionné par le nombre de routes qui le traversent et le volume des échanges avec l'extérieur. Cet isolement influence l'expression identitaire du territoire régional dans des ensembles plus vastes comme l'Empire romain ou le Saint-Empire romain germanique.

Anne Morelli, dans son étude sur les *Grands Mythes de l'Histoire de Belgique, de Flandre, de Wallonie* éditée en 1995, tente d'expliquer que les mythes fondateurs de la Belgique ne sont basés que sur des légendes. Néanmoins, elle démontre que le mythe fondateur a la capacité d'unir les peuples d'un même territoire lorsqu'ils sont confrontés à un ennemi commun. Son caractère nostalgique a le pouvoir de reléguer les conflits sociaux internes au second plan durant la période de conflit. L'historien romain Tacite donne cette connotation au mot nation dans *De Germanica* :

« Tacite entend par nation un ensemble de peuples (gentes) qui bien que distincts par leurs intérêts particuliers, forment néanmoins un corps capable de défendre des intérêts communs. »¹⁰

Une définition tout à fait applicable à la Hongrie dans le contexte de la guerre de Succession d'Espagne et dans les réformes engagées par l'État autrichien à la suite de la reconquête de ce territoire sur les Ottomans.

¹⁰ *De Germanica*, chap. II, cité dans Sébastien Dubois, *Ibid.* p. 51.

Finalement dans la lignée de Tacite, Anne Morelli et Sébastien Dubois présentent le mythe fondateur identitaire comme un élément qui rassemble les populations vivant à l'intérieur d'un territoire et rejetant les cultures limitrophes qui ne partagent pas ces mythes, cela dans un contexte de conflit. C'est finalement un outil de reconnaissance. Si les mythes sont par définition plus exaltants que la réalité, ils façonnent ainsi l'Histoire des hommes en influençant le comportement des sociétés par rapport à leur territoire. Il ne faut ni les négliger, ni les nier, mais simplement observer leurs influences à toutes les périodes. C'est pour cela que tout au long de cette étude, les mythes fondateurs seront utilisés comme un révélateur des postures des nations belges et hongroises, vis-à-vis d'eux-mêmes et de leurs envahisseurs.

Il est tout à fait exact de dire que pendant les périodes de conflits¹¹, le caractère identitaire est exacerbé par le sentiment de danger. Les peuples partageant la même identité culturelle s'unissent plus facilement pour défendre leur mode de vie et leurs croyances face à une agression extérieure. Ce phénomène est souvent consacré par l'expression *Union Sacrée* ; une métaphore du repli identitaire. Les divisions internes de toutes les natures (politiques, ethniques, économiques, sociales...) sont alors considérées comme mineures et mises en sommeil en attendant que soit résolu le danger venant de l'extérieur. On constate cette forme de réaction chez presque tous les peuples, et à toutes les époques. La période de guerre européenne allant de 1700 à 1715 ne déroge pas à cette règle tacite des sociétés humaines. Cette réaction de protection donne du sens au territoire où vivent les populations en conservant leur culture et leur organisation sociale. Néanmoins, les formes de résistance s'avèrent différentes d'une nation à l'autre. Durant la guerre de Succession d'Espagne, la Belgique et la Hongrie réagissent de manière très différente en raison du degré d'ouverture de leur territoire. Néanmoins, elles cherchent toutes les deux à unir leurs composantes sociales pour préserver leurs modèles face aux dangers que font respectivement peser les ingérences françaises et impériales. Cette affirmation se vérifie sur plusieurs plans : ésotérique avec les mythes fondateurs en eux-mêmes, culturel avec l'intégration de ces mythes dans des pratiques sociales comme l'éducation, ou encore linguistique avec la délimitation d'une aire liée à la langue. La notion de frontière est ici toute proche. Les domaines qui permettent de la définir sont très complexes et se juxtaposent souvent.

¹¹ À l'image de la guerre de Succession d'Espagne, ou des grandes invasions des IXe et Xe siècles.

Le premier véritable signe d'occupation de la terre par une organisation humaine est l'attribution d'un patronyme à un territoire. Il constitue un élément d'appropriation globale par les populations qui y vivent ; une sorte de titre de propriété linguistique gravé dans le sol. Après Ambiorix, c'est une manière pour les Romains d'ancrer les tribus sous leur domination en admettant leur ancienne emprise culturelle sur ces terres ; se gardant ainsi d'en distinguer une par rapport à l'autre. On retrouve une même logique d'appropriation chez les Habsbourg. Ils accolent une « nationalité » à un territoire pour le nommer. Pour l'époque moderne, Sébastien Dubois appelle ce procédé *l'identité dynastique du territoire*.¹² Tout d'abord, entre 1556 et 1700, on parle des Pays-Bas espagnols pour désigner les provinces belgiques héritières de la Belgique ancienne dite belgo-romaine, puis de 1701 à 1706, de régime français, et enfin de 1713 à 1797¹³, de Pays-Bas autrichiens. Sébastien Dubois nous explique ce que signifie cette appropriation dynastique du territoire par un prince :

« Reste à comprendre le sens exact de ces expressions. Il ne faudrait pas attribuer à l'emploi des adjectifs espagnols, autrichiens, et français, une connotation nationale [nous préférons le mot nationaliste] ou géographique. Il s'agit simplement d'une référence dynastique. Sous l'ancien régime, le territoire appartient au prince. Les provinces des Pays-Bas portent le nom des maisons souveraines qui les possèdent successivement. Que la souveraineté passe d'une famille à une autre et le nom même du pays change lui aussi. [...] Les habitants des Pays-Bas étaient tous des Espagnols. Ils devinrent des Autrichiens au début du XVIIIe siècle. Ce nom ne désignait pas une origine géographique, encore moins une nationalité, mais seulement le fait d'être des sujets de la maison d'Autriche, des sujets autrichiens. Tous les pays autrichiens faisaient partie de l'Autriche parce qu'ils appartenaient à la maison d'Autriche. »¹⁴

Dans la périphérie orientale de l'Empire des Habsbourg, le royaume de Hongrie est morcelé en plusieurs nations depuis 1526. On y retrouve des Hongrois, des Croates, des Transylvaniens et des Allemands. Il ne retrouve pas la dynamique *d'identité dynastique du territoire* des Pays-Bas espagnols. Si tacitement la Hongrie appartient à l'Autriche par son souverain Léopold Ier de Habsbourg qui porte la couronne de Saint-Étienne depuis 1655, l'administration autrichienne n'a pas jugé nécessaire d'accoler l'adjectif autrichien aux

¹² Sébastien Dubois, *L'invention de la Belgique. Génèse d'un Etat-Nation 1648-1830*, Bruxelles, Editions Racine, 2005, p. 80.

¹³ Date de la reconnaissance officielle de l'annexion des Pays-Bas autrichiens par la France au traité de Campoformio. Celle-ci était déjà effective dès octobre 1795 après la victoire républicaine de Fleurus le 26 juin 1794, près de Charleroi.

¹⁴ Sébastien Dubois, *Idid*, p. 82.

comitats placés directement sous son contrôle. Pourtant, dès la signature du traité de Bade, cet adjectif autrichien est intégré aux Pays-Bas. Vienne ne souhaite sûrement pas prendre le risque de froisser une susceptibilité identitaire bien plus développée en Hongrie que dans les provinces belgiques. L'organisation sociale et politique hongroise est violemment défendue par les Ordres du royaume. Elle peut facilement faire l'objet de soulèvements populaires et nobiliaires généralisés. Avant l'arrivée des Romains, les tribus celtes¹⁵ n'avaient qu'une emprise locale sur la terre, sans qu'il existe une réelle unité politique structurée au niveau régional¹⁶. Le concept d'*Union Sacrée* était toutefois présent, les tribus ne s'unissaient qu'aux moments d'évènements graves. Même si l'identité des Celtes diffère de celle des habitants des Pays-Bas méridionaux du début du XVIIIe siècle, ce concept souligne que les Gaulois avaient déjà conscience de posséder une culture commune ; qu'il fallait défendre en cas de nécessité. La révolte d'Ambiorix en est l'exemple le plus marquant pour la Belgique. On retrouve un phénomène similaire pour la Gaule centrale avec Vercingétorix en cinquante-deux avant Jésus-Christ, puis en l'an soixante après Jésus-Christ avec Boadicée en Bretagne. Dans le cas de ces trois rébellions celtiques contre leurs intégrations à l'Empire multiculturel des Romains, les meneurs sont élevés au rang de mythes fondateurs des nations belges, françaises et britanniques au XIXe siècle. Aujourd'hui, ils occupent une place de choix dans l'éducation des trois pays. Pourtant dans les trois cas, la tentative de résister à l'intégration romaine fut un échec cuisant. Néanmoins, ces épisodes restent présents dans les tréfonds de la mémoire collective, au même titre que les grandes invasions ou la christianisation.

La Belgae post-celtique : la romanisation, la christianisation et la conquête franque

Ambiorix battu, les administrateurs de Rome s'attachent à implanter leur modèle et à ramener la paix dans ces contrées éloignées de Rome. Le développement d'une administration romaine rationalisée et centralisée s'effectue grâce à l'implantation d'infrastructures routières, urbaines et portuaires. L'aménagement des nouveaux territoires conquis répond de plusieurs objectifs. Tout d'abord, il faut désenclaver ce territoire périphérique de l'Empire romain en le rapprochant du centre italien et du reste des provinces. L'idée est de rendre l'administration

¹⁵ Au moment de la conquête romaine, les tribus celto-germaniques qui se partagent ce territoire que nous qualifierons de Grande-Belgique (en comparaison de la Grande-Hongrie que nous détaillerons plus en avant) sont : les Aduatuques, les Ambiens, les Atrébates, les Bellovaques, les Condruses, les Ménapiens, les Morins, les Nerviens, les Suessions, les Rèmes et les Viromandueus.

¹⁶ Il existait uniquement un Conseil commun qui se réunissait seulement pour évoquer les cas les plus graves.

locale réactive aux décisions de la capitale en augmentant la vitesse de déplacement par l'amélioration des infrastructures routières. C'est un souci qui habite à nouveau les monarchies bourboniennes et habsbourgeoises au moment de la construction des États-nations à partir du XVe siècle. À cette époque, respectivement le *pavé du roi* de France et le réseau des Tour et Tassis succèdent à la voie romaine, tout en reprenant son tracé et sa forme centralisée. Les pouvoirs locaux belges et hongrois voient ainsi leur autonomie décisionnelle se réduire.

De plus, ce type d'aménagement du territoire connecte les provinces les plus enclavées aux centres commerciaux et administratifs. Les populations subissent alors un métissage culturel par leur intégration aux échanges économiques. En période de prospérité, le niveau de vie des locaux progresse rapidement, souvent au détriment des traditions. Néanmoins, l'embelli provoque naturellement l'adhésion de la majorité au détriment de la formation du concept d'*Union sacrée* propre aux périodes de crise. Ainsi en Belgique ancienne, la paix succède aux guerres des tribus grâce à l'intégration à l'Empire. La *Pax Romana* désigne cette prospérité qui dilue naturellement l'ancienne identité celte dans des mouvements de populations liés au commerce, à l'armée (mouvements militaires et dons de terres aux vétérans) et à l'administration. Le terme gallo-romain illustre assez bien cette dilution et l'intégration des peuples de Belgique par le principe de l'adhésion.

La romanisation offre ainsi un précédent historique aux administrateurs habsbourgeois en ce qui concerne la manière d'intégrer des provinces périphériques au centre politique. Nous verrons que ce processus de dilution culturelle n'est pas adopté pour toutes les périphéries de l'Empire de Léopold Ier, notamment la Hongrie en raison d'une politique d'aménagement du territoire trop limitée et de réformes socio-économiques trop volontaristes dans un contexte de crise.

La christianisation du IVe siècle et la conquête franque du Ve siècle apportent deux nouvelles strates identitaires qui divisent la Belgique. Avant l'avènement de Clovis, les Francs saliens s'installent majoritairement près de la mer au Nord. Dans l'ouest des provinces romaines de Germanie inférieure et de Belgique inférieure, ils y rencontrent des tribus moins romanisées que dans l'Est. Le long de la côte, ils deviennent rapidement majoritaires par rapport aux Belgo-Romains. Ils se fondent plus rapidement dans la population en raison de leur proximité culturelle avec les septentrionaux. *A contrario* dans la partie méridionale de

l'axe routier Bavay – Tongres, les Francs sont minoritaires par rapport à la dense population romanisée. Les différences culturelles y sont plus fortes. Cette différence faite par Rome dans l'aménagement du territoire influence la formation du socle identitaire de la Belgique de l'époque moderne. Une division culturelle entre les habitants des provinces belgiques se crée alors. Elle est visible au début du XVIIIe siècle au niveau de la langue et en ce qui concerne les pratiques commerciales. La défense des marches rhénanes face aux tribus de Germanie est alors une priorité pour les Romains ; elle le reste tout au long de la période. Ce choix de favoriser les espaces méridionaux et orientaux au détriment de la partie septentrionale s'avère logique d'un point de vue stratégique et commercial. Au moment de la conquête de la « Belgae », la grande île de Britannia n'est pas encore conquise et les volumes d'échanges de la mer du Nord sont limités en comparaison de la mer Méditerranée. Il n'est donc pas urgent de développer les ports et les cités de la côte, malgré l'intégration du sud de l'île à la sphère d'influence romaine depuis que Jules César a mené deux expéditions successives en cinquante-cinq et en cinquante-quatre avant Jésus-Christ¹⁷. À l'effondrement de l'Empire romain, le royaume franc s'érige sur les territoires de l'ancienne Gaule chevelue. La dynastie mérovingienne cède ensuite sa place aux Carolingiens dont Charlemagne est le plus illustre souverain. Il tente sans succès de reformer l'Empire romain d'Occident, malgré l'ampleur de ses succès militaires en Germanie et en Lombardie. Il laisse un héritage qui est revendiqué par Louis XIV de France et lui sert de justification pour envahir les Pays-Bas méridionaux¹⁸.

La singularité de la culture et de l'identité hongroise en Europe

À la différence des peuples vivant en Belgique, les Hongrois possèdent une unité culturelle et linguistique plus forte à cette époque. Ils ne sont pas christianisés et conservent toutes leurs traditions ancestrales. L'origine de leur langue est de nature finno-ougrienne. Elle rappelle le premier espace occupé par les Hongrois qui se situe à l'Est du massif ouralien, dans la vallée du fleuve Ob. Au départ, le mot « magyar » ne désigne pas toute la nation hongroise, mais seulement une tribu. En 896, les Hongrois sont chassés de leur premier royaume européen appelé Etelköz par d'autres cavaliers nomades, les Petchenègues et les Bulgares de la Volga. Face à la menace dans le sud de l'Ukraine et en Transylvanie, le prince

¹⁷ Jules César, *Guerre des Gaules*, IV, p. 20 – 36 et V, p. 2 – 22.

¹⁸ Un aspect qui est développé dans la partie sur les chimères et les prophéties de Léopold Ier de Habsbourg et Louis XIV.

Arpad regroupe et unifie les sept tribus hongroises pour les écarter de l'axe migratoire des cavaliers turcs qui ravagent tout sur leur passage. Sous la conduite de leur chef de clan, les Magyars envahissent rapidement la plaine pannonienne, aussi appelée Alföld¹⁹. Cette plaine qui s'apparente à une steppe est un espace où les cavaliers légers hongrois peuvent pleinement s'exprimer. Sans vraiment savoir s'ils y resteront, ils l'organisent d'abord en base arrière pour soutenir leurs raids face aux Occidentaux. *Magyarország*, littéralement « pays des Hongrois » en langue hongroise²⁰, vient de voir le jour. Ce terme se compose de deux mots distincts : « *Magyar* » signifie hongrois, tandis le suffixe « *Ország* » se traduit par « *pays de* ». Sa formation est propre à la grammaire hongroise. L'attribution de ce suffixe au nom du peuple est une pratique linguistique assez courante à l'époque post-romaine. Elle n'est pas généralisée, mais elle répond à un besoin de marquer son emprise sur une terre précise, à un moment où les frontières restent assez mal définies quand elles ne sont matérialisées par un fleuve ou un littoral. Ainsi *Ország* est l'équivalent des suffixes *Stan* en Asie centrale, ou *Cie* en Europe occidentale. Le Kazakhstan signifie littéralement le pays des Kazakhs, la Francie celui du peuple franc, et *Magyarország* celui des Magyars ou Hongrois. À l'époque moderne, on retrouve une adaptation de cette pratique dans les fondations des Premiers empires coloniaux où l'on donne à la terre soit des patronymes d'état, comme la Nouvelle-France ou la Nouvelle-Angleterre en Amérique du Nord, ou des patronymes de villes comme La Nouvelle-Orléans et La Nouvelle-York. Finalement, elle s'apparente à une revendication, à un bornage du territoire dont les jalons sont incarnés par la culture qui y est implantée.

On retrouve ici une logique d'appropriation nationale du territoire qui s'apparente à l'idée de *l'appropriation dynastique du territoire*²¹ développée par Sébastien Dubois. Pour reprendre également l'idée d'Anne Morelli sur le concept d'*Union Sacrée*, cette délimitation s'adresse d'abord aux peuples limitrophes. Elle permet ensuite de réaliser une union intérieure des sept tribus de la horde hongroise dirigée par le prince magyar Harpad. La Horde se fédère ainsi autour d'un chef de guerre capable de défendre à la fois la terre d'accueil et de conduire des raids dans les États limitrophes. Au Xe siècle comme à l'époque moderne, la notion de contrôle du territoire est essentielle. La terre est source de puissance par la démographie, les ressources et les impôts qu'elle génère de ses habitants. La bataille de Lechfeld en 955

¹⁹ L'Alföld désigne la plus grande partie de la plaine de Pannonie. Elle couvre la partie orientale et méridionale de la Hongrie. Elle s'oppose aux espaces montagneux qui la délimitent au Nord, au Sud et à l'Est. C'est un espace ouvert.

²⁰ Traduction la plus correcte du mot hongrois *Magyarország* pour désigner la Hongrie. C'est une forme d'appropriation du territoire.

²¹ Sébastien Dubois, *Idid*, p. 82.

marque la défaite des Hongrois face aux troupes de la Francie orientale. Elle a pour effet de ralentir les raids en Europe occidentale et en Belgique. La Horde se replie alors sur cette grande plaine pannonienne, qu'il convient désormais de défendre en s'unissant.

Cette date, loin d'être synonyme de déclin, signe le début d'une meilleure exploitation des pillages à l'extérieur de frontières désormais définies. Elle engendre le développement d'une meilleure organisation politique et d'une stabilité économique. La bataille du Lechfeld est l'aboutissement de cette fuite en avant commencée au sud de l'Oural. Pour les peuples nomades d'Europe orientale et d'Asie centrale, la sédentarisation autour d'un territoire constitue un véritable progrès de civilisation qui sous-entend un développement identitaire et politique. L'abandon du paganisme au profit du christianisme n'est pas obligatoirement un progrès, mais seulement une évolution. La conversion au christianisme fait entrer les Hongrois dans un nouvel ordre moral et géopolitique. Elle leur confère une place durable dans le concert des nations chrétiennes.

Avec la christianisation du XI^e siècle, les pillages cessent et le pays des Magyars s'érige en royaume. Le territoire s'organise au gré des échanges et des influences émanant des anciens raids, des prêtres, des voyageurs, des commerçants. Le caractère électif du trône reste en vigueur comme héritage des pratiques nomades du premier millénaire. Il n'est point question de faire table rase du passé. Le respect des ancêtres reste important. Comme pour les « Belges », la culture des magyarophones de l'époque moderne est un empilement de pratiques et de souvenirs remontant d'abord à l'époque nomade, puis à celle de la christianisation. L'écrit et l'alphabétisation n'étant pas la norme durant la période médiévale, l'oralité efface peu à peu l'exactitude des faits historiques des mémoires pour laisser l'inexactitude du mythe. De leur transmission orale du passé, les Hongrois ont gardé un attachement pour leur souveraineté territoriale et pour leur culture en général. Bien que cette culture évolue elle aussi, l'identité héritée du passé reste un bien jalousement défendu par les Magyars. Les Autrichiens en font la difficile expérience lors des révoltes des XVII^e et XVIII^e siècles.

Les échanges de la période médiévale

Une rencontre violente : la prise de l'abbaye de Lobbes par les Hongrois

La division de l'Empire de Charlemagne au traité de Verdun 843 sépare des Flamands germanisés et des Wallons romanisés. La Flandre revient à la Francie occidentale, tandis que la partie wallonne intègre le royaume de Germanie. Peu après cette séparation des deux cultures composant la nation belge d'aujourd'hui²², elles sont confrontées à une nouvelle invasion venant des confins orientaux : celle des Hongrois.

« Le premier contact entre ces deux pays fut pénible pour les territoires qui, plus tard, allaient former la Belgique ; au cours de la lamentable période qui suivit la dislocation de l'Empire carolingien, les Hongrois formèrent la dernière grande vague d'invasion qui désola l'Occident. »²³

Cette dernière vague d'invasion, après celles des Huns et des Vikings, laisse une empreinte. Confrontée à la menace d'un peuple encore inconnu au IXe siècle, la réaction des Flamands et des Wallons n'est pas identique. La Wallonie n'oppose pas de réelle défense organisée. Elle est largement dévastée, alors que les Flamands se rangent derrière leur comte et se défendent. Lors du raid des années 954 et 955, ces derniers repoussent une troupe magyare venue en reconnaissance dans les Flandres. La démonstration de force flamande est suffisante pour, dans l'ensemble, épargner le comté. Face au sentiment d'épouvante engendré par cette horde, cet évènement encourage les Flamands à affirmer tout au long de la période médiévale leur identité et leur autonomie face à leur voisin français. Cette politique apporte son lot de victoires et de défaites au comté, mais cette posture micro-identitaire entre dans les mœurs de ses élites, jusqu'à devenir un point d'éducation de sa jeunesse. Au-delà de l'attachement territorial et de l'entrée de la Horde dans le monde chrétien, les Magyars laissent aux populations d'Europe centrale et occidentale un souvenir d'épouvante. Ce souvenir est encore présent au début du XVIIIe siècle. Il s'exprime au travers de préjugés hérités des premiers contacts entre les « Belges » et les Hongrois au IXe siècle. On en trouve des manifestations dans la perception du conflit austro-hongrois de 1703-1711.

²² Sans oublier la minorité allemande sur la frontière, à l'est du pays.

²³ André-Emile Parmentier, *Album historique*, vol. 2, Paris, Armand Colin, 1897, p. 103.

Faute de sources, il est assez difficile de déterminer avec exactitude le moment et le lieu où se sont déroulés ces premiers contacts entre les populations belges et hongroises. En effet, l'historiographie s'affronte sur la véracité du peu de sources contemporaines dont nous disposons. Néanmoins des certitudes demeurent. Ces premiers contacts entre les deux peuples sont violents et ils sont à mettre à l'initiative des Hongrois. Le cadre chronologique des rencontres avec les peuples occupant alors les Pays-Bas méridionaux s'échelonne entre 900 et 955. Il coïncide avec les raids que mènent les cavaliers hongrois en Europe occidentale. Ils rappellent les incursions lancées par les Normands un siècle plus tôt. La comparaison s'arrête ici, car la vague normande qui déferle sur la Belgique au IXe siècle est bien plus importante et durable que celle des Hongrois.

À l'image du début du XVIIIe siècle, l'origine de l'arrivée des Hongrois jusque dans les Pays-Bas méridionaux est liée à la situation politique du Saint-Empire romain germanique. Elle est la conséquence de troubles dynastiques en Germanie. Ainsi, les Hongrois profitent de la rébellion du prince Liudolf contre son père Otton Ier en 954 pour franchir la Meuse, certainement, au niveau de la ville de Maastricht dans le Limbourg. Ils se dirigent ensuite vers le sud-ouest en direction de l'actuelle ville frontalière de Bavay. En réalité, ils suivent l'ancienne voie romaine reliant la capitale de la Germanie inférieure, Cologne, à l'ancienne capitale des Nerviens²⁴, Bavay, à une quinzaine de kilomètres au sud de la cité de Mons²⁵. La défense opérée par le comte Arnould Ier le Grand²⁶ explique que les régions flamandes sont relativement épargnées par les ravages des hordes magyars. Ces premiers contacts rugueux concernent majoritairement les peuples de Wallonie. Néanmoins, l'utilisation de cette route en tant qu'axe d'invasion reste une hypothèse à confirmer, même si elle apparaît probable en raison de la grande mobilité que cette route offre par son tracé nord-sud. Au moment de la guerre de Succession d'Espagne, l'axe d'invasion qu'utilisent les belligérants pour sillonner les Pays-Bas méridionaux reste sensiblement identique. L'origine de ce premier contact fait consensus chez la majorité des historiens de Belgique : qu'ils soient Flamands comme Léon-

²⁴ Les Nerviens sont un peuple gaulois installé de l'Escaut jusqu'au centre de la Belgique. Leur capitale est Bavay dans le département du nord de la France. À la suite de la conquête romaine, elle prend le nom de *Begacum Nervorum* et devient un nœud de communication central du maillage routier de cette partie de l'Empire, avec sept chaussées qui s'y rejoignent. Elles sont mieux connues sous le nom de chaussées de Brunehaut.

²⁵ Paul Faider et Félix Rousseau, *Les chaussées romaines des environs de Mons*, 1928 et plus récemment, Gérard Bavay et Bruno Merckx, *La chaussée romaine de Bavay à Tongres, Mons, Maison de la Mémoire*, 2009.

²⁶ Comte de Flandre de 918 à sa mort en 958. Né en 873, il meurt en 965, à l'âge canonique pour l'époque de 92 ans. On le surnomme également Arnould le Vieux.

Jean Van der Essen²⁷, ou Wallons comme Henri Pirenne. Le trajet de la Horde magyare est pourtant méthodiquement critiqué par Albert d'Haenens²⁸ dans les cahiers de civilisation médiévale²⁹. Ville par ville, il met en doute les destructions hongroises relatées dans les sources. À la différence de ce qu'avance Gina Fasoli, la ville de Mons aurait été épargnée. Pour lui, sur une vingtaine de témoignages émanant de chroniqueurs et d'hagiographes, seul celui relatant l'affrontement de Lobbes³⁰ est certain :

« En définitive, un seul est sûr, celui des Gesta abbatum Lobbiensium de Folcuin³¹, qui relate le passage des envahisseurs à Lobbes [...] voilà donc le seul fait sûr concernant les incursions hongroises dans l'espace belge. »³²

Pour Albert d'Haenens, ces chroniqueurs et ces hagiographes ne s'appuient pas sur des faits suffisamment tangibles pour dresser un itinéraire de la chevauchée des Hongrois en Belgique au cours des années 954 et 955. Les sources sont souvent rédigées plusieurs décennies, voire plusieurs siècles après les faits. On peut citer l'exemple de la fuite de la communauté de Saint-Lambert qui est racontée dans les *Miracula S. Huberti*. Elle est écrite entre 1098 et 1103, par Lambert dit « le jeune ». Elles sont postérieures aux invasions hongroises de plus de cent cinquante ans. On peut donc douter de l'exactitude des événements consignés par l'hagiographe, d'autant plus qu'ils sont tirés d'une tradition orale. En revanche, les détails donnés par Folcuin de Lobbes ne permettent pas de douter de la véracité de ses écrits. Il est contemporain des faits qu'il relate. Il ne semble pas avoir été un témoin direct de l'évènement puisqu'Albert D'Haenens nous apprend qu'à cette époque il s'occupait des

²⁷ Léon-Jean Van der Essen naît à Anvers le 12 décembre 1883 et décède à Louvain le 13 février 1963. Historien belge qui professe à l'Université de Louvain à partir de 1919, il représente la Belgique au procès de Nuremberg en qualité de membre de la commission des crimes de guerre. Il obtient éméritat de l'université de Louvain en 1954, et un titre de noblesse lui est octroyé en 1958 en récompense de ses mérites scientifiques. Il publie près de 272 articles et ouvrages en français et en flamand.

L'année de sa mort en 1963, un article rédigé par le vicomte Charles de Terlinden, un autre historien belge de renom lui est consacré dans la revue belge de Philologie et d'Histoire.

²⁸ Albert d'Haenens est président du département d'Histoire de l'Université Catholique de Louvain-la-Neuve. Il y est également professeur, archiviste général et directeur du Centre de Recherches sur la Communication en Histoire.

²⁹ Albert d'Haenens, *Les incursions hongroises dans l'espace belge (954/955). Histoire ou historiographie ?*, Cahier de civilisation médiévale, numéro 4-16, p. 423-440.

Dans son article, il critique le choix des sources utilisées par l'historienne italienne Gina Fasoli (1905-1992) pour rédiger un article paru dans ces mêmes cahiers deux ans auparavant : *Points de vue sur les incursions hongroises en Europe au Xe siècle*, Cahiers de civilisation médiévale, t. II, 1959, p. 17-35.

³⁰ Lobbes est une ville située dans l'actuelle province belge de Hainaut, entre les villes de Charleroi et de Binche.

³¹ Albert d'Haenens cite ici Folcuin de Lobbes, un moine copiste qui vécut entre 935 et 990. C'est un contemporain des faits qu'il raconte dans son ouvrage. Il est l'auteur de nombreuses *Gesta abbatum*, c'est-à-dire d'Histoire d'abbayes et de monastères. Il rédige *Gesta abbatum Lobbiensium* aux alentours de 980, une abbaye dont il était le supérieur depuis l'an 965 environ.

³² Albert d'Haenens, *Ibid*, p. 438-439.

archives de l'abbaye de Saint-Bertin et des actes de l'abbaye de Sithiu. Néanmoins, en devenant supérieur de l'abbaye de Lobbes, il a pu facilement entendre le récit des moines survivants pour ensuite les recouper afin de les retranscrire avec le plus d'exactitude possible. Pour Albert d'Haenens, il reste cependant *parmi les plus circonstanciés que l'on possède sur les invasions hongroises du Xe siècle*³³. Si l'on accepte cette idée, la *Gesta abbatum Lobiensum* de Folcuin constitue l'une des sources les plus anciennes et les plus fiables de la rencontre des « Belges » et des Hongrois. Il consacre un chapitre entier à ce premier contact pour ainsi dire violent, preuve de l'importance de cet épisode dans l'Histoire de cette fondation bénédictine. Lors de cette rencontre, à l'approche du détachement de cavalerie, les moines sortent au-devant des Magyars. Après des pourparlers visant à sauver l'abbaye, les Hongrois pillent le monastère de l'église Saint-Paul le deux avril 955³⁴. À la différence des Normands, les Hongrois n'ont pas le temps de prolonger longtemps leurs raids dans cette région de l'Occident. Le contact entre les deux peuples est éphémère à cette période. La Horde a été en effet défaite dans la plaine de Lechfeld³⁵ par l'empereur Otton Ier le Grand, quelques mois plus tard en 955. Les Germains y repoussent les Hongrois et font cesser les raids au-delà du Rhin. Il faut ensuite attendre près de deux siècles pour observer de nouveaux contacts significatifs entre les deux peuples. Des relations qui se font à l'initiative des populations de Belgique et de France dans le cadre de croisades, d'échanges commerciaux, religieux et de migrations.

De nouveaux contacts à l'occasion des croisades

La paix de 973 entre les Hongrois et l'empereur Otton marque le début de l'évangélisation des Magyars par leurs voisins méridionaux de l'Empire byzantin. Ils reçoivent ainsi une première influence religieuse venue de l'Orient orthodoxe. L'arrivée de ces prêtres chrétiens est la conséquence directe de ce traité qui comporte la clause suivante :

*« Le libre accès et la protection pour les prêtres et les religieux venue pour convertir les Hongrois. »*³⁶

³³ Albert d'Haenens, *Ibid*, p. 434.

³⁴ La relation de la confrontation entre les moines de Lobbes et les Hongrois est relatée dans ces mêmes pages de la revue Cahiers de civilisation médiévale. Albert d'Haenens, *Ibid*, p. 438-439.

³⁵ Bataille qui se déroule le 10 août 955.

³⁶ Charles de Terlinden, *La Belgique et la Hongrie au Moyen-âge, Nouvelle Revue de Hongrie, vol. 56, Budapest, 1937*, p. 15.

Le clergé catholique d'Europe occidentale ne tarde pas à suivre l'initiative des Byzantins. Une partie des prêtres envoyés par la papauté sont d'origine belge. En Hongrie, ces évangélistes obtiennent des résultats extrêmement rapides puisque le royaume devient chrétien dès l'an mille, suite à la conversion d'Étienne Ier, le jour de Noël de l'an 1000. La date du baptême du roi Étienne offre un parallèle intéressant avec celui du roi Clovis pour les tribus franques, le vingt-cinq décembre 498³⁷. À cette date, Clovis domine déjà les territoires romains de Belgique christianisés par le baptême de l'empereur romain Constantin Ier sur son lit de mort en 337³⁸. La date en elle-même symbolise l'ouverture d'une nouvelle ère pour le territoire, celui du christianisme. Malgré des résistances de la part des partisans d'une Hongrie païenne, cet acte a pour effet de convertir l'ensemble des tribus reconnaissant la large autorité d'Étienne Ier. Suite à ce succès, plusieurs de ces prêtres s'installent en Hongrie et obtiennent des fonctions dans les nouveaux évêchés fondés dans le royaume. Charles de Terlinden relève qu'un clerc d'origine liégeoise, du nom de Francom, devient évêque de Veszprem dans le courant du XIe siècle³⁹. De 1046 à 1047, un certain Léodvin, alors évêque de Nagyvarad est chargé de classer les reliques du Trésor royal⁴⁰. Ces clercs ont un rôle tout aussi important que les évangélistes du Xe siècle, puisque leur présence ecclésiastique permet le maintien et le renforcement de la présence chrétienne en Hongrie au XIe siècle, dans un siècle où les successions royales électives sont autant d'occasions de restaurer le paganisme.

Les croisades sont la conséquence de l'instauration de la féodalité suite à la délégation progressive du pouvoir monarchique aux seigneurs locaux ayant leurs fiefs dans les royaumes de l'Europe catholique. Le féodalisme entraîne un état de guerre civile chronique et localisé, qui oblige la papauté à s'ingérer dans les affaires de ces royaumes chrétiens. À la fin du XIe siècle, des lois religieuses relatives aux concepts de *paix* et la *trêve de Dieu* sont instaurées par le Saint-Siège romain. Elles ont pour but d'encadrer et de réduire cet état de violence chronique. Ces mesures sont un échec, elles ne ramènent ni la paix intérieure ni la paix extérieure. En 1095, la situation politique et sociale oblige le pape Urbain II à prendre une mesure plus radicale encore. Elle ne vise plus à contenir la violence, mais à l'exporter hors de la chrétienté et à l'utiliser au service de Dieu. Les empereurs byzantins ont perdu les lieux saints dès le VIIe siècle, au profit des musulmans. Le pape utilise l'abandon de Jérusalem par

³⁷ Les deux souverains, Étienne et Clovis choisissent la date du vingt-cinq décembre c'est-à-dire celle de la naissance du Christ dans la tradition chrétienne.

³⁸ Il avait ouvert la voie au développement du christianisme dans l'Empire en 313 par la promulgation de l'Édit de tolérance religieuse de Milan.

³⁹ Charles de Terlinden, *Ibidem*.

⁴⁰ Charles de Terlinden, *Ibid.*, p. 16.

la puissance tutélaire des chrétiens d'Orient pour offrir une quête commune aux seigneurs catholiques d'Europe occidentale. L'appel d'Urbain II est lancé aux *Bellatores*⁴¹ chrétiens depuis la ville auvergnate de Clermont. La constitution d'une armée chrétienne pour reprendre Jérusalem aux musulmans trouve un écho particulièrement fort dans les provinces du nord de la France et les territoires actuellement en Belgique. Après les invasions du siècle passé, cette entreprise militaire et religieuse est l'occasion pour les peuples de Belgique et de Hongrie de nouer de nouveaux contacts dans un contexte plus apaisé que celui de l'abbaye de Lobbes. Désormais, ces deux territoires appartiennent au même monde depuis la conversion du roi Etienne Ier de Hongrie en 1000.

Des quatre armées qui se mettent en marche en 1096, celle du nord de la Francie et de Basse-Lotharingie est conduite par Godefroid de Bouillon. Natif de la ville hennuyère de Genappe, ou de Boulogne-sur-Mer selon les sources, il est secondé par tous les grands princes régionaux, à savoir : le comte de Flandre Robert II, le comte de Namur Pierre de Courtenay, le comte de Hainaut Baudoin II, les seigneurs de Tournai et la chevalerie du Luxembourg. Les croisés belges portent la croix verte, alors que celle des Français est rouge. Cette armée est d'abord conduite à travers l'Allemagne, puis longeant le Danube depuis la marche d'Autriche, elle passe dans le royaume de Hongrie avant de gagner Constantinople au mois de décembre 1096. C'est la route la plus sûre vers l'Orient. Une entrevue entre le chef des croisés et le roi de Hongrie Coloman a lieu dans la ville frontalière austro-hongroise de Sopron. L'objet de cette rencontre est de discuter des conditions de traversée du royaume magyar. L'entrée d'une telle armée a de quoi inquiéter le roi de Hongrie. Ce dernier comme ses successeurs *se tiennent à l'écart de ce grand mouvement aussi pieux que dévastateur*⁴², qu'est la croisade. Finalement, Coloman n'a pas de difficulté à obtenir des garanties des nobles belges et des Français du nord. Pour éviter les destructions ou les pillages, les croisés sont accompagnés par une forte escorte magyare tout au long de la traversée du royaume. Par mesure de sécurité, Coloman retient dans son palais le frère de Godefroy de Bouillon, Baudoin, le futur roi de Jérusalem. Cette déférence du commandant belge devant le roi de Hongrie s'explique par la nécessité de ne pas épuiser les troupes durant le voyage vers la Terre sainte d'une part, et par

⁴¹ *Ceux qui combattent*, cette formule latine désigne la noblesse dans la société d'ordre. D'après l'historien Alain Derville, ce terme de *Bellatores* est utilisé par les auteurs dès les années 850.

Alain Derville, *La société française au Moyen-âge*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2000, p. 141. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur les territoires du nord de la France et de Belgique à la période médiévale, dont : Alain Derville, *L'agriculture du nord au Moyen-âge : Artois, Cambresis, Flandre Wallonne*, Villeneuve-d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 1999.

⁴² Miklos Molnar, *Histoire de la Hongrie*, Paris, Perrin, 1996, p. 44.

le fait qu'au XIe siècle, la Hongrie occupe une place importante sur l'échiquier politique européen. Elle est considérée comme « *le dernier rempart face au monde orthodoxe et en partie païen qui s'étend à ses frontières* »⁴³ orientales. Elle reprend ce titre de « rempart de la chrétienté » après la prise de Constantinople en 1453 par les Ottomans. Sur le sol européen, le royaume de Hongrie devient alors le premier défenseur de la chrétienté contre les envahisseurs musulmans. Lors de cette traversée, certains seigneurs belges comme Anselme de Bra, châtelain de Logne⁴⁴, stoppent leur voyage vers Jérusalem et s'y installent.

Lors de la seconde croisade de 1147 à 1149, les troupes composées de chevaliers brabançons et flamands forment l'avant-garde du roi de France Louis VII. Ils sont placés sous le commandement du comte de Flandre, Thierry d'Alsace. Une nouvelle fois, ils franchissent la Hongrie en suivant la vallée de la rivière Drave, au sud de Buda. Une nouvelle fois, la traversée se passe sans encombre notable. De cette traversée naissent des *colonies flamandes*⁴⁵ qui s'implantent en Hongrie avec l'aide du roi Géza II. Cet appel migratoire que favorise la seconde croisade est en accord avec la posture multiculturelle que veut donner le roi Etienne Ier à la Hongrie :

*« Faible et débile est le royaume qui n'a qu'une langue et des coutumes uniformes. »*⁴⁶

Au début du XVIIIe siècle, la Hongrie est en accord avec la posture multiethnique voulue par le roi Saint-Étienne. Au sein du royaume, on retrouve principalement des Latins, des Germains, des Magyars, des Slaves et des Turcs. La Belgique reste également un espace multiethnique avec des Wallons assimilés à des populations latines (comme en Hongrie) et des Flamands d'ascendance germanique.

Cette posture est à opposer avec la volonté d'uniformisation imposée sous le règne de l'empereur et roi de Hongrie Léopold Ier. Pour le XVIIe siècle, nous verrons les effets d'une spécialisation économique des territoires de l'Empire, d'une uniformisation politique sur le modèle de la capitale autrichienne et d'une germanisation des administrations locales pour les provinces de Transylvanie et de Hongrie.

⁴³ Miklos Molnar, *Ibid.*, p. 38.

⁴⁴ Le château fort de Logne existe toujours. Il se trouve dans un hameau qui dépend de la commune belge de Ferrière dans l'actuelle province de Liège. Ce point défensif est cité dans des chroniques dès l'an 862.

⁴⁵ Charles de Terlinden, *Ibid.*, p. 17.

⁴⁶ André-Emile Parmentier, *Album Historique*, vol. 2, Paris, Armand Colin, 1897, p. 103.

À l'occasion de ces installations, plusieurs villes sont fondées dans le comitat de Szepes⁴⁷, ou de Zips en allemand⁴⁸. Ce comitat est situé sur une riche route commerciale allant de l'Allemagne à l'Orient dans l'extrême nord de la Hongrie historique. C'est un lieu d'implantation idéal pour des artisans et des commerçants. On retrouve également des fondations sur des axes similaires comme dans la vallée de l'Aluta⁴⁹ et dans des centres économiques comme les villes de Sarospatak⁵⁰, de Fehérvár et d'Esztergom. Dans chacun de ces établissements, les Wallons disposent d'un droit de sauvegarde de leurs coutumes et de leurs églises. Les échanges se stabilisent sur l'ensemble de la période médiévale. Les implantations se maintiennent, se renforcent et s'intensifient jusqu'à l'époque moderne. Les sources attestent de ces installations de colonies en provenance de Belgique dès le XVe siècle. En 1430, le français Bertrandon de Brocquière indique à son retour à la cour de Philippe le Bon, que durant son voyage, il rencontre à Pest des tailleurs de pierre qui parlent français⁵¹. De la même manière, le pape Sixte V écrit au roi de Hongrie Mathias Corvin à ce propos. Il note cette filiation de populations hongroises avec la lointaine Belgique :

*« Ces Flamands qui parlaient français n'étaient autres que les descendants de colons liégeois. »*⁵²

Pour la Hongrie, cette présence est déjà confirmée par l'évêque magyar Nicolas Olah pour la région d'Agria, située en Hongrie sur les contreforts des Carpates. Il est le secrétaire de la reine de Hongrie Marie de Habsbourg, qui devient après la mort de son époux Louis II Jagellon à Mohacs en 1526, la gouverneure des Pays-Bas de 1531 à 1555 :

*« Dans la vallée d'Agria, il y a quelques villages, habités par des colonies de ces Éburons, que l'on nomme maintenant Liégeois ; ils parlent encore un langage français ou wallon. »*⁵³

On retrouve cette confusion régionale pour nommer les populations belges implantées en Hongrie depuis la période médiévale. Néanmoins, Nicolas Olah utilise la filiation celtique

⁴⁷ Aujourd'hui en Slovaquie, ce comitat a été fondé au XIe siècle. À la différence des autres subdivisions de Haute-Hongrie, il est de culture germanique. Il reste néanmoins favorable à la rébellion au début du XVIIIe siècle. Un agent kuruc originaire de cette région, l'abbé Brenner, est d'ailleurs envoyé par François Rakóczi en mission auprès du pape Clément IX en 1707 pour démontrer l'attachement du prince de Transylvanie à la religion catholique.

⁴⁸ Se référer à la carte des comitats de Hongrie qui se trouve en Annexe.

⁴⁹ Aujourd'hui, la rivière Olt dans le centre de la Roumanie.

⁵⁰ Le fief de la famille princière des Rakóczi au XVIIe siècle.

⁵¹ Béla Kopeczi, *Histoire de la culture hongroise*, Budapest, Corvina, 1994, p. 55.

⁵² Charles de Terlinden, *Ibid.*, p. 18.

⁵³ Charles de Terlinden, *Ibidem*.

de la tribu des Éburons implantée entre la Meuse et le Rhin au moment de la conquête romaine en cinquante-six avant Jésus-Christ. C'est un lien identitaire et culturel que nous avons relevé précédemment. Ces colonies laissent une empreinte encore visible dans le paysage de cette grande vallée viticole d'Eger, l'ancienne Agria :

« Le Furmint aurait été introduit par des émigrés originaires des coteaux de la Meuse. »⁵⁴

Même si la question fait débat chez les œnologues⁵⁵, ce cépage du vignoble aurait pour origine les coteaux de la Meuse, anciennement sur le territoire des Eburons et de la Belgique gallo-romaine. Le produit de cette vigne finance la rébellion contre les Habsbourg entre 1703 – 1711. À l'image du vignoble de Tokay, c'est un bastion rebelle de la guerre d'Indépendance hongroise. C'est également le lieu où le marquis des Alleurs et François Rakóczi se rencontre en avril 1705. Dès la période médiévale, des populations issues des provinces belges participent à la mise en valeur du territoire dans les domaines agricoles, urbains et commerçants⁵⁶. Pour l'historien français Ernest Denis⁵⁷, la politique d'ouverture culturelle pratiquée a bien été bénéfique à la fortification économique et sociale de l'État magyar, ainsi qu'à son expansion tout au long de la période médiévale⁵⁸.

Malgré le renforcement de l'Etat féodal hongrois tout au long de la période médiévale, la conversion au christianisme des Magyars et leur participation aux croisades contre les forces musulmanes modifient la manière dont les peuples d'Europe occidentale perçoivent les Hongrois. Après la terreur suscitée par les Hordes arpadiennes au IXe et Xe siècle, les cavaliers hongrois passent d'une image de féroces combattants à celle de couards. Ce tournant a lieu sous le règne de Sigismond de Luxembourg. Roi de Hongrie de 1387 à 1437, il est tout de même lié à la Flandre et à la Bourgogne par son titre de duc du Luxembourg qu'il obtient

⁵⁴ Charles de Terlinden, *Ibidem*.

⁵⁵ Des sources discordantes affirment que ce sont plutôt des missionnaires italiens qui l'introduisent. D'autres spécialistes lui donnent davantage une origine autochtone ou autrichienne.

Son analyse ADN montre que le Furmint est issu d'un croisement du cépage hongrois d'Harslevelu (qui entre dans la composition du vin liquoreux de Tokaj Aszu), et le Gouais blanc. C'est ce dernier qui provient de la Meuse. Ce cépage de Gouais blanc était exploité au Moyen-âge dans le nord et dans l'est du royaume de France après avoir été introduit en Gaule par les Romains. Le Furmint possède donc une triple filiation, italienne d'abord, franco-belge ensuite, et enfin hongroise.

⁵⁶ Béla Kopecki, *Histoire de la culture hongroise*, Budapest, Corvina, 1994 p. 54.

⁵⁷ Ernest Denis naît à Nîmes en 1849 et décède en 1921. C'est un spécialiste de l'Allemagne et de la Bohême. Il use de son influence auprès du gouvernement français à la fin de la Première Guerre mondiale pour favoriser la formation d'un État tchécoslovaque indépendant.

⁵⁸ Cité dans Charles de Terlinden, *La Belgique et la Hongrie au Moyen-âge*, Nouvelle revue de Hongrie, vol. 56, Budapest, 1937, p. 15.

en 1419. Maître de toute l'Europe centrale, Sigismond du Luxembourg est confronté aux incursions ottomanes dans les Balkans. Une bataille décisive a lieu sous son commandement le vingt-cinq septembre 1396 à Nicopolis dans le Nord de l'actuelle Bulgarie. Son déroulement modifie l'image de conquérant des Hongrois. Le roi magyar commande une croisade prêchée par le pape Boniface IX. Elle regroupe une coalition chrétienne regroupant des Hongrois, des Tchèques, des Valaches, des Allemands, des Anglais et des Français. On trouve également des forces flamandes. Elles sont regroupées au centre du dispositif croisé sous les ordres de Nicolas de Garra. Ces deux nations signent une trêve dans la guerre de Cent Ans pour répondre à l'appel pontifical. L'objectif est de repousser les Turcs au-delà du Bosphore. Les chevaliers français enfoncent rapidement la cavalerie et l'infanterie légère, mais sont défaits par les troupes lourdes que les Ottomans laissent en réserve. Sigismond de Luxembourg qui commande la réserve majoritairement composée de Hongrois tente de dégager l'Ost français mais ils battent rapidement en retraite face à la charge de la cavalerie lourde serbe de Stefan Lazarevic⁵⁹. Les pertes françaises sont alors suffisamment importantes pour marquer les esprits dans les cours de France et de Bourgogne⁶⁰. Le roi de Hongrie et la couardise de ses hommes sont rendus responsables de cette défaite. Comme nous l'apprend l'historien hongrois Béla Kopeczi, Eustache Deschamps est l'un des premiers à relayer cette idée :

*« En France, certains, comme Eustache Deschamps lui mêmes, attribuèrent la défaite à la couardise des Hongrois. »*⁶¹

On ne peut pas dire qu'Eustache Deschamps soit un amoureux de la Hongrie médiévale. En effet, celui-ci mène une ambassade dans le royaume de Saint-Étienne durant l'hiver 1384-1385 afin de préparer le mariage de la princesse de Hongrie Marie avec le duc d'Orléans. Malgré l'ambassade, les négociations n'aboutissent pas. Le mariage n'a finalement pas lieu puisqu'elle est mariée à Sigismond de Luxembourg. À son retour, il relaye une première fois une image négative de ce pays méconnu en le qualifiant « d'enfer »⁶². Dans la lignée de la mission de 1384-1385, une seconde ambassade est envoyée en 1425 par Charles VII pour appuyer la lutte de Sigismond de Luxembourg contre l'hérésie hussite. C'est

⁵⁹ BNF, Fr. 2646, Jean Froissart, *Chroniques de Gruuthuse*, Livre IV, 1389-1400, f° 220

⁶⁰ Jean de Vienne et Renault de Roye sont tués, tandis que Jean de Nevers, Enguerrand de Coucy, Gui de la Trémouille et Philippe d'Artois sont fait prisonniers. Ces trois derniers meurent durant leur captivité.

⁶¹ Béla Kopeczi, *Histoire de la culture hongroise*, Budapest, Corvina, 1994, p. 52.

⁶² Béla Kopeczi, *Ibid.*, p. 51.

le poète Alain Chartier qui porte la parole de la France à Buda⁶³ contre le prédicateur Jean Huss qui périt sur le bûcher lors du concile de Constance.

Cette perception militaire négative de la Hongrie en Europe occidentale se renforce seulement trois décennies après la défaite chrétienne de Nicopolis. Elle est l'œuvre du conseiller français du duc de Bourgogne, Philippe le Bon. Bertrand de Brocquière visite la Hongrie en 1430 à une période où le royaume de Saint-Étienne est de nouveau confronté aux incursions ottomanes. Dans son rapport, toujours cité par Béla Kopeczi, il reproche *aux Hongrois d'avoir peur des Turcs et de négliger la préparation à la guerre.* »⁶⁴

L'image d'une Hongrie rempart de la chrétienté est mise à mal en Europe de l'Ouest dès le XV^e siècle. À la suite de la bataille de Nicopolis, on observe en France, en Flandre et de manière plus générale dans les territoires de Bourgogne, une inversion de l'image de terreur suscitée par la horde hongroise dès les IX^e et X^e siècles. L'image d'inconstance et de manque de fiabilité des troupes magyares persiste dans le temps. En effet, durant la guerre d'Indépendance hongroise (1703-1711), on observe dans les rapports des agents militaires français ce manque de fiabilité et de discipline des kurucs face au feu adverse :

*« Toute la cavalerie hongroise prit la fuite à toute bride sans qu'il y eu un seul coup tiré de part ny d'autre parce que les Rasciens estoien encore à 200 pas de nos troupes les plus proches d'eux, ces Rasciens tirent environ trente coups de mousqueton ou de pistolet sur quelques fuyards les plus mal monter, ce qui me fit aussytost monter à cheval pour voir ce que c'estoit, le premier homme que je trouvay en mon chemin, ce fut le Prince Ragotzy qui me dit qu'il venoit de perdre une bataille sans que son armée ny ses ennemys eussent tirés un seul coup ; l'infanterie se voyant abandonné par la cavalerie se sauva dans la montagne ».*⁶⁵

Par ses mots, le marquis des Alleurs perpétue l'idée que les Hongrois sont des couards au combat. Cette description a lieu lors de la bataille de Trenscen durant la campagne de 1708. Cette défaite de la rébellion est capitale, car elle brise l'union entre la noblesse et la paysannerie qui se forge autour des espoirs de victoire et de retour à la souveraineté politique. À partir de cette date, l'insurrection perd l'initiative militaire et les nobles cherchent à sortir

⁶³ Béla Kopeczi, *Ibid.*, p. 53.

⁶⁴ Béla Kopeczi, *Ibidem*.

⁶⁵ AAE, Cor. Pol. Hongrie, vol. 13, f° 194

Lettre du marquis des Alleurs au roi de France Louis XIV, écrite de Setzbin le 8 août 1708.

de ce conflit de manière honorable en prêtant une oreille de plus en plus attentive aux propositions de paix de l'empereur Joseph Ier. Les mots du marquis des Alleurs sont dirigés contre le prince de Transylvanie François II Rakóczi qui dirige l'insurrection. À cette date, les deux hommes sont brouillés en raison de désaccords diplomatiques et militaires liés aux initiatives politiques des rebelles en Russie et en Pologne d'une part, au manque de soutien logistique et financier des Français d'autre part. Si l'on observe les engagements de la guerre d'Indépendance hongroise, la couardise des Magyars n'est cependant pas le reflet de la réalité, mais seulement de l'expression de techniques de combat différentes de celles pratiquées en Europe occidentale. La petite guerre et la prudence correspondent mieux à la tradition militaire hordique que les batailles rangées. Elles s'adaptent à la lutte contre des troupes ottomanes et impériales plus expérimentées. L'image militaire des Magyars s'oppose au courage des troupes levées en Belgique.

Les liens qu'entretiennent les Hongrois avec les Francophones (les Belges et les Français) durant la période médiévale au travers des croisades puis de la dynastie des Habsbourg se retrouvent sur les plans local et religieux, notamment en Belgique, dans la capitale du Hainaut, Mons. Le partage religieux de la Hongrie vers la Belgique se retrouve notamment dans la légende de Sainte-Elisabeth.

Des liens culturels visibles sur le plan local belge : les édifices religieux de Mons en Hainaut

La ville de Mons possède des références à la Hongrie dans ses édifices religieux. À proximité de la Grand-Place, dans la rue de Nimy, on trouve l'Église Sainte Erszebeth de Mons. Erszebeth est le prénom magyarisé d'Élisabeth. La sainte patronne de l'édifice est la fille du roi de Hongrie André II Arpad et de Gertrude de Méranie. Sainte Elisabeth de Hongrie est née en 1207 à Presbourg, c'est une descendante directe du mythique prince Arpad. Elle est mariée très jeune au landgrave Louis IV de Thuringe. Les relations diplomatiques entre le Landgraviat et la Hongrie ne sont historiquement pas cordiales. Comme les Pays-Bas méridionaux et l'ensemble de l'Allemagne, la ville de Thuringe a été ravagée par les païens hongrois au Xe siècle. Comme souvent, ce mariage a pour but d'améliorer les relations tout en assurant une paix durable. À la cour du landgraviat, Erszebeth découvre la règle de Saint-François d'Assise qui reprend les commandements de Jésus-Christ à propos de l'obéissance à

Dieu, de la chasteté et de l'abandon des biens propres au profit des pauvres⁶⁶. L'appliquant, elle abandonne sa vie luxueuse au profit des déshérités. À la mort de son époux en croisade en 1227, elle est chassée de Thuringe. Dès lors, elle consacre pleinement sa vie aux pauvres. De cette vie pieuse, on lui attribue une série de miracles notamment celui dit des *Roses*⁶⁷. Décédée en 1231, elle est canonisée dès 1235. Elle est la patronne des Tiers Ordres réguliers et séculiers. Les travaux de cette église de Mons commencent au XIV^e siècle. De simple chapelle, elle adopte un caractère gothique à partir du XVI^e siècle. D'autres édifices religieux portent son patronage. C'est le cas de l'église Sainte-Elisabeth de Haren à Bruxelles et de deux béguinages à Bruges et à Gand. En France, Versailles possède aussi une église Sainte-Élisabeth de Hongrie. Ailleurs dans les provinces belgiques on observe d'autres références à la Hongrie. Elles sont politiques, mais elles se trouvent également dans des édifices religieux. Dans la province de Hainaut, on trouve l'écu de Hongrie sur les vitraux de la collégiale Sainte-Waudru de Mons. À proximité, on peut également remarquer celui de la province la plus méridionale du royaume de Hongrie : la Croatie. Dans la ville de Gand en Flandre, des armoiries des territoires de la couronne magyare figurent à Saint-Bavon. Yvette Vanden Bendem de l'université de Namur le souligne dans son ouvrage consacré aux vitraux de la première moitié du XVI^e siècle conservés en Belgique :

« L'écu de Hongrie ne figure qu'à Sainte-Waudru et à Saint Bavon, ceux de Dalmatie et de Moravie ne sont présents qu'à Sainte-Waudru, celui de Croatie à Sainte-Waudru et à Saint Bavon, celui de Kyburg n'est pas repris à Saint Bavon [...] Par contre, les armes de Habsbourg et de Burgauw figurent partout sauf à Mons. Les armes de Hongrie, de Croatie, Moravie, et Dalmatie ont été réparées, mais non totalement remplacées au XIX^e siècle. La Slovaquie (Haute-Hongrie), identifiée Vindismarch à Mons, était un territoire royal qui faisait partie, avec la Croatie et la Dalmatie, de la Hongrie : Ces trois territoires sont aussi rappelés à Sainte-Waudru. »⁶⁸

⁶⁶ *Jésus, l'ayant regardé, l'aima et lui dit : il te manque une chose ; va, vends tout ce que tu as, donne le aux pauvres, et tu auras un trésor dans le ciel*, cité dans *Évangile selon Marc* 10 : 21, et *Évangile selon Mathieu* 19 : 21.

⁶⁷ La légende dit que Sainte Elisabeth de Hongrie portait secrètement et anonymement du pain aux pauvres. Couple très uni, son mari Louis IV de Thuringe désapprouve ces escapades nocturnes de peur qu'il ne lui arrive une mésaventure. Un soir, Louis IV surprend Élisabeth dans l'une de ses aumônes. Il lui demande des explications. Prise sur le fait et ne sachant quoi répondre, elle cache les pains sous son manteau, puis ment sur ses intentions, avant de se raviser et d'avouer. Quand elle découvre son manteau, ses mains ne contiennent plus des pains, mais des roses.

⁶⁸ Yvette Vanden Bendem, *Les vitraux de la première moitié du XVI^e siècle conservés en Belgique*, t. V : *La collégiale Sainte-Waudru à Mons*, Namur, Presses Universitaires de Namur, 2000, p. 76.

Les bénédictins de l'abbaye de Saint-Bavon font également référence aux Hongrois à Gand. Les premiers vitraux de la cathédrale Saint-Bavon sont offerts par Marie de Hongrie, Charles V et Philippe II, mais ils sont détruits par des iconoclastes en 1566. Les armes de la cathédrale Sainte-Waudru détaillent également les composantes territoriales du royaume de Hongrie dont Marie de Hongrie est la reine consort de 1522 à 1526. Native de Bruxelles, elle est la sœur de l'empereur Charles Quint né à Gand et la tante du roi d'Espagne Philippe II. Dans le but d'assurer la paix entre le Saint-Empire romain germanique et la Hongrie, un double mariage a été contracté entre la Maison de Hongrie et la Maison des Habsbourg. Marie épouse le roi de Hongrie et de Bohême Louis II Jagellon, tandis que la sœur de Louis II se marie avec l'archiduc Ferdinand. L'union dynastique ne résiste pas à la poussée ottomane. Sans enfant, elle réussit à faire élire son frère Ferdinand au trône de Hongrie pendant sa régence. En proie à la guerre civile, le royaume de Saint-Étienne s'effondre et se morcelle. Elle rentre aux Pays-Bas méridionaux où son frère Charles Quint lui demande de gouverner la province à partir de 1531. De nature très pieuse, l'ancienne reine consort de Hongrie exerce son pouvoir sur l'autre périphérie de l'Empire des Habsbourg jusqu'en 1555. Elle est passée à la postérité pour son mécénat et sa poigne de fer. Elle réprime le soulèvement de Gand et impose une inquisition d'État. Sa simple présence à la tête des provinces belgiques consolide le lien entre les deux périphéries de l'Empire. Pour la seconder, elle s'appuie sur un conseiller du nom de Nicolas Olah⁶⁹. Ce Hongro-transylvain suit Marie de Hongrie à son retour de Buda et il séjourne à Bruxelles. Il reste à ses côtés pendant quinze ans, avant de rejoindre le roi Ferdinand de Hongrie.

Au-delà des provinces de Hongrie, on retrouve dans la cathédrale Sainte-Waudru les armoiries d'autres provinces périphériques. C'est le cas de la Moravie. Ce territoire est également affilié à la Hongrie. La Grande-Moravie est fondée en 833. Elle est détruite par les Hongrois en l'an 907. Le quatre juillet de cette même année, l'alliance des Bavarois, des Carantaniens et des Moraves est battue à la bataille de Presbourg⁷⁰. La Moravie perdure néanmoins. La partie tchèque survit d'abord pendant un siècle sous la forme de

⁶⁹ Né en Transylvanie à Szeben en 1493, il est le fils d'un dynaste de Valachie qui occupe un poste de haut fonctionnaire de Transylvanie. Il est affilié par sa mère à la dynastie des Hunyadi, par l'intermédiaire de Jean Hunyadi le propre père du roi de Hongrie Mathias Corvin. D'abord conseillé de Marie de Hongrie puis de Ferdinand à son retour, il concentre ensuite les dignités politiques et religieuses : chancelier, évêque de Zagreb, et archevêque d'Eger. Pieux lui aussi, il est un acteur majeur de l'implantation de la Contre-Réforme catholique en Hongrie.

⁷⁰ Aujourd'hui Bratislava, la capitale de la Slovaquie depuis le premier janvier 1993. Elle le fut également dans le passé, le 14 mars 1939, pour la première République slovaque (1939-1945). La ville porte le nom de Pozsony en Hongrois.

microprincipautés qui prêtent tantôt serment aux Hongrois, tantôt aux Francs. Entre 1019 et 1029, la Moravie est de nouveau réunifiée par les princes de Bohême, puis elle est rattachée à leur territoire en qualité de province. La partie slovaque de la Grande-Moravie reste hongroise en 955. Ces terres accidentées, montagneuses et riches en minerais, constituent une partie de la Haute-Hongrie. C'est une province septentrionale que le prince Rakóczi défend âprement lors de la guerre de Succession d'Espagne, avec le concours des Français représentés par le marquis des Alleurs.

Ces représentations rappellent les échanges qui perdurent entre les Hongrois et les « Belges » depuis les premiers contacts violents du Xe siècle. Elles sous-entendent une forme de continuité dans leurs relations. Par l'intermédiaire des Habsbourg et des unions dynastiques, elles s'expriment dans les domaines politique et religieux. La présence de symboles et de patronages originaires de Hongrie dans les édifices catholiques tend à tempérer le souvenir désastreux qu'ont laissé ces barbares païens aux populations lors des raids. De nouvelles connexions vont se réaliser à l'époque moderne par l'intermédiaire des luttes dynastiques entre les Maisons de France et de Habsbourg. À la suite de ces premiers contacts guerriers puis religieux, les territoires de la périphérie du monde habsbourgeois sont engagés dans le concert des nations par l'intermédiaire des jeux d'alliances, dont le système de revers est certainement le plus important aux XVIe – XVIIe siècles.

Des liens qui se perpétuent à l'Epoque moderne

Les militaires et les diplomates belges dans les guerres austro-ottomanes

Charles Quint ne se désintéresse pas des affaires de Hongrie, mais il s'avère bloqué par l'alliance de revers entre le roi de France François Ier et le sultan Soliman II le Magnifique. C'est ainsi que, dès la paix des Dames⁷¹ de 1529 signée avec le roi de France, l'empereur prend la décision de s'ingérer dans les affaires de Hongrie. Il entreprend de venger son beau-frère Louis II de Hongrie, de secourir son frère Ferdinand et sa sœur Marie, qui sont respectivement monarque de Hongrie et veuve de Louis II depuis 1526.

⁷¹ Elle est aussi appelée, Traité de Cambrai.

Après la défense victorieuse de Vienne contre les Ottomans en 1529, Charles Quint lance une contre-attaque en suivant l'axe du Danube. Son armée regroupe toutes les forces de l'Empire et de la chrétienté dans ce qui devient une véritable croisade contre le « péril musulman » représenté par les Turcs. Dans cette guerre de religion, le fleuve Danube est perçu comme une voie militaire d'une importance stratégique capitale. Dans cette reconquête de l'Alföld, l'empereur prend en personne la tête de la gendarmerie flamande, une unité plus connue sous le nom de garde d'ordonnances. Ce contingent levé aux Pays-Bas se distingue particulièrement lors des campagnes de 1529-1533. Elle est commandée par Adrien de Croy, comte du Rœulx. Ces gendarmes s'illustrent d'abord à Lintz, le huit septembre 1532, où ils repoussent l'armée du Khan de Tartarie, allié du sultan⁷². Puis à Fernitz où ils écrasent l'arrière-garde ottomane. Ces campagnes de la fin des années 1520 – début 1530, ont pour effet de faire refluer de Hongrie occidentale les forces du sultan Soliman II. Les Turcs sont alors perçus comme invincibles. Ils ont pourtant écrasé les Hongrois et les garnisons impériales, et plus tôt, les Byzantins en 1453. Ce reflux apporte une gloire immense à leurs vainqueurs, c'est-à-dire au souverain habsbourgeois et au corps d'armée levé aux Pays-Bas. Au-delà du retentissement de ces campagnes sur la scène européenne et chrétienne, le recul des Turcs permet au roi de Hongrie Ferdinand de Habsbourg de conserver un ancrage dans l'ouest de la Hongrie afin de mener une guerre de reconquête dans un avenir qui se veut proche. Elle ne sera véritablement victorieuse que cent cinquante ans plus tard sous la conduite du prince Eugène de Savoie après le second échec des Turcs devant Vienne en 1683.

En 1533, fort de son succès sur son ennemi oriental, l'empereur cherche à tirer profit de cette reconquête partielle du royaume de Hongrie. Pour cela, il confie la négociation de ses acquisitions territoriales hongroises à un diplomate d'origine belge. Il s'agit de Cornelius de Schepper né à Nieuport en l'an 1500⁷³. Malgré son jeune âge, il obtient des Ottomans l'acquisition des territoires reconquis pour le compte du roi de Hongrie Ferdinand de Habsbourg. Le diplomate belge augmente ainsi l'emprise territoriale des Habsbourg sur la Hongrie, et par la stabilisation de la situation militaire, entérine la division tripartite de ce royaume autrefois unifié⁷⁴. En sus, un armistice est signé avec le « second » roi de Hongrie, le prince de Transylvanie Jean Szapolyai.

⁷² *Biographie Nationale*, Académie Royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-arts de Belgique, t. 4, Bruxelles, Thiry, 1873, p. 536.

⁷³ Il décède à Anvers en 1555.

⁷⁴ La partie occidentale sous l'égide de Ferdinand de Habsbourg, la partie orientale sous le contrôle du prince de Transylvanie Jean Szapolyai, allié des Turcs et la Grande Plaine sous administration directe du sultanat.

L'influence de ce compatriote des gendarmes flamands sur les affaires de Hongrie et la rivalité entre les dynasties de Habsbourg et de Bourbon ne se limitent pas à cette fructueuse négociation de 1533. En 1535, ce même diplomate flamand met au jour la clause militaire secrète du traité de commerce, dit des capitulations, signé la même année par l'ambassadeur de France Jean de la Forest pour le compte de François Ier de France avec le sultan Soliman II. Cette clause secrète prévoit une assistance mutuelle et automatique entre Ottomans et Français en cas de conflit armé contre l'empereur du Saint-Empire romain germanique ou l'un de ses alliés, notamment le roi de Hongrie et les États du Cercle de Bourgogne. La paix est ainsi de courte durée en Europe centrale.

Fort de son alliance avec le roi de France, Soliman II part à la conquête des territoires perdus entre 1529 et 1533. Il reprend les forteresses danubiennes de Visegrad et d'Esztergom. Une nouvelle paix est négociée. Cette fois, elle est confiée à un compatriote de Cornelius de Schepper. Le diplomate impérial Augier-Ghislain, natif de Comines, négocie pour le compte de Ferdinand de Hongrie. Malgré l'avancée ottomane et après la défense héroïque de la ville d'Agria⁷⁵ par la garnison impériale, Augier-Ghislain reçoit la mission de préserver l'intégrité territoriale de la Hongrie habsbourgeoise. Loin de l'Europe centrale, les tractations diplomatiques ont lieu en Asie Mineure. Sa mission est un succès. En gage de paix, il assure le maintien d'une Marche habsbourgeoise en Hongrie. Après la mort de Charles Quint en 1558 et de son frère Ferdinand en 1564, les affaires de Hongrie continuent d'accaparer une partie de l'attention des Habsbourg de Vienne. Malgré le passage des États du Cercle de Bourgogne sous souveraineté espagnole en 1556, les sujets originaires des provinces belges restent mobilisés pour la défense d'une Hongrie habsbourgeoise. Désireux de solidifier ses frontières orientales en améliorant ses relations avec le Safavide d'Iran Tahmasp Ier et de poursuivre la conquête de la Méditerranée orientale, le sultan Sélim II signe nouveau traité de paix avec l'empereur Maximilien II en 1568. Il est ratifié par le Gantois Charles Rym⁷⁶ au nom du souverain habsbourgeois.

⁷⁵ Cette ville portant actuellement le nom d'Eger est le théâtre de nombreuses batailles entre 1526 et 1711. Positionnée sur les contreforts des Carpates où s'épanouit un riche vignoble, elle constitue un bastion de la rébellion de François Rakóczi entre 1703 et 1711. Comme en témoignent les lettres de sa correspondance, le marquis des Alleurs y séjourne à plusieurs reprises.

⁷⁶ Gand, 1533 – 1584.

La Hongrie ou l'École de Mars des militaires belges

Les actions conjuguées des diplomates, des soldats et des commandants originaires des provinces belges s'avèrent très importantes pour le maintien d'une Hongrie habsbourgeoise sur la scène européenne et chrétienne au XVI^e siècle. Dans l'une des périodes les plus critiques de la longue Histoire de la Hongrie, la présence militaire et diplomatique belge coïncide également avec une période de guerre aux Pays-Bas. Ce contexte agité dans les périphéries de l'Empire des Habsbourg forme la jeunesse belge aux métiers des armes. Elle fait de ces sujets des soldats robustes et redoutés. Ces derniers trouvent un lieu d'expression dans l'agitation continuelle qui règne en Hongrie. Cette région est alors surnommée l'*École de Mars*⁷⁷ par les Belges eux-mêmes. L'*École de Mars* fait bien entendu référence à l'école de la guerre, en lien avec le dieu romain de la guerre du même nom. Fort des qualités militaires développées par les habitants des provinces belges contre les troupes françaises au service des Valois, les empereurs du Saint-Empire romain germanique utilisent ainsi régulièrement la valeur des soldats belges en Hongrie. S'ils sont dits « wallons ou flamands »⁷⁸, à vrai dire, ils sont originaires de toutes les régions des Pays-Bas. Avec la domination de l'Espagne à partir de l'année 1556, les Pays-Bas sont réintégrés dans les guerres austro-ottomanes dans le cadre de la Sainte-Ligue, où l'Espagne est partie prenante.

Dans ce contexte, l'empereur – roi de Hongrie Rodolphe II⁷⁹ demande au gouverneur général des Pays-Bas, de lui fournir des officiers et des soldats expérimentés pour faire face à une nouvelle invasion turque de la Hongrie habsbourgeoise⁸⁰. En effet, depuis l'année 1591, les Ottomans y opèrent des raids de plus en plus marqués. Un conflit ouvert éclate en 1593 et se prolonge jusqu'en 1608. Durant la guerre austro-ottomane de quinze ans (1593 - 1608) et

⁷⁷ Une expression relevée par l'historien belge Charles Terlinden dans : *La Belgique et la Hongrie à l'époque moderne*, Nouvelle Revue de Hongrie, vol. 57, Budapest, 1937, p. 198.

⁷⁸ À l'instar des migrants venant des provinces belges, installés en Hongrie et surnommés Liégeois ou Flamands, les militaires belges sont généralement qualifiés de Wallons par les Hongrois. Pourtant, on trouve dans les rangs de ces compagnies des Flamands, des Hennuyers, des Ardennais, des Liégeois ou encore des Brabançons. Cette confusion sur la région d'origine est relevée par le chroniqueur Jean Stavelot (continuateur du chroniqueur Jean d'Outremer) dont les travaux sont repris par :

Anton Vantuch (membre de l'Institut d'Histoire de l'Académie slovaque des Sciences), *La participation liégeoise à la croisade contre les Hussites en 1421*, acte du colloque tenu à Liège les 28, 29 et 30 octobre 1968 : *Liège et la Bourgogne*, Liège, Bibliothèque de Liège, 1972.

Stanislas Bormans, *Chronique de Jean Stavelot*, Hayez, 1861.

⁷⁹ Rodolphe II est le fils aîné de Maximilien II. Il est roi de Hongrie et de Croatie de 1572 à 1608 et empereur du Saint-Empire romain germanique de 1576 à 1612.

⁸⁰ Charles Terlinden, *La Belgique et la Hongrie à l'époque moderne*, Nouvelle Revue de Hongrie, vol. 57, Budapest, 1937, p. 198.

celle de quatre-vingts ans aux Pays-Bas (1568 - 1648), le gouverneur général Charles de Mansfeld répond à l'appel de Rodolphe II et mène deux mille « Wallons » en Transdanubie. Jusqu'à Munich, il emprunte la route Tour et Tassis qui va de Bruxelles à Milan. De là, il oblique en direction de Sud-est en suivant le cours du Danube. Dans la lignée de ses prédécesseurs, le contingent levé aux Pays-Bas espagnols se distingue à plusieurs reprises. Il participe d'abord à la reprise de la ville d'Esztergom, dont le château est enlevé le quatre avril 1595. Mansfeld tué, le commandement passe au duc de Mercoeur. Voyant l'efficacité offensive de ses hommes, Mercoeur décide de renforcer le corps expéditionnaire belge en organisant de nouvelles levées. Ce renforcement des effectifs lui permet de dégager une brigade d'élite qui est chargée de mener les missions les plus périlleuses de la campagne. Au sein de cette brigade d'élite de l'armée chrétienne, Jean t'Serclaes de Tilly s'illustre particulièrement. Il bat les Turcs dans la vallée du Lormos, puis protège avec succès la retraite du duc de Mercoeur le long de la Raab, entre Kanisza au sud de la Transdanubie et la ville de Győr sur le Danube. En 1602, de nouveaux troubles éclatent en Hongrie et la situation se dégrade pour les forces de la Sainte-Ligue. Avec l'accord du gouverneur général des Pays-Bas, l'Archiduc Ferdinand, Tilly est chargé de former un nouveau corps expéditionnaire belge en vue de combattre en Transdanubie. Une fois encore, les « Wallons » reçoivent le titre de régiment d'élite. Ils l'honorent lors la reprise de Győr le douze septembre 1602 d'abord, puis dans la bataille pour la reconquête de Bude, le vingt-sept octobre de la même année. Lors de cet affrontement, Tilly est gravement blessé. Les troubles se poursuivent avec le voïvode de Transylvanie Etienne Bocksaï à partir d'octobre 1604. Malgré les victoires des troupes impériales, Bocksaï obtient une paix avantageuse avec l'empereur Rodolphe II. Elle est signée à Zsitvatorok le onze novembre 1606 par l'archiduc Mathias. Ce traité de paix a eu pour effet de fixer la frontière austro-ottomane et de ramener la paix pour une durée de vingt ans.

La poursuite des interventions militaires belges en Hongrie au cours du XVIIe siècle

L'entrée dans le XVIIe siècle ne marque pas l'arrêt de la levée de troupes belges à destination de la défense des frontières orientales du Saint-Empire. Après une petite période d'accalmie correspondant à la période archiducal dans les Pays-Bas espagnols et à des conflits princiers régionaux pour la maîtrise du pouvoir à l'intérieur du royaume de Saint-Étienne, la guerre se généralise à nouveau en Europe. En 1618 éclate la guerre de Trente Ans.

Par son opposition entre nations catholiques et protestantes, ce conflit est une affaire principalement européenne, dans laquelle les Ottomans n'ont qu'un rôle secondaire à occuper.

Les troupes belges des Pays-Bas espagnols catholiques sont engagées aux côtés de l'empereur. Un escadron de cuirassiers aux ordres du comte Saint-Hilaire est chargé de la défense de l'empereur Ferdinand II face aux forces du général-comte de Thurn. Cette proximité avec le souverain prouve que la réputation des régiments belges n'est plus à construire, mais à défendre. C'est logiquement que le corps expéditionnaire recruté aux Pays-Bas méridionaux compose la garnison de Vienne qui est assiégée par les Transylvains protestants du prince Gabriel Bethlen. Le comte de Bucquoy s'illustre lors de ce nouveau siège de Vienne⁸¹. À la tête des troupes belges, il y perd un bras. En 1620, le même Bucquoy aide Jean t'Serclaes de Tilly, à écraser la résistance bohémienne lors de la bataille de la Montagne Blanche. Cet affrontement s'avère capital pour le rattachement de la Bohême aux États héréditaires des Habsbourg de Vienne. Elle brise la résistance identitaire de la noblesse de ce territoire élevé au rang de royaume dès 1085.

Les batailles entre les régiments belges et les troupes transylvaines font de nombreuses victimes dans les rangs de la noblesse des Pays-Bas méridionaux. Charles Terlinden relève plusieurs noms dans son article pour la *Nouvelle Revue de Hongrie*⁸². Ainsi, après la bataille de la Montagne Blanche, les troupes belges sont renvoyées en Hongrie pour combattre l'armée de Gabriel Bethlen qui défend la liberté de la pratique du culte protestant. Lors de la bataille pour la ville de Presbourg, les seigneurs Outremont, Van der Straaten et Assigny tombent au combat, tandis qu'à Ersekujvar, c'est le commandant-comte Bucquoy qui est tué. Après sa mort, le commandement passe au sire d'Aray. Il est secondé par Jacques de Heymes. Le corps expéditionnaire belge continue de se battre en Hongrie contre des Transylvains soutenus par les Turcs. Il remporte plusieurs succès, dont celui de Wessely est le plus retentissant. Les actions menées en Hongrie par les soldats des Pays-Bas méridionaux catholiques permettent à l'empereur de repousser l'armée turco-transylvaine de Gabriel Bethlen hors de Hongrie. La soumission du prince de Transylvanie est ainsi obtenue lors du traité de Nikolsbourg dès 1621. Néanmoins, celle-ci n'est que temporaire. Lors de ce conflit religieux de la guerre de Trente Ans, des Belges s'engagent également du côté des protestants. Ils sont incorporés au sein de la Ligue évangélique sous le commandement d'Ernest de

⁸¹ Charles Terlinden, *Ibid.*, p. 199.

⁸² Charles Terlinden, *Ibid.*, p. 200.

Mansfeld. À l'image du corps expéditionnaire catholique, l'armée de Mansfeld est active en Europe centrale. Elle cherche en effet à faire sa jonction avec les forces reconstituées de Gabriel Bethlen qui pénètrent en Hongrie au milieu des années 1620. Bien que battues à Dessau le vingt-cinq avril 1626, les troupes protestantes de Mansfeld entrent tout de même en Hongrie. L'aventure hongroise des Belges engagés aux côtés des protestants tourne court, puisque Gabriel Bethlen conclut la paix séparée de Nikolsbourg avec l'empereur, une paix qui s'avère cette fois définitive pour les Belges de Mansfeld. Elle marque en effet la fin de l'engagement des troupes issues des Pays-Bas en Hongrie durant la guerre de Trente Ans.

Après la paix de Westphalie de 1648, qui met fin à la guerre de Trente Ans et donne à la France le rang de puissance hégémonique, les soldats levés en Belgique ont de nouveau l'occasion de s'illustrer dans des guerres austro-ottomanes qui recommencent à ravager la Hongrie. En 1664, comme beaucoup de troupes étrangères, les Belges sont incorporés à une armée impériale qui possède un fort caractère international. Ils combattent les Turcs à la bataille du Saint-Gothart remportée par les forces chrétiennes. Bien que cette bataille soit décisive pour le conflit de 1663 – 1664, leur rôle s'avère plus important lors de la reconquête de la Hongrie sur les Ottomans entre 1683 et 1699. Comme leurs aïeux de 1529, les soldats des Pays-Bas méridionaux sont engagés de manière victorieuse lors du siège de Vienne de 1683⁸³. La retraite turque qui suit marque le début de cette reconquête habsbourgeoise. Les Ottomans se battent pied à pied pour défendre chaque ville, chaque forteresse, chaque bastion. Les Impériaux reprennent successivement les villes hongroises : de Gran (Esztergom) le vingt-sept octobre 1683, de Visegrad le seize juin 1684, puis de Pest face à Bude la même année. Suite à ces conquêtes qui stabilisent leurs maîtrises de la Hongrie occidentale, les chrétiens mettent le siège devant l'ancienne capitale du royaume de Hongrie, Bude, après trois années de combat. Il débute le seize juin 1686 sous le commandement de Charles de Lorraine⁸⁴. On relève une forte présence de la noblesse belge dans les rangs des troupes assiégeant la ville : le colonel Hernan Frédéric d'Apremont Lynden, le comte Dominique de Maldeghem, le comte Hernan Otto de Limbourg-Stirum, le colonel de Bassompierre du régiment de Mercy, le colonel-comte Seran et le capitaine Ligneville du régiment Caprara. À

⁸³ Charles Terlinden, *Ibid.*, p. 202.

⁸⁴ André Lefèvre, *Un libérateur de la Hongrie : Charles V, duc de Lorraine*, vol. 57, Nouvelle revue de Hongrie, Budapest, 1937, p. 118.

Il est le commandant en chef des forces de l'Empire depuis le mois de mai 1683. Sa victoire à Vienne en 1683 et ses reconquêtes renforcent son influence à la cour de Vienne. Il devient durant cette période le conseiller intime de l'empereur. Il est l'un des instigateurs de chimère de la question d'Orient et un défenseur de l'unité impériale par l'unité religieuse et la centralisation politique.

ces commandants d'unités, il faut ajouter les nombreux soldats anonymes recrutés dans les provinces belgiques. En plus de cette présence relativement importante compte tenu de l'éloignement géographique et de la souveraineté espagnole sur les Pays-Bas méridionaux, on peut également ajouter la présence d'un corps de mineurs liégeois levé pour réaliser les sapes des fortifications. Ces Liégeois sont aux ordres du capitaine Liberti, du capitaine en second Chauvet et du lieutenant Lille⁸⁵.

Pour défendre la ville, le pacha de Buda, Abdi Abdurrahman dispose d'une garnison de 10 000 hommes, de quatre cents canons et d'un ravitaillement en vivres et en munitions, assurés. Les chrétiens sont obligés d'attaquer, il n'y a pas de possibilité de réduire la place par la faim. Les Liégeois du capitaine Liberti ouvrent des sapes sous les antiques remparts de la cité. Après soixante-dix-huit jours de siège, une explosion de huit cents tonnes de poudre crée une brèche dans les fortifications de la ville. Les chrétiens de la Sainte-Ligue s'engagent dans cette brèche où les Turcs se battent jusqu'à la mort, mais après cent quarante-cinq ans d'occupation, la ville tombe le deux septembre 1686. Les combats ont été durement menés. Le duc de Lorraine compte quatre mille morts. La ville est détruite et en flamme. Les prisonniers turcs sont exécutés et leur peau vendue aux apothicaires d'Allemagne. De plus, cinq cents juifs sont également massacrés, soit 50 % de la communauté. Malgré ces actes de barbarie, un colonel italien va illuminer de sa raison le chaos ambiant. Il ramasse et sauve les « *Corviana* » qui sont les livres de l'incroyable bibliothèque du roi Mathias Corvin. Il effectue également l'inventaire des bâtiments turcs, des mosquées et des écoles. Les actions de ce colonel ont permis à la fois de sauver des trésors de culture du patrimoine hongrois, mais aussi, de nous dépeindre par ses installations, la nature de la présence ottomane à Buda et cela, à la toute fin de son occupation. Une telle présence d'esprit mérite, à mon sens, d'ouvrir une parenthèse. Si l'on observe le laps de temps qui s'écoule entre la fin du siège de Vienne en 1683 et la prise de Buda le deux septembre 1686, on remarque qu'il aura fallu trois ans pour prendre tous les bastions et forteresses situés entre Buda et Vienne. Pourtant, les villes ne sont distantes que de deux cent cinquante kilomètres.

Le retentissement de la prise de la capitale hongroise est considérable en Belgique, tout comme dans l'ensemble des cours européennes. Des réjouissances sont organisées à Bruxelles dès que la cité apprend la nouvelle. Elles ont lieu dès le onze septembre 1686, soit

⁸⁵ Charles Terlinden, *Ibid.*, p. 203.

seulement neuf jours après la prise de la ville aux Ottomans. Ce laps de temps est extrêmement court compte tenu des délais pour parcourir la distance entre Bude et Bruxelles. En empruntant la route des postes impériales des Tour et Tassis⁸⁶, il faut au minimum six à sept jours aux messagers les plus rapides pour couvrir la distance d'environ 1 400 kilomètres. Lors des célébrations, un feu d'artifice est tiré depuis la place du Grand Sablon⁸⁷. La province étant en proie à des problèmes financiers, les festivités sont réglées par le prince Tour et Tassis. D'autres membres de la noblesse belge commémorent cette conquête. C'est le cas du prince de Ligne qui donne le nom de Bude à sa résidence de Molembeck située dans la banlieue de Bruxelles. Cet événement témoigne des liens qui perdurent depuis la période médiévale entre les entités dynastiques des Habsbourg et leur implication dans les affrontements entre les chrétiens et les musulmans.

Après avoir enlevé la ville aux Ottomans, la reconquête du cours moyen du Danube se poursuit. L'empereur récompense la noblesse qui s'engage à ses côtés. Pour les services rendus, des officiers originaires des provinces belges obtiennent des charges et des terres dans les territoires hongrois reconquis sur les Turcs. C'est ainsi que Ferdinand Gobert, comte d'Apremont Lynden devient d'abord gouverneur d'Eszek en 1687, puis le gouverneur de la place de Belgrade⁸⁸ en 1690. Il est ensuite élevé au grade de Feld-maréchal des armées impériales de Transylvanie. Il épouse la sœur de François Rakóczi en 1691, dont l'union renforce son emprise dans la région.

Durant la guerre de Succession d'Espagne, la présence des régiments belges est presque inexistante en raison de l'envahissement précoce de la province par la France, et de l'aide qu'apporte Louis XIV à la rébellion de François Rakóczi contre l'empereur. Après la reconquête partielle des Pays-Bas méridionaux par les troupes des puissances maritimes à la suite de leur victoire à la bataille de Ramillies en 1706, les Anglais et les Néerlandais lèvent également des troupes belges, mais les cantonnent à la reprise des territoires encore sous domination française.

⁸⁶ En cette saison, avec de bonnes conditions et en chevauchant presque constamment, il faut compter 5 à 6 jours pour effectuer le tronçon Vienne – Bruxelles, et 1 à 2 jours pour la partie danubienne entre Bude et Vienne. Le trajet le plus rapide est le suivant : Bude – Vienne – Ratisbonne – Nuremberg – Cologne – Liège – Bruxelles.

⁸⁷ Cette fête laisse une empreinte dans le Bruxelles contemporain. Depuis, le quartier de Haren est surnommé Buda. Un pont portant le nom de la ville reconquise enjambe également le canal Willebroeck depuis 1955.

⁸⁸ La forteresse de Belgrade est considérée comme la plus importante d'Europe centrale au XVIIIe siècle.

Après le traité d'Utrecht qui marque la fin de la guerre de Succession d'Espagne aux Pays-Bas méridionaux, le souverain des Pays-Bas est de nouveau le même qu'en Hongrie. L'empereur Charles VI de Habsbourg cumule la couronne de Saint-Étienne et celle du Saint-Empire romain germanique au sein duquel les Pays-Bas, désormais autrichiens, sont réincorporés. Avec la fin des combats en Europe occidentale et le changement de souveraineté, on observe le retour de contingents belges dans les affaires de Hongrie. Ils sont placés sous le commandement général du prince Eugène de Savoie qui, bien que nommé gouverneur général des Pays-Bas autrichiens, n'honore pas cette charge pour préparer et mener la guerre contre les Ottomans. Il est remplacé à Bruxelles par le piémontais Hercule-Louis Turinetti, marquis du Prié, qui dispose du titre de ministre plénipotentiaire. Ce dernier s'inscrit dans la tradition des années 1678 - 1685 de nommer des gouverneurs généraux originaires d'Italie à la suite du prince de Parme Alexandre Farnèse (1678 – 1682) et du génois Ottone del Carretto, marquis de Grana (1682 – 1685).

Le prince Eugène qui a mené les troupes de l'empereur dans les Pays-Bas méridionaux, notamment durant les campagnes de 1708⁸⁹ et de 1709⁹⁰, a eu le loisir de constater l'efficacité des soldats belges dans les rangs français, anglo-néerlandais ou autrichiens. Cette constatation le décide à réutiliser des troupes originaires de Belgique pour combattre les Ottomans. C'est ainsi que, dès 1716, le duc d'Arenberg se distingue devant Temesvar à la tête de forces belges. Celles-ci combattent cette fois aux côtés de troupes hongroises qui sont massivement employées par les Autrichiens dans la reconquête. Suite au traité de Szatmar de 1711, qui met fin à la rébellion indépendantiste de François Rakóczi, la moyenne noblesse magyare et les magnats rebelles s'engagent dans la guerre contre les Turcs pour se racheter de l'insurrection contre les empereurs du Saint-Empire (1703 – 1711). L'unification du pays sous la bannière des Habsbourg redonne l'espoir d'une paix plus durable. L'année suivante, en 1717, Philippe-Joseph Nothomb et le général de Bauffe, deux officiers belges, sont chargés par le prince Eugène de conduire le siège de l'importante place forte danubienne de Belgrade. Leurs actions communes permettent aux Autrichiens de reprendre la ville et de verrouiller durablement le cours moyen du Danube, ainsi que l'accès à la grande plaine hongroise. Cette dernière devient alors le grenier de l'Empire, l'intégrant pleinement à l'espace territorial de la dynastie habsbourgeoise. L'engagement des troupes

⁸⁹ Il commande l'armée qui reprend la ville de Lille à la France le 28 octobre 1708, puis Gand le 29 décembre de la même année.

⁹⁰ Il est présent aux côtés du général Marlborough lors de la bataille de Malplaquet le 11 septembre 1709.

belges en Hongrie cesse avec la paix de Passarowitz de 1718. Elle marque la reconquête durable de la Hongrie par l'empereur-roi de Hongrie et sa pacification après cent quatre-vingt-douze ans de divisions et de conflits armés⁹¹, une reconquête dans laquelle les troupes originaires des Pays-Bas ont été extrêmement actives.

⁹¹ De la bataille de Mohács en 1526 à la paix de Passarowitz en 1718.

Des périphéries du Saint-Empire connectées par un réseau routier et postal

L'œuvre de la famille des Tour et Tassis

Le XVe siècle marque un tournant dans l'Histoire postale ; la famille Tassis d'origine italienne jette les premières bases d'une poste internationale en Europe. Elle doit son nom au mont Taissons près de Bergame d'où elle est originaire. À cette époque la féodalité et l'enfermement territorial sont encore très présents. Dans un contexte propice à l'ouverture artistique, intellectuelle et géographique, la famille Tassis perçoit la nécessité d'échanger des informations, non plus à l'échelle de la province ou de l'État, mais à l'échelle du continent.

Le courant humaniste résolument transnational influence cette vision et attend une infrastructure de ce type pour dynamiser la correspondance entre les différents savants européens. Son caractère postal débute avec Alessandro Ier de Tassis Cornello (1414-1484) alors maître des postes à la cour pontificale¹. À l'image de la Renaissance de la cryptologie², les États papaux se montrent à la pointe de l'innovation des pratiques épistolaires. La descendance d'Alessandro Tassis continue les siècles durant à exercer la charge de Maître des postes, formant ainsi une véritable dynastie postale. La Maison des Tassis va jouer un rôle central dans la propagation des idées, des informations et ainsi, dans l'unification du Saint-Empire romain germanique. Les ramifications de la famille Tassis sont très nombreuses et évoluent dans une grande partie des royaumes européens. À la demande de l'empereur Frédéric III de Habsbourg (1415-1495), Ruggiero de Tassis, l'oncle d'Alessandro Ier, fonde après la chute de Constantinople en 1453, une première poste internationale visant à accélérer les échanges épistolaires entre les souverains luttant contre les Turcs. Des lignes postales sont ouvertes depuis Innsbruck vers l'Italie et la Styrie³. Cette première création encore modeste

¹ Se référer à l'Annexe.

² Se référer à la partie cryptologique.

³ Nord-Ouest de la Croatie actuelle. Région à l'est de la ville italienne de Trieste.

marque le point de départ de la formation d'un réseau postal européen. Il constitue également une base de développement pour les réseaux diplomatiques des cours européennes. Entre 1490 et 1520, son fils Jean de Tassis, établit ensuite de nouvelles lignes postales reliant les deux extrémités du Saint-Empire romain germanique. Il connecte ce maillage aux infrastructures des nations limitrophes comme la France, la Pologne ou la Hongrie. Depuis la cité impériale d'Innsbruck, une première route s'étire ainsi jusqu'à Rome par les cités de Trente, de Vérone et de Milan ; une seconde gagne Vienne à travers les Alpes et se prolonge en suivant le Danube vers la capitale de la Hongrie Bude, une troisième unit la capitale impériale à la partie méridionale du royaume de Hongrie : la Croatie. Elle suivait la route de Rome, mais bifurque au niveau de Trieste pour descendre en Styrie et enfin une dernière remontée vers la partie septentrionale de l'Empire jusqu'au Rhin à travers l'Alsace, via les lacs de Constance et Fribourg. Au-delà de ces quatre axes majeurs qui unissent le centre viennois à ses périphéries, la véritable colonne vertébrale de ce projet novateur est formée par la ligne reliant les deux pôles de l'Empire : Innsbruck et Malines dans des Pays-Bas encore unis autour de ses dix-sept provinces. Cette voie postale quitte le sauvage Tyrol en direction des villes du bassin rhénan pour traverser les cités d'Ulm, de Spire, de Worms et de Coblenche, avant de pénétrer dans le territoire de la Belgique actuelle au niveau d'Eupen, pour continuer sa progression vers l'Est à travers les Pays-Bas méridionaux via Saint-Trond, Bruxelles et Malines. Ces cinq grandes lignes relient les principaux centres urbains du Saint-Empire romain germanique à Innsbruck, capitale impériale sous le règne de l'empereur Maximilien Ier entre 1490 et 1519. Au début du XVIe siècle, Malines est la capitale provinciale des Pays-Bas. En effet, entre 1507 et 1530, le gouverneur Marguerite d'Autriche y réside, élevant automatiquement la ville au rang de capitale⁴ devant Bruxelles ou les cités marchandes de Flandre.

Avec l'aide de ses frères Léonard et François, l'œuvre de Jean de Tassis apporte une cohérence administrative nouvelle à un territoire résolument multinational. En remplacement de son frère Jean, François de Tassis est nommé maître des courriers à la cour impériale de Maximilien Ier de Habsbourg⁵. Il part s'installer à Malines aux Pays-Bas. Il y développe la ligne postale Innsbruck – Bruxelles en densifiant le nombre de relais de poste. En moyenne,

⁴ La tante de Charles Quint, Marguerite d'Autriche y rétablit dès 1504 le tribunal souverain des Pays-Bas qui fut supprimé en 1477 par Marie de Bourgogne au profit des instances régionales. Cette période de résidence constitue l'apogée de l'histoire politique de Malines. Elle devient ensuite la capitale religieuse après la réorganisation confessionnelle des Pays-Bas par les Espagnols de Philippe II. En 1559, elle obtient le statut d'archidiocèse.

⁵ Il est le grand-père de Charles Quint naît le 24 février 1500 aux Pays-Bas.

on trouve un relais tous les vingt-huit kilomètres, ce qui permet de disposer de chevaux frais dans chaque relais pour ne pas ralentir la vitesse de transmission. À cette date, son emprise sur la diffusion de l'information européenne est totale. Les réseaux de communication créés leur permettent de diffuser rapidement les événements majeurs se déroulant en Europe. Ainsi, les courriers de Tassis quittent l'Espagne rapidement grâce à ces réseaux pour annoncer les découvertes de Christophe Colomb. Le premier mars 1502, François de Tassis est nommé capitaine et maître de poste des Pays-Bas par des lettres patentes transmises à Gand. Il a pour mission d'assurer la liaison entre Bruxelles et l'Empereur, de développer un réseau postal allant de Bruxelles vers la France, puis de l'étendre jusqu'en Espagne. On saisit ici toute l'étendue continentale du réseau contrôlé par les Tour et Tassis. Moyennant paiement (frais de poste, péages), ces lignes postales servent à tous. Les temps de parcours sont codifiés. L'efficacité de ce système est rendue possible par la tenue d'un « cahier des charges » bien précis en termes de vitesse et d'organisation. Ainsi, un courrier doit parcourir la distance Bruxelles-Innsbruck en cinq jours l'été et en six jours l'hiver. Selon la saison, Bruxelles est reliée à Paris en quarante-quatre heures l'été et en cinquante-quatre heures l'hiver, à Lyon en quatre ou cinq jours et à Blois en seulement deux ou trois jours. L'Espagne est également raccordée au reste du réseau habsbourgeois. Depuis Bruxelles, il faut compter entre quinze et dix-huit jours pour se rendre à Grenade, et entre douze et quatorze jours pour atteindre Tolède et Madrid.

Les délais de transmission s'avèrent relativement courts pour l'époque. Pour tenir ces délais, l'organisation des routes postales s'appuie sur une foule d'auxiliaires qui se doivent d'être compétents. Les secteurs d'activités concernés sont nombreux. La logistique à mettre en œuvre est considérable. Il faut ainsi établir puis entretenir les routes, construire des ouvrages d'art, effectuer des plantations le long des routes, construire les auberges, les écuries et les relais de poste, établir des marchés à proximité des auberges et des relais pour que le voyageur ou le postillon puisse se ravitailler, créer des pâtures pour nourrir et élever les chevaux utilisés par les relais, construire des abris à réserves de fourrage. Au niveau diplomatique, il est nécessaire d'établir des traités internationaux sur le modèle de l'immunité diplomatique des ambassadeurs afin de garantir la sécurité des courriers et ainsi, renforcer la sûreté des transmissions, en période de paix. Par convention, en temps de guerre, les courriers ne doivent pas être attaqués. Malgré ces mesures prises, les postillons allemands font l'objet de représailles identitaires, principalement en Hongrie. Les cabinets noirs des belligérants s'activent également le long des routes pour violer la confidentialité des missives. La guerre

du renseignement a pour objet la route et la lettre. Contrôler ces deux éléments, c'est rendre l'ennemi aveugle, l'isoler de sa capitale et de son réseau. Sans directive et sans information, l'ambassadeur ou le militaire ne représente plus une menace. À la vue des enjeux, il est facile de comprendre que le moratoire postal ne soit pas respecté, même si officiellement il n'en est rien puisque les cabinets noirs agissent avec la discrétion inhérente au métier d'espion. Par conséquent, toute une activité se développe autour des lignes postales. Les métiers liés à leur fonctionnement sont donc aussi divers que variés. La vitesse des liaisons est fonction du niveau des infrastructures de transport. La rapidité avec laquelle le changement de chevaux est opéré à chaque relais de poste est d'une importance capitale en ce qui concerne le niveau d'efficacité d'une route postale. On voit par exemple qu'en Hongrie, le manque de chevaux constitue un handicap à la progression. Les déplacements des courriers sont consignés sur les feuilles de route. Concrètement, à chaque relais, le courrier doit inscrire sur sa feuille de route le déroulement de l'étape qu'il vient de parcourir. Au moment de la transmission du paquet à un autre postillon, ce dernier doit affirmer que l'objet transporté lui a bien été remis dans une bouquette de cuir qui garantit son inviolabilité. Des feuilles de route ont été conservées et sont consultables aux Archives Générales du Royaume à Bruxelles. Ces feuilles de route se lisent comme des romans d'aventures dignes du Michel Strogoff de Jules Verne paru en 1876. On suit le voyage de ces hommes intrépides lancés au galop sur des routes incertaines tant du point de vue de la sécurité que des infrastructures. Ces feuilles témoignent de cette célérité avec laquelle les postillons se déplacent sur des routes le plus souvent en mauvais état. Comme ils poussent leurs montures, les agents des postes doivent être assurés qu'ils trouveront des équipages frais à chaque relais pour ne pas ralentir leur progression. Grâce aux réformes de François de Tassis susmentionnées, ces lignes postales sont une véritable réussite. Elles rapprochent de manière considérable les centres politiques d'Innsbruck, de Vienne ou de Madrid des périphéries. Ainsi, au début du XVI^e siècle, un courrier expédié de Bruxelles le vingt-cinq mars 1506 à quatre heures de l'après-midi à destination de Maximilien I^{er} d'Autriche, séjournant à Wiener Neustadt, arrive le trois avril 1506 à une heure de l'après-midi. On note l'exactitude retranscrite dans ces feuilles de route. On remarque que la transmission aura nécessité trente-cinq postillons sur un parcours de mille deux cent sept kilomètres. En 1506, l'Autriche n'est plus qu'à neuf jours des Pays-Bas. Quinze ans plus tard, ce temps de parcours est réduit de quarante pour cent, pour atteindre seulement cinq jours.

Fort de l'efficacité avec laquelle cette famille organise le réseau postal européen autour du Saint-Empire romain germanique, son emprise sur l'ensemble du réseau européen s'accroît

encore à partir du douze novembre 1516. Charles Quint octroie à François de Tassis, et à son neveu Jean-Baptiste, la direction générale des postes impériales de Bruxelles jusqu'en Espagne, Rome, Vérone, Naples, en Allemagne et en France. Tous deux doivent créer un service spécial qui pourra se rendre partout où Charles Quint et François Ier pourraient se trouver. La densification du réseau existant se fait dans un contexte d'opposition entre les deux monarchies. Si l'on accepte que la diplomatie soit une arme, la poste est d'abord pensée comme un outil militaire. Charles Quint établit en la faveur de la Maison Tassis un monopole international héréditaire que chaque génération s'attache à entretenir. L'une après l'autre, chaque génération travaille à l'extension et à l'amélioration du réseau par héritages successifs. En conséquence, les temps de parcours raccourcissent encore. Au milieu du XVI^e siècle, Bruxelles n'est plus qu'à trente-six heures de Paris, Lyon à trois jours et demi et Rome, à seulement onze jours. En un demi-siècle, les gains sont considérables. Le début du XVII^e siècle marque une nouvelle fois un tournant dans l'Histoire des postes et dans l'histoire de la famille Tassis.

À la mort du comte Lamoral Ier de Tassis, le sept juillet 1624 à Bruxelles, chaque nation amorce un développement poussé de leur poste nationale afin que l'Etat en tire un bénéfice politique, administratif et financier : c'est le « pavé du roi ». Dans les Provinces-Unies, la compagnie des Indes néerlandaises se charge de la correspondance à destination de l'Orient. En France, le cardinal de Richelieu ajoute aux services postaux du roi le convoi régulier des messageries particulières des voyageurs et des marchandises. En 1666, la principauté de Liège organise également un service journalier de chariots postaux allant de Liège à Amsterdam. Cette nouvelle ligne permet à Paris de se connecter à Amsterdam sans passer par Anvers. Symbole de ce développement constant, en 1684, soixante-quatre départs et arrivées de diligences se font chaque semaine sur la voie postale Bruxelles - Rotterdam – Aix-la-Chapelle. Les départs de ces diligences sont rationalisés. Ils s'effectuent toujours au même endroit et autant que possible à la même heure. La prise en charge des voyageurs et des sacs de lettres a lieu dans des cours d'auberges aux noms toujours pittoresques qui accentuent le côté romanesque de ces voyages : le cheval marin, le duc de Savoie, l'homme sauvage.⁶

⁶ Muriel Le Roux, *Postes d'Europe, XVIII^e-XXI^e siècle : Jalon d'une histoire comparée* : [Actes du colloque, 10-12 juin 2004, Paris, Siège du groupe La Poste, Paris, Comité pour l'histoire de la Poste, IHMC, 2007.

La guerre de Succession d'Espagne est une nouvelle période charnière pour la famille des Tour et Tassis⁷. La montée sur le trône espagnol de Philippe d'Anjou, petit-fils de Louis XIV, le consacre comme souverain des Pays-Bas espagnols. Dans cette région tant convoitée par son grand-père, le jeune Philippe V tente de rationaliser les lois et l'administration du pays. Cette homogénéisation administrative se fait communément au profit du système gouvernemental français. Le premier acte du roi d'Espagne est de racheter la poste au prince Eugène des Tour et Tassis, moyennant une redevance de cent soixante-quinze mille florins, une somme colossale qui gage de la maîtrise des voies de communication du territoire. Pour échapper à cette offre qui n'en est pas vraiment une, le prince Eugène émigre alors à Francfort où il transfère rapidement les bureaux des postes impériales. Philippe V décrète alors l'incorporation des postes à la couronne. La France ordonne la construction de chaussées carrossables partant de Bruxelles vers Louvain, Mons, Gand et Namur. Ces grandes voies postales servent d'axes militaires en temps de guerre, de voies commerciales en temps de paix et communément de canaux de diffusion de l'information : gazetière, épistolaire ou même orale. D'Allemagne, les Tour et Tassis conservent le monopole des relais internationaux et accentuent la régularité des liaisons. Leurs courriers sont acheminés trois fois par semaine à Aix-la-Chapelle : le samedi en Bourgogne, le lundi et le jeudi à Cologne et le vendredi à Paris et à Rome. Un changement partiel de souveraineté sur les Pays-Bas méridionaux s'opère après la défaite de la France à Ramillies, le vingt-trois mai 1706.

Le condominium anglo-batave choisit de ne pas réintégrer le prince Eugène de Tassis dans ses anciennes fonctions sur les territoires contrôlés par l'armée anglo-néerlandaise. Ce dernier doit patienter une dizaine d'années pour retrouver ses prérogatives à la suite de l'installation de la souveraineté autrichienne sur les provinces belgiques, et ce, à partir de 1714. Il ne peut exercer sa charge que sur la partie des Pays-Bas méridionaux occupée par l'armée autrichienne. Après la signature des traités d'Utrecht, de Bade et de la Barrière, il poursuit l'œuvre de sa famille en continuant à rationaliser et à améliorer le réseau. L'offre postale gagne encore en régularité et en amplitude : tous les jours, à dix heures du soir, la malle-poste part de Bruxelles vers Mons, Cambrai et Paris ; tous les dimanches vers Middelbourg, Hambourg, le Danemark puis la Suède ; tous les mardis vers la Suisse et l'Italie. La thématique des postes nationales devient une question centrale et un objet de convoitise

⁷ Devenu de la Tour et Taxis sous la courte ère de Léonard II de Tassis (1624-1628). Il prétend descendre en ligne directe des comtes italiens de la Tour et Valsassina. La puissance des Tassis facilite la confirmation de cette filiation. Le nom de la famille s'enrichit d'un nouveau patronyme : De la Tour et Tassis.

pour les États à partir du XVIIe siècle. Elle exprime la croissance d'un nationalisme naissant qui se montre virulent chez les nations dominées par de grands ensembles multinationaux comme le Saint-Empire romain germanique.

La Hongrie et la Belgique dans les flux européens de l'information

La formation du réseau postal impérial n'influence pas seulement les domaines épistolaires, politiques et diplomatiques. Dans son sillage se développent la presse et les éditions. Elles constituent une autre manière de véhiculer les idées. La presse écrite porte communément le nom de « gazettes ». C'est un mot que l'on utilise essentiellement au pluriel. Il désigne les feuilles manuscrites ou imprimées qui véhiculent des nouvelles. Elles commencent à circuler dans l'ensemble de l'Europe occidentale dans la seconde moitié du XVIe siècle⁸. Pierre Rétat, professeur de littérature française et spécialiste de l'histoire de ce genre caractéristique de l'information de l'époque moderne, nous renseigne sur leurs formes et leurs styles :

« Les gazettes sont constituées de textes arides et répétitifs dont le récit est encombré de nombreux détails.⁹ »

Ce mode d'information renaît en Italie au moment de la Renaissance. Un système organisé de collecte et de diffusion de l'information voit le jour autour des grands ports de Venise et de Gênes, ainsi qu'aux abords de la cour pontificale à Rome. D'abord manuscrites, les gazettes tendent à s'imprimer avec l'essor de l'imprimerie au XVIe siècle. Même si les impressions explosent, à l'aube du XVIIIe siècle et jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, on trouve encore une diffusion manuscrite que l'on appelle « nouvelles à la main », mais elles ont une tonalité plus pamphlétaire qu'informative. La diffusion de cette nouvelle presse imprimée s'appuie d'abord sur les lignes commerciales maritimes ou terrestres existantes. L'ouverture de plusieurs lignes postales internationales, allant d'Italie jusqu'aux Pays-Bas en passant par toutes les provinces du Saint-Empire romain germanique, permet aux gazettes de se diffuser dans une grande partie de l'Europe occidentale et dans une moindre mesure en Europe

⁸ Mario Infelise, *Le marché des informations à Venise au XVIIe siècle*, dans : Pierre Rétat, *Gazettes et information politique sous l'ancien régime*, Saint-Étienne, PUSE, 1999, p. 117.

⁹ Pierre Rétat, *Politique et administration*, dans, *Gazettes et information politique sous l'ancien régime*, Saint-Étienne, PUSE, 1999, p. 269

danubienne. Dans un premier temps, les gazetiers exportent les informations italiennes et levantines relatées sur les quais de Gênes, de Venise, Naples et Palerme, par les marins, les soldats et les commerçants de retour de mission. Le XVI^e siècle est une période où les armées catholiques de Venise, de Rome, de Malte, de Vienne et de Madrid affrontent les Ottomans. Les chutes de bastions de la chrétienté méditerranéenne, comme Rhodes en 1520¹⁰ ou Famagouste en 1570¹¹, provoquent d'immenses retentissements dans la communauté catholique. L'effondrement du royaume de Hongrie à la bataille de Mohács en 1526 n'engendre pas les mêmes craintes. À l'inverse de Rhodes, de Famagouste ou de Mohács, les victoires contre les Turcs sont tout aussi retentissantes, avec Vienne en 1529¹², La Valette¹³ en 1565, et Lépante en 1571¹⁴. Ces trois grandes victoires chrétiennes sur les musulmans emportent le mythe d'invincibilité des armées de la Sublime Porte : Vienne marque la fin d'une invincibilité terrestre, La Valette montre que les îles méditerranéennes peuvent résister victorieusement aux opérations turques et enfin, Lépante met un terme à l'invincibilité de la marine du Sultan en Méditerranée. La nouvelle de l'effondrement de ces mythes se répand de plus en plus rapidement via les services postaux européens. L'institution postale conditionne la vitesse de propagation de l'information au niveau continental.

Le rôle des grands ports dans la transmission de l'information sous la forme de récits est fondamental. Le port de Venise possède des ramifications dans l'ensemble du continent et du

¹⁰ La perte de cette ville réputée imprenable met fin à la présence des ordres militaires issus des croisades. Ce siège long de cinq ans provoque l'expulsion de l'Ordre des Hospitaliers de Méditerranée orientale.

¹¹ Le siège de Famagouste se déroule du 22 août 1570 au 4 août 1571. La garnison vénitienne forte de 7 000 hommes affronte une armée ottomane de 200 000 hommes. Cette bataille reste dans l'Histoire en raison de la défense acharnée des Vénitiens qui perdent 6 000 hommes au combat, mais emportent avec eux près de 80 000 Turcs. La résistance de Famagouste permet de retenir une partie de la flotte du sultan (environ 150 bâtiments) qui fait cruellement défaut lors de la célèbre bataille navale de Lépante un mois et demi plus tard. Lors de celle-ci, la Sainte-Ligue écrase les forces navales de Constantinople.

¹² Le siège se déroule du 27 septembre au 15 octobre 1529. Elle oppose une coalition chrétienne formée de 23 000 hommes à 120 000 Ottomans. C'est une victoire décisive des chrétiens. C'est la première véritable défaite terrestre de Soliman le magnifique.

¹³ L'île de Malte devient le refuge de l'Ordre des Hospitaliers après la perte de Rhodes en 1520. Les Ottomans mettent le siège devant le port de La Valette du 18 mai au 11 septembre 1565. Les moyens engagés sont une nouvelle fois considérables. Les 6 000 chrétiens affrontent 48 000 Turcs. La victoire des chrétiens marque un coup d'arrêt dans la tentative ottomane de conquérir la Méditerranée occidentale.

¹⁴ La bataille de Lépante a lieu le 7 octobre 1571 au large des côtes grecques. La flotte chrétienne est commandée par l'espagnol Don Juan d'Autriche. Ce demi-frère légitimé de Philippe II de Habsbourg commande 213 galères et 30 000 hommes, dont la moitié appartient à la République de Venise. Les Turcs disposent de 273 vaisseaux. Le romancier et poète espagnol Miguel de Cervantès, auteur de *L'ingénieux hidalgo Don Quichotte* en 1605 et 1615, perd une main lors de cette bataille. De cet épisode malheureux, il tire son surnom de « Manchet de Lépante ». En 1571, il est âgé de vingt-quatre ans. Cette bataille isole diplomatiquement la France qui n'y participe pas en raison de ses liens avec la Sublime Porte. Devant l'« union sacrée » des nations européennes, elle est perçue comme un premier signe de l'existence d'une conscience européenne. La portée militaire de Lépante est limitée, mais elle marque la première grande défaite de la marine ottomane en Méditerranée.

monde méditerranéen par l'intermédiaire de ses comptoirs et de ses relations commerciales. Cette république marchande est perçue comme fondamentale par les diplomates français. La nomination de l'abbé de Pomponne, diplomate d'expérience, auprès du palais des Doges à la fin du XVIIe siècle n'est pas anodine. C'est un moment charnière où Charles II d'Espagne est à l'agonie. Nous sommes en pleine négociation du partage de l'Empire espagnol. De nouveaux enjeux en lien avec l'information se développent. C'est une période trouble du règne de Louis XIV, un moment où l'espionnage et la quête de l'information deviennent des armes pouvant résoudre les conflits. Au même titre que Vienne ou Londres, Venise est un poste convoité. La Sérénissime est une république qui travaille dans l'ombre. Être ambassadeur à Venise, c'est avant tout collecter les informations provenant de l'Empire ottoman, du Saint-Empire romain germanique, de Hongrie, du monde méditerranéen et même au-delà. Preuve de l'importance de la cité pour la diplomatie française, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères et Maître des postes fait ouvrir une route postale régulière avec Paris dès le milieu du XVIe siècle.

De manière indirecte, par le transport des gazettes, l'institution postale favorise le développement d'une habitude au sein de la haute société européenne, majoritairement alphabétisée : la lecture de la gazette. À partir de la seconde moitié du XVIIe siècle, des responsables postaux tels que le baron Tassis ou le marquis de Manzoli à Modène lisent les gazettes et les « nouvelles à la main », dans le but de s'informer sur le monde extérieur. D'autres personnages importants s'abonnent à des gazettes ou à des feuilles politiques. Les officines qui les produisent prennent en compte les frais postaux pour établir leur prix. Cet aspect montre bien que la Poste possède un réseau de partenaires pour mener à bien ses expéditions. Les officines vénitiennes, à l'image de celles de Giovanni Quorli, contractent des abonnements avec des personnages de toute nationalité appartenant à la noblesse allemande et impériale comme les princes de Brunswick et d'Auersperg¹⁵, les comtes Kindish et Pötting¹⁶,

¹⁵ Le prince Johann Weikhard d'Auersperg est ministre des Affaires étrangères de l'empereur Léopold Ier. Il participe à une négociation secrète à Vienne à propos d'un premier partage de l'Empire espagnol au moment de la guerre de Dévolution (traité est signé le 19 janvier 1668). La France souhaite obtenir les Pays-Bas espagnols. Le chevalier gentilhomme du roi, Jacques Brethel de Grémonville (ambassadeur de Louis XIV à Vienne entre 1664 et 1673) négocie pour le compte de la France avec le prince Auersperg (il avait participé aux négociations de la paix de Westphalie en 1648) alors Premier ministre de l'Autriche et représentant de l'empereur et roi de Hongrie. Ce premier traité de partage est intitulé *Partage du monde* par Lucien Bély, tant l'Empire espagnol est vaste. D'infinies précautions sont prises pour garder le secret autour de cette négociation. Il ne fallait pas piquer la susceptibilité des Espagnols au sujet d'un démembrement de leur empire. Lucien Bély, *Les secrets de Louis XIV, mystères et pouvoir absolu*, dans chap. 15, *Le traité secret de 1668 : un partage du monde*, Paris, Tallandier, 2013.

des grandes familles de la plaine du Pô comme les Mirandella et les Serballon. Ce partage d'informations participe à la formation d'une conscience européenne, à l'image des mobilisations militaires de Lépante en 1571 et de Vienne en 1683.

Au travers du contenu des gazettes, le service postal accompagne ainsi la création d'une opinion publique européenne à partir du milieu du XVI^e siècle. Il est ici un support de développement qui élargit constamment le rayon de diffusion de la presse d'information. Les métiers inhérents à l'édition des gazettes ou au fonctionnement des lignes routières et postales : aubergistes, maîtres de relais de poste, postillons, éleveurs de chevaux modèlent cette identité européenne sous l'Ancien Régime. Symbole de cette conscientisation d'une Europe de l'information par les gazetiers, le Vénitien Domenico Caminer collabore durant plusieurs années à une feuille politique hebdomadaire du nom d'*Europa*¹⁷. Les routes rapprochent mécaniquement les hommes et les territoires. La gazette s'intéresse à des événements parfois lointains, élargissant l'horizon de celui qui sait lire, ou de celui qui écoute ce qui se lit. La poste a le pouvoir d'intégrer les territoires et les populations à l'espace européen. Les Européens s'intéressent désormais aux événements se déroulant à des centaines de kilomètres de chez eux. Les gazettes sont certes réservées à une élite en raison de leur prix et de l'alphabétisation, mais il ne faut pas sous-estimer le pouvoir de pénétration de ces gazettes dans les couches inférieures de la société. En effet, comme l'illustre le tableau d'Adrien Van Ostade, « *La lecture de la gazette*¹⁸ », la transmission orale de l'information joue un rôle important. Le tumulte attrayant des tavernes et des auberges situées à proximité de chaque étape postale, ainsi que les attentes aux relais de poste facilitent l'échange d'informations par la discussion. Les routes postales ne sont donc pas toujours de simples supports de transmission des événements européens. Elles sont aussi des lieux d'échange où les analphabètes peuvent tout autant s'informer en écoutant la lecture d'une gazette ou les histoires d'un voyageur, d'un postillon. Ce sont des lieux prisés par les services d'espionnage qui souhaitent sonder l'opinion publique. Le caractère informel et bon marché des formes manuscrites accentue encore cet aspect.

Une participation également évoquée dans : Szymon Brzezinski et Aron Zarnocski, *A Divided Hungary in Europe. Exchanges, Networks and Representations, 1541 – 1699*, vol. 2, *Diplomacy, Information Flow and Cultural Exchange*, Cambridge Scholars Publishing, 2014, p. 132.

¹⁶ Franz Eusebius, comte de Pötting (1627-1697), ambassadeur impérial à Madrid.

¹⁷ Mario Infelise, *Europa. Una gazetta manoscritta del '700*, dans *Non uno itinere*. Studi storici offerti dagli allievi a Federico Seneca, Venezia, Stamperia di Venezia, 1993, p. 221-239.

¹⁸ Adrien Van Ostade (1610-1685), *La lecture de la gazette*, 1653, huile sur toile, 0,23 * 0,20 m, musée du Louvre, Paris.

Tous ces éléments facilitent le développement du marché de l'information, particulièrement dans les grandes capitales et dans les grands ports par la présence des cours princières, des ambassades, des navires de commerce. À l'image de très nombreuses capitales européennes¹⁹, Venise a l'avantage d'être à la fois un port et une capitale. Elle devient un centre d'informations dès le XIe siècle. Les très autonomes villes commerçantes de Flandre accèdent également à ce statut grâce à leur expansion économique et par leurs nombreuses connexions commerciales. Si l'Italie est un grand centre d'édition des gazettes, les Pays-Bas le sont également pour le nord de l'Europe. Il n'est pas étonnant de constater que le lieu d'exercice du métier de gazetier à Venise se situe dans le quartier San Moisè. La poste qui achemine les correspondances en provenance de l'étranger se situe à proximité de ce quartier. D'ailleurs, les fonctionnaires postaux sont eux-mêmes des générateurs d'informations puisque les maîtres de poste préparent périodiquement des rapports qu'ils envoient sur les routes principales. Dans ces derniers, ils consignent les arrivées et les départs des personnages publics. Comme susmentionnée, la divulgation de ces informations fait suite à des pots-de-vin ou à des menaces. C'est également un secteur proche de la place Saint-Marc qui est le cœur politique et civil de l'État vénitien. Le palais des Doges emploie des centaines de notaires et de fonctionnaires, tous enclin à révéler des informations réservées²⁰. Les « fuites » venant du Sénat vénitien constituent une manne très importante d'informations. Une masse considérable de nouvelles renseignent les agents des gazettes sur l'état du monde.

Dans la périphérie orientale du monde habsbourgeois, les gazettes italiennes et néerlandaises ne disposent pas de correspondants dans la lointaine Hongrie. Les rédacteurs s'appuient alors sur les récits de voyage, les Relations, les « bruits de palais » et les informations fournies par les gouvernements eux-mêmes pour construire leurs articles. La véracité de l'information relayée n'est pas souvent vérifiée et la publication est toujours décalée de plusieurs semaines avec le déroulement réel de l'évènement. La presse du début du XVIIIe siècle n'est pas celle de l'immédiateté. De plus, elle est retardée aussi par la durée de l'expédition vers les différentes régions européennes. À l'instar des correspondances politiques du marquis des Alleurs, les délais nécessaires pour acheminer une information s'allongent en période hivernale en raison des intempéries qui rendent la pratique du réseau routier et maritime plus ardue. La désinformation des populations est une arme de guerre qui renaît avec les gazettes. À ce propos, l'historien François Moureau relève la fabrication de

¹⁹ Lisbonne, Naples, Gênes, Constantinople, Londres, Copenhague, Stockholm, Amsterdam, Saint-Petersbourg.

²⁰Se référer à la partie secrétaire.

fausses nouvelles par les bureaux de guerre²¹. Ceux-ci produisent aussi bien de faux articles que de fausses « nouvelles à la main ». Les espions peuvent ensuite mesurer l'impact de cette désinformation en écoutant les discussions des habitants dans des espaces publics comme les rues, les marchés, les foires, les tavernes ou le quai d'un port qui est peut-être la partie la plus cosmopolite d'un territoire. Les informations orales et écrites du monde entier s'y échangent dans les tavernes. Les gens de mer sont des personnes parfois bavardes : au gré des discussions, la collecte d'informations et la diffusion de fausses nouvelles y sont aisées. Les nations belligérantes utilisent leurs réseaux d'espions pour s'informer de l'opinion publique et si nécessaire pratiquer la désinformation. Les puissances maritimes cherchent à utiliser les organes de presse pour servir leur politique. Les publications néerlandaises et anglaises se diffusent dans ces zones de guerre que sont les provinces belgiques. On retrouve effectivement un de ces actes de désinformation sur le territoire belge dans la correspondance de l'agent hongrois du prince Rakóczi auprès de Maximilien-Emmanuel de Bavière et de la cour de France. Ce dernier réside à Mons où se trouve le Conseil royal.

« Vous verrez par ma dernière lettre cy jointe, que j'ai reçu hier, le détail du combat qui est arrivé depuis en Transylvanie entre les troupes de S.A.S mon maitre et celle de l'empereur. Le succès duquel est fort différent de celui qu'on a publié par les nouvelles ordinaires. »²²

Cette diffusion s'opère par l'intermédiaire des commerçants et des soldats qui se trouvent dans les régions contrôlées militairement par les puissances maritimes. Plus à l'Est, l'histoire du protestantisme prépare involontairement l'opinion publique de ces régions d'Europe à s'intéresser au conflit qui est en train de naître en Hongrie au début de cette même année 1703. À l'image de la guerre de Succession d'Espagne qui occupe une grande place dans les lignes éditoriales, la guerre menée par les groupes protestants hongrois ou cévenols intéresse naturellement les lecteurs et les auditeurs de même confession. L'attention de cette partie de l'opinion publique illustre l'existence d'une communauté européenne protestante au niveau des nations et des peuples. Celle-ci a été forgée par les guerres contre les monarchies catholiques françaises, espagnoles et autrichiennes au XVI^e siècle et au XVII^e siècle. Les Provinces-Unies naissent ainsi du conflit religieux de la guerre de Quatre-vingts Ans contre l'Espagne. Les anciennes dix-sept provinces accueillent ensuite des Huguenots expulsés de

²¹ François Moureau, *L'Enjeu de la communication manuscrite : nouvelles à la main et gazettes imprimées*, dans : *L'Information à l'époque moderne*, Paris, Presses de Paris-Sorbonne, 2001, p. 73

²² AAE, Cor. Pol. Hongrie, vol. 12, f° 319

Lettre du baron de Wettes au marquis de Torcy écrite de Mons le 15 avril 1707.

France après la révocation de l'Édit de Nantes en 1685, ayant subi les guerres de religion françaises de la seconde moitié du XVII^e siècle. Les routes et les services postaux acheminent l'information d'un bout à l'autre de l'Europe. Elles rapprochent les peuples européens en créant une communauté de l'information. On observe toutefois des différences. Tout d'abord, l'Europe occidentale est bien mieux intégrée à cette Europe de l'information que l'Europe centrale et orientale. Cette différence s'explique principalement par le manque d'infrastructures postales et routières en Hongrie, en Pologne, en Transylvanie et dans les Balkans. De plus, les sujets abordés sont différents d'un centre d'édition à l'autre, en raison du contexte et du public. Ainsi, Les Pays-Bas se concentrent sur la rivalité franco-impériale et le protestantisme, tandis que Venise s'intéresse davantage à l'espace méditerranéen et à l'Empire ottoman. Si elle se développe beaucoup plus dans la partie occidentale de l'Europe, elle a le mérite de faire connaître la situation politique de la Hongrie. Elle relate des événements qui s'y déroulent et rapproche des peuples par les idées malgré leur éloignement géographique. Les gouvernements des grandes puissances comprennent rapidement que les gazettes sont un formidable outil de propagande. Elles permettent de justifier une action politique et militaire auprès d'une population moins lettrée formant ainsi la majorité d'une opinion publique encore naissante au début du XVIII^e siècle. La notion de *guerre juste* prend ici tout son sens. Les gouvernements n'hésitent pas à publier des communiqués de presse pour expliquer des décisions politiques ou pour justifier une entrée en guerre. C'est par exemple le cas des Provinces-Unies pour la guerre de Succession d'Espagne qui éditent un document rendant légitime sa déclaration de guerre à la France²³, une déclaration de guerre susceptible d'inquiéter une population qui avait vu l'armée française fortifier ses positions à quelques kilomètres de la frontière de la République, après l'invasion des Pays-Bas méridionaux aux mois de février et mars 1701. Les gazettes ont donc une influence sur leurs lecteurs qui se laissent parfois sciemment désinformer.

Gazettes et révoltes : la découverte d'espaces méconnus pour l'opinion publique

Le développement d'une conscience européenne, c'est-à-dire transnationale, se reflète de manière intéressante dans le panprotestantisme européen. Il existe une véritable filiation entre les communautés protestantes d'Europe. Elle rapproche des nations très éloignées sur le plan

²³ Se référer à la déclaration de guerre.

diplomatique : la Transylvanie et la Hongrie avec la Suède, les Provinces-Unies et l'Angleterre. De plus, la diaspora protestante française et les nations protestantes se passionnent et s'enflamment pour la rébellion cévenole de 1702. L'incendie insurrectionnel y progresse vite. Il est attisé par les exactions des troupes royales sur une population majoritairement protestante. C'est ce que l'historiographie nomme les « dragonnades » en référence au corps de cavalerie des dragons qui mène les opérations de « pacification ». Dans un contexte de guerre européenne, par le vecteur d'une presse en plein essor relayée par un réseau postal ouest-européen désormais dense, cette insurrection régionale attire l'attention des opinions publiques françaises et étrangères. Ces événements mettent en lumière l'existence d'une solidarité panprotestante qui dépasse les frontières du royaume de France. On retrouve ce phénomène à l'Est en Hongrie et en Transylvanie. Ces deux périphéries du royaume de Hongrie, qui appartiennent au monde Habsbourg au début du XVIIIe siècle, font de la défense de la pratique du culte protestant une composante essentielle de leur politique étrangère et de leur identité. Ainsi, la défense de la religion réformée est un élément moteur dans le déclenchement de la rébellion de Rakóczi et dans la justification des interventions des princes de Transylvanie contre les Habsbourg catholiques. De manière analogue, les nations protestantes s'unissent aux protestants hongrois et transylvains sur le plan diplomatique depuis le début du XVIIe siècle et le traité de Westminster entre Istvan II Bocskai et le roi d'Angleterre Jacques Ier Stuart. Ces liens se traduisent de manière concrète au moment où les puissances maritimes proposent leur médiation en faveur d'une paix entre les Hongrois et les Autrichiens dans la guerre d'indépendance hongroise. Dans l'édition de la Gazette de France du treize février 1706, le rédacteur s'inquiète d'une éventuelle entrevue entre les Anglais et les kurucs au sujet d'une médiation pour la signature d'un traité de paix entre l'empereur et le prince Rakóczi. En Europe de l'Ouest, les nouvelles venues des Cévennes sont publiées dès la fin de l'année 1702 dans différents journaux et gazettes²⁴ : celles de Rotterdam et de Leyde dans les Provinces-Unies sont défavorables aux Français. Ces périodiques jouent un rôle dans la guerre de Succession d'Espagne. Ils diffusent une information favorable aux Cévenols, mais se taisent à propos des protestants hongrois de Rakóczi qui se battent contre leur allié autrichien. La propagation de l'information gagne également les organes de presse étrangers, favorables à la France. C'est ainsi que les Gazettes de Bruxelles et d'Amsterdam s'emparent de l'évènement au début de l'année 1703. Les journaux étrangers francophones jouissent d'un large succès auprès de l'opinion, car ils relaient une information moins soumise à la censure

²⁴ Philippe Joutard, *Les Camisards*, Folio, Paris, 1976, p. 119.

que la Gazette de France. Les Français et les habitants des provinces belgiques lisent ces nouvelles de Hongrie et des Cévennes émanant des gazettes francophiles de Bruxelles et d'Amsterdam ou francophobes de Leyde et de Rotterdam.

Selon l'adage rapporté par François Cadilhon : « *un peuple qui veut s'instruire ne se contente pas de la Gazette de France* »²⁵ ; la lecture de plusieurs gazettes est donc une nécessité pour être bien informé. De manière générale, les gazettes étrangères francophones ne sont pas favorables à la France depuis la révocation de l'Édit de Nantes de 1685. Le fait qu'elles relaient le soulèvement dans les Cévennes n'est pas étonnant au regard de leur obédience protestante. Il est tout à fait possible d'étendre cette réflexion sur les Pays-Bas, à l'espace suisse. Le principal organe d'information francophone des Pays-Bas est assurément la Gazette d'Amsterdam, aussi appelée Gazette de Hollande. Sa ligne éditoriale s'appuie sur les informations transmises par la diaspora protestante. Elle est née en Suisse en 1641. Au moment de la Succession d'Espagne, elle était sous la direction d'un Huguenot nommé Jean Tronchain Dubreuil. Anciennement au service de Colbert, il avait dû quitter la France pour Amsterdam dès 1682, suite aux tentatives de conversion forcées. Pierre Rétat a étudié cet organe de presse à l'histoire résolument européenne. Il la qualifie de *miroir de l'Europe au XVIIIe siècle*²⁶ tant ses articles reflètent la situation continentale. Néanmoins, Pierre Rétat et François Cadilhon s'accordent sur l'idée que la Gazette de Hollande n'est pas neutre dans la transmission des informations, mais soumise à l'influence du grand pensionnaire dont elle a édité les rapports²⁷. Ces rapports viennent justifier sa politique intérieure et extérieure à l'opinion publique néerlandaise, belge, française et même européenne, puisque l'ensemble des élites continentales parlent le français. Au sujet de la révolte des camisards, la Gazette d'Amsterdam se montre extrêmement critique vis-à-vis de la politique du roi de France. L'histoire personnelle du gazetier protestant Jean Tronchain Dubreuil ressurgit dans ces diatribes. Vingt ans après son exil volontaire de France, qui fait suite aux mêmes types de persécutions que subissent les Cévenols, il est facile de penser que les autorités néerlandaises ne rencontrent pas beaucoup de difficultés pour le convaincre de critiquer la politique de la France. *A contrario, la Hongrie fut très rarement évoquée*²⁸ dans ses colonnes. Pourtant, les Magyars, également de confession protestante, subissent les mêmes persécutions de la part

²⁵ François Cadilhon, *La Gazette de France et les enjeux de la guerre d'indépendance hongroise*, Budapest, *Studia Caroliensa*, 2004, p. 132.

²⁶ Pierre Rétat, *La Gazette d'Amsterdam, miroir de l'Europe au XVIIIe siècle*, Oxford (Voltaire Foundation), 2001.

²⁷ François Cadilhon, *Ibid.*, p. 133.

²⁸ François Cadilhon, *Ibidem*.

des troupes de l'empereur. Si la Gazette de Hollande possède une ligne éditoriale neutre, alors la part des articles consacrés à la rébellion hongroise aurait dû être équivalente.

Le périodique de Jean Tronchain Dubreuil ne relaie pas les événements qui lui parviennent d'Europe centrale ou de Vienne. Les Provinces-Unies sont en guerre contre la France et alliées à l'empereur. Bien que protestants et persécutés, les Hongrois sont perçus comme des ennemis. La rétention de l'information n'est pas anodine, car la Gazette d'Amsterdam est largement diffusée aux Pays-Bas méridionaux. Elle empêche la population des provinces belgiques de s'informer sur l'autre périphérie du monde habsbourgeois, les « provinces hongroises ». La France se doit de contrebalancer la tonalité défavorable donnée aux actualités. Pour cela, Louis XIV peut compter sur un organe de presse : la Gazette de France. Depuis l'entrée des troupes françaises dans les Pays-Bas espagnols en février-mars 1701, Louis XIV peut utiliser les gazettes locales, comme celle de Bruxelles, pour les événements de Hongrie, mais aussi faire diffuser plus largement la Gazette de France au-delà de la frontière du territoire périphérique espagnol. L'historien François Cadilhon de l'université de Bordeaux-Montaigne et du comité pour l'Histoire de la Poste nous renseigne sur les objectifs éditoriaux de la Gazette de France :

« Fondé en 1631, par Théophraste Renaudot, le premier journal périodique français avait pour objectif autant de présenter l'information, voulue et soigneusement contrôlée par le gouvernement, que de répondre au souci de l'extraordinaire recherché par ses lecteurs. Dans un cadre volontairement européen, la Gazette [de France] cherchait à mettre en évidence les formes de pouvoir, les réalités de la guerre, les conséquences diplomatiques et démographiques. »²⁹

La Gazette de France souligne ce désir des peuples d'être informés. Stéphane Haffemayer souligne que le terme « de France » n'apparaît qu'en 1762³⁰. Cet ajout sous-entend le monopole de ce journal périodique en France. À la différence des gazettes des Pays-Bas méridionaux et septentrionaux, elle est soumise à la censure royale. Elle cherche donc à justifier la politique royale au sujet de la Hongrie et à expliquer pourquoi l'armée royale combat une rébellion de même nature dans les Cévennes³¹. Il faut dire qu'au début de

²⁹ François Cadilhon, *Ibid.*, p. 127.

³⁰ Stéphane Haffemayer, *L'information dans la France du XVIIe siècle, La Gazette Renaudot de 1647 à 1663*, Paris, Honoré Champion, 2000.

³¹ François Cadilhon, *La Gazette de France et les enjeux de la guerre d'indépendance hongroise*, Budapest, *Studia Caroliensia*, 2004, p. 127.

l'année 1703, les troupes françaises sont encore incapables de pacifier la région. Les nouvelles militaires occupent une très grande place dans les articles en cette période de conflits, mais la gazette présente aussi les spécificités territoriales de cet espace d'Europe centrale méconnue. L'opinion publique française s'intéresse aux guerres de Hongrie. Stéphane Haffemayer donne une raison à ce phénomène :

*« Les recensions de la révolte hongroise, au début du conflit de la succession d'Espagne, illustrent la poursuite des idées de Renaudot, mais également l'intérêt des lecteurs français pour un royaume où certains d'entre eux étaient allés se battre contre les Ottomans et dont Louis XIV avait déjà soutenu les révoltes précédentes contre les Habsbourg. »*³²

Pour mémoire, des soldats français aux ordres de Coligny avaient participé à la campagne de 1664 contre les Turcs aux côtés de l'armée autrichienne. Ils étaient intégrés au sein de la Ligue du Rhin. Le ban de Croatie et palatin de Hongrie, Nicolas Zrinyi avait demandé l'appui de Coligny dans le siège de la ville turque de Kanisza au sud du lac Balaton.

Des Français avaient également accompagné le prince de Conti au siège de Vienne de 1683, malgré la désapprobation du roi Louis XIV. Après l'écrasement de Liège, de Cologne et de la Bavière, puis les défections de la Savoie et du Portugal durant les campagnes de 1702, 1703 et 1704, Louis XIV ne dispose plus que des Hongrois comme alliés. Les éditions de la Gazette de France soulignent :

*« [...] les impuissances politiques et militaires de l'empereur dans ces propres états, tout en raillant, dans un style très pamphlétaire l'exagération des bulletins de victoires adverses. »*³³

Les articles consacrés à la Hongrie battent leur plein au cours de l'année 1709, c'est-à-dire l'année du désengagement réel de la France. L'apparition régulière d'articles consacrés à l'espace hongrois dans la Gazette de France commence le vingt-six mai 1703, cet article est suivi d'un second le neuf juin. François Cadilhon nous donne l'objet de ces deux premiers articles :

³² Stéphane Haffemayer, *Les réseaux de l'information périodique de France, Pays-Bas et Provinces-Unies en 1689*, dans : *La plume et la toile, Pouvoir et réseaux de correspondance*, sous la dir. de P.Y. Beaurepaire, Arras, Presses de l'université, 2002, p. 206.

³³ Stéphane Haffemayer, *Les ambiguïtés idéologiques de l'information périodique au XVIIe siècle*, dans *L'information à l'époque moderne*, Paris, Presses de Paris-Sorbonne, 2001, p. 61.

« Les informations sur la situation hongroise avaient en fait débuté le 26 mai 1703 pour signaler une levée des troupes « Heiduques » censées renforcer l'armée impériale en Bavière, malgré les objections au Conseil de guerre sur le recrutement de fantassins « accoutumés à se déblander et à piller »³⁴

Les premiers mouvements de contestation ont lieu au sujet des levées militaires. En 1703, l'armée impériale de Bavière s'oppose directement aux troupes commandées par le gouverneur général des Pays-Bas méridionaux et l'électeur de Bavière Maximilien-Emmanuel de Bavière. Il est l'allié de la France depuis la signature d'un traité d'alliance, le neuf mars 1701³⁵. Ce mouvement de protestation dans cette région très isolée de l'Europe centrale a donc une conséquence sur la guerre de Succession d'Espagne. Ces troubles ne sont pas une surprise pour la France compte tenu de la situation sociale désastreuse régnant en Hongrie et en Transylvanie³⁶. Le mois suivant, dans l'édition du sept juillet 1703, la Gazette de France se fait l'écho du soulèvement général de la Haute-Hongrie contre les Impériaux. Les péripéties du front hongrois sont régulièrement suivies tout au long de la guerre d'Indépendance magyare. Toutes les phases importantes du conflit font l'objet d'un article, notamment la bataille de Trenscen de 1708³⁷. La guerre d'Indépendance hongroise continue à faire l'objet d'articles, et ce malgré le désengagement de l'aide française en 1708 et le rappel du marquis des Alleurs. Des officiers français partent volontairement se battre comme le colonel Fierville. Le dernier article sur ce conflit date du quatre juillet 1711. Il annonce la signature du traité de paix de Szatmar survenue le trente avril 1711, soit près de neuf semaines plus tard. Ce laps de temps traduit bien ce décalage qui existe, au début du XVIIIe siècle, entre le déroulement de l'évènement et sa parution dans la gazette. Si l'on prend en compte le temps d'acheminement, la vérification de l'information par les Bureaux de la Guerre et des Affaires étrangères, la transmission de l'information à la Gazette de France et le temps de rédaction et de publication, ce décalage correspond au délai de transmission de la correspondance du marquis des Alleurs allant de six à huit semaines³⁸. Le transport de l'information est ainsi s'adapter aux aléas inhérents au réseau routier d'Europe centrale.

³⁴ Stéphane Haffemayer, *Ibidem*.

³⁵ Se référer à l'alliance franco-bavaroise.

³⁶ Se référer à la Transylvanie et aux causes de la révolte de Rakóczi.

³⁷ François Cadilhon, *Ibid.*, p. 130.

³⁸ Se référer à la partie transmission des correspondances.

Une Europe routière à deux vitesses

Un réseau hongrois sous-développé

Le réseau routier et postal européen est en plein développement à l'aube du XVII^e siècle. La densité et l'organisation de ce réseau sont loin d'être homogènes à l'échelle continentale. Il faut distinguer la partie occidentale de la partie orientale de l'Europe. La naissance des États-nations modernes facilite le développement des infrastructures afin d'accroître la présence de l'État dans les provinces éloignées de la capitale. Le commerce constitue un autre facteur beaucoup plus important qu'en Europe centrale et orientale, où il présente encore un certain archaïsme dont le servage et le féodalisme sont les deux principaux marqueurs.

A contrario, le Levant européen possède un retard relativement important sur les grandes monarchies du Ponant, c'est-à-dire la France, l'Espagne, l'Italie ou l'Angleterre. Pourtant, des débuts encourageants sous l'ère du monarque hongrois Mathias Corvin ont été amorcés. Le réseau de communication hongrois s'appuie alors sur les rivières où se multiplient les péages seigneuriaux³⁹. À la fin du XV^e siècle, Mathias Corvin cherche à moderniser ce réseau. Il met en place une première liaison régulière entre Vienne et Buda. Cette première création fait suite à sa conquête de Vienne. Son règne est une période de grande prospérité pour la Hongrie. Au même titre que toutes les postes européennes, le bon fonctionnement d'une voie postale est conditionné par des impératifs logistiques lourds qu'il est nécessaire de respecter si l'on souhaite que la liaison soit efficace⁴⁰ (auberges, ponts, élevage de chevaux...). Malheureusement pour la Hongrie, elle ne parvient pas à concrétiser l'ensemble des impératifs logistiques pour des raisons principalement politiques. Le réseau hongrois souffre de son isolement. S'il est rapidement connecté à Vienne, puis au reste de l'Europe occidentale à la suite de l'ouverture de la ligne Bruxelles – Innsbruck – Vienne – Italie à partir de 1502, le réseau magyar reste toutefois en marge des grandes voies de communication européennes. La Hongrie ne fait partie d'aucune des deux dorsales océaniques et elle n'est pas située sur l'axe Italie – Provinces-Unies⁴¹, dont les extrémités correspondent

³⁹François Cadilhon, L'espace hongrois et la géopolitique de la circulation internationale, Années 1680 – 1780, dans Pierre-Yves Beaurepaire et Pierre-Yves Pourchasse, *Les circulations internationales en Europe, Années 1680 - années 1780*, Rennes, PUR, 2010, p. 487.

⁴⁰ Pour une explication plus détaillée se reporter au paragraphe relatif aux Tour et Tassis ci-après.

⁴¹ Voies et zones d'activités qui préfigurent la formation de la *banane européenne*.

aux deux grandes régions commerciales de l'Europe. Elle est donc géographiquement et commercialement isolée. Elle souffre de ses caractéristiques physiques et politiques. La vaste plaine ne concentre pas de grands centres urbains⁴², et son activité économique est principalement basée sur le servage et l'agriculture. Elle se situe également en marge de circuits de formation intellectuelle comme le Grand-Tour au XVIIIe siècle. Mathias Corvin et son successeur ne saisissent pas l'importance de se connecter efficacement, c'est-à-dire par un réseau routier de bonne qualité en lien avec les principaux ports régionaux du temps : Venise, Constantinople, Raguse⁴³, Dantzig, Hambourg, Amsterdam et aux grands axes commerciaux de l'époque que sont la Baltique et la Méditerranée (dorsales). L'invasion turque de 1526 et la transformation du royaume de Hongrie en zone de guerre ne permettent pas de corriger cette lacune. Le royaume de Hongrie reste donc exclu des grands axes commerciaux. Aussi, cette partie de l'Europe commence à subir l'impérialisme ottoman impulsé par le sultan Soliman le magnifique. La bataille de Mohács, qui oppose l'armée hongroise à celle des Turcs fait voler en éclat la prospérité et l'indépendance de ce vaste royaume situé au centre de l'Europe.

Les guerres incessantes et la partition tripartite de la Hongrie historique dégradent considérablement le réseau postal, déjà en place dans la région. Devant l'avancée inexorable des Turcs, il est vital de gêner les Ottomans dans leur déplacement afin de protéger Vienne. Les infrastructures routières et postales sont détruites ou endommagées (ponts, routes, relais...). De manière générale, à la suite des guerres austro-ottomanes et de la guerre de Trente Ans, le niveau général des communications baisse en Europe. L'espace magyar n'échappe pas à cette crise. Deux aspects détériorent l'efficacité de la poste hongroise : l'appauvrissement des maîtres de poste et le manque d'investissement des autorités dans les infrastructures susmentionnées. D'une part, les maîtres de poste sont de plus en plus mal payés et sont soumis à l'office de douane, ce qui a pour conséquence de réduire leur capacité d'investissement. Les relais de poste, qu'ils administrent, n'ont plus la possibilité de fonctionner normalement. Ils n'ont plus les moyens de satisfaire en temps et en heure tous les utilisateurs de ce réseau postal. Le nombre moyen de chevaux dévolu à l'activité postale baisse. Les maîtres de poste ne peuvent plus suffisamment s'approvisionner en fourrage pour élever un nombre de montures adéquat au bon fonctionnement de l'activité. Le temps d'attente des postillons à chaque relais est considérable. L'efficacité du réseau et la vitesse des transmissions s'en ressentent fortement. D'autre part, les guerres successives entre les

⁴² Seulement 10 000 habitants pour Buda au tournant du XVIIIe siècle.

⁴³ Actuelle ville de Dubrovnik en Croatie.

Ottomans et les Impériaux obligent les seigneurs locaux à concentrer leurs dépenses sur la défense du pays (entretien des garnisons, des fortifications et des voies militaires), et non plus sur les activités de police reléguées au second plan. L'insécurité sur les routes du pays s'accroît donc en raison de la maraude des Turcs qui enlèvent les voyageurs pour les vendre comme esclaves, et des attaques de brigands et de vagabonds. Aussi, les récits de voyage nous apprennent que les liaisons entre Vienne et la Serbie, sous contrôle turc jusqu'à la paix de Karlowitz de 1699, s'avèrent très dangereuses. Le contexte politique et économique des XVI^e et XVII^e siècles ne permet pas au réseau postal hongrois de s'ouvrir au reste de l'Europe. Ce cloisonnement dicté par des guerres incessantes empêche toute volonté de développement. Pire, il réduit à l'état de ruines les infrastructures. Il faut attendre les paix de Karlowitz (1699) et de Szatmar (1711) pour observer un retour timide à la paix, puis les réformes de l'empereur Charles VI en 1723 pour observer une réorganisation de la poste hongroise. En cela, il est épaulé par un département technique devant gérer et faciliter les déplacements vers les marges du royaume. De nouvelles lignes sont alors ouvertes avec l'extension de la ligne Vienne – Buda vers la Transylvanie, jusqu'à présent en marge du réseau postal européen. Ce mouvement s'avère malgré tout très lent.

L'entretien des routes hongroises est par conséquent négligé. L'attention est davantage portée aux voies militaires, alors que la poste utilise majoritairement les routes nationales et secondaires. Les Mémoires d'Edmund Chisbull nous renseignent sur l'état des routes hongroises en 1702 ; c'est-à-dire à la veille de la guerre d'Indépendance menée par Rakóczi.

Ce récit de voyage décrit l'itinéraire qu'effectue un diplomate anglais, Lord William Paget, entre Londres et Constantinople. Edmund Chisbull y explique que les routes hongroises sont en très mauvais état et que seulement vingt-cinq à quarante-cinq kilomètres sont franchissables en une journée. Il nous confirme aussi qu'il n'existe aucun relais de poste structuré sur la partie transylvaine de son parcours. Pour lui, la partie la plus efficace en Hongrie se situe en Transdanubie, c'est-à-dire toute la partie située entre Buda et Vienne. Au début du XVIII^e siècle, le réseau hongrois s'organise autour de trois axes allant de Sopron à la côte croate, de Buda à Temesvar, et de Buda à Nagyszeben. Dans les trois cas, les routes se révèlent trop endommagées pour être efficaces. Comme ailleurs en Europe, l'immense majorité des routes sont en terre. Très peu d'entre elles sont empierrées. Elles ne sont pas larges, il est donc difficile pour deux cochers de se croiser. La féodalité et le servage sont encore très présents. À l'image des Forgach et des Rakóczi, le pouvoir foncier est aux mains

de puissantes familles de magnats souveraines sur leurs terres. Les chemins les mieux entretenus sont ceux qui traversent les possessions des familles princières que sont les Esterházy, les Batthyány et les Palfy. Le contexte politique et économique de ce vaste royaume ne se prête donc pas à une politique globale de développement. Au-delà des considérations propres à chaque territoire, l'état général des routes se dégrade encore durant l'hiver. La rigueur du climat, le gel et les pluies d'automne détruisent peut-être plus qu'ailleurs les petites routes de terre. Le passage successif des diligences et leur croisement créent d'immenses ornières qui ralentissent les utilisateurs. Par conséquent, les temps de transmission s'allongent considérablement entre deux destinations. La correspondance du marquis des Alleurs⁴⁴ met ainsi en moyenne six semaines pour gagner Versailles.

La partie la plus efficace se situe en Transdanubie, c'est-à-dire à l'ouest de la Hongrie actuelle, entre Vienne et Budapest. Le véritable essor de cette ligne se fait sous l'impulsion de la famille Tour et Tassis à partir de 1528, à laquelle Ferdinand Ier accorde la gestion exclusive des postes. On compte alors dix relais entre les deux capitales soit un tous les vingt à vingt-cinq kilomètres, ce qui représente la distance moyenne parcourue en une journée par coche. Que cela soit en Occident ou en Orient, les relais de poste sont placés en fonction de la distance journalière pouvant être parcourue par les utilisateurs du réseau postal. Ainsi, il est possible de trouver un relais de poste aussi bien dans une grande ville, telle que Győr ou Buda, que dans un bourg comme Komárom⁴⁵, ou même un hameau, pourvu que celui-ci soit situé à environ une journée du relais qui le précède. Cette pérégrination de relais de poste en relais de poste trouve un joli parallèle dans la littérature hongroise du début XXe siècle. Le roman de Gyula Krúdy, *La diligence rouge*,⁴⁶ est une série de petites histoires qui s'enchaînent comme des relais de poste sur un itinéraire. Cette forme de narration traduit bien l'aventure que constituait l'utilisation de ces lignes, et les rencontres qui pouvaient se faire au gré de ces voyages. On distingue généralement trois catégories au sein de la poste. Tout d'abord, le service rapide existe. Il utilise des Chaises et il se charge du transport des personnes, des lettres urgentes et de l'argent. Puis, il y a des coches de poste moins rapides qui expédient les colis, les lettres ordinaires et qui acheminent les voyageurs moins pressés ou

⁴⁴ Pour en savoir plus sur la carrière du marquis des Alleurs et son rôle en Hongrie :

Olivier Maurin, *Le marquis des Alleurs et la diplomatie française en Hongrie au début du XVIIIe siècle*, Budapest, Ot kontinens, 2010.

⁴⁵ Actuelle ville de Debrecen située à l'est de Budapest.

⁴⁶ En hongrois, *A voros postakocsi*. Une réédition est parue en 2004 à Budapest aux éditions Arion.

On peut noter que la racine du mot « diligence » en hongrois est *posta* qui est la dénomination courante pour désigner l'institution postale en Hongrie.

moins aisés. Ce service est bien évidemment moins onéreux que le premier. À ces deux systèmes se superpose un réseau de messageries seigneuriales qui trouve sa raison d'être dans le rejet d'une poste hongroise contrôlée par une famille des Tour et Tassis au service de l'Empereur. Nous reviendrons sur cet aspect pour aborder la question des identités nationales. Ce dernier réseau utilise de simples chariots loués à des paysans et fait appel à des expéditeurs privés qui assurent un service similaire à la poste, mais en moins onéreux. La poste hongroise est donc un secteur soumis à la concurrence.

Malgré un état général médiocre, le réseau postal hongrois tend à se développer tout au long des XVII^e et XVIII^e siècles. En dépit d'un fort développement au cours du XVIII^e siècle, la Hongrie ne compte que sept cents kilomètres à la veille de la révolution, bien peu en comparaison du réseau français et des trois cent vingt mille kilomètres que compte l'ensemble du réseau européen. Il ne représente à vrai dire que 0,21 % de ce réseau. Les explications de ce retard sont dues au manque cruel de prospérité de la région depuis la bataille de Mohács. Les deux cents ans de guerre presque continue n'ont pas permis d'opérer un développement qui, à l'image de la France, est en marche.

L'organisation pionnière et moderne en Belgique et en France

Les Pays-Bas méridionaux disposent d'un réseau de voies de communication atypique par rapport à ce qui se pratique dans le reste de l'Europe. Ils utilisent les contraintes physiques de leur territoire pour en faire un atout. La plaine de Flandre et de Brabant est une région humide, ouverte sur le monde grâce aux interfaces de ses ports brugeois, ostendais et anversois. Les autorités provinciales développent un réseau basé sur les canaux et la navigation. Comme susmentionnés, les autres pays européens utilisent plus volontiers la route. Les provinces belgiques disposent de nombreux canaux et rivières sur lesquels circulent des bateaux dont la fonction est dévolue au transport des personnes et des marchandises, dont les lettres. Ces voies navigables connectent les villes du pays et participent à ancrer les habitants à leur territoire. Si l'on observe la carte placée en annexe qui matérialise le réseau routier dans le nord de la France, les Pays-Bas méridionaux et l'ouest de l'Allemagne⁴⁷, on se rend compte que la densité n'est pas homogène. La partie la plus développée de la région se

⁴⁷ Se référer aux cartes routières du corpus.

situé au niveau des villes de Lille, Bruges, Gand, Anvers et Bruxelles. Les régions plus à l'ouest, francophones, disposent d'un réseau plus clairsemé, mais bien plus dense que celui que l'on retrouve en Hongrie. Toutes les routes convergent soit vers les centres urbains, soit vers les ports. Il existe donc un déséquilibre régional qui trouve sa justification dans la forte activité commerciale des zones côtières. Les relations entre les villes sont assurées par deux types de moyens de transport : les *beurtverens* et les *trekvaarten*⁴⁸. Les *beurtverens* sont issus d'accords entre les cités qui établissent des services de bateaux de messageries. On observe une multiplication de ce type d'accords à partir de 1580, améliorant ainsi la circulation des courriers et des paquets. Si les *beurtverens* transportent l'information d'un bout à l'autre du pays, les *trekvaarten* assurent le trafic des passagers. Ces deux types d'embarcations utilisent des canaux de quinze à dix-huit mètres de large. Ce système a d'abord été expérimenté aux Pays-Bas méridionaux avant d'être développé aux Provinces-Unies. Les *trekvaartens* sont destinées à relier deux villes entre elles de manière directe. Il existe également des coches d'eau appelés *trekchuiten*. Elles prennent la forme de navires longs et étroits, halés par des chevaux. Aux Pays-Bas, la route longe souvent le canal, elle lui est subordonnée. Elle complète le réseau de canaux et se substitue à lui quand ces derniers gèlent durant l'hiver. Ceci montre que le réseau a été pensé et qu'il ne s'établit pas de manière anarchique, ce qui le rend encore plus efficace. En effet, dans une province de l'Empire située au nord de l'Europe et dans une période climatique qualifiée de petit âge glaciaire par Emmanuel Leroy Ladurie⁴⁹, il est ingénieux d'avoir prévu un système capable de se substituer à la voie d'eau. Le transport des biens et des personnes est donc pérenne. En observant l'origine linguistique des mots *beurtverens*, *trekvaartens*, et des *trekchuiten*, on comprend que le système trouve son origine dans la partie flamande. Elle s'adapte aux contraintes physiques de la plaine flamande qui concentre d'importantes zones de tourbière, peu favorables au développement d'un réseau routier « à la française ». Le bateau a donc permis de coloniser l'Ouest de la province et de la désenclaver. La partie francophone bénéficie, quant à elle, de la Sambre et de la Meuse. Ces rivières viennent compléter les quelques canaux. De plus, la partie orientale des Pays-Bas méridionaux est moins propice aux canaux en raison du relief des Ardennes. Les caractéristiques physiques sont ici mises à profit et témoignent d'un territoire développé, ouvert sur le monde.

⁴⁸ Georges Livet, *Histoire des routes et des transports en Europe : des chemins de Saint-Jacques de Compostelle à l'âge d'or des diligences*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 2003, p. 285.

La route (*Trekvaartens*) et la transmission de l'information (*Beurtverens* et voitures de poste).

⁴⁹ Emmanuel Leroy Ladurie, *Histoire du climat depuis l'an mille*, t. 1, chap. IV, Paris, Champs Histoire, 2009.

Le réseau routier, qui comprend peu de routes pavées en raison de l'utilisation prioritaire des canaux et à cause des guerres incessantes, empêche un développement accentué sur le long terme. En 1660, on observe les premières voitures de poste et des coches qui relient les grandes villes de l'Ouest, aux villes des provinces méridionales. La route n'est plus subordonnée au canal, elle le complète. Ainsi, Amsterdam, Bruges, Gand, Anvers et Bruxelles disposent d'une connexion terrestre avec Namur, Mons et Charleroi. Ces villes lourdement fortifiées défendent les Pays-Bas méridionaux des incursions françaises. Elles ont besoin d'être rapidement connectées à l'arrière-pays, au poumon économique flamand et brabançon qui assure les approvisionnements en hommes et en matériels d'une part, et à l'agriculture wallonne d'autre part. Bien que les habitants aient développé un solide système de défense relié à de denses voies de communication, sécuriser la plaine belge est difficile. La voie postale se confond ici avec les voies militaires et économiques, comme souvent dans l'Europe de l'Ancien Régime.

Concrètement, l'utilisation et la place des canaux par rapport à la route, dans la superficie totale du réseau, se révèlent écrasantes. On constate ainsi que la part de fréquentation des routes terrestres s'élève à 6,2 % contre 93,8 % pour les canaux. L'activité des voies d'eau se partage entre le transport des passagers à hauteur de 68 %, et les messageries à hauteur de 25,8 %. La part des *Beurtverens* (messageries) est importante et illustre des échanges volumineux. C'est un signe que la région est un carrefour postal, en plus d'être un carrefour commercial, deux caractéristiques qui vont souvent ensemble. Les 68 % des *Trekvaartens* nous révèlent que la société des Pays-Bas méridionaux est caractérisée par le mouvement et l'échange, ce qui contraste avec le servage hongrois. La population « belge » n'hésite pas à se déplacer aux kermesses organisées par les villes voisines. Au XVI^e siècle, le peintre Breughel le vieux (1525-1569)⁵⁰ peint des rues, des places qui étaient et sont encore, des lieux de rendez-vous et de divertissements : carnivals, jeux d'hiver, kermesses, rites campagnards, fêtes de la bière, marchés de Noël. Tout est alors prétexte à des réjouissances qui ne laissent pas penser à une société communautaire et identitaire qui se caractérise ordinairement par un repli sur elle-même. La route (*Trekvaartens*) et la transmission de l'information (*Beurtverens et voitures de poste*) jouent ici un rôle essentiel et participent aux succès que rencontrent les fêtes populaires. Si le territoire des Pays-Bas méridionaux apparaît

⁵⁰ Une grande partie de ses tableaux sont conservés au Kunsthistorisches de Vienne. Les tableaux ont été ramenés par Rodolphe II. Parmi eux, on peut citer en exemple, *Le repas de noces* (1568), *Le combat de carnaval et de carême* (1569), *La chute d'Icare* (1587).

être un espace plus ouvert grâce à ses infrastructures de transports modernes et à son organisation pionnière, sa population l'est tout autant. L'utilisation des contraintes naturelles fait que cette périphérie de l'Empire soutient ses élites et le pouvoir habsbourgeois, à la différence des agents français qui y rencontrent souvent une opposition de nature identitaire, basée sur le rejet.

L'efficacité de ce réseau de messagerie et de transport des personnes s'explique par la nature du territoire. Les villes ont une tradition autonomiste ancienne. Durant la période médiévale, les villes de Flandre sont presque des cités-états capables de défier le roi de France. L'expression de la puissance urbaine rivalise ici avec le pouvoir central. Les Pays-Bas méridionaux sont donc attachés à l'autonomie et aux privilèges des villes. Tant que les Habsbourg les respectent, ils peuvent compter sur un soutien de la population, renforcé par les politiques de développement mises en place. Le réseau dense de transports et de poste assure ainsi une forme d'adhésion des petites gens et des élites aux caractéristiques physiques et politiques de leur territoire. Comme les villes considèrent être bien administrées par leurs élites qui disposent d'un droit de regard sur les décisions de Vienne et de Madrid, les revendications identitaires sont inutiles. Les infrastructures routières qu'utilisent les services postaux et ceux de messagerie semblent donc avoir une forte influence sur l'identité des territoires et de leurs habitants.

Une densification qui se poursuit en Europe occidentale

Les Pays-Bas méridionaux s'avèrent beaucoup plus avancés que la Hongrie en termes d'infrastructures et de densité. Les provinces belgiques s'inscrivent dans une tendance de développement de la partie occidentale du continent plus ouverte sur le monde grâce aux connexions routières avec les ports atlantiques et baltiques. Il faut dire que cette partie du continent a été plus épargnée par les conflits que l'Europe centrale et orientale. En effet, aux XVIIe et XVIIIe siècles, les zones d'affrontements restent sensiblement les mêmes d'une région à l'autre. Ainsi, les Pays-Bas méridionaux et les principautés allemandes proches de la frontière française sont soumis à des guerres récurrentes, mais épisodiques. Cet espacement, même relatif, permet tout de même de stimuler un développement sous l'impulsion des

grandes monarchies centralisées qui administrent ces territoires⁵¹. La France, si elle est en guerre de manière régulière, n'a pas à subir un conflit durable sur son territoire, comme c'est le cas en Hongrie, depuis 1526. Si la « *posta* » hongroise se développe surtout à partir de 1723, la poste française connaît un essor progressif tout au long de la période moderne. Celui-ci s'avère plus important que celui de la Hongrie pour les raisons contextuelles susmentionnées. Néanmoins, le contexte ne peut pas expliquer à lui seul un tel écart de densification. La croissance du réseau français commence plus précocement qu'en Hongrie avec l'établissement au XIII^e siècle d'un statut de monopole pour les messageries universitaires.

Ce processus se poursuit de manière continue durant toute la période. Ainsi, dès la fin de la période médiévale, une poste aux chevaux est mise en place dans le royaume avec les chevaucheurs de l'écurie du roi créée par Louis XI, en 1464. Ce système se perfectionne avec l'établissement de relais ou Maisons de poste, il est tenu par des maîtres de poste qui fournissent les montures nécessaires au courrier royal. Ce réseau royal utilisé uniquement par l'administration est ensuite mis à la disposition du public dès 1506. Le service des relais ne cesse alors de se développer. Il vient concurrencer des messageries privées déjà existantes comme celles des universités, des villes soucieuses d'entretenir des relations directes avec Paris et le Louvre, et des banquiers italiens ayant besoin de lignes régulières vers leur pays d'origine. Comme en Hongrie, plusieurs organismes d'expédition se superposent. La poste française représente donc également un secteur concurrentiel. Cet état de fait est ensuite largement combattu par les successeurs de Louis XI, Louis XII et François I^{er}. Cette poste reste en service de Louis XI à Napoléon III jusqu'à la fermeture progressive des derniers relais faisant suite au développement rapide du réseau ferroviaire à partir des années 1850. La mission des chevaucheurs du roi s'élargit. Tout d'abord, ceux-ci doivent assurer la liaison entre l'administration centrale et les provinces pour le roi. À partir du début du XVII^e siècle, ils acheminent de manière régulière les courriers des particuliers, avant d'étendre leurs fonctions de transport aux biens légers et précieux. La fin du XVIII^e siècle voit l'offre de services s'étendre aux voyageurs aisés. Rapidement, des routes de postes régulières sont ouvertes dans le royaume : Paris-Lyon au début du XVI^e siècle, puis Paris-Boulogne en 1530 pour rallier Calais ou les villes marchandes flamandes. Le réseau des routes postales, comme nos infrastructures routières actuelles, reste centré sur Paris. Ce réseau doit servir le pouvoir.

⁵¹ Pour les Pays-Bas méridionaux, successivement l'Espagne jusqu'en 1702, la France de 1702 à 1713 (le Sud de 1706 à 1713) l'Angleterre de 1706 à 1715 (le Nord et l'Ouest), et enfin l'Autriche à partir de 1715.

Comme les Habsbourg avec les Tour et Tassis, les Bourbons et les Valois voient en l'extension du réseau postal une manière d'accroître l'unité du royaume en renforçant l'emprise de l'administration sur l'ensemble du territoire. La doctrine absolutiste, et son corollaire de centralisation du pouvoir monarchique s'insèrent bien dans ce développement. L'augmentation de la vitesse du réseau réduit ce sentiment d'éloignement de la capitale par la réduction des temps de trajet. La vitesse reste une donnée importante en ce qui concerne le contrôle des espaces à une époque où le village est « Monde ». Henri IV densifie encore le réseau. Il implante les relais de poste sur des voies plus secondaires. Il place leur gestion aux mains d'un général des postes (1608) qui devient par la suite le surintendant général des postes. Cette charge est donnée aux secrétaires d'État aux Affaires étrangères qui ont la responsabilité du réseau diplomatique et du traitement des informations transmises par leurs agents. La gestion de la poste et de son réseau est assurée par la Ferme Générale. Dans sa tâche, elle s'appuie sur deux rouages essentiels que sont : le bureau de départ et le bureau d'arrivée. Le premier centralise les correspondances parisiennes pour les expédier aux bureaux des provinces, le second dépouille les envois provinciaux et procède à la distribution.

Une nouvelle fois, on observe un système très centralisé et très organisé. En guise d'amélioration, Louis XIII et le cardinal Richelieu introduisent de la régularité dans les liaisons à partir de 1622 tandis que Louis XIV prend en 1672 la décision d'unifier le service de messageries des universités de la poste royale. Cette décision sacralise la situation de monopole de la poste et réduit considérablement le caractère concurrentiel de ce secteur. Au niveau international, le réseau français est rapidement raccordé à l'étranger. En sus de la ligne Paris-Boulogne qui unit Paris à l'Europe du Nord et à l'Angleterre par l'intermédiaire du détroit Calais-Douvres, une première ligne internationale régulière est ouverte vers les Pays-Bas, en 1502. Elle relie Paris à Bruxelles en quarante-quatre heures l'été contre cinquante-quatre heures l'hiver. Puis en 1537, une ouverture vers Turin, puis vers Venise est organisée.

L'Italie est à cette époque un espace d'influence majeur au travers de la Renaissance. Depuis la République maritime de Venise, il est désormais possible de se connecter avec l'Orient via les nombreux comptoirs vénitiens. De plus, dès la fin du XVIIe siècle, la France est raccordée à la grande dorsale Nord. Cette ligne est une route postale majeure en Europe. Elle relie Riga à Londres et Paris via les ports de Dantzig, Hambourg et Amsterdam. On notera que la Hongrie en est exclue de manière directe. Cette connexion est utilisée par les agents français en Europe centrale pour communiquer avec Versailles. Comme nous l'avons

vu précédemment pour la Hongrie, ces nouvelles implantations sont complexes à organiser. Elles demandent une certaine stabilité de la région. Au-delà des activités commerciales ou diplomatiques, que nous allons souligner par la suite, ces connexions développent l'information. Comme nous venons de le voir, le développement du réseau postal français prend une nouvelle envergure au XVIIe siècle. En 1708, on compte déjà dix mille quatre cents kilomètres de routes soit un rapport de un pour quinze comparé au réseau hongrois.

D'après un comptage de Jean Belhabit, ces dix mille quatre cents kilomètres sont constellés de sept cent soixante relais de poste soit en moyenne un relais tous les 13,60 kilomètres, ce qui constitue une meilleure densité que l'Europe centrale et orientale. La densification s'accroît encore au XVIIIe siècle. Au gré des conflits, Louis XIV cherche à étendre le champ d'action de la poste royale. Le premier objectif des armées du Roi Soleil est d'établir une voie postale au moment d'une conquête. En 1668, elle fonctionne à Charleroi, Tournai, Audenarde, puis en 1678 à Gand, c'est-à-dire au-delà des frontières du royaume. Elle permet aux combattants de continuer à écrire à leurs familles⁵². Ce processus de développement s'accélère véritablement à partir de 1733. À la veille de la Révolution, on dénombre mille deux cent quatre-vingt-quatre bureaux et trois mille relais. L'institution occupe douze mille personnes et transporte près de trente millions de lettres. Ce réseau est le précurseur de l'institution postale que nous connaissons aujourd'hui, un réseau développé et organisé sous l'Ancien Régime avec des moyens mis à sa disposition.

Par conséquent, l'état général du réseau routier européen et la densité du maillage postal sont encore très hétérogènes à la fin du XVIIe siècle, mais connaissent une expansion plus ou moins lente selon les régions. Les nations d'Europe de l'Ouest sont épargnées par de longues guerres sur leur sol. Ainsi, sous l'Ancien Régime, la prospérité est une condition essentielle à l'essor des postes nationales et européennes. Elle permet de mettre en place une politique globale et uniforme de développement sur tout le territoire.

⁵² Au XVIIe siècle, le courrier est déjà un élément de première importance pour le soldat.

Un réseau territorial dont la forme conditionne la nature de l'identité

Le déterminisme géographique danubien

Le Danube occupe une place particulière en Europe centrale et dans l'espace fluvial européen. Long de deux mille huit cent soixante-quinze kilomètres, le Danube est le deuxième plus long fleuve d'Europe après la Volga. Il prend sa source à Donaueschingen dans la Forêt-Noire au sud-est de l'Allemagne et se jette dans la mer Noire, après avoir traversé de nombreuses villes dont les plus importantes sont Vienne, Presbourg, Bude et Belgrade. Georges Livet traduit l'importance du Danube en matière de trait d'union entre les sociétés :

« Il a servi à véhiculer les influences occidentales vers l'est et orientales vers l'Ouest. »⁵³

Du point de vue humain, il constitue un monde à lui seul et influence la vie des populations. Son cours n'étant pas canalisé, c'est lui qui régule les sociétés humaines, au travers de ses caprices climatiques, c'est-à-dire les crues, le gel. Ramona Bordei-Boca définit trois axes d'influence de ce fleuve sur les populations environnantes : d'abord, le réel avec son empreinte géographique ; puis le vécu avec sa dimension sociohistorique ; et enfin le sensoriel identitaire avec ses représentations spatiales.

En effet, le Danube peut être considéré comme un axe majeur unissant l'espace entre le Saint-Empire romain germanique et l'Empire ottoman. Les nombreuses guerres opposant ces deux puissances se déroulent le long du Danube, de Mohács à Vienne, en passant par Bude et Belgrade. Il possède une importance stratégique, historique, sociale et identitaire. Son influence sur l'histoire et les sociétés d'Europe centrale et orientale est fondamentale. Son impact sur la construction des rapports de force régissant les États qu'il traverse est accentué par le fait qu'il n'existe que peu de voies de communication, mis à part son cours. Il constitue une question de première importance lors des traités de paix. Les routes terrestres adjacentes ne sont que des chemins de terre, souvent impraticables l'hiver. La direction de son courant met en rapport des régions et des peuples divers, souvent ennemis : Autrichiens et Hongrois ; Autrichiens et Ottomans ou Turcs et Hongrois. Le fleuve recoupe dans sa partie occidentale

⁵³ Georges Livet, *Histoire des routes et des transports en Europe : des chemins de Saint-Jacques de Compostelle à l'âge d'or des diligences*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 2003, p.51.

des voies commerciales européennes de première importance : l'axe Sud-Nord allant de Milan à Bruxelles et Hambourg. Son rôle de colonne vertébrale unifie des régions d'Europe isolées. À ce propos, si l'on observe la carte des routes de Hongrie⁵⁴, on remarque que le réseau routier hongrois par lequel transitent naturellement les messageries et les postes aux lettres est inexistant. La poste aux chevaux qui assure, la poste aux lettres, ne semble pas avoir d'emprise sur le territoire mis à part le long du fleuve. Les messageries seigneuriales possèdent encore une grande importance dans les régions reculées du fait de l'isolement et du servage. À la vue de la densité squelettique des voies de communication magyares, le Danube apparaît vital. Du point de vue politique et géostratégique, maîtriser le cours moyen du Danube, c'est contrôler l'Europe centrale, ainsi que les fertiles plaines de Basse-Hongrie. La direction du cours donne un net avantage pour les Impériaux qui le descendent. Ils peuvent ainsi rapidement acheminer des hommes et du matériel en Hongrie. L'Empereur Léopold Ier comprend rapidement l'avantage que lui apporte ce grand fleuve. Il commande au marquis de Fleury⁵⁵ de réorganiser la flotte du Danube et de s'occuper du réseau routier de la plaine. Le témoignage d'Aubry de la Motraye, que relève Georges Livet, donne de précieuses indications sur la vitesse de déplacement que procure le contrôle du fleuve :

*« Aubry de la Motraye met trois ou quatre jours pour aller de Vienne à Bude en grande partie par bateau, il faut plus d'un mois pour faire le même trajet en sens inverse, à la rame ou par le halage. »*⁵⁶

Georges Livet illustre toute la difficulté à remonter un fleuve de cette importance, dans une région dévastée par la guerre et où les chemins de hallage ne sont pas carrossés. Outre les mois de navigation où le fleuve est libre des glaces, en moyenne il faut faire appel à huit bateliers, quarante chevaux et trente conducteurs pour parvenir à le remonter sur une distance d'un peu plus de deux cents kilomètres. Outre les fonctions militaires et géostratégiques qu'occupe le Danube, il possède une grande place dans le commerce régional. Pendant la période ottomane (1526-1699), la Hongrie voit son centre d'échange se désaxer vers Constantinople. Le fleuve est alors un élément d'unité pour tous les peuples du pourtour danubien, du centre de l'Europe au détroit du Bosphore. Après la paix de Karlowitz de 1699, les cours moyens et supérieurs du Danube passent entièrement sous le contrôle des Habsbourg. Le rôle central du fleuve dans la reconquête de la Hongrie entamée en 1683, son influence sur les territoires adjacents et l'ouverture de nouveaux marchés à l'Est pour les

⁵⁴ Se référer aux cartes des Annexes.

⁵⁵ Georges Livet, *Ibid.*, p. 299.

⁵⁶ Georges Livet, *Ibid.*, p. 301.

produits manufacturés élaborés en Allemagne et en Bohême font de lui un élément pivot de l'exportation du modèle politique absolutiste viennois en Europe centrale. Devant la débâcle des Ottomans, les partisans de l'empereur se mettent à rêver d'une Autriche s'étendant jusqu'aux rives du Bosphore⁵⁷. Les premiers développements postaux en Hongrie ont pour objectif de contrôler le territoire magyar autour de l'espace danubien, et de faire pénétrer l'absolutisme au travers de la germanisation de la grande plaine. Elle marque aussi l'entrée de l'Autriche dans une forme primaire de Question d'Orient avec la volonté de repousser les Ottomans toujours plus loin de Vienne, et de se rapprocher de l'Asie Mineure, lieu de débouchés économiques extraordinaires, ainsi que de la dernière demeure des empereurs romains d'Orient. Le renvoi de la puissance musulmane au-delà du continent européen procurerait un prestige immense à la Maison de Habsbourg. Le Danube joue le rôle de colonne vertébrale de l'Europe centrale. Les provinces et les sociétés s'organisent autour de lui et le convoitent, comme en témoignent les nombreux conflits qui se déroulent sur ses rives. Son cours constitue la meilleure voie de communication, fusionnant la voie militaire avec les voies commerciales et postales.

La connexion du port et de la route : une identité belge ouverte

Fernand Braudel défend l'idée que le réseau routier a la capacité d'ouvrir ou de fermer un territoire au monde extérieur. Il effectue une typologie de la route qu'il classe en trois catégories distinctes. Tout d'abord, les routes littorales qui vont d'un port à l'autre. Elles apparaissent clairement sur les cartes de la Prusse et de la Pologne⁵⁸. À l'image d'une voie de halage, elles courent le long de la mer Baltique reliant d'anciens ports de la Ligue hanséatique comme Hambourg, Lübeck et Dantzig. Elles sont parallèles au front de mer. Puis, les routes perpendiculaires aux côtes. Elles suivent les voies fluviales dont les cours aboutissent à un espace maritime. Celles-ci connectent l'intérieur des terres à une interface portuaire. Elles offrent ainsi un débouché économique aux productions des provinces continentales, et assurent un axe de pénétration des flux commerciaux et culturels vers le centre des États dépourvus de littoral. C'est le cas des voies débouchant sur les ports flamands d'Ostende par la rivière Escaut ou d'Anvers par la Meuse. On constate un schéma similaire dans plusieurs parties de l'Europe : sur la côte polonaise avec la route reliant Varsovie à Dantzig. Elle suit la

⁵⁷ Se référer à la partie les chimères de Léopold et Question d'Orient

⁵⁸ Se référer aux cartes de la Prusse et de la Pologne.

Vistule et offre un débouché septentrional à la Hongrie et à la Transylvanie, sur la côte adriatique avec la route allant de Vienne au port de Buccari. Enfin, les routes nourricières connectent les villes de l'intérieur des terres aux centres de production agricole, à l'image de la ligne menant de Vienne à la fertile plaine hongroise. Ces trois types de routes influencent de manière différente l'identité des populations qui les utilisent. Ainsi, en période de disette ou de guerre, le contrôle des routes nourricières par des étrangers est perçu comme une menace par les populations locales. Dans un contexte de tension, l'absence de contrôle sur ce type de réseau routier engendre un sentiment d'inquiétude chez les populations locales. Lorsque la situation s'aggrave, celles-ci rendent responsables les agents des autorités centrales des difficultés de la province. L'inquiétude fait alors place à une colère qui, dans certains territoires cloisonnés, peut rapidement mener à une réaction identitaire xénophobe. Ce cas de figure ressemble tout à fait à la Hongrie du début du XVIIIe siècle où les colons allemands sont rendus responsables des maux de la province et de la politique impériale. Cette situation débouche sur un violent rejet identitaire dont les conséquences sont détaillées ci-après. En raison de la réduction des possibilités d'approvisionnement et du phénomène de balkanisation, ce rejet est accentué dans les régions isolées ou enfermées, c'est-à-dire sans ouverture maritime. La route impacte fortement l'identité des Hongrois. La peur est ici le moteur principal de ce mécanisme psychologique. Les routes débouchant sur les ports, comme c'est le cas dans les provinces belges, offrent une autre combinaison. Daniel Roche la définit :

« Le port fluvial et le port maritime symbolisent l'esprit d'expansion et la maîtrise des eaux [...] ils deviennent les pôles d'un développement privilégié. »⁵⁹

La connexion du port et de la route est pour lui un signe de développement caractérisé par l'ouverture, mais aussi un signe d'unité, car il met en relation deux mondes distincts. Jean Meyer nous les apprend dans son ouvrage consacré à Colbert où il définit cette connexion comme *une union de l'homme des routes et de l'homme de la mer*⁶⁰. La route est ici un facteur de cohésion pour la société qui en dispose suffisamment. Par exemple, le port ottoman de Salonique est une interface pour les routes venant des provinces balkaniques et hongroises. Cette connexion fait de Salonique une interface d'envergure continentale. À l'image du port Dantzig dans le nord de l'Europe, c'est l'un des « magasins » les plus importants de l'Europe

⁵⁹ Georges Livet, *Ibid*, p. 378.

⁶⁰ Jean Meyer, *Colbert*, Paris, Hachette, 1981.

du Sud. Durant la guerre d'indépendance hongroise, les émissaires français et hongrois approvisionnent les malcontents de Rakóczi avec des produits négociés dans ce port de la côte égéenne. On retrouve des traces de ce commerce et de cette connexion dans la correspondance du marquis des Alleurs⁶¹. Des agents intermédiaires apparaissent dans les courriers échangés entre Versailles et l'Europe centrale. On identifie par exemple le Sieur Brüe qui y achète des fournitures :

« S'il plaît à Votre Majesté en faire le paiement à Paris, Lyon ou Bordeaux, le Comte de Tournon offre de s'en charger et de faire compter ces 50 000 livres. Le sieur Brüe estoit chargé des estoffes de la ville de Salonique.⁶² »

Les étoffes de la ville de Salonique proviennent du commerce réalisé par les Allemands. Ces derniers descendent le Danube depuis Hambourg pour trouver une issue orientale pour leurs produits manufacturés. Ces routes sont de nature commerciale et appartiennent à un monde tourné vers l'extérieur. Elles diffèrent des routes nourricières ayant une envergure locale, ou des routes parallèles aux littoraux qui ne connectent pas les espaces maritimes et continentaux, n'intégrant pas les arrières pays au négoce international. Dans le cas de Salonique, la connexion du port et de la route présente un caractère identitaire, car elle participe à la révolte de Rakóczi. Dans l'union de ces deux mondes, Diderot observe tout de même une hiérarchisation :

« La mer commande la terre, le port attire et retient la route. »⁶³

Pour l'encyclopédiste, la route est subordonnée au port. Sa position s'explique par la montée des façades maritimes au XVIIIe siècle. Ce phénomène s'est amorcé au XVIIe siècle grâce au commerce colonial. Le commerce intérieur est en effet tributaire des marchandises arrivant au port et des échanges maritimes assurés par les gens de mer.

La diplomatie française utilise ce type de route pour l'expédition et la dissimulation de ces courriers dans le flux et le reflux des marchandises qui se déversent dans les ports. Au-delà de la dissimulation des correspondances et de l'aspect purement commercial, la mise en relation des gens de terre avec les gens de mer appartient à une logique d'échanges qui a lieu

⁶¹ Se référer à la partie sur l'aide française.

⁶² AAE, Cor. Pol. Hongrie, Vol. 12, f° 374.

⁶³ Diderot, 1767. Cité dans Georges Livet, *Ibid.*, p. 378

en marge de l'activité commerciale au travers des discussions de tavernes, d'auberges et de négociations sur les quais. Le port est finalement plus qu'un point de ralliement pour les routes, c'est un lieu de partage des expériences où le mot cosmopolitisme prend tout son sens. Il participe à la redistribution des idées et de l'information. Les nouvelles continentales repartent avec les bâtiments de commerce et les récits maritimes pénètrent dans les campagnes. L'échange des nouvelles par l'oralité ou l'écriture contribue à unifier le territoire et à créer les premières structures mentales de l'idée de nation dans le sens du XIXe siècle. La notion de tradition orale a ici toute sa place. La différence entre les provinces ayant un retard de développement, où la route est exclusivement terrestre comme la Hongrie, et les nations de l'Ouest, maritimes, commerçantes, cosmopolites, ouvertes et non soumises à la balkanisation comme les Pays-Bas méridionaux, se fait aussi sur la manière de revendiquer l'identité territoriale. Par l'aménagement de leur territoire et par leur structure sociétale, les provinces périphériques du monde habsbourgeois sont soumises à deux types de réactions identitaires. L'espace hongrois est sujet au communautarisme, c'est-à-dire au repli sur lui-même avec une tendance à rejeter l'étranger et à défendre sa culture violemment ; l'espace Belgique est quant à lui cosmopolite et ouvert aux expériences venant de l'extérieur. Ces expériences sont perçues comme un moyen d'améliorer le niveau de développement lorsqu'elles ne remettent pas en cause les fondements de l'identité territoriale à savoir : la liberté de commerce, l'autonomie politique et les institutions provinciales. La connexion du port et de la route n'est donc pas seulement une ouverture sur des voies navigables désenclavant le pays, mais le révélateur d'une fracture de l'espace européen.

Un réseau hongrois replié sur lui-même : une identité magyare fermée

Au XIXe siècle, il est difficile de parler d'un réseau européen qui aide aux déplacements des hommes et des marchandises. Les ouvrages de Louis Dutens⁶⁴ s'en font largement l'écho. Au début du XVIIIe siècle, il n'y a pas d'unification routière européenne. Les nations, si elles profitent des innovations techniques produites par d'autres États,

⁶⁴ Dans Louis Dutens, *Mémoire d'un voyageur qui se repose*, 3^e ed. Londres, imprimerie de Cox, Fils et Baylis, 1807 ; *Guide moral, physique et politique des étrangers qui voyagent en Angleterre*, chez Legras et Delalain jeune, 1792 ; *Itinéraire des routes les plus fréquentées ou journal d'un voyage aux villes principales de l'Europe de 1768 à 1783*, chez W. Faden, 1786.

On parle ici des ouvrages de Louis Dutens (1730-1812), écrivain et grand voyageur né à Tours. Son œuvre contribue à son époque à répandre dans la littérature un caractère cosmopolite. Bien que largement postérieurs à notre cadre chronologique, ces ouvrages peuvent nous renseigner sur notre période d'étude. Les manques soulignés dans ces ouvrages et les contextes sont pour nous instructifs.

s'occupent peu d'harmoniser et de connecter les réseaux routiers et postaux entre eux. Leur politique de développement se focalise sur le plan régional ou national. À titre d'exemple, dans le Saint-Empire romain germanique, il existe des disparités provinciales fortes des points de vue de la densité, des stratégies et des infrastructures. Elles constituent une limite considérable à l'harmonisation territoriale du monde habsbourgeois d'une part, et de l'espace continental d'autre part. Au XVI^e siècle, sous l'impulsion de penseurs comme Juste Lipse, se forme l'idée politique de construire une identité impériale autour de l'égalité d'accès aux voies de communication. L'intégration des régions aux échanges intérieurs doit ainsi rapprocher les communautés territoriales, mais aussi renforcer la présence et l'influence de l'administration impériale. Si l'on compare les différentes cartes routières⁶⁵ choisies, on observe rapidement qu'il existe des différences de densité entre des régions comme l'Allemagne, les Pays-Bas méridionaux et la Hongrie. L'hétérogénéité du réseau habsbourgeois a pour conséquence d'accentuer les délais et les difficultés de transmission entre le centre et les périphéries. Les disparités routières cloisonnent des territoires comme la Hongrie et préservent le sentiment régionaliste en raison du manque de contacts avec les autres populations de l'espace impérial. Ce cloisonnement constitue une véritable cause de développement d'un sentiment identitaire. Il se nourrit des récits des marchands, des soldats et des voyageurs qui reviennent au pays. L'idée que la Hongrie ne bénéficie pas des mêmes avantages que les populations allemandes ou « belges » est très présente dans ces régions reculées.

Plus largement sur le continent, le nombre de relais de poste est plus important du côté de l'Europe occidentale que du côté oriental. Il semble qu'il existe une rupture au niveau de la frontière séparant les populations germaniques des Polonais et des Hongrois⁶⁶. Cette fracture est encore présente à la fin du XVIII^e siècle malgré les efforts de développement de la couronne impériale sous Marie-Thérèse et Joseph II de Habsbourg. Elle est soulignée par les récits de voyage de Louis Dutens. À la lecture de ses ouvrages, la différence entre les États héréditaires et la Hongrie s'avère flagrante. Ainsi, à la veille de la Révolution française, les réseaux routiers et postaux convergent toujours massivement vers le cœur du monde habsbourgeois : Vienne. La périphérie hongroise semble vide en comparaison du reste de l'Empire. Les infrastructures de communication s'organisent toujours autour du bassin danubien. Les voies fluviales forment les axes de communication moderne vers lesquels

⁶⁵ Se référer aux cartes routières en Annexe.

⁶⁶ Se référer aux cartes routières en Annexe.

convergent les routes en terre descendant des massifs carpatiques et balkaniques. En effet, dès que l'on s'écarte de cette grande voie d'eau qu'est le Danube, le réseau n'est qu'un agrégat de chemins de muletiers. L'accès à des villes comme Debrecen, pourtant reliées à la capitale régionale Bude, est toujours difficile dans la première moitié du XIXe siècle. Le baron d'Haussez relate la difficulté à rallier les deux centres urbains :

« La route, à peine tracées plusieurs lieues avant Pest, cesse entièrement aux approches de cette ville. Elle se perd dans une plaine de sable mouvant à travers laquelle on cherche sa trace sur les points où l'on suppose que le sol présentera plus de consistances. »⁶⁷

Les infrastructures de la grande plaine pannonienne ne semblent pas avoir évolué depuis l'époque de rébellion de François Rakóczi un siècle plus tôt. La description du baron d'Haussez est confirmée par un autre voyageur arpentant les routes d'Europe centrale et orientale à la même époque. Le duc de Raguse écrit à propos de l'Alföld⁶⁸ :

« Après un court séjour à Pest, au mois d'avril 1834, je continuais ma route pour la Transylvanie. J'entrais alors dans la véritable Hongrie et je traversais des plaines immenses, connues sous le nom de Poustá ; elles sont sans habitants et sans cultures, les chemins sont tracés au hasard et selon le caprice des voyageurs. C'est le pays vraiment barbare. »⁶⁹

Les cours d'eau et les vallées sont toujours les seuls signes d'organisation de ce réseau routier. En plus du manque de chevaux et de relais, les voyageurs se plaignent de la mauvaise qualité des auberges hongroises. Par l'expression « pays vraiment barbare », le duc de Raguse dénonce le retard de développement. Il sous-entend la différence de qualité des infrastructures entre des territoires comme la France et la Belgique⁷⁰, l'Allemagne d'une part, et la Hongrie historique d'autre part. Ainsi, si l'on souhaite emprunter une route carrossable et sécurisée, avec des infrastructures d'hébergement de qualité, il est indispensable de contourner la Hongrie par l'Ouest en revenant dans les pays héréditaires. Un long détour par Presbourg, Ulm et Ratisbonne est donc nécessaire afin de gagner la route de la Baltique depuis le

⁶⁷ D'Haussez, Charles Lemercier de Longpré, baron, *Alpes et Danube, ou voyage en Suisse, Styrie, Hongrie et Transylvanie*, t. 2, Paris, 1837, p. 355.

⁶⁸ Alföld est le mot hongrois pour désigner la grande plaine pannonienne.

⁶⁹ Duc de Raguse, *Voyage du maréchal duc de Raguse en Hongrie, en Transylvanie, dans la Russie méridionale*, t. 1, Paris, 1837-1838, p. 55.

⁷⁰ Les Pays-Bas méridionaux accèdent à l'indépendance en 1830. Il est possible d'utiliser ce nom propre puisque cela fait sept ans qu'une monarchie parlementaire s'est constituée à la date où le récit de voyage du duc de Raguse est édité (1837).

carrefour postal de Leipzig. À l'Ouest, les temps de trajet entre les deux centres urbains sont beaucoup plus courts grâce aux nombreux relais de poste et chevaux frais dans chaque étape. Il en est autrement dans l'Europe danubienne, comme en témoigne le baron de Risbeck. Il note dans ses *voyages*⁷¹ le manque de chevaux sur la route longeant le Danube. Pourtant, c'est la voie la plus développée de la région. Il ajoute que les voyageurs sont obligés de les louer au départ pour tout le voyage. Rolland des Alleurs dans son voyage vers Constantinople relève le désert démographique que constitue la Hongrie : « *Campant tous les soirs dans des déserts qui durent près de 100 lieues.*⁷² »

De plus, le voyageur a le choix entre plusieurs itinéraires pour rejoindre sa destination. Voyager en Europe de l'Ouest, et voyager en Europe centrale et orientale, revient à se déplacer dans deux mondes totalement différents. On peut comparer cela à un voyage dans le temps. Ainsi, se déplacer sur le réseau routier et postal du centre de l'Europe, c'est pratiquer les infrastructures de l'Europe occidentale existantes un ou deux siècles plus tôt.

Au début du XVIIIe siècle, comme au milieu du XIXe siècle, il existe un monde habsbourgeois à deux vitesses en termes d'infrastructures routières et postales. Les provinces belgiques et hongroises ne sont pas du tout intégrées de la même manière à l'Europe des communications. Cette disparité se matérialise à la fois dans la vitesse de déplacement, et dans le niveau de développement des infrastructures territoriales. À l'intérieur même du Saint-Empire romain germanique, deux mondes s'opposent. L'un est ouvert, développé et connecté sur le monde au travers de ses ports, un monde que représentent les Pays-Bas méridionaux. L'autre est clos, sous-développé et isolé des grands flux commerciaux et culturels européens, incarné par la Hongrie.

Les différences d'infrastructures sont loin des ambitions souhaitées par Juste Lipse ou la famille des Tour et Tassis. La doctrine caméraliste fait son œuvre dans la seconde moitié du XVIIe siècle sous le règne de Léopold Ier. Les conseils prodigués par Spinola à l'Empereur conduisent à une spécialisation des territoires⁷³. Les provinces hongroises produisent de la nourriture et des matières premières, alors que les provinces belgiques sont des interfaces

⁷¹ Paul Henri Maty, baron de Risbeck, *Voyages en Allemagne du baron de Risbeck : 1754 – 1786*, 3 Vol., Regnault, 1788.

⁷² George Livet, *Ibid.*, p. 319-325.

⁷³ Se référer à la partie Transylvanie pour observer l'influence de la doctrine caméraliste sur des territoires comme la Transylvanie.

maritimes et commerciales. Ces interfaces sont destinées à l'importation et à l'exportation des produits manufacturés du monde habsbourgeois ou provincial, comme les draps et les dentelles. Le rôle économique au sein de ce monde n'est donc pas le même d'une province à l'autre comme le théorisent les caméralistes.

L'Autriche n'avait pas besoin d'un autre réseau de communication que celui du bassin danubien dont les eaux irriguent l'Alföld érigé en grenier et en entrepôt du monde habsbourgeois. De plus, politiquement, au début du XVIIIe siècle, la Hongrie reste une zone de conquête qu'il faut administrer sur le modèle de la Bohême au début du XVIIe siècle. L'inégalité de traitement entre les populations hongroises et les sujets allemands ou belges stimule la forte identité hongroise héritée de la Horde. Ce phénomène de balkanisation des territoires est aggravé par le sous-développement des axes de communication et cette culture atypique en Europe. Cette expression identitaire se traduit par des résistances à la politique de centralisation impériale exportée par la route et les postes, et par un rejet des tentatives d'intégration à l'espace européen au travers du réseau postal des Tour et Tassis.

La route comme organe de la centralisation politique

Réduire les temps d'expédition pour mieux contrôler les territoires

La route pavée ou « pavé du roi »⁷⁴ est le symbole visible pour les populations de la présence de l'autorité centrale. Cette notion appartient au développement routier sous Philippe Auguste. Cette expression fait appel à une route dépendante de la métropole politique et sous-entend qu'elle est un vecteur de l'affirmation de l'autorité royale dans les provinces. Sous l'Ancien Régime, la route a une valeur stratégique avec la voie militaire, administrative puisqu'elle fait le lien entre les périphéries et le centre, fiscale dans une société mercantiliste où les voies de communication sont constellées de péages. Pour Colbert, la route reliant la province à la capitale doit être la principale, sur laquelle doivent être concentrés tous les efforts. La route apparaît comme un indispensable relais de l'autorité du souverain dans ses provinces. La poste joue ici un rôle de première importance tant dans le transport des

⁷⁴ René Fédou, *L'Etat au Moyen-âge*, Paris, PUF, 1971.

personnes que dans l'acheminement des courriers. En effet, le déplacement rapide des agents de l'État (administratifs ou militaires) est un gage de la stabilité du territoire, empêchant ainsi tout risque de déstabilisation dû à un sentiment d'éloignement. Les Pays-Bas méridionaux sont très éloignés de Madrid ou de Vienne. La tentation de l'autonomie ou de l'indépendance est ici plus forte que dans des provinces limitrophes comme l'Aragon ou le Tyrol. Les postes constituent un droit régalien qui s'applique aussi bien à l'intérieur des États qu'au courrier international en transit. L'importance de la poste est soulignée par l'importance de la charge qui permet de la contrôler. En France, la surintendance des postes est donnée au secrétaire aux Affaires étrangères. Dans le Saint-Empire, le Grand Maître des postes est un membre de la famille Tour et Tassis, créateur du réseau. Ce dernier réside à Bruxelles.

À la différence de la France, des Pays-Bas méridionaux, de l'Allemagne et des États héréditaires, la Hongrie manque cruellement de routes dans les campagnes. On observe des vides immenses⁷⁵. Ces « blancs » sont situés de part et d'autre du Danube et en marge de la liaison Transdanubie-Buccari. Cette ligne est une ouverture sur l'Adriatique pour les produits autrichiens. Elle traverse une périphérie du royaume de Hongrie : la Croatie. Elle est rénovée sous la conduite du prince Eugène qui impose aux populations vivant autour du tracé de s'acquitter de la corvée pour l'entretenir. Cette disparité dans l'aménagement du réseau hongrois constitue un handicap pour l'affirmation du pouvoir impérial. La pénétration du réseau apparaît satisfaisante dans des villes comme Bude, Presbourg, Pest, ou Gran, qui sont toutes situées le long du Danube. La voie danubienne favorise l'implantation des Jésuites qui apportent leur concours à l'absorption de la Hongrie par le Saint-Empire en prêchant en faveur de la religion catholique de l'empereur. La situation est différente dans les campagnes de Basse et de Haute-Hongrie. La route carrossée par les « pavés du roi » se transforme en chemins de terre défoncés, longeant des vallées étroites ou traversant la grande plaine déserte.

Ces espaces sont le royaume de la Közepnemesseg protestante et de magnats jalousement attachés à leur terre et à leur identité à l'image du prince Rakóczi qui dirige la guerre d'indépendance hongroise. L'absence d'autorité viennoise sur les territoires reculés n'ayant aucun intérêt stratégique et économique est parfaitement illustrée par le fait que les routes traversant ces « déserts » appartiennent aux magnats et à la moyenne noblesse. Ces prérogatives sont jalousement défendues par les Diètes des comitats où siège la

⁷⁵ Se référer à la carte en Annexe.

Közepnemesseg. La route est ici un gage de l'identité. Si le « pavé du roi » est la marque de l'empereur, le petit chemin de terre est celui de la noblesse hongroise. La notion de vitesse et de densité des infrastructures n'est certes pas comparable, mais leur rôle dans le transport des correspondances et dans la circulation des personnes est similaire. Au début du XVIII^e siècle, les postes des Tour et Tassis ne pénètrent pas dans ces contrées. Le postillon allemand serait abattu au premier carrefour. Les messageries seigneuriales dominent. En Hongrie, l'autorité de l'Empereur se confronte violemment aux prérogatives routières de la noblesse magyare. Néanmoins, Vienne contrôle les zones les plus riches de la Hongrie historique avec les mines et la grande plaine. De plus, elle n'a pas de mal à gagner une partie des familles de magnats de Hongrie occidentale, à qui elle confie les charges les plus lucratives et les plus honorifiques. La plus importante de ces Maisons est celle des Esterhazy, de religion catholique et vivant à proximité de Vienne.

La notion de service public postal dans le Saint-Empire

Au milieu du XVII^e siècle, le système de canaux mis en place aux Pays-Bas méridionaux décline. Le vieillissement des infrastructures demande un coût d'entretien de plus en plus élevé, un coût que ne couvrent plus les recettes. Le trafic et le nombre d'utilisateurs (services de messageries et de transports) restent constants, mais la modicité des tarifs fait que ce réseau est de moins en moins rentable pour les villes et la Guilde des skippers. Cette dernière demande une diminution du trafic au niveau de la province, l'abandon de certaines lignes trop peu fréquentées et la baisse du nombre de bateaux. Les villes sont l'âme de ce système. Elles refusent toute modification de l'offre de service, au nom de l'idée de service public. Ceci est la preuve que la notion de déplacement est profondément ancrée dans l'esprit des Belges, et qu'elle est une des composantes essentielles de leur identité. Au début du XVIII^e siècle, le caractère du transport et l'activité du réseau sont nettement saisonniers.

À la suite des mesures prises par l'Électeur, puis le roi de Prusse, contre la poste impériale qu'il dirige, le Grand Maître des postes Eugène Alexandre de Tour et Tassis propose à l'empereur en 1698 la première ordonnance générale de la poste d'Empire. Elle contient des informations techniques et des prescriptions importantes pour le fonctionnement du réseau. Dans son désir constant d'unifier l'Empire, Léopold I^{er} accepte de promulguer l'ordonnance, pensant qu'elle pourra créer une forme d'unité par le partage d'une institution locale

commune. La décision de Léopold I est confirmée dans son entièreté par le roi de Hongrie et empereur du Saint-Empire romain germanique Joseph Ier en 1706. Ainsi, dans le cadre de sa réforme, la poste est dégagée du courrier de cours pour devenir un service public, c'est-à-dire une institution tournée entièrement vers les populations. L'abandon du marché de l'acheminement des documents administratifs dans toutes les provinces de l'Empire fait de la poste impériale une institution beaucoup moins connotée. Elle ne veut plus être perçue comme un vecteur de l'affirmation de l'autorité impériale dans les provinces. La volonté du Grand Maître des postes est que son réseau puisse devenir une entité neutre aux yeux des sujets de l'Empire afin que ceux-ci y adhèrent, et utilisent une entité commune à l'Empire.

La volonté du Grand Maître des postes est double. Il souhaite d'abord éviter la perte de son monopole dans toutes les provinces de l'Empire, à l'image de ce qu'il vient de se passer en Prusse ; puis protéger son réseau et ses agents des attentats perpétrés par les mécontents Hongrois en révolte contre l'Empereur. Ce choix politique et social a un effet bénéfique sur la popularité du gouvernement central habsbourgeois. En effet, ce choix des élites urbaines en faveur du peuple vivant sur le territoire qu'ils administrent, renforce l'adhésion du petit peuple. Il a le sentiment que les élites le protègent. Il n'a alors aucune raison d'adopter une posture identitaire violente, ou communautariste, du fait de son sentiment d'intégration à la société.

Par conséquent, les infrastructures qui facilitent le déplacement des populations participent à désenclaver un territoire et à l'ouvrir sur le monde. Le réseau routier utilisé par les postes et par les messageries est l'organe par lequel transitent les facteurs permettant le développement des territoires, c'est-à-dire l'accès à l'information, à la mobilité, aux échanges, à la pénétration d'idées nouvelles améliorant le quotidien, au renforcement des autorités royales et locales qui garantissent l'unité du territoire. Nous avons vu que l'Europe n'est pas égale en ce qui concerne la densité de ce réseau. Il met en évidence une Europe à deux vitesses, opposant deux mondes. L'Est est clos. Il est tourné vers la terre. L'Ouest est ouvert et tourné vers l'océan et le monde, la modernité au féodalisme, la richesse à la misère, l'identité exacerbée à l'adhésion. La typologie de Fernand Braudel souligne que la fonction de la route est révélatrice de la nature du territoire qu'elle traverse. Ainsi, des routes qui convergent vers la mer sont le signe d'une société ouverte, commerçante et donc cosmopolite. À l'inverse, les routes vivrières sont celles qui longent les côtes. Elles symbolisent un monde clos et replié sur lui-même. Son volume d'échanges est limité avec l'extérieur. Les populations qui vivent le

long de ces routes vivrières sont plus enclines à adopter des réactions identitaires vis-à-vis de nouveaux modèles venant des territoires limitrophes. Le Saint-Empire romain germanique est le seul territoire dont les périphéries appartiennent à chacun de ces deux mondes : la Hongrie pour l'espace clos et les Pays-Bas méridionaux pour l'espace ouvert.

On comprend ici toute la difficulté d'unifier un espace géographique à deux vitesses, multinational, multiconfessionnel, dont les niveaux de développement sont distants de plusieurs siècles en raison des conflits incessants qui ont empêché la Hongrie de se développer. Ces disparités à l'intérieur du Saint-Empire provoquent bien entendu des réactions identitaires de la part des populations locales qui ont le sentiment d'être délaissées par le pouvoir impérial. L'arrivée des populations étrangères venant du reste de l'Empire pour apporter leur savoir-faire à la Hongrie, développer le territoire, et renforcer l'implantation du pouvoir impérial est perçue comme une agression. Comme le sous-entend Komensky, gouverner un territoire comme le Saint-Empire s'apparente à diriger *une véritable tour de Babel*. Pourtant, ce réseau est un marqueur de développement politique comme le souligne Vidal de la Blache :

« Un système de route suppose un développement politique avancé, dans lequel les moyens de communication sont combinés entre eux, tant pour assurer à l'Etat le libre emploi de ses ressources et de ses forces, que pour mettre la contrée en rapport avec les voies générales du commerce. L'histoire a déjà marqué là-dessus son action ; elle s'exprime directement sur ce réseau. »⁷⁶

Il décrit ce système de routes au service de l'État. Sa croissance dépend du niveau de maîtrise de l'espace territorial par le pouvoir politique. Cette maîtrise est assurée par le réseau impérial. Néanmoins, des disparités régionales fortes existent entre la Hongrie et les Pays-Bas méridionaux. Les différences de développement et d'organisation du réseau sont autant de freins à son efficacité et viennent ainsi limiter son impact unificateur sur l'ensemble du Saint-Empire. À la fin du XVIIe siècle, Vienne utilise des auxiliaires allemands catholiques pour faire fonctionner la poste impériale et certaines postes nationales. Les postes impériales emploient donc un personnel d'origine allemande qui occupe les fonctions de maîtres de poste et de postillons. La décision de faire appel à cette nationalité composant l'Empire, plutôt qu'à une autre, trouve son explication dans les revendications du professeur-médecin Becher. En 1666, c'est-à-dire à peine six ans après le refus de l'électeur de Brandebourg de supprimer ses

⁷⁶ Georges Livet, *Histoire des routes et des transports en Europe*, Strasbourg, PUS, 2003, p. 229.

postes au profit de celle des Tassis, Becher demande que l'administration des postes soit tenue de payer une contribution au Trésor de l'Empire, car elle utilise le territoire de l'empereur pour fonctionner⁷⁷. A terme, la finalité est d'employer des Allemands catholiques issus du cœur de l'Empire. Becher affirme que si les sommes versées au Tour et Tassis étaient attribuées au Trésor, « *la nation allemande serait plus reconnaissante que le comte Taxis, car on sait bien ce qu'il pense et ce qu'il dit des Allemands.* »⁷⁸ L'utilisation de colons allemands en Hongrie trouve une partie de son origine ici. Ces gens de poste sont détestés par les Hongrois. Ils catalysent le rejet de l'Empire et mettent en lumière le communautarisme qui touche une société hongroise meurtrie. Le réseau des Tassis est loin de faire l'unanimité dans l'Empire, son statut de monopole dérange et rencontre des oppositions.

Une politique différemment accueillie par les contre-pouvoirs belges et hongrois

Outre les ambitions de certains grands seigneurs et les exactions commises lors de révoltes nationales et identitaires, la politique d'affirmation du pouvoir royal par le développement du réseau routier rencontre une opposition des contre-pouvoirs locaux. Ces pouvoirs sont les villes, les parlements, le clergé. Les pouvoirs centraux ne sont pas les seuls à densifier le réseau de communication des provinces. En 2001, Marie-Laure Legay⁷⁹ souligne le rôle joué par les États provinciaux dans les provinces du nord de la France (Cambrésis, Artois) et des Pays-Bas méridionaux (Flandre). Ils favorisent le développement de réseaux parallèles et la connexion de villes secondaires. Pour la France, Versailles a mis en place de grands axes routiers disposant d'un réseau d'infrastructures de poste extrêmement dense⁸⁰, de façon à assurer un déplacement le plus rapide possible. C'est le cas de la route reliant Paris-Lille-Bruxelles en quelques dizaines d'heures. Dans les Pays-Bas méridionaux, nous avons vu que les accords entre les villes avaient participé à la création d'un réseau secondaire de grande qualité, permettant aux habitants de se déplacer et de donner un caractère d'ouverture et de mobilité à leur société. Ici, les pouvoirs locaux ont, sans le savoir, influencé l'identité des pays placés sous leur administration. Les pouvoirs locaux luttent contre la distance en améliorant la qualité du réseau pour le bien de leur province. Ceci constitue une de leurs

⁷⁷ C'est également le territoire de l'électeur de Brandebourg, mais l'empereur est son suzerain par la hiérarchisation des titulatures.

⁷⁸ Georges Livet, *Ibid*, p. 418.

⁷⁹ Marie-Laure Legay, *Les États provinciaux dans la construction de l'État moderne aux XVIIe et XVIIIe siècles*, Genève, Droz, 2001.

⁸⁰ Se référer à la carte en Annexe.

attributions. Ainsi, il ne faut pas oublier le rôle fondamental des instances locales dans le développement et l'efficacité du réseau ouest-européen. L'exemple de la Prusse nous démontre que les provinces ont tout à fait la capacité d'intervenir sur la question routière. C'est une manière d'affirmer leur présence aux côtés des autorités royales.

En Hongrie, les travaux de Jean Béranger⁸¹ sur le rôle des Diètes montrent que la relation entre Vienne et les Diètes est moins consensuelle sur cette question. Les Diètes jalourent leur poste qui est, pour elles, un facteur essentiel de leur identité. Il ne faut pas oublier que les Hongrois sont issus d'un peuple nomade. Même si leur noblesse a adopté un mode de société basé sur le féodalisme et le servage (situation qui perdure en 1700), la route reste un élément fondamental de l'imaginaire collectif. Les Diètes souhaitent donc conserver leurs droits de regard sur leur poste nationale. Deux visions s'entrechoquent ici. Les Impériaux ont besoin de contrôler le réseau routier pour le connecter au reste de l'Empire et lui donner une forme cohérente. Une fois cela réalisé, les routes de postes doivent permettre de rallier les Hongrois au régime absolutiste (à l'image de la Bohême en 1620), et de se lancer dans la conquête de l'Europe du Sud pour se frayer un passage vers Constantinople et s'arroger le commerce de l'Orient. Les Diètes sont loin de se préoccuper des ambitions stratégiques des Habsbourg et gardent jalousement leur prérogative. C'est une manière pour elles de défier Vienne. Elles jouent ici pleinement leur rôle de contre-pouvoir en limitant les actions des Tour et Tassis. La politique menée par l'Autriche sur les Pays-Bas méridionaux et la Hongrie vise à développer le réseau routier dans le but de rapprocher les périphéries du centre de l'Empire.

La volonté est de forger un empire cohérent en affirmant la présence de l'empereur dans tous les centres régionaux. Le développement de l'idéologie absolutiste incite les souverains à réduire les délais de transmission des documents administratifs de façon à ce que leur gouvernance ne s'appuie pas sur les pouvoirs locaux. La route ou le « pavé du roi » est alors le cœur de cette politique. L'aménagement du territoire doit conduire à renforcer le pouvoir du souverain, tout en remportant l'adhésion des peuples désormais plus proches de la capitale et mieux intégrés grâce à la spécialisation des provinces. Pour cela, les territoires de l'Empire reçoivent une spécialisation dans un mode de production : la Hongrie devient le grenier de

⁸¹ Jean Béranger, *Les Gravamina, remontrances des Diètes de Hongrie de 1655 à 1681. Recherche sur les fondements du droit d'État au XVIIe siècle*, publication de la Sorbonne, série Documents, n° 23, Paris, PUF, 1973.

l'Empire et les Pays-Bas méridionaux une interface pour le commerce. Or, l'idéologie absolutiste va à l'encontre de la nature du Saint-Empire. La coexistence des nationalités, des confessions, la disparité des niveaux de développement sont autant de freins à l'implantation d'un pouvoir centralisé basé sur un modèle incarné par un seul homme (nationalité, confession). Cette politique d'affirmation de l'autorité rencontre de vives oppositions à l'Est alors que l'Ouest reste docile. La route est un objectif majeur pour les pouvoirs locaux dans la partie orientale de l'Empire dont les nationalités sont davantage tournées vers le communautarisme du fait de leur manque d'ouverture (infrastructures). Il s'agit de combattre le principal organe d'implantation de cette politique, la poste des Tour et Tassis. Les actions menées sont violentes en Hongrie et concurrentielles en Prusse. Dans les provinces belgiques, les pouvoirs locaux secondent cette fois-ci les autorités en développant le réseau secondaire. Un empire à deux vitesses apparaît, loin d'une unification à la française, voulue par l'empereur Léopold Ier⁸². La route était certes un moyen d'unifier l'Empire, mais des voix dissonantes s'élèvent au cœur même du Saint-Empire. La Hongrie et les Pays-Bas méridionaux ne sont pas les seuls territoires à fronder le réseau des Tour et Tassis. En 1699, l'électeur de Brandebourg développe son propre réseau de postes aux dépens de celui des Taxis. En créant un réseau parallèle à celui de l'Empire, il s'oppose de manière délibérée au monopole détenu par les Tour et Tassis, ainsi qu'à la politique impériale. Les routes étant un moyen d'affirmer son autorité et de contrôler le territoire, l'Électeur entend préserver l'influence qu'il a sur son électorat, et concurrencer l'Empereur en développant un service postal plus efficace et plus rapide. Cette affirmation identitaire de la Prusse répond à une stratégie établie sur le long terme. En effet, depuis le milieu du XVIIe siècle, les électeurs du Brandebourg ont l'ambition d'accéder à la dignité royale. Pour cela, ils doivent s'émanciper de la tutelle impériale. Cela apparaît possible après cette décision de Berlin. Depuis la capitale, l'Électeur multiplie les liens avec les autres villes allemandes telles que Leipzig, Francfort ou Hambourg. L'indépendance de son royaume dépend du commerce, et donc de la route. Le vingt décembre 1659, l'empereur demande que la Prusse supprime ses postes pour les remplacer par celles des Tassis. L'Électeur refuse d'obtempérer et travaille à l'ouverture de nouvelles lignes. Rapidement, elles supplantent en vitesse la poste impériale. Là où des Tour et Tassis mettent Berlin à quatorze jours de Vienne, celle de l'Électeur n'a besoin que de six jours. En 1699, de nouvelles lignes extrêmement efficaces voient le jour.

⁸² Se référer aux rêves de Léopold et à la partie chimère.

Les villes de Königsberg et de Varsovie sont reliées en cinquante heures. Berlin et Königsberg ne sont plus espacées que de deux jours contre cinq avec la poste d'Empire. Ce point est extrêmement important d'un point de vue identitaire. La Prusse a la particularité de posséder un territoire composé de deux parties distinctes, séparées par le corridor de Dantzig qui appartient à la Pologne. Le rapprochement des deux provinces accentue l'unité du territoire, sa cohérence et son autorité. Au tournant du siècle, ce qui était pour l'Électeur une faiblesse l'est de moins en moins. En 1701, les ambitions des électeurs de Brandebourg deviennent réalité. Ils accèdent à la couronne. L'empereur ne peut plus s'ingérer dans les affaires de la Prusse. Les deux systèmes de poste cohabitent. En 1712, le nouveau roi de Prusse accroît sa pression sur la poste impériale en promulguant un édit qui menace de punir sévèrement toute utilisation de la poste impériale pour envoyer les lettres ou les paquets. Il ne s'agit plus ici de concurrencer la poste des Tour et Taxis, mais d'éradiquer tout organe rappelant la présence impériale.

Ainsi, les électeurs puis le roi de Prusse utilisent les réseaux routiers et postaux pour affirmer leur légitimité à gouverner leur territoire. Pour cela, ils s'attaquent au seul organe disposant d'un pouvoir d'unification par sa présence dans toutes les provinces de l'Empire. La route est donc un objet de manifestation identitaire. Si les Prussiens utilisent la concurrence économique pour s'affirmer, les Hongrois utilisent des techniques plus violentes qui s'inscrivent dans le contexte de la guerre d'indépendance que mène Rakóczi.

Une politique différemment accueillie par les contre-pouvoirs belges et hongrois

À la suite de la paix de Karlowitz, la Hongrie historique se retrouve très inégalement peuplée. Elle compte environ quatre millions d'habitants contre seulement sept à neuf cents mille en Transylvanie⁸³. La plaine pannonienne a été le théâtre d'âpres combats contre les Ottomans. Les campagnes comme les villes sont à reconstruire et à repeupler. En effet, l'Alföld auparavant ottomane est presque déserte. Les confins militaires de 1699, c'est-à-dire la frontière méridionale de la Hongrie, de la Croatie et de la Transylvanie se révèlent davantage peuplés. Ce sont des espaces plus ouverts en raison du passage de grandes routes commerciales suivant le fleuve Danube et des rivières comme la Tisza. Ils drainent des flux

⁸³ Jean Béranger, *La Hongrie des Habsbourg*, *Ibid.*, p. 229.
Miklos Molnar, *Ibid.*, p. 204.

migratoires venant de toute l'Europe centrale et orientale et des Balkans. Pour gommer ces écarts de densité, Vienne mène une politique visant à installer dans les territoires dépeuplés des colons étrangers, le plus souvent catholiques. Ces colons seront, dans l'esprit de Vienne, des sujets plus dociles que des Magyars protestants et naturellement belliqueux. Ils sont en majorité Allemands, Roumains, Serbes, mais aussi Wallons et Français. Il est intéressant de voir des populations des Pays-Bas méridionaux venir s'installer dans une Europe centrale méconnue. Bien que développées, les provinces belgiques n'ont rien de très hospitalières. Elles sont ravagées par la guerre depuis le milieu du XVIe siècle. Pour inciter à la migration, l'empereur offre à des populations qui ont tout perdu un statut privilégié. Il octroie ainsi des terres prises de force aux Hongrois et des avantages fiscaux. La venue de ces populations doit accélérer la reconstruction d'un pays dévasté par deux siècles de guerre, n'ayant donc pu se développer au même rythme que l'Europe occidentale.

La mise en œuvre d'une politique dirigiste pour remettre la Hongrie au niveau des autres provinces du Saint-Empire apparaît insupportable aux Hongrois. L'arrivée des colons par la voie danubienne jusqu'en Transylvanie provoque un rejet identitaire aussi violent et durable, que les espoirs suscités par la paix de Karlowitz. Ces colons allemands sont tenus responsables des maux ressentis par les Magyars et du marasme économique et social dans lequel se trouve la Hongrie au sortir de la guerre austro-ottomane. La xénophobie se développe contre les Allemands et d'autres populations installées depuis des siècles : les Bohémiens. Au milieu du XVIIIe siècle, l'ambassadeur-marquis de l'Hospital, alors en route vers son poste en Russie, le constate encore. La politique de germanisation de la grande plaine et de la Transylvanie s'est poursuivie sous Charles VI et l'impératrice Marie-Thérèse. Il consigne dans son récit de voyage les dispositions des différentes communautés «à vivre ensemble».

« Sur ces quatre millions il n'y en a pas tout à fait deux de Hongrois, le reste est composé de dix peuples différents qui tous ont conservé leur langue, leurs manières, et leur religion ; plusieurs de ces peuples y sont établis depuis cent ans et n'en sont pas moins regardés comme étrangers par les Hongrois. Ils en sont détestés parce qu'ils ont contribué à asservir ce Royaume à la Maison d'Autriche. »⁸⁴

⁸⁴ Charles Kecskemeti, *Notes, rapports et témoignages français sur la Hongrie, 1717-1809*, Paris - Budapest - Szeged, Institut hongrois - Bibliothèque nationale Széchényi, 2006, p. 47. Dans *Relations du voyage du Marquis de l'Hospital à travers la Hongrie en 1757*, p. 42.

Même si cette source est postérieure de cinquante ans au cadre chronologique de la guerre de Succession d'Espagne, elle reste révélatrice d'une situation qui reste inchangée en Hongrie. Les témoignages que constituent ces récits de voyage sont éminemment précieux pour comprendre une situation donnée. Les descriptions nous révèlent l'intimité des populations et leur quotidien. Dès le règne de l'empereur Léopold Ier, le pouvoir impérial tente de diluer l'identité hongroise en incorporant des colons de nationalité principalement allemande. Le mot « colon », qui est ici employé, se révèle fort. En effet, il sous-entend le statut de colonie de la Hongrie vis-à-vis des territoires héréditaires, c'est-à-dire son assujettissement. Cette dénomination rejette l'idée que les populations du Saint-Empire sont placées sur un même pied d'égalité. La fidélité de ces colons est achetée par l'empereur avec des terres et des privilèges qui les placent dans une situation plus confortable qu'une population hongroise décrite comme extrêmement pauvre et asservie :

« Les villages représentent également la paresse et la misère de leurs habitants. De mauvaises cabanes, pour la plupart creusées en terre, couverte de chaume et le plus souvent de fumier, sans aucun ordre ny arrangement font leurs logements, et des grandes et longues peaux de mouton avec leur laine, attachées en guise de manteaux sur les épaules et descendant jusqu'aux talons par dessus des espèces de gilets d'une étoffe de laine blanche très grossière, servent aux Hongrois de vêtements. »⁸⁵

La misère qui est décrite au travers de ces quelques lignes est frappante. Il est possible que Fougère exagère, tant le dénuement de ces gens apparaît extrême, bien que tous les voyageurs qui traversent cette contrée décrivent sensiblement la même situation. Les conditions de vie du peuple n'ont rien de comparable avec celles des Pays-Bas méridionaux. En référence aux Magyars, les Belges apparaissent aisés. La différence est due au fait que la Hongrie pratique encore le servage alors que les provinces belgiques s'attachent au commerce et à la manufacture. L'influence des conditions de vie sur le sentiment d'attachement au pouvoir n'a bien entendu rien de comparable. Les Allemands, qui font figure de privilégiés, concentrent alors toute la rancœur des Hongrois contre Vienne. Si l'aspect économique apparaît être la principale cause de l'aversion des Hongrois pour les colons allemands, les tensions avec d'autres communautés, qui n'ont pourtant pas été utilisées par Vienne pour asseoir son autorité, trouvent d'autres origines⁸⁶.

⁸⁵Charles Kecskemeti, *Ibid*, p. 40.

⁸⁶ Charles Kecskemeti, *Ibid*, p. 41.

« On voit aussy en Hongrie une autre espèce humaine appelée Zingrois qu'il faut distinguer du naturel du pays. Ces Zingrois qu'on nomme aussy Bohémiens ou Egiptiens et qui en ont la couleur brune et olivâtre sont presque toujours tous nus, hommes et femmes, et sans aucuns vetements, vagabonds sans aveu et fripons pour la plupart, ne vivant que de ce qu'on veut bien leur donner par charité ou des courses qu'ils font loin des lieux sur les lisières desquels on veut bien les souffrir. Car il est à remarquer qu'ils ne font point corps avec les Hongrois, et que ceux cy ne leur permettent pas d'habiter avec eux dans les villages, mais seulement sur les bords et à une certaine distance. »⁸⁷

Les sources rapportent la cohabitation entre un village hongrois et une communauté de Bohémiens, aussi appelée « zingrois », installée à proximité. Le récit se déroule dans le nord de la Hongrie à proximité de la frontière polonaise. Ce qui est intéressant dans ce témoignage c'est que les Hongrois adoptent la même posture psychologique vis-à-vis des Bohémiens que les Allemands envers eux. L'envie et la suffisance envers un groupe de personnes n'appartenant pas à la même communauté sont un marqueur fort de l'expression identitaire : le rejet de l'étranger. Les Hongrois ont donc conscience d'appartenir à un même groupe ethnique. Ils savent qu'ils ne sont ni Bohémiens ni Allemands. Les Bohémiens pratiquent un style de vie appartenant au nomadisme où la route et le déplacement jouent le rôle de ciment communautaire. En qualité de peuple errant, ils n'appartiennent à aucune nation limitrophe. Ils ne servent pas les intérêts politiques d'une puissance. Le sentiment communautariste qui transparait dans ce témoignage semble entretenu par des rumeurs et des faits qui surviennent dans le village depuis l'installation de la communauté bohémienne :

« On leur doit aussy la justice de dire que quelque porté qu'on les accuse d'être au vol et à la friponnerie, rarement ils prennent quelque chose et font aucun tort dans les cantons où on leur permet de demeurer. »⁸⁸

Le marquis de l'Hospital, par l'intermédiaire de son secrétaire Fougères, rend hommage aux Bohémiens en les disculpant des vols dont ils sont accusés. Les stigmatisations dont ils font l'objet ne seraient que des mensonges qui entretiendraient la mise à l'écart de ces populations par les Hongrois. Le sentiment d'appartenance à un groupe serait alors renforcé par la stigmatisation d'un élément extérieur, et participerait ainsi à renforcer un sentiment

⁸⁷François Paulin Dalayrac, Chevalier de Beaujeu, *Mémoires du Chevalier de Beaujeu contenant ses divers voyages tant en Pologne, en Allemagne, qu'en Hongrie, avec des relations particulières de ces pays-là, depuis l'année MDCLXXIX (1679)*, Amsterdam, chez les héritiers d'Antoine Schelte, 1700, p. 106.

⁸⁸ François-Paulin Dalayrac, Chevalier de Beaujeu, *Ibidem*.

identitaire largement présent chez les Magyars. Ainsi, les Hongrois adoptent deux postures identitaires issues de tensions avec des communautés vivant sur le même territoire qu'eux. Sur un plan international, ils rejettent les Autrichiens et les Allemands. Sur le plan local, ils rejettent la communauté bohémienne. La route joue ici un rôle important. Les colons allemands suivent celle de Leipzig, la voie d'accès à l'Orient⁸⁹. La ville est le carrefour de cinq grandes routes commerciales : Silésie – Pologne – Russie ; Autriche – Hongrie – Italie ; Hambourg – villes marchandes du nord de l'Europe ; Bavière – Lombardie ; France – Pays-Bas – Cologne. Ces routes sont autant d'axes de convergence vers Leipzig et vers l'Europe centrale. L'appel à des colons de nationalité allemande est donc logique du fait de la facilité à accéder au royaume de Hongrie via les principautés allemandes ou les États héréditaires. Les réactions des Hongrois, voyant arriver l'étranger sur leur territoire, reflètent une société renfermée sur elle-même, son système politique et social ressemble davantage à du féodalisme qu'à un État moderne de type ouest-européen. Tous ces facteurs ancrent cette population dans son identité.

A contrario, les tensions présentes en Hongrie ne semblent pas avoir de prise sur les provinces des Pays-Bas méridionaux. Pourtant, ce territoire est également soumis à une situation de guerre permanente depuis le début du XVI^e siècle, et même au-delà, si l'on prend en compte les guerres opposant le roi de France aux villes marchandes de Flandre durant la période du Bas Moyen-Age. De plus, à l'image de la Hongrie, on enregistre la présence de plusieurs communautés aux différentes religions. On voit la présence d'Allemands, de Français, de Liégeois, de Britanniques, de Hollandais, de confession majoritairement protestante, mais aussi catholique. Les Flamands et les Wallons se côtoient sans toutefois parler la même langue, et sont administrés par l'Espagne depuis la mort de Charles Quint. Les Pays-Bas méridionaux sont également soumis à la pression constante de la France qui rêve d'annexer ce riche territoire et d'éloigner ses frontières de Paris. Très difficile à défendre d'un point de vue militaire de par son relief, celui-ci possède à l'inverse une situation géographique de premier ordre en ce qui concerne le commerce. Extrémité de grandes routes commerciales depuis les foires de la période médiévale, il dispose d'un accès privilégié à la mer au carrefour de grandes voies maritimes. Les villes marchandes de Flandre comme Bruges, Gand ou Anvers concentrent l'activité commerciale et font des Pays-Bas méridionaux une province

⁸⁹ Georges Livet, *Histoire des routes et des transports en Europe : des chemins de Saint-Jacques de Compostelle à l'âge d'or des diligences*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 2003. p. 229.

résolument tournée vers le monde extérieur. L'activité commerciale florissante au début du XVIIIe siècle lui donne un caractère profondément cosmopolite. En marge des conflits, des marchands, des soldats, des voyageurs et des populations de toutes les nationalités côtoient les habitants au quotidien. Pour eux, il n'y a rien d'étonnant à croiser un voyageur sur les routes de cette périphérie de l'Empire. Malgré la présence constante de soldats et les duretés de la guerre (exactions, morts, disettes) les habitants des provinces belgiques ne manifestent pas de réelles postures identitaires. Ils sont encadrés par des institutions locales et provinciales qui garantissent leur autonomie et leur caractère propre face aux gouvernements centraux qui les gouvernent. La défense de leur autonomie constitue la seule véritable manifestation identitaire.

Le réseau hongrois des postes est clairsemé. À part la partie située entre Bude et Vienne, la Hongrie dispose de très peu de routes en bon état et de relais de poste placés à intervalles réguliers. Seule la Transdanubie dispose d'un réseau s'approchant des standards du reste de l'Empire. La route Bude-Vienne est efficace, car elle est une voie militaire qui s'intègre au système danubien. Après la paix de Szatmar et l'éloignement des frontières de Vienne, l'Autriche récupère la partie ottomane de la Hongrie. Dans la logique ottomane et mise à part le Danube, les routes de Hongrie ne sont que des voies d'accès. La qualité du réseau est aux antipodes de ce qui se pratique en Europe occidentale. La gestion et le développement du réseau incombent aux autorités locales, c'est-à-dire aux Diètes des comitats, aux magnats et aux villes royales et libres. Le développement de ces infrastructures ne représente pas pour eux une priorité. Excepté la Transdanubie autrichienne, du début du XVIe siècle et jusqu'à la paix de Karlowitz de 1699, la Hongrie est en marge du réseau postal européen, car elle n'appartient pas à la sphère d'influence européenne, mais ottomane, c'est-à-dire asiatique. Au tournant du XVIIIe siècle, le rôle unificateur de la poste vis-à-vis des territoires qu'elle traverse s'exprime avec moins d'efficacité en Hongrie du fait de son isolement et du contexte. Avec la reconstruction du pays par les Habsbourg dès la fin du XVIIe siècle, le réseau routier et postal se développe depuis la Transdanubie. Néanmoins, les agents impériaux rencontrent une opposition de nature identitaire. Les Hongrois perçoivent la poste comme une institution étrangère et un vecteur de l'occupation autrichienne. Ceci se traduit par une grande méfiance des élites et des autorités magyares qui préfèrent expédier leurs courriers par leurs propres moyens. L'évolution rapide des courants de pensée et l'exacerbation des nationalismes européens remettent en cause le statut de monopole de la famille Tassis dans les zones instables, comme en Prusse. En 1700, on a donc un double système qui se superpose, la poste

« classique » contrôlée par les Autrichiens et les messageries personnelles des grands magnats et des autorités hongroises (Diètes - Assemblées des comitats) représentées principalement par la moyenne noblesse protestante qu'est la Kozepnemesseg⁹⁰. Cette dualité postale participe au développement de l'identité hongroise en réaction au centralisme imposé par Vienne. Cette méfiance réciproque atteint des sommets au cours des guerres d'indépendance⁹¹ menées tout au long du XVIIIe siècle et jusqu'à la paix de Szatmar de 1711. Les maîtres des postes sont accusés d'ouvrir les courriers afin d'en informer Vienne. Dans un pays magyar sauvage et hostile, leur situation est précaire. Les agents du réseau postal, de nationalité allemande, concentrent la haine des populations locales. Le chevalier de Beaujeu relate un témoignage d'un officier hongrois rencontré en cours de route. Il nous aide à comprendre toute l'envergure de la haine des Hongrois vis-à-vis des Allemands :

*« Si leur maître gagnoit un jour le dessus, et redevoit aussi puissant qu'il l'estoit en Hongrie avant la décadence de l'Empire ottoman, il leur donneroit congés du moins à la moitié, pour aller tremper leurs sabres dans le sang de leurs cruelles ennemis ; et tous ces soldats ne respirent que haine et que vengeance contre les Allemands. »*⁹²

Cette aversion est ancestrale et n'est donc pas une chose nouvelle lors de la révolte de Rakóczi. Ce témoignage se situe dans un contexte de rébellion de la Hongrie contre Vienne, sous la bannière de Thököly. La violence des exactions est l'expression d'une frustration refoulée depuis la dernière rébellion de Thököly. Les colons allemands sont alors les boucs émissaires d'un peuple exaspéré par la politique que mènent leurs supérieurs. Leur action est toutefois ambiguë. D'un côté, ils servent directement les intérêts de Vienne en transmettant les missives impériales, de l'autre, ils participent indirectement à désenclaver le territoire hongrois. Les populations voient surtout en eux des vecteurs de l'autorité impériale. Ils constituent des proies faciles pour les maraudeurs et les bandes armées détachées des troupes de Rakóczi. Les autorités viennoises ne contrôlent qu'une partie des villes. La campagne est généralement aux mains des rebelles ; or la grande majorité des relais est située dans des zones profondément rurales. Ils sont la cible d'assassinats et de tortures. Les postillons allemands sont ainsi abattus au passage de leurs convois, les maîtres des postes torturés et

⁹⁰ Moyenne noblesse, ou noblesse rurale disposant du pouvoir à la Diète hongroise.

⁹¹ George Ier Rakóczi prince de Transylvanie en 1630 ; Pierre Zrinyi en 1664 ; Imre Thököly en 1680 ; François II Rakóczi prince de Transylvanie en 1705.

⁹² François Paulin Dalayrac, Chevalier de Beaujeu, *Mémoires du Chevalier de Beaujeu contenant ses divers voyages tant en Pologne, en Allemagne, qu'en Hongrie, avec des relations particulières de ces pays-là, depuis l'année MDCLXXIX (1679)*, Amsterdam, chez les héritiers d'Antoine Schelte, 1700, p. 447.

parfois exécutés. Une fois les agents supprimés, les mécontents récupèrent les courriers et les chevaux. Ces assassinats sont à la fois la marque d'un rejet identitaire et la preuve que l'institution postale est perçue comme un élément appartenant à une conscience nationale.

Les tentatives de centralisation et de bureaucratisation des Pays-Bas

Les réformes institutionnelles habsbourgeoises durant la période espagnole

L'historiographie a tendance à faire remonter les premiers phénomènes de centralisation des Pays-Bas bourguignons au règne de Philippe le Bon entre 1419 et 1467. Au gré des unions matrimoniales, les comtés et les duchés se regroupent temporairement durant l'ensemble de la période médiévale. Ces unions ne s'avèrent pas durables en raison des partages successoraux ou de l'absence de progénitures. André Uyttebrouck en fait l'inventaire dans son article paru dans la revue belge de philologie et d'histoire en 1991¹. Au XIV^e siècle s'amorce une véritable tentative de mutation des institutions politiques des territoires formant les Pays-Bas méridionaux. Les administrations des principautés jusqu'alors autonomes les unes par rapport aux autres se voient regroupées sous l'autorité des ducs de Bourgogne. Les princes bourguignons et les Habsbourg à partir du milieu du XV^e siècle cherchent à renforcer l'Etat central et à centraliser l'administration. Les mutations s'avèrent longues et délicates en raison des résistances locales à cette longue réforme politique et administrative.

Philippe le Hardi² amorce ces réformes avec la formation d'un Conseil ducal qui suit le duc dans ses déplacements. Il doit supplanter les instances locales en ce qui concerne la politique générale, la justice ducale et les finances. La composition du Conseil varie selon les décisions à prendre, mais les conseillers appartiennent à la famille ducale, à la noblesse et au clergé. On rencontre également des juristes. Le Conseil ducal se spécialise donc sous Philippe le Hardi et il constitue un premier embryon de centralisation. Cette évolution répond à la

¹ André Uyttebrouck, *Phénomène de centralisation dans les Pays-Bas avant Philippe le Bon*, dans *Revue Belge de Philologie et d'histoire*, t. LXIX, 1991, p. 891 – 897.

² Philippe le Hardi (1342 – 1404) est le fils cadet du roi de France Jean II. A l'âge de 21 ans il reçoit le duché de Bourgogne en apanage, puis en 1369, il renforce son autorité sur la Flandre suite à son mariage avec la fille de Louis de Mâle alors comte de Flandre.

BN, t. XVII, col. 201 – 220.

Hervé Hasquin, *Dictionnaire d'Histoire de Belgique*, Bruxelles, 1988, p. 376.

volonté du prince de créer des institutions communes à l'ensemble de son duché pour ne plus devoir composer avec les structures gouvernementales locales, avec lesquelles il faut nécessairement s'entendre pour gouverner³. Bien que Philippe le Hardi⁴ partage son héritage entre ses trois fils, il crée un précédent sur lequel s'appuie Philippe le Bon pour donner une nouvelle impulsion institutionnelle dans un contexte plus favorable. À partir de 1435, on observe une intensification des délibérations du Conseil ducal. Sous Philippe le Bon, le Conseil ducal se spécialise. En matière juridique, un Grand Conseil provincial est créé. Les membres du Conseil ducal sont alors scindés en deux parties : d'un côté, les nobles qui s'occupent des affaires de politiques générales au sein du Conseil ducal, et de l'autre, les juristes au sein du Grand Conseil de justice. Cette dernière entité reste associée au Conseil ducal. Ce dernier connaît une nouvelle évolution en décembre 1473 lorsque Charles le Téméraire érige le Grand Conseil en parlement. Il le fixe dans la cité de Malines par l'ordonnance de Thionville⁵. Lors du changement de dynastie après la mort de Charles le Téméraire au siège de Nancy, ce Grand Conseil est aboli par le Grand Privilège de Marie de Bourgogne⁶ de 1477. Il est par la suite rétabli par Philippe le Beau⁷ qui le replace définitivement à Malines en 1504⁸. Son cadre de fonctionnement est définitivement fixé pour l'époque moderne par l'ordonnance du huit août 1559 qui installe une première institution provinciale décentralisée du Conseil ducal : le Grand Conseil des Pays-Bas de Malines. Si sa perte d'autorité est de plus en plus marquée au cours des XVIIe et XVIIIe siècles, il subsiste néanmoins jusqu'au traité de Campo-Formio de 1797, et montre qu'une centralisation est possible dans ces territoires des Pays-Bas.

L'évolution du Conseil ducal ne se limite pas à cette spécialisation des compétences juridiques pour l'ensemble des Pays-Bas. En effet, des besoins de spécialisation en matière de fiscalité se font ressentir. Une commission financière centralisée voit ainsi le jour dès 1447.

³ André Uyttebrouck, *Ibid*, p. 891 – 897.

⁴ Philippe le Bon (1396-1497) est le fils de Jean sans Peur. Il place sous son autorité les territoires qui formeront par la suite les dix-sept provinces.

BN, t. XVII, col. 220-250

Hervé Hasquin, *Dictionnaire d'Histoire de Belgique*, Bruxelles, 1988, p. 375-376.

⁵ Aerts, Baelde, Coppens, De Schepper, Soly, Thijs, Van Honacker, *Les institutions du gouvernement central des Pays-Bas habsbourgeois*, t. I, Bruxelles, Archives générales du Royaume, 1995, p. 448.

⁶ Marie de Bourgogne (1457-1482) est la fille de Charles le Téméraire. Face au mécontentement de ses sujets, elle accorde le Grand Privilège de 1477 qui abolit un grand nombre de mesures centralisatrices prises par son père.

BN, t. XIII, col. 685 – 694

Hervé Hasquin, *Ibid*, p. 315.

⁷ Pour en savoir plus : Jean-Marie Cauchies, *Philippe le Beau, le dernier duc de Bourgogne*, Turnhout, 2003.

⁸ En réalité, il y siège depuis 1501, dans Aerts, Baelde, Coppens, De Schepper, Soly, Thijs, Van Honacker, *Ibid*, p. 452.

Elle reste intégrée au Conseil. Un premier édit de 1446 instaure la première organisation d'une administration financière. Cette charge est confiée à trois conseillers. Une décennie après, cette administration est renouvelée et renforcée de deux secrétaires. Son champ de compétence est également étendu à toutes les questions financières, comme le contrôle des revenus et des dépenses du prince. À l'image du Grand Conseil de justice, Charles le Téméraire prend exemple sur la France pour former une Chambre du Trésor à laquelle il adjoint une Chambre des Aides. La mesure est officiellement prise en 1473. L'institution est transférée à Malines aux côtés du Parlement et de la Chambre des comptes. Ces deux chambres ne survivront pas au Grand Privilège de 1477 :

« La gestion financière retourne au Conseil ducal et les commissaires furent placés sous l'autorité d'un surintendant chargé de multiples fonctions.⁹ »

La nécessité de disposer d'une Chambre du Trésor reste cependant dans les mémoires. Le premier Habsbourg gouvernant aux Pays-Bas, Maximilien d'Autriche, réorganise la gestion financière de la province et remet sur pied un Conseil des finances, dit primitif, en 1487. De multiples réorganisations de ce Conseil des finances sont nécessaires pour trouver la composition et les compétences adéquates. C'est ainsi que des réformes sont engagées en 1493, 1497, 1499, 1507, 1511, 1515 et 1522. Il faut attendre l'ordonnance du premier octobre 1531 pour voir se fixer les moyens et l'organisation que le Conseil des finances adopte dans le cadre des Conseils collatéraux. À l'image des affaires fiscales et juridiques, les décisions gouvernementales sont en constante augmentation aux XVe et XVIe siècles.

Après la formation d'un parlement et d'un Conseil des Finances, le Conseil aulique connaît une profonde mutation sous le règne de Philippe le Beau. Avant promulgation des textes législatifs ou administratifs, ce Conseil de gouvernement avait la charge d'émettre éventuellement des réserves ou des suggestions. Ce conseil aulique se mue en un Conseil privé comprenant des conseillers nobles et des juristes. En 1507, il reçoit la charge de conseiller le gouverneur général des Pays-Bas. À la suite de cette décision, les conseillers nobles et juristes du Conseil privé sont scindés en deux institutions distinctes. Les juristes restent dans le Conseil privé, alors que les nobles sont versés dans le Conseil d'État, avec la compétence de s'occuper de toutes les affaires dépassant le cadre de la justice ordinaire. Le

⁹ Aerts, Baelde, Coppens, De Schepper, Soly, Thijs, Van Honacker, *Les institutions du gouvernement central des Pays-Bas habsbourgeois*, t. II, Bruxelles, Archives générales du Royaume, 1995, p. 498.

fonctionnement du Conseil privé est fixé par Charles Quint en 1531 dans le cadre d'une vaste réforme politique et militaire.

Les ordonnances de 1531 affirment ainsi l'existence de trois corps d'État¹⁰ : le Conseil des Finances, le Conseil privé et le Conseil d'État. Ils forment les Conseils collatéraux en activité à la veille de la guerre de Succession d'Espagne. Ces organes n'ont pas été créés de toute pièce, mais bien constitués sur la base d'institutions préexistantes. L'installation juridique de ces corps de l'État provient de la volonté habsbourgeoise de centraliser l'administration de la province. Elle marque le renforcement progressif de l'emprise politique, judiciaire et administrative des dynasties régnantes. Un processus initié par les Bourguignons, puis affirmé par les Habsbourg dans leur nouveau territoire des Pays-Bas. Cette centralisation doit permettre l'instauration d'une politique commune à tous les duchés et les comtés des Pays-Bas, avec pour objectif d'en faire un Etat à part entière au sein du Saint-Empire romain germanique. Cette rationalisation avait également pour objectif d'adoucir les particularismes locaux pour intégrer plus facilement les élites à un système de gouvernement centralisé et sédentarisé. Une organisation administrative en décalage avec les institutions traditionnellement localisées et décentralisées de la période médiévale.

Après 1531, Charles Quint renforce la position des Conseils collatéraux en subordonnant les chambres locales aux institutions centrales. Avant la centralisation et la sédentarisation des institutions, la chambre des Comptes de Flandre¹¹ était l'organe supérieur de contrôle des finances de l'État bourguignon sous Philippe le Bon. Elle avait pour concurrente la chambre des Comptes du Brabant¹² qui fut créé à la même époque, en date du premier juillet 1404¹³. Jusqu'en 1541, elles fonctionnent sur des instructions qui leur sont propres, dans leurs territoires respectifs. En 1541, elles reçoivent de nouvelles instructions. Charles Quint souhaite en effet consolider l'appareil administratif centralisé et sédentarisé qu'il a mis en place dix ans plus tôt en 1531. Dans cette idée, les Chambres des comptes du Brabant et de Flandre sont regroupées au sein d'une base juridique commune, ce qui les subordonne au Conseil collatéral des finances. Les instructions de 1541 limitent les compétences des deux Chambres et établissent leurs relations avec le Conseil des finances.

¹⁰ ROPB, 2^e série, 1506-1700, t. III, Bruxelles, 1902, p. 239-240 ; 241-243 ; 244-254.

¹¹ Erik Aerts, *Chambre des comptes de Flandre*, dans *Les institutions du gouvernement central des Pays-Bas habsbourgeois*, t. II, Bruxelles, Archives générales du Royaume, 1995, p. 606 – 620.

¹² Erik Aerts, *Chambre des comptes de Brabant*, *Les institutions du gouvernement central des Pays-Bas habsbourgeois*, t. II, Bruxelles, Archives générales du Royaume, 1995, p. 620 – 632.

¹³ AGR, CC, cartons 1^{ère} série, n°401.

Pour la Chambre des comptes du Brabant, il s'agit des articles 43 et 44 de l'ordonnance de 1541, tandis que pour la Chambre des comptes de Flandre, ces instructions sont émises dans les articles 48 et 49¹⁴. Fort de cette volonté politique de l'empereur, les Conseils collatéraux s'imposent comme le principal organe de gouvernement des Pays-Bas. Ils supplantent les instances ducales ou comtales sur une base juridique et établissent une hiérarchie de fait. Cette centralisation, due à une longue période de réformes, est donc effective dès le milieu du XVI^e siècle. Elle va se poursuivre durant la période espagnole qui s'ouvre en 1556, lorsque Charles Quint cède les Pays-Bas à son fils Philippe d'Espagne.

À l'aube du XVII^e siècle, les Conseils collatéraux restent l'institution dominante. Ils collaborent avec le gouverneur général dans l'administration de la province. À cette période, les Conseils des finances et privés sont permanents, tandis que le Conseil d'État prend de plus en plus un rôle consultatif et périodique. Les réunions de ce dernier se tiennent à Bruxelles, uniquement sur la demande du souverain ou du gouverneur général. Après une lente évolution, les compétences et l'organisation des Conseils collatéraux sont fixées par les administrateurs locaux et les Espagnols.

C'est ainsi que le Conseil d'État se compose en proportion variable de douze conseillers issus de la noblesse et du monde de la justice (juristes). Il dispose de compétences étendues : tout d'abord diplomatiques dans les domaines des relations avec les puissances étrangères, de la préparation des traités, du commerce international ; puis militaires en ce qui concerne la gestion de l'armée et la surveillance des frontières ; ensuite religieuses avec le pouvoir de nommer le Clergé ; et enfin administratives pour le renouvellement du droit des villes.

Le Conseil privé est formé d'un chef président assisté de six à neuf maîtres des requêtes, d'un audencier, de deux secrétaires d'État et de neuf secrétaires. Il possède le pouvoir législatif dans la rédaction et dans la promulgation des ordonnances ; puis des compétences administratives civiles et religieuses ; et enfin des compétences judiciaires au travers de son rôle dans les procès en révision ou en première instance.

¹⁴ ROPB, 2^{ème} série, 1506 – 1700, t. IV, 1907, p. 315.

Le Conseil des finances s'organise autour de trois chefs des finances qui chapeautent un trésorier général, deux commis, un greffier et un receveur général. Les charges qui lui sont assignées relèvent de la gestion de la politique générale en matière de finances publiques, de droits de douane, de contrôle des dépenses liées à la couronne, et plus largement au domaine public au travers des travaux publics (par exemple routes, canaux, postes). Il s'implique également dans les finances des provinces, des villes et des communautés, dans l'attribution d'aides et de subsides, en ayant un droit de regard sur les finances militaires, et enfin dans la justice criminelle au travers des prisons notamment.

La Secrétairerie d'État et de Guerre

Dans un contexte de guerre chronique et au-delà du domaine administratif et judiciaire, la Secrétairerie d'État et de Guerre possède une place importante dans le système de gouvernement des Pays-Bas¹⁵. À sa tête est placé le secrétaire d'État et de Guerre. Ce titre apparaît pour la première fois dans un acte daté du quatorze mars 1594¹⁶. Il possède des pouvoirs diplomatiques et militaires, auxquels il faut ajouter une mission d'intermédiaire entre le gouverneur général, le roi et les Conseils collatéraux. Concrètement, il organise la gestion des forces armées, des affaires secrètes et de la politique extérieure. Cette institution naît de l'esprit *souçonneux*¹⁷ du roi d'Espagne Philippe II d'Espagne. Après son départ des Pays-Bas en 1556, ce dernier a besoin d'un homme de confiance qui surveillerait les affaires militaires, les institutions et les élites, dont le gouverneur général. Les Pays-Bas sont en effet très éloignés du centre madrilène, ce qui donne aux institutions provinciales et au gouverneur, une large autonomie. Cette institution fonctionne de manière ininterrompue durant les périodes espagnoles et françaises de 1594 à 1711, avant d'être réinstaurée par les Autrichiens en 1717 à l'initiative du marquis du Prié. La Secrétairerie d'État et de Guerre apporte l'assurance au souverain que les ordres de la capitale seront strictement exécutés dans la province périphérique de l'Empire. Dans ce cadre, Piet Landers distingue deux manières de faire vivre l'institution :

¹⁵ Piet Landers, *Secrétairerie d'Etat et de Guerre*, dans *Les institutions du gouvernement central des Pays-Bas habsbourgeois*, t. I, Bruxelles, Archives générales du Royaume, 1995, p. 383 – 396.

¹⁶ A.G.R., Secrétairerie d'Etat et de Guerre, n° 15, fol. 4.

¹⁷ A.G.R., *Ibid*, p. 383.

« Au XVII^e siècle, le souci du contrôle prévaudrait, au XVIII^e siècle, ce serait plutôt la fonction de soutien. La situation était idéale si l'homme de confiance du roi pouvait être accepté comme tel, auprès du gouverneur général, et devenir son conseiller. »¹⁸

Le soupçon du souverain espagnol étant de mise vis-à-vis des élites locales, la fonction ne peut être occupée que par un castillan. Héritier des secrétaires particuliers du XVI^e siècle, le secrétaire d'État et de Guerre est nommé par le roi. C'est le cas de José de Arzé durant la guerre de Succession d'Espagne. En même temps que les autres institutions provinciales, la Secrétairerie est réorganisée par Philippe V en 1702. Les affaires militaires sont alors confiées à un ministre de la guerre. José de Arzé est intégré au Conseil royal. Il en devient le secrétaire. Son titre de secrétaire d'État et de Guerre est maintenu. Déménagée à Mons après la défaite franco-espagnole de Ramillies en 1706, elle disparaît en 1711 lorsque le territoire obtient une indépendance éphémère, dont l'avenir est confié à l'ancien gouverneur général Maximilien-Emmanuel de Bavière. Lors de la cession des Pays-Bas à l'Autriche, l'empereur Charles VI de Habsbourg reprenant la tradition gouvernementale espagnole fait renaître l'institution, et en 1717, y nomme un Espagnol en signe de continuité.

Comme l'affirmait déjà Borel en 1934, à propos de l'intérêt à consulter la monographie de Joseph Lefèvre intitulé « *La secrétairerie d'État et de guerre sous le régime espagnol (1594 – 1711)* »¹⁹ :

« L'Histoire de cette institution [...] éclaire non seulement le fonctionnement de la représentation espagnole à Bruxelles, mais retrace aussi l'évolution du régime castillan aux Pays-Bas. »²⁰

Il est vrai que les fonctions du secrétaire d'État et de Guerre sont considérables. S'il reste un exécutant des choix politiques de Madrid pour sa province la plus septentrionale, il est initié à tous les secrets de gouvernement. Bien que de nationalité espagnole, les secrétaires espagnols se mêlent de plus en plus aux fonctionnaires locaux en raison du relâchement du carcan politique imposé par la capitale impériale à partir de 1640. Ainsi, à l'image du règne

¹⁸ A.G.R, *Ibidem*.

¹⁹ Référence complète : Joseph Lefèvre, *La secrétairerie d'Etat et de Guerre sous le régime espagnol (1594 – 1711)*, Bruxelles, Hayez, 1934. Académie Royale de Belgique. Classe des Lettres et des Sciences Morales et Politiques. Mémoires. Collection in 8°, 2^e série, t. XXXVI, fasc 1.

²⁰ H. Borel, *Compte rendu* de l'ouvrage de Joseph Lefèvre, *La secrétairerie d'Etat et de Guerre sous le régime espagnol (1694 – 1711)*, dans *Revue belge de philologie et d'histoire*, vol. 14, numéro 3, 1935, p. 967 – 969.

tumultueux de Charles II et des errements politiques de la période, l'institution devient également confuse. Le pouvoir du secrétaire, devant représenter le souverain, se dégrade et annonce la réforme de la période française et sa suppression en 1711. Malgré cette dégradation, la Secrétairerie d'État et de Guerre reste un rouage essentiel de la centralisation des institutions des Pays-Bas et de leur assujettissement au pouvoir habsbourgeois, d'abord espagnol, puis autrichien au lendemain de la guerre de Succession d'Espagne.

Au niveau régional, les Chambres des comptes de Flandre et du Brabant sont également subordonnées au Conseil des finances. Une troisième Chambre des comptes régionale, dite de Gueldre²¹, est créée d'abord à Arnhem, puis transférée à Ruremonde. Elle possède des compétences sur la Gueldre espagnole à partir de 1581. Elle est également soumise, par instructions, au Conseil des finances. Néanmoins, ces trois Chambres des comptes régionales conservent des compétences administratives, judiciaires et financières. Dans le premier cadre, elles possèdent un droit de regard sur la gestion du domaine princier ; dans le second, elles ont le pouvoir de juger les délits des officiers comptables, et dans le dernier, de contrôler tous les officiers comptables des Pays-Bas²² au sein des villes et des châtelainies. La Chambre des comptes de Flandre possède une prérogative supplémentaire avec la surveillance du receveur général, de l'argentier, du trésorier de guerre et de l'audiencier. Elle est historiquement la plus importante des trois.

Il y a ainsi une superposition des pouvoirs hiérarchiques en matière de finance. Du côté de la justice, il y a également une concurrence entre les institutions. Ainsi, le Grand Conseil de Malines, et le Conseil privé en charge des affaires relevant du tribunal d'exception, se disputent les compétences pour rendre la justice provinciale. Le Conseil privé possède le pouvoir sur le Grand Conseil de Malines puisqu'il est en capacité de réviser les arrêts rendus par le Grand Conseil. Comme le montre Hugo de Schepper²³, de nombreux conflits de préséances opposent ces deux collèges sur une période supérieure à cent ans. Au sein de ces institutions centrales, un nouveau corps voit le jour entre les XVIe et XVIIIe siècles, celui des officiers de gouvernement. Ces fonctionnaires sont autant de rouages essentiels à l'œuvre centralisatrice entamée par les Bourguignons et poursuivie par les Habsbourg. Une formation

²¹ Wil Van de Pas et Gérard Venner, *Chambre des comptes de Gueldre*, dans *Les institutions du gouvernement central des Pays-Bas habsbourgeois*, t. II, Bruxelles, Archives générales du Royaume, 1995, p. 646 - 658.

²² Anne Vandebulcke, *Les chambres des comptes des Pays-Bas espagnoles, Histoire d'une institution et de son personnel au XVIIe siècle*, Bruxelles, éditions de l'université de Bruxelles, 1996, p. 93 – 94.

²³ Hugo De Schepper, *Conseil privé*, dans *Les institutions du gouvernement central des Pays-Bas habsbourgeois*, vol. 1, Bruxelles, Archives générales du Royaume, 1995, p. 300.

d'un service public s'opère autour des trois Conseils collatéraux. Au sein de ces derniers, une élite gouvernementale commence à s'identifier au service de l'État et du prince, renforçant l'aspect centralisé du territoire, cette fois non pas au travers des institutions, mais des élites politiques.

Des réformes visant le monde des officiers

La difficile introduction des juristes dans le monde institutionnel

Le XVII^e siècle voit une pérennisation de la centralisation institutionnelle entamée aux XV^e et XVI^e siècles. La monarchie espagnole souhaite compléter ces réformes politiques par une série de mesures qui visent à installer une bureaucratie provinciale en lieu et place des membres de la noblesse, acteur politique traditionnel.

Cette volonté de remplacer la noblesse d'épée est particulièrement visible au sein d'un Conseil d'État institué par l'ordonnance de 1531. La présence nobiliaire dans ce Conseil est une survivance de la composition traditionnelle du Conseil aulique des ducs de Bourgogne, dont émane le Conseil d'État. Charles Quint y appelle la Haute noblesse pour seconder sa sœur Marie de Hongrie, ancienne reine consort de Hongrie de 1515 à 1526 et veuve du roi de Hongrie Louis II. Elle prend la gouvernance de la province des Pays-Bas à partir du mois de janvier 1531. C'est un moyen d'intégrer la noblesse au gouvernement par le biais d'une institution prestigieuse, cela pour éviter les tensions entre cet ordre et le gouverneur général, comme ce fut le cas sous la gouvernance de Marguerite d'Autriche de 1507 à 1530. Les gentilshommes des Pays-Bas avaient été frustrés d'être écartés des choix gouvernementaux²⁴. D'expérience, les Habsbourg prennent tout de même le soin d'adjoindre au Conseil d'État des juristes, considérés comme plus compétents et surtout plus fidèles que les nobles. Ces derniers cherchent souvent à accaparer une partie de la puissance publique en dispensant des conseils favorisant leurs propres intérêts, qui ne sont pas toujours en adéquation avec ceux de la Province et du prince. L'entrée des juristes au Conseil est définitivement entérinée par l'ordonnance du seize décembre 1540. À partir de cette date, les conseillers nobles n'ont de

²⁴ Michel Baelde et René Vermeir, *Le Conseil d'Etat*, dans *Les institutions du gouvernement central des Pays-Bas habsbourgeois*, vol. 1, Bruxelles, Archives générales du Royaume, 1995, p. 258.

cesse de dénoncer l'entrée de ces hommes de loi. L'opposition nobiliaire à l'ordonnance de 1540 atteint plusieurs paroxysmes. Le premier dans les années 1550, c'est-à-dire à la toute fin du règne de Charles Quint et au moment où la Province passe sous administration espagnole. Les périodes de changement de souverain et/ou de gouvernance sont des moments favorables pour exprimer des revendications ; en raison du fait que le nouveau pouvoir central cherche à implanter son autorité. Sous Philippe II d'Espagne, l'opposition de la noblesse se renforce presque constamment jusqu'à devenir une des causes de la sécession des sept régions les plus septentrionales des Pays-Bas en 1568. L'année précédant le déclenchement de la révolte menée par Orange, le duc d'Albe est nommé comme gouverneur général. À son arrivée, il diminue drastiquement le nombre de conseillers nobles et réduit la fréquence des réunions du Conseil d'État ; diminuant ainsi mécaniquement l'intégration de la noblesse provinciale aux décisions gouvernementales²⁵. Les conseillers issus de la noblesse restent néanmoins majoritaires jusqu'en 1579, date à laquelle ils commencent à être systématiquement remplacés par des juristes. À cette date, la Province devient presque ingouvernable. Les successeurs du duc d'Albe, remplacé en 1573, ne parviennent plus à restaurer l'autorité du souverain dans une province périphérique en proie à la guerre civile²⁶ et où les institutions régionales (Flandre, Brabant) tentaient de récupérer les prérogatives perdues au moment de la centralisation²⁷.

Ces hommes de loi avaient déjà fait leur entrée dans le Conseil ducal au siècle précédent²⁸. Cette année 1579 constitue un premier signe fort de la volonté de Philippe II de bureaucratiser le Conseil d'État. Comme nous l'avons vu précédemment, c'est un roi soupçonneux qui ne peut que s'inquiéter de la présence de nobles au sein d'une institution en contact direct avec le gouverneur général d'une province européenne au caractère très périphérique, et possédant une identité autonomiste. Le jeu des nominations est également un moyen de s'attacher le soutien de la noblesse provinciale en période de crise. Lors des conflits avec la France, et ils sont nombreux, on observe un retour des nobles parmi le Conseil d'État. Michel Baelde et René Vermeir relèvent ce phénomène après la mort du gouverneur Alexandre Farnèse en 1592²⁹. En raison de l'incapacité des gouverneurs généraux à

²⁵ Michel Baelde et René Vermeir, *Ibid*, p. 259.

²⁶ En juillet 1577, le nouveau gouverneur général Don Juan, doit se réfugier dans la citadelle de Namur. Il est déclaré rebelle par les Etats généraux du Brabant.

²⁷ Les Etats du Brabant convoquent les Etats généraux à la fin de l'été 1576 et se considèrent dès octobre comme la seule autorité politique légitime des Pays-Bas.

²⁸ Michel Baelde et René Vermeir, *Ibid*, p. 257.

²⁹ Michel Baelde et René Vermeir, *Ibid*, p. 260.

réimplanter son autorité, le roi d'Espagne se voit dans l'obligation de rappeler ces nobles rebelles dans le Conseil d'État pour pacifier des Pays-Bas méridionaux ou catholiques, encore fidèles à sa couronne, mais menacés au Nord par les partisans de la famille d'Orange de confession protestante et au Sud par la France d'Henri IV. Fort de leur retour au sein du Conseil d'État et de la nomination des Archiducs Albert et Isabelle, les années 1595 - 1621 correspondent à une période d'apaisement dans le conflit opposant les nobles et le pouvoir royal au sujet de la question des juristes. Les Archiducs décident de s'attacher les services des conseillers nobles, et mettent en sommeil la réforme des officiers. Cette décision s'inscrit dans leur volonté de s'appuyer sur les élites provinciales pour gouverner. Rapidement, ils déchantent et doivent gouverner en utilisant le mode de gouvernement dit de la *Junta*. Cette forme de gouvernement est inspirée de la tradition espagnole. Elle s'avère couramment utilisée à Madrid durant le règne de Philippe III, et particulièrement pendant le gouvernement du duc de Lerme³⁰. Cette expression politique désigne à la fois un Conseil de gouvernement et des commissions temporaires regroupant des ministres ou des spécialistes des questions traitées. Les commissions temporaires sont la forme de *Junta* la plus utilisée aux Pays-Bas. La décennie 1620 marque une nouvelle période de tensions entre la Haute-Noblesse et les juristes soutenus par le pouvoir central.

La réforme de 1632

La mort de l'archiduc Albert en 1621 ouvre une nouvelle période d'instabilité gouvernementale. La noblesse trouve de nouveau un contexte propice à la formulation de nouvelles remontrances visant à renforcer leur affiliation au pouvoir provincial. L'aspect favorable de ce contexte est renforcé par le déclenchement de la guerre de Trente Ans en 1618. Malgré la crise, la volonté de la couronne de poursuivre la bureaucratisation des institutions reste intacte. Elle s'oppose à la réalisation des revendications de la noblesse. La fin de non-recevoir des demandes nobiliaires provoque de nouvelles tensions dans les sphères politiques de la Province. Le point culminant de ces luttes politiques entre la noblesse provinciale et le pouvoir central au sujet de la bureaucratisation est atteint lors de la

³⁰ Alicia Esteban Estringana, *La crise politique de 1629 – 1633 et le début de la prééminence institutionnelle de Pierre Roose dans le gouvernement général des Pays-Bas Catholiques*, Revue belge de philologie et d'histoire, vol. 76, numéro 4, 1998, p. 942.

conspiration de 1632³¹. Son échec marque la fin de la présence de la noblesse d'épée au sein du Conseil d'État d'une part, et l'accélération de la bureaucratisation des institutions d'autre part. Depuis son avènement en 1621, Philippe IV ne cache pas sa volonté de terminer la réforme des institutions engagée par Philippe II et Charles Quint, et de rendre celles-ci plus espagnoles. Durant les années 1620, les conseillers issus du monde des juristes prennent une position administrative dominante dans le gouvernement de Bruxelles, reléguant les conseillers nobles à un rôle politique secondaire, que ces derniers ne peuvent accepter longtemps. Selon Alicia Esteban Estringana³², cette prédominance politique est incarnée par le Chef-Président du Conseil Privé Englebert Maes et les conseillers Ferdinand de Boisschot ou Guillaume de Steenhuys. Tous les trois exercent leurs influences au sein de la *junta* d'État. Ils y assurent la primauté de la bureaucratie juridique sur une noblesse traditionnelle qui formule des protestations de plus en plus marquées au cours des années 1620. En 1629, du fait d'une situation militaire critique³³, le pouvoir central espagnol est dans l'incapacité d'ignorer plus longtemps l'ensemble des revendications de la noblesse provinciale. Le contraire risquerait de propager la guerre civile des Pays-Bas protestants vers les Pays-Bas catholiques. En utilisant cette menace, la noblesse utilise le contexte militaire pour récupérer des prérogatives politiques qui lui avaient été enlevées par le passé. Deux nouveaux conseillers natifs de la province furent ainsi incorporés dans les réunions de la *junta* d'État entourant l'archiduchesse Isabelle d'Autriche. Le choix se porte sur Claude d'Oignies, comte de Coupigny qui occupe les charges de conseiller d'État depuis 1622 et de chef du Conseil de Finances depuis 1617. Pierre Roose, conseiller fiscal du Conseil Privé depuis 1622, est le second homme à recevoir l'aval du Conseil Suprême des Flandres de Madrid et du tout puissant premier ministre espagnol Gaspar de Guzman, comte d'Olivares. Leur instruction est de contrebalancer l'influence grandissante du chancelier Boisschot au sein de la *junta* d'État. En cela, la couronne souhaite rétablir un équilibre et contenter une noblesse insatisfaite et

³¹ Pour aller plus loin sur cette thématique : Paul Janssens, *L'échec des tentatives de soulèvements dans les Pays-Bas espagnols sous Philippe IV*, Revue d'histoire diplomatique, n° 112, 1978, p. 110 – 129.

³² Alicia Esteban Estringana, *Ibid*, p. 943.

³³ Alicia Esteban Estringana de l'université Alcalá de Madrid nous informe : d'abord que *les hollandais portèrent un coup important aux finances royales en capturant la flotte de la Nouvelle Espagne et les recettes de la Pagaduria général de l'armée diminuèrent de plus d'un million d'écus par rapport au chiffre de l'année précédente* ; puis que les officiers principaux de l'armée ont des difficultés à maintenir la discipline de leurs troupes en raison de leur charge par intérim qui entame leur autorité. Cette situation conduit à la perte des places de Wesel et de Bois-le-Duc, respectivement en août et en septembre 1629. Ces deux revers, additionnés à la capture de la flotte de la Nouvelle-Espagne, donnent à la campagne militaire de 1629 un bilan très négatif pouvant mettre en péril l'intégrité territoriale de la province en incitant la France à intervenir militairement dans le conflit.

Cité dans Alicia Esteban Estringana, *Ibid*, p. 940.

désavantagée³⁴. À Madrid, on s'accorde sur la nécessité que ces deux nouveaux conseillers soient présents dans l'assemblée d'État³⁵. Après les concessions politiques accordées à la Haute-Noblesse provinciale, le roi d'Espagne Philippe IV reprend l'initiative de réformer la province périphérique des Pays-Bas. Il ne souhaite pas laisser la noblesse reprendre une place trop importante au sein du Conseil d'État, car depuis la seconde moitié du XVI^e siècle, cet Ordre constitue le principal obstacle à la bureaucratisation des institutions³⁶. Dans une lettre envoyée à Philippe IV d'Espagne, Alonso de la Cueva, marquis de Bedmar,³⁷ explique l'échec de son ambassade extraordinaire aux Pays-Bas en 1622. Son but est alors de soutenir l'archiduchesse Isabelle dans son gouvernement :

« Les nobles des Pays-Bas étaient trop avides de pouvoir et constituaient donc une concurrence, un obstacle pour le centralisme royal. »³⁸

Pour contrer ce puissant contre-pouvoir favorisé par le contexte militaire, le roi d'Espagne constitue le huit janvier 1631, une nouvelle *Junta*. Elle doit rendre un avis sur les forces politiques présentes aux Pays-Bas espagnols dans le but de préparer au mieux la nomination de Don Ferdinand d'Autriche à la place de l'archiduchesse Isabelle déjà âgée de soixante-cinq ans en 1631. Cette fois, la *Junta* se compose d'une majorité d'Espagnols : les comtes d'Onate, de Castrillo, de la Puebla del Maestre, du secrétaire d'Etat Andres de Roza et enfin de Pierre Roose. La composition de la *Junta* montre la volonté d'accélérer l'hispanisation de la bureaucratie et des institutions. Pierre Roose n'est pas espagnol. Il participe à la *Junta* en qualité de spécialiste des Flandres. Il symbolise cette nouvelle classe de bureaucrate sur laquelle veut s'appuyer Madrid pour gouverner les Pays-Bas catholiques. Outre ses qualités politiques, cet officier doit apporter une garantie « nationale » à la réforme. Sa présence montre que les fonctionnaires des Pays-Bas ne sont pas exclus des nouvelles instructions politiques transmises par la couronne espagnole. On retrouve un procédé identique lors de la réforme institutionnelle engagée sous Philippe V et conduite par Jean de Brouchoven, comte de Bergeyck. S'il dispose d'un titre, ce dernier appartient à la noblesse de robe, c'est-à-dire celle qu'elle émane de l'achat d'offices et de charges aux siècles précédents.

³⁴ AGS, E, leg. 2043.

³⁵ AGR, CPE, reg. 1500, f° 2.

³⁶ Alicia Esteban Estringana, *Ibid*, p. 944.

³⁷ De la famille d'Isidro de la Cueva y Benavides, marquis de Bedmar qui est le gouverneur général des Pays-Bas espagnols entre 1701 et 1704, c'est-à-dire durant l'absence de Maximilien Emmanuel de Bavière parti à la tête de ces troupes en Allemagne et dans le Tyrol.

³⁸ Lettre du marquis de Bedmar à Philippe IV d'Espagne datée du 14 novembre 1629, dans AGS, *Secretaria de Estado*, legajo 2043.

Fort de son rôle dans la *Junta* et fin connaisseur des lois régissant la province belge, le juriste Pierre Roose propose à Philippe V un ouvrage qui se révèle être le cœur de la nouvelle réforme engagée aux Pays-Bas à partir de 1632. En date de 1631, le titre du document est révélateur du but poursuivi par la nouvelle réforme : « *De la forme de subordonner les Estatz.*³⁹ »

La centralisation par la bureaucratisation et la rationalisation des institutions ne fait ici aucun doute. Le onze octobre 1632⁴⁰, Philippe IV fait parvenir des instructions à Bruxelles dans le plus grand secret⁴¹. Dans celles-ci, il recommande expressément l'Anversois Pierre Roose à sa tante pour l'aider à mettre en œuvre la réforme. Cette dernière consiste effectivement à opérer une nouvelle révision des instructions des trois Conseils collatéraux et à profondément modifier la composition du Conseil d'État. Le Conseil Privé devient à cette période l'institution incontournable. Elle y supplante le Conseil d'État dans le gouvernement des Pays-Bas. Cette primauté est visible dans les missions confiées au chef président du Conseil Privé, une fonction que Pierre Roose occupe dès 1632. L'article soixante-deux de l'*Instrucción General*⁴² lui donne la responsabilité de trier, de distribuer et d'attribuer les documents officiels aux différents conseils. Toutes les affaires de l'État passent désormais entre ses mains avant d'être traitées dans les trois Conseils collatéraux. Chaque document issu des Conseils d'État ou Privé doit ensuite porter sa signature, ce qui en fait le Garde des Sceaux des Pays-Bas catholiques⁴³. Il est important de souligner une particularité de la réforme de 1632 qui renforce le caractère bureaucratique voulu par Madrid. Avant cette date, les décisions des Conseils collatéraux étaient communiquées oralement. Après la réforme, chaque avis rendu doit être consigné par écrit sous une forme standardisée, puis signé par le Garde des Sceaux, avant d'être envoyé au gouverneur général qui doit rendre son jugement directement sur le document. La bureaucratisation des procédures décisionnelles doit permettre une meilleure communication entre le gouverneur et les Conseils collatéraux, ce qui à terme, doit renforcer la hiérarchisation et la centralisation des différents Conseils autour d'un gouverneur général nommé par Madrid. Autre ajout de la réforme visant le rôle politique de la noblesse, seuls les membres ordinaires du Conseil d'État peuvent désormais participer

³⁹ AGS, *Secretaria de Estado*, legajo 2045.

Cité dans René Vermeir, *Les limites de la monarchie composée. Pierre Roose, factotum du comte-duc Olivares aux Pays-Bas espagnols*, dans XVIIe siècle, 240, 2008, p. 503-504.

⁴⁰ AGR, Md, reg. 213, f°32. Lettre de Philippe IV à l'Infante Isabelle, en date di 11 octobre 1632.

⁴¹ AGR, PEA, reg. 1224, f° 235-250. *Instrucción secreta*

⁴² AGR, *Ibid*, f° 22-23. *Instrucción general*

⁴³ AGR, *Ibid*, f° 15. Art. 33.

aux votes et aux délibérations. Le souverain souhaite écarter ce collège traditionnellement nobiliaire des affaires politiques majeures. Dans l'article vingt-trois de l'*Instrucción General*⁴⁴, le roi d'Espagne veut ainsi confier le Conseil d'État à seulement deux ou trois conseillers-juristes. La conséquence de ces actes est la diminution progressive des conseillers originaires de la noblesse au sein du Conseil d'État après 1633. La noblesse provinciale paye l'échec de la conspiration de 1629 – 1633. Elle offre une légitimité au souverain pour réformer sa province. Les Habsbourg d'Autriche utilisent la même procédure de légitimation pour installer la Contre-Réforme catholique en Hongrie. Cette reprise en main de Vienne se fait également à l'occasion de l'échec d'une conjuration nobiliaire conduite par le Palatin de Hongrie Ferenc Wessélenyi entre 1667-1671.

Suite à l'échec de la conjuration nobiliaire des Pays-Bas catholiques de 1632, le nombre de conseillers passe ainsi de cinq en 1633 à un seul en 1642. Après un bref rebond à deux puis trois conseillers au milieu des années 1640, ce nombre chute de nouveau à une unité après le traité de Westphalie de 1648. Les nobles finissent par être définitivement écartés du Conseil d'État au début des années 1650. Ils ne font leur réapparition qu'après la nouvelle réforme institutionnelle opérée en 1664, sous le règne de Charles II d'Espagne.

Entre réduction des effectifs et vénalité des offices

Ces mesures politiques s'accompagnent également d'une volonté de Philippe IV de réduire le nombre d'officiers administrant les institutions centrales pour des raisons financières. En 1643, les finances espagnoles sont en effet gravement grevées par maintenant plus de vingt-cinq ans de guerre européenne⁴⁵ et soixante-quinze ans de guerre civile aux Pays-Bas⁴⁶. Il est nécessaire de réaliser des économies en limitant un personnel politique, qui sera peut-être plus facile à contrôler s'il est réduit au strict nécessaire. Sous Philippe IV, l'heure est à la simplification et à la rationalisation. En ce sens, le gouverneur général, l'archiduc Léopold-Guillaume reçoit en 1647 l'ordre de son souverain de plus admettre nouveaux officiers⁴⁷. Il s'accompagne d'une volonté de réformer la composition du Conseil des finances à la suite de la paix de Westphalie de 1648. Durant les onze années qui séparent

⁴⁴ AGR, *Ibid*, f° 10.

⁴⁵ Guerre de Trente Ans (1618 – 1648).

⁴⁶ Guerre de Quatre-vingt Ans (1568 – 1648).

⁴⁷ AGS, SP, F, libro 1446, f° 394. Lettre de Philippe IV à l'archiduc Léopold-Guillaume, le 30 septembre 1647.

les traités de Westphalie et des Pyrénées, l'Espagne amorce une longue période de déclin. À partir du XVIII^e siècle, les guerres contre la France, notamment aux Pays-Bas, lui sont de plus en plus défavorables. Les caisses du Trésor des Habsbourg d'Espagne restent vides et il devient urgent de les remplir pour se prémunir de l'affirmation grandissante du pouvoir royal français après l'échec de la fronde nobiliaire conduite par le prince de Condé de 1648 à 1653. En raison de ce contexte budgétaire défavorable, les réformes politiques engagées aux Pays-Bas sont une nouvelle fois mises en sommeil. Dans les années 1650, les pouvoirs madrilènes et bruxellois ont recours à la vente d'offices pour équilibrer les finances. Cette mesure va à l'encontre de la lettre de Philippe IV à Léopold-Guillaume envoyée en 1647, mais la situation géopolitique de la province périphérique espagnole n'est plus celle des années 1640. Le recours à la vente de charges au sein des institutions des Pays-Bas est si important que le nombre d'administrateurs composant les Conseils, sclérose l'État. Juste après la paix des Pyrénées du sept novembre 1659, le Conseil d'État adresse une lettre à Philippe IV pour s'en plaindre. Elle est datée du dix-huit novembre 1659⁴⁸. Le licenciement des armées et la perspective d'une paix durable avec la France, suite aux négociations de mariage entre Louis XIV et l'Infante Marie-Thérèse, rendent superflue la poursuite de la vente d'offices. Un mois plus tard⁴⁹, Philippe IV charge le Conseil d'État d'émettre un projet de réforme des institutions centrales bruxelloises visant à supprimer les charges surnuméraires ou achetées, de façon à redonner aux institutions leur efficacité.

« Vous ordonnans de nous proposer a plustost individuellement la police, forme et moyens qui vous sembleront à propos pour la réforme des Ministres et officiers supernuméraires qui par la voye de la vénalité pour deniers comptez gracieusement, ou avancez a interest ou autrem [en] tont impetre des charges et offices de nosd [it] s conseilz, chambres des comptes et colleges avec distinction particulière afin d'y prendre telle résolution qu'il convient. »⁵⁰

Le roi d'Espagne retourne la situation à son avantage. En laissant l'initiative aux institutions des Pays-Bas méridionaux, il s'évite ainsi une réforme compliquée à mettre en œuvre et forcément impopulaire vis-à-vis de ceux ayant achetés les offices. Pris au dépourvu, le Conseil d'État ne prend pas parti et se contente de rejeter la responsabilité sur le gouverneur général⁵¹, Don Luis de Benavides Carillo y Toledo, marquis de Fromista et de

⁴⁸ AGR, CE, n° 173. Lettre du Conseil d'Etat à Philippe IV du 18 novembre 1659.

⁴⁹ A cette date, il faut au minimum quinze jours pour le courrier face le trajet entre Bruxelles et Madrid.

⁵⁰ AGR, SP, F, 1448, f° 394. Lettre de Philippe IV au Conseil d'Etat, en date du 17 décembre 1659.

⁵¹ AGR, SP, F, livre 1448, fichier 2457.

Caracena⁵². Fort de cet immobilisme⁵³, Philippe IV manifeste au gouverneur général sa volonté d'opérer lui-même la réduction des offices contractés dans les années 1650. Au mois d'octobre 1663, le Conseil des Finances est chargé d'obtenir des trois Chambres des comptes un descriptif du parcours professionnel de ses membres. Ce descriptif doit servir de base pour établir une liste de personnalités à déposséder de leur charge. Une réforme allant dans ce sens est promulguée le sept juillet 1664, mais c'est un échec. En effet, elle ne cible qu'une partie des officiers et laisse apparaître des incohérences. Les officiers réformés attaquent en justice l'administration centrale et obtiennent gain de cause, retrouvant leur office et obtenant même des dédommagements. Après l'échec de la réforme de 1664 et la mort de Philippe IV en 1665, une nouvelle tentative de réduction du nombre d'offices est opérée sous son successeur Charles II. À partir du mois de décembre 1678, la réforme est menée par une nouvelle *junta* politique. Elle se compose d'Espagnols en la personne de Pedro Ronquillo, du marquis de la Fuente et de Balthazar de Fuenmayor⁵⁴. En collaboration avec la *junta*, le Conseil Suprême des Flandres travaille dans le plus grand secret au regroupement des trois Chambres des comptes provinciales (la Flandre, le Brabant et la Gueldre) en un lieu unique. Pour ne pas éveiller d'oppositions prématurées à cette nouvelle rationalisation des institutions, les Conseils collatéraux ne sont pas informés de ce projet. Une ordonnance⁵⁵ est promulguée dans ce sens le vingt-cinq janvier 1681. Concrètement, elle vise à réduire le nombre d'officiers à l'intérieur du Conseil suprême d'État de Madrid, des Conseils collatéraux et de justice, puis à regrouper les Chambres des comptes autour d'un second receveur général des finances. Au-delà de cette volonté de réforme subsiste le problème lié aux dédommagements des officiers qui vont être réformés par l'ordonnance. Sur demande de l'administration de Charles II en janvier 1684, le coût précis de la mesure est évalué à 603 740 florins par le Conseil des Finances⁵⁶. Une somme exorbitante pour le Trésor royal, comme l'indique le Conseil des Finances dans cette consulte en date du deux octobre 1684 :

⁵² BN, t. III, col. 297 – 304. Gouverneur des armes aux Pays-Bas de 1656 à 1659 et gouverneur général par intérim de 1659 à 1664, suite au rappel de Don Juan d'Autriche.

⁵³ AGR, SP, F, livre 1448, fichier 2458. Dans la consulte du 31 mars 1661, le Conseil d'Etat ne donne aucun nom de propriétaires d'offices.

⁵⁴ AGR, SEG, reg. 283, f° 172.

⁵⁵ AGR, CC, cartons 1^{ère} série, n° 419

AGS, *Secretaria de Estado*, legajo 3874.

⁵⁶ AGR, MD, reg. 405/B, f° 278.

« Le Conseil lui représentera l'impossibilité qu'il y a d'y satisfaire par voye des finances, tant pour le remboursement des capitaux portant ensemble pour les reformez des Conseilz desdits finances, chambres des Comptes, Conseil du Brabant, de Gueldre et Flandre.⁵⁷ »

Malgré la volonté du souverain de voir la réforme s'exécuter, les finances espagnoles ne peuvent pas en supporter le coût global. La guerre de la Ligue d'Augsbourg (1688-1697) va encore aggraver une situation financière déjà critique. De plus, comme nous l'avons souligné précédemment, une période de conflit n'est pas propice à ce type de réforme. Le pouvoir central a en effet besoin de la noblesse provinciale pour s'assurer de la fidélité de ce territoire périphérique. L'ordonnance royale est tout de même republiée⁵⁸ le vingt-quatre juillet 1691, mais elle resta lettre morte, tout comme la demande formulée par Charles II à Maximilien-Emmanuel de Bavière⁵⁹, le cinq mars 1692.

Ainsi depuis les années 1650 et l'utilisation de la vénalité des offices, les souverains espagnols sont incapables d'enrayer l'inflation administrative des institutions centrales des Pays-Bas. Le déficit chronique du Trésor espagnol ne permet pas de réformer efficacement le surnuméraire en rachetant des offices payés à prix d'or par leurs propriétaires. En revanche, une centralisation et une bureaucratisation des organes de gouvernement sont amorcées autour des juristes et au détriment de la noblesse, corps politique traditionnel. Les instructions générales et secrètes du Cardinal-Infant montrent bien la volonté des Habsbourg d'Espagne de centraliser une province périphérique, dont Charles Quint avait voulu faire un État semi-indépendant par la pragmatique sanction de 1548. Au XVIIe siècle, le Conseil Privé devient ainsi le moteur de cette volonté politique au détriment d'un Conseil d'État plus enclin à protéger l'identité traditionnellement autonomiste de la province, par la sauvegarde des intérêts de la noblesse et des cités provinciales.

Après un siècle de lutte, le pouvoir central espagnol madrilène et bruxellois réussit à imposer cette réforme des officiers exerçant dans les Conseils, achevant ainsi de compléter la centralisation et la sédentarisation des institutions. Depuis 1531, l'institution avait toutefois perdu de son prestige en comparaison des deux autres Conseils collatéraux, mais les juristes y

⁵⁷ AGR, CC, Cartons 1^{ère} série, n° 419. Lettre du Conseil des Finances à la Chambre des Comptes de Brabant, le 11 janvier 1684.

⁵⁸ AGR, CPE, carton 109.

⁵⁹ AGR, SEG, reg. 289, f° 344-346. Lettre de Charles II à Maximilien-Emmanuel de Bavière, le 5 mars 1692.

ont désormais la liberté de traiter toutes les affaires dont le Conseil est compétent⁶⁰. Ils l'administrent jusqu'à la guerre de Succession d'Espagne où le Conseil d'État est supprimé en même temps que les deux autres Conseils collatéraux, pour laisser la place au Conseil royal en 1702.

L'armée provinciale sous l'ère espagnole

Les réformes de l'armée provinciale

Durant la période habsbourgeoise, l'armée des Pays-Bas méridionaux subit des mutations dans les corps de l'infanterie, de la cavalerie, du génie et de l'artillerie. Le point de départ des réformes militaires engagées aux Pays-Bas date de l'ordonnance du trente et un juillet 1471. Elle concerne principalement le corps d'infanterie. Elle est éditée par Charles le Téméraire qui souhaite disposer d'une armée permanente et professionnelle. L'infanterie est particulièrement visée, car c'est le corps le plus important. Cette volonté du duc de Bourgogne est d'abord réduite à néant après sa mort, les premiers Habsbourg ne perpétuent pas cette organisation. Sans véritable armée de métier, Maximilien de Habsbourg doit faire appel aux milices communales pour défendre les Pays-Bas contre les troupes du roi de France Louis XI. Bien qu'ayant démontré leurs capacités à défendre leur territoire par le passé, notamment à la bataille des éperons d'or de Courtrai en 1302, ces milices non professionnelles sont bousculées par des bandes françaises⁶¹, entraînées et soldées⁶² depuis 1480. À la fin du XVe siècle, elles ne sont plus en mesure d'interdire l'invasion des Pays-Bas. De plus, leur utilisation réduit le pouvoir du souverain habsbourgeois, car il laisse les villes assurer la défense des Pays-Bas méridionaux, ce qui fait naturellement grandir leur poids sur la scène politique provinciale. Pour ces raisons militaires et politiques, les milices communales sont rapidement abandonnées, alors que les bandes d'ordonnances de Charles le

⁶⁰ AGR, *Ibid*, p. 261.

⁶¹ En France, la professionnalisation de l'infanterie est inspirée du modèle des bandes suisses. L'infanterie soldée française est plus connue sous le nom de bandes françaises ou bandes picardes. Cette réforme militaire s'intègre dans un vaste plan de modernisation du royaume. Au-delà de l'armée, et de l'introduction de l'imprimerie, l'administration française engage une centralisation du royaume en améliorant la rapidité des communications routières. Les relais de postes sont ainsi créés en 1477.

⁶² André Neurrisse, *2000 ans d'impôts*, Paris, SIDES, 1995.

La constitution d'un corps d'armée permanent représente un coût très important pour les finances du royaume de France. Les impôts sont multipliés par trois durant le règne de Louis XI.

Téméraire sont rétablies par Philippe le Beau⁶³ en 1494. Charles Quint poursuit la volonté première de Charles le Téméraire de professionnaliser l'armée des Pays-Bas. Il étend cette modernisation militaire aux corps de cavalerie, du génie et d'artillerie. En 1556 à la fin de son règne, les effectifs des bandes d'ordonnances sont de 10 000 hommes. La taille de cette armée peut paraître modeste, mais ces soldats de métier sont coûteux à entretenir. Ils sont affectés à la défense des villes les plus importantes et à la garde des frontières, notamment celles avec la France. Des unités reçoivent également des missions de police en patrouillant dans les campagnes à la recherche de vagabonds, de pillards ou de déserteurs⁶⁴. En cas de conflit, ils sont soutenus par une levée de troupes temporaires qui sont dissoutes dès la fin des hostilités. Si ces volontaires ne suffisent pas, des milices urbaines et rurales sont alors mobilisées en dernier recours pour compléter les effectifs de l'armée des Pays-Bas⁶⁵. Les réformes militaires des Pays-Bas suivent la rapide évolution des techniques militaires et des armes. Au XVI^e siècle, l'infanterie supprime la cavalerie et devient le cœur des armées de l'époque moderne. Après le passage sous souveraineté espagnole en 1556, Philippe II de Habsbourg n'abandonne pas la politique militaire de son père Charles Quint. Les Pays-Bas espagnols sont riches de leurs productions textiles et du commerce. Ils rapportent plusieurs millions par an à la branche espagnole des Habsbourg, grâce notamment aux industries drapières et dentellières. Les bénéfices se révèlent être presque aussi lucratifs que celui des Amériques. Fort de ces revenus, sous son règne, les effectifs de l'armée de métier sont portés à 50.000, puis 60 000 hommes⁶⁶. Le contexte de guerre permanente avec les rebelles des sept régions septentrionales des Pays-Bas et les conflits répétés avec la France et l'Angleterre rendent nécessaire cette augmentation des effectifs. La province générant des bénéfices importants pour Madrid, le financement de cette armée régionale ne constitue en rien un frein à ce développement. Cette armée se compose d'un corps espagnol, d'un corps d'infanterie dite wallonne, de deux corps d'infanterie germanique. L'un dit de « Haute-Allemagne » et l'autre de « Basse-Allemagne ».

⁶³ Charles de Terlinden, *Histoire militaire des Belges*, vol. 1, Bruxelles, La Renaissance du Livre, 1966, p. 85.

⁶⁴ Charles de Terlinden, *Ibid.*, p. 96.

⁶⁵ Etienne Rooms, *Corps de l'Infanterie : première moitié XVI^e siècle – 1794*, dans les Institutions du gouvernement central des Pays-Bas habsbourgeois, vol. 2, Bruxelles, Archives Générales du Royaume, 1995, p. 825.

⁶⁶ Etienne Rooms, *Ibid.*, p. 826.

Recrutement et effectifs de l'infanterie provinciale

Le recrutement de l'armée provinciale des Pays-Bas possède un caractère très international. On y retrouve six nationalités. L'infanterie espagnole constitue le fer-de-lance de cette armée en raison de sa fiabilité et de ses compétences au combat. En raison des coûts de transport depuis la péninsule ibérique, ces troupes ne dépassent jamais 20 % de l'effectif total. Cette part est constamment en baisse à partir des années 1640, date à laquelle la monarchie espagnole entre dans une période de décadence jusqu'à la mort de Charles II en 1700. L'infanterie wallonne est quant à elle recrutée indifféremment dans les territoires francophones et néerlandophones des Pays-Bas. À partir de la seconde moitié du XVIIe siècle, leur importance grandit au sein de l'armée en raison du désengagement de plus en plus marqué des troupes espagnoles. Les soldats haut-allemands sont originaires des régions habsbourgeoises catholiques de l'Allemagne. Ils sont de très bonne qualité, mais ils sont coûteux et se vendent au plus offrant. Pour ces raisons, l'utilisation de ce contingent diminue de manière constante tout au long du XVIIe siècle. Les troupes de « Basse-Allemagne » sont levées dans les terres néerlandophones situées entre la Meuse et le Rhin. À *contrario* des soldats haut-allemands, leur valeur est médiocre et ils manquent de fiabilité à l'épreuve du feu. Durant la période des gouvernements du duc de Parme Alexandre Farnèse et d'Ambroise Spinola, on observe également la présence d'un corps d'infanterie italien. Peu discipliné, celui-ci est la source de tensions avec les régiments espagnols et wallons. Enfin, un petit contingent britannique, de confession catholique, combat aux Pays-Bas de 1645 à 1661.

Depuis le XVIe siècle, le recrutement de l'infanterie se fait par rapport à la nationalité⁶⁷. La Secrétairerie d'État allemande joue alors un rôle important⁶⁸. Elle fonctionne de 1553 à 1729, sans discontinuer. Charles Quint dote les Pays-Bas d'un ensemble d'institutions nouvelles et centralisées à la suite de la Transaction d'Augsbourg de 1548, elle est maintenue par Philippe II d'Espagne par l'ordonnance⁶⁹ du vingt-cinq avril 1556. Preuve de cette importance, elle n'est pas abolie par les régimes suivants, français et anglo-bataves. Néanmoins, ses compétences diminuent durant la guerre de Succession d'Espagne⁷⁰. Elle ne survit pas au régime autrichien, la compétence des correspondances politiques et

⁶⁷ Etienne Rooms, *Ibid.*, p. 832.

⁶⁸ Hugo de Schepper, *Secrétairerie d'Etat allemande*, dans les *Institutions du gouvernement central des Pays-Bas habsbourgeois*, vol. 1, Bruxelles, Archives Générales du Royaume, 1995, p. 396.

⁶⁹ Hugo de Schepper, *Ibid.*, p. 397.

⁷⁰ Hugo de Schepper, *Ibidem*.

diplomatiques des affaires allemandes⁷¹ passe aux mains de la Secrétairerie d'État et de Guerre⁷². Sous le régime espagnol, la mission militaire de la Secrétairerie d'État allemande est de mobiliser des soldats allemands pour servir aux Pays-Bas, et inversement, des troupes issues des Pays-Bas pour stationner dans l'Empire habsbourgeois. C'est ainsi que les troupes des Pays-Bas ne se battent pas automatiquement dans leur province d'origine. Nous avons vu précédemment que nombre de contingents levés dans les provinces belgiques partent combattre sur le théâtre hongrois contre les Ottomans et les rebelles protestants. On retrouve également une Garde wallonne en service en Espagne. Elle est fondée en 1537 par Charles Quint et porte le nom de régiment d'Infanterie wallonne. Elle a pour mission d'assurer la sécurité intérieure de l'Espagne. Cette vocation des troupes belges à servir à l'étranger est confirmée par la réforme militaire de 1701. Durant l'ère espagnole, la charge de former des contingents de langues non germaniques, c'est-à-dire wallons et bas-allemands (néerlandophones) pour assurer la défense des Pays-Bas est confiée à une autre institution appelée l'Audience⁷³. Sous Philippe V, cette institution est «*incorporée à la hiérarchie administrative des Pays-Bas*»⁷⁴. Les autres unités étrangères sont mobilisées par la Secrétairerie d'État et de Guerre⁷⁵, une institution sous l'influence directe de l'Espagne, puis de l'Autriche après la guerre de Succession d'Espagne. La Secrétairerie d'État allemande, l'Audience et la Secrétairerie d'État et de Guerre s'occupent ainsi de toutes les tâches administratives liées au recrutement des troupes et à l'établissement des brevets d'engagement. Le colonel du régiment, puis celui du bataillon disposent seulement de compétences de nature militaire, même s'ils peuvent recruter les officiers subalternes et les soldats de leur régiment, s'ils en sont les propriétaires. Les fonctionnaires de ces institutions peuvent également servir d'intermédiaires entre les officiers supérieurs et le gouverneur général, commandant militaire et civil de la province. La solde des fantassins recrutés n'est pas très importante, mais elle est strictement organisée. Elle est inférieure au salaire d'un

⁷¹ Cette compétence naît des fonctions de l'Autrichien Urban von Scharenberg nommé premier secrétaire d'Etat aux affaires allemandes lors de la fondation de l'institution en 1553. Il est tout désigné pour cette charge puisqu'il est le secrétaire particulier de la gouverneur Marie de Hongrie. Il est alors responsable des correspondances de l'ancienne reine consort de Hongrie avec son frère Charles Quint, et des échanges épistolaires vers l'Empire en général dont la Hongrie habsbourgeoise, la Pologne et les Etats Scandinaves. D'après, Daniel Coenen, *Une pratique de chancellerie en usage sous Charles Quint. La bourse commune des secrétaires attachés aux Conseils du gouvernement central des Pays-Bas*, vol. 7, Bruxelles, éditions de l'université, 1976, p. 80.

⁷² Piet Landers, *Secrétairerie d'Etat et de Guerre*, dans les *Institutions du gouvernement central des Pays-Bas habsbourgeois*, vol. 1, Bruxelles, Archives Générales du Royaume, 1995, p. 383 – 396.

⁷³ Hugo de Schepper, *Audience et Secrétairerie du Conseil privé*, dans les *Institutions du gouvernement central des Pays-Bas habsbourgeois*, vol. 1, Bruxelles, Archives Générales du Royaume, 1995, p. 370.

⁷⁴ Hugo de Schepper, *Ibid.*, p. 373.

⁷⁵ Joseph Lefèvre, *La secrétairerie d'Etat et de Guerre sous le régime espagnol, 1594-1711*, Académie royale de Belgique. Classe des lettres et des sciences morales et politiques, Mémoires, 2^e série, n° 36, Bruxelles, 1934.

ouvrier qualifié ; le premier touchant cinq sols par jour durant les trois cent soixante-cinq jours de l'année, alors que le second perçoit en moyenne sept sols par jour pour chaque jour travaillé. Le paiement a lieu tous les quinze jours⁷⁶. Seuls les avantages inhérents au service militaire, à savoir le logement, la nourriture et l'absence de « chômage », permettent au soldat de disposer de conditions matérielles supérieures à celles des ouvriers non qualifiés. Cette solde ne lui permet pas d'être une élite sociale et/ou intellectuelle de la province⁷⁷. Chaque contingent est payé par des corps administratifs différents, en fonction de l'origine des soldats. Les militaires allemands, wallons ou néerlandophones reçoivent leurs soldes du Trésorier des guerres⁷⁸ et du Conseil des finances, c'est-à-dire des instances centrales des Pays-Bas méridionaux. Les forces espagnoles perçoivent l'argent de la *Contadorie-Pagadorie*⁷⁹.

Le commandement de cette armée internationale se révèle difficile et complexe. Une école d'officiers est fondée à Bruxelles par les archiducs Albert et Isabelle en 1600. L'Académie royale militaire doit apporter à cette armée des Pays-Bas un semblant d'indépendance vis-à-vis de Madrid, mais aussi sensibiliser les officiers à la particularité de cette armée. L'approvisionnement, le commandement et la logistique de l'armée des Pays-Bas sont assurés par une superposition d'institutions spécialisées dans le paiement des soldes, l'approvisionnement, la justice militaire, le logement ou encore la médecine⁸⁰. Les désengagements financiers, militaires et politiques des Habsbourg d'Espagne mettent en sommeil ces institutions. Le comte Bergeyck, trésorier des finances sous le gouvernement général de Francisco Antonio de Agurto de 1685 à 1692, tente de réformer ces institutions, mais sans succès en raison du manque d'argent⁸¹. Louis-Prosper Gachard constate que la province se trouve dans le plus grand désarroi financier à cette date au moment du changement de dynastie⁸². En 1700, les revenus royaux ne s'élèvent qu'à trois millions de livres par an. Selon les estimations du marquis de Bedmar en 1702, le nouveau commandant en chef des Pays-Bas méridionaux en remplacement du prince de Vaudemont nommé à

⁷⁶ Etienne Rooms, *Ibid.*, p. 832.

⁷⁷ Gustave Guillaume, *Histoire de l'Infanterie wallonne sous la Maison d'Espagne*, Bruxelles, Académie de Belgique, 1878, p. 58.

⁷⁸ Etienne Rooms, *Trésorier des guerres*, dans les Institutions du gouvernement central des Pays-Bas habsbourgeois, vol. 2, Bruxelles, Archives Générales du Royaume, 1995, p. 862.

⁷⁹ Etienne Rooms, *Contadorie-Pagadorie*, dans les Institutions du gouvernement central des Pays-Bas habsbourgeois, vol. 2, Bruxelles, Archives Générales du Royaume, 1995, p. 867.

⁸⁰ Etienne Rooms, *Corps de l'Infanterie*, dans les Institutions du gouvernement central des Pays-Bas habsbourgeois, vol. 2, Bruxelles, Archives Générales du Royaume, 1995, p. 827.

⁸¹ Charles de Terlinden, *Ibid.*, p. 186

⁸² Louis-Prosper Gachard, *La Belgique sous Philippe V*, Bruxelles, Gobbaerts, 1867, p. 05.

Milan, la province a besoin d'au moins six millions de livres par an pour assurer convenablement sa défense⁸³. Le déficit s'élève donc encore à 50 % par an à cette date. Comme nous verrons plus loin, les contributions financières demandées aux États provinciaux par Bruxelles ne cessent d'augmenter à partir de l'année 1703. Les déclin financiers et militaires ne sont pas des nouveautés. De 1640 à 1700, l'armée provinciale des Pays-Bas voit ses effectifs et ses compétences militaires chuter. À la veille de la mort de Charles II de Habsbourg, l'infanterie n'est plus constituée que de 7 000 hommes et l'armée de moins de 10 000 hommes⁸⁴. À ce propos, les sources varient. Louis Prosper Gachard l'estime à seulement 8 000 hommes. Il établit les forces de l'infanterie à 6 000 combattants, divisées en dix-huit régiments formés en moyenne de trois cent trente soldats⁸⁵. La cavalerie est de 2 000 hommes répartis en quatorze régiments de cent quarante cavaliers et dragons. Les régiments sont composés de forces multinationales originaires d'Espagne, d'Italie et de Belgique. En raison de la pénurie financière, ces unités ne perçoivent que quatre mois de soldes⁸⁶ pour l'année 1700. Le feld-maréchal comte Jean-Philippe Eugène de Mérode-Westerloo donne un exemple concret des conséquences qu'engendre une telle situation :

« Le cavalier ne subsistait plus qu'en faisant le voleur de grand chemin par bande, arrêtant les coches, les voitures publiques et particulières, les passants, pour les dépouiller ou du moins leur demander pour boire le pistolet à la main. »⁸⁷

La réaction des soldats, décrite par ce maréchal belge servant dans l'armée du Saint-Empire romain germanique, est tout à fait courante. Lorsque les soldats ne touchent pas régulièrement la solde, des attitudes similaires sont observées dans tous les espaces européens, dans toutes les armées et à toutes les périodes de l'époque moderne. Les troubles à l'ordre public sont alors légion. Sans argent pour subvenir à leurs besoins, les troupes subsistent nécessairement sur le pays dans lequel elles sont stationnées. Dans un mémoire militaire, le nouveau commandant en chef de l'armée provinciale des Pays-Bas le marquis de Bedmar précise que ces troupes sont renforcées par un contingent bavarois. Il est placé directement sous les ordres du gouverneur général et Electeur de Bavière Maximilien-

⁸³ AAE, Md. Pays-Bas, 1702, f° 20, Lettre du marquis de Bedmar à Philippe V en date du 15 novembre 1702.

⁸⁴ Enrique Garcia Hernan et Davide Maffi, *Guerra y sociedad en la Monarquía Hispanica : Política, Estrategia y cultura en la Europa Moderna* (1500-1700), vol. 1, Madrid, 2006, p. 570.

⁸⁵ Louis Prosper Gachard, *Ibid.*, p. 06.

⁸⁶ AAE, Md. Pays-Bas, *Mémoires militaires relatifs à la Succession d'Espagne*, t. 1, f° 17.

⁸⁷ Jean-Philippe Eugène de Mérode-Westerloo, *Mémoires du feld-maréchal comte de Mérode-Westerloo*, t. 1, Bruxelles, Société Typographique Belge, 1840, p. 137.

Emmanuel de Bavière. Ce contingent compte 5 000 fantassins et 300 dragons de la garde personnelle de l'Electeur de Bavière⁸⁸. Elles sont financées par ses deniers personnels, ne creusant pas davantage le déficit. Avec les troupes bavaroises, le contingent défendant les intérêts de Madrid et de son gouverneur général n'est au total que de 13 000 hommes. Cet effectif est bien insuffisant pour espérer stopper une quelconque tentative d'invasion. En comparaison d'autres territoires de la monarchie, c'est un effectif comparable à celui du milanais en 1699, puisque ce dernier concentre 13 141 hommes, mais pour un territoire bien plus petit⁸⁹. La Catalogne⁹⁰ est largement mieux pourvue avec la concentration de 22 047 soldats.

À ces faibles effectifs, il faut ajouter des problèmes de logistique tout aussi importants. En effet, le comte de Mérode-Westerloo note que les places fortes de la Barrière, comme celles de l'ensemble de la province, sont encore gravement endommagées après la guerre de la Ligue d'Augsbourg :

« Les fortifications des places se trouvaient dans un état de délabrement incroyable. »⁹¹

Si les travaux de restauration des fortifications n'ont pas été totalement effectués depuis 1697, les stocks de munitions ne sont pas complètement reconstitués :

« Les magasins étaient dépourvus de munitions de guerre et de bouches. »⁹²

La guerre de la Ligue d'Augsbourg se déroule en partie sur le territoire des Pays-Bas méridionaux. La violence des combats préfigure ceux de la guerre de Succession d'Espagne qui se prépare. Faute de ressources financières suffisantes, Bruxelles et Madrid sont dans l'incapacité de réaliser la réfection des places qui furent assiégées et de reconstituer les réserves logistiques (munitions et vivres) nécessaires pour soutenir un siège. Si les garnisons hollandaises sont suffisantes pour tenir les ouvrages défensifs de la Barrière, elles ne sont pas en mesure de soutenir un assaut de troupes françaises déjà bien préparées en 1700. Les Pays-

⁸⁸ AAE, Md. Pays-Bas, *Ibid.*, f° 18.

⁸⁹ Luis Antonio Ribot-Garcia, *Milan, plaza de armas de la monarquia*, Madrid, Investigaciones Historicas, 1990, p. 227.

⁹⁰ Antonio Espino Lopez, *Catalunya durante el reinado de Carlos II*, Barcelona, 1999, p. 207.

⁹¹ Jean-Philippe Eugène de Mérode-Westerloo, *Ibid.*, p. 61.

⁹² *Ibid.*, p. 16.

Bas méridionaux ne sont pas totalement remis du précédent conflit. Alors que l'état de santé de son souverain Charles II d'Espagne se dégrade, la Belgique n'est pas en mesure de soutenir une nouvelle guerre, tant du point de vue militaire, que financier. Elle est par conséquent vulnérable à toute action que pourrait entreprendre la France contre elle, malgré la présence du corps hollandais.

Le renforcement de l'armée provinciale sous les Bourbons

L'armée des Pays-Bas est trop peu nombreuse et trop mal équipée à la fin du XVII^e siècle pour assurer seule la défense de la frontière avec la France. La garde des places fortes fut confiée ainsi aux Provinces-Unies lors de la signature du traité de Ryswick en 1697. Cela démontre la faiblesse de ce contingent au lendemain de la guerre de la Ligue d'Augsbourg. Malgré cette sous-traitance de la défense, les places de la Barrière sont prises par l'armée française, au nom de Philippe V, en février 1701. Une nouvelle réforme de l'armée provinciale et de sa logistique est alors mise en œuvre par la nouvelle administration francisée. Cette réforme s'inspire du modèle militaire français. Moins d'un mois après l'entrée des troupes de Louis XIV, l'ordonnance du trois mars 1701 prévoit l'augmentation des effectifs et la réorganisation des régiments en bataillon. En l'espace de quelques mois, l'infanterie passe de 7 000 à 12 000 hommes. Le comte Bergeyck réorganise l'infanterie en vingt-quatre bataillons de 650 hommes, et il supprime les compagnies existantes formées sous le régime espagnol⁹³. Cette ordonnance est complétée par celles du huit décembre 1701 et du trois avril 1702. Les buts sont d'améliorer la discipline de cette armée pour la première, et de renforcer les effectifs pour la seconde. Le recrutement des nouveaux bataillons wallons, organisé par les ordonnances de 1701 et de 1702, prévoit de cibler en priorité les vétérans de la guerre de la Ligue d'Augsbourg et de la guerre de reconquête en Hongrie, puis les jeunes nobles du pays et enfin les hommes de vingt à quarante ans. Cette dernière catégorie est levée par tirage au sort dans toutes les villes, les bourgs ou les villages sous l'autorité du régime français des Pays-Bas. Traditionnellement le recrutement des soldats se faisait par volontariat. La réforme militaire de Bergeyck inspirée du modèle français annule ce mode de recrutement et le remplace par une conscription militaire déjà en vigueur dans le royaume de Louis XIV. Ce système est tout à fait nouveau aux Pays-Bas méridionaux et apparaît pour la première fois

⁹³ Réginald de Schryver, Jan van Brouchoven, graaf van Bergeyck, 1644-1725, Bruxelles, 1965, p. 151.

durant la guerre de Succession d'Espagne⁹⁴. Le tirage au sort soulève un mouvement de protestation généralisé dans la province de Hainaut. Cette idée conforme au système français introduit en 1701 par le Grand-Bailli de Hainaut Ferdinand de Croy, marquis du Rœulx, voit les États provinciaux s'opposer à la levée de conscrits. Ils objectent que la jeunesse déserte déjà la région vers les *pays ennemis*⁹⁵ où ce mode de recrutement n'est pas appliqué. Les tirés au sort ont toutefois la possibilité de se faire remplacer par un exempté⁹⁶. En plus de ces levées, le régime français forme des régiments wallons à destination de l'Espagne. C'est ainsi qu'une *Garde royale wallonne*⁹⁷ est formée dès 1702. Elle est considérée comme un régiment d'élite de la Garde royale espagnole par Philippe V. Les hommes de cette Garde sont recrutés dans les provinces de Hainaut et de Namur, mais également dans la principauté de Liège. À partir de 1703, des soldats wallons prélevés dans l'armée de Villars se dirigent vers l'Espagne afin de combattre dans les rangs de l'armée espagnole de Philippe V. Ils prennent alors la direction des théâtres d'opérations de la péninsule ibérique ou de l'Italie. Les mémoires du marquis de Maffei en attestent :

« Ces jours-là, le baron Simeoni arriva d'Espagne et le comte Monastérol⁹⁸ de Paris. On tira de chaque régiment espagnol de cavalerie et de dragons, 14 hommes, pour être envoyés en Espagne, afin d'y former pour le Roi, une compagnie de Gardes Wallonnes, dont le Prince Tilly Tserclas doit être capitaine. »⁹⁹

À la fin de la guerre de Succession d'Espagne, on compte vingt-sept régiments wallons sur les trente-six régiments étrangers que compte l'armée espagnole¹⁰⁰. À cette date, l'armée de Philippe V compte un total de cent trente et un régiments, c'est-à-dire que les troupes wallonnes représentent 20,61 % des forces de Philippe V de Bourbon. Cette armée est également engagée aux côtés des troupes françaises dans la guerre de Succession d'Espagne, notamment en Italie, mais également en Belgique sous le commandement de Maximilien-Emmanuel de Bavière et du marquis de Bedmar. Les Français avaient déjà eu recours à ces troupes par le passé. Elles ont une excellente réputation depuis la période du règne de Charles

⁹⁴ Gustave Guillaume, *Histoire de l'Infanterie wallonne sous la Maison d'Espagne*, Bruxelles, Académie de Belgique, 1878, p. 187.

⁹⁵ Archives des États du Hainaut, Octobre-décembre 1701.

⁹⁶ Emile Dony, *Histoire du Hainaut de 1433 à nos jours*, Charleroi, Imprimerie provinciale, 1925, p. 253.

⁹⁷ Gaston du Boscq de Beaumont, *La Garde wallonne, (1702 – 1822)*, Paris, Conseil Héraldique de France, 1904.

⁹⁸ Représentant de Maximilien-Emmanuel de Bavière à la cour de France.

⁹⁹ Scipione Maffei, *Mémoires du marquis de Maffei, Lieutenant général des troupes de l'Electeur de Bavière, et ensuite de celles de l'Empereur*, vol. 1, La Haye, Chez Jean Neaulme, 1740, p. 86.

¹⁰⁰ Fred Funken, *L'uniforme des soldats dans la guerre en dentelle*, vol. 1, Bruxelles, Casterman, 1975.

Quint. Les Hollandais ont également dans leurs rangs des troupes wallonnes depuis au moins la guerre anglo-néerlandaise de 1665. Ils alignent en effet le premier régiment de marine des Provinces-Unies, créé à partir du vieux régiment wallon dit des « Nouveaux Gueux », qui avait juré fidélité à Maurice de Nassau le neuf mai 1600 devant le fort Sant-André. Durant la guerre de Succession d'Espagne, les Anglo-hollandais font de même, de sorte que des régiments belges combattent dans les deux camps, ceux en faveur de Philippe V et ceux en faveur de Charles de Habsbourg. Il en est de même en Hongrie entre les partisans de l'empereur (Labancs) et les partisans du prince Rakóczi (Kurucs). Un avertissement du clergé provincial aux États hennuyers en 1701, à propos des conséquences des levées des hommes entre l'âge de vingt ans et de quarante ans par tirage au sort, traduit bien cette présence de soldats belges dans les rangs des deux prétendants à l'héritage de Charles II d'Espagne :

« Les peuples de ce pays aiment plus leur liberté que leur vie, dès que l'on obligera un jeune homme à être soldat, deux autres s'en iront servir dans les troupes étrangères.¹⁰¹ »

Les réformes militaires du comte de Bergeyck ne sont absolument pas populaires. Les recrutements de soldats hennuyers et généralement des autres provinces sont très maigres. Plus que des soldats, le régime anjouin lève des compagnies de pionniers rattachés aux bataillons du génie. En 1704, les archives notent que 1 400 habitants de la province de Hainaut travaillent aux fortifications sur la Sambre, en amont et en aval de la place de Maubeuge¹⁰². Au-delà de cette contribution humaine, nous verrons plus en avant que les contributions des Pays-Bas prennent également la forme de fournitures militaires avec l'obligation pour les États de fournir les soins aux blessés et la prise en charge des invalides de guerre.

Après la défaite de Louis XIV et de Philippe V et le passage sous souveraineté autrichienne en 1715, le traité de la Barrière oblige l'empereur Charles VI à entretenir cette armée belge de manière permanente à hauteur de 18 000 hommes. Les réformes françaises mises en œuvre par le comte Bergeyck sont abandonnées et un retour à l'organisation mise en place par les Habsbourg d'Espagne au XVIIe siècle est promulgué. Si les effectifs varient d'une décennie à l'autre, l'organisation reste assez stable et se réforme tout comme les différents corps. Le commandement général de l'armée est assuré par le gouverneur général

¹⁰¹ Archives de l'Etat du Hainaut, Octobre-décembre 1701.

¹⁰² Archives de l'Etat du Hainaut, année 1704.

des Pays-Bas. Dans la pratique et durant la période espagnole notamment, cette charge militaire qui s'ajoute à la charge civile est délaissée au maître de camp général. Le commandant est secondé par un État-major composé d'officiers subalternes. Comme dans l'armée rebelle hongroise et comme c'est le cas dans toutes les armées modernes d'Europe occidentale, on retrouve depuis le XVI^e siècle des commissaires chargés de la logistique et de l'organisation de l'armée¹⁰³. Ils sont spécialisés dans des tâches bien précises. Ainsi, le « commissaire de marche et de logis » assure l'itinéraire et le calcul des étapes pour que la troupe dispose de logements à la fin de chaque journée de marche ; l'auditeur général de la justice militaire est chargé de faire respecter la loi au sein de l'armée ; le prévôt général est responsable de la discipline dans les différents corps d'armée. Pendant la bataille, cette charge est automatiquement transférée à l'officier commandant le bataillon. Enfin, le commissaire aux vivres doit s'assurer que les entrepôts de nourriture sont suffisamment garnis en tout point du territoire pour que les soldats et les chevaux ne manquent de rien durant la campagne¹⁰⁴.

Même si elle est délaissée à la fin de période espagnole, l'armée des Pays-Bas possède une organisation moderne en ce qui concerne sa structure et sa logistique. Relevée par les régimes français puis autrichiens, sa composition est semblable à celle des armées d'Europe occidentale, mais elle diffère de celle des armées d'Europe centrale et orientale. L'organisation féodaliste de l'armée hongroise rebelle de François Rakóczi, incapable de mener une bataille rangée, en est un bon exemple. L'armée des Pays-Bas méridionaux dispose de corps d'infanterie, de cavalerie¹⁰⁵, d'artillerie¹⁰⁶ et du génie¹⁰⁷ suffisamment entraînés pour soutenir ce type d'opération et des sièges de places de style Vauban. Du XVI^e siècle au XVIII^e siècle, ces corps d'armée évoluent grâce aux ordonnances promulguées par Charles Quint d'abord, puis successivement par les régimes espagnols, français et autrichiens. A *contrario* de l'armée hongroise qui reste dans une forme d'immobilisme, chacun des régimes se succédant aux Pays-Bas adapte cette armée aux avancées techniques et organisationnelles de son époque. Les mutations militaires des Pays-Bas s'inscrivent dans ce vaste programme de réformes politiques qui voit la formation des Conseils collatéraux à Bruxelles, et de

¹⁰³ Geoffrey Parker, *The army of Flanders and the spanish road, 1567-1659, The logistics of spanish victory and defeat in the low countries war*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004, p. 277.

¹⁰⁴ Etienne Rooms, *Ibid.*, p. 830.

¹⁰⁵ Etienne Rooms, *Corps de la Cavalerie*, dans les Institutions du gouvernement central des Pays-Bas habsbourgeois, vol. 2, Bruxelles, Archives Générales du Royaume, 1995, p. 839.

¹⁰⁶ Etienne Rooms, *Corps de l'Artillerie*, dans les Institutions du gouvernement central des Pays-Bas habsbourgeois, vol. 2, Bruxelles, Archives Générales du Royaume, 1995, p. 855.

¹⁰⁷ Etienne Rooms, *Corps du Génie*, dans les Institutions du gouvernement central des Pays-Bas habsbourgeois, vol. 2, Bruxelles, Archives Générales du Royaume, 1995, p. 847.

manière générale, un début de centralisation des institutions. Ces mutations politiques et militaires sont rapidement confrontées à la guerre de Succession d'Espagne. Seulement quatre ans après la paix de Ryswick de 1697 qui met fin à huit années de guerre particulièrement intenses en Belgique, la Grande-Alliance déclare la guerre à la France et à l'Espagne en 1702. Une énième fois, le spectre de la guerre va emporter les Pays-Bas espagnols dans un tourbillon de malheurs et de privations.

Le système politique en Hongrie Historique

Mohács et la fin de l'indépendance politique de la Hongrie

1526. Le roi de Hongrie Louis II Jagellon est âgé de vingt ans. À la différence de son illustre prédécesseur Mathias Corvin, c'est un monarque faible qui ne parvient pas à faire l'unanimité dans son royaume depuis son avènement en 1516. L'aristocratie, notamment la moyenne noblesse ayant une forte emprise locale dans les zones montagneuses, est hostile à l'idée d'être gouvernée par un monarque étranger. Louis II est, en effet, issu de la lignée polono-lituanienne des Jagellon, mais il est bien né en Hongrie dans le château de Buda. Ce principe de rejet d'un souverain étranger est également applicable avec la dynastie autrichienne des Habsbourg pour la période 1526 – 1711. Cette moyenne noblesse soutient le parti du voïvode de Transylvanie Jean Szapolyai, de famille hongroise, originaire de Spis en Haute-Hongrie. Le pays était politiquement divisé à la veille de l'invasion ottomane de 1526. Socialement, le climat n'est pas meilleur. Depuis la jacquerie de 1514, un fossé s'est creusé entre la nation nobiliaire et la paysannerie. La conjoncture internationale n'est pas plus favorable au jeune roi de Hongrie. Dans le cadre d'une *alliance impie*¹, la France de François Ier œuvre diplomatiquement pour que le Sultan envahisse la Hongrie afin de détruire le principal allié Charles Quint en Europe centrale². À cette époque pour le Saint-Siège, le royaume de Saint-Étienne fait figure de rempart de la chrétienté. La Hongrie, séparant Soliman et Charles Quint, est considérée comme un État tampon par François Ier, un obstacle à l'affrontement direct de ces deux grandes puissances que sont l'Autriche et la Turquie. Un affrontement qui serait tout à fait bénéfique aux ambitions impérialistes du roi de France sur l'Italie du Nord et les Pays-Bas. Au début de l'année 1526, Louis II doit donc faire face à un contexte politique, social et diplomatique très défavorable qui isole et affaiblit son royaume.

¹ Edith Garnier, *L'alliance impie, François Ier et Soliman le Magnifique contre Charles Quint (1515-1536)*, Paris, Editions du Félin, 2008, 300 pages.

² La reine de Hongrie est la sœur de Charles Quint, Marie de Habsbourg. Veuve après Mohács, l'ancienne reine consort de Hongrie gouverne ensuite les Pays-Bas de 1531 à 1555.

Concrètement, devant la menace grandissante de l'Empire ottoman, Louis II ne peut compter que sur des alliés épars et lointains. Le pape Clément VII offre une aide diplomatique en lançant un appel à la croisade en Europe centrale, tandis que les rois d'Angleterre et du Portugal offrent une aide financière. De son côté, son gendre Charles Quint se montre plus préoccupé par la guerre contre la France en Italie et dans les Pays-Bas, que celle qui se déroule en Europe centrale ; François Ier met tout en œuvre pour mobiliser toutes les troupes de l'empereur en Europe occidentale, dans le cadre de cette alliance de revers impie avec Soliman. Fort de ce contexte politico-militaire, à la fois intérieur et extérieur, très défavorable pour le royaume magyar, le danger de succomber à l'impérialisme ottoman est réel. Les Hongrois en ont conscience puisque la Diète de Bude du vingt-cinq avril 1526 donne au roi des pouvoirs exceptionnels dans les cadres de la défense, des revenus royaux et de l'armée en général. En cas d'attaque de Soliman, Louis II allait devoir défendre seul son royaume face à une armée ottomane encore invincible sur terre³ comme sur mer⁴. À l'origine, les plans ottomans n'envisagent qu'une campagne de moindre importance en 1526. Le Sultan de Constantinople ne prévoit que de prendre la ville de Petervarad (actuellement Novi Sad en Serbie). Son but est de consolider la prise de Belgrade et de Szabacs⁵ datant de 1521, et de contrôler plus au nord la région d'entre Save et Danube (Syrmie) et ses points de franchissements fluviaux. Preuve de cet objectif mineur et que Soliman ne prévoit pas d'emporter le royaume de Hongrie cette année-là, l'armée turque quitte Constantinople tardivement le vingt-cinq avril 1526⁶ avec 100 000 hommes et 300 canons. La marche de cette formidable armée est lente, à peine une vingtaine de kilomètres par jour le long de la *via Militaris*⁷. Lorsqu'elle arrive à proximité de la frontière hongroise, la saison est déjà bien avancée. Ce n'est que le dix-huit juin que l'objectif de Petervarad est désigné. En face, la Hongrie divisée, et seule sur le plan international, ne peut aligner qu'une armée de 25 000 à 30 000 hommes. Ces chiffres émanent des sources issues du chancelier de Hongrie Istvan Brodarics⁸ et de Giovanni Antonio Puglioni, baron de Burgio⁹, nonce apostolique du pape

³ Si l'on excepte quelques accrochages localisés perdus, la première grande défaite terrestre de l'armée du sultan ne se produit qu'en 1529 sous les murs de Vienne.

⁴ En Méditerranée, la flotte turque subit son premier revers d'envergure à la bataille de Lépante en 1572.

⁵ Janos Szabò et Ferenc Toth, *Mohács (1526)*, Paris, Editions Economica, 2009, p. 25 – 38.

⁶ La Diète de Bude s'ouvre le même jour.

⁷ Pour mémoire, voie romaine reliant l'ancienne Byzance sur le Bosphore à Vienne, par Belgrade et Buda.

⁸ La Relation de la bataille écrite par le chancelier Istvan Brodarics en 1527 penche pour 25.000 hommes.

Istvan Brodarics, *Mais conflictu Hungarorum cum Turcis donne Mohacz Verissimo titre historia*, Cracovie Mathias Pyrser, 1527.

⁹ La chronique du baron Burgio fait état de 30 000 soldats dans le sillage de Louis II.

Archives Secrètes du Vatican, Rome, *Brevia Clementis VII ad principes per sadoletum exarata, 1523 – 1532*, Arm. XLIV, t. 9.

Clément VII en Hongrie de 1523 à 1526. Ces 30 000 hommes sont loin de ce que Louis II pouvait espérer mobiliser. Ce vingt-neuf août 1526, il manque encore les 4 000 fantassins de Bohême et l'armée transylvaine de Jean Szapolyai. Même en comptabilisant ces renforts, les troupes mobilisées restent en deçà de l'*Insurrectio*, c'est-à-dire les troupes mobilisables, lors du service militaire obligatoire dû par les 60 000 nobles à leur souverain. L'artillerie hongroise est également inférieure en nombre. Elle ne compte que 85 pièces contre 300 pour les Ottomans. De plus, les troupes d'élite turques fortes de 47 500 hommes (soit 11 000 janissaires, 500 cavaliers de la garnison de Constantinople et 36 000 Timariotes venant de Roumélie et d'Anatolie) sont deux fois supérieures à la totalité de l'armée hongroise. Le ratio des deux armées présentes à la bataille de Mohács est ainsi nettement à l'avantage du Sultan.

La tactique mise au point par l'archevêque Tomori prend ce désavantage en compte et cherche à attaquer l'armée ottomane avant qu'elle n'ait le temps de se mettre en ordre de bataille. Malgré un succès initial de la cavalerie croate commandée par le Ban Batthyány sur la cavalerie de Roumélie, la cavalerie lourde hongroise est taillée en pièce au centre par le feu conjoint de l'artillerie et des janissaires. Louis II, au lieu de battre en retraite, rassemble les fuyards et lance une charge ayant pour objectif de tuer le sultan. Malgré quelques Hongrois tués à proximité de Soliman, l'action est un échec et la bataille perdue. La défaite de l'armée hongroise va avoir de graves conséquences au niveau politique.

Le bilan est en effet désastreux pour le royaume de Hongrie. Outre la déroute de l'armée royale, de nombreux dignitaires gisent sur le sol du champ de bataille. Le roi de Hongrie Louis II Jagellon a perdu la vie dans cette action désespérée, ainsi que plusieurs barons et évêques, dont Tomori et le primat Szakmary. La mort des élites temporelles (noblesse) et intemporelles (clergé) ouvre une période de crise majeure en Hongrie, où l'unité du royaume vole en éclat. Cette période de conflit interne et externe s'étend jusqu'en 1711 et trouve sa genèse dans cette défaite hongroise de Mohács. Au soir du vingt-neuf août 1526, les Ottomans restent incrédules devant l'ampleur de leur victoire et devant les dépouilles des élites politiques et religieuses magyares.

Le sultan laisse passer quelques jours avant de reprendre sa marche en avant pour exploiter ce succès inattendu. En deux semaines, il traverse la Hongrie sans rencontrer de véritables résistances et prend la capitale le douze septembre, sans y mettre le siège. Preuve du désastre politique que représente Mohács pour les Hongrois, Soliman est contraint

d'évacuer Bude le vingt-cinq septembre 1526, faute d'y avoir trouvé un interlocuteur disposant de suffisamment d'autorité pour signer une trêve. L'armée turque prend ses quartiers d'hiver à Belgrade le onze octobre 1526, attentive aux troubles politiques qui naissent en Hongrie.

Sans exécutif et dans une période de crise, la classe politique déjà divisée et décimée va se déchirer¹⁰. Il faut un nouveau roi pour le royaume et deux prétendants envient cette dignité. D'un côté, Ferdinand de Habsbourg semble le seul capable d'offrir une résistance au Sultan et de garantir l'intégrité territoriale de l'État. De l'autre, le voïvode de Transylvanie Jean Szapolyai récolte les partisans d'une monarchie nationale. Les élites nobiliaires et cléricales se déchirent sans prendre conscience de la probable perte d'indépendance qui se profile à court terme. Le Conseil royal décide d'appliquer le traité de succession¹¹ datant de 1515. La reine Marie est favorable à son frère Ferdinand. En réponse, Jean Szapolyai et ses partisans regroupés dans la confédération dite de Tokay, convoquent une Diète d'élection le cinq novembre 1526 à Szekesfehervar au sud de Bude. Le parti habsbourgeois fait de même le vingt-cinq novembre 1526 à Komarom, au nord de Bude. La première élit naturellement Jean Szapolyai roi de Hongrie et la seconde Diète donne ses suffrages à Ferdinand de Habsbourg, après que l'empereur Charles Quint a fait pression sur les Ordres en promettant une aide du Saint-Empire contre les Ottomans. À la date du vingt-six novembre 1526, le royaume de Saint-Étienne possède deux souverains élus et le pays est officiellement en état de guerre civile. La rivalité entre l'archiduc d'Autriche Ferdinand de Habsbourg et le voïvode de Transylvanie Jean Szapolyai, facilite l'occupation de tout le centre du pays par les Ottomans, cela après une nouvelle série de campagnes victorieuses qui aboutissent au siège de Vienne de 1529. Le conflit entre les deux partis contribue à l'augmentation de l'influence turque en Hongrie. De plus, les tentatives de reconquête menées par Ferdinand de Habsbourg obligent le sultan à intervenir militairement et lui donnent la légitimité nécessaire pour consolider ses positions dans le pays occupé. Ce fut durablement le cas avec l'occupation de Bude entre 1541 et 1686. À la suite de Mohács, le territoire magyar se divise donc durablement en trois parties distinctes : la Turque de Soliman, la Hongroise de Szapolyai¹² et l'Habsbourgeoise de Ferdinand et Marie de Hongrie qui obtient la lieutenance générale dès février 1527. Pour mettre un terme à cette situation politique absurde d'un royaume ayant deux rois, une

¹⁰ Janos Szabo et Ferenc Toth, *Mohács (1526)*, Paris, éditions Economica, 2009, p. 127 – 141.

¹¹ Jean Bérenger, *La Hongrie des Habsbourg*, t. 1, de 1526 à 1790, Rennes, PUR, 2010, p. 16.

¹² Teréz Oborni, *Le royaume des Szapolyai, du royaume de Hongrie orientale à la principauté de Transylvanie*, Paris, Colin, 2015.

première solution est trouvée avec le traité de Várad (Nagyvárad, aujourd'hui Oradea en Roumanie), ratifié en 1538. Après la mort de Jean Szapolyai en 1540, le traité de Varad est renforcé et la situation est définitivement réglée au traité de Spire en 1570/1571. Il est conclu par Jean Sigismond II Szapolyai et Maximilien de Habsbourg, tous les deux rois de Hongrie. Le traité régleme les relations entre les deux parties du pays et les deux souverains. D'après le texte du traité, Jean Sigismond renonce à son titre de roi élu (*Electus Rex*) et il prend à sa place le titre de prince de Transylvanie et ses titres annexes (*Princeps Transylvaniae et Partium Regni Hungariae Eidem Annexarum*). Le traité stipule également qu'au cas où le prince meurt sans successeur mâle, la Transylvanie reviendrait à la *Sainte-Couronne* de Hongrie (*Tanquam Verum et Inseparabile Membrum*).

Après 1570, la Hongrie n'a plus qu'un seul monarque issu de la dynastie autrichienne des Habsbourg. La bataille de Mohács a brisé l'unité du royaume de Hongrie qui est divisé en trois parties. Cette partition territoriale se double aussi d'une division idéologique durable, entre les partisans des Habsbourg et les partisans d'une lignée nationale, hostile à la germanisation et favorable à la défense de l'identité magyare sous toutes ses formes, notamment politique. Une division que les envoyés français découvrent lorsqu'ils rejoignent François Rakóczi en 1705, alors rebelle à l'autorité du roi de Hongrie Joseph de Habsbourg et à son père l'empereur Léopold Ier :

« Tous les peuples de Hongrie sont divisés en deux parties qui distinguent par les noms de Labantz et Courrouz. Les premiers tiennent pour l'empereur, les autres pour le prince Rakóczi. »¹³

L'origine de la division de la Hongrie au sujet de son avenir dynastique est directement liée au cataclysme politique que représente la défaite de Mohács. L'opposition entre *Labantz* et *Courrouz* durant la guerre d'Indépendance hongroise est une résurgence directe de l'opposition entre Jean Szapolyai et Ferdinand de Habsbourg qui naît à la suite de la mort de Louis II Jagellon. Jusqu'à 1526, les Magyars étaient souverains de leurs territoires depuis l'arrivée de la Horde nomade d'Harpad à la toute fin du IXe siècle. La Hongrie, jusqu'à alors une puissance moyenne d'Europe centrale, se transforme en un véritable État tampon et un terrain d'opération militaire pour une durée de près de deux siècles, jusqu'à la

¹³ AAE, CP Hongrie, *Relation de l'Etat où se trouvoient les affaires des mécontents de Hongrie lorsque Mr des Alleurs est arrivé auprès du prince Rakóczi et des dispositions qu'on avoit fait en Hongrie, et en Transylvanie pour la campagne de 1705 avec une description du pays et des mœurs des habitants*, vol. 12, f° 90.

paix de Szatmar en 1711. Elle conserve néanmoins sur cette longue période une organisation politique codifiée par une constitution et une série de textes, qui vont devenir dans ces moments de conflits, des éléments constitutifs d'une identité hongroise, que les élites locales vont défendre contre les Habsbourg.

La constitution de la Hongrie

En 1514, le royaume de Hongrie est touché par une jacquerie de très grande ampleur, un soulèvement jamais vu jusqu'alors selon Miklos Molnar¹⁴. Elle trouve son origine dans la faiblesse du roi Ladislas II qui laisse son pouvoir au Conseil des trente-neuf barons. Face aux incursions de plus en plus régulières des Turcs à l'intérieur du royaume et la perte de plusieurs villes frontalières en actuelle Serbie-Bosnie, la guerre avec les Ottomans reprend sous la bienveillance du pape Léon X. À ce titre, 40 000 paysans se rassemblent à Pest au sud du royaume. Un conflit éclate alors entre les contingents nobiliaires et les troupes paysannes. Les premiers suspectant les seconds de vouloir partir à la guerre pour se soustraire à la corvée, les affrontements dégénèrent rapidement en une rébellion généralisée de la paysannerie contre les nobles. Sous la conduite de György Dòzsa, l'ensemble du sud-est de la Hongrie et la Transylvanie deviennent hors de contrôle du pouvoir royal. Des propriétaires terriens et un évêque sont exécutés. Le voïvode de Transylvanie lève 20 000 hommes pour réduire l'armée croisée de Dòzsa stationnée à Temesvar. Dans cette action, György Dòzsa est capturé puis exécuté. La répression est féroce, mais relativement raisonnée en raison de la nécessité de garder les paysans en vie, car ils représentent une force de travail indispensable à l'exploitation des grands domaines nobiliaires. En sus, la Diète décide en octobre 1514 de renforcer l'attachement des paysans à la terre en interdisant à ceux-ci de quitter leur propriétaire. Cela doit prévenir de nouveaux rassemblements comparables à celui de Pécs au début de l'année 1514. Si l'historien hongrois Ferenc Szakaly fait remarquer que cette jacquerie en elle-même n'a que peu d'influence sur l'histoire générale de la Hongrie, ses conséquences ont en revanche des effets majeurs sur son histoire institutionnelle. L'un des principaux partisans du renforcement de l'assujettissement du paysan au propriétaire terrien est le juriste hongrois Istvan Werböczi. En 1514, il travaille déjà sur un code juridique destiné à réglementer l'organisation du royaume. La jacquerie de 1514 le renforce dans ses

¹⁴ Miklos Molnar, *Histoire de la Hongrie*, Paris, Perrin, 2004, p. 118.

convictions que la Hongrie doit se doter d'un recueil de lois régissant tous les rapports sociaux et politiques. Au début de la guerre de Succession d'Espagne en 1700, l'organisation politique et sociale de la Hongrie repose sur le code du juriste Istvan Werböczi. Il s'intitule *Opus Tripartitum*¹⁵ et paraît à Vienne en 1517. Rédigé en latin, il compile l'ensemble des règles du droit coutumier et public hongrois. Bien que jamais promulgué durant trois siècles, l'*Opus Tripartitum* soude juridiquement la couronne, le souverain et la noblesse autour de cette charte, donnant ainsi un vrai poids politique à la nation nobiliaire au travers de la doctrine dite de la *Sainte Couronne*¹⁶.

Concrètement, l'élément qui définit le mieux le nouveau rôle de la noblesse est le caractère électif de la monarchie hongroise. Elle le devient dès la fin du règne de Louis II de Hongrie. À la différence du caractère de droit divin qui donne au roi le statut de lieutenant de Dieu sur terre, le monarque magyar ne passe pas un contrat avec Dieu, mais avec la noblesse qui représente l'ensemble du peuple. Son pouvoir est défini dans le cadre d'une négociation préalable à l'élection devant aboutir à un document ayant valeur de contrat entre le roi et la nation. Ce document porte le nom de diplôme royal. Il est négocié au sein de la Diète nationale par les représentants des Ordres du royaume, c'est-à-dire les nobles et les ecclésiastiques. Au moment de l'élection, le nouveau souverain doit jurer de respecter et d'appliquer les clauses négociées du diplôme royal. L'élection est véritablement un acte primordial de la vie politique de la Hongrie moderne. Elle affermit la puissance de l'assemblée nobiliaire, ou Diète, sur le pouvoir du roi qui pour obtenir son élection a été dans l'obligation de se plier aux exigences de ladite Diète. De par ce fonctionnement, l'historien français Jean Bérenger estime que le royaume de Hongrie s'apparente davantage à une *république nobiliaire*¹⁷ qu'à une monarchie classique. Le souverain est, dans ce cadre juridique de l'*Opus Tripartitum*, un représentant de la noblesse et non le représentant de Dieu.

Le diplôme royal est tout à fait représentatif de cette idée. Il lie le roi à sa nation durant toute la durée de son règne. Le diplôme royal établi par l'*Opus Tripartitum*, la Bulle d'Or de 1222 et les décrets réguliers des Diètes, la base du droit d'Etat hongrois, sont les éléments majeurs de la constitution du royaume. Dans la seconde moitié du XVIIe siècle, le nouveau roi de Hongrie, Léopold de Habsbourg négocie avec la Diète hongroise son diplôme royal en

¹⁵ Istvan Werböczi, *Decretum latino-hungaricum sive Tripartitum Opus consuetudinarij Juris Incltyi Regni Hungaria*, Edition originale, Vienne, 1517.

¹⁶ Miklos Molnar, *Ibid.*, p. 119.

¹⁷ Jean Bérenger, *La Hongrie des Habsbourg*, t. 1, de 1526 à 1790, Rennes, PUR, 2010, p. 21.

1655. Pour qu'il obtienne son élection, l'assemblée nobiliaire exige du jeune Léopold le respect de dix-sept articles. Il est important de les noter pour comprendre d'une part, pourquoi les Hongrois vont par la suite se révolter contre les réformes que Léopold Ier engage en Hongrie à partir de 1671, et d'autre part, savoir si les rebelles ont raison d'affirmer que le roi-empereur ne respecte pas la constitution du royaume. Les articles sont cités par Jean Bérenger :

« Article 1 : *Perpétue la paix de Vienne de 1606, le diplôme royal de Mathias de 1609, les lois votées en 1622 au début du règne de Ferdinand II, ainsi que la paix de religion conclue à Linz en 1645.*

Art. 2 : *Devait recevoir les doléances des Ordres et devait réunir les Etats tous les trois ans.*

Art. 3 : *Devait traiter les affaires hongroises qu'avec des Hongrois ou devait consulter ces derniers sur toutes les affaires concernant le royaume.*

Art. 4 : *Devait donner le commandement des forteresses de la frontière militaire qu'à des Régnicoles.*

Art. 5 : *Ne pouvait exercer la justice que par l'intermédiaire des Judicia Octavalia, tribunaux composés exclusivement de représentants des Ordres.*

Art. 6 : *S'engager à maintenir la liberté religieuse et à autoriser le libre exercice des trois cultes pour les Ordres sur leurs terres, ainsi que sur les domaines royaux, conformément aux stipulations de la paix de Vienne de 1606.*

Art. 7 : *Devait respecter les conditions antérieures concernant l'élection et les attributions du Palatin.*

Art. 8 : *S'engageait à entretenir la frontière militaire, en homme et en argent.*

Art. 9 : *Promettait de maintenir les privilèges des villes royales et des villes minières.*

Art. 10 : *S'engageait à ne pas emmener la couronne hors du royaume et la ferait garder par des personnes des deux religions.*

Art. 11 : *S'engageait à mieux définir les limites du royaume avec la Pologne, la Silésie, la Moravie, l'Autriche et la Styrie.*

Art. 12 : *Devait maintenir les traités conclus avec la Bohême et la Transylvanie.*

Art. 13 : *Promettait de ne pas introduire de soldats étrangers dans le pays.*

Art. 14 : *Réincorporerait dans le territoire du royaume des seigneuries comme celle d'Eisenstadt ou de Forchtenstein (actuel Burgenland) appartenant aux Eszterházy.*

Art. 15 : *S'engageait à racheter à la juridiction polonaise les treize bourgs de Scépusie.*

Art. 16 : *Maintiendrait les privilèges des haïdouques.*

Art. 17 : *Ne pouvait s'immiscer dans l'administration du royaume. »*¹⁸

¹⁸ Jean Bérenger, *Ibid.*, p. 22.

À la lecture des dix-sept articles du diplôme royal de 1655, on se rend bien compte de son caractère restrictif en matière de pouvoir royal, de sa volonté de protéger les acquis des Ordres, et des missions affectées au nouveau souverain. La notion de contrat est évidente. L'élection du souverain est abolie en 1687 au moment où le fils de Léopold Ier, Joseph, devient roi de Hongrie. En cela, il ne respecte pas l'article numéro sept qui lui demande de maintenir les conditions antérieures à son élection, c'est-à-dire la constitution politique en vigueur, établie sur base d'un *Opus Tripartitum* définissant l'élection du souverain. Comme nous le verrons plus en avant au sujet des réformes entamées par Léopold Ier en Hongrie à partir de 1671, l'Autriche cherche à abolir ce carcan constitutionnel en rupture avec le modèle absolutiste et centralisé.

La Sainte Couronne

Au-delà du *Tripartitum*, de l'élection du souverain et du diplôme royal, l'un des autres marqueurs d'une rupture entre la monarchie hongroise et le régime absolutiste en vigueur dans les territoires autrichiens, français ou espagnols, est en effet la *Sainte Couronne*. *Regalia* majeur du souverain, la couronne reflète une symbolique forte. Elle fait d'ailleurs l'objet de l'article numéro dix du diplôme royal de Léopold de 1655, qui indique que la couronne ne peut pas être déplacée en dehors du royaume et qu'elle doit être protégée par deux gardiens de confessions différentes, désignés par la Diète depuis 1608.

Ils sont de confessions catholique et protestante, reprenant ainsi les deux principaux cultes du pays. Un de ces gardiens, Pierre Révay¹⁹, explique que le véritable souverain de la Hongrie n'est pas la personne physique du roi, mais la couronne en elle-même. La couronne appartient au peuple au travers du diplôme royal, et non au monarque ou à l'empereur Habsbourg. C'est un palladium de l'identité hongroise, c'est-à-dire un objet tutélaire ou protecteur de la nation. Cette théorie est régulièrement reprise par l'historiographie, d'abord, au début du XXe siècle par Albert Battandier²⁰ qui lui consacre une véritable monographie, puis au début du XXIe siècle par Jean Béranger²¹. Si l'on accepte cette idée, le roi de Hongrie n'est que le dépositaire du pouvoir royal. Sans couronnement, il n'est même pas investi de ce

¹⁹ Pierre Révay, *De monarchia et sacra Corona Regni Hungaria*, Francfort, 1613.

²⁰ Albert Battandier, *La Sainte Couronne de Hongrie*, Rome, 1907.

²¹ Jean Béranger, *La Hongrie des Habsbourg*, t. 1, de 1526 à 1790, Rennes, PUR, 2010, p. 22 – 23.

pouvoir. Il faut un contact physique, puisque ce pouvoir est symboliquement contenu dans la couronne. Elle se compose de deux éléments bien distincts. La base originelle est la couronne dite latine datant de l'an 1000. Elle est soudée avec la couronne « grecque » offerte au roi de Géza Ier en 1073 par l'empereur byzantin Michel VII, en dote pour sa fille. La couronne est enfin surmontée d'une croix double, inclinée depuis le XVI^e siècle²². La couronne a connu bien des péripéties entre 1526 et la guerre d'Indépendance hongroise de François Rakóczi (1703 – 1711). Elle témoigne du tumulte de l'histoire de la Hongrie entre ces deux dates²³. Initialement, elle est gardée au château royal de Bude. La doctrine de la *Sainte-Couronne* place la capitale du royaume là où se trouve le pouvoir royal, c'est-à-dire là où est gardée la couronne. Pour cette raison, l'article dix du diplôme royal de 1655 n'est pas anodin, car faire sortir la couronne du royaume revient à placer la capitale à l'étranger, ce qui pose un évident problème de souveraineté et d'indépendance. Cette question s'est posée en 1529 lorsque Bude tombe aux mains des Ottomans. Soliman emporte la couronne, ce qui en fait le dépositaire du pouvoir royal. Il la restitue au prince Jean Szapolyai. Elle réside alors en Transylvanie jusqu'en 1551. À cette date, les Habsbourg envahissent la Transylvanie après que le voïvode et roi de Hongrie Jean Sigismond Szapolyai (fils de Jean Szapolyai décédé en 1540), sous l'influence de sa mère Isabelle Jagellon, refuse la convention de Nyirbàtor. Ce traité doit rendre la couronne à Ferdinand de Habsbourg et réunifier la Hongrie, Jean Sigismond ne conservant que la dignité de prince de Transylvanie. C'est sûrement à cette date que la croix surmontant la couronne fut tordue par Isabelle Jagellon. Dans les mains des Habsbourg, elle est ensuite conservée à Poszony (Presbourg) de 1552 à 1703, si l'on excepte les épisodes de la rébellion de Gabriel Bethlen entre 1622 et 1623 qui l'emmenent en Haute-Hongrie, et de celui de Passau en 1683, où Léopold Ier est dans l'obligation de sécuriser la couronne face à une avancée ottomane seulement enrayée sous les murs de Vienne. En 1703, la couronne est de nouveau évacuée face à l'avancée des mécontents de François Rakóczi. Elle est emmenée à Vienne où elle demeure jusqu'à la paix de Szatmar en 1711, avant de retourner à Poszony jusqu'en 1784. Les autres attributs utilisés lors de la cérémonie du couronnement sont le manteau brodé par la reine Gisèle, épouse du roi Saint-Étienne, l'épée de Saint-Étienne, puis les souliers et les bas datant de la fin du X^e siècle avec le roi Mathias Corvin. Il ne faut voir aucun hasard si la Diète nationale de Hongrie se réunit à Poszony de 1552 à 1703, puisque la

²² La légende raconte qu'Isabelle Jagellon, épouse de l'un des deux rois de Hongrie, Jean Szapolyai de 1526 – 1540. L'autre étant Ferdinand de Habsbourg, suite à la partition de la Hongrie après Mohács et l'effondrement du pouvoir royal. En voulant emporter la couronne, Isabelle Jagellon place la couronne dans un coffret trop petit et plie la croix en le refermant. Elle n'a jamais été redressée.

²³ Jean Bérenger, *Ibid.*, p. 23.

couronne, source du pouvoir royal et palladium de la nation magyare, s'y trouve. La ville est alors la capitale politique de la Hongrie. Cette assemblée des Ordres de la nation hongroise est un élément central de la vie politique du royaume, dont le fonctionnement traduit la partition politique du pays.

Les organes administratifs et les Ordres de Hongrie

La composition de la Diète nationale

L'assemblée des Ordres de l'État hongrois est une institution politique majeure de la Hongrie. Elle possède une envergure nationale et dispose du pouvoir de discuter des réformes et des contributions que le souverain veut appliquer sur le pays. C'est le lieu d'expression naturel de la société magyare au sein de la monarchie autrichienne.

Les Habsbourg se méfient de ce parlement. Depuis le XVI^e siècle, il est devenu une assemblée d'opposition en se faisant la caisse de résonance des griefs des États hongrois à l'encontre du monarque viennois.

La Diète de Hongrie se réunit dans l'actuelle ville de Bratislava, dénommée Poszony dans les sources hongroises. Elle se compose des membres de la couronne et des représentants des Ordres hongrois. Après le désastre de Mohács de 1526, seuls les représentants des institutions régionales et des corps sociaux privilégiés y sont admis. À l'intérieur de cette institution, on observe deux catégories de membres hongrois, répartis en deux chambres distinctes, siégeant dans la même ville, mais dans des lieux séparés. Les invités du roi notamment les magnats, les prélats de haut rang et les Grands officiers de couronne hongroise forment la Chambre haute qui se réunit à Posznony dans la maison des Magnats²⁴. Au sein de celle-ci et en raison de leurs charges, on retrouve les principaux barons de Hongrie. Jean Bérenger en fait le détail dans son ouvrage sur la Hongrie au temps des Habsbourg²⁵, ainsi

²⁴ Jean Bérenger, *les Gravamina, remontrances des Diètes de Hongrie de 1655 à 1681*, Recherches sur le fondement du droit d'Etat au XVII^e siècle, Paris, PUF, 1973, p. 50.

²⁵ Jean Bérenger, *La Hongrie des Habsbourg*, t. 1, de 1526 à 1790, Rennes, PUR, 2010, p. 30.

que dans les *Gravamina*²⁶ : le Palatin de Hongrie, le Grand Sénéchal, le Grand Camérier, les gardiens de la couronne, le Ban de Croatie, les généraux de la frontière militaire, les deux archevêques d'Esztergom et de Kalocsa, ainsi que les dix-sept évêques²⁷. Il faut y ajouter les magnats. Leur nombre est sensiblement variable d'une Diète à l'autre. Ils sont invités par une lettre personnelle du souverain. Le magnat est autorisé à ne pas participer à la Diète, mais la procédure exige qu'il s'excuse de son absence auprès du souverain par retour de courrier et il doit nommer un délégué qui le représentera, mais au sein de la Chambre basse. Jean Bérenger explique que :

« Cette obligation découlait du droit féodal : le vassal devait "aide et conseil" à son suzerain.²⁸ »

Avec les barons, les magnats forment le Conseil royal. Le pouvoir de cette classe provient essentiellement du domaine économique et de l'exploitation des Grands Domaines. Le droit hongrois, au travers du *Tripartitum* qui considérait les paysans comme des citoyens de seconde zone, donne une autorité pleine et entière aux magnats sur leurs paysans qui sont attachés à la terre. Leur pouvoir y est absolu puisqu'ils nomment le maire des villages, dont les fonctions étaient de veiller au maintien de l'ordre (exécutif) et d'appliquer la justice. Les magnats nomment également l'intendant. Il s'occupe des affaires fiscales du domaine²⁹, c'est-à-dire de percevoir les dîmes, l'impôt royal et de répartir les corvées. De ce système, les magnats tirent des revenus immenses de leurs terres. L'historien Laszlo Makkai fait l'inventaire de la fortune foncière de la famille Rakóczi, d'après les archives familiales³⁰. Il indique que la famille Rakóczi possède une centaine de domaines contenant 30 000 tenures paysannes. Les principaux foyers de population de paysans servant la famille Rakóczi se trouvent autour des châteaux de Munkacs avec 4 027 familles de paysans, de Sarospatak avec 1.347 familles, d'Ecsed avec 1.155 familles et de Fogaras (Transylvanie) avec 2 636 familles paysannes. Rien que dans ces quatre grandes possessions, les Rakóczi disposent de 9 565 familles pour mettre en valeur leurs possessions. Les revenus sont immenses, mais difficiles à estimer. En effet, on peut s'en rendre compte de par leur capacité à s'acquitter d'amendes exorbitantes, dont celle qu'a dû payer François Ier Rakóczi après la conjuration des magnats

²⁶ Jean Bérenger, *les Gravamina, remontrances des Diètes de Hongrie de 1655 à 1681*, Recherches sur le fondement du droit d'Etat au XVIIe siècle, Paris, PUF, 1973, p. 51.

²⁷ Les évêchés les plus importants sont ceux de : Eger, Zagreb, Nagyvarad, Vac, Csanad, Gyor, Nitra, Nograd.

²⁸ Jean Bérenger, *La Hongrie des Habsbourg*, t. 1, de 1526 à 1790, Rennes, PUR, 2010, p. 26.

²⁹ Pál Pach, *Neuvième et dîme seigneuriale en Hongrie au XVIIe siècle*, t. 1, Budapest, Nouvelles Etudes historiques, 1965, p. 261 – 263.

³⁰ Laszlo Makkai, *Les Paysans et la production agricole dans le manoir du XVIIe siècle*, Budapest, 1957, p. 32.

menée par le palatin de Hongrie Ferenc Wesselényi. La somme exigée par l'empereur pour faire la paix en 1670 était de 300 000 florins hongrois³¹. En comparaison, un paysan hongrois paie un florin hongrois de cens par an³² et la rente annuelle d'un conseiller d'État de l'empereur au XVIIe siècle se situe aux alentours de 1 000 florins³³. Les bénéficiaires tirés par les magnats sont donc considérables. Ils font la richesse de la Hongrie et d'une partie de la Transylvanie. Cette classe sociale tient le pays avec les masses de paysans qui dépendent d'eux. L'empereur habsbourgeois a besoin du relais politique et économique des magnats pour implanter son autorité dans le royaume de Saint-Étienne ; cela justifie leur présence au Conseil royal. En raison de leurs fonctions politiques, religieuses et militaires, les barons, les magnats et le haut-clergé formant la Chambre haute, et sont généralement plus favorables à la couronne.

A *contrario*, ce n'est pas forcément le cas de la Chambre basse. La deuxième catégorie de participants à la Diète possède une implantation plus locale et numériquement plus nombreuse que les magnats, les barons ou les fonctionnaires impériaux. Elle se réunit également à Poszony dans la maison des Régnicoles ou « maison verte »³⁴. La « Table royale »³⁵ ou la Chambre basse se compose en moyenne de 150 représentants dans la seconde moitié du XVIIe siècle. On dénombre une constance de 72 députés de la moyenne noblesse issus des comitats, de 50 députés des villes libres et royales et de 18 députés des chapitres³⁶. La dernière catégorie est plus variable, au même titre que le nombre de procureurs³⁷, représentants des magnats absents, qui siègent non pas dans la Chambre haute, mais dans la Chambre basse. Dans cette assemblée, on peut distinguer trois ou quatre (si l'on prend en compte les procureurs) types de députés : tout d'abord, ceux des comitats, chacun des trente-six comitats élisent deux représentants, souvent le vice-comte ou le notaire de l'administration du comitat ; puis, les représentants des villes libres royales en la personne du premier magistrat désigné par le Sénat municipal ; enfin, les chapitres ecclésiastiques avec les chanoines. Nous avons choisi de ne pas tenir compte des procureurs en raison de leur nombre

³¹ Jean Bérenger, *Les relations franco-hongroises pendant le règne de Louis XIV*, Information historique, 1967, p. 101 – 108.

³² Jean Bérenger, *les Gravamina, remontrances des Diètes de Hongrie de 1655 à 1681*, Recherches sur le fondement du droit d'Etat au XVIIe siècle, Paris, PUF, 1973, p. 36.

³³ Hofkammer archiv, Vienne, Hofzahlamsbuch, 1680.

³⁴ Jean Bérenger, *La Hongrie des Habsbourg*, t. 1, de 1526 à 1790, Rennes, PUR, 2010, p. 52.

³⁵ Jean Bérenger, *Les Gravamina, remontrances des Diètes de Hongrie de 1655 à 1681*, Recherches sur le fondement du droit d'Etat au XVIIe siècle, Paris, PUF, 1973, p. 58.

³⁶ *Diaetae, Theatrum europaeum*, t. VIII, p. 1025.

³⁷ Littéralement, celui qui détient la procuration.

trop variable pour constituer un corps politique homogène capable de concurrencer la suprématie des députés des comitats.

Les comitats sont des assemblées locales tenues par une moyenne et une basse noblesse protestantes, très jalouses de leur autonomie politique, de sa décentralisation et de l'indépendance nationale³⁸. Elles s'opposent ainsi de manière quasi systématique aux mesures centralisatrices du souverain ou aux réformes de la constitution du royaume. La moyenne et la basse noblesse sont aussi appelées les gentilshommes. Sur le plan local, ils sont les maîtres des seigneuries qui, dans un système féodalisé, constituent l'organisation économique, politique et sociale de référence. On distingue des gentilshommes plus ou moins riches. Les plus fortunés disposent de plusieurs villages et monopolisent les fonctions administratives du comitat que nous verrons plus en avant. Les autres siègent à l'assemblée. Ils discutent des affaires régionales, des remontrances à faire à la Diète nationale et élisent leurs représentants à la fois pour la Diète et pour l'administration quotidienne de la région. Leurs rôles et leurs influences dans les affaires régionales sont fondamentaux, car le pouvoir royal ne dispose pas d'officiers à cet échelon du territoire. Au niveau de la Diète, ils dominent la Chambre basse en nombre de députés. Bien que de noblesse inférieure aux magnats et aux barons, cette *Közepnemesseg* magyare possède une culture politique principalement orale et familiale³⁹. Elle devient écrite après la paix de Szatmar de 1711. Cette culture est suffisante pour leur permettre de défendre leurs privilèges politiques ou confessionnels face aux ingérences autrichiennes et étrangères en général. Leur influence s'étend en Hongrie, mais également dans les territoires associés de Croatie-Slavonie et de Transylvanie, qui disposent également d'une organisation territoriale similaire. Les représentants des comitats ne sont pas les seuls à siéger à la Chambre basse, les députés des villes libres et royales participent également aux débats à côté de la moyenne noblesse.

Les villes libres et royales comptent assez peu dans la représentation de la Diète en comparaison de la noblesse. Les villes hongroises sont en déclin depuis le XVe siècle, au bénéfice des campagnes qui concentrent l'activité économique. On observe une dynamique inverse aux Pays-Bas avec les centres commerciaux de Bruges, Gand ou Anvers qui intègrent les campagnes à leurs activités. En comparaison des cités des Pays-Bas méridionaux, la taille des villes hongroises est sans commune mesure. Pozsony ne concentre que 5 000 habitants au

³⁸ Jean Bérenger, *Ibid.*, p. 41.

³⁹ Jean Bérenger, *La Hongrie des Habsbourg*, t. 1, de 1526 à 1790, Rennes, PUR, 2010, p. 28.

milieu du XVII^e siècle, alors que les chefs-lieux des comitats oscillent péniblement autour d'une moyenne de 3 000 âmes. Pour l'historien hongrois József Kovácsics⁴⁰, le total de la population urbaine ne dépasse pas les 50 000 habitants, soit autant que la population nobiliaire de Hongrie. Ce chiffre démontre la prééminence du rural sur l'urbain en Europe centrale, alors qu'en Belgique, le rapport de force est inverse avec un essor urbain précoce datant des XIII^e et XIV^e siècles. Une intégration des campagnes aux centres économiques urbains est visible au travers du développement des villes flamandes de Bruges, Gand ou Anvers et de leur nombre d'habitants. En 1700, une ville comme Anvers concentre 67 000 habitants⁴¹, soit plus que l'ensemble de la population urbaine de la Hongrie. À la différence des Pays-Bas méridionaux, on observe qu'en Hongrie, la bourgeoisie est presque absente des Diètes et des processus de décisions politiques locaux ou nationaux. La ville n'est pas un centre de production industrielle en raison de la forte réglementation corporatiste qui y règne et qui bloque son développement. Les cités se contentent de répondre à la demande locale et ne s'intègrent pas réellement à l'économie de marché. L'industrie s'installe plutôt dans les grands domaines où les grands propriétaires fonciers comme les Rakóczi, les Palffy, les Zrinyi ou les Batthyány, exportent leur production vers l'Allemagne et l'Italie via Venise. La bourgeoisie est en état d'infériorité économique face à la nation nobiliaire.

La Hongrie reste à ce titre un particularisme. Ailleurs en Europe, et en Autriche, le capitalisme naissant assure la promotion de cette classe sociale résolument urbaine. En Europe centrale, le poumon économique reste la campagne et les grands domaines des magnats. Hormis les villes minières contrôlées par la monarchie et les villes saxonnes de Transylvanie, la part des cités continentales comme Bude, Sopron ou Szatmar dans l'économie hongroise reste très réduite par rapport à des cités plus intégrées au commerce international comme Bruges, Gand ou Anvers dans les Pays-Bas. Leurs activités sont centrées sur le secteur primaire, notamment Sopron pour l'agriculture. Dans les villes royales, ce sont également les gentilshommes qui accaparent les fonctions municipales aux dépens de la bourgeoisie. Le modèle nobiliaire est le statut social de référence. Dans une ville royale comme Kassa⁴², les nobles possèdent soixante-huit maisons en 1691, et ils possèdent la majorité au Sénat municipale dès 1650. Conscients de leur domination et soucieux de

⁴⁰ József Kovácsics, *Démographie de la Hongrie*, Budapest, 1963, p. 131.

⁴¹ Chiffres tirés de l'ouvrage de Jean Boutier, *Documents d'Histoire moderne du milieu du XVII^e siècle à la fin du XVIII^e siècle*, Bordeaux, PUB, 1992, p. 261.

On peut également noter que Bruxelles compte 80.000 habitants, Gand – 52.000, et Bruges – 35.000.

⁴² Jean Béranger, *Ibid.*, p. 29.

défendre leur identité, les sénateurs nobles de Kassa (Kosice) imposent l'usage du hongrois dans les délibérations au détriment de l'allemand, qui est plutôt la langue de la bourgeoisie. Après la reconquête, Vienne tente de favoriser l'émigration allemande catholique dans ces villes luthériennes pour mettre en minorité la noblesse hongroise protestante et identitaire au Sénat municipal. Néanmoins, en raison de leur faible importance économique et démographique, la ville reste, à la Diète nationale, un État sans grand poids politique. Le troisième Ordre siégeant sur les bancs de la Chambre basse est constitué des députés du bas-clergé.

Premier Ordre des royaumes chrétiens, il se divise en deux parties distinctes à l'image de la noblesse. Le haut-clergé siège dans la Chambre haute, mais les représentants du chapitre disposent d'un rang social moins élevé, avec des missions plus locales, et sont donc versés dans la Chambre basse. Ces derniers sont invités à parlementer avec les députés de la moyenne noblesse des comitats et du Sénat municipal, tandis que les prélats (archevêques, évêques, chanoines) originaires de la haute noblesse ou des familles de magnats s'installent logiquement dans la Chambre haute avec les magnats et les barons. Le clergé catholique n'est plus aussi puissant que pendant la période médiévale. Après la bataille de Mohács de 1526, la conquête turque du royaume lui fait perdre ses évêchés⁴³ et l'implantation du protestantisme, notamment calviniste, détourne les fidèles de la foi du Saint-Siège. L'historien Hongrois Benda Kalman estime que, dès 1580, la population hongroise est à 80 % protestante⁴⁴. Le poids politique du clergé catholique reste faible dans la seconde moitié du XVIIe siècle, malgré la contre-réforme catholique menée par les Habsbourg à partir de 1671. La reconquête de 1683 – 1699 lui redonne néanmoins de la vigueur en lui réaffectant les évêchés perdus au XVIe siècle. Son implantation est essentiellement urbaine, le monde des campagnes reste principalement protestant à la veille de la guerre d'Indépendance de François Rakóczi de 1703. Les députés des chapitres sont traditionnellement favorables à l'empereur. Les évêques sont nommés par le roi, puis soumis à l'approbation du pape. Jean Bérenger nous explique l'origine du pouvoir du roi de Hongrie de nommer son clergé, alors que l'Europe catholique est encore très ultramontaine :

⁴³ Sur les 15 évêchés ou archevêchés, neuf sont occupés par les Ottomans jusqu'à la signature du traité de Karlowitz en 1699. Avant cette date qui met fin à la reconquête et donne officiellement les terres reconquises à l'empereur habsbourgeois, sept sont perdus en Hongrie (Esztergom, Kalocsa, Vac, Eger, Pécs, Csanad, Nagyvarad) et deux en Croatie (Diakovar et Tinnin).

⁴⁴ Kalman Benda, *Le calvinisme et le droit de résistance en Hongrie*, vol. 56, Les études présentées à la commission internationale pour l'histoire des institutions représentatives et parlementaires, Budapest, 1976.

« Le Souverain Pontife ne pouvait que confirmer le choix du souverain, parce que, comme Saint-Étienne, premier roi chrétien de Hongrie, fut le seul fondateur des évêchés, églises et abbayes, ses successeurs étaient les seuls à posséder le droit de patronat (*Jus Patronatus*) dans le royaume.»⁴⁵

De ce fait, les députés du clergé soutiennent plus volontiers un monarque à qui ils doivent leurs charges ecclésiastiques. Leur nombre est toutefois trop réduit pour contredire efficacement les motions portées par les représentants de la moyenne noblesse majoritairement protestante et soucieuse de l'autonomie nationale et régionale.

Parmi les Ordres de l'État hongrois, on ne retrouve pas de représentants de la paysannerie, seulement composés des nations nobiliaires (barons, magnats, gentilshommes) et ecclésiastiques. L'*Opus Tripartinum* d'Istvan Werböczi divise la société hongroise en deux classes. La première est le *Populus*. Il est composé des nobles hongrois ou assimilés. Ce *Populus* s'oppose à la *Plebs* qui est la masse paysanne. La constitution hongroise marque une nette différenciation entre noblesse et paysannerie. À ce propos, le paysan est considéré par Werböczi comme un citoyen de seconde zone lié à la terre de manière perpétuelle. On voit ici que la notion de servage est clairement associée au paysan. Cette association et cette différenciation politique sont initialement codifiées par la loi 14/1514 dite d'*Adscripti Gleba*, avant d'être abrogée dès 1546 par le pouvoir habsbourgeois devant le départ constant de paysans vers la frontière militaire, où le statut social est moins rigide pour la paysannerie. Cette classe sociale est donc sans pouvoir.

La Convocation de la Diète

La décision de convoquer la Diète nationale appartient au souverain. Une fois la décision prise, la procédure est stricte. Les représentants des Ordres reçoivent une patente de convocation rédigée en latin⁴⁶. Les patentes particulières adressées aux membres de la première catégorie sont écrites en hongrois avec l'adresse et la suscription en latin⁴⁷. Dès réception du courrier, la deuxième catégorie se réunit pour désigner ses représentants et établit

⁴⁵ Jean Bérenger, *Ibid.*, p. 26.

⁴⁶ Jean Bérenger, *les Gravamina, remontrances des Diètes de Hongrie de 1655 à 1681*, Recherches sur le fondement du droit d'Etat au XVIIe siècle, Paris, PUF, 1973, p. 57.

⁴⁷ Jean Bérenger, *La Hongrie des Habsbourg*, t. 1, de 1526 à 1790, Rennes, PUR, 2010, p. 30.

leurs instructions, c'est-à-dire les demandes ou les doléances à formuler au souverain. Lors de l'ouverture de la Diète, le roi est présent. Il dirige la cérémonie d'ouverture. Le souverain prononce une allocution de bienvenue en latin et laisse ensuite la parole à l'archevêque d'Esztergom, primat de Hongrie, qui lui répond également en latin au nom de l'assemblée⁴⁸. Les représentants du souverain présentent ensuite les propositions politiques, administratives, religieuses et financières de l'administration royale. Cette déclaration faite devant l'ensemble de l'assemblée doit servir de point de départ aux débats parlementaires à l'intérieur des Chambres hautes et basses. Une fois les propositions de réformes formulées par les autorités royales, la Diète exprime à son tour ses demandes et ses doléances avec une déférence marquée, mais non sincère. Ces demandes et ces doléances, que l'on retrouve dans les sources sous les appellations respectives de *Supplicationes* et de *Gravamina*, sont en effet extrêmement critiques vis-à-vis de la politique gouvernementale⁴⁹. La rédaction des doléances constitue le travail le plus important de la Diète. Les doléances des trente-six comitats portées par leurs délégués sont confiées à une commission de compilateurs qui ont la charge de trier les sujets et d'en réaliser la synthèse. Il en est de même avec les plaintes des magnats. Ces doléances sont de plus en plus nombreuses après 1671 et le début des réformes politiques et économiques engagées par Vienne. Les débats étant souvent très vifs, le souverain et le Conseil royal font régulièrement des concessions à la Diète au sujet des résolutions royales présentées en ouverture de séance. Une fois le point d'accord atteint entre les parlementaires et le souverain, les officiers royaux rédigent un texte de loi appelé *Decreta Diata* qui doit recevoir l'aval de l'assemblée de Hongrie pour être promulgué dans le royaume⁵⁰. Il est enfin sanctionné par le roi. On retrouve ce type de procédure en Angleterre.

L'assemblée dispose de pouvoirs étendus. Dans le domaine législatif, il s'applique dans le domaine financier avec le vote des contributions, ainsi que dans le domaine militaire pour l'installation de garnisons notamment. Elle partage ensuite le pouvoir exécutif avec le roi en nommant les deux gardiens de la couronne et le Palatin de Hongrie, puis en contrôlant l'action du monarque en usant des doléances au minimum tous les trois ans. Comme l'affirme Jean Bérenger, le fonctionnement politique du royaume de Hongrie peut effectivement être perçu comme celui d'une *république nobiliaire*, même s'il y a un monarque à sa tête, même élu. La forme de représentation politique adoptée par le royaume de Saint-Étienne est

⁴⁸ Acta Diaetalia, 1659, Diarium.

⁴⁹ Jean Bérenger, *les Gravamina, remontrances des Diètes de Hongrie de 1655 à 1681*, Recherches sur le fondement du droit d'Etat au XVIIe siècle, Paris, PUF, 1973.

⁵⁰ György Bonis, *The Hungarian Feudal Diet*, n° 25, Recueil de la Société Jean Bodin, Paris, 1965.

toutefois de nature oligarchique et inégalitaire, une nature que l'on retrouve également dans la république de Venise à l'époque moderne. Il était en effet impossible d'associer les classes les plus populaires qui ne disposent pas d'une conscience et d'une culture politique suffisante, cela malgré l'essor des gazettes en Europe. Pour la période, les députés sont logiquement les porte-parole d'une élite économique et politique ne regroupant qu'un maximum de 7 à 10 % de la population. En ce qui concerne les instances, c'est un type de régime politique comparable au modèle parlementaire anglais. Le bicaméralisme est formé d'une Chambre haute et d'une Chambre basse, dont chacune est composée de membres de la noblesse et du clergé est en effet comparable à la Chambre des Lords et à la Chambre des Communes. Ce bicaméralisme est en opposition avec la volonté de museler l'opposition parlementaire dans les régimes absolutistes, notamment français⁵¹. Au-delà de la nature oligarchique du régime politique hongrois, la composition de sa représentation nationale se révèle inégalitaire. Le nombre de députés originaires des différents Ordres n'est en effet pas identique et proportionnel aux catégories qu'ils représentent. Le vote se faisant par tête et non par Ordre, cela crée un déséquilibre politique en faveur de la moyenne noblesse protestante et identitaire qui dispose d'un groupe plus homogène et volumineux par rapport aux autres Ordres. Les gentilshommes qui composent cette moyenne noblesse jouent un rôle de contre-pouvoir au sein de l'Assemblée nationale hongroise, au moins de 1526 à 1703. Les *Gravamina* ou les doléances en sont le meilleur exemple. Il est intéressant de noter que ce système de vote par tête est propre à la Hongrie, puisque la Diète de Basse-Autriche entérine ses délibérations par un vote par Ordre, à la manière des États généraux français jusqu'en 1789. Le vote par Ordre est difficile à mettre en place en Hongrie, car le clergé siège dans les deux chambres, la Haute et la Basse, selon le statut social du représentant. Faire voter le clergé par Ordre dans chacune des chambres, reviendrait à lui donner deux voix, alors que les villes et la moyenne noblesse, qui siègent seulement dans la Chambre basse, n'auraient de fait qu'une seule voix ; créant une iniquité qui s'ajouterait à celle du nombre de députés par corps sociaux.

L'équité de représentation entre les Ordres est aussi complexe à établir que le vote par Ordre. Si Jean Bérenger regrette le déséquilibre entre les corps sociaux, le qualifiant de *flagrant*⁵², il dénonce une démocratie de façade, lui préférant le terme d'oligarchie :

⁵¹ Joël Cornette, *La mélancolie du pouvoir. Omer Talon et le procès de la raison d'Etat*, Paris, Fayard, 1998, 442 pages.

⁵² Jean Bérenger, *Les Gravamina*, op. cit., p. 54.

« Le déséquilibre entre groupes sociaux était flagrant, puisque 30 députés représentaient 45 000 habitants des villes, alors que les 50 000 nobles envoyaient 70 députés. De plus au sein de la Chambre haute, une centaine de représentants défendaient les intérêts d'une cinquantaine de familles. Il serait donc abusif de parler d'institutions démocratiques, mais bien d'une oligarchie où les magnats étaient surreprésentés en comparaison des autres corps sociaux.⁵³ »

Dans la Hongrie du XVIIe siècle, il est toutefois difficile de faire autrement, compte tenu de la disparité démographique entre les villes et les campagnes, du découpage territorial et du pouvoir de la cinquantaine de famille de magnats hongrois. L'élection d'un nombre équivalent de députés par corps sociaux n'est également pas crédible en raison de la différence de la nature des pouvoirs attribués à chaque corps social, une inégalité codifiée par le *Tripartitum* et la constitution. Au rang inférieur, le vote par tête reste la norme dans les assemblées locales à l'image des comitats ou des sénats municipaux. Au même titre que la Diète nationale, seule l'élite est représentée. Le petit peuple ne dispose pas de représentants.

Les Comitats, des États nobiliaires locaux dans l'État monarchique

Au XVIIe siècle et au début du XVIIIe siècle, l'organisation politique de la Hongrie est hiérarchisée et rationalisée pour son époque. Sur le plan régional, le royaume est découpé administrativement en trente-six districts ou régions, que l'on appelle des comitats. C'est le monde de la moyenne noblesse. Chaque comitat est dirigé par un comte suprême. C'est toujours un magnat originaire du comitat et nommé à vie par le roi. Cette charge de gouverneur lui offre donc le titre de comte durant le temps déterminé de son gouvernement. En raison de l'association du titre à la fonction, cette dernière devient héréditaire dans beaucoup de comitats. C'est l'exemple de la famille comtale des Forgach dans le comitat de Nògrad en Haute-Hongrie⁵⁴. À l'origine, il reçoit la mission de maintenir l'ordre et de garantir l'autorité du souverain sur le plan local. Depuis la loi de 1548, il est secondé par un vice-comte élu cette fois par l'assemblée du comitat. Son entrée en fonction doit être confirmée par le comte suprême⁵⁵. L'élection réalisée est presque systématiquement confirmée. Sa juridiction s'étend aux territoires de chaque ville, village, bourg ou bourgade et son rôle est de

⁵³ Jean Bérenger, *Ibidem*.

⁵⁴ Budapest, p. 287, *Forgách Csalad Levéltára*, fasc. 21, liasse 1682. Patente de l'empereur Léopold Ier signée à Vienne en date du 03 avril 1682.

⁵⁵ Jean Bérenger, *La Hongrie des Habsbourg*, t. 1, de 1526 à 1790, Rennes, PUR, 2010, p. 33.

faire exécuter les ordres comtaux soumis à l'approbation de l'assemblée du comitat. La transposition du mot comitat en Hongrois désigne à lui seul son organisation politique. *Les expressions Varmegye*, ou *Comitatus* en latin sont les traductions d'une seigneurie en Occident, c'est-à-dire des terres protégées par un château et dirigées par un comte. Formée à l'époque du Grand État médiéval de Hongrie (une monarchie alors puissante, chrétienne et centralisée) cette division rationnelle du territoire devient l'institution où s'exprime le mieux l'administration nobiliaire. Favorables à une décentralisation de plus en plus marquée après la déliquescence de l'État hongrois à la suite de Mohács, ces assemblées locales sont résolument hostiles au centralisme voulu par la nouvelle dynastie des Habsbourg. Le comitat est une institution puissante, car il est le centre de la vie politique du royaume de Hongrie. Les trente-six comitats se composent de députés élus qui représentent les Ordres du comitat, c'est-à-dire le clergé, les magnats ou les propriétaires terriens issus aussi bien de la haute, de la moyenne et de la basse noblesse. Au XVIIe siècle, elle se réunit environ tous les trois mois dans le chef-lieu du comitat, à la demande du comte. Dans les faits, ce dernier ne dispose que d'un pouvoir honorifique, puisque l'élection du vice-comte lui confère la confiance de l'assemblée. Le magnat-comte ne peut donc pas jouer son rôle de contre-pouvoir en raison de son manque d'autorité, laissant ainsi le champ libre à l'expression de la volonté nobiliaire. Comme on peut le voir dans la direction et la composition de ces assemblées locales, le gouvernement de Vienne n'y a aucune prise, car il ne dispose pas de véritables représentants. En cela, ces Diètes locales constituent le refuge de l'autonomie hongroise en matière de politique régionale. Les décisions de la Diète sont exécutées au nom de ce vice-comte élu, véritable chef de l'administration locale. Après Mohács, son domaine de compétence s'accroît à toutes les affaires administratives, renforçant encore son emprise sur le territoire au détriment du pouvoir du monarque. Il est secondé par un juriste appelé «juge des nobles». D'abord soumise à la nomination du souverain, au XVIe siècle, cette charge devient élective suite à l'effondrement de l'autorité monarchique après la tripartition du royaume en 1526. À l'image du vice-comte, cet officier devient un autre contre-pouvoir local à l'autorité royale. Généralement, le juge provient de la moyenne noblesse et est choisi pour ses connaissances juridiques. Il est aidé dans sa mission par des assesseurs directement nommés par l'assemblée. Il juge les nobles en première instance et les affaires criminelles impliquant des paysans. La bureaucratie du comitat est réduite de par la surface de sa juridiction. Elle se compose d'un notaire élu par l'assemblée et de quelques secrétaires. Ils tiennent à jour les procès-verbaux émanant des décisions du tribunal pour le juge et des délibérations de l'assemblée pour le vice-comte. Comme aux Pays-Bas méridionaux, la bureaucratie se renforce au XVIIe siècle

au travers de l'utilisation de plus en plus de juristes. Le développement de cet organe de gouvernance est le symbole d'une autonomisation politique et administrative de plus en plus marquée par rapport au gouvernement monarchique. Enfin, sur le plan financier, l'administration du comitat est également formée par plusieurs receveurs élus, chargés de collecter les impôts votés par l'assemblée et perçus directement par le noble sur ses terres. Le comitat concentre ainsi des pouvoirs exécutif et judiciaire, respectivement par l'intermédiaire du vice-comte et du juge des nobles, mais également législatif par sa qualité d'assemblée. De plus, il dispose d'une administration propre et reçoit la mission de collecter des impôts soumis à son approbation. C'est en cela que le comitat constitue un État à part entière, un État contrôlé par les moyennes et basses noblesses locales.

Les règles d'organisation politique sont strictes et hiérarchiques. Elles laissent une grande place à la dimension locale. On l'observe par cette volonté de laisser un noble à la tête du comitat où se trouvent ses domaines. Depuis la mort de Mathias Corvin en 1490, l'emprise du pouvoir monarchique et son prestige déclinent au profit de la noblesse locale et de certains magnats. Au XVII^e siècle, les comitats deviennent de véritables États nobiliaires⁵⁶ à l'intérieur de l'État monarchique. Après la défaite de Mohács de 1526 et la tripartition du royaume, les institutions centrales de la monarchie se désintègrent, entraînant un morcellement du pouvoir à tous les échelons, aussi bien politique, économique, social ou militaire. Seule la province de Transylvanie parvient à raffermir son pouvoir central en sauvegardant une paix relative sur son territoire en devenant un protectorat turc. L'impulsion ponctuelle de princes charismatiques comme Jean Sigismond, Georges I^{er} Rakóczi ou Michel I^{er} Apaffi, alliée à une oligarchie transylvaine plus faible qu'en Hongrie, permet également de pérenniser une forme bénéfique de centralisme. En Hongrie, les États nobiliaires se révèlent donc plus puissants. Depuis l'invasion ottomane, le pays offre aux observateurs étrangers et aux historiens l'image d'une certaine confusion au niveau politique, social et militaire. L'absence de monarques forts et la perte d'indépendance stoppent le processus de construction d'État-nation que l'on observe en Europe occidentale. De par la propre volonté de sa noblesse, le royaume de Saint-Étienne reste pour un temps en marge de ce phénomène de centralisation politique et d'absolutisation monarchique. Ces phénomènes ne sont pas bénéfiques au système des comitats, puisqu'ils visent à abattre des États nobiliaires locaux et une société féodale, dans lesquels la noblesse hongroise tire son influence. La Hongrie reste

⁵⁶ Miklos Molnar, *Histoire de la Hongrie*, Paris, Perrin, 2004, p. 137.

en cela une périphérie par rapport aux grandes puissances européennes qui se dotent de ce régime politique, à l'image de la France, des Habsbourg de Madrid ou de Vienne, de la Suède. À l'inverse, la Hongrie glisse vers un retour au féodalisme, qualifié de *tardif* par l'historiographie hongroise⁵⁷. On observe cette poursuite sur les plans de l'autonomisation politique et militaire.

Le contexte militaire et politique intérieur redonne une place de premier ordre à la noblesse locale. Après la disparition du roi Mathias Corvin, les magnats les plus riches redeviennent à la fois des moteurs économiques avec leurs grands domaines et des piliers de la défense territoriale. Entre la fin du XVe siècle et le début du XVIIIe siècle⁵⁸, ils incarnent l'âme de l'ancienne Hongrie, celle de Saint-Étienne et du rempart de l'Europe chrétienne. Les nobles magyars les plus fortunés, comme les Rakóczi, les Eszterházy, les Zrinyi, les Forgách ou les Thököly, sont également ceux qui disposent des plus forts contingents armés. Ces gardes personnelles assurent aux magnats un rôle d'acteur indispensable à la conduite des affaires politiques d'un royaume, dont la couronne est aux mains de la dynastie des Habsbourg de Vienne. Les monarques autrichiens sont dans l'obligation d'appeler cette haute noblesse locale pour assurer pleinement la sécurité des comitats hongrois qui échappent encore à la domination du sultan de Constantinople. Au-delà d'offrir un rôle politique central à leur maître, ces troupes locales servent également leurs intérêts personnels. Ainsi, lors des rébellions anti-habsbourgeoises conduites successivement au XVIIe siècle par Georges Ier Rakóczi, Imre Thököly ou François Rakóczi, ces unités constituent le cœur des troupes rebelles. En effet, cette garde personnelle est composée de familiers, c'est-à-dire de soldats entraînés qui ne sont pas forcément tous des nobles. Ils disposent d'accords privés ou de contrats d'engagement avec leur employeur, le baron. On retrouve ce processus de recrutement et ce lien contractuel dans les Pays-Bas méridionaux, entre le soldat et le colonel-proprétaire du régiment. Un système relativement classique dans les armées réglées et professionnelles d'Europe occidentale. Une différence majeure existe néanmoins. Le contrat ne comporte pas de clause de durée. Sans lien de vassalité au sens occidental du terme, ces familiers ont la possibilité de quitter à tout moment le baron, cela en qualité d'homme libre. Le seul lien de vassalité existant est celui envers le roi, mais ce dernier n'est pas toujours reconnu, surtout entre 1600 et 1711. Il se manifeste sous la forme de l'*Insurrectio* sur le plan

⁵⁷ Miklos Molnar, *Ibid.*, p. 139.

⁵⁸ De 1490, date de la mort de Mathias Corvin à la paix de Szatmar de 1711, qui met fin à la fronde nobiliaire et sociale conduite par François Rakóczi.

militaire. Même si la condition de ces soldats libres n'est guère plus enviable que celle de la paysannerie, le service du baron peut procurer un titre de noblesse en récompense d'actes de bravoure ou de services rendus. La mesure n'est pas si exceptionnelle que cela et la haute noblesse ne s'oppose pas vraiment à ce processus de promotion sociale ascendante. Les liens entre le baron et ses soldats libres, ou « familiers », sont ainsi très forts, car chacun y trouve un avantage. Le premier offrant au second, une protection et une perspective d'ascension sociale méritocratique, tandis que le second garantit un poids politique et une autonomie à son maître. Le poids politique de la noblesse hongroise se vérifie dans les rapports entre les États et le roi. Les réprimandes de la Diète nationale hongroise au gouvernement autrichien sont régulières. Elles abordent souvent la question de la gestion des mines de Haute-Hongrie ou encore les contributions à verser annuellement pour l'entretien de la frontière militaire. Jusqu'à 1671, date de l'instauration de la contre-réforme autrichienne à la suite de l'échec de la conjuration de Wesselényi, elles bloquent le processus de réforme et d'intégration de la Hongrie à une monarchie habsbourgeoise centralisée. La relation de fin de mission de l'ambassadeur vénitien Battista Nanni, écrite en 1662, traduit cette situation d'opposition chronique et de blocage volontaire :

« Les Hongrois se font une certaine représentation de la liberté, élisant le roi et conservant dans leur nation les honneurs et les carrières. Aussi peut-on dire qu'ils ne laissent l'empereur que le titre et les revenus des mines, le reste des gouvernements, des revenus et des troupes étant partagé entre quelques rares maisons qui, à titre de gardien, se répartissent le reste de ce puissant royaume. [...] Les Hongrois sont rétifs et récalcitrants à l'égard de tout pouvoir, n'obéissant que quand ça leur plaît. »⁵⁹

La défense de l'autonomie se traduit par des réprimandes si fréquentes que l'on parle d'un *État des ordres* pour caractériser le mode de gouvernance de la Hongrie. L'historiographie hongroise désigne ce phénomène d'opposition chronique de la noblesse constituant un État dans l'État, par l'expression *Rendiség*, qui signifie littéralement le féodalisme. Comme nous l'avons vu, cette défense de l'autonomie n'est pas seulement l'affaire des magnats, c'est surtout le domaine de la moyenne noblesse (*Közepnemesseg*) qui compose la majorité des Diètes des comitats. Souvent affiliée à un magnat, elle assure tout de même la représentation des volontés de la haute noblesse foncière par l'intermédiaire d'un jeu de clientèle. Dans les Diètes locales, les blocages de la basse noblesse sont encore plus

⁵⁹ *Les Relations des ambassadeurs de Venise sur l'Allemagne au XVIIe siècle*, ed. Fiedler, *Fontes rerum Austriacarum* II, 27, p. 12.

évidents. D'origine modeste et ayant reçu un anoblissement pour service rendu à un baron, ces *gentilshommes en sandales*⁶⁰, y occupent un rôle central avec leur charge de député. La dualité administrative est impensable dans un paysan européen administrativement centralisé, à la veille de la guerre de Succession d'Espagne. Ces nobles pauvres, d'extraction souvent populaire, sont l'âme de la volonté des Hongrois de s'autogouverner et d'entretenir une décentralisation qui leur assure un véritable rôle politique et une place respectable dans une société féodale. Dans les grands domaines, le modèle social reste l'asservissement de la paysannerie sous la forme du servage. Cette servitude éternelle est juridiquement codifiée au XVI^e siècle par le *Tripartinum*. Ailleurs en Europe, les rapports entre la paysannerie et le seigneur se détendent et sont de plus en plus concertés pour le bien du domaine seigneurial. En Hongrie, ils continuent à porter le sceau de l'ordre hiérarchique et social. Sans véritable suzerain, le contexte politique troublé donne la possibilité aux magnats d'opérer une seconde féodalisation ou un *second servage* comme l'affirme Miklos Molnar⁶¹. Les magnats augmentent leurs emprises territoriales par l'intermédiaire d'une concentration des terres qui s'opère entre le XV^e siècle et le XVIII^e siècle :

« Au XV^e siècle, lit-on, on comptait 540 propriétaires dans le comitat de Baranya ; au XVIII^e siècle, on n'y trouve plus que six grands domaines (dont quatre sont ecclésiastiques) et dix-huit propriétés moyennes. »⁶²

Le pouvoir des magnats est avant tout de nature foncière. Ce phénomène est favorisé par le morcellement des propriétés en raison de la règle successorale dite d'*Aviticitas*. Elle assure à tous les ayants droit une part de l'héritage. Le droit d'aînesse qui permet la préservation des domaines en Europe occidentale est ici absent. Le regroupement des terres s'accroît particulièrement aux XVI^e et XVII^e siècles. Ces véritables *latifundia* offrent également aux magnats un pouvoir économique, grâce à la concentration des moyens de production et au servage.

Le pouvoir en Hongrie est détenu par la noblesse. Elle met sur pied un régime étatique ayant à la fois deux aspects distincts, mais interdépendants. Ces deux aspects sont de nature politique et sociale. Tout d'abord, on observe une classe sociale qui domine huit à neuf millions de paysans dont la seule perspective réside dans le servage. Ce modèle social,

⁶⁰ Miklos Molnar, *Ibid.*, p. 140.

⁶¹ *Ibid.*, p. 138.

⁶² *Ibid.*, p. 139-140.

rétrograde par rapport aux évolutions en marche en Europe de l'Ouest, assure la force politique, économique et militaire de la noblesse hongroise. Les États et les Ordres défendent ainsi ce système féodal des *latifundia*, car il est la source de leur autonomie vis-à-vis de la couronne. Le poids politique qu'ils en retirent fait qu'ils érigent cette autonomie en défense de la souveraineté nationale face à l'absolutisme autrichien. Cette lutte d'influence pour le contrôle politique réel du royaume de Hongrie se traduit dans les vifs débats entre le roi et la Diète nationale. Finalement, ils prennent la forme d'une résistance à l'ingérence étrangère d'un absolutisme autrichien plus directif. Ainsi, la défense des privilèges de la noblesse par la Diète cache en réalité une volonté de défendre un *Tripartinum* qui incarne le droit hongrois et l'identité nationale.

Le renforcement de l'emprise économique autrichienne sous Léopold Ier

Les tensions entre les monarchies habsbourgeoises

Les monarchies espagnoles et autrichiennes entretiennent de mauvaises relations au moment où la succession de Charles II semble imminente. Pour la fin du XVIIe siècle, l'historien français Jean Béranger met en avant ce point important pour expliquer ce choix testamentaire favorable à la France :

« Les relations entre Vienne et Madrid en dépit de la mission Harrach étaient mauvaises [...] Charles II n'avait aucune confiance dans la puissance autrichienne qui, considérable en apparence, par la suite de la reconquête de la Hongrie, demeurait peut-être médiocre après une si longue guerre. »⁶³

La reconquête de la Hongrie a effectivement été longue et coûteuse en hommes et en argent. Durant seize ans, entre le siège de Vienne de 1683 et la paix de Karlowitz de 1699, les Ottomans n'ont cessé de reculer, mais ont défendu âprement chaque place forte. Comme l'a montré la guerre de Succession d'Espagne, il est certain qu'en 1700, l'Autriche n'a pas les moyens de défendre seule l'intégralité de l'Empire des Habsbourg d'Espagne. À cette réalité matérielle et géopolitique, s'ajoute une réalité dynastique. L'avènement de Léopold Ier

⁶³ Jean Béranger, *Finances et absolutisme autrichien dans la seconde moitié du XVIIe siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1975, p. 97.

marque la prise de pouvoir de la branche autrichienne sur la branche espagnole de la famille des Habsbourg. Jusqu'à la fin des années 1650, l'Espagne dispose de la primauté. Elle est effective dès le partage opéré par Charles Quint en 1556. Cette hiérarchisation est tout d'abord manifeste sur le plan de la symbolique. En effet, elle est soulignée par l'attribution de la garde de l'Ordre de la Toison d'Or à la branche madrilène. Puis, sur le plan territorial, le fils de Charles Quint, Philippe II d'Espagne, reçoit des territoires plus prestigieux que son oncle Ferdinand Ier. Si ce dernier dispose de la dignité impériale, les États héréditaires sont en reconstruction. De plus, la guerre règne en Hongrie et la menace ottomane y est de plus en plus présente. Philippe II reçoit de son père le titre de roi d'Espagne qui lui offre la souveraineté sur les riches provinces des Pays-Bas et d'Italie, ainsi que sur les colonies du « Nouveau-Monde ». En sus, il obtient le titre honorifique et prestigieux de roi de Jérusalem.

À la fin des années 1650, la couronne espagnole commence à perdre de son éclat en raison de la guerre civile aux Pays-Bas et de son revers durant la guerre de Trente Ans, mais aussi à cause de la France qui grignote plusieurs provinces au traité des Pyrénées de 1659, dont des territoires appartenant aux Pays-Bas espagnols. Ces annexions sont abordées dans les articles 35 à 41 du traité⁶⁴. Pour mémoire, elles concernent d'abord l'Artois mis à part Saint-Omer, puis le Hainaut avec les places d'Avesnes, de Landrecies et du Quesnoy, et enfin la Flandre avec Bourbourg, Gravelines et Saint-Venant.

Face à l'amorce d'un déclin espagnol manifeste depuis les années 1640, le jeune empereur Léopold Ier modifie la politique familiale de la branche autrichienne. Il prend ses distances avec l'impérialisme traditionnel de la branche espagnole. Au lieu d'apporter un soutien inconditionnel à Philippe IV, puis à Charles II, il cherche en priorité à renforcer ses États héréditaires en y instaurant une paix relative. En cela, il essaye d'opérer un rapprochement avec la France dans les années 1660, ce qui prend le contre-pied de la diplomatie madrilène. Au cours de son règne, ce changement est visible lors de plusieurs dates charnières. Elles montrent une évolution politique en ce qui concerne la Succession espagnole. La première en 1667 marque un esprit de consensus avec la France. Léopold Ier signe un compromis avec Louis XIV au sujet du partage de l'Empire espagnol. Loin de soutenir son cousin face aux agressions françaises, l'empereur du Saint-Empire prépare une succession que l'on pense imminente. Le chef de la branche autrichienne est poussé dans cette

⁶⁴ Archives Nationales de France, AE, III, 45.

voie par le prince⁶⁵ Eusebius Lobkowitz⁶⁶ conscient de l'incapacité de l'Autriche à combattre seule la France et son allié turc. Cette posture est confirmée par la signature d'un premier traité de partage secret, le dix-huit janvier 1668. La seconde en 1682 souligne une volonté de défendre les intérêts de la dynastie. Léopold Ier cherche désormais à apporter une aide diplomatique à Charles II en se positionnant en faveur de l'acceptation de la totalité de son héritage. Il n'est plus ici question de signer un traité de partage avec la France. Les raisons de ce changement d'attitude se trouvent dans le renforcement du poids politique de l'empereur à l'intérieur de ses propres États. En effet, la politique de maintien de la paix porte ses fruits dans l'Empire. Elle renforce à la fois son économie et sa démographie. Elle donne les moyens à l'empereur de défier le roi de France sur le terrain diplomatique. La guerre victorieuse contre les Ottomans en Europe centrale et le conflit de la Ligue d'Augsbourg apportent un surcroît d'autorité et de puissance à Léopold Ier. En 1700, l'Autriche a définitivement supplanté sa cousine espagnole. Au moment où s'ouvre la succession et à la suite de nouveaux traités de partage visant à maintenir la paix en Europe, l'empereur assume pleinement l'idée de prendre en charge l'héritage de Charles II et de le défendre. Au tournant du siècle, l'esprit consensuel viennois des années 1660 laisse place à un esprit de prédation.

L'apport des mines hongroises dans l'économie habsbourgeoise

La reconquête de 1683-1699 offre de nouvelles sources de revenus à l'empereur. Les mines de Haute-Hongrie et de Transylvanie consolident l'économie et les finances de la couronne autrichienne. En effet, les revenus générés par l'extraction minière représentent la part la plus importante des *Cameralia* pour la Hongrie⁶⁷. Du fait de son importance économique, l'administration minière est strictement organisée autour de trois Chambres qui tiennent des comptabilités distinctes. Elles se situent au cœur des zones de production, c'est-à-dire à Banska Bystrica, à Stiaavnica et à Kremnica. La dernière accueille le siège du trésorier

⁶⁵ Famille appartenant à la noblesse bohémienne. Formée au XIV^e siècle, elle obtient la dignité princière en 1623. Ferdinand II de Habsbourg récompense Zdenek Lobkowitz (1568-1628) en qualité de chef du parti catholique, alors le principal soutien local de l'empereur durant la révolte protestante de Bohême. Le prince Eusebius Lobkowitz est le fils de Zdenek Lobkowitz. Il enracine la famille et la Bohême au sein des territoires héréditaires et du Saint-Empire.

⁶⁶ Le prince Eusebius Lobkowitz est le fils de Zdenek Lobkowitz (1609-1677). Il occupe la position de Feld-maréchal de l'armée impériale, puis de premier ministre auprès de Léopold Ier. Sa position sociale et politique dans l'empire, enracine sa famille et la Bohême dans les territoires héréditaires et du Saint-Empire.

⁶⁷ Jean Béranger, *Finances et absolutisme autrichien dans la seconde moitié du XVII^e siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1975, p. 308.

général, appelé *Obrister Cammergraf*⁶⁸ en allemand. Il est chargé de la comptabilité des trois Chambres et de l'organisation de l'extraction. Sur la période allant de l'avènement de Léopold Ier comme roi de Hongrie en 1658 à la veille de la guerre de Succession d'Espagne en 1700, Vienne dégage un montant allant de 900 000 à 1 000 000 de florins de bénéfice⁶⁹. Ces chiffres propulsent l'*Obrister Cammergraf* au rang de personnalité parmi les plus importantes de l'administration habsbourgeoise en Hongrie et de la Chambre des comptes en général. L'exploitation minière n'est toutefois pas une nouvelle source de revenus liée au couronnement de Léopold Ier. En réalité, l'administration autrichienne a en charge l'exploitation des mines de Hongrie depuis leur rétrocession à l'État par le financier Anton Fugger en 1550. Ce dernier les juge alors trop peu rentables. Au XVIe siècle, les Fugger sont associés à la gestion des mines par les Thurzó, une famille de financiers hongrois très puissante avant Mohács. Pour Léon Schick, les Habsbourg opèrent une forme précoce de nationalisation du secteur minier hongrois⁷⁰. La chambre de Basse-Autriche reçoit la charge de rentabiliser les extractions. Au sein de l'administration minière, les postes à responsabilité sont confiés à des Allemands ou à des Italiens, tandis que les Hongrois en sont exclus. Cette logique renforce l'idée d'une nationalisation où la préférence est donnée à des nations jugées plus fiables et plus fidèles à la couronne autrichienne. La politique de germanisation de l'administration hongroise mise en place par Vienne se retrouve dans les réformes de Léopold Ier en Hongrie et en Transylvanie. Concrètement, cette germanisation s'observe dans les correspondances entre Vienne et les administrations des villes minières. Bien que celles-ci soient situées en Hongrie et en Transylvanie, les courriers sont systématiquement rédigés en allemand. Pourtant, la procédure normale de communication est clairement codifiée. Elle prévoit que les officiers des villes minières correspondent en latin avec le trésorier général. En théorie, les lettres ont l'obligation de transiter par la Chambre royale de Presbourg avant d'être remises à leur destinataire. Malgré la banalisation des échanges en allemand et l'assujettissement des mines à des organes habsbourgeois, aucune protestation n'est formulée par les Diètes locales. Les raisons de ce silence des comitats résident dans le fait que les mines sont la propriété privée des rois de Hongrie depuis le règne de Charles Robert d'Anjou (1308-1342). De ce fait, les villes minières échappent à tout contrôle des Ordres hongrois, des Diètes et des comitats⁷¹. Depuis la période médiévale, cette situation est ainsi bien ancrée

⁶⁸ Lors du déclenchement de la guerre d'indépendance hongroise menée par le prince François Rakóczi à partir de 1703, le trésorier général est Louis-Albert de Thavonath.

⁶⁹ BNA, Vienne, ms. 14466, f° 122.

⁷⁰ Léon Schick, *Une nationalisation au XVIe siècle : les Fugger en Hongrie*, dans Banque, Paris, 1951.

⁷¹ Jean Béranger, *Ibid.*, p. 306.

dans les mentalités hongroises du XVII^e siècle. La seule forme d'opposition que relève Jean Béranger sur la période du règne de Léopold I^{er} se concentre sur la question de l'emploi des fonds tirés des exploitations minières. Les Ordres hongrois utilisent cet argument pour demander une diminution systématique des contributions exigées par Vienne pour financer l'entretien de la frontière militaire. Les Magyars considèrent en effet que les matières premières et précieuses remontées des puits sont en soi une contribution en nature que les Habsbourg doivent prendre en compte. À l'inverse, l'administration viennoise met en avant leurs caractères privés et royaux. La question minière est une cause récurrente de friction en ce qui concerne la fiscalité de la Hongrie vis-à-vis de Vienne.

Si le chiffre d'affaires généré par les mines de Hongrie est de 900 000 à 1 000 000 de florins, le bénéfice annuel est toutefois bien moindre pour la Chambre des comptes. Les recettes sont employées pour financer plusieurs secteurs tels que les garnisons de la frontière militaire, le personnel civil et les frais d'exploitation des mines. En réalité, le bénéfice net oscille entre 175 000 et 950 000 florins en fonction des années. Ce chiffre devient nul pour Vienne lorsque les rebelles hongrois occupent les sites miniers. C'est notamment le cas de manière continue entre 1704 et 1708. La moyenne de ces bénéfices se situe ordinairement à environ 10 % des *Cameraria*. Cette part peut paraître faible, mais les mines de Hongrie s'avèrent bien plus rentables que le reste des mines de l'Empire. Par exemple, la plus importante mine d'argent de Bohême, celle de Jachymov, génère seulement 1 % des *Cameraria* de 1660. En Haute-Autriche, les salines de Gmunden sont comparables à celles de Barnia en Hongrie. Néanmoins, elles ne produisent qu'un bénéfice moyen de 80 000 florins par an durant les années 1670.

La part des contributions hongroises et leurs réévaluations

La couronne autrichienne exige une contribution financière annuelle aux états de Hongrie en vue de participer à l'entretien de la frontière militaire et des personnels civils et militaires en poste dans les comitats. Les Ordres de Hongrie mettent en avant l'extraction de son sous-sol comme paiement en nature de cette contribution. Le litige entre Vienne et les Ordres à propos de la contribution financière est assez grave entre les années 1650 et 1700. La volonté de résoudre ce litige est le point de départ d'une série de réformes engagées par Léopold I^{er} dans les secteurs de l'économie et des institutions.

Si l'on compare la contribution financière de la Hongrie par rapport aux autres États de l'Empire, elle devient quasiment nulle à partir de 1650. À cette date, le gouvernement autrichien a besoin de l'aval de la Diète hongroise pour lever l'impôt dans les territoires sous contrôle habsbourgeois. Déjà sous les premiers dynastes Habsbourg, ce vote des Ordres est obligatoire depuis 1453. Cette pratique institutionnelle est codifiée par le roi Ladislas VIII Jagellon en 1504. La codification prend ici une valeur de loi institutionnelle relative aux États de Hongrie. Lors du retour des Habsbourg sur le trône de Saint-Etienne à la suite de la mort de Louis II Jagellon à Mohács en 1526, il est désormais impossible d'abroger cette loi constitutionnelle. La situation perdure sous le règne de Léopold Ier, obligeant le gouvernement habsbourgeois à négocier avec les Ordres ces contributions. L'impôt direct correspond à une contribution foncière votée par des nobles, mais payée par les paysans. Le montant est fixé pour une durée déterminée, dont le renouvellement doit faire l'objet d'un nouveau vote par l'assemblée magyare. La faible contribution des Hongrois à la défense de leur territoire pose un problème de souveraineté politique des Ordres hongrois. En effet, les forces armées sur la frontière militaire assurent la protection de la Hongrie habsbourgeoise face aux incursions ottomanes ou transylvaines. Le refus de verser des contributions financières et humaines adaptées à la défense du pays signifie que les États de Hongrie soustraient leur défense aux États héréditaires, laissant ainsi échapper une partie de leur souveraineté. En 1670, devant un énième refus des Ordres de voter une contribution financière, Léopold Ier prend le parti de passer outre la loi de 1504. Il contourne le blocage constitutionnel en faisant stopper l'entretien de la frontière militaire avec des fonds venant des Pays héréditaires⁷². Désormais, la frontière militaire n'est plus financée qu'avec de l'argent hongrois. Ce jeu de dupes oblige les Ordres hongrois à réévaluer leurs contributions ; un moindre mal pour une noblesse magyare qui sait pertinemment que le royaume de Hongrie est placé sous protectorat autrichien. En effet, le péril permanent des Turcs et l'impossibilité des Ordres hongrois de se défendre seuls contre la Sublime Porte contraignent les Hongrois à être dépendant de l'Autriche et du souverain Habsbourg. Cette dépendance doit se payer d'une manière ou d'une autre : soit par un abandon d'une partie des libertés politiques codifiées dans la constitution, soit par le versement d'une contribution en hommes et/ou en espèces sonnantes. En 1655, le ban de Croatie Nicolas Zrinyi, originaire de Hongrie, défend l'idée qu'il est nécessaire de former une armée hongroise nationale pour se défendre des Ottomans sur la frontière militaire⁷³. L'établissement d'une armée nationale doit d'abord garantir les

⁷² Jean Béranger, *Ibid.*, p. 459 – 467.

⁷³ Nicolas Zrinyi, *Le preux lieutenant*, 1655.

libertés politiques des Ordres vis-à-vis de l'Autriche, puis maintenir la Hongrie dans un statut de protectorat, et enfin empêcher sa rétrogradation au rang de simple province des États héréditaires. Un système que le ban de Croatie organise dans son propre territoire. Nicolas Zrinyi contribue à la défense de la frontière militaire à hauteur de huit florins hongrois par feu⁷⁴. Ce montant est évalué tous les ans par la Diète croate. En ce qui concerne l'impôt direct, les Habsbourg bénéficient d'une collaboration loyale de la Croatie-Slavonie. *A contrario*, la collaboration de la Hongrie apparaît nettement plus limitée et s'avère être une source d'opposition constante à Vienne. La partie loyaliste de la Hongrie historique est largement minoritaire puisque les régions croato-slavoniennes ne représentent que trois comitats sur les trente-six que compte la Hongrie historique. Il existe donc un réel problème de perception d'impôts en Hongrie. De plus, contrairement à ce qu'affirment les Ordres hongrois, ce manque à gagner pour la couronne autrichienne n'est pas couvert par le bénéfice généré par les mines de Hongrie. Pourtant, les trente-trois comitats hongrois réussissent à ne payer aucune contribution⁷⁵ avant l'année 1671, mis à part un versement symbolique en 1659-1660. L'année 1671 se révèle charnière, en ce qui concerne la réforme de l'État hongrois. Le démantèlement de la conjuration nobiliaire hongroise menée par le palatin de Hongrie Ferenc Wesselényi donne à Léopold Ier une légitimité avantageuse pour définir de nouveaux rapports entre Vienne et les Ordres hongrois. Les troubles politiques en Hongrie lui donnent l'occasion de mettre en œuvre la *Verwinkungstheorie*. Concrètement, c'est un ensemble de réformes qui ont pour conséquence de soumettre les comitats à l'impôt direct et à la contribution militaire. De 1671, au début de la guerre de Succession d'Espagne, on distingue trois grandes périodes distinctes dans le versement des contributions militaires. Elles apparaissent de plus en plus bénéfiques pour le trésor impérial. Durant la première de 1671 à 1690, on observe une permanence dans la part versée par le comitat. En 1687, en pleine reconquête de la Hongrie par les Habsbourg, on relève une contribution s'élevant 833 700 florins et 12 000 hommes. Le complément est encore assuré par les États héréditaires. Un maximum d'un million de florins est atteint en raison de la perception de 170 000 florins d'assises. Durant la seconde de 1690 à 1697, on note une multiplication par deux des contributions. Elles s'élèvent jusqu'à deux millions de florins. Le cardinal Kollonich, alors en charge de la contre-réforme, émet l'idée qu'avec la reconquête des comitats occupés par les Ottomans, la contribution de la Hongrie pourrait être portée à 2.500.000 de florins. Malgré l'avancée des troupes impériales dans la

⁷⁴ Jean Béranger, *Ibid.*, p. 332.

Selon Jean Béranger, l'estimation de la contribution croate par foyer est plus facile à réaliser que l'estimation d'une contribution hongroise basée sur le cadastre de la Hongrie historique.

⁷⁵ Jean Béranger, *Ibid.*, p. 349.

grande plaine, Jean Béranger note qu'au sein des Ordres, *un compromis s'était établi autour de cette somme*⁷⁶ de deux millions. Il semble difficile d'obtenir de la Diète, un assentiment qui irait au-delà. Pourtant, lors de la troisième phase allant de 1697 à 1700, les contributions hongroises sont une nouvelle fois doublées. Elles passent de deux à quatre millions. Cette augmentation de 100 % n'est pas uniforme dans l'Empire. Par exemple, la contribution de la Bohême augmente de 788 331 florins entre 1697 et 1698 alors que celle de la Basse-Autriche baisse de 70 292 florins. En 1699, le montant versé par la Basse-Autriche diminue encore à 810 000 florins alors que celles de la Bohême et de la Hongrie restent stables. La différence de traitement entre les provinces renforce le mécontentement de la noblesse et de la paysannerie. Elle crée un terreau de plus en plus favorable au développement d'une rébellion contre un protectorat autrichien de plus en plus lourd à financer, d'autant plus qu'avec la reconquête, la menace ottomane est de moins en moins présente. Sur le terrain, les témoignages des contribuables hongrois et de l'administration locale concordent sur le fait que la charge est à la fois trop lourde et étrangère aux traditions et aux libertés du pays. Les réactions confirment la présence d'un consensus autour des 2 000 000 de florins. De nombreux historiens hongrois contemporains, comme Béla Kopeczi, mettent en évidence la relation entre l'explosion de la pression fiscale sur dix ans et le déclenchement de la rébellion générale conduite par le prince Rakóczi contre l'État autrichien. *A contrario*, Jean Béranger apporte une limite sur la légitimité de la contestation des Ordres hongrois en ce qui concerne le montant des contributions :

*« [...] cette contribution n'était pas exagérée par rapport à la superficie, à la richesse et à la population du royaume de Hongrie presque entièrement libéré de l'occupation ottomane. »*⁷⁷

Si la demande autrichienne n'est pas exagérée compte tenu des espaces reconquis dans la grande plaine et en Transylvanie, elle l'est assurément d'un point de vue social. En effet, à notre sens, elle annihile le soutien relatif des Ordres hongrois en faveur de Léopold Ier. À partir de 1671 et sous la contrainte d'une reprise en main politique, la Hongrie participe de plus en plus activement au relèvement économique et financier d'une couronne autrichienne qu'elle a combattue lors de la conspiration de Wesselényi et qu'elle combat de nouveau sous les étendards d'Imre Thököly et de François Rakóczi.

⁷⁶ Jean Béranger, *Ibid.*, p. 350.

⁷⁷ Jean Béranger, *Ibidem*.

Le renforcement des recettes de l'État autrichien

La reprise en main des Pays héréditaires sous le règne de Léopold Ier se traduit d'abord par un renforcement des recettes et une volonté d'équilibrer le budget. À l'image de l'augmentation des contributions hongroises, ce renforcement des recettes se fait également en trois temps. Avant la guerre de Hollande, les recettes sont modestes si l'on excepte l'année 1664 qui est marquée par un péril turc arrêté à la bataille du Saint-Gothard. Compte tenu de la situation budgétaire de la première partie du règne de Léopold Ier, la politique étrangère de l'empereur ne peut être tournée que vers la recherche d'une paix à tout prix. La paix précipitée de Vasvar est l'émanation de cette recherche. La position militaire et stratégique de la Sainte-Ligue est très favorable après la victoire de Saint-Gothard, et rien ne laisse présager une paix aussi rapide avec les Turcs. Les forces croates de Zrinyi et les Hongrois s'en sont d'ailleurs particulièrement émus. L'empereur-roi de Hongrie Léopold Ier ne cherche pas à libérer la Hongrie à cette date. Il a d'abord pour objectif de conclure la paix et de retrouver une politique fiscale modérée. Le retour de la paix doit lui permettre de rembourser ses dettes aux créanciers, de réduire le surplus de dépenses liées aux nombreux soldats sous les drapeaux et de stimuler l'économie des Pays héréditaires via la reconstruction des comitats hongrois et croates ravagés par la guerre contre les Ottomans. À partir de la guerre de Hollande et jusqu'à la guerre de la ligue d'Augsbourg, les rentrées fiscales augmentent sensiblement. La Chambre des comptes de Vienne bénéficie de la longue période de paix à l'intérieur des possessions autrichiennes⁷⁸. Avant la guerre de Hollande, les recettes sont inférieures à cinq millions de florins. En 1671, la politique fiscaliste en Hongrie permet au Trésor impérial de faire grimper les recettes à sept millions de florins dès 1673, puis huit millions en 1682. La progression s'avère finalement constante. Il n'y a pas de repos fiscal après la paix de Nimègue de 1678. La Chambre des comptes souhaite profiter de cette croissance pour éponger plus rapidement les dettes contractées par les États héréditaires. Cette mesure est préconisée en 1679 par un mémoire rendu⁷⁹ par le conseiller à la Chambre des comptes, Jean-Gabriel von Selb. La Bohême s'est en effet endettée de 19 723 537 florins sur la période allant de 1659 à 1679. Gabriel von Selb souhaite enrayer cet endettement chronique⁸⁰ qui rend inutile l'augmentation des recettes amorcée en 1671. De manière générale, la politique de maintien de l'équilibre fiscal est mieux perçue par les Ordres que le

⁷⁸ Jean Béranger, *Ibid.*, p. 351.

⁷⁹ HKA, Vienne, ms. 204.

⁸⁰ HKA, Vienne, ms. 204, f° 184.

vote d'un nouvel impôt extraordinaire. Le refus du prélèvement de nouveaux impôts en Bohême est caractérisé par le rejet de la taxe sur les boissons. Elle donne lieu à de nombreuses protestations à Prague durant toute son existence entre 1664 et 1701. La protestation violente de 1699 est une manifestation particulièrement forte de cette colère⁸¹. Elle fait écho aux récurrentes protestations des Ordres hongrois dans les secteurs de la fiscalité, de l'économie et de la politique. Le troisième temps du renforcement des rentrées fiscales autrichiennes correspond au moment où la couronne doit mener une guerre sur deux fronts opposés dans les années 1690, à la fois en Hongrie et en Europe occidentale. En réalité, ce troisième temps suit les dépenses liées au surcoût de la guerre de la ligue d'Augsbourg (1689-1697) et à la reconquête de la Hongrie turque (1683-1699). En 1694, les recettes augmentent à douze millions de florins, pour atteindre un maximum à la paix Karlowitz en 1699 avec 16 460 850 florins. Dans cette dernière augmentation est comptabilisée la contribution hongroise de quatre millions de florins votée par les Ordres à partir de 1697, malgré de virulentes protestations. Elle est utilisée pour payer les dépenses militaires et pour renflouer la dette des États de Bohême⁸². Selon les Diètes des années 1699 et 1700, la part consacrée au traitement de la dette s'élève respectivement à 34,47 % et à 37,34 % du total perçu. Concrètement, sur les 2 284 721 florins collectés en 1699, 856 250 florins sont consacrés à la réduction de la dette. L'année suivante, sur 1 827 778 florins perçus en 1700, 627 778 florins sont également dévolus à ce traitement de la dette bohémienne.

Si le montant des contributions hongroises explose entre 1671 et 1700, permettant l'augmentation des recettes perçues par la Chambre des comptes, on observe la persistance d'un déficit chronique de la couronne autrichienne. Jean Béranger nous en donne les raisons⁸³. Pour lui, le déficit lié au système des contributions votées par les Ordres et les structures politiques de la monarchie ne sont pas les causes premières de ce déficit. En plus d'excuser le système institutionnel, il dédouane également le personnel des finances, souvent qualifié d'indolent, la malhonnêteté ainsi que la pauvreté du pays et des populations. L'historien français affirme que *la cause profonde du mal* est à chercher du côté des contribuables des Pays héréditaires qui, à cette époque, n'est pas taillable, mais seulement corvéable par son seigneur. Le système social encore féodal de la Hongrie oblige le souverain à s'entendre à la fois, avec les seigneurs dans les assemblées locales des comitats et avec la Diète nationale

⁸¹ SÛA, Prague, Artikulové Snemovni, Karton 1694 – 1708.

⁸² SÛA, *Ibidem*.

⁸³ Jean Béranger, *Ibid.*, p. 402-403.

de Hongrie. L'administration peut avoir la volonté d'augmenter ses ressources, mais cette augmentation doit être raisonnée, c'est-à-dire proportionnelle à la prospérité économique des grandes propriétés des magnats et du pays en général. En effet, les grands propriétaires terriens de Hongrie et de Transylvanie ne sont pas prêts à sacrifier leur prospérité à la politique européenne de la Maison d'Autriche. Cette dernière cherche à augmenter sa puissance en raffermissant ses finances et l'industrie des États héréditaires. Pour cela, elle trouve en Hongrie d'abord un moyen de remplir son Trésor, puis un débouché économique aux productions industrielles de Bohême et de Basse-Autriche, ainsi qu'une source d'approvisionnement avantageuse en matière première et agricole. Cet ensemble est soutenu par un système douanier profitable aux États héréditaires aux dépens de la Hongrie. La raison principale du déficit est que Léopold Ier doit faire face à la résistance grandissante des seigneuries du centre et de l'est de la Hongrie, dont le prince Rakóczi est assurément le magnat le plus influent. L'impasse budgétaire est donc de source politique, puisque l'administration viennoise ne parvient pas à tirer les revenus réels de la Hongrie en raison des difficultés à instaurer la taille sur ces grands domaines agricoles, véritable moteur de l'économie primaire de la Hongrie historique. La noblesse des Pays-Bas méridionaux offre à la branche espagnole des Habsbourg, une résistance locale de niveau comparable, en ce qui concerne le secteur institutionnel avec la réforme sur la centralisation des institutions provinciales et la bureaucratisation du Conseil d'État.

L'obligation de négocier avec les Ordres hongrois et les magnats montre clairement que Léopold Ier n'est pas un souverain absolu à la mesure de Louis XIV, en tout cas en Hongrie. Il fait face à des oppositions locales que ne rencontre pas le Roi-Soleil dans les territoires placés sous sa souveraineté. Alors que le roi de France décrète souverainement le brevet de la taille, l'empereur doit négocier, discuter, même ruser pour obtenir de l'argent. La constitution de Hongrie est donc un frein au développement de la puissance des Habsbourg de Vienne. Cette opposition nobiliaire magyare étonne l'ambassadeur et le 107^e doge de Venise, Mercantonio Giustinian. Lors de son ambassade en France, ce dernier a en effet observé l'évolution du papier timbré fiscal⁸⁴ :

⁸⁴ Cette réforme fiscale de type cadastrée qui a lieu en France à partir d'avril 1674. Elle a pour but de financer la guerre de Hollande qui éclate en 1672. Elle fait l'objet d'une rébellion dans l'ouest du royaume sous la conduite de seigneurs locaux mécontents. Le soulèvement dit des bonnets rouges dans la région bretonne du Poher, là où le soulèvement fut le plus violent, est sévèrement réprimé comme dans le reste des régions françaises comme en Guyenne avec Bordeaux. L'épisode du timbre fiscal en France marque une affirmation violente et autoritaire de l'absolutisme louis-quatorzien face aux seigneurs locaux et aux parlements régionaux devant faire appliquer la loi royale.

« Les aristocrates qui n'ont que trop tendance à désobéir quand ils exercent des charges publiques, conteste l'autorité sous prétexte que ses décisions sont trop coûteuses, en particulier en Bohême et en Styrie. »⁸⁵

Le Vénitien poursuit en louant la réaction de Louis XIV qu'il qualifie de :

« [...] ferme et redoutée de la France, où j'ai vu traiter comme des ennemis les provinces de Guyenne et de Bretagne pour des motifs analogues. »⁸⁶

Face à l'incapacité de son administration à tirer les revenus réels de ses provinces et à réprimer les mouvements de contestation en Hongrie, l'empereur est dans l'obligation de proportionner sa dépense à son revenu. Ainsi, pour Jean Béranger, la véritable raison du problème fiscal que rencontre Léopold Ier est politique. Il n'est pas un souverain absolu en Hongrie, même si avec les réformes du cardinal Kollonich à la suite de la reconquête, il tente de s'imposer comme tel. Par conséquent, le déficit s'explique moins par des arguments économiques que par des arguments politiques. Si l'empereur avait été un souverain pleinement absolu, il aurait pu tirer davantage profit de ses sujets et mettre en place une véritable administration d'Etat, au lieu de dépendre de l'administration des Etats et du bon vouloir de Diètes tenues par les Ordres locaux. Les questions de fiscalité nous permettent ici de tirer des conclusions sur la gestion politique de la Hongrie par les Habsbourg. Par ce prisme, on se rend également compte que les territoires de la monarchie autrichienne ne sont pas traités de manière identique en ce qui concerne les contributions. La raison provient des négociations entamées au sein des Diètes nationales. Il est possible d'étendre cette thématique aux questions de corvée, du commerce de bétail ou encore du système monétaire.

⁸⁵ *Relationen*, Edition Fiedler, p. 220-221.

⁸⁶ *Ibidem*.

Des territoires de la monarchie inégaux et spécialisés

La corvée et l'homogénéisation du système monétaire hongrois

Le mémoire de Jean-Gabriel von Selb⁸⁷, membre de la Chambre des comptes en 1679, nous apprend que le poids de la corvée pesant sur les sujets de Léopold Ier n'est pas uniforme d'un bout à l'autre des territoires qui sont placés sous sa souveraineté. En Basse-Autriche, le nombre de jours de corvée à réaliser chaque année est de douze. En Bohême, celui-ci s'élève à cent cinquante-six jours par an, contre seulement cinquante-deux en Hongrie⁸⁸. Cette différence de traitement vis-à-vis de la corvée est établie dans le *Codex Austriacus*. Une inégalité de traitement entre les régions est donc institutionnalisée. De manière générale, pour le paysan, les charges seigneuriales en Hongrie et en Bohême pèsent plus lourdement que les charges de l'État viennois. La position privilégiée du paysan autrichien par rapport à ses homologues bohémiens ou hongrois, s'explique par le manque de main-d'œuvre en Autriche. Ce déficit en force de travail oblige le seigneur à négocier avec ses paysans en prenant en compte leurs revendications. Sans eux, son domaine ne serait effectivement pas suffisamment entretenu et donc sans rentabilité. La conséquence de ce contexte avantageux pour le paysan autrichien est la rareté des jacqueries en Basse-Autriche. En effet, on ne relève qu'un seul soulèvement dans cette région historique des possessions habsbourgeoises. Il a lieu en 1596-1597 à l'occasion de la guerre de quinze ans en Hongrie. Il oblige l'empereur Rodolphe V à alourdir la fiscalité. Cette rébellion fiscale reste cependant localisée et limitée dans le temps. En Hongrie, les révoltes sont beaucoup plus régulières, généralisées et violentes au XVIIe siècle et au début du XVIIIe siècle. On en dénombre quatre qui possèdent un caractère généralisé. La dernière, celle du prince Rakóczi, est en partie expliquée par la réforme fiscale et l'augmentation croissante des contributions demandées aux Ordres et à la paysannerie entre 1690 et 1700, cela après une longue période de non-imposition, avant 1671, c'est-à-dire avant l'échec de la conjuration de Wesselényi. La brutalité de ce changement, que l'on observe aussi en Transylvanie, dresse une grande partie de la nation magyare contre la Maison d'Autriche et permet de réaliser un consensus autour du projet économique, politique et social porté par le magnat François Rakóczi. Ce consensus voit une collusion d'intérêts qui amène une alliance de la noblesse et de la paysannerie. Pour Jean Béranger, la défense des paysans

⁸⁷ HKA, Vienne, ms. 204.

⁸⁸ Von der Robath, *Codex Austriacus*, t. 1, p. 591-599.

par les Ordres n'est pas l'émanation d'un sentiment paternaliste. Pour lui, cette posture vise plus à préserver les profits de la terre générés par les producteurs, c'est-à-dire les paysans. Il faut impérativement les protéger d'une trop grande misère au risque de voir s'effondrer les revenus seigneuriaux des grands domaines⁸⁹. Au début du XVIIIe siècle, la Chambre des comptes se voit confrontée à une formidable coalition d'intérêts économiques entre paysannerie et Ordres hongrois. Ce sentiment de spoliation est aggravé par les différences sociales entre les régions sous domination de la Maison des Habsbourg. L'hétérogénéité des demandes fiscales et sociales d'une région à l'autre, hiérarchise automatiquement les nations hongroises, bohémiennes, autrichiennes, allemandes, transylvaines ou croates entre elles, créant ainsi une forte tension au début du siècle.

Ce sentiment d'inégalité de traitement est également renforcé par la spécialisation territoriale qu'opère le gouvernement autrichien d'un territoire à l'autre. En matière économique, le cardinal Kollonich propose une véritable transformation des pratiques de la Grande-Plaine hongroise reconquise. Le quinze avril 1690, une patente royale⁹⁰ interdit le commerce des bestiaux aux Hongrois. Une décision politique qui a des effets néfastes sur l'allégeance des magnats de Haute-Hongrie et de Transylvanie qui sont durement impactés par cette décision⁹¹. Cette patente a plusieurs objectifs. À long terme, elle doit codifier l'organisation de l'espace économique hongrois au profit du souverain habsbourgeois. Concrètement, l'administration viennoise cherche à favoriser le commerce des États héréditaires au détriment de celui des Hongrois. Le lucratif commerce des bestiaux devient ainsi le monopole de capitalistes viennois proches de l'élite politique autrichienne⁹². À court terme, la reconquête se veut bénéfique pour l'économie autrichienne. Elle génère d'abord une industrie de guerre, puis offre une perspective de reconstruction du pays tout entier. De plus, le cardinal a la volonté de spécialiser la production des territoires sous administration directe de l'Autriche. Cette décision politique a des conséquences durables, puisque cette logique perdure jusqu'à l'effondrement de l'Empire austro-hongrois en 1918. L'Europe centrale est cantonnée à des secteurs d'activités primaires comme l'élevage ou l'agriculture, tandis que les Pays héréditaires concentrent les activités secondaires ou industrielles. Dans cette organisation du territoire, la Hongrie dispose d'un statut particulier.

⁸⁹ Jean Béranger, *Ibid*, p. 402.

⁹⁰ HKA, Vienne, Gedenkbush 434.

⁹¹ Se reporter au chapitre sur la Transylvanie.

⁹² Léopold Kollonich, rapport de la commission pour la réorganisation des *Neo Acquistica*.

Dans la monarchie autrichienne, la Hongrie possède un caractère autonome qui se traduit au niveau économique par un système douanier propre, et au niveau financier, par une monnaie nationale, le florin hongrois. Ce dernier bénéficie d'une parité avec le florin rhénan depuis le XVI^e siècle⁹³, facilitant les échanges avec l'espace germanophone. Cette parité n'est toutefois pas uniforme à l'ensemble du royaume de Hongrie. En effet, si la Basse-Hongrie (Transdanubie) dispose de la parité avec le florin rhénan, la Haute-Hongrie et la Hongrie turque doivent dévaluer leur florin de 20 % pour retrouver une parité similaire à la Basse-Hongrie. La raison de ce manque d'uniformité monétaire trouve une explication dans le monnayage médiocre du billon hongrois qui s'opère dans l'atelier royal de Kremnica⁹⁴, à proximité du centre minier du même nom. La décote de 20 % sur le change est systématiquement à l'avantage des banquiers-changeurs. La Chambre des comptes perd systématiquement cette somme lorsque les florins hongrois perçus sont originaires des comitats de la Hongrie reconquise. Les garnisons allemandes de la frontière militaire perdent également 20 % de leur solde lorsqu'elles transforment celle-ci en florin rhénan ayant cours en Allemagne. Concrètement, sur 10 000 florins hongrois de l'atelier royal de Kremnica, une décote de 2 000 florins est opérée lors du change. Dans son esprit de réforme, le cardinal Kollonich souhaite rétablir l'homogénéité du florin hongrois d'une région à l'autre pour rationaliser l'économie. Pour cela, il interdit l'introduction de monnaies étrangères pour favoriser l'utilisation du florin national. Cette mesure a un effet négatif sur l'économie de la partie transylvaine qui est la plus connectée⁹⁵ sur le plan du commerce international. Sa participation active aux rébellions contre les Habsbourg de Vienne, notamment celle de François Rakóczi, est indispensable pour comprendre les graves troubles ayant lieu en Hongrie aux XVII^e et XVIII^e siècles.

⁹³ Gravamina, décret 80 de 1665 et décret 72 de 1659.

⁹⁴ Gravamina, 1662, art. 61.

⁹⁵ Une région transylvaine que souhaite contrôler l'administration autrichienne en vue de sa volonté d'exercer une influence sur l'ensemble du bassin danubien. Elle est si autonome par rapport au reste du royaume que l'historiographie débat au sujet de son indépendance. Les historiens hongrois affirment en règle générale que la Transylvanie est bien une province orientale de la Hongrie, sur la base d'arguments culturels, alors que les Germanistes et les Roumains défendent le caractère indépendant de ce territoire, sur base d'arguments politiques. La Hongrie et la Transylvanie restent profondément liées des points de vue économique, religieux culturel et politique.

Une réforme douanière au profit des produits et des industries autrichiennes

La volonté de spécialiser les territoires hongrois à une zone de production de secteur primaire, dont les surplus les plus lucratifs seraient commercialisés par des agents autrichiens ou allemands, est servie par une politique douanière en défaveur des Hongrois.

L'historien hongrois Gyôzô Ember dénombre vingt et un grands postes douaniers en Hongrie⁹⁶. Ils sont situés sur les frontières ou le long des voies fluviales⁹⁷. On retrouve cette disposition en Pologne avec des douanes sur la Vistule et sur les frontières. Le cordon douanier le long du Danube et le long de la frontière autrichienne ne laisse pas transiter le vin hongrois en Basse-Autriche⁹⁸ depuis l'année 1649. En 1659, cette mesure protectionniste prise en faveur des vins issus de la vallée du Rhin et du très ancien vignoble autrichien est suivie par les autres États héréditaires. La fermeture de ce marché intérieur est source de réprimandes des États hongrois contre les États autrichiens. Une plainte est ainsi adressée à Vienne⁹⁹. Déjà pour la Basse-Autriche, les Ordres hongrois font valoir leur statut d'allié contre les Turcs, et regrettent le peu d'égards de la couronne autrichienne pour un commerce bénéfique au financement de cette lutte¹⁰⁰. En réalité, le vin produit occupe une place essentielle dans les finances des grandes familles de magnats hongroises qui possèdent l'essentiel des terres viticoles. Une inquiétude fondée puisque le vin d'Agria finance une partie de la guerre d'indépendance du prince Rakóczi entre 1703 et 1711. De manière concrète, les produits hongrois destinés à l'exportation sont soumis à un double tarif douanier. En effet, une taxation frontalière s'exerce d'abord à la sortie du territoire hongrois, puis les marchandises sont de nouveau imposées lors du franchissement du péage de Tabor à la frontière de l'Autriche. *A contrario*, les produits allemands exportés vers la Grande-Plaine, ne sont pas taxés à la sortie de l'Autriche, mais seulement lorsqu'ils rentrent en Hongrie. Cette double tarification des marchandises hongroises provoque une chute de leur compétitivité par rapport à des produits allemands ou autrichiens favorisés par le système douanier. On observe ici un problème d'égalité dans la compétition économique entre les régions placées sous l'autorité des Habsbourg. Cette différence de traitement dans le domaine du commerce

⁹⁶ Gyôzô Ember, *Ez ujkori magyar Közigezgatás története* [Histoire moderne de l'administration hongroise], Budapest, 1946, p. 200 – 201.

⁹⁷ En 1700, les 21 principaux postes douaniers sont placés dans les cités de Presbourg, Stanfâ, Gajar, Ovâr, Kopcseny, Zurany, Neusiedl, Rajka, Gyôr, Komarom, Tata, Veszprém, Vimpassing, Eisenstadt, Sopron, Szentmarton, Pilgersdorf, Kôszeg, Heinburg, Bruck, et Neustadt.

⁹⁸ Gravamina, 1655, art. 21.

⁹⁹ Gravamina, 1659, art. 60.

¹⁰⁰ Gravamina, 1655, art. 21.

constitue une autre source de contestation et de mécontentement pour les Ordres hongrois. Une nouvelle fois, ceux-ci émettent des réprimandes au gouvernement habsbourgeois au sujet du péage de Tabor¹⁰¹.

Ces contestations émanant de la Diète de Hongrie sont justifiées et vont constituer une des causes du soulèvement de 1703. La noblesse hongroise des grands domaines agricoles fait elle-même le commerce des produits générés par leurs terres. La double taxation douanière et l'interdiction des monnaies étrangères entravent ce commerce et mettent en péril les domaines et les magnats. Comme ces mesures ne prennent pas en compte le particularisme économique d'une Hongrie encore fortement féodaliste, dans ses parties les plus orientales et septentrionales, elles entretiennent un climat insurrectionnel. Au regard de ces mesures et de leurs effets, il n'est pas surprenant de voir la noblesse magyare de ces régions se rallier massivement à Rakóczi, même après quelques hésitations. Ce climat insurrectionnel permanent et les guerres de Hongrie ne sont cependant pas totalement néfastes à l'économie industrialisée et capitaliste des États héréditaires.

Une rébellion de Hongrie bénéfique à l'économie autrichienne

Pour Jean Béranger, la guerre est un véritable stimulant économique. Si elle a lieu en dehors de l'État, le belligérant et son économie en tirent profit, même si les dépenses militaires sont lourdes :

« À cette époque, la question est de savoir où combattent les troupes, car la présence d'armées alliées ou ennemies provoque des pillages et des destructions. En revanche, si ces armées opèrent en dehors du pays, la guerre peut être un véritable stimulant pour l'économie. La guerre de libération de Hongrie fut triplement bénéfique pour les pays héréditaires.¹⁰² »

Paradoxalement, la guerre de Hongrie est bénéfique à l'économie autrichienne. Entre 1683 et 1699, elle provoque un essor industriel et agricole bénéfique à l'emploi. L'industrie de guerre profite aux fabricants d'armes qui fournissent le matériel des armées en campagne.

¹⁰¹ *Codex Austriacus*, t. 2, 1659, p. 154.

¹⁰² Jean Béranger, *Finances et absolutisme autrichien dans la seconde moitié du XVIIe siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1975, p. 200.

L'historien français qualifie cette guerre de « *type coloniale* »¹⁰³, car elle fait fonctionner les affaires de la métropole autrichienne sans menacer la population et les infrastructures du pays. Cette volonté d'exporter la guerre dans les États limitrophes se retrouve dans les Pays-Bas méridionaux où la France cherche systématiquement à combattre sur le sol de cette région périphérique de l'Empire des Habsbourg. La ceinture de fer de Vauban a ici une double fonction ; d'abord préserver le royaume de France et ses populations des ravages de la guerre, puis constituer une solution de replis pour les armées en campagne de l'autre côté de la frontière. Ordinairement, le type de marchandises vendues aux troupes est constitué de munitions, de tissus et d'armes. Depuis la Pologne et l'Empire ottoman, les Français du marquis des Alleurs approvisionnent les mécontents Hongrois de Rakóczi avec ces fournitures. L'armée autrichienne utilise les mêmes approvisionnements pour son armée. Par exemple, durant l'année 1684, la Chambre des comptes commande pour ses garnisons frontalières¹⁰⁴ : 4 000 bombes, 5 000 quintaux de poudre, 10 000 quintaux de balles, 100 000 grenades, 3 000 quintaux de mèches, et 25 000 armes blanches. Ces fournitures sont destinées à une contre-offensive des forces impériales en Hongrie à la suite de l'échec ottoman devant Vienne l'année précédente en 1683. La composition des fournitures sous-entend la volonté de mettre le siège devant toutes les places turques entre Vienne et Bude. Les commandes de la Chambre des comptes en matériels de cette nature sont si importantes que les corporations rencontrent des difficultés à fournir l'armée impériale. Des hommes d'affaires tirent profit de ce commerce lucratif en concentrant l'approvisionnement de certains secteurs comme celui des projectiles. Ce domaine est aux mains des familles des Althan et des Dietrichstein. D'origine morave, elles organisent la production de balles pour l'infanterie et de boulets pour l'artillerie. Le vingt-trois février 1695, le prince Ferdinand Dietrichstein, alors Grand-maître de l'Hôtel de l'empereur, s'engage à livrer pour la fin du mois de mai 1695 une commande exceptionnelle de 500 boulets de 60 livres chacun, et 500 autres de même calibre pour la Saint-Michel¹⁰⁵, c'est-à-dire pour le vingt-neuf septembre de la même année. Le comte Michel-Jean Von Althan livre également des munitions à l'armée en février 1691 pour 4 854 florins¹⁰⁶. Il se fait également financier en 1695 lorsqu'il prête 200 000 livres à l'empereur¹⁰⁷. Ces aristocrates organisent la production industrielle directement sur leurs grands domaines de Moravie. Durant la guerre d'Indépendance hongroise, ces grands

¹⁰³ Jean Béranger, *Ibid*, p. 201.

¹⁰⁴ HKA, Vienne, Gedenkbücher, 213, 24 janvier 1685.

¹⁰⁵ HKA, Vienne, Gedenkbücher, 223.

¹⁰⁶ HKA, Vienne, Gedenkbücher, 351, en date du 6 février 1691.

¹⁰⁷ HKA, Vienne, Gedenkbücher, 223, en date du 16 décembre 1695.

domaines industriels et agricoles deviennent des enjeux. Les Autrichiens cherchent à protéger cette zone géographique qui est toute proche de la partie occidentale de la Haute-Hongrie. Cette partie de l'Empire est aux mains des kurucs de 1703 à 1708. Durant cette période, le général-comte Sandor Karolyi y mène des raids réguliers avec ses hussards. Au mois de décembre 1706, le prince Rakóczi informe le marquis de Ferriol des mouvements de troupes stratégiques du général autrichien Rabutin visant à protéger ces centres de ravitaillement vitaux pour les armées impériales :

« Rabutin s'est retiré de Debrecen, il a envoyé une partie de ses troupes en Transylvanie, en a conduit l'autre à Bude, c'est apparemment pour entrer en exécution de bonne heure afin d'éloigner les Hongrois des frontières d'Autriche et de Moravie. »¹⁰⁸

Selon le prince Rakóczi¹⁰⁹, ce sont deux mille hommes que le général Rabutin ferait marcher sur la Transylvanie en direction de la capitale de la communauté saxonne, Szeben. Les espions hongrois rapportent également que la retraite des régiments autrichiens vers Bude a été difficile dans cette période hivernale et face à la proximité des positions rebelles. Pour les Autrichiens, *« les équipages ont beaucoup souffert »*¹¹⁰, c'est-à-dire la logistique opérationnelle et les chevaux, et le corps d'armée est en *« mauvais état »*¹¹¹. Concrètement, Rabutin n'est pour l'heure plus une menace pour des kurucs cantonnés à une petite centaine de kilomètres ; et ne peut plus être d'aucun secours à une Moravie encore largement exposée aux rebelles à cette date. Les opérations magyares en Moravie sont dévastatrices. Les « Nouvelles de Hongrie » s'en font l'écho :

« Les habitants de Moravie ont été bien punis [...] car les mécontents ont fait un butin considérable. »¹¹²

La richesse des régions de Brno, de Zlin ou d'Ostrava facilite la réussite de ces expéditions punitives destinées à remplir le trésor de la rébellion et à faire le maximum de dégâts dans ces centres de productions agricoles et industrielles. Plusieurs raids sont également menés par les rebelles en Autriche contre les faubourgs de Vienne, notamment

¹⁰⁸ AAE, Cor. Pol., Hongrie, vol. 12, f° 291

Lettre du marquis des Alleurs au marquis de Ferriol écrite de Roznau le 20 décembre 1706.

¹⁰⁹ AAE, *Ibid.*, f° 289

Lettre du prince Rakóczi au marquis de Ferrion écrite de Roznau le 26 janvier 1707.

¹¹⁰ AAE, *Ibidem.*

¹¹¹ AAE, *Ibidem.*

¹¹² AAE, *Ibid.*, f° 29

celui de Léopoldstadt. Ceux-ci ont plus un impact moral qu'économique car ils touchent la capitale du Saint-Empire.

Pour la noblesse française, une telle activité serait impossible. En effet, un membre de la noblesse du royaume du Lys ne peut pas avoir la double fonction de prince et de marchand de canons. Cela serait perçu comme dégradant, car les activités de production et de commerce sont dévolues au Tiers-Etat. La situation est foncièrement différente dans les Pays héréditaires, en Hongrie et dans les Pays-Bas méridionaux. Dès le XVII^e siècle, la noblesse tchèque de Moravie se porte sur le développement de l'activité industrielle. Cette décision de se spécialiser dans le secteur secondaire est prise après l'échec de la mise en œuvre d'une agriculture rentable dans la région. Ces aristocrates sont de véritables disciples des caméralistes de la cour de Vienne. En cela et à la différence des nobles hongrois, ils sont particulièrement bien intégrés à la couronne autrichienne. Ils le démontrent au travers de leur esprit d'entreprise qui se développe en marge de corporations incapables de fournir l'entièreté des commandes de la Chambre des comptes. La noblesse industrielle fait preuve d'innovation au sein des grands domaines. Elle déplace ainsi une partie des centres de production des villes vers les bourgs seigneuriaux. Elle libéralise une industrie encadrée par le carcan législatif des métiers jurés.

La guerre de Hongrie profite également à l'agriculture. Le besoin des armées en nourriture et en fourrage est proportionnel au nombre de soldats mobilisés. Si les armées vivent ordinairement sur le pays, la Plaine hongroise voit arriver des vivres issus des pays épargnés par la guerre¹¹³. Elles sont acheminées rapidement par la voie danubienne. Le sens du courant est profitable aux Impériaux dans ce conflit. L'approvisionnement est assuré par la flottille du Danube. Cette marine de guerre fluviale est placée directement sous l'autorité du Conseil de guerre. Pour l'année 1690, le volume des vivres transporté par la flottille est de 100 000 quintaux de farine pour la fabrication du pain destiné aux hommes et 50 000 setiers d'avoine pour les chevaux¹¹⁴. Le grand bénéficiaire de ce commerce agricole vers la Hongrie est le banquier-financier Samuel Oppenheimer, fournisseur aux armées. Il reçoit en janvier 1690 la charge de ravitailler Belgrade à hauteur de 20 000 quintaux de farine et de 40 000 setiers d'avoine¹¹⁵. C'est la place forte la plus importante du Danube et de l'Europe centrale

¹¹³ Jean Béranger, *Ibid*, p. 203.

¹¹⁴ HKA, Vienne, Gedenkbuch 434, en date du 23 janvier 1690.

¹¹⁵ HKA, Vienne, Gedenkbuch 434, en date du 14 janvier 1690.

en général. Elle est logiquement l'objet de toutes les attentions du pouvoir autrichien et du Conseil de guerre. La capitale de la Hongrie historique reçoit également du ravitaillement en mars 1690. Le volume de farine apporté est similaire à celui reçu par Belgrade avec 20 000 quintaux, mais l'avoine est moindre avec seulement 3 000 setiers¹¹⁶. En réalité, c'est l'ensemble des places du cours moyen du Danube, comme Zolnok, Eszeg ou Mohács, qui sont approvisionnées par Oppenheimer. De manière générale, le volume des produits agricoles acheté par l'armée explose à partir de 1684, date du début de la reconquête de la Hongrie. Les troupes impériales de Hongrie deviennent le marché le plus important pour les producteurs de seigle et d'avoine des Pays héréditaires. Ravagés par la guerre depuis la défaite de Mohács de 1526, le sol et la paysannerie hongroise n'ont plus les moyens humains et agricoles de produire suffisamment de quintaux pour alimenter l'armée et la population. Samuel Oppenheimer fournit 55 % de la farine et 71 % de l'avoine pour l'année 1690. Il est concurrencé par d'autres fournisseurs comme l'intendant général von Hochburg qui livre en 1690, 60 000 quintaux de farine et 50 000 setiers d'avoine¹¹⁷. Oppenheimer comme Hochburg jouent le rôle de grossistes en céréales en regroupant les quintaux et en les expédiant vers le royaume de Saint-Étienne. Ils sont des intermédiaires entre les producteurs et l'armée. Les fournisseurs sont le plus souvent en lien avec de grands propriétaires terriens, membres de l'aristocratie¹¹⁸.

La guerre en Hongrie, mais aussi en Allemagne à partir de 1689, redynamise l'économie des Pays héréditaires sur les plans industriels, agricoles et financiers. Frédéric Corner relate ce fait dans son rapport de fin de mission donné au sénat de Venise :

« Pourtant les charges de la guerre présente, bien qu'elles semblent accablantes à beaucoup par le poids des contributions sont compensées par la commodité des fleuves, qui servent à transporter tout à l'armée de Hongrie, permettant ainsi aux principaux seigneurs d'augmenter leurs revenus, apportant richesses et Trésor à Vienne. Et c'est merveille de voir comment les faubourgs qui entourent la capitale, ainsi que les campagnes voisines qui avaient été incendiées par les barbares¹¹⁹, ont été complètement reconstruits en un bref laps de temps.¹²⁰ »

¹¹⁶ HKA, Vienne, Gedenkbuch 434, en date du 08 mars 1690.

¹¹⁷ HKA, *Ibidem*.

¹¹⁸ Jean Béranger, *Ibid*, p. 205.

¹¹⁹ Ici les Ottomans, du point de vue des Vénitiens.

¹²⁰ Relationen, ed. Fiedler, t. 27, p. 284.

Les Vénitiens notent à deux reprises les avantages que trouve Vienne à mener la guerre à l'extérieur de ses frontières. Si elle stimule son économie, il n'en est pas de même en Hongrie ou dans les Pays-Bas méridionaux. Les provinces périphériques de l'Empire habsbourgeois sont alors des espaces de guerres chroniques au XVIIe siècle.

Un acteur majeur en Europe centrale et orientale

Une principauté naturellement fortifiée, multiethnique et multiconfessionnelle

La principauté de Transylvanie et le royaume de Hongrie sont deux entités difficiles à séparer durant les périodes médiévale et moderne. Pourtant, l'historiographie européenne analyse souvent leur développement de manière distincte.

La Transylvanie peut être considérée comme la plus orientale des provinces du royaume de Hongrie, et donc du Saint-Empire romain germanique, à partir de 1699. C'est un point de vue que défend un courant de l'historiographie hongroise. La difficulté à trancher cette question traduit bien la finesse de la frontière entre les deux ensembles territoriaux. La principauté dispose d'une large autonomie institutionnelle, où la noblesse joue un rôle central. Au même titre que la religion ou la langue, ce statut politique est un des éléments qui constituent son identité. C'est un héritage de la période médiévale et de la domination turque qui, à partir de 1570, exerce un protectorat bienveillant, du moment que le prince paye le tribut à la Sublime Porte. Ce rapport avec le sultan n'a rien d'un privilège, puisque ce mode d'administration est appliqué dans l'ensemble de l'Empire ottoman. En théorie, sous contrôle habsbourgeois après la paix de Karlowitz de 1699, le parallèle avec la province occidentale la plus périphérique du Saint-Empire, les Pays-Bas méridionaux, est facile à établir. Comme en Hongrie, on retrouve en Transylvanie une tradition de la défense de l'autonomie politique de l'État. Néanmoins, des éléments culturels divergent fortement des Pays-Bas méridionaux au niveau de la religion ou des pratiques économiques. D'un point de vue identitaire, la Transylvanie se révèle très proche de la Hongrie. Elle va jouer un rôle très important dans les révoltes hongroises contre Vienne aux XVIIe et XVIIIe siècles, tout en servant de pivot aux alliances de revers françaises en Europe centrale et orientale.

La principauté possède des noms différents selon les états. En magyar, la province porte le nom *Erdély*, ce qui signifie littéralement *au-delà des forêts*. La dénomination latine *ultra-silvam*, d'où est tiré le nom Transylvanie, signifie également *au-delà des forêts*. La racine *silvam* a donné en français les mots relatifs à la forêt comme sylvestre, ou sylviculture. En hongrois, la racine du mot *erd* désigne tout ce qui se rapporte également à la forêt : *erdei* pour forestier, *erdész* pour garde forestier, *erdő* pour forêt ou bois, ou *erdőseg* pour région forestière¹. Cette désignation hongroise du champ lexical de la forêt nous donne une première indication sur la nature de ce territoire, ou en tout cas, sur la manière dont il est perçu par les proches voisins hongrois et les étrangers. C'est l'image que les « Relations », éditées par les agents de la diplomatie française, donne du terrain².

*« Toutes les montagnes qui l'entourent sont chargées de forêts de hautes futaies, de sorte qu'on ne sauroit y pénétrer sans faire au moins huit lieues dans les bois. »*³

Ces descriptions réalisées en 1705 sont d'une importance capitale pour les bureaux du secrétariat d'État français aux Affaires étrangères dirigés par le marquis de Torcy. Elles s'inscrivent dans un programme de réactualisation des données sur ces régions, au même titre que les sources intitulées *Nouvelles de Hongrie*. On observe que le caractère géographique est une donnée importante dans l'actualisation des données diplomatiques.

La Transylvanie est une région nichée au cœur du massif des Carpates. La principauté est délimitée par sa chaîne de sommets au Nord, à l'Est, et au Sud, à laquelle on accède uniquement par des cols et d'étroites gorges⁴. Elle est considérée comme une véritable forteresse naturelle par les Français opérant dans la région :

*« Cette province est naturellement fortifiée contre les invasions de ces voisins par de hautes montagnes qui l'entourent de toutes parts ; de cette manière, qu'on ne peut y entrer que par cinq passages. »*⁵

¹ Miklós Bãrdos, *Kisszõtãr francia-magyar*, Budapest, Kossuth Kiadò, 2003, p. 39.

² AAE, Cor. Pol. Hongrie, *Relation de l'État où se trouvoient les affaires des mécontents de Hongrie lorsque Mr des Alleurs est arrivé auprès du prince Rakóczi et des dispositions qu'on avoit fait en Hongrie, et en Transylvanie pour la campagne de 1705 avec une description du pays et des mœurs des habitants*, vol. 12, f° 89 – 98.

³ AAE, *Ibid.*, f° 97.

⁴ Les principaux passages montagneux se situent à l'Est avec les gorges d'Ojtoz, de Gyimes, et de Bodza ; ainsi qu'au sud avec les gorges de Tömös et de Vöröstorox (à proximité de Szeben), et les cols de Törçvar et de Volcan.

⁵ AAE, *Ibidem*.

L'arc boisé des Carpates⁶ s'étire sur mille cinq cents kilomètres en traversant l'Europe centrale des abords de la Mer Noire jusqu'à l'Autriche. Il est considéré comme le versant oriental des Alpes, car issu du même mouvement géologique. Il possède des sommets élevés, dont le plus important en Transylvanie, est le mont Moldaveanu qui culmine à deux mille cinq cent quarante-quatre mètres d'altitude. Il n'est que le deuxième sommet de l'arc. Il est encadré par deux autres sommets qui se situent de part et d'autre de la frontière slovaque-polonaise⁷. La Transylvanie, comme la Slovaquie et le sud de la Pologne, est de ce fait très accidentée. À l'Ouest, la frontière transylvano-hongroise est bordée par une bande de plaine qui constitue l'extrémité orientale de la grande plaine pannonienne, ou Alföld en hongrois. Les cinq passages dont il est question ci-dessus, encadrent la province. Ils la connectent avec les territoires limitrophes dans la direction des quatre points cardinaux :

« Il y en a deux du côté de la Hongrie, un sur la frontière de Turquie, un vers la Valachie, et l'autre vers la Moldavie. »⁸

Côté hongrois, les deux défilés sont situés au sud-ouest et au nord-ouest. Ils permettent de rejoindre le cœur de la principauté situé sur un plateau. D'une importance stratégique capitale en qualité de points d'accès, les défilés font l'objet de toutes les attentions. Ils offrent un avantage certain aux défenseurs comme l'affirme le rédacteur de la source diplomatique conservée aux archives du ministère des Affaires étrangères de Paris-La Courneuve⁹. Arrivant de Temesvar, il emprunte ces défilés en compagnie du marquis des Alleurs qui rejoint la rébellion hongroise par la Transylvanie : « *Ils m'ont paru fort aisés à garder.* ¹⁰ »

La route traversant les défilés est particulièrement entretenue, car dans ces goulets d'étranglement, les fonctions de la route fusionnent. Elle devient à la fois une voie militaire, politique au sens du *cursus publicus* romain et commerciale :

⁶ La chaîne de montagnes des Carpates porterait le nom d'une ancienne tribu Dace appelée les Carpes. La tribu était installée dans les environs de la Moldavie. Elle aurait échappé au contrôle des Romains après la conquête de Trajan.

⁷ Le point culminant est le Mont Gerlachovsky à 2655 mètres, en Slovaquie. Le troisième plus élevé est le Mont Rysy avec 2499 mètres, en Pologne.

⁸ AAE, *Ibidem*.

⁹ AAE, *Ibid.*, f° 89 – 98.

¹⁰ AAE, *Ibid.*, f° 97.

« Ces chemins seroient impraticables sans le grand soin qu'on prend de les entretenir. On y passe aujourd'hui assez facilement avec des chariots. »¹¹

Cette qualité du réseau routier est assez rare en Europe centrale et orientale pour être soulignée. En dehors de la voie danubienne et des anciennes routes romaines comme la *via Militaris* dans les Balkans, les axes de communications sont en effet étroits et malaisés. Néanmoins du fait du relief, les difficultés semblent assez courantes.

« [À propos des chariots], s'ils s'en rencontroit d'autres qui vinsent à l'opposite, il y auroit bien de l'embarras. »¹²

Le Français continue sa description de ces points de passages stratégiques. Il débute avec le défilé reliant les territoires turcs à la principauté. Le marquis des Alleurs le traverse pour éviter une entrée directe en Hongrie depuis le Banat ottoman de Temesvar. À la différence de la grande majorité de la Transylvanie au début de l'année 1705, la frontière militaire hongro-turque n'est pas sous le contrôle des partisans du prince Rakóczi. Comme les Croates, les garnisons serbes et allemandes de la frontière manifestent leurs allégeances aux Habsbourg.

« Le passage qui est sur les confins de Turquie, vers le pachalik de Témésvar, est un défilé de deux lieues, défendu par trois châteaux, qui étant placés sur des éminences, à distances presque égales, commandent toute l'étendue du chemin au bout duquel il y a un retranchement avec une barrière ; et c'est ce que l'on appelle porte de Fer. »¹³

Une fois franchis, les deux autres défilés se situent dans la partie occidentale du territoire transylvain. Sur la route de Tokaj et d'Agria où le marquis des Alleurs arrive sous escorte au printemps 1705, les points de sortie vers la Hongrie sont difficiles :

« Les gorges sont étroites avec des marais où il est nécessaire de franchir à deux reprises la tumultueuse rivière Samos ; voie impraticable plusieurs mois par an en raison de crues. »¹⁴

¹¹ AAE, *Ibidem*.

¹² AAE, *Ibidem*.

¹³ AAE, *Ibidem*.

¹⁴ AAE, *Ibidem*.

À la sortie de l'hiver, les Français et leur escorte ont dû être confrontés à la fonte de neiges hivernales commençant à faire gonfler le lit de la rivière Samos à l'intérieur du défilé sud-ouest. Plus au nord, il faut franchir un col pour accéder au royaume de Saint-Étienne. Le passage n'est pas plus facile à cette période de l'année :

« Enfin, si on veut entrer par le chemin qui vient de Tokaj et de Szatmar, on trouve d'abord ce passage fermé par deux grosses rivières (La Teisse et le Lapos) et il se présente ensuite de hautes montagnes fort raides, dont il faut atteindre le sommet, et puis descendre avec beaucoup de difficultés. »¹⁵

L'auteur est capable de décrire ce col, car, durant l'année 1705, il participe aux manœuvres des rebelles hongrois en Transylvanie sous la conduite du comte Forgatz. Des villes saxonnes aux mains des Impériaux, comme Médiés et Samos-Ouivar, sont assiégées et prises respectivement en juin et en juillet 1705. La route reliant la Haute-Hongrie à la Transylvanie, via les villes de Tokaj et de Szatmar, était alors sous le contrôle des partisans du prince Rakóczi. L'environnement très sauvage est un atout pour la rébellion de François Rakóczi qui peut facilement y dissimuler ses mouvements, et s'y embusquer pour harceler les troupes de l'empereur. La Haute-Hongrie, comme la Transylvanie, est en partie couverte par ce massif, et constitue l'un des principaux foyers insurrectionnels contre les Habsbourg. Ces régions sont très isolées et difficilement franchissables en raison du relief et du peu d'infrastructures routières et postales. Son environnement est un terrain idéal pour mener une *petite guerre*. Cette technique de combat s'inspire des techniques des hordes nomades de l'Est qui déferlent sur l'Europe au IXe siècle¹⁶. Elle est faite d'embuscades, de raids, et elle utilise des troupes légères très mobiles. *A contrario*, les troupes impériales ont du mal à se déplacer dans les longs cols et sur les routes boueuses. Elles éprouvent également les pires difficultés à se mettre en ordre de bataille comme il est d'usage dans les affrontements traditionnels d'infanterie de ligne.

La platitude de l'Alfold est bien plus favorable aux pratiques conventionnelles de la guerre. La topographie des régions qui sont étudiées est un élément essentiel à prendre en compte. La situation géographique des Carpates concentre les zones rebelles à l'autorité des Habsbourg en Europe centrale et orientale, c'est-à-dire la Transylvanie et la Haute-Hongrie. Les Carpates sont ainsi l'épicentre naturel des révoltes hongroises aux XVIIe et XVIIIe

¹⁵ AAE, *Ibidem*.

¹⁶ Ferenc Toth, *La pensée militaire hongroise*, Paris, Broché, 2011.

siècles. Il n'est pas anodin d'étudier la nature du terrain sur lequel s'expriment les Hongrois de Rakóczi et leurs alliés français. Nous verrons que cette nature et ce niveau de développement des infrastructures ont une influence sur l'expression de l'identité transylvanienne. Aux XVIIe et XVIIIe siècles, un espace ouvert sur le monde et développé comme les Pays-Bas méridionaux conduit à une expression identitaire qui se veut la plus feutrée possible ; tandis que les espaces fermés, repliés sur eux-mêmes, et ayant peu d'infrastructures développées, à l'image de la Transylvanie et de la Hongrie, engendrent des manifestations identitaires souvent très violentes et conservatrices. On peut rapprocher cette constatation du phénomène de repli identitaire que l'on observe ordinairement en période de crise. La Transylvanie est parfois assimilée à l'Écosse pour son caractère rebelle. De ce fait, on la surnomme aussi *l'Écosse de la Hongrie*¹⁷. Une comparaison qui n'est pas totalement dénuée d'intérêt, si l'on compare la situation géographique des deux régions comme confins respectifs des royaumes d'Angleterre et de la Hongrie impériale, ainsi que leurs places dans l'histoire des alliances de revers françaises. Fait étrange et plutôt cocasse à propos du parallèle entre les deux nations : la cour transylvaine est située dans la ville d'Alba Julia. Or, en gaélique, la langue originelle des Lowlands et des Highlands, *Alba* signifie Écosse. Cet État est aussi surnommé la porte Arrière de l'Angleterre par Michel Duchein. Elle joue le même rôle que la Hongrie et la Transylvanie dans le système de revers français. Lors des conflits, la France utilise les nationalismes naissant pour déstabiliser ses adversaires en l'intérieur. C'est un membre plus ancien et une terre d'insurrection¹⁸. Son relief sauvage ressemble aux avantages militaires de la Transylvanie et en Hongrie.

Le caractère inextricable d'un espace géographique est propice aux rébellions. Les zones montagneuses comme les Carpates sont difficilement contrôlables. Ce sont des zones de résistance. Il en est de même pour d'autres massifs à la même époque. Tout d'abord, on peut penser à la révolte protestante des Cévennes en France. Elle tient en respect des unités de la supposée meilleure armée du monde pendant environ deux ans. Puis aux Highlands d'Écosse, où les chefs de clans défient régulièrement les ingérences anglaises depuis le XIIIe siècle. Dans ces trois espaces, la densité du tissu urbain est très faible, et les grandes villes sont rares. Les points d'ancrage des loyalistes fidèles au pouvoir en place, souvent situés en milieu

¹⁷ Expression citée dans Béla Köpeczi (dir.), *Histoire de la Transylvanie*, Chap. 2 : *L'économie et la société transylvaine entre 1660 et 1711*, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1992.

¹⁸ Se référer d'abord à la partie sur les premières alliances de revers : L'Écosse et le *Auld d'Alliance* de 1295. Puis, sur *l'Entreprise d'Écosse* de 1707. Un épisode qui intéresse le marquis des Alleurs pour sa capacité à déstabiliser une Angleterre qui finance l'armée impériale contre laquelle les émissaires français et Rakóczi se battent.

urbain en raison de la présence des lieux de pouvoirs, sont donc rares. En Transylvanie, ces cités sont en effet séparées et isolées les unes des autres par de grandes zones boisées, souvent aux mains des rebelles et des nobles locaux lors des périodes de conflits. Le contrôle du territoire s'en trouve plus difficile. Preuve que les villes sont un point d'ancrage et de relais très important pour le pouvoir viennois au début du XVIIIe siècle, les colons saxons de Transylvanie et les germanophones européens donnent le nom de *Siebenbürgen* à la Transylvanie. Ce mot signifie littéralement *les sept citadelles*¹⁹ en référence aux sept villes fondées par les Saxons à partir du XIIe siècle, suite à l'appel lancé par le roi de Hongrie Géza II, entre 1141 et 1161. Elles devaient fortifier les frontières sud-orientales du royaume de Hongrie contre une possible invasion des Coumans²⁰. Géza II était alors le suzerain des voïvodes transylvaniens, et la principauté était une province d'un royaume de Hongrie puissant. Les appellations en latin, en hongrois et en allemand montrent que c'est un état multiethnique. Un aspect que confirme la «Relation»²¹ sur les affaires des mécontents en 1705. Il compte en effet quatre grandes communautés : les Hongrois, les Sicules, les Saxons, et les Roumains.

À la fin du XVIIe siècle, les Hongrois de Transylvanie sont majoritaires. Ils regroupent un peu moins de la moitié de la population totale, c'est-à-dire entre trois cents et trois cent cinquante mille personnes. Cela correspond à environ dix pour cent de la population magyare vivant en Hongrie²². Selon les sources, seuls les Roumains concurrencent les Magyars avec 30 à 40 % de la population. Les autres communautés occupent une place minoritaire : les Saxons de langue allemande alliés aux Grecs, aux Turcs, aux Juifs, aux Polonais et aux Tziganes, ne représentent que quinze pour cent du total des habitants. Les Saxons et les Sicules sont des acteurs politiques de premier plan. En simplifiant le découpage social, on peut dire que les Roumains de Transylvanie constituent la majorité du peuple, ce sont des bergers des montagnes et des travailleurs industriels. La relation des affaires de Hongrie ne parle pas des Roumains. Par contre, elle donne des informations sur les communautés saxonnes et sicules.

¹⁹ En réalité, ce sont plus des églises lourdement fortifiées, que des villes. Dans ces centres saxons, l'église est toujours au centre de l'ensemble urbain.

²⁰ Au XIIe siècle, leur empire occupe le pourtour septentrional de la mer Caspienne. L'extrémité orientale de ce vaste empire touche les frontières orientales de Transylvanie, du territoire Sicule aux nouvelles possessions des colons saxons. Au XIe siècle, ils prennent l'actuelle province roumaine de Valachie, et font quelques incursions au-delà des Carpates, dans le royaume de Hongrie, en Transylvanie.

²¹ AAE, CP Hongrie, vol. 12, f° 89 – 98.

²² On compte environ trois millions de Hongrois vivant à l'intérieur du royaume de Hongrie.

« Les Saxons sont retirés dans des villes qu'ils ont bâties à la manière allemande et où ils sont gouvernés par des magistrats de leur nation, de laquelle ils ont conservé les lois, le langage et l'habillement. Ils sont tous luthériens ou ariens.²³ »

Les Saxons occupent d'abord un rôle militaire, puis économique au sein de la principauté. Avec le danger Couman écarté au Moyen-âge, ils se transforment en une puissante bourgeoisie urbaine au sein de sept villes qualifiées de Saxonnes tant l'emprise culturelle germanique y est forte. En raison de leur proximité culturelle avec les Habsbourg de Vienne, les Saxons sont plus favorables aux troupes impériales qui trouvent un refuge dans ces villes. Ils disposent en effet d'un mode de vie germanique et se reconnaissent plus facilement dans la personne de l'empereur, qui incarne une forme de germanité de par sa souveraineté sur le Saint-Empire romain germanique, que dans celle du prince hongrois Rakóczi. À l'inverse des Saxons, les Sicules sont favorables aux mécontents Hongrois. Ils constituent un soutien de choix pour Rakóczi, car ils forment une population militaire. Comme les Saxons, ils ont un statut de garde-frontière, mais ils conservent à l'époque moderne un devoir de service militaire plus poussé que les autres communautés. Les liens entre les communautés hongroises et sicules sont soulignés dans la « Relation » française de 1705 :

« Les sicules sont tellement mêlés avec les Hongrois que pour toute distinction, il ne reste plus à leur famille que la religion de leurs ancêtres, c'est-à-dire la catholique, à laquelle ils sont forts attachés. »²⁴

À la différence des Roumains, les Saxons, les Hongrois, et les Sicules disposent d'institutions qui leur garantissent une autonomie au sein de la principauté. Cette autonomie est assurée par les universités dont l'autorité s'exerce sur un territoire bien défini. Ces juridictions et ces droits sont respectés par le prince, dont la cour se trouve dans la ville d'Alba Iulia. Le nom de ces universités reprend le nom des communautés ou leur position sociale. Ainsi, les Saxons sont sous la protection de *l'universitas saxonum*, les Sicules de *l'universitas sicularum*, et les Hongrois de *l'universitas nobilium*. Le mot latin *nobilium* fait référence au statut de noblesse, groupe social où l'on retrouve une majorité de Hongrois ; nous aborderons ci-après les liens binationaux des grandes familles. Outre la garantie d'une forme d'équité entre les communautés, cette organisation de type communautariste

²³ AAE, *Ibid.*, f° 98.

²⁴ AAE, *Ibid.*, f° 97.

garantissait une tolérance religieuse sur tout le territoire. Ainsi, à la différence de la France et des Pays-Bas méridionaux, ni la Hongrie, ni la Transylvanie, n'ont connu les guerres de religion au XVI^e siècle. Entre le six et le treize janvier 1568, soit quatre ans avant le massacre des protestants français le jour de la Saint-Barthélemy en 1572, la Diète de Torda proclamait la liberté religieuse en Transylvanie autour de trois cultes : le protestantisme des Hongrois et des Saxons, l'orthodoxie des Roumains, et l'unitarisme des Sicules.

« Dans le royaume de Hongrie, il y avait une disparité de culte. En particulier les paysans d'origines roumaines de Transylvanie étaient orthodoxes. La population des villes saxonnes était devenue luthérienne, tandis que les Hongrois (székély inclus) [l'auteur parle ici des Sicules en utilisant le mot hongrois pour les désigner] appartenaient soit à l'Église catholique romaine, soit aux confessions calvinistes et unitariennes²⁵. La foi orthodoxe, professée par les paysans, était seulement tolérée, tandis que les confessions protestantes défendues par la noblesse et la bourgeoisie urbaine eurent droit à une reconnaissance formelle. »²⁶

Au-delà de la présentation de la situation confessionnelle, les auteurs du recueil de la Société Jean Bodin ne font pas de différence entre la Transylvanie et le royaume de Hongrie, sur le plan étatique. Ils parlent des populations roumaines et hongroises sans distinguer leur appartenance à deux entités territoriales distinctes. Certes, il existe une frontière politique, mais elle est floue d'un point de vue culturel. La Transylvanie est en réalité l'un des territoires les plus tolérants d'Europe. Malgré son caractère multiethnique, multilinguistique, et multiconfessionnel, cette décision de la Diète de Torda montre que la société transylvanienne

²⁵ L'unitarisme est une doctrine qui soutient que le dieu des chrétiens est une seule et même personne ou entité. Entre autres choses, elle rejette la division en trois de cette personne ou entité, que le dogme chrétien appelle la Trinité (établi d'abord au concile de Nicée en 325, puis confirmé au concile de Chalcédoine en 451). A ce propos, l'unitarisme est aussi appelé l'anti-trinitarisme en référence à son opposition au concept théologique de Trinité. Au-delà de la Trinité, les premières églises unitariennes rejetaient également le péché originel et la préexistence du Christ qui n'était finalement qu'un homme ayant une relation particulière avec Dieu.

Historiquement, les premières églises unitariennes s'installent en Pologne et en Transylvanie dans la seconde moitié du XVI^e siècle sous l'impulsion des Transylvaniens Ferenc David et Jean-Sigismond Szapolyai. La doctrine s'inspire de l'arianisme du IV^e siècle. Rejetant le concile de Nicée, l'arianisme fut introduit dans le bassin fluvial du Danube par l'empereur d'orient Flavius Julius Valens qui règne à Constantinople de 364 à 378.

²⁶ *L'individu face au pouvoir*, Recueil de la Société Jean Bodin pour l'Histoire comparative des institutions, t. IV, *Europe orientale au Moyen-âge, aux temps modernes et contemporains (1989)*, Bruxelles, De Boeck-Wesmael, 1989, p. 17.

La Société Jean Bodin a pour but d'encourager les études scientifiques d'histoire du droit et des institutions selon la méthode comparative et de faciliter les travaux collectifs entrepris à leur sujet. Fondée en 1935 par Alexandre Eck, François Olivier-Martin et Jacques Pirenne, elle a organisé depuis lors vingt sessions internationales, consacrées chacune à l'étude historique et comparative d'une institution donnée. Les travaux ont été publiés dans les Recueils de la Société Jean Bodin dont la source susmentionnée.

était dès le XVI^e siècle, une société plus avancée sur le plan politique et social que certaines sociétés d'Europe occidentale, à l'exemple d'une France en pleine guerre de religion.

Une étroite association avec la Hongrie Royale

Des liens culturels unissent les communautés transylvaines à leurs voisins hongrois. Les Sicules se révèlent culturellement proches des Magyars, dont ils parlent un dialecte. Ils vivent dans les régions montagneuses de l'est de la Transylvanie. À l'époque moderne, ils sont considérés comme des combattants tout à fait redoutables en raison de leurs traditions du métier des armes et de leur position de marche frontalière. Ils prennent part à tous les combats que livrent les princes de Transylvanie, notamment aux côtés des Rakóczi. Leurs liens avec la Hongrie sont restés très forts. Le partage d'une langue hongroise si particulière est un réel ciment entre les communautés. Les langues nationales se développent aux dépens de dialectes locaux. Des communautés linguistiques prennent ainsi forme dans plusieurs nations. Elles soudent les communautés à leurs territoires. Par les Sicules et les Magyars, la principauté de Transylvanie se révèle alors culturellement plus proche de la Hongrie, alors que la communauté saxonne est davantage liée au Saint-Empire romain germanique. D'un point de vue linguistique, la communauté hongroise semblait à part dans un Saint-Empire romain germanique largement dominé par la langue allemande. Seuls les Pays-Bas méridionaux appartenaient à un autre groupe linguistique que celui de l'empereur, puisque la pratique du français et du flamand y était majoritaire.

La proximité culturelle de la Transylvanie avec la Hongrie est donc grande, avec deux communautés sur trois magyarophones. À la fin du XVII^e siècle, l'union autour de l'usage d'un idiome commun se renforce. À cette époque, le hongrois devient la langue officielle de la principauté de Transylvanie. Ce statut est entériné par deux codes juridiques. Le premier date de 1671, *Compilatae Constitutiones Regni Transylvaniae*; le second de 1677, *Approbatæ Constitutiones Transylvaniae*; tous deux sont édités sous le règne du prince Michel Apafi I^{er}. Ils donnent une langue unique à l'administration princière transylvaine. La promotion du hongrois comme langue administrative se fait au détriment du roumain, et surtout de l'allemand des colons saxons, bien que *l'Universitas saxonum* conserve son usage pour la gestion des affaires internes à la communauté. L'officialisation correspondait à la réalité. Dans la pratique, le hongrois dominait la principauté en termes de locuteurs et elle

était la langue du souverain. Ainsi, les voïvodes de Valachie et de Moldavie usaient de la langue magyare pour écrire au voïvode de Transylvanie. Le prince de Transylvanie, François II Rakóczi écrivait aussi bien en français, qui était la langue internationale, qu'en hongrois sa langue natale²⁷, ou en latin, qui prédominait encore en Europe centrale et orientale. Pour la période de la guerre d'indépendance hongroise de 1703 à 1711, on retrouve l'utilisation de ces trois langues dans la correspondance de François Rakóczi, dont une partie est conservée au Centre des Archives diplomatiques de La Courneuve à Paris²⁸. Les liens linguistiques entre la Hongrie royale et la principauté de Transylvanie trouvent une explication dans le haut Moyen-âge, au moment de l'arrivée de la Horde hongroise en Europe centrale.

Historiquement, la nation hongroise a d'abord trouvé un premier refuge autour du massif des Carpates, dans l'actuelle Transylvanie. Comme nous l'avons vu, elle a été délogée par les Petchenègues, mais la tribu magyare s'y distingue. Elle s'octroie l'honneur de donner son nom à la nation tout entière. La fuite de la Horde vers la grande plaine pannonienne suite à ce fait d'armes qui aurait sauvé les Hongrois de l'anéantissement, tisse un lien fort avec cette région périphérique historique. Elle forme une sorte de mythe fondateur dans l'esprit des habitants qui connaissent ce fait. En plus de la très forte population hongroise qui y vit, elle constitue ainsi un des berceaux de sa culture. En effet, à la suite du conflit avec les Petchenègues et les Bulgares de la Volga, la Transylvanie a tout au long de la période médiévale et moderne, joué un rôle dans l'histoire politique de la Hongrie, dans la préservation de son identité, et dans la défense de son indépendance territoriale. Comme nous l'avons vu avec l'installation des Saxons par Géza II, du XIe siècle jusqu'à la bataille de Mohács de 1526, la principauté est un territoire vassal du royaume de Hongrie. Après cette date qui marque la disparition de la Hongrie comme État souverain, la Transylvanie devient un temps pleinement indépendante, et ce jusqu'en 1571. Le voïvodat passe ensuite sous la vassalité des Ottomans jusqu'à la paix de Karlowitz de 1699.

Après cette date, qui marque le déclin définitif de l'emprise ottomane en Europe centrale, elle passe sous le giron des Habsbourg jusqu'en 1867. De 1571 à 1699, malgré la suzeraineté ottomane, la principauté conserve une posture politique très autonome. Elle tire

²⁷ Ilona Kovacs, *Rakóczi, écrivain bilingue*, dans : Cahiers de l'Institut hongrois, n° 1, Paris, 1985, p. 59-72.

²⁸ En latin : AAE, Cor. Pol., Hongrie, vol. 12, f° 80, se référer à l'Annexe.

En Français : AAE, Cor. Pol., Hongrie, vol. 12, f° 20.

profit de la liberté laissée par les Turcs aux peuples qu'ils soumettent. Le regard de la principauté est tourné principalement vers la Hongrie. Elle s'immisce dans la politique intérieure de ce royaume démembré, en proie à la guerre et au chaos intérieur. De 1526 à 1711²⁹, les voïvodes deviennent les protecteurs de la culture magyare par le prisme d'une religion chrétienne réformée en pleine expansion dans la région.

La majorité des meneurs des rébellions est principalement originaire de Transylvanie. Ces rébellions sont tournées contre les Autrichiens, considérés comme des envahisseurs en raison de leurs politiques dirigistes. Mis à part Imre Thököly qui vient de Haute-Hongrie, puis Pierre et Nicolas Zrinyi qui étaient bans de Croatie³⁰, on peut citer les soulèvements successifs des Szapolyai, avec Jan Hunyadi³¹, de Gabriel Bethlen, de Georges Ier Rakóczi³², de Michel Ier Apafi, et de François Rakóczi³³. Après 1526, l'ingérence transylvanienne dans la vie politique de la Hongrie est si marquée, qu'une partie de l'historiographie hongroise a dénommé la principauté de Transylvanie, le « royaume de Hongrie orientale ». Après le démembrement de 1526, elle est considérée comme une survivance du royaume médiéval de Hongrie. Le blason de Jean Ier Szapolyai³⁴, élu roi de Hongrie en 1526 à la Diète de

²⁹ Pour mémoire, date où la paix de Szatmar sanctionne l'échec de la rébellion du prince de Transylvanie François II Rakóczi contre l'empereur (1703-1711).

³⁰ Dans le cas des rébellions d'Imre Thököly (1670-1683) et de Pierre Zrinyi (1664-1670), la principauté de Transylvanie joue un rôle important dans le soulèvement. Durant le siège de Vienne, on trouve ainsi des Roumains et des Transylvaniens sous les ordres de Thököly aux côtés des trucs. Bien qu'originaire de Haute-Hongrie, il obtient de manière éphémère, le titre de prince de Transylvanie, de septembre à octobre 1690.

³¹ Jan Hunyadi naît en Transylvanie en 1387 et meurt à Semlin en 1456. Il devient voïvode de Transylvanie en 1440, puis combat les turcs avec succès à Belgrade en 1440, Szent-Imre l'année suivante, et aux Portes de fer en 1442. Héros de guerre, il se battit également politiquement à l'intérieur de la Hongrie en s'opposant aux magnats (grande noblesse terrienne de Hongrie) favorables aux Habsbourg. Il est le père de l'un des plus grands monarques de Hongrie : Mathias Corvin.

³² Georges Ier Rakóczi naît en 1593 et meurt en 1648. Il devient prince de Transylvanie le premier décembre 1630, jusqu'à sa mort. Pendant la guerre de Trente Ans, Georges Ier prend le parti des protestants contre les Habsbourg. De ce fait, il rejoint l'alliance franco-suédoise. Il reçoit une aide de la France. De son action et de la victoire des Franco-suédois, il préserve l'indépendance de la Transylvanie et la liberté de culte en Hongrie occidentale ou Transdanubie. Une liberté qui sera ensuite vivement attaquée par la contre-réforme catholique menée par l'empereur Léopold Ier à la fin du XVIIe siècle. Cette atteinte à la liberté confessionnelle est l'une des raisons qui mène au soulèvement de 1703 conduit par son petit-fils, François Rakóczi. Son fils Georges II Rakóczi naît en Hongrie à Sárospatak, dans le berceau de la famille Rakóczi, en 1621 et meurt à Nagyvarad (ville d'Oradea en roumain) en 1660, sera également prince de Transylvanie. De son union avec Zsafia Bathory, le 3 février 1643, il naît un fils, François Rakóczi, qui est considéré comme un héros national en Hongrie.

³³ François II Rakóczi naît en 1676 et meurt en 1735. Il est prince de Transylvanie de 1704 à 1711. Son prédécesseur était un gouverneur autrichien. Il mène le soulèvement général de 1703 à 1711. Après lui, les Autrichiens remettent en place un gouverneur impérial nommé par Vienne pour contrôler plus facilement une province périphérique qui s'avère une nouvelle fois rebelle, au pouvoir central. Les tenants et les aboutissants de ce conflit identitaire sont développés ci-dessous.

³⁴ Jean Szapolyai naît à Szepesvár en 1487, en Haute-Hongrie, et meurt à Szászsebes dans le sud de la Transylvanie en 1540. Il est voïvode de Transylvanie de 1510 à 1540 et roi de Hongrie sous le nom de Jean Ier de 1526 à 1540. Une fois la couronne de Saint-Étienne en sa possession après sa victoire contre les Habsbourg, il délègue sa dignité de voïvode à deux autres familles d'origine hongroise : les Báthory de 1530 à 1534, une

Székesfehérvár convoquée après la mort de Louis II Jagellon, reprend les principaux attributs des armoiries de l'ancien royaume médiéval de Hongrie. D'origine hongroise, Jean Szapolyai est l'un des plus grands propriétaires terriens de Hongrie. En concurrence avec les Habsbourg qui lui disputent la couronne, il réaffirme sa légitimité culturelle en se plaçant visuellement dans la lignée des anciens rois de Hongrie. Malgré son statut de protectorat turc, une partie de l'historiographie hongroise ne reconnaît pas réellement l'existence politique d'une Transylvanie indépendante. Cette question politique, proche du révisionnisme, génère une revendication de la province par l'actuelle République de Hongrie. En réalité, ce débat historique entre les Hongrois et les Roumains se concentre autour du statut du voïvode de Transylvanie dans la monarchie hongroise. Pour les Hongrois d'obédience nationaliste, il ne fut qu'un simple gouverneur de la partie orientale de la Grande-Hongrie, alors que pour les Roumains, il fut le monarque d'une des trois grandes régions composant la Roumanie actuelle : La Transylvanie, la Moldavie et la Valachie.

Déjà pour les Transylvains du XVI^e siècle, le statut politique de la principauté n'était pas limpide. Les relations entre les élites politiques et économiques du voïvodat et de la Hongrie étaient trop importantes pour être claires. De plus, les Hongrois étaient démographiquement majoritaires. Aussi, les voïvodes étaient plus ou moins originaires du royaume de Hongrie. Au niveau foncier et politique, les limites étaient donc floues entre les deux entités. Les liens historiques de ce territoire des Carpates avec les Magyars étaient matérialisés par leur politique étrangère et leur noblesse. Seuls les bergers des montagnes majoritairement roumains rappellent que la province pouvait être une région roumaine à l'image de la Valachie ou de la Moldavie. Au XVI^e siècle le statut politique de la Transylvanie est pourtant bien tranché au traité de Spire de 1570. Au moment de la guerre de Succession d'Espagne, la principauté n'était en réalité pas tout à fait indépendante sur le plan militaire, mais elle conservait depuis plus d'un siècle un regard très protecteur sur sa proche cousine hongroise. À ce propos elle a joué un rôle important dans le conflit opposant la Hongrie de François Rakóczi au Saint-Empire romain germanique de Léopold I^{er} de Habsbourg.

ancienne famille hongroise installée en Transylvanie avec qui François II Rakóczi est lié par sa grand-mère maternelle Zsófia Báthory (princesse de Transylvanie de 1629 à 1680) ; puis aux Maylad de 1534 à 1540, propriétaires également d'origine hongroise, installés dans la principauté depuis la fin du X^e siècle, et issus d'une noblesse récente.

L'entrée dans la rivalité entre Bourbons et Habsbourg

Sous le principat de Michel Apafi Ier³⁵, cette principauté nichée au cœur du massif des Carpates, soumise aux Turcs dès 1570 par le versement d'un tribut, a établi une politique d'équilibre entre les Ottomans, les Habsbourg et les Français. Cette expression de *politique des équilibres* est employée dans l'ouvrage dirigé par l'historien hongrois Béla Köpeczi, consacré à l'Histoire de la Transylvanie³⁶. Elle signifie que la Hongrie et la Transylvanie interagissent dans plusieurs mondes sur le plan de la géopolitique. Étant une puissance secondaire d'envergure régionale, elle doit d'abord défendre son modèle culturel contre l'ingérence des puissants voisins ottomans et habsbourgeois, puis promouvoir son identité territoriale au niveau diplomatique. C'est tout l'enjeu géopolitique du principat de Michel Ier Apafi. Dès son arrivée au pouvoir, il maintient la Transylvanie dans le giron ottoman et se place en marge du monde habsbourgeois. De ce fait, il se rapproche naturellement du parti rebelle hongrois et se place dans la continuité de ses prédécesseurs, notamment Georges Ier Rakóczi. Fort de ce choix, le prince noue des contacts avec la France dans le cadre des Anciennes Alliances et du système de revers. C'est ainsi qu'entre 1660 et 1703, une opposition renaît entre la protestante Transylvanie et la catholique Autriche. Moins puissante et soucieuse de mener une politique extérieure autonome vis-à-vis de l'Empire ottoman, la principauté développe également des liens avec les protestants anglais et hollandais. Elle reste toutefois sous protectorat ottoman. Les troupes transylvaines participent donc aux campagnes turques contre les Habsbourg en 1661, 1679 et 1683. Dès les années 1660, ce prince avait perçu les changements qui s'amorçaient dans les relations internationales, avec notamment l'affaiblissement de l'Empire ottoman. Un repli de la puissance musulmane qui allait se confirmer après le siège de Vienne de 1683, mais qui s'amorçait en réalité dès la défaite du Saint-Gothard, en août 1664³⁷. Sous l'influence de János Bethlen, de Mihály Teleki et de la princesse Anna Bornemisza, Michel Apafi reprend à son compte la politique de

³⁵ Michel Apafi est né en 1632 et mort en 1690. Il est élu prince de Transylvanie en 1661, et conserve cette dignité jusqu'à sa mort en 1690. Sa formation est poussée en matière de sciences, de théologie, et de philosophie. Il est considéré comme un prince éclairé. Après trois années de captivité sur les terres du Khan Tartare suite à la campagne de Pologne de 1657, il est alors le candidat de l'Empire ottoman face à Jean Kéményi qui est celui de l'Autriche. Il soutient les Hongrois de Thököly, mais après l'échec du siège de Vienne auquel il participe avec quelques milliers d'hommes (Sicules), il se désengage. Avec le reflux turc de 1683-1699, il sauve l'indépendance de sa principauté en négociant avec les Habsbourg. Durant son règne, il met en place une politique d'équilibre devant renforcer la puissance économique et militaire de son État, en vue des changements évidents et rapides qui s'amorçaient alors dans cette partie de l'Europe. Il adopte une organisation administrative centralisée, à l'image des puissances d'Europe occidentale.

³⁶ Béla Köpeczi, *Histoire de la Transylvanie*, Chap. 2 : *L'économie et la société transylvaine entre 1660 et 1711*, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1992.

³⁷ Ferenc Toth, *Saint-Gothard, 1664, Une bataille européenne*, Lavauzelle, 2007.

rapprochement avec la France, qui est alors la principale puissance européenne depuis le traité de Westphalie en 1648, alliée des protestants depuis les années 1630, et ennemie des Habsbourg depuis le début du XVIIe siècle. Pour la Transylvanie, la ligne politique française est définie dès le règne de Louis XIII, sous le principat de Georges Ier Rakóczi (1630-1648). Dans le cadre de politique extérieure, il poursuit également celle amorcée par le prince Gabriel Bethlen (1613-1629) qui avait aussi contracté des liens avec les puissances protestantes occidentales, dont l'Angleterre et les membres de la Ligue du Rhin dans les années 1650. À la fin du XVIIe siècle, son regard se porte toujours sur la Hongrie royale vers laquelle il veut faire grandir son influence et accroître l'indépendance politique de son état. Son choix s'avère logique sur le plan dynastique et géopolitique. La famille des Apafi est originaire de Hongrie et de Transylvanie. Cela lui donne une forme de légitimité issue du sol et du sang. Depuis 1526, l'ancien royaume magyar cherche à retrouver une stabilité politique sous l'influence d'une seule et même puissance.

La Transylvanie représente alors une solution médiane aux prétentions turques et impériales, propre à maintenir cet équilibre géopolitique entre les grandes nations. Dans cette optique et en réaction à une paix de Vasvár qui lèse les Transylvains et les Hongrois³⁸, Michel Ier Apafi cherche à former une confédération composée des royaumes de Hongrie, de Pologne et de la principauté de Transylvanie. La mort du ban de Croatie Nicolas Zrinyi, le dix-huit novembre 1664, met fin à ce projet ambitieux. Néanmoins, il souligne d'abord à cette époque les liens entre les hommes politiques hongrois et transylvains, puis plus largement entre ces deux entités territoriales. Ces liens vont se confirmer avec le soulèvement du prince François Rakóczi au début du XVIIIe siècle. Michel Apafi règne jusqu'en 1690 et son fils Apafi II lui succède jusqu'en 1699. À cette date, la principauté passe plus largement encore sous le contrôle de Léopold Ier, après la paix de Karlowitz la même année.

Dès la fin des années 1660, l'empereur et roi de Hongrie Léopold Ier commence à introduire plus énergiquement la contre-réforme catholique. Suite aux attaques contre la religion réformée et en écho à la conjuration nobiliaire hongroise de Wesselényi, la révolte gronde à nouveau sur la frontière hongro-transylvaine. La promotion de la religion catholique

³⁸ La paix de Vasvár est signée en août 1664. Alors que les Autrichiens disposent de l'initiative après la victoire de Saint-Gothard, l'empereur Léopold Ier fait la paix avec le Sultan, malgré l'opposition des factions croates et hongroises dont les territoires restent sous domination turque. La ratification de ce traité est considérée comme une trahison par les Croates et les Hongrois, et engendre une grande colère au sein de la population de la Grande-Hongrie. Une colère qui affaiblit l'influence autrichienne, et renforce les partis rebelles. La paix de Vasvar est la cause directe de la conspiration Zrinski-Frankopan.

comme religion d'État, puisqu'impériale, remet en cause l'état de tolérance religieuse institué depuis la Diète de Torda de 1568. La liberté de culte est un élément central de l'identité de la principauté à laquelle les protestants et les unitariens sont particulièrement attachés. Le fossé entre les communautés se creuse : les loyalistes, plutôt catholiques et germanophiles d'une part, contre les Magyars, plutôt protestants et unitariens d'autre part. En 1668, les grandes familles se rassemblent à nouveau autour de leur prince contre l'empereur habsbourgeois dans le but de défendre le protestantisme. Une opposition que la France regarde d'un œil bienveillant. La retraite ottomane en Hongrie à partir de 1683 détériore un peu les relations entre Transylvains et Habsbourg. Léopold Ier cantonne des garnisons dans les territoires reconquis. À partir de 1687, huit à dix mille soldats impériaux prennent leur quartier d'hiver en Transylvanie. Après 1696, ce cantonnement devient permanent. Comme dans les Pays-Bas méridionaux avec les garnisons néerlandaises, la population doit fournir le ravitaillement à des troupes étrangères. En 1700, le mécontentement est également général. L'approvisionnement des troupes est de plus en plus difficile à acheminer. De plus, les déplacements de populations font encore grandir cette grogne générale au regard de la politique de Léopold Ier. Un climat insurrectionnel contre les Habsbourg se développe et s'enracine à la fois en Hongrie et en Transylvanie.

Une principauté économiquement et culturellement riche

L'essor économique sous le principat de Michel Apafi Ier

Au tournant du siècle, la Transylvanie est un territoire riche. La principauté bénéficie depuis près de quarante ans de politiques de développements économiques et démographiques voulues par ses princes. Le plus important est assurément le prince Michel Apafi Ier. C'est un prince éclairé qui tire profit de sa culture, du retour des intellectuels, et des négociants qui séjournent à l'étranger. Sous son principat de trente et un ans, il assure une relative sécurité qui fait de la Transylvanie un havre de paix en comparaison des troubles qui règnent en Hongrie et dans les Pays-Bas méridionaux à la même période. Le développement de l'économie féodale et la défense répétée de la religion protestante facilitent l'essor de l'immigration. Il est difficile d'avoir des certitudes concernant la démographie. Toutefois, des estimations assez précises peuvent être réalisées avec les documents produits par les

inspecteurs de guerre du prince Rakóczi et les comptes rendus de la *Cameratica Commissio*. Les historiens, ayant analysé ces sources, estiment que la population transylvaine approche les neuf cent mille âmes en 1700. En moyenne, les centres urbains concentrent de mille à cinq mille habitants. La population est donc disséminée sur l'ensemble du territoire, ce qui le rend difficile à contrôler pour les puissances étrangères, mais favorise en revanche la préservation de son identité culturelle.

La Transylvanie intéresse les diplomaties européennes en raison de sa position géostratégique à la confluence des mondes slaves au nord, Allemands à l'ouest, et Ottomans au sud, mais aussi grâce à ces importantes richesses naturelles. Au début du XVIIIe siècle, elle est un enjeu économique et identitaire pour l'Empire de Léopold Ier, la Hongrie de François Rakóczi, et la France de Louis XIV représentée par le marquis des Alleurs. Le voïvodat n'est pas un territoire aussi pauvre et arriéré que l'on pourrait le penser de prime abord. La Relation sur les affaires de Transylvanie à la veille de la campagne de 1705 nous expose une réalité tout à fait différente :

« Agréablement surpris lorsqu'on parcourt la province, de voir un pays partagé de petites plaines bien cultivés, arrosés d'une infinité de ruisseaux, enrichies de trois grandes rivières, et remplies de villes et de villages. »³⁹

En effet, cette prospérité apparente est soutenue par la connexion de l'économie rurale transylvaine au commerce international⁴⁰ par l'intermédiaire des grandes familles nobiliaires. Sa position de carrefour et ses productions issues de l'extraction minière, de l'agriculture, et des manufactures, en fait une puissance régionale importante dans les conflits locaux. La mutation de l'économie mondiale qui s'amorce au XVIIe siècle et la prise en compte de plus en plus régulière des questions commerciales lors des traités de paix renforcent la position diplomatique des princes de Transylvanie. Ils deviennent des acteurs de premier ordre en Europe centrale et orientale. À ce titre, la dignité princière est de plus en plus disputée à l'aube du XVIIIe siècle. Être prince, c'est légitimement contrôler un territoire escarpé, identitaire, et difficile à conquérir, mais aussi tirer profit de ses importantes richesses économiques et démographiques pour servir ses ambitions personnelles. C'est enfin s'adjuger son savoir-faire militaire en matière de guerre de harcèlement. Dans sa volonté de conquérir la voie danubienne jusqu'aux détroits du Bosphore et des Dardanelles, l'empereur Léopold Ier

³⁹ AAE, Cor. Pol., Hongrie, vol. 12, f° 97

⁴⁰ Se référer à l'Annexe.

cherche logiquement à se l'adjuger. Au même titre que la Hongrie royale, c'est une étape essentielle dans sa lutte contre le sultan, et dans la réalisation d'une *Question d'Orient* qui commence à naître dans l'esprit de la dynastie autrichienne⁴¹.

La valeur minière s'est considérablement accrue avec l'ouverture du commerce européen et le mercantilisme. La demande internationale en matières premières augmente. Gage de richesses, les mines de Transylvanie deviennent un enjeu. La bataille pour le contrôle des extractions minières se renforce sous Michel Apafi Ier, et en période de conflit. La principauté dispose de mines de sel, de cuivre, de mercure et de métaux précieux. Ces mines sont en plein essor depuis la politique de redressement économique entamée par Michel Apafi Ier. Elles font l'objet de soins particuliers, car elles sont indispensables à la préservation de son autonomie vis-à-vis de la puissance ottomane, puis à la défense de son indépendance, sous le principat de François Rakóczi. La guerre de Trente Ans avait détruit la plupart des capacités de production manufacturières de la Transylvanie.

À partir des années 1660, le prince Apafi s'appuie sur ces ressources minières pour redresser l'économie du pays. Sous son règne, les techniques d'extraction se modernisent. Elles deviennent parmi les plus performantes et productives d'Europe. Les volumes à fortes valeurs ajoutées retirés du sous-sol permettent de soutenir une vision politique et économique éclairée. Les revenus des mines ajoutés à ceux des autres industries répondent ainsi à des demandes de plusieurs natures. En premier lieu, ils offrent au prince les moyens d'exister dans le concert des nations. Sa voix se fait entendre par l'intermédiaire de ses armées qui s'équipent grâce à la manne minière. L'armée transmet ensuite sa puissance à la diplomatie en lui donnant sa légitimité, et en définissant son niveau de crédibilité sur la scène internationale. Plus l'armée est puissante, plus la voix du prince est forte. La petite armée de Michel Apafi possède un savoir-faire indéniable dans les opérations dévolues aux unités légères. Les Sicules sont en effet redoutables dans la guerre de harcèlement. Durant la guerre de Hollande, la France aide Imre Thököly contre les Habsbourg. Lors de la campagne de 1678, les rebelles sont renforcés par des troupes auxiliaires françaises et polonaises. Ces troupes sont généralement levées en Pologne, d'où elles franchissent l'arc carpatique pour gagner la Hongrie. La cavalerie hongro-transylvaine prend les villes minières de la Haute-Hongrie. Cette opération militaire renforce le poids diplomatique de la Transylvanie. La diplomatie de

⁴¹ Voir le chapitre sur les chimères.

Louis XIV fait reconnaître les droits de la principauté au traité de Nimègue. Le roi de France écrit une lettre à Michel Apafi le huit juin 1679, dans laquelle il certifie l'article trente et un du traité. Le roi de France reconnaît à la Transylvanie, un statut d'alliée, l'associant ainsi à la victoire. De manière générale, l'état de guerre chronique en Hongrie et en Europe centrale renforce encore l'importance de ces aspects économiques identitaires.

En second lieu, les matières premières assurent le relèvement financier du pays tout en garantissant la modernisation des autres secteurs économiques, deux éléments essentiels pour la pérennisation et l'accomplissement des réformes. En troisième lieu, les bénéfices générés donnent la possibilité de payer le tribut annuel aux Turcs, sans retard. La croissance des secteurs économiques assure ainsi une forme d'autonomie politique vis-à-vis du protectorat ottoman. L'efficacité des réformes est rendue possible par le contexte géopolitique de la région. La valorisation des productions transylvaines se fait sur les marchés commerciaux. Les centres de production sont placés aux abords de routes commerciales importantes qui suivent le bassin danubien par la longue rivière Tisza, notamment. Les excédents sont vendus aux belligérants qui cherchent à contrôler le lit de ce long fleuve. Ils assurent ainsi un débouché à des produits destinés majoritairement à l'exportation. La diversité des extractions minières solidifie encore la santé économique de cette principauté aux confins de l'Europe centrale. Grâce à la modernité des techniques d'extraction, les volumes suffisent pour soutenir l'activité manufacturière et les demandes. Ainsi, les mines de sel produisent des tonnages très importants. Elles génèrent une grande richesse. Comme en Europe occidentale, c'est une ressource très prisée et donc très coûteuse. À elle seule, la régie du sel assure les besoins du marché « national » et génère suffisamment de bénéfices pour assurer le paiement du tribut annuel aux Ottomans. Le voïvodat peut également appuyer son économie sur les mines de cuivre, de mercure, d'or et d'argent. Leurs renommées et leurs richesses sont équivalentes aux mines de sel.

Preuve de la réussite de ce relèvement, la Suède, alliée à la Transylvanie durant la guerre de Trente Ans, envoie des experts pour évaluer la nouvelle puissance économique de cet état et pour échanger sur les méthodes employées afin de parvenir à ce succès. Selon Béla Köpeczi et ses collaborateurs⁴², cette évaluation allait au-delà de l'espérance des Suédois.

⁴² Béla Köpeczi, *Histoire de la Transylvanie*, carte 15 : *L'économie de la Transylvanie dans la seconde moitié du XVIIe siècle*, Chap. 2 : *L'économie et la société transylvaine entre 1660 et 1711*, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1992.

Durant la guerre d'indépendance hongroise, François Rakóczi s'appuie sur les mines de cuivre de Transylvanie et de Haute-Hongrie pour frapper une monnaie « révolutionnaire » du même métal. Comme en Haute-Hongrie, les combats autour de ces mines font rage entre les rebelles et l'armée impériale de Transylvanie. Le contrôle des mines est un enjeu stratégique de tout premier ordre.

Les guerres des XVII^e et XVIII^e siècles ne sont pas seulement coûteuses en hommes, elles le sont aussi en matériel. Elles grèvent des trésors qu'il faut sans cesse remplir. Vienne est obligée d'importer des ressources en cuivre depuis la Transylvanie, l'Angleterre, et les Provinces-Unies. Elle n'est donc pas autonome dans ce secteur. La dépendance est dangereuse en temps de guerre en raison de liaisons commerciales perturbées. Même si les mines d'or et d'argent de Transylvanie commencent à s'épuiser, elles sont exploitées selon les besoins du gouvernement qui en a le contrôle. Sous François Rakóczi, les exploitations des mines de Zalatna et d'Abrudbánya, dans l'ouest de la Transylvanie sur la frontière hongroise, offrent encore des revenus essentiels à la rébellion. Par l'intermédiaire des ambassadeurs-marquis de Bonnac et de Ferriol, elles permettent aux Magyars d'acheter aux Polonais et aux Ottomans l'approvisionnement nécessaire à la conduite de la guerre. Les soldes des troupes étrangères sont payées avec les monnaies frappées avec l'or et l'argent extraits de ces mines.

À la différence de la monnaie de cuivre, elles ont cours sur le marché international. Au-delà des ressources minières, d'autres secteurs sont à la pointe de la modernité. La Transylvanie exploite l'ensemble de ses richesses naturelles. À l'image de son riche sous-sol, l'environnement des Carpates offre la richesse de son réseau hydraulique⁴³, de ses forêts et de ses terres fertiles sur les plateaux et dans les vallées. Les multiples cours d'eaux descendant des massifs facilitent l'implantation de moulins à eau et de fonderies qui sont bénéfiques à l'industrie du fer. L'équipement hydraulique de la fonderie de Csikmadaras, dans l'est de la province, est l'un des plus performants d'Europe, devant nombre d'installations britanniques, françaises, impériales, ou « belges ». Pays de forêts, les activités liées à la sylviculture occupent une part prédominante dans l'industrie. Le bois est partout en Transylvanie. Présent à l'état naturel sur les flancs des montagnes, il est exploité et acheminé jusque dans les villages où il est transformé pour devenir des matériaux de construction, du mobilier ou dans les ustensiles de la vie courante. Le bois des scieries dont les mécanismes bénéficient aussi de

⁴³ Carte économique et hydrographique de la Transylvanie.

la force des torrents est également exporté principalement sous la forme de grumes de bois⁴⁴, de planches et de barreaux⁴⁵. L'expression « grume de bois » désigne le tronc ou le billon. Généralement coupé à une longueur de cinq ou six mètres, il est acheminé sous forme de radeaux qui descendent le long des cours d'eau. Le minerai, le bois façonné et d'autres ressources plus facilement transportables suivent ou longent les rivières qui sont des axes de transport. Au nord de la principauté, les bassins de la Tisza et du Szeret permettent de se connecter respectivement avec le cours moyen du Danube hongrois par l'Ouest, et son cours inférieur par l'Est à travers les voïvodats de Moldavie et de Valachie. Le réseau hydrographique offre des possibilités de déplacements très importants pour le commerce et la circulation des correspondances diplomatiques. Ainsi de la rivière Tisza et des affluents Tùr, Szamos, et Kraszma, il est également possible de rejoindre le bassin de la Vistule, en Pologne. Par une petite portion de route, on peut rallier ce long fleuve polonais qui traverse les villes de Cracovie, de Varsovie pour se jeter dans la mer Baltique à Dantzig.

De ce port majeur, véritable porte d'entrée septentrionale de l'Europe centrale, il est possible de voguer vers Amsterdam, la France et les ports des Pays-Bas méridionaux comme Ostende ou Anvers⁴⁶. Plus au sud de la Transylvanie, l'export du bois, du mercure, et de la cire se fait par la rivière Maros qui se jette dans la Tisza à Szeged, à l'extrémité méridionale du royaume de Hongrie. En somme, nous pourrions multiplier les exemples : les possibilités de déplacement par les vallées fluviales sont innombrables. D'où la nécessité de leur contrôle dans la conduite de la guerre tant du point de vue militaire que du commerce, ou du renseignement. Il est difficile de relier les différents bassins entre eux par des canaux. À la différence des Pays-Bas méridionaux, la Transylvanie n'a pas les capacités de densifier artificiellement son réseau hydrographique. En réalité, elle n'en a pas vraiment besoin. A *contrario*, les provinces belgiques doivent remédier à cette faiblesse, qui est l'ensablement de ports comme celui de l'Écluse. Le relief et le climat lui permettent de le faire. En effet, ses canaux relient ses quelques voies d'eau naturelles navigables⁴⁷. Ils sont doublés par des voies de halage qui densifient encore ses infrastructures de transports. Elles facilitent et rationalisent

⁴⁴ Sur la carte de l'ouvrage de Béla Köpeczi, *Histoire de la Transylvanie*, l'expression a été mal traduite. En sylviculture on parle bien de grume de bois, et non de bois de grume comme écrit sur la carte.

⁴⁵ Se référer à la carte tirée de l'ouvrage de Béla Köpeczi, *Histoire de la Transylvanie*, croquis de *l'économie de la Transylvanie dans la seconde moitié du XVIIe siècle*.

⁴⁶ Lucien Bély, *Les routes de la mer : l'enjeu économique dans les négociations diplomatiques, Des économies et des hommes*. Mélanges offerts à Albert Broder, sous la direction de Florence Bourillon, Philippe Boutry, André Encrevé et Béatrice Touchelay, Créteil, 2006, p. 251-258.

⁴⁷ La Sambre, la Meuse, l'Escaut.

les circulations dans la province la plus occidentale du monde habsbourgeois. Les déplacements sont assurés par ce dédoublement du réseau.

En hiver, lorsque les canaux gèlent, la route prend le relais, et inversement lors des autres saisons où la boue empêche l'utilisation des routes. La Belgique n'a ainsi pas à se préoccuper du climat pour son commerce et ses axes de transports. Bien que cela soit probablement utile entre les bassins de la Tisza et de la Vistule, la réalisation d'un tel doublage est impossible en Transylvanie et en Haute-Hongrie en raison de la topographie, du froid continental, et des moyens techniques. Si la pratique du réseau hydrographique est pleinement maîtrisée dans les Pays-Bas méridionaux, elle est soumise aux aléas de la nature en Europe centrale.

De la même manière, les produits alimentaires sont un enjeu pour la guerre. Le ravitaillement de la population civile et de l'armée est fondamental en période de conflit. La bonne santé des troupes et des habitants est un gage de soutien et de combativité. Comme en Hongrie et dans nombre de pays européens, l'une des principales activités de la population reste l'agriculture. Elle complète l'activité industrielle et minière. L'agriculture transylvaine est dominée par l'élevage. Pays de montagnes sur les périphéries, et de collines dans le centre⁴⁸, elle possède de riches pâturages. Avant la guerre contre les Habsbourg, des hordes de bœufs sont conduites à Vienne sous la houlette d'éleveurs attachés à l'aristocratie hongroise et transylvaine. La Hongrie acheminait chaque année près de cent mille bovins vers les marchés de Vienne, d'Italie, et d'Allemagne. Un chiffre qui supplante les exportations transylvaines, mais qui a eu une influence sur l'essor rapide de villes hongroises comme Debrecen. Proche de la frontière, elle était reliée à la Transylvanie par la rivière Feher-Körös et la vallée fluviale de Sebes-Körös. De son caractère isolé, la Transylvanie tire aussi profit de sa faune sauvage et de son élevage. Les peaux issues des tanneries sont produites dans la région des monts Gyalu et Kalota, au nord-est de la principauté. Forte consommatrice en eau, cette industrie bénéficie du débit des rivières, à la fois pour la fabrication du bien manufacturé et pour l'exportation vers la Pologne et l'Autriche par la rivière Sebes-Körös d'abord, puis la Tisza, et enfin la Vistule ou le Danube. Malgré une topographie peu propice, il s'y développe une proportion grandissante de cultures céréalières et maraîchères au sein des rares plaines fluviales. L'autosuffisance en nourriture est un des points faibles de la principauté. Béla Köpeczi dans *Histoire de la culture hongroise* nous précise cette situation :

⁴⁸ Deux ensembles topographiques se distinguent. Les Collines de Szamos au Nord, et celles de Kükülö au Sud.

« L'agriculture se développa à la suite de l'introduction d'une technique nouvelle (surtout par la substitution de la faux à la faucille), mais elle couvrait à peine les besoins intérieurs et ceux de l'armée. »⁴⁹

Ce point faible est inhérent aux zones accidentées, surtout lorsque la population est aussi importante avec environ neuf cent mille habitants. Pour pallier ce déficit, elle importe principalement des aliments de l'Empire ottoman, si l'on se réfère à la carte de *l'économie de la Transylvanie dans la seconde moitié du XVIIe siècle*⁵⁰. La Transylvanie est arriérée en comparaison de l'Europe occidentale, mais en plein développement agricole. Cet essor amorcé au XVIe siècle n'empêche pas la principauté et le royaume de Hongrie d'être gravement touchés par la famine durant la guerre d'indépendance hongroise entre 1703 et 1711. Les points d'entrée des denrées alimentaires dans la principauté se situent par les gorges de Tömös vers la ville de Brassò, et de Vöröstorony vers Szeben. Elles pénètrent ainsi en Transylvanie par le pays saxon. Cela est problématique pour la rébellion, car c'est une région traditionnellement loyaliste à la couronne impériale. Durant la rébellion de François Rakóczi, la communauté saxonne se range aux côtés de l'empereur, notamment en raison de sa germanophilie. La plus grande de leur implantation est la cité fortifiée de Szeben. Elle accueille le gouverneur viennois de la Transylvanie qui a évacué la cour princière dès le début du conflit. Il quitte la cité d'Alba Iulia, ou Gyulafehérvár en hongrois, pour une place plus sûre d'un point de vue défensif⁵¹ et idéologique⁵². Au niveau des importations, les routes commerciales du Sud aboutissent aux marchés de Brassò qui reçoivent du riz et du poisson, tandis que ceux de Szeben réceptionnent du porc et du vin de Bulgarie. Si en temps de paix, les denrées poursuivent leur route vers les autres provinces, en temps de guerre, elles restent dans les régions loyalistes. La rétention et la baisse du volume des importations dues à la guerre appauvrissent le régime des habitants. Pour qui sait chasser et cueillir dans les vastes forêts de l'arc carpatique, les saisons printanières, estivales, et/ou automnales assurent un moyen de subsistance face à l'état de disette des régions ayant rallié la rébellion. Si la nature offre une alternative au peuple des campagnes, elle ne permet pas de faire de réelles réserves

⁴⁹ Béla Köpeczi, *Histoire de la culture hongroise*, Budapest, Corvina, 1994, p. 71.

⁵⁰ Dans Béla Köpeczi, *Histoire de la Transylvanie*, croquis de *l'économie de la Transylvanie dans la seconde moitié du XVIIe siècle*, Chap. 2 : *L'économie et la société transylvaine entre 1660 et 1711*, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1992.

⁵¹ Aujourd'hui Sibiu, les fortifications de Szeben n'ont été prises que deux fois dans toute son Histoire. D'abord par les hordes mongoles en 1241, puis par les troupes de Gabriel Bathòry (prince de Transylvanie au début du XVIIe siècle, de 1608 à 1613).

⁵² Rappelons que Szeben, Hermannstadt en allemand, est le siège politique des Saxons de Transylvanie. C'est ici que se trouve l'*Universitas saxonum*, gage d'une forme d'autonomie de cette communauté vis-à-vis du pouvoir central d'Alba Iulia ou de Vienne.

pour l'hiver, et elle exclut de ce fait, les populations urbaines. De par le système de l'offre et de la demande, la raréfaction de la nourriture fait exploser mécaniquement le prix des denrées. L'approvisionnement en nourriture va également être un des enjeux de la guerre et pèsera lourd dans la défaite des Hongro-transylvains. En somme, on pourrait croire que la véritable richesse du voïvodat se trouve dans son sous-sol. En réalité, elle se trouve à la fois dans sa nature, dans le savoir-faire de ses habitants et dans la diversité de ses productions. L'utilisation des cours d'eau est particulièrement remarquable, car elle renforce plusieurs secteurs de l'économie, de la production à la commercialisation. La force de ses torrents dynamise ainsi toute son industrie par l'installation d'un système de mécanisation hydraulique qui augmente la productivité des centres de productions. La densité de son réseau fluvial connecte ensuite ces mêmes productions aux routes commerciales par les bassins du Danube et de la Vistule. Le long de ces routes se croisent les hommes, les marchands, les voyageurs, les espions, les messagers postaux porteurs des correspondances particulières et diplomatiques. Les lettres du marquis des Alleurs, du baron de Wettes et du prince Rakóczi glissent sur ces voies d'eau, cachées dans les sacs de courriers ou dans la poche d'un agent de liaison aux aguets. C'est un véritable microcosme qu'il est difficile de saisir, mais qu'il est fondamental d'étudier pour comprendre l'utilisation des canaux de l'information non officielle⁵³ par les belligérants en période de conflit. Le cheminement du chevalier de Beaujeu offre un bon aperçu de l'état et de la pratique des routes terrestres et fluviales à la fin du XVIIe siècle⁵⁴, en Europe centrale.

Pour cette raison également, nous ne pouvons éluder la question de l'économie et du commerce de la province orientale la plus périphérique de l'Empire des Habsbourg. L'aspect social de l'économie, c'est-à-dire celui relatif à ses acteurs, est aussi intéressant pour comprendre pourquoi la Hongrie rebelle et la Transylvanie sont particulièrement liées dès leurs origines.

L'aristocratie magyarophone et l'économie transylvaine

Les produits générés par les différentes activités économiques sont exploités par l'aristocratie magyarophone. À la différence de la France et des Pays-Bas méridionaux, en Transylvanie et en Hongrie, les élites politiques et les élites commerciales se confondent plus

⁵³ Par non officielle, il faut entendre hors des routes postales habituelles.

⁵⁴ Se reporter au chapitre sur la transmission des correspondances entre la Hongrie et le port polonais de Dantzig.

facilement. Elles prennent une part active au commerce et occupent une place fondamentale à la fois dans la fiscalité, dans l'organisation de la production et dans sa valorisation.

Lettrées, elles sont souvent impliquées dans le développement des industries se trouvant sur leurs terres. En comparaison des Pays-Bas méridionaux, en Europe centrale et orientale, l'activité commerciale des villes et de la bourgeoisie occupe une part limitée. Les centres économiques se trouvent dans les campagnes et non dans les villes. Dans ce même ordre d'idée, les centres urbains de Hongrie et de Transylvanie sont insignifiants en termes de taille, de pouvoir, et de fortifications. Seules les villes de la communauté saxonne rivalisent. Le système reste encore très féodalisé, même à la fin du XVIIe siècle. Le maintien du servage dans les grands domaines nobiliaires est une des sources de la richesse des grandes familles. Elles tirent leurs pouvoirs économiques et politiques de ce système, également désuet en comparaison de l'Europe occidentale. L'aristocratie transylvaine possède moins de pouvoir que la noblesse hongroise du fait des prérogatives grandissantes du prince à partir du XVIe siècle, mais elle reste une actrice essentielle pour contrôler et relayer la parole princière dans les provinces. La famille hongroise des Rakóczi et les princes de Transylvanie possèdent des terres bien plus vastes et riches que leurs homologues des provinces belgiques. Il est d'ailleurs difficile de comparer la noblesse des deux provinces. Leurs modes et cadres de vie, leurs valeurs morales, leurs domaines, leur histoire ou leurs rapports à la société sont effectivement très différents.

Au-delà de l'activité industrielle et agricole, la noblesse des régions les plus à l'est du monde habsbourgeois s'occupe du commerce des produits générés par leurs terres et leurs serfs. Avant 1690, une partie de ces revenus est raisonnablement captée par l'État pour financer les réformes économiques. L'aristocratie organise les échanges avec les pays voisins et les compagnies de commerce nationales et étrangères. Ainsi, le chancelier János Bethlen⁵⁵, dont la famille accède plusieurs fois à la dignité princière en Transylvanie et royale en Hongrie, fait acheter des bœufs pour trafiquer avec ce marché de Vienne évoqué précédemment. Un autre membre d'une très grande famille hongro-transylvaine, Mihály

⁵⁵ János Bethlen naît en 1613 et meurt en 1678. La famille des Bethlen est originaire de Hongrie. Elle a les mêmes racines que la famille des Apafi. Les Bethlen occupent toutes les grandes dignités régionales : roi de Hongrie, prince et chancelier de Transylvanie. Celui qui illustre le mieux cela est Gabriel Bethlen qui fut prince de Transylvanie de 1613 à 1629, puis un éphémère roi de Hongrie de 1620 à 1621. Défenseur du protestantisme, il s'oppose aux Habsbourg en menant contre eux une rébellion, et en s'engageant dans la guerre de Trente Ans.

Teleki⁵⁶, échange du vin de Transylvanie, des chevaux, et surtout du sel. Ce phénomène est impensable en Europe occidentale. À l'Ouest, la noblesse se consacre au métier des armes. S'impliquer personnellement dans une activité commerciale ou industrielle engendre le déshonneur, car c'est une activité de roturier. Elle est donc synonyme de souillure du blason familial, de rétrogradation sociale. Le rapport au travail est différent en Europe centrale. Les nobles hongrois et transylvains doivent assurer la sécurité de leurs paysans, mais aussi exploiter leurs domaines d'où ils tirent leur pouvoir personnel et font rayonner leur famille. En temps de paix, ils sont plus des gestionnaires que des soldats, des commerçants plus que des courtisans. Bien qu'organiseurs de leurs immenses domaines, les chefs de ces grandes familles ne délaissent pas le métier des armes pour autant. Ils conservent jalousement leurs privilèges, leurs autonomies et l'intégrité territoriale de leurs possessions. Ils sont indirectement les gardiens d'une identité régionale s'appuyant sur la culture hongroise et le féodalisme. À l'image des souverains, il existe une forme de solidarité entre ces grands propriétaires fonciers, même si des conflits éclatent parfois entre eux, comme entre les Teleki et les Thököly qui se disputent en 1690 le trône de Transylvanie en qualité de marionnettes respectives des Impériaux et des Turcs. Même si ces grandes familles se laissent de temps en temps manipuler pour servir leurs intérêts personnels et familiaux, les groupes nobiliaires sont extrêmement liés entre eux. La haute noblesse et les magnats forment un groupe relativement restreint. Il n'est pas rare que certains grands personnages possèdent une filiation avec plusieurs autres grandes familles, via leurs parents ou leurs grands-parents. C'est le cas de François Rakóczi. Appartenant à une des familles les plus importantes de la Hongrie orientale par son père François Rakóczi, il est également lié au premier degré⁵⁷ aux Zrinyi de Croatie par sa mère Ilona. Au second degré, il est relié aux Thököly de Kezmarok⁵⁸ par son beau-père Imre Thököly originaire du nord-est de la Hongrie. Si l'on remonte une génération en restant toujours au second degré, la grand-mère paternelle de François Rakóczi n'est autre, que Sofia

⁵⁶ Les Teleki sont également originaires de Hongrie et de Transylvanie. Ils occupent des fonctions de très hauts rangs dans la principauté de Transylvanie. Mihály Teleki naît en 1634 et meurt en 1690. A la mort de Michel Apafi, il revendique le trône de Transylvanie. Il est le candidat des Autrichiens et s'oppose à l'ancien rebelle à la couronne impériale Imre Thököly, candidat des Turcs. Au cours de sa vie, le comte Téléki est chancelier de Transylvanie et général dans les armées transylvaines. Il est tué au cours de la bataille de Zernyest, le 21 juin 1690, qui voit la victoire écrasante de Thököly. Le berceau des comtes Teleki se trouve dans le centre-nord de la Transylvanie.

⁵⁷ Au niveau des filiations, le premier degré correspond aux liens entre les enfants et les parents. Le second, aux grands-parents, frères - sœurs, petits enfants, beau-père et belle-mère. Le troisième, les neveux et nièces, les oncles et les tantes, les arrières grands-parents...

⁵⁸ La cité de Kezmarok est un des derniers berceaux des Thököly. Depuis 1579, ils y possèdent un château, mais il sera confisqué par les Habsbourg à la suite de son échec à tenir le trône princier de Transylvanie en 1690-1691. Au début du XVIIIe siècle, il est situé en pleine zone rebelle, en Haute-Hongrie orientale. La ville se trouve aujourd'hui dans la région Presov en Slovaquie, à proximité de la frontière polonaise et du massif des Tatras.

Báthory. La famille des Báthory⁵⁹ est également une des plus illustres de Hongrie et de Transylvanie.

La famille des Rakóczi jouit d'une influence politique et économique considérable sur la région. Elle possède également des liens à l'étranger puisque la sœur de François Rakóczi, Julie-Barde Rakóczi, est mariée avec le comte Ferdinand Gogert d'Aspremont-Lynden Feld-maréchal dans l'armée autrichienne, depuis 1691. Cette famille est originaire des Provinces-Unies, mais a des possessions dans les Pays-Bas méridionaux, dans la principauté de Liège. Elle laisse aussi des empreintes de sa présence dans toute l'Europe centrale, en raison de l'engagement des comtes dans les armées impériales. Il existe ainsi un palais d'Aspremont à Bratislava en Slovaquie. Bien qu'elle soit originaire de Hongrie, la famille Rakóczi participe à la direction de la Transylvanie à quatre reprises au XVIIe siècle, avec Sigismond II Rakóczi de 1607 à 1608, puis avec Georges Ier Rakóczi de 1630 à 1648 et George II Rakóczi de 1648 à 1652, et enfin avec François Ier Rakóczi de 1652 à 1659 (associé à son père George II dès 1652). La famille Rakóczi est un exemple des liens qui unissent les entités régionales hongroises et transylvaines. C'est pour cette raison qu'il n'est pas rare de voir les générations de ces familles de l'est du Saint-Empire se succéder à la tête des États et se partager les hautes fonctions. Elles se regroupent dans les rébellions contre l'ennemi commun au XVIIe et au XVIIIe siècle : les Habsbourg, et plus largement, les Allemands du Saint-Empire. Si l'on se penche sur les berceaux familiaux des grandes familles rebelles à l'autorité impériale, ils sont tous situés dans les régions périphériques du royaume de Hongrie. Seule la Transdanubie à l'ouest de Buda est plus fidèle à Vienne, car elle est placée directement dans sa zone d'influence. De plus, c'est un espace de plaine qui suit le Danube, ce qui la rend plus facile à contrôler que les régions montagneuses des périphéries. La proximité de la capitale impériale oblige ainsi la famille hongroise des Esterhazy à mener une politique ambiguë vis-à-vis de l'empereur. La préservation du domaine familial est ici constamment en jeu. Au moment du soulèvement de 1703-1711, les Esterhazy placent un fils dans chaque camp. L'aîné aux côtés de Léopold Ier, le cadet avec François Rakóczi. Ainsi, quelle que soit l'issue du conflit, les intérêts familiaux sont assurés, le domaine peut perdurer. Il existe une philosophie de préservation des héritages chez les magnats hongrois. S'ils rallient l'empereur, ils ne sont pas

⁵⁹ La famille des Báthory est une famille qui concentre de très hautes dignités dans la région. Au XVIe siècle, Etienne Báthory fut prince de Transylvanie et roi de Pologne. Jusqu'à Sofia Báthory, dont le mariage avec Georges II Rakóczi unifie les deux familles, les Báthory obtiennent régulièrement le titre de prince de Transylvanie et de palatin de Hongrie. C'est une famille princière hongroise qui trouve ses racines en Souabe. Au XIVe siècle, elle s'installe dans le comitat de Szabolcs, dans le nord-est du royaume de Hongrie, à proximité de la frontière transylvaine.

moins attachés à la Hongrie. Le palatin de Hongrie Pal Esterhazy propose des médiations de paix à l'empereur Léopold Ier jusqu'à la Diète d'Onod⁶⁰. La France empêche ses pourparlers en promettant une alliance officielle avec Louis XIV. La proclamation de la déchéance des Habsbourg du trône de Hongrie à la Diète d'Onod en 1707 doit donner un gage de confiance au Roi-Soleil sur la détermination des Hongrois à combattre l'empereur. Une alliance qui ne sera jamais signée, malgré les Mémoires présentés par François Rakóczi par l'intermédiaire de son ambassadeur en France et dans les Pays-Bas méridionaux : Ladislas Kokiniesdi, baron de Wettes⁶¹.

Une Transylvanie divisée par la guerre d'Indépendance hongroise

Les effets de la paix de Vasvar

Les Impériaux ne font aucune confiance aux Hongrois et aux Transylvains. On retrouve cette fracture entre la métropole madrilène et les élites des Pays-Bas espagnols. À la différence des Pays-Bas méridionaux où il règne une entente cordiale entre les communautés religieuses et ethniques, la Transylvanie est marquée par une fracture religieuse, ethnique et politique entre les communautés germaniques et locales. On retrouve un phénomène identique en Hongrie royale. La méfiance entre les populations germanophones et magyarophones au niveau des localités semble être la première cause des troubles chroniques qui naissent, en Hongrie depuis l'an 1600. C'est ce que l'on ressent en lisant l'ouvrage de Claude Vanel paru à Amsterdam en 1686 :

« L'empereur prévenu par le père Emeric et par quelques autres, ne voulut rien accorder aux députés des mécontents. Il leur dit que les rois ses prédécesseurs avoient toujours eu la liberté de mettre dans les places des garnisons à leur choix ; que tout le royaume étant en mouvement, il se voyait obligé plus que jamais de tenir des Allemands, dont la fidélité lui était connue ; qu'il ne pouvait prendre aucune confiance aux Hongrois, n'y ajoutait foi à leurs paroles, puisqu'ils avoient laissé perdre Varadin ; que peu d'entre eux s'étoient trouvés aux batailles de Levant, et de Saint-Godart sur la Raab, qui n'avoient

⁶⁰ Janos Kalmar, *Aristocrates hongrois fidèles au roi pendant la révol.te de Rakóczi*, Studia Caroliensa, n° 314, Budapest, 2004, p. 331-336.

⁶¹ AAE, Cor. Pol. Hongrie, vol. 12 f° 76

été gagnées que par la valeur des étrangers, sans lesquels tout le royaume serait devenu la conquête des infidèles.⁶² »

Dans la seconde moitié du XVII^e siècle, chaque désaccord entre l'empereur-roi de Hongrie et les députés de Haute-Hongrie et de Transylvanie est susceptible d'embraser les régions les plus éloignées de Vienne. Après une paix de Vasvar⁶³ vécue comme une trahison, le climat de défiance se renforce encore à partir des années 1690. Comme en Hongrie, l'intervention politique des Habsbourg aggrave la situation socio-économique de la province. Elle fait renaître un repli identitaire propice à la guerre et à la rébellion. Cette poussée est dirigée contre des Allemands qui collaborent plus facilement à la politique d'intégration et de soumission à Vienne amorcée dès 1690. En accueillant le gouverneur viennois de la province, la communauté saxonne confirmait la confiance que pouvait avoir l'empereur dans les germanophones de Transylvanie et de Hongrie. À l'inverse, les mouvements de protestation des nobles hongrois et transylvains au sein des Diètes trouvent un large écho au sein des populations magyarophones, protestantes, sicules et même roumaines. En 1664, malgré les propos de Léopold I^{er} rapportés par Claude Vanel, les Hongrois sont bien présents à la bataille de la Raab. Au-delà de cette bataille, ils sont très actifs pendant la guerre contre les Turcs. Ils mènent des opérations de harcèlement en Hongrie, épaulés par les Croates de Zrinyi au Sud. Malgré le ralliement des forces magyares à Vienne, la paix de Vasvar lèse les territoires périphériques des deux camps. D'abord les Croates et les Hongrois du côté de la Sainte-Ligue, et les Transylvains du côté turc⁶⁴. L'empereur Léopold I^{er} avait fait une demande officielle à Apafi pour qu'il se joigne à la ligue internationale. Cela revenait à reconnaître la Transylvanie comme un état indépendant. Le prince Apafi fut dans l'obligation de répondre à l'appel du Grand Vizir Fazil Ahmet Köprülü⁶⁵, et de participer à la guerre aux côtés des Ottomans avec quelques milliers de Sicules.

L'empereur négocie le sort de la principauté avec les Ottomans sans y inviter son prince. Pour mémoire, le traité prévoit que le Sultan peut conserver tous les territoires qu'il

⁶² Claude Vanel, *Histoire des troubles de Hongrie, depuis 1655 jusqu'à présent. Avec le siège de Neuheusel, et une relation exacte du combat de Gran*, t. 1, Amsterdam, chez Pierre Mortier, 1686, p. 74.

⁶³ Se référer au chapitre sur la paix de Vasvar.

⁶⁴ Malgré des contacts secrets entre l'empereur et Apafi, l'Empire fait payer durement cette victoire aux Transylvains qui en ressortent affaiblis. Le gouvernement de Vienne favorable à la paix, ne laissa pas le temps à la Transylvanie de se retourner contre les Ottomans. Les Ottomans s'entendaient avec les Autrichiens pour surveiller les velléités d'indépendance de la Transylvanie. Elle l'ampute de la partie nord-ouest de son territoire.

⁶⁵ Fazil Ahmet Köprülü occupe la charge de Grand Vizir de 1661 à 1676. La famille Köprülü est originaire d'Albanie. Leur nom naît de leur possession de la ville de Köprü. Au sein de l'Empire ottoman, ses membres occupent régulièrement les charges de pachas et de Grand Vizir de 1656 à 1735.

occupe dans l'ouest de la Transylvanie ; c'est-à-dire les villes de Varad, de Lugos, et de Karàansebes. La forteresse de Székelyhíd, défendant l'accès à la Transylvanie face à Varad est rasée. Cette mesure laisse le champ libre à une invasion ottomane par l'ouest de la Transylvanie. Enfin, une clause a été signée entre les Turcs et les Autrichiens pour prévenir un éventuel soulèvement indépendantiste du voïvodat. Léopold Ier revenait ainsi sur sa parole de 1664. Cela a eu pour effet de rapprocher encore davantage la Transylvanie des nobles de Haute-Hongrie, notamment des participants à la conjuration nobiliaire de Wesselényi.

Ainsi, les deux communautés se rapprochent diplomatiquement pour envisager une confédération réunissant la Hongrie, la Pologne et la Transylvanie. De cette formation territoriale, devait ressusciter un semblant d'Etat hongrois entre Vienne et Constantinople. La mort de Nicolas Zrinyi ruine tous les espoirs. Néanmoins, une animosité durable des Transylvains hongrois, des Sicules et des Roumains envers les Allemands et les Saxons persiste. Comme en Hongrie, on se méfie désormais de ces germanophones qui peuvent nuire à l'identité autonome du territoire par leur capacité à collaborer avec les organes gouvernementaux de Vienne. La bonne entente ethnique est ainsi fragilisée. Ces tensions issues de la définition d'un ennemi commun rapprochent encore les Magyars de Hongrie et les magyarophones de Transylvanie. Le sentiment identitaire s'exacerbe face à la désignation d'un danger extérieur commun. Pour cette raison, le sentiment identitaire est considéré comme une posture sociale de repli sur soi, de rejet de l'autre. En période de conflit ouvert comme entre 1703 et 1711, la limite entre défense de l'identité et nationalisme est alors infime.

Avant le ralliement de la province à la guerre d'Indépendance déclenchée par François Rakóczi, ce rapprochement identitaire se traduit concrètement par l'aide apportée par Michel Ier Apafi à la conspiration du palatin de Hongrie Wesselényi fomentée contre Léopold Ier. À la suite de la fin de non-recevoir des Français et des Polonais, les Transylvains et les Hongrois réexaminent le tracé de la frontière du traité de Vasvar. À la réunion de Murány durant l'été 1666, les émissaires transylvains, à savoir les nobles et marchands Mihály Teleki et Miklòs Bethlen⁶⁶ décident de réviser le tracé des frontières de la Hongrie royale et de la principauté indépendante de Transylvanie. Le prince Michel Ier Apafi met alors son réseau diplomatique à la disposition des conjurés hongrois. Ce réseau est faible, mais il possède des

⁶⁶ Le fils de János Bethlen.

ramifications intéressantes dans l'Empire ottoman et en France. Il avait été utilisé lors de la campagne de 1664 pour faire connaître aux Français les exploits militaires de Nicolas Zrinyi face aux Ottomans, à un moment où les Croates et les Hongrois cherchaient à obtenir la protection de Louis XIV contre Léopold Ier. Une politique dite d'équilibre est alors menée par les Transylvains sur les affaires de Hongrie. Ils jouent les intermédiaires tantôt avec la France, tantôt avec l'Empire ottoman, puis interviennent militairement de temps à autre contre les Habsbourg. Ces opérations de l'armée transylvanienne se font sous couvert de la défense du protestantisme. Après son élection à la dignité de voïvode, Michel Ier Apafi se réclame de l'héritage de son prédécesseur Gabriel Bethlen, un autre prince dont la diplomatie avait contracté des alliances avec les grandes nations protestantes à Westminster. La confession réformée était régulièrement attaquée par la contre-réforme catholique menée par Vienne dans les périphéries orientales. L'empereur, de confession catholique, essaie d'y limiter la pratique de la Réforme. En se déclarant protecteurs du protestantisme en Europe centrale et orientale, les Transylvains s'octroient toute la légitimité nécessaire pour franchir la frontière d'un royaume de Hongrie en partie sous domination habsbourgeoise.

De plus, ce statut accentue sa liberté d'intervention sur la scène internationale en intégrant un réseau d'alliances. Le traité de Westminster, signé par Gabriel Bethlen, place le voïvodat sous la protection de puissantes nations comme l'Angleterre, les Provinces-Unies, la Suède, et même la France à partir des années 1630⁶⁷. Mise à part la France qui s'allie avec ces nations pour des raisons d'État, la solidarité religieuse entre les nations réformées fait peser une sorte d'alliance de revers sur le Saint-Empire romain germanique. De ce fait, la Transylvanie bénéficie d'un effet de panprotestantisme. Elle n'a jamais été directement attaquée par le Saint-Empire qui se devait de ménager des princes allemands pratiquant majoritairement le protestantisme. Au nom de ce panprotestantisme, l'Angleterre et les Provinces-Unies proposent régulièrement leur médiation dans les affaires de Hongrie qui opposent les Habsbourg, aux Hongrois et aux Transylvains. En 1704, la France a connaissance des médiations proposées par l'Angleterre et les Provinces-Unies en faveur d'une paix entre les Hongrois rebelles de Rakóczi, et les Impériaux de Léopold Ier. Dans les instructions données au marquis des Alleurs, Versailles charge son émissaire de faire échouer toute entente à ce propos :

⁶⁷ Le cardinal de Richelieu avait fait le choix de soutenir les puissances protestantes durant la guerre de Trente Ans. D'abord en armant la Suède, puis en intervenant militairement.

*« Il luy fera connaître que Sa Majesté n'a eu mille inquiétudes des propositions que la cour de Vienne lui a fait faire en dernier lieu, des négociations des ministres d'Angleterre et de Hollande pour les faire accepter. »*⁶⁸

Durant les négociations de la paix de Karlowitz en 1699, les agents de Louis XIV tentent de faire échouer les pourparlers entre l'Empire ottoman et le Saint-Empire romain germanique. Les Français cherchent à influencer les négociateurs et à créer des incidents diplomatiques en jouant sur la bienséance. L'affaire est assez bien connue. Durant la guerre de succession d'Espagne, les Français réussissent à annihiler toute tentative d'initiative diplomatique indépendante. La guerre en Europe centrale est bénéfique à Louis XIV. Le marquis des Alleurs défend François Rakóczi d'une alliance avec les Russes, et d'un rapprochement avec les puissances protestantes, comme le fit le prince Michel Ier Apafi, à partir de 1660. Loin d'aboutir, ces propositions de médiations se heurtent à la volonté du chef des rebelles hongrois de terminer la guerre, d'appliquer son projet économique et social⁶⁹, mais aussi de faire renaître la souveraineté du royaume de Hongrie. De confession catholique, mais de nature tolérante, Michel Apafi est moins sensible à la défense du protestantisme que ses officiers issus de la moyenne noblesse protestante. C'est d'ailleurs, le général protestant Sandor Károlyi qui signe la proposition de paix de l'empereur Charles VI à Szatmar en 1711, en l'absence du prince de Transylvanie François II Rakóczi, alors en mission diplomatique en Russie⁷⁰.

Fort de cette mouvance panprotestante, Michel Ier Apafi cherche à raffermir les liens diplomatiques hérités des Bethlen et des Rakóczi. Des contacts sont ainsi rapidement pris avec l'ambassadeur d'Angleterre à Constantinople, le comte Winchelsea⁷¹. Le choix de l'ambassadeur d'Angleterre est judicieux, car il dispose de la bienveillance du Grand Vizir de Mehmed IV. C'est le signe qu'il bénéficie d'une influence certaine au sein du palais de Topkapi, comme en témoigne cette source du XIXe siècle :

⁶⁸ AAE, Cor. Pol. Hongrie. vol. 12, *Mémoire au roi pour servir d'instructions au sieur des Alleurs, maréchal des camps et armées de Sa Majesté, commandant de l'ordre militaire de Saint-Louis, et allant en Hongrie par ordre de Sa Majesté*, Versailles, premier avril 1704.

⁶⁹ Ilona Kovacs, *Aspirations du prince François II Rakóczi*, dans : l'Archivum Rakocianum, série III, Scriptorum, t. 4, Budapest, Balassi Kiado, 1994.

⁷⁰ Le marquis des Alleurs était rentré à Versailles après la défaite kurucs à Trenscen, puis nommé ambassadeur de France à Constantinople en 1710, après le retour du marquis de Ferriol.

⁷¹ Le comte Winchelsea arrive à Constantinople en 1660 en remplacement de Sir Thomas Bendysh. Il dispose d'une meilleure audience que celle de l'ambassadeur de France Jean de la Haye (1639-1665). La France est alors en froid avec les Ottomans en raison du ravitaillement que le gouvernement de Louis XIV et du cardinal Mazarin fournit aux Vénitiens dans la bataille pour l'île de Candie (Crète). De plus, Jean de La Haye, en poste depuis longtemps est haï par le Grand Vizir Mehmet (1656 – 1661) appartenant à la famille Köprülü.

« Winchelsea s'était rendu à Constantinople où il devait remplacer l'ambassadeur Sir Thomas Bendysh. En son honneur, le grand-vizir fit renouveler le présent de bienvenue qu'il avait donné à son prédécesseur ; ce présent consistait en dix moutons, cinquante poulets, cent pains, vingt pains de sucre et vingt cierges, dont dix de cire blanche et dix de cire jaune. Dans son audience, Winchelsea obtint dix-neuf caftans⁷² au lieu de dix-huit qu'on avait coutume de remettre aux ambassadeurs des puissances européens. »⁷³

Par l'intermédiaire de cet ambassadeur anglais, le prince de Transylvanie pouvait augmenter la portée de sa voix au sein de la Sublime Porte. Fort de cette première prise de contact, la diplomatie transylvaine sollicite directement le roi d'Angleterre au moment de la campagne turque en Hongrie en 1664, afin que Charles II d'Angleterre (1660-1685) défende les intérêts transylvains vis-à-vis du Sultan et de l'empereur. Comme nous l'avons vu pour la paix de Vasvar, il s'agit là d'une influence sans effet notable, mais qui démontre la volonté de mener une politique extérieure indépendante du protectorat ottoman.

Dans le même temps, profitant de cette fraîcheur des relations franco-turques, Apafi Ier se rapproche du jeune Louis XIV qui commence son règne personnel. En prince éclairé, il sait que la diplomatie française a besoin d'un état allié en Europe centrale et orientale pour fortifier sa tactique d'alliance de revers contre les Habsbourg. Dans cette initiative, il se place dans le sillage de George Ier Rakóczi qui avait reçu une aide du cardinal Richelieu et de Louis XIII, au cours de la longue guerre de Trente Ans. Rassuré par les premiers succès français sur l'Espagne, János Bethlen (lié familialement à Miklos et Gabriel Bethlen) est envoyé au palais du Louvre pour renouer avec ses contacts. Il rentre à la cour de Transylvanie d'Alba Iulia pour remettre une lettre du ministre des Affaires étrangères Hugues de Lionne et du maréchal de Turenne. Elle assure de la bienveillance de Louis XIV. Ainsi, au milieu de l'année 1664, le voïvodat est solidement lié aux puissances d'Europe occidentale au regard de sa diplomatie indépendante. Ce lien est renouvelé à la suite du traité de Nimègue, comme nous l'avons vu précédemment. Les diplomates de Michel Ier Apafi relayent les actions militaires des Croates et des Hongrois sur le front turc. Ils cherchent à rendre leurs actions crédibles aux yeux des Français et des puissances maritimes. En premier lieu, par l'incendie

⁷² Le caftan est un habit porté par les sultans ottomans. C'est une tunique longue qui constitue un signe distinctif pour les notables, les généraux...

⁷³ Joseph Von Hammer-Purgall, *Histoire de l'Empire ottoman depuis son origine jusqu'à nos jours*, t. XI : 1656-1676, Bellizard, 1838, p. 104.

de l'un des rares ponts de Hongrie le deux février 1664, celui d'Eszék sur la rivière Drave. Une troupe hongroise soutenue par des unités de la Ligue du Rhin sous le commandement de Wolfgang Hohenlohe, mène cette opération. Elle provoque un ralentissement de l'avancée ottomane qui doit désormais reconstruire le pont. Puis, le siège de la ville de Kanizsa qui servait de base arrière aux Turcs. L'encercllement de cette place par les Croates de Zrinyi augmente encore les effets produits par le harcèlement des lignes d'approvisionnement de l'immense armée du Sultan.

Ces deux actions jouent un rôle majeur dans la victoire chrétienne de 1664. Sous la défense de ses alliés occidentaux et du protectorat turc, la Transylvanie est pour un temps épargnée par la reprise en main impériale de la Hongrie et de la Croatie, suite à la paix de Vasvar et à l'écrasement de la conjuration de Wessélényi en 1671. La principauté sert alors de refuge aux Hongrois rebelles. Entre 1670 et 1674, de nombreuses familles de la petite et de la moyenne noblesse de Haute-Hongrie sont soupçonnées de trahison, et réduites à l'état de misère par les autorités impériales.

La position diplomatique de la Transylvanie lui permet de conserver sa ligne politique de défense du protestantisme en Europe centrale, cela avec la bienveillance de la France, de l'Empire ottoman, et des puissances maritimes, des nations peu soucieuses d'engager une action militaire contre Vienne⁷⁴. Elle incarne à elle seule la souveraineté hongroise en ces temps de répression. Le prince offre ainsi l'asile aux persécutés de toute la Hongrie, sa diplomatie informe ses alliés de l'évolution de la situation, et elle sert de base arrière aux rebelles. Son économie florissante lui permet de fournir des armes aux serfs et aux nobles hongrois désireux de se venger en menant des opérations de harcèlement contre les garnisons impériales. La Transylvanie joue un jeu dangereux avec les Habsbourg, mais elle est protégée par ses alliés. Sa politique d'équilibre lui offre un statut de puissance régionale de premier plan et lui permet de mener une politique extérieure indépendante. Michel Ier Apafi s'entend

⁷⁴ L'Empire ottoman venait d'être sévèrement battu sur la frontière autrichienne et croate, et le Sultan était satisfait de conserver la majorité de ses possessions hongroises malgré la défaite. La paix de Vasvar instaurait une trêve que le gouvernement de Constantinople s'était engagé à respecter par traité. La France était tournée vers l'Espagne dont elle essayait de réduire l'influence en profitant de la maladie de son roi Charles II de Habsbourg. De plus, le Saint-Empire romain germanique s'était positionné comme le premier rempart de la chrétienté. Devant le danger musulman, le Pape et la communauté catholique voyaient d'un très mauvais œil toutes les actions engagées contre Vienne. Le Saint-Siège usait de son influence pour fédérer les nations chrétiennes contre l'infidèle de Constantinople, à l'image du pape Urbain II en 1095 dans son appel de Clermont. D'ailleurs, les guerres entre les Français et Espagnols étaient soumises à une vive critique et aux menaces.

avec l'ensemble de ses voisins, ce qui ne laisse aucun levier diplomatique et militaire à Léopold Ier pour intervenir contre la Transylvanie. Les Polonais tirent profit du commerce avec la principauté, tandis que les voïvodes de Moldavie et de Valachie écrivent à Apafi en hongrois. La paix donne au prince la possibilité de se concentrer sur le développement de l'économie et des liens diplomatiques, auxquels se greffent de solides contacts ecclésiastiques. L'indépendance de la principauté de Transylvanie et son redressement économique ne vont pas survivre au prince Michel Apafi en 1690. Après le court intermède princier d'Imre Thököly de juin à octobre 1690, le fils de Michel Apafi succède au chef des kurucs à la dignité princière à seulement treize ans. Son élection est soutenue par les Habsbourg. Il signe la charte Léopoldine le quatre juin en 1691 qui fait de la Transylvanie un État associé à l'Empire. Cette charte donne la possibilité à l'empereur d'introduire ses réformes politiques et économiques dans la principauté.

L'introduction des réformes caméralistes viennoises

La reconquête catholique de la Hongrie par les Impériaux amorce un déclin dans la prospérité économique de la principauté. Les Habsbourg installent une politique économique en décalage avec les pratiques de la région. La philosophie très libérale impulsée par Michel Ier Apafi est remplacée par des contraintes douanières plus lourdes, des monopoles plus larges, et un centralisme rigide qui combat les initiatives seigneuriales. De plus, un système de corporation ethnique et religieuse est favorisé dans les activités industrielles. Des frictions naissent entre les acteurs de l'économie hongroise et transylvaine. Malgré la mort de Michel Ier Apafi en 1690, ce commerce reste encore vif, s'appuyant sur ses acquis et ses habitudes vertueuses. Néanmoins, à la veille du XVIIIe siècle, les aristocrates-marchands doivent faire face à la puissance grandissante des compagnies de commerce, inspirées du modèle des compagnies coloniales des nations d'Europe occidentale, certaines se composent de Hongrois et de Saxons, bien qu'appelés *Compagnie grecque de Szeben*, ou d'Anglais avec la *Compagnie grecque de Brassò*. Le danger le plus important pour le modèle traditionnel vient de la Compagnie d'orient. Cette dernière est composée de marchands autrichiens. Elle est en partie financée par les capitaux de l'empereur lui-même. En réaction, les aristocrates essaient de s'adapter en fondant leur propre compagnie de commerce.

Plus on approche de l'année 1700, moins la prospérité économique de la Transylvanie semble évidente. Une guerre économique y est à l'œuvre. Elle a pour enjeu de contrôler le commerce de ce riche territoire. La question est de savoir comment on va en tirer profit, comment la Transylvanie va pouvoir servir le Saint-Empire : soit en conservant un modèle économique libéral, traditionnel, proche de celui de la Hongrie, soit en instaurant un nouveau modèle indexé sur celui de Vienne. La seconde solution est logiquement adoptée.

Dans le monde des Habsbourg, chaque région contrôlée a un rôle. La Hongrie et la Transylvanie sont le grenier de l'Empire. Elles assurent l'approvisionnement en nourriture et en matières premières. Les Pays-Bas méridionaux servent d'interface commerciale. Ils produisent des biens manufacturés à fortes valeurs ajoutées, à l'image de ses draps et des dentelles dont les monarques madrilènes puis viennois tirent des bénéfices.

Ainsi, à partir de 1690, le gouvernement viennois adapte le commerce en Transylvanie et en Hongrie pour son profit. Tandis que, de l'autre côté de l'Empire habsbourgeois, du côté des Flandres, les élites commerciales et politiques se voient assurées d'une large autonomie dans leurs activités. En effet, loin de laisser les compagnies se disputer seules les parts de marchés, Léopold Ier change les règles en matière économique. L'intégration plus large de la Transylvanie au monde des Habsbourg après la paix de Karlowitz de 1699 ne se fait donc pas sur un pied d'égalité avec les autres provinces de l'Empire habsbourgeois. Le voïvodat étant une terre instable, politiquement complexe à dominer, Vienne s'attache à favoriser les organes commerciaux et productifs loyalistes. C'est ainsi que les mines riches en mercure de Zalatna sont fermées pour développer celles du Tyrol en faisant artificiellement grandir leur poids sur les marchés. La baisse de l'offre de mercure fait mécaniquement monter les prix de la matière première tyrolienne. Le gouvernement viennois retire des bénéfices considérables de cette plus-value. Le commerce des bovidés est également soumis à la concurrence.

Ce commerce, contrôlé à l'origine par la noblesse des grands domaines hongrois et transylvains, à l'image des Bethlen, voit arriver la concurrence de la compagnie *Palatino-Transylvanica Societas* spécialisée dans ce domaine. L'exportation des bovins dans l'Empire depuis les provinces orientales hongroises et transylvaines concerne près de 100 000 têtes de bétail. C'est un marché attrayant pour les financiers et les commerçants impériaux. La nouvelle compagnie en charge de faire le commerce de viande sur pied se finance avec des capitaux venant d'aristocrates viennois. Devant la résistance des Hongrois et des

Transylvains, la compagnie viennoise reçoit l'aide de l'empereur en 1695. La compagnie transylvaine concurrente, regroupant les nobles transylvains et hongrois, est tout simplement interdite. Les grands propriétaires locaux perdent ainsi le droit de faire commerce leurs bêtes. Un monopole est arbitrairement instauré par Vienne, au profit de la compagnie autrichienne.

Dans les années 1690, tous les secteurs lucratifs de l'économie transylvaine sont attaqués par le pouvoir central autrichien. Ainsi, le commerce du sel, qui permettait aux voïvodes de payer facilement le tribut aux Turcs, est donné à la compagnie de commerce *Palatino-Transylvanica Societas*. Elle est financée par le banquier et diplomate Samuel Oppenheimer⁷⁵ et le hongrois loyaliste Pal Esterházy. Sous couvert de ces actions étatiques, de grands nobles locaux sont floués dans leurs activités commerciales par cet autre monopole sur le sel. Rappelons que la famille Teleki commercialise du sel, mais aussi des chevaux et du vin. Elle est directement impactée par cette compagnie austro-hongroise.

Les effets de ces mesures sont catastrophiques pour l'économie de la province la plus orientale du monde habsbourgeois. Le prix du sel est multiplié par cinq. La flambée de sa valeur marchande paralyse une partie de l'économie. La situation est encore aggravée par la mise en place de tarifs douaniers lors de l'année 1702. Les produits transylvains perdent définitivement en compétitivité par rapport à leurs concurrents étrangers. Les parts de marchés s'effondrent à l'export au profit d'autres produits de l'Empire. De plus, le coût des importations de l'industrie devient également plus important. Par exemple, le prix des draps anglais, moraves, polonais et silésiens explose. Les taxes perçues aux frontières obligent les commerçants à répercuter cette tarification étatique sur le marché intérieur. On observe naturellement une inflation des prix sur le marché provincial. Le volume des échanges baisse. En seulement une décennie, ces mesures brisent donc une prospérité économique construite pendant trente ans par Michel Ier Apafi. À la veille du déclenchement de la guerre d'Indépendance hongroise, le mécontentement est général en Transylvanie et en Hongrie.

L'industrie et les marchés locaux sont fragilisés. La pauvreté a explosé au profit des compagnies commerciales impériales. Logiquement, la circulation monétaire est impactée. L'heure n'est pas aux investissements, mais à l'austérité. Les Transylvains, soumis à ce régime protectionniste et mercantiliste, cherchent à dépenser le moins possible. En ce temps de crise, il est difficile de prévoir l'avenir, surtout dans une région d'Europe où les rapports de

⁷⁵ Samuel Oppenheimer naît à Heidelberg en 1630 et meurt à Vienne en 1703.

force changent rapidement à cause de la collision des impérialismes autrichiens et ottomans, puis des expressions identitaires locales. Au-delà de « l'épargne » et de la peur du lendemain, Léopold Ier introduit des monnaies sans valeur pour pallier la crise financière qui guette la principauté depuis la fin des années 1680. Elle l'oblige à entretenir les garnisons étrangères qui sont à l'hivernage⁷⁶ sur son sol. Les pièces de cuivre et même de cuir inondent le marché. Elles ne résolvent en rien une crise financière qui se développe entre 1690 et 1703. Mais à la vue des mesures économiques instaurées sur la production industrielle et le commerce, on peut se demander si Léopold Ier cherche réellement à résoudre une dépression fiscale que les caméralistes de la cour ont eux-mêmes générée. Le résultat est la paralysie d'un système fiscal qui avait été revitalisé par Michel Ier Apafi après la guerre contre les Turcs de 1657-1662.

Les réserves en monnaies d'argent et d'or sont les seules valables sur les marchés internationaux. Le niveau du Trésor est rapidement revenu à son niveau d'avant 1657, grâce à quelques mesures simples. Les réformes de la « relance apafienne » conciliaient les besoins de la province à celui de la population. Toutes les exportations des mines de métaux précieux ont été interdites pour permettre l'approvisionnement suffisant des ateliers de frappe monétaire. Les volumes réguliers et les valeurs constantes permettent de stabiliser la santé fiscale de l'économie.

Ouverte sur le monde, la principauté s'appuyait alors sur des investissements étrangers issus de ces compagnies de commerce qui lui feront tant de mal sous la période habsbourgeoise. La différence avec les années 1660-1680, c'est l'encadrement des activités de ces compagnies par le pouvoir princier afin qu'elles adoptent une attitude de coopération, et non de prédation, sur le tissu économique local. Ces réformes monétaires sont soutenues par l'introduction de monnaie internationale. C'est ainsi que les monnaies hollandaises, aussi appelées *écus du lion*, sont injectées dans l'économie du voïvodat. Elles aident à redynamiser tous les secteurs de l'économie. Enfin, le rôle donné dans le domaine fiscal à la noblesse est aux antipodes du modèle des monarchies absolues. Malgré le modèle féodal et le servage, tous les Ordres et toutes les classes sociales de la principauté participent au redressement du territoire. Les nobles terriens acceptent de participer à la vie fiscale de l'état. Les grandes familles hongro-transylvaines prennent à leur charge une part des impôts et elles consentent à

⁷⁶ A la suite de la prise de Buda en 1686, symbole de la reconquête du royaume de Hongrie, de l'Alföld, et du court moyen du Danube, les Impériaux poussent leur avancée jusqu'en Transylvanie. Méfiant vis-à-vis de Michel Apafi Ier qui l'a attaqué à plusieurs reprises lors de son règne en qualité de protectorat turc et allié des rebelles hongrois, l'empereur fait stationner des troupes germaniques pour garder la frontière turque.

prêter de l'argent au prince pour initier, puis soutenir les réformes liées au développement du territoire. Les magnats bénéficient indirectement de cette politique, mais à la différence de l'Europe occidentale, ils sont des contribuables incontournables de la principauté. Indéniablement en assumant leur part, ils allègent la pression fiscale pesant sur le peuple et la bourgeoisie. Leur rôle dans ce domaine facilite l'union des composantes sociales de la principauté autour de leur prince. Le sentiment identitaire s'exprime ainsi sur le territoire, et non sur la condition sociale du riche contre le pauvre. Comme en Hongrie, en attaquant tous les secteurs, le gouvernement de Vienne touche également tous les Ordres. Dès lors, ils réussissent le tour de force bien involontaire de réaliser un consensus contre eux, d'être l'unique catalyseur d'un sentiment identitaire territorial de plus en plus vivace. La faute ne peut pas être totalement imputée à l'empereur en matière d'économie. Il s'inspire d'une doctrine caméraliste qui n'est pas adaptée aux structures sociales et économiques de la principauté. Elle était héritée de la reconstruction économique initiée des États héréditaires sous l'empereur Philippe III.

Dans la seconde moitié du XVIIe siècle, on observe un essor économique dans ces territoires. Cette croissance est soutenue par la guerre en Hongrie, et en Allemagne contre la France. Elle stimule toutes les industries liées à l'approvisionnement de l'armée. Les caméralistes⁷⁷, les hommes d'affaires ou financiers de Bohême et d'Autriche conseillent à Léopold Ier de s'engager sur la voie du développement industriel et du commerce international. Ces conseils se rapprochent du colbertisme français. Léopold Ier jalouse la puissance de Louis XIV, notamment sa réussite économique et militaire. Il pense que l'application d'un modèle similaire ne peut être que bénéfique à son empire et à sa gloire. La doctrine politique mercantiliste favorise les aristocrates de la cour de Vienne qui investissent dans les compagnies de commerce et les nouvelles industries. Ils comprennent rapidement que les placements issus de leur fortune personnelle ou des prêts impériaux sont beaucoup plus rentables que l'agriculture. Cette approche économique des aristocrates viennois est en rupture avec la philosophie d'exploitation des grands domaines des grandes familles hongroises et transylvaines. L'une des grandes figures de cette philosophie économique est le caméraliste d'origine allemande Johann Becher⁷⁸. Scientifique protestant, il a de multiples connaissances en médecine, en chimie, en langue, et en économie. Avec l'accord de Léopold

⁷⁷ Les caméralistes sont un groupe de penseurs étrangers aux États Héréditaires.

⁷⁸ Il naît à Spire en 1570 et il meurt à Londres en 1682. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, notamment un consacré à la physique en 1669, la *physica subterranea*. Il est également favorable à une germanisation des Postes. Il combat le monopole des Tour et Tassis sur les postes du Saint-Empire romain germanique.

Ier, il fonde un Conseil de commerce à Vienne et il stimule l'industrie textile de luxe : draps et soieries. Le développement de cette industrie du luxe est également mis en œuvre dans les Pays-Bas autrichiens après le traité d'Utrecht de 1713.

Un autre caméraliste d'origine génoise, Christobal Rojas y Spinola, veut transformer l'organisation économique du Saint-Empire romain germanique en un immense marché unique, où chaque territoire aurait un rôle, une fonction productive précise. Sur la base de cette doctrine, les espaces hongrois et transylvains sont respectivement transformés en grenier du Saint-Empire et en réserve de matières premières naturelles et manufacturées. Si les États héréditaires tirent profit de ces réformes, les effets sur la traditionnelle économie transylvanienne sont terribles. Depuis la mort d'Apafi Ier, les compagnies de commerce, financées par les capitaux de la noblesse de cour et de l'empereur, pillent la région carpatique au profit des industries des États héréditaires. Ce changement radical, sur un laps de temps très court, a un effet désastreux sur la stabilité économique et sociale du voïvodat.

La perte de son autonomie politique suite à son rattachement à l'Empire, l'instauration d'un gouverneur militaire viennois, les entraves à la pratique du culte protestant, les vexations exercées à l'encontre de la noblesse et de la population, la dépression économique et l'effondrement du niveau de vie, créent un sentiment de nostalgie de la période « apafienne » et du protectorat turc. La disparition de la prospérité socio-économique du voïvodat est créditée à l'empereur. Dans ce moment de crise, puis de conflit après 1703, le sentiment identitaire transylvain et hongrois est exalté. Une nouvelle fois, cette exaltation se révèle lors d'une confrontation à une menace extérieure. On retrouve également ce processus mental dans les Pays-Bas méridionaux avec l'installation du régime français du comte de Bergeyck. À environ mille huit cents kilomètres de là⁷⁹, les attaques du centralisme français sur les institutions politiques autonomes des Pays-Bas méridionaux, notamment les Conseils collatéraux, sur son économie avec l'interdiction de commercer avec les colonies espagnoles des Amériques, les nations en guerre avec la France et enfin sur son serment de fidélité au roi d'Espagne, facilitent aussi le retour d'un sentiment d'attachement à des valeurs et à une identité que les peuples oublient vite en temps de paix et de prospérité. La traduction de cette éruption nostalgique au sein des Ordres est de plus en plus violente au fur et à mesure que

⁷⁹ Distance entre la ville d'Alba Iulia (ancien siège de la cour princière de Transylvanie), et Bruxelles en passant par Budapest, Vienne, et la Bavière. Trajet le plus direct qui suit le Danube et se reconnecte au réseau postal des Tour et Tassis à Vienne.

l'on approche de 1703. À la veille du XVIII^e siècle, le rejet de Vienne est déjà unanime dans toutes les strates de la société. La vie est de plus en plus difficile. Le paiement des impôts devient une des préoccupations premières, alors qu'auparavant, ils étaient jugés comme nécessaires. Les sources contemporaines de l'époque décrivent un pays touché par la misère. Sous couvert des caméralistes, l'empereur avait cassé le modèle « apafien » en un peu plus d'une décennie. Il avait asservi la province aux organes politiques et commerciaux de l'Empire habsbourgeois. Comme souvent en période de conflit, un marqueur démontre le malaise de la société transylvaine : la xénophobie. Le commerce florissant des années 1660-1680 faisait de la Transylvanie un état ouvert sur le monde, où circulaient nombre de marchands, de voyageurs, et d'observateurs étrangers comme les Suédois. À la veille du déclenchement de la révolte de François Rakóczi, les étrangers sont perçus comme responsables de l'effondrement de cette prospérité. La communauté saxonne installée depuis le XIII^e siècle et les fonctionnaires jugés loyaux au régime habsbourgeois deviennent des boucs émissaires. Un phénomène classique de repli identitaire de type ethnique se développe ainsi sur l'ensemble du territoire. C'est une attitude d'autodéfense de la culture autochtone, au sens large.

De l'autre côté de la frontière occidentale de la province, dans une Haute-Hongrie très proche culturellement de la Transylvanie par certains aspects que nous avons vus, le phénomène s'enracine aussi très fortement. Les fonctionnaires impériaux organisant la politique viennoise, et les jésuites apportant la contre-réforme catholique sont la cible de violences dans les campagnes. Dès qu'ils sortent des villes, ils sont placés sous escorte. La ruralité devient dangereuse pour un loyaliste ou un Allemand voyageant seul. Les rapports relèvent des agressions de postillons allemands de la compagnie des postes des Tour et Taxis, des tortures dans les relais postes isolés, des attaques de curés jésuites propageant la contre-réforme hors des villes, ou de percepteurs d'impôts et de fonctionnaires impériaux... Comme souvent dans les régions faiblement urbanisées et sauvages, les villes sont sous le contrôle des loyalistes et les campagnes sont aux mains des frondeurs. La poste est un objet de défense identitaire. En effet, le réseau impérial des Tour et Taxis était en concurrence avec les messageries seigneuriales qui dominaient le secteur. La poste impériale des Tour et Taxis trouve ici une concurrence féroce, idéologique, et difficile à contrôler. Nous y reviendrons, mais le service des postes est un secteur identitaire jalousement surveillé par les Hongrois, et

pas les seigneurs de la *Közepnemesség*⁸⁰ et les Transylvains. Par sa forme locale et décentralisée, les messageries seigneuriales correspondent plus à l'organisation territoriale traditionnelle de la Hongrie et de la Transylvanie, qu'au centralisme du système des Tour et Taxis. Au sujet des correspondances et de la communication, c'est une nouvelle fois deux conceptions qui s'opposent. Dans l'ensemble, la poste impériale ne possède pas la confiance de la population, sauf dans les villes et dans les communautés germanophones. Elle est perçue comme une institution étrangère. À ce titre, elle est combattue par les rebelles kurucs lors de la guerre d'Indépendance hongroise. Les postillons originaires d'Allemagne sont régulièrement attaqués le long des rares routes empruntées par les postes impériales. De nombreuses lettres disparaissent dans ces attaques qui renforcent l'impression de la fiabilité des postes seigneuriales. On ne retrouve pas ce phénomène aux Pays-Bas méridionaux même si c'est une zone de conflit.

Ces activités identitaires couvrent les actes d'espionnage. La guerre de l'information livrée dans les ports et le long de ces routes est plus feutrée. Dans le but de ne pas éveiller les soupçons, on cherche davantage à espionner, à lire les lettres sans que l'ennemi ne le remarque, plutôt qu'à faire disparaître le courrier et son porteur. Des modèles politiques, économiques, sociaux sont en train de s'opposer en Hongrie et en Transylvanie, causant de graves troubles à la population. En 1703, les responsables de cette situation sont donc identifiés par des Transylvains au bord de l'insurrection. Les maux de la province sont dus à l'entrée dans le monde habsbourgeois. Cette période de grand bouleversement en Transylvanie explique le consensus qui se forme autour de l'entreprise de François Rakóczi.

⁸⁰ Ce mot hongrois désigne la moyenne noblesse protestante qui domine les campagnes et qui exprime toute son influence au sein des comitats et des Diètes. Elle est globalement opposée à l'empereur.

Le Grand-Privilège de 1477

La Charte du Grand-Privilège s'avère éphémère d'un point de vue juridique. Elle n'est pas renouvelée par Philippe le Beau lors de l'année 1494, c'est-à-dire après la première succession¹. Elle reste pourtant une base juridique à l'autonomie politique du territoire. Le Grand-Privilège contient dans ses articles la première mention dans un acte public d'un droit de résistance passive. La charte de 1477 définit un droit au blocage politique en cas d'infraction aux privilèges et à la loi, par le prince ou ses fonctionnaires. Ce droit peut être appliqué par tous les sujets².

Cette résistance passive correspond au droit des Hongrois à déposer un souverain tyrannique s'il ne respecte pas les lois fondamentales du royaume et s'il ne se montre pas bienveillant dans la défense de ses peuples. À l'image de la charte du Grand-Privilège, ce contrat entre le peuple et le souverain se matérialise en Hongrie sous la forme de la prestation de serment établie par le roi André II au début du XIIIe siècle. La différence entre les Pays-Bas méridionaux et la Hongrie s'effectue sur la manière de s'opposer au pouvoir central, de faire valoir son identité politique. Du côté hongrois, elle est violente, à l'image des guerres du XVIIe siècle et de celle du prince Rakóczi au début du XVIIIe siècle, tandis qu'aux Pays-Bas méridionaux elle est le plus souvent pacifique. À titre de contre-exemple, on peut citer la rébellion de Gand en 1539-1540 contre l'augmentation des levées d'impôts demandée par Charles Quint. D'ordinaire, le Conseil provincial donne systématiquement son accord aux demandes de contribution fiscale formulées par le pouvoir central. Cette année-là, les autorités urbaines de Gand refusent de donner leur accord et se soulèvent. L'empereur, qui possède également le comté de Flandre dans sa longue titulature, reprend alors militairement la ville avec l'aide surprenante de son rival, François Ier. La divergence du mode de contestation de l'autorité métropolitaine utilisé par les deux provinces périphériques du

¹ Wim Blockmans, *Le privilège général et les privilèges régionaux de Marie de Bourgogne pour les Pays-Bas*, Kortrijk-heule, 1985.

² Wim Blockmans, *L'Histoire parlementaire dans les Pays-Bas et la Belgique : XIIes – XVIIIes siècles*, 1990, p. 182.

monde habsbourgeois s'explique par leurs disparités de développement territorial d'une part³, et le fond culturel belliqueux des Hongrois d'autre part. À l'image des Magyars, ce droit se grave dans l'imaginaire politique des élites locales et provinciales « Belges ». Il constitue un mythe fondateur de l'identité politique.

Wim Blockmans confirme l'appropriation de ce droit à se révolter par les populations des Pays-Bas moins d'une centaine d'années après son élaboration négociée entre Marie de Bourgogne et les élites politiques provinciales : « *L'argument a été repris au cours de la révolte du XVIe siècle.*⁴ »

Wim Blockmans parle ici de la guerre de Quatre-Vingts Ans qui débute en 1568 et qui conduit à la reconnaissance officielle de l'indépendance des Pays-Bas septentrionaux par l'Espagne, lors de la signature du traité de Westphalie en 1648. Le Grand-Privilège servait ici d'outil de légitimation juridique. François Rakóczi usait d'un argument similaire, arguant la violation du serment d'André II de Hongrie par les Habsbourg pour justifier dans son manifeste de 1703 son soulèvement contre son souverain légitime Joseph Ier et son père l'empereur Léopold Ier. À l'image des nobles magyars, les élites bourgeoises luttent en priorité pour leurs intérêts particuliers. Le prince Rakóczi est une exception avec son plan de réforme économique et sociale, également exposé dans le manifeste de 1703. La défense des privilèges par la bourgeoisie était possible, car ces privilèges, notamment commerciaux, garantissaient ses propres intérêts. Ce constat explique l'envergure provinciale et urbaine des oppositions politiques et sociales. A ce titre, la guerre de Quatre-Vingts Ans constitue une autre exception en raison de sa portée nationale. Cette défense des privilèges locaux est une manière comme une autre de s'opposer légalement à l'arbitraire voire à la tyrannie du pouvoir central.

Le régime politique de la monarchie n'était pas le plus adapté à la culture politique et identitaire des provinces belges et hongroises. En effet, la centralisation administrative, la religion d'État et la dimension absolutiste ne laissaient que peu de place aux particularismes locaux. L'un des exemples les plus frappants est peut-être celui des gouverneurs généraux

³ Le niveau de développement des infrastructures territoriales et la forme du réseau de communication conduisent à défendre son identité de manière différente : violente, quand la province est sous-développée avec un réseau routier cloisonné et replié sur lui-même ; pacifique, quand elle est développée avec un réseau routier ouvert sur le monde via les connexions des voies de communication avec les ports.

⁴ Wim Blockmans, *Ibid.*, p. 182.

espagnols qui se confrontent aux élites locales. Les résistances passives se multiplient face à la rigidité des administrateurs au service du roi d'Espagne, au fur et à mesure que l'on approche de la fin des Pays-Bas espagnols. Plusieurs d'entre eux déplorent leur impuissance à gouverner la province suite aux blocages des instances locales et régionales. Pour mémoire, Don Francisco Antonio de Agurto, marquis de Gastanaga est tellement impuissant à gérer la province que Guillaume d'Orange-Nassau demande son renvoi en 1692. Plus tôt, Villahermosa décline l'offre d'exercer un second gouvernement en 1685 et l'archiduc Léopold-Guillaume demande lui-même son rappel en 1656 suite au dégoût qu'il ressent à exercer sa fonction. L'origine de ces blocages politiques, qui trouvent leur justification première dans la charte du Grand-Privilège, est la méconnaissance du particularisme provincial. À l'instar des Autrichiens en Hongrie et en Transylvanie, les Espagnols n'adaptent pas leur mode de gouvernance et finissent par brusquer des élites jalouses de leurs prérogatives. Finalement, les gouverneurs qui dirigent la province avec le plus d'efficacité sont les Archiducs Isabelle et Albert. Ils conduisent des réformes en concertation avec les pouvoirs publics, et Maximilien-Emmanuel de Bavière qui apporte son expérience de gouvernance bavaroise. C'est un régime électoral moins centralisé que Madrid et Vienne.

La bourgeoisie urbaine s'adapte parfaitement au tissu économique et intellectuel d'un territoire qu'elle forge à son image : urbain, décentralisé et commerçant. Ces valeurs sont plus modernes du point de vue des philosophies politiques et économiques que les valeurs absolutistes des monarchies espagnoles, françaises et autrichiennes. Elles étaient plus en accord avec cet essor d'un commerce mondial tourné vers les empires coloniaux en formation, et le développement de l'information. Si le traité d'Utrecht de 1713 annonce la suprématie anglaise en remplacement de l'hégémonie française, c'est parce que les Britanniques se sont mieux adaptés à ces mutations grâce à leur système monarchique moins rigide et plus libéral. L'expression politique de cette bourgeoisie était selon l'historien spécialiste du XVI^e siècle, André Stegmann :

« [...] mieux adaptée pour soutenir une métropole économique que toute monarchie plus ou moins absolutiste de son temps. ⁵ »

Cette critique s'adresse naturellement à la politique menée par les gouverneurs généraux, qui même au XVII^e siècle ne font pas preuve de plus de modernité que leurs

⁵ André Stegmann, *Pouvoirs et institutions en Europe au XVI^e siècle*, Paris, 1987, p. 131-140.

prédécesseurs du XVI^e siècle incarnés par le duc d'Albe. Ce dernier se heurte ainsi à ce mythe fondateur de l'autonomie politique des institutions locales qu'est la charte du Grand-Privilège de 1477. La jeune duchesse de Bourgogne octroie un acte juridique dont la portée identitaire est extraordinaire pour ces élites qui défendent jalousement leurs privilèges. Le droit de s'opposer à la politique centrale redonne un semblant d'indépendance aux provinces. La bourgeoisie flamande se remémore alors la période d'indépendance où ses institutions envoyaient des ambassades en Grande-Bretagne, en Espagne et dans les villes de la Ligue hanséatique. Les empereurs perçoivent immédiatement le danger de cette charte et ne la renouvellent pas. Néanmoins, les dix-sept années de sa validité marquent l'esprit des élites. L'entrée dans le monde habsbourgeois est donc tout à fait importante pour les Pays-Bas. Vienne s'efforça de limiter l'impact de cette charte. Les souverains Habsbourg du début du XVI^e siècle naissaient dans la province, à l'image de Charles Quint à Gand, et ils avaient une bonne connaissance de l'influence du Grand-Privilège dans les milieux élitaires. L'empereur Charles Quint tenta d'organiser sa succession en encadrant ce caractère autonome de la province. Il lui donna un nouveau cadre juridique dans la lignée de ce qu'avait fait son père au début du XVI^e siècle, Maximilien I^{er} de Habsbourg, alors veuf de Marie de Bourgogne.

Un droit à se rebeller qui divise les Hongrois

Des territoires divisés politiquement et en état de guerre civile

Un débat fictif est relaté dans la série Correspondance politique de Hongrie. Il a lieu entre un Hongrois loyaliste (labanc) et un Magyar rebelle (kuruc). L'auteur retranscrit plusieurs entrevues auxquelles il a assisté. La source se présente sous la forme d'un document imprimé à Bâle en 1708. Le titre de l'ouvrage donne la composition de la source et le but de cette synthèse : *Quarante-quatrième lettre d'un Suisse à un Français servant d'éclaircissement à plusieurs pièces importantes et curieuses concernant les affaires de Hongrie.*⁶

⁶ AAE, Cor. Pol., Hongrie, vol. 14, *Quarante-quatrième lettre d'un Suisse à un Français servant d'éclaircissement à plusieurs pièces importantes et curieuses concernant les affaires de Hongrie*, Paris, mars 1708. Référence 56CP/15.

L'objectif est d'apporter des précisions sur la guerre que mènent les Hongrois contre leurs souverains légitimes, l'empereur Léopold Ier et les rois de Hongrie Joseph Ier de Habsbourg. Sous la forme d'une discussion, le document aborde toutes les causes de la guerre d'indépendance hongroise et il aborde la question de la guerre civile qui touche ce territoire périphérique :

« Un ami de l'auteur, un Hongrois gentilhomme attaché depuis longtemps au service de la France et de qui toute la famille est entrée dans le parti du prince Rakóczi et des états confédérés pour le recouvrement de la liberté apprit qu'un autre Hongrois son ancien ami, qui servait l'empereur dans l'armée du Rhin avait été emmené ici prisonnier de guerre.⁷ »

Le mot « liberté » est ici central. La présentation du contexte est intéressante, car l'auteur affirme que les Hongrois rebelles se battent pour retrouver la liberté. Cette idée est assez répandue à Paris à la suite de la publication de nombreux ouvrages sur cette guerre lointaine.⁸ L'expression recouvrement de la liberté traduit l'idée que cette liberté a été enlevée et que ce soulèvement est juste. On pourrait alors douter de la neutralité de l'auteur. De nationalité suisse, on peut donc penser qu'à l'image de la majorité des rebelles, il soit de confession protestante. Pour mémoire, la liberté de culte a été abrogée en Hongrie par Léopold Ier avec l'installation de la contre-réforme catholique. Le premier débat s'ouvre sur la question de la légitimité des peuples à renier leur souverain légitime. On aborde ici l'épineuse question du serment de fidélité que l'on retrouve dans les Pays-Bas méridionaux. Ce cas de conscience est un puissant ciment. Sa solidité vient du fait qu'il est constitué à la fois par des croyances religieuses et par une forme de pragmatisme politique :

« [...] que si les rois à l'avenir attendent à quelques-uns des privilèges contenus dans les autres articles, il sera permis aux sujets de résister, et de défendre leur liberté sans être réputés pour cela, ni rebelles ni criminels de lèse-majesté. »⁹

Juridiquement et moralement, François Rakóczi n'a pas le droit de remettre en cause la légitimité du pouvoir du roi de Hongrie Joseph Ier¹⁰. En tant que sujet chrétien, il ne peut pas remettre son droit divin à gouverner la Hongrie. Cela serait s'opposer au choix de dieu lui-

⁷ AAE, *Ibid.*, f° 9.

⁸ Se référer à la partie sur la Transylvanie.

⁹ AAE, *Ibid.*, f° 7

¹⁰ L'empereur Léopold Ier est mort en 1705. Il avait cédé la couronne de Hongrie à son fils dès 1687. La Hongrie restait tout de même dans le Saint-Empire romain germanique et une possession du monde habsbourgeois.

même et bouleverserait l'ordre social. Le Hongrois loyaliste craint également des représailles sur son pays après la guerre. Au-delà de s'opposer au droit divin du souverain, beaucoup ont peur de la colère de l'empereur s'il venait un jour à reprendre ses territoires perdus :

« Alors quand il reviendra victorieux tomber sur vous avec tout le poids de ses armées rassemblées ; où trouverez-vous des troupes pour lui opposer, des places pour vous couvrir et des alliés pour vous défendre ? »¹¹

Pour lui la victoire de l'empereur ne fait aucun doute. On retrouve cette idée dans l'esprit des émissaires français. Malgré la longue tradition militaire des Magyars, la protection du massif des Carpates et le sens libertaire du combat¹², la rébellion n'a pas les moyens humains et financiers de se défendre seule contre l'ensemble du Saint-Empire romain germanique. Sur le long terme, la victoire est difficile. Plus le conflit est long, plus les chances de succès sont réduites. La flamme des premiers jours qui embrase les esprits s'éteint petit à petit pour laisser place à la lassitude et à l'épuisement. Si la France se retire¹³, le loyaliste ne croit pas au secours des puissances protestantes. Il remet en cause le panprotestantisme en lui apposant une limite militaire :¹⁴

« D'où pourront venir les secours, qui sans doute vous seront bientôt nécessaire ? Croyez-moi, vous êtes embarqués sur un vaisseau qui va faire naufrage. Sortez-en le plus tôt que vous pourrez et abandonnez un party également contraire à votre honneur et à votre sûreté. »¹⁵

La peur des représailles se retrouve dans les demandes de serment que formulent les Français aux populations frontalières des Pays-Bas méridionaux. Chez le peuple hongrois, on observe la même réflexion au sujet de la question du serment de fidélité et de l'honneur. Le

¹¹ AAE, *Ibid.*, f° 8

¹² En Histoire militaire, on se rend compte que les armées sont plus fortes lorsqu'elles se battent pour une cause, une idée, et/ou un chef charismatique. On retrouve cette posture à toutes les époques. Pour les généraux, il suffit de citer le Romain Jules César, les Français Turenne ou Bonaparte (nous pourrions en énumérer plusieurs autres, ils sont légion dans l'Histoire). En ce qui concerne le combat pour une idée de liberté, on peut mettre en exergue la férocité des troupes du gladiateur Spartacus en 73 avant Jésus-Christ, celle de Rakóczi au début de la rébellion durant la campagne de 1703, ou encore des armées de la Révolution française et de l'Empire napoléonien. Ces références sont arbitraires. Elles doivent montrer que cet état d'esprit n'est pas propre à la guerre de Succession d'Espagne. Ces sources de motivations transcendent les combattants au moment de l'affrontement. Elles sont perceptibles dans les discours identitaires prononcés aux troupes avant la bataille par les chefs charismatiques.

¹³ En mars 1708, l'aide française est encore vive. Elle verse toujours une aide substantielle de 50 000 livres par mois et le marquis des Alleurs est toujours sur place malgré sa brouille de plus en plus évidente avec le prince de Transylvanie François II Rakóczi. À cette date, le désastre de Trenscen est proche. Il marque le début de la fin pour les kurucs et l'amorce du désengagement de la France.

¹⁴ Se référer à la Transylvanie.

¹⁵ AAE, *Ibid.*, f° 9

déchirement entre le respect de la parole donnée et l'attraction pour les idéaux d'indépendance et de liberté est identique. Les deux populations des provinces périphériques de l'Empire sont ainsi confrontées aux mêmes dilemmes moraux. Le fait que le contexte de ces deux territoires soit différent rend l'analyse encore plus pertinente. Elle signifie que ce questionnement intérieur vis-à-vis de la fidélité au souverain, qu'il soit tyrannique ou non, est une constante chez les Européens du début du XVIIIe siècle. Elle montre qu'il existe une division idéologique sur cette question. Elle ne fait pas consensus. Les « Belges » sont aussi divisés que les Hongrois sur cette question.

Cette division est plus nette pour les élites. Les exactions répétées de l'armée française tout au long du XVIIe siècle ont fait oublier aux peuples les ravages de l'inquisition d'État du duc d'Albe ou de Marie de Hongrie durant le XVIe siècle. À l'image de la noblesse hongroise, les élites politiques des provinces belgiques se divisent sur le maintien de leur fidélité aux Habsbourg. Dans le cas du régime français, les nobles « Belges » tentent de savoir dans quel parti ils pourront le mieux s'épanouir et conserver l'autonomie de leurs institutions provinciales. Il existe bien sûr plusieurs manières d'y répondre en fonction de l'éducation, de la culture et l'expérience de chacun. Si la vérité politique n'est pas unique, les postures face aux contextes ne le sont pas non plus. La définition du penseur florentin Nicolas Machiavel¹⁶ abonde dans ce sens au XVe siècle. Sa définition de l'homme politique est moins consensuelle, plus cynique et donc plus claire :

*« Homme dépourvue de scrupule qui n'hésite pas employer toutes sortes de ruses, de tromperies, pour réaliser ses desseins et servir ses intérêts. »*¹⁷

Effectivement, vis-à-vis des métropoles, la politique des Pays-Bas méridionaux possède un caractère plus machiavélique¹⁸ qu'en Hongrie. Dans un état de guerre civile, les décisions sont nécessairement plus tranchées. Jean Brouchoven, comte de Bergeyck, voit dans la constitution du Conseil royal, construit sur les ruines des conseils collatéraux, un moyen de

¹⁶ Nicolas Machiavel est un penseur italien de la Renaissance, philosophe, théoricien de la politique, de l'histoire et de la guerre, né le 3 mai 1469 et mort le 21 juin 1527 à Florence, en Italie.

¹⁷ Cette phrase est citée dans Honoré de Balzac, *Une ténébreuse affaire, La Comédie humaine*, Paris, 1841, p. 267. Dans *Centre National de Recherche Textuelles et Lexicales, dans Ortolang, Outils et Ressources pour un traitement optimisé de la Langue*, art., Machiavel.

¹⁸ Du verbe machiavéliser. Gouverner un État selon les principes définis par Machiavel. La première utilisation de verbe date de 1611. Exemple : *Dans la monarchie, les nobles donnent un caractère machiavélien au prince pour étendre leurs privilèges. Cité par le Centre National de Recherche Textuelles et Lexicales, dans Ortolang, Outils et Ressources pour un traitement optimisé de la Langue*, art., Machiavel.

s'élever socialement et d'accroître son pouvoir politique. Il est suivi par d'autres membres de la noblesse comme le baron de Goyck Albert de Grysperre ou le comte de Tirimont Louis-Alexandre Schockaert¹⁹. La majorité adhère pour une question d'opportunité politique, alors que la haute-noblesse reste fidèle aux Habsbourg, à l'image de la famille d'Arenberg. Cette constatation est plus une tendance qu'une vérité absolue. D'un côté comme de l'autre, on trouve des contre-exemples. C'est le cas des frères Esterházy avec Pal le loyaliste et Antal le rebelle à la couronne. Les têtes des magnats rebelles sont mises à prix par l'empereur :

*« On a publié une ordonnance de l'empereur, qui met à prix les têtes du prince Ragotski, des comtes Berezini, Caroli, Esterhazi et de quelques autres chefs mécontents ; mais quand ce dessein réussiroit, il seroit encore à craindre que ces têtes ne produisirent le même effet que celle de l'hydre. »*²⁰

C'est aussi le cas dans les provinces belges. On peut considérer ici que le souverain légitime est Philippe V de Bourbon, alors que le rebelle serait le prétendant habsbourgeois qui refuse la désignation du testament de Charles II. Ainsi, le loyaliste est le comte de Tirimont, tandis que le rebelle à la couronne serait le comte d'Arenberg. Fort de l'analyse du loyaliste hongrois, son ami rebelle contre-attaque sur le plan de l'argumentation. L'intérêt de cette partie du débat est qu'il porte directement sur les causes du soulèvement et de son bien-fondé juridique. Dans *Quarante-quatrième lettre d'un suisse à un français servant d'éclaircissement à plusieurs pièces importantes et curieuses concernant les affaires de Hongrie*, publié en 1708, l'auteur donne au travers des propos du Hongrois une explication de la guerre en Hongrie et les raisons de la division du peuple magyar :

*« Il nous manque rien que notre ancienne liberté, que nous aurions déjà regagnée si trop de braves Hongrois comme vous, ne s'était pas laissé corrompre par les dangereuses flatteries de la Maison d'Autriche, et n'avait abandonné la défense commune. »*²¹

¹⁹ Olivier Maurin, Les élites politiques belges dans la guerre de Succession d'Espagne, dans Laurent Coste et Sylvie Guillaume, *Élites et Crises du XVIe au XXIe siècle : Europe et outre-mer*, Paris, Armand Colin Recherche, 2014.

²⁰ André Chevalier, *La clef du cabinet des Princes de l'Europe, ou recueil historique et politique sur les matières du temps*, t. II, chez Jacques le Sincère, janvier 1705, p. 215.

Jacques le Sincère est le pseudonyme du journaliste et gazetier André Chevalier (1660-1747). Pour davantage d'informations sur la clef du cabinet des Princes de l'Europe ou Claude Chevalier, se référer au *dictionnaire des journalistes 1660-1789*, mis en ligne en 2011 : <http://dictionnaire-journalistes.gazettes18e.fr/>

²¹ AAE, Cor. Pol., Hongrie, vol. 14, *Quarante-quatrième lettre d'un Suisse à un Français servant d'éclaircissement à plusieurs pièces importantes et curieuses concernant les affaires de Hongrie*, Paris, mars 1708, f° 13

Il attribue l'état de la Hongrie et la présente guerre aux divisions fomentées par la Maison d'Autriche qui ont affaibli cette nation. Dans cette phrase, il rappelle plusieurs actions menées par Léopold Ier à l'encontre des libertés hongroises. Par l'expression corrompre, il fait référence aux promesses, aux territoires et aux dignités donnés aux magnats pour s'attacher les faveurs de la noblesse transdanubienne. Il dénonce le clientélisme viennois qui détourne majoritairement les Hongrois de l'Ouest de l'intérêt de leur nation, c'est-à-dire du retour à l'indépendance du royaume perdue à Mohács.

Le massacre d'Eperies et les vexations de Presbourg

Le partisan de François Rakóczi souligne également le vote faussé de la Diète de Presbourg en 1687. Les instructions données au marquis des Alleurs font mention de cette pression sur les députés de la Diète. Pour les élites hongroises ayant eu l'autorisation de se déplacer à Presbourg, les vexations à l'encontre sont d'abord morales :

« Les exécutions [d'Eperies] ayant précédé la convocation de la Diète, il fut défendu aux principaux seigneurs du royaume, d'y emmener comme à l'ordinaire une suite nombreuse de leurs vassaux et de leurs domestiques. »²²

Cette mesure vise à montrer que la Diète et ses députés ne sont pas sur le même pied d'égalité que l'empereur. La domination et la prise de pouvoir ne se font pas sur le mode de la conciliation, mais sur celui de la terreur mise en œuvre par le cardinal Kolonich. Il existe un sentiment de supériorité des élites allemandes et autrichiennes face au mode de vie rural de la moyenne noblesse hongroise qui forme les rangs des députés des Diètes à Presbourg et dans les comitats. Ce sentiment est accentué par le niveau de développement très faible des infrastructures du royaume de Hongrie par rapport à l'Archiduché d'Autriche. Cette mesure est doublée de mesures fiscales et militaires extraordinaires :

« Le royaume et les environs de Presbourg estoit cependant rempli de troupes allemandes, elles exigeaient des contributions excessives à la noblesse et au peuple. »²³

²² AAE, Md France, P/3300, *Mémoires du Roy devant servir d'instructions au Sieur des Alleurs, Maréchal des camps et armées de Sa Majesté, commandant de l'ordre militaire de Saint-Louis et allant en Hongrie sur ordre de Sa Majesté*, Versailles, le premier avril 1704

²³ *Ibidem*.

Les troupes allemandes exécutent les mesures vexatoires de l'empereur vis-à-vis de la noblesse hongroise. Avec Léopold Ier, elles concentrent un ressentiment qu'elles paieront au prix fort lors de la guerre d'indépendance hongroise. En attendant, cette Diète était d'une importance capitale pour le contrôle de la Hongrie par les Habsbourg. En effet, elle devait élire le fils de Léopold Ier, Joseph, roi de Hongrie. Elle devait surtout adopter l'hérédité de la Maison de Habsbourg sur le trône de Hongrie et abolir le décret d'André II qui donnait l'autorisation aux Hongrois de se soulever contre leur roi s'il ne respectait pas les lois fondamentales du royaume. En échange, les Habsbourg reconnaissaient les traditions hongroises, mis à part ce droit d'insurrection. Le fait de transformer la monarchie élective en monarchie héréditaire était déjà en soi une atteinte aux traditions magyares. L'abolition du droit d'insurrection élargissait la marge de manœuvre politique de Léopold Ier, qui avait la volonté de coloniser la voie danubienne, de transformer la Hongrie en grenier-entrepôt de Vienne selon la doctrine du caméraliste Spinola et d'instaurer un mode gouvernance absolutiste, catholique et héréditaire. Les abolitions du caractère électif de la monarchie magyare d'une part, et du décret d'André II par la Diète de Presbourg d'autre part, étaient absolument nécessaires. Les élites hongroises jouissaient d'une forte identité politique et elles étaient de nature belliqueuse, à la différence de celle des Pays-Bas espagnols. Il fallait donc que le prochain meneur soit considéré comme hors-la-loi d'un point de vue juridique. C'est ce qui se produisit lorsque François Rakóczi se souleva en 1703. Ce statut divise la noblesse et fait l'objet de discussions entre le loyaliste et le rebelle hongrois. Les actes tyranniques dirigés contre les élites avaient pour but précis de prendre le contrôle d'un territoire en brisant les organes de résistances identitaires : le protestantisme, la décentralisation des instances politiques, l'autonomie des élites et les lois fondamentales contraires au régime absolutiste. La Diète de Presbourg de 1687 devait ainsi instaurer un nouveau régime à la Hongrie. Le gouvernement de Vienne se méfiait à raison de la résistance des élites politiques siégeant à la Diète. Au-delà des vexations morales de Presbourg, des exactions physiques avaient eu lieu peu avant dans le fief de la moyenne noblesse protestante à Eperies²⁴. Toute la logique du gouvernement de Vienne est résumée dans les instructions du marquis des Alleurs :

« Il paraissait nécessaire d'observer quelque apparence de formalité pour anéantir les constitutions fondamentales du royaume. La Diète fut assemblée pour ces effets à Presbourg en l'année 1687. Mais avant cette assemblée la cour de Vienne pris des précautions dont le souvenir durera longtemps en Hongrie, pour ne point trouver d'obstacle à

²⁴ Ancien nom de la ville de Presov dans le centre de la Slovaquie.

l'autorité despotique qu'il vouloit établir. On enleva dans la Haute-Hongrie un grand nombre de gentilhomme des plus considérables, ils furent enfermés dans des cachots à Eperies, condamnez à mort comme rebelles par un Conseil composé d'officiers allemands, ou le comte Caraffa, italien, présidait ; plusieurs moururent dans les tourments de la question avant d'être conduit au dernier supplice qu'on lui avoit destiné. Si leurs femmes, leurs enfants, leurs amis les pleuraient, leurs larmes suffisoient à les traiter comme complice des mêmes crimes. »²⁵

Le cinq mars 1687, à la suite d'un procès partial, des députés révoltés par les mesures de Vienne et des anciens rebelles sont ainsi exécutés. La Hongrie reconnaît la domination de l'Archiduché d'Autriche. C'est un préalable à la Diète de Presbourg, plus proche de Vienne, du trente et un octobre 1687. Le kuruc poursuit son exposé sur son droit à se soulever :

« Si vous vous souvenez de ce triste jour, auquel l'empereur défunt nous restitua à de si dures conditions, la couronne de Hongrie, qu'il avoit enlevé à Presbourg ; avez-vous oublié les justes murmures qui s'élèvent en secret parmi tous les assistants et que la crainte seule étouffa. »²⁶

En rappelant les vexations commises par les agents de Léopold à Presbourg et à Eperies, le partisan du prince Rakóczi affirme que les décisions des deux Diètes sont caduques en raison des pressions physiques et morales exercées sur les députés.

Droit de conquête ou droit de se rebeller : Le précédent de Pierre le Vénitien

La vision identitaire du partisan de Rakoczi se heurte à celle de l'antique droit de conquête. Les Autrichiens ont repris les territoires sous domination ottomane depuis la reconquête entamée en 1683 :

« Ces villes célèbres reprises sur les Turcs par les armes de l'empereur Léopold ; comme si vous vouliez attribuer à la Maison d'Autriche sur la Hongrie, le droit des conquérants. »²⁷

²⁵ AAE, Md France, P/3300, *Mémoires du Roy devant servir d'instructions au Sieur des Alleurs, Maréchal des camps et armées de Sa Majesté, commandant de l'ordre militaire de Saint-Louis et allant en Hongrie sur ordre de Sa Majesté*, Versailles, le premier avril 1704, f° 276

²⁶ AAE, Cor. Pol., Hongrie, vol. 14, *Quarante-quatrième lettre d'un Suisse à un Français servant d'éclaircissement à plusieurs pièces importantes et curieuses concernant les affaires de Hongrie*, Paris, mars 1708, f° 14

²⁷ AAE, *Ibidem*.

Au final, la division du peuple hongrois se fait en grande partie sur l'interprétation du droit. Les loyalistes le reconnaissent, tandis que les rebelles le contestent. Pour ces derniers, les Impériaux ne sont pas des libérateurs, mais des conquérants qui occupent leur territoire, y exercent des violences civiles et religieuses, et le pillent :

*« Toutes ces violences n'ont-elles pas été achetées avec notre sang ?
N'avons-nous pas partagé les périls et les travaux, les frais de guerre ?
Il n'y a que le profit et les récompenses qui n'ont point été pour nous.
Les étrangers seuls en ont jouys. »²⁸*

Les Hongrois refusent le droit de conquête, car une partie des troupes impériales étaient composées de Hongrois. Ce statut d'allié fait que le droit de conquête ne s'applique évidemment pas. Le gouvernement de Vienne justifie ce droit par la présence de troupes hongroises également aux côtés des Turcs. Par les étrangers, il dénonce les Allemands, qui assurent la garnison du pays, et les colons germanophones. Leur présence s'insère dans une logique de colonisation de la grande plaine et de la voie danubienne : deux grandes richesses du royaume de Hongrie. Ainsi, les Hongrois remettent en cause le droit de conquête exercé par Vienne, en raison de sa qualité d'allié lors de la reconquête sur les Turcs. La division se fait également sur le serment de fidélité d'André II et le droit à se révolter face à un souverain tyrannique qui mettrait en danger les lois fondamentales du royaume et de la culture hongroise. Il existe un précédent avec le roi de Hongrie Pierre le Vénitien²⁹ ou le Germanique³⁰. Il fut roi à deux reprises, de 1038 à 1041 et de 1044 à 1046. Il avait succédé au roi Etienne Ier qui fit de la Hongrie un royaume catholique. Ce neveu de Saint-Étienne³¹ est également déposé à deux reprises, où la première fois, il est victime d'un soulèvement de la

²⁸ AAE, *Ibidem*.

²⁹ Le patronyme de Vénitien lui vient de son père Ottone Orseolo, doge de Venise de 1009 à 1026. C'est le 27^e doge. Sa filiation avec la Hongrie lui vient de sa mère Illona qui était une des filles du duc Géza, le prédécesseur du roi Saint-Étienne. Elle lui transmet ses droits sur la couronne de Hongrie. Saint-Étienne est mort sans enfant encore vivant. Son seul fils qu'il eut avec Gisèle de Bavière, le prince Emeric de Hongrie, meurt en 1031 à Veszprem, après un accident de chasse. Cela ouvre la succession aux autres branches.

³⁰ Il naît aux alentours de 1010/1011 et meurt certainement en 1046. C'est un neveu du roi Saint-Étienne qui se convertit au christianisme.

³¹ Le nom païen de Saint-Étienne est Vajk. Il devient roi le jour de Noël, le 25 décembre 1000 et est couronné le premier janvier 1001. Il reste roi jusqu'en 1038, il est canonisé en 1083 pour son évangélisation du pays. Il est considéré comme le Saint-Patron de la Hongrie. Son action politique et militaire unifie et stabilise la grande plaine. Elle permet au peuple hongrois de survivre jusqu'à nos jours, à la différence des Avars qui ne purent s'organiser autour d'un État fort pour défendre leur territoire. Il s'impose face aux défenseurs du paganisme menés par Koppány. Après l'avoir vaincu, il décapite son cousin et fait écarteler son corps. Les parties sont exposées dans les quatre grandes villes du royaume. C'est un message fort envoyé à ses adversaires, car dans la croyance païenne hongroise, le corps devait préserver son intégrité pour que l'âme survive. Même chrétiens, les Hongrois conservaient une certaine brutalité issue de la période de la Horde qui frappe les Pays-Bas méridionaux une cinquantaine d'années plus tôt, entre 954 et 955. On retrouve également cette brutalité dans l'ouest de l'Europe.

noblesse. À l'image de Léopold Ier et de son fils Joseph Ier, le roi de Hongrie en titre depuis 1687, Pierre le Vénitien favorise les étrangers aux dépens des Hongrois. Les chroniques hongroises soulignent ce point :

« Dès qu'il débuta son règne, Pierre jeta de côté toute trace de la patience nécessaire à la majesté du monarque et, en association avec les Allemands et les Latins, s'enragea d'une fureur teutonique, traitant les nobles du royaume avec mépris et dévorant la richesse des terres "avec un œil fier et un cœur insatiable". Fortifications, châteaux et chaque poste dans le royaume furent enlevés aux Hongrois et donnés aux Allemands et aux Latins. »³²

Une autre chronique affirme son goût pour la compagnie des étrangers :

[Il préférait la compagnie des Allemands] qui rugissaient comme des bêtes³³ [et des Italiens] qui bavardaient et gazouillaient comme des hirondelles.³⁴

Son comportement le rend forcément très impopulaire, ce qui déclenche la rébellion de 1041 conduite par Samuel Aba dans laquelle il est déposé. Il s'enfuit en Autriche où il bénéficie de l'aide de l'empereur Henri III. L'intervention de ce dernier le ramène au pouvoir en 1044. Il est de nouveau renversé, et contraint de rembourser le soutien des Allemands à l'empereur. Pour cela, Pierre introduit la législation bavaroise puis accepte la suzeraineté de l'empereur en 1045. Ces mesures font du royaume de Hongrie un vassal de l'Empire. Cette atteinte à l'indépendance du royaume et aux intérêts de la Nation hongroise déclenche une seconde révolte conduite par le parti païen en 1045/1046. Leur leader André se sert d'eux pour prendre le pouvoir à Pierre le Vénitien en 1046, qu'ils exécutent. Il assoit ensuite son pouvoir sur la base du catholicisme en déclarant les rites de ses anciens alliés comme étant illégaux. Le parallèle avec la politique d'aide aux étrangers aux dépens des Hongrois est tout à fait intéressant pour comparer la situation politique de la Hongrie au milieu XIe siècle avec celle du début du XVIIIe siècle. L'empereur Léopold Ier favorise l'installation des colons allemands sur les marches militaires et le long du Danube. De plus, les compagnies de commerce sont législativement soutenues face aux institutions locales, au même titre que la

³² Simon de Kéza, *Gesta hunnorum hungarorum*.

Simon de Kéza est un chroniqueur hongrois du XIIIe siècle. Cet ouvrage fut rédigé entre 1282 et 1285 sous le règne du roi Ladislas IV, près de 250 ans après les faits. On peut mettre en doute la tonalité de certains événements, mais sa volonté de favoriser les étrangers fait consensus.

³³ Derzsö Dercsényi, *The Hungarian Illuminated Chronicle*, ch. 71, 1969, p. 107.

³⁴ Derzsö Dercsényi, *Ibid.*, p. 108.

poste des Tour et Tassis face aux messageries seigneuriales. Enfin, les Saxons de Transylvanie bénéficient d'une protection et d'une bienveillance assurée des garnisons impériales qui stationnent dans le pays. Au niveau juridique, ces deux événements constituent une jurisprudence sur laquelle les partisans du prince de Transylvanie s'appuient. Les soulèvements de 1041 et de 1045 constituent un mythe fondateur de la nation hongroise. Elle ancre dans la mémoire du peuple que le renversement d'un monarque est à la fois possible et légal (jusqu'en 1687). Ce mythe identitaire fait partie intégrante de la culture politique hongroise au début du XVIIIe siècle :

« [...] à le déposer comme nous avons fait, à l'exemple de nos ancêtres, qui, déposèrent Pierre le germanique, et Aba, tout neveu qu'il était de Saint-Etienne. »³⁵

Cette culture politique possède un caractère parlementaire et autonomiste. Les assemblées des comitats s'apparentent aux États provinciaux des Pays-Bas méridionaux. Les députés qui composent ces assemblées tentent de préserver la tradition politique territoriale face aux ingérences des grandes monarchies habsbourgeoises et françaises. Les nobles qui composent ces institutions régionales appartiennent plutôt à une moyenne noblesse, qui ne bénéficie que très peu du clientélisme qu'exercent les gouvernements français, espagnols et autrichiens sur la haute noblesse. Les députés cherchent à préserver le fonctionnement des institutions dans lesquelles ils siègent. L'autonomie est une source de pouvoir et d'intégration, c'est-à-dire l'exercice d'un droit de regard sur le fonctionnement des institutions et sur la participation à la vie politique du territoire. Le droit de se soulever contre un monarque jugé tyrannique par les députés des comitats assemblés lors de la Diète justifie le soulèvement de François Rakóczi contre les empereurs du Saint-Empire romain germanique. C'est un fondement de la constitution du royaume qui est au cœur de l'identité politique de la Hongrie. Le partisan de Rakóczi clame ici toute la légitimité de son action et la méprise du loyaliste :

« À tous les rois de Hongrie ses successeurs, vivez avec les princes, les barons, les comtes, les chevaliers, les soldats et les nobles de votre royaume, comme s'ils étaient vos pères, ou vos frères [...]. Si avec cruauté, et avec votre orgueil vous entreprenez de vous élever sur leur tête, sauront abaisser votre dignité royale, ils vous en dépouilleront, et transporteront votre royaume à d'autres.³⁶ »

³⁵ AAE, Cor. Pol., Hongrie, vol. 14, *Quarante-quatrième lettre d'un Suisse à un Français servant d'éclaircissement à plusieurs pièces importantes et curieuses concernant les affaires de Hongrie*, Paris, mars 1708, f° 16

³⁶ AAE, *Ibid.*, f° 17

La politique de centralisation absolutiste et de catholicisme expose Léopold Ier et Joseph Ier à ce soulèvement. Le non-respect des organes politiques autonomes et du protestantisme provoque l'assujettissement des ordres de la nation hongroise à la Maison des Habsbourg, sur le même modèle que les élites de Bohême après la bataille de la Montagne Blanche en 1620.

En somme, la violation du serment d'André II et le double renversement du roi de Hongrie Pierre le Vénitien, donnent une légitimité à François Rakóczi pour soulever la nation hongroise. Elle va à l'encontre du droit de conquête que peut légitimement réclamer l'empereur après sa reprise de la Hongrie ottomane. Cette question d'interprétation politique divise la population de la Hongrie entre rébellion et loyalisme. Elle fait écho à la situation des Pays-Bas méridionaux où les élites pouvaient s'appuyer sur la législation du Cercle de Bourgogne pour garantir l'autonomie et le maintien de leurs institutions. Comme en Hongrie, les élites étaient confrontées à un dilemme. Celui de respecter le serment de fidélité au nouveau souverain Philippe V de Bourbon en suivant sa politique de centralisation de la vie politique, ou bien se révolter en ralliant les forces de la Grande-Alliance et les régiments « Belges » sous ses drapeaux. La réponse à ce dilemme, d'une nature un peu différente, produisait finalement le même effet : celui d'une partition des élites politiques et de la population de deux provinces périphériques du monde habsbourgeois. Cette division était de nature identitaire, car ancrée sur les traditions et les mythes fondateurs. La discussion publiée en 1708 à Paris n'a certainement jamais eu lieu, mais elle montre bien le dilemme qui existait en Hongrie et en Transylvanie en ce début du XVIIIe siècle.

Partie 3

Des provinces en résistance durant la guerre de Succession d'Espagne

Les ambitions françaises sur les Pays-Bas espagnols à la veille de la guerre de Succession d'Espagne

Le gouverneur général Maximilien-Emmanuel de Bavière

Le rapprochement des Bourbons et des Wittelsbach

La France cherche à se rapprocher des Wittelsbach en vue de la guerre qui se profile. Les objectifs de Louis XIV sont précis :

«[...] a été de le détacher des liaisons internes qu'il avoit toujours conservé avec les ennemis de la France depuis qu'il gouvernait lui-même ces États, de l'engager dans les intérêts du roi et dans ceux du roi d'Espagne petit-fils de Sa Majesté, d'opposer par ce moyen un prince aussi considérable par sa naissance et par ses États au dessein que l'empereur avoit de faire entrer l'Empire dans la querelle par la Maison d'Autriche. »¹

On retrouve ces écrits dans les instructions que reçoit le président Pierre Rouillé lors de sa mission auprès de Maximilien-Emmanuel de Bavière dans les Pays-Bas méridionaux. Il reçoit ces directives le trois novembre 1704² ; soit la même année que le marquis des Alleurs pour la Hongrie³. Ce dernier est toujours en chemin pour rejoindre François Rakóczi, qu'il ne rencontre qu'au mois d'avril 1705, son voyage ayant été retardé par de nombreuses péripéties lors de sa traversée des Balkans ottomans, il. Le président Rouillé n'est qu'à deux jours de Bruxelles. Le voyage et la mise en œuvre de sa mission sont donc rapides. Il rejoint le fondateur du Conseil royal Jean de Brouchoven, comte de Bergeyck, allié de la France et le gouverneur général des Pays-Bas méridionaux Maximilien-Emmanuel de Bavière ainsi que l'ambassadeur de François Rakóczi à Bruxelles, le baron de Wettes. En 1704, la France contrôle encore la majeure partie des Pays-Bas espagnols. La situation militaire générale est

¹ AAE, Md France, P/3300, *Mémoires du Roy devant servir d'instructions au Sieur Rouillé, président au grand Conseil allant par ordre du roi auprès de l'électeur de Bavière*, Versailles, le trois novembre 1704, f° 321

² AAE, *Ibid.*, f° 321-331

³ Pour mémoire, il reçoit des instructions à son départ de Versailles le premier avril 1704.

encore très indécise sur tous les fronts, même si François Rakóczi a subi un important revers à la bataille de Tirnau la même année.

En cette fin d'année 1700, l'alliance avec la Bavière a d'abord pour objectif de l'écarter d'une union militaire avec l'Autriche. Dans cette intense préparation diplomatique qui précède la guerre, le but est de raffermir ses alliances, d'affaiblir le système adverse et de trouver de nouvelles unions militaires et diplomatiques. Un traité avec la Bavière doit empêcher Léopold Ier de fédérer l'ensemble des principautés allemandes contre la France et l'Espagne. La Maison des Wittelsbach détient plusieurs territoires importants. Maximilien-Emmanuel de Bavière contrôle l'électorat de Bavière et les Pays-Bas méridionaux en qualité respective d'Électeur et de gouverneur général. La Bavière est un électorat puissant et stratégiquement intéressant pour Louis XIV, car il est limitrophe de l'archiduché d'Autriche. Il a la puissance d'interdire l'accès à l'Allemagne aux troupes autrichiennes. Sa charge de gouverneur général des Pays-Bas méridionaux est également fondamentale pour Louis XIV. Depuis le début de son règne, le Roi-Soleil cherche à conquérir cette province périphérique de l'Empire des Habsbourg. En vue de la mettre sous tutelle avec l'accord de son petit-fils, le roi d'Espagne, il doit obtenir la complicité de Maximilien-Emmanuel de Bavière. L'aîné des Wittelsbach dispose d'une cour brillante au palais du Coudenberg à Bruxelles et d'une cote de popularité importante au sein de la province. Il protège les arts et dépense sans compter pour satisfaire la bourgeoisie bruxelloise afin qu'elle lui offre son soutien. De plus le gouverneur général se mêle régulièrement à la population et aux festivités urbaines. Le journal de Bruxelles relate le serment de l'Arquebuse dans son édition d'avril 1698. Maximilien Emmanuel de Bavière y participe :

« Le premier avril 1698, il participe au serment de l'Arquebuse. Il doit tirer l'oiseau avec ses confrères et l'abat. Il est alors nommé roi du serment et célèbre l'avènement à grand renfort de manifestations publiques et de feu de joie. »⁴

Si la personne de Maximilien Emmanuel de Bavière dispose d'une popularité, il existe une contestation du pouvoir central qu'il représente au travers de sa fonction de gouverneur général. L'année suivant le serment de l'Arquebuse, des actes séditieux ont lieu dans

⁴ Relations Véritables, journal de Bruxelles, année 1698, p. 283.

Bruxelles en 1699. Ces troubles sont rapidement matés par la simple garnison de la ville⁵. Sa popularité baisse à ce moment en raison des sanctions prises. Néanmoins, à la veille du décès de Charles II d'Espagne, sa popularité reste forte dans la province. Cet ancrage populaire et urbain au sein de la capitale provinciale lui vient de son attitude « *noble et courageuse* »⁶ lors du bombardement de Bruxelles par les troupes françaises durant la guerre de la Ligue d'Augsbourg en 1695. Son influence est donc élevée, et elle est en partie due au ressentiment anti-français de la population bruxelloise. En 1700, une officialisation des négociations avec Louis XIV risque de lui annihiler à la fois la confiance de Madrid et celle des habitants des Pays-Bas méridionaux.

Son frère Joseph-Clément de Wittelsbach est Électeur de Cologne et prince-évêque de Liège. Ces deux provinces interdisent l'accès aux Pays-Bas espagnols par l'Est. Elles forment ainsi deux états tampons dans l'organisation de la défense orientale des provinces belgiques. De plus, Liège est un centre d'armement avec une forteresse qui domine la Meuse, à l'image de celle de Huy. Les deux objectifs de la diplomatie sont une nouvelle fois très précis. En vue de la guerre, les agents du roi de France mènent d'intenses négociations avec deux princes ennemis des Habsbourg de Vienne, en vue de rallier l'Allemagne à la bannière française. Les commis du secrétariat d'État aux Affaires étrangères expriment les volontés de Louis XIV en forgeant une alliance avec la Bavière et les Pays-Bas espagnols⁷ :

« La première vue du roi estoit en traitant avec l'Électeur de Bavière et avec l'Électeur de Cologne son frère, de réunir à la Maison de Bavière tous les princes d'Allemagne bien intentionnés pour le maintien du repos de l'Empire, et pour l'observation des derniers traités de paix. »⁸

Unifier les principautés allemandes contre des Habsbourg qui monopolisent la couronne du Saint-Empire romain germanique depuis l'avènement de Frédéric III en 1415 est une possibilité à envisager. C'est une tentative d'adaptation de la stratégie de revers à l'espace germanique. Une tentative déjà expérimentée en Écosse, dans l'Empire ottoman et en

⁵ Louis-Prospér Gachard, *Documents Historiques concernant les troubles de la Belgique sous le règne de l'empereur Charles VI*, t. I, Introduction, Bruxelles, 1838, p. LXXIX

⁶ Louis-Prospér Gachard, *La Belgique sous Philippe V*, Bruxelles, Gobbaerts, 1867, p. 3.

⁷ L'alliance avec Maximilien-Emmanuel de Bavière engage naturellement son électorat familial, mais aussi la lointaine province périphérique européenne de Philippe V. Sa volonté de « sous-traiter » la défense des Pays-Bas espagnols à son grand-père supposait la nécessité absolue d'obtenir la collaboration d'un gouverneur-général qui du fait de sa jeunesse, de l'inexpérience de Philippe V et de l'isolement des « provinces belgiques » par rapport à Madrid, faisait figure de maître ou de régent.

⁸ AAE, *Ibid.*, f° 322

Hongrie. Une politique similaire de ralliement des princes d'Italie est également menée dans la péninsule. C'est une des raisons pour laquelle les premiers affrontements de la guerre de Succession d'Espagne se déroulent dans la plaine du Pô à partir du mois de juillet 1701⁹. Le morcellement territorial de la péninsule italienne est comparable à celui du Saint-Empire romain germanique et ces régions sont soumises à l'influence politique des puissances françaises, autrichiennes et espagnoles. À la différence de ces trois nations, l'Allemagne est une immense et très complexe confédération princière difficile à fédérer. Les nombreuses enclaves territoriales créent des tensions entre les princes eux-mêmes. En 1700, la France a une très mauvaise image dans l'espace germanique, d'abord, en raison des guerres franco-autrichiennes, puis à cause de la politique agressive « des Réunions » illustrée par la double mise à sac du Palatinat en 1674 sous la conduite de Turenne, et en 1689 sur l'ordre de Louvois. Les exactions physiques sur les personnes et les animaux, puis la destruction des biens par l'incendie des cultures et des maisons font naître une rancœur durable dans l'esprit des populations comme dans celui des princes. La politique de rapprochement diplomatique lancée par Louis XIV à la veille de la guerre de Succession est un échec cuisant, malgré un contexte relativement favorable en raison de la vieillesse avancée de Léopold Ier¹⁰ et la puissance de l'armée française. Les nombreux émissaires français ne parviennent pas à s'appuyer sur le possible trépas de l'empereur, et l'opportunité de saisir un éventuel bouleversement politique pour renverser les équilibres géopolitiques. En cas de réunion des princes et d'un décès de Léopold Ier, il y aura également une élection impériale qui pouvait apporter la couronne impériale à Louis XIV, une des ambitions des rois de France. Dans le cadre d'une analyse qui essaie d'être le plus globale possible, il ne faut pas perdre de vue cette éventualité.

Les conséquences de la politique de terreur louis-quatorzienne menée sur l'Allemagne entre 1674 et 1689 ne permettent pas à la France de soulever les princes allemands contre l'empereur au début du XVIIIe siècle. De plus, la question de la religion est un facteur aggravant face à une situation politique déjà inextricable¹¹. En effet, pour ne citer qu'eux, les

⁹ D'abord à Carpi le 9 juillet 1701, puis à Chiari le premier septembre 1701.

¹⁰ Comme Louis XIV âgé de 62 ans, Léopold Ier est un souverain très âgé. En 1700, l'empereur a déjà 60 ans, ce qui fait figure d'âge canonique en comparaison de l'espérance de vie de l'époque qui se situe aux alentours des 30 à 35 ans pour les hommes. A cette époque, la maladie frappe indifféremment les nobles et le peuple. La médecine est encore incapable de soigner des maladies comme la variole ou la vérole. La pratique de la saignée est symptomatique de l'impuissance de la médecine de l'époque face à certaines épidémies.

¹¹ Il faut attendre l'action politique d'Otto Eduard Léopold von Bismarck pour voir s'unir principautés allemandes autour du puissant roi de Prusse. L'unité allemande ne se fit pas sans quelques résistances notamment de la part des Bavarois. La constitution de cette unité est longue, elle s'étale de 1848 à 1871. Les

électorats de Bavière et de Cologne sont catholiques alors que les électors de Saxe, de Prusse¹² et du Wurtemberg sont protestants. En 1700, les différences religieuses constituent une limite à la naissance d'un mouvement pangermaniste qu'essaie de stimuler Versailles en dénigrant Vienne. Dans cette préparation diplomatique à la guerre, le rôle des ambassades dites de second rang¹³ est fondamental. Ces diplomates rencontrent des difficultés à accomplir leur mission. Le marquis des Alleurs ne peut pas dissuader l'Electeur Frédéric de Prusse qui a l'ambition de devenir roi à cette date. Les instructions de Pierre Rouillé, rédigées à la fin de l'année 1704, mettent en exergue la difficulté d'engager un prince d'Empire dans une guerre contre l'empereur¹⁴. Mise à part la défiance envers les Français, le ralliement à Louis XIV exposerait les princes Electeurs à la répression de l'empereur si ce dernier venait à gagner la guerre de Succession d'Espagne. Un sentiment justifié par l'absorption temporaire de la Bavière par l'Autriche, suite aux défaites franco-bavaroises d'Höchstädt et de Donauworth. On retrouve ce sentiment chez les élites des provinces belgiques et hongroises vis-à-vis du serment de fidélité au souverain.

En contrepartie des propositions françaises, les princes allemands négocient leur ralliement à la France. De manière générale, ils demandent des compensations financières et territoriales en guise de dédommagements pour les risques encourus. Leur volonté de s'unir à Louis XIV est donc plus motivée par l'ambition dynastique que par la défense d'un modèle politique ou social. L'un des exemples les plus symptomatiques est celui de Maximilien-Emmanuel de Bavière. Il négocie avec la France l'éventuelle perte de son électorat qui est militairement très exposé au regard des positions franco-espagnoles. En cas d'annexion de la Bavière par les États héréditaires d'Autriche, il souhaite obtenir le gouvernement perpétuel et héréditaire des Pays-Bas méridionaux. Il fixe donc le prix de son alliance. En d'autres termes, il propose un nouveau traité de partage à la France. Cette proposition s'inscrit dans une stratégie familiale entrevue lors du traité de partage de La Haye en 1698. Maximilien-

victoires militaires contre l'Autriche en 1866, puis la France en 1870, cimentent cette politique pragmatique basée sur la puissance militaire et le nationalisme. Un pragmatisme que l'on appelle aussi la Realpolitik. La formation d'une Allemagne en tant qu'Etat-nation a lieu officiellement dans la galerie des glaces lors de la signature du traité de paix franco-allemand le 18 janvier 1871.

¹² L'électorat de Prusse, héritier des chevaliers teutoniques (au travers de la Prusse orientale et de la dignité de Maître de Prusse dans la hiérarchie de l'Ordre Teutonique), s'érige en royaume en 1701 malgré l'opposition de la France et les intrigues diplomatiques du marquis des Alleurs envoyé comme ambassadeur extraordinaire à Berlin en 1697.

¹³ Ambassades moins prestigieuses que les capitales des grandes puissances militaires et commerciales comme Vienne, Madrid, Londres, Venise ou Rome. Les émissaires envoyés dans les cours princières ou ducales n'appartenaient pas à la très haute-noblesse. Ce sont généralement d'anciens officiers de l'armée royale à l'image des marquis des Alleurs (Prusse – Cologne - Hongrie), du Héron (Pologne) ou Ferriol (Empire ottoman)

¹⁴ AAE, *Ibid.*, f° 322

Emmanuel avait tenté de placer son très jeune fils Joseph-Ferdinand de Bavière sur le trône d'Espagne. Sa mort prématurée avait ruiné ses ambitions dynastiques sur la couronne d'Espagne. À la fin de l'année 1704, il a pour ambition d'accéder lui-même à la dignité royale sur le dernier territoire encore en sa possession : les Pays-Bas méridionaux. L'Électeur de Prusse Frédéric Ier venait d'élever son électorat au rang de royaume le dix-huit janvier 1701, cela constitue assurément un exemple à suivre. Un traité est signé entre la France et le gouverneur général des Pays-Bas méridionaux le neuf mars 1701. Il négocie l'assurance d'obtenir la souveraineté et l'hérédité des provinces belgiques dans le cas où il perdrait définitivement son électorat bavarois. Après le début des hostilités dans les Pays-Bas espagnols, il tente d'ajouter les provinces néerlandaises de Gueldre et du Limbourg au traité de mars 1701.

Un gouverneur général des Pays-Bas méridionaux surveillé par la France

L'année suivante, le comportement du gouverneur général des Pays-Bas méridionaux attire la suspicion. Les instructions de Pierre Rouillé sont très critiques à son égard. En réponse à ses demandes, Louis XIV souhaite plutôt lui accorder d'autres avantages que la Gueldre et le Limbourg. Il lui propose de prendre la tête d'une armée qui passerait en Allemagne pour se joindre à celle de Bavière. Cette résolution fait l'objet d'âpres négociations entre le comte de Monastérol, envoyé de l'Électeur à Versailles, et les autorités françaises :

« La mission de Monastérol est d'insister auprès du roi Louis XIV pour obtenir une augmentation au partage que Sa Majesté lui destinoit dans les Pays-Bas. »¹⁵

Le sept novembre 1702. Maximilien-Emmanuel de Bavière refuse cette proposition. Monastérol tente une renégociation suite au rejet des avances diplomatiques de l'empereur, faisant valoir la fidélité de l'Électeur à Sa Majesté Très Chrétienne. Voici les arguments que l'émissaire de l'Électeur de Bavière avance l'année suivante à l'été 1703 :

¹⁵ AAE, *Ibid.*, f° 324

« Il représentoit son zèle, ses services et ceux qu'il estoit encore en estat de rendre, le refus qu'il venoit de faire de tous les avantages que l'empereur et ses alliés luy avoient offerts depuis que leurs troupes estoient entrées en Bavière après avoir forcé les retranchements de Donawers. »¹⁶

Les instructions font référence à la bataille de Schellenberg aussi appelée bataille de Donauworth, écrit ici *Donawers*. Elle a lieu le deux juillet 1703 en Bavière. Le fort de Donauworth se situe sur les hauteurs de la ville de Schellenberg au-dessus du cours supérieur du Danube. Avant ce mois de juillet, Villars lui conseille de renforcer cette position, mais Maximilien-Emmanuel de Bavière passe outre le conseil du maréchal français. Les vingt hommes de la Grande-Alliance prennent la place mal fortifiée aux douze mille Franco-bavarois¹⁷. Maximilien-Emmanuel de Bavière arrive trop tard avec l'armée de secours. Cette victoire a des conséquences très importantes sur le front de Bavière. En effet, elle assure un point de franchissement du Danube à la coalition anglo-austro-néerlandaise, et Marlborough fait de Donauworth-Schellenberg une base de ravitaillement pour les campagnes de 1704. Elle a un rôle majeur dans la destruction de l'armée franco-bavaroise à la bataille d'Höchstädt, cette même année 1704, car elle fortifie les lignes d'approvisionnement de toute l'armée. Malgré cette défaite, Louis XIV accepte les exigences de l'Électeur et gouverneur général pour plusieurs raisons. Les instructions données à Pierre Rouillé le trois novembre 1704 nous éclairent sur la géostratégie de la France :

« Il est de l'intérêt de la France d'agrandir en Allemagne, un Électeur de Bavière et d'opposer à la Maison d'Autriche une puissance assez considérable pour arrêter ses entreprises. »¹⁸

La volonté du Roi-Soleil est d'entretenir une puissance tampon entre la France et Vienne pour contrecarrer les ambitions occidentales de Léopold Ier. Maximilien-Emmanuel de Bavière venait de perdre ses meilleurs bataillons à Donauworth. Le moral de l'armée bavaroise est en berne et une partie de l'électorat est déjà mis à sac par les Autrichiens en représailles de la rébellion contre la couronne impériale. Léopold Ier fait des propositions de paix séparée à l'Électeur de Bavière et gouverneur général des Pays-Bas méridionaux. La

¹⁶ AAE, *Ibidem*

¹⁷ Cette bataille occupe une place particulière dans la guerre de Succession d'Espagne en raison du très grand nombre d'officiers supérieurs qui furent tués au combat. Dans les rangs coalisés, on dénombre le décès de trente-huit gradés de haut rang dont six lieutenant-généraux. C'est l'une des rares fois où une place forte est attaquée frontalement sans siège préalable. Devant le massacre (5000 morts et blessés dans chaque camp en moins de trois heures de combat) plus aucun assaut de ce type ne fut mené par les coalisés.

¹⁸ AAE, *Ibidem*.

France est dans l'obligation d'accepter les conditions transmises par Monastérol : un traité de souveraineté et d'hérédité sur les Pays-Bas espagnols. Le Roi-Soleil se doit de raffermir cette alliance avec le frère aîné des Wittelsbach, car, en cas de défection de sa part, Louis XIV risque également de perdre le soutien de son frère cadet Joseph-Clément de Bavière. La Maison de Bavière a su profiter des revers de son armée sur le terrain diplomatique en jouant un jeu de dupe avec les Français et les Autrichiens.

La confiance du roi de France à l'égard de Maximilien-Emmanuel de Bavière en avril 1704 fait place à l'inquiétude en novembre 1704. Six mois après la rédaction des instructions du marquis des Alleurs, l'Électeur de Bavière voit son électorat occupé. La retraite française est amorcée le treize août, et il laisse alors la régence à sa seconde femme Thérèse Sobieska, dès le dix-sept août pour rejoindre Bruxelles :

*« La face des affaires étant changée par le malheureux succès de la bataille d'Hocksten, l'Électeur de Bavière prenant le party de revenir dans les Pays-Bas. »*¹⁹

Dès cette date, la diplomatie française sait que l'électorat est durablement perdu. Bientôt elle sera dans l'obligation d'honorer la clause secrète de souveraineté sur les Pays-Bas méridionaux. Trois jours après la nomination du président Rouillé, le sept novembre, Thérèse Sobieska met la Bavière à la disposition de Léopold Ier par la convention d'Ibersheim²⁰. L'Électeur demande logiquement l'exécution de l'article dix-sept du traité du neuf mars 1701. Sa Maison est en droit de demander cette souveraineté des Pays-Bas méridionaux. Les instructions du président Rouillé, envoyé auprès de Maximilien-Emmanuel, laissent entendre leur méfiance vis-à-vis de l'alliance avec le gouverneur général. Le champ lexical employé au mois de novembre est aux antipodes de celui d'avril :

*« Elle connoit cependant assez le caractère de ce prince pour savoir qu'il n'est pas aussi solide que le peuvent croire ceux qui ne l'ont pas pratiqué. Elle sait qu'en différentes conjonctures il a tenté d'accepter les offres ennemies. »*²¹

Louis XIV s'inquiète d'une possible divulgation de cet accord secret, car elle provoquerait un effet désastreux sur l'opinion publique des Pays-Bas méridionaux et de

¹⁹ AAE, *Ibid.*, f°324

²⁰ Ibersheim est située à proximité de la ville de Worms dans le Palatinat.

²¹ AAE, *Ibid.*, f° 329-330

l'Espagne tout entière. Les sujets de Philippe V sont très attachés à l'intégrité territoriale de l'empire dans lequel ils vivent :

*« Le président Rouillé sait par luy mesme le mauvais effet que produit sur la nation espagnole l'idée seule du démembrement de la monarchie. »*²²

De son vivant le roi d'Espagne Charles II de Habsbourg est opposé aux traités de partage. Pour mémoire, il était rentré dans une violente colère lorsqu'il avait appris le partage de son empire à Londres et à La Haye, en mars 1700. La résistance des populations frontalières de la France à la prononciation d'un serment en faveur de Louis XIV montre que les Belges souhaitent conserver la lointaine domination de Madrid sur leur territoire. D'autant plus que Louis XIV est perçu comme un « démon » apportant la guerre, la désolation et la mort. En cas de partition, la France craint un soulèvement généralisé des Pays-Bas méridionaux contre sa métropole à l'image de la guerre de Quatre-Vingts Ans ou de Hongrie :

*« Quoy que les Pays-Bas luy soient depuis longtemps très à charge, la certitude d'une cession entière de ces provinces pourroit causer de grands mouvements dans un temps où l'archiduc est sur les frontières de ce royaume à la tête d'une armée. »*²³

La diplomatie française a conscience que ce territoire périphérique possède une identité forte et pacifique, capable de muter vers la violence. Elle sait également qu'à la différence des Hongrois, les « Belges » du XVIII^e siècle sont plus attachés aux Habsbourg qu'aux Bourbons²⁴. Au moment de la nomination du président Rouillé, la situation militaire de Louis XIV est critique. Dans le sillage des débris de l'armée franco-bavaroise, les alliées repassent le Rhin dès le six septembre. Le Feld-maréchal autrichien Johann Karl von Thingen reprend la ville stratégique²⁵ d'Ulm le onze septembre, tandis que le prince de Bade, le duc de Marlborough et Joseph I^{er} assiègent de concert la forteresse de Landau depuis le douze septembre. Ce verrou français situé sur la frontière nord du royaume de France, cède le vingt-quatre novembre 1704. Il est situé à moins de deux cents kilomètres de la place forte la plus

²² AAE, *Ibid.*, f° 325

²³ AAE, *Ibidem*

²⁴ Les raisons ont été évoquées à plusieurs reprises. Pour mémoire, les Bourbons apportent la guerre, l'absolutisme et le centralisme, tandis que les Habsbourg installent un modèle de domination lointain et plus autonome hérité du Cercle de Bourgogne du XVI^e siècle.

²⁵ Elle est située sur la route entre Bruxelles et Innsbruck. D'Ulm, il est également possible de gagner l'Alsace. C'est une ville clef pour une invasion de la France et des Pays-Bas méridionaux depuis l'Allemagne, mais aussi dans la défense des Etats-héréditaires.

orientale des Pays-Bas méridionaux : Luxembourg. Par archiduc, il faut entendre le roi de Hongrie Joseph Ier. En novembre 1704, son frère, l'archiduc Charles se trouve dans la péninsule ibérique depuis son débarquement à Lisbonne le sept mars de la même année. Il est intéressant de noter que le roi de Hongrie Joseph Ier mène des opérations militaires en Allemagne et dans les Pays-Bas méridionaux, mais pas en Hongrie. Pourtant les troupes autrichiennes combattent Rakóczi en Haute-Hongrie et en Transylvanie.

Le président Pierre Rouillé est alors envoyé à Bruxelles pour surveiller Maximilien-Emmanuel de Bavière. La France copie la politique de surveillance des gouverneurs généraux des Pays-Bas espagnols mise en place par l'Espagne avant la guerre de Succession. Il doit lui faire entendre les raisons pour lesquelles Louis XIV ne souhaite pas activer l'article dix-sept du traité de 1701 :

« Que s'il arrivoit quelques soulèvements dont l'archiduc peut profiter, le préjudice en retomberait aussi sur cet Électeur. »²⁶

Le danger d'une partition est également souligné par l'agent de Maximilien-Emmanuel de Bavière, à Madrid :

« Le baron de Siméoni²⁷, son envoyé à Madrid, luy a représenté en mesme temps le danger de publier cette session dans la conjoncture présente. »²⁸

Après la perte de la Bavière, la diplomatie louis-quatorzienne met sous surveillance les agents du gouverneur général des Pays-Bas. Le réseau de renseignement du Roi-Soleil se montre efficace²⁹. La lettre du baron est interceptée par les services français. Comme le veulent les pratiques d'espionnage, elle est certainement lue, recopiée puis recachetée pour ne pas éveiller le soupçon de l'allié de la France aux Pays-Bas méridionaux. On peut aussi se demander si Ferdinand de Siméoni n'est pas lui-même un agent double à la solde de

²⁶ AAE, *Ibid.*, f° 325

²⁷ Il ne faut pas confondre Maximilien-Emmanuel de Siméoni, envoyé extraordinaire de Joseph-Clément de Bavière (prince-évêque de Liège et électeur de Cologne) à la cour de France de 1701 à 1717, avec Ferdinand Ignace Ange Joseph de Siméoni envoyé extraordinaire de l'électeur Maximilien-Emmanuel de Bavière (gouverneur général des Pays-Bas méridionaux depuis 1692) à la cour de Madrid au début de la guerre, puis à Versailles de 1703 à 1713, après le renvoi de son prédécesseur Ferdinand-Augustin de Solars, comte de Monastérol. Ici, il s'agit bien d'une lettre du baron Ferdinand de Siméoni.

²⁸ AAE, *Ibid.*, f° 326

²⁹ Lucien Bély, *Espions et ambassadeurs au temps de Louis XIV*, Paris, Broché, 1990.

Louis XIV. La question reste posée, car la lettre du baron vient à point nommé pour appuyer l'argumentation du roi de France.

Avec ce traité de 1701, Maximilien-Emmanuel veut davantage que la simple souveraineté d'un territoire dont il est déjà le gouverneur général. Avec la patente de vicaire général, il souhaite exercer un pouvoir sans borne. Une souveraineté politique, militaire, judiciaire et religieuse, c'est-à-dire de forme absolutiste. Ce mode de gouvernance est en contradiction avec les instances locales, comme les Conseils provinciaux ou communaux. En réalité, si la France ne s'oppose pas à cette forme d'absolutisation du pouvoir, elle ne veut pas d'un État indépendant aux Pays-Bas méridionaux qui fixerait sa frontière septentrionale. Or, Louis XIV a pour ambition de la repousser et de la rendre linéaire, afin de rationaliser sa défense et d'accomplir le précepte de son parrain Mazarin.

À cette fin, il compte utiliser son petit-fils Philippe V pour freiner les ambitions de l'Électeur de Bavière. En dernier lieu, Versailles souhaite laisser la responsabilité de la suspension de l'article dix-sept à l'Escorial. Les instructions de Pierre Rouillé nous donnent des indications au sujet de la stratégie politique de la France :

« L'intension étant de laisser former les difficultés par les Espagnols sans en faire naître aucune de sa part. Il paroît assez ingénieux à susciter des embarras que Sa Majesté auroit peut-être peine à lever quand même elle le voudroit. Il faut que l'Électeur de Bavière luy ait l'obligation entière de les aplanir, quand elle croira nécessaire de le faire, et que cependant il ne puisse les attribuer qu'à la politique ordinaire de Madrid. »³⁰

Pierre Rouillé est à même de mettre en œuvre cette double machination politique tournée à la fois contre Madrid et contre Bruxelles. L'émissaire français dispose d'une connaissance des affaires d'Espagne qu'il a acquise pendant son ambassade au Portugal durant cinq ans³¹, ou lors du voyage de Lisbonne à Versailles durant lequel il s'est arrêté à la cour de Madrid. À son retour en France, il est ensuite envoyé auprès de l'Électeur, le trois novembre 1704.

³⁰ AAE, *Ibid.*, f° 327

³¹ Pierre Rouillé est ambassadeur de France à Lisbonne de 1697 à 1702. Il est remplacé par Châteauneuf anciennement à Constantinople jusqu'en 1699. Il est ensuite envoyé à la cour de Bavière où il rencontre un Maximilien-Emmanuel de Bavière ayant quitté Bruxelles pour commander son armée.

Le président Rouillé : un envoyé de la France auprès du gouverneur général

Les instructions sont très précises sur la mission de Pierre Rouillé à Bruxelles. Fort de ces expériences, le roi place sa confiance en lui pour négocier la résolution du traité de 1701 :

« Le roy a jugé qu'il seroit plus capable que personne de bien exécuter les ordres de Sa Majesté auprès de l'Électeur de Bavière, car il s'agira principalement des intérêts de l'Espagne. Soit qu'il convienne de suspendre l'exécution des traités fait avec ce prince, soit qu'il convienne de les accomplir. »³²

La question de la résolution du traité de 1701 inquiète Louis XIV. Le président Pierre Rouillé ne porte pas le titre d'envoyé extraordinaire du roi, mais celui de plénipotentiaire³³. On remarque que les instructions ne mentionnent jamais son titre de gouverneur général des Pays-Bas. La dignité princière d'Électeur en ce qui concerne la préséance des titulatures est supérieure à celle de gouverneur en raison de son caractère souverain. On peut imaginer que Maximilien-Emmanuel de Bavière ressente la perte de son électorat comme une rétrogradation de son rang, d'où son empressement à faire valoir l'article dix-sept. Il n'est pas ambassadeur comme le marquis des Alleurs auprès de François Rakóczi, mais un simple négociateur représentant le roi. La volonté de Louis XIV est de lui éviter de subir le cérémonial d'une cour princière afin qu'il se dévoue pleinement à la surveillance du gouverneur général des Pays-Bas méridionaux. De plus, l'envoi d'un ambassadeur au palais du Coudenberg à Bruxelles soulignerait de manière trop évidente, la volonté de Louis XIV de s'ingérer dans les affaires de la monarchie espagnole. Certes, la France a déjà montré à l'Europe qu'elle avait une influence évidente au travers du Conseil royal, cependant l'Espagne doit rester en première ligne politique.

Sa première mission est de s'assurer de la volonté de Maximilien-Emmanuel de Bavière d'accomplir le traité d'alliance entre la Bavière et la France. En contrepartie, le président Pierre Rouillé doit veiller à tout ce qui pourrait avantager ce prince. Le second volet des instructions lui demande de défendre les intérêts des rois Très Catholique et Très Chrétien

³² AAE, *Ibid.*, f° 328

³³ François-Marie Guérard, *Liste des ambassadeurs, envoyés, ministres et autres agents politiques de la cour de France auprès de principales puissances européennes et de ceux de ces puissances depuis le commencement des rapports diplomatiques entre elles jusqu'à la Révolution française, suivie de la chronologie historique des ministres des affaires étrangères de France*, Paris, Pihan de la Forest, 1833, p. 152.

comme les siens propres³⁴. Enfin, il doit veiller à satisfaire le gouverneur qui doit rester favorable à la France :

« Le président Rouillé ajoutera que l'ordre le plus particulier que le roi lui ait donné, est de régler sa conduite de manière qu'elle fasse connaître les sentiments de Sa Majesté pour l'Électeur et que ce prince est sujet d'en être content. »³⁵

Une inquiétude persiste sur la fiabilité et la fidélité du gouverneur général envers l'alliance avec la France. La stratégie de la diplomatie française est assez simple : s'il est satisfait de son traitement, il ne négociera pas avec l'empereur ou les Anglo-bataves. Les doutes sont surtout axés sur l'entourage du gouverneur. À l'image de la population et des élites locales, il est plus favorable aux Habsbourg qu'aux Bourbons. Les instructions le constatent :

« Les ministres, dont le conseil de cet Électeur estoit composé paroisoit beaucoup plus attaché aux intérêts de l'empereur qu'à ceux de leur maître. »³⁶

L'entourage est majoritairement resté à Munich après la convention d'Ibersheim. Parmi les adversaires de l'alliance franco-bavaroise, on retrouve le secrétaire de l'Électeur de Bavière en qui il a toute sa confiance :

« Il a présentement auprès de lui un secrétaire allemand nommé Reichard qu'on peut regarder comme celui qui a le plus de part à sa confiance. C'est celui dont il se sert pour écrire ses lettres les plus importantes. »³⁷

Le secrétaire rédige les lettres importantes. C'est une marque de confiance, tant la fidélité des secrétaires s'avère volatile à cette période. Reichard se trouve dans le secret des correspondances de son maître. Confidentielles, les missives reflètent les aspirations de l'auteur et les manœuvres politiques auxquelles il participe. C'est ce type de personnel que ciblent les agents des « cabinets noirs » pour obtenir des informations. La France tente de s'attacher la fidélité de Reichard en lui proposant une somme de trois mille livres. Il est

³⁴ AAE, *Ibid.*, f° 328

³⁵ AAE, *Ibidem.*

³⁶ AAE, *Ibid.*, f° 329

³⁷ AAE, Md France, P/3300, *Mémoires du Roy devant servir d'instructions au Sieur Rouillé, président au grand Conseil allant par ordre du roi auprès de l'électeur de Bavière*, Versailles, le trois novembre 1704, f° 328

essentiel pour Louis XIV de connaître les intentions du gouverneur afin de les anticiper sur le plan diplomatique :

« Il luy a permis de recevoir une pension du roy de 3000 livres, et il a paru longtemps qu'il souhaitait de mériter les grâces de Sa Majesté par un attachement sincère à son service. »³⁸

Si Reichard semble avoir accepté cette somme très importante pour divulguer ses informations à Versailles, il est ensuite approché par les services de renseignements de l'empereur. Le comte Wratislaw se charge de cette mission de recrutement :

« Elle a su cependant qu'il y avait lieu de le soupçonner d'avoir changé de sentiment depuis la conférence qu'il y eut l'été dernier par ordre de l'Électeur de Bavière avec le comte Wratislaw envoyé de l'empereur. »³⁹

Les intrigues autour du secrétaire du gouverneur général des Pays-Bas méridionaux soulignent cette fidélité volatile inhérente à la charge de secrétaires qui n'est pas encore dotée de caractère officiel au moment de la guerre de Succession d'Espagne. La non-professionnalisation de ce corps de métier central dans l'expédition des correspondances rend les secrétaires vulnérables à la corruption. Dans le doute, l'agent français doit faire surveiller ses agissements. *Il est nécessaire que le président Rouillé observe sa conduite⁴⁰*. On entrevoit ici les sourdes guerres que se livrent les anonymes agents des nations belligérantes au sein des palais et des institutions. Elles sont difficilement perceptibles pour l'historien. Ce constat est identique d'un territoire à l'autre. En Hongrie, le long des routes, les agents magyars et français affrontent le « cabinet noir » du Saint-Empire romain germanique pour le contrôle de la confidentialité des correspondances politiques. Au-delà du changement d'attitude de Reichard après son entrevue avec Wratislaw, un autre événement inquiète le contre-espionnage français. À ce sujet, des informations sont transmises par l'envoyé de l'Électeur à Versailles, le comte de Monastérol.

Cette affaire mobilise le corps diplomatique. Il est logique de penser que des agents anonymes surveillent constamment Reichard et Monastérol dans le cadre d'enquêtes diligentées en Bavière et aux Pays-Bas méridionaux afin de connaître les vraies inclinations du secrétaire de Maximilien-Emmanuel de Bavière. C'est ainsi que le Sieur Ricous envoie

³⁸ AAE, *Ibidem*.

³⁹ AAE, *Ibidem*.

⁴⁰ AAE, *Ibidem*.

une missive affirmant que Reichard ne fait que suivre les humeurs de son maître, tantôt en faveur du respect de l'alliance avec la France, tantôt cédant aux propositions de pardon de l'empereur et de libération de la Bavière de l'occupation impériale. L'objectif des forces impériales et maritimes est de détourner Maximilien-Emmanuel du système d'alliance bourbonien. Elle a déjà réalisé deux « coups » diplomatiques en obtenant les défections du Portugal et de la Savoie⁴¹. Depuis ces deux épisodes datant de 1702, Louis XIV est extrêmement suspicieux vis-à-vis de l'intégrité de ses alliés. Il demande la même méfiance au marquis des Alleurs dans ses instructions notamment en ce qui concerne les tentatives de médiations des puissances maritimes en faveur d'une paix entre les Hongrois et les Autrichiens :

*« Il [il s'agit du marquis des Alleurs] fera connoître que Sa Majesté n'a eu mille inquiétudes des propositions que la cour de Vienne lui a fait faire en dernier lieu, des négociations des ministres d'Angleterre et de Hollande pour les faire accepter. Que le roy sait que luy et les autres chefs de son party sont trop éclairés pour s'assurer jamais sur les promesses de l'empereur. »*⁴²

Le pronom, « il », est utilisé lorsque les instructions sont rédigées avant que soit nommé l'émissaire. Un blanc est alors laissé en titre pour rajouter le titre. La construction de cette instruction est un bon exemple de langage diplomatique. Concrètement, il ordonne au marquis des Alleurs de combattre toute tentative de paix séparée. Il doit maintenir la guerre en Hongrie pour soulager les fronts des provinces italiennes et « belges ».

Les soupçons de trahison sur Maximilien-Emmanuel de Bavière et sur Reichard se renforcent au moment où le secrétaire doit être envoyé à La Haye par le gouverneur général lui-même. Il doit réceptionner une somme d'argent correspondant à la vente de pierreries appartenant à l'Électeur. En théorie, le commerce avec les puissances maritimes est totalement prohibé pour des raisons évidentes de guerre. L'attitude est pour le moins singulière puisqu'il aurait pu vendre ces mêmes pierres sur le marché français. La diplomatie française sait que le secrétaire connaît l'existence de tous les traités signés entre la France, l'Espagne et les Pays-Bas méridionaux. À La Haye, il serait facile au secrétaire de monnayer ses informations ou de discuter avec les autorités néerlandaises pour le compte d'un Électeur

⁴¹ Se référer à la partie, les puissances maritimes à l'assaut du système d'alliance français.

⁴² AAE, Md France, P/3300, *Mémoires du Roy devant servir d'instructions au Sieur des Alleurs, Maréchal des camps et armées de sa majesté, commandant de l'ordre militaire de Saint-Louis et allant en Hongrie sur ordre de sa majesté*, Versailles, le premier avril 1704, f° 284

cherchant une solution à la perte de son électorat et à l'acquisition de la souveraineté des Pays-Bas méridionaux. Une partie de la correspondance de Pierre Rouillé avec Versailles est consacrée à ce véritable incident diplomatique entre Maximilien-Emmanuel de Bavière et la France. Cet incident constitue un très bon exemple de la méfiance des gouvernements vis-à-vis des secrétaires.

Les autres serviteurs de l'Électeur sont moins sujets à caution. Le baron de Malkenes est évalué avec de bonnes intentions, tandis que le sieur Prielmeyer est jugé comme incompetent, ayant peu de crédit du prince. Au-delà de ces missions de surveillance, des actions concertées doivent être menées avec le maréchal de Villeroy commandant en chef des armées françaises stationnant aux Pays-Bas méridionaux :

« L'ordre le plus essentiel que Sa Majesté ait à lui donner pour son service, et de vivre dans une intelligence parfaite avec le maréchal de Villeroy, et de ne rien faire, que de concert avec luy. »⁴³

Les actions politiques et militaires doivent donc être menées en concertation. On retrouve ce lien entre diplomatie et armée tout au long du règne de Louis XIV. Sans armée victorieuse, l'entreprise diplomatique ne peut aboutir. Un succès militaire peut ainsi éviter une longue négociation au ministre plénipotentiaire. Dans cette optique, le président doit sonder l'état d'esprit du peuple néerlandais en vue d'une proposition de paix. Le but est d'évaluer la capacité de résistance de l'opinion publique des Provinces-Unies afin d'obtenir une paix séparée. Une proposition est soumise en 1709 à la République des Provinces-Unies.

Les actions du président Rouillé aux Pays-Bas méridionaux sont multiples. Elles ont une portée diplomatique et politique. À la différence du marquis des Alleurs dans les « provinces Hongrie », Pierre Rouillé ne dispose pas d'un pouvoir militaire. Dans les Pays-Bas méridionaux, ces actions sont dévolues au maréchal de Villeroy. La France n'avait plus confiance en Rakóczi, la Diète garde son pouvoir décisionnaire. Les élites possèdent leur rôle d'arbitrage politique. À la différence de la Diète de Presbourg et du gouvernement de Vienne, elles peuvent aller contre les projets de Rakóczi :

« Cette situation évolue cependant avec la mort de Léopold I^{er}, le 5 mai 1705. Son successeur sur le trône impérial, Joseph I^{er}, n'est pas

⁴³ AAE, Md France, P/3300, *Mémoires du Roy devant servir d'instructions au Sieur des Alleurs, Maréchal des camps et armées de sa majesté, commandant de l'ordre militaire de Saint-Louis et allant en Hongrie sur ordre de sa majesté*, Versailles, le premier avril 1704, f^o 331

légalement le roi de Hongrie, puisque la monarchie y est élective. Une Diète, qui correspond aux états généraux hongrois, se rassemble alors à Szécsény à partir du 12 juillet. Rákóczi souhaite y faire entériner l'interrègne en espérant mettre sur le trône l'Électeur de Bavière. Mais la Diète refuse et vote un nouveau système d'État, la Confédération des États de Hongrie, dont Rákóczi est le prince gouvernant, épaulé par un sénat de 25 membres. »⁴⁴

Louis XIV est d'abord satisfait du choix de François Rakóczi concernant la proposition de la couronne de Hongrie à l'Électeur Maximilien-Emmanuel de Bavière en 1704 :

« Le prince Rakoczi a déjà proposé au roi de faire monter sur le trône de Hongrie l'Électeur de Bavière ou un autre prince que le roy que Sa Majesté jugeroit le plus à propos. Quoy qu'elle soit très satisfaite de la fermeté de cet Électeur dans ses engagements, et des marques éclatantes qu'elle luy en a donné. »⁴⁵

Un vote en faveur de l'Électeur soulagerait la diplomatie française de sa promesse de donner la souveraineté des Pays-Bas méridionaux à Maximilien-Emmanuel de Bavière. Depuis le début du rapprochement franco-bavarois, le gouverneur général des Pays-Bas méridionaux et Électeur de Bavière a été un allié de la France aux multiples facettes. À plusieurs reprises, il a essayé de tirer le meilleur parti des propositions habsbourgeoises et françaises, notamment lors de la négociation pour la souveraineté et l'hérité. Il a obligé Louis XIV à faire de nombreuses concessions, difficilement acceptables dans sa nature de monarque. On a d'ailleurs pu noter son ressentiment à son égard dans les différentes citations susmentionnées. La proposition de François Rakóczi de céder la couronne de Hongrie à Maximilien-Emmanuel de Bavière tombe à point nommé en ce milieu d'année 1704. L'occupation partielle de la Bavière se confirme après la défaite franco-bavaroise de Donauworth. L'issue était incertaine, mais l'état-major franco-bavarois avait déjà fait preuve de faiblesse en 1703 en ne marchant pas sur Vienne, mais sur le Tyrol. L'occupation de cette province était un désastre sur le plan militaire et stratégique : la jonction avec l'armée hongroise fut ratée, et celle avec l'armée de Vendôme interrompue par l'incapacité de ce dernier à percer le front italien. Versailles se rendait compte que son allié était un piètre commandant par son refus de fortifier Donauworth, ainsi qu'un piètre stratège, ou un allié cupide, en voulant envahir le Tyrol. Depuis la prise des Pays-Bas méridionaux avec la

⁴⁴ Yves-Marie Rocher, *Louis XIV et la guerre d'indépendance hongroise*, dans *Revue historique des armées*, numéro 263, 2011.

⁴⁵ AAE, *Ibid.*, f°285

complicité de Maximilien-Emmanuel de Bavière, l'alliance avec ce dernier était plus un sujet d'inquiétude que d'allégresse. De plus, les terres de son frère avaient été envahies depuis. L'élection de ce dernier au trône de Hongrie résoudrait tous les problèmes de la France d'accorder la souveraineté des provinces belgiques à l'aîné des Wittelsbach. En cas d'élection, il ne pourrait pas conserver sa charge de gouverneur général, ce qui obligerait Madrid à nommer un membre de la noblesse des Pays-Bas méridionaux, peut-être Bergeyck, ou tout du moins un espagnol plus malléable aux volontés françaises, et de ce fait plus sûr. Le douze juillet 1704, les députés de la Diète assemblés à Szécsény refusent l'investiture royale à l'Électeur de Bavière et gouverneur général des Pays-Bas. La Diète réaffirme de manière zélée l'indépendance de ses choix politiques après la manipulation de Presbourg. Ce choix écorne l'image de chef de Rakóczi aux yeux de Louis XIV, alors que le nouveau prince de Transylvanie, élu le huit juillet par la Diète de Gyulafehérvár⁴⁶, ne fait que respecter les institutions en vigueur. À la différence de Léopold Ier, il n'exerce pas de pressions sur les députés. Il cherche plutôt à se démarquer du mode gouvernance dirigiste des Habsbourg de Vienne dans les « provinces hongroises ». Loin de vouloir gouverner seul après son accession à la dignité princière, il forme un gouvernement provisoire pour diriger les États confédérés de Hongrie. En ce mois de juillet 1704, la couronne de Hongrie vient d'échapper à Maximilien-Emmanuel de Bavière. Il ne remplit pas les conditions d'hérédité formulées par le gouverneur général des Pays-Bas méridionaux à Louis XIV. Le royaume de Hongrie n'a rien de véritablement attirant pour un prince d'Europe occidentale à l'aube du XVIIIe siècle. Ses infrastructures routières et les postales sont en partie détruites ou soumises à l'insécurité généralisée. L'économie magyaro-transylvaine est ruinée et son territoire ravagé par la guerre et les divisions. Le niveau de développement n'est pas comparable à celui des Pays-Bas méridionaux⁴⁷.

À la toute fin de la guerre de Succession d'Espagne, Maximilien-Emmanuel de Bavière obtient satisfaction concernant l'exécution des traités de 1701 et 1703. Lors de l'ouverture des négociations du congrès d'Utrecht, Philippe V, Louis XIV et Maximilien-Emmanuel de Bavière ne contrôlent plus que le duché du Luxembourg et le comté de Namur⁴⁸. Le deux janvier 1712, l'Électeur de Bavière reçoit l'acte lui offrant la souveraineté absolue sur les Pays-Bas, huit ans après le début de l'occupation de la Bavière. Cet acte de cession est

⁴⁶ Aujourd'hui la ville d'Alba Iulia en Roumanie transylvaine.

⁴⁷ Se référer à la partie un réseau postal à deux vitesses.

⁴⁸ AAE, Md. Pays-Bas, vol. 5, P/4896, *Notes sur la cession des Pays-Bas à l'électeur de Bavière en 1712*, f° 14

confirmé sous condition, lors du traité d'Utrecht, le onze août 1713. Cette dernière établit que Maximilien-Emmanuel de Bavière retrouvera son duché de Bavière si les Pays-Bas passent à la Maison d'Autriche. L'aîné des Wittelsbach ne règne que deux années puisque l'électorat de Bavière lui est rendu lors du traité de Bade de 1714⁴⁹. La signature du traité avec la France, le neuf mars 1701, renouvelé le dix-huit août 1703, fait entrer les Pays-Bas méridionaux dans l'alliance française. Pour ainsi dire, les provinces belgiques sont doublement engagées : d'abord par l'intermédiaire de son gouverneur général bavarois, puis de son souverain légitime Philippe V d'Espagne. À l'image de la Hongrie, Bruxelles se retrouve dans la coalition formée par les Maisons de Bourbon et de Wittelsbach. Néanmoins, la situation politique n'est pas aussi simple. Les provinces belgiques et hongroises constituaient des fronts à part entière de la guerre de Succession d'Espagne. Les deux territoires périphériques du monde habsbourgeois sont divisés en deux par les théâtres d'opérations. Un état de guerre civile règne dans la grande plaine pannonienne et dans les anciens Pays-Bas. Les villes et les campagnes contribuent à l'effort de guerre de chaque belligérant qui contrôle leur territoire. Les populations locales sont ainsi levées par les différentes armées d'occupation pour ensuite s'affronter sur le champ de bataille. Les familles doivent parfois fournir abris, vivres et argent à des troupes qui se battent contre l'un des leurs. La situation sociale de la Hongrie et des Pays-Bas méridionaux est tout aussi difficile. En plus d'être divisées par la guerre, elles le sont également d'un point de vue idéologique. Les archives diplomatiques de la Courneuve témoignent de documents à ce propos.

Des Pays-Bas que les Habsbourg ne peuvent pas défendre seuls

Un glacis des puissances maritimes

Les Provinces-Unies obtiennent officiellement leur indépendance vis-à-vis de la couronne espagnole lors du traité de Westphalie de 1648. Après une longue guerre de Quatre-Vingts Ans contre Madrid, débutée en 1568, les sept provinces protestantes des Pays-Bas se séparent définitivement des dix autres provinces catholiques des Pays-Bas. La jeune République commerçante néerlandaise se méfie désormais de l'hégémonique puissance

⁴⁹ AAE, *Ibid.*, f°15

française qui se renforce au-delà des Pays-Bas espagnols. Cette crainte se traduit dans cet adage hollandais : « *Gallicus amicus sed non vicinus* »⁵⁰

La maxime du « *Gaulois ami, mais pas voisin* » utilise une filiation celtique pour désigner les Français. Elle marque leur inquiétude de partager une frontière commune avec le royaume du Lys qui n'est située qu'à seulement une semaine de marche forcée de la frontière française. Les Hollandais ont donc tout intérêt à ce que les Pays-Bas espagnols conservent leur intégrité territoriale et renforce leur défense. Or, selon les préceptes de son parrain le cardinal Mazarin, Louis XIV affiche sa volonté de repousser les frontières septentrionales et orientales de la capitale, c'est-à-dire conquérir les Pays-Bas espagnols. Il y a ici un changement d'orientation politique de la part de la France, qui pendant la guerre de Trente Ans, souhaitait également transformer les provinces belgiques en glacis. En effet, sous le gouvernement du cardinal Richelieu, la France voulait faire des Pays-Bas une zone tampon d'où les Anglais pourraient jouir des ports des Flandres et les Hollandais seraient affranchis des craintes sur leur souveraineté⁵¹. Après la paix de Westphalie, les Pays-Bas restent attachés à l'Espagne. Le pensionnaire Johan de Witt⁵² fait de la formation d'un glacis méridional face à la France, un enjeu sécuritaire de sa politique extérieure⁵³. Les Amstellodamois craignent tout particulièrement une présence française dans les Flandres et une renaissance par leur intermédiaire du port d'Anvers⁵⁴. Eric Schnakenbourg place la naissance de cette idée d'offrir un caractère neutre aux Pays-Bas espagnols à la fin du XVIe siècle⁵⁵. Pour Jean Bodin, l'acte d'un pouvoir libre et autonome s'accorde avec le choix d'une posture neutre. Elle constitue alors un marqueur. Le théoricien de la souveraineté étatique à la fin du XVIe siècle s'inspire de la politique étrangère de Venise, dont la neutralité devient le pivot de sa politique à partir de 1530. Cette date correspond au moment où Venise renonce à étendre son empire sous la pression grandissante des Ottomans. Les interactions entre le commerce et la diplomatie vont en s'accroissant à partir du XVIIe siècle. Lors des négociations du traité d'Utrecht en 1713, les plénipotentiaires français sont assistés de juristes qui apportent une assistance technique, notamment sur les questions de commerce. Les négociateurs de Louis XIV, Huxelles et

⁵⁰ René Dollot, *Les origines de la neutralité de la Belgique et le système de la Barrière : 1630 – 1830*, Paris, Félix Alcan, 1902, p. 51.

⁵¹ René Dollot, *Ibid.*, p. 59-62.

⁵² Il débute son mandat en 1653 et il se termine par son assassinat le 20 août 1672.

⁵³ Alice Carter, *Neutrality or commitment : the evolution of Dutch Foreign Policy, 1667 – 1795*, Londres, Edward Arnold, 1975, p. 07.

⁵⁴ Jean Bodin, *Les six livres de la République*, Livre V, Paris, Fayard, 1996, p. 181.

⁵⁵ Eric Schnakenbourg, *Entre la guerre et la paix : neutralités et relations internationales, XVIIe – XVIIIe siècles*, Rennes, PUR, 2013, p. 23.

Polignac, sont ainsi assistés par Nicolas Mesnager dans la première partie des négociations, puis dans la seconde partie par les sieurs Anisson et Fenelon, deux députés du Conseil de commerce⁵⁶. Finalement, l'orientation de la diplomatie des Provinces-Unies est tournée vers la paix :

« La diplomatie de la République n'est pas orientée vers la paix par idéal, mais dans l'intérêt bien compris de la navigation et des affaires. »⁵⁷

La paix garantie, la prospérité des échanges commerciaux, cette posture est suivie par une autre puissance maritime : l'Angleterre. Les interventions militaires ne doivent servir qu'à l'unique défense des intérêts mercantiles. C'est l'axe fondateur de la raison d'État néerlandaise⁵⁸. La nécessité de défendre une paix générant une prospérité commerciale, source de la puissance financière de l'État, se retrouve dans une lettre de Willem Boreel au pensionnaire. Elle est datée du dix-huit décembre 1654, c'est-à-dire des premières années du mandat de Johan de Witt :

« La meilleure des maximes possibles et le meilleur des vœux pour la République me semble être la paix, et la paix partout puisque notre commerce s'étend partout. »⁵⁹

Cette maxime souligne l'obligation des Provinces-Unies de s'engager parfois militairement pour défendre son commerce et les équilibres européens, même si cela s'avère contre nature. Cette règle politique est une des garanties de l'indépendance des Provinces-Unies. A la fin du XVIIe siècle, les Pays-Bas espagnols sont une réelle source d'inquiétude pour les autorités néerlandaises et le spectre de l'invasion de 1672 réapparaît. L'armée provinciale belge est de moins en moins puissante et les fortifications de la Barrière apparaissent en mauvais état. Les provinces belgiques ne semblent plus en mesure d'endiguer une invasion française à la veiller de la succession d'Espagne.

Les forces de l'armée des Pays-Bas espagnols sont en effet de plus en plus réduites. La situation militaire est aggravée par la situation politique et les réformes institutionnelles qui créent un climat de défiance. Madrid se méfie de la posture autonome des gouverneurs

⁵⁶ Eric Schnakenbourg, *Les interactions entre commerce et diplomatie au début du XVIIIe siècle*, n° 3, Histoire, économie et société, 2004, p. 349.

⁵⁷ Eric Schnakenbourg, *Entre la guerre et la paix : neutralités et relations internationales, XVIIe – XVIIIe siècles*, Rennes, PUR, 2013, p. 41.

⁵⁸ Gijss Rommelse, *The second Anglo-Dutch war*, Hilversum, Verloren, 2006, p. 74.

⁵⁹ Martinus Franken, *The general tendencies and structural aspects of the foreign policy and diplomacy of the Dutch Republic in the latter half of the seventeenth*, Acta Historiae Neerlandica, vol. 3, 1968, p. 5.

centraux qui possèdent des pouvoirs s'apparentant à ceux des vice-rois. La capitale espagnole mène une politique d'échange régimentaire, justifiée par sa peur d'une rébellion des élites appuyées par les troupes levées sur place. Les contingents belges se battent ainsi loin de chez eux, tandis que des bataillons allemands et espagnols servent à Bruxelles. Du fait de l'éloignement de la péninsule ibérique et des difficultés financières de la monarchie espagnole⁶⁰, les transferts militaires depuis l'Espagne sont très onéreux en raison de la non-contiguïté des Pays-Bas méridionaux avec le reste de l'Empire espagnol. Faute d'argent, de moyens logistiques et en raison d'une guerre engagée contre le Portugal, Madrid n'a plus les moyens humains, techniques et financiers de défendre seule cette province lointaine, placée sous son administration depuis 1556. Sa pleine souveraineté est mise à mal. Suite à l'entrée des troupes françaises en février 1701, et pour gommer toute trace de souveraineté espagnole, les cadres hispaniques de l'armée sont renvoyés par vagues successives auprès de leur nouveau souverain Philippe V⁶¹.

Au-delà des transferts de troupes, Madrid et le Conseil des Flandres payent le désengagement politique des affaires de défense des provinces au profit de leurs vice-rois ou de leurs gouverneurs. Les métropoles espagnoles puis autrichiennes laissent ainsi leurs représentants organiser la défense du territoire. C'est une des prérogatives du ministre plénipotentiaire. L'échec peut conduire à la disgrâce d'un rappel à Madrid, comme ce fut le cas pour Don Juan d'Autriche⁶² après la bataille des Dunes. Il endosse la responsabilité des

⁶⁰ Les difficultés financières de l'Espagne sont pleinement visibles dès les années 1660. Les rois d'Espagne Philippe IV, puis Charles II, sont dans l'incapacité de s'acquitter de la dot de 500.000 écus d'or de l'infante Marie-Thérèse d'Autriche, fille de Philippe IV, suite à son mariage avec Louis XIV à Saint-Jean de Luz en 1660. Une éventualité que connaissait le cardinal Mazarin qui organisa ce mariage à la suite de la paix des Pyrénées de 1659 dans le but d'affaiblir l'Espagne vis-à-vis de la France. Le non paiement de la dot permettait à la France de réclamer une partie de l'Empire espagnol en guise de dédommagement, et de rendre caduque la renonciation de la désormais reine de France Marie-Thérèse à ses droits sur la couronne espagnole. Les Pays-Bas méridionaux étaient alors en première ligne des prétentions françaises. Mal défendus en raison de la guerre hispano-portugaise, Louis XIV attaque dans la partie la plus vulnérable et la plus isolée de l'Empire. La carte des grandes batailles de cette courte guerre (1667-1668) dite de Dévolution, démontre l'intérêt de la France pour cette province. Ces batailles sont toutes situées aux abords de la frontière des Pays-Bas méridionaux : Douai, Charleroi, Tournai et Lille. Au traité de paix d'Aix-la-Chapelle de 1668, Lille et Douai deviennent définitivement françaises. Cette stratégie est répétée tout au long du règne sur le principe de dévolution. Pour mémoire, cette loi dynastique est héritée de la coutume du Duché de Brabant qui affirmait que les enfants issus d'un premier lit avaient la préséance sur ceux du deuxième lit. Marie-Thérèse était issue du premier mariage de Philippe IV avec Elisabeth de France, alors que Charles II était né du remariage du roi d'Espagne avec Marie-Anne d'Autriche. En vertu de cela, Louis XIV réclame dans une lettre adressée à Madrid le 8 mai 1667, la cession du duché de Brabant, des seigneuries de Malines et d'Anvers, ainsi que Namur et les places fortes de Cambrai, de Mons, Charleroi et de Luxembourg.

⁶¹ AAE, Cor. Pol., Pays-Bas, vol. 63, f° 285-286

Lettres de Bruxelles pour Torcy des 3 et 5 novembre 1703.

⁶² Don Juan d'Autriche naît en 1629 et meurt en 1679. Fils bâtard de Philippe IV de Habsbourg et d'une actrice espagnole du nom de Maria Calderón, il reçoit une éducation noble et militaire et reçoit le titre de comte

défaites militaires et des échecs politiques pour le roi d'Espagne. Pour verrouiller la frontière, ils ne peuvent compter que sur quelques cadres espagnols et des garnisons locales et mercenaires. Ces éléments marquent davantage une présence militaire et une souveraineté qu'une défense efficace des places fortes. Cette idée d'autonomisation organisationnelle et structurelle de la défense est clairement attestée dans les sources, dès la guerre de la Ligue d'Augsbourg dans *l'État présent de la monarchie d'Espagne des États que possède aujourd'hui le roi d'Espagne et leurs qualités vers 1690*.⁶³

*« Les états que le Roy d'Espagne possède en Flandre étaient le théâtre d'une grande guerre où il n'a presque point de part à cause de son peu de force. Il est difficile de dire si le pays lui appartient ou non. »*⁶⁴

Cet exemple est révélateur du peu de troupes espagnoles disponibles pour participer à la défense des Pays-Bas méridionaux. Depuis sa lourde défaite à la bataille des Dunes du quatorze juin 1658, on observe ainsi un désengagement régulier des prérogatives de la métropole en matière de défense. Le manque de moyens pour lever des troupes oblige à faire appel aux nations alliées. À la veille de la guerre de Succession d'Espagne, les garnisons devant assurer la défense des forteresses des Pays-Bas méridionaux, et donc de la province, appartiennent à la république des Provinces-Unies. Très tôt dans le règne de Louis XIV, l'Espagne est obligée de nouer des alliances militaires avec les puissances maritimes anglaises et hollandaises pour qu'elles assurent à ses côtés la défense de la frontière française. C'est le cas en décembre 1671 où un traité d'assistance mutuelle est signé entre l'Espagne et les Provinces-Unies. Pour les Néerlandais, cette alliance est tout à fait bénéfique. Pour eux, les Pays-Bas méridionaux jouent le rôle d'état tampon qui les protège des invasions françaises. Le grand-pensionnaire prend soin de participer à cette défense avec le soutien de l'Angleterre lors des guerres de Dévolution, de la Ligue d'Augsbourg et de la Succession d'Espagne. En 1692, Guillaume III d'Orange demande à Madrid le rappel de son gouverneur Don Francisco Antonio de Agurto, marquis de Gastanaga, incapable et impuissant à défendre les Pays-Bas méridionaux des incursions françaises, mais un renvoi qu'il obtient au profit de Maximilien-Emmanuel de Bavière. Ce remplacement montre l'influence des Provinces-Unies sur la politique intérieure des Pays-Bas méridionaux et le niveau de dépendance de l'Espagne vis-à-vis de l'armée néerlandaise. En 1700, l'armée hollandaise occupe les huit forteresses dites de

d'Ocana. Il fut gouverneur des Pays-Bas espagnols de 1656 à 1659 sous le règne de son père Philippe IV, puis premier ministre de 1677 à 1679 sous le règne de son demi-frère Charles II.

⁶³ AAE, Md. Espagne, vol. 78, f° 7.

⁶⁴ AAE, *Ibidem*.

la Barrière sur la frontière française, en lieu et place de l'armée espagnole. Les Anglais sont également intéressés par la stabilisation politique et militaire des Pays-Bas espagnols, car ils y établissent un lucratif commerce de laine et de draps avec la Flandre. L'Angleterre a ainsi un intérêt économique à ce que la région préserve une prospérité bénéfique à son commerce. Néanmoins, et à la différence des Provinces-Unies qui restent liées à l'Espagne tout au long du règne de Louis XIV, l'Angleterre rejoint opportunément la cause française dès qu'elle lui est favorable⁶⁵.

Hormis quelques régiments hispaniques dans l'armée des Pays-Bas espagnols, la couronne madrilène stationne surtout des officiers pour encadrer des soldats locaux levés sur la base du système du volontariat par des commandants de forteresses, comme celles de la Barrière. L'appel à des troupes étrangères est donc indispensable. Numériquement et qualitativement, les effectifs espagnols cantonnant dans les provinces belgiques n'ont pas les capacités d'assurer la propre souveraineté du territoire face à une armée française réputée comme la meilleure et la plus dense de son temps⁶⁶.

Le retour des garnisons néerlandaises sous le régime autrichien

Les gouverneurs généraux n'ont plus la capacité d'antan des comtes de Flandre qui, du temps de l'apogée des cités marchandes au XIVe siècle, pouvaient tenir en respect les armées des monarques de France. Pire, sous la complicité de leur gouverneur général Maximilien-

⁶⁵ L'Angleterre rejoint tout de même le camp de la France lors de la guerre de Hollande (1672-1678). Louis XIV dépêche sa belle sœur Henriette d'Angleterre auprès de son frère-roi d'Angleterre Charles II Stuart, pour solliciter son aide et affaiblir la coalition adverse. L'Angleterre dispose d'une bonne marine mais de peu de troupes terrestres. C'est une puissance surtout financière, capable d'assurer l'approvisionnement de ses adversaires espagnols, néerlandais, danois et impériaux. Henriette d'Angleterre trouve un écho favorable auprès de son frère en lui promettant le versement d'un subside annuel de trois millions de livres et des avantages commerciaux. Charles II d'Angleterre accepte et quitte la triple alliance de 1668 avec laquelle il était engagé avec les Provinces-Unies et la Suède. L'accord franco-anglais est ratifié au traité de Douvres de juin 1670, puis confirmé au traité de Londres au mois de décembre de la même année. En 1671, soit une année avant le début du conflit, l'Angleterre reçoit une offre de 600 000 écus annuels pour bloquer les troupes de l'Empire en Allemagne et abandonner les Provinces-Unies et l'Espagne.

⁶⁶ Sous les effets des réformes des secrétaires d'Etat à la guerre Le Tellier, puis de son fils Louvois, l'armée française se professionnalise peu à peu et devient permanente. Le recours aux troupes mercenaires diminue au fur et à mesure que l'on avance dans le XVIIe siècle. A la fin de ce dernier, les armées de Louis XIV comptent environ 100.000 hommes en temps de paix, mais possèdent une capacité de mobilisation de 400.000 hommes en temps de guerre. Selon l'historien militaire américain Jhon Lynn, le chiffre de 420.000 soldats est atteint lors de la guerre de la Ligue d'Augsbourg (Jhon Lynn, *Les guerres de Louis XIV*, Paris, Perrin, 2010, p. 60-63.) Les troupes françaises font l'objet d'une attention toute particulière du gouvernement Louis-quatorzien car elle est un moteur de sa diplomatie et de sa politique extérieure c'est-à-dire de sa gloire. Une gloire qui est ensuite sanctifiée dans les représentations picturales du château de Versailles.

Emmanuel de Bavière, la province ne se défend pas. En un mois, les Provinces-Unies voient les Français à leurs portes sans que ces derniers n'aient à tirer un seul coup de mousquet. Après la guerre de Succession d'Espagne qui ravage le territoire, la question de la défense des Pays-Bas méridionaux doit être corrigée sous peine de voir naître une nouvelle guerre. Il faut dissuader le gouvernement de régence de la France d'attaquer une énième fois sa frontière septentrionale. Le traité de la Barrière, ratifié une troisième fois⁶⁷ le quinze novembre 1715 à Anvers par les alliés, doit répondre à cette question de l'organisation défensive des Pays-Bas désormais autrichiens à la suite de cette dernière conférence de résolution de la guerre de Succession. Quarante-huit réunions des plénipotentiaires ont été nécessaires pour aboutir à une série d'articles⁶⁸. Ceux-ci prévoient une véritable fortification militaire de la frontière française avec des troupes néerlandaises et autrichiennes. Si l'article IV⁶⁹ donne un droit de garnison aux Provinces-Unies dans les villes de Furnes, d'Ypres, de Tournai, de Namur, de Menin et de Warneton, l'article III⁷⁰ oblige l'empereur et les Provinces-Unies à entretenir dans la province une armée de vingt-cinq mille à trente mille hommes en temps de paix, soit un total de cinquante mille à soixante mille hommes, c'est-à-dire bien plus que le corps espagnol au moment de l'invasion française du six février 1701. Le cantonnement obligatoire de troupes autrichiennes montre que la situation passée sert ici d'exemple aux alliés. On retrouve une mention à ce propos dans le préambule de l'article XVII :

*« Comme il compte par l'expérience de la guerre passée, que pour mettre en sûreté les frontières des États généraux en Flandre, il fallait y laisser plusieurs corps de troupe. »*⁷¹

Si l'on peut penser que les populations des anciens Pays-Bas espagnols seront satisfaites de ces résolutions défensives devant apporter une paix enfin durable après un siècle et demi de guerres chroniques avec la France, ce n'est pourtant pas le cas. En effet, le

⁶⁷ Le premier traité date de 1709, le second de 1713 toujours entre les Provinces-Unies et la Grande-Bretagne, et le troisième en 1715 entre les Provinces-Unies, la Grande-Bretagne et l'Autriche.

⁶⁸ *Traité de la Barrière des Pays-Bas entre sa Majesté impériale et catholique, sa Majesté le roi de Grande-Bretagne, et les seigneurs des États-Généraux. Conclu et signé à Anvers le 15 novembre 1715*, Bruxelles, chez Eugène Henri Frickx, 1715.

Source consultable numériquement et en libre accès.

⁶⁹ *Traité de la Barrière des Pays-Bas, Ibid.*, p. 8. Il faut également ajouter le fort de Knocque.

⁷⁰ *Traité de la Barrière des Pays-Bas, Ibid.*, p. 7. Un effectif qui doit être porté à 40.000 hommes par chacun des partis en temps de guerre soit une armée austro-néerlandaise de 80.000 hommes. Ce système de dissuasion est ensuite complété au profit des Provinces-Unies qui annexent les places fortes de Stevenswaerts et de Venlo appartenant aux Pays-Bas méridionaux, et la possibilité de porter la guerre exclusivement dans les Pays-Bas autrichiens en fortifiant des positions sur le Demer entre l'Escaut et la Meuse, mais aussi plus au Sud dans les Flandres autrichiennes.

⁷¹ *Traité de la Barrière des Pays-Bas, Ibid.*, p. 17.

troisième traité de la Barrière est très mal accueilli sur le plan local. De nombreux articles font particulièrement l'unanimité contre eux, notamment les articles XV⁷², XVI⁷³, XVII⁷⁴, XIX⁷⁵, XXV⁷⁶, XXVI⁷⁷. Les Provinces-Unies concentrent la majorité des critiques. Elles portent sur les questions d'annexion de territoires dans le nord, l'occupation des places fortes de la Barrière, le paiement de contributions financières pour l'entretien des troupes, des fortifications et le ravitaillement en vivres et en munitions s'élevant à cinq cent mille écus⁷⁸ et le renforcement des défenses frontalières adossées à des barrières naturelles des Pays-Bas méridionaux comme l'Escaut, la Meuse ou les digues des zones de polders.

Loin d'éprouver un sentiment de libération, les populations ont l'impression de vivre une nouvelle occupation étrangère avec le retour des Néerlandais, dont il faut entretenir les troupes et subir l'extension de leurs lignes de fortifications préventives en avant de leur frontière, *en deçà de la Meuse*⁷⁹. De plus, en cas de conflit, le traité prévoit de porter la guerre entre la France et les Provinces-Unies sur le territoire des Pays-Bas autrichiens. En effet, en cas de guerre entre Louis XV et Charles VI, les Français envahiraient logiquement la province la plus isolée de son empire : les Pays-Bas méridionaux. Cette action militaire entraînerait mécaniquement l'entrée en guerre des Provinces-Unies. Entre dix et quinze mille hommes supplémentaires franchiraient alors la frontière, des soldats qu'il faudrait entretenir et loger. Le troisième traité de la Barrière donne le sentiment que les Pays-Bas méridionaux deviennent officiellement un état tampon visant à protéger l'intégrité territoriale des Provinces-Unies. On s'inquiète de la réaction de la France vis-à-vis du cantonnement de près de 60 000 hommes à sa frontière Nord. Dans ce contexte, l'arrivée de la nouvelle puissance souveraine autrichienne se fait dans un état de quasi-indifférence. Pour reprendre les mots du curé de la paroisse de Saint-Amand, en 1715, les habitants des provinces belgiques sont toujours aussi las de la guerre. En seulement quinze ans, les Pays-Bas méridionaux changent de souveraineté pour la quatrième fois, ce qui peut expliquer cette nouvelle lassitude. En réalité, on attend surtout le retour durable de la paix et de la prospérité. On souhaite que l'empereur maintienne

⁷² *Traité de la Barrière des Pays-Bas entre sa Majesté impériale et catholique, sa Majesté le roi de Grande-Bretagne, et les seigneurs des Etats-Généraux. Conclu et signé à Anvers le 15 novembre 1715*, Bruxelles, chez Eugène Henri Frickx, 1715, p. 16.

⁷³ *Traité de la Barrière des Pays-Bas*, *Ibid.*, p. 17.

⁷⁴ *Traité de la Barrière des Pays-Bas*, *Ibidem*.

⁷⁵ *Traité de la Barrière des Pays-Bas*, *Ibid.*, p. 27.

⁷⁶ *Traité de la Barrière des Pays-Bas*, *Ibid.*, p. 37.

⁷⁷ *Traité de la Barrière des Pays-Bas*, *Ibid.*, p. 38.

⁷⁸ 500.000 écus équivalent à 1.250.000 florins de Hollande, la monnaie de la république des Provinces-Unies.

⁷⁹ *Ibid.*, p.18. Article XVIII.

les privilèges des villes, les libertés, restaure le commerce, la paix et stabilise le système politique sur la référence des Pays-Bas espagnols. Ces premiers espoirs sont vains sur le plan institutionnel. Les élites politiques sont exclues de ces pourparlers⁸⁰ sur le devenir défensif de leur propre pays. Ils manifestent leur mécontentement à leur nouveau souverain, l'empereur Charles VI. À la différence de son père Léopold Ier, le nouveau maître de la Maison des Habsbourg semble mener une politique de conciliation envers ses provinces périphériques. Après la clémence manifestée envers les Hongrois rebelles lors du traité de Szatmar de 1711, il reçoit les députés des états provinciaux du Brabant et de Flandre. Il entend leurs doléances à Vienne, le trente et un décembre 1715, soit à peine un mois et demi après la ratification du troisième traité de la Barrière. L'empereur prend en compte les réclamations exposées. Il y répond avec l'envoi à Bruxelles du ministre plénipotentiaire Hercule-Louis Turinetti⁸¹, marquis de Prié⁸², le deux juin 1716. Il doit renégocier certains points du troisième traité de la Barrière avec les ministres diplomates anglais et néerlandais. Ces négociations aboutissent à la ratification du quatrième traité de la Barrière, le vingt-deux décembre 1718 à La Haye. Par rapport au troisième traité de 1715, certains articles sont révisés, d'abord l'article XVII⁸³ qui prévoit une réduction de la présence néerlandaise en Flandre et de ses capacités de projections défensives en avant de sa frontière, puis l'article XIX⁸⁴ sur le paiement annuel des cinq cent mille écus aux Provinces-Unies. L'empereur assigne une part plus importante des bénéfices qu'il retire des possessions qui lui ont été rétrocédées par la France à la fin de la guerre de Succession d'Espagne. Cette part passe à sept cent mille florins de Hollande contre les six cent dix mille florins de Hollande prévue lors du troisième traité de la Barrière qui faisait

⁸⁰ Les signataires de ce traité de la Barrière sont le maréchal impérial Dominik von Königseg, ministre plénipotentiaire de l'empereur Charles VI, le général-comte William Cadogan, ministre plénipotentiaire du roi de Grande-Bretagne George Ier, Brunonis van Duffen, le comte Adolph Henri de Reschteren, Scatonis de Gockinga, Adrian de Bofferle de Geldermassen, ministres plénipotentiaires des Etats généraux des Provinces-Unies.

On remarque qu'il n'y a aucun représentant des institutions des Pays-Bas méridionaux. Au moment des négociations, ils sont encore sous l'administration du condominium anglo-batave. La passation de pouvoir entre Anglo-bataves et Autrichiens a lieu après la ratification, à la suite de l'échange de ce traité, en vertu de l'article I qui donne à l'Autriche la souveraineté sur les Pays-Bas méridionaux.

⁸¹ Hervé Hasquin, *Dictionnaire de l'Histoire de Belgique*, Bruxelles, Hatier, 1988, p. 340.

⁸² Hercule-Louis Turinetti, marquis de Prié naît en 1658 et décède en 1726. Ce diplomate piémontais devient ministre plénipotentiaire des Pays-Bas autrichiens entre 1716 et 1725. Il est déjà expérimenté puisqu'il a été ambassadeur dans des capitales d'importance comme Londres de 1679 à 1682, et Vienne de 1691 à 1701, pour le compte du duc de Savoie Victor Amédée II. Pendant la guerre de Succession d'Espagne, il passe au service de la Maison d'Autriche, avec l'accord de Victor Amédée. Devant seconder Eugène de Savoie nommé gouverneur des Pays-Bas, il exerce en réalité cette fonction par intérim du fait de l'absence d'Eugène de Savoie retenu ailleurs pour des affaires militaires. Il fut détesté par la population, notamment bruxelloise, pour s'être attaqué aux élites urbaines traditionnelles.

⁸³ *Traité de la nouvelle convention pour l'exécution de celui de la Barrière des Pays-Bas autrichiens, fait à La Haye le 22 décembre 1718, signé entre sa majesté Impériale et Catholique, sa majesté Britannique, et les seigneurs des Etats généraux des Provinces-Unies*, Gand, chez Augustin Graet, 1719, p. 5.

⁸⁴ *Traité de la nouvelle convention pour l'exécution de celui de la Barrière des Pays-Bas autrichiens*, *Ibid.*, p. 8.

diminuer la part du poids de ce subside sur les États provinciaux du Brabant et de Flandre. D'autres articles sont également abordés, notamment ceux traitant du remboursement des prêts d'argent versés par les Provinces-Unies à l'Autriche pendant la guerre.

Les députés des États provinciaux du Brabant et de Flandre ont réussi à faire valoir leurs doléances à l'empereur. Ils viennent de défendre les intérêts de leurs territoires. Les élites politiques des Pays-Bas méridionaux possèdent une grande capacité à défendre leurs intérêts personnels et ceux de la population par la voie de la négociation, à la différence des élites politiques hongroises qui empruntent plus régulièrement celle des armes. L'empereur Charles VI démontre ici sa volonté de pacifier ses provinces périphériques et sa capacité d'écoute. À défaut de se déplacer dans cette nouvelle partie de l'empire, cette méthode de gouvernance valorise son image et facilite l'implantation de ses fonctionnaires au niveau local⁸⁵. Il faut ajouter que les élites des Pays-Bas méridionaux disposent d'un arsenal juridique qu'ils peuvent faire valoir pour défendre leur posture autonomiste.

La fin de l'état tampon néerlandais et des Pays-Bas espagnols

L'invasion des cinq et six février 1701

Les Provinces-Unies sont particulièrement inquiètes de la perspective de l'union des couronnes. L'invasion de la république en 1672 par les armées de Louis XIV est encore dans tous les esprits. Les Hollandais s'en étaient sortis de justesse grâce à l'ouverture des écluses, mais la crainte reste encore bien réelle en 1700-1701. Après son rapprochement avec le gouverneur général des Pays-Bas, elle est renforcée par une nouvelle décision impérieuse de Louis XIV. En vertu de son rôle de tutelle sur Philippe V et au nom de son petit-fils⁸⁶, le roi de France prend possession des places dites de la Barrière aux Pays-Bas méridionaux le sept février 1701. À l'aube d'une guerre, Louis XIV s'inquiète de la présence de troupes hollandaises dans les places fortes des Pays-Bas méridionaux alors que les forces espagnoles

⁸⁵ Le gouverneur par intérim, le marquis du Prié, se montra beaucoup moins conciliant, et fut comparé au redoutable Duc d'Albe qui du temps de Philippe II avait tenté de convertir de manière brutale les institutions au centralisme et à l'absolutisme.

⁸⁶ Le 4 décembre 1700, Philippe V confie les Pays-Bas espagnols à la garde de son grand-père dans l'intérêt de l'Espagne mais aussi de la France. Le jeune roi d'Espagne ne peut que faire confiance à son illustre grand-père. C'est la première véritable mesure de tutelle exercée par la France sur les territoires espagnols.

du gouverneur Maximilien-Emmanuel de Bavière s'avèrent bien inférieures en nombre avec seulement huit mille hommes. L'armée hollandaise occupe ces forts depuis le traité de Ryswick de 1697, interdisant toute nouvelle invasion rapide des Pays-Bas espagnols par la France. D'un point de vue militaire, les garnisons hollandaises peuvent également servir de points d'appuis lors d'une éventuelle invasion de la France par le Nord. De plus, Versailles connaît le coût financier, logistique et humain que représente la prise d'une place forte. Grâce au consentement de Philippe V, les Français ont l'occasion de se retrancher solidement dans les provinces belgiques et de mettre une forte pression sur leurs ennemis, et ce de manière légale puisque sous couvert d'un mandat des autorités espagnoles. Fort de ce mandat et en guise de préparation, le marquis de Puységur⁸⁷ est envoyé dans le plus grand secret auprès du gouverneur général Maximilien-Emmanuel de Bavière et du marquis de Bedmar⁸⁸, commandant en chef des troupes espagnoles. Ensemble, ils planifient la reprise des places fortifiées. À Bruxelles, le vingt-trois janvier 1701, l'accord pour l'entrée des forces armées françaises est donné par Bedmar et Bavière. Elles sont mises en alerte. Elles sont massées le long de la frontière des Pays-Bas espagnols entre le port de Dunkerque et Thionville en Lorraine. La mission se veut pacifique. L'Europe n'est pas encore en guerre. Il est donc nécessaire que cette manœuvre délicate se fasse dans le plus grand calme, sous peine de passer pour l'agresseur, ce dont l'ennemi pourrait tirer un avantage diplomatique. Pour renforcer ce dispositif, Maximilien-Emmanuel de Bavière propose de faire entrer son frère dans le système d'alliance. Une union entre les Maisons de Bourbon et des Wittelsbach n'est pas encore officiellement formée à la fin du mois de janvier 1701. En qualité d'Électeur de Cologne et de prince-évêque de la principauté de Liège, le ralliement de Joseph-Clément de

⁸⁷ Jean François Chastenet, marquis de Puységur. Il naît le 13 août 1656 et décède le 15 août 1743. Officier général des armées du roi de France, il est régulièrement consulté pour ses qualités de logisticien militaire et d'organisateur. Il dispose de la pleine confiance de Louis XIV qui au cours de son règne le consulte au sein de conseils de guerre informels.

⁸⁸ Don Isidro de la Cueba, marquis de Bedmar. Il naît le 23 mai 1652 et meurt le 2 juin 1723. Après être passé par le Duché de Milan, il gagne les Pays-Bas et obtient le grade de colonel dans l'infanterie espagnole aux alentours de 1676. Il monte en grade dans la hiérarchie militaire jusqu'à devenir commandant en chef des troupes royales espagnoles aux Pays-Bas en 1700, sous l'autorité du gouverneur et capitaine général de la province, Maximilien-Emmanuel de Bavière. C'est un serviteur zélé de l'administration royale espagnole. En 1693, il combat les troupes françaises à la bataille de Landen, le 29 juillet 1693, mais ceci ne l'empêche pas de servir Philippe V et les intérêts français tout au long de la guerre de Succession d'Espagne. C'est le second espagnol après l'ambassadeur Castel Dos Rios à présenter ses hommages au nouveau roi d'Espagne. Il est reçu avec tous les hommages au château de Marly, où il s'entretient très longuement avec le Roi-Soleil. Saint-Simon nous apprend qu'il fit forte impression à Louis XIV. Le 23 mars 1701, lors du départ de l'électeur de Bavière dans sa province en vue de préparer la guerre, le roi de France demanda que Bedmar prenne le titre de commandant général des Pays-Bas dès les printemps (les lettres patentes n'arrivèrent qu'en juillet). Son application à servir les deux rois est récompensée par le titre de vice-roi de Sicile en septembre 1701 et de conseiller d'Etat en août 1703. Il quitte les Pays-Bas le 12 février 1705 pour se rendre à son nouveau poste. En 1713, il sera le premier commissionnaire espagnol lors de la signature du contrat de mariage entre le futur Louis XV et l'infante Doña Maria Anna Victoria.

Bavière à la coalition française renforcerait considérablement la position française dans les provinces belgiques. Il possède les importantes forteresses de Huy, de Liège et de Cologne situées à l'est de la province. Elles surveillent la route reliant Bruxelles à l'Empire⁸⁹. La principauté forme un glacis entre les états allemands et les Pays-Bas espagnols. Alors que la guerre n'est pas encore déclarée, il est évident que la France et l'Espagne se préparent à la guerre en fortifiant leurs positions aux Pays-Bas méridionaux.

En apparence, les Français et le gouvernement des Pays-Bas espagnols ne souhaitent pas déclencher une guerre avec les Provinces-Unies. Le deux février 1701, le comte d'Avaux, ambassadeur de France aux Provinces-Unies, informe les autorités hollandaises que les troupes de Louis XIV vont franchir la frontière des Pays-Bas méridionaux et remplacer les garnisons hollandaises. Une semaine plus tard, le sept février 1701, c'est au tour de l'ambassadeur d'Espagne, Don Francisco Bernardo de Quiros, d'informer les Etats-Généraux. On retrouvera cette différence de chronologie entre les administrations françaises et espagnoles au moment de la déclaration de guerre aux Provinces-Unies à l'Angleterre et à l'empereur. Du côté des Français, les ordres donnés aux généraux sont clairs concernant la manière de mener l'opération. Louis Prosper Gachard⁹⁰ relate ces ordres en s'appuyant sur un numéro d'une Gazette hebdomadaire bruxelloise nommée *Relations véritables*⁹¹ :

« [...] les gouverneurs des places et autres généraux qui y étaient envoyés pour cette disposition ayant eu ordre de son Altesse Electorale de traiter toujours les Hollandais en bons amis et alliés, de les prévenir que les troupes françaises y entraient comme troupes auxiliaires, comme eux le sont, et qu'ils ne doivent craindre en aucune manière qu'il leur serait fait la moindre insulte. »⁹²

⁸⁹ On peut se reporter à la carte du réseau routier postal mise en place par la famille des Tour et Taxis sous l'égide des empereurs du Saint-Empire romain germanique. Annexes n° 41-45

⁹⁰ Louis-Prosper Gachard naît à Paris le 12 mars 1800 et meurt à Bruxelles le 24 décembre 1885. Belge d'adoption, il s'installe à Tournai en 1817 et entre à l'imprimerie Casterman. Il y développe son goût pour l'histoire et les archives. A ce propos, il quitte Casterman pour entrer au secrétariat de régence de la ville de Tournai. C'est pour lui un tremplin vers le poste de secrétaire archiviste adjoint des Archives du Royaume des Pays-Bas qu'il obtient en 1826. Par la suite membre de la commission royale d'Histoire, il réorganise l'ensemble des archives belges, au point d'être surnommé le *César des Archives*. Il est considéré comme le fondateur des archives belges. Louis Prosper Gachard avait une connaissance parfaite des fonds d'archives des Pays-Bas méridionaux. Il fait partie de ces archivistes érudits qui produisent des ouvrages extrêmement référencés en s'appuyant sur la compilation de leurs fonds.

⁹¹ Gazette qui paraît sous ce nom de 1654 à 1741. Elle succède au *Courrier véritable des Pays-Bas*. Le numéro se compose de huit pages, auquel est adjoint un supplément de quatre pages. Pour la période qui nous intéresse, la Gazette est imprimée et publiée à Bruxelles par Jean Le Pape, depuis 1693. En 1741, elle semble être remplacée par la *Gazette de Bruxelles*.

⁹² *Relations Véritables* du 11 février 1701, cité dans Louis-Prosper Gachard, *Histoire de la Belgique au commencement du XVIIIe siècle*, Bruxelles, Muquardt, 1880, p. 27.

Cet hebdomadaire est considéré comme l'ancêtre des grandes Gazettes⁹³ européennes du XVIIe siècle. Elle possède dès sa création un caractère marqué pour le catholicisme. Ces articles traitent principalement des affaires religieuses, diplomatiques et militaires. En période de conflit, un accent tout particulier est mis sur le genre littéraire des Relations. Sa ligne éditoriale s'appuie sur un réseau de correspondants disséminés dans les grandes villes d'Europe. On retrouve : Rome, Venise et Milan pour la péninsule italienne et l'Empire ottoman ; Hambourg⁹⁴ pour les nouvelles du Nord et plus largement les grandes capitales européennes. Ces espaces font l'objet d'articles réguliers. Concernant les Pays-Bas espagnols, la taille des articles consacrés à la province augmente à partir de 1685. La Gazette semble être en faveur de l'alliance franco-hispano-bavaroise. Dans cet extrait, l'article n'est pas totalement à prendre au pied de la lettre. Article de nature propagandiste, il vise à convaincre les populations des Pays-Bas méridionaux et d'Europe que l'opération en cours lors de la publication du onze février n'est rien de plus qu'une substitution militaire, un retour de la souveraineté espagnole par l'intermédiaire des troupes françaises.

Une lettre du quatorze février 1701 du marquis de Puységur, conseiller militaire de Louis XIV pour la Flandre, à Michel Chamillart, ministre de la guerre français, montre que les places fortes de la Barrière doivent servir de bases logistiques pour des opérations de plus grande ampleur. En plus de la prise des places, les triumvirs soumettent aux rois de France et d'Espagne un projet d'occupation de la région dite de la Gueldre espagnole⁹⁵ :

« Par ce poste d'entre la Meuse et le Rhin, vous rejetez tous les Hollandais dans le cœur de leur pays ; vous êtes le maître absolu de celui d'entre la Meuse et le Rhin et vous réduisez vos ennemis à être tout le temps sur la défensive puisque leurs forces doivent toujours être séparées pour pouvoir garder le tout ; et vous, en demeurant ensemble vous garderez également le pays de Gueldre et le Brabant. »⁹⁶

⁹³ Pour Pierre Rétat, le style littéraire des gazettes du XVIIe siècle et du début du XVIIIe siècle est aride et répétitif. C'est un récit encombré par de nombreux détails et souvent partial.

Pierre Rétat, *Gazettes et information politique sous l'Ancien Régime*, Saint Etienne, PUSE, 1999, p. 269-280.

⁹⁴ Port incontournable du commerce en Baltique où circulent de nombreux marchands, voyageurs, diplomates et militaires. C'est une plaque tournante pour la collecte de l'information provenant d'Europe centrale, orientale et septentrionale.

⁹⁵ La Gueldre espagnole est une province du centre-est des Pays-Bas actuels, dont la ville principale est Arnhem. En 1543, la Gueldre est intégrée aux Pays-Bas espagnols par l'empereur Charles Quint. Après la révolution hollandaise contre le pouvoir central madrilène, qui conduit à la partition des Pays-Bas espagnols et à la fondation des Provinces-Unies, le duché est divisé en deux parties. La frontière le traverse. Seul le « quartier » de Ruremonde reste espagnol. Il est occupé par la France dès février-mars 1701, puis reperdu en 1702.

⁹⁶ Lettre du 14 février 1701 du marquis de Puységur au secrétaire d'Etat à la guerre Michel Chamillart. Cité dans Lieutenant général de Vault, *Mémoires militaires relatifs à la guerre d'Espagne sous Louis XIV*, vol. 2, t. I, Paris, Imprimerie royale, 1836, p. 25.

Le champ lexical employé dans ce courrier confidentiel est différent de celui employé par les Relations véritables. Dans la missive, on retrouve un vocabulaire guerrier. On parle ainsi *d'ennemis*. De manière générale, les Provinces-Unies, l'Angleterre, l'Autriche et les princes Electeurs fidèles à l'empereur sont identifiés comme les ennemis de la Maison des Bourbons dans les correspondances militaires secrètes échangées entre les Pays-Bas méridionaux et Versailles.

Dans la courrier de Puységur, le mot « ennemis » est au pluriel. Il désigne, plus particulièrement, les troupes hollandaises et celles de l'Électeur de Brandebourg, devenu roi de Prusse en 1701, malgré l'opposition de Louis XIV et de son ambassadeur à Berlin, Pierre Puchot, marquis des Alleurs.

Le Roi-Soleil sait qu'il est détesté par le roi de Prusse en raison de son opposition à son élévation à la dignité royale. Les militaires et les diplomates français anticipent donc la future entrée en guerre de la Prusse aux côtés de l'empereur malgré des relations tendues entre la Maison des Habsbourg et celle des Hohenzollern⁹⁷. La France prépare donc la guerre dès le mois de janvier 1701 alors qu'elle est encore en pleine négociation avec ces différentes nations. Ici, l'armée joue pleinement son rôle de soutien de l'activité diplomatique. Rappelons cette métaphore du marteau et de l'enclume que traduit cette idée susmentionnée : sans une armée forte, donc crainte, le diplomate ne dispose d'aucun moyen de pression crédible pour négocier.⁹⁸ Une diplomatie est effectivement crédible seulement si l'armée « nationale » est assez puissante pour effrayer les parties adverses. L'occupation de la Gueldre espagnole serait alors un moyen de pression diplomatique à la fois sur les Provinces-Unies et la Prusse. Avant d'être un espace de guerre à proprement parler, le territoire des Pays-Bas méridionaux est utilisé par la France comme moyen de pression diplomatique à l'encontre de ses voisins. Dans la tradition des alliances de revers, une autre action diplomatique est menée sur les frontières Nord du royaume de Prusse. Le secrétariat d'État aux Affaires étrangères approche les princes protestants de Wolfembuttel⁹⁹ pour qu'ils rentrent dans l'union franco-hispano-bavaroise. La

⁹⁷ Famille qui prend le contrôle de la Prusse à partir de 1526. La réforme luthérienne permet aux Hohenzollern d'asseoir leur pouvoir sur la région du Brandebourg.

⁹⁸ Voir partie relation diplomatie-armée. p.48

⁹⁹ Les princes de Wolfembuttel sont aussi ducs de Brunswick-Lunebourg. Ils appartiennent à la lignée des Wolfembuttel-Lunebourg qui règne sur la principauté de 1634 à 1735. Lors de la négociation, il n'y a pas un duc

principauté attire l'attention de la France pour trois raisons. La première est sa situation géographique. Son territoire est intéressant de par son positionnement, car il se trouve dans le centre du Saint-Empire romain germanique¹⁰⁰. Il est à proximité de l'électorat de Cologne et permet de créer un lien terrestre avec le royaume de Pologne. Ceci permettrait d'ouvrir une voie sécurisée pour l'acheminement des agents et des courriers entre la France, les Pays-Bas méridionaux et l'Europe centrale c'est-à-dire entre les périphéries de l'Empire et les alliés de la France. Concrètement, emprunter les terres des princes de Wolfembüttel signifierait contourner le nœud postal de la ville hanovrienne de Celles et assurer la confidentialité des courriers. L'agent de poste Jean de Roberthon, un espion au service de la Grande-Alliance, ouvre tous les courriers suspects, les recopie et transmet les informations aux cabinets noirs. Sa situation limitrophe des électors de Brandebourg et de Hanovre fait qu'il peut fixer pour un temps les troupes de Frédéric Ier¹⁰¹ et de l'Électeur de Hanovre afin qu'elles n'interviennent pas sur le Rhin et sur la Meuse.

Ce petit état allemand a donc une valeur stratégique et logistique. Une seconde raison est politique. En effet, les princes de Wolfembüttel avaient été déçus par l'empereur. En 1692, Léopold Ier avait préféré octroyer la dignité d'Électeur à leur cousin Ernest-Auguste de Hanovre, élevant ainsi le Hanovre au rang envié d'électorat. Cette déception n'a pas échappé aux diplomates de Louis XIV qui, à la veille du déclenchement de la guerre de Succession d'Espagne, cherchent des alliés pour consolider la position avancée que constituent les Pays-Bas méridionaux. La troisième raison répond de la géopolitique. Malgré la reconnaissance de Philippe V par le roi du Danemark, la France s'inquiète de voir cette nation menacer sa rivale suédoise. Le roi Charles XII de Suède est un allié important de la France dans le système de l'alliance de revers en Europe du Nord. Louis XIV demande au marquis du Héron, alors en Pologne, de surveiller le roi du Danemark et le duc Antoine-Ulrick de Wolfembüttel. Les informations collectées par les agents français semblent montrer que ce dernier est favorable au Danemark contre la Suède. Dans ses instructions du sept avril 1700, le marquis du Héron reçoit l'ordre de l'en dissuader :

mais deux princes de Wolfembüttel. La chose est assez singulière puisque ce sont les deux frères, Rodolphe-Auguste et Antoine-Ulrich, qui portent en même temps la dignité princière et ducale.

¹⁰⁰ Wolfembüttel est une ville de la Basse-Saxe, dans le centre de l'Allemagne actuelle. Elle est le lieu de résidence de la cour ducale de Brunswick-Wolfembüttel de 1432 à 1753. Au milieu du XVIIIe siècle, la cour quitte définitivement Wolfembüttel pour la cité de Brunswick, située à 10 kilomètres plus au Nord de la petite rivière Oker.

¹⁰¹ Roi de Prusse depuis le 18 janvier 1701.

« Monseigneur du Héron, j'ai reçu les trois lettres que vous m'avez écrites du treize, du dix-sept, et du vingt du mois dernier; tout m'informe également du peu d'effet des raisons que vous avez employé pour détourner le duc Antoine-Ulrick de s'engager trop en avant dans la guerre que ne doute plus que le roi du Danemark n'entreprenne. »¹⁰²

Le roi de France s'inquiète ainsi de voir ce petit état stratégique passer sous influence danoise. La préparation de l'invasion militaire des places de la Barrière avait été intense d'un point de vue diplomatique. Avant d'entreprendre, il faut s'assurer que le tissu diplomatique est suffisamment solide. Il est nécessaire de connaître les dispositions des alliés et leurs possibilités militaires¹⁰³. Les ralliements des quelques princes allemands permettent de monter ce plan audacieux pour reprendre tous les Pays-Bas espagnols.

À la date prévue par les triumvirs, le vingt-trois janvier 1703, les forces françaises franchissent la frontière en bon ordre dans la nuit du cinq au six février 1701. En qualité de commandant de l'armée de Flandre, le maréchal-duc de Boufflers¹⁰⁴ coordonne la mission de reprise des places de la Barrière est coordonnée par. À Versailles, à Bruxelles et dans les rangs de l'armée, la tension est palpable. Malgré les précautions diplomatiques prises, la réaction des garnisons hollandaises à l'approche des colonnes est incertaine. Ce raid peut être perçu comme une rupture effective de la paix de Ryswick de 1697, un acte de guerre. Louis de Rouvroy, duc de Saint-Simon, nous renseigne sur le nombre de soldats néerlandais :

« Les Hollandais avaient vingt-deux bataillons dans les places espagnoles des Pays-Bas, sous les gouverneurs espagnols qui y avaient aussi quelques troupes espagnoles en moindre nombre. »¹⁰⁵

Les vingt-deux bataillons¹⁰⁶ d'infanterie hollandais correspondent à un effectif total d'environ quinze mille hommes, sans compter les troupes espagnoles mentionnées par Saint-Simon. Ils sont répartis sur sept places qui longent la frontière franco-belge : Nieuport sur la

¹⁰² AAE, Md France, vol. 436, microfilm P/3300, Marquis du Héron (Pologne 1700-1703), f° 61.

¹⁰³ Se référer à la partie le traité franco-bavarois.

¹⁰⁴ Louis-François de Boufflers, duc de Boufflers, né le 10 janvier 1644 et décède le 22 août 1711. Formé par deux des plus grands généraux du début du règne de Louis XIV, Turenne et Condé, il se distingue durant la guerre de Hollande et la guerre de la Ligue d'Augsbourg. Il devient maréchal de France en 1693, et pair de France en 1708 durant la guerre de Succession d'Espagne. Commandant en chef de l'armée de Flandre en 1702, il soutient le siège de Lille en 1708 et obtient le succès stratégique de Malplaquet en 1709.

¹⁰⁵ Louis de Rouvroy, duc de Saint-Simon, *Mémoires*, V. 2 : 1700-1703, Paris, Collection Lettres Classiques, 2011, p.133.

¹⁰⁶ Le bataillon d'infanterie est une subdivision du régiment. On compte deux bataillons pour former un régiment. En 1700, un bataillon regroupe douze à seize compagnies pour un effectif théorique qui varie entre 600 et 800 hommes.

mer du Nord, Ath et Oudenarde couvrant la route allant de Lille à Bruxelles ; Mons, Namur et Charleroi protégeant l'axe de l'entre Sambre et Meuse, et enfin Luxembourg à l'Est de la province. Le lieutenant général de Vault¹⁰⁷ donne davantage de détails sur la composition des forces françaises engagées dans cette opération¹⁰⁸. Les détachements proviennent de quatorze places frontalières. Sept colonnes pénètrent aux Pays-Bas méridionaux. Elles regroupent un total de quatorze mille neuf cent quatre-vingts hommes. Parmi eux, on trouve une proportion très importante de cavaliers avec douze mille cinq cent cinquante cavaliers pour seulement deux mille quatre cent trente fantassins. De la composition des effectifs, on peut déduire que l'objectif est d'aller vite et de frapper simultanément les villes. Les escadrons de cavalerie légère se révèlent excellents dans ce type de mission en raison de leur grand rayon d'action journalier et de leur rapidité. Leur faculté première est de couvrir rapidement de grandes distances. Ils sont suivis par des troupes d'infanterie qui doivent assurer la garnison de la place et acheminer du matériel en attendant des renforts. Naturellement, elles se déplacent moins vite et possèdent un rayon d'action moindre que la cavalerie. Le fait que l'opération se déroule de nuit est pour le moins inhabituel. Le maréchal de Boufflers veut être le plus discret possible pour ne pas affoler les garnisons hollandaises. Il ne faut pas risquer une escarmouche qui pourrait se généraliser en conflit ouvert avec les Provinces-Unies. La France prépare la guerre, mais n'est pas totalement prête à la mener, en tout cas pas dans ces conditions là. Elle ne veut pas lutter pour reprendre une à une toutes les villes des Pays-Bas espagnols. Une chose qu'elle ne parvient à faire qu'une seule fois, lors de la guerre de Hollande. Le nombre des officiers supérieurs mobilisés est inhabituel, mais logique compte tenu de l'importance de l'opération. Les détachements sont encadrés par trois lieutenants généraux, quatre maréchaux de camp et sept brigadiers généraux. Pour les colonnes les moins nombreuses, le commandement d'un colonel aurait suffi, mais la coordination entre les différents groupes doit être parfaite pour assurer l'effet de surprise. Chaque place doit être remise à un officier supérieur. Celles-ci doivent être reprises dans la journée, sans effusion de sang. C'est un défi logistique, tactique et diplomatique que le maréchal de France doit relever cette nuit du cinq au six février 1701. Le détail complet des troupes, leur origine de cantonnement, leur destination, la distance que chaque groupe parcourt se trouvent dans le tableau ci-dessous.

¹⁰⁷ Le lieutenant général de Vault naît en 1717 et décède en 1790. Considéré comme un soldat valeureux, il sert dans la cavalerie. Il est récompensé par le grade de lieutenant général en 1780 et par son accession au grade de commandeur de l'Ordre de Saint-Louis. Il termine sa carrière comme directeur du dépôt de la Guerre, qui était depuis 1688 (grâce à l'action de Louvois), le centre des archives militaires et cartographiques du royaume. De Vault disposait de tous les documents nécessaires à la rédaction de son étude sur la guerre de Succession d'Espagne.

¹⁰⁸ Lieutenant général de Vault, *Mémoires militaires relatifs à la guerre d'Espagne sous Louis XIV*, vol. 2, t. I, Paris, Imprimerie royale, 1836, p. 436.

**État des effectifs des troupes françaises qui doivent entrer la nuit du 5 au 6 février dans
les places occupées des Pays-Bas espagnols**

Officiers généraux du roi de France	Nombre d'hommes		Lieux de départ des détachements	Places où les troupes doivent se rendre	Observations	Distance en kilomètres entre le cantonement et les places à prendre
	Cavalerie	Infanterie				
Le comte de Lamothe maréchal de camp	1 600	180	De Dunkerque	À Nieuport	Entrée par la porte de Dunkerque. Les troupes de Dunkerque récupèrent les troupes de Furnes, à Furnes	35
	1 000	0	De Furnes			11
	2 600	180				
Le comte de Coigny lieutenant général	1 200	300	De Tournai	À Oudenarde	Entrée par la porte de Tournai	36
De Bezons maréchal de camp	1 000	120	De Tournai	À Ath	Entrée par la porte de Tournai	31
D'Artagnan lieutenant général	1 500	360	De Valenciennes	À Mons	Entrée par la porte de Bertaimont. Les forces du Quesnoy et de Valenciennes fusionnent à Valenciennes, avec celles de Condé aux environs d'Hensies.	40
	500	120	De Condé			34
	750	90	Du Quesnoy			48
	2 750	570				

De Courtebourne maréchal de camp	1 000	180	De Maubeuge et de Beaumont	À Charleroi	Entrée par la porte de Bruxelles. Infanterie de Beaumont. Cavalerie de Maubeuge.	53 de Maubeuge 27 de Beaumont
De Ximenez, lieutenant général	750	0	De Philippeville	À Namur	Entrée par la porte de Charleroi. Les deux colonnes suivent des routes séparées. Elles ne se retrouvent qu'à Charleroi.	44
	750	120	De Givet et Charlemont			51
	1 500	120				
D'Albergotti, maréchal de camp	1 000	420	De Longwy	À Luxembourg	Entrée par la porte de Longwy	30
	1 500	540	De Thionville			36
	2 500	960				
TOTAL des hommes engagés	12 550	2 430				

La revue des Relations véritables nous donne le résultat de cette mission :

« L'entrée des troupes de Sa Majesté Très Chrétienne s'est faite avec beaucoup d'ordre et sans qu'il y ait eu la moindre difficulté. »¹⁰⁹

Dans ses mémoires, le duc de Saint-Simon confirme cette analyse :

« Les mesures furent si secrètes et si justes, et leur exécution si profonde, si exacte et à si point nommé que le dimanche matin six février, les troupes françaises entrèrent toutes au même instant dans toutes les places espagnoles des Pays-Bas à portes ouvrantes, s'en saisirent, prirent les troupes hollandaises entièrement au dépourvu, les surprisent, les dépotèrent, les désarmèrent, sans que dans pas une il fût tiré une seule amorce. »¹¹⁰

Le résultat de cette opération est en effet éclatant. Saint-Simon loue son organisation et son exécution. Effectivement, elle a été solidement préparée par le marquis de Puységur, bien coordonnée par le maréchal de Boufflers, et surtout magistralement exécutée par les officiers. En observant le tableau ci-dessus, on se rend compte que la distance entre les casernes françaises et les places hollandaises n'excède jamais un jour de marche, que cela soit pour la cavalerie ou pour l'infanterie. En matière de planification et de logistique, c'est d'une importance capitale. Dans une province aussi densément peuplée que les Pays-Bas méridionaux, la notion de rapidité et de surprise ne peut pas s'appliquer si les colonnes se trouvent dans l'obligation de bivouaquer. En plus de l'obscurité, le départ de nuit élargit le créneau d'exécution de la manœuvre. Le marquis de Puységur et le maréchal de Boufflers veulent ainsi mettre toutes les chances de leur côté. Ils sont aidés par les infrastructures de la province. Les voies empruntées par les armées du roi de France sont des axes d'invasion connus. À la différence de la Hongrie (hors voie danubienne), les routes sont généralement de très bonne qualité dans cette partie de l'Empire Habsbourg. Ce constat est d'autant plus vrai lorsqu'il s'agit de voies militaires, car elles font l'objet d'un soin tout particulier. Un bon état des infrastructures facilite ainsi grandement la vitesse de déplacement, ce qui est un véritable atout pour le bon déroulement d'une mission. Les différents éléments exposés font que les colonnes françaises n'ont eu à combattre dans aucune des sept places. Les portes se sont ouvertes grâce à la collaboration des gouverneurs espagnols qui ont été au préalable mis au

¹⁰⁹ *Relations Véritables* du 11 février 1701, dans Louis-Prosper Gachard, *Ibid.*

¹¹⁰ Louis de Rouvroy, duc de Saint-Simon, *Mémoires*, V. 2 : 1700-1703, Paris, Collection Lettres Classiques, 2011, p.134.

secret par les représentants du roi d'Espagne. Les garnisons hollandaises sont mises rapidement et simultanément aux arrêts par les gouverneurs et les officiers des différents détachements, sur ordre du roi d'Espagne :

« Les gouverneurs espagnols et les officiers de nos troupes leur déclarèrent qu'ils n'avaient rien à craindre, mais que le roi d'Espagne voulait de nos troupes au lieu des leurs, et qu'ils demeureraient arrêtés jusqu'à ce qu'on eut reçu les ordres du roi. »¹¹¹

Les dirigeants des Provinces-Unies ne manquent pas de protester et de réclamer le retour de leurs troupes. Louis XIV accepte la demande. Une décision que critique ouvertement Saint-Simon :

« Ils furent très différents de ce qu'ils attendaient et de ce qu'on devait faire. L'ardeur de la paix fit croire au roi qu'en renvoyant des troupes libres avec leurs armes et toutes sortes de bons traitements, un procédé si pacifique toucherait et rassurerait les Hollandais qui avaient jeté les haut cris à la nouvelle de l'introduction de nos troupes, et leur persuaderait d'entretenir la paix avec des voisins, des bonnes intentions desquels ils ne pouvaient plus douter après un si grand effet. Il se trompa. »¹¹²

L'écriture des mémoires étant postérieure aux faits, il est aisé pour le duc de Saint-Simon d'user d'ironie pour juger la décision du Roi-Soleil. À l'instar des historiens, il aurait également pu lui reprocher de ne pas restituer les quinze mille Hollandais. En vertu du droit international, la France n'était pas officiellement en guerre avec les Provinces-Unies, elle n'avait donc pas à emprisonner ces hommes. L'état de paix avantage la dynastie des Bourbons puisqu'elle est en possession de tout l'héritage des Habsbourg d'Espagne, et la France a la tutelle des Pays-Bas méridionaux. Louis XIV se doit de garantir le nouvel équilibre forgé dans le testament de Charles II. La guerre semble inévitable, mais il reste encore une chance de maintenir la paix avec les Anglo-hollandais. La libération des vingt-deux bataillons hollandais et leur renvoi avec les honneurs doivent garantir ses chances.

« Le vendredi onze février, c'est-à-dire six jours après l'occupation des places et la détention des vingt-deux bataillons hollandais, l'ordre du roi partit, portant liberté de s'en aller chez eux avec armes et bagages, dès qu'ils seraient rappelés par les États.

¹¹¹ Louis de Rouvroy, duc de Saint-Simon, *Ibidem*.

¹¹² Louis de Rouvroy, duc de Saint-Simon, *Ibidem*.

Ce fut vingt-deux, très bons bataillons tout armés et tout équipés qu'il leur renvoya, qui leur auraient fait grande faute, qui les auraient mis hors d'état de faire la guerre, et par conséquent fort déconcerté l'Angleterre, l'empereur, et toute cette grande alliance qui se bâtissait et qui s'organisait contre les deux couronnes.»¹¹³

Ils sont ainsi expulsés des Pays-Bas espagnols par les Bourbons. Contrairement à ce qu'écrit Saint-Simon, le roi de France ne prend pas beaucoup de risques en libérant ces quinze mille hommes. Le mémorialiste manque de pertinence dans son analyse, peut-être même d'honnêteté. Les Hollandais disposent d'une armée honorable en termes d'effectifs, et elle est liée à celle des Britanniques par Guillaume III d'Orange, alors roi d'Angleterre et Stathouder de cinq des sept Provinces-Unies. Au début de la guerre, les forces terrestres anglo-hollandaises regroupent 100 000 hommes. Elles peuvent être complétées par l'apport extérieur de troupes mercenaires allemandes, payées avec de l'argent issu du commerce de ces deux nations marchandes. Bien que les troupes de garnison cantonnées dans les sept places de la Barrière soient bien équipées et expérimentées, leur mise en captivité ne peut en aucun cas inciter les Provinces-Unies à se retirer de la Grande-Alliance.

Le renforcement de la présence militaire française et la rupture avec les puissances maritimes

Le départ des Hollandais est loin d'être une libération pour les habitants de la province. Des troupes d'occupation remplacent finalement d'autres troupes d'occupation. Seuls les uniformes et la nationalité changent. La population locale doit approvisionner de nouvelles troupes étrangères, bien moins populaires que les Hollandais. Les Français sont en effet détestés en raison des nombreuses guerres menées par Louis XIV dans les Pays-Bas espagnols depuis son avènement. L'armée française possède une image d'agresseur chronique de la province, provoquant malheur et désolation. Comme le soulignent les historiens néerlandais Olaf Van Nimwegen et Jan de Jongste¹¹⁴, les fortifications de la Barrière ont une importance capitale aux yeux de la population des Provinces-Unies.

¹¹³ Louis de Rouvroy, duc de Saint-Simon, *Ibidem*.

¹¹⁴ Olaf Van Nimwegen, *The Dutch Barrier. Its origins, creation, and importance for the Dutch Republic as a great power, 1697-1718*, dans Jan de Jongste, *Antonie Heinsius and the Dutch Republic 1688-1720. Politic, war, and finance*, La Haye, *Institute of NetherlandsHistory*, 2002, p. 147.

Ce vaste rempart protège la république marchande contre une nouvelle incursion française. La perte de ce glacis rend vulnérables les provinces hollandaises. Suite à ce succès, les marquis de Puységur et de Bedmar, ainsi que le comte Bergeyck¹¹⁵, proposent d'étendre l'emprise des troupes françaises aux Pays-Bas méridionaux en appliquant leur projet d'occupation de la Gueldre espagnole. Le cinq mars 1701, soit un mois après la prise des places de la Barrière, les premiers contingents sont envoyés en Gueldre espagnole. Ces mouvements de troupes s'étalent tout au long du mois de mars pour finalement prendre position dans les villes de Ruremonde, Gueldre, Venloo, Stephenswert, Stralen, et Herklens. Au-delà des renforts transvasés d'une place forte à l'autre, une réorganisation tactique est opérée pour donner une cohésion défensive à l'ensemble. La frontière avec les Provinces-Unies est divisée en trois secteurs distincts. Tout d'abord, le premier corps d'armée protège les rives de la mer du Nord jusqu'au Namurois. Il est placé sous l'autorité du marquis de Bedmar (commandant des forces espagnoles) qui se trouve déjà dans ce secteur, à Bruxelles. En plus de sa charge militaire, l'espagnol Bedmar doit en effet participer au gouvernement de l'ensemble des provinces avec le comte Bergeyck. Puis, le second est installé aux alentours de Liège pour immobiliser une partie de l'armée hollandaise¹¹⁶ stationnée au Limbourg. Le prince Alberto Octavio Serclaes¹¹⁷ doit ainsi interdire l'accès à la principauté de Liège, à la vallée de la Meuse et à la route de Cologne. Enfin, le troisième corps d'armée est donné au comte de Tallard, anciennement ambassadeur à Londres, pour qu'il renforce les défenses de l'électorat de Cologne. À la demande de l'Electeur Joseph-Clément de Bavière, des hommes et des munitions sont également envoyés dans deux places fortes de l'électorat situées sur le Rhin¹¹⁸. Par la suite d'autres villes stratégiques reçoivent aussi des renforts supplémentaires. C'est le cas d'Anvers dans le premier secteur, de Liège dans le second et de Bonn dans le troisième. Une ligne de retranchement est enfin façonnée pour renforcer le dispositif tactique et organisationnel mis en place le long de la frontière des Provinces-Unies. Chaque ouvrage

¹¹⁵ Jean de Brouchoven, comte de Bergeyck, prend de l'importance dans le gouvernement des Pays-Bas suite au départ du gouverneur général Maximilien-Emmanuel de Bavière pour défendre son électorat menacé par l'empereur. Nous y reviendrons en détail au sujet du comportement des élites locales face à l'ingérence française et du régime Anjouin.

¹¹⁶ A proximité de Maastricht, on trouve une force conséquente composée de vingt-deux bataillons d'infanterie, et de treize escadrons de cavalerie.

¹¹⁷ Alberto Octavio Serclaes de Tilly est un général espagnol qui voit le jour à Bruxelles le 22 décembre 1646 et meurt le 10 septembre 1715 à Barcelone. Il sert dans les armées des Pays-Bas et de la principauté de Liège avec un grade très élevé. Général en chef des armées liégeoises en 1689 et maître de camp des armées des Pays-Bas en 1698, il prouve sa valeur militaire à de nombreuses reprises lors des guerres du règne de Louis XIV. Il est fait prince en 1693. A la mort de Charles II en 1700, il se rallie à Philippe V contre Léopold Ier. Son allégeance s'avère sans faille comme en témoigne l'affaire de Mesia y Guzman où il dénonce la conspiration de ce capitaine général de Catalogne contre Madrid. Il participe aux premières campagnes dans les Pays-Bas méridionaux (1701 – 1702) avant d'être rappelé en péninsule ibérique, comme de nombreux cadres espagnols.

¹¹⁸ Les deux villes du Rhin qui sont renforcées sont Kaiserswerth et Rhinberg.

fortifié est ainsi renforcé en prévision d'une attaque qui paraît inéluctable. Jusqu'à la fin de l'été de l'année 1701, les Français se préparent à la guerre contre les Hollandais alors qu'il n'y a encore aucune déclaration de guerre officielle. Le maréchal de Boufflers conserve le commandement de l'ensemble depuis son quartier général qu'il fixe à Diest, dans le nord de la province du Brabant. Si l'on considère cela comme un acquis, les attaques diplomatiques proférées à l'encontre de l'Angleterre et des Provinces-Unies dans les semaines qui suivent le mois de janvier 1701 ne peuvent être considérées comme autant d'erreurs diplomatiques, mais bien comme une série de provocations délibérées. En quelques mois, Louis XIV vient d'exporter la future guerre de Succession aux Pays-Bas méridionaux, à une centaine de kilomètres au nord du royaume de France. Avant même le début du conflit, les provinces belgiques sont donc impactées par la guerre au travers des préparations défensives de l'armée française et des mouvements de troupes. Avec la bénédiction de Philippe V, les Pays-Bas méridionaux passent ainsi sous occupation française. Le changement de dynastie en Espagne intègre cette riche province à la sphère d'influence bourbonnienne. La province n'est plus un avant poste pour les garnisons hollandaises ou un glacis devant protéger les Provinces-Unies. Naturellement, ces changements géopolitiques conduisent à la formation d'une coalition anti-française, puis à la guerre. Malgré l'invasion des places de la Barrière, les Anglo-hollandais reconnaissent dans un premier temps le testament de Charles II d'Espagne, certainement pour gagner du temps. Les négociateurs autrichiens prennent le contrepied des actions françaises. Ils donnent des assurances à Londres et à La Haye dans les domaines du commerce et des colonies. Poussé par les whigs et les milieux commerçants, le roi - stathouder propulse l'Angleterre et les Provinces-Unies dans la guerre aux côtés de Léopold Ier et du nouveau roi de Prusse, au sein d'une grande coalition. Au cours de l'année 1701, les puissances maritimes abandonnent progressivement leur neutralité pour préserver les intérêts de leur commerce colonial et européen. Les puissances maritimes possèdent les moyens matériels, humains et financiers de s'opposer à la volonté des Bourbons. En effet, en plus des vingt-deux bataillons devant être libérés à la suite de la perte des forteresses de la Barrière, les Provinces-Unies concentrent environ cent trente-cinq mille hommes. Le lieutenant général de Vault détaille leur composition¹¹⁹ : soixante-quinze mille Hollandais, quinze mille Danois, dix mille Prussiens, douze mille Lunebourgeois¹²⁰, dix mille Hanovriens, huit mille hommes d'Hesse-

¹¹⁹ Lieutenant général de Vault, *Mémoires militaires relatifs à la guerre d'Espagne sous Louis XIV*, vol. 2, t. 1, Paris, Imprimerie royale, 1836, p. 458.

¹²⁰ Soldats appartenant à l'électeur de Hanovre. A l'inverse des princes de Wolfembüttel, Ernest-Auguste de Hanovre avait reçu en 1692 la dignité d'électeur qu'il convoitait, malgré les intrigues de la France. Il est logique de le voir s'engager aux côtés de l'empereur et de ses alliés.

Cassel, et cinq soldats du duché de Mecklembourg-Schwerin. À partir du mois de juin 1701, ils sont rejoints par treize mille soldats de l'armée anglaise. Ils se positionnent dans la ville de Bréda, sous le commandement de Marlborough. L'armée anglaise précède leur roi. Le renfort britannique porte à cent quarante-huit mille hommes les forces en état de combattre. Cela représente deux fois l'armée française qui ne concentre que soixante-quinze mille hommes. Louis XIV s'applique à renforcer de jour en jour ses effectifs aux Pays-Bas méridionaux, faisant peser un poids de plus en plus lourd sur les populations locales concernant l'entretien en nature de cette armée. L'arrivée de ce corps expéditionnaire modeste est un préalable. C'est un fort signe de solidarité adressé aux Hollandais. C'est également une mise en garde envoyée à la France, même si le roi d'Angleterre assure au comte d'Avaux¹²¹ sa volonté de préserver la paix et la simple sécurité de la République. C'est bien évidemment un mensonge diplomatique. Guillaume III quitte Londres pour La Haye. Le roi-stathouder vient y rencontrer les États-Généraux de la République en qualité d'allié anglais, mais aussi de chef de la politique extérieure des Provinces-Unies, au nom de sa charge de stathouder. Au mois de juillet 1701, il signe un traité d'assistance défensive et offensive avec les représentants de l'empereur et le Grand Pensionnaire de Hollande.

La guerre de Succession d'Espagne en Belgique

Les campagnes militaires aux Pays-Bas méridionaux

Les troupes françaises entrent aux Pays-Bas méridionaux dans la nuit du cinq au six février 1701 et emportent, au petit matin, les places fortes de la Barrière gardant la frontière avec la France. À la suite de cette prise, le nord de la province espagnole est fortifié pour prévenir une réaction des forces hollandaises. La guerre dans ce territoire périphérique ne débute qu'au moment de la campagne de 1702, c'est-à-dire après la déclaration de La Haye. La France perd rapidement les ouvrages défensifs du nord de la province espagnole, édifiés quelques mois plus tôt. Cette année-là, elle perd les villes de Ruremonde, Venloo et la citadelle de Liège. L'année suivante en 1703, les Anglo-hollandais poursuivent leur avancée en prenant Huy, le pays de Vaes et une grande partie de la principauté de Liège. Ce recul

¹²¹ Alors ambassadeur de France en Angleterre.

entamé l'année précédente est stoppé après la victoire franco-espagnole à la bataille d'Ekeren le trente juin 1703. Les campagnes de 1704 et de 1705 se déplacent sur le front d'Allemagne et les opérations sont réduites sur le front des Pays-Bas. Les Français profitent de l'absence de Marlborough en bombardant Namur le vingt juillet 1704, puis en prenant la ville de Diest le vingt-quatre novembre 1705. L'année 1706 constitue un tournant décisif en faveur de la Grande Alliance de La Haye. Cette année voit la victoire de la coalition à la bataille de Ramillies. Guénot-Lecoite explique bien la rupture que constitue cette bataille :

« Le 23 mai [1706], jour de la Pentecôte, l'Électeur de Bavière et le maréchal de Villeroy furent entièrement mis en déroute par le duc Marlborough dans les plaines de Ramillies en Brabant. Cette mémorable victoire qui sépare deux époques, détruisit les espérances ambitieuses de la France, ruina l'avenir de l'Espagne [aux Pays-Bas] et raffermir la puissance chancelante de l'Empire. »¹²²

Les Français sont effectivement en déroute et sont dans l'obligation de reculer vers la frontière française et la ceinture de fer de Vauban. Dans leur retraite les troupes franco-espagnoles perdent les principales villes de Flandre et du Brabant : Anvers, Malines, Bruxelles, Gand, Ostende, Audenarde. Après cette percée, les Anglo-hollandais s'attribuent le gouvernement des Pays-Bas espagnols au nom du roi d'Espagne Charles III de Habsbourg, le prétendant espagnol de la branche viennoise, Philippe V n'étant plus reconnu par la Grande Alliance en 1706. L'année suivante marque une accalmie. Les puissances maritimes ont besoin de consolider leur avancée et les Français sont dans l'obligation de reconstituer leurs forces en vue de contre-attaquer. Dès 1708, les troupes de Louis XIV, de Philippe V et du gouverneur général de Bavière tentent de reconquérir les territoires perdus en 1706. Leurs progressions sont brutalement arrêtées après une nouvelle défaite majeure à la bataille d'Audenarde le onze juillet 1708. Dans la retraite, la ville de Lille est perdue fin 1708. Désormais retranchés dans les places fortes de la frontière, les Franco-espagnols ne prennent plus d'initiative sur le plan militaire. Face au bilan désastreux de la guerre aux Pays-Bas pour Louis XIV, des négociations de paix sont entamées à La Haye par le président Rouillé, alors représentant de la France auprès du gouverneur général Maximilien-Emmanuel de Bavière. Aussi, la France comme les Pays-Bas méridionaux sortent très affaiblis du très rigoureux hiver de 1709. Comme nous le verrons plus en avant, le dérèglement climatique ruine les cultures, provoque une importante disette et fait exploser la mortalité. La démographie

¹²² Guénot-Lecoite, *Précis de l'Histoire moderne de la Belgique*, t. 2, Bruxelles, Société belge de Librairie, 1836, p. 389.

constituant la principale richesse d'une nation à l'époque moderne, cette crise est extrêmement grave, d'autant plus que la guerre se poursuit. Pendant ces négociations, aucune trêve n'est en effet signée entre les belligérants. Les puissances maritimes profitent de leur avantage. Ils prennent la ville de Tournai le vingt-neuf juillet 1709, puis Mons le vingt octobre de la même année, après avoir essuyé une défaite à quinze kilomètres plus au sud à la bataille Malplaquet le onze septembre. Le mois de mars 1710 voit l'ouverture de nouvelles négociations à Geertruidenberg¹²³ avec les puissances maritimes. Comme en 1709, elles n'aboutissent pas en raison de trop grandes exigences¹²⁴ de la part d'alliés qui cherchent à tirer profit de leurs succès des campagnes de 1708 et 1709. La mort de Joseph Ier le onze avril 1711 constitue une autre date capitale dans le conflit aux Pays-Bas durant la guerre de Succession d'Espagne. Le décès de l'empereur place automatiquement le prétendant Charles sur le trône de son frère, alors sans héritier mâle depuis la mort prématurée de son fils Léopold (1700-1701). Charles toujours prétendant à la couronne d'Espagne peut regrouper sous sa couronne l'ensemble des terres des deux branches habsbourgeoises séparées depuis 1556. Ce regroupement représenterait alors un danger de monarchie universelle sur le modèle de Charles Quint. Une monarchie qui pourrait bouleverser les équilibres diplomatiques entre les nations, une idée que défendent les puissances maritimes. La Grande Alliance vacille suite à cette succession. Les monarchies bourboniennes ne sont plus les principaux dangers. Subitement, le contexte géopolitique redevient favorable à un retour de la paix en Europe. Cet aspect est favorisé par la politique de conciliation que mène Charles vis-à-vis de la Hongrie et de la France. Dès janvier 1702, des conférences sont ouvertes en vue de signer un traité de paix à Utrecht. Aucune trêve n'étant en vigueur, les Franco-espagnols tentent de trouver une posture plus favorable dans les négociations diplomatiques en reprenant l'initiative sur le plan militaire. La campagne de 1712 voit une violente contre-attaque française sur la frontière. Les troupes de Villars, désormais à la tête de l'armée de Flandre, remportent la bataille de Denain et reprennent les villes de Douai, du Quesnoy et de Bouchain. Cette stabilisation du front et les victoires franco-espagnoles facilitent les négociations grâce à la constitution d'un statu quo sur le front. La paix d'Utrecht est signée le onze avril 1713. Celle-ci est séparée et ne se fait qu'avec les puissances maritimes. L'empereur n'étant pas satisfait des clauses poursuit la guerre seul sur le Rhin jusqu'aux paix de Rastadt le six mars 1714 et de Bade le sept septembre 1714. Les Pays-Bas sont rendus à l'empereur le quatre février 1716 après la signature du difficile accord de la Barrière le quinze novembre 1715. L'Édit de la

¹²³ Aujourd'hui Mont Saint-Gertrude dans le Brabant septentrional.

¹²⁴ Les puissances maritimes demandent à Louis XIV de détronner lui-même son petit-fils du trône d'Espagne.

pragmatique sanction n'est promulgué qu'en 1713. Elle n'intervient de manière effective qu'en 1740 avec l'avènement de Marie-Thérèse suite à la succession de son père, l'empereur Charles VI.

Le poids des contributions financières et des réquisitions : le cas de la province de Hainaut

Au tournant du XVIII^e siècle, la province de Hainaut est en déficit de 156 932 livres. Ses recettes s'élèvent à 870 000 livres¹²⁵ alors que ses dépenses sont de 1 026 932 livres¹²⁶. Les archives de l'État du Hainaut nous donnent le détail de ses recettes. La province peut compter sur deux mannes importantes. Tout d'abord sur 360 000 livres issus du vingtième, puis sur 360 000 livres d'impôts indirects tirés du commerce de la bière, du vin, du sel, du tabac et des bestiaux. La part la plus importante des charges financières provient des pensions et des rentes. Depuis les années 1650 et depuis la vente massive des offices par l'État espagnol pour financer la guerre contre la France, cette section budgétaire est particulièrement lourde à porter pour les États. Comme nous l'avons vu dans le cadre des réformes administratives et fiscales tentées par Madrid et Bruxelles dans la seconde moitié du XVII^e siècle, les États s'en plaignent et demandent la réduction du nombre d'officiers pour administrer les Pays-Bas et les États provinciaux. Bien qu'entendue par le souverain espagnol, cette demande légitime à la vue des comptes n'est pas appliquée en raison de la résistance des élites menacées par cette mesure. Elle risque tout simplement de leur enlever un office payé à prix d'or et leur garantissant un statut social enviable. Le montant des pensions et des rentes correspond à 43,76 % des dépenses totales de la province de Hainaut pour l'année 1700, c'est-à-dire 449 432 livres. En supplément de cette section comptable, il faut ajouter l'aide financière votée par les États provinciaux au pouvoir central bruxellois et madrilène. En 1700, cette contribution financière est de 200 000 florins. Comme en Hongrie, les États provinciaux négocient chaque session le montant de cette contribution financière. Ainsi, l'année précédente en 1699, le pouvoir central avait exigé 450 000 florins. Après discussion, l'assemblée provinciale n'a voté que 180 000 florins d'aide. Durant l'ensemble de la guerre de Succession d'Espagne, les demandes d'aides et les contributions votées vont en s'accroissant.

¹²⁵ Archives de l'Etat du Hainaut, II, année 1700.

¹²⁶ *Ibidem*.

Après l'entrée des troupes françaises aux Pays-Bas méridionaux et la prise de Mons¹²⁷ dans la nuit du cinq au six février 1701, le régime anjouin centralisé et bourbonien s'impose à l'ensemble de la Belgique. Dans le Hainaut, Philippe V nomme Jean-François de Roisin, marquis et chevalier de son état, intendant de la province. Ce modèle des intendants est imposé aux Pays-Bas par la réforme politique mise en œuvre par le comte Bergeyck. Elle renforce la centralisation des pays autour du Conseil royal qui siège à Bruxelles jusqu'en 1706, puis à Mons. Les États provinciaux de Hainaut ne s'opposent pas à cette nomination qui remplace la charge traditionnelle de Grand-Bailli de la province, alors tenue par Ferdinand de Croy, comte du Rœulx¹²⁸. Cette reconnaissance se fait à la condition que l'intendant Jean-François de Roisin ne porte aucune atteinte aux privilèges du pays¹²⁹. La guerre éclate officiellement dès 1702 à l'initiative de la Grande Alliance de La Haye. Si les privilèges sont globalement respectés, le régime de Philippe V impose une forte pression fiscale tout au long du conflit. L'évolution du montant des contributions illustre cet aspect.

Années ¹³⁰	Contribution financière votée par les États du Hainaut (florins)	Contribution demandée par le Conseil royal (florins)
1703	150 000	450 000
1704	260 000	500 000
1705	280 000	500 000

En 1706, on observe une diminution des contributions à 200 000 florins d'aide. Cette valeur se stabilise jusqu'en 1708 à un montant similaire. Devant l'avancée des troupes alliées en Flandre, puis vers le Hainaut à partir de 1709, la contribution chute à 160 000 florins sans aucune contestation d'un Maximilien-Emmanuel militairement et politiquement de plus en plus affaibli à la suite des défaites françaises de Ramillies (1706), d'Audenarde et de Lille

¹²⁷ Le récit de la prise de Mons par les troupes françaises est consultable aux archives de la ville de Mons.

¹²⁸ La prestation de serment date de février 1702.

Archives de l'Etat du Hainaut, février 1702.

¹²⁹ Archives de l'Etat du Hainaut, juillet 1702.

¹³⁰ Archives de l'Etat du Hainaut, années correspondantes.

(1708). Après la chute de Mons et le repli du Conseil royal à Namur, les Anglo-hollandais administrent le Hainaut. Dans la volonté du condominium anglo-batave et de l'Autriche de s'appuyer sur les institutions politiques traditionnelles et de nier la réforme anjouine, la charge de Grand-Bailli est rétablie. Elle est confiée à Léopold-Charles d'Arenberg, duc d'Aerschot et de Croy par la lettre de l'empereur Joseph Ier datée de Vienne¹³¹ le douze décembre 1709. Les États provinciaux hennuyers se rallient volontiers à cette nouvelle administration. Le montant de l'aide votée en 1710 doit le prouver aux administrateurs alliés. Avant de revenir à des montants comparables à la période française pour les années 1711, 1712, 1713 et 1714, la contribution de 1710 est bien supérieure à celles accordées au Conseil royal sur la période 1703 – 1705.

Années¹³²	Contribution financière votée par les États du Hainaut (florins)	Contribution demandée par le Condominium anglo-batave (florins)
1710	438 000	450 000
1711	200 000	500 000
1712	200 000	500 000
1713	180 000	500 000
1714	280 000	500 000

À ces contributions financières des deux administrations s'ajoutent les contributions en nature. En plus des 438 000 florins votés en 1710, 90 000 florins de subsides extraordinaires sont accordés aux alliés pour l'approvisionnement en vivres et en fourrage des garnisons en quartier d'hiver. La nomination de Léopold-Charles d'Arenberg, duc d'Aerschot et de Croy est également bien accueillie, puisque l'Assemblée provinciale accorde 10 000 florins supplémentaires pour l'achat de cadeaux à l'occasion du mariage du Grand-Bailli avec la fille

¹³¹ Emile Dony, *Histoire du Hainaut de 1433 à nos jours*, Charleroi, Imprimerie provinciale, 1925, p. 256.

¹³² Archives de l'Etat du Hainaut, années correspondantes.

d'un noble italien¹³³. Le volume de cette contribution en nature sert de base de discussion à l'Assemblée provinciale pour faire diminuer la contribution financière. Comme les députés de la Diète de Hongrie avec le revenu des mines, les députés font valoir le montant des contributions en nature pour faire diminuer la somme de l'aide à verser en florins au pouvoir central. Dans la province du Hainaut, il s'agit principalement de réquisitions militaires et agricoles comprenant du fourrage et des chevaux de remonte. En 1703, la contribution financière exigée par le Conseil royal est de 45 000 florins, les États ne versent que 150 000 florins auxquels il faut ajouter la somme de 50 000 florins correspondant au montant des contributions en nature¹³⁴. Sur le plan local, l'Assemblée des États de Hainaut pourrait correspondre aux assemblées des comitats hongroises. Comme les députés magyars, les députés hennuyers ont le pouvoir de formuler des remontrances. Appelés *Gravamina* en Hongrie, les sujets principaux des doléances belges portent sur les levées militaires, les contributions et les réformes fiscales. À ce titre, on peut citer la question du renforcement de la taxe sur les papiers timbrés¹³⁵ en 1704, une réforme très impopulaire dans la France de la seconde moitié du XVIIe siècle, notamment en Bretagne et en Normandie. Les différentes administrations qui se succèdent aux Pays-Bas méridionaux cherchent à faire peser une partie du poids financier de la guerre sur les provinces et les populations. À ces demandes financières et matérielles formulées aux États provinciaux par les gouvernements centraux, s'ajoutent les réquisitions opérées en territoires ennemis par les armées des belligérants.

Vivre sur le pays ou le ravage des terres agricoles et seigneuriales

Au-delà des opérations militaires, le ravitaillement des troupes en campagne est essentiel. Cet impératif logistique représente un poids important sur les épaules des populations locales. La présence de deux armées d'environ 100 000 hommes et de nombreuses garnisons vivant sur le Pays, empêche la paysannerie provinciale d'entretenir sereinement les cultures et d'engranger des réserves. Le printemps et l'été sont les deux saisons les plus favorables pour effectuer de grandes manœuvres et des raids en territoire ennemi. Ces mois correspondent également à la période des foins et des moissons. Ces

¹³³ Le mariage à lieu en 1711. Son union a lieu avec Marie-Françoise Pignatelli, la fille du duc de Bisaccia. Famille originaire du royaume des Deux-Siciles.

¹³⁴ Fournitures militaires diverses, plus des chevaux de remonte.

¹³⁵ Archives de l'Etat du Hainaut, septembre 1704.

difficultés et les réquisitions provoquent une grave crise agricole en Belgique¹³⁶ durant la guerre de Succession d'Espagne. La rareté des céréales entraîne mécaniquement une inflation des prix des grains par le jeu de l'offre et de la demande. Depuis 1699, cette augmentation devient constante. Ce mouvement est la conséquence de la guerre de ligue d'Augsbourg qui ravage également les Pays-Bas. Le maximum de cette inflation est atteint en 1703.

Ailleurs, dans les régions non exposées aux combats, on n'observe aucunement cette flambée des prix. Les marchés d'Amsterdam, Ruremonde, Cologne ou encore Charleville sont ainsi épargnés, car ils ne sont pas situés dans la zone de front. Ici, les récoltes de seigle de 1702 sont bonnes, stoppant automatiquement la montée du prix des denrées agricoles¹³⁷ et permettant de reconstituer les stocks de vivres. La crise agricole du début de la guerre de Succession d'Espagne empêche les armées de se ravitailler correctement sur le pays, limitant leurs capacités d'actions. Les commissaires des forces anglo-hollandaises se retrouvent dans l'obligation de trouver de nouvelles sources d'approvisionnements et de puiser dans les stocks « nationaux ». Sur la demande de monseigneur de Million, alors gouverneur de la place forte de Huy, du fourrage est acheminé par la Meuse depuis la ville de Nimègue¹³⁸, le six janvier 1703. À cette date, les opérations militaires sont fréquentes dans la région. Dans la zone de front, il n'y a évidemment pas de trêve pour permettre à la paysannerie de moissonner. Le contrôle des centres et des lignes d'approvisionnements est un enjeu majeur pour le maréchal de Villeroy, le duc de Marlborough et le prince Eugène de Savoie. Pour compléter leurs approvisionnements venant de Nimègue, les alliés organisent également des razzias depuis la place de Maastricht contre la région d'Hesbaye. En face, les Français utilisent une tactique similaire. Au début de la guerre, les troupes de Louis XIV soutenues par des unités composées d'Espagnols et de Belges catholiques cherchent à reprendre la ville de Tongres aux alliés. Ayant besoin de grains et de fourrages, les escadrons français de cavalerie légère ravagent également cette région du centre de la Belgique. Ces mesures accablent les habitants des provinces du Brabant, de Hainaut, de Namur et de Liège. Les conséquences concrètes de ces exactions organisées se traduisent de deux manières dans les sources. D'abord, par les plaintes des Assemblées provinciales, à l'image de celle qu'adresse le Hainaut à Maximilien-Emmanuel de Bavière en 1706-1707, les États lui signifient que les

¹³⁶ Jean-Pierre Rorive, *Les misères de la guerre sous le Roi-Soleil*, Liège, Éditions de l'Université de Liège, 2000, p. 60.

¹³⁷ Bruno Dumoulin, *La principauté de Liège et l'Europe*, p. 21 – 27.

¹³⁸ S.H.A.T, Vincennes, A1, 1560, f° 13

campagnes et les villes sont dans la *dernière misère*¹³⁹. La situation apparaît effectivement dramatique en Hainaut où « *les pays sont en effet dépeuplés, les industries régionales sont détruites et les métiers locaux agonisent* »¹⁴⁰. Puis en témoignent aussi les correspondances des officiers de l'administration anjouine avec la lettre du Sieur de Bagnols, adressée depuis Bruxelles, au ministre français de la guerre Chamillart, le treize juillet 1703 :

*« Le pays de Liège est presque entièrement fourragé par les deux armées [...] il n'est pas possible qu'elles achèvent de le ruiner avant qu'elle soit finie ».*¹⁴¹

Au cours de l'été 1703, les alliés assiègent à leur tour Huy. Pour se ravitailler, ils continuent à vivre sur le pays et mettent à sac les terres alentour, notamment celles de l'abbaye de Val Notre-Dame entre Namur et Liège¹⁴². Ils adoptent ainsi la même posture que les Franco-espagnols. Elle s'avère en réalité tout à fait commune dans la conduite de la guerre à cette époque. Les populations locales en subissent nécessairement le poids de par la perte du fruit de leur labour, et les exactions¹⁴³ commises par des soldats ayant souvent l'attitude de conquérants. Bien sûr, ces malheurs ne se cantonnent pas à une région ou à une période bien précise, elles se prolongent de manière globalisée, et cela tout au long de la guerre. En réalité, les zones d'exactions correspondent aux déplacements des armées en campagne et suivent les lignes de communication. Les lieux de cantonnements estivaux, d'hivernage ou de siège constituent l'épicentre de ces pillages. Dans son ouvrage, Jean-Pierre Rorive dresse un éventail des lieux les plus touchés¹⁴⁴. C'est ainsi qu'il relève que les Français incendient la ville d'Hannut dans la province de Liège en 1704, bombarde Namur, la même année. Les Hollandais ont pour habitude de détruire les maisons des faubourgs avant de mettre le siège devant une place. En mai 1705, 40 000 Français campent entre les villes de Braives à Vinalmont en vue de reprendre la cité de Huy perdue en 1703. Comme deux ans plus tôt, pour les puissances maritimes, les vivres sont réquisitionnés dans la région pour approvisionner les forces assiégeantes. Les attaques contre les civils deviennent courantes dans la seconde moitié du XVIIe siècle. Cette tactique est largement employée par la France. Dans l'idée des

¹³⁹ Archives de l'Etat du Hainaut, II, Décembre 1706-1707.

¹⁴⁰ Emile Dony, *Histoire du Hainaut de 1433 à nos jours*, Charleroi, Imprimerie provinciale, 1925, p. 257.

¹⁴¹ S.H.A.T, Vincennes, A1, 1657, f° 189.

¹⁴² A.E.L, Liège, vol. 171, f° 292.

¹⁴³ Les exactions subies par les populations sont variées. Elles peuvent être liées aux personnes si elles sont physique avec les coups, les viols ou les meurtres... ou bien mentales avec des menaces proférées sur la personne elle-même, et/ou la famille, plus l'angoisse d'avoir perdu des réserves alimentaires en vue de l'hiver à venir. Elles sont aussi associées aux biens via la destruction des outils de production, du domicile ou la réquisition de bêtes de somme indispensables à la réalisation des travaux agricoles.

¹⁴⁴ Jean-Pierre Rorive, *Ibid*, p. 61 et suivantes.

stratégues de Versailles, elle doit faire plier l'adversaire ou retourner les populations contre l'occupant. Sous le règne de Louis XIV, ces entreprises macabres ravagent aussi bien des territoires entiers, comme le Palatinat en 1674 et en 1689, que des villes. C'est le cas avant la mort de Charles II d'Espagne avec le bombardement de Bruxelles de 1695 ou d'Alger en 1682. Durant la guerre de Succession d'Espagne aux Pays-Bas, les Français récidivent à Hannut et à Namur comme nous l'avons vu. Le gouverneur général Maximilien-Emmanuel de Bavière se « convertit » également à ce procédé peu honorable.

À la suite de la chute de Lille, le représentant de Philippe V quitte Mons le vingt-six novembre 1708 pour aller bombarder Bruxelles. Cette tentative est rapidement stoppée par les forces anglo-hollandaises. Le gouverneur et Électeur de Bavière doit se retirer en toute hâte¹⁴⁵. De manière générale, on observe une réduction des opérations contre les civils à partir de la défaite française de Ramillies de mai 1706. Du fait de la retraite des Franco-espagnols, une grande partie de la Belgique est désormais épargnée par les pillages et les razzias, même si elles persistent. Cette bataille est un coup d'arrêt majeur pour Louis XIV en Belgique. Ses armées reculent du centre et de l'ouest de la province espagnole et perdent définitivement l'initiative des opérations. Elles ne cantonnent plus qu'à la protection des régions allant de Lille à Namur. Située au centre, la ville de Mons devient un des principaux avant-postes de la frontière septentrionale du royaume du Lys. Elle accueille logiquement le Conseil royal en exil, après la perte de Bruxelles, puis de Gand. Après Lille, les efforts des alliés se portent sur la région de Mons. Battu tactiquement¹⁴⁶ à Malplaquet par les troupes des maréchaux Villars et Boufflers, le duc de Marlborough se replie alors sur Mons encore aux mains des troupes franco-espagnoles. Après Malplaquet, la garnison de 3 500 hommes ne peut plus compter sur l'arrivée d'une armée de secours pour briser ce siège. Dans le cadre de ce contexte désespéré, les États du Hainaut et le magistrat de Mons envoient une première délégation au commandant de la garnison pour lui demander de se rendre afin d'éviter des destructions urbaines inutiles. En parallèle, une seconde ambassade est dépêchée dans le petit village d'Havré où l'État-major allié prend ses quartiers en vue du siège. Elle doit convaincre Marlborough d'offrir la reddition à la garnison de Mons. Ces tentatives raisonnables de médiations se soldent par un échec. Les Anglo-hollandais mettent le siège devant la ville le vingt-six septembre 1709. La résistance désespérée de la garnison provoque la destruction

¹⁴⁵ Emile Dony, *Histoire du Hainaut de 1433 à nos jours*, Charleroi, Imprimerie provinciale, 1925, p. 255.

¹⁴⁶ Les pertes anglo-hollandaises sont si importantes (23.000 hommes contre 11.000 côté français) qu'il est impossible de poursuivre l'armée française qui se replie sur Valenciennes et Maubeuge. C'est en cela, que la bataille de Malplaquet du 11 septembre 1709 est une défaite tactique pour les puissances maritimes.

d'une partie de la ville, qui essuie un bombardement intense durant plus de trois semaines. La ville capitule le vingt octobre 1709. Plus de deux cents bâtiments sont fortement endommagés¹⁴⁷. La capitale du Hainaut sort ravagée d'un siège dont l'issue était inéluctable.

Si la paysannerie est impactée par la guerre, le conflit engendre également des effets néfastes sur la rentabilité de domaines nobiliaires exploités par les paysans. On voit des seigneurs qui abandonnent leurs possessions ou refusent de nouvelles terres en héritage. En raison de la guerre (raids, pillages), ils n'en tirent plus aucun bénéfice. C'est l'exemple du seigneur de Lens Saint-Gervais qui, le vingt-neuf octobre 1704, renonce à hériter de seize bonniers¹⁴⁸ de terres et deux de pré qui appartenaient auparavant à la baronne de Tavier. Dans son ouvrage, *les campagnes de Louis XIV*, Florent Ista relève ce témoignage qui confirme la chute de la rentabilité des terres seigneuriales. En Belgique, le cas de la baronne de Tavier n'est pas isolé en raison de l'intensité des combats qui s'y déroulent durant la guerre de Succession d'Espagne :

« [...] des évènements de cette rude guerre, impuissant d'en continuer le labeur, n'en ayant rien retiré les dernières années, alors qu'il a dû payer sur celles-ci de grosses contributions. »¹⁴⁹

À ces destructions d'origine humaine, on peut ajouter celles issues des désagréments climatiques qui aggravent les premières. À la fin des années 1710, les conditions climatiques se dégradent dans toute l'Europe occidentale. Pour les populations, elles ajoutent une dimension tragique aux malheurs de la guerre. Les chroniques de 1708 – 1709¹⁵⁰, tout comme les mémoires historiques du XVIIIe siècle¹⁵¹, notent que le climat est épouvantable et d'une extrême vigueur.

Après le reflux français de 1706, le mauvais temps prend le macabre relais du cantonnement des troupes. Il achève de ruiner les récoltes encore debout. À l'image de la France, le printemps 1708 s'avère froid et particulièrement pluvieux aux Pays-Bas méridionaux. Les campagnes sont inondées, empêchant la bonne croissance des céréales. *A*

¹⁴⁷ Gilles Joseph de Boussu, *Histoire de la ville de Mons, ancienne et nouvelle, contenant tout ce qui s'est passé de plus curieux de son origine en 650 jusqu'en 1725*, Mons, Chez Jean-Nicolas Varret, 1725, p. 325.

¹⁴⁸ La partie wallonne des Pays-Bas utilise le bonnier de Lille qui est équivalent à 1.4 hectares.

¹⁴⁹ Florent Ista, *Les campagnes de Louis XIV*, 1980, p. 56.

¹⁵⁰ Jean-Pierre Rorive, *Ibid*, p. 65.

¹⁵¹ Patrice Nény, comte de, *Mémoires Historiques et politiques sur les Pays-Bas autrichiens*, t. 1, Bruxelles, 1785, p. 133.

contrario, l'été suivant est caniculaire. Il brûle les frêles cultures qui ont pu échapper aux inondations des mois précédents. Les observateurs de l'époque affirment que la chaleur qui accable la province est *comme en Espagne*¹⁵². Concrètement, le dérèglement climatique de l'année 1708 est un désastre pour la récolte annuelle de blé. Dans la région d'Hesbaye, les rendements agricoles chutent de 50 % à 66 % par rapport à une année normale. Pour la province, l'année 1709 s'annonce donc difficile d'un point de vue alimentaire. La disette guette, d'autant plus que l'hiver 1708 est anormalement doux, avec des températures proches des quinze à vingt degrés au mois de décembre. L'épisode du Grand Hiver de 1709 se profile. Ce phénomène météorologique exceptionnel touche l'Europe occidentale dans son ensemble. La vague de froid sibérien succède brutalement à la remontée d'air chaud qui enveloppe la France et les Pays-Bas depuis le désert du Sahara. En janvier 1709, les températures chutent d'abord à - 10 °C, pour atteindre un maximum de moins 25 °C sur l'ensemble de l'Europe du Nord-ouest. La Hongrie reste en marge de ce Grand Hiver particulièrement meurtrier. Il emporte facilement des populations déjà largement affaiblies par les privations et les années de guerre. Le printemps 1709 est une nouvelle fois extrêmement pluvieux dans le nord de la France et dans les Pays-Bas catholiques. Le gel empêchant l'eau de s'infiltrer dans la terre, les campagnes sont de nouveau inondées. La récolte printanière de 1709 qui aurait pu annihiler la disette de 1708 est détruite. Après la mauvaise récolte de 1708, l'effondrement de l'offre par rapport à la demande fait exploser les prix du blé en 1709, puis mécaniquement celui du pain. Par rapport à une année de récolte classique, comme celle de 1706, le prix du blé est multiplié par trois sur le marché de Liège, il augmente de 205 % sur celui de Huy et progresse de 150 % à Namur¹⁵³. Aliment de base des populations d'Europe occidentale à l'époque moderne, la disette/famine issue du coût du pain accentue considérablement les malheurs des populations après la guerre et le stress lié au climat. Les témoignages des habitants des Pays-Bas sont similaires à ceux que l'on peut lire ailleurs en Europe de l'Ouest :

« Durant plus d'une année, les paysans doivent se satisfaire de céréales non panifiables¹⁵⁴, de bouillie, de soupes, de nourriture ordinairement dévolue au bétail. »¹⁵⁵

¹⁵² Jean-Pierre Rorive, *Ibid*, p. 62.

¹⁵³ Jean-Pierre Rorive, *Ibidem*.

¹⁵⁴ Farine que l'on ne peut pas transformer en pain du fait de sa pauvreté en gluten.

¹⁵⁵ Fouillon, *Historia leodiensis*, vol.3, p. 474.

À l'image des chiffres donnés pour la France, la mortalité explose dans les provinces des Pays-Bas espagnols. Dans le Brabant, sur la période allant de 1701 à 1725, l'indice de mortalité passe de 205 en 1709 à une moyenne de 120¹⁵⁶.

En plus des malheurs liés au dérèglement climatique, la guerre de Succession d'Espagne a des effets dévastateurs sur les infrastructures et les populations des Pays-Bas méridionaux. Les récoltes et les réserves des paysans sont ruinées, tout comme de nombreux domaines nobiliaires. Les finances des États provinciaux sont également mises à rude épreuve face à des contributions atteignant un niveau record en 1710. Malgré les malheurs, les morts, les destructions et les efforts financiers, le résultat de cette guerre est réduit. Les traités d'Utrecht, du Bade, de Raastadt et de la Barrière ne justifient en rien ces douze années de guerre supplémentaires. La souveraineté revient de nouveau à un Habsbourg, même si l'empereur Charles VI appartient à la branche viennoise. Sur le plan politique, les Pays-Bas méridionaux retrouvent les institutions de la période espagnole. Le régime français et bourbonien a rapidement volé en éclat face à l'avancée progressive des forces alliées vers le sud de la province et ses réformes centralisatrices, militaires et économiques n'ont pas le temps de produire un quelconque effet. Néanmoins, au niveau continental, la guerre de Succession d'Espagne met fin à l'hégémonie française. Louis XIV est mort en septembre 1715 et de nouveaux équilibres géopolitiques basés sur le commerce s'établissent sous la bienveillance des puissances maritimes. Le continent européen sort de ce conflit épuisé, mais apaisé. Comme en Hongrie, l'implantation de la puissance autrichienne en Belgique va ouvrir une période de paix, après ce siècle de fer que fut le XVIIe siècle.

¹⁵⁶ Jean-Pierre Rorive, *Ibid*, p. 63.

S'adapter aux changements de souveraineté

Le double jeu des élites

Le comportement des élites n'est pas totalement uniforme selon leur situation et leur statut social. Deux traits de caractère communs ressortent néanmoins. Tout d'abord, la volonté de conserver leurs traditions en restant relativement fidèle à l'Espagne. Pour les élites, il est préférable d'être sous la domination d'un pouvoir central éloigné, à l'emprise administrative souple, plutôt que d'appartenir au centralisme français, dont le dirigisme ne s'accorde pas avec la tradition gouvernementale de la province. Puis leur objectif est de conserver leurs propres privilèges et l'autonomie du territoire. On retrouve cette idée avec la principauté de Transylvanie qui s'accommode très bien du mode de domination imposé par un Empire ottoman qui respecte la religion, les instances politiques locales, les caractéristiques culturelles tant que le tribut est versé à la Sublime Porte et que le prince envoie des soldats lors des campagnes. *A contrario*, la politique volontariste que met en place Vienne à partir de 1690 est rejetée par les élites. Elle conduit au ralliement de la principauté à la rébellion de François Rakóczi. Ces traits de caractère sont à la fois un point de résistance et d'ancrage. Le comportement des classes dirigeantes en période de conflit relève d'une culture du compromis, encore louée aujourd'hui. Les pressions exercées sur les pouvoirs locaux sont soutenues. Ils sont dans l'obligation de choisir entre l'allégeance au roi de France ou au roi d'Espagne qui dispose d'un droit de souveraineté tant que la paix n'est pas signée. C'est un problème cornélien pour les contemporains¹. En effet, comment ne pas renier le serment de fidélité au roi d'Espagne sans exposer les biens et les populations à la colère du Roi-Soleil, alors que celui-ci est jugé impitoyable, voire barbare depuis ce bombardement de Bruxelles de 1695 et les massacres du Palatinat de 1674 et 1689². La réponse à cette question est une

¹ AAE, Md. Pays-Bas, P/15371, f° 405
Idée d'une double autorité sur la province.

² Sébastien Dubois, *Ibid.*, p. 193-214.

démonstration de double jeu et de diplomatie. Les populations soumises régulièrement à un contexte de conflit maîtrisent le compromis. Il faut d'abord s'intéresser aux élites villageoises et urbaines représentées notamment par les mayeurs, les bourgmestres et les échevins. Les commissaires de Louis XIV demandent aux villages frontaliers de prêter serment en faveur de Louis XIV. C'est une manière de s'approprier le territoire. Sur la Grand-Place des villes ou sur les petites places de villages, on assure la préservation des privilèges, des coutumes et des impôts. Néanmoins, sur toute la période du règne, les Français se heurtent à la résistance des élites locales et des villageois. Il est en effet difficile de renier son souverain dans une société profondément marquée par la religion. Sébastien Dubois insiste sur l'attachement des populations au roi et les mises en garde du clergé paroissial sur ce point :

« Contraints de prêter serment de fidélité à un autre souverain que leur Prince naturel (ce qui constitue évidemment une grave infraction à leurs obligations), les sujets du Roi Catholique se trouvent dans une position délicate. Car les populations considéraient le roi d'Espagne comme leur souverain légitime. Elles savaient avoir envers lui certains devoirs. Elles savaient que se soumettre aux injonctions de la France constituait un crime de lèse-majesté, de rébellion, et de désobéissance. Le caractère sacré du serment posait aux habitants un problème de conscience. Les curés avaient averti leurs ouailles qu'ils ne pouvaient pas prêter serment à un autre souverain sans offenser Dieu. »³

Briser le serment fait à un représentant de Dieu, c'est effectivement remettre en question le choix de Dieu puisque le serment est prêté sur la Bible. Le renégat s'exposerait aux foudres divines. À cela s'ajoute une peur moins spirituelle, plus pragmatique, celle d'un retour du roi et d'Espagne qui pourrait punir les élites pour leur manque de loyauté. Voici un exemple antérieur à la guerre de Succession d'Espagne, mais symptomatique des pressions françaises sur les villages frontaliers tout au long du règne. En 1679, l'intendant de Metz et le gouverneur de Rodemack se rendent à Hesperange⁴. Les habitants et le Mayeur refusent de prêter serment au roi de France. Ils clament leur fidélité au roi d'Espagne et affirment ne pas pouvoir servir deux maîtres. En réalité, la seule façon de se protéger est de résister aux offres des émissaires de Louis XIV. Même si les autorités françaises exercent des violences en dernier recours uniquement, ces résistances sont le plus souvent symboliques. Devant ce refus, des séries de menaces sont proférées et mises en application. Elles sont d'abord matérielles avec l'incendie des demeures, le pillage de villes et de villages. Ces actions

³ Sébastien Dubois, *Ibid.*, p. 206.

⁴ Sébastien Dubois, *Ibid.*, p. 209.

laissent souvent un souvenir durable et négatif à la population, surtout l'incendie du foyer. Puis physiques et morales avec des insultes et des accusations de félonie⁵. C'est ainsi qu'un coup de poing à l'estomac est donné au Mayeur. Des coups de crosses lui sont également assénés, on le menace de le traîner par le cheval du gouverneur jusqu'à la potence de Rodemack. S'en prendre au Mayeur est particulièrement symbolique, car c'est la première autorité du village, l'élite la plus importante. Au final, les élites subissent la violence pour se mettre en sécurité. Ces actes perpétrés par les agents de Louis XIV pourront alors être mis en avant comme gage de fidélité au roi d'Espagne, la soumission ayant été faite sous la contrainte. Dans le cas contraire, en cas d'acte de soumission, il se fait le plus souvent en catimini, sous la contrainte et après résistance :

« En certains endroits, l'opposition fut telle que l'intendant se contenta de faire signer, dans une certaine discrétion, un acte à l'un ou à l'autre échevin et à quelques habitants qu'il était parvenu à impressionner. Dans la pratique, le commissaire du roi ne respectait pas la procédure à la lettre. »⁶

On pouvait alors franchement douter de la validité de ces actes sur le plan juridique, et encore plus du ralliement réel de la population. Du côté des élites politiques et provinciales, les commissaires français tentent de les convaincre en leur promettant la préservation de leurs privilèges familiaux ou urbains, et le respect de leur charge en prolongeant l'autonomie en vigueur. Les Français ont donc conscience de ce qui intéresse les élites. Pourtant, ces dernières cherchent le plus souvent à gagner du temps face aux commissaires royaux, et interrogent leurs supérieurs sur la conduite à tenir. Bien avant la guerre de Succession d'Espagne, leur fidélité au roi d'Espagne est également mise à l'épreuve :

« Plusieurs seigneurs se demandent comment réagir pour ne pas renier leur fidélité au roi d'Espagne sans attirer sur eux et sur leur terre les foudres du roi de France. Pressées par les commissaires français, les autorités locales tentent pour la plupart d'obtenir un délai et d'avertir les instances supérieures pour avoir des instructions. »⁷

Interroger les instances supérieures permet également de se couvrir en invoquant les ordres reçus. Les conflits provoquent d'autres dangers pour les élites les plus fortunées. À l'image des familles princières d'Arenberg et de Ligne, les dynasties provinciales sont

⁵ AGR, JTC. Référence tenue à la demande du Conseil de Luxembourg, le 13/10/1679.

⁶ Sébastien Dubois, *Ibid.*, p. 206.

⁷ Sébastien Dubois, *Ibid.*, p. 205.

souvent membres de la Toison d'or. Du temps des Pays-Bas espagnols, elles sont nommées par les Grands d'Espagne. Les enfants sont décorés très tôt. Léopold-Philippe d'Arenberg reçoit le collier de l'ordre à l'âge de neuf ans des mains du gouverneur général Maximilien-Emmanuel de Bavière, le treize janvier 1700. Les honneurs et les donations incitent à rester fidèle au souverain en place, car il assure des rentes et une position élevée dans la hiérarchie sociale de l'Empire habsbourgeois⁸. C'est une manière évidente de fidéliser les élites pour les souverains. Malheureusement, les guerres apportent naturellement leur lot d'incertitudes, surtout dans des territoires constamment en guerre comme la Hongrie ou les Pays-Bas méridionaux. Les risques de perdre les possessions et les charges familiales sont bien réels.

Un changement de dynastie ou de souverain pourrait théoriquement remettre en cause ces avantages. À la fin de la guerre de Succession d'Espagne, pour éviter de trop nombreux litiges sur les terres et les charges, les articles onze et quinze du traité d'Utrecht prévoient de revenir au *statu quo* d'avant 1700. Les Pays-Bas méridionaux avaient été sous la gouvernance de quatre nations. Malgré ces titres, les grandes Maisons provinciales restent d'abord fidèles à la province, à leurs terres. Elles y jouent un rôle politique. Le prince de Ligne Claude II Lamoral sera sous l'ère autrichienne gouverneur du Limbourg et conseiller d'État, où il a la charge de réorganiser l'armée des Pays-Bas autrichiens. La Maison d'Arenberg reste fidèle aux Habsbourg. Cette fidélité traditionnelle est récompensée par le prétendant au trône d'Espagne et fils de Léopold Ier, l'empereur Charles VI. Léopold-Philippe d'Arenberg obtient des titres militaires dans l'armée provinciale et impériale.

Durant la guerre de Succession d'Espagne, il est nommé colonel, à seulement seize ans, d'un régiment wallon à pied le quatre juin 1706, puis capitaine de la garde du corps de Bourgogne la même année. Enfin, il est maréchal de camp en 1711. Il est blessé dans le carnage de la bataille de Malplaquet le onze septembre 1711. Sur le plan administratif, il est fait Grand-Bailli⁹ du Hainaut en 1709. Après la paix d'Utrecht, ses dignités militaires et politiques progressent encore énormément jusqu'à devenir ambassadeur de l'impératrice Marie-Thérèse à Londres en 1742, et Feld-maréchal commandant en chef des troupes impériales des Pays-Bas à partir de 1737.

⁸ AAE, Cor. Pol. Espagne, vol. 156, lettre de Michel de Chamillart à l'ambassadeur Amelot, Versailles, le 7 juillet 1706, f° 16

⁹ Charge correspondant à celui d'officier de justice supérieur du Hainaut.

Engagés dans l'armée habsbourgeoise, certains membres de ces grandes familles servent parfois en Hongrie ou possèdent des liens avec des familles hongroises. Ainsi, le troisième duc d'Arenberg, Philippe-Charles François d'Arenberg¹⁰ trouve la mort en Hongrie le vingt-cinq mars 1691 à Petervaradin¹¹, après avoir été blessé à la bataille de Slakamen¹². Son frère puîné Alexandre-Joseph d'Arenberg avait été lui aussi tué en Hongrie le sept juillet 1683, à seulement dix-neuf ans. Engagé volontaire¹³, il était à la tête d'une compagnie du régiment du comte de Taf.

La famille comtale d'Aspremont-Lynden prend également le parti de l'empereur contre la France malgré ses liens avec la Hongrie. Le comte Ferdinand Gogert d'Aspremont-Lynden, Feld-maréchal dans l'armée autrichienne, s'était remarié en 1691 avec la princesse Julie-Barbe Rakóczi, la propre sœur du prince François Rakóczi né en 1669. En 1691, François Rakóczi n'était pas en rébellion, mais ce mariage tranche avec la tradition d'opposition aux Habsbourg de la part de la famille Rakóczi. Leur fils Ferdinand-Ferdinand-Charles Gobert, comte d'Aspremont-Lynden, prend également les armes contre la France dans l'armée des Provinces-Unies. L'année de la mort de sa mère en 1708, il est lieutenant aux dragons de Van der Duyn. Il y reste jusqu'à la fin de la guerre. Par l'interdépendance des fronts, analysée dans la correspondance du maréchal de Villeroy, commandant l'armée française aux Pays-Bas méridionaux, il se bat indirectement contre son oncle le prince François II Rakóczi. Même de manière infime, ces histoires familiales et militaires lient les histoires et les noblesses des deux territoires périphériques. L'analyse des lignées des grandes Maisons est à ce titre intéressante.

Le clientélisme est donc un élément important du jeu diplomatique. La fidélité des élites est effectivement versatile ; un caractère que les administrateurs espagnols notent. Les terres et l'entrée dans cet ordre prestigieux de la Toison d'or limitent ainsi la volatilité de cette haute noblesse internationale. Des puissances étrangères comme la France cherchent à étendre leur influence à la veille des conflits. Louis XIV n'hésite pas à cibler la plus haute autorité des Pays-Bas espagnols. Il propose ainsi une alliance à la Maison de Bavière qui regroupe les

¹⁰ Le père de Léopold-Philippe d'Arenberg qui n'avait que dix mois.

¹¹ Aujourd'hui dans le nord de la Serbie, mais alors dans le royaume de Hongrie.

¹² Livrée à proximité du Danube, cette bataille voit aussi la mort du Grand-Vizir Mustafa Köprülü qui commandait 55 000 Ottomans.

¹³ De nombreux nobles s'engageaient volontairement pour faire la guerre sainte contre les Ottomans. Le prince de Conti part également malgré l'interdiction de Louis XIV.

Electeurs de Bavière et de Cologne¹⁴. Cet accord prévoit la cession des Pays-Bas méridionaux à Maximilien-Emmanuel de Bavière en cas de perte de son électorat. Suite à la défaite d'Höchstädt du mois d'août 1704, cette clause diplomatique est d'abord dissimulée aux élites provinciales¹⁵. Cette retraite pourrait avoir de fâcheuses conséquences sur la défense des Pays-Bas espagnols et de la péninsule italienne. Dans la crainte de la guerre, il faut s'assurer du soutien des élites. Elles assurent le contrôle du territoire à travers les populations urbaines et rurales. À part quelques exceptions, il ne faut pas oublier que la stratégie globale des élites est de chercher à être protégées par une autorité supérieure, de prouver leur loyauté au serment royal. Les élites savent bien que la guerre est toujours incertaine, que les Français peuvent reculer aussi vite qu'ils ont avancé dans ce mois de février 1701. Les Pays-Bas méridionaux constituent un des principaux fronts de la guerre de Succession d'Espagne. Les moyens engagés sont considérables. Le territoire étant de taille relativement modeste, il est contrôlé tour à tour par les différents belligérants : d'abord les Français puis les Anglo-hollandais après leur victoire à Ramillies en 1706, et enfin les Autrichiens à partir de 1715 et la signature du troisième traité de la Barrière. Chaque régime impose aux élites un nouveau système politique auquel elles doivent s'adapter.

La Période française et l'exclusion des élites politiques traditionnelles

Durant la guerre de Succession d'Espagne, les Pays-Bas deviennent une curiosité institutionnelle. La contestation du testament du dernier des Habsbourg de Madrid provoque un dédoublement de souveraineté et d'administration. On observe durant le conflit la mise en place d'une double souveraineté sur les provinces belgiques. En effet, les Bourbons et les Habsbourg revendiquant tous les deux le trône de l'Escorial, elles prennent possession des territoires de l'Empire espagnol. Au cours de l'année 1703 s'établissent une double royauté et une double administration. Elles confrontent les populations locales au dilemme. À qui accorder son serment de fidélité, Charles VI ou Philippe V ? Quelles lois faut-il alors appliquer, celle de l'Espagne ou celle de l'Autriche ? Si comme nous le verrons les élites vont adopter une posture versatile au gré des progressions du front, le testament de Charles II est appliqué en Belgique. Après la mort du roi, le premier novembre 1700, la régente, la reine

¹⁴ L'Electeur de Cologne, Joseph-Clément de Bavière possède l'électorat de Cologne et la principauté de Liège. Deux territoires stratégiquement importants pour verrouiller l'accès aux Pays-Bas méridionaux depuis l'Allemagne.

¹⁵ AAE, Md. 436/36, f° 325.

Marie-Anne de Neubourg¹⁶, fait notifier le contenu du testament aux États provinciaux et au Conseil de justice des Pays-Bas. La réponse parvient relativement rapidement compte tenu des quinze jours qui séparent Madrid de Bruxelles :

« Les Etats de Brabant répondirent le 20 décembre 1700, observaient avec la plus religieuse exactitude les volontés de Charles II. »¹⁷

Par la réponse des Etats de Brabant, les Pays-Bas méridionaux reconnaissent la légitimité de Philippe V à régner sur les Pays-Bas méridionaux. Si l'administration espagnole sous la tutelle se met en place rapidement, son autorité est contestée à partir de 1703. L'archiduc Charles affirme sa volonté de régner sur l'Espagne en se faisant couronner à Vienne. Ce sacre se double d'une renonciation des droits de Léopold Ier sur l'Espagne. Le frère de l'Archiduc Charles, le roi de Hongrie Joseph Ier, fait de même le douze septembre 1703. Par cet acte juridique, tous les deux se retirent officiellement de la succession espagnole tant que l'archiduc Charles vit et ne possède pas de descendance. Une prise de possession administrative des territoires périphériques de la monarchie ibérique s'organise alors. Un débarquement de l'archiduc dans son royaume a lieu l'année suivante, au cours de l'année 1704. Charles nomme Philippe-Louis de Sinzendorff gouverneur général des Pays-Bas par lettre patente datée de Düsseldorf le vingt-deux octobre 1703. Il était alors l'ambassadeur d'Autriche à Versailles. Après cette date, la Belgique se retrouve avec deux gouverneurs généraux : Philippe-Louis de Sinzendorff pour les Habsbourg et Maximilien-Emmanuel de Bavière pour les Bourbons. La petite province périphérique se retrouve ainsi dans la même situation que la Hongrie, à l'autre extrémité de l'Empire. Comme les Belges, les Magyars avaient deux maîtres et deux administrations distinctes qui se disputent le territoire et officient dans les secteurs contrôlés par leur armée. En 1705, Philippe-Louis de Sinzendorff est remplacé par un officier originaire de la province. Il s'agit du comte Pierre de Goes. La lettre patente, datée du dix-neuf octobre 1705 est cette fois rédigée de Barcelone¹⁸. L'autorité de l'administration habsbourgeoise aux Pays-Bas est assurée par l'armée de la coalition composée majoritairement d'Anglais et de Néerlandais. Les troupes autrichiennes sont présentes, mais elles ne sont pas suffisamment nombreuses pour assurer seules la

¹⁶ Reine d'Espagne depuis son mariage avec Charles II de Habsbourg, le 14 mars 1690, elle fut choisie pour la fertilité reconnue de sa famille. Elle était le douzième enfant de l'Electeur et palatin du Rhin, le prince Philippe Guillaume de Neubourg.

¹⁷ Georges Guénot-Lecoite, *Précis de l'histoire moderne de la Belgique*, t. 2, Bruxelles, Société belge de Librairie, 1836, p. 394.

¹⁸ Louis-Prospér Gachard, *Collection de documents inédits concernant l'Histoire de la Belgique*, t. 3, Bruxelles, Louis Hauman, 1835, p. 214.

conduite des opérations. Le pouvoir provincial autrichien doit donc composer avec les puissances maritimes. Le comte de Goes sous-traite donc une partie de son pouvoir au condominium anglo-batave, notamment après leur victoire de Ramillies en 1706. Deux approches principales sont à mettre en exergue. Celle de la France et celle des alliés, c'est-à-dire du condominium anglo-batave et des Habsbourg de Vienne. L'administration de Louis XIV cherche à centraliser le pouvoir, abroger les anciennes institutions et écarter les élites. Mises sous tutelle à la demande de Philippe V, les élites provinciales sont l'objet d'une politique de soumission mise en œuvre par un processus d'acculturation politique. A *contrario*, les Anglo-hollandais s'appuient sur les élites locales. Ils choisissent un mode de gouvernement qui garantit leur autonomie.

La reprise en main des Pays-Bas méridionaux est le reflet de la politique volontariste menée par la dynastie bourbonnienne. Elle vise à contrôler les institutions le plus rapidement possible. Après la rapide avancée de février 1701, les troupes françaises savent que les puissances maritimes vont intervenir malgré les fortifications mises en place. La première mesure est de remplacer les Conseils collatéraux¹⁹ par le Conseil royal²⁰.

Le Conseil royal est issu d'un accord conclu entre Maximilien Emmanuel de Bavière et Louis XIV en 1702. Il se met en place avec la complicité du gouverneur général nommé par Madrid en 1692 à la demande de Guillaume III d'Orange-Nassau. La création de cette institution constitue une réalisation considérable de la politique de réforme menée par Philippe V d'Espagne sous la tutelle de son grand-père Louis XIV. Jean de Brouhoven, comte de Bergeyck (1644-1725), trésorier général des Finances et conseiller d'État à Bruxelles, est l'homme fort de cette réforme. Dès 1696, ce membre de l'élite provinciale prône une rationalisation des institutions centrales des Pays-Bas espagnols via la diminution drastique du nombre de conseillers en exercice. Ses demandes étaient restées lettre morte sous Charles II, car elles ne correspondaient pas à la logique de domination des Habsbourg. Les rois bourbonniens y portent davantage intérêt, car ils voient en Jean de Brouhoven un moyen d'asseoir leur domination politique sur les Pays-Bas méridionaux.

¹⁹ E. Aerts, M. Baelde, H. Coppens, K. Van Honacker, *Les institutions du gouvernement central des Pays-Bas Habsbourgeois (1482 – 1795)*, t. 1 et 2, Bruxelles, 1995.

Cet ouvrage est la référence en la matière. Il explique de manière méthodique le fonctionnement de chaque institution, avec ses prérogatives et ses représentants.

²⁰ E. Aerts, M. Baelde, H. Coppens, K. Van Honacker, *Ibid*, p. 275-281.

À la différence de la tentative de réduction du corps des élites menée par le duc d'Albe sous Philippe II, il est important pour la France que l'initiative de la réforme provienne de l'élite locale. On s'inspire ici des enseignements de cette première tentative de centralisation espagnole pour éviter de froisser le caractère autonome de la province. Il faut prévenir un nouveau soulèvement de la province au profit des puissances maritimes et des Autrichiens, ce qui serait catastrophique pour la fragile avancée française. Louis XIV prend ainsi le comte Bergeyck comme référent pour imposer les réformes aux Pays-Bas espagnols. Il joue le rôle d'un paravent qui protégera les rois de France et d'Espagne des critiques qui ne manqueront pas de s'élever face à cette réforme structurelle des institutions.

Le Comte Bergeyck, en qualité de référent, est à la fois aidé et surveillé par des experts français envoyés à Bruxelles, notamment le président Rouillé. À l'image de Madrid, Versailles se méfie des élites et de leur versatilité. À l'instar des gouverneurs généraux espagnols, Maximilien-Emmanuel de Bavière et le comte Bergeyck sont mis sous surveillance par les autorités françaises. Le marquis de Puységur, qui met en place la défense de la province, relate les propos de Chamilliart²¹. Il justifie le choix d'un comte Bergeyck qui pilote la politique française aux Pays-Bas : « [...] qui savait jusqu'où on pouvait aller ».

Le pilotage des réformes vient de Versailles et non de Madrid. Le but est de limiter l'influence des provinces qui défendent jalousement leur autonomie contre toute forme d'ingérence. Les propos de la lettre de Chamilliart traduisent bien la méfiance des Français vis-à-vis de l'attachement des « Belges » à ces traditionnelles institutions du Cercle de Bourgogne d'une part, et à ce sentiment d'autonomie d'autre part. Au début de janvier 1702, la réforme institutionnelle est mise en œuvre. Elle précède la décision officielle espagnole puisque Philippe V ne ratifie la réforme²² que le deux juin 1702, depuis Naples. Cela confirme que les Français veulent aller vite, craignant la réaction des alliés et le sort incertain de la guerre. Il est nécessaire de s'arroger le soutien des élites et du territoire pour consolider une avancée française qui n'a jamais été aussi considérable. Cette impression est confirmée par les Hollandais et le marquis de Puységur.

²¹ Contrôleur général des finances (1699-1709) et Secrétaire d'État à la Guerre (1701-1709).

²² « Règlement contenant la nouvelle forme de gouvernement, que Sa Majesté veut être observée dans ses provinces des Pays-Bas » Institutions du gouvernement central des Pays Bas habsbourgeois, t. 1, p. 276.

« Le roi de France a commencé aussitôt à gouverner despotiquement tout à l'égard de la police que de la guerre, les Royaumes d'Espagne sous le nom de son petit fils, et les a tellement réunis au sien que tout n'est plus que comme une même monarchie et un seul gouvernement. »²³

Il apparaît que pendant la guerre de Succession d'Espagne, les Pays-Bas méridionaux sont tacitement considérés comme une nouvelle province française par Versailles. La diligence avec laquelle est menée la réforme institutionnelle correspond à une prise de contrôle très rapide du territoire. En comparaison, le processus de rattachement pratiqué aux « Pays-Bas français²⁴ » est bien plus lent. L'annexion avait été ratifiée par traité, il n'y avait donc pas de raison de brusquer les nouveaux Français. Dans les Pays-Bas méridionaux du début du XVIII^e siècle, il faut aller vite. Les Français sont détestés par la population. Louis XIV est jugé comme le responsable des maux de la province depuis quarante ans quand commence la guerre de Succession d'Espagne. Plusieurs épisodes importants annihilèrent les efforts de la diplomatie et de l'administration française pour donner une bonne image du royaume à l'opinion publique internationale. Le bombardement de la ville de Bruxelles en 1695 eut un effet désastreux sur l'image de la France dans les Pays-Bas méridionaux, d'autant plus que cet acte était militairement inutile. Le bilan était accablant puisque la Grand-Place était détruite et près de trois mille huit cent cinquante maisons étaient en ruine. Ce bombardement s'inscrit dans une série d'actes français visant à briser le moral de la population pour obtenir une résolution rapide d'un conflit. La ville barbaresque d'Alger, dont les pirates écumaient la mer Méditerranée en quête du pillage de navires européens faisant commerce avec l'Empire ottoman et l'ensemble du Levant, fut également bombardée à deux reprises en 1682 et en 1683. De plus, la mise à sac des villes du palatinat en 1674 et en 1689 avait déjà sérieusement écorné l'image de la France. Cette perception négative est renforcée par les exactions produites sur les populations locales par l'armée en campagne. La politique de terreur menée à l'encontre des populations ruine la politique de réunion que mène la diplomatie française sur les princes allemands pour affaiblir l'empereur, et elle va à l'encontre des conseils que donne le Roi-Soleil au Grand Dauphin en 1668 sur la manière d'annexer en douceur un territoire, en l'occurrence les Pays-Bas :

²³ Jean Dumont, *Corps Universel Diplomatique du droit des gens*, t. 8, partie 1, 1728, p. 113.

²⁴ Sébastien Dubois, *Ibid*, p. 79. Territoires annexés à la suite des guerres précédentes menées contre l'Espagne dans les Pays-Bas espagnols comme l'Artois, une moitié du Hainaut et de la Flandre.

« Dans les grands accroissements que ma fortune pouvait recevoir, rien ne me semblait plus nécessaire que de m'établir, chez mes plus petits voisins, dans une estime de modération et de probité qui pût adoucir en eux ces mouvements de frayeur que chacun conçoit naturellement à l'aspect d'une trop grande puissance. [...] La Franche-Comté, que je rendais, se pouvait réduire en tel état que j'en serais le maître à toute heure, et que mes nouvelles conquêtes bien affermies m'ouvriraient une entrée plus sûre dans le reste des Pays-Bas : que la paix me donnerait le loisir de me fortifier chaque jour de finances, de vaisseaux, d'intelligences, et de tout ce que peuvent ménager les soins d'un prince appliqué dans un État puissant et riche ; et qu'enfin dans toute l'Europe je serais plus considéré, et plus en pouvoir d'obtenir de chaque État particulier ce qui pourrait aller à mes fins, tandis que l'on me verrait sans adversaire, que quand il y aurait un parti formé contre moi. »²⁵

Les Mémoires insistent pourtant systématiquement sur la notion d'impérialisme défensif, c'est-à-dire sur la nécessité de faire la guerre pour préserver la paix²⁶. Si le nouveau monarque veut obtenir l'assentiment des populations, il est dans l'obligation de les défendre. Cette justification est employée pour expliquer l'aide apportée à François Rakóczi et pour l'entrée des troupes françaises dans les Pays-Bas méridionaux au nom du roi d'Espagne. Il est donc nécessaire de fortifier institutionnellement la tutelle « offerte » par Philippe V, en gage de la protection des armées de son grand-père sur l'ensemble de ses possessions. La chronologie des principaux actes de la réforme démontre cet empressement. Dès mars 1702, l'activité du *Consejo Supremo de Flandes* est suspendue à Madrid. Le vingt juillet de la même année, le marquis de Bedmar notifie la suppression des Conseils collatéraux, véritables poumons de l'autonomie administrative du territoire. Le lendemain, la première réunion du Conseil royal a lieu. Il entérine le nouveau régime dit « régime anjouin ou Français ». Une politique de centralisation et de destruction des autonomies politiques territoriales se met alors en place. Les premières décisions du Conseil royal sont en effet de regrouper les institutions provinciales, lieu d'expression des élites provinciales.

C'est ainsi que s'opère la fusion des chambres des comptes de Flandre et du Brabant, mais aussi la fonte des Conseils de Justice hennuyers, que sont le Conseil de Mons et le Conseil du Hainaut. Après la destruction des institutions mises en place au moment de

²⁵ Louis XIV, *Mémoires de Louis XIV pour l'instruction du Dauphin*, première édition complète d'après les textes originaux avec une étude sur leur composition, des notes et des éclaircissements par Charles Dreyss, t. 2, Paris, Librairie académique, 1860, p. 348.

²⁶ Notion que l'on peut également attribuer aux puissances maritimes qui mènent des guerres en vertu d'un impérialisme commercial défensif visant à préserver ses intérêts commerciaux. On peut le rapprocher de sa politique de défense des équilibres internationaux qui triomphe avec la résolution de guerre de Succession d'Espagne.

l'instauration du Cercle de Bourgogne, le Conseil royal s'attaque à l'un des plus importants bastions de l'autonomie régionale. Les assemblées provinciales sont fortement ancrées dans la tradition politique locale. Comme dans les comitats hongrois, les assemblées sont l'âme administrative et identitaire des territoires. Les députés assurent un droit de regard sur les politiques mises en œuvre par les institutions centrales. À ce titre, les représentants votent les contributions financières dans le cadre d'une concertation négociée avec le Grand Bailli sous la période espagnole, puis avec l'intendant pendant la période française. Cette liberté administrative est doublée d'un caractère identitaire. Ce caractère se rapporte aux comtés et aux duchés, indépendants durant la période médiévale. Si ces structures subsistent symboliquement dans la titulature des souverains, les assemblées rappellent cette période souveraine sur le plan de la politique contemporaine. À la suite des gouvernements généraux espagnols, le régime français cherche à rationaliser et à centraliser l'ensemble des institutions des Pays-Bas. Pour cela, ils cherchent à réduire les autonomies et les caractères de gouvernances provinciaux, afin de réduire la part des élites participant à la vie publique. Plus le nombre d'élite est réduit, plus il est facile de contrôler ce groupe social. Malgré des mythes fondateurs axés sur la défense des autonomies et des institutions provinciales, le Conseil royal, composé d'une élite provinciale sélectionnée, ratifie une à une des réformes qui vont à l'encontre de leurs traditions de gouvernance. Pour comprendre, il faut analyser la composition de ce Conseil, la rémunération de ses membres et la sincérité de leur engagement. Le Conseil royal de 1702 se compose de six membres. Ils sont choisis par le comte Bergeyck, avec l'aval de Louis XIV. Il faut noter qu'aucun d'eux n'appartient à la haute noblesse. Il y a une volonté claire d'exclure du pouvoir les ancestrales familles locales afin de limiter l'influence des clientélismes et les visions partisans et provinciales. On cherche également à créer une nouvelle élite politique plus fidèle à la France et à l'Espagne bourbonienne, plus fédérale. C'est un principe de gouvernance simple, déjà utilisé par les Grecs et les Romains. Il vise à fidéliser les nouveaux membres en stimulant leur reconnaissance vis-à-vis de Versailles et Madrid pour leur accession à un rang social plus élevé. La composition du Conseil marque le souhait de faire table rase de la domination habsbourgeoise par la refonte de l'ordre politico-social, tout en s'appuyant sur des élites issues des anciennes institutions.

L'organigramme du Conseil royal est intéressant à analyser. En premier lieu on retrouve Louis Alexandre Schockaert, Comte de Tirimont, trésorier général des finances et conseiller d'État depuis 1700. Au sein du nouveau régime, il occupe les charges de premier conseiller et

de garde des Sceaux. Sa rente pour cette charge s'élève à 9000 florins. Puis vient Jean de Brouhoven, Comte de Bergeyck. Instigateur de la réforme, il était auparavant conseiller d'État et le prédécesseur de Louis Alexandre Schockaert au poste de trésorier général des finances. Dans le régime, il est surintendant général des finances et ministre de la Guerre. Ses émoluments sont plus de cinq fois supérieurs à ceux de Louis-Alexandre Schockaert avec 50 000 florins. Ils sont une récompense à sa fidélité envers Louis XIV et une avance aux paiements de ses nombreux secrétaires. S'il est second dans l'organigramme, ses fonctions de ministre de la guerre en plein conflit font de lui le plus influent conseiller de cette institution. Le décalage de sa rémunération avec celle des autres membres souligne également cet aspect. Les autres ne sont que des exécutants du comte Bergeyck. Troisième dans cet organigramme, l'Espagnol Francisco de Aranda y Quintanilla, surintendant de la justice militaire, touche 12 400 florins. Vient ensuite Guillaume Albert de Grysperre baron de Goyck, chancelier de Brabant. Il est pensionné à hauteur de 3 000 florins. Puis Conrad Van der Bruggen, ancien membre du Conseil privé. Il reçoit 8 000 florins. Enfin Jean Remacle Tisquen, auparavant auditeur général de la justice militaire et dorénavant procureur au Grand Conseil des Pays-Bas à Malines. À ces six membres, il convient d'ajouter un secrétaire, l'Espagnol José de Arze, jadis à la secrétairerie d'État et de guerre. Par sa simple présence, la secrétairerie d'État et de guerre est également couplée à cette nouvelle institution. La désignation de conseillers espagnols doit faire croire à la persistance d'une souveraineté espagnole sur les provinces belgiques. La deuxième place de Jean de Brouhoven est également un leurre. C'est bien lui qui dispose du pouvoir. Dans les sources, notamment dans la correspondance du président Rouillé²⁷, il est le seul référent. Son ascendance s'accroît encore après l'écrasante défaite du maréchal de Villeroy à Ramillies en 1706. La retraite française entraîne un déménagement du Conseil royal de Bruxelles à Mons. Il met à l'épreuve la fidélité des membres au régime. On observe un amaigrissement du Conseil.

Désormais, ce sont les Anglo-hollandais qui contrôlent la majorité du territoire. Ils en profitent pour établir un nouveau régime en parallèle de celui des Français : le condominium anglo-batave. Comme évoqué, les élites belges cherchent avant tout à garder leurs prérogatives et à s'adapter à ce qui leur est le plus bénéfique. Le niveau d'autonomie est un repère majeur de la guerre de Succession d'Espagne. Après Ramillies, le Conseil royal fuit d'abord vers Gand, à l'exception de Grysperre retenu de fait à Bruxelles par ses fonctions de

²⁷ Conservée sous forme de microfilms aux Archives des Affaires étrangères (AAE) de La Courneuve à Paris.

chancelier du Brabant, et de Bergeyck qui rejoint Maximilien-Emmanuel de Bavière en campagne. Gand tombe quelques jours plus tard. Les cinq membres restants retournent à Bruxelles avec la bénédiction de l'Electeur de Bavière et gouverneur général des Pays-Bas. Tisquen, Bruggen, Schockaert et Gryspere deviennent, en 1710, membres du Conseil d'État restauré sous la surveillance des puissances maritimes. Rien ne retenait ces élites belges dans le Conseil royal. Si on les considère comme opportunistes, leurs émoluments n'étaient pas si importants, et ils seraient à coup sûr réutilisés par les Anglo-néerlandais qui avaient besoin de cadres politiques locaux pour mettre en place rapidement leur administration. N'ayant que peu d'influence, on peut aussi considérer qu'ils sont en désaccord avec la politique menée par le Conseil royal. En effet, par rapport à 1701, la situation économique s'aggrave. La simplification institutionnelle, le centralisme et le système mercantiliste ne font pas oublier les conséquences néfastes d'une guerre qui dure et qui ravage le pays. Le commerce était presque à l'arrêt malgré les accords douaniers signés avec la France. L'amplitude des débouchés économiques s'était finalement réduite en raison de l'obligation de commercer avec la France et l'Espagne. Sur le plan de l'agriculture et de l'industrie, il manquait beaucoup trop de main-d'œuvre pour que ces deux secteurs puissent fonctionner normalement. En 1706, les Pays-Bas méridionaux étaient dans un état de misère peut-être plus avancé qu'à la fin de la guerre de la Ligue d'Augsbourg en 1697. On ne peut s'empêcher de se remémorer les mots du curé de la paroisse de Saint-Amand dans le nord de la France : « *on était vraiment las d'être au monde* »²⁸.

Les autres provinces orientales du Saint-Empire sont également ravagées par la misère. Les rebelles hongrois et transylvaniens souffrent presque davantage de la maladie et de la faim que des actions militaires des impériaux. Finalement, seuls les Espagnols de Aranda et Arze partent pour Mons. Ils reforment avec Jean de Brouhoven un Conseil royal très restreint. Après la chute de Mons à la fin de l'année 1709 et le déplacement du Conseil à Namur, Nicolas Cuvelier intègre l'institution. Il est alors président du Conseil de Namur. Après ce nouveau recul consécutif après la campagne de 1702, les Pays-Bas méridionaux sont divisés en quatre administrations différentes : française, néerlandaise, autrichienne et anglo-néerlandaise. C'est ainsi que les pays de Brabant, de Malines et de Flandre sont placés sous administration provisoire d'un condominium anglo-batave. La Haute-Gueldre limitrophe de la République, est dirigée au nom des Provinces-Unies et des États généraux. La région du

²⁸ Alexandre Dubois, *Journal d'un curé de campagne au XVIIe siècle*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2008, p. 37.

Limbourg est organisée sous la direction d'administrateurs autrichiens au nom de l'archiduc Charles. Enfin, le Hainaut, le Namurois et le Luxembourg restent fidèles à la France et à l'Espagne.

Les membres de l'élite provinciale composant ce Conseil royal n'ont aucun remords à rallier les puissances maritimes qui leur offrent de retrouver un poste au sein d'un nouveau Conseil d'État. À l'image de l'Autriche à partir de 1713, le condominium anglo-batave se montre plus respectueux de la tradition que le régime anjouin. Le condominium rencontre ainsi davantage d'adhésion de la part des populations. La tentative française d'imposer un contrôle total sur le territoire n'a pas résisté à la retraite de Ramillies. Les élites ne demandent pas la survivance du Conseil royal au condominium anglo-batave. La refonte des institutions et l'utilisation d'un mode de désignation arbitraire pour nommer les conseillers montrent ici ses limites. La rationalisation et la centralisation des institutions par le renouvellement des élites dirigeantes ne furent qu'un combat contre les autonomies provinciales et urbaines. En favorisant des élites de second rang, l'objectif des Franco-espagnols était d'exclure les anciennes élites politiques de la vie publique, majoritairement favorable aux Habsbourg. En début de conflit, on retrouve cette volonté au sein de l'armée provinciale avec le rappel massif des cadres espagnols vers l'Espagne. Une garde wallonne est formée pour servir aux côtés de Philippe V et des régiments provinciaux sont levés pour combattre en Italie. Les Belges n'étant pas favorables à la conscription par tirage au sort, les autorités madrilènes et les loyalistes bruxellois jugent plus préférable de les envoyer sur un autre front de la guerre de Succession. L'idée est d'éviter les désertions et les engagements dans les armées alliées. En rejoignant massivement Bruxelles après la chute de Gand, les élites du Conseil royal mettent en évidence la meilleure arme encore à leur disposition : l'adaptabilité au contexte. Si les autorités politiques des Pays-Bas méridionaux sont mises à mal par l'impérialisme français, il n'en va pas de même pour les élites commerciales.

Intégrer les élites commerciales au commerce français

L'Espagne entretient des rapports privilégiés avec sa province périphérique. Rappelons qu'elle fournit quarante pour cent des rentrées fiscales de la couronne. Ainsi, de nombreux

produits sont exportés en direction de Cadix²⁹ par des vaisseaux de commerce au départ du port flamand d'Ostende à une fréquence de deux à trois voyages par an selon les années³⁰. La cargaison comprend de la dentelle, des bas de fil blanc, des petites étoffes de laine, des camelots. Il s'agit là d'accessoires de grande valeur, car ils sont indispensables aux codes vestimentaires en vigueur à la cour d'Espagne. Les sommes embarquées sont considérables. Le montant moyen des échanges est d'environ trois millions de livres³¹. La formation d'une escorte navale est nécessaire en période de conflit, mais aussi en période de paix en raison de la proximité des ports corsaires de Dunkerque et de Flessingue. Ce commerce est également très avantageux pour les élites marchandes flamandes. Les relations avec l'Espagne sont donc fort lucratives, malgré les difficultés permanentes dues à l'état de guerre avec la France.

« Les Flamands font un trafic considérable en Espagne, tant par leurs manufactures de laines que par leurs dentelles de fil. »³²

Lors de l'invasion française des Pays-Bas méridionaux, le commerce de la province est fermé aux puissances maritimes. L'ordre initial vient d'Espagne, mais il est rapidement confirmé par la France.

« Ceux que le marquis de Bedmar a reçus sont si précis sur la défense de tout commerce et correspondance avec les ennemis. Le Roi Très-Chrétien lui en a chargé d'y donner si exacte et sévère exécution qu'il n'est pas en son pouvoir de relâcher la moindre chose sur ce dessein. »³³

Bien que sous la houlette des Français au Conseil royal, Jean de Brouchoven émet une plainte auprès de Philippe V. Elle est intéressante à analyser, car le comte de Bergeyck défend les intérêts des élites commerciales et territoriales :

« SMTC a longtemps balancé sur cette défense pour les inconvénients que les sujets des deux couronnes doivent en souffrir. »³⁴

Le comte de Bergeyck défend les droits de commerce de ses compatriotes. Il fait primer la préservation de l'autonomie de la province en matière de gestion de commerce sur la géostratégie. Le comte, comme Louis XIV et Philippe V, n'est pas sans savoir que le

²⁹ AAE, Md. Espagne, vol. 78, f° 127

³⁰ AAE, *Ibidem*.

³¹ AAE, *Ibid.*, f° 125.

Marchandises que les Flamands envoient aux Espagnols.

³² AAE, *Ibid.*, f° 127

³³ AAE, Cor. Pol. France, vol. 63, P/15370, Lettre de novembre/décembre 1703, p. 275-285.

³⁴ AAE, *Ibidem*.

commerce de vente de laine est essentiel aux manufactures anglaises. Malheureusement, il est également d'une importance capitale pour l'activité économique portuaire flamande, pour les filatures et pour l'élevage dans l'arrière-pays. Les monarques bourbonniens cherchent à ruiner l'Angleterre en mettant un terme à leurs échanges avec les Pays-Bas espagnols. Les puissances maritimes tirent leurs richesses de leur commerce. Néanmoins, les empires coloniaux peuvent pallier la fermeture de ce lucratif marché. Ils savent qu'en cas de ruine de l'économie, le lobbying commercial anglais et hollandais est assez puissant pour inciter l'entame de négociations de paix séparée. Il s'agit de la stratégie française pour mettre rapidement fin à la guerre. Elle se développe en deux mouvements distincts. Le premier est d'encercler Vienne avec les armées du Rhin, d'Italie et des rebelles hongrois. La défaite d'Höchstädt en 1704 marque l'échec de cette tactique. Le second vise à asphyxier le commerce des puissances maritimes en interdisant le maximum de débouchés à leur économie. Le mode opératoire vise à attaquer les flottes marchandes à l'aide des corsaires de Dunkerque et de la Royale. Les vaisseaux de Jean Bart, de Claude de Forbin ou de Duguay-Trouin excellent dans ces actions³⁵.

À l'inverse, pour soutenir le commerce dans les Pays-Bas méridionaux, la France ouvre son espace territorial pour que des produits puissent être importés depuis les provinces belgiques. Cela doit faciliter l'intégration des élites commerciales aux monarchies bourbonniennes, mais aussi renforcer leur poids sur la scène provinciale. À moyen terme, l'idée est de remplacer des anciennes élites politiques, de moins en moins influentes, par des élites commerciales dont l'activité est stimulée par Versailles et Madrid. Cela permettrait également à la France de s'octroyer une part de ce lucratif commerce pour financer la guerre et le fonctionnement du royaume.

Les élites commerciales cherchent d'abord à s'adapter à cette décision. Une nouvelle fois, il est important que l'initiative vienne d'elles. Elles proposent rapidement des projets alternatifs pour trouver des débouchés commerciaux. Ainsi, le secrétaire d'Etat Pontchartrain reçoit des Mémoires de négociants appartenant à l'élite commerciale des Pays-Bas espagnols. Le marchand d'Ostende, Vignault, soumet un projet de traité de bonne correspondance et de

³⁵ Claude de Forbin, Amiral-comte, *Mémoires du Comte Forbin, 1656 – 1733*, ed. Mercure de France, Mesnil-sur-l'Estrée, Firmin Didot, 2008.

Pour les années 1706 à 1708, le comte de Forbin se trouve à Dunkerque et mène une série d'opérations contre les flottes hollandaises et anglaises à l'entrée de la Baltique ou en mer de Norvège.

liberté entre les villes de Dunkerque, Calais et Ostende³⁶. Dans ce sens, le Fermier général Charles de Poyel de Grandval rédige un mémoire sur le commerce réciproque entre la France et les Pays-Bas espagnols. Son idée est de dresser des tarifs convenables entre les deux territoires. En 1704, les députés des Flandres espagnoles et françaises proposent de concilier les différents intérêts de leur commerce pour améliorer leur efficacité.

En 1701, Grandval est chargé de négocier un accord avec Bagnols et Bergeyck³⁷ à propos de l'intégration commerciale des Pays-Bas à la France et au nouvel ensemble de la monarchie des Bourbon. Jean de Brouhoven, comte de Bergeyck, en qualité de trésorier général des Pays-Bas espagnols, négocie au nom de Philippe V et défend les intérêts des élites commerciales flamandes. Bagnols est intendant de marine pour le nord de la France. Il doit mettre en œuvre la guerre commerciale contre les puissances maritimes et faire basculer le riche commerce de la province espagnole dans la sphère d'influence française. Les historiens Réginald de Schryver et Jean Dumont nous en apprennent davantage sur la tenue de ces négociations³⁸. Elles s'avèrent difficiles, car il faut concilier deux volontés. D'un côté Bergeyck veut une baisse générale des tarifs douaniers, de l'autre Grandval et Bagnols veulent une extension de l'interdiction du commerce aux Provinces-Unies. Finalement, un accord sur l'établissement d'un nouveau tarif douanier est trouvé le quinze mars 1703. Il porte sur la diminution des taxes sur les tapisseries, les livres, le charbon et divers autres textiles³⁹. De plus, les produits passant d'un territoire de la couronne espagnole à un autre en transitant par la France sont déchargés des droits d'entrée et de sortie en échange d'une taxe correspondant à 2,5 % de la valeur de la marchandise⁴⁰. Cet accord doit procurer une manne financière conséquente à la France en échange de la sécurisation de l'axe que représente la voie terrestre. Si l'on se base sur les trois millions de livres, cela représente un total de 75 000 livres annuelles pour les droits de douane. En effet, depuis la défaite de la marine franco-espagnole à la bataille de Velez-Malaga le vingt-quatre août 1704, la guerre maritime

³⁶ Archives Nationales (A.N), Marine, B7 504, [1706], f° 160.

³⁷ Pierre Bonnacieux, *Conseils de commerce et bureau de commerce, 1700-1791*, Paris, Imprimerie nationale, 1900, p. 10.

³⁸ Réginald de Schryver, *Jan van Brouhoven, graaf van Bergeyck (1644-1725)*, Bruxelles, 1965, p. 249-250. *Articles convenus pour faciliter le commerce entre les sujets d'Espagne et de France*, Bruxelles, le 15 mars 1703, [feuille volante] dans Jean Dumont, *Corps Universel, Diplomatie du droit des gens*, t. VIII, partie 1, p. 125-127.

³⁹ Thomas Schaeper, *The French council of commerce 1700-1715: A study of mercantilism after Colbert*, Ohio, 1983, p. 198.

⁴⁰ Jean Dumont, *Corps Universel, Diplomatie du droit des gens*, t. VIII, partie 1, p. 125.

tourne inexorablement à l'avantage des puissances maritimes, faisant prendre de gros risques aux cargaisons flamandes.

Comme nous l'avons vu, l'entrée en guerre des puissances maritimes est avant tout motivée par la protection de son commerce. Elles mènent une politique diplomatique d'équilibre des puissances, devant limiter les guerres et favoriser la prospérité économique. Elles ne peuvent pas accepter la formation d'un d'ensemble trop vaste pouvant mettre en danger leur activité économique et leur influence grandissante sur les questions diplomatiques. Selon une théorie simple, l'équilibre des puissances doit favoriser la paix, le développement et la sécurisation des échanges commerciaux. Un manifeste produit par les Provinces-Unies en 1702 pour justifier leur entrée en guerre abonde dans ce sens⁴¹. On voit apparaître clairement une crainte de la mainmise de la France sur le gouvernement espagnol après l'expulsion des garnisons hollandaises avec la complicité du gouverneur général Maximilien Emmanuel de Bavière, allié de Louis XIV. Politiquement, cette crainte de tutelle de la France sur l'Espagne est justifiée. Cette idée est avérée sans équivoque dans une lettre du comte Bergeyck à Philippe V en date du seize mai 1712 :

*« La crainte de l'union et la perte du commerce a été le seul objet des deux puissances maritimes dans cette guerre. »*⁴²

Cet aspect est également confirmé par Louis XIV. Il en précise la nature exacte dans une lettre adressée à son ambassadeur en Espagne en 1709, Amelot :

*« L'objet de la présente guerre est le commerce des Indes et la richesse qu'il produit. »*⁴³

Le commerce est la pierre angulaire des relations internationales depuis le XVIIe siècle. Il constitue un enjeu majeur de la guerre, et de longues négociations y sont consacrées lors des traités de paix. Les traités de paix d'Utrecht de 1713 et de Bade de 1714 sont les premiers à

⁴¹ *Manifeste contenant les raisons qui obligent les hauts et puissants seigneurs des États généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas de déclarer la guerre à la France et à l'Espagne, en date du 15 mai 1702*, La Haye, chez Paul Scheltus, 1702.

⁴² Lettre de Bergeyck à Philippe V, le 16 mai 1712, cité dans Alfred Baudrillart, *Philippe V et la cour de France, d'après des documents inédits tirés des archives espagnoles de Simancas et d'Alcala de Hénarès et des archives du ministère des Affaires étrangères à Paris*, t. 1, Paris, Firmin-Didot et compagnie, 1889, p. 487.

⁴³ Lettre de Louis XIV à son ambassadeur en Espagne Amelot en 1709, cité dans Yves Bottineau, *les bourbons d'Espagne, 1700-1808*, Paris, Fayard, 1994, p. 45 ; et dans Guillaume Hanotin, *Au service de deux rois, l'ambassade d'Amelot et l'union des deux couronnes (1705-1709)*, dir. Lucien Bély, Paris, le 3 décembre 2011.

donner une place si importante aux questions commerciales. Cette place est prépondérante, croissante tout au long du XVIII^e siècle. Pour les Anglais et les Hollandais, l'union de la France et de l'Espagne ouvrirait les colonies espagnoles aux marchands français, notamment celui de l'Asiento. Dans un contexte de conflit généralisé mettant aux prises les plus grandes puissances d'Europe sur un espace restreint, les élites et la population doivent subir la guerre. Elles réagissent de manière différente et font preuve d'une grande adaptabilité en fonction du contexte. Cette posture est un caractère qui définit les élites à toutes les époques. La guerre de Succession est un conflit qui redistribue les cartes du jeu diplomatique en Europe. La mort de Louis XIV le premier septembre 1715 marque symboliquement la fin d'une hégémonie française. Les traités de Rastadt et d'Utrecht intronisent de nouveaux rapports de forces basés sur une politique d'équilibre des puissances, favorable au commerce et aux Anglo-néerlandais.

La réintégration des élites politiques à la fin de la guerre de Succession d'Espagne

Le régime autrichien

La fin de la guerre de Succession d'Espagne fait passer les Pays-Bas méridionaux sous souveraineté autrichienne d'abord avec le traité de Bade en 1714, puis avec le traité de la Barrière en 1715. À l'image de Charles II et du condominium anglo-batave, la volonté des Autrichiens est de s'appuyer sur les élites. Néanmoins, ils conservent leurs prérogatives en matière d'organisation défensive de la province, comme c'était le cas du temps des Pays-Bas espagnols. Les élites sont ainsi exclues des négociations du troisième traité de la Barrière, mais pas des négociations concernant les litiges territoriaux sur la frontière française. C'est ainsi que sur le plan provincial, les Autrichiens relèvent les anciennes institutions espagnoles supprimées par le Conseil royal en 1702. Les vieilles institutions du Cercle de Bourgogne renaissent, à commencer par les Conseils collatéraux. Vienne donne la possibilité aux élites de participer à la reconstruction territoriale de leur province. La commission franco-autrichienne devant régler les litiges frontaliers est un bon exemple de cette participation active. Sa formation est prévue dans l'article XXVI du traité de Bade. Sa mise en œuvre est décrite dans

« *Mémoire sur les limites de la France et des Pays-Bas autrichiens depuis le traité de Bade jusqu'en l'année 1721* »⁴⁴.

On y apprend que les réunions se tiennent à Lille. Les commissaires devant discuter des litiges frontaliers entre le royaume du Lys et les Pays-Bas, désormais autrichiens, sont les Sieurs Berrières et Doujat⁴⁵ du côté français, et le sieur Thisquen et le vicomte Woght du côté impérial. Ils sont tous les deux conseillers au Conseil des Finances de Bruxelles⁴⁶. Les Autrichiens démontrent une certaine habileté politique à placer dans cette négociation un membre du Conseil collatéral belge, à la place d'un représentant des États héréditaires. Leur volonté est de s'appuyer sur les élites locales qui possèdent une grande emprise sur ce territoire aussi éloigné de Vienne que de Madrid. De plus, cela confère une plus grande légitimité aux décisions prises par la commission. La nouvelle administration pense qu'elles seront mieux acceptées si un membre des élites locales participe à l'accord. Les points à débattre portent sur le village de Deulemont, les droits de nomination de l'abbaye St Jean du Mont, le territoire de Mortagne⁴⁷, la liberté de navigation sur la rivière Lys et le partage des officiers de la ville d'Ypres. La base de la négociation doit se faire sur les limites fixées le trois novembre 1699. L'ouverture des négociations a lieu le vingt-deux avril 1716. L'étude des actes de la commission est intéressante, car elle est révélatrice du souhait des élites locales de préserver leurs privilèges à chaque changement de régime. Pour mettre en évidence cet aspect fondamental de la culture des élites des Pays-Bas méridionaux en période de conflit, regardons plus particulièrement la question relative au partage des officiers. Une partie se situe à Ypres aux Pays-Bas, c'est-à-dire dans le Saint-Empire romain germanique, l'autre à Bailleul dans le royaume de France. Dans l'article XXVIII du traité de Bade, il est initialement prévu que les officiers restent sous domination de l'empereur et conservent leurs privilèges et leurs droits, notamment en ce qui concerne les charges, les offices héréditaires, les honneurs et les gages⁴⁸. Il apparaît qu'ils réussissent à négocier en faveur de leurs prérogatives, tout en conservant les intérêts de l'empereur.

Le passage sous la domination des Habsbourg de Vienne réintègre la Hongrie et les Pays-Bas méridionaux au sein d'un même territoire, le Saint-Empire romain germanique. Ces

⁴⁴ AAE, Md. Pays-Bas, vol. 3, P/8692, f° 159

⁴⁵ AAE, *Ibidem*. Il remplace un certain Leblanc.

⁴⁶ AAE, *Ibid.*, f° 162

⁴⁷ Cette terre fait l'objet d'une négociation, car ce fief est à la confluence de deux rivières qui constituent des axes de transports commerciaux.

⁴⁸ AAE, Md. Pays-Bas, vol. 3, P/8692, f° 161

deux provinces périphériques du monde habsbourgeois font à nouveau partie de la même nation, ce qui n'était plus le cas depuis 1556. Si Charles VI semble vouloir intégrer les élites provinciales à la gouvernance, à l'instar des souverains espagnols, il se désintéresse de cette province éloignée de Vienne. Ainsi, il ne viendra jamais à Bruxelles. Pour l'administrer, il reprend le système de représentation ibérique. Il nomme un gouverneur général et un ministre plénipotentiaire. Le premier gouverneur à être désigné est Eugène de Savoie. Le généralissime de l'armée autrichienne ne viendra jamais dans la province occuper son poste. Il est retenu dans l'est de l'Empire pour des affaires militaires.

À l'approche de la fin de la trêve de Karlowitz de 1699, Charles VI craint une nouvelle invasion de la Hongrie par les Ottomans. Au mois d'août 1716, une armée turque de cent vingt mille hommes s'est mise en marche contre les positions impériales de Petrovaradin dans le nord de la Serbie, sur le Danube. Dans l'armée du sultan, on distingue encore des contingents de cavaliers kurucs c'est-à-dire des rebelles magyars qui rejettent toujours la domination des Habsbourg de Vienne sur la Hongrie, malgré la paix de Szatmar de 1711. *A contrario*, l'armée autrichienne est majoritairement composée de Serbes et de labancs, des Hongrois fidèles à l'empereur. La troisième guerre austro-ottomane se solde par la paix de Passarowitz de 1718. Elle voit s'affronter les Hongrois sous les drapeaux des deux grandes puissances régionales. La question du devenir territorial de la Hongrie n'est pas encore totalement réglée en 1716. Néanmoins, les victoires successives du prince Eugène de Savoie sur le prince Rakóczi d'abord, puis sur le Grand vizir Solahdar Ali, tendent à pacifier cette province périphérique rebelle, maintenant sous l'égide des Habsbourg de Vienne. Une légitimité par les armes se dessine ainsi progressivement, malgré les appels à l'aide de François Rakóczi lancés aux cours de France et de Constantinople. Ainsi, l'actualité militaire des provinces périphériques orientales impacte la vie politique de la province la plus occidentale du monde habsbourgeois, les Pays-Bas. Le prince Eugène de Savoie est dans l'obligation de laisser cette charge à son ministre plénipotentiaire, le marquis du Prié, dont nous avons parlé précédemment au sujet de la renégociation du traité de la Barrière. Durant son mandat par intérim, il n'est pas plus apprécié que ses prédécesseurs espagnols, il est même détesté par une frange populaire de la population des Pays-Bas autrichiens. Les Belges font preuve de résistance au moment de leur passage sous souveraineté autrichienne. Les critiques des Belges se focalisent sur le nouveau traité de la Barrière. Après la fermeture de l'Escaut, les tarifs douaniers favorisent l'entrée des marchandises anglaises et hollandaises sur le territoire de la province. Elles concurrencent la production locale. Le climat s'alourdit un

peu plus lorsque de nouveaux impôts sont demandés pour financer le subside annuel de 500 000 écus pour l'entretien des troupes hollandaises stationnées dans les places fortes de la Barrière reprises aux Français. Des incidents éclatent à Bruxelles, Gand et Anvers. En 1717, les métiers de la capitale refusent de payer l'impôt. Rapidement, le mouvement porté par la bourgeoisie se révèle débordé par les classes populaires. Poussés par une crise agricole liée aux destructions de la dernière guerre, les ouvriers et les vagabonds attaquent les représentants du nouveau régime autrichiens. Comme souvent en période de crise alimentaire, les marchands de grains sont accusés de spéculer sur le prix des céréales, dont l'inflation se répercute sur le prix des farines et du pain. Cette révolte urbaine est finalement matée. Une partie des meneurs est exécutée, alors que les autres sont condamnés au bannissement à perpétuité. Ces mesures répressives renforcent l'autorité impériale. Finalement la résistance d'une partie de la population au nouveau pouvoir central facilite l'installation du nouveau régime en brisant une partie des oppositions aux politiques mises en œuvre par Vienne. Avant, comme pendant la guerre de Succession d'Espagne, les rébellions populaires ne se montrent pas assez efficaces pour résister aux mesures prises par la lointaine métropole. À l'image des soulèvements de Bruxelles et de Rakóczi, elles se révèlent être contre-productives. Le fait de mater ces rébellions accroît la légitimité d'action du gouverneur dans le cadre des répressions instaurées en suivant. Malgré un apparent respect des privilèges en écoutant les doléances des élites politiques et en respectant les institutions, les Autrichiens jouent un double jeu. Dans la pratique Charles VI et le marquis du Prié cherchent à se concilier les élites en écoutant leurs doléances, comme pour les officiers d'Ypres, mais en réalité il cherche à contourner le cadre de ces mêmes institutions provinciales allant jusqu'à réprimer les soulèvements urbains.

Le but de la conciliation est d'abord de s'assurer une marge de manœuvre politique, puis d'administrer la province sur le modèle habsbourgeois, c'est-à-dire sur une forme centralisée et absolutiste. Après avoir associé des élites provinciales aux négociations de Lille à Ypres, ils nomment en 1717 deux conseillers belges, sur un total de quatre, pour former le Conseil supérieur des Pays-Bas. Il est une transposition du Conseil suprême des Flandres qui siégeait à Madrid. De manière identique à la période des Pays-Bas espagnols, il juge en dernier ressort les affaires des Pays-Bas autrichiens.

À l'instar de la Transylvanie et de la Hongrie, les Pays-Bas méridionaux sortent ruinés de la longue guerre de Succession d'Espagne. Les traités d'Utrecht et de la Barrière aggravent

encore la situation. Ils confirment respectivement la fermeture de la rivière Escaut au commerce et le paiement du subside annuel aux Provinces-Unies. Pour relancer l'activité commerciale et industrielle, le marquis du Prié est chargé de réfléchir à la mise en place d'une compagnie commerciale devant contourner la fermeture de l'Escaut. À l'image des Français, les Habsbourg de Vienne cherchent à asseoir leur légitimité et leur autorité en s'attachant les élites commerciales. À cet effet, l'administration autrichienne essaye de résoudre les problèmes sectoriels. En attendant une solution, la compagnie d'Ostende tenue par les Anglais et les Néerlandais contrôle les exportations. Après la renégociation du traité de la Barrière, une compagnie de commerce est lancée dès 1719. Un premier navire s'élance pour le port de Balasore dans le nord-est de l'Inde. Elle est créée sous l'égide de l'empereur qui est également monarque de Hongrie et de Bohême. Elle porte le nom de compagnie générale, impériale et royale, des Indes. Son fonctionnement s'inspire des compagnies coloniales étrangères. Malgré les dangers de la navigation, les élites marchandes des Pays-Bas méridionaux connaissaient la rentabilité de ces expéditions commerciales. Depuis plus d'un siècle, les flottes de la compagnie des Indes orientales et occidentales des grandes nations écument les mers du globe vers l'Extrême-Orient et les Amériques. Les puissances maritimes sont des précurseurs dans ce domaine. La Compagnie britannique des Indes orientales fut créée dès 1600, suivit la Compagnie néerlandaise des Indes orientales en 1602, puis la Compagnie danoise des Indes orientales en 1616, et enfin la Compagnie française des Indes orientales en 1664. Le nom des Compagnies s'inspirait de celui donné à la Compagnie britannique de 1600.

Une Compagnie néerlandaise des Indes occidentales fut également lancée en 1621. Le commerce des Provinces-Unies est tourné vers l'Atlantique dès le XVIIe siècle avec les colonies espagnoles aux Amériques, celui des Pays-Bas méridionaux au nord de l'Europe avec les puissances maritimes et la Baltique. A *contrario*, le commerce des périphéries orientales reste continental. L'Empire ottoman, l'Autriche et la Pologne restent des intermédiaires indispensables. Comme souvent, les puissances maritimes ne sont pas favorables à une création qui pourrait concurrencer leur commerce. L'Angleterre et les Provinces-Unies s'opposent à cette Compagnie sur le plan diplomatique. Elle fut dissoute en 1731. Néanmoins, elle conserve une activité en Inde. Soucieux de maintenir les défenses de sa province, de préserver ses alliances et surtout d'assurer sa succession, Charles VI l'utilise comme une monnaie d'échange avec les diplomaties anglaises et néerlandaises. En effet, l'empereur n'a pas d'héritier mâle. Pour éviter une nouvelle guerre de Succession après celle

d'Espagne, il souhaite que de son vivant, sa fille, l'archiduchesse Marie-Thérèse d'Autriche, soit reconnue héritière légitime. Pour y parvenir, Charles VI doit faire accepter un texte juridique dit de la « Pragmatique Sanction » à ses territoires d'une part, et à ses alliés d'autre part. Cette règle successorale permet aux filles de l'empereur de participer à la succession. Les Anglo-néerlandais acceptent de reconnaître ce texte en échange de la dissolution de la Compagnie de commerce.

Les intérêts de la province sont ainsi sacrifiés sur l'autel des jeux diplomatiques et dynastiques. Leur poids est faible en comparaison du maintien de la paix et de la dynastie. Cependant, la création de la Compagnie générale impériale et royale des Indes n'est pas la seule réforme mise en place par le marquis du Prié. Elle est doublée d'un développement des infrastructures et d'un programme de réparation des infrastructures de commerce et de transport. Plusieurs canaux sont ainsi achevés et réglementés : celui de Flandre reliant Ostende à Gand via Bruges ; celui du Brabant entre Louvain et Rupel. Bien qu'il soit l'un des plus denses d'Europe au début du XVIIIe siècle, le réseau routier est également amélioré. Les chaussées sont élargies entre Bruxelles et Wavre, entre les villes de Louvain et de Luxembourg via Namur, entre Louvain et Liège. Ces travaux favorisent le redressement de l'économie de la province après la longue guerre de Succession d'Espagne. La réforme est aussi un moyen de taxer un commerce de nouveau florissant. L'Autriche développe une politique fiscale et douanière de nature protectionniste. Comme Vienne le fait en Transylvanie et en Hongrie à la fin du XVIIe siècle, elle instaure des monopoles et des réglementations sur l'extraction minière. Au XVIIIe siècle, on dénombre déjà cent vingt fosses dans le Hainaut, dont le cœur se situe entre les villes de Quiévain⁴⁹ et de Charleroi. Le nouveau régime autrichien instaure une paix plus durable que durant les régimes français et espagnols, mais il suscite de véritables oppositions que focalisent le ministre plénipotentiaire et gouverneur par intérim, le marquis du Prié. Après la guerre de Succession d'Espagne, l'identité territoriale belge se manifeste dans ce rejet du pouvoir central viennois. La population le fait de manière visible au sein des assemblées politiques et lors de soulèvements sporadiques, mais également de manière invisible, plus sensible, dans la survivance d'une nostalgie de la période des Archiducs Albert et Isabelle.

⁴⁹ Dans la région du Borinage entre la ville de Mons et la frontière française.

La nostalgie des mythes fondateurs et de la période archiducal

Le commerce et la bonne santé de la province peuvent être considérés comme un marqueur identitaire. Avec les Provinces-Unies et l'Angleterre, nous avons vu que la prospérité commerciale est une source de puissance politique et militaire. Au début du XVIII^e siècle, l'apogée des cités marchandes flamandes du XIV^e siècle suscite la nostalgie chez les élites urbaines et commerciales de Bruges et de Gand. Plus proche des contemporains de la guerre de Succession d'Espagne, la période de prospérité correspondant à la période des archiducs Isabelle et Albert d'Autriche était également regrettée. Leur arrivée précède la mort de Philippe II en 1598. Albert est le neveu de Philippe II et son gendre est le fils de l'empereur Maximilien II. Il naît en 1559. Il a la réputation d'un homme calme et sérieux. Formé au métier des armes par le duc d'Albe, l'archiduc Albert fait ses preuves d'administrateur en qualité de vice-roi du Portugal, où il était apprécié de la population pour sa gestion. De plus, il démontre ses qualités de commandant militaire lorsqu'il devint gouverneur général des Pays-Bas espagnol en 1596. À cette date la province et l'Espagne sont contre la France.

Dans ce conflit, il se distingue en prenant le port de Calais. Avant sa mort, Philippe II d'Espagne est soucieux de regagner la confiance des habitants des Pays-Bas méridionaux. Il n'a pas pu retenir les sept provinces septentrionales par la force, il tente désormais de le faire par la paix en essayant de flatter leur caractère autonomiste en leur accordant un semblant d'indépendance. Il constitue alors un apanage composé de la Franche-Comté et des Pays-Bas qu'il cède à sa fille Isabelle et à son mari, l'archiduc Albert. Néanmoins, cet ensemble n'est pas totalement détaché de l'Espagne. En effet, l'acte de cession du six mai 1598 prévoit en premier lieu le maintien de la religion catholique comme ciment de l'unité de l'Etat, en opposition avec à la république protestante des Provinces-Unies. Puis, en second lieu, il établit le retour des Pays-Bas espagnols à la couronne des Habsbourg d'Espagne dès le décès d'un des deux conjoints s'ils n'ont pas de descendance. Dans le cas contraire, les fils devront obtenir l'autorisation de Madrid pour se marier, et les filles devront s'unir avec les héritiers du trône d'Espagne. Les marchands belges ne pouvaient faire commerce avec les colonies espagnoles.

La politique extérieure des Pays-Bas espagnols reste l'affaire de Madrid. Enfin, comme souvent, des clauses secrètes sont ajoutées à l'acte. Elles placent la province la plus

septentrionale de l'Empire en état de protectorat de l'Espagne. Ainsi, les missions des archiducs sont de se soumettre aux ordres de Madrid, maintenir et entretenir les garnisons espagnoles dans les places fortes, poursuivre la lutte contre le protestantisme au sein de la province et s'attendre à ce que les Pays-Bas espagnols réintègrent l'Empire dès que le roi le souhaitera, même si les archiducs ont des enfants. L'acte de cession est tellement encadré que la semi-indépendance voulue par Philippe II d'Espagne n'est finalement qu'illusion.

Malgré les restrictions de l'acte de cession, les archiducs disposent de larges pouvoirs qui font des Pays-Bas espagnols un état semi-indépendant, du moins très autonome par rapport à la couronne espagnole d'un point de vue de la politique intérieure. Comme deux véritables souverains, ils possèdent le droit régalien de battre monnaie, le pouvoir législatif d'édicter des lois et le pouvoir judiciaire de rendre justice en leur propre nom, de recevoir des ambassadeurs et de nommer des nobles et des bourgeois à des postes clés de la société civile et militaire. À ce titre, ils rappellent les nobles évincés des Conseils collatéraux par les réformes politiques précédentes, au profit d'une nouvelle bureaucratie formée par les juristes. Ce faux semblant d'indépendance provincial se retrouve durant la guerre de Succession d'Espagne. Comme l'archiduc Albert, l'ancien gouverneur général Maximilien-Emmanuel de Bavière obtient la souveraineté des Pays-Bas méridionaux de 1711 à 1713, par exécution du traité d'alliance entre sa Maison de Bavière et la France. En raison de la guerre, l'Electeur de Bavière reste soumis à la tutelle de Louis XIV. Son très court règne, exclusivement réalisé en période de conflit, ne lui donne pas le temps d'administrer les provinces belgiques. Il est déposé par le traité d'Utrecht et de Bade au profit de l'empereur Charles VI. Les archiducs Albert et Isabelle disposèrent de plus de temps pour imposer leur façon de gouverner dans un contexte de guerre, puis de paix.

L'arrivée des archiducs fait naître deux grands espoirs dans la population « belge » : la fin de la guerre et l'indépendance complète. Les élites politiques et marchandes démontrent ici cette volonté culturelle de s'administrer elles-mêmes. Comme au XVIIIe siècle, il existe au début du XVIIe siècle une conscience nationale dans les classes sociales lettrées. Malheureusement, elles n'ont pas eu vent des clauses secrètes de l'acte de cession. Ces dernières indiquent clairement que les perspectives d'une indépendance politique et diplomatique sont nulles. Isabelle et Albert ne pouvaient donc pas répondre à cette attente d'indépendance. On retrouve en Hongrie et en Transylvanie des attentes similaires en termes d'indépendance vis-à-vis des Habsbourg de Vienne et de l'Empire ottoman. Les rébellions

identitaires de la seconde moitié du XVII^e siècle montraient clairement cette volonté d'émancipation politique. Elle était motivée par la nostalgie d'une période plus glorieuse. En Hongrie, on se souvenait ainsi du règne de ce roi de Hongrie et de Bohême né en Transylvanie, Mathias Corvin⁵⁰. Une nostalgie d'autant plus marquée du fait qu'il avait réussi à conquérir la ville de Vienne en 1485, là où les Ottomans échouèrent à deux reprises en 1529 et en 1683. En sa mémoire, une statue trône sur la place des Héros à Budapest.

Aujourd'hui encore, de nombreuses rues et places de Hongrie portent également son nom. L'une d'elles, *Corvin Tér*, est située au centre de Budapest à proximité de la rive droite du Danube. Dans les Pays-Bas méridionaux, le souvenir de l'unité des dix-sept provinces reste vif. Ce lien est perceptible dans les cartes géographiques et dans les Mémoires. Après la séparation des provinces protestantes septentrionales avec les provinces catholiques méridionales en 1581⁵¹, l'historien belge Sébastien Dubois souligne la persistance de cette nostalgie de l'unité des dix-sept provinces jusqu'à l'époque napoléonienne et le dégoût pour la guerre civile. Ce sentiment reste dans les esprits au travers de la persistance du souvenir de l'union des dix-sept provinces. Pour désigner cet ensemble, on observe l'utilisation récurrente de mots appartenant au champ lexical de la nation et du territoire. On relève ainsi les mots « le pays » ou « la patrie »⁵². Les auteurs sont encore plus explicites à propos de la guerre de Quatre-Vingts Ans. Ils qualifient ce conflit de « *détestable guerre civile* », de « *longue et misérable guerre intestine* » ou bien de « *désastreuse guerre domestique* » qui compromet l'unité du pays et sa prospérité. Les peuples des provinces des Pays-Bas septentrionaux, de Flandre et du Brabant sont culturellement très proches. Le désir de vivre ensemble, bien que marqué, se confronte rapidement à la rigidité de l'administration centrale d'une part, et à l'appartenance à deux cadres étatiques distincts⁵³ après la proclamation de l'indépendance des sept provinces du nord en 1585 d'autre part. Malgré cette division politique et ce contexte de guerre qui oppose les provinces des anciens Pays-Bas, les géographes continuent à considérer

⁵⁰ Mathias Corvin naît en Transylvanie dans l'actuelle ville roumaine de Cluj-Napota (Kolozsvár en Hongrois) en 1443. Par son père, il est issu de l'illustre famille princière des Hunyadi. Il règne sur la Hongrie de 1458 à 1490, sur la Bohême de 1469 à 1490, et sur le duché d'Autriche de 1486 à 1490, se rendant maître de toute l'Europe centrale.

⁵¹ Par l'acte de La Haye du 26 juillet 1581. Il proclame officiellement l'indépendance de sept provinces du nord. L'année 1585 marque l'adoption du régime républicain par les Provinces-Unies, après une tentative monarchique et une couronne offerte à Henri III de France et à Elisabeth I^{er} d'Angleterre.

⁵² Sébastien Dubois, *L'invention de la Belgique : Genèse d'un Etat-Nation*, Bruxelles, Racine, 2005, p. 77.

⁵³ Sébastien Dubois, *Ibidem*.

cet espace comme uni. Ils impriment ainsi une sourde résistance à la sécession de 1585, et ils entretiennent une nostalgie d'un âge d'or liée à l'unité de la première moitié du XVI^e siècle⁵⁴.

Si Isabelle et Albert ne peuvent pas répondre aux attentes indépendantistes des populations qu'ils gouvernent, ils réforment la province dans les domaines juridiques, fiscaux et économiques. Pour eux, il est nécessaire d'adapter le code judiciaire aux réalités territoriales et aux coutumes des pays. Ils sont soucieux de rationaliser le territoire sur lequel ils ont autorité. Ils éditent un code civil. L'Édit perpétuel voit le jour le douze juillet 1611⁵⁵. Il est encore considéré comme un « *monument du droit belge* », « *une révolution juridique* »⁵⁶. Pour sa réalisation, les archiducs s'appuient sur les élites locales afin de mieux connaître les problèmes rencontrés par les concitoyens. Sa publication a été rendue difficile par la complexité politique du maillage territorial. Pour les gouvernants, il a fallu s'adapter juridiquement aux droits des différentes entités formant la province. L'Édit se compose de quarante-sept articles principaux, complétés par trente-six coutumes et des procédures judiciaires. Il englobe le droit privé, le droit coutumier et le droit pénal. Ce code législatif est important, car il s'applique à toute la province. Il unifie le droit privé des comtés, des duchés et des seigneuries, tout en intégrant les coutumes locales et en établissant des procédures judiciaires communes à l'ensemble des Pays-Bas méridionaux. La prise en compte des coutumes fait qu'il est perçu non pas comme un organe de centralisation, mais comme un outil de rationalisation de la justice. La nuance est essentielle, car elle permet de faire accepter cette réforme judiciaire aux élites locales. Il répond à un besoin d'encadrement des actions menées par les fonctionnaires et les juges. Le code législatif doit ainsi lutter contre les abus de pouvoir constatés dans l'ensemble de la province. Enfin, pour pallier toute contestation, l'utilisation de l'écrit pour le droit privé est généralisée facilitant la constitution d'archives. Elles doivent servir de base de travail aux conseillers-juristes pour les cas de jurisprudences et la promulgation de nouvelles lois. À la suite de l'adoption de l'Édit perpétuel en 1611, les archiducs s'attachent à ramener la paix dans la province. Elle intervient en 1612. Cette trêve de neuf ans est attendue par tous. Elle bénéficie également aux Provinces-Unies qui en profitent pour développer leur commerce dans l'Atlantique, en Méditerranée et en Baltique. La province est épuisée par la guerre civile et les guerres contre la France. La paix permet

⁵⁴ Sébastien Dubois, *Ibidem*.

⁵⁵ Georges, Martyn, Georges, éd., *Le droit et la loi pendant l'Ancien Régime : Actes du colloque, Bruxelles - 24.X.2011, Archives générales du Royaume*, Bruxelles, 2014

⁵⁶ D'après la présentation de l'exposition disponible sur le site internet des Archives de l'État : www.arch.be

d'accélérer le relèvement de l'économie et des finances, ainsi que la reprise de la réforme des institutions liée à la bureaucratisation du personnel politique.

Sur le plan économique, un impôt permanent est instauré. Selon la coutume, il est voté par les états provinciaux tous les ans. Dans les faits, ce vote est systématiquement favorable, mais il est soumis au débat de députés cherchant systématiquement à réduire le montant de la contribution demandée par Bruxelles. Ce phénomène se retrouve dans les assemblées des comitats hongrois et surtout la Diète nationale de Hongrie lorsque l'empereur demande également des contributions fiscales aux territoires sous sa domination. Pour renforcer les rentrées fiscales, des taxes sont appliquées sur les produits importés ou exportés des Provinces-Unies. L'économie de la jeune république ressemble beaucoup à celle des Pays-Bas méridionaux. En moins bonne santé, il est nécessaire d'appliquer un protectionnisme modéré pour défendre la production des Pays-Bas méridionaux tout en poursuivant le commerce extérieur. Ces mesures sont appuyées par une politique d'assainissement de la fiscalité. Le but est de relever la valeur monétaire en interdisant l'exportation des métaux précieux et la circulation des monnaies étrangères de mauvaise qualité⁵⁷. En matière d'économie et de fiscalité, les archiducs disposaient des pleins pouvoirs. Leur politique inspira sûrement le prince Michel Ier Apafi. Ce dernier mène une politique similaire en Transylvanie⁵⁸ à partir des années 1660. Michel Apafi est un prince éclairé, cultivé et curieux des pratiques gouvernementales des autres nations européennes. Avant son principat, il voyage en Europe et relève les mécanismes économiques et politiques les plus efficaces. À son retour en Transylvanie, il consulte ses élites et ses marchands pour établir des réformes inspirées des nations étrangères, mais adaptées à la nature de la principauté. Elles doivent redresser le pays sur les plans de l'économie, de la fiscalité et du politique.

La fermeture du commerce international en période de guerre et l'interdiction de commercer avec les colonies espagnoles obligent l'archiduc à développer les infrastructures intérieures du pays. Les réformes fiscales doivent financer et soutenir le redressement de l'économie et de l'industrie provinciale. Les efforts se portent principalement sur l'industrie du luxe. En premier lieu sur la miroiterie de Venise. La république vénitienne reste encore une

⁵⁷ Ces monnaies dévaluent la monnaie nationale, ce qui la rend moins compétitive sur les marchés étrangers. Cela influence la confiance des investisseurs et la compétitivité des produits de la province. On se rappelle que les monnaies de cuivre qui sont introduites par Léopold Ier en Transylvanie à partir de 1690 bloquent son économie.

⁵⁸ Pour plus de détails, se référer à la partie sur la Transylvanie. Comme les archiducs, Michel Ier Apafi jouissait d'une indépendance politique intérieure qui lui permettait de réaliser ces réformes.

référence au moment de l'inauguration de la galerie des Glaces à Versailles en 1684⁵⁹. Puis sur la dentellerie qui occupe les femmes des campagnes et des villes. Le tableau de Johannes Vermeer, *la dentellière*⁶⁰, est inspiré de ce renouveau industriel. En troisième lieu, la tapisserie de Bruxelles et d'Audenarde est relancée, ainsi que les industries liées au cuir doré dont la technique de fabrication est inspirée de la ville de Cordoue. La province bénéficie aussi des connaissances industrielles importées d'Espagne.

Les infrastructures de transports furent également rénovées et développées pour accompagner la renaissance de la prospérité économique. De nouveaux équipements portuaires furent installés d'Ostende à Dunkerque afin d'augmenter leurs capacités. Ils sont associés au creusement d'un canal entre Gand et Ostende via Bruges pour contourner l'ensablement des ports des anciennes villes marchandes de Flandre. Ce canal est encore développé pendant la période autrichienne. Enfin, un service public de poste entre Malines, Bruxelles et Lille est mis en fonction. Associé à la trêve de 1612-1621, on observe effectivement un redressement de l'économie internationale et provinciale. Sur cette période de neuf ans, les historiens Silvia Marzagalli et Bruno Marnot montrent qu'il existe bien une différence importante dans le volume de l'activité commerciale entre les périodes de paix et celle de guerre. Dans leur ouvrage, *Guerre et Économie dans l'espace Atlantique du XVIe siècle au XXe siècle*, on observe que le nombre de bateaux entrant dans le port espagnol de Bilbao en provenance de la côte de la mer du Nord, est supérieur de 35 % en temps de paix par rapport aux deux premières années de la reprise de la guerre. Ce nombre passe de 624 navires entre 1619 et 1621 à seulement 460 bâtiments entre 1622 et 1623.⁶¹

La période archiducale est bénéfique aux Pays-Bas espagnols. Leur œuvre réformatrice porte sur plusieurs domaines, dont le droit, la fiscalité et l'économie sont les plus importants. Ils contribuent à un renouveau de cette région périphérique du monde des Habsbourg. Cette période de prospérité ne dure pas. L'archiduc Albert meurt en 1621. Après eux et avec le

⁵⁹ La galerie était composée de 357 immenses miroirs, considérés comme les plus grands du monde à cette époque. D'un luxe absolu, mais d'un prix prohibitif, les Français espionnent le savoir-faire vénitien. Ils débauchent deux artisans mécontents lors d'une grève de cette corporation à Venise. Les deux artisans livrent leurs secrets industriels. Cette galerie participe à la gloire de la France et de Louis XIV. Beaucoup se découvrirent en pied pour la première fois lors de leur visite à Versailles.

⁶⁰ Johannes Vermeer est un peintre néerlandais. Ce tableau est peint entre 1669 et 1671. Il est d'une dimension de 24 * 21 cm. Le tableau est conservé au Musée du Louvre à Paris. Se reporter à l'annexe n° 20.

⁶¹ Silvia Marzagalli et Bruno Marnot, *Guerre et Économie dans l'espace Atlantique du XVIe siècle au XXe siècle*, Bordeaux, Presses Universitaires de Bordeaux, 2006. p. 314
Elle devait revenir aux affaires de la province sous Philippe IV.

conours de la guerre, la santé générale des Pays-Bas espagnols se dégrade. Isabelle décède à son tour en 1633. Durant leurs règnes, l'Espagne surveille les archiducs Isabelle et Albert par l'intermédiaire du Secrétaire d'État et de Guerre, qui était en correspondance directe avec la métropole. À Madrid, on se méfie de la popularité d'Albert. Des intrigues naissent contre lui à Madrid. Philippe III réduit son pouvoir en lui retirant son commandant militaire qu'il confie à Spinola. Ce dernier donne raison au roi d'Espagne puisqu'il reprend la ville d'Ostende aux Néerlandais après trois années de siège. Les gouverneurs qui se succèdent à la tête de la province ne s'inspirent pas de ces méthodes. Ils se heurtent à un blocage politique et institutionnel. L'image de l'Espagne dans la province s'en trouve alors considérablement dégradée.

Finalement, la nostalgie suscitée par cette période archiduciale a plusieurs explications. Tout d'abord, Isabelle et Albert ne cherchent pas à hispaniser la province, à la centraliser ou l'absolutiser. Ils ont pour but de la relever, simplement en la rationalisant, en prenant en compte les doléances des élites et de la population. Ces réformes sont souvent engagées à la suite d'un audit de l'état général du pays ou de la province. Si elles répondent concrètement aux besoins de la population, à terme, elles renforcent l'autorité des gouvernants. Le secret de la gouvernance de cet État périphérique réside sûrement dans la conciliation des élites. Ces réformes montrent que gouverner les Pays-Bas méridionaux depuis une capitale provinciale est possible, mais cela ne peut se faire qu'avec le concours des élites locales et dans le respect des institutions ducaltes, comtales et seigneuriales. La médiation et la culture du compromis politique sont essentielles pour y parvenir.

Le soulèvement de la province habsbourgeoise de Hongrie

Une rébellion crédibilisée par son ampleur et ses succès

Le soulèvement lancé par le magnat François Rakóczi en 1703 enflamme l'ensemble de la Hongrie d'abord, puis se propage en quelques mois à la Transylvanie voisine. Rakóczi bénéficie alors d'un contexte favorable lié aux réformes politiques, économiques et sociales habsbourgeoises, ordonnée à partir de 1671 et renforcée sous le gouvernement du cardinal Kollonich.

Dans les instructions fournies au marquis des Alleurs, on saisit l'ampleur de ce soulèvement contre l'autorité royale et impériale. Elles l'informent de l'état des forces hongroises en février 1704. Cet état s'appuie sur le rapport établi par un agent du prince de Transylvanie : le frère basiliste Petronius Kaminski¹. Ce dernier dénombre la présence de quatre corps d'armée regroupant environ 68 000 hommes. La réalisation de ce décompte a pour but de montrer la vigueur de la révolte. Rakóczi cherche à prouver à Louis XIV que son mouvement est digne d'être soutenu. Dans cette optique et sur ordre du prince, le frère basiliste est envoyé auprès du marquis de Bonnac afin de rapporter les succès éclatants des insurgés. Ces chiffres sont relativement proches de la réalité et facilement vérifiables. En effet, la France dispose d'agents dans la région en la personne du colonel Fierville, puis à partir de 1705 de Pierre Puchot marquis des Alleurs. Les estimations du frère basiliste sont confirmées à la veille de la campagne de 1705 au sein de la « *Relation de l'État où se trouvaient les affaires des mécontents de Hongrie lorsque Mr des Alleurs est arrivé auprès du prince Rakóczi et des dispositions qu'on avoit fait en Hongrie, et en Transylvanie pour la*

¹ Béla Kopeczi, *Hongrois et français de Louis XIV à la Révolution française*, chap. IV, Paris, CNRS, 1983.

campagne de 1705 avec une description du pays et des mœurs des habitants »². Elle est rédigée par un membre de la suite du marquis des Alleurs. Le soulèvement n'est toutefois pas totalement unanime. En effet, la mobilisation orchestrée par le prince de Transylvanie rencontre une opposition en Hongrie même. Pour mémoire, la Relation indique cette division :

« Tous les peuples de Hongrie sont divisés en deux parties qui se distinguent par les noms de Labantz es de Courrouz. Les premiers tiennent pour l'empereur, les autres pour le prince Rakóczi. »³

Suite à l'appel du prince François II Rakóczi, le pays connaît une nouvelle division politique. Toutefois, les partisans de l'empereur sont minoritaires. Ces oppositions s'expriment dans les familles de magnats, à l'image des Esterhazy, dont les membres embrassent les deux causes⁴. Les *labantz* se manifestent également lors de la Diète d'Onod en 1707, au travers des voix des députés du comitat de Turoc⁵. Certains sont exécutés sur les ordres de Rakóczi et de Berscenyi. Le prince bénéficie donc du large soutien des Hongrois en 1703. Il bénéficie du rejet de la politique habsbourgeoise en Hongrie. En plus du soutien de la paysannerie et de la noblesse de Haute-Hongrie et de Transylvanie, il peut compter sur l'aide étrangère. En effet, les volontaires *courrouz*, issus du peuple, se battent aux côtés de troupes étrangères comme les huit régiments français et allemands subventionnés par Versailles⁶. Kaminski et la *Relation* sur les affaires de Hongrie mentionnent ces régiments.

Elles sont complétées par des régiments d'infanterie et de cavalerie levés en Allemagne⁷ ou issus du service de l'empereur. Mal payés, ils auraient rejoint les malcontents. Il faut dire qu'au début de la guerre de succession d'Espagne, l'Autriche est en proie à de graves problèmes financiers. En effet, la mort du financier juif Samuel Oppenheimer, dont le crédit permettait de financer les opérations militaires de Léopold Ier, met à mal les finances de

² AAE, CP Hongrie, *Relation de l'État où se trouvaient les affaires des mécontents de Hongrie lorsque Mr des Alleurs est arrivé auprès du prince Rakóczi et des dispositions qu'on avoit fait en Hongrie, et en Transylvanie pour la campagne de 1705 avec une description du pays et des mœurs des habitants*, vol. 12, f° 90

³ AAE. *Ibid.*, f° 90.

⁴ Pál, chef de la Maison Esterhazy reste fidèle à l'empereur tandis qu'Antal et Peter rejoignent le Prince Rakóczi.

⁵ Se référer à la partie Annexes.

⁶ Jean Bérenger, *La Hongrie des Habsbourg*, t. 1, de 1526 à 1790, Rennes, PUR, 2010, p. 187.

Avec les 30 000 livres, puis les 50 000 livres payées par lettres de change depuis la Pologne et l'Empire ottoman.

⁷ AAE, *Ibid.*, f° 22.

Lettre de l'agent de Maximilien-Emmanuel de Bavière en Hongrie, le sieur Coulon, en date du 24 janvier 1705 : « Il [François Rakoczi] fait lever trois nouveaux régiments d'infanterie allemande et deux de cavalerie de la même nation, lesquels on augmentera de temps en temps, autant qu'il sera possible. »

l'Empire⁸. Il faut attendre les nominations d'Eugène de Savoie à la tête de la Hofkriegsrat et de Gundaker Starhemberg à la Hofkammer pour que l'Empire retrouve sa vivacité financière et militaire⁹. Parmi ces régiments, on note la présence de troupes françaises. Leur engagement sur la rivière Waag, à la bataille de Schinta en 1705, est attesté dans *Histoire intéressante ou relation des guerres du Nord et de Hongrie au commencement de ce siècle*. En effet, l'auteur fait état du courage des grenadiers français qui résistent à la charge des Impériaux.¹⁰

La vaillance de ces grenadiers français est constante dans le temps. Depuis les Pays-Bas méridionaux, l'agent de Rakóczi, le baron Ladislas de Wettes, la souligne une nouvelle fois dans un courrier datant de 1707. Il écrit à l'occasion d'un rapport du siège de la ville d'Hermanstadt, c'est-à-dire Szeben en Transylvanie, adressé au marquis de Torcy à Versailles :

*« La garnison d'Hermanstadt a fait une vigoureuse sorti, dont beaucoup de braves gens sont tués de part et d'autre, mais qu'elle estoit repoussée par les grenadiers français. »*¹¹

Ces troupes sont passées en Hongrie au début du conflit avec du drap (vraisemblablement acheté par le marquis de Bonnac et le colonel de Fierville) en provenance de Pologne. Leur nombre est assez restreint. « Les relations » nous apprennent l'effectif et l'origine sociale de ces grenadiers :

*« Je diray que la compagnie de grenadiers français estoit composé de cent quatre-vingts soldats, de ces déserteurs vagabonds qui passèrent continuellement d'un service à un autre, mais qui pour l'ordinaire sont de braves gens ; ceux-ci se sont signalés en Hongrie dans toutes les occasions et particulièrement à la bataille de Tirnau. »*¹²

La compagnie de grenadiers français engagée à Tirnau¹³, le vingt-six décembre 1704, ne peut pas empêcher la retraite des kurucs. Le paysage de la plaine de Tirnau est favorable à une bataille rangée. C'est la première du conflit en Hongrie. Elle est symptomatique de l'incapacité des Magyars, à la fin de 1704, à soutenir les feux de rangs réglés. Malgré cela, les

⁸ Lucien Bély, *Les relations internationales en Europe XVIIe-XVIIIe siècles*, Paris, PUF, 2001.

⁹ Lucien Bély, *Ibid.*, p. 392.

¹⁰ Béla Kopecezi, *Hongrois et français de Louis XIV à la Révolution française*, chap. IV Paris, CNRS, 1983.

¹¹ AAE, Cor. Pol., Hongrie, vol. 12 f° 306.

Lettre écrite de Mons par le baron de Wettes, le 17 mars 1707.

¹² AAE, Cor. Pol., Hongrie, vol. 13, f° 86

¹³ Tirnau est l'appellation germanique pour désigner l'actuelle ville slovaque de Trnava dans l'ouest du pays. Territoire appartenant à l'Autriche-Hongrie jusqu'au traité de Trianon de 1919, les Hongrois ont conservé l'appellation hongroise de Nagyszombat, pour désigner la ville.

malcontents progressent partout. Les premiers engagements sont favorables. En effet, les Hongrois lancent de profondes incursions en Moravie¹⁴, en Styrie¹⁵, en Basse-Autriche¹⁶; c'est-à-dire en République tchèque actuelle, et à l'Est des territoires autrichiens, cœur de la monarchie habsbourgeoise. Ces incursions sont rendues possibles par la rapide occupation de la Transdanubie et de l'ouest de la Haute-Hongrie¹⁷. Le prince de Transylvanie et ses partisans contrôlent la majorité de la Hongrie historique à la fin de l'année 1703. Les kurucs profitent des problèmes financiers de l'Empire et de la mobilisation d'une grosse partie de l'armée impériale en Allemagne et en Italie¹⁸ contre les forces bavaroises, françaises et espagnoles. Loin des champs de bataille d'Europe occidentale et des Pays-Bas méridionaux, François Rakóczi mène une guerre en accord avec l'histoire militaire hongroise et la nature de ses troupes. Elles sont majoritairement inexpérimentées, peu manœuvrières, féroces, mais rapidement hésitantes sous un feu de rang. Les actions des malcontents se concentrent ainsi sur des opérations de *petite-guerre*. Ces opérations se caractérisent par des embuscades suivies de corps à corps. Ces opérations économisent les faibles ressources de l'insurrection. Elles sont peu coûteuses en hommes et en matériels, et en cas de succès, elles permettent d'enrichir l'équipement des armes laissées sur le terrain. On retrouve la trace de ces opérations dans les documents relatifs aux « *Nouvelles de Hongrie* » :

« Le général Heister [Autrichien] a envoyé le 9 de ce mois de mars 100 dragons vers Trensetin, après avoir porté 500 hommes d'infanterie à un lieu et demi de Léopoldstadt ; un party hongrois étant survenu les a taillés en pièce. Il a pris leurs armes et leurs bagages avec 4 pièces de canons. »¹⁹

Ce neuf mars 1705, la colonne de cavalier est écrasée par les fantassins magyars. Ils sont détruits sur la route menant à Trenscen (Trensetin dans la citation), l'actuel Trencin en Slovaquie. Ils sont surpris à seulement six kilomètres²⁰ d'un des faubourgs de Vienne, juste

¹⁴ Région du sud-est de la République tchèque actuelle dont la capitale est Brno.

¹⁵ Région à cheval entre le sud-est de l'Autriche et le nord de la Slovénie actuelle.

¹⁶ Région montagneuse du nord-est de l'Autriche à la frontière de la République tchèque et de la Slovaquie actuelle.

¹⁷ Région de plaine située à l'ouest du Danube entre Vienne et Budapest.

¹⁸ A titre d'exemple, 30 000 hommes sont mobilisés par les Autrichiens lors de la bataille de Chiari (Lombardie) le premier septembre 1701 ; 30 000 à la bataille de Cassano (Lombardie) le 16 août 1705 ; 30 000 lors du siège de Turin en 1706 (sans compter la garnison).

¹⁹ AAE, Cor. Pol., Hongrie, vol. 12, f° 39

²⁰ Compte tenu de la situation militaire de l'année 1705, la distance séparant le lieu de l'embuscade et Vienne semble très proche, peut être la source exagère cette distance. D'autant plus, que les Hongrois ont été défaits à Tirnav (Trnava) l'année précédente, interdisant du même coup la route Trnava – Bratislava – Vienne. Un coup de main est toujours possible en descendant par la Bohême, mais cette région entre Vienne et Bratislava n'est pas le territoire où les embuscades sont les plus fréquentes. (Haute-Hongrie et Transylvanie). Une telle opération pouvait cependant renforcer considérablement la crainte des

sur la rive septentrionale du Danube. Encore en 1705, de ce côté du fleuve, les kurucs sont capables de s'approcher très près de la capitale impériale. Dans le même document, une seconde unité autrichienne est surprise :

« Un party impérial composé de dragons et de cuirassiers, étant tombé depuis sur les Hongrois sous Beczkow, ceux-cy ont soutenu fortement les efforts de leurs ennemis, après quoy, ils les ont suivi vers Tirnau, les Hongrois ont eu 9 hommes tués dans cette action. »²¹

À partir de Tirnau, la route du nord vers Trenscen devient très accidentée. En 1705, c'est le domaine de la rébellion. Tirnau est la frontière des territoires contrôlés par l'Autriche, la cité garde l'entrée d'une plaine menant à Presbourg puis à Vienne.

Ces deux contingents descendent de Haute-Hongrie géographiquement très accidentée, surtout après Presbourg. Cette région de la Haute-Hongrie ressemble à la Transylvanie, c'est un des deux épïcêtres de l'insurrection. Comme l'explique la formule de l'agent de Maximilien-Emmanuel de Bavière, ces espaces sont interdits aux partisans de l'empereur :

« Qu'ils ne sauroient mettre une garde avancée sans être enlevée par nos gens »²²

Ces mots sont rédigés dans le courrier à destination de Bruxelles du quatorze janvier 1705. Ils viennent à la suite du récit de la bataille de Tirnau pour expliquer l'avantage des kurucs sur les Impériaux dans l'ouest de la Haute-Hongrie. Ces territoires de moyenne montagne se prêtent particulièrement à cette guerre de harcèlement. L'infanterie plaçait sur les pentes boisées de routes encaissées, n'a aucun mal à écraser une cavalerie adverse prise en embuscade. Les succès hongrois basés sur la vitesse font qu'ils progressent vite dans toute la Haute-Hongrie et en Transylvanie. Ils débordent les troupes impériales et ils les repoussent rapidement jusqu'à Vienne. Ces victoires rapides permettent aux partisans de François Rakóczi de se rendre crédibles aux yeux de Louis XIV et de participer à la manœuvre française qui vise à encercler Vienne en 1703-1704. À la différence des Français et des Bavaoïs, ils atteignent les faubourgs de la capitale impériale et assiègent le plus important, Léopoldstadt, mais sans succès faute de matériel de siège et d'experts dans ce domaine. Ils y

troupes impériales en instaurant le sentiment qu'elles pouvaient être prises à parti dès la sortie des centres urbains. Si le lieu de l'embuscade est réellement aussi proche de la capitale impériale, cette opération constitue un véritable coup d'éclat qui mérite assurément d'être relaté.

²¹ AAE, *Ibidem*.

²² AAE, *Ibid.*, f° 21

essuient leur premier revers. Suite à la défaite magyare de Tirnau²³ le deux décembre 1704, les rebelles doivent se retirer. Située plus au nord de Léopoldstadt, la ville de Tirnau (Tnava en Slovaquie) est un point de passage important de l'approvisionnement des troupes assiégeant Léopoldstadt. Sans ce ravitaillement venant de Haute-Hongrie, il est impossible de poursuivre un siège qui dure depuis déjà plus d'un an. La victoire du général autrichien Heister a cette conséquence. Les rebelles sont dans l'obligation de reculer faute du soutien de Villars et Max-Emmanuel de Bavière.

Les Hongrois ne disposent en effet pas du matériel de siège nécessaire à la prise d'une cité de l'importance de Vienne. Malgré cette retraite, la rébellion de Rakóczi continue de progresser. Au cours de l'année 1704-1705, les Impériaux sont refoulés de Transylvanie. Le général Rabutin est même encerclé par les kurucs dans la ville saxonne d'Hermanstadt. Toutefois, à partir de cette date la tendance commence à s'inverser. Surpris par la violence et la soudaineté de l'insurrection, les forces impériales se ressaisissent et s'adaptent peu à peu aux tactiques de la « guérilla » hongroise. Ils écartent la menace franco-bavaroise à Höchstadt/Blenheim en août 1704, la repoussant sur le Rhin et les Pays-Bas méridionaux, et isolant automatiquement les Hongrois de leurs alliés. N'ayant plus d'emprises en Europe centrale, la France considère avec davantage d'attention les affaires de Hongrie. En parallèle, les insurgés prouvent que leur soulèvement est suffisamment important pour que la diplomatie française le considère comme une alliance de revers dès le printemps 1704 avec l'envoi du marquis des Alleurs.

Ralliements et oppositions à l'insurrection de François Rakóczi

Fort d'un contexte économique et social en constante dégradation depuis 1690, les couches de la société transylvaine se rallient d'abord à la révolte menée par François Rakóczi. Comme l'explique l'illustre historien hongrois Béla Köpeczi, elle se place dans la continuité de ce long mouvement d'opposition aux Habsbourg :

« Après une série de rébellions, de soulèvements, en 1702-1703, toutes les couches de la société plaçaient leur espoir dans la personne de Rakóczi et attendaient de lui le rétablissement de la paix sociale dans le pays. Les dispositions prises par le Prince favorisèrent la conciliation

²³ AAE, *Ibid.*, f° 13

des intérêts des groupes sociaux les plus divers et simulèrent fructueusement le processus de restructuration sociale à long terme, qui avait été interrompu sous le gouvernement des Habsbourg.²⁴ »

La Transylvanie vient de faire son entrée dans la guerre de Succession d'Espagne en ralliant les intérêts de François Rakóczi. Par le phénomène de l'interdépendance des fronts, elle se retrouve liée à la Hongrie, à la France, mais aussi aux Pays-Bas méridionaux alors sous administration d'une France. Pour mémoire, cette théorie vise à montrer que la situation militaire, sociale, ou économique d'un front peut influencer un autre théâtre d'opérations qui se trouve parfois à plusieurs milliers de kilomètres de là. C'est ce que la correspondance militaire du maréchal de Villeroy²⁵ démontre pour les Pays-Bas méridionaux et la Hongrie. On retrouve également cette idée dans la correspondance du marquis des Alleurs au travers de l'entreprise d'Écosse de 1707, dont il est informé par Louis XIV. Les Transylvains magyarophones entrent dans le conflit pour retrouver la prospérité du règne de Michel Ier Apafi et défendre leur culture et leur identité. La dégradation du climat économique était ainsi instrumentalisée par les Habsbourg pour affaiblir les grandes familles locales. La stratégie politique était intéressante à tout point de vue pour l'Empereur, car cela lui permettait d'écarter les élites politiques locales pour instaurer la centralisation.

Néanmoins, comme pour le royaume de Hongrie, Léopold Ier a sous-estimé les capacités de résistance de la principauté de Transylvanie et son attachement à sa culture et à ses traditions. Loin de renforcer son pouvoir, l'Empereur mobilise les Ordres du voïvodat contre lui et accélère le ralliement de celle-ci à la rébellion de Rakóczi. L'élection de ce dernier à la dignité de prince est une formalité en 1705. Une adhésion dont les racines se trouvent dans les attaques proférées par Vienne contre le culte protestant et le modèle économique « Apafien ».

Dans un contexte de mécontentement généralisé, les populations magyarophones prennent les armes contre les Impériaux et se rallient sous la bannière du hongrois François Rakóczi. Les années 1703-1709 sont celles de la guerre contre l'empereur du Saint-Empire romain germanique. La division communautaire et culturelle de la Transylvanie se retrouve dans la manière dont les différentes ethnies témoignent de leur soutien à François Rakóczi. La

²⁴ Bela Kopeczi (dir.), *Histoire de la Transylvanie, chap. 2 : la société et l'économie transylvaines en 1660 et 1711*, Budapest, Akadémiai kiadó, 1992.

²⁵ Il commande l'armée française des Flandres.

Relation sur les affaires de Hongrie et de Transylvanie écrite en 1705 nous en apprend davantage²⁶ :

*« En 1703, dans la révolte de Hongrie, les Hongrois et les sicules prirent les armes sous le commandement des généraux Pekri et Orotzkai ; les Saxons leur remirent quelques villes dont les principales sont Vessembourg, Clausembourg, Saschebes et Saxembourg. »*²⁷

On observe deux types de ralliements distincts au moment de l'embrasement de la Transylvanie en 1703. Le premier est un ralliement actif et franc avec la prise d'armes des populations hongroises et sicules, tandis que le second est plus passif et attentiste au travers d'une communauté saxonne qui ne fait que livrer des villes secondaires de sa juridiction. Elle ne s'engage pas véritablement militairement aux côtés de Pekri et d'Orotzkai, et conserve la garde des principales cités du sud avec Hermanstadt et Cromstadt. Les Saxons restent tiraillés entre la loyauté à la principauté et la défense d'une germanité incarnée au sein de la Transylvanie par les Habsbourg depuis la mort de Michel Apafi en 1690. De plus, les réformes caméralistes de Vienne avaient été favorables au commerce et à l'industrie des villes saxonnes. À la différence des autres communautés insensibles et étrangères à la notion de « pangermanisme », les Saxons n'avaient pas de véritables raisons de s'armer contre le pouvoir central. Néanmoins, ils choisissent d'ouvrir des villes aux rebelles tout en accueillant les forces impériales en déroute dans le nord et dans le centre du pays. L'entrée en rébellion de la principauté de Transylvanie contre l'empereur Léopold Ier était une bonne nouvelle pour les révolutionnaires hongrois. À l'image de ce qu'il se passe dans toute la Hongrie, la principauté passe rapidement sous le contrôle des rebelles à l'autorité impériale :

*« Ils se rendirent maîtres du plat pays par le moyen d'une nombreuse cavalerie qu'ils mirent facilement sur pied, les chevaux étant fort communs en ce pays-là. »*²⁸

La Transylvanie devient donc courroutz sous les actions conjuguées de Laurent Pekri et d'Orotzkai. Le général Rabutin, commandant en chef des troupes impériales stationnées dans la principauté, doit se retirer pour se retrancher dans les villes d'Hermanstadt²⁹, de

²⁶ AAE, CP Hongrie, vol. 12, f° 89 – 98.

²⁷ AAE, *Ibid.*, p. 97.

²⁸ AAE, *Ibidem*.

²⁹ Aujourd'hui Sibiu en Roumanie.

Kromstadt³⁰ et de Médiés³¹. L'objectif de Rabutin est de conserver des points d'appui pour regrouper ses forces en terres saxonnes et pour mener une future contre-offensive, dès que la situation sera plus favorable. Rakóczi prend donc le contrôle de la Transylvanie. Il vient de récupérer une base de repli, des hommes et un centre d'approvisionnement. C'est également une bonne nouvelle pour la diplomatie française. L'ensemble des possessions habsbourgeoises de la périphérie orientale est désormais dans un état insurrectionnel généralisé. Elles revendiquent une sécession avec le Saint-Empire romain germanique et intègrent naturellement le système d'alliance de revers aux côtés de Français également en guerre contre Léopold Ier. L'année suivante reste à l'avantage des insurgés. En octobre 1704, la Transylvanie s'engage de manière encore plus franche en faveur de François Rakóczi. Les Ordres de la principauté élisent ce dernier comme prince souverain et prononcent la déchéance de Léopold Ier. À ce titre, les trois nations transylvaines envoient des émissaires à leur nouveau prince qui se situe alors à Leventz³² en Haute-Hongrie avec son armée :

« Les trois nations dont j'ai parlé lui envoyèrent des ambassadeurs pour le reconnaître. »³³

Pour la nation hongroise, c'est l'ambassadeur Barcsay qui est dépêché. Il est âgé de quatre-vingts ans en 1704. Sa famille a possédé la dignité princière de Transylvanie de 1658 à 1660 avec Akos Barcsay. Ce parent d'Akos Barcsay a été l'un des favoris du très populaire prince Michel Apafi. De ce fait, il incarne une forme de continuité avec la période prospère de ce long principat. Les sicules envoient un certain *Lazarferentz*³⁴, alors que les Saxons nomment un dénommé *Hanspiklik*³⁵ pour les représenter auprès de Rakóczi. Leurs rôles sont assez importants des points de vue pratiques et symboliques. D'abord politiquement, en qualité de conseillers pour les affaires de la principauté, ces ambassadeurs restent auprès du nouveau prince issu de la nation hongroise. Ce Conseil restreint est distinct du Conseil d'État pour les affaires de Hongrie, mais il a le même rôle administratif. Il doit également garantir les intérêts des trois nations transylvaines, les Roumains ne disposant pas de droits politiques puisqu'ils sont fondus dans les trois juridictions. Puis symboliquement, la présence de ces émissaires marque le ralliement de chacune des nations au soulèvement, en reconnaissant

³⁰ Aujourd'hui Brasov en Roumanie.

³¹ Aujourd'hui Medias en Roumanie.

³² *Vocabulaire françois ou abrégé du dictionnaire de l'académie française, auquel on a ajouté une nomenclature géographique fort étendue*, Paris, veuve Regnard, 1771, p. 503.

³³ AAE, *Ibidem*.

³⁴ AAE, *Ibidem*.

³⁵ AAE, *Ibidem*.

officiellement le prince. Le statut d'état de la principauté de Transylvanie offre aussi et surtout une légitimité politique aux rebelles hongrois sur le plan international. La mise en scène du serment d'allégeance des ambassadeurs est soigneusement orchestrée par le nouveau prince de Transylvanie à Leventz :

« [...] reçut ces ambassadeurs à la teste de son armée, et leur donna audience à cheval ; cette cérémonie fut accompagnée d'un grand festin où lesdits ambassadeurs mangèrent avec le prince. »³⁶

Le choix des Saxons de soutenir officiellement Rakóczi peut paraître curieux au regard de ce que nous avons avancé précédemment, mais compte tenu du contexte militaire régnant dans la principauté, ils n'ont d'autres résolutions que de suivre le mouvement enclenché par les communautés sicules et hongroises. Les troupes de Rabutin étaient toujours enfermées dans trois des principales villes saxonnes, dont la capitale Hermanstadt. Pour les élites, l'objectif de ce ralliement est à notre sens de gagner du temps, en attendant de savoir comment la situation allait évoluer. On retrouve cette posture dans les Pays-Bas méridionaux au moment de l'invasion française de 1701 et de la réforme institutionnelle du Conseil royal. Une posture attentiste et versatile des élites locales confirmée après la défaite française de Ramillies de 1706 qui conduit à la partition politique de la province.

Fort du ralliement des nations transylvaines à sa cause anti-habsbourgeoise et de son investiture princière, le prince Rakóczi envoie des troupes dans la principauté pour appuyer les forces de Pekri et d'Orotzkai. En janvier 1705, le comte Forgatz reçoit l'ordre de prendre le commandement des troupes transylvaines³⁷. Pour cela, il forme une garde personnelle comprenant un régiment de cavalerie fort de cinq cents chevaux et un régiment d'infanterie de deux mille hommes. Ces troupes semblent peu nombreuses, mais elles sont très expérimentées. Elles se composent de vétérans transylvains ayant combattu sous le principat de Michel Apafi, et de déserteurs des places fortes impériales. À ces unités d'élite s'ajoutent les unités magyarophones levées dans les comitats et en territoire sicule. Leur nombre s'élève à six mille cavaliers et douze mille fantassins. En comptabilisant les auxiliaires, le chiffre total est de 24 500 hommes. L'armée de Forgatz pour tenir la Transylvanie s'avère donc conséquente en termes d'effectifs, mais globalement, elle manque de discipline et d'expérience pour mener une guerre conventionnelle faite de sièges et de batailles rangées. De

³⁶ AAE, *Ibidem*.

³⁷ AAE, *Ibidem*.

par sa composition, elle rencontre les mêmes problèmes que les troupes rebelles évoluant dans le royaume de Hongrie sous le commandement direct de Rakóczi. Les Saxons ne participent pas massivement à cette armée rebelle de Transylvanie. La Relation affirme que la raison se trouve dans leur manque de goût pour la guerre³⁸, mais nous pensons qu'une part de la vérité réside dans le fait que la communauté saxonne soutient Rakóczi par obligation, mais que son identité la pousse naturellement vers l'Empereur. Il est ainsi difficile de lever des effectifs, d'autant plus que quatre des plus importantes villes sont encore aux mains de l'armée impériale. Lors de la campagne de 1705, le comte Forgatz et ses 24 500 hommes tentent de reprendre les villes saxonnes à Rabutin. Dès le printemps, les troupes rebelles assiègent la ville de Médiés située légèrement au nord d'Hermanstadt. Stratégiquement c'est un avant-poste qui protège la Capitale de la nation saxonne où s'est enfermé le général impérial Rabutin avec quatre mille hommes. Si Médiés tombe, Hermanstadt sera directement menacée³⁹. La cité de Médiés est prise par le comte Forgatz au mois de juin. Cette conquête lui ouvre la route d'Hermanstadt. Cette cité était le centre politique des Saxons de Transylvanie. Selon les lois de la ville, jalousement défendue par *l'Universitas saxonum*⁴⁰, seuls les Allemands pouvaient s'y installer :

« [À propos d'Hermanstadt] *Ville saxonne et cité la plus importante de Transylvanie avec un total de 8 000 familles résidant l'intérieur de l'enceinte.* »⁴¹

Les origines germaniques de ces villes les rendaient plus sensibles au loyalisme impérial. Grâce au soutien de la population, Szeben, ou Hermannstadt en allemand, reste une position solidement tenue par l'armée impériale durant tout le conflit. La ville était réputée imprenable et arborait fièrement le surnom de bastion de la chrétienté après que les Turcs avaient essuyé plusieurs échecs cuisants devant ses murs. En comparaison de Médiés, les défenses de la ville décrites dans la Relation sont impressionnantes.

³⁸ AAE, *Ibidem*.

³⁹ AAE, *Ibidem*.

⁴⁰ Dénomination latine de l'université saxonne de Transylvanie créée par le roi de Hongrie Mathias Corvin en 1486. Cette fondation royale garantissait une large autonomie à cette communauté germanique venant principalement de Saxe à partir des XIIe et XIIIe siècles. Sa juridiction regroupe les sept villes habitées par les Saxons, et donne son deuxième nom à la Transylvanie : Siebenbürger.

Rappelons que dans un souci d'équité politique, les autres communautés de la principauté bénéficient également de fondations du même type qui garantissent une autonomie similaire : les Sicules possèdent *l'universitas sicularum*, et les Hongrois *l'universitas nobilium*. Cette organisation de type fédéral garantissait une tolérance religieuse sur tout le territoire. Ainsi, à la différence de la France et des Pays-Bas méridionaux, ni la Hongrie, ni la Transylvanie ne connurent les guerres de religion au XVIe siècle.

⁴¹ AAE, *Ibidem*.

« Hermanstadt est une grande et bonne place, bâtie dans un marais et fortifiée d'une triple enceinte de murailles, avec trois fossés pleins d'eau, et quantité d'ouvrages [...]. Médiés est une assez grande ville revêtue d'une simple muraille, sans terre-plein, avec quelques tours et un méchant fossé. »⁴²

Fort de cet important dispositif défensif et en raison du manque de moyens pour assiéger une telle ville, la cité ne sera jamais prise par les rebelles. Elle reste donc une base opérationnelle pour les Impériaux durant toute la guerre. La principauté est un enjeu de la guerre d'Indépendance hongroise en raison de sa prospérité. Avant 1705, la région passe pour être particulièrement prospère en comparaison d'une Hongrie plus ravagée par la guerre entre les Ottomans et les Impériaux. La Relation insiste sur ce point :

« La Hongrie est un beau pays, mais la Transylvanie me paroît plus agréable [...] la bonne chère s'y trouve. Les villes y sont plus belles, les villages mieux battis et les habitants plus polis et plus sociables. »⁴³

Cette description de la Transylvanie et les comparaisons avec sa voisine hongroise sont intéressantes pour montrer que la Hongrie serait une base arrière d'une importance capitale pour le prince Rakóczi et la guerre d'Indépendance hongroise. Les Impériaux s'en rendent compte. Ils essaient de reprendre le contrôle des passages permettant d'entrer et de sortir de la principauté. Les affrontements y sont réguliers. Comme en Hongrie et aux Pays-Bas méridionaux, la population est impactée par la guerre se déroulant sur le sol même de la principauté jusqu'en 1709. Les armées impériales vivent sur le pays, alors que l'armée rebelle évite ce mode d'approvisionnement pour ne pas s'annihiler le soutien de la population. Comme nous l'avons vu précédemment pour la rébellion en Hongrie, les courroutz reçoivent des vivres et du matériel de Hongrie, directement des comitats où sont levées les troupes. Malgré cette précaution, la population transylvaine souffre de ce conflit. Elle est d'abord décimée par les disettes dues aux ravages des opérations militaires sur des récoltes naturellement moins abondantes en zones de moyenne montagne. L'affaiblissement des organismes facilite le développement d'une épidémie de peste qui survient durant la guerre. Ces deux fléaux qu'engendre la guerre déciment la population de la Transylvanie, qui ne compte plus que sept cent mille habitants en 1710, contre environ neuf cents mille en 1703. En fin de compte, la guerre n'apporte pas plus de soulagement aux populations transylvaines. À l'instar du cœur de la Hongrie historique et des Pays-Bas méridionaux, le territoire est

⁴² AAE, *Ibidem*.

⁴³ AAE, *Ibidem*.

scindé en deux par la ligne de front. Les souffrances inhérentes à cet état de guerre constituent un poids considérable.

Au-delà des exactions des soldats, les populations de Transylvanie doivent également soutenir le niveau d'imposition requis par la puissance dominante. S'il n'y a rien d'étonnant à cela, la population avait du mal à répondre aux exigences de l'État révolutionnaire hongrois et de l'État loyaliste de Szeben. En effet, le contexte de guerre entrave considérablement le commerce et ses infrastructures, notamment routières. Les revenus générés par ceux-ci sont une nouvelle fois en baisse. Finalement, la situation s'aggrave. La majorité de la population attend des jours meilleurs et le retour de la paix. Dans le nord, on espère la victoire des Magyars, tandis que dans le sud, on souhaite le succès de l'Empereur. En attendant une résolution, de nouvelles mesures économiques sont mises en œuvre par l'État rebelle. Le but est d'oxygéner la province. Comme nous l'avons dit, elles ont pour objectif de revenir à un modèle plus libéral introduit par Michel Apaffi dans la seconde moitié du XVIIe siècle, un modèle plus en accord avec le système de grandes propriétés terriennes. Elles veulent aussi rapprocher les économies transylvaines et hongroises que tentent de reconstruire les administrateurs de François Rakóczi dans les territoires contrôlés par ce dernier. La volonté de souder les deux économies et d'organiser les deux territoires démontre bien que la principauté de Transylvanie et le royaume de Hongrie sont culturellement, économiquement, et identitairement extrêmement proches. Le nouveau prince de Transylvanie, François II Rakóczi s'efforce de réaliser ses promesses sociales du Manifeste de 1703. Elles doivent relancer l'économie. La réalisation du manifeste est une étape obligatoire vers plus d'indépendance politique et plus de légitimité populaire. C'est ainsi qu'à la Diète d'Ònod de 1707 est votée l'instauration d'un impôt sur le revenu payé par tous. Pour davantage de justice et dans le but de faciliter le recrutement de « volontaires », les hommes qui s'enrôlent dans l'armée hongro-transylvaine exemptent leur famille de toute charge fiscale.

Il s'inspire directement de l'État fiscal mis en place par Michel Ier Apafi, où tous les Ordres payaient l'impôt. En plus de sa participation naturelle à l'effort de guerre, la noblesse doit aussi contribuer à renflouer fiscalement le Trésor hongrois. Le prince Rakóczi vient de faire accepter à son parlement une réforme fiscale de premier plan, d'une modernité incroyable pour l'époque, dans un pays où le féodalisme et le servage prévalent encore. La Hongrie de Rakóczi est politiquement en avance sur son temps si l'on compare son caractère libéralisme au carcan des monarchies absolues. Ainsi, près d'un siècle plus tard, Louis XVI de

France va échouer à faire accepter à sa noblesse et à son haut-clergé un impôt payé par les trois Ordres sociaux.

François Rakóczi souhaite également rompre le plus vite possible avec les monopoles des compagnies de commerce, le protectionnisme et les barrières de péage. Pour le nouvel état hongro-transylvain, il envisage un retour à ce modèle « apafien » des années 1660-1680, qui a été si bénéfique à la province. Fort de cet exemple, le gouvernement hongrois instaure les premières mesures favorisant une renaissance de la liberté d'entreprendre dans les secteurs du commerce, de l'industrie et de l'extraction des matières premières. L'État se réserve le droit d'encadrer les innovations et le développement des territoires. Les administrateurs de la rébellion et la population n'ont pas vraiment le temps de voir les effets de cette volte-face économique. En effet, malgré un début d'insurrection qui embrase l'ensemble de la Hongrie et de la Transylvanie, et qui a pour effet de repousser les armées impériales jusqu'aux portes de Szeben et de Vienne, la rébellion s'essouffle rapidement. Tenant les contreforts des Carpates et les collines du centre de la Transylvanie, les hommes de Rakóczi sont sévèrement battus en Haute-Hongrie, d'abord à la bataille de Tirnau en 1704, puis à la bataille de Trenscen en 1708. Malgré l'aide humaine et financière de la France, le consensus autour du prince de Transylvanie se brise.

La Transylvanie rejoint la guerre d'Indépendance de François Rakóczi contre les Habsbourg à la suite d'un long processus qui trouve son origine dans les mouvements géopolitiques des XVIe et XVIIe siècles, mais également dans l'identité de sa population. Majoritairement magyarophone et magyarophile, la principauté est un acteur majeur de la sécession de la périphérie orientale de l'Empire des Habsbourg. Bien que juridiquement indépendante, la principauté faisait indirectement partie de l'Empire par la charte Léopoldine de 1691. Néanmoins, d'un point de vue culturel, sa proximité avec la Hongrie royale est très forte. Le ralliement de ce territoire des confins de l'Europe centrale, berceau de la culture hongroise, s'avère logique. En effet, la période du principat de Michel Ier Apafi est d'une importance capitale pour comprendre comment la Transylvanie se positionne dans la guerre d'Indépendance hongroise et plus largement dans la guerre de Succession d'Espagne. Le prince a conduit une politique économique solide en adéquation avec les avantages comparatifs de son territoire, son organisation sociale et les aspirations de sa noblesse. Cet équilibre lui apporte une solide paix intérieure. Ce climat lui laisse les mains libres pour organiser des alliances extérieures novatrices et lointaines, tout en menant une diplomatie de

plus en plus indépendante basée sur la paix avec ses voisins, mis à part avec les Habsbourg. Les conciliations avec les Polonais, les Turcs, et les voïvodes roumains ont facilité sa politique hongroise et son rapprochement avec la France.

Sur la période de la seconde moitié du XVII^e siècle jusqu'à la paix de Szatmar en 1711, la principauté offre l'asile aux défenseurs de l'identité hongroise et aux ennemis des Habsbourg. À la différence de la noblesse hongroise, les élites des Pays-Bas méridionaux ne disposent pas de ce refuge dans les états limitrophes. Pour les frondeurs magyars, le voïvodat offre des moyens économiques pour mener et soutenir une rébellion identitaire en faveur de la défense de la culture hongroise. Ils peuvent s'appuyer sur le nouveau statut diplomatique de la principauté, ses richesses minières abondantes et son relief qui en fait une forteresse naturelle. Une topographie sur laquelle les élites des provinces belgiques ne peuvent pas s'appuyer non plus. C'est une des raisons pour lesquelles les successeurs de Michel Ier Apafi, et tous les meneurs des rébellions du XVII^e et du XVIII^e siècle cherchent à se faire élire prince. La dignité de voïvode est un véritable enjeu. Imre Thököly cherche ainsi à l'obtenir après l'échec de son soulèvement en 1683. Le prince François II Rakóczi se place également dans cette optique pour trouver une crédibilité politique et une indépendance diplomatique. Deux éléments, dont il se sert pour négocier avec la Russie et communiquer avec la France, via le marquis des Alleurs, puis son émissaire à Bruxelles, à Mons, et à Paris, le Baron de Wettes. Chaque élection au trône princier est également un enjeu pour Vienne et Constantinople. Un soutien systématique est offert à un candidat issu d'une famille hongro-transylvaine. Bloqué sur le plan diplomatique, l'Empereur tente de couper l'accès à ce refuge en plaçant une « créature » capable de contrôler la Transylvanie. Cette politique est globalement un échec. La Diète lui est très peu favorable en raison de la politique centralisatrice qu'il mène dans les provinces hongroises placées sous son contrôle, de ses réformes économiques et des brutales répressions. À partir de 1699 et à la mort d'Apafi II, il abandonne la stratégie de soutien d'un candidat. La paix de Karlowitz lui permet de nommer un gouverneur militaire autrichien qui applique les réformes impériales. La victoire de l'Autriche sur les Ottomans et les Transylvains a redistribué les cartes du jeu diplomatique. La rébellion de François Rakóczi n'inverse pas les rapports de forces. Dès 1708, les espoirs d'une Hongrie indépendante, construite sur des avancées sociales humanistes s'évanouissent. Les campagnes menées par les troupes de l'empereur dans les trois dernières années de la décennie 1700 réduisent comme peau de chagrin le nombre de comitats en possession de la rébellion. Les réformes économiques inspirées du système « apafien » n'ont ainsi pas le temps de se mettre en place.

Elles n'apportent pas les bénéfices attendus à une population de plus en plus malade, exsangue, ruinée et donc avide de paix sous toutes ses conditions. En 1709, une grande partie de la principauté de Transylvanie et de la Hongrie sont aux mains des Impériaux.

Après 1711, l'empereur Charles VI est toujours le maître de la Transylvanie. Comme aux Pays-Bas méridionaux, la situation générale de la Transylvanie va s'améliorer. Elle bénéficie du retour d'une paix durable et la population s'adapte au modèle économique, tout en acceptant la domination de Vienne. La principauté est intégrée à l'Empire. La province prend le nom de Grand-Duché de Transylvanie, une titulature qu'elle conserve jusqu'en 1765, avant de prendre le nom de Grande-Principauté de Transylvanie jusqu'en 1867. La rétrogradation de la principauté au rang de duché souligne cette intégration au monde habsbourgeois et cette volonté de Vienne de limiter les initiatives politiques de la Transylvanie. Elle devient une composante directe de la monarchie des Habsbourg. La paix de Szatmar marque le triomphe du gouvernement des Saxons de Transylvanie et le renforcement de leur capitale Szeben. Elle devient d'ailleurs la capitale du Grand-Duché jusqu'en 1790. Szeben reste une ville refuge pour le pouvoir impérial jusqu'en 1867. Le général autrichien Rabutin, commandant les troupes impériales en Transylvanie durant la révolte s'y réfugie. Fort de ce bastion durant le conflit, le pouvoir viennois fait ériger une citadelle de style Vauban en 1715 pour s'assurer de son contrôle en cas de nouveaux troubles.

Le Ralliement de la Transylvanie ne lui permet pas de s'émanciper de la tutelle des Habsbourg. Après l'euphorie des premiers mois qui voient les kurucs remporter plusieurs victoires suite à une série de raids et d'actions de petite guerre, les premiers affrontements réglés ont lieu en plaine, un exercice où les rebelles se montrent inférieurs à l'armée de l'empereur.

La défaite rebelle de Tirnau

Il y a peu de grandes batailles rangées durant la guerre d'Indépendance hongroise. Il faut attendre plus d'une année pour voir se dérouler le premier affrontement réglé. Il a lieu à Tirnau en 1704. Les Hongrois se confrontent aux Impériaux dans un combat conventionnel qui tourne au désastre pour les rebelles. Les officiers se révèlent moins compétents sur un champ de bataille traditionnel que dans les raids. Les batailles de Tirnau en 1704 et de

Trenscén en 1708 démontrent cette difficulté à commander efficacement des troupes hongroises. Elles sont indisciplinées et novices dans un type de bataille qui demande justement de la discipline dans les manœuvres de rang, et du sang froid pour l'exécuter sous le feu adverse. Le sieur Coulon dans son récit de la bataille au gouverneur général des Pays-Bas fait état du manque de constance des milices hongroise et de leurs officiers supérieurs et subalternes :

« La dernière bataille qui s'est donné près de Tirnau, mais je puis dire à V.A.E. avec toute vérité, que la victoire a toujours été de notre côté, et qu'elle ne nous a abandonnée que par une terreur panique de notre aile gauche, qui s'est retiré sans nécessité, pendant que notre aile droite abattue les ennemys, et cette retraite mal entendue nous a fait perdre avantages que nous avons déjà eux sur eux. »⁴⁴

L'inexpérience des troupes magyares provoque cette panique. Elle empêche les kurucs de se ressaisir après un effet de surprise dû à l'épais brouillard présent ce jour-là sur le champ de bataille⁴⁵. Un document d'une page recto verso fait la relation de cet engagement. La

« Nous firmes tout ce que nous peumes pour ranger l'infanterie, il faisoit un temps extraordinaire avec un brouillard qu'on ne voyait pas à trente pas et il tomboit beaucoup de neige. [...] Le mauvais temps et le peu que nous eûmes pour mettre notre armée en bataille est cause de notre perte. »⁴⁶

Le brouillard et la neige dissimulent une partie des troupes impériales qui surgit sur l'aile gauche des Magyars créant cette débandade. À ce mouvement adverse, il faut ajouter le bruit et la fumée âcre qui finissent de désorienter le combattant novice. Habités aux brèves embuscades et aux mouvements de faible ampleur, les soldats des comitats ne maîtrisent pas cet environnement à la différence des forces autrichiennes. Leurs officiers ne sont pas en mesure de maintenir la discipline que requièrent les mises en ordre de bataille, puis le maintien de la cohésion des lignes d'infanterie, dont ils ont la charge. Eux aussi se révèlent peu familiers de ces engagements. Si beaucoup ont servi dans l'armée impériale durant la reconquête, ils y occupaient des places subalternes avec des grades et des responsabilités bien moins élevées que dans l'armée rebelle. Finalement, seuls les réguliers tiennent leurs positions, notamment les grenadiers français du chevalier de Fierville qui couvrent la retraite.

⁴⁴ AAE, *Ibid.*, f° 21

⁴⁵ AAE, *Ibid.*, f° 13

⁴⁶ AAE, *Ibidem.*

Pour plusieurs observateurs étrangers, ce manque de constance des soldats et des officiers kurucs à Tirnau est perçu comme de la trahison. Les autorités hongroises et leurs alliés cherchent à justifier ce revers et surtout à le minimiser en Europe occidentale. La relation française de la bataille adopte cette tonalité :

« L'ennemy a perdu beaucoup plus de monde, que nous luy avons pris onze drapeaux ou étendars. »⁴⁷

L'envoyé de l'Electeur de Bavière et gouverneur général des Pays-Bas, le sieur Coulon apporte une précision chiffrée des pertes dans son rapport à Maximilien-Emmanuel de Bavière. Néanmoins, il n'est pas présent le jour de la bataille. Elle se déroule le deux décembre 1704 alors qu'il n'arrive que le mois suivant⁴⁸, en janvier 1705. Outre le détail des pertes magyares fourni par l'État major rebelle, son rapport s'appuie sur l'interrogatoire réalisé sur les prisonniers arrêtés entre le deux décembre 1704 et la date de rédaction de la lettre, le quatorze janvier 1705 :

« Il est pourtant certain, et tous les prisonniers le confirment, que les ennemys ont perdu plus de trois mille hommes et que notre perte n'excède pas le nombre de six cents hommes. »⁴⁹

À cette estimation, il faut ajouter l'abandon de onze pièces d'artillerie suite à la retraite⁵⁰. Malgré ce décompte avantageux, les rebelles se retirent dans le désordre et les pertes françaises sont importantes :

« Le sieur Rivière françois qui commandait l'artillerie, en a sauvé trois à lesgard des officiers françois, il est le seul qui en soit revenu, les autres ayant été tué ou fait prisonnier, M. de Lagard a été tué avec ses deux lieutenants. Il y a deux officiers françois qui étoient dans les Allemands de notre parti, qui ont été tué, aussy on a des nouvelles que M. le Chevalier de Fierville est prisonnier. »⁵¹

Ces officiers ne sont pas officiellement détachés de l'armée française par Versailles. Ils s'y trouvent à titre officieux à l'image du chevalier de Fierville et du marquis des Alleurs. Le

⁴⁷ AAE, *Ibidem*.

⁴⁸ AAE, *Ibid.*, f° 21

⁴⁹ AAE, *Ibidem*.

⁵⁰ AAE, *Ibid.*, f° 13

⁵¹ AAE, *Ibidem*

plus souvent, ces hommes transitent par la Pologne avant de pénétrer en Hongrie avec des troupes et du matériel :

« Si Sa Majesté a agréable que je continue à envoyer les officiers qui pourroient se présenter pour aller en Hongrie, j'espère aussy qu'elle voudra bien me marquer jusqu'à qu'elle somme elle veut employer à cette dépense. »⁵²

Ces mots du marquis de Bonnac accompagnent son mémoire de dépense pour la période allant de seize juillet 1704 à quinze avril 1705. Le document porte l'objet des dépenses. Celles-ci sont clairement destinées à la Hongrie : *« Avances faites aux officiers sous nommés allant en Hongrie »⁵³*. Les noms de plusieurs militaires apparaissent en suivant avec leur rémunération :

<i>« Sieur Fozier.....</i>	<i>50 écus</i>
<i>Sieur de la Honta.....</i>	<i>18 écus</i>
<i>Lieutenant irlandois.....</i>	<i>50 écus</i>
<i>Chirurgien.....</i>	<i>20 écus</i>
<i>Au sieur Rikloski.....</i>	<i>175 écus »⁵⁴</i>

Parmi ces officiers on ne trouve pas uniquement des Français. Si l'on se réfère à la gratification du lieutenant irlandais, on peut déduire que le sieur Fozier possède également ce grade. En plus des militaires, d'autres personnels passent également en Haute-Hongrie. Les médecins et les chirurgiens sont également des acteurs essentiels que le prince Rakóczi ne peut pas négliger. C'est donc bien l'ambassadeur de France qui organise le passage de ces officiers vers le prince Rakóczi, avec l'accord de Louis XIV et son financement depuis Versailles. Ce mémoire de dépense montre que le marquis de Bonnac est obligé d'avancer les gratifications sur ses propres deniers avant de pouvoir se les faire rembourser par la cour de France. Lorsque les sommes sont trop importantes, c'est le banquier du réseau diplomatique français en Pologne qui avance les fonds :

⁵² AAE, *Ibid.*, f° 73

Mémoire de ce qui a esté dépensé par le marquis de Bonnac par ordre du Roy, et pour le service de Sa Majesté, depuis le Mémoire envoyé le 16 juillet 1705. Reçu le 15 avril 1705.

Si le document émane du réseau diplomatique français en Pologne, le document porte la mention Hongrie.

⁵³ AAE, *Ibid.*, f° 72

⁵⁴ AAE, *Ibidem.*

« Sa Majesté voudra bien me continuer la mesme grace que pour l'année 1704 et ordonner le remboursement sur l'argent qui est entre les mains du Sieur Mathy qui l'a fait les avances de cette dépense, de mesme que des précédentes..... 1 200 écus »⁵⁵

Claude Mathy reçoit les subsides pour le prince Rakóczi dans son office de Dantzig. Il convertit les lettres de change pour la rébellion kuruc. Ces officiers et personnels liés à l'armée ne passent pas en Hongrie seuls. Ils traversent aussi la frontière avec des troupes régulières dont ils ont le commandement. Ainsi, une compagnie de soldats polonais est commandée par un officier Français. Ils rejoignent la rébellion hongroise.

« Le sieur Fournier est arrivé avec toute sa compagnie et emplettes, dont je vous suis obligé. »⁵⁶

Dans la lignée de la compagnie du sieur Fournier, on relève dans le mémoire de dépense du marquis de Bonnac plusieurs noms d'officiers associés à la rémunération de leur passage en Hongrie. Cette compagnie n'est évidemment pas la seule à franchir la frontière magyaro-polonaise. On retrouve dans la correspondance du baron kuruc Lasdislas de Wettes, agent de François Rakóczi auprès de Maximilien-Emmanuel de Bavière et de la cour de France, la mention d'un régiment de dragons qui rejoint l'insurrection :

« Je viens de recevoir une lettre de Dantzig par laquelle M. l'agent de Son Altesse Sérénissime mon maître me mande qu'il ait fait partir de là, le premier octobre passé [1706] un régiment de dragons nouvellement levé par M. le comte Bietke gentilhomme suédois, pour le service de sa dite Altesse Sérénissime. »⁵⁷

Ce régiment prend une part active dans les combats de la guerre d'Indépendance hongroise jusqu'à être très durement éprouvé par une colonne impériale :

« M. le comte de Bietke, il est vrai que son régiment a beaucoup souffert et le reste est pris par M. Smigliniski. »⁵⁸

⁵⁵ AAE, *Ibid.*, f° 73

⁵⁶ AAE, *Ibid.*, f° 54

⁵⁷ AAE, Cor. Pol. Hongrie, vol. 12, f° 296

Lettre du baron de Wettes au marquis de Torcy, écrite de Mons le deux janvier 1707.

⁵⁸ AAE, *Ibid.*, f° 303

Lettre écrite le 28 mars 1707 de Dantzig.

Cette destruction est confirmée par une nouvelle lettre⁵⁹ du baron de Wettes écrite par le marquis de Torcy depuis Mons le vingt-neuf mars 1707. Dans un courrier daté du douze mai 1705 et reçu à Dantzig le vingt-quatre mai 1705, le prince Rakóczi remercie le marquis de Bonnac de cette aide militaire et logistique. Ces compagnies sont financées par l'ambassadeur de France en Pologne, mais aussi avec la complicité de nobles associés au réseau diplomatique comme les palatines de Betz et de Posnanie, le castellan de Cracovie ou les comtes Bietke et Steimbock⁶⁰. Ces nobles reçoivent de l'argent ou des cadeaux payés par les autorités françaises en gage de leurs services. C'est le cas de la Palatine de Posnanie qui obtient un présent en dentelles et toiles, acheté par le marquis de Bonnac pour une valeur six cents écus⁶¹.

Le prince Rakóczi s'inquiète de la perception de cette défaite dans l'autre périphérie du Saint-Empire, en Belgique. Ainsi, le baron de Wettes est prié d'informer l'électeur de Bavière à Bruxelles en usant de cette tonalité :

« Intruisez le sérénissime électeur et tous ceux que vous croirez bon d'en informer, de la situation où je me trouve et de la mauvaise opinion qu'ils auraient pu prendre de l'évènement du combat de Tirnau. »⁶²

À Bruxelles et en plus du gouverneur général, il est aisé d'identifier qui l'agent kuruc dans les Pays-Bas franco-espagnols informe. On pense au maréchal de Villeroy, commandant en chef de l'armée française des Flandres composée de Français, de Bavaois, de Belges, d'Espagnols et de mercenaires allemands ; au comte de Bergeyck pour le Conseil royal, au représentant espagnol avec le marquis de Bedmar et au président Pierre Rouillé l'envoyé de France auprès du gouverneur général. De manière certaine, nous savons que le baron de Wettes rédige une lettre en ce sens à Pierre Rouillé de Marbeuf le huit avril 1705 depuis Luxembourg. Dans celle-ci, il demande l'intermédiaire de Pierre Rouillé pour instruire Versailles de la situation en Hongrie. Pour cela, il joint une copie traduite du courrier écrit par

⁵⁹ AAE, *Ibid.*, f° 310

⁶⁰ Aussi écrit Steinbock ou Steinbeck dans d'autres sources que celles des correspondances politiques des volumes Hongrie des Archives des Affaires Étrangères de Paris. AAE, Cor. Pol. Hongrie, vol. 12, f° 71
Jean Dumont, *Lettres historiques ; contenant tout ce qui se passe de plus important en Europe ; et les réflexions nécessaires sur son sujet*, vol. 23, lettre II, *Affaires du Nord*, mois de février 1703, La Haye, Chez Adrian Moetjens, 1712, p. 137.

⁶¹ AAE, *Ibid.*, f° 73

⁶² AAE, *Ibid.*, f° 51

Lettre du prince Rakóczi au baron Ladislas de Wettes écrite en latin depuis la ville de Leveim. Elle est reçue à Luxembourg le six avril 1705.

le prince Rakóczi et reçu deux jours plus tôt⁶³. Cette demande n'est pas sans intérêt. Il faut rappeler qu'après la capture du colonel de Fierville à Tirnau, la France ne dispose plus d'émissaire disposant de pouvoirs officiels pour communiquer avec la cour de France et la représenter auprès du prince. Seuls quelques officiers d'artillerie demeurent dans les rangs des rebelles à la couronne impériale. À la fin janvier 1705, le marquis des Alleurs est en route et se situe dans le pacha de Temesvar. Il attend ses passeports de Constantinople pour continuer son voyage vers la Transylvanie, alors que Fierville est emprisonné à Vienne. Il faut attendre le mois d'avril pour que le marquis des Alleurs prenne son poste au sein de l'armée rebelle. Néanmoins, le réseau diplomatique français était suffisamment dense pour pallier ce type de contretemps. Le gouverneur général avait déjà été informé par son agent détaché à l'armée kuruc par deux lettres rédigées respectivement le quatorze puis le vingt-quatre janvier 1705. Elles sont remises au président Pierre Rouillé le deux mars 1705, soit un mois avant les lettres du baron de Wettes⁶⁴. L'écart dans la transmission provient de la date de rédaction également distante d'un mois. La tonalité de ces missives s'avère identique à celle du prince Rakóczi, comme nous l'avons vu précédemment⁶⁵.

Naturellement et malgré la volonté de minimiser la défaite, cette guerre moderne est logiquement plus favorable aux Impériaux, car elle mobilise les qualités d'une armée de métier. Or l'armée rebelle n'est pas totalement une armée de métier. Elle évite les affrontements de grande ampleur et ne se maintient dans tous les territoires qu'elle prend. À l'image de la conquête d'Altembourg par les malcontents, durant l'hiver 1705-1706, les villes prises par les kurucs sont souvent pillées, brûlées puis abandonnées faute de moyens de s'y maintenir. Les Autrichiens, bien que plus expérimentés, mieux commandés et mieux équipés sont dérouterés par ce type de guerre où le danger est partout. Grâce à leurs victoires et aux pillages des places, les troupes de Rakóczi améliorent leurs équipements. Les surplus pris à l'ennemi sont envoyés à la forteresse de Neuhausel, siège des fabriques des pièces d'artillerie : « *Capturant 12 canons de calibre 8 qu'ils envoient à Neuhausel* ». ⁶⁶ Cette place de Haute-Hongrie fait office d'arsenal pour les kurucs. D'après les propos du marquis des Alleurs, elle est une base de soutien vital des malcontents : « *La principale place du royaume*

⁶³ AAE, *Ibid.*, f° 50

⁶⁴ AAE, *Ibid.*, f° 21

⁶⁵ AAE, *Ibidem.*

⁶⁶ Fabrice Cavanihac, *La guerre entre les puissances chrétiennes et l'Empire ottoman en Europe Centrale : de la bataille de Mohacs à la paix de Passarowitz 1526-1718*, Bordeaux, 1999, p. 115.

dont dépend le salut de ce pays ». ⁶⁷ Le front se stabilise à partir de décembre 1704. Les Impériaux contrôlent les espaces ouverts tandis que les rebelles interdisent les reliefs. L'installation de ce statu quo permet aux rebelles hongrois de s'organiser politiquement pour tirer profit des espaces conquis. Malgré des débuts très prometteurs, les défaites de Vienne et de Tirnau enrayent l'avancée rebelle. Ces revers laissent présager que la guerre d'Indépendance risque de durer. En prévision, les kurucs se dotent d'un gouvernement pour administrer les territoires sous leur contrôle et souhaitent montrer, notamment à leurs alliés par l'intermédiaire du sieur Coulon⁶⁸, du chevalier de Fierville⁶⁹ et du marquis des Alleurs⁷⁰, qu'ils sont également des interlocuteurs crédibles sur le plan politique.

La formation d'un gouvernement hongrois autonome

Fort de ces rapides succès militaires en Hongrie et en Transylvanie, François Rakóczi reprend en partie l'organisation politique établie par la constitution magyare, ainsi que le découpage territorial.

Sur le plan local, on retrouve le découpage administratif des comitats. Ils sont toujours dirigés par un comte qui reste un gentilhomme originaire du comitat⁷¹. Le pouvoir administratif est également confié à un vice-comte et à des gouverneurs locaux en charge de faire exécuter les décisions de l'assemblée du comitat dans toutes les sous-circonscriptions. Le pouvoir administratif est finalement semblable à la période habsbourgeoise. Pour mémoire, la moyenne noblesse qui compose ces assemblées a systématiquement défendu son caractère décentralisé et identitaire face aux souverains de la dynastie autrichienne. Une attitude qui se retrouvait dans la Chambre basse de la Diète nationale où siègent les deux délégués de chaque comitat. Le chef de la rébellion maintient donc cette organisation politique dans les territoires qu'il arrache à Vienne à partir de 1703. De leur côté, les Habsbourg n'abolissent pas cette organisation. Finalement, elle perdure dans les trente-six comitats durant toute la guerre d'Indépendance hongroise de 1703 – 1711. Elle est également confirmée après le traité de

⁶⁷ AAE, Cor. Pol., Hongrie, vol. 13, f° 57

⁶⁸ A partir du mois de janvier 1705, date de son arrivée dans l'armée rebelle.

⁶⁹ Jusqu'à sa capture le deux décembre 1704

⁷⁰ A partir du mois d'avril 1705, date de son arrivée dans l'armée rebelle.

⁷¹ AAE, CP Hongrie, *Relation de l'État où se trouvaient les affaires des mécontents de Hongrie lorsque Mr des Alleurs est arrivé auprès du prince Rakóczi et des dispositions qu'on avoit fait en Hongrie, et en Transylvanie pour la campagne de 1705 avec une description du pays et des mœurs des habitants*, vol. 12, f° 90

Szatmar de 1711 et par la Diète de réconciliation de 1712. À cette échelle régionale et locale, les règles fixées continuent à être strictes et hiérarchisées. François Rakóczi cherche à fédérer la nation magyare autour de la défense de son identité politique et culturelle. En cela, il veut logiquement s'inscrire dans la constitution du royaume de Saint-Étienne, celle déjà en vigueur avant le désastre de Mohács près de deux siècles plus tôt. Pour s'assurer du soutien des élites politiques du pays, les Habsbourg avaient dans un premier temps fait de même, au moins jusqu'en 1671, avant de tenter une centralisation dans le cadre de la Contre-Réforme voulue par Léopold Ier à la suite de la conjuration de Wesselényi. Cette volonté s'intensifie sous le règne de son fils Joseph Ier, élu en 1687, particulièrement sous le gouvernement du cardinal Léopold Karl von Kollonich. Une politique qui conduit en partie au soulèvement de 1703. À l'échelle nationale, François Rakóczi n'est pas le roi de Hongrie. Au début de 1705, Joseph Ier est toujours roi de Hongrie. Il faut attendre la Diète d'Onod du cinq avril 1707 pour que la dynastie habsbourgeoise soit déchue de ses droits sur le royaume de Hongrie. Une décision motivée par sa volonté de renforcer son alliance avec la France de Louis XIV, à un moment où elle se détend et où la brouille avec l'envoyé de France, Pierre Puchot marquis des Alleurs devient de plus en plus marquée. À notre sens, le chef de la rébellion ne cherche pas à s'approprier la dignité élective de roi de Hongrie. Il est depuis la Diète de Gyulafehérvár du huit juillet 1704, le prince de la Transylvanie sous le nom de François II Rakóczi. Ce titre lui donne une légitimité internationale. Cette assemblée fait passer la rébellion du statut de jacquerie/fronde, à celle de guerre entre la Transylvanie et le Saint-Empire. En se faisant élire Régent de Hongrie au mois de septembre 1705, il renforce également sa position politique au sein de son mouvement de libération en Hongrie. Depuis son élection aux titres de prince de Transylvanie et de Duc (Régent) de Hongrie, François II Rakóczi cherche à entretenir une cour princière dans tous les lieux où il réside. L'émissaire français qui rédige la « *Relation de l'État où se trouvaient les affaires des mécontents de Hongrie lorsque Mr des Alleurs est arrivé auprès du prince Rakóczi et des dispositions qu'on avoit fait en Hongrie, et en Transylvanie pour la campagne de 1705 avec une description du pays et des mœurs des habitants* »⁷², note cette volonté dans trois domaines distincts : la pratique curiale, le service de la table et son carrosse. Tout d'abord dans l'organisation et dans les fonds attribués à sa Maison :

⁷² AAE, *Ibid.*, f° 90 pour la Hongrie.
AAE, *Ibid.*, f° 97 pour la Transylvanie.

« Les charges de la Maison de ce prince, sont apeupré les mêmes que chez les princes allemands ; et le service s'y fait à la hongroise qui n'est pas fort différent de l'allemande. »⁷³

La cour princière de Transylvanie sous François II Rakóczi s'inspire effectivement des cours princières électorales du Saint-Empire romain germanique, notamment de celle de Maximilien-Emmanuel de Bavière, cour princière catholique soutenant les kurucs aux côtés de la France et de l'Espagne. Ces cours électorales sont dans une proximité géographique et sont les plus représentatives de son rang. De plus, le fonctionnement de la cour de Rakóczi dénote une volonté du prince de se rapprocher des étiquettes des cours d'Europe de l'Ouest, beaucoup plus structurées qu'en Europe centrale ou orientale. L'idée est une nouvelle fois de crédibiliser son action aux yeux de l'Europe et particulièrement à ceux des envoyés français et de Maximilien-Emmanuel de Bavière ; le Sieur Foulon, poursuit sa description en prenant les exemples du service de table. Le repas est public. C'est bien entendu un honneur d'y participer et un gage de statut dans cette cour princière. Un processus de distribution des honneurs savamment mise en œuvre par les gens de sa Maison :

« Il mange en public à une table de 24 couverts, qui est présentement tenue par son grand maître d'hostel, et la sienne n'est aujourd'hui que de huit couverts. Le grand Maréchal de la Cour y mange toujours, et se place vis-à-vis de S. A., les autres couverts sont remplis par des personnes nommées, que le grand maître d'hôtel prend soin de faire avertir. »⁷⁴

Le nombre de participants est en effet variable, car à la différence de Bruxelles ou de Munich pour Maximilien-Emmanuel de Bavière, de Vienne ou de Versailles, la cour du prince de Transylvanie – Duc de Hongrie, se déplace régulièrement, au gré du contexte militaire. C'est une cour de fait militarisée, sans cesse en campagne. Dans la pratique des Arts de la table, une différenciation est opérée entre le prince et ses convives :

« Le prince est servy seul en vaisselle d'argent, le reste de la vaisselle est d'estain. Le buffet a pour tout ornement que quantité de flacons de vins de Tockai et de grands gobelets de cristal de Bohême. »⁷⁵

⁷³ AEE, *Ibid.*, f° 90

⁷⁴ AAE, *Ibid.*, f° 90.

⁷⁵ AAE, *Ibid.*, f° 91.

Si une différenciation est marquée par la richesse des couverts de table, le repas est identique et relativement modeste pour une cour princière. Les fonds de la rébellion et la richesse personnelle du prince sont engloutis dans les dépenses militaires liées aux soldats des quelques troupes réglées, aux approvisionnements et aux munitions. La Hongrie rebelle n'est pas autosuffisante du point de vue financier. L'aide de la France est à ce titre vitale. La présence du vin de Tokaj et des gobelets de cristal pourrait faire penser à une table des plus riches, mais ce sont des produits « locaux » issus soit des domaines rebelles comme le vin de Tokaj, soit des prises de guerre comme nous allons le voir pour le carrosse, ou enfin, de biens familiaux comme pourrait l'être le cristal de Bohême. Le vin de Tokaj se trouve en effet également sur la table de Louis XIV qui le qualifie alors de la maxime de *vin des rois, roi des vins* :

« Le Tokaj est loué en dehors des frontières par de nombreux rois, reines et tsars, et aussi par les poètes et les écrivains du monde entier. Louis XIV le consacre vin des rois, roi des vins lorsqu'il le boit pour la première fois à Versailles en 1703. »⁷⁶

La table du Roi-Soleil était un modèle pour l'ensemble des cours européennes. Le vignoble de Tokay produit un vin blanc sec ou moelleux selon le cépage, dont l'exportation finance grandement la rébellion. Néanmoins comme tout vin, la qualité dépend du millésime. Si le cru servi à Louis XIV en 1703 à Versailles semble être une bonne année, le millésime 1706 semble être plus médiocre selon l'évaluation gustative du prince Rakóczi. Il l'écrit dans une lettre expédiée au marquis de Ferriol à l'occasion de l'envoi de barils de Tokaj à l'ambassade de France à Constantinople : *« 1706 n'est pas une bonne année pour le vin de Tokaj. »⁷⁷*

Outre cette évaluation qualitative de ce vin magyar, une mauvaise année peut influencer sur les volumes de vente et le prix à l'exportation de cette marchandise viticole. La baisse des ventes signifie une perte financière pour la rébellion qui commerce ce produit pour remplir les caisses de son Trésor. Il faut rappeler que les routes commerciales vers la Pologne c'est-à-dire l'Europe du Nord via le port de Dantzig, vers Constantinople, c'est-à-dire vers l'espace méditerranée et vers la Russie sont contrôlées par l'insurrection au moins jusqu'à la dérout

⁷⁶ Christophe Bouneau et Michel Figeac, *Le verre et le vin de la cave à la table du XVIIe siècle à nos jours*, Centre d'Etude des Mondes Modernes et Contemporains, Bordeaux, Publication des sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2007, p. 230.

⁷⁷ AAE, Cor. Pol., Hongrie, vol. 12, f° 320.

Lettre du prince Rakóczi au marquis de Ferriol rédigée le 19 avril 1707 depuis Vasarhely.

hongroise de Trenscen au printemps 1708. Il en va de même pour les vignobles d'Eger et de Tokaj. Autre élément de la représentation politique du prince : le carrosse. Une nouvelle fois cet aspect est détaillé dans la Relation :

« L'équipage de ce prince n'est pas plus magnifique que sa table, il consiste en un carrosse à six chevaux, une chaise attelée de même, à six ou six chevaux de main, avec des harnois véritablement assés riches, qui proviennent de divers butins fait sur des généraux allemands. »⁷⁸

Le but de ce décorum curial arborant une posture monarchique est à notre sens de biser l'image de la rébellion hongroise qui est encore assimilée à une jacquerie, voire à une fronde nobiliaire, contre leurs souverains légitimes habsbourgeois. Pour diriger les régions reprises à l'empereur en Hongrie, le prince de Transylvanie est à la tête d'une structure politique nobiliaire hiérarchisée et organisée. Il forme un Conseil d'État chargé d'assurer le gouvernement de ces terres sécessionnistes. Son autorité est placée au-dessus de celle des comitats et son envergure se veut nationale. Il est composé par les Grands du royaume ralliés au prince. À la tête de ce Conseil d'État, on trouve naturellement François Rakóczi. Il est élu par ses pairs. On retrouve ici le processus électif des dirigeants et des représentants, cher aux constitutions de Hongrie et de Transylvanie. Cette élection qui lui assure la direction des territoires de la rébellion puisque toutes les délibérations du Conseil sont prises en son nom et la conduite de la guerre avec le titre de généralissime ou *capitaine général des armées*⁷⁹. Il conteste ici la charge de chef traditionnel de l'armée nationale hongroise ordinairement dévolue au palatin de Hongrie⁸⁰. Au moment du conflit, cette charge est occupée par le prince hongrois Pal Ier Esterhazy, soutien de l'empereur et chef des labancs. Sa décision de chef de famille n'est pas suivie par l'ensemble de ses parents puisqu'Antal Esterhazy s'engage dans la rébellion avec le grade de général.

Ce Conseil nobiliaire se partage les principales charges liées à la conduite de la guerre et à la magistrature. Les gouverneurs des places fortes prennent ainsi leurs ordres non pas auprès du comte-gouverneur du comitat, mais directement auprès de ce Conseil et des officiers généraux commandant sur le terrain. Cette organisation est appliquée dans les territoires contrôlés par la rébellion, c'est-à-dire la Haute-Hongrie correspondant à la Slovaquie, la Transylvanie et une partie de la Grande-Plaine.

⁷⁸ AAE, Cor. Pol., Hongrie, vol. 12, f° 91.

⁷⁹ AAE, *Ibid.*, f° 90.

⁸⁰ Jean Bérenger, *La Hongrie des Habsbourg*, t. 1, de 1526 à 1790, Rennes, PUR, 2010, p. 35.

Des élites nobiliaires diversement impliquées dans ce conflit identitaire

Les principaux officiers nobles de la rébellion

Petronius Kaminski nous donne également des effectifs précis, le nom des généraux, et leurs positions géographiques. Ainsi, il rapporte que le premier corps d'armée est commandé par François Rakóczi et qu'il regroupe sept à huit mille hommes. Le second opère en Transylvanie avec vingt mille hommes également sous les ordres du prince François Rakóczi. Le troisième se trouve en Haute-Hongrie (Slovaquie actuelle) autour de Berscenyi. Il dispose de quinze mille à vingt mille soldats. La Relation de 1705 nous éclaire sur ce général compagnon de la première heure et co-initiateur de la rébellion. Dans ce document conservé aux Archives du Ministère des Affaires étrangères à Paris, il est dénommé le comte Bérézini :

« Le comte Bérézini est présentement à la teste des troupes et des affaires, ce n'est pas celui d'entre eux qui aye le plus de biens et de naissance, mais comme il a le plus d'esprit et d'intrigue, il s'est acquis plus d'autorité ; malheureusement il est tout neuf dans le métier de la guerre. »⁸¹

Parmi les membres du Conseil d'État, c'est incontestablement celui qui a le plus de sens politique. Miklos II Berscenyi est issue d'une noblesse relativement récente remontant à la fin du règne de Louis II de Hongrie. Il est possessionné dans les comitats de Hont et de Bars, en Haute-Hongrie. L'aïeux du comte reçoit le titre de baron de Szekes en 1639 pour avoir servi le grand-père de François Rakóczi, le prince Georges Ier Rakóczi dans sa rébellion contre l'empereur. La dignité comtale est obtenue en 1681 par le père de Miklos Berscenyi, Imre Berscenyi⁸². Alors baron, ce dernier occupait les charges de conseiller et de chambellan de Léopold de Habsbourg, roi de Hongrie et empereur du Saint-Empire, puis de gouverneur de la région stratégique du *Dunan-Inneni*⁸³. Malgré les faveurs impériales, ce lieutenant de Charles de Lorraine à partir de 1682 choisit de se ranger du côté de la rébellion magyare conduite par Imre Thököly. C'est à ce moment que François Rakóczi (beau-fils d'Imre Thököly) et Miklos

⁸¹ AAE, *Ibid.*, f° 95.

⁸² François Alexandre Aubert de la Chesnaye-Desbois, *Dictionnaire de la noblesse, contenant les généalogies, l'histoire & la chronologie des familles nobles de France, l'explication de leurs armes, & l'état des grandes terres du royaume. On a joint à ce dictionnaire le tableau généalogique, historique, des Maisons souveraines de l'Europe, & une notice des familles étrangères, les plus anciennes, les plus nobles & les plus illustres*, t. 2, Paris, La veuve Duchêne, 1771, p. 336.

⁸³ Littéralement, en deçà du Danube.

Berscenyi se rencontrent et se lient d'amitié autour du projet commun de reprendre la lutte contre l'Empereur et roi de Hongrie. Homme de confiance du prince de Transylvanie François Rakóczi, Miklos Berscenyi occupe effectivement des fonctions politiques et militaires de haut-rang au sein de la rébellion. Major général, puis Lieutenant ducal en 1707⁸⁴. Des fonctions qui deviennent tout à fait importantes lors de l'absence du prince, car après d'importantes défaites comme celles de Tirnau en 1704 ou de Trenscen en 1708, les magnats rebelles pouvaient être séduits par des lettres de rémission offertes par Vienne. Après la mort de Léopold Ier en 1705, le roi de Hongrie Joseph Ier devient le nouvel empereur. Il entame des négociations avec la noblesse rebelle pour les détacher du parti de Rakóczi. Il charge deux autres magnats hongrois, l'archevêque de Kalocsa et le comte Széchenyi, de mener les négociations. Ces deux émissaires ainsi que les Sieurs *Tolway et Jezensky*⁸⁵ offrent à Miklos Berscenyi les titres de prince d'Empire et de Palatin de Hongrie. Des avantages qu'il refuse. Ils sont secondés par d'autres nobles aux grades moins importants, qui sont parfois plus compétents que leurs supérieurs, si l'on en croit les sources de la diplomatie française. C'est le cas du comte Forgach. Comparé aux autres officiers supérieurs, l'auteur de la Relation le juge plus favorablement : « *Le plus riche et le plus qualifié des gentilshommes de Hongrie.* »⁸⁶

Le comte Simon Forgach voit le jour dans le comitat de Győr. Sa famille est également originaire de l'ouest de la Haute-Hongrie, précisément des cités de Gacs et de Gimes dans le comitat Nyitra. Il est marié à Agnes Esterhazy en 1688, renforçant ainsi ces positions dans l'ouest de la Hongrie royale. Il acquiert une expérience militaire dans l'armée impériale en participant à la reconquête de son pays contre les Ottomans. Il sert dans un régiment de hussards hongrois sous les ordres de Maximilien-Emmanuel de Bavière, qui n'est pas encore gouverneur général des Pays-Bas méridionaux. Après la paix de Karlowitz de 1699, il rejoint le parti de Rakóczi. Durant la guerre d'Indépendance hongroise, il ne dispose que d'un commandement régimentaire avec sa charge de colonel. Les Français louent particulièrement son efficacité dans les affrontements réguliers. Le comte Simon Forgach est fait prisonnier à la suite de la victoire impériale d'Esztergom en 1706, il perd ses terres après la paix de 1711. À la fin de la guerre, le comte Forgach suit donc le prince de Transylvanie en Exil en Pologne, puis dans l'Empire ottoman où il séjourne quelque temps dans la « colonie » hongroise de Rodosto aux côtés d'Antal Esterhazy notamment.

⁸⁴ François Alexandre Aubert de la Chesnaye-Desbois, *Ibid.*, p. 336.

⁸⁵ François Alexandre Aubert de la Chesnaye-Desbois, *Ibid.*, p. 337.

⁸⁶ AAE, *Ibid.*, f° 95.

Les principaux officiers hongrois reçoivent une pension de la part de la diplomatie française. Le montant apparaît dans le volume douze de la correspondance politique Hongrie à la date du quinze mai 1706. À l'image du versement des subsides, cet ordre est édité en milieu de mois. Les sommes sont en rapport avec le niveau de responsabilité militaire du noble magyar :

*« 9 000 livres au porteur. Pension du comte Berzeni, hongrois.
6 000 livres au porteur. Pension du comte Caroli, hongrois.
6 000 livres au porteur. Pension du comte Forgatz, hongrois.
6 000 livres au porteur. Pension du compte Estherasi,
hongrois. »⁸⁷*

La différence de montant s'explique par le fait que le prince Berscenyi est le second du prince Rakóczi. En plus de ses importantes fonctions militaires, il occupe également des fonctions diplomatiques de représentation. Il est ainsi emmené à représenter la Hongrie à l'étranger, comme ce fut le cas en 1707 lors d'une ambassade auprès du Tsar Pierre le Grand :

« Le chevalier Berezeni étoit en Pologne en qualité de grand ambassadeur du prince Rakoczy et d'Hongrie pour une mission secrète auprès du Csar. »⁸⁸

Cette mission a pour but de faire intervenir le Tsar en Hongrie pour soutenir la rébellion. Nous en verrons les motivations et l'opposition de la diplomatie française. Les gratifications des autres généraux n'atteignent pas le niveau de Miklos Berscenyi, car ils commandent qu'un seul corps d'armée. Elle reste néanmoins bien au-dessus des rémunérations attribuées aux officiers français engagés aux côtés des kurucs, à commencer par le marquis des Alleurs qui obtient 2 000 livres mensuels. Cet argent doit permettre d'acheter la fidélité de ces nobles et de faciliter l'œuvre de Rakóczi. En acceptant ces versements, les officiers d'État-major du prince de Transylvanie deviennent indirectement des agents de la France. Néanmoins, comme le laisse entrevoir la mission de Miklos Berscenyi, la fidélité des nobles magyars à la rébellion d'une part et à la France d'autre part s'avère volatile.

⁸⁷ AAE, Cor. Pol. Hongrie, vol. 12, f° 209

⁸⁸ Alphonse Dubois, *Lettres inédites du Marquis de Ferriol, ambassadeur de France à Constantinople (1707 – 1709)*, n° 152, Gand, Manuscrit se trouvant à la bibliothèque l'Université de Gand, 1838, p. 17. Copie d'une lettre du marquis de Ferriol datée du 4 décembre 1707.

Une aristocratie hongroise versatile et divisée

Sans le soutien de cette noblesse, le prince de Transylvanie n'est pas en mesure de mener sa rébellion, c'est donc un levier important pour le pouvoir autrichien. Les magnats ne sont pas tous aussi fidèles que Miklos Berscenyi. Il circule dans l'armée rebelle un proverbe au sujet du manque de confiance des troupes hongroises et étrangères dans les officiers généraux hongrois : « *Entre les courroutz, on voit bien les labantz.* »⁸⁹

Ce diction rapporté par l'auteur français de la Relation sur l'État des affaires de Hongrie en 1705, n'est pas totalement dénué de sens si l'on observe la fin du conflit ; comme en témoigne la manière dont est conclue la paix de Szatmar entre l'empereur Charles VI de Habsbourg et le général Sandor Karolyi. L'un des corps d'armée mentionnés par Kaminski est sous les ordres de ce magnat. Ce dernier entame les négociations de paix en l'absence de Rakóczi et Berscenyi. À ce moment, ils se trouvent alors en Moscovie pour négocier avec Pierre le Grand une intervention en Hongrie après la défection de la France en 1708. Sandor Karolyi est une des figures de proue des premiers temps de la rébellion. Il commande un détachement de douze mille hommes. La Relation nous donne des informations sur cet homme clef de la guerre d'Indépendance hongroise :

*« Le comte Carolyi a aussi servy l'empereur en qualité de lieutenant-colonel ; celui-ci ne s'attache qu'à faire des courses dans l'Autriche et la Moravie avec deux mille chevaux. Il connoit parfaitement le pays, mais il aparu jusques à cette heure qu'il ne songeait qu'à faire du butin. »*⁹⁰

La dernière partie du passage cité ci-dessus dénote un certain esprit individualiste, en marge de l'intérêt général de la rébellion. Ces razzias héritées des techniques de combats de la Horde. Elles sont matérialisées à l'époque moderne par ces escadrons de cavaliers légers appelés « hussards ». Karolyi a tendance à être davantage guidé par l'appât d'un gain pouvant enrichir sa Maison que par la destruction des centres de productions moraves et bohémiennes qui alimentent l'armée impériale en munitions, en blé et en fourrage. Il est issu d'une des plus importantes familles de Hongrie par l'ancienneté de sa noblesse et ses revenus. Originaire de la région du comitat de Szatmar, son fief est situé à Nagykaroly dans l'actuelle ville roumaine de Carei. Il participe à la reconquête du royaume de Hongrie aux côtés des forces impériales

⁸⁹ AAE, *Ibid.*, f° 95

⁹⁰ AAE, *Ibidem.*

en qualité de Feld-maréchal. Il se rapproche de la rébellion au moment de l'implantation de la réforme habsbourgeoise en Transylvanie après la mort de Michel Apaffi en 1690. L'année suivante, un litige l'oppose au margrave Louis de Bade au sujet de l'état des fortifications de la cité de Szatmar dont il a la charge. Le magnat hongrois refusant les reproches du margrave, car ayant payé les contributions, aurait eu des propos jugés séditieux. Allant plaider sa cause à Vienne, sa femme restée pour assurer la gestion du domaine est menacée par les administrateurs autrichiens. Refusant toujours de payer les contributions militaires exigées par Vienne, sa femme et sa fille sont expulsées du domaine. Cet épisode pousse les Karolyi à s'opposer politiquement aux Habsbourg, puis militairement en ralliant ouvertement la rébellion à partir de 1703. Cet épisode est assez représentatif des vexations subies par les Magnats de Haute-Hongrie et de Transylvanie, c'est-à-dire là où l'identité hongroise est la plus forte à la fin du XVIIe siècle. On retrouve un processus identique de radicalisation identitaire chez la famille des Bathory, originaire de Nagyvarad (Orodea) dans le comitat voisin de Bihor, aujourd'hui en Roumanie. Pendant la guerre d'Indépendance hongroise, Sandor Karolyi se déclare favorable à la déchéance du roi Habsbourg de Hongrie à la Diète d'Onod de 1707. Une revanche des épisodes de 1691. Le cas de Sandor Karolyi n'est pas unique. En effet, les magnats se révèlent versatiles au moment où la rébellion commence à donner des signes de faiblesses en ce qui concerne la cohésion, surtout à partir de 1708.

Un autre officier supérieur trahit le prince Rakóczi. Il s'agit de Laszlo Ocskay⁹¹. C'est un jeune brigadier de l'armée kuruc originaire de Nové Zamky, dans le comitat de Nyitra, dans l'ouest de la Haute-Hongrie. Né en 1683, il commande durant le conflit un contingent de 6 000 hommes. Il se fait rapidement un nom au sein de la rébellion en participant à une série de victoires éclairs⁹² dans la région minière de Schemnitz, au cours de l'année 1703.

« Oezkay prend les châteaux de Blasvestein et de Scharsestein à la frontière austro-morave. »⁹³

Après cinq années de service et plusieurs coups d'éclat à la tête de ses hussards, sa fidélité avait donné des signes d'inquiétudes au Conseil d'État en raison de son comportement

⁹¹ Agnès Kenyeres, *Magyar Életrajzi Lexicon, 1000-1990 [Lexique biographique hongrois]*, Javitott, átdolgozott kiadás [Edition révisée et corrigée], dans Magyar Elektronikus könyvtar [Bibliothèque hongroise numérique], Art. Laszlo Ocskay.

⁹² Prise des villes de Krupina, Selmec et de Levice

⁹³ Fabrice Cavanilhac, *La guerre entre les puissances chrétiennes et l'Empire ottoman en Europe Centrale : de la bataille de Mohacs à la paix de Passarowitz 1526-1718*, Mémoire de maîtrise, François Cadilhon, Bordeaux, 1999, p. 115.

et de celle de ses troupes, lors de la bataille de Trenscén le trois août 1708. Fortement affecté par la retraite inexorable des kurucs vers le centre et l'est de la Haute-Hongrie, il voit ses terres menacées par les troupes impériales. Après le doute, le vingt-huit août 1708, il contacte le général impérial Charles Palffy et se rend délibérément avec ses troupes. Le colonel Laszlo Ocskay jure alors allégeance à l'empereur et trahit la cause rebelle. Après le désastre kuruc de Trenscén, l'année précédente, le compromis autour de la nécessité de se rebeller contre l'empereur se fissure. La France venait d'arrêter le versement des subsides et le prince François Rakóczi était de ce fait de plus en plus isolé. Dans ce contexte, la trahison d'Ocskay eut un effet extrêmement désastreux pour la cohésion de rébellion. Cette défection entraîne une série de départ. Les faits d'armes du colonel Laszlo Ocskay lui confèrent une grande Héra sur la rébellion. C'est un des officiers les plus chantés de la guerre d'Indépendance hongroise. Pour enrayer les désertions, Rakóczi n'a d'autres choix que de faire un exemple en punissant sévèrement son ralliement à l'empereur. Pour cela, il envoie à sa poursuite un de ses anciens lieutenants, Adam Javorska⁹⁴. Habillé en mendiant, il s'introduit dans le château de Laszlo Ocskay et obtient les informations nécessaires à sa capture. Laszlo Ocskay est alors capturé, jugé, et décapité le trois janvier 1710 à Nové Zamsky. Cette exécution a un effet peu dissuasif sur les magnats. Quelques semaines plus tard, dans la même région, le général kuruc Istvan Andrassy prête également allégeance à l'empereur. Il y est contraint après sa capitulation devant le général autrichien Löffelholz lors du siège de Levice le treize février 1710. Il accepte l'offre de pardon de l'empereur qui cherche à inciter les magnats à la reddition en montrant, en chaque occasion, sa clémence. Les Andrassy sont une grande famille aristocratique hongroise. Leurs fiefs sont situés en Haute-Hongrie et Transylvanie, dans le comitat d'Abauj-Tornan dans la région de Kassa. Avant sa trahison en 1710, le baron Istvan Andrassy est le commandant des forces rebelles situées entre le Danube et la Tisza. En 1707, il obtient le général en chef de toute la Basse-Hongrie. Ces deux frères, György⁹⁵ et Pal⁹⁶, occupent également la charge de général dans l'armée rebelle.

Chaque défaite majeure des rebelles fragilise également le consensus entre la noblesse et la paysannerie. Elle incite les nobles à prêter attention aux propositions de paix ou de lettres

⁹⁴ Agnès Kenyeres, *Magyar Életrajzi Lexicon, 1000-1990 [Lexique biographique hongrois]*, Javitott, átdolgozott kiadás [Edition révisée et corrigée], dans Magyar Elektronikus könyvtar [Bibliothèque hongroise numérique], Art. Adam Javorka.

Deviens dans les années 1720, colonel français d'un régiment de hussards et mènent quelques missions diplomatiques à Rodosto.

⁹⁵ Agnès Kenyeres, *Ibid.*, Art. György Andrassy Báró.

⁹⁶ Agnès Kenyeres, *Ibid.*, Art. Pal Andrassy Báró.

de rémission des Habsbourg. Après le désastre kurucs de Tirnau en 1704, les premiers signes de défections apparaissent.

« [La bataille de Tirnau] avait semée la consternation parmi les courroutz. Il étoit impossible de rallier les fuyards qui s'étaient divisés par pelotons ; commettaient des brigandages partout dans le royaume et ceux qui n'avoit pas abandonné leurs étendards commençoient à murmurer et demandirent la paix. »⁹⁷

Joseph Ier tente de profiter de Tirnau et de la mort de son père Léopold Ier survenue le cinq mars 1705 pour créer un climat d'apaisement avec la Hongrie rebelle. La politique de feu l'empereur constituait une des principales causes de la rébellion des Hongrois à l'autorité des Habsbourg :

« Je ne doute nullement que vous êtes informé de la mort de l'empereur [...]. Le Roy des Romains prétend que nous devons mettre bas les armes, puisque toutes les raisons fondées dans les infractions faites à nos lois par son père doivent avoir cessé par sa mort. »⁹⁸

Dans ce courrier adressé au marquis de Bonnac, rédigé par le prince Rakoczi, on observe que Joseph Ier n'est pas appelé par son titre de roi de Hongrie (1687), mais par celui de roi des Romains qu'il acquiert le vingt-trois janvier 1690. Le prince Rakóczi ne reconnaît donc ni sa souveraineté sur la couronne de Saint-Étienne ni celle du Saint-Empire romain germanique. Il adopte ainsi une posture indépendantiste et souligne les caractères nationaux et identitaires de son mouvement. Avant son trépas, Léopold Ier avait offert une paix qui avait déjà été refusée par les kurucs :

« L'on dit que l'empereur m'offrira de nouveau une paix, mais je crois que cette négociation aura l'effet de l'autre. »⁹⁹

Malgré ces offres, le prince Rakóczi reste déterminé. Elles ne sont pas en accord avec son projet de refonder un royaume ayant perdu sa souveraineté pleine et entière lors de la bataille de Mohács en 1526. Le mythe fondateur des rois Étienne et Mathias Corvin constitue certainement des modèles à suivre en cette période difficile pour la rébellion. Il fait connaître le caractère inébranlable de sa volonté à ses alliés français, espagnols et bavares par

⁹⁷ AAE, *Ibid.*, f° 92

⁹⁸ AAE, *Ibid.*, f° 57

⁹⁹ AAE, *Ibid.*, f° 20

l'intermédiaire de leurs agents. Ces derniers transmettent l'information à leurs maîtres respectifs. C'est ce que fait le sieur Coulon, l'envoyé de Maximilien-Emmanuel de Bavière auprès du prince Rakóczi :

« Le prince est toujours ferme dans ses engagements particulièrement depuis qu'il a été assuré d'un bon secours de la part du Roy Très Chrétien et de l'affection de Votre Altesse Électrice qu'il lui a envoyé dernièrement, l'un et l'autre l'ont fort consolé. »¹⁰⁰

Malgré ses *murmures*, les avances de Vienne restent donc globalement sans effet. Le soulèvement vient de débiter et avant cet affrontement, les victoires furent nombreuses pour les insurgés. Le moral est donc encore haut en 1704/1705. Les rangs des kurucs grossissent à nouveau¹⁰¹ et le prince Rakóczi est résolu à reprendre l'offensive dès le printemps¹⁰². Coulon confirme à Bruxelles que le prince de Transylvanie ne conclura pas de paix séparée et qu'il restera une diversion et une source d'immobilisation d'une partie non négligeable de l'armée impériale :

« [...] La nation hongroise, ou de faire traité avec la Maison d'Autriche à l'insu de Sa Majesté et Votre Altesse Électrice. »¹⁰³

Cette précision de l'agent au service de la Bavière et de la Belgique n'est pas inutile au regard des médiations protestantes qui se superpose à celle de l'empereur. Après Tirnau, les puissances maritimes cherchent ouvertement à détacher la Hongrie rebelle de son alliance officieuse avec la France, l'Espagne et la Bavière :

« Je ne sais pas si Votre Altesse Électrice a reçu les différentes lettres que j'ai eu l'honneur de lui écrire sur la situation des affaires de Hongrie. Je l'assure de nouveau que la négociation des députés de l'empereur, de l'Angleterre et de la Hollande n'a fait aucune impression sur l'esprit du prince Ragozzi, et des États de ce royaume, qui demeurent toujours fermes dans la résolution de rétablir la liberté de ce royaume. »¹⁰⁴

¹⁰⁰ AAE, *Ibid.*, f° 21

Lettre écrite par le Sieur Coulon à Maximilien-Emmanuel de Bavière le 14 janvier 1705 et reçu à Bruxelles le 2 mars 1705.

¹⁰¹ AAE, *Ibidem.*

¹⁰² AAE, *Ibidem.*

¹⁰³ AAE, *Ibidem.*

¹⁰⁴ AAE, *Ibid.*, f° 22

Lettre du 24 janvier 1705 du sieur Coulon à Maximilien-Emmanuel de Bavière, reçu le 2 mars 1705 avec les lettres du président Rouillé.

Cette médiation est le signe que l'action des kurucs est gênante pour la coalition de La Haye. En ce début d'année 1705, la situation est stable sur le front des Flandres. Le général anglais Marlborough aurait bien besoin des 30 000 hommes bloqués en Haute-Hongrie et en Transylvanie pour forcer les lignes des Franco-espagnols aux Pays-Bas méridionaux. Une paix avec les kurucs signifierait également, la possibilité de recruter des hommes supplémentaires dans les territoires contrôlés les rebelles et de lever des fonds en imposant ces mêmes régions qui échappent encore à l'autorité de Vienne. La médiation des puissances maritimes n'est donc pas seulement motivée par un panprotestantisme bienveillant de la part des deux plus puissantes nations réformées d'Europe de l'Ouest. Si cette action s'inscrit dans une forme de tradition, c'est également un moyen préalable de gagner la guerre terrestre¹⁰⁵ contre Louis XIV aux Pays-Bas méridionaux, là où les armées anglo-hollandaises sont engagées. Au XVIIe siècle, les puissances maritimes offrent à plusieurs reprises leur médiation à la résolution de conflits entre la protestante Transylvanie et la catholique Autriche. Durant la guerre de Succession d'Espagne, ils sont investis de cette mission de médiation par l'empereur lui-même :

« [...] *Les ministres des puissances maritimes, lesquels la cour de Vienne a reconnu pour médiateurs.* »¹⁰⁶

Avec cette légitimité, les Hollandais usent de tous les moyens à leur disposition pour réussir cette médiation et obtenir la paix en Hongrie. Un traité comprenant vingt-trois articles est proposé aux mécontents qui y apportent une réponse négative. Un exemplaire imprimé de ces propositions est conservé aux Archives diplomatiques de la Courneuve¹⁰⁷ et reproduit en annexe de cette étude. Il s'intitule « *Articles de paix des États et Ordres confédérés du royaume de Hongrie avec les réponses aux articles de paix exhibés à Posen 15 juin 1706 par les Mécontents et Révoltés de Hongrie, à la louable médiation des Ambassadeurs de la Sérénissime reine de Grande-Bretagne, et des seigneurs des États Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas et par eux, délivrés aux commissaires de l'Empereur* ». La ville de Posen est le nom germanique de l'actuelle ville polonaise de Poznan. En 1706, les kurucs et la France possèdent deux contacts de haut rang en la personne du palatin et de la palatine de

¹⁰⁵ Nous considérons qu'une paix séparée des Hongrois n'aurait aucune incidence sur la conduite de la guerre navale en Méditerranée ou en mer du Nord, ou bien de manière trop secondaire pour être véritablement significative.

¹⁰⁶ AAE, *Ibid.*, f° 55

¹⁰⁷ AAE, *Ibid.*, f° 215 – 233

Posnanie. Ces derniers apparaissent dans la comptabilité du marquis de Bonnac¹⁰⁸. Avec la complicité de l'ambassadeur de France en Pologne et des altesses palatines, il est très facile pour les mécontents de l'exhiber dans cette région polonaise assez éloignée du théâtre hongrois. Elle est en effet située sur la route entre Bruxelles – Moscou qui est particulièrement fréquentée. La version dont nous disposons est imprimée aux Provinces-Unies à La Haye dans la seconde moitié de l'année 1706. Outre la promesse d'un pardon impérial pour lui et ses partisans, l'émissaire des Provinces-Unies fait valoir au chef de la rébellion un argument affectif et sensible.

« L'envoyé de Hollande m'a assuré que l'empereur me rendoit madame la princesse, si je la demande. »¹⁰⁹

La princesse préoccupe François Rakóczi. Cette remarque fait suite à la demande formulée en 1705, par le prince Rakóczi au marquis de Bonnac, de faire passer 10 000 écus à sa compagne retenue à Vienne. Dans deux missives¹¹⁰ datées des sept et vingt-huit mars 1705 et reçues le quinze avril, il s'inquiète de la misère (par rapport à son rang princier) dans laquelle est laissée Charlotte-Amélie de Hesse-Wanfried. Les Mémoires de Saint-Simon nous donnent quelques informations au sujet de cette union et de la princesse :

« Il avait épousé, en septembre 1694, Charlotte-Amélie, fille de Charles landgrave de Hesse-Rinfels [...]. Elle était tout allemande et fort attachée à sa parenté. Cette alliance de Ragotzi était fort proche, quoique sans parenté effective. »¹¹¹

Il est possible de penser que les Autrichiens ont eu vent de cette préoccupation toute personnelle, soit par leurs espions du camp, soit en ouvrant les précédents courriers envoyés à l'ambassadeur de France en Pologne. Malgré les propositions généreuses de Vienne, le prince indique au marquis qu'il refuse cette proposition, ainsi que le pardon de l'empereur, qu'il est résolu à continuer la guerre¹¹². En 1705, la médiation des puissances maritimes échoue. Ici le mouvement fait preuve d'unité et de confiance envers son chef, le prince de Transylvanie François Rakóczi. L'année suivante, les Impériaux tentent d'utiliser à leur tour Charlotte-

¹⁰⁸ AAE, *Ibid.*, f° 73

La palatine de Posnanie reçoit un présent de dentelles et de toiles pour un montant de 600 écus.

¹⁰⁹ AAE, *Ibid.*, f° 34

¹¹⁰ AAE, *Ibid.*, f° 33

¹¹¹ Louis de Rouvroy, duc de Saint-Simon, *Mémoires*, Texte intégral, t. 10, chap. 14, Paris, Culture commune, 2013, p. 1581-1588.

¹¹² AAE, *Ibid.*, f° 34

Amélie de Hesse-Wanfried pour obtenir la paix. Dans une lettre datée du vingt-deux juin 1706, elle est sollicitée par le comte Wratislaw pour une nouvelle fois négocier la paix et tenter d'infléchir l'influence du marquis des Alleurs auprès du chef de la rébellion. Cette lettre se trouve dans les Archives du ministère des Affaires étrangères français¹¹³, car elle a certainement été interceptée par les services de renseignements, c'est-à-dire soit décachetée et recopiée, soit tout simplement subtilisée. Ce courrier de Wratislaw est ainsi reçu à Versailles avec le courrier du marquis des Alleurs à la fin du mois de juin 1706. Cette date est connue grâce à l'annotation en haut à droite de la lettre. On remarque que la transmission est ici, extrêmement rapide en comparaison de la correspondance ordinaire du marquis des Alleurs. On peut supposer que cette copie de la lettre du ministre-comte est envoyée par la route directe entre l'Autriche et la France afin de répondre à la nécessité d'être extrêmement réactif pour contrecarrer les plans de la diplomatie impériale. Cette tentative des Autrichiens est un échec. Le prince Rakóczi poursuit la guerre. Après Tirnau, le chef de la rébellion surveille avec attention le comportement de ses officiers supérieurs. Chaque défaite est analysée et doit être justifiée. Le cas du procès de Simon Forgatz illustre cette période de méfiance et de surveillance des magnats kurucs. Depuis les Pays-Bas méridionaux, le baron de Wettes donne les raisons de son arrestation au marquis de Torcy :

« Le comte Forgas, un des Feld Marechal général et des principaux chefs de la Confédération est mis en arrestation au château de Krafnahorka¹¹⁴, parce qu'il n'a pas bombardé Presbourg dans la forme. Il n'a pas voulu empêcher le général Starenberg de prendre Strigonie¹¹⁵ Il a voulu livrer son armée entre les mains des Impériaux, et mesme se saisir de la propre personne de S.A.S son maitre et de faire révolter quelques provinces, et de toutes celles ses propres lettres estants interceptées, on travail à faire son procès. »¹¹⁶

La correspondance de l'officier est surveillée par les espions du prince avant même la défaite. Pour mémoire, c'est l'un des rares officiers magyars que le marquis des Alleurs juge compétent. L'envoyé extraordinaire de la France en Hongrie confirme cette mise en état d'arrestation au marquis de Ferriol. Les raisons avancées par le baron de Wettes au chef de la

¹¹³ AAE, Cor. Pol., Hongrie, vol. 12, f° 246

¹¹⁴ Le château est situé dans le village slovaque de Krasna Hôrka dans le Sud-est du pays, en plein cœur du pays rebelle.

¹¹⁵ Strigonie est le nom français de la ville hongroise d'Esztergom. Cette dénomination est rare dans les correspondances politiques traitant du royaume de Hongrie. En effet, on retrouve plutôt son nom slovaque qui est Gran.

¹¹⁶ AAE, *Ibid.*, f° 297

Lettre du baron de Wettes au marquis de Torcy écrite de Mons le 29 janvier 1707.

diplomatie française, le marquis de Torcy¹¹⁷, sont identiques. La tonalité de la lettre du marquis des Alleurs n'est cependant pas similaire à celle de Wettes. Si pour l'agent hongrois résidant en Belgique la culpabilité de Forgatz semble ne faire aucun doute, le marquis des Alleurs est plus nuancé quant à sa culpabilité :

« Le prince a convoqué une assemblée de sénateurs qui va s'ouvrir pour juger le général Forgatz [...] on verra bientôt ce qui doit arriver. »¹¹⁸

Au-delà des officiers, le baron de Wettes est lui-même inquiet. En effet, la diplomatie autrichienne fait parvenir une lettre au prince de Transylvanie pour lui indiquer qu'elle connaît les intentions des kurucs à l'occasion de la tenue de la conférence de paix de Tirnau. Le chef de l'insurrection envoie une lettre à son agent des Pays-Bas méridionaux pour le mettre en garde personnellement contre cette fuite majeure. Il met ouvertement en doute la fidélité de son agent :

« Je ne sais ce que je dois penser quand je vois que les lettres que je vous ay écrites, et que vous m'avez mandés avoir reçues, sont venues à la connaissance de la cour de Vienne. [...] il faut que vous me trahissiez ou que quelqu'un vous trompe, vous ayant donné cet ordre escrit de ma propre main. »¹¹⁹

Quelques mois plus tôt, durant l'hiver 1706-1707, le baron de Wettes demande, par l'intermédiaire du président Pierre Rouillé, l'assistance de Versailles pour assurer la confidentialité de sa correspondance avec la Hongrie¹²⁰. En effet, des interceptions semblent avoir eu lieu en Allemagne et à Cracovie. Il peut avancer ses arguments pour plaider sa bonne foi auprès de François Rakóczi qui met sa fidélité en doute. Dans l'acheminement et la rédaction des correspondances, les intermédiaires sont nombreux. Chaque agent est susceptible de mettre en danger la fragile confidentialité de ces missives diplomatiques. À la différence de Simon Forgatz, Lasdislas de Wettes n'est ainsi pas mis en état d'arrestation. Néanmoins, le prince François Rakóczi le met à l'épreuve en lui transmettant des ordres confidentiels dont lui seul et son agent ont la connaissance. Ils concernent une proposition

¹¹⁷ AAE, *Ibid.*, f° 290

Lettre du marquis des Alleurs au marquis de Ferriol écrite de Roznau le 21 janvier 1707.

¹¹⁸ AAE, *Ibidem.*

¹¹⁹ AAE, *Ibid.*, f° 328

Lettre du prince Rakóczi au baron de Wettes, reçue à Versailles avec la lettre du président Rouillé le 8 mai 1707.

¹²⁰ AAE, *Ibid.*, f° 281

Lettre du baron de Wettes au marquis de Torcy écrite de Mons le 2 décembre 1706

d'alliance offensive et défensive des rebelles hongrois avec le gouverneur général des Pays-Bas et électeur de Bavière, Maximilien-Emmanuel de Bavière¹²¹ :

*« Garder cet ordre le plus secret que vous pouvez, vous êtes le seul à qui je confie mes intentions. Je ne veux pas mesme que vous m'écriviez là-dessus, réservez tout à votre arrivée. »*¹²²

Bien que d'une extrême confidentialité, cette lettre est copiée et reçue à Versailles le huit mai 1707. Cela signifie que le président Pierre Rouillé a accès à la correspondance entre le prince Rakóczi et le baron de Wettes. Les Français apportent leur soutien au réseau diplomatique hongrois dans des missions logistiques liées au financement de l'insurrection, à l'approvisionnement en matériel ou dans l'acheminement des correspondances, mais également d'assistance diplomatique avec l'obtention d'audiences comme à Rome avec l'abbé Bremer¹²³ au printemps 1707. Après la prise en charge de la sécurisation des canaux d'expédition de la correspondance du baron de Wettes vers la Hongrie durant l'hiver 1706-1707, les occasions ne manquent pas pour les agents de Louis XIV de prendre connaissance des échanges épistolaires de leurs alliés magyars.

Malgré les suspicions et les sanctions prises à l'encontre d'officiers dont la combativité est mise en doute ou des membres du réseau diplomatique, le consensus autour de sa personne et de son combat se révèle de plus en plus fragile. Les nobles s'inquiètent du manque de moyens et de la longueur de cette guerre. Il s'agit pour eux de réfléchir aux bénéfices qu'ils pourraient tirer de ce conflit et comment obtenir le pardon impérial en cas de défaite. Dans une lettre au baron de Wettes, le prince Rakóczi s'inquiète de cet état d'esprit individualiste et aux antipodes de la cause indépendantiste :

*« Je suis en quelque manière consolé par votre dernière, mais vous savez que j'ay beaucoup de gens auprès de moi qui me servent plus pour leurs intérêts ou par crainte que pour le bien public. J'ay eu toutes les peines du monde de les apaiser. J'ay différé mesme la Dyette générale jusqu'à votre arrivée. »*¹²⁴

¹²¹ AAE, *Ibidem*.

¹²² AAE, *Ibidem*.

¹²³ AAE, *Ibid.*, f° 326

¹²⁴ AAE, *Ibid.*, f° 312

Traduction de la lettre du prince Rakóczi au baron de Wettes le 5 avril 1707.

C'est cette quête d'indépendance et le projet de société établi par la proclamation de 1703 que le prince Rakóczi désigne par bien public. L'esprit victorieux et identitaire des premiers mois de l'insurrection semble s'être évaporé à Timnau en 1704. Depuis, chaque revers renforce l'esprit individualiste des forces nobiliaires. Le chiffage de la lettre souligne l'importance de son contenu. Cette information n'est pas destinée à être transmise aux partenaires franco-bavarois. Pourtant elle porte la mention « *reçu avec la lettre du président Rouillé le 13 may 1707* »¹²⁵. Les soupçons d'actes d'espionnage opérés par la France à l'encontre de ses alliés magyars sont renforcés par le fait que le courrier porte la mention « *traduction* »¹²⁶. Ordinairement la correspondance entre le prince Rakóczi et le baron de Wettes s'effectue en latin¹²⁷, elle n'a pas à être traduite par les services diplomatiques français. En effet, Ladislas de Wettes opère d'abord les traductions et transmet ensuite à Versailles les informations qui concernent le marquis de Torcy en utilisant le français. La diplomatie française intercepte donc assurément la missive par l'intermédiaire du président Pierre Rouillé. Si le prince Rakóczi se montre rassurant dans ces lettres officielles à Versailles, cette missive adressée à son agent démontre tout le contraire. Elle fait écho aux inquiétudes du marquis des Alleurs au printemps 1707. La situation s'aggrave encore après le revers rebelle de Trenscén en 1708. À la différence de 1704, la rébellion ne parvient pas à se remobiliser en raison d'un contexte résolument différent. Les comitats et les hommes en général sont désormais durement éprouvés par cinq années de petite guerre. De plus, la peste ravage les territoires du royaume de Saint-Étienne. À cette date, les perspectives de victoires apparaissent maintenant réduites sur les plans militaires et diplomatiques. À partir de Trenscén, les trahisons de la noblesse ne sont plus rares au sein de l'armée de François Rakóczi. Depuis l'échec de l'encerclement de Vienne à la fin 1703, le prince de Transylvanie devait fréquemment rassurer ses hommes qui avaient tout à perdre en cas de victoire de l'empereur. Comme nous venons de le voir au travers de deux exemples, pour ces grandes familles de magnats, la fidélité était une valeur morale fragile en raison de la nécessité de préserver les privilèges familiaux et l'intégrité des grands domaines sources de revenus. Pour les plus grandes familles aristocratiques, si elles en avaient les moyens, il était intelligent de placer des membres de leurs familles dans chaque camp de cette guerre fratricide. En cas de victoire de l'un ou de l'autre parti, l'avenir du domaine et de la famille s'en trouverait alors assuré. On retrouve cette tactique et ce caractère volatile de la fidélité chez les élites des Pays-

¹²⁵ AAE, *Ibidem*.

¹²⁶ AAE, *Ibidem*.

¹²⁷ AAE, *Ibid.*, f^o 182

Bas méridionaux. Le prince Rakóczi ne refusait aucun soutien, même ceux issus des branches cadettes. C'est ainsi que nombre de familles aristocratiques se divisent durant ce conflit. Deux cas sont assez représentatifs des conflits familiaux qui engendrent cette guerre civile. Le premier touche la famille Esterhazy. Elle est succinctement présentée dans la Relation :

« Les deux Estérazi sont gens de qualités et de bonne mine, et neveux du comte Teleky. »¹²⁸

L'orthographe des noms de famille du début du XVIIIe siècle diffère parfois de celle d'aujourd'hui. Les Estérazi sont bien les Esterhazy, et les Teleky sont les Thököly. Les frères Antal et Joseph Esterhazy ne soutiennent pas le même camp. Antal est un soutien de poids pour Rakóczi, car il appartient à l'une des plus illustres familles de magnat de l'ouest, traditionnellement favorable aux Habsbourg. Antal et Joseph sont les neveux d'Imre Thököly par leur mère, Katalin Thököly mariée à Ferenc Esterhazy. Ce sont également des membres de la famille du prince Rakóczi par l'alliance de la mère de ce dernier, Ilona Zrinyi, à Imre Thököly en 1682. Antal Esterhazy est favorable à Rakóczi alors que son frère Joseph est un labantz, c'est-à-dire un soutien de l'empereur. Antal doit également affronter son cousin sur les champs de bataille, le prince Pal Esterhazy. Ce dernier est le palatin de Hongrie. Il soutient fidèlement les Habsbourg qui le nomment à ce poste de prestige. Pal est un proche de la dynastie des Habsbourg de Vienne. Il dépose la couronne de Saint-Étienne sur la tête de l'archiduc Joseph en 1687 et participe activement à la guerre contre les rebelles hongrois.

À l'image des Esterhazy, la division des familles durant le conflit est un aspect assez commun. Elle donne à ce conflit une connotation de guerre civile que l'on retrouve lors de tous les soulèvements hongrois contre un souverain Habsbourg. C'est ainsi le cas depuis Jean Szapolyai en 1526, en passant par Gabriel Bethlen et Georges Ier Rakóczi au début du XVIIIe siècle, et enfin plus proche de ce soulèvement identitaire, Imre Thököly dans les années 1680. La Relation fait ainsi état d'un autre cas, celui du père *Andrazi*, le commandant de l'unité de cavaliers musulmans sur lequel nous nous sommes attardés ci-devant :

« Le Conseil d'État le gratifie de la confiscation des biens de deux de ses frères qui demeurent à Vienne où ils ont des charges à la cour impériale ; il y en a deux autres qui ont pris le party de la liberté, dont l'aîné est brigadier dans l'armée de Transylvanie. »¹²⁹

¹²⁸ AAE, *Ibid.*, f° 95

¹²⁹ AAE, *Ibid.*, f° 97.

En raison des importantes fonctions qu'exercent les frères du père *Andrazi* à la cour de Vienne, il se pourrait que ce dernier appartienne à la famille hongroise *Andrassy*. Il est toutefois difficile de l'affirmer avec une totale certitude. Toujours est-il que les *Andrassy* sont tout d'abord soumis au même cas de trahison que *Sandor Karolyi* ou que *Laszlo Ocskay* avec la défection d'*Istvan Andrassy* en faveur de l'empereur ; puis à une situation similaire aux *Esterhazy*, durant un laps de temps assez court, avec le maintien en poste des généraux *György* et *Pal Andrassy*.

Les élites politiques et militaires hongroises que l'on appelle communément des magnats ne sont pas d'une fidélité irréprochable à la rébellion indépendantiste de *François Rakóczi*. À partir de la défaite de *Trenscén* de 1708, l'issue du conflit semble en effet inéluctable défavorable aux insurgés. Bien qu'ayant des griefs à l'égard de la politique impériale, les magnats cherchent à se racheter à la fin du conflit auprès des autorités viennoises. L'impression d'une défaite imminente se renforce avec l'arrêt des subsides français qui servaient à payer les fournitures arrivant de Pologne et de Salonique ainsi que quelques régiments étrangers, de plus, l'économie et la population des comitats étaient exsangues. La peste fait de nombreuses victimes dans un pays ruiné par des décennies de guerre et d'instabilité politique. Finalement ces contextes sociaux et militaires désastreux incitent la haute-noblesse magyare à tenter de préserver ce qui peut encore l'être, c'est-à-dire leurs privilèges et l'intégrité de leurs grands domaines. Depuis la mort de *Léopold Ier* en 1705, le climat politique tendait vers la détente. Son successeur *Joseph Ier*, puis son frère *Charles VI*, cherche en effet à démontrer leur clémence aux magnats en leur offrant des lettres de rémission en échange d'une trahison perçue comme preuve de leur bonne foi. Les deux fils, d'un empereur finalement responsable des troubles de Hongrie, mènent donc une politique de conciliation dans le but de reprendre en main la Hongrie de la manière la plus pacifique possible. Cette volonté d'agir politiquement sur les magnats, plus que sur le plan militaire, dans une Haute-Hongrie impossible à contrôler sans leurs soutiens, se révèle finalement efficace. La rébellion sur le point de s'effondrer, les grands propriétaires avaient en effet tout à gagner dans un pardon de l'empereur qui leur assurait confirmation des privilèges et des terres en leurs possessions. La versatilité des élites magyares en faveur de Vienne n'était donc pas dénuée de logique dynastique, mais démontrait un caractère profondément égoïste. Bien que leur soutien fut indispensable au prince *Rakóczi*, ils n'étaient pas en accord avec sa volonté de fonder un État moderne, préférant un système féodalisé bien plus à leur

avantage¹³⁰. D'ailleurs en 1703, elle ne se rallia pas avec enthousiasme au mouvement, craignant que ce soulèvement ne dégénère en une jacquerie¹³¹ similaire à celle de 1514. Une posture similaire se retrouve dans les Pays-Bas méridionaux au moment des tentatives de centralisations et de bureaucratisation menées d'abord par les Espagnols, puis par les Français. Si le contexte et les enjeux s'avèrent profondément différents d'une périphérie à l'autre, en raison des sphères d'influence, de l'identité des populations, du niveau de développement, de l'Histoire tout simplement ; on observe à la manière d'un Gregory Hanlon¹³², des processus décisionnels comparables. Les élites nobiliaires cherchent systématiquement à conserver leurs privilèges et leurs fonctions politiques au sein des institutions provinciales. C'est globalement une tendance que l'on retrouve lors des périodes de crise. Ces nobles assurent néanmoins leurs fonctions traditionnelles de commandement avec des succès très divers tout au long du conflit. Ils dirigent des troupes dont la nature est bien plus disparate que les armées d'Europe occidentale, notamment des Pays-Bas ou de l'Empire habsbourgeois en général. À l'identique, celles-ci se composent de soldats réguliers et de mercenaires étrangers, mais ils sont minoritaires en comparaison des troupes irrégulières issues des comitats.

Une armée de volontaires appuyées par des professionnelles

Les troupes volontaires des comitats et les forces professionnelles européennes

Les partisans de Rakóczi sous les drapeaux sont pour la plupart des volontaires levés dans chaque comitat à l'initiative des appels lancés par les comtes et les généraux :

« Les comtes firent afficher et publier à son de trompe que tous les Hongrois qui voudroient de plein gré contribuer de leur personne à la liberté de la patrie eussent à se présenter dans quinzaine. Ils vinrent en très grand nombre. »¹³³

En 1705, on compte l'équivalent de 35 000 miliciens levés dans les différents comitats

¹³⁰ Jean Bérenger, *La Hongrie des Habsbourg*, t. 1, de 1526 à 1790, Rennes, PUR, 2010, p. 187.

¹³¹ Jean Bérenger, *Ibidem*.

¹³² Grégory Hanlon, *L'univers des gens de biens : culture et comportement des élites urbaines en Agenais-Comdomois au XVIIe siècle*, Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux, 1989.

¹³³ AAE. *Ibid.*, f° 92

rebelles. Ils sont mobilisés sur le système de l'*Insurrectio*, c'est-à-dire la levée en masse. Il reste en vigueur en Hongrie jusqu'en 1809. Concrètement, Jean Bérenger nous explique que chaque comitat devait fournir un fantassin et un cavalier pour vingt maisons occupées. L'entretien du cavalier revient au seigneur, tandis que celui du fantassin est réservé aux paysans¹³⁴. Les villes libres et royales devaient seulement fournir un fantassin pour vingt maisons bourgeoises¹³⁵. Au début de la guerre d'Indépendance hongroise, la moitié de l'armée rebelle ressemble à une armée de paysans proche des levées médiévales. Ces 35 000 miliciens sont sans expériences militaires et sans équipement. Ils s'arment de ce qu'ils trouvent chez eux :

*« Ils vinrent en grand nombre, chacun porta les armes qu'il trouva dans sa maison, et ceux qui avaient des chevaux les amenèrent. »*¹³⁶

François Rakóczi a cherché, avec succès, à inciter la paysannerie à s'engager massivement sous ses couleurs en promettant aux volontaires leur affranchissement des charges urbaines ou seigneuriales et en demandant aux seigneurs rebelles de ne plus leur exiger de corvées et de redevances¹³⁷. Des mesures qui intéressent particulièrement les paysans les plus pauvres. Les troupes des comitats sont commandées par des officiers de nationalité hongroise. Néanmoins, leurs facultés de commandement sont clairement remises en cause par les instructeurs français :

*« Que tous les seigneurs hongrois veulent être généraux et qu'il n'y en a pas un seul de capable. »*¹³⁸

À la fin du XVIIIe siècle, la noblesse magyare est surtout militaire. Le contexte de guerre permanent lui donne l'occasion de se confronter à l'épreuve du feu. Comme nous le verrons plus en avant, nombre d'officiers supérieurs de l'armée de libération de la Hongrie servent dans les troupes impériales durant la reconquête. Néanmoins, s'ils connaissent les techniques de combats traditionnelles, ils commandaient alors des hommes disciplinés, bien loin de la majorité de paysans sous leurs ordres durant la guerre d'Indépendance hongroise. Pour ceux qui n'ont pas combattu dans les rangs autrichiens, leur formation est succincte. En effet, l'instruction militaire des nobles ne dépasse pas l'apprentissage du combat au sabre à

¹³⁴ Jean Bérenger, *La Hongrie des Habsbourg*, t. 1, de 1526 à 1790, Rennes, PUR, 2010, p. 35.

¹³⁵ Jean Bérenger, *Ibidem*.

¹³⁶ AAE, *Ibidem*.

¹³⁷ Jean Bérenger, *Ibid.*, p. 186.

¹³⁸ AAE, *Ibid.*, f° 92.

cheval. Bien formée pour les raids à cheval et les embuscades, la moyenne noblesse qui occupe les postes d'officiers subalternes ne connaît presque rien à la guerre moderne et aux combats en formations serrées¹³⁹. Bien que courageuse, l'armée rebelle n'était pas en mesure de remporter une bataille décisive en raison de son manque de qualité manœuvrière. Les troupes réglées n'étaient pas assez nombreuses pour l'emporter seules. Si la charge des forces des comitats était redoutée par les troupes impériales, elles ne pouvaient pas décider seules de l'issue d'une bataille rangée. On retrouve cette problématique dans nombre de rébellions comme celles d'Écosse au XVIIIe siècle, dans les Cévennes de 1702 à 1704 ou l'insurrection urbaine de Gand en 1539-1540. Nicolas Zrinyi est un temps désireux de libérer la Hongrie de la domination des Habsbourg. Ce dernier se révèle très critique sur ce type d'armée non professionnelle. L'armée rebelle s'appuie également néanmoins sur un noyau de troupes professionnelles, du moins expérimentées, à hauteur de 33 000 hommes environ¹⁴⁰. Ce contingent cosmopolite constitue le cœur des forces rebelles en armes. À la différence de l'armée impériale de Hongrie, la valeur et l'équipement des troupes sont donc très inégaux du côté des kurucs¹⁴¹. On trouve quelques troupes réglées, soldées et expérimentées dans les rangs de la rébellion. Tout d'abord des régiments allemands formés avec des prisonniers et des déserteurs de l'armée impériale. Ils sont commandés par des officiers allemands et non des Hongrois, ce qui renforce la cohésion régimentaire et l'exécution des ordres. De toute manière, les étrangers sont exclus des postes de commandement des corps d'armées hongrois :

*« Quant aux officiers de guerre, il faut savoir que les étrangers ne sont pas admis au commandement des armées. »*¹⁴²

Ces officiers allemands ne peuvent commander que des troupes étrangères. Il en est de même pour les conseillers français qui commandent des batteries servies par des Allemands¹⁴³ ou des grenadiers français, mais pas d'unités hongroises. La fidélité des régiments étrangers est achetée avec une solde plus élevée que les troupes issues des comitats qui constituent le gros de l'armée. Ce sont des troupes efficaces et expérimentées. Le prince Rakóczi intègre deux de ces régiments allemands dans sa garde personnelle. La garde princière se compose entièrement de troupes réglées et cosmopolites. Elles sont le fer-de-lance de la rébellion. Aux

¹³⁹ Jean Bérenger, *Ibidem*.

¹⁴⁰ Jean Bérenger, *Ibid.*, p. 187.

¹⁴¹ Agnès Varkonyi et Béla Köpeczi, *Rakóczi Tükör*, t. 2, Budapest, Osiris, 1999, p. 126 – 146.

¹⁴² AAE, *Ibidem*.

¹⁴³ AAE, *Ibid.*, f° 95.

régiments allemands, il faut ajouter ainsi une unité de 600 carabiniers montés et deux bataillons composés de 500 fusiliers Palataches chacun. Les Palataches¹⁴⁴ sont des bandits de Grands Chemins qui aidèrent François Rakóczi à fuir sa prison viennoise en 1701, puis à gagner la Pologne d'où il commence à fomenter la rébellion. À l'image des troupes allemandes, ils sont commandés par l'un des leurs, le colonel Adam¹⁴⁵. Des Tartares de Crimée sont également à la solde des kurucs. Au nombre de 100 cavaliers, dont douze Turcs¹⁴⁶ issus de la frontière militaire, ils sont commandés par un religieux de l'ordre des Récollets, nommé le père Andrazi. Attardons-nous quelques instants sur cette petite troupe qui symbolise le cosmopolitisme des forces rebelles. La Relation prend d'ailleurs le temps d'apporter quelques précisions sur ce contingent et ce chef tout à fait singulier :

« Homme de qualité et de bonne mine, souvent théologien et fameux prédicateurs [...] grand zèle pour la liberté de sa patrie. Il s'est mis à la teste de ces mahométans qui luy obéissent volontiers, l'aiment, l'appellent le général Deruiche, et n'en connaissent point d'autre. »¹⁴⁷

Ce catholique commande des Tartares de Crimée et des Ottomans de confession musulmane sans que son autorité soit bafouée. Les Tartares sont utilisés pour donner la chasse aux troupes impériales en retraite ou pour des opérations de harcèlements. Leur présence souligne que la rébellion du prince de Transylvanie n'est en rien religieuse et qu'il existe une certaine forme de tolérance dans son armée. Il s'y côtoie des catholiques, des protestants, musulmans et unitaristes dans le libre exercice de leur religion :

« [À propos des Kurucs et des Labancs] Ils sont dans l'un et l'autre parti, des trois religions qui ont libre exercice en Hongrie : Catholiques, Luthériens et Calvinistes. »¹⁴⁸

Il existe tout de même une tendance religieuse chez les kurucs et les labancs. Les kurucs sont majoritairement protestants, car le mouvement est principalement constitué par la moyenne noblesse et la paysannerie ; deux corps sociaux majoritairement de confession protestante. À l'inverse les labancs sont catholiques et germanophiles à l'image de la communauté saxonne venue des Pays-Bas et d'Allemagne durant la période médiévale. Ces

¹⁴⁴ AAE, *Ibid.* f° 92.

¹⁴⁵ AAE, *Ibidem.*

¹⁴⁶ Dans la lignée de son beau-père Imre Thököly, François Rakóczi cherche à renforcer l'expérience de ses troupes en faisant appel à des turcs des Balkans.

¹⁴⁷ AAE, *Ibid.*, f° 96.

¹⁴⁸ AAE, *Ibid.*, f° 90.

derniers suivent la religion de l'empereur. Ils sont originaires de populations plus urbaines que rurales, où l'implantation du catholicisme est plus fort que dans les domaines seigneuriaux. Les centres jésuites se concentrent en effet dans les villes en raison du maintien des garnisons impériales dans les espaces en marge de la Haute-Hongrie et de la Transylvanie saxonne. Malgré cette connotation religieuse, la guerre d'Indépendance hongroise n'a aucun caractère religieux, comme peut l'être la rébellion des camisards à la même époque.

À partir de 1705, la garde princière est renforcée par une compagnie de 200 chasseurs qui s'engage volontairement. En plus de la garde princière et en prenant en compte tous les corps d'armée à la veille de la campagne de 1705, les troupes régulières s'élèvent à environ 20 000 hommes. Elles sont réparties en trente-deux régiments. À ces chiffres, il faut ajouter 8 000 cavaliers dont 4 000 proviennent des comitats et 4 000 autres de Transylvanie. Sur ce total, il faut compter seulement 13 000 soldats soldés, c'est-à-dire payés et sous contrat, divisés en treize régiments. Sur le total des forces engagées dans la rébellion, Kaminski et les Français ne sont pas identiques. Le frère basiliste l'estimait à environ 68 000 hommes. Ils se décomposent en 35 000 miliciens et 33.000 réguliers. En mai 1705, la Relation dénombre un effectif inférieur avec seulement 44 800 hommes¹⁴⁹ sans compter les 200 chasseurs et les grenadiers français sévèrement éprouvés durant la bataille de Tirnau et dont les effectifs sont en reformation au moment de la rédaction¹⁵⁰. Pour mémoire, les miliciens avaient le loisir de rentrer chez eux à tout moment, ce qui pouvait faire varier le nombre d'hommes sous les drapeaux. Au-delà des hommes mis hors de combat (tués, blessés ou prisonniers), la défaite de Tirnau avait provoqué de nombreuses désertions chez les troupes irrégulières, c'est-à-dire les miliciens des comitats et des villes. La volonté du Conseil d'État était d'augmenter le nombre de troupes soldées malgré le manque d'argent :

« C'est ce que le prince présenta au Conseil d'État qui fut assemblé à Leventz le premier janvier 1705 ; ou suivant les remontrances, il fut délibéré qu'on auroit des troupes réglées ; et on commença par pourvoir au moyen de les soldoyer. »¹⁵¹

Les troupes soldées se révèlent bien plus fidèles en comparaison des irréguliers qui n'ont rien d'autre à perdre que leur propre vie. C'est une tendance que l'on retrouve dans nombre de conflits de l'époque moderne. Le soldat soldé risque la mort pour sa désertion et la

¹⁴⁹ AAE, *Ibid.*, f° 94.

¹⁵⁰ AAE, *Ibid.*, f° 93.

¹⁵¹ AAE, *Ibid.*, f° 91.

perte de l'entièreté de sa solde. Deux éléments relativement contraignants, qui suffisent souvent à renforcer sa fidélité et son courage face au feu de l'adversaire. Les commissaires veillent à ce que l'engagement de chaque homme soit bien respecté. Pour payer la solde des soldats irréguliers, le prince Rakóczi prend des mesures fiscales en faisant frapper davantage de pièces de la monnaie de cuivre qu'il met en place après la prise des mines et des ateliers monétaires de Schemnitz/Banska Bystrica en 1703 :

« On fit battre incessamment une monnaie de cuivre qui par un Édité eut cours par tout dans le royaume. »¹⁵²

La Relation nous présente cette nouvelle monnaie, symbole d'indépendance monétaire vis-à-vis de l'Empire habsbourgeois et de la souveraineté du Conseil d'État kuruc. En réalité, il existe deux monnaies frappées aux armes de la Hongrie :

« Cette monnaie est de deux espèces la poltura et la libertach [...] Ces deux espèces furent frappées au coin des armes de Hongrie avec ces deux mots sur le revers, Pro Libertate. »¹⁵³

Le revers en latin exprime la volonté des Hongrois rebelles de s'émanciper de la tutelle habsbourgeoise. Ces deux mots signifient littéralement « pour la liberté ». Bien que n'ayant pas de valeur sur le marché international, cette nouvelle monnaie de cuivre était indispensable à la rébellion. Le gouvernement Kollonich avait réformé le florin hongrois à la fin du XVIIe siècle pour faciliter la généralisation de l'utilisation du florin rhénan. Cette mesure était également motivée par les problèmes de changes existant entre les deux florins hongrois et rhénans, ainsi que par les différents de cours du florin hongrois entre les territoires du royaume. La monnaie de cuivre dite *Libertach* et *Poltura* n'avait de valeur que dans les provinces contrôlées par la rébellion. Elle n'était évidemment pas reconnue dans les comitats tenus par les Impériaux.

Le Conseil d'État et le prince Rakóczi devaient obligatoirement passer par cette nouvelle monnaie pour financer leurs troupes soldées. Le commerce étant à l'arrêt en raison de la guerre et le numéraire des magnats ne suffisant pas, il était nécessaire de trouver une autre source de revenus. Comme aux Pays-Bas la guerre est coûteuse. La frappe intensive de la monnaie eut pour effet mécanique de faire bondir l'inflation provoquant une grave crise

¹⁵² AAE, *Ibidem*.

¹⁵³ AAE, *Ibidem*.

politique interne lors de la Diète d'Onod de 1707. Avec ces frappes, les troupes soldées des comitats reçoivent mensuellement 8 florins pour un fantassin et douze florins pour un cavalier¹⁵⁴. Il faut ajouter à cela le pain de campagne. Les troupes étrangères, notamment allemandes, les sous-officiers et les officiers de tous les corps perçoivent davantage. C'est donc une très lourde charge financière pour un Conseil d'État qui n'a d'autres sources de financements que les revenus des domaines des Rakóczi, du fisc royal, des terres confisquées et du revenu des mines. Ils ne peuvent à eux seuls financer l'effort de guerre. Le budget de la guerre de la rébellion s'élève au maximum à 1 000 000 d'écus par an. Il n'est pas comparable avec celui du Saint-Empire romain germanique qui dispose de 22 millions de florins rhénans¹⁵⁵. Un budget qui lui donne la possibilité d'entretenir 130 000 hommes réguliers, dont beaucoup de vétérans des guerres de la Ligue d'Augsbourg et de la reconquête de la Hongrie. Sur cet effectif total, 15 000 hommes sont détachés à l'armée de Hongrie¹⁵⁶ et 13.000 autres à l'armée de Transylvanie¹⁵⁷. Les forces déployées pour ramener l'ordre dans la périphérie orientale de l'Empire s'élèvent donc à 28 000 soldats réglés¹⁵⁸. Ils sont appuyés par les Serbes de la frontière militaire au sud-est, et par les comitats croates au sud de la Grande-Plaine.

Le reste des dépenses de la rébellion hongroise sont couvertes par les subsides français. À l'image de la période habsbourgeoise, le problème principal venait du refus des comitats de payer une contribution à la rébellion, un impôt direct, même de nature patriotique. L'administration des comitats ne payant que le ravitaillement de ses propres troupes. Il apparaissait difficile de lever davantage de troupes soldées, bien qu'elles fussent indéniablement nécessaires à la bonne poursuite de la guerre pour les rebelles. À ces dépenses liées aux soldes, il fallait encore ajouter le coût général de l'approvisionnement.

L'organisation et la nature du ravitaillement de l'armée de libération de la Hongrie

L'approvisionnement des différents corps d'armée rebelle à l'autorité du roi de Hongrie Joseph Ier puis Charles VI est strictement organisé par le Conseil d'État¹⁵⁹. Des commissaires sont dépêchés par le Conseil d'État pour veiller au respect au versement des contributions militaires nécessaire à l'entretien des troupes en campagne. Le commissariat aux armées est

¹⁵⁴ AAE, *Ibid.*, f° 92.

¹⁵⁵ Jean Bérenger, *La Hongrie des Habsbourg*, t. 1, de 1526 à 1790, Rennes, PUR, 2010, p. 189.

¹⁵⁶ 6 régiments d'infanterie, 6 régiments de cuirassiers et 3 régiments de dragons.

¹⁵⁷ 4 régiments d'infanterie, 2 régiments de cuirassiers et 1 régiment de dragons.

¹⁵⁸ Jean Bérenger, *Ibid.*, p. 188.

¹⁵⁹ AAE, *Ibid.*, f° 95.

une institution nouvelle en Europe centrale au début du XVIII^e siècle. Déjà en vigueur dans les armées occidentales, elle est introduite par François Rakóczi. On en observe plusieurs types¹⁶⁰. Il y en existe un pour la sûreté de l'armée ; trois autres pour les Maisons du prince, de l'envoyé de Bavière et gouverneur général des Pays-Bas, de l'ambassadeur de France ; un cinquième pour l'attribution de bœufs à l'armée et des fournitures comme les draps ou les munitions ; et enfin un sixième pour la distribution des tonneaux de vins et de bières. Les objectifs sont de prévenir toute omission de l'administration du comitat et les débordements liés au manque de ravitaillement. Les forces militaires se battant en Hongrie ne sont pas bien pourvus à ce niveau durant l'hiver 1705 :

[Les Autrichiens] « *La disette du fourrage et des vivres est si grande parmi eux que l'on ne donne pour 4 personnes un pain de munition par jour.* »

[Les Hongrois] « *Le fourrage est aussi très rare parmi mes troupes.* »¹⁶¹

Ces manques sont dangereux, car ils pourraient entraîner des exactions sur le pays pour pallier ces carences d'approvisionnements. Cela serait réaliser les mêmes actions que les Autrichiens durant la Contre-Réforme et décrédibiliserait la rébellion aux yeux de la population. François Rakóczi avait impérativement besoin du soutien de la population pour s'implanter et contrôler durablement les territoires repris aux Autrichiens (informations, hébergements, soldats, ravitaillement). Sans ce soutien populaire, aucune petite guerre ne peut se développer durablement. Chaque comitat a ainsi la charge de faire acheminer jusqu'à l'armée les denrées et les fournitures. Elle doit fournir ce que l'on appelle les « munitions de bouche »¹⁶², c'est-à-dire le pain pour les troupes levées sur leur territoire, particulièrement les fantassins. Une fois au campement, elles sont remises entre les différents commissaires qui distribuent les marchandises aux troupes concernées. Le surplus est vendu pour le compte du trésor général, ce qui se révèle assez rare.

De manière générale, les troupes des comitats manquent de tout. La Relation note que dans le campement du prince Rakóczi près de la ville d'Agria (Eger), il manque cruellement de tentes pour abriter l'ensemble des hommes. Seuls les princes, les officiers supérieurs et quelques troupes soldées en disposent¹⁶³. Comme nous le verrons plus en avant, la recherche

¹⁶⁰ AAE, *Ibid.*, f° 94.

¹⁶¹ AAE, *Ibid.*, f° 25. Copie de la lettre du prince Rakóczi envoyée au marquis de Bonnac le 28 janvier 1705 et reçue le 4 mars 1705.

¹⁶² AAE, *Ibidem.*

¹⁶³ AAE, *Ibidem.*

de drap en provenance de Salonique ou de Dantzig est une préoccupation constante. Cette source d'approvisionnement polonaise mise en œuvre par le marquis de Bonnac et le palatin de Poznan est déjà évoquée dans la *Relation sur l'Etat des affaires de Hongrie* :

*« On faisait venir des draps de Pologne pour habiller celles des comitats. »*¹⁶⁴

Les armes et les munitions proviennent majoritairement de prises de guerre et de l'enlèvement des villes aux Impériaux. La rébellion dispose ainsi de canons et de boulets récupérés dans les places fortes de Haute-Hongrie et de Transylvanie, comme Agria, Cassovie, Eperies, Letzau, Leventz, Nehauzel ou Szatmar¹⁶⁵. En 1705, les mortiers indispensables pour ouvrir des brèches dans les fortifications ont été perdus lors de la levée du siège du faubourg de Léopoldstadt¹⁶⁶ (aujourd'hui le second arrondissement de Vienne) en 1703. Pour pallier à cette perte, de nouveaux mortiers sont fondus à Letzau avec les cloches de Szatmar et l'on tente de développer une industrie de l'armement dans la région des mines de Schemnitz. Avant 1703, il n'existe pas vraiment d'industries fabriquant des armes lourdes dans les territoires tenus par la rébellion. La production de pièces d'artillerie est difficile et rudimentaire en Hongrie. Rien de comparable à une ville comme Liège par exemple. La fonderie de Neuhausel (Banská Bystrica en Slovaquie) ne produit qu'une petite dizaine de mortiers et une centaine de boulets par semaine¹⁶⁷. L'artillerie est commandée par des officiers français ayant sous leurs ordres des officiers subalternes allemands :

*« L'artillerie est sous la conduite d'un officier François nommé Lamothe qui est aussy chef des ingénieurs, et qui a sous luy deux capitaines de canoniers ; un de bombardiers et un d'ouvriers ; ces quatre officiers sont françois, et mesme aussy du génie ; les subalternes et les soldats sont presque tous allemands. »*¹⁶⁸

L'État-major de l'artillerie hongroise peut paraître numériquement faible, mais les pièces à la disposition des artilleurs ne sont pas importantes et de qualité médiocre. La *Relation* ne fait pas le détail, mais Jean Béranger l'estime à 40 pièces de 12 livres¹⁶⁹ ou plus,

¹⁶⁴ AAE, *Ibidem*.

¹⁶⁵ AAE, *Ibidem*.

¹⁶⁶ Au début du XVIIIe siècle, Léopoldstadt est le plus vaste et le plus peuplé des faubourgs de Vienne. D'après la source, quatre mortiers sont perdus.

¹⁶⁷ Jean Béranger, *La Hongrie des Habsbourg*, t. 1, de 1526 à 1790, Rennes, PUR, 2010, p. 187.

¹⁶⁸ AAE, *Ibid.*, f° 95.

¹⁶⁹ Le calibre correspond au poids du boulet tiré par l'affût.

auxquelles il faut ajouter environ 50 pièces d'un calibre inférieur à 12 livres et 40 mortiers seulement utilisés lors des rares sièges¹⁷⁰. À titre de comparaison, l'armée française des Flandres déploie 100 canons¹⁷¹ à Malplaquet en 1709, 60 pièces à Höchstädt/Blenheim¹⁷² en 1704. La différence est encore plus flagrante avec la marine de guerre. Pour les constructions des années 1700, le moindre bâtiment de ligne de deux-ponts compte en moyenne 70 canons à son bord¹⁷³, avec un maximum atteint en 1692 pour le trois-ponts *Royal-Louis*, armé de 112 pièces¹⁷⁴, soit plus de la totalité de l'arsenal hongrois.

La production de poudre est également indispensable pour faire fonctionner les armes à feu et les pièces d'artillerie. Sans elle, les armes à feu ne sont pas utilisables. La ville d'Agria se spécialise dans cette industrie de guerre. Le comitat d'Heves sur les contreforts des Carpates est en effet abondant en salpêtre, matières premières indispensables à sa production. Lorsque l'on observe la correspondance du marquis des Alleurs¹⁷⁵, on se rend compte que le prince Rakóczi y séjourne très régulièrement. C'est d'ailleurs dans cette ville que l'ambassadeur français rencontre le prince de Transylvanie au printemps de l'année 1705. La Relation nous affirme que la production est entravée en raison du manque d'argent et d'infrastructures. De ce fait, la production ne s'élève qu'à six quintaux¹⁷⁶ par semaine au printemps 1705. Il n'y a que dix moulins à poudre dans tout le pays¹⁷⁷. Le combat des partisans de Rakóczi est ordinairement fait d'embuscades, de raids et de combats au corps à corps où ils supplantent généralement les Impériaux. La production d'armes blanches est ici indispensable à ce type d'opérations brèves, mais extrêmement violentes. La cavalerie est indispensable pour ce type d'opération, à l'image des unités de Karolyi qui opèrent en Moravie. Les sabres des hussards font logiquement l'objet d'une attention tout aussi particulière que la poudre d'Agria. D'ailleurs, il existe plusieurs centres de productions dans l'ensemble des comitats. En effet, les grands domaines des magnats de Transylvanie et de Haute-Hongrie disposent de forges hydrauliques d'excellentes qualités qui fonctionnent avec

¹⁷⁰ Jean Bérenger, *Ibidem*.

¹⁷¹ Jhon Lynn, *The Wars of Louis XIV, 1661 – 1714*, Longman, 1999, p. 331.

¹⁷² James Falkner, *Blenheim 1704 : Marlborough's Greatest Victory*, Pen & Sword Books Ltd, 2004, p. 61.

¹⁷³ Par exemple, le *Neptune* embarque 70 pièces. il est mis à l'eau en 1704. Le *Lys*, le *Magnanime* ou le *Saint-Michel* disposent de 72 canons. Tous les trois lancés en 1706.

Dans Alain Demerliac, *La Marine de Louis XIV : nomenclature des vaisseaux du Roi-Soleil de 1661 à 1715*, Nice, Omega, 1992, 292 p.

¹⁷⁴ Alain Demerliac, *Ibidem*.

¹⁷⁵ AAE, CP Hongrie, vol. 11 et 13.

¹⁷⁶ AAE, CP Hongrie, *Relation de l'État où se trouvaient les affaires des mécontents de Hongrie lorsque Mr des Alleurs est arrivé auprès du prince Rakóczi et des dispositions qu'on avoit fait en Hongrie, et en Transylvanie pour la campagne de 1705 avec une description du pays et des mœurs des habitants*, vol. 12, f° 94

¹⁷⁷ Jean Bérenger, *Ibidem*.

les nombreuses rivières naissant dans les Carpates. Si la cavalerie reçoit l'approvisionnement nécessaire, l'armement de l'infanterie en fusil n'est assuré que très partiellement par l'industrie de guerre kuruc. En 1703 et 1705, la production de fusils ne représente que 4 000 unités. Bien insuffisant pour armer les dizaines de milliers de fantassins sous les drapeaux. Cet armement est complété par un approvisionnement français transitant en Méditerranée entre les ports de Marseille ou plus largement de Provence et de Salonique :

« Monsieur, j'ay reçu avec la lettre de votre excellence du 4 décembre celle de Papay es Hornat qui y était jointe. J'avais déjà su par Belgrade le changement d'Assan Pacha ; j'espère qu'il me rendra service à Salonique pour le transport des armes que pourray faire venir de France par mer. J'ay prié M. le marquis des Alleurs d'écrire au sieur Brüe pour savoir la disposition de ce Pacha sur ces sujets avant de commencer. »¹⁷⁸

Le sieur Gaspard Papay es Hornat est l'agent de Rakóczi à Belgrade tandis que Brüe est un drogman de l'ambassade de France à Constantinople. Ce dernier mène et supervise plusieurs convois de marchandises entre Salonique et les territoires rebelles. Pour cela, il reçoit l'aide du marquis de Ferriol et de son consul à Salonique. L'armement rejoint Salonique par navires de commerce battant pavillon français, placé sous escorte de la flotte de guerre royale.

En ajoutant les armes françaises à celles fabriquées en Hongrie, en Pologne et en Allemagne, l'arsenal des armes utilisées par la rébellion s'avère donc très disparate. Ceci est un handicap supplémentaire lors des batailles rangées en ce qui concerne la portée et la précision des feux de rang de l'infanterie. Il n'est pas certain que l'ensemble des hommes composant un régiment d'irrégulier disposaient d'un fusil, d'une carabine, d'un mousquet ou même d'un pistolet. De plus, l'origine des armes était diverse : Pologne, Empire ottoman, Autriche, Allemagne, Transylvanie ou encore France. À l'inverse, l'armée impériale de Hongrie disposait d'armes à feu relativement identique en qualité et en provenance. Cette homogénéité permettait aux officiers supérieurs autrichiens de savoir, exactement, à quelle distance il fallait positionner leurs hommes lors d'échanges de tirs. La manœuvre des Hongrois rebelles était plus hasardeuse.

¹⁷⁸ AAE, *Ibid.*, f° 288

Lettre du prince Rakóczi au marquis de Ferriol écrite de Roznau le 26 janvier 1707.

À l'image de la poudre, l'industrie de l'armement n'utilise pas ses pleines capacités de production en raison du manque de numéraire et d'ouvriers. En termes de productions et de capacité de ravitaillement, il y a une différence flagrante entre l'industrie de guerre rebelle et celle mise en place dans les États héréditaires pour subvenir aux besoins militaires de l'armée impériale. Le seul moyen de compenser cet écart de production et d'équipement était bien de récupérer le matériel, les armes et les munitions aux mains des Impériaux en pillant les régions sous leur contrôle, parfois au détriment des Hongrois eux-mêmes¹⁷⁹. De ce fait et de par la constitution de son armée incapable de soutenir un siège¹⁸⁰ et une bataille rangée, le soulèvement de François Rakóczi coupa rapidement la Hongrie en deux. La Hongrie des montagnes est aux mains des mécontents d'une part, la Hongrie urbaine et de la plaine restent sous le contrôle de l'empereur d'autre part. Ce statu quo est favorable à Vienne sur le long terme.

¹⁷⁹ Jean Bérenger, *Ibid.*, p. 188.

¹⁸⁰ Le siège d'Esztergom de 1706 fut un échec cuisant pour les kurucs, malgré la conduite du siège par l'ingénieur français Le Maire et le lieutenant-général des Alleurs. Pourtant, la forteresse d'Esztergom n'a rien de comparable avec une place forte des Pays-Bas méridionaux de style Vauban comme Namur ou Mons. C'est une forteresse de style médiévale est bâti sur un éperon rocheux qui domine le Danube. Sa situation n'était pas favorable aux mécontents. Arrivant de Haute-Hongrie pour assiéger la place, il leur fallait traverser le fleuve en Amont ou en aval pour l'encercler. Le sud d'Esztergom, vers la Grande plaine et Bude à une soixantaine de kilomètres, était aux mains des Autrichiens, ce qui mettait en grand danger les forces engagées dans l'encercllement de forteresse sur la rive méridionale du fleuve.

L'influence française durant la guerre d'Indépendance hongroise

Un agent diplomatique pour représenter la France

Un conseiller politique du monarque pour l'étranger

Les étymologies d'ambassadeur et d'ambassade ont pour origine un mot italien *Ambasciata*¹. Il est couramment employé dès le XIII^e siècle et il s'exporte de la péninsule italienne lors du renouveau intellectuel et artistique que constitue la Renaissance italienne. La chronologie des installations des ambassades permanentes en Europe occidentale et orientale correspond à celle de la naissance des États modernes. Les ambassadeurs sont un marqueur d'un nouveau caractère de modernité des États, c'est-à-dire une nouvelle manière de gouverner à l'extérieur et à l'intérieur du territoire souverain. Le statut des ambassades est reconnu au niveau international. Pour illustrer ce propos, Marie-Christine Kessler prend l'exemple du tableau d'Hans Holbein, « *Les Ambassadeurs* », peint en 1533. À cette date, les cours européennes densifient les réseaux diplomatiques.

La réciprocité des échanges diplomatiques et l'habitude d'envoyer des ambassadeurs dits résidents se développent à l'initiative de la France de François I^{er}, très sensible aux idées répandues par la Renaissance. Le système diplomatique international se densifie au XVI^e siècle en même temps que l'identité des États-nations se forme. Les ambassadeurs incarnent ce nouvel ordre administratif et politique par leur capacité à représenter leur souverain et à entretenir un dialogue entre les territoires. L'ouverture d'axes de communication rapides désenclave les États et les rapproche. Si, par le passé, la politique extérieure se concentrait principalement sur les états limitrophes, sur les sphères d'influence et sur les questions religieuses relatives aux « infidèles » avec les croisades et les hérétiques, désormais elle englobe l'ensemble de l'espace européen et même mondial, avec la constitution des Premiers

¹ Marie-Christine Kessler, *Les ambassadeurs*, Paris, Presses de Science-Po, 2012. Directrice au CNRS au Centre d'études et de recherches de sciences administratives et politiques (CERSA). Elle a notamment publié : *La politique étrangère de la France* aux Presses de Sciences Po.

empires coloniaux. L'alliance de revers entre François Ier et Soliman le magnifique pour combattre l'empereur Charles Quint illustre cette ouverture du champ diplomatique.

Pour les territoires les plus éloignés, il convient d'entretenir un ambassadeur résident, c'est-à-dire permanent. C'est le cas avec Jean de la Forest, qui à la suite de la négociation des capitulations² avec le sultan, reste en mission à Constantinople de 1535 à 1538.

Si le terme d'ambassadeur est fréquemment utilisé dès le XIIIe siècle dans une Italie qui est alors le cœur de l'Europe médiévale catholique, il n'est pas le seul en usage au début du XVIIIe siècle. On retrouve plusieurs titres qui le désignent, chacun traduisant une spécificité propre à sa fonction. Elle précise souvent la nature de sa mission : ministres, envoyés ordinaires et extraordinaires, ministres plénipotentiaires. Les correspondances diplomatiques françaises conservées aux Archives des Affaires étrangères remontent ainsi jusqu'au XVIe siècle.

Les différents titres correspondent à la multiplicité de situations auxquelles sont confrontés les diplomates en mission. Le marquis des Alleurs a la spécificité de ne pas porter de véritable titre lors de sa mission en Hongrie. Il est simplement qualifié d'*envoyé*³ du roi. Cette titulature répond au caractère « secret » ou officieux de l'aide française à des rebelles. Il est en effet déshonorant pour un souverain de soutenir un mouvement frondeur, car d'un point de vue religieux c'est remettre en cause le choix de Dieu à faire régner un homme sur un territoire. C'est aussi remettre en cause la propre nature de son pouvoir. Il ne peut donc pas avoir le titre officiel d'ambassadeur de Hongrie en avril 1704. Ainsi, l'envoi d'un ambassadeur auprès d'un prince définit une partie de la politique étrangère du royaume français. Il revient à reconnaître la souveraineté de cet espace géographique ou la légitimité de ce prince à régner : ici celle de Rakóczi sur la Hongrie. La mission de Pierre Rouillé de Marbeuf auprès de Maximilien-Emmanuel de Bavière, alors gouverneur général des Pays-Bas méridionaux au nom de l'Espagne, n'est pas qualifiée⁴ d'ambassade. Cela signifie qu'il doit simplement négocier et surveiller les agissements de Maximilien-Emmanuel de Bavière pour le compte de la France. Cette posture se traduit dans le détail de la titulature donnée aux instructions⁵. Elle fait suite à une alliance secrète signée entre l'Électeur de Bavière et Louis XIV le neuf mars 1701 à propos d'une éventuelle perte de l'électorat de Bavière. Dans

² Se référer à la partie sur l'alliance de revers ottomane.

³ AAE, Md. France, P/3300, f° 273

⁴ AAE, *Ibid.*, f° 321

⁵ Pour en avoir le détail, se référer à la partie de l'alliance franco-bavaroise.

ce cas, Maximilien-Emmanuel de Bavière devait recevoir la souveraineté et l'hérédité de sa Maison sur les Pays-Bas méridionaux en guise de compensation. Cette affaire diplomatique mettait Louis XIV dans l'embarras puisque Bruxelles était toujours la propriété de l'Espagne dont son petit-fils Philippe V était roi depuis le mois de novembre 1700. Cette nomenclature diplomatique est fixée lors du traité de Westphalie signé en 1648. Il élève la puissance française au premier rang des nations européennes ; conférant automatiquement la charge à sa diplomatie et à son armée de conserver ce statut. La désignation des ambassadeurs se fait en fonction du prestige des postes, du contexte politique et de l'importance du souverain avec lequel il faut dialoguer. De ce fait, des capitales comme Madrid, Rome, ou Vienne, exigent l'envoi de personnages de hauts rangs ou de diplomates reconnus. Le contraire pourrait être interprété comme un signe de désintéressement qui affaiblirait automatiquement la position de la nation envoyant l'émissaire. Les nombreuses cours européennes voient se présenter les ducs et princes de la Maison de France pour y exercer leur charge diplomatique. Le titre de noblesse de l'émissaire illustre l'importance dont est accrédité l'État dans la politique étrangère française.

Au XVIII^e siècle, comme aujourd'hui, les nouveaux états veulent s'affirmer sur la scène internationale en disposant d'une représentation diplomatique permanente et indépendante à l'étranger. On retrouve cette volonté chez le prince de Transylvanie François II Rakóczi. Il l'exprime d'abord en installant une représentation diplomatique permanente à Bruxelles, puis à Mons⁶ et à Paris en la personne du Baron de Wettes. De nombreux contacts ont lieu par son intermédiaire entre Rakóczi, la cour de France et ses émissaires d'une part, les institutions du régime de Bergeyck et le gouverneur Maximilien-Emmanuel de Bavière, d'autre part. Au milieu des années 1700, il souhaite également faire intervenir la Russie dans la guerre d'Indépendance hongroise⁷. Il tente à plusieurs reprises d'impliquer le Tsar Pierre le Grand, qui se montre intéressé pour approcher la France, mais la France met son droit de veto par l'intermédiaire du marquis des Alleurs. La question russe symbolise la mésentente entre l'envoyé de France en Hongrie et le chef de la rébellion hongroise. À mesure que leurs relations se dégradent, le volume des échanges indépendants entre le prince Rakóczi et le

⁶ Après la perte de la ville de Bruxelles suite à la défaite franco-espagnole de Ramillies, le baron de Wettes suit le Conseil royal du comte Bergeyck qui s'installe à Mons après un bref passage à Gand. Plusieurs de ses lettres sont datées de cette période et envoyées de la ville de Mons.

⁷ Se référer à la partie sur la Russie.

baron de Wettes augmente. Bien que la France soit tacitement alliée avec la Hongrie⁸, le corps diplomatique louis-quatorzien surveille ces correspondances. Toute prise d'initiative hongroise est combattue par l'émissaire français en Hongrie, à l'image du rapprochement hongro-russe. Les Pays-Bas méridionaux disposent d'un organe de représentation à Madrid qui défend les intérêts de la lointaine et isolée province.

Les actions des ambassadeurs de Louis XIV dans les domaines de la politique, du commerce, et de la religion sont tournées vers la réussite de la politique extérieure de la France. Pour cela, il dispose d'une large autonomie de décision et d'action. Elle s'avère indispensable pour assurer une réactivité efficace. L'ambassadeur est un acteur des relations internationales par sa capacité à influencer les parties. Le nom communément de « négociateur » donné aux ambassadeurs à l'époque moderne de Louis XIV traduit cette idée. S'il dispose d'une large autonomie lors de ses missions, l'ambassadeur doit tout de même suivre les directives du centre de décision diplomatique, et faire un rapport de ses activités. C'est ce que fait le marquis de Ferriol, ambassadeur de France auprès de la Sublime Porte, au secrétariat d'État aux Affaires étrangères au moment de son retour de Constantinople en 1711. Les contrôles exercés par Versailles sur les correspondances entre les ambassades et le secrétaire d'État Colbert de Torcy viennent ponctuellement limiter la marge d'autonomie laissée à ces ambassadeurs.

Les rectificatifs apportés aux instructions initiales ou l'attribution de nouvelles missions transforment l'ambassadeur en simple exécutant de la politique étrangère que définit Louis XIV. Bien que surveillée et autonome, l'ambassade est donc l'incarnation de l'État à l'étranger. Ses actions sont extrêmement codifiées par une étiquette diplomatique. Un cérémonial marque l'arrivée et le départ de l'ambassadeur dans le pays où il a été nommé. Son rappel est également extrêmement codifié. Le protocole prend une place fondamentale dans les relations internationales. Il incarne le niveau de respect entre les États. Les lettres de créance que l'ambassadeur doit présenter au gouvernement avant de prendre sa charge sont symptomatiques de cette étiquette diplomatique. La cérémonie doit l'intégrer au sein des deux pays, celui où il siège d'abord, et celui qu'il sert ensuite. Dans sa personne s'incarne ce que

⁸ Il n'existe pas d'alliance militaire officielle par traité. La Hongrie n'est pas considérée comme une nation indépendante au moment de la guerre de Succession d'Espagne, mais comme des rebelles à leur souverain légitime, le roi de Hongrie Joseph Ier (depuis la Diète de Presbourg en 1687). Pour mémoire, il est fils de l'empereur Léopold Ier. Malgré les propositions répétées du prince de Transylvanie, Louis XIV refuse systématiquement.

symbolise le royaume à l'étranger. L'ambassadeur a pour mission essentielle de veiller sur les ressortissants qui vivent ou qui transitent dans le pays, une fonction qui est toujours en vigueur aujourd'hui. Ils offrent ainsi aide et protection aux commerçants, aux missionnaires, aux voyageurs, aux agents ainsi qu'à toutes les personnes servant la couronne de son souverain.

Parfois, l'accréditation dépasse ce simple rôle de protection des « compatriotes ». Dans l'Empire ottoman et dès le milieu du XVI^e siècle, les ambassadeurs du roi de France étendent cette mission aux chrétiens d'Orient par la négociation régulière des capitulations. L'ambassadeur est un acteur actif des relations internationales. Il n'est pas seulement le représentant d'un État intemporel, conceptuel. Son activité se traduit par son influence et son rôle d'interlocuteur entre les États, les gouvernements et les ressortissants. Sans autorité, son pouvoir réside dans sa capacité à négocier, trouver des consensus et entretenir un réseau d'agents bien informés. Il est dans l'obligation perpétuelle de discuter avec de multiples interlocuteurs, de se fondre dans les complexes réseau d'influences des cours princières. Son but premier est en réalité d'asseoir et de renforcer son influence personnelle, et à travers lui celle du monarque qu'il représente. C'est une condition essentielle à la réussite des missions qui lui sont dictées par les instructions reçues. La notion de réseau permet d'étendre le champ des activités de l'ambassadeur. Il utilise tous les leviers disponibles pour réaliser ses missions. Ses actions ne se limitent pas à la vie administrative et politique. Elles se développent dans les milieux du négoce de plus en plus influent au sein de l'ensemble des États européens à la fin du XVII^e siècle. Le monde de l'ambassadeur est mult centré. Étudier une seule sphère d'influence serait certainement une erreur, car elle causerait un manque dans l'analyse. Ces sphères ne sont pas cloisonnées, mais imbriquées les unes dans les autres. Cette imbrication est spécifique à chaque nation, à chaque période, obligeant l'ambassadeur à s'adapter au contexte local de chacune de ses missions. À ce propos, Marie-Christine Kessler propose une posture intéressante dans son ouvrage intitulé « Les Ambassadeurs » :

« Une grande partie des développements qui vont suivre s'inspire implicitement du néo-institutionnalisme, c'est-à-dire du poids des institutions sur les acteurs. Les variables nationales sont donc essentielles et montrent la dépendance dans laquelle les ambassadeurs sont par rapport au système institutionnel qui les encadre. »⁹

⁹ Marie-Cristine Kessler, *Les ambassadeurs*, Paris, Presses de Science-Po, 2012, p. 15.

Elle poursuit son raisonnement en expliquant son application concrète au corps diplomatique français :

« L'ambassadeur en France fait partie d'un bloc constitué par un appareil, administratif et politique. L'ambassadeur prend donc place au sein d'un orchestre duquel il va jouer sa partition. La configuration des pouvoirs, constitutionnels, administratifs, et politiques, est un facteur important qui peut amplifier ou diminuer son influence. »¹⁰

Si cette étude est principalement axée sur le monde des ambassades de la troisième République française à nos jours, cette période reste l'héritière d'un système mis en place sous le régime monarchique quatre siècles plus tôt. Le poids de la tradition reste fort dans ce milieu conservateur français, surtout à une époque où l'idée de la restauration d'un monarque ne sera totalement écartée qu'après la victoire des alliés sur l'Allemagne en 1918. Au XVII^e et au XVIII^e siècle les ambassadeurs de France sont tous des aristocrates. Cette tradition perdure en France jusqu'à la fin du XIX^e siècle. En effet, en 1870, les diplomates sont encore tous titrés. La perte de ce monopole social sur cette charge n'intervient qu'à partir de 1881, au moment où le parti républicain prend définitivement le pouvoir en France.

Des hommes comme Léon Gambetta¹¹ et Charles Freycinet¹² décident d'ouvrir cette fonction prestigieuse aux roturiers. Durant son ministère, Léon Gambetta justifie cette ouverture par la formule : *introduction de couches nouvelles*¹³. La fonction de représentation diplomatique reste l'apanage de la noblesse jusque dans les années 1880 en raison de l'idée persistante que les aristocrates disposent d'une capacité naturellement à se mouvoir dans les cours, les mondanités, les festivités et les réceptions officielles. Elle traduit l'existence d'une appropriation de la culture de la mondanité par cette classe sociale qui se la transmet au travers du modèle éducatif. La noblesse est de toute manière une élite naturelle du système monarchique, de par la culture de la société d'ordre qui se perpétue après la Révolution française. Des applications concrètes des théories de Marie-Christine Kessler, existent à l'époque moderne et à la fin du règne de Louis XIV. *L'orchestre* dans lequel prend place l'ambassadeur constitue une métaphore de la politique étrangère, la partition jouée représente

¹⁰ Marie-Christine Kessler *Ibidem*.

¹¹ Léon Gambetta est président de la chambre des députés de 1879 à 1881, puis président du Conseil et ministre des Affaires étrangères à partir de novembre 1881 à janvier 1882.

¹² Charles Freycinet est un homme politique et ingénieur français. Il est à trois reprises président du Conseil, ainsi que plusieurs fois ministre des Affaires étrangères : une première fois en 1879 et 1880, puis entre 1885 et 1886.

¹³ Marie-Christine Kessler, *Les ambassadeurs*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2012, p. 86.

les instructions qu'il reçoit au départ et de manière ponctuelle, au gré des situations, tout au long de sa mission de représentation. L'utilisation du pronom possessif « Sa » traduit l'idée que chaque partition est unique. Elle s'adapte à la fois au besoin de l'État dans ce territoire et au contexte politique unique de chaque espace géographique. La somme des partitions jouées par l'ensemble d'un corps diplomatique forme cet orchestre. Au début du XVIIIe siècle, la diplomatie française s'accorde avec la stratégie de revers à brider la coalition de La Haye. L'objectif est de rechercher une paix séparée avec l'Angleterre d'abord, avec la Succession de Guillaume III d'orange-Nassau en 1702, de l'Autriche ensuite, avec la tentative avortée de l'encerclement de Vienne en 1703-1704 et des Provinces-Unies enfin, avec les pourparlers de La Haye de 1709 auxquels participe Pierre Rouillé de Marbeuf. L'ensemble des orchestres formés par toutes les nations européennes donne lieu à ce que l'on appelle communément le « concert des nations »¹⁴. Cette expression date du XIXe siècle. Elle est particulièrement utilisée dans les années 1930 pour définir des relations internationales pacifiques. Dans cette symphonie diplomatique, le rôle de l'argumentation est fondamental, car il permet de montrer aux autres diplomates que l'action menée se place dans le sillage des règles de la politique internationale. Bien entendu, la bonne foi n'est pas souvent de rigueur. Elle fait régulièrement appel aux lignages, aux faits historiques, au droit ou à la politique menée par les pouvoirs centraux dans les provinces dominées. La maîtrise de ces arcanes est très complexe et nécessite de l'expérience. François Rakóczi est avant tout un chef de guerre maîtrisant la politique régionale d'Europe centrale, mais pas les codes des grandes puissances. Il avait donc besoin d'un conseiller pouvant l'instruire des méthodes de communication avec ces grandes cours européennes. Avant tout, la France devait justifier ce soutien prodigué à une rébellion.

La nécessité de justifier le soutien apporté au prince Rakóczi

La situation militaire générale du royaume de France change très vite entre le milieu de l'année 1703 et l'année 1704, et cela de manière très défavorable. Dans ce contexte militaire difficile, où les Hongrois prouvent sans cesse leur valeur, les arguments du marquis du Héron gagnent en crédibilité. Il est soutenu par son secrétaire d'État aux Affaires

¹⁴ Aujourd'hui, il existe un véritable concert des nations au sens musical du terme. Cet orchestre éponyme de l'expression du XIXe siècle est fondé en 1989 à la suite de la chute du mur de Berlin, sous l'égide de la Capella Real de Catalunya. Cette formation musicale est à mettre à l'initiative du chef d'orchestre et musicien espagnol Jordi Savall. Il interprète un large répertoire de musique baroque et romantique allant des années 1660 à 1850. Il dispose d'une discographie impressionnante qui témoigne de son activité.

étrangères. Il n'est donc pas étonnant que Louis XIV réponde favorablement aux demandes de Rakóczi. Ce dernier souhaite obtenir de la France : de l'argent pour équiper ses hommes, un officier supérieur pour le conseiller dans la tactique générale, plusieurs instructeurs afin de former ses hommes au combat, des troupes régulières pour encadrer ses partisans et constituer un corps d'élite. Il faut rappeler que le gros des effectifs de la rébellion hongroise est composé de paysans sans aucune expérience militaire. Ainsi, des instructions destinées à un agent diplomatique envoyé en Hongrie commencent à être rédigées dès la fin de 1703.

Le secrétariat d'État aux Affaires étrangères et Louis XIV, chef de la diplomatie, n'ont encore désigné personne pour la Hongrie, ceci explique que le nom soit laissé provisoirement en blanc. Par contre, les objectifs de sa mission et la route qu'il devra emprunter sont déjà définis. Le plan que doit suivre l'agent comprend cinq points. Tout d'abord, il doit se rendre secrètement en Pologne chez Rakóczi. Une fois sur place, il devra suivre les instructions que lui donnera le marquis de Bonnac, nouvel ambassadeur de France en Pologne. Il doit ensuite faire passer avec lui des soldats et des officiers de Pologne et veiller à ce que ceux-ci obéissent au prince. Puis, dans le quatrième point, il est indiqué que l'émissaire français devra rassurer le prince sur la protection que lui offre Louis XIV. L'envoyé français n'a ici aucune marge de manœuvre, puisque tout ce qu'il doit dire est expressément mentionné dans les instructions. Ainsi, on lui demande de répéter que :

Louis XIV « est bien éloigné de regarder ce prince comme un rebelle », « qu'il considère comme héritier du prince son grand-père [Georges Ier Rakóczi], souverain de Transylvanie, autrefois allié de la France et de la Suède et qu'il regarde avec raison la principauté usurpée par l'empereur. »¹⁵

Mais aussi que : « Rakóczi lutte avec raison pour ses intérêts et celui de la juste nation hongroise afin d'obtenir le rétablissement de leurs privilèges violés et anéantis par la Maison d'Autriche. »¹⁶

L'analyse de ces citations montre que Louis XIV prend en compte les travaux du marquis du Héron, notamment la partie sur le droit constitutionnel hongrois. Celui-ci est bafoué par l'ingérence absolutiste de l'Autriche. L'empereur tente de détruire le caractère électif du royaume magyar en aliénant le pouvoir de la Kozepnemesseg au sein des comitats

¹⁵ Béla Kopeczi, *Hongrois et français de Louis XIV à la Révolution française*, Chapitre IV : Le monarque absolu face à la rébellion, Paris, CNRS, 1983.

¹⁶ Béla Kopeczi, *Ibidem*.

et des Diètes. De plus, il acquiesce le fait que la révolte de Rakóczi se place dans la continuité de rébellions plus anciennes qui ont toutes reçu le soutien de la France. C'est ce qu'affirme Rakóczi dans le titre de sa proclamation de 1704, « *les anciennes plaies de la nation hongroise se rouvrent* ».

De plus, en reconnaissant officieusement Ferenc II Rakóczi comme prince de Transylvanie, il est possible de penser que le Roi-Soleil souhaite donner à son investissement un caractère indirect en le faisant passer par la Transylvanie. Il avait déjà utilisé ce stratagème durant la rébellion d'Imre Thököly. Si l'on se réfère aux propos que doit tenir l'agent français, c'est à Rakóczi et donc à la principauté de Transylvanie que s'adresse cette aide, et non pas à la Hongrie. Concernant les kurucs, il ne fait que reconnaître leur caractère légitime à se soulever. Ainsi, le roi de France masque l'aide offerte à la Hongrie en la donnant à Rakóczi, et donc à la Transylvanie, car celui-ci en est le prince. On sent ici toute la complexité du langage diplomatique, tout le poids de la tradition¹⁷, ainsi que toutes les réserves et les hésitations d'un Louis XIV désormais âgé. Malgré la situation critique de ses armées, il cherche encore à éviter une aide directe aux Hongrois. En fin de compte, l'émissaire français doit transmettre l'idée que la rébellion a un caractère légitime aux yeux de la France, et que celle-ci est digne de recevoir son soutien via le prince de Transylvanie, et donc via la principauté de Transylvanie. Pourtant, en aucun cas, il ne parle de traité d'alliance avec Rakóczi, ou avec la nation hongroise. Enfin le dernier objectif est de fournir des renseignements précis sur tout ce qui pourrait décider « la Sublime Porte » à apporter son soutien à la Hongrie rebelle, ainsi que sur les forces et les intentions des malcontents. Ces derniers éléments montrent plusieurs choses fondamentales.

Tout d'abord, l'émissaire français n'est pas seulement un messenger et un coordinateur de l'aide envoyée par la France. Il est aussi un espion. Il doit également réactualiser les informations dont dispose la diplomatie française sur la Hongrie et sur le mouvement kuruc. On lui demande aussi de définir quelles sont les intentions de Rakóczi et de Berscenyi envers la Porte. Pour ce qui est de cette dernière question, le marquis des Alleurs répond qu'ils ne sont pas favorables à une nouvelle ingérence ottomane dans les affaires magyares. En effet dans un contexte de croisade, une intervention du Sultan risquerait de leur aliéner le soutien des nations chrétiennes. Le diplomate français doit envoyer ses rapports à Colbert de Torcy

¹⁷ Pour mémoire se référer aux théories de Cardin le Bret dans : *De la souveraineté du roy*.

par Dantzig et Constantinople. Nous reviendrons sur ce système de codage utilisé par la France. Il porte le nom de « double écriture ». Enfin, l'envoyé dispose également d'une lettre de créance lui servant de laissez-passer. La partie laissée en blanc est rapidement complétée en raison de l'urgence à ouvrir un nouveau front dans le revers des forces autrichiennes.

L'empereur est le seul capable de concurrencer la France sur terre. Les puissances maritimes ne fournissent que quelques hommes. Elles financent la guerre et se chargent d'interdire l'océan Atlantique, la mer du Nord, et la Méditerranée aux marines françaises et espagnoles. Dans les premiers mois de l'année 1704, la situation ne cesse de se détériorer. Le « blanc » est alors complété par le nom de Louis Fierville le Hérissy anciennement attaché au palatin de Betz, puis par celui de Pierre Puchot, marquis des Alleurs. L'historiographie n'a réalisé aucune biographie complète sur sa personne. Ceci nous empêche de dresser un portrait type de l'ambassadeur par rapport à sa formation et à son milieu social, c'est-à-dire en utilisant les marqueurs renseignés par Lucien Bély¹⁸. En réalité, seules les instructions rédigées à son nom le premier avril 1704 nous informent sur sa personne et la nature de sa mission. Elles ont pour titre :

*« Mémoires du roi pour servir d'instruction au sieur des Alleurs, maréchal de camp dans les armées de Sa Majesté, commandeur de l'ordre militaire de Saint Louis allant en Hongrie par ordre de Sa Majesté. »*¹⁹

Par rapport au titre, nous pouvons nous apercevoir que Pierre Puchot a un grade élevé dans l'armée royale, il est lieutenant général. Il possède la plus haute distinction du royaume en appartenant à l'ordre de Saint Louis au grade le plus élevé. Nous savons également qu'il a été en poste en Allemagne. Il fait donc partie de cette « classe » de diplomates à la fois militaire et ambassadeur. Il n'y a donc rien d'étonnant à le voir participer aux Conseils de guerre²⁰ et aux sièges²¹ de la guerre de Hongrie. À l'exemple du général anglais Marlborough, cette caractéristique est très répandue au sein de la diplomatie anglaise. À la fin du XVIIe siècle, elle tombe sous la coupe des militaires. À l'inverse, l'armée française est moins

¹⁸ Lucien Bély, *Espions et ambassadeurs au temps de Louis XIV*, Paris, Fayard, 1990. p. 55-85.

¹⁹ Béla Kopecki, *Ibid.*, 1983.

²⁰ AAE, Cor. Pol., Hongrie, vol. 13, f° 193

Conseil de guerre qui décide du futur désastre de Trenscen. Le Prince Rakóczi et ses officiers choisissent de marcher sur Trenscen pour empêcher son siège. Le lieutenant général des Alleurs s'y refuse en s'opposant à cette manœuvre qu'il juge à la fois dangereuse et inutile.

²¹ AAE, Cor. Pol., Hongrie, vol. 11, f° 108

Siège de Gran au mois d'août 1706

présente dans le corps diplomatique. En plus du marquis des Alleurs, on retrouve le maréchal de Villars. Les secrétariats d'État à la guerre et aux Affaires étrangères ne travaillent pas de concert. Il arrive que les réseaux d'agents se superposent. Ces instructions²² dressent à l'émissaire français un tableau détaillé de la géopolitique, de l'histoire de la Hongrie depuis les quarante dernières années, de la tradition politique, des personnalités qu'il va rencontrer, notamment celle de Rakóczi. De plus, elles exposent le travail de justification entrepris par le marquis du Héron, Rakóczi et Bersceenyi²³. On lui définit de manière précise, les buts et les objectifs de sa mission ; c'est-à-dire sa ligne de conduite. Néanmoins, l'hétérogénéité des informations contenues dans son « carnet de route » lui donne une certaine liberté de mouvement et d'initiative. Du fait de la distance entre Versailles et la Hongrie, cette autonomie est impérative. Plus de mille cinq cents kilomètres séparent le marquis des Alleurs de Louis XIV.

Un voyage long pour une mission qui ne l'enthousiasme pas, mais utile à la France

Après avoir pris connaissance du contenu des instructions fournies par le marquis des Alleurs, il est intéressant d'observer comment ce dernier accueille la nouvelle de cette lointaine mission. Pour s'en rendre compte, il suffit d'analyser l'ordre de mission. On se rend compte que l'analyse de Béla Kopeczi est juste. Pour lui, Louis XIV semble « consoler » des Alleurs de son envoi en Hongrie²⁴. En effet, plusieurs expressions montrent clairement que le roi de France valorise cette mission : « *Glorieuse pour celui qui en est chargé et très utile pour le service du roi* ». ²⁵

Par ces tournures de phrases, il apparaît qu'elle ne déclenche pas l'enthousiasme chez des Alleurs. On peut émettre l'hypothèse que les hauts dignitaires ne voient rien de valorisant à organiser l'appui d'une bande de paysans révoltés, soutenue par des nobles inexpérimentés, et dans un pays mal connu ayant une mauvaise image depuis le XVe siècle avec la bataille de Nicopolis et l'ambassade d'Eustache Deschamps. Cet état d'esprit peut être illustré par cette phrase pleine de mépris du maréchal de Villars, qui, dans une lettre envoyée à des Alleurs le

²² Béla Kopeczi, *Hongrois et français de Louis XIV à la Révolution française*, Chapitre IV : Le monarque absolu face à la rébellion, Paris, CNRS, 1983.

²³ Béla Kopeczi, *Ibidem*.

²⁴ Béla Kopeczi, *Ibidem*.

²⁵ Béla Kopeczi, *Ibidem*.

seize juin 1705, qualifie la guerre d'indépendance hongroise de guerre de partisans : « *petites guerres des Tartares* »²⁶. Celle-ci est pourtant vitale pour le royaume. Les instructions fournies à des Alleurs n'exagèrent en rien l'importance de sa mission.

Pour mémoire, la guerre d'Indépendance menée par le prince François Rakóczi démontre son efficacité en atteignant les faubourgs de Vienne dès 1703. La rébellion compte alors quatre corps d'armée qui regroupent un total de 55 000 à 60 000 hommes. En 1704, cela fait déjà une année que les kurucs bousculent des troupes impériales pourtant mieux équipées, mieux commandées et bénéficiant de l'expérience des longues guerres ottomanes. Le marquis des Alleurs, ambassadeur et lieutenant général des armées du roi est envoyé en Hongrie pour seconder ce prince hongrois qui remporte plusieurs victoires significatives, alors que les armées françaises reculent aux Pays-Bas méridionaux. La correspondance du marquis des Alleurs révèle une nouvelle péripétie de ce principe ancestral qui unit les mécontents magyars et la diplomatie française autour du stéréotype de l'alliance de revers.

En 1704, face à la situation militaire des troupes de Louis XIV en Belgique et en Italie, la déstabilisation de la province la plus orientale de l'Empire apparaît vitale pour la France. Comme au XVIIe siècle, elle active cette diversion de manière opportuniste. Le maréchal de Villeroy commandant en chef des armées du roi de France aux Pays-Bas méridionaux connaît les effets bénéfiques que peut apporter, sur le plan militaire, le soutien de l'entreprise de François Rakóczi. Contrairement au maréchal de Villars, depuis la périphérie occidentale du Saint-Empire, le maréchal de Villeroy ne cesse de s'enquérir de l'état du front dans la périphérie orientale hongroise. Une lettre codée du huit juillet 1705 écrite à Louis XIV, depuis le camp de Jolz, est assez représentative de l'inquiétude du généralissime français et de la connexion du théâtre hongrois sur celui des Flandres.

*« Je vous suis très obligé de toutes les nouvelles qu'elle contient. Dieu veuille que tout ce que vous me mandez des mécontents se trouve véritable. »*²⁷

Ce courrier est écrit dans un contexte critique pour l'armée du Roi-Soleil. Il fait suite à la perte de l'importante forteresse de Huy en 1705 qui contrôle la Meuse. La route entre la

²⁶Tiré des *Mémoires du Maréchal de Villars*, t. 2, p. 345-346.

²⁷ AAE, Cor. Pol., Pays-Bas méridionaux.
Correspondance du Maréchal de Villeroy.

France et l'électorat de Cologne, allié de la France par Joseph Clément de Bavière, frère de Maximilien-Emmanuel de Bavière, est désormais coupée. Après la retraite d'Hochstadt qui isole les Hongrois rebelles de leurs alliés franco-bavarois, la perte de Huy isole un second allié de Versailles. Le marquis de Ferriol, qui participe à six campagnes en Europe orientale dans les troupes ottomanes, alors alliées de la France contre l'empereur Léopold Ier, confirme l'utilité de la mission et de la tactique de revers :

*« Une diversion très utile à la France qui occupait 20 000 hommes des meilleures troupes de l'empereur [...] et qui lui coutait huit à dix millions par an. »*²⁸

François Rakóczi va également dans ce sens dans une lettre adressée personnellement à Louis XIV où il décrypte les visées militaires de la médiation des puissances maritimes pour une paix dans le royaume de Hongrie²⁹ :

*« Que les alliés de l'empereur font tous les efforts pour faire la paix, entre sa majesté et les Hongrois en vue de se servir, la campagne prochaine, d'une partie des troupes impériales qui sont en Hongrie. »*³⁰

Lorsqu'il parle des alliés de l'empereur, le prince de Transylvanie fait référence aux puissances maritimes qui tentent régulièrement une médiation auprès des kurucs en faisant valoir leur filiation calviniste. La paix serait très bénéfique pour l'empereur. Elle entraînerait effectivement la libération d'une partie des vingt mille hommes de l'armée impériale de Hongrie³¹ et l'économie d'une partie des huit à dix millions par an investis pour pacifier la région. De plus, la levée de soldats hongrois renforcerait l'armée impériale d'Italie et des Flandres. Il faut ajouter à cela les vecteurs qui renforceraient l'économie autrichienne : d'abord la collecte de la totalité des impôts du royaume de Hongrie, la récupération de centres de productions lucratifs comme les salines de Barnia et les mines de Chemnitz, et enfin l'arrêt des raids contre les industries de Moravie. En prenant en compte ces éléments, à l'évaluation du marquis de Ferriol, il faut ajouter aux hommes mobilisés dans l'armée de Hongrie, vingt mille hommes supplémentaires non prélevés, et plus dix autres millions de revenus non perçus

²⁸ AAE, Md Turquie, vol. 135, f° 180

²⁹ La lettre porte la mention « Sire ». Ce n'est pas systématique dans sa correspondance. Pour les affaires les plus courantes, il passe communément par l'intermédiaire de son agent le baron de Wettes ou par le marquis de Torcy.

³⁰ AAE, *Ibid.*, f° 374

³¹ Il faut prendre en compte le maintien de garnisons dans les villes encore tenues par la rébellion.

par an. Le coût réel de la guerre de Hongrie pour l'empereur s'élève donc à quarante mille hommes³² et vingt millions de livres³³.

D'une grande efficacité pour un coût financier et humain acceptable, les diversions sont ainsi régulièrement utilisées par la diplomatie française depuis la période médiévale. Plus connus sous le nom de tactique ou alliance de revers, ces combats se déroulent loin des fronts principaux. Ils répondent à l'idée que les fronts sont interdépendants, c'est-à-dire qu'ils s'influencent mutuellement au gré du contexte. C'est le cas entre la guerre de Succession d'Espagne et la guerre d'Indépendance hongroise. À propos de cette interdépendance, le prince de Transylvanie va plus loin. Il écrit à son agent aux Pays-Bas méridionaux, le baron de Wettes, pour faire demander au gouverneur général des provinces belgiques et Électeur de Bavière ces intentions tactiques pour la campagne des Flandres de 1707 après le désastre de Ramillies de l'année passée :

« Prié S.A.E de ma part, qu'elle m'informe par vous du projet de la campagne prochaine et de tout ce que je dois croire de la paix d'Italie³⁴ et par la paix générale, en l'assurant que j'agray offensivement du côté de Presbourg, et que je tacheray même de porter la guerre dans l'Autriche. »³⁵

Le prince de Transylvanie propose de mener une campagne énergique pour réduire la pression militaire sur l'armée française opérant en Belgique. En cas de réussite, Eugène de Savoie pourrait renvoyer des troupes de l'armée du Rhin pour renforcer l'armée impériale de Hongrie, réduisant ainsi ces capacités opérationnelles :

« Pour rompre non seulement leurs desseings, mais encore pour obliger de retirer des troupes qu'il a sur le Rhin, il seroit à propos de renforcer les troupes étrangères qui sont en Hongrie jusqu'au nombre de dix mille hommes. »³⁶

Au printemps 1707, le prince Rakóczi est ainsi pleinement conscient de l'utilité, pour la France, de la guerre d'Indépendance qu'il mène contre l'empereur Joseph Ier. Dans la suite

³² Armée impériale de Hongrie plus troupes non levées dans les comitats rebelles.

³³ Coût de la guerre de Hongrie plus impôts non levés dans les comitats rebelles.

³⁴ Il fait référence ici au désastre franco-espagnol de Turin en 1706, de la retraite qui suit.

³⁵ AAE, Cor. Pol. Hongrie, vol. 12, f° 312

Traduction et déchiffrement de la lettre codée écrite par le prince Rakóczi au baron de Wettes le 5 avril 1707.

³⁶ AAE, *Ibidem*

de ce courrier directement adressé à Louis XIV³⁷, il se sert de l'argument de l'interdépendance des fronts pour demander davantage de troupes réglées à Louis XIV, dont il connaît les difficultés militaires grandissantes aux Pays-Bas méridionaux et en Italie. Plus qu'une influence des fronts, on observe ici une volonté des Hongrois de coordonner leurs offensives avec celles de l'armée française des Flandres commandée par le maréchal de Villeroy et Maximilien-Emmanuel de Bavière. François Rakóczi rappelle également les bienfaits de son entreprise pour la France.

La guerre de Hongrie prive donc l'empereur de quarante mille hommes et de seize à vingt millions de revenus par an. En contrepartie de ces bénéfices, la France n'investit que six cent mille livres par an sous la forme de subsides versés aux Hongrois, à raison de 30 000 livres mensuelles jusqu'en 1705, puis 50 000 livres mensuelles jusqu'en 1708. À cela, il faut ajouter le coût d'entretien du réseau diplomatique dont le détail est fait dans cette étude.

Ainsi, si Pierre Puchot semble n'avoir aucun désir d'aller prêter main-forte à Rakóczi, sa mission va se révéler utile. Bien qu'ayant quelques états d'âme, il est attaché au service du roi et doit obéir à ses ordres. En ce matin du premier avril 1704, le marquis des Alleurs prend connaissance de l'itinéraire qui lui est assigné, et du laps de temps qu'il a pour s'exécuter³⁸. Il doit se rendre à Naples pour savoir si la traversée de l'Adriatique entre Brindisi et Durrazzo est possible. Un texte biographique : « *En 1687, j'étois volontaire* »³⁹, écrit par le Sieur Pelissier traducteur puis secrétaire, du marquis des Alleurs nous permet à la fois de compléter l'itinéraire décrit par Béla Kopeczi et de connaître ses activités lors des étapes. Il emprunte le sillon rhodanien jusqu'à Lyon, puis gagne Marseille⁴⁰. Ici, Pelissier nous dit qu'il est chargé par son maître de faire quelques achats :

« *M. des Alleurs m'avoit proposé a Marseille de luy fournir quelques montres qui fussent propres pour faire des présents dans son passage en Turquie.* »⁴¹

Il nous apprend que son voyage doit passer par l'Empire ottoman. De la cité phocéenne, il gagne ensuite le port de Toulon où Pelissier devient son secrétaire⁴². On lui indique

³⁷ AAE, *Ibid.*, f° 374

³⁸ AAE, *Ibidem.*

³⁹ AAE, Cor. Pol., Hongrie, vol. 12, f° 168-174

⁴⁰ AAE, *Ibid.*, f° 172

⁴¹ AAE, *Ibidem.*

⁴² AAE, *Ibidem.*

qu'avant de poursuivre, il doit se rendre à Naples et Brindisi pour traverser l'Adriatique. Deux options s'offrent aux Français. La première est d'emprunter la voie terrestre en traversant le duché de Savoie (ennemi de la France), le Milanais, la Toscane et les États du pape. Ces zones sont le théâtre d'affrontements entre les Autrichiens d'Eugène de Savoie, et les Français du duc de Vendôme. Elle est donc dangereuse. La seconde est d'utiliser la voie maritime. Elle apparaît moins périlleuse pour se rendre à Naples. Une fois à Naples, Pelissier change de l'argent turc⁴³. Après avoir sillonné la *via Appia*, de Naples à Bari, le cortège traverse l'Adriatique, et débarque dans le port de Durrazo dans les provinces albanaises de l'Empire ottoman⁴⁴. La France dispose d'un consul pour les affaires commerciales et diplomatiques. Le produit du négoce génère un bénéfice d'environ trois mille écus par an⁴⁵ pour la France. Ce port est un prolongement de cette ancienne voie romaine qui est *via Appia* qui renaît à Durrazo, point d'aboutissement de la *via Egnatia* avec Constantinople. Une autre voie romaine se trouve à proximité : la *via Flavia*. Elle permet de se diriger vers le nord en longeant la côte Dalmate jusqu'à Trieste. le port de Durrazo est donc un carrefour commercial où marchandises et commerçants de toute les nationalités se croisent, ce qui en fait un lieu cosmopolite. Le marquis des Alleurs y rencontre le général vénitien Duhamel. Le secrétaire-traducteur Pelissier y est chargé d'une nouvelle mission :

*« À Durazzo, je fis son équipage, et par reconnaissance pour mes soins il voulut me donner pour le prix coustam un des chevaux que j'avais acheté pour ses domestiques. »*⁴⁶

Une fois dans l'Empire ottoman, allié de la France, le marquis des Alleurs s'achète « un équipage ». Il faut ici entendre un attelage de chevaux. Une fois l'équipage constitué, les Français partent au Nord en direction de Belgrade. L'émissaire français charge alors Pelissier d'avertir le prince Rakóczi de l'imminence de son arrivée⁴⁷. Dans la capitale serbe, Belgrade, l'ambassadeur de Louis XIV rencontre une première difficulté administrative qui va lui faire perdre beaucoup de temps. Informé de la situation par ses agents de la frontière militaire, le prince Rakóczi s'en inquiète auprès de l'ambassadeur de France en Pologne, le marquis de Bonnac :

⁴³ AAE, *Ibid.*, f° 173

⁴⁴ Actuel port de Durrës sur la côte Albanaise. Se rapporter aux cartes.

⁴⁵ AAE, Md. Turquie, vol. 28, P/11871, f° 193

⁴⁶ AAE, Cor. Pol., Hongrie, vol. 12, f° 173

⁴⁷ AAE, *Ibid.*, f° 174

« M. des Alleurs n'a pas encore reçu son passeport de Constantinople. »⁴⁸

L'envoyé français décide de passer outre et prend la direction de la ville ottomane de Temesvar⁴⁹. Sans passeport, lors d'un contrôle, il y est arrêté avec toute sa suite, dont son secrétaire. Nous le savons par une lettre⁵⁰ envoyée par le marquis des Alleurs au marquis de Ferriol le quatorze juin 1705 d'Agria⁵¹.

« Le marquis de Torcy sut que je fus arrêté a Temesvar et que le Marquis des Alleurs le fut aussy quelques jours plus tard. »⁵²

Nous sommes en janvier 1705. Cela fait près de neuf mois qu'ils ont quitté Versailles. Alors que les obstacles les plus difficiles semblent avoir été franchis, le marquis des Alleurs est arrêté par les agents d'un allié traditionnel de la France. On trouve des explications dans la correspondance du Prince de Transylvanie⁵³. On lit dans une lettre datée du dix-neuf janvier 1705 :

« Marquis des Alleurs este encore à Temesvar en attendant les passeports, car les derniers ordres qui on este donné au Pacha son de laisser passer ce français sans marquer qu'il a reçu d'ordre pour cela. Cet ordre auroit esté suffisant si le Pacha estoit assez bien intentionné, mais bien loin de s'en acquitter il luy a servit de prétexte pour le retenir en sorte que je me retrouve bien embarrassé. »⁵⁴

Selon François II Rakóczi, il semble que le Pacha de Temesvar fasse preuve de mauvaise volonté, et retienne volontairement l'émissaire français. Pourtant, si l'on se réfère aux règles de la diplomatie internationale, rien ne l'empêche de retenir le marquis des Alleurs. En effet, les passeports s'apparentent à des sauf-conduits qui permettent aux sujets étrangers de traverser un pays, sans encombre. Sans passeports, les Français sont en situation irrégulière. Le gouverneur de Temesvar les retient en attendant la normalisation de leur situation. Le vingt et un janvier, la situation ne s'est toujours pas débloquée. Le gouverneur général des Pays-Bas, Maximilien-Emmanuel de Bavière, est également informé de ce

⁴⁸ AAE, *Ibid.*, f° 20

⁴⁹ Actuelle ville roumaine de Timichoara au sud-est de la Hongrie.

⁵⁰ AAE, *Ibid.*, f° 66

⁵¹ Actuelle ville hongroise d'Eger à 50 km à l'est de Budapest. Elle est aujourd'hui réputée pour son vin rouge l'Egri Bikaver, dit le sang de taureau.

⁵² AAE, *Ibidem.*

⁵³ AAE, *Ibid.*, f° 174

⁵⁴ AAE, *Ibid.*, f° 14

blocage par son agent en Hongrie, le Sieur Coulon. Il vient d'être dépêché sur place, ce dernier lui annonce son arrivée dans une lettre est écrite à ce propos depuis la ville hongroise de Toppelzhan, le quatorze janvier 1705. Dans celle-ci, il donne ses premières informations sur la situation générale en Hongrie et apporte des précisions sur les mésaventures de l'ambassadeur français.

« Monsieur des Alleurs est encore à Temesvar et l'on rencontre tous les jours des difficultés en sorte qu'on commence presque à douter s'il pourra venir, et si même il luy est permis, il ne pourra être ici avant la mi-mars. »⁵⁵

À cette date il se trouve avec une partie de l'armée kuruc. La lettre de Coulon démontre que les territoires belges et hongrois sont également en contact sur le plan diplomatique et que l'administration de la province s'intéresse à ce soulèvement contre l'ennemi commun habsbourgeois. Elle dispose de son propre envoyé et le gouverneur général ne se satisfait pas seulement des informations transmises par le réseau français ou hongrois c'est-à-dire respectivement par le maréchal de Villeroy et le président Rouillé d'une part, et le baron Lasdislas de Wettes d'autre part. Les voies de transmission semblent similaires à celles empruntées par les courriers du marquis des Alleurs. Les lettres du sieur Coulon écrites au mois de janvier sont « *reçues avec la lettre du président Rouillé le 2 mars 1705* »⁵⁶. Comme nous le verrons de manière plus détaillée, pour l'émissaire français les délais d'acheminement par Dantzig sont de six à huit semaines, un délai relativement semblable à la réception du courrier à Bruxelles (Toppelzhan, le quatorze janvier 1705 – Bruxelles, le deux mars 1705).

Le courrier de cet agent au service de l'Électeur fait transparaître une certaine inquiétude des autorités rebelles hongroises vis-à-vis de ce blocage du marquis des Alleurs. Le sieur Coulon explique la situation à la fin du mois de janvier 1705 à Maximilien-Emmanuel de Bavière. Son rapport sur la Hongrie se révèle assez complet. Il fait le détail du désastre de Tirnau, explique qu'il a causé des désertions au sein de la rébellion et que l'envoyé français, le chevalier de Fierville, est fait prisonnier⁵⁷, puis emmené à Vienne⁵⁸. L'information se révèle exacte. Les Hongrois ont donc besoin d'un signal fort venant de leur principal allié la France pour raffermir un soulèvement groggy par cette défaite. Le marquis

⁵⁵ AAE, *Ibid.*, f° 21

⁵⁶ AAE, *Ibidem.*

⁵⁷ AAE, *Ibid.*, f° 13

⁵⁸ AAE, *Ibid.*, f° 22

des Alleurs constitue ce signal, En raison de son rang dans l'ordre de Saint-Louis, sa noblesse et son grade dans l'armée de terre. Il faut attendre encore un mois pour que les passeports arrivent. C'est un soulagement pour le prince Rakóczi : « *Enfin le marquis des Alleurs a obtenu ses passeports.* »⁵⁹

Il l'exprime au marquis de Bonnac le dix-neuf février 1705. Maintenant qu'il les a en sa possession, l'émissaire français cherche à gagner Eger par l'est de la Hongrie, tout en restant le plus longtemps possible sur les terres de l'Empire ottoman. De Temesvar, il est aisé de rentrer en Hongrie. De nouveau, deux routes s'offrent à lui. La première consiste à traverser les confins militaires. La route est directe, mais elle n'est pas sûre, car les garnisons serbes et allemandes jurent fidélité à l'empereur au début du conflit en 1703. La seconde possibilité est de partir encore plus à l'Est, et de remonter la Transylvanie. La Principauté est alors occupée par un corps d'armée kuruc de vingt mille hommes. Cet itinéraire est plus long, mais il est sécurisé. Le marquis des Alleurs choisit la sécurité à la rapidité :

*« Il est heureusement entré en Transylvanie sous l'escorte de deux mille chevaux qui estoient détachés à sa rencontre, j'attends son arrivée avec impatience. »*⁶⁰

Il exprime le même soulagement au baron de Wettes en utilisant le même adverbe que pour le marquis de Bonnac, « *heureusement* » :

*« M. des Alleurs a déjà passé heureusement les frontières de Transylvanie. »*⁶¹

Les écrits du prince Rakóczi attestent donc clairement de son passage par la Transylvanie. Il nous semblait étrange que Pierre Puchot risque la capture de sa personne et de sa suite en parcourant des territoires hostiles, alors que sa mission est d'une importance extrême. Cette décision lui fait faire un important détour par les Carpates, mais il a l'avantage d'éviter les forces impériales. Il met encore sept semaines pour arriver à Agria. En Transylvanie, il a pu passer par Koloszvar et Szatmar⁶². Le onze avril 1705, il est auprès du prince de Transylvanie. Si l'on prend en compte le mois supplémentaire avant l'arrivée des

⁵⁹ AAE, *Ibid.*, f° 27

⁶⁰ AAE, *Ibidem.*

⁶¹ AAE, *Ibid.*, f° 51

⁶² Se référer aux cartes en Annexes.

passports, on se rend compte que l'estimation de la distance séparant le prince Rakóczi du marquis des Alleurs, réalisé par le Sieur Coulon dans sa lettre du vingt-quatre janvier 1705, est juste. Cela signifie que l'envoyé de Maximilien-Emmanuel de Bavière connaît la route que doit emprunter le nouvel émissaire français. Ainsi, la dernière partie du trajet entre Temesvar et Agria est également programmée et l'information transmise aux rebelles hongrois au printemps 1704, sûrement par l'intermédiaire du chevalier de Fierville.

Par conséquent, pour s'acquitter de ce voyage d'une année, il a pu compter sur le réseau diplomatique français, et ses agents, à l'image de son secrétaire le sieur Pélissier⁶³. Ce voyage s'est fait dans le plus grand secret. Cela est nécessaire. En effet, comme l'indique Lucien Bély⁶⁴, les déplacements des négociateurs et des agents n'ont rien d'un voyage d'agrément, même quand ceux-ci disposent de lettres de créance. Elles sont rédigées par le souverain et doivent être présentées au monarque auprès duquel on est affecté, ou aux autorités étrangères en cas de contrôle. De plus, le diplomate en voyage est protégé par son statut et par ce que l'on appelle le « *droit des gens* ». Il correspond aux immunités diplomatiques actuelles. Pourtant, plusieurs faits témoignent du danger encouru lors de ces voyages. En ce qui concerne l'Italie, il y a l'exemple de l'ambassadeur de France auprès du duc de Savoie. À la suite de la défection de la Savoie en novembre 1703, Balthazar Phélyppeaux est assigné à résidence⁶⁵. Lors de son transport vers Nice, le commandant de son escorte reçoit l'ordre de l'exécuter s'il rencontre une patrouille française.

En ce qui concerne des Alleurs, il n'est pas sûr qu'il puisse jouir du « *droit des gens* » à l'étranger. En effet, il est envoyé auprès d'un prince qui n'est pas reconnu par Victor-Amédée II de Savoie, désormais allié de Léopold Ier Habsbourg. De plus, nous savons qu'il ne dispose pas du titre d'ambassadeur extraordinaire en 1704. Il ne l'obtient qu'à son retour en France, au début de l'année 1710. Il est toutefois considéré comme tel par ses contemporains. On peut voir ici que la frontière est très fine entre la qualité d'espion et celle d'ambassadeur. Malgré les lettres de créance, le « *droit des gens* » et le parcours établi, les deux mois impartis sont infiniment courts. En effet, nous savons qu'au XVIIIe siècle, il faut au moins sept jours pour rallier Lyon en diligence depuis Versailles. À cela, il faut ajouter les contretemps dus à la logistique, à la guerre, aux intempéries. Il est logique de mettre une

⁶³ Voir les différentes étapes de Naples et de Temesvar.

⁶⁴ Lucien Bély, *Espions et Ambassadeurs au temps de Louis XIV*, Paris, Fayard, 1990, p. 610.

⁶⁵ Lucien Bély, *Les relations internationales en Europe XVIIe-XVIIIe siècle*, Paris, PUF, 2001, p. 394.

année pour rejoindre le prince François II à Agra⁶⁶. Le marquis des Alleurs arrive le onze mars 1705 au moment du siège de la cité par les Hongrois. Désormais aux côtés du prince Rakóczi, il commence à exécuter la mission qui lui a été assignée.

La nature de l'aide française aux malcontents

Un conseiller militaire : le lieutenant général des Alleurs

L'arrivée du marquis des Alleurs est la réalisation d'un souhait du prince de Transylvanie. Sa mission est de faire connaître les revenus du royaume, les pays qui le composent, les places dont les Hongrois s'emparent, le nombre de régiments, l'état des pièces d'artillerie, des forteresses, des munitions, et les différents mouvements de troupes dans la région. Il le fait, au travers de petites notes intitulées « *Nouvelles de Hongrie* »⁶⁷. Ces notes diplomatiques, régulièrement rédigées, sont également reçues par Maximilien-Emmanuel de Bavière à Bruxelles⁶⁸. Au même titre, l'envoyé de France en Russie, le sieur Balluze, en reçoit également⁶⁹. Mis à part le contenu de ces rapports périodiques, leurs diffusions nous montrent que la Hongrie est pleinement intégrée aux différents fronts de la guerre de Succession d'Espagne, aux conflits secondaires (guerre du Nord entre les Russes et les Suédois) et aux réseaux diplomatiques français en général. Ils laissent entrevoir une interdépendance des fronts.

Si les agents en missions les reçoivent, elles sont principalement adressées au roi de France et au marquis de Torcy à Versailles⁷⁰. Afin de faciliter la transmission de ces informations et l'organisation de l'aide aux malcontents, le marquis des Alleurs doit rester en contact avec plusieurs représentants français en poste dans la région⁷¹. On lui demande d'entretenir des liens avec le marquis de Bonnac qui se trouve à Dantzig, avec l'ancien

⁶⁶ Ville d'Eger à l'est de la République de Hongrie.

⁶⁷ AAE, Cor. Pol., Hongrie, vol. 12, f° 29

Se reporter aux Annexes.

⁶⁸ AAE, *Ibid.*, f° 22

⁶⁹ AAE, *Ibid.*, f° 29. En date du 6 mars 1704 et reçu en Russie le 12 avril 1704.

⁷⁰ AAE, Cor. Pol., Hongrie, vol. 13, f° 119-122

⁷¹ Béla Kopecki, *Hongrois et français de Louis XIV à la Révolution française*, Chap. IV, Paris, CNRS, 1983.

secrétaire du marquis du Héron, le sieur Maron, désormais attaché au palatin de Betz⁷², avec le marquis de Ferriol, ambassadeur auprès du sultan à Constantinople⁷³, et avec le sieur Ricous détaché à l'Électeur de Bavière Maximilien-Emmanuel. On remarque qu'à cette date, il ne lui ait pas demandé d'entretenir des liens avec l'agent de Maximilien-Emmanuel de Bavière en Hongrie, le sieur Coulon. Il n'est pourtant pas un agent secret puisque le prince Rakóczi confirme sa présence à son agent à Bruxelles, le baron Ladislas de Wettes, envoyé auprès du gouverneur général des Pays-Bas et Électeur de Bavière :

« L'envoyé du sérénissime électeur est auprès de nous en bonne santé. »⁷⁴

Cet extrait de lettre est une nouvelle marque de la connexion épistolaire et diplomatique entre les périphéries belges et hongroises durant la guerre de Succession d'Espagne. Avant de pouvoir efficacement remplir son rôle de conseiller militaire, le marquis des Alleurs doit se familiariser avec les forces et les faiblesses du royaume de Hongrie, et cela même si les instructions qui lui ont été fournies lui ont facilité le travail. Ainsi, fort de cet état des troupes, l'ambassadeur français affirme au marquis de Torcy que le total des effectifs est suffisant pour mener une guerre « conventionnelle ». Par guerre conventionnelle, il faut entendre une guerre régulière composée de batailles rangées. Pour l'entreprendre, il doit d'abord améliorer la formation des troupes, conseiller des officiers sans expérience, et faire équiper l'armée. Il faut également qu'il aide à établir une tactique claire et efficace. En sa qualité de coordinateur de l'aide française et de conseiller militaire, il prend les mesures nécessaires à la transformation du corps d'armée hongrois. Toutefois, la tâche qui l'attend n'est assurément pas facile. Au sein de la stratégie générale, son grade d'officier supérieur et son statut de représentant de la France lui permettent d'arbitrer les désaccords au sein de l'état-major. Son avis se révèle important sur les questions stratégiques, notamment en cas de division des officiers supérieurs hongrois. Son rôle d'arbitre est fondamental. Il prodigue ses

⁷² AAE, Cor. Pol., Hongrie, vol. 12, f° 13

Lettre montrant les liens entre le marquis des Alleurs et la princesse palatine de Betz. Elle prouve que l'émissaire français correspond avec la Palatine. Par son intermédiaire ou de manière indépendante, il échange donc avec le Sieur Maron, représentant français attaché au Palatinat de Betz.

⁷³ AAE, Cor. Pol., Hongrie, vol. 12, f° 272-273

Compilation de plusieurs lettres adressées au marquis de Ferriol, ambassadeur de France à Constantinople, par le marquis des Alleurs.

⁷⁴ AAE, *Ibid.*, f° 51. Lettre du prince Rakóczi au baron de Wettes, datée du 20 janvier 1705 depuis Leveim. Cet extrait de lettre est une nouvelle marque de la connexion épistolaire et diplomatique entre les périphéries belges et hongroises durant la guerre de Succession d'Espagne.

conseils directement au prince de Transylvanie et les exprime publiquement lors des conseils militaires en présence des autres généraux hongrois. Néanmoins, il n'est pas toujours écouté :

« Monseigneur, considérer que ce n'est pas une petite peine que d'avoir à faire avec des gens qui n'ont que de la présomption et que je presse depuis trois mois de prendre des précautions nécessaires et faciles pour s'opposer aux efforts de leurs ennemis. »⁷⁵

Cette missive est rédigée le vingt-six avril 1708 par le marquis des Alleurs, à destination de Versailles. On se rend bien compte que son autorité n'est plus absolue. Nous sommes à un moment où la rébellion est en difficulté. Le recul militaire aggrave et ravive les tensions et les ambitions. La voix du lieutenant général ne fait plus totalement autorité. Toutefois sur le terrain, il continue à organiser la formation de l'armée kuruc :

« [Après avoir] examiné les forces des malcontents, il mit dans le camp une nouvelle discipline, confia aux ingénieurs français le soin de former des canonnières et au nom de Louis XIV anima le peuple à défendre sa liberté. »⁷⁶

Ainsi, selon Claude de Sacy, le marquis de Bonnac en poste à Dantzig confirme les écrits de Louis Lemaire. Il ajoute qu'il doit également aider Rakóczi à former une armée régulière, ce qui suppose qu'avant son arrivée, elle ne l'était pas :

« Rakóczi prit la précaution de former deux régiments pour sa garde qui dans la suite fut renforcée d'une compagnie de grenadiers français, et c'estoit là tout ce qu'il y avoit de troupes réglées dans l'armée des malcontents avant la campagne de 1705. Le reste n'étant composé que de gens ramassés volontairement dans les comitats. »⁷⁷

En effet, les armées hongroises sont des troupes de volontaires recrutés dans chaque comitat. Ils s'arment de leurs fusils, haches, pics, faux. Leurs uniformes sont leurs propres habits, jusqu'à l'arrivée progressive de fournitures en provenance de Pologne et de Salonique (Empire ottoman). Malgré l'ampleur de la rébellion, ils ne peuvent recourir qu'à la guérilla. Le lieutenant général des Alleurs dans sa volonté d'instruire militairement les kurucs, rédige une série de mémoires sur la discipline et sur le combat. Il les donne aux officiers. Il charge

⁷⁵ AAE, Cor. Pol., Hongrie, vol. 13, f° 89

⁷⁶ Fabrice Cavanihac, La guerre entre les puissances chrétiennes et l'Empire ottoman en Europe Centrale : de la bataille de Mohacs à la paix de Passarowitz 1526-1718, Mémoire de maîtrise François Cadilhon (dir) Bordeaux, 1999, p. 121.

⁷⁷ AAE, Cor. Pol., Hongrie, vol. 12, f° 90

ses ingénieurs d'artillerie et du génie de former les troupes au maniement des armes. Pour ces missions, il s'appuie sur les ingénieurs Lemaire et Damoiseau, sur le capitaine du génie Rivière ainsi que sur les officiers d'artillerie Rhen et Lamothe. Ces Français perçoivent des appointements à l'image de l'ingénieur brigadier Lemaire qui touche trois cents livres par mois⁷⁸ et du sieur de Lamothe qui obtient cent quarante livres par mois⁷⁹. Ce dernier commandait les officiers et les ingénieurs français avant l'arrivée du marquis des Alleurs. Les Français doivent seconder le marquis des Alleurs dans l'art des fortifications, dans la technique de siège et dans la transformation des paysans kurucs en soldats réguliers. Néanmoins, le prince Rakóczi et le marquis des Alleurs ont besoin de fonds pour atténuer, par la formation, le différentiel qualitatif avec les troupes impériales. La France y contribue de manière importante.

Un soutien financier salutaire pour la révolte

Le marquis des Alleurs ne peut pas réorganiser et « normaliser » les corps d'armée Kurucs sans d'importants moyens financiers. La relation sur *« l'etat ou se trouvoient les affaires des mécontents d'Hongrie lorsque le marquis des Alleurs est arrivé auprès du prince Rakóczi »*⁸⁰ va également dans ce sens :

*« Ce n'est pas toujours le nombre de soldats qui fait gagner les batailles ; qu'il faut des officiers et de la discipline, et surtout de l'argent qui est le nerf de toute entreprise. »*⁸¹

Des subsides importants sont nécessaires pour payer l'entretien de troupes étrangères déjà formées, constituant l'élite des kurucs, l'achat d'équipements comme les draps, les munitions, ou encore les armes (mousquets, canons). Bien que Rakóczi soit un magnat immensément riche, la France apporte un soutien financier sous la forme de subsides mensuels. L'aide afflue de 1704 à 1708. Elle est aussi fondamentale que concrète. En novembre 1703, le roi de France octroie une première somme de deux cent mille livres afin que Rakóczi embrase la Hongrie. Cet apport financier doit être une preuve, pour le prince et ses partisans, de l'engagement sérieux de la France aux côtés des Magyars. Une fois la

⁷⁸ AAE, *Ibid.*, f° 23

⁷⁹ AAE, *Ibid.*, f° 72

⁸⁰ AAE, *Ibid.*, f° 89-98

⁸¹ AAE, *Ibid.*, f° 91

rébellion en marche, les versements se divisent en deux phases distinctes. Tout d'abord, les Hongrois reçoivent un subside annuel de trente mille livres⁸² de 1703 à 1705. Il passe ensuite à cinquante mille livres à partir du quinze mai 1705⁸³ et jusqu'en 1708.

Cette augmentation a lieu au moment où la France est en grande difficulté en Italie et dans les Pays-Bas méridionaux. Comme le montre une lettre datée du dix-neuf janvier 1708⁸⁴, l'argent est payable sous la forme de lettres de change. Chacune d'elle comporte toujours la même organisation et les mêmes mentions. Dans la partie « en tête », on trouve toujours le montant associé à cette formule : « *Ordonnance de 4 000 livres au porteur pour affaires secrètes.* »⁸⁵

Mis à part le montant et l'objet qui varient, c'est la plus commune que l'on puisse observer dans la correspondance Hongrie du volume numéro douze. On peut ainsi relever d'autres mentions comme : « *pour remboursement au porteur* »⁸⁶, « *pour [X] mois d'appointement employés dans le pays changeur* »⁸⁷ et « *ordonnance de gratification extraordinaire* »⁸⁸. Les documents sont rédigés depuis le château où réside le roi de France. Ainsi, les lieux de rédaction sont presque systématiquement Marly⁸⁹ et Versailles. Le corps de texte des lettres de change est également standardisé. Celui dévolu aux subsides versés au prince Rakóczi débute par : « *Gardes, payez comptant au porteur la somme de trente mille livres que je luy ai donné pour affaires secrètes.* »⁹⁰

La tonalité de la missive est impérative, et la construction syntaxique de la phrase sous-entend que l'ordre émane directement du souverain de France. La volonté de Versailles est que ces opérations financières restent secrètes. Dans le concert des nations, fournir une aide à

⁸² Se référer à la partie Annexes

⁸³ AAE, Cor. Pol., Hongrie, vol. 12, f° 48

⁸⁴ AAE, *Ibid.*, f° 263

⁸⁵ AAE, *Ibid.*, f° 12

⁸⁶ AAE, *Ibid.*, f° 23

Lettre de change rédigée depuis Versailles en date du 31 mars 1705. Elle fait l'objet d'un montant de 650 livres pour remboursement de l'avance de cette même somme pour le service du roi de France.

⁸⁷ AAE, *Ibid.*, f° 24

Lettre de change rédigée depuis Versailles en date du 31 mars 1705. Elle fait l'objet d'un montant de douze mille livres pour 6 mois d'appointement.

⁸⁸ AAE, *Ibid.*, f° 8

⁸⁹ AAE, *Ibid.*, f° 35

Lettres de change qui concernent deux affaires secrètes pour des montants respectifs de 30 000 livres (subsides du mois d'avril pour la Hongrie) et de 15 000 livres. Elles sont rédigées le 14 avril 1705 depuis le château de Marly.

⁹⁰ AAE, *Ibid.*, f° 9

Lettre de change rédigée depuis Versailles en date du 15 février 1705.

un mouvement rebelle constitue une fausse note difficilement justifiable aux yeux des autres cours européennes. Le caractère confidentiel de ces mouvements financiers est explicitement précisé dans le corps de texte des lettres de change :

« [...] dont je ne veux pas qu'il soit fait mention [...] le rapporteur pourra vous la présenter sans quittance ni endossement. »⁹¹

Cette formule générique est présente dans toutes les lettres de change du volume. Elle permet à l'agent de retirer les fonds sans que son nom apparaisse dans les archives. Il est ainsi extrêmement difficile d'apposer une identité sur ces hommes de l'ombre. Nous savons qui ils servent⁹², mais ces petites mains de la diplomatie restent le plus souvent invisibles, une qualité indispensable de leur métier. Néanmoins, il est possible d'avancer plusieurs noms concernant le réseau franco-hongrois en Pologne. Les fonctions des agents sont très diverses. Elles englobent un large éventail de professions allant du secrétaire, à la noblesse et au clergé. Un premier secrétaire est au service de Louis XIV en la personne de Jacques Maron. Il est le secrétaire du hetman ukrainien Adam Mikolaj Sienawski :

« L'agent Jacques B. Maron qui restait auprès hetman Sienawski et sa femme⁹³, été leur secrétaire en même temps. »⁹⁴

Sa position de secrétaire est idéale pour collecter les informations alors en possession du couple. En effet, il est le rédacteur de toutes les lettres particulières, même les plus confidentielles. L'acte de placer un informateur auprès du hetman polono-lituanien n'est bien sûr pas dénué de sens, puisque le hetman est un des commandants en chef de l'armée du royaume de Pologne. Un second secrétaire apparaît dans les livres de compte du marquis de Bonnac, nommé ambassadeur en 1704 en Pologne. Il s'agit de Philippe Groffey⁹⁵. C'est le secrétaire du Trésorier de Lithuanie⁹⁶ Benedykt Pawel Sapieha⁹⁷. En raison de sa position, il a également accès à toutes les informations relatives à ce personnage de haut-rang de la

⁹¹ Concept de la solidarité des souverains.

⁹² Le marquis de Bonnac en Pologne, le marquis de Ferriol dans l'Empire ottoman, le marquis des Alleurs et le prince Rakóczi en Hongrie et en Transylvanie.

⁹³ Il s'agit d'Elzbieta Sienawska, née Lubomirski. Le mariage à lieu en 1687.

⁹⁴ Marian Biskup, *The History of polish diplomacy, Xe – XXe century*, Diplomatic Academy of the Ministry of Foreign Affairs of Republic of Poland, Varsovie, Sejm Publishing Office, 2005, p. 264.

⁹⁵ Sa correspondance avec la cour de Versailles et le marquis de Bonnac se situe à la Bibliothèque nationale de France à Paris.

⁹⁶ À partir de 1702, il devient un fervent partisan de Charles XII de Suède contre le tsar Pierre Ier et le prétendant à la couronne polonaise, Auguste de Saxe.

⁹⁷ Marian Biskup, *Ibidem*.

bureaucratie polono-lituanienne. Philippe Groffey joue également le rôle d'intermédiaire dans la correspondance entre le prince Rakóczi, le marquis de Bonnac et le roi de Suède Charles XII. À ce propos, il détient une copie du chiffre du prince de Transylvanie à partir du printemps 1705⁹⁸. Il est également au service du prince Rakóczi. En 1706, il est nommé comme agent en Suède par la diplomatie française. Il y reste jusqu'en 1707. Il renseigne la France et le prince Rakóczi sur les dispositions du roi de Suède vis-à-vis de l'insurrection magyare et d'une éventuelle guerre contre l'empereur. Pour ses services, il reçoit une « *gratification annuelle* »⁹⁹ de deux cents écus. À l'image de la double mission de Philippe Groffey, les réseaux diplomatiques français et hongrois ont tendance à fusionner, le premier donnant une envergure continentale au second, de par sa densité. Au début de l'année 1705, un gentilhomme hongrois répondant au nom de sieur Radulovier joue les intermédiaires pour une affaire dont la teneur n'apparaît pas clairement. Pour s'en acquitter, il reçoit l'aide de Versailles :

*« Gardes payez au comptant au sieur Radulovier, gentilhomme hongrois la somme de deux cents livres que je luy ai accordé avec gratification extraordinaire. »*¹⁰⁰

C'est l'une des rares fois où la lettre comporte le nom du destinataire dans le corps de texte. Habituellement ces courriers sont anonymes, le nom du bénéficiaire ayant été rajouté a posteriori par les archivistes français. Pour s'acquitter de sa mission, le sieur Radulovier obtient un passeport diplomatique pour rejoindre la ville de Rome¹⁰¹ où se trouve un agent du prince Rakóczi, l'abbé Bremer¹⁰². Ce dernier est également en contact avec le réseau diplomatique français dans la péninsule italienne et dans les Balkans. L'abbé Bremer entretient en effet une correspondance avec le très influent ambassadeur de France à Venise, l'abbé de Pomponne¹⁰³. Si la France dispose des cardinaux de Noailles (1700-1706) et de la Trémouille (1706-1708) pour représenter Louis XIV auprès du pape, les Hongrois utilisent principalement les services français pour obtenir de l'argent au prince Rakóczi. Dans une

⁹⁸ AAE, *Ibid.*, f° 54

⁹⁹ AAE, *Ibid.*, f° 73

¹⁰⁰ AAE, *Ibid.*, f° 8

¹⁰¹ AAE, *Ibidem.*

Ordonnance pour gratifications datée du 12 février 1705 de Versailles.

¹⁰² AAE, *Ibid.*, f° 326

¹⁰³ AAE, *Ibid.*, f° 155

Le document porte la mention : *Copie de la lettre de M. L'abbé Bremer envoyé de M. le prince Rakóczi à Rome à M. l'abbé de Pomponne.* Elle n'est pas datée, mais elle serait rédigée aux alentours du mois de janvier 1708 puisque cette copie est reçue à Versailles avec une lettre de l'abbé de Pomponne écrite le 7 janvier 1708.

moindre mesure que Belgrade, Constantinople ou Dantzig, Venise est une des sources de financement de rébellion kuruc. Occasionnellement des fonds sont levés pour le prince de Transylvanie dans cette place bancaire grâce à l'intermédiaire de l'abbé de Pomponne :

« Je vous envoie, monsieur, l'état de la dernière lettre que j'ay reçu de M. l'abbé de Pomponne, sur ce qui regarde la manière dont ils feront que l'on peut payer la lettre de change de vingt-deux mille écus que le prince Ragotzy a virée sur le sieur Bernard au profit du marchand grec qui en a fait l'avance et qui est arrivé depuis quelque temps à Paris. »¹⁰⁴

De manière plus générale, durant tout le conflit, la Sérénissime reste dans l'ombre de la guerre d'Indépendance hongroise, mais elle y joue un rôle financier¹⁰⁵ et diplomatique¹⁰⁶ obscur. Comme le montre le voyage du marquis des Alleurs, la route italienne est un chemin privilégié par la France entre 1704 et 1705 pour gagner l'Empire ottoman. Ce chemin passe notamment par les villes de Livourne, Rome et Naples. D'autres intermédiaires apparaissent dans la correspondance politique du marquis des Alleurs et du prince Rakóczi. Ainsi, pour l'Empire ottoman nous savons que c'est le drogman Brüe qui se charge d'organiser l'approvisionnement des kurucs depuis Salonique¹⁰⁷. On trouve également des nobles ayant des fonctions politiques et militaires comme le castellan de Cracovie Adam Slenlawski. Celui-ci obtient de l'argent de la France à hauteur de cent écus¹⁰⁸ pour la période allant du quinze juillet 1704 au quinze avril 1705. C'est un soutien d'importance en vue d'approvisionner la Hongrie. Les castellans sont des gouverneurs militaires de places fortes, des sénateurs qui viennent juste après les palatins dans la hiérarchie politique du royaume. Cracovie est une ville stratégique. Elle se situe dans une zone frontalière hongro-polonaise du massif des Tatra, une des portes d'entrée de la Haute-Hongrie depuis la grande plaine polonaise. Sans la complicité du castellan, il apparaît difficile de faire passer la frontière à des hommes et à du matériel. Cracovie est également une étape incontournable de la route postale entre la Hongrie et Versailles-Bruxelles via le port de Dantzig. Enfin, on peut en distinguer un dernier en la personne d'Adam Kéri, l'aumônier du prince Rakóczi qui réside en Pologne. Le prince Rakóczi garde de nombreuses amitiés de son passage en terre polonaise après son évasion de

¹⁰⁴ AAE, *Ibid.*, f° 364

¹⁰⁵ AAE, *Ibid.*, f° 155

¹⁰⁶ AAE, *Ibid.*, f° 325

À l'image des autorités de Naples, les agents vénitiens sont consultés sur un possible déclenchement d'une opération de diversion en Croatie afin de faire combattre l'armée autrichienne sur deux fronts distincts. Cette opération n'est pas déclenchée.

¹⁰⁷ AAE, *Ibid.*, f° 66

¹⁰⁸ AAE, *Ibid.*, f° 72

Vienne. Ces liens lui sont bénéfiques durant la guerre d'Indépendance, car ils constituent des relais qui s'ajoutent à ceux de la diplomatie française. À ces agents et intermédiaires, il faut ajouter trois autres personnalités de plus haut rang que le castellan de Cracovie lui-même.

Les palatines de Poznanie et de Betz jouent en effet un rôle dans le transfert des subsides entre la Pologne et la Hongrie, mais les routes ne sont pas sûres. Le prince Rakóczi s'inquiète des retards dans le versement des fonds transitant par la Pologne. Il s'en ouvre au marquis de Bonnac dans une lettre datée du dix-neuf janvier 1705 :

« Je vois la continuation avec laquelle vous m'envoyez des réponses sans que je reçoive de l'argent ; car Mad. La Palatine de Posnanie me marque bien qu'elle a reçu celle de trois mille écus, mais elle a différé de me les envoyer, Mad. la Palatine de Betz ne veut pas accepter la dernière en sorte que je suis dépourvu de tout secours sans savoir comment vous donner des adresses plus sûrs, sinon qu'il faudroit une fois hazarder par quelques moyens d'envoyer quelques bonnes sommes à Mad. la Palatine qui se trouve présentement à Cracovie. Elle pourra trouver de là quelques moyens avec la Palatine de Posnanie de me faire tenir par quelque lieu à portée de la frontière. »¹⁰⁹

Les palatines sont ici des filtres financiers et épistolaires, c'est-à-dire des étapes dans le cheminement des fonds et de certaines lettres. Une fois en leur possession, les missives et les lettres de change sont réexpédiées vers un autre filtre. Ce stratagème qui s'appuie sur la multiplication des adresses postales doit dissimuler les circuits de transmission et compliquer la tâche des cabinets noirs adverses, dont la mission est de mettre au jour ces circuits, puis de les détruire ou de les contrôler en retournant l'agent adverse qui devient alors un agent double. C'est à ce sujet que les palatines semblent avoir des doutes et c'est par précaution qu'elles n'expédient plus les fonds et les correspondances par le canal habituel. Les montants en jeu sont très importants et aucun ne peut donc être pris par les filtres et le marquis de Bonnac. D'autres personnages importants jouent le rôle de filtre pour l'expédition des correspondances des membres du réseau diplomatique français en Europe centrale et orientale. Les routes sont surveillées et parfois les correspondances sont interrompues. Il faut alors modifier les circuits d'expéditions, trouver des agents plus fiables et plus loyaux. C'est le cas des échanges épistolaires entre la Pologne et la Hongrie d'une part, et l'ambassade de France à Constantinople d'autre part. Les contacts entre les marquis de Bonnac et des Alleurs avec le marquis de Ferriol sont sécurisés par l'intermédiaire du prince de Moldavie :

¹⁰⁹ AAE, *Ibid.*, f° 14

« Il y a très longtemps que je n'ay reçu de M. le prince Rakoczi ou de M. des Alleurs. Ayant rétabli ma correspondance de Pologne par le moyen du nouveau prince de Moldavie, Michel Radouitz. »¹¹⁰

La principauté de Moldavie est une nation vassale de l'Empire ottoman. Comme pour le Pacha de Belgrade, le prince de Moldavie est censé ne pas prendre part au conflit en Hongrie, mais comme la Serbie, la Moldavie possède une frontière commune avec la principauté de Transylvanie dont François Rakóczi est le prince. Cette zone limitrophe de la Moldavie est celle du territoire des Sicules magyarophones, ralliés au mouvement rebelle. Entièrement aux mains des Hongrois, des marchandises transitent assurément, de manière officieusement, de part et d'autre de la rivière Siret. Par l'intermédiaire de la cour princière de Moldavie, il est facile d'établir la nouvelle route qu'emprunte la correspondance du marquis de Ferriol vers la Pologne du marquis de Bonnac. De Constantinople, les agents de liaison remontent vers le nord par la Via Pontica entre Constantinople et Galatie dans le delta du Danube. L'ancienne route romaine longe ainsi la côte occidentale de la mer Noire et se prolonge jusqu'à la cour princière moldave située à Iassy¹¹¹ par la vallée de la rivière Prut. De là, le prince réexpédie le courrier vers la Pologne par l'Ukraine en traversant notamment la ville de Lviv, puis successivement les cités polonaises de Lublin, Varsovie et Dantzig. Cette route offre une meilleure sécurité, car elle est très éloignée de la zone d'influence de l'Autriche. Les hommes du cabinet noir impérial y ont de ce fait une influence plus réduite.

Ces échanges d'informations et de lettres fortifient les liens entre les territoires engagés dans la guerre d'Indépendance hongroise d'abord, et par l'interdépendance des fronts, dans la guerre de Succession d'Espagne ensuite. Selon que l'on se trouve dans la période entre 1703-1705 ou 1705-1708, le montant des subsides n'est pas identique sur l'ensemble de la guerre d'Indépendance hongroise. L'ordre de versement est donné au milieu de chaque mois. Les lettres de change consacrées aux subsides hongrois sont rédigées systématiquement aux alentours du quinze du mois¹¹². La forme de rédaction épistolaire et les dates de paiement sont donc relativement standardisées, selon l'objet de la transaction. Si l'on additionne les montants des lettres de change entre les mois de février 1705 et de juin 1705 et portant la

¹¹⁰ Alphonse Dubois, *Lettres inédites du Marquis de Ferriol, ambassadeur de France à Constantinople (1707 – 1709)*, n° 152, Gand, Manuscrit se trouvant à la bibliothèque l'Université de Gand, 1838, p. 17.

Lettre du marquis de Ferriol datée du 4 décembre 1707.

¹¹¹ Capitale de la principauté depuis 1566.

¹¹² AAE, *Ibid.*, f° 9, 10, 35, 44, 46, 47, 48, 49, 53

mention « *Affaires secrètes* », on comptabilise l'envoi de : 52 000 livres en février¹¹³, zéro en mars¹¹⁴, 45 000 livres en avril¹¹⁵, 165 000 livres en mai¹¹⁶ et 75 000 livres en juin¹¹⁷, soit un total de 337 000 livres. Ces sommes prennent en compte le versement des subsides et l'augmentation de 30 000 à 50 000 livres par mois à partir du quinze mai 1705¹¹⁸. Sur les 337 000 livres, les subsides mensuels ne représentent que 160 000 livres, soit seulement 47,47 % des fonds alloués à la rébellion hongroise par la diplomatie française entre les mois de février et de juin 1705. Le plus coûteux dans l'aide apportée aux malcontents est donc le financement des agents et de leurs activités.

Les fonds et les lettres transitent par trois villes :

*« Votre Majesté a accordé 50 000 livres par mois de subsides, lesquels ont été payés jusqu'à présent par plusieurs mains, tantost à Venise, Tantost à Constantinople ou à Dantzig. »*¹¹⁹

Dans un premier temps, la route de Constantinople est privilégiée au détriment de la Pologne. La sérénissime semble être plus en retrait, du moins dans les sources à notre disposition. Les subsides sont retirés par des agents grâce aux lettres de change écrites depuis la France. En Pologne, les subsides français transitent par Dantzig. Les lettres de change arrivent en Pologne sur des navires de commerce battant pavillon neutre¹²⁰ et empruntant les

¹¹³ AAE, *Ibid.*, f° 9, 10, 11, 12

¹¹⁴ AAE, *Ibid.*, f° 23, 24

Il y a bien deux lettres de change dans le volume 12. Elles sont datées du 31 mars 1705. Le marquis des Alleurs reçoit une somme très importante s'élevant à 19 650 livres correspondant aux remboursements de ses avances pendant le voyage et à ses appointements pour 6 mois. L'appointement du marquis des Alleurs est de 2 000 livres par mois à cette date.

Deux serviteurs du marquis des Alleurs reçoivent également des fonds correspondant également à 6 mois d'appointement, soit 3 300 livres (300 livres par mois sur 6 mois pour l'un, et 250 livres par mois sur 6 mois pour l'autre). Respectivement, ces deux serviteurs sont certainement l'ingénieur Lemaire et le secrétaire Pellissier.

¹¹⁵ AAE, *Ibid.*, f° 35

Lettre de change datée du 31 mars 1705 de Versailles (45 000 livres).

¹¹⁶ AAE, *Ibid.*, f° 42, 43

Lettres de change datées du 8 mai 1705 de Marly (2 001 livres).

Pour le remboursement de Pellissier (245 livres) et du marquis des Alleurs pour frais de poste avec François Rakóczi (1756 livres).

AAE, *Ibid.*, f° 44, 45, 46, 47, 48

Lettres de change datées du 15 mai 1705 de Marly. Pour affaires secrètes (90 500 livres).

AAE, *Ibid.*, f° 49

Lettres de change datées du 19 mai 1705 de Marly. Pour affaires secrètes (75 000 livres).

¹¹⁷ AAE, *Ibid.*, f° 53

Lettres de change datées du 15 juin 1705 de Versailles. Pour affaires secrètes (75 000 livres).

¹¹⁸ AAE, *Ibid.*, f° 48

Lettre de change datée du quinze mai 1705 de Marly.

¹¹⁹ AAE, *Ibid.*, f° 374

¹²⁰ Le droit maritime interdit aux flottes de guerre des belligérants de s'attaquer à un navire d'une puissance neutre. Pour ne pas éveiller les soupçons, nous pensons que ces navires de commerce appareillent plutôt de ports

lignes commerciales maritimes de la Baltique. La correspondance politique se dissimule mieux dans le flot des flux commerciaux. Elles sont envoyées à un certain Mathy qui apparaît dans la correspondance du marquis de Bonnac :

« Si Sa Majesté a agréable que je continue à envoyer les officiers qui pourroient se présenter pour aller en Hongrie, j'espère aussy qu'elle voudra bien me marquer jusqu'à qu'elle somme elle veut employer à cette dépense, à la faire passer entre les mains du sieur Mathy. »¹²¹

Le sieur Mathy en question est en réalité un français portant le prénom de Claude. L'historien polonais Edmund Cieslak (1922 – 2007) nous en apprend plus à son sujet et sur sa fonction :

« Dès 1704, Louis XIV renouvelait la nomination de Claude Mathy au poste de commissaire du roi à Gdansk [Dantzig]. Après sa mort en 1706, c'est son fils [Louis Mathy] qui reprend le poste et y demeura un demi-siècle durant jusqu'à 1756. »¹²²

Les Mathy sont une dynastie de commissaire du roi comme on peut en trouver dans le monde des consulats sur le pourtour méditerranéen ou de la Baltique. Claude Mathy appartient à la seconde génération de commissaire du roi à Dantzig¹²³. Il succède à son père Jean Mathy. Traditionnellement, le commissariat n'est que temporaire, ce n'est en rien un office dont on peut hériter. Cependant, dans ces territoires lointains, la cour de France n'avait aucun intérêt à remplacer ces familles solidement implantées dans les villes portuaires et connaissant parfaitement les autorités urbaines et commerciales du plus grand port de Pologne. Preuve de cette intégration locale, Claude Mathy épouse une Dantzicoise du nom de Concordia Barckmann¹²⁴. Cette fonction de commissaire royal s'ajoute généralement à des attributions plus ordinaires et les Mathy ne font pas exception à cette règle. Toujours selon Edmund Cieslak, ils sont en effet issus d'une famille française de banquiers, de commerçants et d'armateurs établis depuis longtemps à Dantzig¹²⁵. Ces métiers prédisposent cette famille à être le banquier de la diplomatie française en Pologne par où transitent les subsides versés par

belges comme Ostende (sous contrôle français jusqu'en 1706). Ils sont moins surveillés que les bâtiments arrivant de ports français comme Dunkerque, Boulogne ou Saint-Malo.

¹²¹ AAE, *Ibid.*, f° 73

¹²² Edmund Cieslak, *Résidents français à Gdansk au XVIIIe siècle : leurs rôles dans les relations franco-polonaises*, vol. 78 de l'Académie polonaise des Sciences, Varsovie, Panstwowe Wydawn, 1969, p. 08.

¹²³ Le commissaire royal a pour mission de faire exécuter les décisions du monarque dans le lieu ou la juridiction où il se trouve.

¹²⁴ *Mémoires de la Société d'archéologie lorraine et du Musée historique lorrain*, vol. 66, Nancy, 1926, p. 133.

¹²⁵ Edmund Cieslak, *Ibid.*, p. 09.

Louis XIV au prince Rakóczi. Depuis le port de Dantzig, c'est eux qui convertissent les lettres de change en espèces, permettant aussi d'approvisionner les kurucs en hommes, en armes et en matériel. Ils sont également un rouage essentiel dans la transmission des liquidités nécessaires aux marquis de Bonnac et des Alleurs pour payer leurs agents et leurs intermédiaires locaux : les princesses palatines, le castellan de Cracovie, le comte Steimback, Philippe Groffey ou Jacques Maron. Sans leurs concours, l'approvisionnement, la collecte d'information et l'acheminement des correspondances deviennent impossibles. Dantzig étant le seul port de Pologne, leurs positions d'armateur et de commerçant offrent aux Mathy une position particulièrement favorable pour réceptionner et expédier les correspondances des agents des réseaux diplomatiques français en poste Europe centrale septentrionale. En état de guerre avec le Saint-Empire romain germanique, les missives et les lettres de change ne peuvent en effet pas emprunter la voie terrestre par les postes prussiennes et impériales.

Du côté de l'Empire ottoman, une famille de banquier résidant dans la capitale serbe est également chargée de convertir ses lettres de change françaises en espèces sonnantes et trébuchantes. Ils sont le miroir des Mathy en Europe centrale méridionale. Leurs noms sont cités dans les différentes correspondances des ambassadeurs de France de la région : Abraham et Moïse Alboher.

*« À nous et sans autre avis, il vous plaira de faire payer aux sieurs Abraham moïse Alboher banquiers changeurs au pacha de Belgrade. »*¹²⁶

Après des banquiers Alboher, la procédure de conversion des lettres de change émanant des subsides français ou des fonds propres du prince est décrite par une lettre du marquis des Alleurs au marquis de Ferriol datée du onze avril 1707. L'envoyé de Louis XIV en Hongrie rappelle cette procédure à l'ambassadeur de France dans l'Empire ottoman car le prince Rakóczi ne l'applique pas systématiquement pour la période 1706 – 1707 :

*« Je vous ay mandé par ma dernière lettre que le prince ne tire point de lettre de change sur vous, sans vous en donner avis, et sans y mettre deux mois de temps pour le paiement, j'ay dit au prince qu'il falloit qu'il vous en envoya un ordre toutes les fois qu'il voudra que vous donniez de l'argent à ses envoyés, il m'a promis de le faire. »*¹²⁷

¹²⁶ AAE, *Ibid.*, f° 251

¹²⁷ AAE, *Ibid.*, f° 264

Lettre du marquis des Alleurs au marquis de Ferriol écrite depuis le manoir de Vasarhely le 11 avril 1707.

Cette lettre est bien un rappel à l'ordre du protocole de retrait. Plus loin dans le volume de correspondance politique relatif à la Hongrie, le prince Rakóczi informe dès le vingt-six janvier 1707 le marquis de Ferriol qu'il souhaite retirer des fonds dans l'Empire ottoman d'ici deux à trois mois. Comme l'établit le protocole, il lui fait parvenir une lettre d'avis :

*« Autant qu'il me seroit possible, je ne vous enverray des lettres de change payables que dans deux ou trois mois, et ce terme vous tiendra lieu d'avis, ainsi que je fais par un ordinaire par lequel j'en envoie une payable a un mois de vue aux frères Alboher de trois cents écus qui sera payé à Belgrade a Gaspard Papay ».*¹²⁸

Les agents qui remettent les lettres de change aux banquiers changeurs Alboher, puis ramènent l'argent en Hongrie, restent dans l'ombre des réseaux diplomatiques français et hongrois. Pour le début de l'année 1707, il apparaît le nom de Gaspard Papay. De son nom complet Gaspard Papay et Hornas, il joue le dangereux rôle d'agent de liaison au service du prince Rakóczi. Ses actions ne se cantonnent pas seulement à convertir les lettres de change et à convoier l'argent sonnante et trébuchant jusqu'à son maître, il a également pour mission de le représenter auprès du Pacha de Belgrade, Ibrahim Pacha, afin que ce dernier regarde d'un bon œil les actions des kurucs en Transylvanie et dans la frontière militaire :

*« [...] le pacha de Belgrade, nommé Ibrahim Pacha, a dit à Gaspard Papay que le prince lui a envoyé assez de beaux présents [...] »*¹²⁹

De manière générale, les correspondances entre le prince Rakóczi, le marquis des Alleurs, les ambassadeurs français dans la région et Versailles montrent clairement les difficultés pour acheminer les subsides jusqu'aux kurucs. Nous avons vu que la route de Pologne n'est pas du tout sécurisée au début de l'année 1705, les soucis se situant des points de passage fluviaux et frontaliers :

« Mais par toutes les voies il se rencontre des difficultés, que l'on doit surmonter en hasardant quelque chose. À Constantinople l'on peut avoir de l'argent sans difficulté, mais on ne se donne pas la peine d'engager les Pacha de la frontière comme il faut en sorte que pour

¹²⁸ AAE, *Ibid.*, f° 289

Lettre du prince Rakoczi au marquis de Ferriol écrite de Roznau le 26 janvier 1707.

¹²⁹ Cité par Adolphe Dubois, *Lettres inédites du Marquis de Ferriol, ambassadeur de France à Constantinople (1707 – 1709)*, Lettre III datée du 25 juillet 1707, n° 152, Gand, Manuscrit se trouvant à la bibliothèque l'Université de Gand, 1838, p. 15.

L'ouvrage d'Adolphe Dubois est aujourd'hui numérisé et consultable en ligne.

*surmonter toutes les difficultés ; J'ay prié le roy de me faire remettre l'argent par vos mains et je me suis déclaré de prendre le hasard depuis Dantziek sur moy. »*¹³⁰

Après s'être inquiété au mois de janvier 1705, le prince Rakóczi se plaint au marquis de Bonnac des retards dans l'acheminement des subsides en provenance de Constantinople au mois d'avril 1705. Si l'argent se révèle facile à retirer dans la capitale ottomane ou à Belgrade, son transport l'est beaucoup moins. Les problèmes viennent des passeports fournis aux agents chargés d'apporter les fonds en Hongrie, du réseau routier dont l'état rend la pratique difficile. Les passeports permettent aux étrangers de franchir un territoire sans encombre. Nous avons déjà vu que le marquis des Alleurs avait été retardé quelques mois dans les provinces ottomanes. Les difficultés peuvent aussi provenir d'opérations militaires en cours dans les régions où l'argent transite. Bien que les nouveaux itinéraires ne soient pas solidement éprouvés, le prince de Transylvanie demande à ce que la voie polonaise soit finalement privilégiée, les palatines ayant trouvées de nouveaux axes de transmissions.

Au cours de l'année 1705, la situation en Transylvanie se dégrade pour les rebelles. Les Impériaux mènent une campagne victorieuse dans la principauté. Les Hongrois perdent temporairement la province en novembre de cette année. De plus, les confins militaires, limitrophes de Temesvar, de Belgrade et de la Transylvanie, sont également sous contrôle impérial. Malgré la supplique du prince et les incursions autrichiennes, la question ne semble pas se régler totalement. En effet, une lettre du marquis des Alleurs envoyée à Versailles le premier avril 1708 depuis Cassovie, dit ceci :

*« J'ay reçu la lettre dont vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 12 février avec les trois lettres de change de 50 000 livres chacune sur Constantinople, que j'ay remise aussy tost au prince Ragotzy en l'assurant que les subsides de cette année serois aussy incessamment envoyés à Dantziek. »*¹³¹

En réalité, les subsides en provenance de France sont retirés dans les deux villes, et plus exclusivement dans la capitale ottomane. Cette décision est prise dès le mois d'avril 1707 :

*« La difficulté qu'on a trouvé de faire passer les subsides par Constantinople a fait prendre à la cour le party de leur faire repasser par Dantzie. »*¹³²

¹³⁰ AAE, *Ibid.*, f° 40. Lettre du prince Rakóczi au marquis de Bonnac datée du 4 avril 1705 depuis Agria.

¹³¹ AAE, Cor. Pol., Hongrie, vol. 13, f° 72

¹³² AAE, Cor. Pol., Hongrie, vol. 12, f° 264

La répartition de ces volumes est définie dans une missive transmise au marquis de Ferriol par le marquis des Alleurs le treize novembre 1706 :

*« La cour avois résolu de faire passer tous les subsides qui donne au prince par Constantinople à cause des difficultés qu'il avoit de les tirer par ailleurs, mais le prince les a surmontés et il est convenu de tirer par Constantinople le tiers des subsides. »*¹³³

Ainsi, un tiers des fonds est retiré dans la capitale ottomane. Néanmoins, la route en provenance de Pologne est également très dangereuse. Durant la guerre d'indépendance hongroise, le royaume de Pologne est en proie à une guerre de succession. Elle s'imbrique dans la deuxième guerre du Nord dans laquelle s'opposent la Russie et la Suède. Il s'agit d'être prudent, car les sommes engagées sont très importantes. La France n'est pas favorable à cette route, mais le prince Rakóczi se charge de la sécuriser en obtenant un sauf-conduit de la part de tous les souverains belligérants¹³⁴. Chaque subside est vital pour une économie kuruc en crise. Les Hongrois et les Français y portent donc une attention soutenue. Néanmoins et malgré toutes les mesures prises, les problèmes et les retards dans le transfert des subsides perdurent. La répartition des lieux de retrait des lettres de change répond également aux fluctuations des taux de change en vigueur dans les centres bancaires. Les critères de sélection définissant les lieux de retrait ne sont donc pas seulement influencés par des raisons sécuritaires, mais également financières. Pour le prince Rakóczi et la France, la valeur du taux de change représente en effet une perte sèche sur les subsides alloués par la France. Il s'agit de s'adapter aux différents cours monétaires en vigueur. Ainsi, au mois de décembre 1706, la diplomatie française préfère effectuer la conversion des subsides à Constantinople en raison d'un taux de change plus avantageux dans l'Empire ottoman par rapport à celui de Dantzig à cette date. La cour de France informe le baron de Wettes de cette volonté en réponse à un courrier du président Rouillé demandant, comme les Hongrois, une modification du lieu de retrait traditionnel :

*« M. le président Rouillé m'avoit déjà mandé ce que vous m'écrivez au sujet du paiement des subsides. Comme la remise avoit paru plus commode à M. le prince Ragotzy que celle qu'on avoit toujours fait par Dantzig, Sa Majesté avoit pris cette voie avec d'autant plus de plaisir que le change estoit aussy moins considérable que par Dantzig. »*¹³⁵

¹³³ AAE, *Ibid.*, f° 272

¹³⁴ AAE, Cor. Pol., Hongrie, vol. 12, f° 40

¹³⁵ AAE, *Ibid.*, f° 280

Constantinople possède bien des frais de change inférieurs à ceux pratiqués dans la ville portuaire polonaise au début de l'année 1707. Cela est confirmé par une lettre du baron de Wettes au marquis de Torcy¹³⁶. Pour réduire encore les frais de change au maximum, il est alors envisagé en 1708 de changer radicalement le processus d'acheminement et de retrait de l'argent français :

*« S'il plait à Votre Majesté, en faire le paiement à Paris, Lyon ou Bordeaux, le Comte de Tournon offre de s'en charger et de faire compter ces 50 000 livres. »*¹³⁷

La correspondance politique définit le rôle du comte de Tournon dans l'insurrection contre Joseph Ier de Habsbourg. C'est un agent de liaison de la rébellion au service du prince de Transylvanie François Rakóczi :

*« Le comte de Tournon mue par le désir de se voir au pied de Votre Majesté, s'est chargé des commissions de M. le prince Ragotzy et des États confédérés d'Hongrie. »*¹³⁸

Il est recommandé par son maître au marquis de Torcy dans une lettre datée du quatorze novembre 1707¹³⁹. Il est connu à la cour de France depuis l'ambassade extraordinaire du marquis de Villars à Vienne entre 1698 et 1702 :

*« Le comte de Tournon a commencé à donner des marques de son zèle pour le service de la France dès le commencement de la guerre présente à M. le marquis de Villars qui estoit envoyé de France pour lors à la cour de Vienne. »*¹⁴⁰

L'ambassadeur de France à Venise, l'abbé de Pomponne est également en état de garantir la fidélité de ce comte de Tournon¹⁴¹. Néanmoins, malgré cette confiance, cette proposition de changer les subsides en France reste à l'état de projet. La procédure de transfert reste identique et le retrait continu à se faire à Belgrade, à Dantzic ou à Constantinople. Grâce à ces sommes, les ambassadeurs-marquis de Bonnac et de Ferriol peuvent organiser l'achat des fournitures nécessaires aux malcontents.

Lettre de la cour de France adressée au baron de Wettes depuis Versailles en date du 3 décembre 1706.

¹³⁶ AAE, *Ibid.*, f° 299

Lettre du baron de Wettes au marquis de Torcy, écrite de Mons le 29 janvier 1707.

¹³⁷ AAE, *Ibid.*, f° 374

¹³⁸ AAE, *Ibidem.*

¹³⁹ AAE, *Ibid.*, f° 365

¹⁴⁰ AAE, *Ibid.*, f° 377

¹⁴¹ AAE, *Ibidem.*

Depuis la Pologne, le marquis de Bonnac a ponctuellement recouru au comte Steimback pour réaliser cette mission. Son nom apparaît dans une liste répertoriant les sommes avancées par l'ambassadeur de France. Ce document s'intitule : « *Mémoire de ce qui a été dépensé par le marquis de Bonnac par ordre du Roy et pour le service de Sa Majesté depuis le Mémoire envoyé le 16 juillet 1704.* »¹⁴² Dans celui-ci les opérations de Steimbock sont relevées et une demande de remboursement est introduite :

*« Pour la voiture d'un chariot de munition pour le Prince à Dantzig.....116 écus
Pour remplacement des armes achetées et donné au comte Steimbock par ordre du Roy.....1019 écus »¹⁴³*

Le document porte la mention « Hongrie » sur l'en-tête. Ce matériel financé entre juillet 1704 et avril 1705 est donc destiné aux troupes rebelles. La Pologne constitue ici l'une des bases d'approvisionnement de la guerre d'Indépendance hongroise. Entre autres, les armes polonaises sont achetées chez un armurier du nom de Joseph Potier, qui reçoit une gratification de quarante écus pour son intermédiaire, en plus du produit de son travail¹⁴⁴. Pour le convoyage de ces fournitures, les ambassadeurs français sont chargés d'obtenir des papiers des autorités pour les hommes des réseaux Bonnac, des Alleurs ou Rakóczi, ainsi que de l'argent (Mémoire des dépenses). Le montant total des dépenses pour le réseau Bonnac entre juillet 1704 et avril 1705 s'élève à quatorze mille trente-neuf écus et quarante-huit sols¹⁴⁵. Ces activités sont également évoquées pour l'Empire ottoman, dans une lettre du marquis des Alleurs écrite le quatorze juin 1705, et adressée au marquis de Ferriol :

« Le sieur Brüe estoit chargé des estoffes de la ville (Salonique), et comme il estoit nécessaire d'avoir des passeports de la porte pour le passage des ballots, je vous prie de tacher d'en obtenir, sans que les ballots fussent ouverts. »¹⁴⁶

Ici c'est le nom du drogman Brüe qui apparaît. Il est au service du marquis de Ferriol et se trouve à Salonique qui est un des consulats français de l'Empire ottoman avec Smyrne ou Alep notamment. Le drogman peut donc bénéficier du concours du consul de France à

¹⁴² AAE, *Ibid.*, f° 72

Mémoire reçu à Versailles le 15 avril 1705.

¹⁴³ AAE, *Ibidem.*

¹⁴⁴ AAE, *Ibid.*, f° 72

¹⁴⁵ AAE, *Ibid.*, f° 73

¹⁴⁶ AAE, *Ibid.*, f° 66

Salonique, un consul aux ordres de l'ambassadeur de Ferriol et membre de son réseau pour la Hongrie. Si les ambassadeurs de France en Pologne et dans l'Empire ottoman s'apparentent à des intermédiaires, à son arrivée, c'est le marquis des Alleurs qui passe les commandes, et qui dirige les opérations. Le ton impératif employé par celui-ci, à l'encontre de l'ambassadeur de France à Constantinople, « *je vous prie de tâcher d'en obtenir* », semble le démontrer. Les mêmes activités ont lieu au nord avec le marquis de Bonnac en Pologne :

*« Sans retardement pour le mois de décembre, qu'il convient d'acheter des draps et des armes pour habiller des troupes pourquoi il a pris des mains avec plusieurs marchands de Dantzig et de Cracovie. »*¹⁴⁷

Les fournitures polonaises transitent majoritairement dans deux villes distinctes. Sur le plan du volume, en avril 1707, l'approvisionnement polonais semble plus régulier et plus important que celui venant de l'Empire ottoman :

*« Je croy qu'il [le prince Rakóczi] put se passer de fournitures qu'il fait venir de Constantinople, puisqu'il en reçoit tous les jours de Pologne. »*¹⁴⁸

À ces axes d'approvisionnement régulier, qui à la longue peut éveiller le soupçon et faire l'objet d'un blocus routier ou maritime de la part d'autorités facilement corrompibles en cette période de trouble en Pologne¹⁴⁹, il faut ajouter un port de secours. Il est situé à l'autre bout de la baie de Dantzig et apparaît furtivement dans les correspondances politiques Hongrie :

*« [...] Billets de monnaies, qu'il [le comte de Tournon] employera en achats de vins et de marchandises non prohibés qu'il fera passer par Dantzig et à Königsberg. »*¹⁵⁰

À l'image de Königsberg au nord, on peut penser que Salonique joue un rôle de substitution identique. Un port de moindre activité qui n'éveille pas toujours le soupçon du fait de sa moindre fréquence d'utilisation. Dans ces deux interfaces maritimes secondaires,

¹⁴⁷ AAE, *Ibid.*, f° 375

¹⁴⁸ AAE, *Ibid.*, f° 264

Lettre du marquis des Alleurs au marquis de Ferriol écrite à Vasarhely le 11 avril 1707.

¹⁴⁹ Pour mémoire, la Pologne est un théâtre majeur de la guerre du Nord (1700 – 1721). Un autre front secondaire de la guerre de Succession d'Espagne (1701 – 1714), au même titre que la guerre d'Indépendance hongroise (1703 – 1711).

¹⁵⁰ AAE, *Ibid.*, f° 374

par leur volume d'activité en comparaison de Dantzig ou Constantinople, l'influence de marquis de Bonnac et de Ferriol est tout aussi importante.

En plus de superviser l'approvisionnement, les ambassadeurs doivent donc fournir des passeports aux agents envoyés de Hongrie. Ces activités coûtent cher. Il faut prendre en compte la corruption des autorités locales, au niveau des passeports, du prix des marchandises ou des intermédiaires. Le marquis de Ferriol entretient une correspondance avec le Castellan de Cracovie¹⁵¹, tout comme le prince Rakóczi et le marquis de Bonnac. L'achat de sa complicité se retrouve dans la comptabilité de l'ambassadeur de France en Pologne¹⁵². Si le versement des subsides mensuels à la rébellion représente une somme importante, il s'avère nécessaire au bon fonctionnement du réseau diplomatique¹⁵³ et au ravitaillement des rebelles. En réalité, ce financement ne représente respectivement que trois et cinq pour cent du budget militaire mensuel de la France. Même s'il faut rajouter les appointements et les gratifications, l'investissement français en Hongrie est donc faible en comparaison des dépenses économisées grâce à la diversion de cette guerre d'Indépendance. Les subsides versés chaque année immobilisent près de vingt mille Autrichiens. Vienne est obligée de leur allouer la somme de seize millions de livres pour les entretenir, ce qui est beaucoup plus que la somme versée aux Hongrois. La France n'a donc pas besoin d'investir cette somme sur ses frontières. De plus, l'insurrection prive l'empereur des revenus liés aux impôts prélevés en Hongrie, des denrées alimentaires produites, et des riches ressources minières de Barnia (sel) et de Semnitz (or, argent, étain...) en Haute-Hongrie. Le prince de Transylvanie est conscient de l'avantage qu'il procure à Louis XIV. Il s'en fait lui-même l'écho dans une lettre envoyée à son agent en France, le baron de Wettes, et soulève un autre intérêt à entretenir la rébellion avec l'argent du royaume :

*« L'empereur emploie contre nous dix régiments sans compter les milices d'Autriche et de Moravie, et j'apprends qu'il en fait venir d'autre pour m'opposer, ce sont des forces qu'il aura de moins sur le Rhin ou l'Italie et l'on doit de plus considérer que je prive l'empereur des revenus de la Hongrie qui estoient considérable pour luy. »*¹⁵⁴

¹⁵¹ Adolphe Dubois, *Lettres inédites du Marquis de Ferriol, ambassadeur de France à Constantinople (1707 – 1709)*, Lettre datée du 8 novembre 1707, n° 152, Gand, Manuscrit se trouvant à la bibliothèque l'Université de Gand, 1838, p. 17.

¹⁵² AAE, *Ibid.*, f° 73

¹⁵³ Réseaux d'agents, corruptions des autorités, frais de déplacement.

¹⁵⁴ AAE, *Ibid.*, Pierre Puchot, marquis des Alleurs, Correspondance politique et diplomatique, le 20 février 1705 depuis Leveim, Paris-Courneuve, AAE, 1705-1710.

Le Sieur Coulon, l'agent du gouverneur général des Pays-Bas et Électeur de Bavière Maximilien-Emmanuel de Bavière se montre plus précis que le prince. Son décompte des forces impériales s'avère plus alarmant pour les Magyars. Dans sa lettre écrite de Toppelzhan du vingt-quatre janvier 1705, il affirme à son maître que :

« Nous avons déjà quatorze vieux régiments de l'empereur contre nous, sans quatre autres qui viennent de Bavière, et qui sont même actuellement arrivés en Autriche, et seront joints à ce qu'on dit par deux régiments bavaois qui se sont rendus à l'empereur. »¹⁵⁵

Après sa victoire à Donauworth le deux juillet 1704, l'empereur prend la Bavière à Maximilien-Emmanuel de Bavière¹⁵⁶. Cette perte est confirmée à la bataille d'Höchstädt/Blenheim le mois suivant. L'empereur occupe alors l'électorat allié de la France. Outre les levées d'impôt pour financer la guerre, il mobilise le reste de l'armée bavaroise et l'envoie se battre contre Rakóczi. Ces forces sont versées dans l'armée autrichienne de Hongrie, et non dans celles du Rhin ou de Flandre, pour une question évidente de fidélité. En effet, l'Électeur de Bavière revenu dans son gouvernement général des Pays-Bas pourrait affronter ses anciens hommes si elles se trouvaient dans les armées du Rhin ou de Flandre. Ces soldats pourraient être tentés de rejoindre leur Électeur. Un jeu de dupe orchestré par le prince Rakóczi lui-même porte sur l'arrivée probable de ces forces bavaroises en Hongrie. Il explique au marquis de Bonnac la mise en œuvre d'un stratagème pour empêcher leurs transferts dans l'armée impériale de Hongrie :

« Je vous aye écrit une lettre que je ferai intercepter par le Roy de Pologne, afin qu'il l'envoie à Vienne. J'ay appris que des troupes bavaroises doivent venir contre moy, de celles qui ont pris service chez l'empereur. Je marque dans cette lettre l'espérance que j'ay de mettre ces troupes de mon party par les auratoires de M. l'Électeur. »¹⁵⁷

Ce plan est révélateur de la guerre de l'ombre que se livrent les cabinets noirs pour intercepter les correspondances de l'adversaire. La quête de l'information est déjà essentielle au début du XVIIIe siècle. Les routes sont ainsi surveillées en permanence, les espions et les agents double sont présents partout. L'usage du codage et de la désinformation sont des méthodes couramment employées par les belligérants de toute l'Europe. Avec la complicité du

¹⁵⁵ AAE, Cor. Pol., Hongrie, vol. 12, f° 22

¹⁵⁶ Elle reste administrée par sa seconde femme d'origine polonaise (fille de Jean III Sobieski, l'un des héros du siège de Vienne de 1683), Thérèse Cunégonde Sobieska, mais l'électorat est militairement occupé.

¹⁵⁷ AAE, *Ibid.*, f° 20

Lettre du prince Rakóczi au marquis de Bonnac en date du 21 janvier 1705 et reçue le 24 février 1705.

roi de Pologne, l'objectif est ici de faire craindre à l'empereur des désertions dans les rangs des troupes bavaroises. Le prince Rakóczi espère qu'à la lecture de cette lettre, l'État-major impérial prendra la décision de verser ces unités sur les fronts italiens ou belges.

A *contrario*, la Hongrie ne présente pas ce danger. Le nombre de dix-huit régiments peut paraître faible, mais les troupes autrichiennes sont composées de vétérans, habituées au terrain pour y avoir combattu les Ottomans. Au même titre que les Bavarois, ce sont donc des troupes expérimentées (au moins une campagne), ayant vécu l'épreuve du feu, qu'immobilise le prince Rakóczi. La France est donc bénéficiaire lorsqu'elle investit son argent en Hongrie. Non seulement elle immobilise des forces, mais elle prive l'empereur du revenu d'une partie de son Empire. L'avantage est donc double. C'est aussi en cela que l'investissement financier est de première importance. Comme l'écrivait Louis XIV dans *Instruction au dauphin* en 1666, l'alliance de revers sert concrètement à cela. Les économies réalisées par Versailles justifient, à elles seules, l'intervention des Français en Hongrie. Elles prouvent aussi que la Hongrie est dépendante des autres fronts de la guerre de succession d'Espagne. Malheureusement pour les insurgés, l'afflux financier en provenance de France s'arrête au cours de l'année 1708. Les raisons en sont multiples et complexes. Elles répondent au contexte de l'année 1708. Après la défaite de Trenscen, le marquis des Alleurs s'oppose à la poursuite du soutien français :

« Si V. M doublait leurs subsides qu'elle donne, ils ne serviroient qu'à augmenter les trésors d'un et la dissipation d'un autre. »¹⁵⁸

Pour lui, la révolte est moribonde et le consensus est brisé, lorsqu'il écrit le six décembre 1708 de Patak. L'émissaire français est persuadé que la défaite de Rakóczi est proche :

« Comme Votre Majesté m'ordonne de luy faire savoir ma pensée sur les secours qu'il pourroit donner aux Hongrois ou retarder leur perte qui paroît prochaine. »¹⁵⁹

Étant les yeux de Louis XIV dans la région depuis près de quatre ans, le roi de France suit logiquement l'avis de son ambassadeur sur la situation en Hongrie. Pour lui, le royaume n'a plus aucun intérêt financier et militaire à soutenir une rébellion à l'agonie. Versailles

¹⁵⁸ AAE, Cor. Pol., Hongrie, vol. 13, f° 239

¹⁵⁹ *Ibidem*.

arrête donc d'envoyer des lettres de change au prince de Transylvanie. Comme pour les révoltes de Pierre Zrinyi et d'Imre Thököly, la France abandonne une nouvelle fois son allié hongrois. Les Magyars ne servent plus les intérêts du Roi-Soleil. Néanmoins, au moment où l'émissaire français écrit, les kurucs contrôlent encore toute la Haute-Hongrie. Il faudra que les Impériaux attendent le mois d'avril 1711 pour déloger les rebelles de cette région montagneuse, et signer la paix de Szatmar. Le marquis des Alleurs rentre à Versailles en 1710.

Le théâtre hongrois : une guerre mal comprise par les émissaires français

Une rébellion hongroise rapidement isolée : la Diète d'Onod

La retraite en Allemagne des Franco-bavarois, suite à la défaite d'Höchstädt/Blenheim, et le recul des troupes du duc de Vendôme en Italie, isole la rébellion hongroise de ses alliés. Le lien est seulement maintenu par les émissaires français présents aux côtés de Rakóczi, les ambassadeurs de France en Pologne et dans l'Empire ottoman, et les subsides versés tous les mois. L'échec de l'encerclement de Vienne empêche la signature d'une paix séparée de l'Autriche et annonce une guerre longue et difficile. Les kurucs ne peuvent pas l'emporter seuls face à une puissance aussi importante que l'Autriche. Ils ont besoin d'une aide militaire directe pour y parvenir. Nous avons détaillé la personnalité du prince François II Rakóczi au début de cette étude, et nous avons pu nous rendre compte que c'est un leader réaliste. À la différence des émissaires français et de la diplomatie de Louis XIV, il a une connaissance poussée des rapports de force qui régissent l'Europe orientale. S'il veut, à long terme, que son mouvement survive, il doit rompre son isolement. Il en est conscient et s'inquiète du jeu que mène la France depuis l'arrivée du marquis des Alleurs en avril 1705 :

« Il n'y a ny des assurances, ny des traités formels [...] M. des Alleurs n'a aucun ordre de m'assurer que je serai compris dans la paix universelle, ny de retraite en cas de revers avec ceux qui me suivront en sorte que malgré ma sincérité, je suis aujourd'huy même sans fondement formé. »¹⁶⁰

¹⁶⁰ AAE, Cor. Pol, Hongrie, vol. 12, f° 41

Le chef de la rébellion magyare s'ouvre de ses inquiétudes au marquis de Bonnac dans une lettre quatre avril 1705. Après une année d'attente, il vient de rencontrer le marquis des Alleurs et sa déception semble immense. Le message apporté transmis par Versailles ne lui apporte pas les assurances espérées. Plus que de la déception, il exprime une colère froide à l'ambassadeur de France en Pologne, avec lequel il est habitué à correspondre :

« Je vous assure que c'est mon caractère de m'accoutumer le moins que je pouvoy à la politique qui en vogue présentement, mais j'avoue que je suis très sensible qu'on ne fasse pas ce que je souhaite. J'ay donné plusieurs relations au Roy directement, que je sais qu'il a reçu. Je luy ai communiqué des vues que j'ay trouvé nécessaire, mais il n'a pas jugé nécessaire de me donner des réponses particulières. »¹⁶¹

François Rakóczi garde en mémoire les défections unilatérales de la France au moment des soulèvements menés respectivement par Nicolas Zrinyi et Imre Thököly. Un double jeu qui se retrouve également dans les rapports diplomatiques avec l'Empire ottoman. La France de Louis XIV étant tantôt du côté turc (paix de Karlowitz de 1699), tantôt du côté de la Sainte-Ligue (expédition de Candie de 1669).

Fort de ce constat, le Conseil d'État rebelle propose rapidement une alliance à la France. Dès 1705, par l'intermédiaire de son agent à Versailles, le baron Ladislas Kokennyedi de Wettes, le prince Rakóczi transmet en effet une extension du traité aux États et aux ordres de Hongrie¹⁶². Son action montre les liens diplomatiques qu'entretiennent les Hongrois rebelles avec les Français, mais aussi leurs alliés espagnols et bavares¹⁶³. Le premier document d'alliance est élaboré par Rakóczi et Berscenyi en juillet 1705. Celui-ci s'intitule :

« Projet d'un traité entre Sa Majesté très chrétienne et ses successeurs d'une part, le duc et les états confédérés du royaume de Hongrie d'autre part. »¹⁶⁴

On note ici que ce traité vise une alliance pérenne, puisqu'elle engage à la fois les deux hommes et leurs Maisons respectives. Il comprend dix points¹⁶⁵. Un second projet d'alliance moins ambitieux, ne comprenant que six points et n'engageant que Louis XIV et Rakóczi, est

¹⁶¹ *Ibidem.*

¹⁶² Se référer à la partie Annexes
AAE, *Ibid.*, f° 76-79

¹⁶³ Se référer à la partie Annexes

¹⁶⁴ Béla Kopecki, *Hongrois et français de Louis XIV à la Révolution française*, Paris, CNRS, 1983, p. 136

¹⁶⁵ Les différents points du projet d'alliance de 1705 sont retranscrits dans : Béla Kopecki, *Ibid.*, p. 136-138.

envoyé à la suite du premier¹⁶⁶ : « *Projet d'un traité entre Sa Majesté très chrétienne et François II prince de Transylvanie* ». Une première réponse de Torcy est adressée au marquis des Alleurs le premier octobre 1705 :

*« Il doit être assuré qu'il ne peut manquer de rien, ayant la protection de Sa Majesté, qu'elle ne l'abandonnerait pas, si la fortune était contraire aux affaires de Hongrie, et que si elle est favorable, comme il a lieu d'espérer, les avantages qu'il en retira seront plus grands que l'assurance que l'assurance qu'il demande présentement. »*¹⁶⁷

Par l'emploi du pronom personnel « il », nous devons entendre Rakóczi lui-même. Le marquis des Alleurs n'est ici qu'un intermédiaire. Le onze octobre 1705, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères français apporte ses remarques et ses réponses :

*« Observations sur les deux projets de traités proposés par monsieur le prince Ragotzi. »*¹⁶⁸

Selon l'ouvrage de Béla Kopeczi, Louis XIV ne voit pas l'utilité de conclure un nouveau traité, pour son service ou pour le royaume de Hongrie. De plus, Torcy précise à des Alleurs que le roi ne peut pas conclure d'alliance avec la Hongrie, car elle n'a pas encore une forme de gouvernement « certaine », et la « nation » reconnaît toujours Léopold Ier comme souverain légitime. En effet, en 1705, aucune Diète n'a encore déchu le roi Joseph Ier de Habsbourg de sa couronne de Hongrie. Par conséquent, juridiquement, ils en sont encore les souverains, même si une partie du pays s'est soulevée. Moralement, Louis XIV ne peut pas officiellement soutenir la rébellion de sujets contre leurs monarques légitimes. Afin de satisfaire le souverain français, Rakóczi décide de prendre les mesures nécessaires à la déchéance des Habsbourg du trône de Hongrie. Le prince de Transylvanie demande à des Alleurs si ses intentions sont réalistes. Ce processus se réalise en deux étapes. Finalement, il aboutit à la Diète d'Onod en 1707. La première étape est réalisée à la Diète de Szécsény en 1705. François Rakóczi y établit la confédération des États et des Ordres, et il se fait élire prince régent de Hongrie. L'élection entérine l'association de la Hongrie avec la principauté de Transylvanie. Cette mesure conteste la souveraineté de Léopold Ier sur la Transylvanie et celle de son fils Joseph Ier de Habsbourg en créant une autorité concurrente au roi de Hongrie.

¹⁶⁶ Béla Kopeczi, *Ibid.*, p. 138.

¹⁶⁷ Béla Kopeczi, *Ibid.*, p. 135.

¹⁶⁸ Le détail point par point des réponses apportées par la France aux projets de Rakóczi se trouvent dans : Béla Kopeczi, *Hongrois et Français de Louis XIV à la Révolution française*, CNRS, Paris, 1983.

La seconde et dernière étape est réalisée à la Diète d'Onod en 1707. Les Diètes sont les sources du pouvoir en Hongrie. Elles sont majoritairement composées par la Kozepnemesseg, et sont largement favorables à l'insurrection. Onod marque la réalisation de ce qui entrave la signature d'une alliance entre la Hongrie insurgée et la France. Elle répond aux exigences de la diplomatie française. De par celle-ci, le marquis des Alleurs joue pleinement son rôle de conseiller et de relais diplomatique entre la France et la Hongrie. Tout d'abord, sur la demande de Rakóczi, l'émissaire français justifie la position de la France avant la Diète :

*« Peu ou pas d'exemples d'un potentat put traiter d'alliance avec les sujets d'un autre souverain. »*¹⁶⁹

Il ajoute qu'il ne peut rien assurer, car, seul le roi « choisit » en qualité de chef de la diplomatie. Le marquis des Alleurs fait ici preuve d'hypocrisie, puisque les puissances de la région savent que la France verse des subsides aux Hongrois. L'alliance est donc déjà officieuse. Fort de cette mise en garde, la Diète est réunie à Onod en 1707. Elle vote la déchéance des Habsbourg du trône de Hongrie. Désormais les Hongrois et, a fortiori le prince de Rakóczi, ne sont plus les sujets de l'empereur. De plus, il possède maintenant le titre de duc des Hongrois et de prince de Transylvanie. Onod est donc bien une réponse aux exigences qui avaient motivé le refus de la diplomatie française de ratifier une alliance officielle avec les Hongrois. Après la Diète d'Onod, la Hongrie n'est plus un potentat. En théorie, plus rien ne semble pouvoir entraver l'ouverture de négociations entre les deux nations. Toutefois, il ne faut pas croire que ce vote s'est fait sans aucune opposition. En effet, les députés du comitat de Turoc (Nord) s'opposent à la déchéance des Habsbourg. Cette opposition est ancienne. Ce comitat tente de mettre en place une opposition intérieure à Rakóczi, et cela bien avant l'ouverture de la Diète. Selon Louis Lemaire, il y a une entente entre Vienne, les magnats et le comitat de Turoc. L'empereur cherche à organiser une opposition politique en territoire hongrois. Il trouve des oreilles attentives parmi les représentants du comitat de Turoc. Il faut l'intervention déterminante de Berscenyi. Son talent rhétorique s'exprime durant près d'une heure et décide du vote de la déchéance. Néanmoins, et malgré les efforts évidents des Hongrois pour satisfaire les exigences de la France, Louis XIV ne souhaite pas étendre l'assistance humaine et financière qu'il fournit au Prince de Transylvanie. L'ambassadeur français en Hongrie cherche à gagner du temps en se cantonnant à son rôle d'intermédiaire. Il ne se risque pas à prendre de décisions au nom du roi, même si elles sont de moindre

¹⁶⁹ Béla Kopoczi, *Ibid.*, p. 135.

importance. De cette manière, la diplomatie française ne met pas en difficulté son émissaire. Elle peut alors se permettre de contester certains points du projet d'alliance. Les négociations franco-hongroises au lendemain de la Diète d'Onod, en offrent un bon exemple. Il existe des passages concernant ces négociations au sein de la correspondance. Énoncer tous les points négociés, et toutes les lettres serait sans doute fastidieux. C'est pourquoi nous avons choisi de citer celle-ci en exemple :

« Après les réflexions que le Prince Ragotzi et Berziny on faites sur les observations que Votre Majesté m'a envoyée, ils m'ont dis à l'égard du troisième article qu'ils esperoient que Votre Majesté ne concluroit la paix sans le contentement de toute la nation hongroise, surquoy je leur ay dis que s'il vouloient examiner le sixième article ils y trouveroient tout ce qu'ils demandent. »¹⁷⁰

La lettre date du six novembre 1708 montre le souci des Hongrois à rester unis à la France, mais aussi leur dépendance vis-à-vis de Louis XIV. Elle souligne également les nombreux pourparlers sur tous les points du projet d'alliance. Sur ces quelques lignes, on devine que chacune des parties a envoyé au moins deux courriers. Les premiers à l'avoir contesté sont les Français. Ainsi, en choisissant de négocier à distance, la France retarde au maximum sa réponse. Il faut rappeler que les missives envoyées par le marquis des Alleurs mettent énormément de temps pour parcourir les mille cinq cents kilomètres entre Paris et les villes de la Haute-Hongrie. Ce trajet est allongé en raison de plusieurs facteurs. Tout d'abord, la double écriture, celle-ci augmente la distance de manière considérable en faisant passer les lettres soit par Constantinople, soit par Dantzig.

Néanmoins, ceci s'avère indispensable dans une Europe où la guerre de l'information est presque aussi importante que les affrontements militaires. Les réseaux d'espionnage de chaque nation tentent de contrôler les nœuds postaux afin d'ouvrir les courriers pour y découvrir la stratégie de leurs adversaires. Il est important de disposer d'un coup d'avance sur l'ennemi en connaissant ses plans. Les secrétariats d'État aux Affaires étrangères établissent des *cabinets noirs*, regroupant des agents ayant pour mission de collecter les informations et de casser les codages. Puis, les conditions climatiques, elles influent sur les réseaux routiers et postaux, surtout pendant les mois d'automne. Cette saison pluvieuse défonce les chemins de terre et rend la progression des messagers et des diligences postales beaucoup plus difficile.

¹⁷⁰ AAE, Cor. Pol., Hongrie, vol. 13, f° 241

Enfin, il ne faut pas oublier de prendre en compte les opérations militaires. Lorsque l'on étudie la correspondance du marquis des Alleurs, on se rend compte que les rapports envoyés à Versailles mettent entre un et deux mois pour arriver à destination, contre trois en automne¹⁷¹. Ces délais sont renseignés dans toutes les lettres envoyées par l'émissaire français à Versailles, car elles sont datées lors de la rédaction et lors de la réception¹⁷². En revanche, celles écrites à Versailles pour le marquis des Alleurs ne sont pas datées à leur arrivée en Hongrie. Pour connaître la date de réception, il faut lire la réponse à ladite lettre. De plus, si l'on ajoute le délai de rédaction d'une réponse et son expédition, il faut attendre entre trois et six mois. La modification d'un des points du traité peut donc être très longue. Il est ainsi très facile de faire traîner des négociations sur une, voire plusieurs années. Le prince Rakóczi s'en plaint très tôt dans une réponse adressée au marquis de Bonnac le quatre avril 1708 d'Agria :

« Les questions que l'on me fait fort depuis le commencement, ne sont que renouvellement par Mr¹⁷³ des Alleurs, en sorte que cette campagne qui doit décider de mon sort, ne s'emploiera qu'aux répliques que l'on pourroit faire depuis longtemps, il n'y a ny des assurances, ny traité formel conclu, je suis exposé avec toute ma patrie, qui n'espéroit que dans les grâces du Roy. Mr des Alleurs n'a aucun ordre de m'assurer que je seray compris dans la paix universelle, ny de retraite pour ceux qui me suivront en cas de revers. »¹⁷⁴

Dès l'arrivée de l'émissaire français, le prince de Transylvanie se plaint à l'ambassadeur de France en Pologne des pouvoirs limités du marquis des Alleurs. Il se rend compte qu'il n'a pas les pouvoirs pour négocier un traité au nom de la France. Cela va entraver, de manière considérable, la signature d'une alliance voulue par les Hongrois. À l'inverse, les Français n'auront de cesse de ralentir les négociations en trouvant systématiquement un point de désaccord. Jusqu'en 1707, la diplomatie refuse toute signature en raison du fait qu'aucune Diète hongroise n'a déchu le roi Hongrie de son trône ; c'est-à-dire l'empereur. La Diète d'Onod répond à ce problème, mais la France repousse les nouvelles offres hongroises en contestant des points de détails. Pour faire patienter le prince, on lui accorde le collier de Toison d'or au printemps 1708. Le marquis des Alleurs obtient les pouvoirs pour signer un traité avec les Hongrois : *« Je luy ay aussy dit que je recevois incessamment les pouvoirs pour*

¹⁷¹ AAE, Cor. Pol., Hongrie, vol. 11 et 13
Six semaines : vol. 11 f° 262 – 272 – 275 – 300 – 320
vol. 13, f° 12 – 167 – 186 – 206.

Douze semaines : vol. 11 f° 331
vol. 13 : f° 232 – 234.

¹⁷² Se référer à la partie Annexes.

¹⁷³ Abréviation de Monseigneur ou de Messire.

¹⁷⁴ AAE, Cor. Pol., vol. 12, f° 40

conclure ce traité. »¹⁷⁵ Le six novembre 1708, la lettre du marquis des Alleurs est envoyée à Versailles. Cette période correspond à un moment où la rébellion hongroise est en grande difficulté. Elle peut capituler au moindre revers, à la plus petite proposition de paix. Si l'on consulte les rapports de l'émissaire français des mois d'août¹⁷⁶ à décembre 1708, on se rend compte que le prince Rakóczi cherche à intéresser les autres puissances régionales à la guerre de Hongrie¹⁷⁷. Au vu de cette situation, la France envisage une défaite prochaine des malcontents :

*« Je pense qu'il seroit à souhaiter que le Prince Ragotzi pust demeurer en Pologne parce qu'il demeuroit toujours assez d'ombrage à l'empereur pour l'empêcher de retirer ses troupes d'Hongrie. »*¹⁷⁸

Pour le royaume de France, il faut faire durer la rébellion le plus longtemps possible, ou à défaut, trouver d'autres moyens de bloquer les troupes impériales en Hongrie. La concentration des forces habsbourgeoises sur le Danube est impérative pour espérer stabiliser les autres fronts de la guerre de succession d'Espagne. Sur les différentes zones d'affrontements (Flandre, Italie, Espagne) les armées louis-quatorziennes n'ont plus l'initiative, et sont en difficulté à la fin de 1708. La France joue donc un double jeu. Elle semble manipuler les Magyars en leur faisant miroiter une alliance codifiée par traité, de sorte que ces derniers continuent à se battre. Il est alors logique de voir le prince Rakóczi s'impatienter, car l'aide française lui est vitale pour pérenniser la révolte. Après la Diète d'Onod et par l'intermédiaire du marquis des Alleurs, il se plaint à Louis XIV de la fin de non-recevoir de la diplomatie française :

*« Je dois aussy témoigner que le prince Ragotzi est fâché que l'on n'aye pas une entière foy à toutes ces représentations que sa fermeté, celle de toute une nation et la déposition du roi Joseph garantissoient sa bonne volonté. »*¹⁷⁹

Comme les blocages volontaires du corps diplomatique français isolent la rébellion

¹⁷⁵ AAE, Cor. Pol., Hongrie, vol. 13, f° 239

¹⁷⁶ Le mois d'août 1708 marque le début de la désagrégation de l'insurrection hongroise après le désastre de Trenscen le 9 août 1708.

¹⁷⁷ Électeur du Brandebourg : AAE, *Ibid.*, f° 240, le 25 octobre 1708.

Danemark : AAE, *Ibid.*, f° 254, le 13 décembre 1708.

Suède : AAE, *Ibid.*, f° 257, le 27 décembre 1708.

¹⁷⁸ AAE, *Ibid.*, f° 240

¹⁷⁹ AAE, *Ibid.*, f° 67

Lettre écrite depuis Cassovie le premier avril 1708 par le marquis des Alleurs au secrétaire d'État aux Affaires étrangères français, le marquis Colbert de Torcy.

kuruc, il est obligé de chercher une autre nation sur laquelle s'appuyer. François II Rakóczi, en observateur éclairé des forces régissant l'Europe de l'Est, s'intéresse alors à une nouvelle puissance qui fait son apparition sur le théâtre européen à la fin du XVIIIe siècle, la Russie du Tsar Pierre Ier le Grand.

L'impossible rapprochement avec la nouvelle puissance russe

À la fin du XVIIIe siècle, la Suède est la puissance dominante du nord de l'Europe. Charles XII contrôle la Baltique, l'Ingrie, l'Estonie, la Livonie, ainsi que les débouchés commerciaux des produits russes et polonais. C'est en s'opposant à cette grande puissance, dans la seconde guerre du Nord (1700-1721), que la Russie fait son entrée dans la guerre de Succession d'Espagne. Elle se révèle à l'Europe comme une nation importante. En battant la Suède sur ce front secondaire de la guerre de Succession d'Espagne, la Russie se place donc comme une puissance montante en Europe orientale. Son arrivée sur le théâtre européen se fait aux dépens d'un allié de la France, la Suède. Nous avons déjà entrevu que la France soutient la Hongrie de façon médiocre. Après l'échec des négociations avec la France, les dirigeants hongrois cherchent parmi les puissances orientales un allié capable de lui fournir une aide militaire directe. La situation géopolitique de la région désigne naturellement la Russie. En effet, la Pologne est en proie à une lutte dynastique entre Auguste de Saxe et Stanislas Leszynski, et elle est occupée par des troupes étrangères (Suède, Saxe, Russie). En réalité, la Pologne ne peut être d'aucun secours militaire direct. Elle ne sert que de point de passage pour les correspondances entre les marquis des Alleurs, de Torcy ou de Bonnac, de base d'approvisionnement logistique ou financière. De son côté, la Suède refuse les propositions hongroises. Pourtant, au même titre que la Hongrie, la Suède est une alliée de la France, mais elle est déjà en guerre contre la Saxe et la Russie. Elle n'a donc pas les moyens de financer la formation d'un corps expéditionnaire. De plus, Charles XII n'a aucun intérêt à ouvrir un nouveau front avec l'Autriche et ses alliés. Les Anglais, et surtout les Hollandais, n'attendent qu'un prétexte pour contester la prédominance commerciale des Suédois en mer Baltique. Au Sud, les Ottomans ne souhaitent en réalité plus déclencher de nouveau conflit avec les Impériaux. Ils ont été durement éprouvés par la reconquête impériale de la Hongrie (1683-1699). La paix de Karlowitz leur assure une trêve jusqu'en 1718, et dans leur situation actuelle, ils ne jugent pas opportun de la briser. La Porte sert seulement de base arrière aux Hongrois via les activités du marquis de Ferriol. Il ne reste donc plus que cette nouvelle

puissance qui défie la Suède de Charles XII, la Russie.

Au début du XVIII^e siècle, c'est une nation encore méconnue en Europe. À cette date, l'est de l'Oural reste à explorer pour les Européens. Il faut attendre les explorations de la famille Delisle, missionnée par le Tsar Pierre I^{er} le Grand à partir de 1706¹⁸⁰, pour la cartographie de la Moscovie et en 1726 pour l'exploration de la Russie sibérienne¹⁸¹. C'est donc une puissance, dont on ne saisit pas les contours et les mœurs, qui fait son entrée sur la scène européenne sous le règne du Tsar Pierre le Grand. Lors de son avènement personnel en 1696¹⁸², il contrôle une nation plus asiatique qu'européenne. Après un voyage en Europe en 1697-1698 pour comprendre les nations européennes et pour forger des alliances en vue de combattre l'Empire ottoman afin d'accéder au commerce méditerranéen, il qualifie la partie asiatique de barbare.

L'Europe découvre cette puissance orientale à l'occasion de la construction de la future capitale russe sur l'actuel site de Saint-Pétersbourg. C'est un chantier pharaonique puisque la cité doit être créée de toute pièce. Du fait de sa singularité, le lieu attire également l'attention des cours européennes. Les paysages y sont mélancoliques, les forêts de l'Ingrie sont isolées et les marais désolés. Seule la présence du puissant fleuve de la Néva et de son delta semble motiver ce choix. Toute la cour de Russie trouve cette disposition curieuse, mais le Tsar Pierre I^{er} s'abstient de commenter ce choix. Une attitude conforme à ses habitudes. Ses raisons sont multiples, mais elles ont pour dénominateur commun une volonté farouche de doter la Russie de débouchés portuaires en Baltique. Il porte également son regard sur la mer Noire, et au-delà de la ligne d'horizon, sur les détroits du Bosphore et la Méditerranée. Son ambition est de transformer la Russie continentale de ses ancêtres en une Russie européenne, ouverte sur le monde au travers de ses interfaces portuaires. À ce titre, il veut faire de Saint-Pétersbourg une nouvelle Amsterdam, tel qu'il la garde en mémoire lors de sa visite de la ville incognito dans sa jeunesse. La cité doit ainsi devenir une interface devant accélérer l'entrée des flux d'armes, de munitions et de marchandises en provenance d'Europe occidentale. Le port fortifié doit à terme abriter la future flotte de la Baltique qui devra s'opposer à l'hégémonie de la Suède dont la politique de son roi Charles XII est une menace constante pour la grandeur de Russie.

¹⁸⁰ Marie-Anne Chabin, *Les Français et la Russie dans la première moitié du XVIII^e siècle. La famille Delisle et les milieux savants*, Thèse de doctorat, Paris, École des chartes, 1983.

¹⁸¹ Cette exploration dure 20 ans et s'étend de Saint-Pétersbourg au détroit de Béring. L'expédition se déroule par terre et par mer. Elle rassemble des travaux de type ethnologique liés à la langue, aux pratiques de chasse et aux mœurs des autochtones.

¹⁸² De 1682 à 1696, il assure le pouvoir avec Ivan V.

De plus, Pierre Ier n'aime pas Moscou. Il la trouve trop délabrée, trop passéiste, trop traditionnelle et surtout trop asiatique et continentale par rapport à ses ambitions. À l'image des villes du Saint-Empire, des Pays-Bas et d'Autriche, visitée en 1697-1698, la nouvelle capitale doit disposer de ses trouées, de ses parcs et de ses places. On observe à ce titre une véritable occidentalisation urbaine, bien loin du modèle moscovite. Des ingénieurs européens sont recrutés. Le chantier se révèle extrêmement meurtrier en raison des épidémies et des inondations soudaines inhérentes à une zone de delta, mais aussi à cause des pillages. Le déroulement des travaux contribue à renforcer la mauvaise de la Russie en Europe et particulièrement en France. Louis XIV méprise la puissance russe qu'il voit comme un pays arriérée. Pourtant, dès 1702, l'ambassadeur-marquis du Héron, alors en poste à Varsovie, propose d'entrer en contact avec le tsar, mais la mission du sieur Baluze n'aboutit à aucun résultat. La cour du tsar se modernise et la mode s'europeanise sous son règne. Pierre Ier décrète la fin des caftans et des barbes qui sont les symboles de l'ancienne Russie, celle de Moscou et de l'Asie. Loin de se rapprocher, les relations entre la France et la Russie se tendent au moment de la capture de navires russes par des corsaires français. À vrai dire, de la part de nations comme la France, il existe une véritable incompréhension vis-à-vis de cette *nation entre deux mondes*¹⁸³. Elle est caractérisée ainsi par l'ouvrage d'Hélène Carrère d'Encosse, parut chez Fayard en 2010 : à la fois asiatique et européenne, mais également ennemie des alliés de Louis XIV avec la Suède en Baltique et l'Empire ottoman en mer Noire.

À la fin de l'année 1705, l'ambassadeur de Russie en Hollande est envoyé à Versailles pour négocier la restitution des navires. Pour les raisons géopolitiques invoquées, l'accueil est froid. Andrei Matveiev fait état de sa mauvaise impression à la cour de Saint-Pétersbourg : « *Cette cour fait peu de cas de nous et de nos affaires* ». Il y rencontre d'Iberville afin de clarifier les relations entre la France et la Russie, avec le souci permanent de dissiper les fausses opinions. À son arrivée, Matveiev affirme que d'Iberville se représente les ambassadeurs du tsar comme :

« *Faisant du commerce pour leur propre compte, comme insolents, et leurs gens comme tapageurs et ivrognes.* »¹⁸⁴

De son côté, d'Iberville expose toutes les preuves de la haine que Pierre Ier éprouve à l'égard du roi et des Français. Ces preuves de haine furent réduites à néant point par point. En

¹⁸³ Hélène Carrère d'Encosse, *La Russie entre deux mondes*, Paris, Fayard, 2010.

¹⁸⁴ Albert Sorel, *Recueil des instructions données aux ambassadeurs et ministres des Affaires étrangères depuis les traités de Westphalie jusqu'à la Révolution française*, Tome sur la Russie, Alcan, Paris, p. 92-93.

effet, l'apparition de la Russie dans les affaires hongroises répond de la volonté du tsar de se rapprocher de la France. Pierre le Grand s'adresse à Rakóczi, car il connaît les rapports qu'il a avec Louis XIV. La diplomatie russe a tout à gagner d'un rapprochement avec la France. Ceci permettrait de provoquer une brouille entre la France et la Suède, et de faire pression sur les puissances maritimes. L'Angleterre, les Provinces-Unies et la Suède possèdent des flottes plus importantes que les Russes, dans une mer Baltique que les sujets du Tsar souhaitent contrôler. La diplomatie de Pierre Ier ne cache pas sa volonté de se rapprocher de la France, et elle s'en sert comme moyen de pression. Ainsi, lorsque Matveiev est emprisonné à Londres sur demande de ses créanciers¹⁸⁵, Pierre Ier exige la décapitation des accusateurs et la libération de son ambassadeur, auquel cas il entrera en guerre aux côtés de la France¹⁸⁶. Le Tsar obtient la libération de son ambassadeur. Dans l'optique de ce rapprochement franco-russe, Pierre Ier souhaite que Rakóczi joue le rôle d'intermédiaire. Il lui promet la couronne polonaise. Dans une lettre datée du vingt-cinq mai 1707, le marquis des Alleurs informe le marquis de Torcy qu'il a mis en garde le prince Rakóczi contre les manœuvres de la Russie :

*« Avec l'assistance du Tsar, le Prince Ragotzi espère de pouvoir se mettre la couronne polonaise sur la teste, ce qui m'a fais luy dire qu'il devoit bien se garder de prendre des ombres pour des corps. »*¹⁸⁷

Il joue alors son rôle de conseiller diplomatique et de gardien des intérêts de la France. Il tente ici de convaincre le prince qu'il sera manipulé par la Russie s'il accepte la couronne polonaise proposée par le Tsar. Rakóczi qualifie alors le marquis des Alleurs : *« d'homme sage, plein d'expérience et de lumière. »*¹⁸⁸

Pourtant, il ne l'écoute pas, car les deux hommes sont brouillés sur la question de l'ouverture diplomatique de la Hongrie. Ils ne se font plus confiance, mais le prince de Transylvanie n'a pas le choix, il doit collaborer. Rakóczi fait attention à ses ouvertures et joue un jeu diplomatique contradictoire. En effet, d'un côté il témoigne à Pierre Ier sa joie d'être proposé, mais de l'autre, il exprime des réserves à cause de la Suède, de Stanislas et de la France. Ladislas Berscsenyi est d'ailleurs envoyé en Pologne pour négocier avec le Tsar. Pendant ce temps, il écrit une lettre à Stanislas Leszczyński et une autre à Charles XII de

¹⁸⁵ L'emprisonnement de l'ambassadeur russe Matveiev est une atteinte à l'immunité traditionnelle des ambassadeurs, c'est-à-dire aux règles internationales.

¹⁸⁶ Lucien Bély, *Ambassadeurs et espions au temps de Louis XIV*, Paris, Fayard, 1990, p. 368.

L'affaire en reste là. L'Angleterre confie à Whitworth une mission visant à présenter des excuses.

¹⁸⁷ AAE, Cor. Pol., Hongrie, vol. 11, f° 231

¹⁸⁸ Béla Kopeczi, *Hongrois et Français de Louis XIV à la Révolution française*, Chap. IV, Paris, CNRS, 1983.

Suède. Dans celles-ci, il leur promet de se désister s'il obtient un protectorat sur la Transylvanie. Dès ce moment, on sent que le prince de Transylvanie est dans une situation inconfortable et qu'il mène une politique diplomatique indépendante. De plus, le vingt-cinq mai 1707, le marquis des Alleurs informe Versailles que le prince Rakóczi lui a assuré qu'il ne provoquera pas la Suède : « *Surquoy le Prince Ragotzi m'a répondu que cela n'arriverait pas.* »¹⁸⁹

Toutefois, il continue à entretenir une correspondance avec les Russes. En contrepartie de la couronne polonaise, le tsar lui demande son aide pour établir de meilleures relations avec le Roi-Soleil. Le marquis des Alleurs a donc raison de penser que Pierre Ier se sert de la Hongrie pour se rapprocher de la France. Sur ce point, l'émissaire français voit juste. La contrepartie de cette médiation est donc l'établissement d'un projet d'alliance entre la Russie, la Bavière et la France en 1707. Le prince Rakóczi pose, lui aussi, des conditions à la médiation de la France sur la question polonaise. Elle doit se tenir entre la Russie, la Suède et Stanislas. Rakóczi signe ce traité à Varsovie, mais il n'est pas ratifié par la diplomatie française. Il sait qu'il ne coiffera pas la couronne polonaise, mais il ne souhaite pas rompre ses liens avec Pierre Ier. La rupture des relations avec la Russie accentuerait son isolement. La position de la France peut paraître étonnante tant les avantages d'une alliance des Hongrois et des Français avec la Russie apparaissent évidents. Ce refus s'inscrit dans la logique de la politique diplomatique de la France en Europe orientale, et constitue un paradoxe pour Béla Kopeczi¹⁹⁰. La cour de Versailles, non contente de ne pas ratifier le traité de Varsovie, condamne sa signature par les Hongrois :

*« Le prince Ragotzy ne pouvait prendre une résolution dont les suites soient plus dangereuses pour lui, que celle d'accepter les offres du Tsar et de se laisser tenter par l'espérance de la couronne de Pologne. »*¹⁹¹

De par la personnalité du prince et le désintéressement dont il fait preuve jusqu'à présent dans l'insurrection, il est difficile de croire qu'il accepte le traité de Varsovie seulement pour obtenir la couronne polonaise. Il souhaite plutôt utiliser ce stratagème pour renforcer sa crédibilité diplomatique afin de sortir de l'isolement dans lequel il se trouve depuis l'échec de l'encerclement de Vienne en 1704. Il l'obtient avec des victoires sur les

¹⁸⁹ AAE, *Ibid.*, f° 231

¹⁹⁰ Béla Kopeczi, *Hongrois et Français de Louis XIV à la Révolution française*, Paris, CNRS, 1983, p. 93.

¹⁹¹ Béla Kopeczi, *Ibid.*, p. 92.

Impériaux, son contrôle de la quasi-totalité de la Hongrie historique, aux soixante-dix mille hommes sous son commandement, et à l'état d'apogée qu'est en train d'atteindre la révolte.

On est alors en droit de se demander pourquoi la France entrave la diversification des alliances hongroises. On trouve plusieurs réponses à l'opposition de la diplomatie à un rapprochement avec les Russes. Tout d'abord, c'est une puissance nouvelle. Elle est mal connue des secrétariats occidentaux. De plus, nous savons que la France planifie sa politique en Europe orientale en fonction des rapports de forces établis dans la région par Mazarin dans les années 1650. Malgré des changements évidents, le royaume du Lys reste fidèle à cette vision. Selon Béla Kopeczi¹⁹², il considère que l'alliance russo-hongroise serait nuisible à l'intérêt de la Suède. Le marquis des Alleurs se montre très clair sur son intention de conserver l'alliance avec la Suède :

*« Qu'il evitast sur toute chose de s'attirer le Roy de Suède sur les bras, que cestaste un dangereux ennemy et un puissant amy. »*¹⁹³

La volonté de préserver Rakóczi du courroux de Charles XII traduit sans doute la volonté de ne pas entraver les manœuvres suédoises dans la région, et de ne pas intervenir dans la deuxième guerre du Nord. Une alliance russo-hongroise plongerait les kurucs dans un conflit qui leur est étranger, et entraînerait dans son sillage la France. Il faut donc préciser que l'alliance russo-hongroise serait sans doute nuisible aux intérêts de Louis XIV, puisqu'elle bouleverserait les sphères d'influence que la France a établies dans la région¹⁹⁴. De plus, la diversification affaiblirait l'emprise et la tutelle qu'elle exerce sur le mouvement magyar (subsides, formation militaire). Si l'on accepte cette vision, le marquis des Alleurs, représentant les intérêts de la France dans la région, s'y oppose de manière virulente, mais logique. Malgré ces explications, on note qu'il y a une mauvaise définition des objectifs à atteindre pour la politique orientale de Louis XIV. Béla Köpeczi lui préfère le terme de « *paradoxe* ». La France choisit de favoriser Charles XII plutôt que le prince Rakóczi. Elle choisit de conserver son système d'alliances de revers dans la région. Pourtant, à la différence d'une entrée en guerre de la Russie contre l'Autriche, cette politique ne peut pas apporter la certitude d'une victoire. Ainsi, alors que la Hongrie œuvre depuis quatre ans à la diversion qu'espère la France à l'Est, la Suède ne manifeste toujours aucune intention d'intervenir

¹⁹² Béla Kopeczi, *Ibidem*.

¹⁹³ AAE, Cor. Pol., Hongrie, vol. 11, f° 231

Lettre écrite par le marquis des Alleurs à l'attention de Versailles le 25 mai 1707.

¹⁹⁴ Système de la Triple alliance de revers

contre l'Autriche. Loin de là, elle reçoit des ambassades de la coalition. L'explication de « *ce paradoxe* » vient du fait que la diplomatie française est convaincue que la Suède est la plus forte. Elle est persuadée de sa victoire contre la Russie. L'opposition de Louis XIV au traité de Varsovie démontre une nouvelle fois que la France reste enfermée dans sa vision conservatrice de l'échiquier européen. Elle ne prend pas en compte les nombreux changements qui ont eu lieu dans cette partie de l'Europe. Elle s'accroche à son système d'alliances de revers, et cela, même si le déclin des puissances qui composent ce système (Suède, Empire ottoman, Pologne) est de plus en plus marqué. Ce refus de nouer des liens avec la Russie se prolonge dans le temps. Ainsi, même après la déroute de Charles XII au siège de Poltava en juillet 1709¹⁹⁵, la France reste fidèle à l'alliance suédoise. Cette bataille sanctionne pourtant clairement les erreurs d'appréciation de la diplomatie française, celles des marquis de Torcy, de Bonnac et des Alleurs, tous les trois suédophiles. A contrario, elle justifie la conception du prince Rakóczi. En 1710, Louis XIV charge le sieur Baluze d'une nouvelle mission auprès du Tsar. Cet agent connaît bien les cours de Saint-Pétersbourg et de Moscou. Il a effectué plusieurs missions en Russie depuis le début du conflit. L'une d'elles est évoquée dans la correspondance du marquis des Alleurs :

*« Cet envoyé m'a fait dire en arrivant de ces compliments de la part du Grand Chancelier du Czar, et m'a apporté une lettre de Baluze qui ne contient que des honnestetés. »*¹⁹⁶

La missive datée du vingt-trois mars 1708 d'Agria, n'apporte aucune autre information que celle de la présence du Sieur Baluze auprès du Grand Chancelier du Tsar. Néanmoins, malgré ses connaissances de la vie de cour, son ambassade est un échec. Il y arrive au mois d'avril 1711, c'est-à-dire au début de la guerre entre la Russie et l'Empire ottoman. Il faut rappeler que le marquis des Alleurs est, depuis 1710, le nouvel ambassadeur de France à Constantinople. Il semble qu'il n'est rien fait pour empêcher l'invasion turque. Pierre Ier demande une médiation du Roi-Soleil dans ce conflit. Il propose également une alliance, et déclare vouloir intervenir militairement en Hongrie, dès que le conflit avec la Porte sera terminé. Louis XIV refuse les offres du Tsar. Pourtant, elles apparaissent intéressantes d'un point de vue stratégique, surtout pour les Hongrois, car l'intervention russe redonnerait de la vigueur à l'insurrection. Il explique son refus, par ces mots : « *Ne veut pas priver le roi de*

¹⁹⁵ Lucien Bély, *Les relations internationales en Europe XVIIe-XVIIIe siècle*, Paris, PUF, 2001, p. 412.

La défaite suédoise de Poltava est aussi importante que celle de Blenheim pour la France en 1704. Elle marque le recul définitif de la puissance suédoise en Europe au profit de la Russie.

¹⁹⁶ AAE, Cor. Pol., Hongrie, vol. 13, f° 211

*Suède de son unique allié. »*¹⁹⁷

La mission de Grégori Volkov, envoyé par le Tsar pour connaître les véritables intentions de la France, montre cet aspect en établissant que la politique du roi avantage la Suède. Ainsi, en n'acceptant pas cette médiation, Louis XIV préserve une nouvelle fois l'alliance suédoise, mais il enterre définitivement les espoirs de la rébellion kuruc. Elle s'effondre un mois après le début de la guerre, le trente avril 1711. Par conséquent, les refus successifs de la diplomatie française aux avances russes empêchent tout rapprochement entre les deux nations. Le blocage de la France est fatal à l'insurrection hongroise. Après l'arrêt des subsides en 1708, elle ne peut sortir de l'isolement militaire et diplomatique dans lequel la France la cantonne. La volonté de ne pas diversifier les alliances de la Hongrie contribue grandement à sa chute. En voulant soutenir une Suède moribonde depuis le désastre de Poltava, la France a perdu son allié le plus actif en Europe orientale : la Hongrie.

Des alliés qui se déchirent : la rupture entre le marquis des Alleurs et le prince Rakóczi.

Les tensions entre l'ambassadeur français et le prince de Transylvanie apparaissent très vite, dès 1705. Elles sont d'abord visibles dans les écrits du brigadier Louis Lemaire. Au sein de la correspondance du marquis des Alleurs, on observe également de nombreuses critiques à propos du comportement des insurgés sur-le-champ de bataille :

*« Qu'il estoit obligé de m'avouer que Caroliy et le général de Transylvanie avoient fais de si mauvaises dispositions de ce côté qu'ils avoient fais mourir de faim quantité de soldats pour ne leur avoit pas fourny de pain pendant un mois, qu'il fesoit venir de nouvelles troupes de l'armée de Berziniy qui est sur la Vag. »*¹⁹⁸

Dans ce passage, l'incompétence du commandement est flagrante. Les passages de ce type reviennent fréquemment dans les missives qu'envoie le marquis des Alleurs à Versailles. Ces rapports ont un effet négatif sur la représentation que se fait le roi, de la guerre en Hongrie. En effet, en dénigrant les insurgés et les officiers supérieurs, ce sont les qualités militaires et l'image de chef de Rakóczi qui en pâtissent. Les lettres discréditent le mouvement auprès de Versailles. Néanmoins, il nous est impossible de dire si ces critiques sont volontaires ou si elles ont seulement pour but d'informer la cour de France de la situation

¹⁹⁷ Béla Kopecki, *Hongrois et Français de Louis XIV à la Révolution française*, Paris, CNRS, 1983, p. 92.

¹⁹⁸ AAE, Cor. Pol., Hongrie, vol. 11, f° 341

en Hongrie. Il n'est donc pas étonnant de voir le prince Rakóczi se plaindre de la tonalité négative des missives envoyées à Versailles. Il accuse ouvertement des Alleurs d'avoir fait capoter les négociations avec le Tsar :

*« Il s'y plaint de M de Ferriol, de M de Bonnac et de moy, il dit que je n'ay parlé de ses actions et de sa négociation avec le Tzar que par caprice, et sur des apparences extérieures. »*¹⁹⁹

Le prince de Transylvanie est peut-être excessif dans ce jugement. Comme nous l'avons vu précédemment le roi de France et le marquis de Torcy ne souhaitent pas abandonner leur ancien réseau d'alliance à l'Est. Même si le marquis des Alleurs n'a rien fait pour soutenir François II Rakóczi dans sa tentative d'internationaliser la guerre d'indépendance hongroise, il ne peut être tenu pour unique responsable. Au-delà de l'ambassadeur de France en Hongrie, il s'attaque également aux autres représentants de Louis XIV dans la région. On sent chez le prince une certaine frustration devant l'isolement dans lequel est plongé son mouvement. Le refus de la France de s'allier de manière officielle avec la Hongrie et de soutenir un rapprochement russo-hongrois creuse un peu plus le fossé entre les représentants français et les dignitaires hongrois. Cette perte de confiance se traduit par une lutte d'influence auprès de Louis XIV. En effet, le prince cherche à montrer au roi de France que ses agents ne l'informent pas correctement de ce qui se passe en Hongrie, et qu'ils biaisent son jugement. De son côté, le marquis des Alleurs tente de se défendre, soit en le dénigrant, soit en soulignant les erreurs stratégiques et diplomatiques du prince de Transylvanie. Il ne faut pas s'attendre à trouver des pages entières de pamphlets contre le prince, la critique est beaucoup plus subtile. Lorsque l'on parcourt les rapports envoyés en France, on se rend compte que les passages les plus acerbes sont de courtes expressions glissées entre les nouvelles :

*« Votre Majesté jugera le caractère de ce Prince que l'on a cherché trois jours dans les bois avant de pourroit le trouver. »*²⁰⁰

*« Depuis la lettre que le prince Ragotzi a écrite au Roy et que j'ay chiffré, il en a écrite encore une autre à Sa Majesté qu'il adresse au sieur Wettes²⁰¹, que vous honorerez sans doute Monseigneur, aussi longue qu'un mauvais discours où il n'est pas permis de dormir. »*²⁰²

¹⁹⁹ AAE, Cor. Pol., Hongrie, vol. 13, f° 211

²⁰⁰ AAE, *Ibid.*, f° 88

²⁰¹ Le baron Ladislas de Wettes est l'agent de liaison de François II Rakóczi en France. Il effectue également des missions dans les Pays-Bas méridionaux auprès des puissances maritimes, lors des propositions et négociations de paix. L'Angleterre et les Provinces-Unies apparaissent bienveillantes avec les autres nations protestantes ce dont les Hongrois essaient, semble-t-il, de tirer profit.

²⁰² AAE, *Ibid.*, f° 212

Il se fait également passer pour une victime « des intrigues de Rakóczi » :

*« Vous pouvez juger, Monseigneur, sur qui cela retombe, le prince Ragotzi écrit aujourd'huy au sieur Wettes que si le sieur de la Motte n'a pas obtenu la croix de St Louis que cestoit parce que je n'avois pas écrit de la bonne manière. »*²⁰³

La méfiance entre les deux hommes est croissante jusqu'au départ de l'émissaire français en 1710. Jusqu'à la fin de l'année 1707, celle-ci ne transpire que peu dans la correspondance, mais à partir de 1708, les accrochages et les malentendus se multiplient. L'affaire du collier de la Toison d'or illustre bien cette lutte d'influence entre les deux hommes. Au début de cette année, le prince de Transylvanie demande à Louis XIV d'intervenir auprès de son petit fils Philippe V d'Espagne, afin qu'il lui accorde le collier de l'ordre de la Toison d'or²⁰⁴. Le roi accède à sa requête :

*« Je luy ay aussy dit que Votre Majesté avoit fait suivre la demande secrètement pas son ambassadeur au Roy d'Espagne du collier de l'ordre de la Toison pour luy Prince Ragotzy es que, le Roy d'Espagne avoit approuver de luy accorder cette grâce aussitôt que Votre Majesté desiroit rendre la chose publique. »*²⁰⁵

À défaut de pouvoir obtenir la signature d'un traité d'alliance, Rakóczi cherche à renforcer le consensus qui unit les ordres hongrois en obtenant des distinctions de ses alliés. Sa personne incarne la révolte. Ainsi, renforcer ses liens avec la Maison des Bourbons, c'est montrer à ses partisans que la Hongrie est toujours soutenue par la France :

*« Il me faut redire aussy que le collier de l'ordre de la Toison que le Roy d'Espagne m'a accordée, à la représentation du Roy Votre Majesté sera une véritable chaîne pour m'attacher avec tous mes descendants au bien des intérêts de sa couronne, et de son Auguste Maison. »*²⁰⁶

²⁰³ AAE, *Ibid.*, f° 82

²⁰⁴ L'ordre de la Toison d'or, dit aussi la Toison d'or ou la Toison, est un ordre de chevalerie prestigieux fondé à Bruges le 10 janvier 1430 par Philippe le Bon, duc de Bourgogne, à l'occasion de son mariage avec Isabelle du Portugal. Il est inspiré du mythe grec de la Toison d'or. L'empereur Charles Quint en fit l'ordre le plus important de la monarchie habsbourgeoise. Au moment de son abdication, la Toison passa à la branche espagnole jusqu'à la Guerre de Succession d'Espagne, petit-fils de Louis XIV et nouveau roi d'Espagne continue à conférer cette distinction.

²⁰⁵ AAE, *Ibid.*, f° 88

²⁰⁶ AAE, *Ibid.*, f° 91-95

Dans cette réponse de Rakóczi au marquis des Alleurs datée du vingt-quatre avril 1708, il montre son allégeance, et celui de ses descendants. Ceci n'a rien à voir avec du langage diplomatique ou des formules de politesse. En effet, l'ordre est régi par des règles strictes. Il fonctionne comme une confrérie, et des liens forts unissent ses membres. L'ambassadeur de France en Hongrie est chargé de transmettre au prince de Transylvanie la progression des négociations concernant son entrée dans l'ordre :

« Je me suis donné l'honneur de faire savoir A V A²⁰⁷ les sentiments de Sa Majesté à son égard, es a celuy des estats de Hongrie es de ce qu'elle avois fait auprès du Roy d'Espagne pour le collier de la toison. »²⁰⁸

Elle relève d'une signification diplomatique importante. Du côté hongrois, nous savons que le mouvement insurrectionnel s'essouffle depuis la fin de l'année 1707. Le consensus établi entre la noblesse et la paysannerie commence à se fissurer. L'acquisition du collier de la Toison d'or est un signe concret pour la rébellion. Elle bénéficie du soutien de l'une des Maisons les plus puissantes d'Europe. En formulant cette demande, Rakóczi cherche à redonner un second souffle à l'insurrection par le renforcement du consensus religieux, politique et social. La France trouve également un avantage à accepter la requête de son allié magyar. Elle permet à la France de confirmer son attachement à la cause hongroise sans que cela ne lui coûte une livre. De plus, c'est un message fort envoyé aux autres nations. D'ailleurs, Louis XIV fournit des instructions précises à son agent en ce qui concerne l'intégration de François II Rakóczi à l'ordre :

« Je manderay aujourd'huy au Prince Ragotzy qui est toujours dans les bois en réponse à sa lettre qu'il ne publie autre chose sinon que l'intension du Roy es de reconnaître les hongrois pour que estat confédéré »²⁰⁹ ; « Je luy manderay de remercier seulement le Roy de la bonté qu'il a eu de la demander au Roy d'Espagne, es de remettre à la volonté de Sa Majesté de rendre la chose publique. »²¹⁰

Le roi de France souhaite d'abord que l'attribution de la Toison reste secrète. La question du secret est une nouvelle occasion pour les deux hommes de se déchirer. Dans la première des deux lettres, l'expression « *est toujours dans les bois* » n'apporte rien au

²⁰⁷ Abréviation de Votre Altesse.

²⁰⁸ AAE, *Ibid.*, f° 103

²⁰⁹ AAE, *Ibid.*, f° 89

²¹⁰ AAE, *Ibidem*

discours, elle n'est là que pour tourner en ridicule. Ainsi, en lisant les missives des mois de mars, avril et mai 1708, on s'aperçoit rapidement que le marquis des Alleurs cherche à souligner le manque de fiabilité des Hongrois :

« [...] es de remettre à la volonté de Sa Majesté de rendre la chose publique, peut estre cela n'opérera pas beaucoup tan on est peu capable de garder le moindre secret comme vous voyez monseigneur qu'il ne l'a pas fais après luy avoir recommandé. »²¹¹

Les fuites concernant l'entrée du prince de Transylvanie au sein de l'ordre de la Toison sont l'occasion, pour l'émissaire français, de soulever le problème de fiabilité des dignitaires, et par cet aspect leur manque de rigueur. Il profite de cela pour faire remarquer au souverain la difficulté de sa mission. Nous ne pouvons pas affirmer avec certitude que ces fuites proviennent de Rakóczi. D'ailleurs il s'en défend dans une lettre adressée à des Alleurs le 24 avril 1708 :

« J'ay reçu la lettre que vous m'avez écrite le 24 de ce mois. J'ay jugé à propos de dépêcher au plus tôt l'express que vous m'avez envoyé pour vous éclaircir sur les circonstances par lesquels Monseigneur vous croyez que j'ay contrevenu au sens de votre lettre précédente, es vous jugez qu'ayant rendu publique l'honneur dont les Roy d'Espagne et Sa Majesté Très Chrétienne me viennent d'assurer par la promesse du collier de l'ordre de la Toison ; [...] vous verrez vous mesme par ce que vous mandez, que le Roy d'Espagne a promis d'accorder cette grâce aussi tost que je souhaiteray que la chose devienne publique, et que vous aviez ordre de savoir de moi-même le temps que je desireray, j'ay eu lieu de croire que vous ne demandiez pas le secret dont la publication estoi remise à ma volonté [...] Je n'ay trouvé aucune considération qui m'auroit pu obliger a garder le secret. »²¹²

Ainsi, l'affaire du collier de la Toison est symptomatique de la brouille entre le prince Rakóczi et le marquis des Alleurs. Elle sème une méfiance réciproque qui entrave le bon fonctionnement de la coopération franco-hongroise. Les échanges d'informations sont alors soumis au doute :

« [...] es comme tout ce que vous écrivez à de la Toison, je ne sais pas si je dois croire qu'elle m'a été accordée ou bien si je dois que l'espérer. »²¹³

²¹¹ AAE, *Ibidem*

²¹² AAE, *Ibid.*, f° 91

²¹³ AAE, *Ibid.*, f° 91-95

De simples ordres deviennent alors des sujets empreints d'une rare complexité. Le prince de Transylvanie ne sait plus s'il sera membre de l'ordre de la Toison, alors que le roi de France et son ambassadeur ont été très clairs sur son entrée dans la confrérie. La discorde rend l'alliance de revers hongrois moins efficace, et nuit donc aux intérêts de la France. Il est difficile de dire à qui revient la faute ; d'un côté, Rakóczi joue sur plusieurs tableaux diplomatiques, et de l'autre, un émissaire français qui ne croît pas au succès de la révolte et qui tente, à chaque occasion, de se mettre en avant, afin d'obtenir des avantages à son retour en France. Par conséquent, la rupture entre les deux hommes semble se préciser sur la question du collier de la Toison d'or. La défaite de Trenscen, lors de l'été 1708, montre que le conflit ne s'apaise pas. Le rapport établi par le marquis des Alleurs sur les suites immédiates de la bataille égratigne durement François II Rakóczi :

*« Toute l'armée hongroise a été dissipée, es l'on n'a pas encore rallié 300 hommes. Il est vray que le Prince Ragotzy a marché trois jours et trois nuits sans s'arrêter. Votre Majesté jugera de l'estat de ces affaires. »*²¹⁴

Il le fait passer pour un lâche. Or, il est très possible que l'émissaire français exagère les faits. La rupture est donc consommée à la suite de la bataille de Trenscen. Des divergences tactiques s'opèrent alors et le marquis des Alleurs ne cesse de clamer à juste raison que si Rakóczi l'avait écouté, ce désastre aurait pu être évité.

*« [...] que le dernier malheur qui est arrivé à ces gens-ci, et qu'il les met à la veille de leur perte, n'est arrivé que parce qu'ils n'ont pas voulu suivre mes conseils, qui estoit de ne pas aller à Tranchin. »*²¹⁵

Au moment où il rédige sa lettre du vingt-huit août 1708 à Agria, on sent que le marquis des Alleurs ne se fait plus aucune illusion sur l'issue de la guerre. Le mouvement se délite et la France retire ses subsides, condamnant la révolte. Rakóczi accuse alors ouvertement l'émissaire français de n'avoir rien fait pour soutenir la rébellion. Ceci n'est que la conséquence de la dispute. Il faut chercher la véritable cause de cette discorde dans quelque chose de plus profond. Nous avons déjà esquissé un élément de réponse en expliquant les sources : une politique extérieure divergente, et l'isolement de l'insurrection. La manière de percevoir les forces qui agissent en Hongrie et dans la région peut également être à l'origine du conflit, ainsi qu'un frein au développement de l'insurrection.

²¹⁴ AAE, *Ibid.*, f° 195

²¹⁵ AAE, *Ibid.*, f° 206

La bataille décisive de Trencsen et le désengagement français

Le déclenchement de la rébellion prend une dimension inquiétante pour Vienne. Elle mobilise les milices d'Autriche et détache quelques régiments de cuirassiers et de fantassins, jusqu'alors employés sur le Rhin et en Italie²¹⁶. Grâce à cela, la tendance s'inverse à partir de l'automne 1705. Les Autrichiens se dirigent vers la Transylvanie et enfoncent les défenses hongroises, le onze novembre 1705, aux gorges de Karika et de Gibou qui commandent l'entrée de la province. De plus, le général lorrain Herbeville reçoit dix mille hommes pour opérer sur le Danube. Par la suite, les malcontents sont de nouveau, défaits à la bataille de Zsibo. La Transylvanie est peu à peu réoccupée. Malgré l'augmentation des subsides versés par la France, la position internationale du prince Rakóczi est affaiblie par ces revers. Cette position se renforce en 1707, au moment où l'insurrection atteint son apogée. Les armées magyares comptent jusqu'à soixante-dix mille hommes sous les drapeaux. Les malcontents contrôlent la majeure partie de la Hongrie historique. Les Magyars ont certainement bénéficié des durs combats en Espagne et en Italie au cours des années 1706 et 1707, auxquels participent activement les Impériaux. L'année 1708 voit une nouvelle offensive impériale en Hongrie. Cette année laisse apparaître un essoufflement de l'insurrection. La guerre dure déjà depuis cinq ans et toutes les tentatives pour rompre l'isolement géographique par la recherche de nouveaux alliés comme la Russie, ou pour enfoncer le front autrichien, ont échoué. La « prédiction » du marquis des Alleurs, qui annonçait la chute du mouvement comme inéluctable, et cela dès le début du conflit, semble se réaliser. En effet, les partisans de Rakóczi connaissent de multiples difficultés. L'isolement géographique se fait de plus en plus sentir. Les troupes du Prince de Transylvanie sont épuisées et une aide militaire étrangère devient vitale, malgré le versement de subsides mensuels par la France augmenté à cinquante mille livres par mois depuis 1705. Au recul militaire, il faut ajouter la crise financière. Au début du conflit, afin de limiter la dépendance financière, une monnaie de cuivre est instituée en janvier 1705 :

« Au Conseil d'estat qui fut assemblée à Leventz le premier de janvier 1705, il fut délibéré qu'on auroit des troupes réglées, et on commença par pourvoir au moyen de les soldoyer (payer) et pour cet effet, on fit battre incessamment une monnaie de cuivre qui par un édit fut cours aussy tost par tout le royaume. »²¹⁷

²¹⁶ Fabrice Cavniac, *Ibid.*, p. 117.

²¹⁷ AAE, Cor. Pol., vol. 12, f° 92

La nouvelle monnaie doit aussi permettre de renforcer la puissance financière de la rébellion. Malheureusement, cette monnaie a peu de valeur sur le marché international et se dévalue rapidement. La confiance s’effrite vite. Ceci limite de manière considérable le volume et la qualité du ravitaillement. En 1708, la crise monétaire menace toute l’économie, déjà précaire, de la Hongrie révoltée, et a pour effet d’affaiblir l’armée. À la crise militaire, il ne faut donc pas négliger les problèmes économiques des kurucs. De plus, l’auteur d’*Histoire intéressante ou relation des guerres du Nord et de Hongrie au commencement de ce siècle* soulève un autre problème :

« En 1707, les mines d’argent et d’or de Haute Hongrie sont abandonnées et noyées, car François II n’a pas versé de salaires aux ouvriers y travaillant »²¹⁸.

La crise du numéraire est donc très grave. Les achats du marquis des Alleurs, avec l’argent français, ne suffisent pas à couvrir l’ensemble de l’effort de guerre. Les subsides sont insuffisants. C’est seulement à la fin du mois de mai 1707 que l’on propose d’abolir la monnaie de cuivre. Ladislas Berscenyi la maintient et demande la levée de deux cent mille florins d’argent. Il faut effectivement trouver une monnaie de confiance, comme le florin, le ducat, ou la livre tournoi, c’est-à-dire reconnue par le commerce international. Grâce à l’argent français, le marquis des Alleurs ne rencontre pas d’obstacles majeurs pour s’approvisionner en Pologne et dans l’Empire ottoman. Afin de trouver une solution, le Conseil s’assemble le douze décembre 1707. On pense établir une capitation sur chaque sujet, sur les bestiaux, sur chaque mesure de blé semé. Ceci pourrait alors dégager trente-deux millions²¹⁹. L’auteur précise que :

« La moitié pouvait suffire aux frais de guerre, le reste était une surcharge odieuse et plus tyrannique que ne l’avaient jamais été les oppressions de la Maison d’Autriche, dont le peuple ne se voyait délivré que pour tomber dans une grande misère. »²²⁰

Selon Fabrice Cavanihac, les chefs malcontents, étant tous de grands propriétaires, à l’image de Rakóczi qui possède plus de cent mille paysans sur son domaine, tentent de renforcer la pression fiscale et leur pouvoir sur la paysannerie. La guerre fournit un bon

²¹⁸ Fabrice Cavanihac, *Ibid.*, p. 113.

²¹⁹ L’auteur ne précise pas la monnaie. Elle ne peut pas être en livre tournoi car la somme est trop importante pour un territoire aussi pauvre et aussi peu peuplé que la Hongrie. Le Florin d’argent ne semble pas crédible non plus.

²²⁰ AAE, *Ibidem*.

prétexte à cela. L'impôt n'est finalement pas mis en place, le consensus entre la paysannerie et la noblesse commence à se fissurer. Le marquis des Alleurs ne peut rien faire pour empêcher la détérioration de la cohésion du mouvement. Les problèmes économiques et la discorde des ordres hongrois ne sont pas les seuls freins à l'insurrection magyare. Il faut y ajouter les problèmes liés à la stratégie militaire. Les inconvénients de la formation de paysans inexpérimentés en une armée régulière et soumise aux règles de la révolution militaire commencent à se faire ressentir. L'indiscipline des troupes, l'incapacité des soldats à combattre en bataille rangée, et l'égoïsme des ordres hongrois provoquent de lourdes défaites²²¹. À terme, elles ont des conséquences sur l'aura du prince Rakóczi et sur la crédibilité de son mouvement. Malgré un sursaut de l'insurrection en 1707, la France cesse de verser de l'argent à Rakóczi à la fin de l'année suivante. La guerre en Hongrie est pourtant loin d'être terminée. Il faut attendre la reddition du général kuruc Karolyi et la signature de la paix de Szatmar en 1711. La France met donc un terme à son aide au moment où la Hongrie en a le plus besoin. Cette décision trouve sa réponse dans plusieurs facteurs. Le premier est lié au contexte militaire. L'échec de l'encerclement de Vienne et la défaite de Blenheim provoquent l'allongement de la durée de la guerre de Succession d'Espagne. Elle pèse de plus en plus lourd sur le trésor royal et sur un royaume déjà affaibli par les guerres chroniques et les anomalies climatiques. De plus, l'année 1708 marque un vrai recul de la rébellion. C'est une année catastrophique qui précipite le désengagement de la France. Sous la poussée autrichienne, les kurucs doivent céder la Transylvanie et la Transdanubie²²². Le point d'orgue de cette offensive a lieu en août. Les Hongrois sont sévèrement battus à Trenscen. Le général impérial Siegbert Heyster y écrase Rakóczi. Le récit de cette bataille se trouve dans la correspondance du marquis des Alleurs. Elle nous apprend qu'elle est issue d'une erreur tactique :

*« Aussy tost que l'on a este bien assuré que le général Heyster avoit joint avec bois ou quatre mil hommes le corps d'Allemands qui estoit sur la Moravie, on a tenu un Conseil de guerre dans lequel, il a este résolu sur-le-champ qu'il falloit repasser le Vaag pour aller bombarder et canonner Tranchin qui est de ce costé ci, rompre le pont et empêcher cette place de recevoir des vivres ».*²²³

Ce choix tactique se révèle fatal à l'armée commandée par le prince Rakóczi. Dans la missive, le marquis des Alleurs se dissocie de cette décision :

²²¹ Nagyszombat, Pudmerice, Zsibo, Trenscen.

²²² Région frontalière de Vienne.

²²³ AAE, Cor. Pol. Hongrie, vol. 13, f° 193

*« Le premier projet est inutile parce qu'il y a sur les lieux de quoy faire 100 ponts, et le second est impossible parce que les ennemys estan maistres de l'autre costé de la rivière, ils peuvent mettre tout ce qui voudrons ».*²²⁴

Il l'affirme tout de suite et ne souhaite pas laisser de place au doute sur cet aspect. L'émissaire n'exagère en rien son analyse. Si l'on se rend sur les lieux, on se rend vite compte que la région est escarpée et couverte de profondes forêts. En plus de l'inutilité de l'opération, le lieutenant général français pense que les Hongrois ne sont pas assez forts pour percer jusqu'à Trenscen :

*« J'ay seulement représenté que si les ennemys estoien assez forts pour passer la Vaag on auroit de la peine à sortir des montagnes pour les empêcher d'aller à Mitrac, ou il nous incommoderoient beaucoup s'ils s'emparoiert de ce poste ».*²²⁵

L'avenir donne raison au marquis des Alleurs ; le prince Rakóczi passe outre l'avis de l'ambassadeur de France :

*« Nonobstant mon avis le Prince Ragotzi voulait marcher vers Transchin le long de la rivière [...] ce que je dis il apprit ».*²²⁶

Malgré leur supériorité numérique, les Hongrois doivent affronter une armée de métier rompue aux manœuvres de rang et donc à la discipline. Les troupes allemandes sont formées de soldats redoutables. De plus, le général Heyster est un général vétéran de la guerre en Hongrie. Son nom apparaît dès les premiers jours de l'insurrection. En face, les Magyars souffrent de plus en plus du manque de numéraire, l'équipement s'avère être insuffisant et de mauvaise facture. Le déroulement de la bataille est symptomatique de l'incapacité des Magyars à développer les qualités nécessaires au combat lors d'une bataille rangée. Heyster décide d'attaquer les Hongrois par surprise, à la levée du jour :

*« La nuit que Heyster avait passé la Vaag a guay et le matin à la pointe du jour il (Rakoczi) vit paraistre l'ennemys qui marchoit sans l'infanterie et sans canons avec mil chevaux droit sur le camp hongrois qui avaiert 17 bataillons et 16 escadrons ».*²²⁷

²²⁴ AAE, *Ibidem*.

²²⁵ AAE, *Ibidem*.

²²⁶ AAE, *Ibidem*.

²²⁷ AAE, *Ibid.*, f° 194

La supériorité numérique est en faveur des Hongrois, mais le général Heyster bénéficie de l'effet de surprise et de troupes qualitativement meilleures. L'offensive impériale est donc quelque peu osée. La bataille apparaît incertaine. Toutefois, l'affrontement est de courte durée :

*« Le Prince Ragotzi voulut porter à luy mesme, sans me faire avertir et sans écouter les conseils des sieurs de la Motte, de Lutzenburg et de Romières, les ennemys de leur costé se formoient à 300 pas des Hongrois, et en marchant ils détachèrent 50 Rasciens entretenus d'un escadron allemand qui se détachèrent de leur ligne ».*²²⁸

La manœuvre des Impériaux traduit la discipline des hommes d'Heyster. Dans le récit du marquis des Alleurs, on sent une certaine force se dégager de cette petite troupe. À l'inverse, l'émissaire français oppose à l'esprit manœuvrier du général autrichien, la fougue du prince de Transylvanie. Pourtant les officiers français auprès de lui bénéficient de sa confiance, notamment le comte de Lutzenbourg, le beau-frère du marquis des Alleurs :

*« C'est pour reconnoistre les bons services que le comte de Lutzelbourg m'a rendu depuis le temps qu'il a été employé dans mes troupes que je prends la liberté de le recommander à Votre Majesté, et comme elle a bien voulu accorder aux officiers qui se distinguent icy, les mesmes faveurs qu'à ceux qui se signalent dans ses armées. J'espère qu'elle aura la bonté de ne pas les refuser au comte de Lutzelbourg qui s'est distingué par son mérite naturel et par toutes les qualités nécessaires à un bon officier. »*²²⁹

Le fait que le prince parte à bride abattue à la tête de ses troupes, sans consulter son état-major, signifie que ce qui suit lui est imputable :

*« Toute la cavalerie hongroise prit la fuite à toute bride sans qu'il y eu un seul coup tiré de par ny d'autre parce que les Rasciens estoient encore à 200 pas de nos troupes les plus proches d'eux, ces Rasciens tirèrent environ trente coups de mousqueton ou de pistolet sur quelques fuyards les plus mal monter, ce qui me fit aussytost monter à cheval pour voir ce que c'estoit, le premier homme que je trouvay en mon chemin, ce fut le Prince Ragotzy qui me dit qu'il venoit de perdre une bataille sans que son armée ny ses ennemys eussent tirés un seul coup ; l'infanterie se voyant abandonné par la cavalerie se sauva dans la montagne ».*²³⁰

²²⁸ AAE, *Ibidem*.

²²⁹ AAE, Cor. Pol. Hongrie, vol. 12, f° 386

Copie de la lettre de M. le prince Rakóczi au Roy du 31 décembre 1707.

²³⁰ AAE, *Ibidem*.

Le mouvement de panique initié par la retraite de la cavalerie décide de la débâcle. Le prince de Transylvanie a été incapable d'empêcher la retraite de sa cavalerie et dans son sillage, celle de toute son armée. L'émissaire français sous-entend donc qu'en ne sachant pas tenir ses troupes, en ne consultant pas son état-major, et en s'enfuyant, il est le principal responsable de la défaite de Trenscen. Le doute sur la retranscription des événements est permis, à la vue des relations houleuses qu'entretiennent le marquis et le prince. Néanmoins, les conséquences de cette bataille apparaissent inévitables. En effet, la déroute hongroise au nord de Presbourg fait imploser le consensus établi par Rakóczi, et avec lui, le mouvement tout entier :

*« Toute l'armée hongroise a été dissipée, es l'on n'a pas encore rallié 300 hommes ».*²³¹

Des milliers de soldats désertent, les trahisons se multiplient. Le mouvement perd à jamais sa vigueur de début de conflit. De plus, la Hongrie est frappée par une peste venue d'Orient. Elle fait des ravages dans une population affaiblie par cinq années de guerre. Ceci explique que l'on dénombre plus de décès chez les Hongrois que chez les Turcs et les Impériaux. Le recul de l'insurrection suite à la débâcle de Trenscen, et le fléau de la peste abaissent le moral d'une paysannerie qui est le principal soutien de Rakóczi. La somme de ces malheurs retentit sur le plan international. Le poids diplomatique du prince de Transylvanie est affaibli. La diplomatie française prend conscience de l'état de délitement qui menace la rébellion hongroise. Ce contexte lui fournit un prétexte à l'arrêt des subsides et à son désengagement. Jusqu'à présent, la France avait cherché à faire durer le mouvement par tous les moyens, et sans s'engager officiellement. Elle sent désormais que la victoire est en train d'échapper au prince Rakóczi. La bataille de Trenscen joue donc le rôle d'accélérateur du retrait français. De plus, la situation militaire du royaume reste critique²³². La reddition de la citadelle de Lille, le neuf décembre 1708, sonne le glas d'une grande partie des conquêtes de Louis XIV. La France n'a plus les moyens de soutenir une alliance de revers désormais sur le déclin. Il s'agit maintenant pour les armées du roi de France de défendre le territoire. Lucien Bély le confirme :

*« La France cessait d'espérer en une diversion à l'Est : la Suède était vaincue et la Hongrie s'effondrait. »*²³³

²³¹ AAE, *Ibidem*.

²³² Chute de Lille le 9 décembre 1708 et échec de l'entreprise d'Ecosse.

²³³ Lucien Bély, *Les relations internationales en Europe XVIIe-XVIIIe siècle*, PUF, Paris, 2001, p. 407.

Ainsi le contexte militaire européen a sans doute une incidence directe sur le degré d'implication de la France en Hongrie. Il faut aussi prendre en compte le contexte social du royaume. La déroute de Trenscen correspond également à une période où Louis XIV est de plus en plus sensible aux souffrances de son peuple. La guerre écrase d'impôts une paysannerie affaiblie par dix années de climat instable et de récoltes incertaines. Pour la soulager, le Roi-Soleil songe à abandonner son petit fils Philippe V d'Espagne, et à négocier la paix. En 1709, des pourparlers sont ainsi engagés avec les Provinces-Unies. Pourtant, la lettre écrite par Louis XIV à ses sujets et le sursaut de Malplaquet offrent un répit au monarque français. Il ne faut pas négliger cet aspect. La lettre demande un effort supplémentaire aux sujets. Elle exprime aussi de la compassion et de l'admiration pour la loyauté dont font preuve les Français. Il ne faut pas croire que celle-ci est empreinte d'hypocrisie.

Olivier Chaline souligne le côté humain et vulnérable de Louis XIV à la fin de son règne. Selon lui, il mérite d'être redécouvert. Enfin, à cela s'ajoute la dégradation des relations entre le marquis des Alleurs et le prince Rakóczi dès 1705. Nous savons que le marquis des Alleurs est envoyé en Hongrie en qualité de conseiller diplomatique et militaire. À cette date, François II Rakóczi cherche à rompre l'isolement géographique dans lequel l'avait plongé l'échec de l'encerclement de Vienne, et où, de manière peu judicieuse, la France le cantonne par le refus de toute alliance. Il est donc très probable que l'émissaire n'ait aucunement cherché à minimiser les difficultés que connaît la rébellion. Il favorise sans doute l'arrêt des subsides en donnant à ses rapports un accent pessimiste sur le devenir de la rébellion. De manière explicite, on retrouve ce sentiment dans une lettre datée du vingt-huit août 1708 d'Agria :

*« Votre Majesté aura vu aussy par mes précédentes que je ne pense plus depuis assez longtemps qu'à faire durer cette guerre aussy longtemps qu'il sera possible. »*²³⁴

Ces mots adressés à Louis XIV montrent que le marquis des Alleurs a perdu tout espoir dans une issue victorieuse en Hongrie. Ce constat se confirme après la défaite de Trenscen, et explique le fait que la France ne cherche pas à étendre la guerre de Hongrie aux royaumes frontaliers. En effet, si l'on essaie de se mettre à la place du marquis des Alleurs, on peut se

²³⁴ AAE, *Ibid.*, f° 206

demander pourquoi il favoriserait un bouleversement du système d'alliances pour une cause dont il est convaincu que la seule issue est la défaite. La réponse à son inertie se trouve peut-être dans ce questionnement. Par conséquent, les émissaires français envoyés en Hongrie démontrent leur incapacité à s'adapter au particularisme militaire du théâtre hongrois. La politique qu'ils mènent de 1704 à 1710 le prouve clairement. La vigueur des premiers mois de l'insurrection laissait pourtant présager une fin plus heureuse pour les Magyars.

Certains se sont toutefois mieux adaptés à cette manière de vivre et de combattre si singulière en Europe. C'est le cas du colonel de Fierville et du colonel Jean de la Rivière qui admirent le charisme et l'abnégation du prince de Transylvanie. Preuve de son adaptation, le colonel Rivière épouse une Hongroise malgré l'interdiction d'un marquis des Alleurs devant faire appliquer les règles émanant de la cour de France. Le désengagement des officiers est progressif. Pour la plupart, la démobilisation intervient après la bataille de Trenscen. Les dates de démobilisations sont annotées sur les bons au porteur établissant le versement des appointements mensuels des officiers au service de la France. C'est ainsi que l'ingénieur Damoiseau cesse de les percevoir au premier octobre 1708. La raison de l'arrêt des versements est mentionnée. C'est bien son départ de Hongrie et non son décès, comme on pourrait aussi le penser en période de guerre :

« Il y aussy le sieur Damoiseau, Ingénieur employé en Hongrie a 300 livres par mois. Il a quitté, et ses appointements ont cessé du 1^{er} octobre 1708. »²³⁵

Le brigadier Le Maire reste plus longtemps et ne revient en France que le premier juillet 1710. La fin de ses appointements est également signalée²³⁶. Quant à lui, le marquis des Alleurs cesse de percevoir sa solde de service en Hongrie le premier janvier 1710 :

« Le sieur des Alleurs ayant été nommé Ambassadeur à Constantinople, ses appointements ont cessé au 1^{er} janvier 1710. »²³⁷

Il rejoint l'ambassade de France à Constantinople en qualité d'ambassadeur en remplacement du marquis de Ferriol. Trenscen marque la disparition des espoirs de victoire.

²³⁵ AAE, *Ibid.*, f° 247

Bon au porteur de 1 500 livres daté du 1^{er} juillet 1710.

²³⁶ AAE, *Ibidem.*

²³⁷ AAE, *Ibid.*, f° 158

Bon au porteur de 6 000 livres daté du 1^{er} janvier 1710. Ces 6 000 livres correspondent à trois mois de gratifications dévolues au marquis des Alleurs ; soit 2 000 livres par mois.

Le choc psychologique est considérable chez les kurucs. Cette défaite au cœur d'une région jugée imprenable par les rebelles constitue un point de rupture du consensus autour du prince de Transylvanie. L'échec de l'encerclement de Vienne et l'abandon de tout espoir d'obtenir une paix séparée après la défaite de Blenheim plongent les kurucs dans un isolement géographique qui s'avère dangereux. L'envoi de conseillers et d'une importante aide financière ne peut le rompre. De plus, la formation des Magyars en armées régulières rend plus vulnérable le mouvement. Les batailles rangées, plus coûteuses en hommes et en matériels, ne conviennent pas aux guerres de Hongrie. L'acculturation militaire des Magyars, plus enclins historiquement à mener des actions de guérilla, souligne le refus des représentants français à s'adapter aux conditions régionales. Malgré les efforts du prince Rakóczi, la France refuse de s'engager par traité aux côtés des Hongrois, c'est-à-dire officiellement. Versailles empêche également tout rapprochement avec la Russie. Louis XIV choisit de tourner le dos à cette puissance montante, mais encore méconnue. Il préfère rester fidèle au système d'alliances créé par Richelieu et Mazarin. Il conserve donc la vieille alliance suédoise, pourtant sur le déclin. Ce choix s'explique par la faible réactivité du corps diplomatique français aux rapides évolutions politiques en Europe centrale, mais aussi par la suédophilie développée par les marquis des Alleurs et de Bonnac. L'éloignement des représentants français et la méconnaissance de l'Europe de l'Est obligent Colbert de Torcy à établir sa politique en fonction des rapports qui lui parviennent. On comprend ici toute l'importance de la mission du marquis des Alleurs et le caractère vital des correspondances diplomatiques. L'historien français Jean-Philippe Cenat confirme l'utilité militaire et financière du soulèvement kuruc pour la France et l'influence positive de l'interdépendance des fronts hongrois et belges au début du XVIII^e siècle :

« Le bilan de ces efforts est somme toute positif pour la France, même s'il n'est pas déterminant pour le devenir de la guerre de Succession d'Espagne. La révolte coûte à la France au moins deux millions de livres, ce qui est peu en comparaison des 30 000 Impériaux que les combats maintiennent en Hongrie. Du côté magyar, outre l'apport militaire, l'alliance avec la France permet à Rakóczi d'exister politiquement en Europe. C'est ainsi qu'il peut traiter avec la Russie puisque le tsar voit en lui un moyen d'atteindre Louis XIV. »²³⁸

²³⁸ Jean-Philippe Cenat, *Le roi stratège. Louis XIV et la direction de la guerre 1661-1715*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2010, p. 324.

La liaison diplomatique entre ces deux théâtres est fondamentale pour les deux nations. Les rebelles magyars y trouvent d'abord un intérêt financier en recevant des subsides mensuels, ainsi que des gratifications et des pensions pour les principaux officiers et les agents. Ce financement partiel a un réel effet psychologique sur les partisans kurucs. Il fidélise les soutiens du prince de Transylvanie par sa valeur symbolique qui matérialise de manière concrète une alliance avec Louis XIV, bien qu'elle reste officieuse. Cet argent lui donne également une crédibilité sur le plan international. Les négociations engagées avec le Tsar Pierre le Grand, contre la volonté de la France, en sont un bon exemple. On pourrait aussi citer la mission de l'abbé Brenner auprès du pape Clément IX, cette fois avec l'accord et l'aide de Versailles. Les kurucs y voient ensuite un intérêt logistique en recevant une assistance dans l'acheminement des correspondances lorsque la confidentialité des missives des réseaux diplomatiques hongrois est mise en danger par les cabinets noirs impériaux. Les courriers du baron de Wettes en tirent profit au moment des interceptions réalisées à Cracovie et en Allemagne lors de l'hiver 1706-1707. Dans la lignée des échanges épistolaires entre les réseaux kurucs et français, les agents de Louis XIV travaillent à fournir les marchandises et les armes nécessaires à la poursuite de la guerre d'Indépendance hongroise. Le rôle du marquis des Alleurs, conjugué à celui des ambassades de France de Pologne et de Turquie, par les interfaces respectives de Dantzic et de Königsberg d'une part, de Salonique et de Constantinople d'autre part, est ici déterminant.

Les mécontents y observent enfin un intérêt militaire en recevant des officiers expérimentés dans la guerre conventionnelle des sièges et des affrontements réglés. Les grenadiers, les ingénieurs et les artilleurs français dirigés par le marquis des Alleurs démontrent l'engagement de la diplomatie française dans cette insurrection identitaire contre les empereurs habsbourgeois. La cour du Roi-Soleil tire un profit équivalent à celle du prince de Transylvanie en mobilisant une partie des fonds et de l'armée des empereurs viennois. Ces hommes et cet argent permettent de maintenir un statu quo en Espagne, aux Pays-Bas et en Italie. Trois espaces de guerre directement intégrés à la guerre de Succession d'Espagne. Les connexions ou l'interdépendance de ces fronts avec la Hongrie sont ici évidentes. Les armées de Louis XIV et de leurs alliés hispano-bavarois sont à un point de rupture dans ces trois espaces après les défaites respectives Velez-Malaga (1704), de Ramillies (1706) et Turin (1706). Preuve de cet état militaire critique, la diversion écossaise de 1708 et la tentative de négociation de 1709 sont les signes d'une nation aux abois. Dans ce contexte, la concentration de vingt à trente mille hommes en Hongrie est assurément une aide précieuse.

Sécuriser le renseignement et les correspondances

L'Ars Occulte Scribendi de l'Antiquité à l'Époque moderne

Coder des messages écrits n'est pas une nouveauté au début du XVIIIe siècle, mais la renaissance d'une tradition antique qui manque de se perdre durant la période médiévale. En Europe, l'histoire de la cryptologie remonte aux Grecs et aux Romains. Dans l'Antiquité, il existe déjà une conscience du danger que représenterait la découverte d'une information confidentielle. Briser le sceau du secret peut avoir des conséquences néfastes sur des tractations diplomatiques, un conflit ou la conduite d'une affaire privée. Ce constat a certainement pour origine des pratiques issues de civilisations plus anciennes comme celles des Égyptiens, des Assyriens ou des Perses. Elles usaient de cette science basée sur la logique, les mathématiques et les arts.

Les méthodes de cryptage antique sont extrêmement variées. Elles se rapprochent des techniques de chiffrement mises en œuvre durant la guerre de Succession d'Espagne. À l'image des notables de Rome ou d'Athènes, au temps de Louis XIV, les diplomates et les militaires européens s'appliquent à rendre leurs missives inviolables. Au début du XVIIIe siècle en période de conflit, les routes postales ne sont ni plus sûres ni plus rapides que durant l'Antiquité. La cryptographie progresse au fur et à mesure des expérimentations. Au commencement de son histoire, la dissimulation des messages s'appuie simplement sur la ruse. On cherche d'abord à « jouer » avec le support du message¹ plus que sur le codage du texte en lui-même. L'exemple le plus singulier est sûrement celui raconté par Hérodote². Il fait le récit du Ionien Histiee qui communique secrètement avec le gouverneur Aristagoras de Millet depuis la ville de Suse, où il est placé en résidence surveillée par Darius Ier. Sa mission

¹ La technique de modifier le support physique sur lequel est écrit le message pour le découvrir s'appelle la stéganographie.

² L'Historien Hérodote aurait vécu au Ve siècle avant Jésus-Christ ; c'est-à-dire durant l'âge d'or de la civilisation grecque. Il serait né en 484 avant Jésus-Christ et il serait mort en 420 avant Jésus-Christ.

est de transmettre à Millet des informations qui permettront de décider du moment opportun pour déclencher une révolte des cités ioniennes contre Darius. De la sûreté de ses transmissions dépend sa vie. Pour coder ses messages, Histiée rase la tête de son plus fidèle serviteur et y tatoue un message. Une fois ses cheveux repoussés, il lui fait quitter Suse pour Millet. Aristagoras rase alors le serviteur et prend connaissance du message en clair qui fixe la date du déclenchement de la révolte des cités de la côte ionienne. Cette insurrection marque le début de la Première Guerre médique où les Grecs l'emportent sur les Perses à Marathon en 490 avant Jésus-Christ.

Bien évidemment, les diplomates des XVII^e et XVIII^e siècles ne rasant pas la tête de leur secrétaire chaque fois qu'ils souhaitent communiquer avec leur souverain. Leurs méthodes s'inspirent de techniques appliquées au texte et non au support. L'une des plus rudimentaires est celle du « Carré de Polybe ». Le système adopté par l'homme d'État et historien grec Polybe doit dissimuler sa correspondance en remplaçant les mots du texte par des chiffres. C'est l'ancêtre du Grand-Chiffre de Louis XIV. L'acte de chiffrer le texte repose sur un tableau carré à double entrée. Il possède cinq lignes et cinq colonnes contenant toutes les lettres de l'alphabet. Pour chiffrer la missive, chaque lettre doit être remplacée par ses coordonnées dans le tableau en écrivant d'abord celui de la ligne, puis celui de la colonne. À titre d'exemple en refaisant le tableau, la lettre « L » se code avec le nombre 31. La lettre « L » se trouvant à la croisée de la ligne 3 et de la colonne 1. Bien trop facile à percer pour un esprit méthodique et éclairé, cette technique va évoluer en se complexifiant. Le principe reste toutefois le même. Au milieu du premier siècle avant Jésus-Christ, Jules César adapte le « Carré de Polybe » en utilisant des lettres plutôt que des chiffres. Son idée est de décaler les lettres codées de trois places dans l'alphabet, par rapport au message en clair. Ainsi, la lettre « A » du message en clair devient la lettre « D » dans le message codé. Dans les deux cas, cela suppose que l'expéditeur et le destinataire disposent tous les deux de la table de chiffrement, que l'on appelle plus simplement, le chiffre. Déjouer un code ou une énigme a donné le verbe « déchiffrer » dans la langue française. La cryptologie possède une logique que le déchiffreur doit s'approprier pour percer le procédé de codage. Ces logiques évoluent sans cesse pour tromper les déchiffreurs. D'abord prolifique, cette évolution va connaître un long sommeil entre le Ve siècle et le XVe siècle après Jésus-Christ, c'est-à-dire entre la fin de l'Empire romain et la Renaissance. Cette période de près de mille ans va presque englober toutes les connaissances antiques de la cryptologie.

L'effondrement de l'Empire romain, suite à la prise de Rome en 476 par les Hordes wisigothes, entraîne dans sa chute la majorité des procédés cryptographiques développés tout au long de l'Antiquité. À partir de cette date charnière de l'histoire européenne, le monde occidental change de civilisation. Les invasions barbares apportent un nouvel ordre continental dans lequel la confidentialité de l'information n'est plus une priorité. De moins en moins utilisées durant la première partie de la période médiévale, les méthodes de cryptage de l'Antiquité tombent peu à peu dans l'oubli. Les clés des codes antiques romains et grecs, pour la plupart, ne subsistent que dans très peu de parchemins conservés dans les monastères par des moines érudits. Ces derniers perpétuent l'*Ars Occulte Scribendi*, c'est-à-dire l'art de l'écriture secrète. Les buts poursuivis par les moines ne sont pas comparables à ceux des Romains qui mettaient le codage au cœur de leur système de communication. Dans les monastères, cet art est davantage un jeu de l'esprit qu'une réelle science du secret. Dire que les membres du clergé régulier sont les seuls à s'adonner à l'art du cryptage n'est pas tout à fait exact. Au-delà des congrégations, des codes subsistent également dans les archives curiales et nobiliaires. Des érudits, des artistes, des scientifiques ou même des devins, s'en emparent pour coder leurs écrits afin d'échapper à l'obscurantisme religieux en vigueur. Les mystérieux symboles retrouvés dans les lettres interceptées confèrent à cette science un aspect mystique aux connotations diaboliques. Son côté occulte naît de l'incapacité des autorités religieuses et civiles à dévoiler les codes. Si les techniques de chiffrement ont été oubliées, celles des déchiffrements le sont également. La logique de confection des tables s'est perdue, ce qui la rend beaucoup difficile à percer. Face à ces messages indéchiffrables, la puissante et redoutée Inquisition voit dans l'auteur ceux-ci une preuve d'activité hérétique ou satanique ; une manière de communiquer avec le diable. En règle générale, ce qui ne peut être compris doit être combattu. Ainsi, durant tout le Moyen-âge, à l'image de la « sorcellerie », la cryptologie est pourchassée. Désormais, il est plus dangereux de coder sa lettre que de l'écrire en clair.

L'Église change d'attitude vis-à-vis de la science du codage lorsqu'elle comprend sa véritable utilité. À partir du XIIe siècle, on observe une renaissance de l'art du codage. Ce regard nouveau, porté sur la cryptographie, constitue une redécouverte de ce moyen efficace à protéger les correspondances ecclésiastiques dans un monde où les routes sont dangereuses. L'administration pontificale exhume les traités de cryptologie des monastères, des abbayes et de la propre bibliothèque vaticane située dans l'ancienne capitale de l'Empire romain : Rome. Les agents du pape recréent à cette période des « chiffres ». Ils s'inspirent également des

connaissances d'autres nations n'ayant pas connu l'Inquisition. Les Musulmans et l'Empire romain d'Orient, devenu l'Empire byzantin, ont conservé depuis 476 une tradition de cryptage. La pratique de cette science ayant quasiment disparu en Occident depuis plus de cinq cents ans, il était nécessaire de se tourner vers les civilisations³ orientales et de retourner dans les archives. Les nouveaux codes sont beaucoup plus rudimentaires que ceux qui étaient en vigueur à la fin de l'Empire romain. Ils se basent d'abord sur un système d'abréviation de plusieurs noms propres. Une méthode rapide de cryptage que l'on retrouve dans la correspondance diplomatique du marquis des Alleurs, et plus largement des agents des XVIIe et XVIIIe siècles⁴. De manière courante, les noms propres et les dates sont remplacés par un nombre. Le chiffrement de l'ensemble des mots d'un courrier prend énormément de temps. Cette matière fait cruellement défaut à des négociateurs comme Pierre Puchot en Hongrie ou Pierre Rouillé aux Pays-Bas méridionaux, car seules les missives les plus importantes sont cryptées intégralement. Les membres du Haut-Clergé développent leurs propres codes. De nouveaux systèmes fleurissent un peu partout en Europe. Gabriel de Lavinde, secrétaire du pape Clément VII, met au point une clé de codage basée sur un répertoire, appelé *nomenclateur*. Dans celui-ci, on retrouve des listes de mots, noms propres ou syllabes, qui sont associés à des symboles. Il est remarquable, car il inaugure un système de code secret qui va être l'un des plus employés en Europe occidentale jusqu'à la Première Guerre mondiale. Il sert de base de réflexion aux déchiffreurs des siècles suivants, et il est le précurseur de nouveaux codes qui s'avèrent de plus en plus complexes à percer.

C'est à partir du XVe siècle que la cryptologie prend une nouvelle dimension. À la Renaissance, les États-nations se développent en même temps que leurs réseaux diplomatiques et leurs canaux de l'information et du renseignement. La Renaissance est d'abord connue pour son renouveau artistique et scientifique qui émerge depuis l'Italie. Ce mouvement influence naturellement la cryptographie qui demande de grandes connaissances au niveau technique et scientifique. L'art du secret se met au service de ces princes qui jouent le rôle de mécènes auprès des humanistes du temps. À la sortie de la période médiévale, les princes de l'Église et de la noblesse redécouvrent les vertus de *l'Ars Occulte Scribendi*, et du secret en général. Cette redécouverte se place dans la lignée d'un retour à l'antique ; âge d'or du cryptage en Europe. Venise est la première à se doter de chiffreurs professionnels. Leur

³ Les croisades en Espagne et au Moyen-Orient développent des contacts qui ne sont pas exclusivement guerriers. La cour royal de Jérusalem et la ville sont cosmopolites, tout comme les ports de Saint-Jean d'Acre ou de Tripoli.

⁴ Exemple d'une lettre ayant un codage. Se référer à la partie Annexes.

fonction est d'analyser les missives des ambassadeurs des cités voisines et des familles de marchands vénitiens. Ils sont en ce sens imités par les autres principautés italiennes comme Gênes, Naples ou Florence. Les premiers maîtres de déchiffrement font école en Italie, puis dans le reste de l'Europe grâce aux succès qu'ils rencontrent. La France adopte cette organisation de chiffreurs et déchiffreurs professionnels dès le règne d'Henri II au milieu du XVI^e siècle. Cette décision fait suite à la découverte de la clé du chiffre employée par la diplomatie française. Le *Nomenclateur* d'Henri II est mis à jour par le Florentin Musefli, un de ces maîtres déchiffreurs italiens. La cryptologie connaît une révolution grâce aux innovations techniques mises au point par des humanistes, tels que Léonard de Vinci. Elle redevient une arme politique de l'État. Les lettrés se passionnent à nouveau pour cette discipline au point que plusieurs ouvrages sur le sujet sont édités. C'est ainsi qu'en 1518, Trithème publie *Polygraphiae*, le premier livre imprimé traitant de la cryptologie moderne. Loin de la confidentialité des salles de copies des monastères, l'art « occulte » du chiffre se diffuse dans toute l'Europe grâce à l'imprimerie de Gutenberg. *Polygraphiae* annonce les techniques de chiffrement utilisées pendant le règne de Louis XIV.

Sécuriser les correspondances françaises par les filtres et les chiffres

Les agents des différentes nations engagées dans le conflit sont conscients de ce danger. Leur mission est de transmettre une information inviolée. À ce titre, ils disposent d'armes pour contrer la curiosité de l'adversaire. Ainsi, le marquis des Alleurs accorde une grande attention à ce que son courrier ne soit ni ouvert ni analysé en cas d'interception. Plusieurs précautions sont donc prises. La première est le chemin emprunté par les lettres pour rejoindre Versailles ou la Hongrie. La correspondance du marquis peut ainsi utiliser un double chemin. Elle passe soit par Dantzig, soit par Constantinople, c'est-à-dire par les deux territoires limitrophes de la Hongrie, alliés de la France. De la Pologne, il est probable que les rapports empruntent la ligne de commerce du Nord, c'est-à-dire l'axe postal et commercial entre la mer Baltique, la mer du Nord et la Manche. Elle traverse les ports de Saint-Pétersbourg, Dantzig, Copenhague, Hambourg, La Haye, Amsterdam ou Anvers. Des cités portuaires des Pays-Bas, il est alors facile de rejoindre Versailles par la poste terrestre. Les anciennes nations et villes de la Hanse possèdent le réseau postal et commercial le plus important d'Europe. Il est donc facile de noyer la correspondance dans le flot des lettres particulières ou commerciales. Le réseau postal est communément utilisé même lorsque cela

est confidentiel. Le prince Rakóczi souligne indirectement son utilisation pour acheminer sa correspondance avec le marquis de Bonnac :

« Il y a beaucoup de choses sur le tapis dont je vous parlerai par la poste suivante. »⁵

Ensuite, le second acheminement, via Constantinople, emprunte également les lignes postales et commerciales de l'Orient. Le marquis de Ferriol fait passer la correspondance en provenance de Hongrie sur des navires à destination de la France via Marseille, Naples ou Venise. La Sérénissime est à cette époque une nation neutre, plaque tournante de l'information et du commerce. Généralement, les combinaisons retenues tendent à éviter l'entrée directe en France. On préfère passer par des filtres ; c'est-à-dire par des agents situés dans des villes à forts échanges commerciaux où toutes les nationalités se fréquentent. Toutes les villes retenues sont donc de grands centres commerciaux. Ainsi, Dantzig est un centre historique du commerce de l'ambre, les ports de la Hanse commercent draps, fourrures, bois et pierres précieuses, tandis que les ports méditerranéens, en relation avec la route de la soie, échangent épices, pierres précieuses, soie... On remarque que les villes choisies sont pour la plupart des ports. En effet, ceux-ci offrent l'avantage de contourner les routes postales de l'Empire, que contrôlent les alliés. L'avantage du port est son cosmopolitisme. Le marchand étranger n'éveille pas le soupçon et il est très difficile de fouiller l'ensemble des volumes débarqués. La correspondance politique est alors déguisée en correspondance commerciale ou particulière et adressée à une nouvelle adresse.

« Monseigneur, je reçois mes lettres de Pologne dans lesquelles j'en trouve une du marquis des Alleurs qui y a joint six morceaux de papier chiffrés pour nous, qu'il me prie de vous envoyer, ce que je fais par un paquet à part sous le nom de Duhamel. »⁶

Ces morceaux chiffrés sont adressés à l'ambassadeur de France en avril 1705. Il joue ici le rôle de filtre, d'intermédiaire entre la Hongrie et Versailles. Le marquis de Bonnac fait réexpédier le paquet depuis le port de Dantzig par ses agents. Il peut compter sur la complicité de l'armateur, commerçant et banquier Claude Mathy, dont la famille est au service de la

⁵ AAE, *Ibid.*, f° 55

Lettre du prince Rakóczi datée du 12 mai 1705.

⁶ AAE, *Ibid.*, f° 74

Mémoires de ce qui a été dépensé par le marquis de Bonnac par ordre du Roy, et pour le service de Sa Majesté depuis le mémoire envoyé le 16 juillet 1704, reçu à Versailles le 15 avril 1705.

France en qualité de commissaire du roi. Ses fonctions lui permettent de facilement dissimuler ce paquet dans sa propre correspondance, sur l'un de ses vaisseaux ou sur un bâtiment de la poste maritime. L'ambassadeur de France en Pologne fait écho de cette demande à Versailles. Duhamel est ici une « boîte aux lettres » pour faire entrer les correspondances en France secrètement. Cet exemple illustre la pratique de dissimulation utilisée pour sécuriser les missives codées ou non. Ce paquet est l'un des premiers qui transitent par la route et le réseau polonais. Le marquis des Alleurs est en effet arrivé en Hongrie depuis l'Empire ottoman au tout début de ce mois d'avril. Il est probable que le nom de Duhamel soit durablement utilisé pour transmettre la correspondance du marquis des Alleurs depuis le grand port polonais de Dantzig. La destination du vaisseau transportant ce paquet peut être multiple. Les ports les plus importants en Europe occidentale sont Venise, Anvers, Amsterdam. Ils offrent une garantie supplémentaire, surtout lorsque la nation est neutre⁷.

Les lettres de la correspondance du marquis des Alleurs mettent en moyenne trois semaines pour être acheminées, et environ trois semaines pour faire le chemin inverse. À ce délai, il faut ajouter le temps nécessaire pour répondre et coder. C'est le moyen le plus ordinaire pour contrer les agents des cabinets noirs. Ce code est basé sur la correspondance d'une lettre avec un chiffre. Dans ce cas, les lettres sont entièrement chiffrées, ou rédigées. Dans le second cas, seuls les noms propres, les lieux, les ordres ou toute autre information importante sont codés. Pour décoder le courrier, chaque diplomate dispose de son chiffre. Il est donc essentiel que le destinataire dispose d'une copie du chiffre de l'expéditeur. Cet échange de documents confidentiels assurant le codage des correspondances est une préoccupation pour le marquis des Alleurs, comme pour le prince Rakóczi :

« Pour le commerce de lettres que vous m'avez procuré avec le sieur Groffey qui m'a écrit par vos ordres. Il me serait important que vous luy fassiez avoir la copie de mon chiffre. »⁸

Philippe Groffey est l'un des agents de l'ambassadeur de France en Pologne. En mai 1705, il est le secrétaire du Trésorier de Lituanie Benedykt Pawel Sapieha. C'est le marquis de Bonnac qui assure la transmission de la copie du chiffre du prince hongrois à son agent. Cette pratique du chiffre n'est pas uniquement propre à l'Europe centrale ou aux Pays-Bas

⁷ Il est en effet interdit d'attaquer les vaisseaux de commerce des puissances neutres. Or la Pologne n'est pas engagée dans la guerre de Succession d'Espagne, mais dans la guerre du Nord.

⁸ AAE, *Ibid.*, f° 54

Lettre du prince Rakóczi au marquis de Bonnac datée du 12 mai 1705. Elle est reçue en Pologne le 27 mai 1705.

méridionaux, avec Pierre Rouillé de Marbeuf, elle est en réalité généralisée jusqu'au sommet de l'État.

Au cours du règne de Louis XIV, la France mène des opérations diplomatiques dans toute l'Europe. Son réseau d'agents est l'un des plus denses du continent. C'est un atout précieux pour les négociateurs devant accomplir des missions précises. Les services français intriguent dans toutes les cours, pour servir les ambitions du roi de France. L'opposition entre les Bourbons et les Habsbourg constitue un moteur de la géopolitique européenne. La domination du roi de France Louis XIV sur l'empereur Léopold Ier, également roi de Hongrie, motive des interventions militaires et diplomatiques de grande envergure. Dans les années 1660, les attaques contre l'Espagne, au travers du principe de Dévolution, mobilisent ainsi une grande partie des agents. En effet, les possessions espagnoles sont disséminées dans toute l'Europe. Dans cette période de conflits, il convient de surveiller les intentions des alliés protestants et ceux des ennemis autrichiens. La question espagnole à laquelle sont directement mêlés les Pays-Bas méridionaux, occupe toute la durée du règne personnel de Louis XIV. Les luttes pour la Succession à la couronne espagnole au moment de la mort de Charles II de Habsbourg en 1700 en sont le paroxysme. Dans les années 1670-1680, la France attaque diplomatiquement un Saint-Empire romain germanique sous la souveraineté de Léopold Ier. La politique des «réunions» vise à former une Ligue de princes allemands contre son autorité. La multitude d'États princiers demande la mobilisation d'une multitude d'agents. Pour le négociateur, la guerre accroît encore le volume de ces activités et le besoin de communiquer avec Versailles et les agents de son réseau, qu'ils soient simples informateurs ou ambassadeurs. Cette surveillance constante est nécessaire pour mener une politique opportuniste en adéquation avec le contexte politique et géopolitique. L'exemple le plus probant de cette stratégie est certainement reflété par les nombreuses péripéties des relations franco-hongroises dans la seconde moitié du XVIIe siècle. La surveillance de l'ensemble des pays d'Europe doit permettre d'anticiper les intentions des adversaires et des partenaires. Les agents de renseignement, ou espions, et les missions diplomatiques produisent des Relations issues de tous les pays d'Europe. On retrouve ces rapports dans la série «Mémoires et documents» aux Archives des Affaires étrangères à Paris. Les ambassadeurs bénéficient de ces connaissances dans les instructions qu'ils reçoivent. Elles leur présentent leurs missions, mais aussi la nature et l'histoire du territoire dans lequel ils sont affectés. Dans celles-ci, on demande systématiquement au nouvel ambassadeur d'actualiser les connaissances, surtout lorsque la province est éloignée. Le marquis des Alleurs reçoit cette mission dans ses

instructions. Il envoie régulièrement des documents intitulés « *Nouvelles de Hongrie*⁹ ». Les correspondances politiques illustrent les intentions réelles du secrétariat d'État aux Affaires étrangères. La nécessité de coder les messages est fondamentale. Sans confidentialité, la surveillance des autres nations et la quête de l'information sont vaines. La France dispose d'une diplomatie efficace sous le règne du Roi-Soleil, car elle possède un code indéchiffrable pour l'époque : le Grand-Chiffre de Louis XIV.

Le système de codage des missives diplomatiques et administratives est mis au point par le père et le fils Rossignol. Le procédé est assez simple puisqu'il s'appuie sur le système de substitution alphabétique que nous avons vu précédemment. Le génie des deux chiffreurs français est de substituer une syllabe par un chiffre fixe, et non pas par un mot, une consonne, ou une voyelle comme il était alors d'usage. Ainsi, l'expression « les ennemis » était codée par les nombres suivants : 124 pour le déterminant « les », 22 pour la première syllabe « en », 125 pour la seconde « ne », 46 pour la troisième et la dernière syllabe « mi » et enfin 345 pour la lettre « s » signifiant le pluriel. Le code pour dissimuler « les ennemis » était :

124	22	125	46	345
les	En	ne	mi	S

La famille Rossignol apporte ainsi une innovation dans cet art occulte. C'est un code qui se révèle extrêmement solide, puisque le contenu de certaines lettres de Louis XIV n'a pu être dévoilé qu'en 1890, par un membre du bureau du chiffre nommé, Etienne Bazerier¹⁰. Une version contestée par l'historien Jean-Christian Petitfils, auteur de plusieurs biographies de Louis XIV. Pour lui, les lettres originales conservées au Service historique de la Défense possèdent des annotations plus anciennes que les travaux de Bazerier. Il n'aurait donc pas cassé ce code. Cependant, cette technique de chiffrement reste un vecteur fiable de la transmission des informations et des communications entre trois organes de la puissance française : Versailles, son corps diplomatique et son armée. La mission des chiffreurs

⁹ Se référer à la partie Annexes pour observer un exemplaire.

AAE, Cor. Pol., Hongrie, vol 12, f° 29. Le document est daté du 6 mars 1705. On en retrouve de nombreux dans l'ensemble de ce volume.

¹⁰ Etienne Bazerier naît le 21 août 1846 et meurt le 7 novembre 1931. Ce cryptanalyste militaire français ayant le grade de commandant, officie dans l'armée française de 1863 à 1899, date où il prend sa retraite. Il reste toutefois actif dans le service du bureau du chiffre du ministère des Affaires étrangères où il aide à casser le code de l'ambassade japonaise à Paris durant la guerre russo-japonaise, et le code allemand durant la Première Guerre mondiale.

Rossignol est essentielle. Elle complète celle du secrétaire d'État aux Affaires étrangères, qui est également surintendant général des Postes. Si Rossignol codait l'information, le marquis de Torcy avait la charge d'acheminer les renseignements de Versailles à l'agent du corps diplomatique ou du chargé de mission à Versailles. Antoine Rossignol avait son bureau dans une pièce adjacente de celui du Roi-Soleil, signe de l'attention accordée par Louis XIV à cette catégorie de son administration. Sa mission n'était pas seulement de superviser le déchiffrement des codes adverses, mais également d'inventer de nouveaux principes cryptographiques. C'est ce qu'il fit avec ce Grand-Chiffre.

Pendant le règne de Louis XIV, il existe plusieurs codes selon l'importance que l'on accorde à la confidentialité des courriers. Plus la mission est importante, plus la table de code transmise aux agents par les bureaux du secrétariat d'État aux Affaires étrangères est complexe. Les chiffres ordinaires font correspondre l'ensemble d'un mot, d'un nom propre, d'une date, ou une simple voyelle, avec un nombre. Le Grand-Chiffre est réservé à la correspondance personnelle du roi. Il n'est destiné qu'aux affaires de haute sécurité administratives, diplomatiques ou militaires. Bien que quelques directives personnelles émanant du Roi-Soleil soient reçues par le marquis des Alleurs, il est peu probable que le Grand-Chiffre ait été utilisé. Un doute subsiste néanmoins sur les questions de la demande d'alliance officielle du prince François Rakóczi à Louis XIV. Il a pu également être utilisé pour la mise en œuvre de l'entreprise d'Écosse en 1707 ou pour l'alliance avec l'électeur de Bavière et les prises de possession des places de la Barrière en 1701. Ces affaires étaient d'importance pour justifier son utilisation. Ce chiffre, que l'on peut qualifier de parfait, en raison de son niveau de confidentialité, cryptait soit toute la lettre, soit certains passages. Dans le contexte de la guerre de Succession d'Espagne qui mobilisait l'ensemble des forces du royaume, les occasions de l'employer ne manquaient pas, particulièrement en ce qui concerne la diplomatie. Cette dernière avait un caractère résolument ambigu, menant parfois double ou triple jeu, comme ce fut le cas dans les provinces belgiques et hongroises. Elle tient en respect l'ensemble des cabinets noirs de la Grande-Alliance. La clé fut perdue au milieu du XVIIIe siècle, confirmant le caractère légendaire de ce chiffre.

La quête de l'information, une menace pour le secret épistolaire

Le secrétaire : un intermédiaire dangereux

Si le Grand-Chiffre de Louis XIV est inviolable durant l'Ancien Régime, tous les chiffres ne sont pas aussi sécurisés et perfectionnés. Ce système comporte en effet des imperfections ; il est souvent nécessaire de changer le chiffre. Les lettres chiffrées sont codées par des secrétaires parfois peu scrupuleux qui vendent le code à l'ennemi.

Les secrétaires sont l'un des points faibles des négociateurs. À la fin de la guerre de Succession d'Espagne, la France décide de créer une école dédiée à leur formation. Toutefois, si l'adversaire n'arrive pas à corrompre un secrétaire, il s'appuie alors sur un bureau de déchiffrement. Chaque camp possède de grands déchiffreurs qui obligent à créer régulièrement de nouveaux chiffres. Ainsi, le plus grand spécialiste du déchiffrement français est le sieur Rossignol, tandis que les Anglais possèdent Wallis. Celui-ci meurt le vingt-huit avril 1703. Il est remplacé par son fils William Blencowe, tout aussi talentueux. Les bureaux de décodage ont compté dans leurs rangs des noms illustres, tels que Rousseau ou Leibniz. Ces noms représentaient un danger constant pour les diplomaties européennes, notamment pour le marquis des Alleurs et la Hongrie. En effet, ils mettaient en péril les agissements et les plans de la France, dans une région et une guerre qui s'avèrent vitales pour les autres fronts européens, et donc pour l'intégrité du royaume de France.

Durant la guerre de Succession d'Espagne, la lettre est le principal vecteur d'informations entre les états-majors, les cours, les ambassades et les missions diplomatiques. Ainsi, la nécessité de maîtriser les modes d'écriture et de codage fait que le négociateur a souvent recours à des intermédiaires, même si ces derniers représentent un danger potentiel. En effet, une personne de plus dans la confiance multiplie d'autant les risques de fuite. Il n'est ainsi pas rare de voir un secrétaire livrer aux cabinets noirs ennemis la clé pour percer un chiffre. C'est parfois le seul moyen de décoder des missives interceptées dont le codage s'avère indéchiffrable. C'est l'exemple de celui mis au point par Beaurepaus en 1697, qui met en échec les gens du chiffre des puissances alliées. Ces cas de blocage ne sont pas isolés. C'est ce que nous confirme François de Callières en 1716 :

« On a trouvé qu'une lettre bien chiffrée et avec un bon chiffre est indéchiffrable sans trahison. C'est-à-dire à moins qu'on ne trouve le moyen de corrompre quelque secrétaire qui donne copie de la clé du chiffre. »¹¹

Le chiffre a ici une utilité externe et interne. Elle est externe lorsque le chiffre permet une transmission de l'information sécurisée. Elle est interne quand elle évite la perte d'information, toujours possible, même dans l'entourage des ministres et des ambassadeurs. Le principal danger de fuite vient donc du personnel subalterne : secrétaires, messagers ou intermédiaires. C'est sur ces derniers qu'agissent les cabinets noirs adverses pour recueillir les clés de chiffres particulièrement difficiles à percer. Il est logique de voir transparaître une certaine méfiance au moment de leur recrutement. Les collaborateurs des négociateurs sont le plus souvent recrutés sur recommandations d'un tiers. Le quatre novembre 1706, le secrétaire d'État à la Guerre, M. de Chamilliart recommande un certain Albert envoyé par le Duc de Berwick, général dans l'armée de Louis XIV et originaire d'Écosse :

« Je veux croire que le Sieur Albert est plein de bonne volonté et capable de rendre de bons services, mais comme je ne le connois pas particulièrement, es n'avoit esté adressé par Mr le Duc de Berwick qui ne le connoissoit pas mieux que moy, j'ai cru devoir vous en informer afin que vous ne preniez point d'engagement avec luy dom vous ayez lieu par la suite de vous repentir. »¹²

Il faut reconnaître qu'à la lecture de cet extrait, l'origine du sieur Albert apparaît obscure. Il semble étonnant qu'il soit recommandé par de si hauts responsables politiques et militaires. Sur la fin du courrier envoyé au marquis des Alleurs, on sent poindre une certaine méfiance, voire une mise en garde, de la part de M. de Chamilliart. Dans un contexte de conflit armé, où la guerre de l'espionnage n'est pas moins âpre que celle livrée sur les champs de bataille, le principe de précaution voudrait que cet homme soit congédié. Néanmoins, il semble que Pierre Puchot l'engage. En effet, on retrouve sa trace six mois plus tard, dans une lettre du onze avril 1707 :

« Le comte Albert es party se rendre auprès des rois de Suède et Stanislas avec l'argent que vous luy avez donné à Constantinople et celui qu'il a pris d'Alboher à Belgrade. »¹³

¹¹Lucien Bély, *Espions et ambassadeurs au temps de Louis XIV*, Paris, Fayard, 1990, p. 155

¹²AAE, Cor. Pol., Hongrie, vol. 12, f° 25

¹³AAE, *Ibid.*, f° 264

Le comte Albert fait office d'agent de liaison du marquis des Alleurs qui l'a donc engagé. Rien ne nous permet de mettre en doute l'intégrité du comte Albert. Mais la manière dont il a été recruté montre que les dangers de fuite ne viennent pas seulement des secrétaires, mais des intermédiaires. Ainsi, l'aspect interne, par la trahison et la corruption, met en danger l'aspect externe. Ceci est accentué par le fait que, durant la guerre de Succession d'Espagne, la France ne dispose pas d'écoles de formation des secrétaires. Ils sont donc recrutés en dehors des réseaux des services d'espionnage. Les Français et les Anglais n'ont d'ailleurs pas le même mode de recrutement. Lucien Bély le montre dans son ouvrage *« Espion et ambassadeurs au temps de Louis XIV »*. En attendant la création de ces lieux de formations, *« les secrétaires restent les principaux intermédiaires culturels »*, selon la formule de Lucien Bély¹⁴. Le théoricien de la diplomatie Wicquefort distingue deux types de secrétaires¹⁵. Le premier est le secrétaire d'ambassade qui tient sa commission du roi. Le second est le secrétaire de l'ambassadeur. C'est ce second cas qui nous intéresse puisque la mission du marquis des Alleurs ne reçoit le titre d'ambassade extraordinaire qu'en 1710. Ici, le secrétaire est choisi par le chef de mission, c'est-à-dire par Pierre Puchot lui-même. L'exemple du sieur Pelissier illustre parfaitement cette pratique. C'est un officier qui, après avoir servi le Piémont, puis Venise dans toute l'Europe, est prié par Louis XIV de suivre le marquis des Alleurs dans son voyage en Hongrie¹⁶. Au fil des étapes, l'émissaire français remarque ses compétences et décide de le considérer comme son secrétaire :

*« Marquis des Alleurs commença à Toulon à me mettre aux fonctions de secrétaires, et sans doute il trouvait que je m'en acquitoit très bien pour qu'il dise à M de Luzbourg son beau frère, de qui je l'ay su depuis, qu'il voudroit pouvoir renvoyer le secrétaire qu'il amenoit. »*¹⁷

Le sieur Pelissier fait également office d'interprète puisqu'il parle l'italien et le turc, ayant appris ces langues lorsqu'il était au service de Venise. Mais ce dernier ne reste pas au service du marquis des Alleurs. Après un périple de près d'une année pour rejoindre le prince de Transylvanie à Agria, des tensions apparaissent entre les deux hommes. Le sieur Pelissier est emprisonné et sa pension est retenue par l'émissaire français¹⁸. Le huit mars 1706, il est de

¹⁴Lucien Bély, *Ibid.*, p. 340.

¹⁵Lucien Bély, *Ibidem*.

¹⁶AAE, *Ibid.*, f° 166-174

Autobiographie et lettres manuscrites du sieur Pelissier.

¹⁷AAE, *Ibid.*, f° 171

¹⁸AAE, *Ibid.*, f° 167

retour à Marseille¹⁹. Ce type de recrutement échappe par conséquent à la vigilance du roi et de ses ministres, car il ne provient pas d'une école, de l'achat d'un office ou d'un commissariat. Si les ambassadeurs prennent le risque de mettre un intermédiaire dans la confiance de secrets d'État, ils le font pour plusieurs raisons. Tout d'abord, ils jugent indignes des tâches liées à la rédaction qui font pourtant partie de leur fonction. Ils s'en remettent donc au secrétaire, cet homme de plume qui travaille dans l'ombre. Le fait de s'en remettre aux secrétaires peut occasionner des retards dans la transmission des correspondances :

« Il y a longtemps que je ne vous ay écrit car celui qui chiffre mes lettres et qui ne les entend pas, a été malade. »²⁰

De plus, le négociateur manque avant tout de temps. C'est un acteur du jeu international. Ses missions politiques et diplomatiques priment. Il est alors tenté de délaissier l'écriture pour se concentrer sur des activités qu'il juge plus nobles, c'est-à-dire la quête d'informations, l'exploitation de celles-ci, la négociation, les intrigues, et l'organisation militaire. Lors des codages et des décodages des missives, le secrétaire a alors accès à des informations secrètes, dont la clé du chiffre de son maître, c'est-à-dire qu'il a la charge de la confidentialité de l'ensemble de son réseau.

C'est le cas du marquis des Alleurs et du prince Rakóczi. Ceux-ci laissent à leurs secrétaires le soin de rapporter les actes, de les expliquer, de répondre au souverain, de rédiger des projets, ou encore de préparer la forme des traités. Toutes ces tâches sont souvent jugées fastidieuses par le négociateur. Le secrétaire est donc bien plus qu'un secrétaire. En effet, il ne doit pas seulement effectuer un travail mécanique de mise en forme des correspondances, il faut également qu'il dispose d'une opinion sur la situation présente, qu'il débrouille des subtilités juridiques, qu'il tienne à jour les archives²¹. Toutefois, les plus prudents des négociateurs hésitent à partager leurs secrets avec leurs collaborateurs. Les plus attentifs se réservent la rédaction des lettres les plus délicates. Pourtant ces hommes de plume possèdent une culture et une formation de haut niveau. Ce sont des écrivains, des ecclésiastiques, des juristes ou encore des militaires dans le cas de Pelissier. Ils sont le reflet des administrateurs de l'ombre qui ont prospéré sous le couvert des monarchies européennes, et plus particulièrement dans le royaume de France. De plus, les secrétaires facilitent la constante

¹⁹AAE, *Ibid.*, f° 166

²⁰AAE, *Ibid.*, f° 54

²¹ Les archives constituent la mémoire de l'ambassadeur.

quête d'informations des négociateurs en densifiant leurs réseaux personnels par leur fréquentation des milieux culturels. En effet, ils mettent naturellement en rapport le monde de la culture, auquel ils appartiennent, avec les négociateurs qu'ils servent. Les diplomates du début du XVIII^e siècle sont le plus souvent des hommes de guerre et de pouvoir à l'image du marquis des Alleurs, ou du général anglais Marlborough. Ainsi, en plus de leur statut de négociateur, ils disposent d'un grade élevé dans leurs armées respectives. Paradoxalement et malgré tous les services qu'ils rendent, les secrétaires constituent le talon d'Achille de la diplomatie française. En 1711, le marquis de Torcy soulève le problème des secrétaires au travers d'un exemple qu'il puise dans la République de Florence²². Le cardinal Gualtario recommande à la France le secrétaire du Pré alors envoyé de France à Florence²³. Avant de mourir, ce dernier le laisse sans moyen de subsistance, sans protecteur, et donc sans emploi. Cette situation montre le danger encouru si l'on ne protège pas ces hommes. Livrés à eux-mêmes, ils sont souvent prêts à tout pour monnayer leurs secrets d'État auprès des alliés (chiffre, informations, instructions, réseaux)²⁴, afin d'améliorer leur situation. D'un point de vue juridique, rien n'empêche le secrétaire de vendre ce qu'il sait. Il est seulement le serviteur du cardinal Gualtario, et non du royaume. Dans notre exemple, il n'a pas de charge. Seule la morale peut l'en dissuader, mais cette dernière est souvent faible face à l'éclat de l'or. C'est pour cette raison, et après ce constat, que le marquis de Torcy crée une charge vénale de secrétaire en 1711. Elle lie avec plus de force le secrétaire au royaume. Néanmoins, cela n'est pas une garantie complète contre la trahison. Ainsi, en cas de décès de l'émissaire français, le secrétaire du marquis des Alleurs (s'il a été recruté par ses soins) peut être livré à lui-même. Ceci pourrait mettre en danger tout le réseau d'informateurs de la France en Europe centrale et orientale.

La non-professionnalisation des secrétaires est sans nul doute une très lourde épée de Damoclès au-dessus des couronnes européennes. Ainsi, nous venons de voir que les secrétaires, bien qu'ils soient recrutés par la couronne ou directement par le négociateur, sont des intermédiaires indispensables à la fluidité des travaux diplomatiques. Par leurs actions,

²²Colbert de Torcy, *Journal*, p. 380 - 381.

²³Lucien Bély, *Ibid.*, p. 341.

L'Italie est alors aux mains de la coalition de La Haye depuis l'année 1706.

²⁴Saint-Simon, *Mémoires*, XX, p 74 et A.G. 2117, n° 173.

La trahison des secrétaires, si elle est un risque pour les diplomates, l'est aussi pour les généraux. Ainsi en 1710, Hémart, qui était le secrétaire du maréchal de Montesquiou depuis 1699 « *était gagné depuis longtemps par le prince Eugène* ». Il se rend à Douai avec ses chiffres et ses papiers pour vendre ses secrets aux ennemis de la France.

ces hommes de l'ombre permettent aux diplomates français de se concentrer sur l'analyse des mouvements des Impériaux en Hongrie, l'organisation de l'instruction militaire des Kurucs et la gestion des subsides versés par la France. Les secrétaires déchargent les ambassadeurs d'un fardeau administratif et rédactionnel. Ils s'avèrent des hommes indispensables. D'ailleurs, nombre de diplomates sont d'anciens secrétaires. Il est possible de citer quelques exemples pour la France durant la guerre de Succession d'Espagne. Tout d'abord, le sieur Poussin est le secrétaire du comte de Tallard entre 1698 et 1701, lorsque ce dernier est ambassadeur extraordinaire à la cour d'Angleterre. Après son départ de Londres, le sieur Poussin est nommé chargé d'affaires²⁵. Il occupe cette charge à la cour anglaise entre 1701 et 1705. Saint-Simon dit qu'il assure cette mission avec un certain brio²⁶. Puis, Philippe Groffey, anciennement secrétaire du Trésorier de Lituanie en 1705 et agent au service du marquis de Bonnac et du prince Rakóczi, est nommé comme agent en Suède²⁷ en 1706 par le marquis de Torcy. On trouve surtout ce type d'ascension professionnelle en Grande-Bretagne. Outre-Manche, la promotion sociale est moins sclérosée qu'en France. Dans le royaume du Lys, les anciens secrétaires peuvent prétendre à des postes officiels, mais auprès de puissances moyennes. C'est l'exemple du sieur du Pré à Florence ou de Rousseau de Chamoy, ancien secrétaire de l'abbé de Pomponne à Venise, envoyé à Ratisbonne²⁸. Toutefois, en comparaison de l'Angleterre, ces promotions restent anecdotiques. En Angleterre, les secrétaires ont la possibilité d'accéder à des postes officiels grâce à leurs talents, leur naissance et leurs relations politiques. Ainsi, sur soixante-trois secrétaires employés durant la période 1700-1715, seize, soit vingt-six pour cent, obtiennent un poste de premier plan. L'illustration type de cette ascension est Matthew Prior²⁹. En effet, il a accompagné l'ambassadeur anglais à La Haye. Il est ensuite nommé secrétaire des plénipotentiaires au congrès de Ryswick. Il sert à Paris comme secrétaire d'ambassade des comtes de Portland et de Manchester. Il termine son ascension en devenant commissaire du commerce et des colonies. L'exemple de Matthew Prior démontre que l'Angleterre est en avance sur la France en ce qui concerne la professionnalisation et l'avancement de ses intermédiaires. Il s'opère Outre-Manche une fidélisation des secrétaires, grâce à la possibilité d'obtenir un jour, une promotion. Les chances de promotion sociale limitent les dangers de fuites d'information ou

²⁵ Philippe Le Bas, *Dictionnaire Encyclopédique de l'Histoire de France*, t. 11, vol. 2, art. Relations Extérieures France, Paris, Firmin Didot, 1844, p. 888.

²⁶ Louis de Rouvroy, duc de Saint-Simon, *Mémoires*, Texte intégral, Livre 1, 1701, Culture commune, 2013.

²⁷ Philippe Le Bas, *Ibid.*, p. 891.

²⁸ Albert Sorel, *Recueil des instructions données aux ambassadeurs et ministres des Affaires étrangères depuis les traités de Westphalie jusqu'à la Révolution française*, Mantoue, p. 315.

²⁹ Lucien Bély, *Ibid.*, p. 346

les actes de corruption. De plus, les secrétaires appartiennent souvent à la propre famille du négociateur. Le secrétaire peut espérer obtenir un nouveau poste en cas de décès de son protecteur.

Un réseau des postes étroitement surveillé par les cabinets noirs

Les lettres font l'objet d'une grande attention de toutes les puissances engagées dans le conflit. La guerre du renseignement est aussi importante que celle des militaires. Le contrôle des services de postes est capital, car il permet d'ouvrir le courrier qui transite dans la région. La lecture des correspondances est très instructive pour les secrétariats d'État aux Affaires étrangères. Elle permet de connaître l'état d'esprit d'une population et les relations qu'entretiennent les nobles et les commerçants avec l'extérieur. De plus, cela permet parfois de devancer les plans de l'adversaire en interceptant une missive secrète contenant des instructions destinées à des personnels diplomatiques ou militaires. Il faut appréhender cela comme une partie d'échecs où connaître les intentions de l'adversaire est primordial en vue de la victoire. Les correspondances laissent transpirer des faiblesses militaires, diplomatiques ou autres, alors insoupçonnées. Il est donc possible de connaître le point sensible de l'ennemi, et de frapper militairement les points faibles de l'adversaire. De manière plus rare, les cabinets noirs font connaître à leur adversaire qu'ils ont la capacité d'intercepter sa correspondance. Ils impriment ainsi une forte pression psychologique qui déstabilise l'organisation du réseau visé. Les Autrichiens tentent d'appliquer ce stratagème sur le prince Rakóczi au début de l'année 1707 :

« Je vois que les lettres que je vous ai écrites, et que vous m'avez mandé avoir reçues, sont venues à la connaissance de la cour de Vienne, on m'a envoyé la copie d'une par laquelle je vous ay donné ordre d'assurer M. l'électeur de Bavière que le dernier congrès à Tirnau, ne serviroit qu'à nous donner le temps de rassembler nos forces. »³⁰

La lettre interceptée est précieuse, car elle révèle des informations sur la stratégie diplomatique et militaire des kurucs pour la campagne de l'année 1707. Ici, le regroupement des forces armées rebelles suppose une offensive majeure dans les semaines suivant le

³⁰ AAE, Cor. Pol. Hongrie, vol. 12, f° 238

Extrait d'une lettre du prince Rakóczi au baron de Wettes, reçu à Versailles avec la lettre du président Rouillé le 8 mai 1707.

congrès de Tirnau d'une part, et la négociation de dupe des plénipotentiaires rebelles qui ont pour mission de faire durer ce congrès pour regrouper un maximum de troupes d'autre part. C'est ainsi que des places fortes ont pu être averties de l'imminence d'une opération, permettant ainsi la réalisation de préparatifs plus intenses.

En envoyant cette lettre à François Rakóczi, Vienne fait savoir au prince rebelle que son réseau n'est plus sécurisé, que l'empereur a la capacité de connaître ses intentions les plus secrètes. Au-delà de la dimension psychologique, cette manœuvre doit remettre en cause l'organisation générale des connexions entre les agents magyars, mais aussi avec leur prince. Cela oblige la diplomatie kuruc à repenser les canaux de transmission épistolaires, à s'assurer de la loyauté des filtres, de la fidélité des ambassadeurs³¹, à changer les chiffres. Cela prend du temps et coûte de l'argent. Pour organiser sa refonte, les Hongrois reçoivent le soutien appuyé du très dense réseau diplomatique de Louis XIV. Si l'aide française est certaine, il est néanmoins étonnant de retrouver cette lettre dans les archives des Affaires étrangères françaises, car ce document est interne au réseau diplomatique kuruc. Il n'est pas destiné à être communiqué à Versailles par l'intermédiaire du président Rouillé. Pourtant un extrait de la missive de François Rakóczi est reçu à Versailles en provenance de Belgique avec une lettre du président Rouillé le huit mai 1707.

Le réseau de Ladislas Kokiniédy de Wettes est déjà mis en cause quelques mois auparavant. La confidentialité des expéditions de l'agent hongrois résidant dans les Pays-Bas méridionaux est prise en défaut pendant l'hiver 1706 – 1707. Des interceptions épistolaires sont en effet réalisées en Allemagne et à Cracovie. Sur la demande du baron de Wettes, sa correspondance est prise en charge par les Affaires étrangères françaises. :

« J'apprends par M. le président Rouillé que vous avez trouvé mes lettres, qu'il est en la bonté de vous recommander de les envoyer avec celles du Roy de Hongrie, forts grandes, je vous prie monsieur, si vous trouvez à propos, ayez la bonté de les ouvrir et de les envoyer en deux fois, l'envoyé de l'empereur à Cracovie qu'est interceptée plusieurs de mes lettres m'oblige à vous incommoder. »³²

³¹ AAE, *Ibidem*.

Dans la fin du courrier, il accuse à demi-mot le baron de Wettes de trahison : « il faut que vous me trahissiez ou que quelqu'un vous trompe vous ayant donné cet ordre de ma propre main ».

³² AAE, *Ibid.*, f° 281

Lettre du baron de Wettes au marquis de Torcy écrite de Mons le deux décembre 1706.

Malgré les premières précautions prises, de nouvelles lettres du baron de Wettes sont ouvertes par les agents des cabinets noirs impériaux. L'agent kuruc de Belgique s'en ouvre une nouvelle fois au secrétaire d'État des Affaires étrangères français :

« Le ministre de l'empereur m'ayant intercepté plusieurs lettres que je vous envoyés, en vous suppliant de les envoyer avec celle du marquis des Alleurs. »³³

Le canal choisi est celui de l'envoyé extraordinaire en Hongrie. Son canal d'expédition est pleinement sécurisé et le baron de Wettes semble le savoir pour le demander au marquis de Torcy. Dans ce cas-ci, les axes de transmission des correspondances françaises et kurucs fusionnent : les agents de Louis XIV prennent en charge celles générées par les agents du prince de Transylvanie. Ces entraides diplomatiques ne se cantonnent pas seulement à la réorganisation et à la sécurisation des canaux d'expédition du jeune et épars réseau diplomatique kuruc. Elles prennent aussi la forme d'un renforcement de la crédibilité des missions diplomatiques menées par les négociateurs du prince de Transylvanie. Pour cela, des agents sont directement introduits par les plénipotentiaires français. Ces derniers apportent la force de la parole de Louis XIV. Environ à la même période que la lettre envoyée par Vienne à l'état-major rebelle, le prince Rakóczi envoie à Rome l'abbé Bremer. Une lettre du marquis des Alleurs au cardinal de la Trémouille, représentant la France à la cour pontificale de Clément IX, explique la nature de la mission de l'abbé Brenner :

« M. le prince Rakoczi a cru qu'il doit envoyer à Rome pour désabuser Sa Sainteté de tous les mauvais bruits que l'on a fait courir contre la catholicité de Son Altesse [Rakóczi], et de plusieurs autres affaires. Il a choisi pour ces effets M. de Brenner de la precoste de Zipse. [...] M. le prince Rakoczi espère qu'elle voudra [le cardinal de la Trémouille] bien diriger et assister la mission du sieur Brenner de ses sages conseils dans la conduite qu'il doit tenir auprès de Sa Sainteté et de ses ministres. »³⁴

La lettre présente cet agent et demande cette assistance de la diplomatie française. Le cardinal reçoit également une lettre du prince Rakóczi qui l'informe de cette mission. Elle est

³³ AAE, *Ibid.*, f° 296

Lettre du baron de Wettes au marquis de Torcy datée de Mons le 2 janvier 1707.

³⁴ AAE, *Ibid.*, f° 326

Copie de la lettre du marquis des Alleurs à M. le cardinal de la Trémouille écrite de Debrezin (Debreceen) le 5 mai 1707.

également écrite de Debrecen deux jours plus tard³⁵. L'abbé Brenner reçoit des instructions pour se mettre en rapport avec le cardinal de la Trémouille. Sa conduite est pleinement planifiée, l'assistance française n'est nullement passive. Le marquis des Alleurs informe le cardinal de la future conduite de Brenner à son égard :

*« Il doit communiquer à Votre Éminence ses instructions afin qu'elle puisse lui donner ses avis suivant le lieu, le temps et l'occasion. Le sieur Brenner doit informer exactement Votre Éminence de l'État présent des affaires de ce pays. »*³⁶

Une hiérarchisation est ici clairement définie entre les deux agents. Pour accomplir sa mission, l'agent magyar doit se conformer aux conseils du cardinal de la Trémouille. Les propos du marquis des Alleurs sont confirmés par le prince Rakóczi dans sa lettre³⁷. L'abbé Brenner est subordonné et dépendant de la volonté du cardinal de la Trémouille. Le soutien français a donc un prix. De plus, comme nous l'observons dans cette correspondance à propos des réprimandes du prince Rakóczi au baron de Wettes concernant la lettre de la cour de Vienne sur la conférence de Tirnau, les services diplomatiques français ouvrent certainement la correspondance du baron de Wettes. Ici, le secrétariat des Affaires étrangères français se fait cabinet noir en espionnant son propre allié ; sûrement par l'intermédiaire de son représentant aux Pays-Bas méridionaux, le président Rouillé.

De manière plus générale, au XVII^e siècle, avec la densification des réseaux diplomatiques, le développement des routes postales et de la presse, les guerres de la fin du règne de Louis XIV ne sont donc plus exclusivement militaires. Nous avons déjà vu comment les camisards tirent profit du développement des gazettes. Les postes, par où transitent les correspondances et donc l'information, font l'objet de toutes les convoitises. En Allemagne où sont interceptées une partie des missives du baron de Wettes, les puissances maritimes contrôlent notamment le nœud postal de Celles, qui se trouve sur la route de Berlin dans la principauté allemande d'Hanovre³⁸. Les diplomates des nations belligérantes tentent de s'adjoindre les services des directeurs des postes les plus importantes. Dans cette optique, les alliés s'attachent Jean de Roberthon, directeur de la poste de la ville de Celles. Celui-ci ouvre toutes les lettres suspectes et transmet toutes les informations aux alliés. Les chefs de poste

³⁵ AAE, *Ibid.*, f° 327

Copie de la lettre de M. le prince Rakoczi à M. Le cardinal de la Trémouille écrite de Debrecin le 7 mai 1707.

³⁶ AAE, *Ibid.*, f° 326

³⁷ AAE, *Ibid.*, f° 327

³⁸ Lucien Bély, *Espions et diplomates au temps de Louis XIV*, Paris, Fayard, 1990, p. 137-140.

deviennent donc des espions à part entière. À ce titre, certains courriers sont recopiés, et parfois même, disparaissent. Dans cette guerre de l'information, il n'est pas étonnant de voir Colbert de Torcy cumuler les charges de secrétaire d'État aux Affaires étrangères et de directeur des postes. À ce titre, le marquis des Alleurs entretient une relation très étroite avec le marquis de Torcy. Les informations envoyées au monarque transitent par lui et ses commis. L'espion, l'ambassadeur et le directeur de poste sont jugés sur la qualité de leurs informations. En réalité, cette qualité est synonyme d'originalité au début du XVIIIe siècle. Il n'est pas obligatoire que tout soit vrai, mais les éléments doivent être nouveaux, même s'ils se confondent avec de fausses nouvelles. Il n'y a pas d'intérêt à recouper les informations avec les gazettes diplomatiques. Nous ne sommes encore qu'au début de l'utilisation du renseignement à des fins militaires. Une fois les informations collectées, c'est à Colbert de Torcy et au premier commis Mignon, de trier et de transmettre au souverain les informations importantes. Il est l'intermédiaire entre le Roi et son corps diplomatique. Le monarque ne peut pas lire toutes les missives qui arrivent de toute l'Europe. Seules les plus importantes lui sont transmises, en premier lieu, les lettres codées.

Durant la guerre de Succession d'Espagne, chaque nation possède son *nomenclature*. Dérober les codes et les percer devient une préoccupation majeure des diplomates. Les agents de liaison et les agents des cabinets noirs s'affrontent dans une guerre de l'information, sourde et impitoyable. L'historien rencontre des difficultés à saisir ces luttes dans les sources. Seule l'annonce de la mort d'un agent dans un livre de comptes ou la mention d'une lettre non reçue peut matérialiser une action des cabinets noirs sur la correspondance d'un diplomate.

Pour essayer de comprendre comment les déchiffreurs opéraient pour décoder une lettre interceptée, on peut s'intéresser aux travaux très méthodiques d'Etienne Bazeries qui réussit à percer en 1890 le Grand-Chiffre mis au point par la famille Rossignol. Leur code va rester inviolé durant près de trois siècles, jusqu'en 1890. L'approche d'Etienne Bazeries est particulièrement intéressante, car sa réflexion est très semblable à celle des chiffreurs des XVIIe et des XVIIIe siècles. Son génie réside ainsi dans l'utilisation de techniques similaires et dans l'appropriation des logiques de l'époque. Il ne cherche pas à appliquer les méthodes de la fin du XIXe siècle pour des documents datant des années 1660 à 1710. L'historien militaire David Khan le qualifie de *pragmatique de la cryptologie*³⁹. Dans son ouvrage, il écrit d'Etienne Bazeries que :

³⁹ David Khan, *The codebreakers, the story of writing secret communication from ancient times to the internet*, Mac Millan, 1967, ed. 1996, p. 244.

« Ses contributions sur les théories furent insignifiantes, mais il fut l'un des meilleurs cryptanalystes naturels [c'est-à-dire sans utiliser les apports de la mécanique] que la science a connus. »⁴⁰

Une remarque crédibilisée par le fait qu'il est le premier à percer les mystères du système de codage du père et du fils Rossignol, là où de grands noms comme Leibniz échouent. Ordinairement, les déchiffreurs essaient de repérer des séries de nombres pouvant correspondre à un mot en rapport avec les thématiques supposément abordées par la lettre. Cela constitue une équation extrêmement complexe, ayant plusieurs inconnues. Etienne Bazeris part du constat qu'en temps de guerre, les lettres diplomatiques sont des rapports qui évoquent des ordres militaires. Ensuite, les chiffres qui reviennent le plus fréquemment sont le vingt-deux et le cent vingt-quatre. Linguiste avéré, il sait que l'article « les » est le plus couramment employé dans la langue française. Puis, il prend pour base de recherche le mot « *ennemi* ». Compte tenu du type de courrier, il part du principe que ce mot est forcément employé. Après de nombreux essais, il découvre que le nombre cent vingt-quatre correspond à l'article « les », et le nombre vingt-deux à la syllabe « en », qui forme le début du mot ennemi. Ainsi, il applique ensuite ce double schéma au mot code : « les ennemis ». Il découvre ensuite le code du chiffre complet du mot « ennemis ». À partir du nombre correspondant à ce mot, véritable clé du code, Etienne Bazeris perce l'ensemble des codes. Il refait alors une table de chiffrement à laquelle il fait correspondre toutes les syllabes et les mots. La méthode est assez courante, mais la découverte du codage et son application à l'ensemble de la table prennent énormément de temps.

Malheureusement, cette méthode, bien que très efficace, est trop longue pour être mise en œuvre en période de guerre. Les cabinets noirs emploient également des moyens plus radicaux pour obtenir rapidement ce décryptage. Pour percer les chiffres donnés aux ambassadeurs lors de la transmission des instructions, ils s'appuient sur la corruption des secrétaires, sur la menace et parfois sur la torture d'agents de liaison. Ils ciblent donc leurs actions sur les secrétaires et les agents de liaison, c'est-à-dire sur le réseau d'informateurs et sur l'entourage de l'ambassadeur. Ce dernier n'est jamais directement inquiété par les cabinets noirs.

⁴⁰ David Khan, *Ibidem*.

Les échanges épistolaires entre la Hongrie et la Belgique : les correspondances du marquis des Alleurs et du baron de Wettes

Rejoindre le port de Dantzig ou la pratique des voies fluviales et maritimes

La route partant de la Hongrie vers Dantzig se décompose en deux étapes : de la Hongrie à Varsovie d'abord, puis de Varsovie à Dantzig ensuite. Pour se rendre à Varsovie depuis la Hongrie, il faut emprunter la voie terrestre qui sillonne la Haute-Hongrie¹ jusqu'à la capitale polonaise via la cité de Cracovie. Les récits de voyage nous donnent des informations concrètes sur la forme et l'état des infrastructures de cette route.

« Depuis Agria², on suit une vallée large et fertile qui se trouve bordée de deux chaînes de montagnes qui se succèdent sans interruption. »³

La route s'appuie sur les caractéristiques naturelles pour remonter vers le Nord. Nous sommes ici en Haute-Hongrie, fief des mécontents. Cette région est sous le contrôle de la rébellion, à la différence de la partie occidentale du massif slovaque. Dans ces régions, ce n'est pas l'homme qui impose et organise son réseau à l'environnement, mais l'inverse. Le réseau hydrographique apporte sa cohérence au réseau routier, où se croisent les voyageurs, diplomates et agents des postes. Tout se fait par la route. Les routes carrossables sont inexistantes, tout comme les canaux aux Pays-Bas méridionaux. Les relais de poste et les auberges situées hors des villages ne sont pas non plus légion.

Le voyageur est confronté de manière brutale à la dimension identitaire, l'immensité du choc culturel que constitue la Hongrie, le retard de développement aussi. La route de la correspondance, c'est-à-dire de l'information, se mêle à la route commerciale et nourricière. Ces acteurs s'y faufilent et s'y dissimulent. La région est celle des mines de Semnitz et de

¹ Région montagneuse dont la superficie correspond en partie à l'actuelle Slovaquie.

² Actuelle ville viticole d'Eger à l'est de Budapest, connue pour son vin rouge résineux l'*Egri Bikaver* ou *sang de taureau*. A l'image du vignoble de Tokaj, ces vignes financent la rébellion hongroise et sont âprement défendues.

³ Charles Kesckemeti, *notes, rapports, et témoignages français sur la Hongrie 1717-1809, les relations du voyage du marquis de l'hospital à travers la Hongrie*, Szeged - Budapest - Paris, Institut hongrois, bibliothèque nationale Széchényi, 2006, p. 38.

Barnia. La Haute-Hongrie est riche ; de ce fait elle est le théâtre d'importants combats pour le contrôle de ses centres économiques et de sa route commerciale. La remontée vers la Pologne est particulièrement dangereuse. Il convient de traverser à plusieurs reprises des ponts de fortune dont la dangerosité n'est plus à démontrer :

« Il faut voir les ponts de Hongrie pour juger par leur construction qu'on ne les passe pas sans risque. »⁴

Après Cassovie, c'est la rivière Tarna qui sert de fil d'Ariane au voyageur jusqu'au centre de la Slovaquie à Eperies⁵. Cette ville est également le lieu de violents affrontements entre les Autrichiens et les Magyars en raison de la présence des salines de Barnia. L'or blanc de Barnia et sa route commerciale sont également des bastions solidement défendus par le corps d'armée de Rakóczy et du marquis des Alleurs. La route dissimule ici la mort. Elle véhicule les convictions identitaires des Hongrois. Ils stationnent entre cette région et Eger, correspondant à peu près à la Slovaquie actuelle.

Nous le savons grâce aux lettres qui indiquent le lieu de rédaction, la date et le destinataire. Les courriers du marquis des Alleurs et du baron de Wettes, en tant que supports et objets, arrivent dans cette région. Les réponses repartent respectivement vers Versailles et Mons-Bruxelles. Depuis Bude, le voyage dure en moyenne onze jours⁶. François-Paulin Dalayrac, chevalier de Beaujeu, arpente la région dans les années 1680. Il part de Bude le vingt-huit mars et arrive à Cracovie le neuf avril. Puis il atteint Varsovie le quatorze avril en descendant la rivière Wisla⁷. Encore aujourd'hui, emprunter la route par l'Est ou par l'Ouest est difficile. La nature très sauvage engendre encore chez le voyageur un sentiment d'oppression particulièrement présent. De la capitale polonaise, le messager a le choix. Il peut s'engager soit sur l'axe routier Bruxelles-Russie, correspondant à l'itinéraire Bruxelles, Cologne, Berlin, Leipzig, Varsovie, Moscou, Saint-Pétersbourg, soit sur la route fluviale de la Vistule pour rejoindre Dantzig, puis la Baltique jusqu'à Bruxelles⁸.

⁴Charles Kesckemeti, *Ibidem*.

⁵ Actuelle ville de Preslov dans le Centre-Est de la Slovaquie.

⁶Si l'on se trouve au milieu du XVIIIe siècle, l'état de la route et l'itinéraire ne changent pas. En effet, les grandes réformes n'interviennent qu'avec Joseph II à la fin du siècle. La situation dans ces régions semble figée depuis l'arrivée des Turcs et la fin de la monarchie hongroise qui a rendu le pouvoir à la noblesse locale.

⁷Détails du parcours ville par ville, Bude-Cracovie-Varsovie : sa relation nous permet de mettre en avant les étapes de cette route. Il traverse les villes de Gödölö, Góngos (29), Agria (30/31), Onod (01/04), Szerentz (02), Gontz (03), Cassovie (4 et 5 avril), Eperies (6), Tolczek (7), Bartwa (8).

⁸François Cadilhon, *L'espace hongrois et la géopolitique de la circulation européenne*, dans : *Les circulations internationales en Europe, 1680-1780*, Pierre-Yves Beaurepaire, Pierre-Yves Pouchasse, Rennes, PUR, 2010.

Les lettres du marquis des Alleurs adressées au marquis de Bonnac à Dantzig, les courriers du baron de Wettes et le transit des subsides versés par la France aux malcontents, montrent que la ligne maritime est privilégiée par rapport à la voie terrestre. Nous passons plus rapidement sur cette fin de parcours allant de Varsovie à Dantzig. Il est toutefois intéressant de souligner l'utilisation des *Cartchema*⁹, ou *Karczma* en polonais du XVII^e siècle. La distance qui sépare Dantzig de Varsovie est de cinquante à cinquante-cinq lieues. Le chevalier de Beaujeu décrit un environnement qui manque cruellement de structures et de logistique en comparaison à l'Europe occidentale.

*« Chaque voyageur est tout ensemble, l'hoste, l'hostellerie, et le voyageur : sa voiture doit lui fournir le nécessaire, lit, provisions, ustensiles, cuisine et cuisiniers. Car il n'y a pour toute ressource sur les grands chemins, et les lieux où l'on passe, que certains bâtiments de bois appelez Cartchema. »*¹⁰

Comme en Hongrie, le réseau routier est limité au niveau de sa densité. Les Polonais utilisent leurs propres chevaux et leurs propres voitures. Les étrangers les louent. Lorsque la Vistule est gelée en hiver, la voie de terre sert de support principal aux échanges. Elle se transforme alors en voie commerçante, postale, militaire. Comme souvent en Europe centrale, les voies fusionnent. Ainsi, à l'image du système danubien, la route fait partie intégrante d'un système vistulien. Se loger sur ces routes de campagne est une nécessité vitale lorsque les températures chutent jusqu'à - 20 °C. Les routes de la campagne polonaise offrent le refuge des *Cartchemas*¹¹. Les conditions de logement y sont rustiques. Le chevalier de Beaujeu décrit avec précision l'agencement et la nature de cette structure :

*« Fait les uns comme les autres à la grandeur près, où l'on trouve une large écurie à deux rangs, avec un grand espace au milieu pour les chariots, accompagné d'un deuxième réduit nommé Komori qui est une manière de garde-manger, où le maître du Cartchema tient ses provisions, son avoine, sa bière ; ainsi qu'il est grenier, cave, magasin et bouge tout ensemble. »*¹²

À l'image des relais de poste français, le *Cartchema* forme un ensemble. Il occupe une double fonction d'hébergement, à la fois humaine et animalière. Il se compose d'une écurie

⁹ Type de relais de poste propre au réseau polonais, dans lequel se trouve une vaste auberge. Ces infrastructures routières permettent au voyageur de s'abriter en période hivernale et de dormir avant de reprendre la route.

¹⁰ François-Paulin Dalayrac, Chevalier de Beaujeu, *Mémoire du chevalier de Beaujeu contenant les divers voyages en Pologne, en Allemagne, en Hongrie, avec les relations particulières des guerres et des affaires de ces pays-là, depuis 1679*, Paris, chez Claude Parbin, 1698, p. 135.

¹¹ Pour approfondir, Chevalier de Beaujeu, *Ibid*, p. 140.

¹² François-Paulin Dalayrac, Chevalier de Beaujeu, *Ibid*, p. 135.

qui abrite le repos des chevaux, et contient des réserves suffisantes pour nourrir les voyageurs et leurs montures. Les conditions de logement des hommes sont précisées ci-après. Elles se révèlent sommaires et rudes, à l'image du pays :

« La grande chambre à un poêle et une cheminée relevée à la mode du pays, comme un four, et tout le monde se loge là pêle-mêle, hommes et femmes ; de même que dans une Halle on se sert du feu de l'hoste comme de la chambre, tout le monde indifféremment. [...] Une des plus grandes incommodités de ces lieux, qu'on voit bien être extraordinaire, c'est la puanteur des chambres, la malpropreté du lieu, le voisinage de la vache, du veau, des poules, des petits enfants qui y sont pêle-mêle avec le voyageur dont chacun fait son ramage différent. »¹³

Voyageurs et populations locales dorment donc ensemble dans ces grands bâtiments de bois. Le vocabulaire employé par le chevalier est suffisamment imagé pour visualiser facilement les corps allongés et les animaux qui parcourent une jonchée recouvrant un sol en terre battue. Les *Cartchemas* sont en réalité des adaptations locales correspondant aux relais de poste d'Europe occidentale. La grande différence avec ces derniers est qu'elles constituent pour les populations locales de véritables lieux de vie. Elles sont également implantées dans les faubourgs des capitales provinciales :

« Outre cela, les jours de fête sont les plus à craindre parce que tout le village est assemblée dans le Cartchema à boire, à fumer, à danser, à faire un vacarme épouvantable, de vraies bacchanales, sans aucun égard pour personne.¹⁴ »

Au-delà de ces désagréments d'ordre culturel qui empêchent parfois le voyageur de se reposer, ces structures d'hébergement polonaises possèdent un avantage pour celui qui souhaite rester anonyme. Le chevalier souligne cette particularité très utile aux courriers faisant sortir et entrer les correspondances en Hongrie :

« Ce qu'il y a de plus singulier, c'est que tout voyageur sans distinction d'État et de qualité entre dans ces maisons, s'y loge, en sort de même que d'un lieu désert sans demander permission à l'hoste, sans prendre congé de luy, sans avoir autre commerce que de luy payer les fourrages qu'il fournit.¹⁵ »

¹³François-Paulin Dalayrac, Chevalier de Beaujeu, *Ibid*, p. 136-137.

¹⁴François-Paulin Dalayrac, Chevalier de Beaujeu, *Ibid*, p. 137.

¹⁵François-Paulin Dalayrac, Chevalier de Beaujeu, *Ibid*, p. 136.

Dans ces structures, il n'est en effet pas nécessaire de signaler son identité au patron, comme il est d'usage sur le réseau des postes impériales des Tour et Tassis et en France. Ce mode de fonctionnement renforce la dissimulation des correspondances et de ceux qui les acheminent. Aucun nom n'apparaît sur les registres. Les agents ennemis ont de grandes difficultés à relever les entrées et les sorties pour intercepter un messager qui s'arrêterait régulièrement dans ces étapes. De toute manière, les courriers acheminant les correspondances cherchent autant que possible à varier leurs parcours et leurs lieux d'hébergement pour garantir leur sécurité en n'éveillant pas le soupçon. La variation des trajets et des lieux de repos est assez aisée. En effet, la densité des *Cartchemas* est plus importante que celle des relais de poste d'Europe de l'Ouest. La vitesse du réseau routier étant plus lente, ces établissements sont installés toutes les demi-lieues¹⁶. Pour preuve de la longueur des déplacements, le trajet par la route dure treize jours¹⁷, tandis que par le fleuve, il ne faut que trois ou quatre jours de navigation pour rallier Dantzig. De plus, à la belle saison, il est facile de s'embarquer sur un navire de commerce dans l'une des dix-sept villes jalonnant le fleuve¹⁸. Les possibilités de se dissimuler en variant les itinéraires sont donc infinies sur le tronçon polonais.

Sortir les correspondances de Hongrie par le nord est en conclusion assez difficile en raison du mauvais état des axes de communication entre la partie septentrionale du royaume et Varsovie. De Hongrie, il faut compter entre vingt jours et un mois pour rejoindre Dantzig. Il faut ajouter à cela une quinzaine de jours pour rejoindre Versailles quand les conditions maritimes sont favorables. On préférera cette route si l'on se situe en Haute-Hongrie, c'est-à-dire dans le massif slovaque. En revanche, si l'on se trouve dans la grande plaine hongroise ou en Transylvanie, on choisira la route de l'Empire ottoman. C'est une question d'adaptation géographique devant garantir la rapidité de transmission et de réaction.

¹⁶ François-Paulin Dalayrac, Chevalier de Beaujeu, *Ibidem*

¹⁷ Détail du trajet routier avec distance depuis le point de départ : l'itinéraire traverse les villes suivantes : Dantzig – Nové (12 lieues) – Grodentz (14 lieues) – Halenza (19 lieues) – Thorne (22 lieues) – Sluszoua (25 lieues) – Bretch (28 lieues) – Koual (31 lieues) – Gofin (34 lieues) – Gonbin (37 lieues) – Gyfiez (40 lieues) – Socachouf (42 lieues) – Boigné (46 lieues) et enfin Varsovie (50 lieues).

¹⁸ De Varsovie, il y a un premier péage à Navodvour. Il est situé en aval de la capitale, à quatre lieues. Naref (4,5 lieues) – Zacrochim (5,5 lieues, péage) – Chervinsko (8,5 lieues) – Vissogrod (9,5 lieues) – Plotsko (15,5 lieues) – Dobregin (19,5 lieues) – Vroslavek (22,5 lieues, péage) – Mieschaux (25,5, péage) – Thorne (30 lieues, ville la plus importante depuis Varsovie, présence d'un pont) – Forban (35 lieues, péage et élargissement de la rivière) – Coulme (40 lieues) – Choutza (41 lieues) – Grodentz (43 lieues, ici la voie fluviale recoupe la route terrestre comme à Thorne) – Nové (45 lieues) – Ghinief (47 lieues) – Dirchau (52 lieues) – Dantzig (56 lieues, péage).

La voie danubienne ou le chemin menant à la Sublime Porte et à la Méditerranée

La voie danubienne est multiforme à l'époque moderne. On distingue en effet trois grands axes qui aboutissent tous à Constantinople : le premier connecte le Bosphore aux rives de l'Adriatique balkanique à travers la Grèce du Nord et l'Albanie, le second, à l'Europe centrale, au Danube puis à Vienne, le troisième, à la Pologne par la mer Noire, la Transylvanie et la Vistule.

L'un des plus connus se confond avec la *via Egnatia* romaine qui reliait Byzance-Constantinople au port de Durazzo via les cités de Salonique, d'Édessa et de Tirana. Elle s'étire sur une distance de mille deux cents kilomètres. Cette route ottomane est connue depuis l'Antiquité par les Européens. Depuis l'Italie, elle constitue le principal axe de pénétration terrestre de l'Empire turc. C'est en réalité un prolongement de la *via Appia* dont l'une des extrémités est le port de Bari. Comme plongeant dans l'Adriatique, la route renaît sur la côte albanaise, sur les quais du port ottoman de Durazzo. La *via Appia* change alors de nom pour devenir la *via Egnatia*¹⁹. À l'image de la Pologne et du système vistulien, la *via Egnatia* s'appuie sur le réseau fluvial local. Ainsi, pour traverser une Albanie escarpée, la route suit le fleuve Shkumbin²⁰ pour gagner le sud de la Macédoine et le nord de la Grèce. Cet itinéraire passe ensuite à proximité du port de Salonique. C'est un centre d'approvisionnement pour la rébellion hongroise et les agents français se battant à leurs côtés. De Tirana, il faut compter environ une vingtaine de jours de voyage jusqu'à la Sublime Porte. À l'origine, plus qu'une route commerciale ou épistolaire, elle était avant tout une route militaire. Elle permettait aux envahisseurs romains, barbares, croisés puis ottomans de franchir les Balkans en direction ou depuis les détroits. Cette voie transversale, qui suit presque le quarante et unième parallèle, connecte les autres routes romaines encadrant le massif balkanique depuis la ville nord-italienne de Trieste. À l'Ouest, il est possible d'emprunter la *via Flavia*²¹ dès la sortie de Durazzo. Elle longe la côte dalmate et traverse les villes de Raguse, Split, Pula jusqu'à Trieste et le réseau postal des Tour et Tassis. Plus loin en Thrace, la *via Egnatia* coupe la *via Militaris* venant du Nord par le versant oriental des Balkans et le bassin danubien. Dans le même mouvement que les Tour et Tassis en Europe occidentale, les Turcs réorganisent les grandes voies romaines pour dynamiser les échanges commerciaux,

¹⁹ Se référer à la partie Annexes.

²⁰ Petit fleuve albanais long de 181 kilomètres. Il se jette dans l'Adriatique.

²¹ Se référer à l'ambassade de Frangipani pour davantage de détail sur cette route.

épistolaires et surtout militaires. Pour servir les ambitions des sultans, la *via Egnatia* et la *via Militaris* sont réorganisées au XVI^e siècle. L'administration militaire et civile de la Sublime Porte positionne tous les trente kilomètres des relais destinés au confort des caravansérails et des garnisons pour les protéger des bandits de grand chemin. Cette distance de trente kilomètres n'est pas laissée au hasard. Sur base de celle parcourue par l'armée romaine, elle correspond au déplacement moyen journalier d'un fantassin. Un légionnaire devait pouvoir couvrir la distance d'une ville à l'autre en une journée maximum.

Cette distance, qui peut être modulée en fonction du relief, quadrille le territoire et assure sa maîtrise. On retrouve cet espacement moyen, vingt-cinq à trente kilomètres, dans celui qui sépare les villes qui se sont développées à partir des anciens camps retranchés romains. C'est particulièrement visible aux Pays-Bas méridionaux le long de la route romaine Tongres – Bavay avec le premier tronçon entre les villes de Bavay, de Mons et de Binche. Grâce à leur expérience, les Ottomans reprennent cette organisation, notamment en ce qui concerne la *via Militaris* susmentionnée. Elle relie la capitale ottomane à Belgrade, puis à Vienne à travers la Hongrie. La route reprend le Danube à partir de la ville de Sofia. Cet axe de communication est sûrement le plus constitutif de la voie danubienne. C'est l'un des mieux entretenus de l'Empire. C'est un axe de conquêtes majeur pour les sultans. Il permet de gagner la grande plaine pannonienne de Hongrie très rapidement. C'est toujours un axe routier de grande importance reliant l'Orient à l'Occident²². La qualité des réseaux actuels et leur degré de fréquentation témoignent du niveau d'importance des axes passés. Sur la *via Militaris*, les Turcs font en sorte de prendre des villes situées à mi-chemin entre la Hongrie et le Bosphore. Une cité comme Belgrade, conquise dès 1522, est d'une importance stratégique capitale. Elle assure d'abord la maîtrise de la partie basse du Danube par son positionnement en amont des « Portes de Fer », puis elle sert de point de ralliement aux armées des États vassaux et enfin de relais aux lignes de communication et d'approvisionnement. La largeur de la *via Militaris* témoigne de cette importance. Elle est large de huit mètres avec une double section pavée. Elle constitue l'un des principaux axes d'invasion des armées ottomanes vers l'Europe centrale²³. Les Turcs l'entretiennent pour faciliter la rapidité des déplacements militaires, économiques et administratifs. La *via Pontica* relie le Bosphore au Danube par la

²² La *via Militaris* s'étend jusqu'à Belgrade sur 950 kilomètres. Le temps de trajet actuel en voiture est de 10 heures, soit une moyenne de 95 kilomètres/heure. Cette moyenne est bien supérieure à celle de la *via Egnatia* avec 76 kilomètres/heure pour longueur totale de 1000 kilomètres entre Istanbul et Durrës, et à celle de la *via Flavia* avec 70 kilomètres/heure pour 1200 kilomètres entre Tirana et Trieste.

²³ Elle mène les troupes ottomanes jusqu'à Belgrade en 1521.

côte occidentale de la mer Noire. Du delta danubien, elle se connecte ensuite aux routes du voïvodat de Valachie pour remonter ensuite vers la Pologne par l'Est du massif des Carpates en suivant la rivière Pruth, longue de neuf cent cinquante-trois kilomètres. Cette voie fluviale est une des lignes commerciales pour les marchandises de Transylvanie allant à Constantinople²⁴, en traversant les principautés de Transylvanie et de Moldavie. Elle s'apparente à une des antiques routes du commerce de l'ambre, résine semi-précieuse qui a fait la richesse du port de Dantzig²⁵. Ainsi, la *via Pontica* connecte Constantinople aux bouches du Danube et au réseau routier de l'Europe septentrionale en longeant la mer Noire. Elle traverse les actuelles villes de Sozopol, de Varna, de Kavarna et de Constanta. Elle s'allonge sur environ sept cents kilomètres.

La durée des trajets pour relier les villes jalonnant ces différentes routes ne peut-être qu'indicative en raison de plusieurs facteurs : la météorologie, qui partout dégrade l'état du réseau routier en hiver, les guerres, qui ravagent de manière chronique la région. Ainsi, selon la saison, le trajet entre Constantinople et Raguse²⁶ sur la *via Egnatia* et la *via Flavia* s'effectue entre vingt-cinq et quarante-six jours, puis le trajet entre Belgrade et la Sublime Porte entre vingt et trente jours ; Sofia est à treize jours Constantinople tandis qu'Andrinople n'est distante que de cinq à six jours²⁷. Plus on s'écarte de la capitale ottomane vers le centre de l'Europe, plus ces temps de parcours sont approximatifs. Pour la voie danubienne, le sens du courant est également une donnée importante en termes de rapidité. Il avantage les Autrichiens dans la guerre face aux Ottomans. Lorsque l'on arpente les routes européennes de l'Empire turc, la voie la plus moderne est celle menant de la capitale à Andrinople. Les raisons de ce développement sont multiples : politiques, militaires, commerciales et économiques. Étant une ancienne capitale de l'Empire ottoman, elle occupe une place particulière dans l'histoire des sultans qui y disposent d'un palais d'été. Puis, c'est un axe stratégique majeur pour le déplacement des troupes vers les frontières de l'Empire des Habsbourg et enfin pour le commerce. Ces voies assurent en effet le ravitaillement de ce

²⁴ Se référer à la partie Annexes.

²⁵ L'ambre est une résine de conifère, rarissime en Méditerranée. Elle était déjà très recherchée par les peuples méditerranéens de l'Antiquité classique, qui en étaient presque totalement dépourvus. L'ambre acheté par les Grecs, les Égyptiens et les Phéniciens provient majoritairement de la mer Baltique, dans une région située entre la Pologne et la Lituanie. Lors de la Préhistoire, la mer recouvre cette région boisée. La résine se détache des arbres, est emportée par la mer, elle finit par se déposer sous forme de sédiments. Les terres bleues contiennent de l'ambre. Une route commerciale de l'ambre reliait l'Égypte des pharaons aux rives de la mer Baltique. Cette route est l'une des héritières de ce commerce qui passait également par la Bavière.

²⁶ Actuelle ville Croate de Dubrovnik en Dalmatie.

²⁷ Frédéric Hitzel, *L'Empire ottoman XVe – XVIIIes siècles*, Paris, Les Belles Lettres, 2001, p. 231 – 237.

marché mondial qu'est Constantinople. Des produits arrivent de toutes les provinces de cet empire démesuré, et même au-delà. Les rapports des ambassadeurs mentionnent ce foisonnement de marchandises.

« [Les Ottomans] acceptent les marchandises qui sont en abondance dans ses États et y apportent celles de l'Europe qui leurs estoient nécessaire. Ils firent passer au travers des États du grand seigneur une bonne partie des marchandises pour les distribuer en Europe »²⁸

Ici la « Corne d'Or » est synonyme de corne d'abondance. Les produits sont achetés pour être consommés par la population, mais aussi pour être revendus dans le monde entier. Il y règne une activité internationale et un cosmopolitisme difficilement comparable. C'est une interface commerciale entre Ponant et Levant. À l'image des théories économiques de caméralistes viennois comme Spinola, les Turcs spécialisent les productions régionales pour approvisionner cette immense cité. Cependant, à la différence des Impériaux, ils n'imposent pas de modèle économique. Comme pour la religion, ils laissent les États vassaux organiser leurs productions et leurs circuits d'approvisionnement en direction de la capitale. Ainsi, le blé, l'orge et le beurre fondu viennent de la côte occidentale, de la mer Noire et des steppes de Tartarie. Ils accompagnent le caviar et les esturgeons du Danube, descendus par le fleuve après leur salaison. Ces denrées sont acheminées soit par bateau, soit par la route par la *via Pontica*. Les produits issus de l'élevage sont à la charge de la Bulgarie, de la Thrace, de la Hongrie et de la Transylvanie, tandis que la viande sur pied arrive principalement des Balkans, notamment de Bosnie. Ces produits empruntent la *via Militaris*, croisant parfois les colonnes de soldats qui vont servir en Europe centrale au printemps. Sur la *via Egnatia* circulent les fruits frais et séchés venant de Thessalie. Les provinces européennes sont également très sollicitées. L'argent, le cuivre et le plomb des riches gisements serbes des régions de Novo Brno et de Sar Planina, mais aussi de Bosnie à Fojnica et Kresevo, sont également acheminés à Constantinople. Sur les étals des marchés, ces produits de Grèce et d'Europe centrale côtoient les raisins secs de Smyrne et le bois d'Anatolie du Nord-ouest. Ces routes sont donc à la fois vivrières, commerciales et militaires. Elles sont rapides et bien entretenues pour faciliter l'efficacité des échanges (gage de bonne santé économique), les mouvements militaires et la réactivité de la chaîne administrative entre la capitale et les provinces. À l'image de la Pologne, les voies commerciales, militaires, vivrières et postales se confondent.

²⁸ AAE, Md. Turquie, vol. 1, P/11240, *Mémoire sur le commerce pour servir d'instruction au sieur Girardin, ambassadeur du roi près le Grand Seigneur, fait par M. de Seignelay le 15 août 1685*, f° 41

À la différence de l'Europe centrale et des routes hongro-polonaises, un soin particulier est apporté aux infrastructures et aux ouvrages d'art. Le récit de voyage de Jean Chesneau²⁹ intitulé, « *Voyages de monsieur d'Aramon ambassadeur pour le Roy [de France] en Levant* », décrit l'itinéraire maritime et routier entre Venise et Constantinople et ses infrastructures³⁰. Il relate le franchissement d'un pont sur la *via Militaris* entre la ville de Sofia et d'Andrinople :

« Nous avons passé le fleuve Marissa sur un fort beau pont de pierre appelé le pont Moustapha qui a dix-huit à vingt arches. »³¹

Le fleuve Marissa correspond à l'antique fleuve Hébrus, appelé par les Turcs, Nehri Meridj. Ce pont est un des plus solides et un des plus remarquables ouvrages d'art d'Europe centrale et orientale. Il a été construit par l'ingénieur turc Moustafa Pacha³². Sa solidité traduit effectivement une voie militaire moderne et rapide, qui dénote avec les ponts de bois endommagés et la lenteur des chemins de muletiers des royaumes de Hongrie et de Pologne, situés à l'extérieur de la voie danubienne. Avec la conquête musulmane, d'autres ouvrages d'art sont aménagés pour le franchissement des cours d'eau et des ravins. Ils doivent faciliter l'invasion des terres chrétiennes initiées avec vigueur à partir du XVI^e siècle par Soliman le Magnifique. On peut citer en exemple le célèbre pont de Mostar³³ construit par Kayreddin en 1566, celui menant de la ville de Vardar à celle de Skopje, et enfin le pont de Visegrad mis en service en 1571. Ces ouvrages d'art ont aussi pour but de faciliter la circulation des marchandises et des postes entre la capitale et les provinces périphériques du nord de l'Empire. En plus des ponts, le sultan veille à installer le long de ses routes, des relais destinés au confort des caravansérails. Il doit veiller à assurer le ravitaillement de la capitale et les échanges commerciaux entre le centre et les périphéries de l'Empire. Ces infrastructures sont

²⁹Jean Chesneau est le secrétaire de Gabriel de Luetz baron d'Aramon, ambassadeur de France à Constantinople sous le règne d'Henri II de 1546 à 1553. Il a ravivé les relations franco-ottomanes. Il est célèbre pour avoir écrit *la Relation des voyages de l'ambassadeur aux côtés de Soliman II en Perse, en Syrie, en Égypte et en Palestine*, dans laquelle se trouve une description précise de Constantinople et de la cour du sultan.

³⁰Jean Chesneau, *Voyage de Monsieur d'Aramon, ambassadeur pour le Roy en Levant*, publié et annoté par Ch. Schefer, Paris, éditions Ernest Leroux, 1887.

Départ de Venise sur trois galères de forçats et traversée de l'Adriatique jusqu'à Raguse. Débarquement dans le port Adriatique et début du voyage par terre. Première étape à Trebigne, une ville à trente kilomètres au nord-est de Raguse dans la province d'Herzégovine, puis Serniche, Pleolje ou Pléonie, Cochia, Prépouille, Novibazar, Sofia, Andrinople après avoir traversé la rivière de Marissa sur un pont de pierre de dix-neuf arches, Constantinople.

³¹ Jean Chesneau, *Voyage de Monsieur d'Aramon, ambassadeur pour le Roy en Levant*, publié et annoté par Ch. Schefer, Paris, éditions Ernest Leroux, 1887, p. 88. Ce pont compte en réalité dix-neuf arches.

³² Moustafa Pacha épouse la sœur de Soliman, malgré ses origines esclaves. Il accompagne le sultan au cours de la première campagne de Hongrie en 1522, et dirige la campagne contre la forteresse de Rhodes.

³³ Symbole du déchirement serbo-croate et bosniaque durant la guerre de Yougoslavie de 1991 à 1999. Après sa reconstruction, le pont est redevenu passerelle entre les deux communautés de la ville. Il est aujourd'hui un lieu de recueillement, de mémoire et de tourisme.

une adaptation locale des relais de poste occidentaux et des *Cartchemas* polonais. La densité de ces structures est comparable au réseau des Tour et Tassis entre Bruxelles et Vienne. Dans la partie ottomane, on comptabilise en moyenne un relais tous les trente kilomètres, tandis que dans les Pays-Bas et le Saint-Empire romain germanique on comptabilise un relais tous les vingt-huit kilomètres³⁴. Si le réseau routier ottoman est bien supérieur à celui de la Hongrie, de la Pologne, de la Transylvanie en termes de qualité et d'efficacité, il est comparable à celui des Pays-Bas méridionaux, même en ce qui concerne les ouvrages d'art³⁵. Le long de la route sont disposés des fortins devant assurer la sécurité des voyageurs qui se déplacent toujours en compagnie des convois marchands. En raison de l'insécurité chronique qui affecte toutes les contrées d'Europe, il est en effet rare de croiser un marcheur ou un cavalier solitaire. À partir de Sofia, la voie fluviale du Danube peut être empruntée pour gagner Belgrade au Nord. De la capitale serbe, il est possible de bifurquer vers Vienne par la Hongrie, ou de se rendre sur la mer Adriatique par le Herzégovine et Mostar. Ce dernier trajet est emprunté par le marquis des Alleurs qui accoste à Durazzo et qui gagne ensuite la Transylvanie par Belgrade et Temesvar. Peu de fleuves sont entièrement navigables à l'époque moderne. À l'image de la partie moyenne et basse du Danube, de la Vistule, de la Meuse, de l'Escaut ou du Rhin, la voie fluviale joue en Europe un rôle fondamental dans le désenclavement des provinces continentales. Ailleurs dans le monde, ces routes fluviales sont tout aussi importantes pour commercer, véhiculer l'information, étendre la culture et les politiques. Dans l'Empire ottoman, le Tigre, l'Euphrate et le Nil occupent également cette fonction de support des échanges de toute nature, cela depuis l'Antiquité.

La question des transports s'avère essentielle pour se mouvoir sur ces voies de communication. Sur le Danube, le déplacement se fait à bord de barges ou de radeaux d'outre que l'on nomme *Kelek*. Depuis les Balkans et en Hongrie, les moyens de locomotion sont rustiques et relativement lents. Cette lenteur explique les temps de trajets plus importants que ceux enregistrés sur le réseau des Tour et Tassis, à qualité comparable du réseau. Les charrettes et les chariots sont en adéquation avec un monde façonné par la paysannerie et la guerre. Ils correspondent en partie à ceux utilisés en Pologne. Ces moyens de locomotion contrastent avec l'Orient où les caravanes de chevaux, de chameaux³⁶ et de mulets sont plus

³⁴ Se référer à la partie développement du réseau des Tour et Tassis

³⁵ Pour davantage d'informations sur le réseau de communication des Pays-Bas méridionaux, se référer à la partie sur les canaux.

³⁶ On s'en rend compte lors du siège de Vienne de 1529 où les chameaux de l'armée ottomane sont décimés en raison des pluies continues et de la boue des routes.

adaptées aux milieux désertiques du Moyen-Orient, rocaillieux d'Anatolie et plus largement à l'antique route de la soie. Par ces routes terrestres, fluviales et maritimes, le marquis de Ferriol à Constantinople et le consul Armand³⁷ à Salonique jouent le même rôle que le marquis de Bonnac en Pologne. Ils organisent les lignes d'approvisionnement de la rébellion et la redistribution des courriers acheminés depuis la Hongrie. À l'image de la route septentrionale, au-delà de Pest dans les zones reconquises et dans l'Empire ottoman, le fonctionnement n'a effectivement rien de commun avec la logistique d'une poste réglée à la française, même sur la voie danubienne. Le récit de voyage du marquis de la Motraye nous décrit son utilisation. Assuré que la voie fluviale du système danubien est la route la plus rapide et la plus développée de la région, il s'embarque pour Temesvar³⁸ en terre ottomane. Le marquis des Alleurs y avait fait étape. Le pacha de Temesvar conseille au sieur de la Motraye pour rejoindre Constantinople :

« Je m'en excusai sur des affaires qui m'appelaient à Constantinople. Comme il vit que je voulais absolument partir, il me conseilla d'aller prendre à Widin la voye du Danube. »³⁹

L'efficacité du système danubien n'est pas à démontrer. Son rôle de colonne vertébrale fait qu'il est la première route de cette vaste région. Comme sur la Vistule, le voyageur se mêle aux marchandises qui glissent sur le fleuve dans les deux sens de navigation. Il suit le conseil du Pacha et se rend à Widin par la route. Pour les courriers, il est intéressant de se rendre à Temesvar dans l'Empire ottoman. Les Turcs observent avec bienveillance ce conflit qui met à mal leur vieil ennemi autrichien. Les agents peuvent y circuler sans encombre s'ils disposent d'un passeport. De plus, la ville est située à proximité de la principauté de Transylvanie, bastion de la révolte. Une fois à Widin, actuelle frontière bulgare-roumaine, le marquis de la Motraye s'embarque pour Rotzig. De là, il est possible de suivre la route vers la Thrace à travers la Bulgarie pour rejoindre Andrinople, Salonique et Constantinople. Une alternative s'offre alors au voyageur : il a la possibilité de poursuivre sur le Danube jusqu'au port de Galatie. De cette ville roumaine, il est possible de s'embarquer vers le détroit du Bosphore⁴⁰ par la mer Noire⁴¹.

³⁷ François de 1699 à 1708, puis Antoine jusqu'à la fin de la guerre.

³⁸ Ville roumaine de Timisoara aujourd'hui.

³⁹ Marquis de La Motraye, *Ibid.*, p. 203.

⁴⁰ Marquis de La Motraye, *Ibid.*, p. 202-207.

⁴¹ Si on récapitule le parcours du marquis de la Motraye, ce dernier traverse les villes de : Bude - Oftcha (route) - Kecskemet (route) - Segedin (route) - Temesvar (bateau) - Widin (reprise de la route), Nicopolis (embarquement sur bateau) – Rotzig (Bateau, ici le courrier peut obliquer vers le Sud et l'actuelle ville de Sofia ou poursuivre

Par conséquent, la voie du Danube semble la plus efficace pour rallier Constantinople depuis l'Europe centrale. Le marquis de la Motraye reçoit ce conseil à plusieurs reprises de la part de Hongrois et d'Ottomans. Une nouvelle fois, la voie épistolaire se confond avec la voie commerciale. Les courriers sont également facilement dissimulables par cette route. Le voyage est toutefois long, mais semble moins périlleux que vers la Pologne. La possibilité d'adapter le parcours est possible en fonction du contexte et des informations qui parviennent aux agents. Le centre - ouest de la Hongrie, caractérisé par sa grande plaine, et la Transylvanie, sont donc engagés dans ce commerce.

Rallier Constantinople à Marseille par la voie postale maritime

Les voyages par mer sont les plus fréquents et les plus rapides pour rallier les territoires maritimes. Les déplacements prennent la forme d'un cabotage qui s'effectue le plus près possible des côtes. En effet, la mer Méditerranée est un espace maritime doté de soudaines et violentes colères, qui n'ont rien à envier aux tempêtes de l'Atlantique. Ces tempêtes sont légendaires. Personnifié par le divin Poséidon chez les Grecs, ou Neptune dans le panthéon romain, Homère lui a dédiée l'une de ces principales œuvres : *l'Odyssée*⁴². Dans plusieurs de ses travaux, le demi-dieu Hercule doit affronter les tempêtes. Même au début du XVIIIe siècle, s'aventurer en mer reste une odyssée. Comme sur terre, les temps de trajets varient en fonction des conditions météorologiques et des ennemis que l'on peut rencontrer (corsaires de Flessingue au service des Provinces-Unies, marine de guerre britannique, pirates barbaresques). Le voyage entre Marseille et Constantinople s'avère donc assez long et hasardeux, surtout en période de conflit. Le récit de voyage de Jérôme Maurand⁴³ nous informe des points de passage et de ravitaillement de cette route commerciale. Ce prêtre

vers l'aval du fleuve) – Torgou (point de passage important pour la traversée du Danube) – Silistria (bateau) – Ibraeli (reprise de la route en raison des mauvaises conditions climatiques qui entravent la navigation sur le Danube). Ceci souligne la capacité d'adaptation des courriers – Galatie (route) – Constantinople (bateau par la mer Noire).

⁴² *L'Odyssée* est écrite par Homère, la date de parution originale est située entre 850 et 750 avant Jésus-Christ. Le titre même de l'œuvre d'Homère est devenu par antonomase, un synonyme de récit de voyage dans le langage courant. Avec *l'Illiade*, elle est considérée comme l'un des deux poèmes fondateurs de la civilisation européenne.

⁴³ Jérôme Maurand est un homme d'Église prêtre de la paroisse d'Antibes, il effectue un voyage dans l'Empire ottoman. Il accompagne en 1544 le départ de la flotte turque stationnée à Toulon depuis l'hiver 1543. Il fait partie de la suite diplomatique du capitaine Polin, dont il décrit le voyage dans une Relation.

d'Antibes accompagne le capitaine Polin⁴⁴ dans son voyage vers Constantinople. Ils voguent en compagnie de la flotte ottomane commandée par Barberousse qui quitte son hivernage de Toulon (1543-1544). Son rapport détaillé s'intitule *Itinéraire d'Antibes à Constantinople*. On peut le confronter à l'itinéraire utilisé par l'ambassade de Gabriel de Luetz allant de Raguse à Constantinople. Ce trajet est également détaillé dans *Voyage de monsieur D'Aramon*⁴⁵. Dans une première partie, le capitaine Polin et la flotte ottomane suivent les côtes italiennes jusqu'au détroit de Messine. Dans un premier temps, ils passent au large de Monaco, Savone. Puis, ils doublent le cap de Monte pour gagner, plus au Sud, les îles d'Elbe, du Giglio et de Capri. Une fois à Capri, le voyage est loin d'être fini. La route est encore longue et les passages dangereux sont légion. La couronne espagnole de Philippe V contrôle encore ces eaux italiennes offrant aux bâtiments de Louis XIV la relative sécurité des ports alliés. Ils sont pour les marchands de véritables refuges, comme en témoigne le port de Syracuse en 1710. À ce propos, il faut se souvenir de l'opération de sauvetage menée par les vaisseaux de la Royale placés sous le commandement du corsaire nantais Jacques Cassard. Ils délivrent une flotte marchande composée de quatre-vingt-cinq bâtiments de commerce en provenance de Constantinople prise au piège lors du franchissement du détroit de Messine. La valeur de la cargaison, estimée à deux millions de livres, justifie l'envoi d'une escadre puissamment armée. Le franchissement du détroit de Messine est certainement le point de passage le plus dangereux de toute la traversée. Situé entre la pointe de la botte italienne et la Sicile, c'est un entonnoir entouré de criques propices à l'observation. Les corsaires de Flessingue⁴⁶, les pirates barbaresques et les Anglais s'y dissimulent, attendant patiemment l'apparition sur la ligne d'horizon de riches navires de commerce. En cas d'attaque, les convois marchands peuvent néanmoins trouver refuge dans deux ports. En venant du Levant, il est possible de se détourner en direction du port de Syracuse et de Catane. En venant du Ponant, le port de Lipari dans l'archipel des îles Éoliennes offre un bon axe de retraite. Les vaisseaux d'escorte offrent généralement le temps nécessaire aux navires marchands pour se détourner et se mettre à l'abri dans ces deux ports fortifiés espagnols. Une fois le détroit franchi, les navires entrent alors dans le golfe de Salerne. La route maritime traverse l'extrême Sud de la tumultueuse mer Adriatique en direction des îles ioniennes grecques. Après cette traversée,

⁴⁴ Le capitaine Polin, au même titre que celui d'Escalin, est un surnom donné à Antoine des Aymars, baron de La Garde. Dans ce voyage d'Antibes à Constantinople, il dirige les galères *Réale* et *Saint-Pierre*.

⁴⁵ Jean Chesneau, *Ibid.*

⁴⁶ Flessingue est un port de commerce situé sur l'ancienne île de Walcheren, dans la province de Zélande. Comme à Dunkerque ou Saint-Malo en France, les Hollandais arment des navires civils, plus rapides et maniables que les vaisseaux de guerre. Dominateurs sur le commerce de la mer du Nord avec les Anglais, les corsaires hollandais partent écumer la Méditerranée pour attaquer Ottomans, Français et Espagnols, avec le concours de la marine britannique.

les côtes de l'Empire ottoman sont en vue. À mi-parcours, les îles de Céphalonie et Zante permettent de faire relâche pour se ravitailler ou réparer d'éventuelles avaries. Même si la flotte du sultan contrôle ces eaux territoriales, la fin du voyage vers Constantinople reste longue et périlleuse. Les navires doivent désormais contourner la péninsule du Péloponnèse. Lorsque les marins doublent le cap Malée, laissant sur tribord l'île de Cervi, ils pénètrent dans la mer Égée. À l'image de l'Adriatique, la mer Égée est connue depuis l'Antiquité par les marins pour ses violentes et soudaines colères. Pour les Hellènes, elle est le domaine de Poséidon. Les plus cultivés de l'équipage gardent en mémoire les déboires d'Ulysse dans *l'Odyssée* d'Homère, comme une mise en garde. Tous espèrent que la traversée se fera sans encombre. Même à l'aube du XVIII^e siècle, l'Histoire aurait tort de sous-estimer le pouvoir des croyances sur les voyageurs terrestres et maritimes et les peurs qu'elles suscitent. L'historien des identités, s'intéressant naturellement aux routes postales et à l'environnement dans lequel évolue le voyageur, se doit de prendre en compte cette part intangible du voyage de façon à s'approcher le plus près possible de la réalité historique. En Égée, comme ailleurs en Méditerranée, la route maritime ne s'écarte jamais vraiment de la côte et de l'archipel des Cyclades. Elle remonte vers l'île de Milos, pour passer entre cette dernière et l'île d'Antimilos. Puis, les bâtiments de la marine marchande et de guerre voguent en direction du Nord-est jusqu'à l'île de Paros pour passer ensuite entre les îles de Mykonos et de Délos. De là, ils amorcent une remontée au Nord. Au large de l'Anatolie, ils dépassent les îles de Chios et de Tenedos pour gagner les actuels détroits des Dardanelles. Avant de pénétrer dans la mer de Marmara, les commerçants ont le choix de rallier le consulat français de Salonique au bord de la mer Égée ou de franchir l'ancien Hellespont pour accoster à Constantinople après avoir traversé la courte mer de Marmara⁴⁷. Le temps de trajet de ce voyage périlleux est relativement difficile à estimer. On peut citer le voyage du marquis de Ferriol en 1699. Le trajet est un peu différent puisqu'il fait escale à Malte, Candie, puis Smyrne. Il embarque à Toulon sur un navire de guerre le vingt-huit juillet 1699 et arrive à Constantinople le douze octobre 1699, soit un voyage de onze semaines. Ce détour sur Smyrne s'explique par le fait que le consulat de cette ville est l'un des plus importants des installations françaises au

⁴⁷ Récapitulatif des étapes de la ligne maritime entre Marseille et Constantinople, voyage décrit dans le récit de voyage Jean Chesneau, *Voyage de Monsieur d'Aramon, ambassadeur pour le Roy en Levant*. Marseille → Antibes → Monaco → Villefranche → Savone → Cap de Monte → Île d'Elbe → Talamone → Île de Giglio → Naples → Capri → Golfe de Salerne → Îles éoliennes → Messine → Île de Céphalonie et de Zante → Méthoni (Sud-ouest du Péloponnèse) → Sud de la péninsule (cap Méléé – Île de Carvi) → traversée de l'Égée par l'axe nord-est avec le passage entre les îles de Milos et Antimilos, puis au large de l'île de Paros et de Mykonos. La Remontée se fait ensuite vers le nord, le long des côtes de l'Asie Mineure par l'île de Chios face à Smyrne et l'île de Tenedos → Détroit des Dardanelles : vers Salonique au nord ou franchissement du détroit et de la mer de Marmara pour accoster à Constantinople.

Levant. L'une des prérogatives les plus essentielles des ambassadeurs de France à Constantinople est la préservation des intérêts commerciaux français dans l'Empire ottoman. Ces accords commerciaux étaient à l'origine des relations entre Versailles et la Sublime Porte. Après une longue période de tensions au XVII^e siècle, les relations franco-turques se sont réchauffées à l'occasion des renégociations des capitulations en 1673. Marseille est le premier port français du Levant au début du XVII^e siècle. François Pouqueville estime qu'environ mille vaisseaux provençaux commercent dans les différents consulats ottomans ⁴⁸. L'ambassadeur Girardin reçoit l'instruction de discuter avec les instances urbaines de Marseille sur la manière de relancer l'implantation commerciale du port dans les différents consulats :

« Lors de son départ vers Constantinople, le nouvel ambassadeur doit s'arrêter à Marseille, faire assembler les échevins et discuter avec eux du commerce afin de voir comment il pouvait avantager le commerce. »⁴⁹

La ville avait souffert de cette longue période de tension et le nombre de vaisseaux de commerce chutait. Il fallait redynamiser le commerce. L'instruction donnée à l'ambassadeur Girardin est intéressante, car elle témoigne de la volonté de Versailles de s'appuyer sur l'expérience des élites commerciales locales pour relancer l'activité portuaire. Elle traduit le souci d'intégrer ces élites locales à la politique internationale. Cette attitude du gouvernement français annonce sa politique d'intégration des élites marchandes des Pays-Bas méridionaux durant la guerre de Succession d'Espagne. La concertation présidée par l'ambassadeur confirme le rang de Marseille comme premier port français du Levant. Elle semble bénéfique puisque les activités reprennent rapidement. La guerre de Succession d'Espagne est un coup d'arrêt, malgré les navires de la Royale qui escortent les bâtiments marchands regroupés en convois. Le maintien de la liaison maritime est primordial. Malgré les corsaires, les tempêtes et la marine de guerre adverse, les courriers doivent être acheminés entre le Levant et Marseille. À l'image de la Pologne, l'Empire ottoman constitue une porte de sortie pour les correspondances diplomatiques. Les voyages par voie de mer sont bien plus rapides que par voie de terre. Ils assurent une forme de réactivité à la diplomatie et à la mise en œuvre des alliances de revers au-delà du Saint-Empire romain germanique.

⁴⁸ François Charles Hugues Laurent Pouqueville, *Mémoire de l'Institut de France*, Académie des inscriptions et belles lettres, Paris, imprimerie royale, 1833, p. 277.

⁴⁹ AAE, Md. Turquie, vol. 1, P/11240, *Mémoire sur le commerce pour servir d'instruction au sieur Girardin, Ambassadeur du roi près le Grand Seigneur, fait par M. de Seignelay*, le 15 août 1685, f° 41

Le travail des hommes acheminant les correspondances sur l'étape Marseille-Constantinople-Salonique est de plus en plus délicat au fur et à mesure que la guerre dure. La Royale perd peu à peu le contrôle de la Méditerranée occidentale. La défaite de Malaga en 1704 marque un net recul de la marine française. Bien que disposant de commandants d'exception à l'image du comte Forbin ou de Jacques Cassard, il devient très dangereux pour les convois marchands, même sous escorte, de franchir le détroit de Messine. Le volume chute en raison des risques trop importants pour les armateurs provençaux de perdre leurs cargaisons et leurs navires. L'activité commerciale s'affaiblit une fois encore comme dans l'ensemble des espaces maritimes, dont la Manche, la mer du Nord et la Baltique. Des marchands et des capitaines plus téméraires que les autres poursuivent les échanges commerciaux avec le Levant et la Pologne. Ils sont autant de support pour véhiculer les correspondances du marquis des Alleurs ou du baron de Wettes par la Baltique et la Méditerranée. La présence de ces vaisseaux dans les ports de Salonique, Constantinople et de Dantzig offre de multiples possibilités aux agents de liaison sillonnant les voies terrestres. Leur mission est de porter les missives inviolées dans les ports avec le plus de célérité possible. Sans navire à quai, cette célérité est inutile, et les risques encourus injustifiés.

Les efforts de chaque partie du réseau conditionnent l'efficacité de la voie. En période hivernale, la mission de chacun se complique. Sur terre comme sur mer, ces périodes hivernales sont les plus éprouvantes pour les agents de liaison. Les dangers de la route sont innombrables. Si elle est source de vie et de richesse, elle est aussi meurtrière. Le messager, comme le marchand et le voyageur, vit la route. Il y risque sa vie (vitesse à cheval, maraudes, cabinets noirs, franchissement de fleuves, maladies), s'adapte aux conditions climatiques, aux imprévus, à l'insécurité chronique. En raison du caractère confidentiel de sa mission, le messager prend ainsi davantage de risques que les autres catégories de personnes qui se déplacent en Europe, y ajoutant la menace des cabinets noirs. Les lettres se fondent dans les routes commerciales et nourricières, faisant de la route de l'information diplomatique une entité complexe à saisir.

CONCLUSION

La diplomatie française évolue dans deux contextes foncièrement différents en Hongrie et dans les Pays-Bas méridionaux. Pour réaliser les ambitions continentales de Louis XIV, c'est-à-dire la formation d'une monarchie universelle réalisée par l'union dynastique des monarchies françaises et espagnoles, les agents français sont dans l'obligation de tenir compte des particularismes locaux pour mettre en œuvre leurs stratégies. Celles-ci s'intègrent à la tactique de revers dont l'efficacité s'appuie sur l'interdépendance des fronts occidentaux et orientaux.

Lorsque le premier novembre 1700, le roi d'Espagne Charles II meurt à Madrid, les diplomaties françaises et impériales préparent sa succession depuis plusieurs décennies. La résolution de la succession par voie testamentaire plonge alors l'ensemble de l'Europe dans une guerre d'envergure européenne dans laquelle les provinces hongroises et belgiques sont engagées aux côtés de leurs monarques respectifs. Les missions menées par le réseau diplomatique français lors de ce conflit s'inscrivent dans la lignée d'opérations conduites dans la seconde moitié du XVIIe siècle. Elles respectent une forme de tradition militaire aux Pays-Bas méridionaux et diplomatique en Hongrie.

Ces deux territoires périphériques prennent une part importante dans un conflit où leurs identités respectives sont exacerbées par les affrontements militaires et les politiques centralisatrices des Bourbons et des Habsbourg. Sans avoir réellement cohabité depuis l'arrivée des Hongrois en Europe au IXe siècle, ces peuples partagent pourtant un défi commun : celui de défendre leur identité territoriale face aux grandes monarchies absolutistes qui se disputent depuis le XVIe siècle l'hégémonie continentale.

En comparaison d'États limitrophes, la Hongrie et les Pays-Bas méridionaux n'ont pas de relations sociales, politiques ou économiques fortes. Les deux territoires entretiennent quelques timides et sporadiques relations militaires, religieuses, économiques ou culturelles jusqu'au XVIIIe siècle. Bien que de culture différente, les Hongrois et les Belges partagent un attachement pour le régime politique parlementaire.

Dans leurs mythes fondateurs, les habitants des provinces belgiques conservent une certaine méfiance vis-à-vis des Magyars. Elle est l'héritage des premiers contacts sanglants au IXe siècle. Au sein de l'imaginaire provincial, la Hongrie conserve longtemps l'image d'un peuple impitoyable, comme le furent les Vikings un siècle plus tôt. À cause de ce préjugé, de l'éloignement et des structures politiques et économiques foncièrement différentes, les deux provinces se développent indépendamment l'une de l'autre. À partir de l'effondrement du royaume de Hongrie lors de la bataille de Mohács en 1526 et du mariage de Marie de Bourgogne, duchesse souveraine des Pays-Bas, avec Maximilien de Habsbourg en 1477, les populations de Hongrie et des Pays-Bas pénètrent dans le monde des Habsbourg. En raison de l'intégration commune à ce vaste ensemble politique caractérisé par ses multiples cultures et ses nombreuses confessions, la relation entre leurs élites se développe. Des alliances matrimoniales ont lieu entre membres de l'aristocratie et des troupes belges sont régulièrement levées pour mener la reconquête de la plaine hongroise sur les Ottomans.

Si, grâce à leurs entrées respectives dans l'Empire habsbourgeois, ces deux provinces périphériques sont associées au même ensemble dynastique, elles rejoignent également la dynamique de conflit qui oppose les Maisons de France et de Habsbourg. Elles sont soumises à l'autorité souveraine de leurs monarques et les élites locales doivent désormais subir la politique intérieure et extérieure des dirigeants habsbourgeois et Bourbon. Au niveau extérieur, la première matrice est celle de l'influence de la France. Depuis François Ier, l'administration diplomatique française comprend que la principale faiblesse de l'Empire des Habsbourg réside dans sa position géographique au centre de l'Europe qui l'expose à des conflits à l'Ouest avec la France, mais également à l'Est avec l'Empire ottoman. Les Turcs trouvent un intérêt à s'allier avec la France. En effet, les puissances françaises et ottomanes partagent la volonté de détruire la puissance habsbourgeoise qui constitue un obstacle à la réalisation de leurs ambitions respectives. Si les rois de France rêvent du titre impérial et d'un empire continental, les sultans rêvent de prendre la capitale impériale d'Occident, après avoir conquis celle d'Orient en 1453. Le principe appliqué à l'initiative de François Ier au XVIe siècle est ensuite adapté par Louis XIV lors de la guerre de Succession d'Espagne au début du XVIIIe siècle. Cette manœuvre tactique s'appuie sur une interdépendance des fronts qui vise à faire combattre l'adversaire sur deux théâtres d'opérations distincts, diamétralement opposés, afin que les armées ne se portent pas secours sur son territoire et afin de ruiner le soutien de la population, ainsi que de réduire les levées militaires et financières. Si elle est menée simultanément par les deux alliés, cette stratégie conduite sur les plans diplomatiques et

militaires s'avère considérablement efficace. Formant des appendices territoriaux difficiles à défendre, les provinces périphériques hongroises et belgiques constituent des points faibles des empires habsbourgeois, en raison de leurs positions excentrées par rapport à son centre matérialisé par la capitale. Elles subissent ainsi les influences françaises et ottomanes dans le cadre d'oppositions dynastiques qui trouvent une partie de leur origine dans les prophéties et les chimères des monarques.

Si la France rêve de reformer l'Empire de Charlemagne, les Habsbourg ambitionnent une conquête de l'Europe balkanique jusqu'à Constantinople. Ces ambitions sous-entendent le choc des impérialismes français, ottoman, espagnol et autrichien dans les zones de contacts entre ces nations, c'est-à-dire en Italie, en Allemagne et aux Pays-Bas pour la rivalité franco-autrichienne, et en Hongrie pour les tensions austro-turques. En ce qui concerne la Hongrie, les empereurs considèrent ce vaste territoire comme vierge du fait de l'absence de grande monarchie depuis 1526. Tout au long du XVIIe siècle, ils sous-estiment gravement l'identité des peuples hongrois et transylvains notamment entre les années 1660 et 1711. En Europe centrale, les Français, les Autrichiens et les Ottomans participent ainsi à une Question d'Orient avant l'heure, sous le regard d'une nouvelle puissance méconnue, la Russie de Pierre le Grand. Cette nation occupe une place majeure dans la Question d'Orient du XIXe siècle, mais elle cherche déjà à se positionner en Europe centrale et le long des détroits dès la fin du XVIIe siècle. Les démarches du Tsar auprès du prince Rakóczi au cours des années 1706 - 1707, marque sa volonté d'intégrer le concert des nations par le prisme de la rébellion magyare. Le déclenchement de trois guerres russo-ottomanes entre 1676 et 1711 illustre le souhait des Russes de s'ouvrir la route de la mer Noire d'une part, et celle de la Méditerranée par Constantinople d'autre part. Les ambitions de Pierre le Grand sur le Bosphore empêchent l'Empire ottoman d'intervenir militairement dans la guerre d'Indépendance hongroise, malgré les demandes répétées de son allié français, par l'intermédiaire de son ambassadeur de France à Constantinople, le marquis de Ferriol. Face au danger russe, la puissance turque se borne d'abord à apporter un soutien logistique par l'intermédiaire des Pachas de Belgrade et de Temesvar, puis à feindre d'ignorer les activités du réseau diplomatique français qui utilise la partie européenne de l'Empire comme base arrière pour les kurucs.

Les provinces belgiques sont épargnées par la Question d'Orient, mais elles affrontent directement un impérialisme français qui veut rationaliser et repousser sa frontière septentrionale loin de Paris, puis de Versailles. Ce territoire périphérique doit alors faire face

à six invasions des troupes de Louis XIV en seulement cinquante ans, et se retrouve ainsi impliqué dans toutes les guerres du règne du Roi-Soleil et subit des ravages considérables lors de chaque conflit. À l'image de l'Italie du nord, cette province occidentale de l'Empire habsbourgeois est un lieu de résolution militaire des tensions diplomatiques entre Vienne et Versailles. Au-delà des exactions militaires et des réquisitions sur les populations, les élites locales font également face aux politiques centralisatrices des monarchies habsbourgeoises, puis bourbonniennes, qui cherchent à prendre le contrôle d'un petit territoire qui génère par son commerce une richesse considérable. Si les Belges ne se soulèvent pas comme les Hongrois face aux politiques dirigistes des pouvoirs centraux, leurs élites provinciales s'opposent politiquement à ce type d'exercice du pouvoir. La nature absolutiste des grandes monarchies ne s'accorde en effet pas avec la tradition politique de provinces périphériques, dont l'éloignement géographique de la capitale facilite l'instauration d'une posture autonomiste et parlementaire. La formation des États-nations qui s'amorce aux XVI^e et XVII^e siècles remet en cause les équilibres politiques présents en Hongrie et dans les Pays-Bas méridionaux ainsi que le rôle de la noblesse d'épée. Les gouverneurs rencontrent de grandes difficultés pour imposer la centralisation de ces provinces. Les résistances politiques et militaires les font systématiquement échouer dans leur mission. La sécession des Pays-Bas septentrionaux et l'édification d'une république marchande des Provinces-Unies matérialisent les réelles aspirations politiques et identitaires réelles des Pays-Bas méridionaux du XVI^e siècle au début du XVIII^e siècle. La Hongrie se situe dans la même logique parlementaire, restant ainsi très attachée au caractère électif de sa monarchie, à sa constitution et à la décentralisation des assemblées de comitats. La manière de défendre ce modèle politique trouve également un point de convergence au niveau juridique avec la charte du Grand-Privilège du côté des Pays-Bas et le serment d'André II du côté de la Hongrie. Ces deux textes sont des symboles du droit des pouvoirs locaux à défendre leurs identités régionales respectives. Les deux périphéries se dotent d'un même arsenal juridique pour défendre leurs autonomies respectives. La manière de mettre en œuvre ces textes face aux ingérences des pouvoirs centraux est aussi diamétralement opposée que leur position géographique par rapport à Vienne. En effet, les Magyars font valoir ce droit par la violence au travers de rébellions identitaires régulières, alors que les Belges utilisent la voie pacifique en instaurant d'abord un blocage politique local des lois promulguées par le pouvoir central, puis en négociant de nouveaux privilèges en vue de les appliquer. Cette attitude passive efficace ruine les actions des gouverneurs généraux espagnols durant près d'un siècle. La province est d'ailleurs jugée ingouvernable par nombre de cours européennes. Fort de l'expérience espagnole, la France

s'appuie sur un administrateur local, Jean de Brouhoven, comte de Bergeyck, pour imposer la réforme des Conseils collatéraux à partir de 1701. Une politique payante dans un premier temps, mais qui ne perdure pas dans le temps pour des raisons militaires et qui subit également des blocages au niveau régional notamment lors du vote des contributions financières par les assemblées provinciales.

En menant une politique d'uniformisation, les administrateurs des puissances bourbonniennes et habsbourgeoises se font les suiveurs de penseurs humanistes du XVI^e siècle comme Juste Lipse, Jean Bodin ou Cardin le Bret. Ces derniers cherchent à forger un dénominateur commun à l'agrégat culturel que peuvent être les grands ensembles dynastiques. C'est tout à fait le cas pour le monde des Habsbourg au début du XVIII^e siècle. Cette volonté de rassembler la nation autour d'une même loi, d'une même foi et d'un même souverain absolu catalyse les tensions et les oppositions de provinces périphériques qui refusent d'être intégrées à l'ensemble dynastique sur la base de ce système de valeurs. Si, par le passé la Bohême se laisse soumettre après la défaite de son mouvement de résistance en 1620, les élites hongroises et belges défendent leurs modèles de manière récurrente, et ce malgré un contexte économique, politique et militaire particulièrement difficile.

Les élites locales et provinciales savent s'adapter au contexte et à l'envahisseur. Cette posture est transmise dans l'éducation des jeunes élites et elle se pérennise ainsi dans les différentes institutions depuis la période médiévale. Le sentiment de pouvoir s'administrer et se défendre seul s'appuie sur des mythes fondateurs puissants, à l'image de la victoire à la bataille des Eperons d'or face au voisin français. Pour les Pays-Bas méridionaux, ces périodes de l'histoire provinciale, empreintes de gloire, correspondent à l'âge d'or des villes marchandes des Flandres. Ces mythes se transmettent dans l'éducation des jeunes élites dans le but de forger une culture autonomiste et parlementaire. La préservation des privilèges par la voie politique est une des caractéristiques majeures de l'identité nobiliaire et territoriale des Pays-Bas méridionaux. Bien que constamment attaquée par Louis XIV, cette forme de résistance est particulièrement visible au XVII^e siècle avec la tentative de bureaucratization des Conseils collatéraux des Habsbourg d'Espagne, puis durant la guerre de Succession d'Espagne avec le Conseil royal bourbonien.

Les déterminismes géographiques et identitaires des territoires expliquent que ces provinces adoptent des postures différentes vis-à-vis des avances diplomatiques d'une France

qui cherche en toute occasion à déstabiliser ces espaces éloignés de Vienne et de Madrid afin d'affaiblir son rival héréditaire habsbourgeois. Les élites des provinces belgiques s'engagent dans les différents gouvernements, mais n'hésitent pas à rallier l'adversaire si le camp choisi est en déroute. C'est ce que l'on observe avec plusieurs membres du Conseil qui rallient les Anglo-hollandais après la défaite française de Ramillies en 1706. On retrouve une stratégie similaire en Hongrie avec les grandes familles de magnats hongrois. C'est le cas notamment des Esterhazy qui placent un membre dans chacun des deux camps, celui de l'Empereur et de Rakóczi. Les élites locales montrent ainsi que l'adaptabilité est leur meilleure arme face aux ingérences récurrentes de leurs provinces par les Bourbons et les Habsbourg. Néanmoins, s'il existe une cohésion politique entre les territoires périphériques dans la résistance aux tentatives de centralisation absolutiste, la manière de résister n'est pas identique. Cette différence est influencée par le déterminisme géographique, l'histoire et l'identité de ces deux peuples. Elle sous-entend l'existence de disparités culturelles et d'écarts de développement importants au sein de l'Empire des Habsbourg. Ces disparités permettent à la France de s'ingérer dans les affaires provinciales et d'inciter les Hongrois à prendre les armes dans le cadre de la stratégie géopolitique de revers.

Au début du XVIIIe siècle, l'Empire des Habsbourg rencontre effectivement de plus fortes disparités de développement qu'en France dont le territoire est plus unifié et plus homogène du point de vue de la culture, de l'administration et des infrastructures. La différence de développement en matière d'aménagement du territoire entre la Hongrie et les Pays-Bas méridionaux est très importante. D'un côté, les Hongrois sont enclavés dans un territoire en état de guerre chronique entre les Impériaux et les Ottomans. L'espace magyar reste ainsi en marge des flux internationaux qui préfèrent éviter les zones géographiques escarpées et politiquement instables. Les provinces hongroises et transylvaines ne sont pas directement connectées aux infrastructures portuaires du riche commerce océanique comme c'est le cas pour les provinces belgiques. Du fait de son enclavement continental, la Hongrie reste encore marquée par le féodalisme et la ruralité. L'urbanisation est très en retard¹ par rapport à la moyenne européenne, à la France et surtout aux Pays-Bas méridionaux. Profondément rurale, la Hongrie possède une structure économique dépourvue d'une véritable organisation capitaliste, déjà fortement implantée aux Pays-Bas. Les réformes économiques introduites par les caméralistes viennois en Hongrie et en Transylvanie à la fin du XVIIe

¹ Mis à part dans les régions saxonnes, dont les premiers colons viennent des provinces belgiques.

siècle montrent que les territoires d'Europe centrale et orientale ne sont pas prêts à adopter ce type d'organisation qui a déjà remplacé le féodalisme en Europe occidentale. A *contrario*, le servage et les grands domaines de magnats restent les modèles économiques de référence. Seules les communautés saxonnes se rapprochent des normes en vigueur en Europe occidentale. Elles se montrent favorables aux réformes impériales dans une Europe centrale partagée entre la grande plaine hongroise et le massif des Carpates.

Ce déterminisme négatif est accentué par une langue atypique en Europe, héritée de leur origine ouralienne, qui ne permet pas à la majorité de la population de communiquer avec les autres peuples limitrophes. L'élite semble bien mieux intégrée à l'espace continental et à l'Empire habsbourgeois que le reste de la population. Les membres de la noblesse parlent ainsi plusieurs langues à l'image de François Rakóczi, de Michel Apafi ou de Pierre Zrinyi. En ce sens, la Hongrie possède un caractère relativement cosmopolite qui se rapproche de la nature des Pays-Bas méridionaux. À l'inverse des provinces hongroises, les Pays-Bas sont un espace ouvert sur le monde atlantique et baltique. Leurs infrastructures routières sont intégrées aux espaces continentaux et habsbourgeois. Leurs efficacités et leurs densités favorisent un essor commercial et culturel foisonnant lors des rares périodes de paix qui succèdent à la période archiducale du XVIIe siècle. Ce territoire multiculturel se révèle cosmopolite et très bien connecté à l'Europe de l'information et du commerce. En revanche, les Hongrois sont en marge. Le sous-développement de ce territoire en ce qui concerne les infrastructures de communication ne facilite pas l'établissement de contacts et influence la perception de l'étranger. Ce contexte difficile et les carences de développement ont un double effet sur la population et le territoire hongrois. En premier lieu, les maux de la guerre font ressurgir la nostalgie de temps meilleurs où la Hongrie était en mesure de se défendre et de conquérir de nouvelles provinces. Le souvenir du roi Mathias Corvin, qui régna à la fin du XVe siècle, reste encore dans tous les esprits. Il est ravivé lors de chaque soulèvement nobiliaire et populaire du XVIIe siècle. Ces révoltes entretiennent l'espoir de recouvrer cet âge d'or envolé dans les guerres austro-ottomanes et les traités de paix du XVIIe siècle signés à Vasvar en 1664 et à Karlowitz en 1699. Au début du XVIIIe siècle, le royaume de Saint-Étienne manque de routes et d'ouvrages d'art de qualité pour franchir les nombreux cours d'eau du bassin danubien. Du fait de ce sous-développement, la Hongrie est une province orientale du monde habsbourgeois repliée sur elle-même. Touché par le phénomène de repli identitaire inhérent aux périodes de conflits, le peuple hongrois développe un sentiment de xénophobie à l'encontre des colons germaniques installés par l'Empereur et dont les ancêtres

sont originaires en partie des Pays-Bas. Comme les colons sont perçus comme des vecteurs des doctrines centralisatrices et caméralistes appliquées par le pouvoir central, les Hongrois concentrent leurs réactions identitaires violentes sur cette communauté qui en dehors des centres urbains, ne peut pas être défendue par une armée impériale bousculée durant les cinq premières années de la guerre d'Indépendance hongroise.

Les Pays-Bas méridionaux et la Hongrie sont également intégrés à l'Europe des princes. Elles font partie des grandes stratégies diplomatiques, notamment dans la tactique de revers. Durant la période cardinale, le danger d'un enveloppement des frontières françaises par les territoires habsbourgeois s'éloigne. L'éducation donnée par le cardinal Mazarin et l'épisode formateur de la Fronde marquent profondément le jeune roi Louis XIV. Ils ont une influence décisive sur sa perception du monde et sa manière de gouverner. Pour avoir survécu à cette période de troubles, dont l'Europe des Habsbourg tente naturellement de tirer profit, les enseignements du Premier ministre italien sont élevés au rang de dogmes politiques sur les plans intérieurs et extérieurs :

*« La somme des connaissances, des principes politiques et des idées qu'il avait acquis, à travers Mazarin, sur l'Europe et le contexte international ».*²

*« Il est certain que le parrain apprend à son filleul, outre les intrigues de cour et de conseil qu'il pouvait observer, l'Europe des rois, des princes, des petits duchés, des diplomates, des agents secrets peut être ».*³

Ces conseils donnent au jeune monarque de solides points de repère pour accroître la position hégémonique de son royaume obtenue aux traités de Westphalie de 1648 et confirmée à la paix des Pyrénées de 1659. Ses qualités de dirigeant politique et de stratège ne peuvent s'épanouir pleinement que dans un contexte favorable où l'avantageux déterminisme géographique de la France peut pleinement s'exprimer. Les conditions climatiques extrêmement favorables pendant les trente premières années du règne lui apportent des récoltes suffisamment abondantes pour garantir le soutien de ses sujets à sa couronne d'une part, et des fonds suffisants pour mener une politique servant ses ambitions impérialistes dirigées contre les possessions habsbourgeoises les plus vulnérables. La diplomatie française, en plein essor, seconde ainsi activement les ambitions de Louis XIV et met en valeur les

² Lucien Bély, *Les relations internationales en Europe XVIe-XVIIIe siècles*, Paris, Thémis, 1992, p. 204.

³ Lucien Bély, *Ibid.*, p. 203.

qualités naturelles de la France, c'est-à-dire sa démographie et son immense interface maritime. Les objectifs impulsés par le Roi-Soleil sont contrebalancés par la puissance autrichienne qui cherche à limiter les ambitions de Louis XIV en participant à plusieurs coalitions avec des puissances maritimes anglaises et hollandaises soucieuses de défendre leurs avantages commerciaux, dont elles tirent leurs revenus, leur pouvoir et leur stabilité politique. La France utilise la tactique de revers pour museler les oppositions de ses adversaires en utilisant de manière pragmatique des peuples souhaitant retrouver une indépendance perdue à l'époque moderne, comme dans le cas des nations hongroises et écossaises. Déjà utilisée lors à la fin du XIIIe siècle contre l'Angleterre, la France réadapte cette tactique de revers en Europe orientale en créant un nouveau système d'alliances. La Pologne, l'Empire ottoman et la Suède forment ce premier système dans l'Europe centrale et orientale du XVIe siècle. Il doit tempérer les ambitions occidentales de l'Autriche et de sa cousine espagnole. Sa construction se poursuit tout au long du XVIIe siècle jusqu'à la guerre de Succession d'Espagne, en intégrant de manière fréquente une Hongrie de plus en plus soucieuse de défendre son identité politique, religieuse, économique et sociale contre des ingérences viennoises de plus en plus fortes après l'échec de la conjuration des magnats en 1671.

Au XVIIe siècle, ce réseau diplomatique est ainsi régulièrement renforcé par la Hongrie. Occupé depuis la bataille de Mohács de 1526, ce peuple supporte mal l'occupation de la nation autrichienne contre laquelle elle s'est battue jusqu'à la fin du XVe siècle. Ce puissant mythe fondateur de la prise de Vienne par le roi de Hongrie Mathias Ier Corvin en 1485, reste vivace dans les mémoires et est exacerbé par la politique dirigiste de l'Empereur Léopold Ier de Habsbourg. À partir de 1660, avec l'aide des Jésuites, il met en œuvre la Contre-Réforme catholique en Hongrie. Dans ce pays majoritairement calviniste, féodal et parlementaire, cette politique d'homogénéisation impériale s'imprime également dans les domaines économiques avec les caméralistes, mais aussi en politique avec l'absolutisme. Elle catalyse les mécontentements à la fois en Hongrie et en Transylvanie, jusqu'à conduire à une rébellion généralisée contre les théories économiques des caméralistes, religieuses de Juste Lipse, absolutiste de Cardin le Bret et souverainiste de Jean Bodin. La guerre d'Indépendance de Hongrie éclate en 1703. Ce conflit identitaire sert les intérêts de la France, car elle mobilise près de vingt mille impériaux, empêche la levée de troupes et les prélèvements fiscaux dans les comitats rebelles. En cela, par l'interdépendance des fronts, elle s'intègre à la guerre de

Succession d'Espagne. L'influence des réseaux de communication sur la manière d'exprimer son identité est considérable.

La route constitue un élément fondamental de la vie sous l'Ancien régime. Tous les habitants d'Europe vivent à proximité d'une route. Seuls l'accès au réseau, le niveau de développement et l'organisation varient d'un État à l'autre. Les pouvoirs centraux comprennent dès la période médiévale que l'aménagement du territoire facilite l'implantation et l'affirmation du pouvoir central. La route est un facteur de pouvoir qui permet de contrôler l'espace, de rapprocher les périphéries du centre de l'Empire, de réduire l'autonomie locale en écourtant les temps de déplacements entre la capitale et les chefs-lieux régionaux. Elle est également un facteur identitaire. Cette identité varie en fonction du niveau de développement de la province et de son ouverture sur le monde. Les Hongrois et les Belges ne sont pas ici traités sur le même pied d'égalité du fait de la spécialisation productive des provinces de l'Empire⁴. En comparaison de l'ouverture et de la densité du réseau routier développé dans les Pays-Bas méridionaux, la Hongrie, hormis le système danubien, équivaut à un désert dont les villes ne sont desservies que par des chemins de muletiers. Le caractère identitaire n'est donc pas au même niveau. S'il apparaît consensuel et pacifique à Bruxelles, il est clairement violent à Bude. L'alliance du prince Rakóczi et de la France face à l'Empire permet à Rakóczi de prendre la tête d'une rébellion de type protonationaliste. Dans son manifeste de 1703, il utilise sans détour l'expression « *nation hongroise* »⁵ dans le sens patriotique du terme. Ce document possède toutes les caractéristiques d'une déclaration d'indépendance avant l'heure. Contrairement au contexte français des années 1650, la guerre d'Indépendance hongroise n'est pas une fronde nobiliaire contre son souverain légitime. C'est davantage un soulèvement visant à préserver un mode de vie et une tradition parlementaire que les Magyars jugent en péril face aux réformes menées par les agents impériaux. François Rakóczi cherche à fédérer le peuple et les nobles en rappelant les mythes fondateurs de la Hongrie.

Si le peuple n'est pas véritablement en mesure de comprendre les mécanismes qui conduisent à la mise en œuvre d'une politique favorisant la religion catholique, l'économie capitaliste et la centralisation des administrations locales, il le ressent dans ses actes du quotidien. Il le perçoit dans sa pratique toujours plus difficile du calvinisme, dans les

⁴ La Hongrie est spécialisée dans les productions agricoles et le minerai, tandis que les Pays-Bas sont une interface maritime et commerciale de premier plan.

⁵ Miklos Molnar, *Histoire de la Hongrie*, chapitre III, Paris, Perrin, 2004, p. 186-187.

exactions des troupes impériales, dans l'emprise des colons allemands sur les institutions provinciales comme la poste hongroise ou les monopoles des compagnies de commerce étrangères. La frustration progressive ressentie face aux injustices trouve un exutoire dans la haine du serviteur de l'Empereur et dans la fougue des Magyars dans les actes de petites guerres. L'aide financière et matérielle de la France est indispensable. Elle est organisée par les agents français en poste à Constantinople et à Dantzig, ainsi le marquis des Alleurs, attaché au prince Rakóczi, joue le premier rôle. Cette organisation se révèle à la lecture de correspondances qui attirent la convoitise des belligérants. L'agent redouble alors d'ingéniosité pour les coder et les faire acheminer. Les récits de voyage sont également une source documentaire précieuse. Celui de François Paulin Dalayrac, chevalier de Beaujeu, illustre l'intérêt de ces sources pour saisir la difficulté de se déplacer en Europe centrale. Ce récit caractérise la route dans les contrées les plus reculées de l'Empire où le déterminisme géographique impose ses contraintes au réseau. Du fait de son développement avancé et de son ouverture, le processus identitaire belge apparaît à première vue moins violent dans son expression. Disposant d'une forte tradition autonomiste forgée durant la période médiévale grâce au commerce des grandes villes commerçantes flamandes, les réactions sont plus feutrées, car la violence est systématiquement néfaste à l'économie. Les provinces périphériques des Pays-Bas et de la Hongrie sont donc intégrées de manière différente à l'Europe des postes, mais elles sont associées aux réformes centralisatrices et aux dynamiques géopolitiques dont la matrice, jusqu'au traité d'Utrecht, reste l'opposition dynastique entre les Habsbourg et les Bourbons, au travers de l'affirmation de leurs ambitions respectives.

L'aboutissement de ces luttes identitaires se révèle différent. La rébellion de Rakóczi finit par s'essouffler après le désengagement français amorcé 1708, jusqu'à être finalement battu en 1711. La paix de Szatmar matérialise cet échec du mouvement d'opposition hongrois soutenue par la France et son réseau d'agents diplomatiques disséminés principalement en Hongrie, en Pologne et dans l'Empire ottoman. À l'inverse, la politique de compromis des élites belges réussit une nouvelle fois à s'adapter et à garantir le caractère autonome de ses institutions locales. Les Autrichiens, qui obtiennent la souveraineté sur les Pays-Bas méridionaux à la suite de la guerre de Succession d'Espagne, s'appuient sur les élites provinciales pour installer leur pouvoir et asseoir leur autorité.

Elle montre que la voie politique est plus efficace que la voie insurrectionnelle, plus en accord avec la culture de Horde des Hongrois. En réalité, la disparité historique entre les deux

périphéries réside dans la mise en œuvre de leurs défenses identitaires. Les différences de développements régionaux expliquent en grande partie ces postures dissonantes de la politique générale de Vienne. Les réseaux postaux et les densifications des réseaux de communication ont une influence directe sur la manière dont les territoires expriment leurs identités. La notion du « pavé du roi » montre ainsi que le niveau d'intégration des périphéries au centre administratif et à l'espace continental est une thématique essentielle pour comparer des provinces éloignées culturellement, politiquement et géographiquement.

La guerre de Succession d'Espagne va redistribuer les cartes du jeu diplomatique en Europe. Les traités d'Utrecht et de Szatmar intronisent de nouveaux rapports de forces régionaux où les aspirations locales des territoires périphériques sont soumises aux influences diplomatiques et dynastiques. La période autrichienne qui s'ouvre en Hongrie et dans les Pays-Bas méridionaux annonce un retour de la paix et de la prospérité dans ces territoires dès la fin des années 1710.

Les Bourbons battus, ce conflit modifie le référentiel des règles diplomatiques en vigueur en Europe. À partir du traité d'Utrecht de 1714, la France perd son statut hégémonique acquis au traité de Westphalie soixante-dix ans plus tôt. La paix revient en Europe après le déclenchement de trois conflits européens majeurs, sans compter les guerres régionales du Nord et de Hongrie. Ce traité est charnière dans l'histoire des relations internationales. Pierres angulaires de la Grande Alliance de La Haye, les puissances maritimes dictent désormais leur vision de la géopolitique. Comme le montre l'historien Frédéric Dhont⁶, le retour à la paix engendre une matrice de calme relatif, appelé les « Trente heureuses ». Au-delà de la fin de plusieurs décennies d'hostilités, les traités, mettant un point final à la guerre de Succession d'Espagne⁷ et à la guerre d'Indépendance hongroise⁸ instaurent l'équilibre des puissances comme règle centrale des relations internationales. Le commerce des puissances maritimes anglaises et hollandaises tire profit de ce nouveau système de valeurs des relations internationales qui doit garantir une paix durable entre les nations après un XVIIIe siècle particulièrement guerrier, notamment pour la France, la Hongrie et les Pays-Bas méridionaux. Une coopération nouvelle entre la France et l'Angleterre doit garantir ce

⁶ Frederik Dhont, *Balance of Power and Norm Hierarchy. Franco-British Diplomacy after the Peace of Utrecht*, History library, vol. 17. Studies in the History of International Law, vol. 7, Leiden/Boston, Brill and Martinus Nijhoff, 2015. Compte rendu d'Eric Schnakenbourg dans *Revue Historique*, n° 678, Nantes, 2016.

⁷ D'Utrecht, de Bade et de la Barrière.

⁸ Szatmar.

nouveau mode de fonctionnement. Elle est servie par un contexte d'ouverture favorisé par le décès de Louis XIV le premier septembre 1715. La mort du Roi-Soleil met fin à une époque révolue, celle des préceptes de la période cardinalesque, des chimères impériales et bourbonniennes, des rêves d'expansion et de monarchie universelle comme vecteur de gloire dynastique. La Régence de Philippe d'Orléans marque l'affirmation d'idées nouvelles, plus libérales, plus commerciales aussi.

Dès l'année 1701, le dogme diplomatique de l'équilibre des nations rejette avec violence toute idée de fusion dynastique entre les monarchies française et espagnole y voyant un risque hégémonique au travers du concept de monarchie universelle bourbonnienne. Bien qu'également opposées à la reformation de l'Empire de Charles Quint et à une monarchie universelle habsbourgeoise, les puissances maritimes se font pragmatiques en s'alliant avec un empereur jugé plus malléable que le Roi-Soleil. La période qui suit ce conflit ne pense plus le découpage européen de la même manière que durant les règnes de Louis XIV et de Léopold Ier. La Régence de Philippe d'Orléans marque ainsi l'instauration d'une forme d'anglophilie en France correspondant à la collaboration efficiente du ministre français Dubois et du ministre britannique Stanhope. La coopération franco-britannique est particulièrement intense sur la période allant de 1717 à 1723. Ce couple politique renverse ainsi les alliances traditionnelles et joue un rôle moteur dans la défense des principes établis à Utrecht. L'allié espagnol de la France est désormais sommé de respecter le traité de paix et de se résoudre à la perte d'une partie de son influence européenne, notamment aux Pays-Bas méridionaux devenus autrichiens. La France abandonne, quant à elle, tout projet de destabiliser une nouvelle fois la Hongrie, malgré les demandes répétées de François Rakóczi en exil en France, puis dans l'Empire ottoman.

Frederik Dhont apporte une nouvelle évaluation historique de l'œuvre de Dubois et de Stanhope⁹. Traditionnellement, elle est jugée négativement par les Historiens. Cette réévaluation est soutenue par Eric Snackenbourg dans son compte rendu de l'ouvrage publié dans la revue d'Histoire diplomatique¹⁰. D'un point de vue diplomatique, leur politique est jugée comme « *subtile et déterminée* »¹¹. Elle favorise le règlement de contentieux sur la base du traité d'Utrecht qui devient le texte de référence de la géopolitique européenne au XVIIIe

⁹ Frederik Dhont, *Ibidem*.

¹⁰ Frederik Dhont, *Ibidem*.

¹¹ Frederik Dhont, *Ibidem*.

siècle, une doctrine davantage empreinte d'équilibre et de pacifisme qu'il faut maintenir à tout prix pour maintenir une paix si importante pour les affaires des milieux négociants. Cette vision se désintègre peu à peu avec la prise de pouvoir de Louis XV et la fin de la Régence en France. Le couple franco-britannique ne résiste pas à la montée des rivalités coloniales entre les deux nations. Les questions commerciales prennent en effet de plus en plus de place dans la résolution des conflits à partir de 1714. Au XVIIIe siècle, ce n'est plus forcément la terre qui forge la puissance d'une nation, comme ce fut le cas au XVIIe siècle, mais le commerce. La modification des sources du pouvoir facilite l'instauration d'une politique des équilibres qui favorise les échanges entre nations par le maintien de la paix, alors que celle de la recherche de la monarchie universelle l'entrave par ses vecteurs impérialistes et guerriers.

La guerre de Succession d'Espagne, dans laquelle s'intègre pleinement la guerre d'Indépendance hongroise, constitue un tournant de l'histoire européenne. Elle est un point de bascule entre un XVIIe siècle encore centré sur l'espace continental et un XVIIIe siècle qui s'ouvre de plus en plus au monde via les implantations coloniales des puissances européennes. Ce conflit d'abord continental, qui a des résurgences jusqu'en Inde et aux Amériques, marque la victoire diplomatique des puissances commerciales et maritimes, alliées aux Habsbourg, sur une France déchue de son statut de puissance hégémonique en 1714, et qui enterre temporairement ses ambitions sur les Pays-Bas méridionaux d'une part, et définitivement sur la Hongrie d'autre part. Après la défaite du mouvement kuruc, la Hongrie est durablement absorbée par le Saint-Empire romain germanique et par son rival autrichien. Malgré un réseau diplomatique français efficace, déployant des trésors d'imagination pour conserver à la fois la confidentialité de ses communications et de celles de son allié kuruc, la sécurité des approvisionnements matériels et financiers de la rébellion, ainsi que la conduite tactique des opérations, le marquis des Alleurs et le président Rouillé ne parviennent pas à maintenir la présence française dans ces deux provinces périphériques de l'empire habsbourgeois. La France y perd ses ambitions diplomatiques dans les désastres militaires de Ramillies en 1706 aux Pays-Bas méridionaux et de Trenscen en 1708 en Haute-Hongrie. L'affrontement pour le contrôle des provinces hongroises et belgiques perdu, les chances de pouvoir conserver l'entièreté de l'héritage de Charles II d'Espagne deviennent nulles.

Finalement, Louis XIV rend son dernier souffle sans avoir pu réaliser toutes les recommandations de son parrain le cardinal Mazarin. À la fin de l'année 1715, la France n'a pas véritablement repoussé les frontières septentrionales du royaume en prenant le contrôle

des provinces espagnoles de Belgique et la puissance autrichienne se renforce en obtenant, d'abord la souveraineté de ces mêmes Pays-Bas méridionaux, et en étendant ensuite son influence en Europe centrale après les paix de Szatmar et de Passarowitz signées respectivement en 1711 et 1718. Seul le danger espagnol a été écarté grâce au maintien de Philippe V de Bourbon sur le trône d'Espagne. Les actions menées dans les Pays-Bas méridionaux et la Hongrie étaient donc un moyen d'accomplir les ambitions dynastiques de Louis XIV, mais ni la diplomatie ni l'armée du Roi-Soleil ne sont parvenues à faire de ces chimères, une réalité.